

CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE MULHOUSE
Procès - verbal n° 06
SEANCE DU 14 DECEMBRE 2023 à 17H

(Convocation expédiée le 7 décembre 2023)

La séance est ouverte à 17h.

Le quorum pour 55 élus en exercice est de 28 élus

Présents :

Mme le Maire : Mme Michèle LUTZ, Présidente de séance.

Mmes et MM. les Adjoints (17) : M. Ayoub BILA, Mme Claudine BONI DA SILVA, M. Jean-Philippe BOUILLÉ, Mme Maryvonne BUCHERT, M. Florian COLOM, Mme Marie CORNEILLE, M. Alain COUCHOT, Mme Anne-Catherine GOETZ, Mme Marie HOTTINGER, Mme Nathalie MOTTE (arrivée au point 3), M. Alfred OBERLIN, M. Paul QUIN, Mme Catherine RAPP, Mme Chantal RISSER, Mme Cécile SORNIN, Mme Emmanuelle SUAREZ, et M. Philippe TRIMAILLE.

Les Conseillers Municipaux Délégués (17) : M. Beytullah BEYAZ, M. Hasan BINICI, Mme Nour BOUAMAIED (arrivée point 5), M. Jean-Claude CHAPATTE, M. Philippe D'ORELLI, Mme Rose-Marie DURRWELL, Mme Aya HIMER, M. Charles HUNOLD, M. Alfred JUNG, Mme Corinne LOISEL, M. Hakim MAHZOUL (arrivé point 3), M. Henri METZGER, Mme Peggy MIQUEE (arrivée au point 3), M. Patrick PULEDDA (du point 3 au point 23 inclus), Mme Malika SCHMIDLIN BEN M'BAREK, Mme Oana TISSERANT et Mme Saadia ZAGAOUI.

Les Conseillers Municipaux (13) :

Groupe Mulhouse Cause Commune (6) :

Mme Nadia EL HAJJAJI, M. Jason FLECK, M. Loïc MINERY, Mme Maëlle PAUGAM, Mme Agnès SCHNEIDER et M. Joseph SIMEONI.

M. Mulhouse ! (3) : Mme Fatima JENN (jusqu'au point 4 inclus), M. Annouar SASSI et M. Paul-André STRIFFLER.

Non - inscrits dans un Groupe (4) :

M. Jean-Yves CAUSER, Mme Cléo SCHWEITZER, Mme Fabienne ZANETTE et M. Bertrand PAUVERT (jusqu'au point 14 inclus).

Procurations (3) :

Procurations permanentes :

Groupe majoritaire (3) :

Mme Laure HOUIN à Michèle LUTZ,
M. Thierry NICOLAS à M. Florian COLOM,
M. Christophe STEGER à Mme Cécile SORNIN.

Procurations temporaires :

Groupe majoritaire :

*Mme Nour BOUAMAIED à Mme Marie CORNEILLE jusqu'au point 4 inclus,
Mme Peggy MIQUEE à Mme Anne-Catherine GOETZ jusqu'au point 2 inclus.*

M Mulhouse ! :

Mme Fatima JENN à M. Paul-André STRIFFLER à partir du point 5.

Excusés / absents non représentés (4) :**Groupe majoritaire (1) :**

Mme Béatrice FAUROUX-ZELLER.

M Mulhouse ! (2) :

M. Antoine EHRET et M. Franck HORTER.

Non-inscrits dans un groupe (1) :

Mme Christelle RITZ.

Assistent en outre à la séance :

M. Aubin BRANDALISE, Directeur de Cabinet,
Mme Marie BRAUN, Directrice du Secrétariat Général,
M. Frédéric BRUN, Directeur Général Adjoint,
Mme Olivia CODACCIONI, Directrice Générale Adjointe,
M. Jean - Luc HUMBERT, DGS qui fait office de secrétaire de séance,
M. Régis OCHSENBEIN, Directeur Général Adjoint,
M. Carino SPICACCI, Directeur Délégué à la Direction Générale,
M. Thierry YOH-RECHAM, Directeur Général Adjoint.

LE CONSEIL MUNICIPAL DU 14 DECEMBRE 2023 A ADOPTE LES POINTS SUIVANTS :

- 1° Désignation du Secrétaire de séance
- 2° Approbation du procès-verbal du conseil municipal du 09 novembre 2023
- 3° 1098 Installation d'un conseiller municipal (341/5.6.2/1098)
- 4° 1050 Contrôle thématique de la Chambre Régionale des Comptes portant sur l'adaptation au changement climatique : Communication du rapport d'observations définitives (31/7.10.5/1050)
- 5° 1077 Budget principal et budget annexe : Vote du budget primitif 2024 (312/7.1.1/1077)
- 6° 1078 Budget principal : Vote des autorisations de programme (312/7.10.1/1078)
- 7° 1079 Budget principal : Mutualisation des moyens et des services entre la Ville de Mulhouse et Mulhouse Alsace Agglomération (312/7.10.5/1079)
- 8° 1080 Facturations 2023 par le budget général au budget annexe des pompes funèbres (312/7.10.5/1080)
- 9° 1023 Tarif municipaux : Révision des tarifs pour services rendus pour 2024 (315/7.10.5/1023)
- 10° 1011 Opération Mulhouse Diagonales : Aménagement des terrasses du musée - avenant n°3 au lot n°1 aménagements paysagers (4200/1.1.5/1011)
- 11° 1076 Projet de renouvellement urbain : Cession d'un terrain à bâtir à 3F Grand Est (534/3.2.1/1076)
- 12° 1007 Programme de renouvellement urbain - stratégie habitat – convention de coopération « DIGNEO » (5303/1.4/1007)
- 13° 1082 Association d'aide aux familles : Subvention 2023 - phase 3 (1100/7.5.6/1082)
- 14° 1062 Projet expérimental de cuisine intergénérationnelle : Versement d'une subvention (1100/7.5.6/1062)
- 15° 1084 Projet culturel de la ville de Mulhouse : Présentation (21/8.9/1084)
- 16° 1057 Associations culturelles : Acomptes sur subventions de fonctionnement 2024 (218/7.5.6/ 1057)

- 17° 1070 Opéra national du Rhin : Versement de la contribution 2024 (2100/7.6/1070)
- 18° 1071 Régie personnalisée Orchestre Symphonique de Mulhouse : Convention de subvention 2024-2026 (2100/7.5/1071)
- 19° 1072 Orchestre Symphonique de Mulhouse, régie personnalisée : Convention de prestation de service (2100/8.9/1072)
- 20° 1073 Régie personnalisée Orchestre Symphonique de Mulhouse : Convention d'occupation temporaire du domaine public (2100/3.3.2/1073)
- 21° 1094 Association du carnaval : Attribution de la subvention 2024 (04/7.5.6/1094)
- 22° 1055 Associations sportives : Attribution de subventions d'équipement 2023 (243/7.5.6/1055)
- 23° 1058 Associations sportives ("clubs élite", "clubs performance +", "clubs performance" et "clubs formateurs") : attribution des soldes de subvention de fonctionnement - saison sportive 2023/2024 (243/7.5.6/1058)
- 24° 1060 Union Nationale des Maisons Sports-Santé (UNMSS) : Adhésion et représentation de la Ville de Mulhouse (246/5.3.4/1060)
- 25° 1065 Association Kids Game Basket: Attribution d'un acompte de subvention (244/7.5.6/1065)
- 26° 1047 Associations de lutte contre l'exclusion : Subventions 2023 - phase 2 (1100/7.5.6/1047)
- 27° 1051 Centres socio- culturels mulhousiens : Attribution des acomptes de subventions de fonctionnement 2024 (133/7.5.6/1051)
- 28° 1091 ZAC du Nouveau Bassin : Compte-Rendu d'Activité à la Collectivité Locale (CRACL) pour l'exercice 2022 (533/1.2.1.8/1091)
- 29° 1093 Opération de renouvellement urbain péricentre - concession d'aménagement et d'animation d'OPAH RU : Compte-Rendu d'Activité à la Collectivité Locale (CRACL) pour l'exercice 2022 (533/1.2.1.8./1093)
- 30° 1087 Pôle de santé de Mulhouse - Bourtzwiller - concession de travaux publics : Compte-rendu d'activité de CITIVIA SPL à la collectivité locale (CRACL) pour l'exercice 2022 (5303/1.2.1.8/1087)

31° 1092 ZAC de la Fonderie : Compte-Rendu d'Activité à la Collectivité Locale (CRACL) pour l'exercice 2022 (533/1.2.1.8/1092)

32° 1085 Concession d'aménagement "Renouvellement Urbain par le Développement de l'Immobilier Commercial" : Compte-rendu d'activité à la collectivité locale (CRACL) pour l'exercice 2022 (5/8.4/1085)

--- / ---

33° 1081 Transferts et créations de crédits (312/7.1.2/1080)

34° 1022 Créances irrécouvrables : Admission en non-valeur (315/7.10.5/1022)

35° 1059 Instruction budgétaire et comptable M57 : Dépenses à imputer aux comptes 6232, 6234 et 6238 (31/7.1.3/1059)

36° 1053 Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) : Approbation du rapport du 8 septembre 2023 (31/7.10.3/1053)

37° 1008 Information du conseil municipal sur les décisions prises par le Maire (341/5.2.3/1008)

38° 1074 Programme de réussite éducative : Renouvellement de l'avance de trésorerie (313/7.7/1074)

39° 1075 RUDIC : Renouvellement de l'avance de trésorerie consentie à CITIVIA SPL (313/7.7/1075)

40° 1061 Mise à disposition d'agents de la Ville de Mulhouse au profit de la Haute Ecole des Arts du Rhin (322/4.1.4/1061)

41° 1043 Adhésion à la convention de partenariat avec l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) (361/1.7.2/1043)

42° 1066 Coteaux : Création de groupes scolaires et suppression d'écoles (2234/8.1/1066)

43° 1086 Plan écoles - groupe scolaire SELLIER à Mulhouse : Convention de co-maitrise d'ouvrage et plan de financement (222/1.3.2/1086)

44° 1105 Association EPICES : Attribution d'une subvention pour l'accueil d'élèves mulhousiens (2212/7.5.6/1105)

45° 1106 Ecole élémentaire PERGAUD : Attribution d'une subvention dans le cadre de l'organisation d'un voyage à Paris (2212/7.5.6/1106)

46° 1083 Subventions FAI (Fonds d'Aide à l'Initiative) à destination des

écoles maternelles et élémentaires 2023 (2212/7.5.6/1083)

- 47° 1063 Athlètes de haut niveau et clubs mulhousiens employeurs : Accompagnements financiers dans le cadre du dispositif Team Olympique Paralympique Mulhouse Alsace (TOPMA) - année civile 2023 (243/7.5.6/1063)
- 48° 1067 Centre Sportif Régional Alsace, internat d'excellence sportive (parcours d'excellence sportive) et maison sport santé : Contribution 2023 au fonctionnement global (243/7.5/1067)
- 49° 1068 Association ELAN SPORTIF : Conclusion d'un avenant à la convention partenariale – année civile 2023 (243/7.5.6/1068)
- 50° 1088 Association Saïmiri Parkour : Conclusion d'une convention d'utilisation et d'animation de l'aire de Street workout dans le quartier prioritaire des Coteaux (243/9.1/1088)
- 51° 1069 Dispositif d'aide aux projets « Initiatives De Jeunes – IDJ » : Attribution d'une aide financière aux porteurs de projet (244/7.5.6/1069)
- 52° 1049 Ville Vie Vacances (V.V.V) Toussaint-Noël 2023 : Attribution de subventions (244/7.5.6/1049)
- 53° 1097 Revalorisation des montants de la participation à la protection sociale complémentaire des agents (323/1.4/1097)
- 54° 1096 Ouverture d'emplois permanents à des agents contractuels (322/4.2.1/1096)
- 55° 1104 Indemnités de fonction des membres du conseil municipal : Mise à jour - décembre 2023 (323/5.6.1/1104)
- 56° 1064 Territoire d'Energie Alsace (TEA) : Approbation de la modification du périmètre de TEA suite à l'adhésion de la communauté de communes de Sélestat et des communes de Boofzheim, Daubensand, Diebolsheim, Friesenheim, Herbsheim, Kogenheim, Rhinau, Rossfeld, Sermersheim et Witternheim (4300/5.7.9/1064)
- 57° 1054 Routes départementales - entretien des traverses par la Ville de Mulhouse : Avenant n°1 à la convention d'entretien entre la Collectivité Européenne d'Alsace et la Ville de Mulhouse (422/7.6/1054)
- 58° 1046 Associations intervenant dans le domaine de la santé : Subventions 2023 - phase 2 (1100/7.5.6/1046)
- 59° 1048 Carte Pass'temps senior : Actualisation 2024 de l'offre municipale (1100/9.1/1048)

60°	1052	Contrat de ville : Programmation politique de la ville 2023 - 4ème phase (131/7.5.6/1052)
61°	1056	Office Mulhousien des Arts Populaires (OMAP) : Convention avec la Ville de Mulhouse (218/8.9/1056)
62°	1089	Bibliothèque-médiathèque : Convention de coopération de la bibliothèque numérique Numistral (212/8.9/1089)
63°	1016	Association Tuba Mulhouse Sud Alsace : Attribution d'une subvention (07/7.5.6/1016)
64°	1103	Dispositif "conseiller numérique France Services" : Approbation de la convention de subvention (07/7.5.8/1103)
Motion		Motion pour le maintien d'un service public postal de qualité à Mulhouse
Vœu		Vœu « enfant à la rue : Les héberger est impératif ! »

Mme le Maire : Il est 17 heures, je vais vous demander de prendre place.

Bonsoir à toutes et à tous. Permettez-moi tout d'abord avant de commencer notre séance de saluer un certain nombre de groupes qui sont parmi nous : il y a une classe de première du lycée Schweitzer. Le club de football féminin Victoria de Bourtzwiller est également présent. Soyez les bienvenus dans notre conseil municipal !

(Applaudissements)

Mme le Maire : Avant de commencer, je vais demander à Marie BRAUN de donner quelques consignes techniques car nous avons eu quelques soucis avec les micros la dernière fois. Donc, pour éviter que ça nous arrive à nouveau ce soir, je demande aux élus d'être attentifs.

Mme BRAUN : bonsoir. Je vous rappelle quelques règles de bon usage technique des micros : pour que l'on puisse ouvrir et activer votre micro, nous devons enregistrer votre demande. C'est pourquoi il est très important que vous appuyiez sur le bouton « parole », lorsque vous demandez la parole. À ce moment-là, une LED verte clignotera, cela signifie que votre demande a bien été enregistrée. Lorsque vous prenez la parole, il faut que vous veilliez à parler bien en face du micro à, à peu près, 20-30 cm du micro, comme je le fais maintenant. Enfin, lorsque votre intervention est terminée, veuillez à fermer votre micro, en appuyant à nouveau sur votre bouton « parole » afin d'éviter les conflits d'usage qui risquent de perturber le système et de créer des Larsens. Voilà, je vous remercie.

Mme le Maire : Merci, Marie. Je vois que M. MINERY a déjà appuyé sur le bouton. Non ? Ah, c'était un test. *(Rires)*

1°

DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE

Mme le Maire : Je propose de désigner M. HUMBERT, notre Directeur Général des Services comme secrétaire de séance, et je vais lui demander de procéder à l'appel.

Pour : 43 + 5 procurations
Groupe majoritaire : 30 + 5 procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6
Groupe M Mulhouse : 3
Non-inscrits dans un groupe : 4

M. Jean-Luc HUMBERT est désigné Secrétaire de séance à l'unanimité des suffrages exprimés.

(M. HUMBERT procède à l'appel)

M. HUMBERT : Le quorum est atteint Madame le Maire.

Mme le Maire : Merci, M. le Directeur.

2° **APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU
09 NOVEMBRE 2023**

Mme le Maire : Il nous convient à présent, d'approuver le procès-verbal du dernier conseil municipal du 9 novembre 2023.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci à vous.

Pour : 43 + 5 procurations

Groupe majoritaire : 30 + 5 procurations

Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

Groupe M Mulhouse : 3

Non-inscrits dans un groupe : 4

Signature du PV par le Secrétaire de séance et le Maire.

Le procès - verbal du conseil municipal du 9 novembre 2023 est adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

Avant mes propos liminaires, je voudrais juste vous dire que nous aurons l'occasion de débattre et de voter une motion et un vœu après le vote bloqué, à la fin de la séquence.

Mme le Maire : Chers collègues, nous voici réunis pour notre traditionnelle séance du conseil municipal, avant la trêve des confiseurs, au cours de laquelle nous débattons notamment des questions budgétaires.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, je voudrais saluer la présence parmi nous d'un nouveau collègue, Charles HUNOLD succédant à notre ami Bruno BALL qui a présenté sa démission, estimant que ses choix de vie n'étaient plus compatibles avec l'exercice de son mandat. Nous remercions chaleureusement Bruno pour son engagement mulhousien qui avait d'ailleurs, débuté bien avant son engagement politique. Nous lui souhaitons bon vent et plein succès dans tout ce qu'il entreprendra.

Bienvenue donc, à Charles HUNOLD, figure mulhousienne bien connue qui, je crois, a toujours bien suivi la politique locale, et a eu notamment le plaisir d'être le suppléant au Département de notre collègue Philippe TRIMAILLE, lors du dernier mandat. Pour l'anecdote – pardon, cher Jean-Claude CHAPATTE –, Charles HUNOLD est désormais le nouveau doyen de notre honorable assemblée.

Je vous annonce d'ores et déjà que nous aurons également une nouvelle collègue à installer lors du conseil municipal de février prochain, avec Virginie RAPIN, qui succédera à notre collègue Béatrice FAUROUX-ZELLER dont les nombreux engagements professionnels et associatifs étaient également difficilement conciliables avec son mandat. On n'oubliera pas le travail accompli par Béatrice

au service de la thématique textile à Mulhouse et nous saurons faire fructifier et développer le travail qu'elle a entamé dans ce cadre au sein de notre équipe.

2023 touche à sa fin, avec une société toujours plus fracturée et inquiète pour son avenir. Les collectivités locales ne sont clairement pas épargnées, la situation de toutes les villes est tendue partout. Le récent congrès des maires a été l'occasion de partager collectivement ce triste constat. La fin de l'année pour les collectivités est toujours la période budgétaire pour appréhender au mieux l'année à venir.

Chacun s'accordera à dire que parler d'argent en ce moment conduit rarement à l'optimisme. L'inflation est partout. Les difficultés à boucler son budget personnel ne sont jamais arrivées aussi tôt dans le mois pour bon nombre de nos concitoyens. Les collectivités locales subissent elles aussi de plein fouet les conséquences de ces crises, notamment au travers des frais de fonctionnement qui ne cessent d'augmenter, avec des dotations de l'Etat ne suivant pas l'inflation.

Nous devons donc sans cesse faire mieux avec moins.

Nous avons réussi à ce que l'image de notre ville change, sorte des clichés éculés, n'en déplaise aux critiques chroniques de tous les reportages. D'ailleurs, toutes les études, tous les classements le démontrent et le confirment. J'en veux pour preuve la publication du récent palmarès des villes où Mulhouse se hisse à la première place des villes les plus séduisantes en matière d'emploi et d'immobilier.

En effet, la flambée de l'immobilier est plus contenue chez nous. Les écoles, quant à elles, restent notre priorité absolue, et la sécurité demeure un défi de chaque jour. Nous nous battons, nous progressons, nous avançons, Mulhouse se transforme et ça se voit. Nous assumons nos choix dans la plus parfaite transparence.

L'honnêteté, c'est aussi admettre que rien n'est gratuit, que tout a un coût. Qu'on paie plein pot, à tarif réduit, ou qu'on soit exonéré, le service public rendu a un coût, et chacun doit en avoir conscience. Trop souvent, on considère les choses comme acquises, parfois même dues. Souvenons-nous, selon l'adage populaire, « bouchée avalée n'a plus de goût ».

Chaque réalisation urbaine, chaque succès sportif, chaque événement culturel, tout cela a beaucoup de valeur. C'est une richesse indéniable, mais tout cela a un coût, cela ne tombe pas du ciel. Nous rendons cela possible par nos choix politiques courageux et volontaristes. Je suis de ceux qui pensent que le coût réel d'un acte médical, d'une scolarité, d'une prise en charge solidaire doit être connu de tous. Être connu pour que les acteurs soient aussi mieux reconnus à leur juste valeur, trop souvent minorée.

Depuis l'ouverture de notre marché de Noël, nous sommes entrés dans la période de l'Avent, annonçant les fêtes de Noël à venir. L'extension de la piétonnisation promise pour cette date a bien été réalisée et je pense que nous pouvons nous accorder sur la qualité de cette transformation, la période nous y invite. Alors, sachons aussi conserver cette magie dans nos têtes et dans nos cœurs, envers et contre tout. Comme l'an passé, la période des vœux de janvier

sera l'occasion d'entretenir ce lien de proximité et de convivialité, des valeurs auxquelles je suis tout particulièrement attachée. Ainsi, nous renouvellerons nos rencontres par secteur au plus près des Mulhousiens, avec une séquence distincte dédiée aux forces vives du territoire.

Enfin, je souhaiterais que nous rendions hommage à un ancien élu de notre assemblée, disparu depuis notre dernière séance, le docteur Joseph ESCHBACH qui nous a quittés le 4 décembre dernier à l'âge de 96 ans. Né le 10 octobre 1927 à Strasbourg, le docteur ESCHBACH était une figure de la vie mulhousienne. Entré au conseil municipal à l'occasion de la victoire de la liste de Jean-Marie BOCKEL en 2001, il a siégé en qualité de conseiller municipal délégué à la culture auprès de l'adjoint Michel SAMUEL-WEIS, fonction qu'il occupera jusqu'en 2008. Réfractaire à l'incorporation de force, caché par un prêtre, il effectue ses études de médecine à la faculté de Strasbourg délocalisée à Clermont-Ferrand durant l'occupation. Il débute son activité professionnelle comme chef du service de gynécologie de l'hôpital de Montbéliard avant d'arriver à Mulhouse où il développera largement le service de gynécologie obstétrique du Hasenrain. Il consacrera toute sa vie à notre hôpital dont il sera le président de la commission médicale. Colonel de réserve de l'armée, expert judiciaire auprès de la cour d'appel, le docteur ESCHBACH laissera durablement à tous ceux qui ont eu le plaisir de le côtoyer, le souvenir d'un homme profondément bon et généreux. A son épouse, les trois filles, et leurs nombreux petits-enfants, nous adressons nos plus sincères condoléances. Je vous invite à observer une minute de silence.

(L'assemblée observe la minute de silence)

Mme le Maire : Merci à vous. L'ordre du jour est relativement dense donc je donne immédiatement la parole aux personnes qui l'ont demandée. En premier, nous avons la demande de M. MINERY, en second M. SASSI. M. MINERY.

M. MINERY : Merci, Mme la Maire, merci, chers collègues, bonsoir. Bienvenue également à tous ceux qui assistent à notre conseil municipal de ce soir. Bienvenue également à nos nouveaux collègues, notamment à M. HUNOLD, et bon vent au collègue qui, effectivement, vogue vers de nouvelles aventures.

A la suite de votre dernier sondage Opinionway sur l'action municipale, nous devons vous dire que nous sommes heureux. Nous sommes heureux que vous soyez contents. Contents d'avoir commandé un sondage pour dire du bien de votre action municipale. On imagine quand même mal de votre part, communiquer sur des résultats médiocres. Bienvenue quand même dans le monde des bisounours, chers collègues. Et allez, je vais même apporter un peu d'eau à votre moulin mulhousien, car l'opération de piétonnisation au centre-ville – vous l'avez évoquée – est incontestablement une réussite esthétique et participe à l'apaisement de notre voirie tout comme elle vient clairement embellir l'espace public. Permettez-nous en toute modestie aussi de nous intégrer à la liste des acteurs à féliciter, notre groupe ayant toujours poussé pour une extension de l'espace piétonnier au service d'une meilleure qualité de vie après en avoir fait un thème central de notre campagne en 2020. Le décor se porte donc bien, essentiellement en centre-ville et un peu le long de l'eau.

En revanche, celles et ceux qui ne vont pas bien, ce sont les Mulhousiennes et les Mulhousiens qui perdent leur médecin. Un habitant sur trois étant aujourd'hui sans médecin traitant. Un comble dans une ville où les indicateurs de santé sont en souffrance. Quand allez-vous expérimenter les centres de santé municipaux tant réclamés ? Réclamés pas seulement par nous, mais surtout et avant tout par les professionnels de santé eux-mêmes. Il y a urgence. De nouveaux médecins vont cesser leur noble activité en fin d'année et ce n'est franchement pas un cadeau de Noël pour notre ville. N'attendons pas que les choses viennent du ciel, n'attendons pas un hypothétique CHU, n'attendons pas avec fatalité 10 ans, Docteur COUCHOT. Les corps sont parfois meurtris et il faut prendre soin des Mulhousiens, c'est un impératif. Soignez les corps, comme on dit souvent, et pas seulement le décor. Une vieille dame est, elle, en grande souffrance, c'est la SIM, la société industrielle de Mulhouse. Malgré votre émoi exprimé tardivement, les tenants de la noble institution semblent n'avoir cure du sort réservé au patrimoine mulhousien en dépit des interrogations persistantes sur le cadre juridique des ventes de la collection des Arts décoratifs. On aimerait mettre en lumière pas seulement la façade, Mme la Maire, mais aussi les coulisses, et singulièrement, les intentions du CA de la SIM, dont on rappellera que les contribuables ont financé la rénovation en tout cas, la construction de la nouvelle salle de congrès. J'ai bien vu vos dernières interventions, et notamment également, celle du premier adjoint, mais plus globalement, que faites-vous pour arrêter cette dispersion, pour interrompre cette perte évidemment pour notre patrimoine mulhousien quand dans le même secteur une institution normalement d'utilité publique a honteusement baissé le rideau. Nous reviendrons en fin de séance sur ce sujet de la poste, mais là encore, votre émoi tardif peine quand même à dissimuler une certaine inefficacité sinon une impuissance de vos interventions en qualité de représentantes et de représentants de notre ville.

Enfin, j'aimerais juste évoquer rapidement en quelques mots l'épisode de dimanche au stade de L'III, lors du match entre le SM et Valenciennes. C'était un très bon match de foot. Seulement voilà, les tirs de gaz lacrymogènes, avec quelques tensions de la part de supporters sont venus, notamment les gaz lacrymogènes, incommoder le reste des spectateurs présents, et notamment et singulièrement, des enfants et des bébés gênés, pour ne pas dire pour certains, choqués, par cette séquence. Voilà, il serait bon que toute la lumière soit faite, on déplore également les blessés parmi les forces de l'ordre. On déplore cette situation et on espère qu'effectivement, un tel événement ne se reproduira pas de la sorte.

Voilà, j'en ai fini, et je vous souhaite surtout à tous les Mulhousiens, d'avance, de belles fêtes de fin d'année, merci.

Mme le Maire : M. SASSI.

M. SASSI : Bonjour Mme le Maire, chers collègues. Permettez-moi tout d'abord de me joindre aux mots de mon collègue pour souhaiter la bienvenue à nos nouveaux collègues et notamment à Charles HUNOLD. Bienvenue et pleine réussite dans cette assemblée.

Mme le Maire, aujourd'hui, nous allons débattre du budget primitif, marqueur, s'il en est, de l'action politique de la volonté politique de votre majorité. Le budget,

ce n'est pas qu'un exercice comptable. C'est avant tout la volonté exprimée par des actes et non pas par des paroles, de l'orientation politique de votre majorité.

Ce qui interpelle dans ce budget – et nous reviendrons sur ça plus en détail au cours de cette séance –, c'est la disproportion des moyens alloués selon les thématiques et selon les territoires. Comme on dit très souvent, faire des choix, c'est savoir renoncer. Et lorsque l'on se penche plus précisément sur ce budget, on constate très clairement qu'il y a eu un certain nombre de renoncements comme vous l'avez dit – et nous prenons acte de cela –, vous les assumez, mais il est important que les Mulhousiens soient témoins de ces décisions et de ce que j'appelle ces renoncements.

Pour pouvoir étayer mon propos et pour pouvoir être beaucoup plus concret, vos choix ont des impacts, et notamment sur la vie de nos concitoyens et j'aimerais pour cela vous donner quelques exemples et notamment sur le quartier de Bourtzwiller.

Le quartier de Bourtzwiller qui, pour moi, est vraiment le grand lésé de ce budget est impacté à trois niveaux et je vais vous donner un premier exemple : le pôle santé, depuis le 1^{er} juillet 2023, n'a plus de médecin. C'est-à-dire qu'aujourd'hui, sur le secteur de Bourtzwiller, 5 000 patients se retrouvent sans médecin traitant notamment des personnes ayant des maladies longues, des infections de longue durée, qui se retrouvent à partir du 1^{er} janvier 2024, sans ordonnance pour pouvoir suivre leur traitement. Dans cette difficulté, dans cette réalité que l'on peut constater très facilement lorsque l'on se rend sur place, des professionnels de santé, notamment des professionnels du paramédical, se débattent comme ils le peuvent pour essayer de faire vivre ce pôle santé. Alors, la mairie ne peut pas tout bien évidemment, mais elle ne peut pas rien. Le rôle de la mairie dans une situation comme celle-ci, serait de créer les conditions de l'attractivité, de rendre les conditions d'accès à ce pôle santé beaucoup plus faciles pour les professionnels de santé. Aujourd'hui, force est de constater que les habitants de Bourtzwiller sont livrés à eux-mêmes.

Deuxième exemple très concret sur le secteur de Bourtzwiller : le centre social Pax. On le sait tous, depuis des années, le centre social Pax vit de grandes difficultés, des moments très compliqués d'un point de vue économique, et l'annonce a été faite ces derniers jours d'un plan social qui va venir supprimer un certain nombre d'emplois dans le centre social Pax. Parmi ces suppressions d'emplois, la priorité a été donnée à la suppression du pôle jeunesse. Je vais le répéter juste au cas où certains pensent que je me suis trompé : la suppression du pôle jeunesse dans le quartier de Bourtzwiller qui est l'un des quartiers les plus jeunes de Mulhouse. A Mulhouse, qui est l'une des villes les plus jeunes de France, la priorité a été donnée à la suppression du pôle jeunesse. Alors oui, le Pax est un centre de droit privé, mais le centre social a des financeurs. Parmi ces financeurs, il y a la Ville de Mulhouse, l'Etat, la CAF. Ces financeurs-là n'agiront que dans le cadre d'une orientation politique et cette orientation politique, aujourd'hui, est absente. Fermer le pôle jeunesse, ça signifie quoi ? Ça signifie mettre des personnes sur le carreau à la veille de Noël, je ne crois pas qu'on peut s'enorgueillir de ça, c'est avoir la perte d'une expertise d'usage irremplaçable, avoir des professionnels qui ont réussi à tisser des liens, qui ont réussi à tisser des relations avec les habitants du quartier depuis des années, voire des décennies, et à la veille de Noël, ils se retrouvent sur le carreau.

L'action de la mairie pourrait être beaucoup plus forte, notamment d'un point de vue financier, on en revient au budget.

Après, tout n'est pas une question d'argent, parfois les symboles peuvent être forts et je vais vous donner un exemple très concret. Dernièrement, j'ai eu l'occasion d'échanger avec les dirigeants du club Victoria Football International, que nous avons déjà évoqué lors de cette assemblée. Le club Victoria Football International, qu'est-ce que c'est ? C'est un club qui existe depuis deux ans, qui est totalement dédié à la pratique du football féminin, qui a été lauréat du prix Philippe Seguin à Paris par le président de la fédération française, dans la catégorie mixité et diversité, c'est un club qui dès sa première année d'existence a eu quatre titres de champion d'Alsace dans quatre catégories différentes, des partenariats avec l'école Victor Hugo à Bourtzwiller et qui permet à 300 enfants d'avoir une activité sportive régulière. Ils ont été reçus à l'Élysée dans le cadre de la grande consultation pour pouvoir parler de leur activité et, cerise sur le gâteau, la cerise revient souvent dans ce conseil municipal –, une de leurs jeunes, la capitaine de leur équipe a été sélectionnée pour le fameux album de stickers panini pour représenter notre ville.

Pourquoi est-ce que j'en parle ? Parce que tout n'est pas qu'une question d'argent. Les dirigeants me disaient il y a quelques jours qu'ils n'ont jamais eu la visite de Mme le Maire, alors qu'ils sont sollicités de toutes parts, partout en France. Alors, je leur ai proposé quelque chose de tout simple, je leur ai dit : « vous savez, Mme le Maire est très occupée, donc si elle n'a pas pu venir vous voir, rien ne vous empêche de venir voir Mme le Maire. Donc, le club Victoria et ses membres, un certain nombre de membres, sont aujourd'hui parmi nous et j'aimerais profiter de cette occasion pour les féliciter, pour leur parcours et pour leur réussite d'un point de vue sportif.

Mme le Maire, nous aurons l'occasion de revenir sur les détails du budget primitif, mais je tenais en propos liminaire et introductif à revenir sur la situation du quartier de Boutiller parce que je crois que la situation commence à devenir particulièrement préoccupante. Merci à vous.

Mme le Maire : Avant de laisser la parole à Florian, je disais à un des messieurs que j'ai croisé tout à l'heure, si j'avais su que le club Victoria venait, on leur aurait préparé une petite aubade de bienvenue, mais j'ignorais jusqu'à 16h44 qu'ils venaient. On aura l'occasion de revenir dessus tout à l'heure. Florian.

M. COLOM : Merci, Mme le Maire, chers collègues. Je voulais aussi commencer cette séance, par saluer officiellement notre nouveau collègue Charles HUNOLD que l'on connaît toutes et tous et également, remercier et saluer la présence des différentes personnes qui composent notre assistance, et le public, ce jour, soyez les bienvenus au nom du groupe majoritaire.

L'année 2023 arrivera bientôt à son terme. Cette année, une fois de plus, aura connu son lot de réjouissances et de défis mais plus encore, cette année nous aura rappelé que le vivre ensemble n'est pas un fait acquis, mais au contraire, une construction quotidienne dont chacun en est un acteur à Mulhouse comme partout ailleurs. En tant qu'élu en responsabilité, il est de notre devoir au quotidien, d'œuvrer en faveur de ce vivre ensemble, de le préserver, et plus encore, de le cultiver. Je ne peux, à titre personnel, que m'émouvoir en voyant la

montée en puissance des populistes de tous bords qui, pour certains, arrivent à accéder au pouvoir. Je fais naturellement allusion au nouveau président argentin Javier MILEI qui, je cite, « souhaite découper les dépenses de l'Etat à la tronçonneuse », en supprimant notamment plusieurs ministères clés comme la culture, le sport, l'éducation, ou encore le droit des femmes.

Véritablement, cette politique est l'exact opposé de notre idéal municipal, un opposé qui ne découpera au final, que le vivre ensemble. Tout au long de cette année 2023, notre ambition pour Mulhouse n'a eu de cesse de se traduire concrètement dans cet objectif de préservation. Que ce soit par l'éducation de notre jeunesse, avec la dotation pour le plan ambition Mulhouse, que ce soit pour la médiation avec les habitants qui a fêté ses 30 ans, que ce soit par la participation citoyenne avec le dépôt de 218 projets sur les mobilités douces ou encore par la fête de Noël des aînés qui a enfin pu se tenir cette année.

Loin de se limiter uniquement à la seule année 2023, l'année prochaine est déjà placée sous cette même bannière par la mise en œuvre concrète du troisième contrat local de santé, par la signature du nouveau contrat de ville, quartiers 2030, par le début des festivités autour des 800 ans des fortifications de la ville pour célébrer notre histoire, par la participation aux Jeux olympiques 2024 pour faire la promotion du sport et de l'excellence sportive, ou encore avec le calendrier interreligieux qui fêtera ses 20 ans en 2024.

C'est de cette volonté de tout faire pour Mulhouse, couplée à notre engagement total au service de la cité et de ses habitants que nous arriverons jour après jour à renforcer les liens qui nous unissent. M. MINERY, je vous rassure, nous n'avons pas attendu votre intervention de ce soir pour nous pencher sur l'immense et très riche patrimoine muséal de notre ville. Nous y veillons quotidiennement même si la Ville en tant que collectivité n'a pas forcément les compétences et l'action et que cette dernière ne peut s'envisager qu'avec le concours d'autres collectivités et de l'Etat. La chose n'est donc pas aisée, mais la critique est visiblement abondamment facile.

Cependant, nous, nous sommes dans l'action concrète, et ce depuis cet été. Depuis l'interpellation par le conseil consultatif du patrimoine et par la société d'histoire et de géographie de Mulhouse, nous avons rédigé à cette suite un courrier le 11 août dernier à l'attention du président de la SIM, pour solliciter une rencontre avec l'ensemble des collectivités et l'Etat afin de trouver une solution pérenne pour sécuriser ce patrimoine culturel. Nous n'avons malheureusement à ce jour pas eu de réponse effective ni du président, ni même des autres collectivités et je dois le dire que nous le déplorons nous aussi. Notre action ne peut aller au-delà, car les collections précieuses mises en vente chez Artcurial sont a priori privées et appartiennent à la cible. Nous partons du principe qu'aujourd'hui, ces collections appartiennent avant toute chose au patrimoine culturel de la ville de Mulhouse et ce principe était à l'époque, et à la lecture des différents legs, largement partagé par les pères fondateurs de la SIM et par ses membres ayant fait don à cette institution de tous ses objets d'art afin qu'une large partie des Mulhousiens puisse en profiter. Nous dialoguons sur ce sujet avec la DRAC et la préfecture en permanence, mais la loi – ne nous en déplaît à nous aussi, mais à vous également – ne nous permet pas d'empêcher la vente d'objets. Seule la DRAC peut agir et uniquement sur les collections classées, ce qui n'est pas le cas en l'espèce. Nous l'avons bien entendu saisie au préalable.

Alors, aujourd'hui, le procureur a lancé une enquête économique et financière visant la SIM mais la vente se poursuit malheureusement. Au-delà de cette situation, nous appelons à nouveau à l'ensemble des collectivités à se mettre autour de la table pour trouver une solution efficace, permanente de préservation et de conservation de ces précieuses collections pour Mulhouse.

M. MINERY, et je n'ai d'ailleurs pas compris à titre personnel, pourquoi vous n'avez pas saisi l'occasion du dernier Conseil d'Agglomération pour aborder ce sujet puisque l'Agglomération mulhousienne est davantage dans son domaine de compétence que la Ville de Mulhouse. Il aurait été plus approprié, peut-être, un peu plus courageux de l'aborder lundi qu'aujourd'hui.

Cette fin d'année 2023 a également été marquée par la réalisation d'un sondage municipal à mi-mandat, comme il est d'usage de le faire depuis plusieurs mandats, cela n'a pas échappé à la vigilance de M. MINERY. Bien loin l'intention de dresser un satisfecit en règle, contrairement à ce qui peut apparaître dans vos propos, nous ne pouvons, en ce qui nous concerne, que nous réjouir en constatant que 74 % des Mulhousiens sont satisfaits par l'action menée par notre équipe autour du maire Michèle LUTZ. Quand j'ai écouté vos propos, M. MINERY, je me suis dit, il y a toujours des gens qui voient le verre à moitié plein, à moitié vide, eh bien, avec vous maintenant, il y a des gens qui le voient complètement vide.

Ce chiffre est finalement, pour moi, le meilleur indicateur de la qualité de notre action, évitant ainsi la montée du populisme que j'évoquais précédemment. Des élus qui portent un projet politique clair et qui tiennent leurs engagements, voilà finalement le remède au vote par désespoir que certains de nos concitoyens, malheureusement trop nombreux, sont tentés de faire. Ce chiffre, c'est surtout le fruit d'un travail au quotidien de toute une équipe. Bien évidemment, de mes collègues au sein du groupe majoritaire et j'ai plaisir de vous avoir toutes et tous en face de moi, mais également des agents de la collectivité qui sont la courroie de transmission de cette vision politique et de ce projet politique que nous portons. Alors à toutes et à tous, élus et agents, ce résultat est le vôtre.

Pour l'année 2024, notre ambition est naturellement de voir ce niveau de satisfaction progresser. C'est d'ailleurs dans ce seul objectif que nous avons construit le budget qui vous sera présenté dans quelques minutes. Un budget, M. SASSI, que je ne partage pas dans votre appréciation sur la construction faite de renoncements. Il a pour moi énormément d'ambitions et j'aurai l'occasion d'y revenir et de les rappeler dans quelques instants.

Parce que finalement, que ce soit par l'augmentation des moyens des services rendus aux Mulhousiens, par la préservation de notre soutien au milieu associatif ou encore par une accélération de nos investissements, notre ambition politique se trouve réaffirmée dans ce budget, à savoir construire avec vous et pour vous, une ville toujours plus agréable à vivre et dont chacun, chaque Mulhousien puisse être fier.

Alors, même si nous allons en parler à la fin de ce conseil municipal, je ne pouvais légitimement aborder ces propos liminaires sans dénoncer la décision prise par La Poste de fermer le bureau Henner situé à la gare de Mulhouse, décision à la réversibilité de laquelle nous travaillons. Comme j'ai pu l'évoquer un

peu plus tôt, les élus que nous sommes ont une responsabilité de premier plan dans la construction du vivre ensemble et la déconstruction des discours populistes mais nous ne sommes qu'un rouage d'une mécanique bien plus large au sein de laquelle le service public dans sa globalité occupe une place de premier ordre.

Trop souvent, la fermeture d'une poste, d'une banque ou d'un commerce de proximité contribue au sentiment de déclassement et d'abandon de bon nombre de nos concitoyens, à commencer par les plus précaires d'entre nous. Il est de notre responsabilité de le combattre et je sais qu'autour du maire notre collègue Philippe TRIMAILLE a jeté toute son énergie dans cette bataille, mais il est également de notre devoir de mettre ceux occupant une mission de service public face à leurs responsabilités et parfois même à leurs contradictions et cette occasion nous sera donnée ce soir, et je l'espère unanimement et à n'en pas douter, M. MINERY, les éléments qui vous seront apportés en préambule par mon collègue Philippe TRIMAILLE, éclairciront un peu votre lanterne et vous pourrez prendre à cette occasion, pleinement connaissance de tout le travail qui a été fait bien en amont par le maire, par notre collègue Philippe TRIMAILLE, sur ce sujet.

Derrière l'interpellation que vous avez faite sur le stade de foot, et sur je dirais, les débordements qu'il y a pu y avoir à cette occasion, je souhaiterais quand même rétablir un certain nombre de faits. Le fait est qu'à l'occasion de ce match de foot, des supporters ont introduit des mortiers dans la tribune qui était bondée, qui était fréquentée par des enfants, des jeunes, et des moins jeune. Ces mortiers n'étaient pas là pour faire joli, ils étaient nécessairement destinés à être utilisés. Imaginez les conséquences potentielles, et peut-être même les drames, qui sait, qui ont pu être évités ou qui auraient été provoqués par l'utilisation de ces mortiers dans une tribune bondée ? L'intervention de la police n'a pas été là pour perturber un match de foot, mais pour assurer la sécurité de tous les supporters afin que justement, précisément, ce match de foot puisse se dérouler dans de bonnes conditions.

Concernant le Pax, M. SASSI, je n'ai pas non plus envie d'être trop long, mais je pense que notre collègue Cécile SORNIN qui a une autre délibération ce soir pourra vous répondre sur ce sujet sur lequel elle s'est impliquée personnellement.

Je terminerai enfin sur cette période féerique de Noël qui est l'occasion pour nous de voir notre ville briller de mille feux. La cité est ainsi illuminée, parée de son étoffe de Noël, et nous nous réjouissons de la dynamique que cet enchantement provoque sur Mulhouse et auprès de nos concitoyens.

L'extension de la piétonnisation dans ce secteur central n'était pas une chose aisée. Elle a pu être source de questionnements de la part des riverains, des usagers et des commerçants, donnant lieu à une concertation de qualité nous permettant de cheminer tous ensemble. Ces travaux arrivent à leur phase finale dans les temps, la promesse est tenue. Non pas une promesse que nous avons partagée, mais une promesse que nous avons faite aux Mulhousiens dans notre programme en 2020. Il en résulte un centre-ville réinventé, presque métamorphosé, offrant un nouvel espace d'expression pour que vive à Mulhouse la magie de Noël.

Alors, chers collègues, chères Mulhousiennes, chers Mulhousiens, l'ensemble du groupe majoritaire s'associe à moi pour vous souhaiter à toutes et à tous, de très belles fêtes de fin d'année, entourés de vos proches. Je vous remercie.

Mme le Maire : Merci, Florian. Pour les autres questions, vous verrez qu'au fur et à mesure où nous traiterons les délibérations, vous trouverez les réponses appropriées.

3° INSTALLATION D'UN CONSEILLER MUNICIPAL (341/5.6.2/1098)

À la suite de la démission de M. Bruno BALL par courrier du 17 novembre 2023 réceptionné le 27 novembre 2023 par Mme le Maire, M. Charles HUNOLD est appelé à le remplacer en application de l'article L 270 du code électoral.

Il est par conséquent procédé à l'installation de M. Charles HUNOLD.

M. Charles HUNOLD est installé.

Mme le Maire : C'est un moment très important pour nous, que celui d'accueillir Charles HUNOLD. Suite à la démission de Bruno BALL, par courrier du 17 novembre, nous avons le plaisir de pouvoir installer effectivement Charles HUNOLD dans notre noble assemblée. Cher Charles, soit le bienvenu parmi nous ! Je te laisse à présent quelques minutes pour nous dire quelques mots.

M. HUNOLD : Merci, Mme le Maire. En tant que doyen, je suis désolé pour mon voisin, mais en même temps heureux pour lui parce qu'il est plus jeune que moi. Alors, permettez-moi de vous saluer toutes et tous et de vous dire qu'en étant parmi vous, j'ai pris, je crois, un coup de jeune. Je peux vous assurer que j'avais aussi 20 ans, il fut un temps, mais je crois que je les ai retrouvés aujourd'hui. Je voudrais tout simplement vous dire que je suis très heureux de pouvoir faire partie, avec la majorité municipale, de cette future aventure, et je peux vous assurer que je ferai de mon mieux dans toutes les missions que vous jugerez utile de me confier à l'avenir. Merci.

(Applaudissements)

4° CONTRÔLE THEMATIQUE DE LA CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES PORTANT SUR L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE : COMMUNICATION DU RAPPORT D'OBSERVATIONS DEFINITIVES (31/7.10.5/1050)

La Chambre Régionale des Comptes (CRC) Grand Est a procédé à un examen conjoint des comptes de la ville de Mulhouse et de la communauté d'agglomération mulhousienne (m2A), portant sur l'adaptation des villes au changement climatique sur les exercices 2018 et suivants. Ce dispositif est prévu par l'article R.243-5-1 du code des juridictions financières.

La Chambre a plus particulièrement examiné la planification de l'adaptation au changement climatique au sein des deux collectivités, la mise en œuvre de solutions d'adaptation fondées sur la nature, ainsi que les modalités d'action ou de gestion des politiques locales d'adaptation.

Le contrôle a débuté en février 2023. À l'issue de la procédure d'examen contradictoire, la Chambre a arrêté des observations définitives par courrier en date du 28 novembre 2023. Ces observations doivent être portées à la connaissance des membres du conseil municipal dès sa plus proche réunion, en application de l'article L243-6 du code des juridictions financières.

Le rapport d'observations définitives complet est joint à la présente délibération.

Après en avoir débattu et délibéré, le conseil municipal :

- Prend acte, par son vote, de la tenue du débat sur le rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes Grand Est relatif à l'adaptation au changement climatique transmis à la Ville de Mulhouse le 28 novembre 2023.

P.J. : Rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des comptes

(Le rapport est consultable sur le site de la Chambre Régionale des comptes : [Https : //www.ccomptes.fr](https://www.ccomptes.fr)).

Mme le Maire : Nous passons à présent au rapport de la Chambre régionale des comptes, à savoir, le rapport thématique. Je précise bien que ce n'est pas un rapport financier, mais un rapport thématique sur l'adaptation de la Ville et de M2A au changement climatique. Ainsi le présent point a pour objet de porter à l'information du conseil municipal le rapport d'observation de la Chambre régionale des comptes dont nous venons d'être destinataires dans sa forme finale. Il concerne le contrôle conjoint de la Ville de Mulhouse et de M2A, sur l'adaptation comme je l'ai dit, des collectivités locales au changement climatique, chacun en ce qui concerne ses propres compétences environnementales. Dans ce rapport, la Chambre régionale des comptes a examiné trois des critères principaux :

- l'adaptation au changement climatique au sein de l'agglomération,
- la mise en œuvre de solutions d'adaptation fondées sur la nature,
- les modalités d'action et de gestion de ces politiques locales d'adaptation.

Je laisse maintenant la parole à Catherine RAPP qui va nous présenter ce rapport.

Mme RAPP : Merci, Mme le Maire, de me donner la parole pour partager une synthèse de ce rapport d'adaptation au changement climatique qui est plutôt encourageant et satisfaisant pour notre ville.

Alors, je souhaiterais vous en partager vraiment les points positifs. Le premier, et non des moindres, c'est notre projet Mulhouse Diagonales dont vous voyez la photo du dernier grand aménagement aux terrasses du musée qui renature et

offre de nouveaux espaces au bord de l'eau pour déjà plus de 3,5 km au travers de la ville contribuant effectivement à l'adaptation de notre ville au changement climatique et offrant des îlots de fraîcheur aux familles avec des modalités de concertation qui ont été innovantes comme des balades urbaines, des journées sans voiture, ou le choix de l'aire de jeux des berges de l'île avec les habitants.

La Chambre régionale des comptes relève aussi l'intérêt de la mission transversale « Nature en ville » qui permet de diffuser la politique de « Nature en ville » dans l'ensemble de nos projets municipaux. Elle observe que le recours à la végétalisation ou la renaturation portée par la Ville constitue une solution d'adaptation fondée, contribuant à une meilleure résilience du territoire.

Elle souligne enfin l'intérêt de notre démarche de mise en place d'un référentiel d'écoconditionnalité dans nos projets d'aménagement. C'est vraiment avec des critères et suivis d'indicateurs, avec des évaluations en cours, donc on peut vraiment suivre toute notre démarche.

Nous avons aussi, par ailleurs, lancé le premier budget vert dès 2022 dont l'objectif est une ville résiliente, nature et durable, pour atténuer l'émission de gaz à effet de serre.

Alors, ce rapport est positif pour la ville de Mulhouse, car dès 2018, sans attendre le contrôle, la Ville s'est engagée fortement pour remettre plus de nature en ville. La première action a été de créer une thématique dédiée à une délégation lors des dernières élections municipales et de lancer Mulhouse Diagonales. En parallèle, et dès 2021, les cours d'école ont été identifiées comme des sites d'actions prioritaires en matière de lutte contre les îlots de chaleur pour le bien-être de nos enfants. Après une phase de diagnostic en 2021, un programme école nature a été lancé en 2022. Réaménagements ou renouvellements de 20 cours d'école, soit un tiers du patrimoine scolaire avec : une renaturation, des plantations, et une suppression de la minéralité des espaces. Ce seront plus d'un tiers des écoles qui seront renaturées, et avant 2026.

En filigrane de tous ces objectifs, on retrouve toujours, de façon récurrente, la désimperméabilisation des sols et l'infiltration des eaux pluviales, de vraies réponses aux enjeux climatiques.

Dans un délai d'un an, nous devons maintenant communiquer à la Chambre régionale des comptes nos actions entreprises à la suite de ces observations. Dans son courrier de réponse, Mme le Maire s'est déjà engagée sur le lancement et l'adoption d'un plan nature toujours plus ambitieux, le lancement d'une étude complète sur la lutte contre les îlots de chaleur urbains à travers toute la ville avec enregistrement des températures dans tous les quartiers, et la poursuite de la démarche du budget vert dans nos marchés, avec la mise à l'étude de l'extension aux dépenses d'équipement.

Je vous remercie pour votre écoute, pour ce rapport donc de la Chambre régionale des comptes qui n'appelle pas de vote, mais juste une présentation.

Mme le Maire : Je vais juste en dire quelques mots avant de donner la parole à M. MINERY. Merci, chère Catherine, pour cette présentation. Comme vous le

constatez, la Chambre régionale des comptes formule à destination de la Ville un avis plutôt positif, voire, très positif. Elle souligne l'évolution dans laquelle la Ville s'est inscrite au fil des années et ce constat émet également une recommandation, celle d'aller plus loin dans la réalisation du budget vert – et Catherine l'a dit –, c'est vraiment notre volonté et justement, c'est ce que nous allons réaliser et c'est aussi dans ce sens que nous allons avancer.

Aussi, nous privilégions le travail en interne, c'est-à-dire en mettant en avant le service public et les compétences de nos agents. Il faut le souligner et saluer leur travail à nos côtés et je souhaitais, M. le directeur général des services, à travers vous, remercier l'ensemble des services qui collaborent effectivement à la transformation de cette ville et en tout cas, tous nos agents qui, par leur savoir-faire, leur expérience, nous permettent aussi d'aller de jour en jour davantage dans ce sens-là, de verdir encore davantage notre ville, et je tenais vraiment à le faire très officiellement ce soir.

La présentation de ce rapport doit amener à la tenue d'un débat, que j'ouvre maintenant bien volontiers et j'ai une demande de parole de M. MINERY.

M. MINERY : Merci, Mme la Maire, merci chère collègue. Je dois dire d'emblée que je suis ébahi par la lecture que vous faites de ce rapport : tout va bien, très positif, je parlais tout à l'heure de la ville de bisounours, Mme RAPP, vous êtes la reine des bisounours ce soir, c'est prodigieux. Vous êtes effectivement affublée de ce titre parce que vos propos, finalement, consistent à dire que quoi ? Que ce rapport de la Chambre régionale des comptes dit que tout va bien, que finalement, il n'y a plus grand-chose à faire, que tout est enclenché, ne changeons rien, surtout pas de braquet visiblement.

Ne pensons pas systémique, parce que nous sommes quand même la ville centre de l'agglomération, nous sommes en droit d'attendre qu'on donne l'impulsion en matière de lutte contre les îlots de chaleur, en matière d'adaptation au changement climatique puisque c'est bien de cela dont il s'agit. J'aimerais quand même dire et reprendre le fil de ce que j'avais prévu de dire puisque là, j'ai été troublé, mais ce rapport vient quand même recadrer – il faut dire les choses – et tempérer votre ardeur, même si ce soir, ça ne fait pas encore effet, à communiquer quand même de manière presque triomphaliste sur ce sujet du changement climatique et de la biodiversité.

Surtout, le document rappelle à la fois la grande vulnérabilité de notre ville et je l'ai dit tout à l'heure, son rôle d'impulsion à l'échelle de l'agglomération sur une thématique si cruciale de l'adaptation. La Chambre rappelle, je cite : « que la ville n'a pas identifié de programme d'ensemble de résorption des îlots de chaleur urbains », elle mentionne l'absence d'un plan canopée. On notera toutefois – et vous avez raison – qu'elle souligne les efforts en matière de gestion différenciée des espaces verts, même si nous considérons, nous, qu'une marge de progression significative existe pour laisser s'épanouir la végétation et ne pas broyer nos derniers insectes. D'ailleurs, mon collègue Jason FLECK reviendra spécifiquement sur ce sujet avec les enjeux propres à Mulhouse Diagonales mais la question des espaces urbains interstitiels devient aujourd'hui incontournable. Ces lieux doivent permettre de renaturer le tissu urbain en profondeur. Il faut profiter des vides, il faut profiter des friches, pour créer des espaces de respiration et d'évapotranspiration. Or, malheureusement, votre

objectif de densification se fait aujourd'hui au détriment de ces objectifs précisément. Je vais donner un exemple et notamment, le programme immobilier prévu à l'arrière de la CCI qui viendra rogner sur les espaces verts qui sont limitrophes et créera inmanquablement un réchauffement localisé dans un secteur clé, car assez minéral. Les riverains vous ont interpellée de manière assez pointue sur ce sujet-là. Soyons en phase avec vos beaux discours et ne nous tirons pas une balle dans le pied.

Plus globalement, ce sont les continuités qui font défaut. On rechigne encore trop à créer des linéaires de plantations et de végétalisations. Cela, le rapport le révèle également. Soit vous n'avez pas lu ces pages-là, enfin, je ne sais pas, mais aujourd'hui, les projets sont trop isolés les uns des autres et si la Chambre lance cette alerte conjointement à la Ville et à M2A, c'est bien parce que les magistrats financiers ont identifié un risque bien précis et cumulatif pour notre territoire : risques sanitaire, risque environnemental, risque socio-économique au pluriel. Les fragilités sont connues et appellent des réponses ambitieuses, globales, et une cohérence d'ensemble, depuis l'action d'atténuation du changement climatique jusqu'à la politique d'adaptation de notre ville, de notre agglomération, et du Sud-Alsace. Merci, mes chers collègues.

Mme le Maire : Mme SCHWEITZER a demandé la parole.

Mme SCHWEITZER : En complément de ce qu'a dit Loïc MINERY, je voudrais quand même poser une question parce que la présentation de ce rapport appelle très clairement cette question : quel est le lien finalement entre la politique municipale et le plan climat-air-énergie territorial ? Vous savez, ce schéma qui nous engage, qui nous oblige, et qui est véritablement le schéma conducteur de cette thématique de transition et de lutte contre le réchauffement climatique.

Vous savez que les collectivités territoriales sont quand même à 75 %, actrices de la mobilisation dans le plan bas carbone national, donc nous avons un rôle extrêmement important à jouer. Et au-delà des indicateurs qui sont donnés dans ce rapport de la Chambre régionale des comptes, je pense qu'il est important aujourd'hui, de rappeler comment s'inscrit finalement cette action dans ce plan climat-air-énergie territorial.

C'est vrai qu'on pourrait parler d'objectifs généraux, d'actions générales, de nature en ville, etc. Il y a des avancées très clairement, mais je crois qu'effectivement, le réchauffement des températures va nous obliger à accélérer le pas. Néanmoins, dans le cadre du budget que vous présenterez tout à l'heure, je pense que vous aurez une présentation tout à fait claire et en lien avec cette thématique, mais là, tout de suite, ça serait intéressant quand même de rappeler avec quels indicateurs vous travaillez par rapport à ce plan. C'est vraiment, il me semble, l'articulation essentielle pour être efficace dans cette thématique. Je vous remercie.

Mme le Maire : Je n'ai pas d'autres demandes de parole. Alain COUCHOT.

Alain COUCHOT : Merci, Mme le Maire. En matière d'action climatique, il ne suffit pas de dire « il faut faire ». Il faut tenir compte des contraintes logistiques, juridiques. Lancer des travaux, c'est modifier la circulation, c'est parfois rendre l'accès plus contraint à certaines zones, à nos commerçants, aux riverains, je

pourrais en citer davantage. Nos investissements sur le mandat sont colossaux, mais ils sont structurés alors plutôt que de critiquer, on pourrait davantage s'interroger sur le fond, sur le réalisme de l'application d'une politique publique en sortant des dogmes, des postures, parfois démagogiques.

Nous sommes pleinement conscients des changements attendus par nombre de nos concitoyens. Ils veulent que leur ville change concrètement, mais ils veulent aussi réussir à bien vivre pendant que ces changements sont accomplis et c'est un juste dosage que nous nous efforçons de mettre en œuvre.

J'ajoute, M. MINERY, que dans le souci de respect et d'apaisement que nous partageons, vous auriez sans doute pu éviter d'affubler ma collègue Catherine RAPP, d'un surnom qui est aussi peu flatteur que peu mérité, tant son engagement sur ces sujets est permanent et constant.

Mme le Maire : Donc, nous allons passer au vote. Alors, le vote, je le rappelle, concerne la présentation de ce rapport. Je demande à l'assemblée de voter, de prendre acte de la présentation du débat qui a été tenu sur ce présent rapport. Il ne s'agit pas de voter le contenu, mais le fait qu'on vous a présenté le rapport et qu'il y a eu un débat.

Qui est contre ? Qui est pour ? Qui s'abstient ? Merci à vous.

Pour : 47 + 4 procurations
Groupe majoritaire : 34 + 4 procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6
Groupe M Mulhouse : 3
Non-inscrits dans un groupe : 4

Le conseil municipal a pris acte, par son vote à l'unanimité des suffrages exprimés, de la tenue du débat sur le rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes portant sur l'adaptation au changement climatique transmis à la Ville de Mulhouse le 28 novembre 2023.

5° BUDGET PRINCIPAL ET BUDGET ANNEXE : VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2024 (312/7.1.1/1077)

Le Budget Primitif de la Ville de MULHOUSE est composé de 2 budgets :

- le budget principal élaboré depuis le 1^{er} janvier 2023 selon l'instruction comptable M57 ;
- le budget annexe des Pompes Funèbres créé le 1^{er} janvier 1998 selon le plan comptable M4.

Le projet de Budget Primitif 2024 du budget principal est arrêté
en dépenses et en recettes au montant de : 295 168 000 €

Ce budget est complété par le budget annexe des Pompes
Funèbres, qui s'équilibre à : 1 588 000 €

L'équilibre du budget principal a pu être assuré :

- en section de Fonctionnement, par l'inscription du produit fiscal estimé des taxes ménages et de l'attribution de compensation liée au transfert de l'ex-taxe professionnelle à Mulhouse Alsace Agglomération soit 90 990 212 € ;
- en section d'Investissement, par l'inscription, d'une part, de nouveaux emprunts et dettes pour 49 192 609 € et, d'autre part, de recettes d'ordre intégrant l'autofinancement pour un total de 37 461 287 €.

L'équilibre du budget annexe sera assuré par les recettes liées aux activités soumises à la concurrence, soit 1 335 780 €.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal :

- adopte, par nature et par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, le Budget Primitif principal 2024 ainsi que le budget annexe des Pompes Funèbres 2024 ;
- prévoit à 69 740 000 € le produit global net à attendre des taxes « ménages » en 2024 ;
- autorise Mme le Maire à recruter, hors état des emplois et dans la limite des crédits disponibles, le personnel temporaire ou occasionnel qu'exige le bon fonctionnement des services municipaux et à fixer la rémunération de ce personnel par analogie avec les emplois prévus à l'état des emplois.



BUDGET PRIMITIF 2024

Conseil Municipal 14 décembre 2023



MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - BP - 2024

REPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE : MULHOUSE (1)

AGREGÉ AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 21680224900013

POSTE COMPTABLE : SERVICE DE GESTION COMPTABLE DE MULHOUSE

M. 57

Budget primitif

Voté par nature

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL (3)

ANNEE 2024

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) À compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.



BUDGET PRINCIPAL



MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - BP - 2024

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Modalités de vote du budget	5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats	6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses	7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes	8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports	9
B1 - Présentation des AP votées	10
B2 - Présentation des AE votées	11
C1 - Équilibre financier du budget - Investissement	12
C2 - Équilibre financier du budget - Fonctionnement	15
D1 - Balance générale - Dépenses	17
D2 - Balance générale - Recettes	19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble	21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article	25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement	29
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP	30
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP	31
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article	32
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	35
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article	38
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article	43

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble	46
A1.01 - Opérations non ventilables	49
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux	50
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	53
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité	54
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	55
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	58
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA)	61
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA	64
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	65
A1.906 - Fonction 6 - Action économique	68
A1.907 - Fonction 7 - Environnement	70
A1.908 - Fonction 8 - Transports	73
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	77
A2.01 - Opérations non ventilables	79
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux	80
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	86
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité	87
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	88
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	91
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	96
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA	99
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI	100
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	101
A2.936 - Fonction 6 - Action économique	104
A2.937 - Fonction 7 - Environnement	106
A2.938 - Fonction 8 - Transports	109

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - État de la dette - Détail des crédits de trésorerie	114
B1.2 - État de la dette - Répartition par nature de dette	115
B1.3 - État de la dette - Répartition par structure de taux	125
B1.4 - État de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	126

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS

		II	
		A	
VOTE	Credits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1088)	DEPENSES	RECETTES
		108 216 000,00	108 216 000,00
REPORTS		+	+
	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
		=	=
	Total de la section d'investissement (2)	108 216 000,00	108 216 000,00
VOTE	Credits de fonctionnement votés au titre du présent budget	DEPENSES	RECETTES
		186 953 000,00	186 953 000,00
REPORTS		+	+
	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
		=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	186 953 000,00	186 953 000,00
TOTAL DU BUDGET (4)		295 169 000,00	295 169 000,00

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du conseil municipal, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
(2) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat négatif = soldes d'investissement votés.
(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat négatif = soldes de fonctionnement votés.
(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
PRESENTATION DES AP VOTEES

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET				II
PRESENTATION DES AP VOTEES				B1
AUTORISATION DE PROGRAMME (1)				
Numero	Libellé	Chapitre(s)	Montant	
F001	Maintenance et efficacité énergétique du patrimoine	20, 21, 204	53 529 670,89	
F002	Rénovation et mise aux normes du patrimoine	21, 23	8 455 168,85	
F003	Mulhouse Diagonales	21, 23, 204	4 719 280,75	
F004	Nouveau Plan National de Renouvellement Urbain	20, 21, 23, 204	107 915 752,65	
F005	Bien-être et mobilités douces	041, 20, 204, 21,	10 261 219,94	
		23		
F006	Plan écoles	21, 23, 204	39 977 453,85	
F007	Nature en ville et biodiversité	21, 204	4 419 410,39	
F008	Voies, pistes cyclables, ouvrages d'art et cadre de vie	21, 23, 204	33 341 281,17	
F009	Aménagement des équipements culturels et culturels	20, 21, 23, 204	15 430 869,27	
F010	Aménagement des équipements sportifs	21, 23, 204	7 371 743,25	
F011	Amélioration de l'habitat	20, 21, 204	4 777 739,75	
F012	Projets d'aménagement et de développement	20, 21, 23, 204,	35 854 859,00	
		20, 16		
F013	Ville intelligente	20, 21, 23, 204	3 710 627,82	
F014	Mulhouse Grand Centre	21, 23, 204	12 715 773,55	
F015	Opérations à solder – PPI précédente	20, 21, 23, 204	945 333,45	
TOTAL			343 423 245,08	
« AP de dépenses imputables » (2)				0,00
TOTAL GENERAL			343 423 245,08	

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Ces nouvelles programmes pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.
(2) L'assemblée pour voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

INFORMATIONS GENERALES		
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES		C2
DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)		
Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 0,00
018	RSA	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général (4)	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du conseil municipal, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.
(3) Hors dépenses imputées au chapitre 016.
(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

INFORMATIONS GENERALES		
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES		C3
DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)		
Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 0,00
018	RSA	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
731	Fiscalité locale	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00
013	Atténuations de charges (4)	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du conseil municipal, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.
(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET PRESENTATION DES AE VOTEES	
II	B2

Montant	Chapitres	Libellé	Numero
0.00		AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)	
0.00		TOTAL	
0.00		« AE de dépenses imprévues » (2)	
0.00		TOTAL GENERAL	

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Ces concours des AE relatives à des nouveaux engagements planifiés mais également des AE modifiant un état de AE existant.

(2) L'insuffisance peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

Ville de Mulhouse

Procès-verbal du conseil municipal du 14 décembre 2023

II	C1
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	

DEPENSES D'INVESTISSEMENT					
Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations) (3)	923 970,00	0,00	1 138 216,00	1 138 216,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (3) (8)	6 332 926,00	0,00	7 773 674,00	7 773 674,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (3)	28 683 510,00	0,00	26 287 144,00	26 287 144,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (3)	26 110 523,00	0,00	34 476 519,00	34 476 519,00
Total des dépenses d'équipement		62 050 929,00	0,00	69 675 553,00	69 675 553,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	22 432 171,00	0,00	22 879 528,00	22 879 528,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	1 628 000,00	0,00	618 000,00	618 000,00
27	Autres immobilisations financières (3)	3 550 000,00	0,00	3 550 000,00	3 550 000,00
Total des dépenses financières		27 619 171,00	0,00	27 047 528,00	27 047 528,00
45...	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	142 500,00	0,00	90 000,00	90 000,00
Total des dépenses réelles d'investissement		89 803 600,00	0,00	96 813 081,00	96 813 081,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (7)	2 725 070,00		2 950 000,00	2 950 000,00
041	Opérations patrimoniales (7)	8 793 330,00		8 451 919,00	8 451 919,00
Total des dépenses d'ordre d'investissement		11 518 400,00		11 401 919,00	11 401 919,00

TOTAL	101 322 000,00	0,00	108 215 000,00	108 215 000,00	108 215 000,00
					+
D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE					0,00
					=
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					108 215 000,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.
(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.
(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.
(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.
(5) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.
(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).
(7) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.
(8) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	II C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT					
Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) (3)	12 668 421,00	0,00	11 782 054,00	11 782 054,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	43 577 269,00	0,00	49 192 609,00	49 192 609,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		56 245 690,00	0,00	60 974 663,00	60 974 663,00
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	5 800 000,00	0,00	5 800 000,00	5 800 000,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (3) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	27 900,00	0,00	30 400,00	30 400,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	3 550 000,00	0,00	3 550 000,00	3 550 000,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	1 875 240,00	0,00	328 650,00	328 650,00
Total des recettes financières		11 253 140,00	0,00	9 709 050,00	9 709 050,00
45...	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	122 500,00	0,00	70 000,00	70 000,00
Total des recettes réelles d'investissement		67 621 330,00	0,00	70 753 713,00	70 753 713,00

021	Virement de la section de fonctionnement (10)	14 012 350,00		18 079 368,00	18 079 368,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)	10 894 990,00		10 931 000,00	10 931 000,00
041	Opérations patrimoniales (10)	8 793 330,00		8 451 919,00	8 451 919,00
Total des recettes d'ordre d'investissement		33 700 670,00		37 461 287,00	37 461 287,00

TOTAL	101 322 000,00	0,00	108 215 000,00	108 215 000,00	108 215 000,00
					+
R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE					0,00
					=
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					108 215 000,00

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.	AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAÏÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	26 059 368,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.
(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.
(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(4) Sauf 165, 166 et 16449.
(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.
(6) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.
(7) Le compte 138 n'est pas un chapitre mais une subdivision du chapitre 13.
(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.
(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).
(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.
(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.
(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT

C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général (3)	37 302 390,00	0,00	35 368 358,00	35 368 358,00	35 368 358,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	82 062 600,00	0,00	84 596 600,00	84 596 600,00	84 596 600,00
014	Atténuations de produits	448 650,00	0,00	448 650,00	448 650,00	448 650,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	29 645 810,00	0,00	33 182 814,00	33 182 814,00	33 182 814,00
6586	Frais fonctionnement des groupes délus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		149 459 450,00	0,00	163 596 422,00	163 596 422,00	163 596 422,00
65	Charges financières	3 915 060,00	0,00	4 315 060,00	4 315 060,00	4 315 060,00
67	Charges spécifiques (3)	51 150,00	0,00	32 150,00	32 150,00	32 150,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		153 425 660,00	0,00	167 943 632,00	167 943 632,00	167 943 632,00

023	Virement à la section d'investissement (4)	14 012 350,00		18 078 368,00	18 078 368,00	18 078 368,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)	10 894 990,00		10 931 000,00	10 931 000,00	10 931 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		24 907 340,00		29 009 368,00	29 009 368,00	29 009 368,00

TOTAL	178 333 000,00	0,00	186 953 000,00	186 953 000,00	186 953 000,00	

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00					

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	186 953 000,00					

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT

II

C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges (3)	291 000,00	0,00	691 000,00	691 000,00	691 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	16 392 340,00	0,00	20 483 210,00	20 483 210,00	20 483 210,00
73	Impôts et taxes (sauf le 731)	22 013 305,00	0,00	22 855 305,00	22 855 305,00	22 855 305,00
731	Fiscalité locale	73 213 000,00	0,00	76 131 350,00	76 131 350,00	76 131 350,00
74	Dotations et participations (3)	57 174 784,00	0,00	57 312 673,00	57 312 673,00	57 312 673,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	5 817 519,00	0,00	5 825 680,00	5 825 680,00	5 825 680,00
Total des recettes de gestion courante		174 901 948,00	0,00	183 299 218,00	183 299 218,00	183 299 218,00
76	Produits financiers	700 482,00	0,00	698 282,00	698 282,00	698 282,00
77	Produits spécifiques (3)	5 500,00	0,00	5 500,00	5 500,00	5 500,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		176 607 930,00	0,00	184 003 000,00	184 003 000,00	184 003 000,00

042	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)	2 725 070,00		2 950 000,00	2 950 000,00	2 950 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		2 725 070,00		2 950 000,00	2 950 000,00	2 950 000,00

TOTAL	178 333 000,00	0,00	186 953 000,00	186 953 000,00	186 953 000,00	

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00					

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	186 953 000,00					

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DEGAGE AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	26 059 368,00	Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 - RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 - DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
BALANCE GENERALE – DEPENSES

II

D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	2 150 000,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	22 879 528,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)	1 138 216,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)	7 773 674,00	47 212,00
21	Immobilisations corporelles (3) (5)	26 287 144,00	9 204 707,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)	34 476 519,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	618 000,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	3 550 000,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)	0,00	0,00
29	Dépréciations des immobilisations (4)	0,00	0,00
39	Dépréciation des stocks et en-cours (4)	0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours	0,00	0,00
198	Neutralisation des amortissements	0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	90 000,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices	0,00	0,00
49	Dépréciation des comptes de tiers (4)	0,00	0,00
59	Dépréciation des comptes financiers (4)	0,00	0,00
Dépenses d'investissement – Total		96 813 081,00	11 492 919,00
			108 215 000,00

+

D 001 SOLDE DE L'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00					

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	108 215 000,00					

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	35 368 358,00	35 368 358,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	84 596 600,00	84 596 600,00
014	Atténuations de produits	448 650,00	448 650,00
016	APA	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	33 182 814,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00
66	Charges financières	4 315 060,00	0,00
67	Charges spécifiques (9)	32 150,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	10 931 000,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00
023	Virement à la section d'investissement	18 078 368,00	18 078 368,00
Dépenses de fonctionnement – Total		167 943 632,00	29 009 368,00
			186 953 000,00

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00					

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	186 953 000,00					

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET										III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE										A
DEPENSES										
Chapitre	Pour révision, budget précédent (1)	RAR N-1	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)	III = I + B	
TOTAL	101 322 000,00	0,00	343 422 245,08	108 216 000,00	108 216 000,00	0,00	108 216 000,00	108 216 000,00	108 216 000,00	
018 RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
20 Immobilisations incorporelles (sauf 204)	923 970,00	0,00	0,00	1 138 210,00	1 138 210,00	0,00	1 138 210,00	1 138 210,00	1 138 210,00	
204 Subventions d'équipement versées (9)	6 532 926,00	0,00	0,00	7 773 674,00	7 773 674,00	0,00	7 773 674,00	7 773 674,00	7 773 674,00	
21 Immobilisations corporelles	28 683 510,00	0,00	0,00	28 287 144,00	28 287 144,00	0,00	28 287 144,00	28 287 144,00	28 287 144,00	
22 Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
23 Immobilisations en cours (sauf 2324)	26 110 923,00	0,00	0,00	34 476 519,00	34 476 519,00	0,00	34 476 519,00	34 476 519,00	34 476 519,00	
TOTAL des opérations d'équipement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
TOTAL des dépenses d'équipement	62 050 929,00	0,00	0,00	69 676 553,00	69 676 553,00	0,00	69 676 553,00	69 676 553,00	69 676 553,00	
10 Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
13 Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
16 Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	22 432 171,00	0,00	0,00	22 879 528,00	22 879 528,00	0,00	22 879 528,00	22 879 528,00	22 879 528,00	
18 Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
26 Participations et créances rattachées	1 628 000,00	0,00	0,00	618 000,00	618 000,00	0,00	618 000,00	618 000,00	618 000,00	
27 Autres immobilisations financières	3 550 000,00	0,00	0,00	3 550 000,00	3 550 000,00	0,00	3 550 000,00	3 550 000,00	3 550 000,00	
020 Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
TOTAL des dépenses financières	27 610 171,00	0,00	0,00	27 647 528,00	27 647 528,00	0,00	27 647 528,00	27 647 528,00	27 647 528,00	
45 Charges d'opérations pour compte de tiers	142 500,00	0,00	0,00	90 000,00	90 000,00	0,00	90 000,00	90 000,00	90 000,00	
TOTAL des dépenses réelles	89 803 800,00	0,00	0,00	343 422 245,08	96 813 081,00	0,00	96 813 081,00	96 813 081,00	96 813 081,00	
040 Opérations entre transf. entre sections (5 (6))	2 725 070,00	0,00	0,00	2 950 000,00	2 950 000,00	0,00	2 950 000,00	2 950 000,00	2 950 000,00	
041 Opérations patrimoniales (7)	8 793 330,00	0,00	0,00	8 451 919,00	8 451 919,00	0,00	8 451 919,00	8 451 919,00	8 451 919,00	
TOTAL des dépenses d'ordre	11 518 400,00	0,00	0,00	11 401 919,00	11 401 919,00	0,00	11 401 919,00	11 401 919,00	11 401 919,00	
D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
TOTAL des dépenses d'investissement cumulées	108 216 000,00	0,00	0,00	108 216 000,00	108 216 000,00	0,00	108 216 000,00	108 216 000,00	108 216 000,00	

(1) Voir annexe 6 pour le contenu du budget précédent.

(2) La ligne des AP nouvelles, qui sont celles qui font l'objet de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP nouvelles pour opérations plurimodales mais également les AP nouvelles, en vertu d'AP existantes.

(3) Voir état initial (I) pour le détail des opérations d'équipement.
(4) Voir état initial (I) pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(5) Voir état initial (I) pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 102 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (D1 D41 = RI 041).
(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat comptable des opérations précédentes qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de registre des états de l'exercice précédent (après vote du comité administratif ou le conseil municipal des délibérations).
(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

PRESENTATION GENERALE DU BUDGET				D2
BALANCE GENERALE - RECETTES				
RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)				
INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL	
10 Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	5 800 000,00	0,00	5 800 000,00	
13 Subventions d'investissement (recues) (3)	11 782 054,00	7 904 707,00	19 686 761,00	
15 Provisions pour risques et charges (4)	0,00	0,00	0,00	
16 Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	49 223 009,00	0,00	49 223 009,00	
18 Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	
20 Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	500 000,00	500 000,00	
204 Subventions d'équipement versées (3) (9)	0,00	0,00	0,00	
21 Immobilisations corporelles (3)	0,00	27 212,00	27 212,00	
22 Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00	0,00	0,00	
23 Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00	
018 RSA	0,00	0,00	0,00	
26 Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	
27 Autres immobilisations financières (3)	3 550 000,00	0,00	3 550 000,00	
28 Amortissement des immobilisations	0,00	10 000 000,00	10 000 000,00	
29 Dépréciations des immobilisations (4)	0,00	0,00	0,00	
39 Dépréciation des stocks et en-cours (4)	0,00	0,00	0,00	
3... Stocks et en-cours	0,00	0,00	0,00	
41 Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	70 000,00	20 000,00	90 000,00	
481 Charges à rép. sur plusieurs exercices	0,00	931 000,00	931 000,00	
49 Dépréciation des comptes de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	
59 Dépréciation des comptes financiers (4)	0,00	0,00	0,00	
021 Virement de la section de fonctionnement	0,00	18 078 368,00	18 078 368,00	
024 Produits des cessions d'immobilisations	328 650,00	0,00	328 650,00	
Recettes d'investissement – Total	70 753 713,00	37 461 287,00	108 215 000,00	
R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00	0,00	0,00	
R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	0,00	0,00	0,00	
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	108 215 000,00	108 215 000,00	108 215 000,00	
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)				
FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL	
013 Atténuations de charges (8)	691 000,00	0,00	691 000,00	
016 APA	0,00	0,00	0,00	
017 RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	
60 Achats et variation des stocks	0,00	0,00	0,00	
70 Prod. services, domaine, ventes diverses	20 483 210,00	0,00	20 483 210,00	
71 Production stockée (ou déstockage)	0,00	0,00	0,00	
72 Production immobilisée	0,00	800 000,00	800 000,00	
73 Impôts et taxes (sauf 731)	22 855 305,00	0,00	22 855 305,00	
731 Fiscalité locale	76 131 350,00	0,00	76 131 350,00	
74 Dotations et participations (8)	57 312 673,00	0,00	57 312 673,00	
75 Autres produits de gestion courante (8)	5 825 680,00	0,00	5 825 680,00	
76 Produits financiers	698 282,00	0,00	698 282,00	
77 Produits spécifiques (8)	5 500,00	2 150 000,00	2 155 500,00	
78 Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	0,00	0,00	
79 Transferts de charges	0,00	0,00	0,00	
Recettes de fonctionnement – Total	184 063 000,00	2 950 000,00	186 953 000,00	
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00	0,00	0,00	
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	186 953 000,00	186 953 000,00	186 953 000,00	

- (1) Comptes des opérations relatives au fonctionnement des opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.
- (3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
- (4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-48).
- (6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.
- (7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.
- (8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
- (9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - BP - 2024									
Chap./ art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Vote de l'assemblée sur les AP hors de la section budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
45...		142 500,00	0,00	0,00	90 000,00	90 000,00	0,00	90 000,00	III = I + II
4541100018		TRAVAUX D'OFFICE	50 000,00		50 000,00	50 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00
458100104		TRAVAIL D'ÉQUIPE	40 000,00		40 000,00	40 000,00	0,00	40 000,00	40 000,00
458100109		MISE AUX NORMES JEUX OPAC	52 500,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		89 000,00	0,00	345 423 245,08	96 813 081,00	96 813 081,00	0,00	96 813 081,00	96 813 081,00
040		Opérations ordre transf. entre sections (6)	2 725 070,00		2 950 000,00	2 950 000,00		2 950 000,00	2 950 000,00
13911		Reprise sur autofinancement	2 065 070,00		2 150 000,00	2 150 000,00		2 150 000,00	2 150 000,00
13912		Subv. transf. Eau et climat. nationaux	242 050,00		280 000,00	280 000,00		280 000,00	280 000,00
13913		Subv. transf. Régions	135 430,00		140 000,00	140 000,00		140 000,00	140 000,00
139151		Subv. transf. Départements	132 730,00		140 000,00	140 000,00		140 000,00	140 000,00
139159		Subv. transf. GFF de départements	4 690,00		5 000,00	5 000,00		5 000,00	5 000,00
13916		Subv. transf. Autres groupements	288 000,00		300 000,00	300 000,00		300 000,00	300 000,00
13918		Subv. transf. Autres E.P.L.	1 277 750,00		1 280 000,00	1 280 000,00		1 280 000,00	1 280 000,00
Charges transférées (7)		3 820,00		5 000,00	5 000,00	5 000,00		5 000,00	5 000,00
21318		Autres bâtiments publics	640 000,00		800 000,00	800 000,00		800 000,00	800 000,00
2132		Insulations de voirie	20 000,00		20 000,00	20 000,00		20 000,00	20 000,00
21848		Autres matériels de bureau et matériel	470 000,00		580 000,00	580 000,00		580 000,00	580 000,00
041		Opérations patrimoniales (8)	150 000,00		200 000,00	200 000,00		200 000,00	200 000,00
20412		Subv. transf. pub. - Bât. et installations	8 793 330,00		8 451 919,00	8 451 919,00		8 451 919,00	8 451 919,00
2111		Terrains nus	89 860,00		47 212,00	47 212,00		47 212,00	47 212,00
2112		Terrains de voirie	28 560,00		0,00	0,00		0,00	0,00
2113		Terrains aménagés autres que voirie	6 835 600,00		6 841 420,00	6 841 420,00		6 841 420,00	6 841 420,00
21318		Autres bâtiments publics	1 063 290,00		1 063 287,00	1 063 287,00		1 063 287,00	1 063 287,00
Total des dépenses d'ordre		776 000,00		500 000,00	500 000,00	500 000,00		500 000,00	500 000,00
Total des dépenses		11 518 400,00		11 401 919,00	11 401 919,00	11 401 919,00		11 401 919,00	11 401 919,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.
(2) Y compris les dépenses d'investissement.
(3) Y compris les dépenses d'investissement.
(4) Voir état II-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.
(5) Y a au sein de la ligne que d'opération pour compte de tiers.
(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (D1 041 + R 041).
(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (D1 041 + R 041).
(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (D1 041 + R 041).
(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 204.

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - BP - 2024

III – VOTE DU BUDGET							III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT							A2.1
Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement							
N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est affectée à une AP.

Procès verbal du conseil municipal du 14 décembre 2023

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - BP - 2024

III – VOTE DU BUDGET		III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT		A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

Chap. / art. (1)	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
28033 Frais d'insertion	15 720,00		20 000,00	20 000,00	20 000,00
2804112 Subv. Etat: Bâtiments, installations	18 600,00		20 000,00	20 000,00	20 000,00
2804132 Subv. Dpt: Bâtiments, installations	5 550,00		6 000,00	6 000,00	6 000,00
28041412 Subv. Cte GFP: Bâtiments, installations	3 300,00		3 500,00	3 500,00	3 500,00
28041512 Subv. Grt: Bâtiments, installations	28 460,00		30 000,00	30 000,00	30 000,00
28041581 Autres gros biens mob. mat. et études	58 230,00		61 000,00	61 000,00	61 000,00
28041582 Autres gros biens mob. mat. et études	3 200 000,00		3 229 500,00	3 229 500,00	3 229 500,00
2804182 Autres org pub - Bât. et installations	317 590,00		320 000,00	320 000,00	320 000,00
2804183 Autres org pub - Bât. et études	300 000,00		300 000,00	300 000,00	300 000,00
2804184 Autres org pub - Bât. et études	1 214 370,00		1 249 800,00	1 249 800,00	1 249 800,00
2804185 Autres org pub - Bât. et études	1 214 370,00		1 249 800,00	1 249 800,00	1 249 800,00
2804412 Sub nat org pub - Bât. et installations	132 410,00		135 000,00	135 000,00	135 000,00
2804413 Sub nat org pub-Proj infrastuct int nat	1 033 370,00		1 035 000,00	1 035 000,00	1 035 000,00
2804421 Sub nat privé - Biens mob. mat. études	110,00		200,00	200,00	200,00
2804422 Sub nat privé - Bât. et installations	146 340,00		150 000,00	150 000,00	150 000,00
2804423 Sub nat privé - Bât. et études	60 000,00		60 000,00	60 000,00	60 000,00
281321 Immeubles de rapport	268 550,00		300 000,00	300 000,00	300 000,00
281351 Bâtiments publics	14 040,00		20 000,00	20 000,00	20 000,00
281568 Autre matériel, outillage incendie	18 930,00		20 000,00	20 000,00	20 000,00
2815738 Autre matériel et outillage de voirie	71 460,00		70 000,00	70 000,00	70 000,00
281611 Véhicules	20 000,00		20 000,00	20 000,00	20 000,00
281631 Installations générales, aménageq divers	10 150,00		10 000,00	10 000,00	10 000,00
281828 Autres matériels de transport	549 000,00		500 000,00	500 000,00	500 000,00
281838 Autres matériels de bureau et mobiliers	594 080,00		575 000,00	575 000,00	575 000,00
281848 Autres matériels de bureau et mobiliers	404 750,00		375 000,00	375 000,00	375 000,00
281858 Autres matériels de bureau et mobiliers	404 750,00		375 000,00	375 000,00	375 000,00
4417 Opérations patrimoniales (6)	8 763 330,00		8 451 919,00	8 451 919,00	8 451 919,00
13261 Subv. non transf. GFP de rattachement	227 390,00		227 387,00	227 387,00	227 387,00
1326 Subv. non transf. Aulene E.P.L.	856 000,00		856 000,00	856 000,00	856 000,00
1328 Autres subventions d'équip. non transf.	6 864 420,00		6 844 420,00	6 844 420,00	6 844 420,00
2033 Frais d'insertion	776 000,00		500 000,00	500 000,00	500 000,00
2111 Terrains nus	27 212,00		27 212,00	27 212,00	27 212,00
458202104 MISE AUX NORMES REUX DPAC	20 000,00		20 000,00	20 000,00	20 000,00
Total des recettes d'ordre	31 700 570,00		37 461 287,00	37 461 287,00	37 461 287,00

(1) Détailler les actions effectuées conformément au plan de comptes.
(2) Voir annexe 18 pour le contenu du budget précédent.
(3) Sur le 165, 166 et 164-68.
(4) Exceptionnellement, les comptes 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats (compte tenu à reversement).
(5) Voir annexe 18-65 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(6) Les comptes 15, 28, 34 et 69 sont figurés dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des prévisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(7) Les comptes 15, 28, 34 et 69 sont figurés dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des prévisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 102 (cf. chapitre 104 « produit des cessions d'immobilisations »).
(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (D1 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2304.

SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III - VOTE DU BUDGET - RECETTES - DETAIL PAR ARTICLE					III	A3
SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES - DETAIL PAR ARTICLE						
Chap. / art. (1)	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II	
018 TOTAL	101 322 000,00	0,00	108 215 000,00	108 215 000,00	108 215 000,00	
018 RSA						
13 Subventions d'équipement (hors 138)	12 668 421,00	0,00	11 782 054,00	11 782 054,00	11 782 054,00	
1311 Subv. transf. Etat et établ. nationaux	531 076,00	0,00	19 000,00	19 000,00	19 000,00	
1312 Subv. non transf. Etat, régionaux	12 137 345,00	0,00	5 782 054,00	5 782 054,00	5 782 054,00	
1322 Subv. non transf. Départements	710 465,00	0,00	300 000,00	300 000,00	300 000,00	
1323 Subv. non transf. Régions	875 600,50	0,00	300 000,00	300 000,00	300 000,00	
13251 Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	0,00	1 050 000,00	1 050 000,00	1 050 000,00	
13258 Subv. non transf. Autres groupements	3 40 000,00	0,00	26 000,00	26 000,00	26 000,00	
1326 Subv. non transf. Aulene E.P.L., transfert	3 151 410,00	0,00	2 848 726,00	2 848 726,00	2 848 726,00	
1328 Autres subventions d'équipement	1 601 500,00	0,00	1 600 000,00	1 600 000,00	1 600 000,00	
1345 Emprunts et dettes assimilées (hors 1888 non budgétaire) (3)	43 577 269,00	0,00	49 192 609,00	49 192 609,00	49 192 609,00	
16 Emprunts en euros	43 577 269,00	0,00	49 192 609,00	49 192 609,00	49 192 609,00	
1641 Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
20 Subventions d'équipement versées (6) (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
21 Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
22 Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
23 Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Total des recettes d'équipement	86 245 690,00	0,00	60 974 663,00	60 974 663,00	60 974 663,00	
10 Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1088)	5 800 000,00	0,00	5 800 000,00	5 800 000,00	5 800 000,00	
10222 FCTVA	5 400 000,00	0,00	5 400 000,00	5 400 000,00	5 400 000,00	
10226 Recettes d'amortissement	400 000,00	0,00	400 000,00	400 000,00	400 000,00	
18 Autres subventions investies non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
188 Emprunts et dettes assimilées (1645, 165 et 166)	27 900,00	0,00	30 400,00	30 400,00	30 400,00	
1888 Opérations de cession d'immobilisations	27 900,00	0,00	30 400,00	30 400,00	30 400,00	
1889 Cessions d'immobilisations affectées (165-69)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
28 Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
27 Autres immobilisations financières	3 550 000,00	0,00	3 550 000,00	3 550 000,00	3 550 000,00	
2743 Prêts au personnel	100 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00	
2745 Avances remboursables	3 450 000,00	0,00	3 450 000,00	3 450 000,00	3 450 000,00	
024 Profits des cessions d'immobilisations	1 875 240,00	0,00	328 650,00	328 650,00	328 650,00	
Total des recettes financières	11 253 140,00	0,00	9 709 050,00	9 709 050,00	9 709 050,00	
45 Chapitre d'opérations pour compte de tiers (5)	122 500,00	0,00	70 000,00	70 000,00	70 000,00	
Total des recettes réelles	67 621 330,00	0,00	70 763 713,00	70 763 713,00	70 763 713,00	
021 Virement de la section de fonctionnement	18 078 366,00		18 078 366,00	18 078 366,00	18 078 366,00	
040 Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)	10 931 000,00		10 931 000,00	10 931 000,00	10 931 000,00	
28031 Frais d'études	265 150,00		270 000,00	270 000,00	270 000,00	

III – VOTE DU BUDGET				III	B
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE					

Chap.	Libellé	RECETTES	Pour mémoire, budget précédent (1)	Pour mémoire, budget (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Total (RAR N-1 + Vote)
II								
013	Atténuations de charges (2)	291 000,00	0,00	186 953 000,00	0,00	691 000,00	186 953 000,00	186 953 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0	Prod. services, dotations, ventes diverses	16 362 340,00	0,00	29 483 210,00	0,00	29 483 210,00	29 483 210,00	29 483 210,00
70	Produits financiers	22 845 000,00	0,00	22 845 000,00	0,00	22 845 000,00	22 845 000,00	22 845 000,00
73	Fiscalité locale	73 213 000,00	0,00	73 213 350,00	0,00	76 131 350,00	76 131 350,00	76 131 350,00
731	Dotations et participations (2)	57 312 673,00	0,00	57 312 673,00	0,00	57 312 673,00	57 312 673,00	57 312 673,00
74	Autres produits de gestion courante (2)	5 817 519,00	0,00	5 825 680,00	0,00	5 825 680,00	5 825 680,00	5 825 680,00
75	Total des recettes de gestion des services	174 911 945,00	0,00	183 292 218,00	0,00	183 292 218,00	183 292 218,00	183 292 218,00
76	Produits financiers	700 482,00	0,00	698 282,00	0,00	698 282,00	698 282,00	698 282,00
77	Produits de gestion (2)	5 500,00	0,00	5 500,00	0,00	5 500,00	5 500,00	5 500,00
78	Reprises amort., dépréciations prov. (semi-budgétaires) (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
79	Total des recettes financières	705 962,00	0,00	703 782,00	0,00	703 782,00	703 782,00	703 782,00
042	Opérations ordre transfert entre sections (3) (4) (5)	175 692 800,00	0,00	184 000 000,00	0,00	184 000 000,00	184 000 000,00	184 000 000,00
043	Opérations ordre inférieur de la section (6)	2 726 070,00	0,00	2 950 000,00	0,00	2 950 000,00	2 950 000,00	2 950 000,00
Total des recettes d'ordre		2 726 070,00		2 950 000,00		2 950 000,00	2 950 000,00	2 950 000,00
R002 Résultat reporté ou anticipé (7)								
R002 Résultat reporté ou anticipé (7)								
Total des recettes de fonctionnement cumulées		186 953 000,00						

(1) Voir état B pour le contenu du budget précédent.
(2) Non recotées imputées aux chapitres 016 et 017.
(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RFA2 - D (40)).
(4) Les chapitres 76 peuvent figurer dans le détail du chapitre 79 et 776 (cf. chapitres 04 + produit des cotisations d'immobilisations -).
(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 79 et 776 (cf. chapitre 04 + produit des cotisations d'immobilisations -).
(6) Opérations ordre inférieur de la section (6).
(7) Ne figure en cas de régime de l'exercice précédent (après vote du conseil administratif) pour le régime anticipé des résultats.

III – VOTE DU BUDGET				III	B1
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DÉPENSES – DÉTAIL PAR ARTICLE					

Chap. art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Vote de l'assemblée	Pour mémoire, budget (3)	Pour information, crédits reportés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
II							
011	Charges à caractère général (4)	175 333 000,00	0,00	186 953 000,00	0,00	186 953 000,00	186 953 000,00
011.1	Charges à caractère général (4)	37 302 300,00	0,00	35 368 358,00	0,00	35 368 358,00	35 368 358,00
011.2	Charges à caractère général (4)	1 489 586,00	0,00	1 670 245,00	0,00	1 670 245,00	1 670 245,00
011.3	Charges à caractère général (4)	157 400,00	0,00	157 400,00	0,00	157 400,00	157 400,00
011.4	Charges à caractère général (4)	9 191 760,00	0,00	6 021 760,00	0,00	6 021 760,00	6 021 760,00
011.5	Charges à caractère général (4)	359 500,00	0,00	359 500,00	0,00	359 500,00	359 500,00
011.6	Charges à caractère général (4)	68 625,00	0,00	68 625,00	0,00	68 625,00	68 625,00
011.7	Charges à caractère général (4)	353 950,00	0,00	350 200,00	0,00	350 200,00	350 200,00
011.8	Charges à caractère général (4)	193 450,00	0,00	141 110,00	0,00	141 110,00	141 110,00
011.9	Charges à caractère général (4)	33 750,00	0,00	48 500,00	0,00	48 500,00	48 500,00
012	Produits de traitement	1 025 279,00	0,00	1 025 279,00	0,00	1 025 279,00	1 025 279,00
012.1	Produits de traitement	38 300,00	0,00	38 300,00	0,00	38 300,00	38 300,00
012.2	Produits de traitement	668 130,00	0,00	668 130,00	0,00	668 130,00	668 130,00
012.3	Produits de traitement	191 000,00	0,00	191 000,00	0,00	191 000,00	191 000,00
012.4	Produits de traitement	272 400,00	0,00	272 400,00	0,00	272 400,00	272 400,00
012.5	Produits de traitement	276 800,00	0,00	276 800,00	0,00	276 800,00	276 800,00
012.6	Produits de traitement	351 000,00	0,00	351 000,00	0,00	351 000,00	351 000,00
012.7	Produits de traitement	53 000,00	0,00	52 000,00	0,00	52 000,00	52 000,00
012.8	Produits de traitement	2 881 340,00	0,00	2 881 340,00	0,00	2 881 340,00	2 881 340,00
012.9	Produits de traitement	1 498 800,00	0,00	1 498 800,00	0,00	1 498 800,00	1 498 800,00
013	Locations immobilières	1 243 985,00	0,00	1 243 985,00	0,00	1 243 985,00	1 243 985,00
013.1	Locations immobilières	86 000,00	0,00	86 000,00	0,00	86 000,00	86 000,00
013.2	Locations immobilières	46 500,00	0,00	46 500,00	0,00	46 500,00	46 500,00
013.3	Locations immobilières	544 550,00	0,00	544 550,00	0,00	544 550,00	544 550,00
013.4	Locations immobilières	1 018 900,00	0,00	1 018 900,00	0,00	1 018 900,00	1 018 900,00
013.5	Locations immobilières	1 888 500,00	0,00	1 888 500,00	0,00	1 888 500,00	1 888 500,00
013.6	Locations immobilières	850 500,00	0,00	850 500,00	0,00	850 500,00	850 500,00
013.7	Locations immobilières	113 000,00	0,00	113 000,00	0,00	113 000,00	113 000,00
013.8	Locations immobilières	403 000,00	0,00	403 000,00	0,00	403 000,00	403 000,00
013.9	Locations immobilières	6 000,00	0,00	6 000,00	0,00	6 000,00	6 000,00
014	Entretien, réparations bâtiments	60 000,00	0,00	60 000,00	0,00	60 000,00	60 000,00
014.1	Entretien, réparations bâtiments	60 000,00	0,00	60 000,00	0,00	60 000,00	60 000,00
014.2	Entretien, réparations bâtiments	60 000,00	0,00	60 000,00	0,00	60 000,00	60 000,00
014.3	Entretien, réparations bâtiments	60 000,00	0,00	60 000,00	0,00	60 000,00	60 000,00
014.4	Entretien, réparations bâtiments	60 000,00	0,00	60 000,00	0,00	60 000,00	60 000,00
014.5	Entretien, réparations bâtiments	60 000,00	0,00	60 000,00	0,00	60 000,00	60 000,00
014.6	Entretien, réparations bâtiments	60 000,00	0,00	60 000,00	0,00	60 000,00	60 000,00
014.7	Entretien, réparations bâtiments	60 000,00	0,00	60 000,00	0,00	60 000,00	60 000,00
014.8	Entretien, réparations bâtiments	60 000,00	0,00	60 000,00	0,00	60 000,00	60 000,00
014.9	Entretien, réparations bâtiments	60 000,00	0,00	60 000,00	0,00	60 000,00	60 000,00
015	Entretien, réparations biens mobiliers	101 615,00	0,00	202 240,00	0,00	202 240,00	202 240,00
015.1	Entretien, réparations biens mobiliers	101 615,00	0,00	202 240,00	0,00	202 240,00	202 240,00
015.2	Entretien, réparations biens mobiliers	101 615,00	0,00	202 240,00	0,00	202 240,00	202 240,00
015.3	Entretien, réparations biens mobiliers	101 615,00	0,00	202 240,00	0,00	202 240,00	202 240,00
015.4	Entretien, réparations biens mobiliers	101 615,00	0,00	202 240,00	0,00	202 240,00	202 240,00
015.5	Entretien, réparations biens mobiliers	101 615,00	0,00	202 240,00	0,00	202 240,00	202 240,00
015.6	Entretien, réparations biens mobiliers	101 615,00	0,00	202 240,00	0,00	202 240,00	202 240,00
015.7	Entretien, réparations biens mobiliers	101 615,00	0,00	202 240,00	0,00	202 240,00	202 240,00
015.8	Entretien, réparations biens mobiliers	101 615,00	0,00	202 240,00	0,00	202 240,00	202 240,00
015.9	Entretien, réparations biens mobiliers	101 615,00	0,00	202 240,00	0,00	202 240,00	202 240,00
016	Maintenance	1 014 910,00	0,00	1 234 120,00	0,00	1 234 120,00	1 234 120,00

III – VOTE DU BUDGET				III	B
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE					

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Vote de l'assemblée	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information, crédits reportés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
II								
011	Charges à caractère général (3)	37 302 300,00	0,00	186 953 000,00	0,00	186 953 000,00	186 953 000,00	186 953 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	82 062 600,00	0,00	84 598 600,00	0,00	84 598 600,00	84 598 600,00	84 598 600,00
014	Atténuations de produits	448 650,00	0,00	448 650,00	0,00	448 650,00	448 650,00	448 650,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 656) (3)	29 645 810,00	0,00	33 182 814,00	0,00	33 182 814,00	33 182 814,00	33 182 814,00
656	Frais fonctionnement des groupes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	3 915 050,00	0,00	4 315 050,00	0,00	4 315 050,00	4 315 050,00	4 315 050,00
67	Charges spécifiques (3)	51 150,00	0,00	32 150,00	0,00	32 150,00	32 150,00	32 150,00
68	Dotations aux provisions, dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Opérations ordre transfert entre sections (3) (4) (5)	113 425 600,00	0,00	117 943 632,00	0,00	117 943 632,00	117 943 632,00	117 943 632,00
042	Opérations ordre transfert entre sections (4)	10 894 900,00	0,00	10 931 000,00	0,00	10 931 000,00	10 931 000,00	10 931 000,00
043	Opérations ordre inférieur de la section (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre		24 907 340,00		29 009 368,00		29 009 368,00	29 009 368,00	29 009 368,00
R002 Résultat reporté ou anticipé (5)								
R002 Résultat reporté ou anticipé (5)								
Total des dépenses de fonctionnement cumulées		186 953 000,00						

(1) Voir état B pour le contenu du budget précédent.
(2) Non recotées imputées aux chapitres 016 et 017.
(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RFA2 - D (40)).
(4) Les chapitres 76 peuvent figurer dans le détail du chapitre 79 et 776 (cf. chapitres 04 + produit des cotisations d'immobilisations -).
(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 79 et 776 (cf. chapitre 04 + produit des cotisations d'immobilisations -).
(6) Opérations ordre inférieur de la section (6).
(7) Ne figure en cas de régime de l'exercice précédent (après vote du conseil administratif) pour le régime anticipé des résultats.

(1) Voir état B pour le contenu du budget précédent.
(2) Non recotées imputées aux chapitres 016 et 017.
(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RFA2 - D (40)).
(4) Les chapitres 76 peuvent figurer dans le détail du chapitre 79 et 776 (cf. chapitres 04 + produit des cotisations d'immobilisations -).
(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 79 et 776 (cf. chapitre 04 + produit des cotisations d'immobilisations -).
(6) Opérations ordre inférieur de la section (6).
(7) Ne figure en cas de régime de l'exercice précédent (après vote du conseil administratif) pour le régime anticipé des résultats.

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	170 000,00	0,00	170 000,00	170 000,00	170 000,00	0,00	170 000,00	170 000,00
65315	Fonction	15 000,00	0,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00	0,00	15 000,00	15 000,00
65316	Frais de représentation du maire	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00
65317	Frais de représentation du 1er adj. (part. allocation fin. mandat)	1 600,00	0,00	1 600,00	1 600,00	1 600,00	0,00	1 600,00	1 600,00
6541	Créances admises en non-valeur	50 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00
6542	Créances éteintes	3 000,00	0,00	3 000,00	3 000,00	3 000,00	0,00	3 000,00	3 000,00
6558	Autres contributions obligatoires	1 854 582,00	0,00	1 854 582,00	1 854 582,00	1 854 582,00	0,00	1 854 582,00	1 854 582,00
6559	Autres contributions obligatoires	2 377 685,00	0,00	2 377 685,00	2 377 685,00	2 377 685,00	0,00	2 377 685,00	2 377 685,00
657351	Subv. fonct. GPF de rattachement	197 000,00	0,00	197 000,00	197 000,00	197 000,00	0,00	197 000,00	197 000,00
657362	Subv. fonct. GPF de rattachement	2 624 861,00	0,00	2 624 861,00	2 624 861,00	2 624 861,00	0,00	2 624 861,00	2 624 861,00
657381	Subv. fonct. GPF de rattachement	78 530,00	0,00	78 530,00	78 530,00	78 530,00	0,00	78 530,00	78 530,00
657382	Subv. fonct. GPF de rattachement	6 100,00	0,00	6 100,00	6 100,00	6 100,00	0,00	6 100,00	6 100,00
657383	Subv. fonct. GPF de rattachement	20 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00
65746	Subv. fonct. GPF de rattachement	12 868 677,00	0,00	12 868 677,00	12 868 677,00	12 868 677,00	0,00	12 868 677,00	12 868 677,00
65811	Droits d'usage - informatique nuage	26 000,00	0,00	26 000,00	26 000,00	26 000,00	0,00	26 000,00	26 000,00
65818	Autres	162 685,00	0,00	162 685,00	162 685,00	162 685,00	0,00	162 685,00	162 685,00
65898	Autres	405 385,00	0,00	405 385,00	405 385,00	405 385,00	0,00	405 385,00	405 385,00
65898	Frais fonctionnement des groupes	début	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services									
66	Charges financières	149 459 450,00	0,00	149 459 450,00	149 459 450,00	149 459 450,00	0,00	149 459 450,00	149 459 450,00
661	Charges financières	3 915 060,00	0,00	3 915 060,00	3 915 060,00	3 915 060,00	0,00	3 915 060,00	3 915 060,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	3 900 000,00	0,00	3 900 000,00	3 900 000,00	3 900 000,00	0,00	3 900 000,00	3 900 000,00
66115	Intérêts comptes courants et de dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
666	Pertes de change créances det. fin.	60,00	0,00	60,00	60,00	60,00	0,00	60,00	60,00
668	Autres	15 000,00	0,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00	0,00	15 000,00	15 000,00
67	Charges spécifiques (4)	51 150,00	0,00	51 150,00	51 150,00	51 150,00	0,00	51 150,00	51 150,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	51 150,00	0,00	51 150,00	51 150,00	51 150,00	0,00	51 150,00	51 150,00
68	Dotations aux provisions, dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des charges financières et spécifiques									
		3 968 210,00	0,00	3 968 210,00	3 968 210,00	3 968 210,00	0,00	3 968 210,00	3 968 210,00
Total des dépenses réelles									
		153 425 660,00	0,00	153 425 660,00	153 425 660,00	153 425 660,00	0,00	153 425 660,00	153 425 660,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6161	Multimédias	489 590,00	0,00	489 590,00	489 590,00	489 590,00	0,00	489 590,00	489 590,00
617	Etudes et recherches	717 200,00	0,00	717 200,00	717 200,00	717 200,00	0,00	717 200,00	717 200,00
6182	Documentation générale et technique	171 620,00	0,00	171 620,00	171 620,00	171 620,00	0,00	171 620,00	171 620,00
6184	Formation	274 000,00	0,00	274 000,00	274 000,00	274 000,00	0,00	274 000,00	274 000,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	5 000,00	0,00	5 000,00	5 000,00	5 000,00	0,00	5 000,00	5 000,00
6188	Autres frais divers	218 950,00	0,00	218 950,00	218 950,00	218 950,00	0,00	218 950,00	218 950,00
6225	Autres indemnités aux comptables et régisseurs	110,00	0,00	110,00	110,00	110,00	0,00	110,00	110,00
62288	Autres honoraires, conseils	509 730,00	0,00	509 730,00	509 730,00	509 730,00	0,00	509 730,00	509 730,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	14 000,00	0,00	14 000,00	14 000,00	14 000,00	0,00	14 000,00	14 000,00
6231	Autres honoraires, conseils	159 300,00	0,00	159 300,00	159 300,00	159 300,00	0,00	159 300,00	159 300,00
6231	Autres honoraires, conseils	289 100,00	0,00	289 100,00	289 100,00	289 100,00	0,00	289 100,00	289 100,00
6232	Filles et télécommunications	247 925,00	0,00	247 925,00	247 925,00	247 925,00	0,00	247 925,00	247 925,00
6233	Receptions	32 700,00	0,00	32 700,00	32 700,00	32 700,00	0,00	32 700,00	32 700,00
6234	Catalogues et imprimés	306 098,00	0,00	306 098,00	306 098,00	306 098,00	0,00	306 098,00	306 098,00
6238	Divers	217 520,00	0,00	217 520,00	217 520,00	217 520,00	0,00	217 520,00	217 520,00
6241	Transports de biens	546 700,00	0,00	546 700,00	546 700,00	546 700,00	0,00	546 700,00	546 700,00
6247	Transports collectifs	158 925,00	0,00	158 925,00	158 925,00	158 925,00	0,00	158 925,00	158 925,00
6248	Divers	1 598 446,00	0,00	1 598 446,00	1 598 446,00	1 598 446,00	0,00	1 598 446,00	1 598 446,00
6251	Voyages, déplacements et missions	4 000,00	0,00	4 000,00	4 000,00	4 000,00	0,00	4 000,00	4 000,00
6261	Frais d'affranchissement	96 500,00	0,00	96 500,00	96 500,00	96 500,00	0,00	96 500,00	96 500,00
6262	Frais de télécommunications	150 120,00	0,00	150 120,00	150 120,00	150 120,00	0,00	150 120,00	150 120,00
627	Services bancaires et assimilés	428 590,00	0,00	428 590,00	428 590,00	428 590,00	0,00	428 590,00	428 590,00
6281	Concours divers (cotisations)	42 310,00	0,00	42 310,00	42 310,00	42 310,00	0,00	42 310,00	42 310,00
6283	Frais de participation aux concours	159 700,00	0,00	159 700,00	159 700,00	159 700,00	0,00	159 700,00	159 700,00
6283	Frais de participation aux concours	72 100,00	0,00	72 100,00	72 100,00	72 100,00	0,00	72 100,00	72 100,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GPF	682 400,00	0,00	682 400,00	682 400,00	682 400,00	0,00	682 400,00	682 400,00
62876	Remb. frais à un GPF de rattachement	380 000,00	0,00	380 000,00	380 000,00	380 000,00	0,00	380 000,00	380 000,00
62878	Remb. frais à des tiers	35 000,00	0,00	35 000,00	35 000,00	35 000,00	0,00	35 000,00	35 000,00
6292	Autres services extérieurs	1 600 000,00	0,00	1 600 000,00	1 600 000,00	1 600 000,00	0,00	1 600 000,00	1 600 000,00
62912	Autres services extérieurs	1 704 350,00	0,00	1 704 350,00	1 704 350,00	1 704 350,00	0,00	1 704 350,00	1 704 350,00
62913	Autres services extérieurs	60 000,00	0,00	60 000,00	60 000,00	60 000,00	0,00	60 000,00	60 000,00
6294	Droits d'immatriation et de timbre	6 000,00	0,00	6 000,00	6 000,00	6 000,00	0,00	6 000,00	6 000,00
6295	Taxes et impôts sur les véhicules	8 800,00	0,00	8 800,00	8 800,00	8 800,00	0,00	8 800,00	8 800,00
6295	Autres droits	7 900,00	0,00	7 900,00	7 900,00	7 900,00	0,00	7 900,00	7 900,00
637	Autres impôts, taxes (autres cotisations)	900,00	0,00	900,00	900,00	900,00	0,00	900,00	900,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
023	Virement à la section d'investissement	14 012 350,00	0,00	14 012 350,00	14 012 350,00	14 012 350,00	0,00	14 012 350,00	14 012 350,00
042	Opérations ordre transf. entre secteurs (5) (7) (8)	10 894 990,00	0,00	10 894 990,00	10 894 990,00	10 894 990,00	0,00	10 894 990,00	10 894 990,00
6511	Dot. amort. immos. incorporelles	9 953 990,00	0,00	9 953 990,00	9 953 990,00	9 953 990,00	0,00	9 953 990,00	9 953 990,00
6525	Dot. amort. charges financ. à répartir	951 000,00	0,00	951 000,00	951 000,00	951 000,00	0,00	951 000,00	951 000,00
045	Opérations ordre retiré de la section (7) (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre									
		24 907 340,00	0,00	24 907 340,00	24 907 340,00	24 907 340,00	0,00	24 907 340,00	24 907 340,00

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (10)

Montant des ICNE des exercices antérieurs	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N - ICNE N-1	0,00

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Budget des dépenses de fonctionnement.
(3) Budget des dépenses de fonctionnement.
(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 à 017.
(5) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.
(6) Les dépenses 66 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime de la collectivité à la carte (pour plus d'infos voir 404).
(7) Si, d'adhésion, des dépenses sont imputées sur des opérations courtes (pour plus d'infos voir 404).
(8) Si, d'adhésion, des dépenses sont imputées sur des opérations courtes (pour plus d'infos voir 404).
(9) Opérations destinées à réduire les cotisations particulières (celles qui ne sont pas des cotisations de retraite, ou liées à la tenue d'un inventaire permanent).
(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

du 14 décembre 2023

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	I	RAR N-1 assimilés (4) (5)	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
012	Charges de personnel et frais assimilés (4) (5)	82 082 000,00		0,00	82 596 000,00	84 596 000,00	84 596 000,00	84 596 000,00	84 596 000,00	7 814 000,00
6216	Personnel affecté par GPF	9 980 000,00		0,00	7 814 000,00	7 814 000,00	7 814 000,00	7 814 000,00	7 814 000,00	110 000,00
6218	Autre personnel extérieur	110 000,00		0,00	110 000,00	110 000,00	110 000,00	110 000,00	110 000,00	482 800,00
6236	Cotisations CNFPT et COGFP	445 000,00		0,00	482 800,00	482 800,00	482 800,00	482 800,00	482 800,00	32 762 000,00
64111	Rémunération principale titulaire	31 083 307,00		0,00	32 762 000,00	32 762 000,00	32 762 000,00	32 762 000,00	32 762 000,00	1 264 000,00
64112	SFT, indemnités de résidence	1 419 500,00		0,00	1 264 000,00	1 264 000,00	1 264 000,00	1 264 000,00	1 264 000,00	9 548 000,00
64118	Autres indemnités	4 848 000,00		0,00	1 264 000,00	1 264 000,00	1 264 000,00	1 264 000,00	1 264 000,00	12 396 000,00
64131	Prestes et autres indemnités	11 308 500,00		0,00	455 000,00	455 000,00	455 000,00	455 000,00	455 000,00	500,00
64138	Autres emplois adhés	500,00		0,00	500,00	500,00	500,00	500,00	500,00	139 000,00
64168	Rémunérations des apprentis	446 000,00		0,00	139 000,00	139 000,00	139 000,00	139 000,00	139 000,00	9 993 000,00
6417	Apprentis - rémunérations	151 693,00		0,00	9 993 000,00	9 993 000,00	9 993 000,00	9 993 000,00	9 993 000,00	10 927 000,00
64171	Cotisations à l'U.R.S.A.F.	9 564 000,00		0,00	10 927 000,00	10 927 000,00	10 927 000,00	10 927 000,00	10 927 000,00	0,00
6451	Cotisations aux caisses de retraites	10 101 500,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 400,00
6453	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	30 000,00		0,00	12 400,00	12 400,00	12 400,00	12 400,00	12 400,00	232 700,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	7 400,00		0,00	232 700,00	232 700,00	232 700,00	232 700,00	232 700,00	500 000,00
6458	Coût. aux autres organismes sociaux	228 500,00		0,00	500 000,00	500 000,00	500 000,00	500 000,00	500 000,00	50 000,00
6471	Prestes, versées pour le compte du FNAL	450 000,00		0,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00	1 185 000,00
64731	Allocations chômage versées directement	50 000,00		0,00	1 185 000,00	1 185 000,00	1 185 000,00	1 185 000,00	1 185 000,00	911 000,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	50 000,00		0,00	911 000,00	911 000,00	911 000,00	911 000,00	911 000,00	448 650,00
6478	Autres charges sociales diverses	985 000,00		0,00	448 650,00	448 650,00	448 650,00	448 650,00	448 650,00	3 000,00
6488	Autres	788 000,00		0,00	3 000,00	3 000,00	3 000,00	3 000,00	3 000,00	210 000,00
014	Atténuations de produits	448 650,00		0,00	210 000,00	210 000,00	210 000,00	210 000,00	210 000,00	235 650,00
703894	Revenements/forfait post-stationnement	3 000,00		0,00	235 650,00	235 650,00	235 650,00	235 650,00	235 650,00	0,00
739112	Dégrev. taxe habit. / logements vacants	210 000,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739118	Autres taxes, redev. contrib. directes	235 650,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 182 814,00
016	APSA	0,00		0,00	33 182 814,00	33 182 814,00	33 182 814,00	33 182 814,00	33 182 814,00	23 635,00
017	Représentations de RMI	29 645 810,00		0,00	23 635,00	23 635,00	23 635,00	23 635,00	23 635,00	102 300,00
66	Autres charges de gestion courante (sauf le 6596)	0,00		0,00	102 300,00	102 300,00	102 300,00	102 300,00	102 300,00	840 000,00
65132	Prêt à court terme	8 525,00		0,00	840 000,00	840 000,00	840 000,00	840 000,00	840 000,00	25 000,00
65133	Prêt à court terme	102 300,00		0,00	25 000,00	25 000,00	25 000,00	25 000,00	25 000,00	70 000,00
65311	Indemnités de fonction	840 000,00		0,00	70 000,00	70 000,00	70 000,00	70 000,00	70 000,00	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	25 000,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65313	Cotisations de retraite	65 000,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65313	Cotisations de retraite	65 000,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES	
Article / compte nature (1)	Libellé
01	
Opérations non ventilables	
DEPENSES	
104	Emprunts auprès des établissements financiers
204	Subventions d'équipement versées
21.536.238,00	
21.536.238,00	
237.000,00	
237.000,00	
RECETTES	
102	Cotisations et fonds d'investissement
104	Subventions d'équipement versées
194	Emprunts auprès des établissements financiers
490	Opérations sous mandat
5.800.000,00	
5.800.000,00	
40.182.000,00	
40.182.000,00	
20.000,00	
20.000,00	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A1.900

FONCTION 0 – Services généraux									
01		02							
Administration générale		Administration générale							
Article / compte nature (1)	Libellé	020	021	022	023	024	025	026	028
		Admin. générale de la collectivité	Personnel non ventilé	Information, communication, publicité	Frais et cotisations	Aide aux associations	Creditaires et dettes financières	Administration générale de l'Etat	Autres moyens généraux
DEPENSES		7.233.950,00	0,00	0,00	0,00	240.000,00	0,00	0,00	0,00
200	Frais d'études, recherche, développement	100.000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	300.000,00	0,00	0,00	0,00	240.000,00	0,00	0,00	0,00
206	Subventions d'équipement versées	300.000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
210	Charges de personnel, charges sociales	3.848.900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
216	Autres immobilisations corporelles	2.120.000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	320.000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
291	Taxes de participation	110.000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	100.000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		492.242,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv. inv. rattachées aux actifs non amort.	392.242,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	100.000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)			A1

Chapitre nature	Libellé	5	6	7	8	9	TOTAL
DEPENSES		32 560 413,00	8 700,00	486 420,00	3 634 496,00		36 681 029,00
10	Dons, dons divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 274 000,00	2 400,00	0,00	4 000,00		22 876 528,00
18	Cote de liaison: affectation (BA, Rége)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	647 870,00	0,00	71 340,00	0,00		1 138 216,00
204	Subventions d'équipement versées	6 093 474,00	0,00	5 000,00	0,00		7 773 974,00
21	Immobilisations corporelles	11 642 656,00	6 300,00	410 080,00	2 691 290,00		26 287 440,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	9 162 388,00	0,00	0,00	989 286,00		34 476 519,00
26	Participations et créances rattachées	500 000,00	0,00	0,00	0,00		618 000,00
27	Autres immobilisations financières	3 150 000,00	0,00	0,00	0,00		3 550 000,00
45	Opérations pour compte de tiers	90 000,00	0,00	0,00	0,00		90 000,00
RECETTES		7 002 336,00	2 400,00	0,00	605 243,00		70 183 713,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	328 650,00	0,00	0,00	0,00		328 650,00
10	Dons, dons divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		5 800 000,00
13	Subventions d'investissement	3 449 685,00	0,00	0,00	601 343,00		11 782 954,00
16	Emprunts et dettes assimilées	24 000,00	2 400,00	0,00	4 000,00		49 223 000,00
18	Cote de liaison: affectation (BA, Rége)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	3 150 000,00	0,00	0,00	0,00		3 550 000,00

Chapitre nature	Libellé	5	6	7	8	9	TOTAL
Opérations pour compte de tiers		50 000,00	0,00	0,00	0,00		70 000,00

IV – ANNEXES				IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE				A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	061 FSE		062 FEDER		068 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
		061 FSE	061 FSE	062 FEDER	062 FEDER	068 Autres	068 Autres	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES				IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE				A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	031 Assemblée délibérante		032 Conseil éco-social régional/Conseil div. env.		033 Conseil cult., éducat., env.		034 Conseil éco-social culture/éducation		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
		031 Assemblée délibérante	031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco-social régional/Conseil div. env.	032 Conseil éco-social régional/Conseil div. env.	033 Conseil cult., éducat., env.	033 Conseil cult., éducat., env.	034 Conseil éco-social culture/éducation	034 Conseil éco-social culture/éducation		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, produits, droits antaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
261	Titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subventions reçues aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
276	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES				IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE				A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communaux		11 Police, sécurité, justice		12 Incendie et secours		13 Hygiène et salubrité		18 Autres invest. protect. environnement		TOTAL DU CHAPITRE
		10 Services communaux	10 Services communaux	11 Police, sécurité, justice	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité	13 Hygiène et salubrité	18 Autres invest. protect. environnement	18 Autres invest. protect. environnement	
DEPENSES		204 000,00	204 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	204 000,00
213	Constructions	150 000,00	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	150 000,00	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subventions reçues aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subventions reçues aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES				IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE				A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	041 Actions européennes de la subvention déléguée		042 Actions intercommunales		043 Actions européennes		044 Actions européennes de développement		048 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		041 Actions européennes de la subvention déléguée	041 Actions européennes de la subvention déléguée	042 Actions intercommunales	042 Actions intercommunales	043 Actions européennes	043 Actions européennes	044 Actions européennes de développement	044 Actions européennes de développement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, produits, droits antaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
261	Titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subventions reçues aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
276	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	28					29	TOTAL DU CHAPITRE
		Autres services sociaux et autres						
		281	282	283	284	285		
		Hébergement et restauration scolaires	Sport scolaire	Muséologie scolaire	Classes de découvertes	Autres services sociaux et autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
204	Subventions d'équipement diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 441 415,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	900 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 831 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	240 000,00
238	Avances commandées immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 900 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 389 915,00
132	Subv. inv. rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 548 037,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 548 037,00

(1) Détailler les comptes à tous chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	31									
		Cultures									
		311	312	313	314	315	316	317	318		
		Activités artistiques et culturelles	Patrimoine	Bibliothèques, médiathèques	Musées	Services d'archives	Théâtre et spectacles vivants	Cinéma et autres salles de spectacles	Archéologie préventive		
200	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	
204	Subventions d'équipement matériel	199 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00	0,00	0,00	
212	Agrémentations et équipements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
213	Constructions	59 000,00	412 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	465 000,00	349 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
132	Subv. inv. rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

(1) Détailler les comptes à tous chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20			21			22		
		Services communs			Enseignement du premier degré			Enseignement au second degré		
		211	212	213	211	212	213	221	222	223
		Écoles maternelles	Écoles élémentaires	Classes maternelles	Écoles maternelles	Écoles élémentaires	Classes maternelles	Colleges	Lycees publiques	Lycees privés
	EXPENSES									
204	Subventions d'équipement diverses	0,00	0,00	0,00	9 300 000,00	0,00	946 900,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	886 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	240 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	946 900,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	200 000,00	0,00	0,00	9 300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandées immo corporelles	13 389 915,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES									
132	Subv. inv. rattachées aux actifs non amort	2 028 200,00	919 591,00	953 460,00	919 591,00	953 460,00	946 796,00	0,00	0,00	0,00
		919 591,00	913 160,00	946 796,00	919 591,00	913 160,00	946 796,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à tous chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25									
		Formation professionnelle									
		251	252	253	254	255	256	257	258	259	
		Insertion sociale et professionnelle	Formation professionnelle	Formation professionnelle	Formation professionnelle	Formation professionnelle	Formation professionnelle	Formation professionnelle	Formation professionnelle	Formation professionnelle	
204	Subventions d'équipement diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
238	Avances commandées immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
132	Subv. inv. rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

(1) Détailler les comptes à tous chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					418 Actions éducatives
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité sanitaire	414 Dépenses et autres des établissements	
		89 560,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Contributions	89 560,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
214	Prests	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
216	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	DEPENSES	89 560,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à tous chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale										422 Prévention et éducation
		420 Services communs	4211 Actions en faveur de l'insertion	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adhésion	4215 Crèches et garderies	4216 Multi social	4217 Autre actions pour la petite enfance	4218	4219	
		320 000,00	0,00	10 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	422
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	10 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	422
213	Contributions	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	422
214	Prests	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	422
216	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	422
	DEPENSES	320 000,00	0,00	10 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	422
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	422
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	422

(1) Détailler les comptes à tous chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A1.903

FONCTION 3 – Culture, Vie sociale, Jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (hors des solutions)					323 Piscines	322 Stades	324 Centres de formation	325 Autres équipements sportifs	326 Manifestations sportives
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation	325 Autres équipements sportifs					
		1 748 970,00	160 000,00	0,00	0,00	54 870,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'indemnité, indemnité, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	1 748 970,00	0,00	0,00	0,00	19 970,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Contributions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
221	Immobilisations corporelles en cours	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	DEPENSES	1 748 970,00	160 000,00	0,00	0,00	54 870,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à tous chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A1.903

FONCTION 3 – Culture, Vie sociale, Jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (hors des solutions)					332 Clubs et associations	333 Centres de vacances	334 Autres équipements pour les jeunes	335 Espaces de vie	336 Autres	337 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de vacances	332 Clubs et associations	333 Centres de vacances	334 Autres équipements pour les jeunes	335 Espaces de vie							
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 947 390,00
203	Frais d'indemnité, indemnité, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	284 500,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 100 000,00
213	Contributions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 700 880,00
221	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	888 000,00
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 182 380,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à tous chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	51 Aménagement des territoires et habitat									
		50 Services communs		510	511	512	513	514	515	516	518
		Services communs		Espaces verts urbains	Eclairage public	Art public	Électrification	Opérations d'aménagement	Autres actions d'aménagement urbain		
		510	511	512	513	514	515	516	518		
		119 27 4,00	1 235 144,00	4 063 465,00	0,00	0,00	1 514 106,00	23 153 239,00	0,00		
DEPENSES											
105	Dépense de fonctionnement régie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
106	Autres dépenses et autres assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
200	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	386 150,00	0,00		
204	Subventions d'équipement versées	0,00	38 274,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
205	Lois, honoraires, autres assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
210	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
212	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400 000,00	0,00		
213	Immobilier, matériel, outillage technique	0,00	400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
215	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	190 000,00	0,00		
216	Immobilisations corporelles en cours	0,00	40 462,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
231	Taxes de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	78 500,00	0,00		
261	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 901 610,00	0,00		
274	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 150 000,00	0,00		
498	Opérations sous mandat	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
		0,00	93 677,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 673 700,00	0,00		
RECETTES											
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
132	Subventions reçues aux actions non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 076 700,00	0,00		
105	Dépense de fonctionnement régie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
106	Autres dépenses et autres assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Articles / comptes nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville		53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espaces verts et autres espaces de détente	55 Habitat / Logement			
		551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur social			553 Aide à l'accès à la propriété	554 Aide d'écoulement des biens de logement	555 Logement social	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	71 163,00	2 992 000,00	0,00	0,00
105	Dépense de fonctionnement régie	0,00	0,00	0,00	0,00	24 000,00	0,00	0,00	0,00
106	Autres dépenses et autres assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
200	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 992 000,00	0,00	0,00
205	Loi, honoraires, honoraires assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
210	Loi, honoraires, honoraires assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Immobilier, matériel, outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	48 150,00	0,00	0,00	0,00
216	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Taxes de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
291	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
498	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	24 000,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subventions reçues aux fonds non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
105	Dépense de fonctionnement régie	0,00	0,00	0,00	0,00	24 000,00	0,00	0,00	0,00
106	Autres dépenses et autres assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							TOTAL DU CHAPITRE
		421 Forfait autonomie		423 Autres actions de prévention		424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	426 Autres interventions sociales	
		4212	4213	4232	4233				
		DEPENSES							
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	8 000,00	0,00	48 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		RECETTES							
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A1.904.4

FONCTION 4.4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	Dépenses								TOTAL DU CHAPITRE
		441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Indemnités professionnelles	445 Evaluation des dépenses	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES				IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE				A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Régimelement, attribution de territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidarité	66 Médiation et dev. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0 700,00
105	Dépôts et cautions/reprises reçues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 400,00
213	Contributions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 300,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 400,00
105	Dépôts et cautions/reprises reçues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 400,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES				IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE				A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du territoire	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Financières	582 Autres actions		
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 860 413,00
105	Dépôts et cautions/reprises reçues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 000,00
106	Autres emprunts et autres assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 250 000,00
203	Frais de études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	587 876,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 034 474,00
205	Loans, prêts, avances, prêts sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 711 900,00
213	Contributions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 078 163,00
215	Installat., matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 952 163,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 452,00
221	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 162 390,00
261	Frais de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 500 000,00
275	Prêts au personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
450	Travaux effectués, offices	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000 333,00
104	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	328 860,00
102	Subv. en attente aux aff. non amont	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 440 863,00
105	Dépôts et cautions/reprises reçues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 000,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 500 000,00
454	Travaux effectués, offices	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES				IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE				A1.906

IV – ANNEXES				IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE				A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Industries économiques transversales	62 Structures de médiation et de dev. éco.	63 Actions sectorielles		633 Développement touristique
					631 Agriculture, pêche et aquaculture	632 Industrie, commerce et artisanat	
	DEPENSES	0,00	6 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
105	Dépôts et cautions/reprises reçues	0,00	0,00	0,00	0,00	2 400,00	0,00
213	Contributions	0,00	6 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	2 400,00	0,00
105	Dépôts et cautions/reprises reçues	0,00	0,00	0,00	0,00	2 400,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES				IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE				A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)		Libellé		64	66	66	67	68	TOTAL DU CHAPITRE
				Rapportement, attractivité du territoire	Insertion éco. et éco. sociale, solidaire	Mariage et dév. des services publics	Recherche et Innovation	Autres actions	
DEPENSES				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 700,00
105	Dépense et subventionnement reçus			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 400,00
213	Constructions			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 300,00
RECETTES				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 400,00
105	Dépense et subventionnement reçus			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 400,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Page 69

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - BP - 2024

IV – ANNEXES										IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE										A1.907
FONCTION 7 – Environnement										
Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et aménat. urbains						
				720 Services communs collectifs et propres	721 Collectifs et traitement des déchets		722 Projet urbain			
				721 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collectifs des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement des déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action proposée urbaine et environnementale		
DEPENSES		408 340,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
203	Frais d'études, recherche, développement	71 340,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
204	Subventions d'équipement versées	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
213	Constructions	282 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
215	Installat., matériel, outillage techniq.	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	82 Transports collectifs de voyageurs									
		80 Services communs	81 Transports scolaires	820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport scolaire	823 Transport scolaire	824 Transport scolaire	825 Transport scolaire	826 Autres transports	
DEPENSES											
166	Dotations et cautions remboursées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
RECETTES											
132	Subv. y rattachées aux céd. non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
166	Dotations et cautions remboursées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

(1) Détailler les comptes à tous chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises									
		830 Services communs	831 For. charrier	832 For. véhicules	833 For. Buval	834 For. véhicules	835 For. véhicules	836 Autres transports			
	DEPENSES										
166	Dotations et cautions remboursées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			
	RECETTES										
132	Subv. y rattachées aux céd. non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			
166	Dotations et cautions remboursées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			

(1) Détailler les comptes à tous chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					734 Eaux pluviales	735 Lacs, cours d'eau, aménagements	74 Politique de l'eau
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	736	737			
	DEPENSES								
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Appareils et aménagements de terrain	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES								

(1) Détailler les comptes à tous chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie										76 Présever. patrim. naturels, risques techniq.	77 Environnement installations énergétiques	78 Autres actions	79	TOTAL des CHAPITRES
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Énergie thermique	753 Énergie électrique	754 Énergie hydraulique	755 Autres énergies	76	77	78	79						
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Appareils et aménagements de terrain	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à tous chiffres.

IV – ANNEXES										IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE										A2
Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généralx (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régulation)	4-3 APA	
DEPENSES										
011	Charges à caractère général	4 391 150,00	47 307 120,00	0,00	16 180 000,00	12 865 140,00	40 192 337,00	8 726 910,00	0,00	
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	11 966 870,00	0,00	564 310,00	4 250 250,00	4 398 981,00	913 180,00	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	31 966 000,00	0,00	7 582 500,00	8 516 800,00	18 513 000,00	3 924 200,00	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	45 000,00	2 875 600,00	0,00	8 033 195,00	144 015,00	17 281 756,00	3 869 536,00	0,00	
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
66	Charges financières	4 315 000,00	0,00	0,00	0,00	60,00	0,00	0,00	0,00	
67	Charges spécifiques	31 150,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
RECETTES										
013	Atténuations de charges	150 760 000,00	16 096 005,00	0,00	89 720,00	655 020,00	2 830 758,00	56 000,00	0,00	
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	110 000,00	11 901 100,00	0,00	79 610,00	90 000,00	953 100,00	10 000,00	0,00	
73	Impôts et taxes	22 855 350,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
731	Fiscalité locale	74 400 000,00	96 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
74	Dotation et participations	52 691 513,00	510 000,00	0,00	1 110,00	556 020,00	964 400,00	0,00	0,00	
75	Autres produits de gestion courante	0,00	1 906 300,00	0,00	0,00	9 000,00	673 200,00	46 000,00	0,00	
76	Produits financiers	689 262,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
77	Produits spécifiques	5 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

IV – ANNEXES										IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE										A1908
FONCTION 8 – Transports (suite 2)										
Article/ compte nature (1)	Libellé	84 Voies								
		841 Voies nationales	842 Voies régionales	843 Voies départementales	844 Voies départementales microlocales	845 Voies communales	846 Voies communales à trafic limité	847 Equipements de sécurité routière	849 Sécurité routière	
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	3 444 096,00	0,00	240 000,00	0,00	
195	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00	
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00	
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	2 451 200,00	0,00	180 000,00	0,00	
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	999 200,00	0,00	0,00	0,00	
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	101 139,00	0,00	400 000,00	0,00	
132	Subv. inv. rattachées aux édific. non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	101 139,00	0,00	400 000,00	0,00	
195	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	

(1) Détailler les comptes à tous chiffres.

IV – ANNEXES										IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE										A1.908
FONCTION 8 – Transports (suite 3)										
Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Lignes multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DES CHAPITRES
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferroviaires	853 Gares, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 496,33
195	Dépôts et cautions/reprises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	290,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	889 226,20
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 200,00	0,00	881 143,00
132	Subv. inv. rattachées aux actifs non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 200,00	0,00	801 342,00
195	Dépôts et cautions/reprises reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00

(1) Détailler les comptes à tous chiffres.

IV – ANNEXES										IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)										A2
Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL		
DEPENSES										
011	Charges à caractère général	0,00	20 416 553,00	2 204 215,00	1 055 585,00	4 624 600,00		157 943 832,00		
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	9 410 583,00	1 484 015,00	337 585,00	2 060 560,00		35 368 358,00		
014	Atténuations de produits	0,00	10 233 500,00	570 000,00	718 000,00	2 550 000,00		84 596 600,00		
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00		448 650,00		
6566	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	772 470,00	150 200,00	0,00	11 040,00		33 182 814,00		
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		4 315 000,00		
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		32 150,00		
68	Dotation aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00		
RECETTES										
013	Atténuations de charges	0,00	5 378 797,00	2 877 350,00	60 000,00	6 544 500,00		164 003 000,00		
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		691 000,00		
73	Impôts et taxes	0,00	1 442 650,00	43 000,00	0,00	5 853 750,00		29 483 210,00		
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		22 855 350,00		
74	Dotation et participations	0,00	1 306 630,00	1 104 000,00	60 000,00	180 000,00		78 131 350,00		
75	Autres produits de gestion courante	0,00	2 630 487,00	89 000,00	0,00	471 000,00		57 312 673,00		
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		5 625 690,00		
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		668 262,00		
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		5 500,00		

Article / compte nature (1)	Libellé	04					TOTAL DU CHAPITRE
		041	042	043	044	045	
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	201 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400 000,00
701	Ventes de produits finis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	475 000,00
704	Travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
706	Frais de déplacements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 301 100,00
731	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 000,00
747	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	370 000,00
749	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	140 000,00
752	Dotations et prestations perçues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	194 400,00
759	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 722 805,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES		IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE		A2330-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	06				TOTAL DU CHAPITRE
		061	062	063	064	
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Article / compte nature (1)	Libellé	03					TOTAL DU CHAPITRE
		031	032	033	034	035	
739	Revenus et produits sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	201 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400 000,00
701	Ventes de produits finis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	475 000,00
704	Travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
706	Frais de déplacements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 301 100,00
731	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 000,00
747	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	370 000,00
749	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	140 000,00
752	Dotations et prestations perçues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	194 400,00
759	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 722 805,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES		IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE		A2330

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04					TOTAL DU CHAPITRE
		041	042	043	044	045	
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	23 Enseignement supérieur	24 Cils scolaires	25 Formation professionnelle					26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	
				251 Insertion sociale professionnelle et	252 Formation professionnelle préparatoire	253 Formation professionnelle certificative	254 Formation des actifs occupés	255 Numérotation des stagiaires			256 Autres
DEPENSES											
604	Actes officiels, prestations de services	1 132 940,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
606	Actes non scolaires de matières et fourn	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
613	Locations	5 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
618	Divers	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	42 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
623	Pub., publications, relations publiques	32 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
624	Transports biens, transports collectifs	19 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
625	Transports biens, transports collectifs	19 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
626	Plan postal et frais de télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
628	Divers	18 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
630	Impôts, taxes, versements (autre org.)	6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
635	Autres impôts, taxes (Adm. Impôt)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
641	Rémunérations du personnel	770 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	320 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
647	Autres charges sociales	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
651	Charges intervi., cpt prop. - Adm. pers.	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
657	Charges intervi. - cpt prop. - Subvent	20 915,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
659	Pertes de change courantes del. fin.	60,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
RECETTES		88 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
747	Participations	88 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
752	Revenus des immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	29 Autres services scolaires et univers				29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		291 Hébergement et alimentation scolaire	292 Sport scolaire	293 Matériel scolaire	294 Cassiers de décloisonnement		
		192 000,00	0,00	0,00	42 000,00	0,00	12 865 148,00
							19 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	16					12		13		18	TOTAL DU CHAPITRE
		Services communs		11	12	13	14	15	16			
DEPENSES												
604	Actes d'élèves, prestations de services	1 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 180 000,00	9,00
606	Actes non scolaires de matières et boursi	159 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	161 800,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	5 000,00	60 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	228 800,00	0,00
613	Locations	0,00	2 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 900,00	0,00
615	Entretien et réparations	18 000,00	90 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	108 000,00	0,00
618	Divers	0,00	600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	2 900,00	2 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 900,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	600,00	600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 900,00	0,00
626	Frais postaux et frais de télécommunication	0,00	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	220,00	0,00
628	Divers	4 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre org.)	7 500,00	33 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44 900,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	628 000,00	4 620 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 448 000,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	300 000,00	1 700 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 070 000,00	0,00
647	Autres charges sociales	4 000,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 000,00	0,00
651	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000 000,00	0,00
655	Charges intervi. - cpt prop. - Subvent	19 310,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 810,00	0,00
657	Charges intervi. - cpt prop. - Subvent	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	9 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 810,00	0,00
RECETTES		59 400,00	28 110,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	88 720,00	0,00
703	Revenus utilitaires du domaine	400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	85 400,00	0,00
708	Prestations de services	0,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 150,00	0,00
709	Autres produits	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00
747	Participations	0,00	1 110,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 110,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20	21			22		
		Services communs	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage		Enseignement, formation professionnelle et apprentissage			
			211	212	213	221	222	223
			Écoles maternelles	Écoles élémentaires	Charges supportées	Collèges	Lycees	Lycees privés
604	DEPENSES	8 045 110,00	142 000,00	447 400,00	2 071 100,00	0,00	0,00	0,00
606	Actes d'études, prestations de services	67 600,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Actes non scolaires de matières et fourn	305 500,00	111 000,00	279 800,00	1 540 900,00	0,00	0,00	0,00
613	Contrats de prestations de services	38 800,00	0,00	454 000,00	42 900,00	0,00	0,00	0,00
614	Locations	38 800,00	6 900,00	5 000,00	21 900,00	0,00	0,00	0,00
615	Charges locatives et de copropriété	218 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Entretien et réparations	278 000,00	10 900,00	30 000,00	240 000,00	0,00	0,00	0,00
617	Études et recherches	28 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Études et recherches	116 000,00	6 900,00	164 000,00	91 100,00	0,00	0,00	0,00
622	Charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Pub., publications, éditions publiques	26 100,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00
626	Transport, transports, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Prés postaux et frais télécommunication	0,00	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
630	Charges	305 000,00	0,00	0,00	124 500,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre exp.)	90 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (autre exp.)	90 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Autres impôts, taxes (autre exp.)	5 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
643	Charges sociales et de prévoyance	2 101 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges invenc., cat prop. - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges invenc., cat prop. - Subventi	25 000,00	8 000,00	60 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00
659	Prest. de charges courantes del. fin	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Sous-total	149 330,00	8,00	740 000,00	107 600,00	0,00	0,00	0,00
708	Autre produit	0,00	0,00	0,00	80 000,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	142 330,00	0,00	0,00	88 600,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immobilis	0,00	0,00	0,00	9 000,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	51 Aménagement et services urbains										518 Autres actions d'aménagement	
		510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Électrification	515 Opérations d'aménagement						
DEPENSES													
604	Achats électricité, prestations de services	0,00	2 971 650,00	2 348 000,00	0,00	0,00	60 000,00	3 395 445,00					
606	Achats non stockés de matières et fourn	0,00	0,00	110 000,00	0,00	0,00	0,00	315 000,00					
611	Contrats de prestations de services	0,00	8 900,00	494 000,00	0,00	0,00	0,00	115 200,00					
612	Rendement de prestations de services	0,00	69 000,00	395 000,00	0,00	0,00	0,00	122 800,00					
613	Locations	0,00	1 000,00	31 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00					
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00					
615	Entretien et réparations	0,00	4 150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00					
617	Etudes et architectes	0,00	57 450,00	108 000,00	0,00	0,00	0,00	2 300,00					
618	Divers	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 650,00					
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 000,00					
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	3 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	116 098,00					
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00					
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00					
626	Divers	0,00	7 600,00	192 900,00	0,00	0,00	0,00	258 000,00					
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	9 800,00	32 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00					
641	Rémunérations du personnel	0,00	1 280 000,00	645 000,00	0,00	0,00	0,00	898 000,00					
645	Charges sociales et de prévoyance	0,00	558 000,00	1 860 000,00	0,00	0,00	0,00	250 000,00					
647	Autres charges sociales	0,00	9 500,00	23 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00					
651	Charges intérêts, cot. propr. - Ades. pers.	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00					
657	Charges intérêts, cot. propr. - Subvenr	0,00	4 250,00	0,00	0,00	0,00	0,00	798 220,00					
RECETTES													
704	Taxes	0,00	1 343 000,00	154 000,00	0,00	0,00	0,00	1 397 000,00					
706	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00					
747	Participations	0,00	0,00	128 000,00	0,00	0,00	0,00	2 140,00					
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 263 500,00					
755	Dotés et pécunies perçus	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 500,00					
758	Produits divers de gestion courante	0,00	75 000,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	27 887,00					

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A2.934.3

FONCTION 4.3 – APA

Article / compte nature (1)	430 Services communs		431 APA à domicile	432 APA versée aux tiers en établissement	433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
DEPENSES						
RECETTES						

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A2.934.4

FONCTION 4.4 – RSA / Régularisation de RMI

Articles / compte nature (1)	Libellé	52		53		54		55					56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100	101	102	103	104	105	106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	136	137	138	139	140	141	142	143	144	145	146	147	148	149	150	151	152	153	154	155	156	157	158	159	160	161	162	163	164	165	166	167	168	169	170	171	172	173	174	175	176	177	178	179	180	181	182	183	184	185	186	187	188	189	190	191	192	193	194	195	196	197	198	199	200	201	202	203	204	205	206	207	208	209	210	211	212	213	214	215	216	217	218	219	220	221	222	223	224	225	226	227	228	229	230	231	232	233	234	235	236	237	238	239	240	241	242	243	244	245	246	247	248	249	250	251	252	253	254	255	256	257	258	259	260	261	262	263	264	265	266	267	268	269	270	271	272	273	274	275	276	277	278	279	280	281	282	283	284	285	286	287	288	289	290	291	292	293	294	295	296	297	298	299	300	301	302	303	304	305	306	307	308	309	310	311	312	313	314	315	316	317	318	319	320	321	322	323	324	325	326	327	328	329	330	331	332	333	334	335	336	337	338	339	340	341	342	343	344	345	346	347	348	349	350	351	352	353	354	355	356	357	358	359	360	361	362	363	364	365	366	367	368	369	370	371	372	373	374	375	376	377	378	379	380	381	382	383	384	385	386	387	388	389	390	391	392	393	394	395	396	397	398	399	400	401	402	403	404	405	406	407	408	409	410	411	412	413	414	415	416	417	418	419	420	421	422	423	424	425	426	427	428	429	430	431	432	433	434	435	436	437	438	439	440	441	442	443	444	445	446	447	448	449	450	451	452	453	454	455	456	457	458	459	460	461	462	463	464	465	466	467	468	469	470	471	472	473	474	475	476	477	478	479	480	481	482	483	484	485	486	487	488	489	490	491	492	493	494	495	496	497	498	499	500	501	502	503	504	505	506	507	508	509	510	511	512	513	514	515	516	517	518	519	520	521	522	523	524	525	526	527	528	529	530	531	532	533	534	535	536	537	538	539	540	541	542	543	544	545	546	547	548	549	550	551	552	553	554	555	556	557	558	559	560	561	562	563	564	565	566	567	568	569	570	571	572	573	574	575	576	577	578	579	580	581	582	583	584	585	586	587	588	589	590	591	592	593	594	595	596	597	598	599	600	601	602	603	604	605	606	607	608	609	610	611	612	613	614	615	616	617	618	619	620	621	622	623	624	625	626	627	628	629	630	631	632	633	634	635	636	637	638	639	640	641	642	643	644	645	646	647	648	649	650	651	652	653	654	655	656	657	658	659	660	661	662	663	664	665	666	667	668	669	670	671	672	673	674	675	676	677	678	679	680	681	682	683	684	685	686	687	688	689	690	691	692	693	694	695	696	697	698	699	700	701	702	703	704	705	706	707	708	709	710	711	712	713	714	715	716	717	718	719	720	721	722	723	724	725	726	727	728	729	730	731	732	733	734	735	736	737	738	739	740	741	742	743	744	745	746	747	748	749	750	751	752	753	754	755	756	757	758	759	760	761	762	763	764	765	766	767	768	769	770	771	772	773	774	775	776	777	778	779	780	781	782	783	784	785	786	787	788	789	790	791	792	793	794	795	796	797	798	799	800	801	802	803	804	805	806	807	808	809	810	811	812	813	814	815	816	817	818	819	820	821	822	823	824	825	826	827	828	829	830	831	832	833	834	835	836	837	838	839	840	841	842	843	844	845	846	847	848	849	850	851	852	853	854	855	856	857	858	859	860	861	862	863	864	865	866	867	868	869	870	871	872	873	874	875	876	877	878	879	880	881	882	883	884	885	886	887	888	889	890	891	892	893	894	895	896	897	898	899	900	901	902	903	904	905	906	907	908	909	910	911	912	913	914	915	916	917	918	919	920	921	922	923	924	925	926	927	928	929	930	931	932	933	934	935	936	937	938	939	940	941	942	943	944	945	946	947	948	949	950	951	952	953	954	955	956	957	958	959	960	961	962	963	964	965	966	967	968	969	970	971	972	973	974	975	976	977	978	979	980	981	982	983	984	985	986	987	988	989	990	991	992	993	994	995	996	997	998	999	1000	1001	1002	1003	1004	1005	1006	1007	1008	1009	1010	1011	1012	1013	1014	1015	1016	1017	1018	1019	1020	1021	1022	1023	1024	1025	1026	1027	1028	1029	1030	1031	1032	1033	1034	1035	1036	1037	1038	1039	1040	1041	1042	1043	1044	1045	1046	1047	1048	1049	1050	1051	1052	1053	1054	1055	1056	1057	1058	1059	1060	1061	1062	1063	1064	1065	1066	1067	1068	1069	1070	1071	1072	1073	1074	1075	1076	1077	1078	1079	1080	1081	1082	1083	1084	1085	1086	1087	1088	1089	1090	1091	1092	1093	1094	1095	1096	1097	1098	1099	1100	1101	1102	1103	1104	1105	1106	1107	1108	1109	1110	1111	1112	1113	1114	1115	1116	1117	1118	1119	1120	1121	1122	1123	1124	1125	1126	1127	1128	1129	1130	1131	1132	1133	1134	1135	1136	1137	1138	1139	1140	1141	1142	1143	1144	1145	1146	1147	1148	1149	1150	1151	1152	1153	1154	1155	1156	1157	1158	1159	1160	1161	1162	1163

IV – ANNEXES				IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE				A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Régionnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociales, solidarité	66 Maintenance et dev. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	64 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 204 214,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	103 000,00
606	Achats non scolaires de matières et fourn.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	330 000,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	917 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 210,00
617	Etudes et recherches	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 250,00
622	Remunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250,00
628	Services bancaires et assimilés	41 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 000,00
635	Remunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	111 000,00
636	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	570 000,00
637	Charges intervi. cat prop. - Subvent"	19 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 000,00
638	Charges d'entretien et de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 000,00
647	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 187 569,00
701	Services de produits finis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 641 300,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 104 000,00
752	Revenus des immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES				IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE				A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et déchets urbains				73 Projet urbain
				721 Collecte et traitement des déchets	722 Collecte et traitement des déchets	723 Tri, valorisation, traitement des déchets	724 Action prévention et sensibilisation	725 Action prévention et sensibilisation
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre cop)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Remunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES				IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE				A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions	59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	20 415 953,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	330 000,00
606	Achats non scolaires de matières et fourn.	0,00	0,00	0,00	0,00	1 913 300,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	831 820,00
612	Revenus de crédits	0,00	0,00	0,00	0,00	1 469 800,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	737 760,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	744 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	2 092 950,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	508 350,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	13 800,00
622	Remunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	42 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	130 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	59 000,00
628	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	59 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre cop)	0,00	0,00	0,00	0,00	443 000,00
641	Remunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	568 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	7 162 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	2 965 900,00
681	Charges intervi. cat prop. - Subvent"	0,00	0,00	0,00	0,00	38 500,00
687	Charges d'entretien et de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	770 970,00
704	Tauxat	0,00	0,00	0,00	0,00	84 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	638 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	1 305 600,00
752	Revenus des immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	1 017 800,00
758	Dépenses et produits perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
759	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	612 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES				IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE				A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structures de dev. éco.	63 Actions sectorielles	64 Développement touristique
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire	632 Industrie, commerce et artisanat
	DEPENSES	0,00	11 000,00	0,00	0,00	2 129 150,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	103 000,00
606	Achats non scolaires de matières et fourn.	0,00	0,00	0,00	0,00	330 000,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	917 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	48 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	8 210,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	10 250,00
622	Remunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	1 500,00	0,00	0,00	250,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	570 000,00
641	Remunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	570 000,00
645	Contributions obligatoires	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00
687	Charges intervi. cat prop. - Subvent"	0,00	0,00	0,00	0,00	129 200,00
688	Charges d'entretien et de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00
	RECETTES	0,00	1 100 000,00	0,00	0,00	1 777 560,00
701	Ventes de produits finis	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	1 641 300,00
747	Participations	0,00	1 100 000,00	0,00	0,00	4 000,00
752	Revenus des immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	49 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports écologiques	82 Transports routiers de voyageurs				
				820 Services communs	821 Transport sur route forfaitaire	822 Transport forfaitaire	823 Transport forfaitaire	824 Transport routier forfaitaire
		200.00	230 000.00	620 000.00	0.00	0.00	0.00	0.00
DEPENSES								
604	Activités d'études, prestations de services	0.00	0.00	300 000.00	0.00	0.00	0.00	0.00
606	Activités non classées de matières et fourni	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
611	Contrats et prestations de services	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
613	Locations	0.00	0.00	270 000.00	0.00	0.00	0.00	0.00
615	Entretien et réparations	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
616	Divers	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
623	Pub, publications, relations publiques	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
624	Transports biens, transports collectifs	200.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
626	Transports biens, transports collectifs	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
627	Services bancaires et assimilés	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
628	Divers	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
633	Impôts, taxes, versements (autre org.)	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
641	Rémunérations du personnel	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
645	Charges sociales sociales et salaires	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
647	Autres charges sociales	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
657	Charges intervenant" cot prop - Subvent"	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
658	Charges d'entretien de gestion courante	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
703	Redevances situation du domaine	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
RECETTES								
703	Redevances situation du domaine	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
704	Travaux	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
705	Autres produits	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
747	Participations	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
750	Produits avant de gestion courante	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises				
		830 Services communs	831 Forfaitaire	832 Forfaitaire	833 Forfaitaire	834 Forfaitaire
		0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
DEPENSES						
604	Activités d'études, prestations de services	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
606	Activités non classées de matières et fourni	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
611	Contrats et prestations de services	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
613	Locations	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
615	Entretien et réparations	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
616	Divers	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
623	Pub, publications, relations publiques	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
624	Transports biens, transports collectifs	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
626	Transports biens, transports collectifs	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
627	Services bancaires et assimilés	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
628	Divers	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
633	Impôts, taxes, versements (autre org.)	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
641	Rémunérations du personnel	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
645	Charges sociales sociales et salaires	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
647	Autres charges sociales	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
657	Charges intervenant" cot prop - Subvent"	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
658	Charges d'entretien de gestion courante	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
703	Redevances situation du domaine	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
RECETTES						
703	Redevances situation du domaine	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
704	Travaux	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
705	Autres produits	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
747	Participations	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
750	Produits avant de gestion courante	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion de l'eau				
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux épurées	735 Lutte contre les inondations
		0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
DEPENSES						
604	Activités d'études, prestations de services	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
613	Locations	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
615	Entretien et réparations	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
624	Transports biens, transports collectifs	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
623	Impôts, taxes, versements (autre org.)	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
641	Rémunérations du personnel	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
645	Charges sociales sociales et salaires	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
647	Autres charges sociales	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
RECETTES						
707	Participations	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie				
		751 Politique de l'énergie	752 Energie et climat	753 Energie et climat	754 Energie et climat	755 Energie et climat
		0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
DEPENSES						
604	Activités d'études, prestations de services	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
613	Locations	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
615	Entretien et réparations	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
624	Transports biens, transports collectifs	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
623	Impôts, taxes, versements (autre org.)	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
641	Rémunérations du personnel	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
645	Charges sociales sociales et salaires	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
647	Autres charges sociales	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
RECETTES						
707	Participations	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Emprunts et dettes à l'étranger	
Emprunts	
Dettes	

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission du titre ou mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Numéro (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Taux initial	Dévises	Période des versements (6)	Profil d'amortissement (7)	Cale de prêts gérés par les guichets (8)
							Niveau (5) Taux actualisé				
8901	CASSE DEPAIGNE	20/11/2016	07/12/2016	31/03/2017	2.00.000.00	F	0,800	EUR	T	C	A-1
8901-Consolidation	SOCIETE GENERALE	15/02/2016	31/01/2017	30/04/2017	5.000.000.00	F	1,200	EUR	T	C	A-1
8911	SOCIETE GENERALE	19/08/2017	31/10/2017	31/03/2018	5.000.000.00	F	0,800	EUR	T	C	A-1
8921	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	21/03/2017	20/02/2017	20/12/2017	10.000.000.00	F	0,820	EUR	T	C	A-1
8931-Consolidation	INVESTMENT BANK SPIL CAPITAL	12/09/2017	09/04/2018	01/03/2018	10.000.000.00	F	0,820	EUR	T	C	A-1
8941	CASSE DEPAIGNE	15/09/2017	31/12/2017	31/03/2018	2.000.000.00	F	1,200	EUR	T	C	A-1
8951-Consolidation	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK CREDIT MUTUEL	12/10/2018	16/10/2018	15/11/2018	10.000.000.00	F	1,230	EUR	M	C	A-1
8961	INVESTMENT BANK CREDIT MUTUEL	11/10/2018	19/10/2018	31/12/2018	2.000.000.00	F	1,180	EUR	T	P	A-1
8971	CREDIT MUTUEL	11/10/2018	20/10/2018	31/12/2018	3.000.000.00	F	1,180	EUR	T	P	A-1
8981	SPIL CAPITAL	24/09/2018	28/02/2019	01/03/2019	10.000.000.00	V (+44)-Floor 0 (EONIA+Parifed) + EONIA (Swiss) (EONIA+Swiss)	0,440	EUR	T	C	A-1
8991-Consolidation	SOCIETE GENERALE	07/11/2018	03/08/2019	02/12/2019	5.000.000.00	V	0,380	EUR	T	C	A-1
8901	SPIL CAPITAL	01/07/2019	01/06/2019	01/12/2019	10.000.000.00	F	0,800	EUR	T	C	A-1
8911	SPIL CAPITAL	03/12/2019	23/12/2019	01/04/2020	3.600.000.00	F	0,641	EUR	T	C	A-1
8921-Consolidation	SPIL CAPITAL	03/12/2019	31/07/2020	01/11/2020	8.600.000.00	F	0,682	EUR	T	C	A-1
8931	ARBEA	18/02/2020	06/11/2020	30/01/2021	2.000.000.00	F	0,470	EUR	T	C	A-1
8941	SOCIETE GENERALE	16/01/2020	16/11/2020	16/02/2021	3.000.000.00	V	0,330	EUR	T	C	A-1
8951	SPIL CAPITAL	10/12/2020	21/12/2020	01/04/2021	5.500.000.00	F	0,160	EUR	T	C	A-1
8961	ARBEA	17/12/2020	20/12/2020	20/02/2021	3.900.000.00	V	0,220	EUR	T	C	A-1
8971	SPIL CAPITAL	01/12/2020	04/01/2021	01/03/2021	5.000.000.00	F	0,380	EUR	T	C	A-1

Emprunts et dettes à l'étranger de crédit													
Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Période d'amortissement (5)	Profil d'amortissement (6)	Position de remboursement (7) : en principal ou en capital
								Niveau de taux de flux (8)	Taux actué (9)				
8981	ARKEA	22/12/2020	31/03/2021	30/03/2021	5 000 000,00	V	(Eurobor 3M + 0,244) floor 0 sur 0,244	0,240	0,244	EUR	T	C	O
8991	SFRI CAPITAL	05/11/2021	01/01/2022	01/04/2023	33 752 382,49	F	Taux fixe à 0,6 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O A-1
9001	SFRI CAPITAL	03/12/2021	01/04/2022	01/04/2022	5 000 000,00	F	Taux fixe à 0,6 %	0,000	0,010	EUR	T	C	O A-1
9011	SFRI CAPITAL	03/12/2021	28/01/2022	01/05/2022	2 500 000,00	F	Taux fixe à 0,63 %	0,000	0,041	EUR	T	C	O A-1
9021	Société Financière de la NEF	06/12/2021	31/01/2022	30/04/2022	2 500 000,00	F	Taux fixe à 0,65 %	0,050	0,061	EUR	T	C	O A-1
1043 Emprunts et dettes (Total)					0,00								
1044 Emprunts et dettes assortis d'une option de swap sur l'axe du blocnote (Total)					4 879 000,00								
89811	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	20/01/2016	20/01/2016	20/04/2016	4 879 000,00	F	Taux fixe à 2,25 %	2,250	2,302	EUR	T	C	O A-1
115 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					0,00								
116 Emprunts et dettes assortis de garanties personnelles (Total)					0,00								
117 Emprunts et dettes assortis de garanties personnelles (Total)					0,00								
1072 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (Total)					0,00								
1073 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (Total)					0,00								
1075 Dettes pour MEIP et PPP (Total)					0,00								
1076 Dettes envers les administrations publiques (Total)					0,00								
1078 Actes emprunts et dettes (Total)					0,00								
108 Emprunts et dettes assorties (Total)					0,00								
1081 Actes emprunts (Total) (1)					0,00								

IV – ANNEXES													IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE													B1.2
B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 165)													
Emprunts et dettes à court et moyen terme													
Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de la dette et le numéro du contrat)	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date de démission ou date de résiliation anticipée (1)	Date du premier remboursement	Nombre (2)	Type de taxe d'impôt (3)	Index (4)	Taux d'intérêt		Précédence des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Facilité de remboursement anticipé (8)	
								Niveau de taux d'intérêt (5)	Taux d'intérêt				
163 Emprunts obligataires (Frais)						0,00							
164 Emprunts à court et moyen terme (Frais)					341 000 797,23								
1641 Emprunts à court et moyen terme (Frais)					316 665 707,23								
6636	Caisse des dépôts et consignations	01/10/2008	01/10/2008	01/10/2008	2 174 000,00	F	Taux fixe à 3,50 %	3,50	3,50	EUR	A	O	
6641	Credit Mutuel Mulhouse	31/12/2006	31/12/2006	31/03/2007	6 000 000,00	F	Taux fixe à 3,85 %	3,85	3,90	EUR	T	O	
6641	CAISSE CENTRALE DE CREDIT COOPERATIF	27/12/2007	27/12/2007	01/04/2008	5 000 000,00	V	Garantie sur Euribor 3M + 1,60	4,74	4,92	EUR	T	O	
6642	CAISSE CENTRALE DE CREDIT COOPERATIF	28/03/2008	28/03/2008	01/07/2008	5 000 000,00	F	Taux fixe à 4 %	4,00	4,120	EUR	T	O	
6651	CREDIT COOPERATIF CREDIT AGRICOLE	24/12/2008	24/12/2008	01/03/2010	5 000 000,00	V	Euribor 3M + 0,8	3,63	3,796	EUR	A	O	
6661-Raum	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/07/2023	01/07/2023	01/07/2024	1 400 000,00	V	(Lined) Floor 0 + 1,60% Floor 0 max Lined (EONIA+spread) + 1,6	4,60	4,600	EUR	A	O	
6671	SOCIETE GENERALE	22/12/2008	22/12/2008	30/03/2009	3 000 000,00	C	EONIA+spread	3,66	3,996	EUR	T	O	
6681	SFEL CAIFL	23/11/2009	03/12/2009	01/04/2010	3 000 000,00	V	TAG 3M(Prestfix) + 0,75	1,08	1,119	EUR	T	O	
6682	SFEL CAIFL	29/11/2009	21/01/2010	01/05/2010	3 000 000,00	V	TAG 3M(Prestfix) + 0,75	1,08	1,117	EUR	T	O	
6683	SFEL CAIFL	19/10/2009	02/03/2010	01/07/2010	3 000 000,00	V	EONIA(Prestfix) + 0,34	1,59	0,000	EUR	T	O	
6691	SOCIETE GENERALE	15/12/2009	15/12/2009	15/03/2010	6 000 000,00	V	(Garantie 3M-Floor 0,3M) + 1,60% Floor 0,3M + 1,64	1,54	1,176	EUR	T	O	
6901	SFEL CAIFL	19/07/2010	07/05/2010	01/10/2010	350 000,00	F	Taux fixe à 2,36 %	2,36	2,381	EUR	T	O	
6902	SFEL CAIFL	19/07/2010	07/05/2010	01/10/2010	400 000,00	F	Taux fixe à 2,36 %	2,36	2,381	EUR	T	O	
6911	CAISSE D'EPARGNE	22/12/2010	26/12/2010	31/03/2011	10 000 000,00	F	Taux fixe à 3,4 %	3,40	3,444	EUR	T	O	

[illegible]

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	Couverture ? ON (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après convention eventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Empunts et dettes au 01/01/N			Annuité de l'exercice		
					Durée résiduelle (en années) (13)	Type de taux (14)	Niveau de taux à la date du budget	Charges émise (16)	Intérêt perçu (le cas échéant) (17)	IDIE de l'exercice
88201	N	0,00	A-1	1.633.333,17	2,82	F	Taux fixe à 0,220	668.668,68	51.264,17	4.918,37
88461	N	0,00	A-1	1.670.986,42	3,00	F	Taux fixe à 0,51	300.027,14	75.362,03	57.598,34
88501	N	0,00	A-1	1.000.000,00	3,00	V	Livez AP (Préfixe)	333.333,36	29.312,50	0,00
88501	N	0,00	A-1	1.670.986,42	3,00	F	Taux fixe à 0,51	300.027,14	75.362,03	57.598,34
88571	N	0,00	A-1	1.025.961,67	3,00	F	Taux fixe à 0,46	328.840,54	40.328,62	0,00
88581	N	0,00	A-1	1.168.668,62	3,42	F	Taux fixe à 0,55	333.333,37	47.369,85	3.169,32
88591	N	0,00	A-1	233.333,33	3,42	F	Taux fixe à 0,55	66.666,68	10.668,12	748,15
88601	N	0,00	A-1	2.128.265,38	8,75	V	Livez AP (Préfixe)	238.476,52	87.311,38	20.201,18
88611	N	0,00	A-1	524.822,63	3,82	V	Livez AP (Préfixe)	131.230,67	18.897,21	1.141,71
88621	N	0,00	A-1	1.593.333,47	4,67	F	Taux fixe à 0,46	333.333,32	55.459,33	3.064,17
88641	N	0,00	A-1	1.749.989,74	5,08	F	Taux fixe à 0,58	333.333,36	99.135,28	8.503,05
88681	N	0,00	A-1	1.237.623,98	12,08	V	Livez AP (Préfixe)	95.217,61	49.915,16	4.178,79
88691	N	0,00	A-1	1.471.648,32	5,88	F	Taux fixe à 0,25	218.887,60	31.839,12	2.395,11
88701	N	0,00	A-1	5.625.000,00	11,08	F	Taux fixe à 0,54	500.000,00	149.425,55	22.057,43
88711	N	0,00	A-1	2.910.000,00	10,81	F	Taux fixe à 0,69	210.000,00	60.022,62	4.707,30
88741	N	0,00	A-1	1.284.892,25	12,00	F	Taux fixe à 0,18	98.821,88	22.478,10	0,00
88751	N	0,00	A-1	16.500.000,00	32,24	F	Taux fixe à 0,43	500.000,00	400.950,00	207.000,00
88761	N	0,00	A-1	1304.603,60	12,75	F	Taux fixe à 0,0	100.336,80	0,00	0,00
88771	N	0,00	A-1	287.860,05	8,00	F	Taux fixe à 0,05	39.829,84	2.331,66	832,10
88781	N	0,00	A-1	6.168.668,69	9,90	V	Taux fixe à 0,34 + 0,05	668.668,68	273.509,76	57.898,81

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Normal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri- odicité des rembour- sements (6)	Profil de rembour- sement (7)	Possibilité de renouvel- lement anticipé (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuel (6)				
1102 Baux à moyen terme remboursables (total)					0,00								
1107 Autres dettes (total)					0,00								
Total général					321 620 797,32								

- (1) Un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.
(2) Normal : montant emprunté à l'origine.
(3) Type de taux dérivé : F : fixe, V : variable simple, C : complexe, R : profil d'esca-d'ris à un taux variable qui n'est pas lui-même défini comme la simple addition d'un taux initial de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).
(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.
(6) Périodicité des versements : A : annuel, B : bimestriel, T : trimestriel, X : autre.
(7) Indiquer C pour annuité constante, F pour amortissement progressif, P pour r/P ou X pour r/P + X.
(8) Catégoriser l'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire OC281 (03/07/12) et 25 juin 2019 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).
(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-095 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1584 A et 1595 A du code général des impôts.

IV – ANNEXES ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE											IV B1.2	
B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 168) (suite)												
Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	Couverture ? ON (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après convention eventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années) (13)	Type de taux (14)	Niveau à la date de vote du budget (15)	Annuité de l'exercice			IDIE de l'exercice	
								Charges émise (16)	Intérêt perçu (le cas échéant) (17)	Capital		
160 Emprunts obligataires (Taux)		0,00		188.989.144,69	0,00			26.472.454,61	3.711.931,17	41.399,25	884.668,93	0,00
161 Emprunts obligataires (Taux)		1.217.165,97		186.730.144,50				20.212.424,61	3.648.179,68	41.399,25	924.754,43	1.124,47
8805	N	0,00	A-1	251.887,21	1,75	F	Taux fixe à 3,35	123.752,25	8.849,93	0,00	0,00	0,00
8801	O	1.217.165,97	A-1	1.217.165,97	3,00	F	Taux fixe à 0,45 %	309.279,46	90.933,34	41.399,25	0,00	0,00
8842	N	0,00	A-1	1.082.500,00	4,00	F	Taux fixe à 0 %	290.000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8841	N	0,00	A-1	1.120.000,00	4,25	F	Taux fixe à 0 %	290.000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8861	N	0,00	A-1	1.500.000,00	5,17	F	Euribor 3M + 0,6	290.000,00	99.309,60	0,00	3.982,74	0,00
8861 Réam	N	0,00	A-1	1.400.000,00	5,50	V	Livez AP (Préfixe) + 1.600 Floor 0	297.562,82	654.183,74	0,00	27.892,21	0,00
8871	N	0,00	A-1	790.000,00	5,00	F	Taux fixe à 0,3 %	190.000,00	30.353,43	0,00	7.167	0,00
8881	N	0,00	A-1	290.000,00	1,00	V	TAG	200.000,00	848.133	0,00	95.556	0,00
8882	N	0,00	A-1	280.000,00	1,08	V	3M (Postfixe) + 0,75	200.000,00	848.133	0,00	368,60	0,00
8883	N	0,00	A-1	300.000,00	1,25	V	3M (Postfixe) + 0,75	200.000,00	10.672,66	0,00	1.107,11	0,00
8891	N	0,00	A-1	400.000,00	0,86	F	Taux fixe à 3,71	400.000,00	949,55	0,00	0,00	0,00
8901	N	0,00	A-1	44.793,23	1,67	F	Taux fixe à 2,38	26.869,89	683,67	0,00	38,14	0,00
8902	N	0,00	A-1	54.807,33	1,07	F	Taux fixe à 2,38	37.752,46	1.059,91	0,00	44,75	0,00
8911	N	0,00	A-1	3.500.000,00	7,00	F	Taux fixe à 3,4 %	900.000,00	112.650,00	0,00	0,00	0,00
8921	N	0,00	A-1	916.686,67	2,98	V	Livez AP (Préfixe) + 0,3	333.333,36	28.153,00	0,00	3.203,33	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	Couverture ? ON (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après convention eventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années) (13)	Type de taux (14)	Niveau de taux à la date du budget	Charges émise (16)	Intérêt perçu (le cas échéant) (17)	IDIE de l'exercice
8791	N	0,00	A-1	1.068.662,76	8,00	F	Taux fixe à 0,09	9.040,33	0,00	0,00
8801	N	0,00	A-1	2.750.000,02	8,08	V	Euribor 3M + 0,05	117.950,24	0,00	16.319,10
8811	N	0,00	A-1	2.989.899,84	8,80	F	Taux fixe à 1,28	37.410,36	0,00	5.783,70
8821	N	0,00	A-1	5.833.333,33	8,75	F	Taux fixe à 1,38	666.666,68	0,00	195,10
8831	N	0,00	A-1	6.333.333,28	9,30	V	Euribor 3M + 0,05	274.432,32	0,00	37.800,30
8841	N	0,00	A-1	1.200.000,00	9,00	F	Taux fixe à 0,29	14.830,00	0,00	0,00
8851	N	0,00	A-1	6.955.552,38	9,79	F	Taux fixe à 1,23	78.368,95	0,00	3.018,96
8861	N	0,00	A-1	339.829,37	9,75	F	Taux fixe à 1,18	13.443,12	0,00	0,00
8871	N	0,00	A-1	2.009.744,15	9,75	F	Taux fixe à 1,18	195.654,66	0,00	0,00
8881	N	0,00	A-1	6.833.333,27	10,17	F	Taux fixe à 1,28	86.671,11	0,00	6.877,78
8891	N	0,00	A-1	3.983.333,32	10,87	V	Euribor 3M + 0,38 Floor 0 sur	148.010,58	0,00	9.803,74
8901	N	0,00	A-1	7.168.666,61	10,87	F	Taux fixe à 0,06	46.410,84	0,00	3.975,00
8911	N	0,00	A-1	2.728.461,50	10,75	F	Taux fixe à 0,03	16.886,41	0,00	3.951,96
8921	N	0,00	A-1	6.668.333,28	11,56	F	Taux fixe à 0,08	44.599,51	0,00	6.903,90
8931	N	0,00	A-1	1.600.000,04	11,83	F	Taux fixe à 0,47	7.285,00	0,00	1.148,89
8941	N	0,00	A-1	2.400.000,00	11,87	V	Euribor 3M + 0,38 Floor 0 sur	98.797,59	0,00	10.298,82
8951	N	0,00	A-1	3.849.375,00	5,00	F	Taux fixe à 0,15	5.111,14	0,00	1.107,88
8961	N	0,00	A-1	3.120.000,00	11,91	V	Euribor 3M + 0,38 Floor 0 sur	124.421,98	0,00	8.841,20
8971	N	0,00	A-1	4.083.333,37	12,08	F	Taux fixe à 0,35	14.064,25	0,00	2.187,50

IV – ANNEXES
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)												
Emprunts ventilés par structure de taux selon le principe de la dette (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat (1))	Organisme prêteur ou chef de file	Nominale (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'emprunt (4)	Durée du contrat (5)	Dates des périodes bouclées	Taux minimal (6)	Taux maximal (7)	Niveau de taux après couverture du budget (8)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (9)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (10) et au cours des exercices suivants (11)	Type de taux
Echange de taux, taux variable simple (pas de cap) ou simple plafonné (cap) ou simple décapé (12)												
TOTAL (A)		0,00	0,00					0,00		0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)												
TOTAL (B)		0,00	0,00					0,00		0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)												
TOTAL (C)		0,00	0,00					0,00		0,00	0,00	0,00
Multiplieur jusqu'à 3 ou multiplieur jusqu'à 5 ou multiplieur jusqu'à 6 (D)												
TOTAL (D)		0,00	0,00							0,00	0,00	0,00
Multiplieur jusqu'à 5 (E)												
TOTAL (E)		0,00	0,00					0,00		0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)												
TOTAL (F)		0,00	0,00					0,00		0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00					0,00		0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (A à F) selon la classification de la dette, du moins capitalisé au financier de départ à la date de vote du conseil de vote du budget.
(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvrant la part du contrat couvert et la part non couverte.
(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvrant la part du contrat couvert et la part non couverte.
(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent selon la typologie de la circulaire du 29 juin 2010 sur les produits financiers (les 1 à 6). 1 : indice zone euro / 2 : indice inflation française ou zone euro ou d'autre zone euro / 3 : Euro indice zone euro / 4 : indice hors zone euro ou d'autre indice dont l'un est hors zone euro / 5 : autres indices.
(5) Durée d'amortissement : durée en années.
(6) Taux initial : taux initial au moment de la signature du contrat.
(7) Taux maximal : taux maximal au moment de la signature du contrat.
(8) Taux maximal : taux maximal au moment de la signature du contrat.
(9) Taux maximal : taux maximal au moment de la signature du contrat.
(10) Taux maximal : taux maximal au moment de la signature du contrat.
(11) Taux maximal : taux maximal au moment de la signature du contrat.
(12) Soit de series : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement déductible de l'emprunt (au 01/01/N) ou le cas échéant, la prochaine date d'échéance.
(13) Montant, index ou formule.
(14) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.
(15) Indiquer les intérêts à percevoir au cours du contrat initial et comptabilisés à l'indemnité (11) et des intérêts éventuels à percevoir au cours du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 066.
(16) Indiquer les intérêts à percevoir au cours du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 066.

IV – ANNEXES
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENGAGEMENT

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENGAGEMENT										IV B1.4
Structure	Indice sous-jacent	(1) Indice zone euro	(2) Indice inflation française ou zone euro ou d'autre zone euro	(3) Ecart d'indice zone euro	(4) Indice hors zone euro et d'autre indice dont l'un est hors zone euro	(5) Ecart d'indice hors zone euro	(6) Indice hors zone euro et d'autre indice	(7) Autres indices		
(A) Taux fixe simple, Taux variable simple, Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement, Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe à terme unique, Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (plafond)	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			
	Nombre de produits	0	0	0	0	0	0			
	% des encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			
(B) Barrière simple, Pas d'effet de levier	Montant en euros	0	0	0	0	0	0			
	Nombre de produits	0	0	0	0	0	0			
	% des encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			
(C) Option d'échange (couverture)	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			
	Nombre de produits	0	0	0	0	0	0			
	% des encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			
(D) Multiplieur simple jusqu'à 3 ; multiplieur jusqu'à 5 capé	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			
	Nombre de produits	0	0	0	0	0	0			
	% des encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			
(E) Multiplieur jusqu'à 5	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			
	Nombre de produits	0	0	0	0	0	0			
	% des encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			
(F) Autres types de structures	Montant en euros							0		
	Nombre de produits							0,00		
	% des encours							0,00		
	Montant en euros							0,00		

(1) Colles annexes annexes au stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

Emprunts adossés aux fonds												
Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Contraintes ? C/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capitaux restants dûs au 01/01/N (13)	Durée résiduelle (en années) (14)	Taux d'intérêt		Annuité des échéances			ICM de l'emprunt	
						Type de taux (15)	Index (16)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (17)	Charges d'intérêt (18)	Capital		
8881	N	0,00	A-1	4 038 333,27	12,16	V	EURIBOR 3M +	4,361	333 333,32	163 234,40	0,00	11 687
8891	N	0,00	A-1	38 140 595,20	15,25	F	0,24 (Fixed 0,24	0,000	2 380 797,20	232 077,63	0,00	163 280
9001	N	0,00	A-1	44 16 666,69	13,00	F	Taux fixe à 0,5 %	0,010	333 333,32	28 179,16	0,00	6 193,20
9011	N	0,00	A-1	2 208 333,31	13,00	F	Taux fixe à 0,03	0,641	166 066,68	13 743,34	0,00	2 143,00
9021	N	0,00	A-1	2 208 333,31	13,00	F	Taux fixe à 0,05	0,661	166 066,68	14 162,38	0,00	2 286,00
1043 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1044 Emprunts assortis d'une option de change sur l'axe de la structure (total)		0,00		2 600 000,00					260 000,00	63 184,13	0,00	8 912,50
88811	N	0,00	A-1	2 600 000,00	10,83	F	Taux fixe à 2,25	2,262	260 000,00	63 184,13	0,00	8 912,50
105 Duplet et carrousellement spots (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
106 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1071 Avenants considérés (du Trésor (total))		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1072 Emprunts sur comptes spécifiques (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1073 Dettes pour MTP et PMP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1074 Dettes envers locataires acquiescés (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1075 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
108 Emprunts et dettes assimilées (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1091 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1092 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1097 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		1 217 166,97		199 936 944,49					26 472 454,61	3 711 582,17	41 369,23	304 686,00

(13) Type de taux constaté après opérations de couverture : F : taux ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
(14) Montant indexé en cours au 01/01/N après opérations de couverture.
(15) Charges d'intérêt : charges d'intérêt à percevoir au cours du contrat initial et comptabilisées à l'article 061 (1) et intérêts éventuels à percevoir au cours du contrat d'échange et comptabilisées à l'article 066.
(16) Si l'agent des intérêts due au titre du contrat initial et comptabilisées à l'article 061 (1) et intérêts éventuels à percevoir au cours du contrat d'échange et comptabilisées à l'article 066.
(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 066.

IV – ANNEXES
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENGAGEMENT

décembre 2023

(1) Colles annexes annexes au stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

Exercice	Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
	Total des provisions budgétaires	0,00		682 900,20	682 900,20	0,00	682 900,20
	TOTAL PROVISIONS	0,00		682 900,20	682 900,20	0,00	682 900,20

(1) Provision ouverte au cours de l'exercice
(2) A verser par le service de la collectivité au profit de la collectivité au titre du compte de provision budgétaire
(3) Indiquer l'origine de la provision (exemple : provision pour dépréciation des immobilisations de l'équipement)

IV – ANNEXES ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES									
ETAT DES CHARGES TRANSFEREES									
Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de validité (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481	Montant amorti au titre des exercices précédents (B)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (C8812) (B)	Solde (1)		
				(1)	(2)	(3)			
	TOTAL			12 100 000,00	8 376 923,07	830 769,23	2 722 307,70		
				12 100 000,00	8 376 923,07	830 769,23	2 722 307,70		

(1) Correspond au montant de la charge relatif à l'amortissement (C = B - A)

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de validité (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481	Montant amorti au titre des exercices précédents	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (C8862) (B)	Solde (1)		
				(1)	(2)	(3)			
	TOTAL			12 100 000,00	8 376 923,07	830 769,23	2 722 307,70		
2024	Étalement d'une indemnité de remboursement anticipé d'un emprunt CAFTEL indexé sur le cours EUR/CHF	156	24/08/2015	12 100 000,00	8 376 923,07	830 769,23	2 722 307,70		

(1) Correspond au montant de la charge relatif à l'amortissement (C = B - A)

Procédure d'amortissement (insérer, dégraisser, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE			Deliberation du
L	22833 Autres matériels de transport		10	30/06/2022
L	22831 Matériel informatique scolaire		5	30/06/2022
L	22834 Autre matériel informatique		5	30/06/2022
L	22841 Matériel de bureau et mobilier scolaire		8	30/06/2022
L	22848 Autres matériels de bureau et mobiliers		8	30/06/2022
L	2285 Matériel de téléphonie		5	30/06/2022
L	2285 Chéptel		10	30/06/2022
L	2285 Autres		8	30/06/2022
L	204****1 Biens mobiliers, matériel et études		5	30/06/2022
L	204****2 Bâlements et installations		30	30/06/2022
L	204****3 Projets d'infrastructures d'intérêt national		40	30/06/2022
L	204114 Etat - Voirie		30	30/06/2022
L	204115 Etat - Monuments historiques		30	30/06/2022

IV – ANNEXES ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N							IV BS.1
PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N							
Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D	
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)							
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
Total des provisions semi-budgétaires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)							
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		382 837,20	382 837,20	0,00	382 837,20	
Provisions pour litiges	0,00		382 837,20	382 837,20	0,00	382 837,20	
Affaires à régler	0,00	31/12/2023	382 837,20	382 837,20	0,00	382 837,20	
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
Dépréciations (3)	0,00		300 363,00	300 363,00	0,00	300 363,00	
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
Total des provisions budgétaires	0,00		300 363,00	300 363,00	0,00	300 363,00	
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		382 837,20	382 837,20	0,00	382 837,20	
Provisions pour litiges	0,00		382 837,20	382 837,20	0,00	382 837,20	
Affaires à régler	0,00	31/12/2023	382 837,20	382 837,20	0,00	382 837,20	
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
Dépréciations (3)	0,00		300 363,00	300 363,00	0,00	300 363,00	
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
Total des provisions budgétaires	0,00		300 363,00	300 363,00	0,00	300 363,00	
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		382 837,20	382 837,20	0,00	382 837,20	
Provisions pour litiges	0,00		382 837,20	382 837,20	0,00	382 837,20	
Affaires à régler	0,00	31/12/2023	382 837,20	382 837,20	0,00	382 837,20	
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
Dépréciations (3)	0,00		300 363,00	300 363,00	0,00	300 363,00	
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
Total des provisions budgétaires	0,00		300 363,00	300 363,00	0,00	300 363,00	

(*) Indiquer la charge

IV – ANNEXES		IV
ANNEXES PATRIMONIALES – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS		B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 10016	Intitulé de l'opération : TRAVAUX D'OFFICE PROPRIETAIRE PRIVE	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits voies	Date de la délibération : Total (4)
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)			
4541100016 (5)	DEPENSES (a)	0,00	50 000,00	50 000,00
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	67 946,91	0,00	50 000,00	50 000,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Depenses nettes (a – c)	0,00	0,00	0,00	0,00
4541200016	RECETTES (b)	67 946,91	50 000,00	50 000,00
040 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	67 946,91	0,00	50 000,00	50 000,00
041 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	50 000,00	50 000,00
Annulations sur emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	67 946,91	0,00	50 000,00	50 000,00

N° opération : 10014	Intitulé de l'opération : MISE AUX NORMES JEUX OPAC	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits voies	Date de la délibération : Total (4)
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)			
458100104 (5)	DEPENSES (a)	0,00	40 000,00	40 000,00
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	619 014,43	0,00	40 000,00	40 000,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Depenses nettes (a – c)	0,00	0,00	0,00	0,00
458200104	RECETTES (b)	619 014,43	40 000,00	40 000,00
040 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	619 014,43	0,00	40 000,00	40 000,00
041 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	309 507,21	0,00	20 000,00	20 000,00
Annulations sur emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	309 507,22	0,00	20 000,00	20 000,00
Recettes nettes (b - d)	0,00	0,00	0,00	0,00
	619 014,43	0,00	40 000,00	40 000,00

IV – ANNEXES		IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN		B7.1

Article	Date en capital à l'origine	Date en capital au 01/01/N	Annulé à verser au cours de l'exercice
8015	504 402 952,05	343 718 800,45	
8016	0,00	0,00	0,00
8017	0,00	0,00	0,00
8018			
Autres engagements donnés			
Marchés de partenariat (4)			
Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (3)	6 900 000,00	2 453 848,00	530 769,00
Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.
(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.
(3) A compléter depuis l'état des autres engagements donnés.
(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

IV – ANNEXES		IV
ANNEXES PATRIMONIALES – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS		B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 10016	Intitulé de l'opération : TRAVAUX D'OFFICE PROPRIETAIRE PRIVE	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits voies	Date de la délibération : Total (4)
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)			
4541100016 (5)	DEPENSES (a)	0,00	50 000,00	50 000,00
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	67 946,91	0,00	50 000,00	50 000,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Depenses nettes (a – c)	0,00	0,00	0,00	0,00
4541200016	RECETTES (b)	67 946,91	50 000,00	50 000,00
040 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	67 946,91	0,00	50 000,00	50 000,00
041 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	50 000,00	50 000,00
Annulations sur emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	67 946,91	0,00	50 000,00	50 000,00

N° opération : 10014	Intitulé de l'opération : MISE AUX NORMES JEUX OPAC	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits voies	Date de la délibération : Total (4)
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)			
458100104 (5)	DEPENSES (a)	0,00	40 000,00	40 000,00
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	619 014,43	0,00	40 000,00	40 000,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Depenses nettes (a – c)	0,00	0,00	0,00	0,00
458200104	RECETTES (b)	619 014,43	40 000,00	40 000,00
040 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	619 014,43	0,00	40 000,00	40 000,00
041 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	309 507,21	0,00	20 000,00	20 000,00
Annulations sur emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	309 507,22	0,00	20 000,00	20 000,00
Recettes nettes (b - d)	0,00	0,00	0,00	0,00
	619 014,43	0,00	40 000,00	40 000,00

N° opération : 10019	Intitulé de l'opération : MZA - ALLEES CAMPING ILL	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits voies	Date de la délibération : 30/09/2023 Total (4)
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)			
458100109 (5)	DEPENSES (a)	0,00	0,00	0,00
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	218 724,90	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Depenses nettes (a – c)	0,00	0,00	0,00	0,00
458200109	RECETTES (b)	218 724,90	0,00	0,00
040 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	218 724,90	0,00	0,00	0,00
041 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	218 724,90	0,00	0,00	0,00

N° opération : 10010	Intitulé de l'opération : C&A - RUE DU JARDIN ZOOLOGIQUE	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits voies	Date de la délibération : 22/06/2023 Total (4)
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)			
458100110 (5)	DEPENSES (a)	0,00	0,00	0,00
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	106 000,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Depenses nettes (a – c)	0,00	0,00	0,00	0,00
458100110	RECETTES (b)	106 000,00	0,00	0,00
040 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	106 000,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	106 000,00	0,00	0,00	0,00

(1) Ouvrir un vœu par opération pour compte de tiers.
(2) Éléments des réalisations cumulée (hors voies à réaliser).
(3) A compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
(4) Total = Recettes à réaliser (N-1) + Nouveaux crédits voies.
(5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.
(6) Le chapitre 42 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

IV – ANNEXES		IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN		B7.1

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 10016	Intitulé de l'opération : TRAVAUX D'OFFICE PROPRIETAIRE PRIVE	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits voies	Date de la délibération : Total (4)
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)			
4541100016 (5)	DEPENSES (a)	0,00	50 000,00	50 000,00
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	67 946,91	0,00	50 000,00	50 000,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Depenses nettes (a – c)	0,00	0,00	0,00	0,00
4541200016	RECETTES (b)	67 946,91	50 000,00	50 000,00
040 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	67 946,91	0,00	50 000,00	50 000,00
041 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	50 000,00	50 000,00
Annulations sur emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	67 946,91	0,00	50 000,00	50 000,00

N° opération : 10014	Intitulé de l'opération : MISE AUX NORMES JEUX OPAC	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits voies	Date de la délibération : Total (4)
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)			
458100104 (5)	DEPENSES (a)	0,00	40 000,00	40 000,00
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	619 014,43	0,00	40 000,00	40 000,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Depenses nettes (a – c)	0,00	0,00	0,00	0,00
458200104	RECETTES (b)	619 014,43	40 000,00	40 000,00
040 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	619 014,43	0,00	40 000,00	40 000,00
041 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	309 507,21	0,00	20 000,00	20 000,00
Annulations sur emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	309 507,22	0,00	20 000,00	20 000,00
Recettes nettes (b - d)	0,00	0,00	0,00	0,00
	619 014,43	0,00	40 000,00	40 000,00

IV – ANNEXES		IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN		B7.1

Article	Date en capital à l'origine	Date en capital au 01/01/N	Annulé à verser au cours de l'exercice
8015	504 402 952,05	343 718 800,45	
8016	0,00	0,00	0,00
8017	0,00	0,00	0,00
8018			
Autres engagements donnés			
Marchés de partenariat (4)			
Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (3)	6 900 000,00	2 453 848,00	530 769,00
Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.
(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.
(3) A compléter depuis l'état des autres engagements donnés.
(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - BP - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et d'amortissement de l'investissement de l'entreprise (1)	Année	Profil	Objet du virement garanti	Organisme préteur ou créancier de la dette	Montant initial	Capital en fin d'année	Durée résiduelle (en années)	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indice ou coefficient modifiant l'importance de l'emprunt	Annuel garanti au cours de l'exercice		
										Taux (3)	Index (4)	Taux initial (5)	Taux (3)	Index (4)	Taux (5)			Index (4)	Index (5)	En pourcentage
BATOIERE	2007	P	24	24 tranches, 24 Cef PLUS F	CDC	350 000,00	283,37	35,75	A	V	Linear Aggressive	1,950	V	Linear Aggressive	1,0	3,000	A-1	EUR	10	6
NORD-EST	2007	P	24	24 tranches, 24 Cef PLUS F	CDC	000,00	198,62	13,75	A	V	Linear Aggressive	1,950	V	Linear Aggressive	1,0	3,000	A-1	EUR	57	50
BATOIERE	2007	P	24	24 tranches, 24 Cef PLUS F	CDC	000,00	198,62	13,75	A	V	Linear Aggressive	1,950	V	Linear Aggressive	1,0	3,000	A-1	EUR	57	50
BATOIERE	2007	P	45-60	45-60 Bland PLUS F - Construction 27	CDC	2 000,00	1 599,26	26,75	A	V	Linear Aggressive	1,950	V	Linear Aggressive	1,0	3,000	A-1	EUR	57	50
NORD-EST	2010	P	45-60	45-60 Bland PLUS F - Construction 27	CDC	000,00	748,19	36,58	A	V	Linear Aggressive	1,950	V	Linear Aggressive	1,0	3,000	A-1	EUR	57	50
BATOIERE	2010	P	45-60	45-60 Bland PLUS F - Construction 27	CDC	1 344,00	1 118,36	36,58	A	V	Linear Aggressive	1,950	V	Linear Aggressive	1,0	3,000	A-1	EUR	57	50
NORD-EST	2010	P	45-60	45-60 Bland PLUS F - Construction 27	Cdc&t	000,00	748,19	36,58	A	V	Linear Aggressive	1,950	V	Linear Aggressive	1,0	3,000	A-1	EUR	57	50
NORD-EST	2012	P	45-60	45-60 Bland PLUS F - Construction 27	Fenerco	000,00	690,76	18,41	A	V	1,11	3,000	V	Linear Aggressive	1,11	4,10	A-1	EUR	388	897,45
BATOIERE	2010	P	30-41	30-41 Trac Ross - PLS F	DEXA GL	625 534,37	534,37	3	A	V	Linear Aggressive	2,300	V	Linear Aggressive	1,13	4,10	A-1	EUR	22	8
NORD-EST	2010	P	30-41	30-41 Trac Ross - PLS F	DEXA GL	200 135,17	178,3	17,83	A	V	1,13	2,300	V	Linear Aggressive	1,13	4,10	A-1	EUR	5	6
BATOIERE	2010	P	30-41	30-41 Trac Ross - PLS F	Cdc&t	000 375,86	375,86	3	A	V	Linear Aggressive	2,300	V	Linear Aggressive	1,13	4,10	A-1	EUR	5	6
NORD-EST	2010	P	30-41	30-41 Trac Ross - PLS F	Fenerco	000 390,20	384,2	3	A	V	1,15	2,300	V	Linear Aggressive	1,15	4,10	A-1	EUR	927,69	608,36
BATOIERE	2010	P	30-41	30-41 Trac Ross - PLS F	Cdc&t	115,52	9 369,28	28,42	A	V	Linear Aggressive	2,400	V	Linear Aggressive	1,15	4,10	A-1	EUR	450,46	609,34
NORD-EST	2011	P	37	37 tranches, 37 Cef PLUS F	CDC	314 397,27	273,8	11,5	A	V	Linear Aggressive	2,300	V	Linear Aggressive	1,0	3,000	A-1	EUR	14	12
BATOIERE	2011	P	37	37 tranches, 37 Cef PLUS F	CDC	121 101,37	37,8	2	A	V	Linear Aggressive	2,300	V	Linear Aggressive	1,0	3,000	A-1	EUR	318,37	201,37
NORD-EST	2011	P	37	37 tranches, 37 Cef PLUS F	CDC	000 390,76	390,76	3	A	V	0,6	2,300	V	Linear Aggressive	0,6	3,000	A-1	EUR	5	2
BATOIERE	2011	P	37	37 tranches, 37 Cef PLUS F	CDC	367 283,27	273,8	11,5	A	V	Linear Aggressive	2,300	V	Linear Aggressive	1,0	3,000	A-1	EUR	10	8
NORD-EST	2011	P	37	37 tranches, 37 Cef PLUS F	CDC	000 49,115	49,115	3	A	V	0,6	2,300	V	Linear Aggressive	0,6	3,000	A-1	EUR	10	8
BATOIERE	2011	P	37	37 tranches, 37 Cef PLUS F	CDC	000 900,3	307,5	37,5	A	V	Linear Aggressive	2,300	V	Linear Aggressive	1,0	3,000	A-1	EUR	684,43	805,3
NORD-EST	2011	P	37	37 tranches, 37 Cef PLUS F	CDC	435 301,37	307,5	37,5	A	V	Linear Aggressive	2,300	V	Linear Aggressive	1,0	3,000	A-1	EUR	12	8
BATOIERE	2011	P	37	37 tranches, 37 Cef PLUS F	Cdc&t	1 500 1 343,36	361,2	4	A	V	Linear Aggressive	1,850	V	Linear Aggressive	1,15	4,50	A-1	EUR	611,12	621,66
NORD-EST	2011	P	37	37 tranches, 37 Cef PLUS F	Fenerco	000 710,39	250,0	3	T	V	1,15	3,022	V	Exhor 3A - 0,6	4,739	A-1	EUR	703,98	228,30	
BATOIERE	2011	P	8-12	8-12 tranches, 8 Cef PLUS F	Fenerco	000 926,61	926,61	3	T	V	Exhor 3A - 0,6	3,022	V	Exhor 3A - 0,6	4,739	A-1	EUR	964,50	749,46	
NORD-EST	2012	P	19-41	19-41 9 tranches du Montage - 28 rue des Jardins PLUS	CDC	660 516,23	516,23	3	A	V	Linear Aggressive	2,500	V	Linear Aggressive	0,6	3,000	A-1	EUR	19	15
BATOIERE	2012	P	19-41	19-41 9 tranches du Montage - 28 rue des Jardins PLUS	CDC	000 547,16	547,16	3	A	V	0,6	2,500	V	Linear Aggressive	0,6	3,000	A-1	EUR	697,70	277,44
NORD-EST	2012	P	19-41	19-41 9 tranches du Montage - 28 rue des Jardins PLUS	CDC	230 180,38	180,38	3	A	V	Linear Aggressive	2,500	V	Linear Aggressive	0,6	3,000	A-1	EUR	6	4
BATOIERE	2012	P	19-41	19-41 9 tranches du Montage - 28 rue des Jardins PLUS	CDC	000 485,11	485,11	3	A	V	0,6	2,500	V	Linear Aggressive	0,6	3,000	A-1	EUR	503,28	610,00
NORD-EST	2012	P	19-41	19-41 9 tranches du Montage - 28 rue des Jardins PLUS	CDC	000 527,35	527,35	3	A	V	Linear Aggressive	2,500	V	Linear Aggressive	0,6	3,000	A-1	EUR	338,98	501,70
BATOIERE	2012	P	7	7 tranches du Montage PLUS F	CDC	150 127,38	127,38	3	A	V	Linear Aggressive	2,500	V	Linear Aggressive	0,6	3,000	A-1	EUR	4	2
NORD-EST	2012	P	7	7 tranches du Montage PLUS F	CDC	000 739,36	739,36	3	A	V	0,6	2,000	V	Linear Aggressive	0,6	2,800	A-1	EUR	358,49	640,90
BATOIERE	2012	P	7	7 tranches du Montage PLUS F	CDC	144 100,28	100,28	3	A	V	Linear Aggressive	2,000	V	Linear Aggressive	0,6	2,800	A-1	EUR	2	2
NORD-EST	2012	P	7	7 tranches du Montage PLUS F	CDC	000 28,75	28,75	3	A	V	Linear Aggressive	2,000	V	Linear Aggressive	0,6	2,800	A-1	EUR	3	3

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - BP - 2024

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et d'amortissement du prêt	Année	Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou org. de fin.	Montant initial	Capital restant à rembourser (€) au 01/01/N	Période de remboursement (2)	Taux initial				Taux à la date de vote au budget (6)				Catégorie d'emprunt (1)	Indice au cours de l'exercice	Indice au cours de l'exercice
								Taux (%)	Index (4)	Taux actualisé (5)	Taux (%)	Index (4)	Wt index au taux					
ADOMA	2013	P	F21 Forêt Arènes Transloires	CDC	2 035	1 822	41,00	A	V	Libéré A/(Prêt) + 0,800	0,800	V	Libéré A/(Prêt) + (0,2)	0,800	A-1	EUR	14 789,00	14 789,00
ADOMA	2015	P	F21 Forêt Arènes Transloires	CDC	2 940	1 008	6,00	A	V	Libéré A/(Prêt) + 0,800	0,800	V	Libéré A/(Prêt) + (0,25)	0,800	A-1	EUR	4 652,61	4 652,61
ADOMA	2019	P	Espace Promesse - 198 Vte PAM	CDC	1 198	1 077	35,58	A	V	Libéré A/(Prêt) + (0,25)	0,250	V	Libéré A/(Prêt) + (0,2)	2,800	A-1	EUR	933,71	114,40
BATIGÈRE	2019	P	TRAVAILLEURS MIGRANTS FOYER LE SOUEIL MALOUBRE	DEVA CL	907,00	616,02	13,58	T	V	Libéré A/(Prêt) + 0,08	0,08	V	Libéré A/(Prêt) + 0,08	3,116	A-1	EUR	732,07	391,39
BATIGÈRE	2020	P	28 CH. QUAI DU FOYER	DEVA CL	0,00	772,00	0,00	A	V	Libéré A/(Prêt) + 0,08	0,08	V	Libéré A/(Prêt) + 0,08	3,116	A-1	EUR	923,03	678,78
BATIGÈRE	2027	P	28 Yvernes PU Foyer	DEVA CL	0,00	37	13,83	T	V	Libéré A/(Prêt) + 2,850	2,850	V	Libéré A/(Prêt) + 0,07	3,106	A-1	EUR	992,22	992,22
BATIGÈRE	2027	P	1 L'Esprit PU Foyer	DEVA CL	0,00	417,19	13,83	T	V	Libéré A/(Prêt) + 2,850	2,850	V	Libéré A/(Prêt) + 0,07	3,106	A-1	EUR	963,00	966,96
BATIGÈRE	2027	P	28 CH. QUAI DU FOYER	DEVA CL	0,00	780,48	13,83	T	V	Libéré A/(Prêt) + 2,850	2,850	V	Libéré A/(Prêt) + 0,07	3,106	A-1	EUR	963,00	966,96
BATIGÈRE	2027	P	24-26-28 Mésanges PU Foyer	DEVA CL	100	62	13,83	T	V	Libéré A/(Prêt) + 0,07	0,07	V	Libéré A/(Prêt) + 0,07	3,106	A-1	EUR	963,00	966,96
BATIGÈRE	2027	P	24-26-28 Mésanges PU Foyer	DEVA CL	100	62	13,83	T	V	Libéré A/(Prêt) + 0,07	0,07	V	Libéré A/(Prêt) + 0,07	3,106	A-1	EUR	963,00	966,96
BATIGÈRE	2027	P	P1ère DEVA	DEVA CL	2 708	1 145	23,00	A	V	Libéré A/(Prêt) + 3,648	3,648	V	Libéré A/(Prêt) + 0,08	25,224	F-6	EUR	978,62	321,14
BATIGÈRE	2027	P	P1ère DEVA	DEVA CL	2 708	1 145	23,00	A	V	Libéré A/(Prêt) + 3,648	3,648	V	Libéré A/(Prêt) + 0,08	25,224	F-6	EUR	978,62	321,14
BATIGÈRE	2027	P	Babazange - PLS CFF	Credif	1 100	777	33,83	T	V	Libéré A/(Prêt) + 4,453	4,453	V	Libéré A/(Prêt) + 1,38	4,453	A-1	EUR	163,85	301,72
BATIGÈRE	2027	P	Babazange - PLS CFF	Credif	1 100	777	33,83	T	V	Libéré A/(Prêt) + 4,453	4,453	V	Libéré A/(Prêt) + 1,38	4,453	A-1	EUR	163,85	301,72
BATIGÈRE	2012	P	40 Farayen - PLS Cofed Foyer	Cofed	27	38	41,41	A	V	Libéré A/(Prêt) + 1,38	1,38	V	Libéré A/(Prêt) + 1,11	4,110	A-1	EUR	703,95	603,40
BATIGÈRE	2012	P	40 Farayen - PLS Cofed Foyer	Cofed	27	38	41,41	A	V	Libéré A/(Prêt) + 1,38	1,38	V	Libéré A/(Prêt) + 1,11	4,110	A-1	EUR	703,95	603,40
BATIGÈRE	2008	P	44-47-49 Buisson PULF - TOTI DCM	Credif	600	800	34,08	T	V	Libéré A/(Prêt) + 4,270	4,270	V	Libéré A/(Prêt) + 1,3	4,370	A-1	EUR	421,11	225,07
BATIGÈRE	2008	P	44-47-49 Buisson PULF - TOTI DCM	Credif	600	800	34,08	T	V	Libéré A/(Prêt) + 4,270	4,270	V	Libéré A/(Prêt) + 1,3	4,370	A-1	EUR	421,11	225,07
BATIGÈRE	2008	P	33 Buisson PULF - TOTAL DCM	Credif	40	28	14,08	T	V	Libéré A/(Prêt) + 4,270	4,270	V	Libéré A/(Prêt) + 1,3	4,370	A-1	EUR	120,05	307,77
BATIGÈRE	2008	P	33 Buisson PULF - TOTAL DCM	Credif	40	28	14,08	T	V	Libéré A/(Prêt) + 4,270	4,270	V	Libéré A/(Prêt) + 1,3	4,370	A-1	EUR	120,05	307,77
BATIGÈRE	2027	P	171 Buisson - PLS Cofed Arènes	ASB Cofed	1 100	183,00	33,97	A	V	Libéré A/(Prêt) + 1,37	1,37	V	Libéré A/(Prêt) + 4,418	4,418	A-1	EUR	302,05	185,35
BATIGÈRE	2027	P	171 Buisson - PLS Cofed Arènes	ASB Cofed	8 147	5 798	21,58	A	V	Taux fixe 2,525%	2,525	F	Euribor 12M	4,125	A-1	EUR	209,18	981,00
BATIGÈRE	2027	P	171 Buisson - PLS Cofed Arènes	ASB Cofed	8 147	5 798	21,58	A	V	Taux fixe 2,525%	2,525	F	Euribor 12M	4,125	A-1	EUR	209,18	981,00
BATIGÈRE	2027	P	171 Buisson - PLS Cofed Arènes	ASB Cofed	8 147	5 798	21,58	A	V	Taux fixe 2,525%	2,525	F	Euribor 12M	4,125	A-1	EUR	209,18	981,00
BATIGÈRE	2027	P	171 Buisson - PLS Cofed Arènes	ASB Cofed	8 147	5 798	21,58	A	V	Taux fixe 2,525%	2,525	F	Euribor 12M	4,125	A-1	EUR	209,18	981,00
BATIGÈRE	2027	P	171 Buisson - PLS Cofed Arènes	ASB Cofed	8 147	5 798	21,58	A	V	Taux fixe 2,525%	2,525	F	Euribor 12M	4,125	A-1	EUR	209,18	981,00
BATIGÈRE	2027	P	171 Buisson - PLS Cofed Arènes	ASB Cofed	8 147	5 798	21,58	A	V	Taux fixe 2,525%	2,525	F	Euribor 12M	4,125	A-1	EUR	209,18	981,00
BATIGÈRE	2027	P	171 Buisson - PLS Cofed Arènes	ASB Cofed	8 147	5 798	21,58	A	V	Taux fixe 2,525%	2,525	F	Euribor 12M	4,125	A-1	EUR	209,18	981,00
BATIGÈRE	2027	P	171 Buisson - PLS Cofed Arènes	ASB Cofed	8 147	5 798	21,58	A	V	Taux fixe 2,525%	2,525	F	Euribor 12M	4,125	A-1	EUR	209,18	981,00
BATIGÈRE	2027	P	171 Buisson - PLS Cofed Arènes	ASB Cofed	8 147	5 798	21,58	A	V	Taux fixe 2,525%	2,525	F	Euribor 12M	4,125	A-1	EUR	209,18	981,00
BATIGÈRE	2027	P	171 Buisson - PLS Cofed Arènes	ASB Cofed	8 147	5 798	21,58	A	V	Taux fixe 2,525%	2,525	F	Euribor 12M	4,125	A-1	EUR	209,18	981,00
BATIGÈRE	2027	P	171 Buisson - PLS Cofed Arènes	ASB Cofed	8 147	5 798	21,58	A	V	Taux fixe 2,525%	2,525	F	Euribor 12M	4,125	A-1	EUR	209,18	981,00
BATIGÈRE	2027	P	171 Buisson - PLS Cofed Arènes	ASB Cofed	8 147	5 798	21,58	A	V	Taux fixe 2,525%	2,525	F	Euribor 12M	4,125	A-1	EUR	209,18	981,00
BATIGÈRE	2027	P	171 Buisson - PLS Cofed Arènes	ASB Cofed	8 147	5 798	21,58	A	V	Taux fixe 2,525%	2,525	F	Euribor 12M	4,125	A-1	EUR	209,18	981,00
BATIGÈRE	2027	P	171 Buisson - PLS Cofed Arènes	ASB Cofed	8 147	5 798	21,58	A	V	Taux fixe 2,525%	2,525	F	Euribor 12M	4,125	A-1	EUR	209,18	981,00
BATIGÈRE	2027	P	171 Buisson - PLS Cofed Arènes	ASB Cofed	8 147	5 798	21,58	A	V	Taux fixe 2,525%	2,525	F	Euribor 12M	4,125	A-1	EUR	209,18	981,00
BATIGÈRE	2027	P	171 Buisson - PLS Cofed Arènes	ASB Cofed	8 147	5 798	21,58	A	V	Taux fixe 2,525%	2,525	F	Euribor 12M	4,125	A-1	EUR	209,18	981,00
BATIGÈRE	2027	P	171 Buisson - PLS Cofed Arènes	ASB Cofed	8 147	5 798	21,58	A	V	Taux fixe 2,525%	2,525	F	Euribor 12M	4,125	A-1	EUR	209,18	981,00
BATIGÈRE	2027	P	171 Buisson - PLS Cofed Arènes	ASB Cofed	8 147	5 798	21,58	A	V	Taux fixe 2,525%	2,525	F	Euribor 12M	4,125	A-1	EUR	209,18	981,00
BATIGÈRE	2027	P	171 Buisson - PLS Cofed Arènes	ASB Cofed	8 147	5 798	21,58	A	V	Taux fixe 2,525%	2,525	F	Euribor 12M	4,125	A-1	EUR	209,18	981,00
BATIGÈRE	2027	P	171 Buisson - PLS Cofed Arènes	ASB Cofed	8 147	5 798	21,58	A	V	Taux fixe 2,525%	2,525	F	Euribor 12M	4,125	A-1	EUR	209,18	981,00
BATIGÈRE	2027	P	171 Buisson - PLS Cofed Arènes	ASB Cofed	8 147	5 798	21,58	A	V	Taux fixe 2,525%	2,525	F	Euribor 12M	4,125	A-1	EUR	209,18	981,00
BATIGÈRE	2027	P	171 Buisson - PLS Cofed Arènes	ASB Cofed	8 147	5 798	21,58	A	V	Taux fixe 2,525%	2,525	F	Euribor 12M	4,125	A-1	EUR	209,18	981,00
BATIGÈRE	2027	P	171 Buisson - PLS Cofed Arènes	ASB Cofed	8 147	5 798	21,58	A	V	Taux fixe 2,525%	2,525	F	Euribor 12M	4,125	A-1	EUR	209,18	981,00
BATIGÈRE	2027	P	171 Buisson - PLS Cofed Arènes	ASB Cofed	8 147	5 798	21,58	A	V	Taux fixe 2,525%	2,525	F	Euribor 12M	4,125	A-1	EUR	209,18	981,00
BATIGÈRE	2027	P	171 Buisson - PLS Cofed Arènes	ASB Cofed	8 147	5 798	21,58	A	V	Taux fixe 2,525%	2,525	F	Euribor 12M	4,125	A-1	EUR	209,18	981,00
BATIGÈRE	2027	P	171 Buisson - PLS Cofed Arènes	ASB Cofed	8 147	5 798	21,58	A	V	Taux fixe 2,525%	2,525	F	Euribor 12M	4,125	A-1	EUR	209,18	981,00
BATIGÈRE	2027	P	171 Buisson - PLS Cofed Arènes	ASB Cofed	8 147	5 798	21,58	A	V	Taux fixe 2,525%	2,525	F	Euribor 12M	4,125	A-1	EUR	209,18	981,00
BATIGÈRE	2027	P	171 Buisson - PLS Cofed Arènes	ASB Cofed	8 147	5 798	21,58	A	V	Taux fixe 2,525%	2,525	F	Euribor 12M	4,125	A-1	EUR	209,18	981,00
BATIGÈRE	2027	P	171 Buisson - PLS Cofed Arènes	ASB Cofed	8 147	5 798	21,58	A	V	Taux fixe 2,525%	2,525	F	Euribor 12M	4,125	A-1	EUR	209,18	981,00
BATIGÈRE	2027	P	171 Buisson - PLS Cofed Arènes	ASB Cofed	8 147	5 798	21,58	A	V	Taux fixe 2,525%	2,525	F	Euribor 12M	4,125	A-1	EUR	209,18	981,00
BATIGÈRE	2027	P	171 Buisson - PLS Cofed Arènes	ASB Cofed	8 147	5 798	21,58	A	V	Taux fixe 2,525%	2,525	F	Euribor 12M	4,125	A-1	EUR	209,18	981,00
BATIGÈRE	2027	P	171 Buisson - PLS Cofed Arènes	ASB Cofed	8 147	5 798	21,58	A	V	Taux fixe 2,525%	2,525	F	Euribor 12M	4,125	A-1	EUR	209,18	981,00
BATIGÈRE	2027	P	171 Buisson - PLS Cofed Arènes	ASB Cofed	8 147	5 798	21,58	A	V	Taux fixe 2,525%	2,525	F	Euribor 12M	4,125	A-1	EUR	209,18	981,00
BATIGÈRE	2027	P	171 Buisson - PLS Cofed Arènes	ASB Cofed	8 147	5 798	21,58	A	V	Taux fixe 2,525%	2,525	F	Euribor 12M	4,125	A-1	EUR	209,18	981,00
BATIGÈRE	2027	P	171 Buisson - PLS Cofed Arènes	ASB Cofed	8 147	5 798	21,58	A	V	Taux fixe 2,525%	2,525	F	Euribor 12M	4,125	A-1	EUR	209,18	981,00
BATIGÈRE	2027	P	171 Buisson - PLS Cofed Arènes	ASB Cofed	8 147	5 798	21,58	A	V	Taux fixe 2,525%	2,525	F	Euribor 12M	4,125	A-1	EUR	209,18	981,00
BATIGÈRE	2027	P	171 Buisson - PLS Cofed Arènes	ASB Cofed	8 147	5 798	21,58	A	V	Taux fixe 2,525%	2,525	F	Euribor 12M	4,125	A-1	EUR	209,18	981,00
BATIGÈRE	2027	P	171 Buisson - PLS Cofed Arènes	ASB Cofed	8 147	5 798	21,58	A	V	Taux fixe 2,525%	2,525	F	Euribor 12M	4,125	A-1	EUR	209,18	981,00
BATIGÈRE	2027	P	171 Buisson - PLS Cofed Arènes	ASB Cofed	8 147	5 798	21,58	A	V	Taux fixe 2,525%	2,525	F	Euribor 12M	4,125	A-1	EUR	209,18	981,00
BATIGÈRE	2027	P	171 Buisson - PLS Cofed Arènes	ASB Cofed	8 147	5 798	21,58	A	V	Taux fixe 2,525%	2,525	F	Euribor 12M	4,125	A-1	EUR	209,18	981,00
BATIGÈRE	2027	P	171 Buisson - PLS Cofed Arènes	ASB Cofed	8 147	5 798	21,58	A	V	Taux fixe 2,525%	2,525	F	Euribor 12M	4,125	A-1	EUR	209,18	981,00
BATIGÈRE	2027	P	171 Buisson - PLS Cofed Arènes	ASB Cofed	8 147	5 798	21,58	A	V	Taux fixe 2,525%	2,525	F	Euribor 12M	4,125	A-1	EUR	209,18	981,00
BATIGÈRE	2027	P	171 Buisson - PLS Cofed Arènes	ASB Cofed	8 147	5 798	21,58	A	V	Taux fixe 2,525%	2,525	F	Euribor 12M	4,125	A-1	EUR	209,18	981,00
BATIGÈRE	2027	P	171 Buisson - PLS Cofed Arènes	ASB Cofed	8 147	5 798	21,58	A	V	Taux fixe 2,525%	2,525	F	Euribor 12M	4,125	A-1	EUR	209,18	981,00
BATIGÈRE	2027	P	171 Buisson - PLS Cofed Arènes	ASB Cofed	8 147	5 798	21,58	A	V	Taux fixe 2,525%	2,525	F	Euribor 12M	4,125	A-1	EUR	209,18	981,00
BATIGÈRE	2027	P	171 Buisson - PLS Cofed Arènes	ASB Cofed	8 147	5 798	21,58	A</										

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - BP - 2024

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet du virement garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital en euros au 31/12/19	Durée résiduelle, en années	Périodicité des versements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indice ou coefficient modifiant l'impact (8)
	Année	Profil							Taux (a)	Index (4)	Taux de référence (b)	Index (5)	Taux (c)	Index (4)		
BATOIERE	2012	P	7 rue de Hatzelung-Plai F	CDC	74	59	38,75	A	V	Liens Aériels + (4,2)	2,050	V	Liens Aériels + (4,2)	2,050	A-1	EUR
NORD-EST	2012	P	3 Rue de Hatzelung-PLUS	CDC	94 151,07	94 151,07	26,75	A	V	Liens Aériels + (4,2)	2,050	V	Liens Aériels + (4,2)	2,050	A-1	EUR
BATOIERE	2012	P	3 Rue de Hatzelung-PLUS F	CDC	260	158	26,75	A	V	Liens Aériels + (4,2)	2,050	V	Liens Aériels + (4,2)	2,050	A-1	EUR
NORD-EST	2012	P	3 Rue de Hatzelung-PLUS	CDC	94 151,07	94 151,07	26,75	A	V	Liens Aériels + (4,2)	2,050	V	Liens Aériels + (4,2)	2,050	A-1	EUR
BATOIERE	2012	P	7 Rue de Hatzelung-PLUS	CDC	200	156	26,75	A	V	Liens Aériels + (4,2)	2,050	V	Liens Aériels + (4,2)	2,050	A-1	EUR
NORD-EST	2012	P	7 Rue de Hatzelung-PLUS	CDC	200	156	26,75	A	V	Liens Aériels + (4,2)	2,050	V	Liens Aériels + (4,2)	2,050	A-1	EUR
NORD-EST	2012	P	7 Rue de Hatzelung-PLUS F	CDC	000,00	520,00	38,75	A	V	Liens Aériels + (4,2)	2,050	V	Liens Aériels + (4,2)	2,050	A-1	EUR
BATOIERE	2012	P	23 Rue de la Napokson-PLUS	CDC	102	79	26,75	A	V	Liens Aériels + (4,2)	2,050	V	Liens Aériels + (4,2)	2,050	A-1	EUR
NORD-EST	2012	P	23 Rue de la Napokson-PLUS	CDC	000,00	520,00	38,75	A	V	Liens Aériels + (4,2)	2,050	V	Liens Aériels + (4,2)	2,050	A-1	EUR
BATOIERE	2012	P	23 Rue de la Napokson-PLUS F	CDC	701	407,72	26,75	A	V	Liens Aériels + (4,2)	2,050	V	Liens Aériels + (4,2)	2,050	A-1	EUR
NORD-EST	2012	P	23 Rue de la Napokson-PLUS	CDC	100	65	38,75	A	V	Liens Aériels + (4,2)	2,050	V	Liens Aériels + (4,2)	2,050	A-1	EUR
BATOIERE	2012	P	23 Rue de la Napokson-PLUS	CDC	000,00	312,50	26,75	A	V	Liens Aériels + (4,2)	2,050	V	Liens Aériels + (4,2)	2,050	A-1	EUR
NORD-EST	2012	P	23 Rue de la Napokson-PLUS	CDC	74	60	38,75	A	V	Liens Aériels + (4,2)	2,050	V	Liens Aériels + (4,2)	2,050	A-1	EUR
NORD-EST	2012	P	PLUS 4 rue de Turs	CDC	100	670,03	26,83	A	V	Liens Aériels + (4,2)	2,050	V	Liens Aériels + (4,2)	2,050	A-1	EUR
BATOIERE	2012	P	PLUS 4 rue de Turs	CDC	100	76	26,83	A	V	Liens Aériels + (4,2)	2,050	V	Liens Aériels + (4,2)	2,050	A-1	EUR
NORD-EST	2012	P	PLUS F 4 rue de Turs	CDC	87	73	38,73	A	V	Liens Aériels + (4,2)	2,050	V	Liens Aériels + (4,2)	2,050	A-1	EUR
BATOIERE	2012	P	PLA 4 rue de Turs	CDC	800,00	796,25	26,83	A	V	Liens Aériels + (4,2)	2,050	V	Liens Aériels + (4,2)	2,050	A-1	EUR
NORD-EST	2012	P	PLA F 4 rue de Turs	CDC	90	67	26,83	A	V	Liens Aériels + (4,2)	2,050	V	Liens Aériels + (4,2)	2,050	A-1	EUR
NORD-EST	2012	P	PLA F 4 rue de Turs	CDC	000,00	793,37	38,73	A	V	Liens Aériels + (4,2)	2,050	V	Liens Aériels + (4,2)	2,050	A-1	EUR
BATOIERE	2012	P	PLUS 16 rue de Turs	CDC	900,00	969,38	26,83	A	V	Liens Aériels + (4,2)	2,050	V	Liens Aériels + (4,2)	2,050	A-1	EUR
NORD-EST	2012	P	PLUS 16 rue de Turs	CDC	110	86	26,83	A	V	Liens Aériels + (4,2)	2,050	V	Liens Aériels + (4,2)	2,050	A-1	EUR
NORD-EST	2012	P	PLUS F 16 rue de Turs	CDC	000,00	900,00	38,73	A	V	Liens Aériels + (4,2)	2,050	V	Liens Aériels + (4,2)	2,050	A-1	EUR
BATOIERE	2012	P	PLUS F 16 rue de Turs	CDC	80	67	38,83	A	V	Liens Aériels + (4,2)	2,050	V	Liens Aériels + (4,2)	2,050	A-1	EUR
NORD-EST	2012	P	16 rue de Turs PLA	CDC	000,00	211,22	26,83	A	V	Liens Aériels + (4,2)	2,050	V	Liens Aériels + (4,2)	2,050	A-1	EUR
BATOIERE	2012	P	16 rue de Turs PLA	CDC	000,00	092,26	26,83	A	V	Liens Aériels + (4,2)	2,050	V	Liens Aériels + (4,2)	2,050	A-1	EUR
NORD-EST	2013	P	31 rue Bâtier - 4 ligs - PLUS	CDC	59	47	38,83	A	V	Liens Aériels + (4,2)	2,050	V	Liens Aériels + (4,2)	2,050	A-1	EUR
BATOIERE	2013	P	31 rue Bâtier - 4 ligs - PLUS	CDC	138	109	26,58	A	V	Liens Aériels + (4,2)	2,350	V	Liens Aériels + (4,2)	2,350	A-1	EUR
NORD-EST	2013	P	31 rue Bâtier - 4 ligs - PLUS	CDC	013,98	11,98	26,58	A	V	Liens Aériels + (4,2)	2,350	V	Liens Aériels + (4,2)	2,350	A-1	EUR
BATOIERE	2013	P	51 rue Louise - 5 ligs - PLUS	CDC	130	104	26,58	A	V	Liens Aériels + (4,2)	2,350	V	Liens Aériels + (4,2)	2,350	A-1	EUR
NORD-EST	2013	P	51 rue Louise - 5 ligs - PLUS	CDC	130	104	26,58	A	V	Liens Aériels + (4,2)	2,350	V	Liens Aériels + (4,2)	2,350	A-1	EUR
BATOIERE	2013	P	51 rue Louise - 5 ligs - PLUS	CDC	000,00	294,69	36,58	A	V	Liens Aériels + (4,2)	2,350	V	Liens Aériels + (4,2)	2,350	A-1	EUR
NORD-EST	2013	P	51 rue Louise - 5 ligs - PLUS	CDC	110	101	36,58	A	V	Liens Aériels + (4,2)	2,350	V	Liens Aériels + (4,2)	2,350	A-1	EUR

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - BP - 2024

Désignation du bénéficiaire	Année de mise en service et d'amortissement de l'emprunt (1)	Profil	Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital en fin de période	Durée résiduelle en fin de période (2)	Taux initial				Taux à la date de vote du budget (6)				Catégorie d'emprunt (7)	Indice ou pourcentage de modification de l'emprunt	Années garanties au cours desquelles l'emprunt est remboursé
								Taux (%)	Index (4)	Taux fixe (5)	Taux (%)	Index (4)	Taux fixe (5)	Index (4)	Niveau de base			
BATIGERE	2007	P	1 1013 Etranger - Prime CDC	CDC	430 000,00	205 19,00	A	205 19,00	3,800	V	Libéré A(Préfixe) + 0,8	3,800	A-1	EUR	7 597 599	7 597 599	7 597 599	
NORD-EST	2007	P	1 1013 Etranger - Prime Dax	DEVAL CL	200 000,00	626,24	T	13,75	4,215	V	Euro3r 3M + 0,1	4,215	A-1	EUR	4 414,50	4 414,50	4 414,50	
BATIGERE	2007	P	Banque - PLUS Cof	Ondt	1 400 000,00	1 327 33,75	A	33,75	4,904	V	Libéré A(Préfixe) + 1,13	4,904	A-1	EUR	522,76	522,76	522,76	
NORD-EST	2007	C	2 Tranche PL Fovoe	Fovoe	86 400,00	153,10	A	13,54	4,500	V	Libéré A(Préfixe) + 1,56	4,500	A-1	EUR	930,08	930,08	930,08	
NORD-EST	2007	C	1 1013 Etranger PL Fovoe	DEVAL CL	000,00	133,28	A	13,54	4,500	V	Libéré A(Préfixe) + 1,56	4,500	A-1	EUR	383,20	383,20	383,20	
BATIGERE	2008	P	21 Notified PLus F	CDC	705 000,00	505 34,83	A	34,83	3,000	A-1	EUR	0,1355	0,1355	0,1355	0,1355	0,1355	0,1355	
NORD-EST	2008	P	21 Notified PLus F	CDC	230 000,00	102 24,83	A	24,83	3,000	A-1	EUR	0,1355	0,1355	0,1355	0,1355	0,1355	0,1355	
BATIGERE	2008	P	14 Bonnes Cotes PLUS F	CDC	100 000,00	68,10	A	34,83	3,000	A-1	EUR	0,1355	0,1355	0,1355	0,1355	0,1355	0,1355	
NORD-EST	2008	P	14 Bonnes Cotes PLUS F	CDC	000,00	123,66	A	34,83	3,000	A-1	EUR	0,1355	0,1355	0,1355	0,1355	0,1355	0,1355	
NORD-EST	2008	P	32-34 Etr PLus F	CDC	65 400,00	975,15	A	24,83	3,000	A-1	EUR	0,1355	0,1355	0,1355	0,1355	0,1355	0,1355	
BATIGERE	2008	P	32-34 Etr PLus F	CDC	946 000,00	742,45	A	24,83	3,000	A-1	EUR	0,1355	0,1355	0,1355	0,1355	0,1355	0,1355	
NORD-EST	2008	P	32-34 Etr PLus F	CDC	100 000,00	197,03	A	24,75	3,000	A-1	EUR	0,1355	0,1355	0,1355	0,1355	0,1355	0,1355	
BATIGERE	2008	P	31 Laurent PLus F	CDC	200 000,00	127 34,75	A	34,75	3,000	A-1	EUR	0,1355	0,1355	0,1355	0,1355	0,1355	0,1355	
NORD-EST	2007	P	25 Jullia PLus F	CDC	60 444 35,17	40,17	A	35,17	3,000	A-1	EUR	0,1355	0,1355	0,1355	0,1355	0,1355	0,1355	
BATIGERE	2008	P	25 Jullia PLus F	CDC	000,00	637,37	A	35,17	3,000	A-1	EUR	0,1355	0,1355	0,1355	0,1355	0,1355	0,1355	
NORD-EST	2008	P	80 Comète PLus F	CDC	10 6 25,17	10 6 25,17	A	25,17	3,000	A-1	EUR	0,1355	0,1355	0,1355	0,1355	0,1355	0,1355	
BATIGERE	2007	P	80 Comète PLus F	CDC	710,00	972,04	A	25,67	3,000	A-1	EUR	0,1355	0,1355	0,1355	0,1355	0,1355	0,1355	
NORD-EST	2007	P	80 Comète PLus F	CDC	11 8 25,67	8 25,67	A	25,67	3,000	A-1	EUR	0,1355	0,1355	0,1355	0,1355	0,1355	0,1355	
BATIGERE	2007	P	8 2eod PLus F	CDC	186 149 35,75	149 35,75	A	35,75	3,000	A-1	EUR	0,1355	0,1355	0,1355	0,1355	0,1355	0,1355	
NORD-EST	2007	P	8 2eod PLus F	CDC	60 76 35,75	76 35,75	A	35,75	3,000	A-1	EUR	0,1355	0,1355	0,1355	0,1355	0,1355	0,1355	
BATIGERE	2007	P	8 2eod PLus F	CDC	100 000,00	693,63	A	35,75	3,000	A-1	EUR	0,1355	0,1355	0,1355	0,1355	0,1355	0,1355	
NORD-EST	2007	P	37 33 Virginie PLus F	CDC	526 424 35,75	424 35,75	A	35,75	3,000	A-1	EUR	0,1355	0,1355	0,1355	0,1355	0,1355	0,1355	
BATIGERE	2007	P	37 33 Virginie PLus F	CDC	000,00	797,69	A	35,75	3,000	A-1	EUR	0,1355	0,1355	0,1355	0,1355	0,1355	0,1355	
NORD-EST	2007	P	37 33 Virginie PLus F	CDC	000,00	998 25,75	A	35,75	3,000	A-1	EUR	0,1355	0,1355	0,1355	0,1355	0,1355	0,1355	

Année de mobilisation et d'investissement du budget (L1)	Année	Profil	Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial (€)	Capital restant dû au 01/01/N (€)	Durée (en années)	Périodicité des remboursements (F)	Taux à la date de vote du budget (F)				Catégorie d'investissement (F)	Indice ou devises pour le montant emprunté (F)		Annuelle garantie au cours de l'exécution	
									Taux (F)	Taux initial (F)	Taux extrinsèque (F)	Taux (F)		En intérêts	En capital		
MMA HABITAT	1996	P	ANCIENS BAINS ET DOUCHES : 3 LOG	CDC	27	5	4,25	A	V	Liévent Agréé	+ 1,3	2,050	A-1	EUR	127,28	145,46	
MMA HABITAT	1996	P	ANCIENS BAINS DOUCHES 3 LOG	CDC	749,72	101,54	6	4,25	A	V	Liévent Agréé	+ 0,8	3,000	A-1	EUR	205,82	395,14
MMA HABITAT	1996	P	RUES MONTEURS & LA LOUICOMTIVE	CDC	177,97	81,05	4,58	A	V	Liévent Agréé	+ 0,8	3,000	A-1	EUR	375,40	341,44	
MMA HABITAT	1996	P	40 RUE HUMIER CONSTRUCTION	CDC	89,64	19,49	4,58	A	V	Liévent Agréé	+ 0,8	3,000	A-1	EUR	403,04	403,04	
MMA HABITAT	1997	P	32-34 RUE KNOFFELD	CDC	465,03	97,485	5,42	A	V	Liévent Agréé	+ 0,8	3,000	A-1	EUR	631,72	675,76	
MMA HABITAT	1997	P	FOYER CHOPIN : 32 CHAMBRES	CDC	144,52	67,70	5,67	A	V	Liévent Agréé	+ 0,8	3,000	A-1	EUR	630,31	630,31	
MMA HABITAT	1997	P	RUE DE DUMERQUE : 6	CDC	195,79	79,582	4	A	V	Liévent Agréé	+ 0,8	3,000	A-1	EUR	630,31	630,31	
MMA HABITAT	1998	P	59 rue de la Menage	CDC	468,58	95,03	5	A	V	Liévent Agréé	+ 0,8	3,000	A-1	EUR	630,31	630,31	
MMA HABITAT	1998	P	65 rue de Strasbourg	CDC	266,51	133,02	5	A	V	Liévent Agréé	+ 0,8	3,000	A-1	EUR	630,31	630,31	
MMA HABITAT	1999	P	65 rue de Rouffach	CDC	440,82	79,035	7,08	A	V	Liévent Agréé	+ 0,8	3,000	A-1	EUR	630,31	630,31	
MMA HABITAT	1999	P	1 rue de Tulle	CDC	263,01	101,21	7,75	A	V	Liévent Agréé	+ 0,8	3,000	A-1	EUR	630,31	630,31	
MMA HABITAT	2000	P	45-47 rue Thionnet	CDC	74	20	7,75	A	V	Liévent Agréé	+ 0,8	3,000	A-1	EUR	630,31	630,31	
MMA HABITAT	2000	P	8 rue de la Lyn	CDC	317	119	9,17	A	V	Liévent Agréé	+ 0,8	3,000	A-1	EUR	630,31	630,31	
MMA HABITAT	2000	P	8 rue de la Lyn	CDC	716,16	603,30	29,25	A	V	Liévent Agréé	+ 0,8	3,000	A-1	EUR	630,31	630,31	
MMA HABITAT	2000	P	8 rue de la Lyn	CDC	38	24	8,25	A	V	Liévent Agréé	+ 0,8	3,000	A-1	EUR	630,31	630,31	
MMA HABITAT	2000	P	65 rue de Rouffach	CDC	175,36	32,41	8,50	A	V	Liévent Agréé	+ 0,8	3,000	A-1	EUR	630,31	630,31	
MMA HABITAT	2000	P	44 rue des Voies	CDC	28	9	8,50	A	V	Liévent Agréé	+ 0,8	3,000	A-1	EUR	630,31	630,31	
MMA HABITAT	2000	P	41-43 rue Koechin	CDC	690,41	79,175	8,50	A	V	Liévent Agréé	+ 1,2	4,200	A-1	EUR	630,31	630,31	
MMA HABITAT	2000	P	41-43 rue Koechin	CDC	54,12	14,54	9,50	A	V	Liévent Agréé	+ 1,2	4,200	A-1	EUR	630,31	630,31	
MMA HABITAT	2000	P	1 rue des Platanes	CDC	303,64	62,81	9,75	A	V	Liévent Agréé	+ 0,8	3,000	A-1	EUR	630,31	630,31	
MMA HABITAT	2000	P	1 rue des Platanes	CDC	169,61	67,337	9,75	A	V	Liévent Agréé	+ 0,8	3,000	A-1	EUR	630,31	630,31	
MMA HABITAT	2000	P	10 passage des Roses	CDC	614,85	423,74	27,75	A	V	Liévent Agréé	+ 0,8	3,000	A-1	EUR	630,31	630,31	
MMA HABITAT	2000	P	10 passage des Roses	CDC	621,84	407,96	9,00	A	V	Liévent Agréé	+ 0,7	3,700	A-1	EUR	630,31	630,31	

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et d'investissement du budget (L1)			Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle en années	Périodicité des remboursements (2)	Taux à la date de vote du budget (6)				Catégorie d'investissement (1)	Indice ou devises pour le montant emprunté (F)		Annuelle garantie au cours de l'exécution	
	Année	Profil	Année							Taux (1)	Index (4)	Taux actué (5)	Taux (3)		Index (4)	Niveau des taux		En intérêts (F)
CDOMAL	2016	P	89 rue d'Alsace - 6 logements PLUS	CDC	18	16	31,38	A	V	Liévent Agréé	1,50	3,00	A-1	EUR	595,54	144,13		
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2007	P	77-79 Koechin PAI	CDC	616,08	505,88	16	16,08	A	V	Liévent Agréé	2,00	3,00	A-1	EUR	242,91	493	
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2008	P	Acq. André 1 Rue Thiers (PAI)	CDC	900,00	593,23	38	22	16,75	A	V	Liévent Agréé	3,00	3,00	A-1	EUR	520,02	100
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2008	P	Acq. André 50 Rue de l'Arrière (PAI)	CDC	140	91	24,75	A	V	Liévent Agréé	3,00	3,00	A-1	EUR	994,04	91		
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2010	P	38 rue du 20 janvier - 1 logement - PAI bonifié	CDC	900,00	606,05	38	22	16,75	A	V	Liévent Agréé	3,00	3,00	A-1	EUR	520,02	100
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2012	P	Acquisition emulsion 7 Rue du Rosenberg - 1 logement PAI	CDC	80	57	22,00	A	V	Liévent Agréé	1,00	2,00	A-1	EUR	933,32	1		
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2012	P	Construction Maison Jumeau 9 Rue du Rosenberg - 2 logements PAI	CDC	900,00	286,55	38	110	26,00	A	V	Liévent Agréé	2,00	3,00	A-1	EUR	933,32	1
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2012	P	Acquisition emulsion 4 Rue de la Justice - 1 logement PAI	CDC	140	105	26,00	A	V	Liévent Agréé	2,00	3,00	A-1	EUR	933,32	1		
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2014	P	Acquisition emulsion 4 Rue de la Justice - 1 logement PAI	CDC	140	105	26,00	A	V	Liévent Agréé	2,00	3,00	A-1	EUR	933,32	1		
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2017	P	27 rue du Ruzet - 4 logs PAI	CDC	140	100	20,83	A	V	Liévent Agréé	0,80	2,00	A-1	EUR	801,16	4		
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2017	P	Acquisition 3 logements - 11 rue du Ruzet	CDC	140	117	26,09	A	V	Liévent Agréé	0,50	2,00	A-1	EUR	288,53	882		
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2016	P	Acquisition 3 logements - 19 rue de la Justice	CDC	140	100	20,83	A	V	Liévent Agréé	0,50	2,00	A-1	EUR	801,16	4		
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2017	P	Acquisition 4 logements - 13 rue du Ruzet	CDC	140	117	26,09	A	V	Liévent Agréé	0,50	2,00	A-1	EUR	288,53	882		
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2009	P	6 rue de Thiers - PLUS	CDC	547	394	21,17	A	V	Liévent Agréé	1,80	3,00	A-1	EUR	629,39	811		
CF NORD-EST	2010	P	Rue de Ruzet PLUS Acquisition en VEFA 23 logs	CDC	1158	836	22,17	A	V	Liévent Agréé	2,60	3,00	A-1	EUR	941,20	542		
CF NORD-EST	2010	P	Rue de Ruzet PLUS Acquisition en VEFA 23 logs	CDC	151,00	107,85	22,17	A	V	Liévent Agréé	1,80	2,00	A-1	EUR	101,68	146		

Année de mobilisation et profil d'investissement du budget (L1)	Année	Profil	Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée réelle (en années)	Périodicité des remboursements (F)	Taux à la date de vote du budget (F)				Catégorie d'investissement (F)	Indice ou devises pour le montant emprunté (F)		Annuelle garantie au cours de l'exécution	
									Taux (F)	Index (F)	Taux actualisé (F)	Taux (F)		Index (F)	Niveau de taux		En intérêts
MMA HABITAT	2000	P	67 rue des Voies	CDC	40	16	3,00	A	V	Liévent Agréé	+ 0,7	3,70	A-1	EUR	441,15	1	
MMA HABITAT	2001	P	29 rue des Voies	CDC	865,34	338,05	18	12,08	A	V	Liévent Agréé	+ 0,7	3,70	A-1	EUR	670,49	1
MMA HABITAT	2001	P	29 Voies P Forcer	CDC	277,31	121,34	22,08	A	V	Liévent Agréé	+ 0,7	3,70	A-1	EUR	470,83	1	
MMA HABITAT	2000	P	6 rue Livré	CDC	620,60	719,76	9,08	A	V	Liévent Agréé	+ 0,7	3,70	A-1	EUR	644,04	1	
MMA HABITAT	2001	P	67 rue Valentin	CDC	621,44	422,07	0,08	A	V	Liévent Agréé	+ 0,7	3,70	A-1	EUR	645,58	1	
MMA HABITAT	2001	P	Fordeix	CDC	763	492	26,58	A	V	Liévent Agréé	+ 1,2	4,20	A-1	EUR	675,80	1	
MMA HABITAT	2001	P	155 rue Valentin	CDC	986,47	280,96	22,17	A	V	Liévent Agréé	+ 0,7	3,70	A-1	EUR	820,26	1	
MMA HABITAT	2001	P	61 rue de l'Ecluse P Forcer	CDC	796	358	14	20,75	A	V	Liévent Agréé	+ 1,2	4,20	A-1	EUR	100,41	1
MMA HABITAT	2001	P	28 rue de la Filiz Ritzsch	CDC	30	12	12,58	A	V	Liévent Agréé	+ 0,7	3,70	A-1	EUR	190,41	1	
MMA HABITAT	2001	P	5 rue de Saint P Yxx	CDC	358,39	683,19	12,75	A	V	Liévent Agréé	+ 0,7	3,70	A-1	EUR	475,94	1	
MMA HABITAT	2001	P	61 rue de Saint P Forcer	CDC	145	77	22,75	A	V	Liévent Agréé	+ 0,7	3,70	A-1	EUR	743,2	1	
MMA HABITAT	2001	P	7 rue des Officiers	CDC	741,26	492,06	13,33	A	V	Liévent Agréé	+ 0,7	3,70	A-1	EUR	897,21	1	
MMA HABITAT	2002	P	Acquisition-amélioration	CDC	305,06	154,94	26,23	A	V	Liévent Agréé	+ 0,7	3,70	A-1	EUR	840,94	1	
MMA HABITAT	2002	P	Acquisition-amélioration - Travaux	CDC	200,00	999,00	6,13	A	V	Liévent Agréé	+ 0,7	3,70	A-1	EUR	571,89	1	
MMA HABITAT	2002	P	Construction neuve rue Thiers (28	CDC	400,00	397,27	26,50	A	V	Liévent Agréé	+ 1,2	4,20	A-1	EUR	329,89	1	
MMA HABITAT	2002	P	52 rue Kébler (8 legs) P Forcer	CDC	357,71	180,71	20,08	A	V	Liévent Agréé	+ 1,2	4,20	A-1	EUR	333,59	1	
MMA HABITAT	2002	P	52 Rue Kébler (8 legs) P4e	CDC	357	205	15,08	A	V	Liévent Agréé	+ 1,2	4,20	A-1	EUR	666,86	1	
MMA HABITAT	2002	P	Construction NEPSTP (4 (10 legs)	CDC	504,97	672,85	35,50	A	V	Liévent Agréé	+ 1,2	4,20	A-1	EUR	604,4	1	
MMA HABITAT	2002	P	66 rue des Baigneurs (6 legs)	CDC	741	693,3	21	14,25	A	V	Liévent Agréé	+ 0,7	3,70	A-1	EUR	894,1	1
MMA HABITAT	2003	P	Contrat 5 rue des Andoverres (3	CDC	000,00	740,72	56,350	A	V	Liévent Agréé	+ 0,25	3,250	A-1	EUR	331,50	1	
MMA HABITAT	2003	P	Contrat 79 rue des Andoverres (3	CDC	916,97	791,58	15,00	A	V	Liévent Agréé	+ 0,25	3,250	A-1	EUR	645,73	1	
MMA HABITAT	2003	P	Contrat 10 rue des Andoverres (3	CDC	817,65	362,28	15,00	A	V	Liévent Agréé	+ 0,25	3,250	A-1	EUR	226,79	1	

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et d'investissement de l'emprunt (1)			Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou CNU Fin int	Montant initial	Durée maximale en mois	Période de remboursement (2)	Taux à la date de vote du budget (3)				Catégorie d'emprunt (7)	Tendances		Année garantie sur l'ensemble de l'emprunt
	Année	Profil	Profil						Taux (3)	Index (4)	Taux actualisé réel (6)	Index (4)		Wobare max.	Evolution des revenus	
MZA HABITAT	2011	P	BROSSETTE OTTOLEUIN PLUS	CDC	557 689	466 37,83	A	V	Liens Agrivale +	2,850	V	Liens Agrivale + 0,6	3,000	A-1	EUR	16 952 91
MZA HABITAT	2012	P	BROSSETTE OTTOLEUIN PLUS	CDC	384 820	379 39,07	A	V	Liens Agrivale +	2,850	V	Liens Agrivale + 0,6	3,000	A-1	EUR	7099 106 10
MZA HABITAT	2013	P	BROSSETTE OTTOLEUIN PLUS	CDC	148 611	221 18	A	V	Liens Agrivale +	2,850	V	Liens Agrivale + 0,6	3,000	A-1	EUR	603 32 158 51
MZA HABITAT	2012	P	Construction de loge	CDC	768 651	38 17	A	V	Liens Agrivale + 0,6	2,350	V	Liens Agrivale + 0,6	3,000	A-1	EUR	914 06 21 140 20
MZA HABITAT	2012	P	Construction de loge	CDC	46 71	24 08	A	V	Liens Agrivale + 0,6	2,000	V	Liens Agrivale + 0,4	3,400	A-1	EUR	635 46 30 75
MZA HABITAT	2011	P	Programme de la Doterie secteur O	CDC	69 15	2 83	A	V	Liens Agrivale +	2,350	V	Liens Agrivale + 0,6	3,000	A-1	EUR	590 20 008 79
MZA HABITAT	2012	P	Assistance Marc Dier, type d'accueil	CDC	316 07	29 34	A	V	Liens Agrivale + 0,6	2,350	V	Liens Agrivale + 0,6	3,000	A-1	EUR	394 19 656 27
MZA HABITAT	2011	P	Logement réhabilité à Brossolles les Berges de la Doterie secteur O	CDC	152 128	38 77	A	V	Liens Agrivale +	2,350	V	Liens Agrivale + 0,6	3,000	A-1	EUR	4 2
MZA HABITAT	2011	P	Logement réhabilité à Brossolles les Berges de la Doterie secteur O	CDC	651 92	49 77	A	V	Liens Agrivale +	2,350	V	Liens Agrivale + 0,6	3,000	A-1	EUR	1 1
MZA HABITAT	2008	P	21 rue de l'Orme - 2 Logements - PKU	CDC	52 39	27 82	A	V	Liens Agrivale +	2,350	V	Liens Agrivale + 0,6	3,000	A-1	EUR	405 24 216 35
MZA HABITAT	2008	P	157 Avenue de Courbe Mar 2 et 4 - 27	CDC	79 42	34 83	A	V	Liens Agrivale +	4,000	V	Liens Agrivale +	3,000	A-1	EUR	467 86 1
MZA HABITAT	2008	P	Logement PLUS	CDC	520 00	516 50	A	V	Liens Agrivale +	4,000	V	Liens Agrivale +	3,000	A-1	EUR	002 47 1
MZA HABITAT	2013	P	Logement réhabilité à Brossolles les Berges de la Doterie secteur O	CDC	799 250	39 21	A	V	Liens Agrivale +	4,000	V	Liens Agrivale +	3,000	A-1	EUR	233 84 501 24
MZA HABITAT	2013	P	Logement réhabilité à Brossolles les Berges de la Doterie secteur O	CDC	4 408	39 21	A	V	Liens Agrivale +	2,150	V	Liens Agrivale + 0,4	3,400	A-1	EUR	036 07 992 00
MZA HABITAT	2013	P	Berges de la Doterie électricité	CDC	1 356	1 002	A	V	Liens Agrivale +	2,050	V	Liens Agrivale + (+2)	2,800	A-1	EUR	19 33
MZA HABITAT	2013	P	Les Berges de la Doterie - CI et maison	CDC	49 45	39 05	A	V	Liens Agrivale +	2,050	V	Liens Agrivale + (+2)	2,800	A-1	EUR	124 13 889 3
MZA HABITAT	2013	P	Logement réhabilité à Brossolles les Berges de la Doterie - PAF F	CDC	160 00	39 05	A	V	Liens Agrivale +	2,050	V	Liens Agrivale + (+2)	2,800	A-1	EUR	801 87 668 49
MZA HABITAT	2012	P	Rey Lucquet - 12 Logements - PAF F	CDC	647 00	69 47	A	F	Taux fixe à 2,35 %	2,350	F	Taux fixe à 2,35 %	2,300	A-1	EUR	405 17 671 70
MZA HABITAT	2014	P	Quartier D'ACCUEIL - 144 loges	CDC	2 800	1 421	A	F	Taux fixe à 2,35 %	1,050	V	Liens Agrivale + (+2)	1,050	A-1	EUR	199 37 074 63
MZA HABITAT	2014	P	D'ACCUEIL - 153-ECOREP	CDC	000 00	49 976	A	V	Liens Agrivale + (+2)	1,050	V	Liens Agrivale + (+2)	1,050	A-1	EUR	17 17
MZA HABITAT	2014	P	Construction neuve 17 loges - PAF F	CDC	028 83	89 29	A	V	Liens Agrivale +	1,050	V	Liens Agrivale + (+2)	1,050	A-1	EUR	179 45 302 36
MZA HABITAT	2013	P	Pignolans Blancs Gares Lefebvre	CDC	20 17	50 50	A	V	Liens Agrivale +	1,500	V	Liens Agrivale + (+2)	2,000	A-1	EUR	132 2 243 1
MZA HABITAT	2013	P	Construction neuve 17 loges - PAF F	CDC	098 540	540 20 17	A	V	Liens Agrivale + (+2)	1,500	V	Liens Agrivale + (+2)	2,000	A-1	EUR	317 17 950 36
MZA HABITAT	2013	P	Les Berges de la Doterie 1218 Stèle - 1	CDC	827 00	60 17	A	V	Liens Agrivale + (+2)	1,500	V	Liens Agrivale + (+2)	2,800	A-1	EUR	1 1
MZA HABITAT	2013	P	Les Berges de la Doterie 1218 Stèle - 8 loges PAF F	CDC	367 00	60 17	A	V	Liens Agrivale + (+2)	1,500	V	Liens Agrivale + (+2)	2,800	A-1	EUR	317 17 950 36
MZA HABITAT	2014	P	Pignolans Blancs Gares Lefebvre construction loges PAF F et 1	CDC	300 360	500 40 42	A	V	Liens Agrivale + 0,6	1,500	V	Liens Agrivale + 0,6	1,850	A-1	EUR	600 76 891 31

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et d'investissement de l'emprunt (L)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou CNR fin	Montant initial	Capital en fin d'année	Durée en années	Périodicité des remboursements (G)	Taux à la date du verse (H)				Catégorie (I)	Indice au cours de l'année				
	Année	Profil							Taux (B)	Index (A)	Taux réel (E)	Index (F)		Niveau des taux	Moins de 10 ans	Plus de 10 ans	En capital	En intérêts
MZA HABITAT	2014	P	Régions Sables d'Ocre Lefebvre	GDC	7150	6 840	30,42	A	V	Liberté Agréé (*) + 0,6	1,850	V	Liberté Agréé (*) + 0,6	A-1	1,850	115	170	
			2 RUE DES MAGASINS 10	GDC	605,32	26,50									255,29	182,23		
MZA HABITAT	2013	P	RUE DES MAGASINS 10	GDC	338	79	2,57			Liberté Agréé (*) + 1,2	2,450	V	Liberté Agréé (*) + 1,2	A-1	2,450	1	26	
MZA HABITAT	2013	P	RUE BUIHLER - ACQUISITION	GDC	719,55	509,21	13	27,5	A	V	Liberté Agréé (*) + 1,2	2,450	V	Liberté Agréé (*) + 1,2	A-1	955,33	880,79	
MZA HABITAT	2014	P	EMBRUEILLE 21 PORTE DU NORD	GDC	232	275	99	40	A	V	Liberté Agréé (*) + 1,2	2,450	V	Liberté Agréé (*) + 1,2	A-1	330,36	507	
MZA HABITAT	2014	P	EMBRUEILLE 21 PORTE DU NORD	GDC	302,65	151,34	99	40	A	V	Liberté Agréé (*) + 1,2	2,450	V	Liberté Agréé (*) + 1,2	A-1	429,21	963,32	
MZA HABITAT	2014	P	RUE LAURENT - REHABILITATION	GDC	56	20	4,25	A	V	Liberté Agréé (*) + 1,2	2,450	V	Liberté Agréé (*) + 1,2	A-1	491,89	4	4	
MZA HABITAT	2014	P	RUE LAURENT - REHABILITATION	GDC	97,39	27,03	4,83	A	V	Liberté Agréé (*) + 1,2	2,450	V	Liberté Agréé (*) + 1,2	A-1	491,89	4	4	
MZA HABITAT	2013	P	LES DOUVRES ET LES BERGES	GDC	103,92	87,91	4,83	A	V	Liberté Agréé (*) + 1,2	2,450	V	Liberté Agréé (*) + 1,2	A-1	307,96	700,25	94	
MZA HABITAT	2013	P	LES DOUVRES ET LES BERGES	GDC	364	121	4,83	A	V	Liberté Agréé (*) + 1,2	2,450	V	Liberté Agréé (*) + 1,2	A-1	984,13	532,72	24	
MZA HABITAT	2014	P	RUE VALMAN	GDC	748,41	801,34	4,50	A	V	Liberté Agréé (*) + 1,2	2,450	V	Liberté Agréé (*) + 1,2	A-1	975,86	852,69	95	
MZA HABITAT	2014	P	ACQUISITION - AMELO	GDC	998,42	977,42	4,50	A	V	Liberté Agréé (*) + 1,2	2,450	V	Liberté Agréé (*) + 1,2	A-1	11	11	11	
MZA HABITAT	2014	P	RUE JEAN DE LOS VAS	GDC	175	70	5,08	A	V	Liberté Agréé (*) + 1,2	2,450	V	Liberté Agréé (*) + 1,2	A-1	449,18	900,38	99	
MZA HABITAT	2014	P	RUE DES LYS - RUE DES PASSANS	GDC	131,81	150,09				Liberté Agréé (*) + 1,2	2,450	V	Liberté Agréé (*) + 1,2	A-1	720	11	11	
MZA HABITAT	2014	P	RUE DES LYS - RUE DES PASSANS	GDC	131,81	150,09				Liberté Agréé (*) + 1,2	2,450	V	Liberté Agréé (*) + 1,2	A-1	720	11	11	
MZA HABITAT	2013	P	9 RUE DU FACHRE - 8 LOGEMENTS	GDC	528,29	115,96	9	57,5	A	V	Liberté Agréé (*) + 1,2	2,450	V	Liberté Agréé (*) + 1,2	A-1	448,33	940,56	99
MZA HABITAT	2014	P	9 RUE DU FACHRE - 8 LOGEMENTS	GDC	528,29	115,96	9	57,5	A	V	Liberté Agréé (*) + 1,2	2,450	V	Liberté Agréé (*) + 1,2	A-1	448,33	940,56	99
MZA HABITAT	2014	P	9 RUE DU FACHRE - 8 LOGEMENTS	GDC	528,29	115,96	9	57,5	A	V	Liberté Agréé (*) + 1,2	2,450	V	Liberté Agréé (*) + 1,2	A-1	448,33	940,56	99
MZA HABITAT	2014	P	LES DOUVRES ET LES BERGES	GDC	910,05	453,86	8,00	A	V	Liberté Agréé (*) + 1,2	2,450	V	Liberté Agréé (*) + 1,2	A-1	599,12	112,03	112,03	
MZA HABITAT	2014	P	LES DOUVRES ET LES BERGES	GDC	910,05	453,86	8,00	A	V	Liberté Agréé (*) + 1,2	2,450	V	Liberté Agréé (*) + 1,2	A-1	599,12	112,03	112,03	
MZA HABITAT	2014	P	LES DOUVRES ET LES															
MZA HABITAT	2014	P	2 RUE DES VOIGES - ACQUISITION	GDC	61	24	5,17	A	V	Liberté Agréé (*) + 1,2	2,450	V	Liberté Agréé (*) + 1,2	A-1	700,30	92,33	4	4
MZA HABITAT	2014	P	2 RUE DES VOIGES - ACQUISITION	GDC	61	24	5,17	A	V	Liberté Agréé (*) + 1,2	2,450	V	Liberté Agréé (*) + 1,2	A-1	700,30	92,33	4	4
MZA HABITAT	2014	P	207 RUE DE STANISBOURG	GDC	159	60	6,17	A	V	Liberté Agréé (*) + 1,2	2,450	V	Liberté Agréé (*) + 1,2	A-1	183,34	10	10	
MZA HABITAT	2014	P	207 RUE DE STANISBOURG	GDC	159	60	6,17	A	V	Liberté Agréé (*) + 1,2	2,450	V	Liberté Agréé (*) + 1,2	A-1	183,34	10	10	
MZA HABITAT	2014	P	21 RUE BUIHLER - ACQUISITION	GDC	981,65	65	28	61,7	A	V	Liberté Agréé (*) + 1,2	2,450	V	Liberté Agréé (*) + 1,2	A-1	174,86	112	4
MZA HABITAT	2014	P	21 RUE BUIHLER - ACQUISITION	GDC	981,65	65	28	61,7	A	V	Liberté Agréé (*) + 1,2	2,450	V	Liberté Agréé (*) + 1,2	A-1	174,86	112	4
MZA HABITAT	2014	P	FOYER CHORN - 48 CHAMBRES	GDC	750,94	770,61				Liberté Agréé (*) + 1,2	2,450	V	Liberté Agréé (*) + 1,2	A-1	704,86	156,79		
MZA HABITAT	2013	P	FOYER CHORN - 48 CHAMBRES	GDC	750,94	770,61				Liberté Agréé (*) + 1,2	2,450	V	Liberté Agréé (*) + 1,2	A-1	704,86	156,79		
MZA HABITAT	2014	P	ZAC FOUCHER - CONSTRUCTION	GDC	143	55	7,00	A	V	Liberté Agréé (*) + 1,2	2,450	V	Liberté Agréé (*) + 1,2	A-1	443	310	8	
MZA HABITAT	2014	P	ZAC FOUCHER - CONSTRUCTION	GDC	143	55	7,00	A	V	Liberté Agréé (*) + 1,2	2,450	V	Liberté Agréé (*) + 1,2	A-1	443	310	8	
MZA HABITAT	2014	P	ROXELAIRE CREATIONS 1	GDC	957,66	605,54				Liberté Agréé (*) + 1,2	2,450	V	Liberté Agréé (*) + 1,2	A-1	235,43	729,71		
MZA HABITAT	2014	P	ROXELAIRE CREATIONS 1	GDC	957,66	605,54				Liberté Agréé (*) + 1,2	2,450	V	Liberté Agréé (*) + 1,2	A-1	235,43	729,71		
MZA HABITAT	2014	P	LOGEMENT	GDC	237	104	0,25	A	V	Liberté Agréé (*) + 1,2	2,450	V	Liberté Agréé (*) + 1,2	A-1	502,47	045,51	15	
MZA HABITAT	2014	P	LOGEMENT	GDC	237	104	0,25	A	V	Liberté Agréé (*) + 1,2	2,450	V	Liberté Agréé (*) + 1,2	A-1	502,47	045,51	15	
MZA HABITAT	2014	P	Logement Gargan	GDC	978,81	981,70	8,00	A	V	Liberté Agréé (*) + 1,2	2,450	V	Liberté Agréé (*) + 1,2	A-1	337,74	433,69		

Désignation du bénéficiaire	Année	Analyse de modification et d'impact sur le profil du bénéficiaire	Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou du fin	Montant initial	Capital restant à rembourser (€) fin N	Durée (en N) du r	Période de remboursement (2)	Taux initial				Taux à la date de vote du budget (6)				Catégorie d'emprunt (1)	Totaux avances	Totaux garanties au cours de l'exercice
									Taux (%)	Index (4)	Taux actualisé (5)	Taux (%)	Index (4)	Wt index (4) x taux	Wt index (4) x taux				
MCA HABITAT	2008	P	23 Mises P complémentaire	CDC	36 000,00	23 19,33	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	455,02	0,45		
MCA HABITAT	2008	P	RPA Val de Vaux de l'Oise - PLUS	CDC	3 275 000,00	23 23,82	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	95	0,09		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire (PLA)	CDC	73 469,00	24 24,25	A	V	1	1,00	1,00	1,00	1,00	A-1	EUR	314,65	0,31		
MCA HABITAT	2008	P	Acc. Aniel - Rue St Pierre P complémentaire																

Année de mise en œuvre de l'investissement et de l'emprunt (1)	Désignation du bénéficiaire	Année	Profil	Organisme prêteur ou chef de file	Objet de l'emprunt garanti	Montant initial	Capital en fin de période	Durée relative de la période en fin de période	Périodicité des versements	Taux initial				Taux à la date de vote du budget (6)				Catégorie d'emprunt	Indice ou coefficient pour modifier l'emprunt	Annuelle variation du coût du financement
										Taux (%)	Index (4)	Taux actué en fin de période (%)	Index (4)	Taux (%)	Index (4)	Taux actué en fin de période (%)	Index (4)			
MOA HABITAT	2009	P	68 Rue d'Alzhan - PLUS Forcier	CDC	152	128	36,17	A	V	Liens d'Alzhan + 0,6	1,850	V	Liens d'Alzhan + 0,6	3,000	A-1	EUR	4	826	28,00	
MOA HABITAT	2009	P	3 Rue des Châtaignes - PRU CD Forcier	CDC	190	200,38	36,17	A	V	Liens d'Alzhan + 0,6	1,850	V	Liens d'Alzhan + 0,6	3,000	A-1	EUR	5	18,08	10,00	
MOA HABITAT	2009	P	3 Rue des Châtaignes - PRU CD Forcier	CDC	190	200,38	36,17	A	V	Liens d'Alzhan + 0,6	1,850	V	Liens d'Alzhan + 0,6	3,000	A-1	EUR	5	18,08	10,00	
MOA HABITAT	2009	P	3 Rue des Châtaignes - PRU CD Forcier	CDC	190	200,38	36,17	A	V	Liens d'Alzhan + 0,6	1,850	V	Liens d'Alzhan + 0,6	3,000	A-1	EUR	5	18,08	10,00	
MOA HABITAT	2009	P	reconstruct 400 des LONETTES - PLAI	CDC	222,00	896,96	26,33	A	V	Liens d'Alzhan + 0,6	1,850	V	Liens d'Alzhan + 0,6	3,000	A-1	EUR	296,87	341	28,00	
MOA HABITAT	2009	P	reconstruct 400 des LONETTES - PLAI	CDC	133,00	727,07	26,33	A	V	Liens d'Alzhan + 0,6	1,850	V	Liens d'Alzhan + 0,6	3,000	A-1	EUR	900,98	214,17	10,00	
MOA HABITAT	2009	P	reconstruct 400 des LONETTES - PLAI	CDC	133,00	727,07	26,33	A	V	Liens d'Alzhan + 0,6	1,850	V	Liens d'Alzhan + 0,6	3,000	A-1	EUR	900,98	214,17	10,00	
MOA HABITAT	2009	P	reconstruct 400 des LONETTES - PLAI	CDC	133,00	727,07	26,33	A	V	Liens d'Alzhan + 0,6	1,850	V	Liens d'Alzhan + 0,6	3,000	A-1	EUR	900,98	214,17	10,00	
MOA HABITAT	2009	P	reconstruct 400 des LONETTES - PLAI	CDC	133,00	727,07	26,33	A	V	Liens d'Alzhan + 0,6	1,850	V	Liens d'Alzhan + 0,6	3,000	A-1	EUR	900,98	214,17	10,00	
MOA HABITAT	2009	P	reconstruct 400 des LONETTES - PLAI	CDC	133,00	727,07	26,33	A	V	Liens d'Alzhan + 0,6	1,850	V	Liens d'Alzhan + 0,6	3,000	A-1	EUR	900,98	214,17	10,00	
MOA HABITAT	2009	P	reconstruct 400 des LONETTES - PLAI	CDC	133,00	727,07	26,33	A	V	Liens d'Alzhan + 0,6	1,850	V	Liens d'Alzhan + 0,6	3,000	A-1	EUR	900,98	214,17	10,00	
MOA HABITAT	2009	P	reconstruct 400 des LONETTES - PLAI	CDC	133,00	727,07	26,33	A	V	Liens d'Alzhan + 0,6	1,850	V	Liens d'Alzhan + 0,6	3,000	A-1	EUR	900,98	214,17	10,00	
MOA HABITAT	2009	P	reconstruct 400 des LONETTES - PLAI	CDC	133,00	727,07	26,33	A	V	Liens d'Alzhan + 0,6	1,850	V	Liens d'Alzhan + 0,6	3,000	A-1	EUR	900,98	214,17	10,00	
MOA HABITAT	2009	P	reconstruct 400 des LONETTES - PLAI	CDC	133,00	727,07	26,33	A	V	Liens d'Alzhan + 0,6	1,850	V	Liens d'Alzhan + 0,6	3,000	A-1	EUR	900,98	214,17	10,00	
MOA HABITAT	2009	P	reconstruct 400 des LONETTES - PLAI	CDC	133,00	727,07	26,33	A	V	Liens d'Alzhan + 0,6	1,850	V	Liens d'Alzhan + 0,6	3,000	A-1	EUR	900,98	214,17	10,00	
MOA HABITAT	2009	P	reconstruct 400 des LONETTES - PLAI	CDC	133,00	727,07	26,33	A	V	Liens d'Alzhan + 0,6	1,850	V	Liens d'Alzhan + 0,6	3,000	A-1	EUR	900,98	214,17	10,00	
MOA HABITAT	2009	P	reconstruct 400 des LONETTES - PLAI	CDC	133,00	727,07	26,33	A	V	Liens d'Alzhan + 0,6	1,850	V	Liens d'Alzhan + 0,6	3,000	A-1	EUR	900,98	214,17	10,00	
MOA HABITAT	2009	P	reconstruct 400 des LONETTES - PLAI	CDC	133,00	727,07	26,33	A	V	Liens d'Alzhan + 0,6	1,850	V	Liens d'Alzhan + 0,6	3,000	A-1	EUR	900,98	214,17	10,00	
MOA HABITAT	2009	P	reconstruct 400 des LONETTES - PLAI	CDC	133,00	727,07	26,33	A	V	Liens d'Alzhan + 0,6	1,850	V	Liens d'Alzhan + 0,6	3,000	A-1	EUR	900,98	214,17	10,00	
MOA HABITAT	2009	P	reconstruct 400 des LONETTES - PLAI	CDC	133,00	727,07	26,33	A	V	Liens d'Alzhan + 0,6	1,850	V	Liens d'Alzhan + 0,6	3,000	A-1	EUR	900,98	214,17	10,00	
MOA HABITAT	2009	P	reconstruct 400 des LONETTES - PLAI	CDC	133,00	727,07	26,33	A	V	Liens d'Alzhan + 0,6	1,850	V	Liens d'Alzhan + 0,6	3,000	A-1	EUR	900,98	214,17	10,00	
MOA HABITAT	2009	P	reconstruct 400 des LONETTES - PLAI	CDC	133,00	727,07	26,33	A	V	Liens d'Alzhan + 0,6	1,850	V	Liens d'Alzhan + 0,6	3,000	A-1	EUR	900,98	214,17	10,00	
MOA HABITAT	2009	P	reconstruct 400 des LONETTES - PLAI	CDC	133,00	727,07	26,33	A	V	Liens d'Alzhan + 0,6	1,850	V	Liens d'Alzhan + 0,6	3,000	A-1	EUR	900,98	214,17	10,00	
MOA HABITAT	2009	P	reconstruct 400 des LONETTES - PLAI	CDC	133,00	727,07	26,33	A	V	Liens d'Alzhan + 0,6	1,850	V	Liens d'Alzhan + 0,6	3,000	A-1	EUR	900,98	214,17	10,00	
MOA HABITAT	2009	P	reconstruct 400 des LONETTES - PLAI	CDC	133,00	727,07	26,33	A	V	Liens d'Alzhan + 0,6	1,850	V	Liens d'Alzhan + 0,6	3,000	A-1	EUR	900,98	214,17	10,00	
MOA HABITAT	2009	P	reconstruct 400 des LONETTES - PLAI	CDC	133,00	727,07	26,33	A	V	Liens d'Alzhan + 0,6	1,850	V	Liens d'Alzhan + 0,6	3,000	A-1	EUR	900,98	214,17	10,00	
MOA HABITAT	2009	P	reconstruct 400 des LONETTES - PLAI	CDC	133,00	727,07	26,33	A	V	Liens d'Alzhan + 0,6	1,850	V	Liens d'Alzhan + 0,6	3,000	A-1	EUR	900,98	214,17	10,00	
MOA HABITAT	2009	P	reconstruct 400 des LONETTES - PLAI	CDC	133,00	727,07	26,33	A	V	Liens d'Alzhan + 0,6	1,850	V	Liens d'Alzhan + 0,6	3,000	A-1	EUR	900,98	214,17	10,00	
MOA HABITAT	2009	P	reconstruct 400 des LONETTES - PLAI	CDC	133,00	727,07	26,33	A	V	Liens d'Alzhan + 0,6	1,850	V	Liens d'Alzhan + 0,6	3,000	A-1	EUR	900,98	214,17	10,00	
MOA HABITAT	2009	P	reconstruct 400 des LONETTES - PLAI	CDC	133,00	727,07	26,33	A	V	Liens d'Alzhan + 0,6	1,850	V	Liens d'Alzhan + 0,6	3,000	A-1	EUR	900,98	214,17	10,00	
MOA HABITAT	2009	P	reconstruct 400 des LONETTES - PLAI	CDC	133,00	727,07	26,33	A	V	Liens d'Alzhan + 0,6	1,850	V	Liens d'Alzhan + 0,6	3,000	A-1	EUR	900,98	214,17	10,00	
MOA HABITAT	2009	P	reconstruct 400 des LONETTES - PLAI	CDC	133,00	727,07	26,33	A	V	Liens d'Alzhan + 0,6	1,850	V	Liens d'Alzhan + 0,6	3,000	A-1	EUR	900,98	214,17	10,00	
MOA HABITAT	2009	P	reconstruct 400 des LONETTES - PLAI	CDC	133,00	727,07	26,33	A	V	Liens d'Alzhan + 0,6	1,850	V	Liens d'Alzhan + 0,6	3,000	A-1	EUR	900,98	214,17	10,00	
MOA HABITAT	2009	P	reconstruct 400 des LONETTES - PLAI	CDC	133,00	727,07	26,33	A	V	Liens d'Alzhan + 0,6	1,850	V	Liens d'Alzhan + 0,6	3,000	A-1	EUR	900,98	214,17	10,00	
MOA HABITAT	2009	P	reconstruct 400 des LONETTES - PLAI	CDC	133,00	727,07	26,33	A	V	Liens d'Alzhan + 0,6	1,850	V	Liens d'Alzhan + 0,6	3,000	A-1	EUR	900,98	214,17	10,00	
MOA HABITAT	2009	P	reconstruct 400 des LONETTES - PLAI	CDC	133,00	727,07	26,33	A	V	Liens d'Alzhan + 0,6	1,850	V	Liens d'Alzhan + 0,6	3,000	A-1	EUR	900,98	214,17	10,00	
MOA HABITAT	2009	P	reconstruct 400 des LONETTES - PLAI	CDC	133,00	727,07	26,33	A	V	Liens d'Alzhan + 0,6	1,850	V	Liens d'Alzhan + 0,6	3,000	A-1	EUR	900,98	214,17	10,00	
MOA HABITAT	2009	P	reconstruct 400 des LONETTES - PLAI	CDC	133,00	727,07	26,33	A	V	Liens d'Alzhan + 0,6	1,850	V	Liens d'Alzhan + 0,6	3,000	A-1	EUR	900,98	214,17	10,00	
MOA HABITAT	2009	P	reconstruct 400 des LONETTES - PLAI	CDC	133,00	727,07	26,33	A	V	Liens d'Alzhan + 0,6	1,850	V	Liens d'Alzhan + 0,6	3,000	A-1	EUR	900,98	214,17	10,00	
MOA HABITAT	2009	P	reconstruct 400 des LONETTES - PLAI	CDC	133,00	727,07	26,33	A	V	Liens d'Alzhan + 0,6	1,850	V	Liens d'Alzhan + 0,6	3,000	A-1	EUR	900,98	214,17	10,00	
MOA HABITAT	2009	P	reconstruct 400 des LONETTES - PLAI	CDC	133,00	727,07	26,33	A	V	Liens d'Alzhan + 0,6	1,850	V	Liens d'Alzhan + 0,6	3,000	A-1	EUR	900,98	214,17	10,00	
MOA HABITAT	2009	P	reconstruct 400 des LONETTES - PLAI	CDC	133,00	727,07	26,33	A	V	Liens d'Alzhan + 0,6	1,850	V	Liens d'Alzhan + 0,6	3,000	A-1	EUR	900,98	214,17	10,00	
MOA HABITAT	2009	P	reconstruct 400 des LONETTES - PLAI	CDC	133,00	727,07	26,33	A	V	Liens d'Alzhan + 0,6	1,850	V	Liens d'Alzhan + 0,6	3,000	A-1	EUR	900,98	214,17	10,00	
MOA HABITAT	2009	P	reconstruct 400 des LONETTES - PLAI	CDC	133,00	727,07	26,33	A	V	Liens d'Alzhan + 0,6	1,850	V	Liens d'Alzhan + 0,6	3,000	A-1	EUR	900,98	214,17	10,00	
MOA HABITAT	2009	P	reconstruct 400 des LONETTES - PLAI	CDC	133,00	727,07	26,33	A	V	Liens d'Alzhan + 0,6	1,850	V	Liens d'Alzhan + 0,6	3,000	A-1	EUR	900,98	214,17	10,00	
MOA HABITAT	2009	P	reconstruct 400 des LONETTES - PLAI	CDC	133,00	727,07	26,33	A	V	Liens d'Alzhan + 0,6	1,850	V	Liens d'Alzhan + 0,6	3,000	A-1	EUR	900,98	214,17	10,00	
MOA HABITAT	2009	P	reconstruct 400 des LONETTES - PLAI	CDC	133,00	727,07	26,33	A	V	Liens d'Alzhan + 0,6	1,850	V	Liens d'Alzhan + 0,6	3,000	A-1	EUR	900,98	214,17	10,00	
MOA HABITAT	2009	P	reconstruct 400 des LONETTES - PLAI	CDC	133,00	727,07	26,33	A	V	Liens d'Alzhan + 0,6	1,850	V	Liens d'Alzhan + 0,6	3,000	A-1	EUR	900,98	214,17	10,00	
MOA HABITAT	2009	P	reconstruct 400 des LONETTES - PLAI	CDC	133,00	727,07	26,33	A	V	Liens d'Alzhan + 0,6	1,850	V	Liens d'Alzhan + 0,6	3,000	A-1	EUR	900,98	214,17	10,00	
MOA HABITAT	2009	P	reconstruct 400 des LONETTES - PLAI	CDC	133,00	727,07	26,33	A	V	Liens d'Alzhan + 0,6	1,850	V	Liens d'Alzhan + 0,6	3,000	A-1	EUR	900,98	214,17	10,00	
MOA HABITAT	2009	P	reconstruct 400 des LONETTES - PLAI	CDC	133,00	727,07	26,33	A	V	Liens d'Alzhan + 0,6	1,850	V	Liens d'Alzhan + 0,6	3,000	A-1	EUR	900,98	214,17	10,00	
MOA HABITAT	2009	P	reconstruct 400 des LONETTES - PLAI	CDC	133,00	727,07	26,33	A	V	Liens d'Alzhan + 0,6	1,850	V	Liens d'Alzhan + 0,6	3,000	A-1	EUR	900,98	214,17	10,00	
MOA HABITAT	2009	P	reconstruct 400 des LONETTES - PLAI	CDC	133,00	727,07	26,33	A	V	Liens d'Alzhan + 0,6	1,850	V	Liens d'Alzhan + 0,6	3,000	A-1	EUR	900,98	214,17	10,00	
MOA HABITAT	2009	P	reconstruct 400 des LONETTES - PLAI	CDC	133,00	727,07	26,33	A	V	Liens d'Alzhan + 0,6	1,850	V	Liens d'Alzhan + 0,6	3,000	A-1	EUR	900,98	214,17	10,00	
MOA HABITAT	2009	P	reconstruct 400 des LONETTES - PLAI	CDC	133,00	727,07	26,33	A	V	Liens d'Alzhan + 0,6	1,850	V	Liens d'Alzhan + 0,6	3,000	A-1	EUR	900,98	214,17	10,00	
MOA HABITAT	2009	P	reconstruct 400 des LONETTES - PLAI	CDC	133,00	727,07	26,33	A	V	Liens d'Alzhan + 0,6	1,850	V	Liens d'Alzhan + 0,6	3,000	A-1	EUR	900,98	214,17	10,00	
MOA HABITAT	2009	P	reconstruct 400 des LONETTES - PLAI	CDC	133,00	727,07	26,33	A	V	Liens d'Alzhan + 0,6	1,850	V	Liens d'Alzhan + 0,6	3,000	A-1	EUR	900,98	214,17	10,00	
MOA HABITAT	2009	P	reconstruct 400 des LONETTES - PLAI	CDC	133,00	727,07	26,33	A	V	Liens d'Alzhan + 0,6	1,850	V	Liens d'Alzhan + 0,6	3,000	A-1	EUR	900,98	214,17	10,00	
MOA HABITAT	2009	P	reconstruct 400 des LONETTES - PLAI	CDC	133,00	727,07	26,33	A	V	Liens d'Alzhan + 0,6	1,850	V	Liens d'Alzhan + 0,6	3,000	A-1	EUR	900,98	214,17	10,00	
MOA HABITAT	2009	P	reconstruct 400 des LONETTES - PLAI	CDC	133,00	727,07	26,33	A	V	Liens d'Alzhan + 0,6	1,850	V	Liens d'Alzhan + 0,6	3,000	A-1	EUR	900,98	214,17	10,00	
MOA HABITAT	2009	P	reconstruct 400 des LONETTES - PLAI	CDC	133,00	727,07	26,33	A	V	Liens d'Alzhan + 0,6	1,850	V	Liens d'Alzhan + 0,6	3,000	A-1	EUR	900,98			

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - BP - 2024

Année	Affectation et mobilisation de l'investissement et du financement (L)	Délégation de gestion au bénéficiaire	Objet de l'emprunt garanti	Organisme préteur ou chef de file	Montant initial en € HT	Durée (en années)	Périodicité des versements (C)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (B)			Catégorie d'opération (F)	Indice ou cours de l'emprunt		Annuel garanti au cours de l'exercice				
								Taux (B)	Index (A)	Taux nominalisé (E)	Taux (B)	Index (A)	Taux nominalisé (E)		En francs	En euros (B)					
M2A-HABITAT	2018	P	Construction logements Les Douves et les Berges - Quai des Cigognes	CDC	1 218	8745	13,58	A	V	Univ. Agropolis + 1,2	1,950	V	Univ. Agropolis + 1,2	4,200	A-1	EUR	38	57	EUR	770,02	97,36
M2A-HABITAT	2018	P	Construction logements Les Douves et les Berges - Quai des Cigognes	CDC	579,61	8197	13,58	A	V	Univ. Agropolis + 1,2	1,950	V	Univ. Agropolis + 1,2	4,200	A-1	EUR	18	29	EUR	549,98	91,12
M2A-HABITAT	2018	P	Construction logements Les Douves et les Berges - Quai des Cigognes	CDC	820,23	8437	13,58	A	V	Univ. Agropolis + 1,2	1,950	V	Univ. Agropolis + 1,2	4,200	A-1	EUR	18	29	EUR	549,98	91,12
M2A-HABITAT	2018	P	Construction logements Les Douves et les Berges - Quai des Cigognes	CDC	644,58	6933,4	13,58	A	V	Univ. Agropolis + 1,2	1,950	V	Univ. Agropolis + 1,2	4,200	A-1	EUR	803,12	181,40	EUR	603,12	181,40
M2A-HABITAT	2018	P	Construction 20 logements - rue des Méreaux	CDC	1 095	1 214	18,53	A	V	Univ. Agropolis + 1,2	1,950	V	Univ. Agropolis + 1,2	4,200	A-1	EUR	909,09	174,07	EUR	909,09	174,07
M2A-HABITAT	2018	P	Construction 33 logements - Les Douves et les Berges	CDC	1 246	954	16,00	A	V	Univ. Agropolis + 1,2	1,950	V	Univ. Agropolis + 1,2	4,200	A-1	EUR	30	56	EUR	59,77	80,45
M2A-HABITAT	2018	P	Construction 15 logements - Les Douves et les Berges	CDC	941	719	16,08	A	V	Univ. Agropolis + 1,2	1,950	V	Univ. Agropolis + 1,2	4,200	A-1	EUR	30	44	EUR	30	44
M2A-HABITAT	2018	P	Construction 25 logements - Les Douves et les Berges	CDC	780,36	807	20,17	A	V	Univ. Agropolis + 1,2	1,950	V	Univ. Agropolis + 1,2	4,200	A-1	EUR	210,75	280,75	EUR	210,75	280,75
M2A-HABITAT	2018	P	Construction 50 logements - Les Douves et les Berges	CDC	385,51	610	16,00	A	V	Univ. Agropolis + 1,2	1,950	V	Univ. Agropolis + 1,2	4,200	A-1	EUR	796,53	201,36	EUR	796,53	201,36
M2A-HABITAT	2018	P	Construction 15 logements - Les Douves et les Berges	CDC	1 023	1 241	18,42	A	V	Univ. Agropolis + 1,2	1,950	V	Univ. Agropolis + 1,2	4,200	A-1	EUR	50,77	80,45	EUR	50,77	80,45
M2A-HABITAT	2018	P	Reconstruction des Ours, Trameau et chemin d'accès à la Rampe	CDC	960,14	487,47	16,52	A	V	Univ. Agropolis + 1,2	1,950	V	Univ. Agropolis + 1,2	4,200	A-1	EUR	100,47	103,31	EUR	100,47	103,31
M2A-HABITAT	2018	P	Construction 25 logements - rue de la République	CDC	3 275	4 465	18,53	A	V	Univ. Agropolis + 1,2	1,950	V	Univ. Agropolis + 1,2	4,200	A-1	EUR	100,47	103,31	EUR	100,47	103,31
M2A-HABITAT	2018	P	Construction 25 logements - rue de la République	CDC	416	322	17,08	A	V	Univ. Agropolis + 1,2	1,950	V	Univ. Agropolis + 1,2	4,200	A-1	EUR	534,39	837,03	EUR	534,39	837,03
M2A-HABITAT	2018	P	Construction 25 logements - rue de la République	CDC	677	478	14,75	A	V	Univ. Agropolis + 1,2	1,950	V	Univ. Agropolis + 1,2	4,200	A-1	EUR	00,91	119,40	EUR	00,91	119,40
M2A-HABITAT	2018	P	Construction 40 logements - rue de la République	CDC	386,11	355,09	10,68	A	V	Univ. Agropolis + 1,2	1,950	V	Univ. Agropolis + 1,2	4,200	A-1	EUR	302,98	131,94	EUR	302,98	131,94
M2A-HABITAT	2018	P	Construction 40 logements - rue de la République	CDC	1 049	1 102	15,58	A	V	Univ. Agropolis + 1,2	1,950	V	Univ. Agropolis + 1,2	4,200	A-1	EUR	43	07	EUR	43	07
M2A-HABITAT	2018	P	Construction 40 logements - rue de la République	CDC	468,25	688,98	15,58	A	V	Univ. Agropolis + 1,2	1,950	V	Univ. Agropolis + 1,2	4,200	A-1	EUR	43	07	EUR	43	07
M2A-HABITAT	2018	P	Construction rue de la République	CDC	3 249	2 465	16,50	A	V	Univ. Agropolis + 1,2	1,950	V	Univ. Agropolis + 1,2	4,200	A-1	EUR	004	102	EUR	39,80	106,86
M2A-HABITAT	2018	P	Construction rue de la République	CDC	529,59	515	16,50	A	V	Univ. Agropolis + 1,2	1,950	V	Univ. Agropolis + 1,2	4,200	A-1	EUR	39,80	106,86	EUR	39,80	106,86
M2A-HABITAT	2018	P	Construction rue de la République	CDC	674,24	638,88	17,42	A	V	Univ. Agropolis + 1,2	1,950	V	Univ. Agropolis + 1,2	4,200	A-1	EUR	966,83	468,11	EUR	966,83	468,11
M2A-HABITAT	2018	P	ZAC FONGERIE 33 logements rue 2 - rue du Manège	CDC	712	534	18,75	A	V	Univ. Agropolis + 1,2	1,950	V	Univ. Agropolis + 1,2	4,200	A-1	EUR	438,27	739,36	EUR	438,27	739,36
M2A-HABITAT	2018	P	Construction 43 logs - rue Nespert	CDC	940,51	263,02	12,75	A	V	Univ. Agropolis + 1,2	1,950	V	Univ. Agropolis + 1,2	4,200	A-1	EUR	62	92	EUR	62	92
M2A-HABITAT	2018	P	Construction 43 logements - rue de la République	CDC	1 971	1 477	18,75	A	V	Univ. Agropolis + 1,2	1,950	V	Univ. Agropolis + 1,2	4,200	A-1	EUR	08	17	EUR	08	17
M2A-HABITAT	2018	P	Reconstruction 12 logements - rue de la République	CDC	557	429	19,87	A	V	Univ. Agropolis + 1,2	1,950	V	Univ. Agropolis + 1,2	4,200	A-1	EUR	17	22	EUR	17	22
M2A-HABITAT	2018	P	Reconstruction 120 logements - rue de la République	CDC	810,12	362,59	19,87	A	V	Univ. Agropolis + 1,2	1,950	V	Univ. Agropolis + 1,2	4,200	A-1	EUR	900,07	109,84	EUR	900,07	109,84
M2A-HABITAT	2018	P	Reconstruction 300 logs - Quai de Victor Hugo	CDC	437	289	8,33	A	V	Univ. Agropolis + 1,2	1,350	V	Univ. Agropolis + 1,2	3,000	A-1	EUR	10	30	EUR	10	30
M2A-HABITAT	2018	P	Reconstruction 300 logs - Quai de Victor Hugo	CDC	900,01	87,13	10,75	A	V	Univ. Agropolis + 1,2	1,350	V	Univ. Agropolis + 1,2	3,000	A-1	EUR	434,86	815,10	EUR	434,86	815,10
M2A-HABITAT	2018	P	Reconstruction 300 logs - Quai de Victor Hugo	CDC	305,24	44,72	10,75	A	V	Univ. Agropolis + 1,2	1,350	V	Univ. Agropolis + 1,2	3,000	A-1	EUR	204	194	EUR	204	194

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - BP - 2024

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et d'investissement du C.A.P. (art. 101)	Année	Profil	Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur au titre de l'art. 101	Montant initial	Durée en années	Période de remboursement	Taux initial		Taux à la date de vote du budget (6)		Catégorie d'emprunt (1)	Indice des prix au 1er janvier		Année garantie au titre de l'art. 101	
									Taux (%)	Index (4)	Taux indicé (%)	Index (4)		Niveau des taux	Indice (4)		
MAA HABITAT	2014	P	Rehabilitation Résidence HANSI 14	QC	174	10,17	A	V	100	V	100	V	A-1	1,000	A-1	EUR	1
MAA HABITAT	2014	P	VERA SITE CAP CORNELIE - RUE DE L'ARISTIDE BRAND - 4 logs - P.LUS	QC	308	339,32	A	V	0,6	V	0,6	V	A-1	1,000	A-1	EUR	1
MAA HABITAT	2013	P	MITTELHANS - 9 logs - PLUS F	QC	905	749,29	A	V	0,6	V	0,6	V	A-1	1,000	A-1	EUR	13
MAA HABITAT	2013	P	MITTELHANS - 9 logs - PLUS F	QC	30,50	571,34	A	V	0,6	V	0,6	V	A-1	1,000	A-1	EUR	13
MAA HABITAT	2013	P	MITTELHANS - 22 logs - PLUS	QC	67,50	679,23	A	V	0,6	V	0,6	V	A-1	1,000	A-1	EUR	13
MAA HABITAT	2013	P	VERA SITE CAP CORNELIE - RUE DE L'ARISTIDE BRAND - 4 logs - P.LUS	QC	677	577,39	A	V	0,6	V	0,6	V	A-1	1,000	A-1	EUR	10
MAA HABITAT	2014	P	Quartier DANC 10 VILLEURBANNE - 41 logs - PLUS F	QC	11,16	1,699	A	V	0,6	V	0,6	V	A-1	1,000	A-1	EUR	10
MAA HABITAT	2014	P	Quartier DANC 10 VILLEURBANNE - 41 logs - PLUS F	QC	211	6,28	A	V	1,2	V	1,2	V	A-1	2,400	A-1	EUR	10
MAA HABITAT	2014	P	2405 RUE DES OULETTS	QC	307,69	304,56	A	V	0,6	V	0,6	V	A-1	1,000	A-1	EUR	10
MAA HABITAT	2014	P	3709 RUE DU MANGEAGE - 11 LOGES	QC	292	63	A	V	0,6	V	0,6	V	A-1	2,400	A-1	EUR	27
MAA HABITAT	2015	P	88 AV ARISTIDE BRAND - 4 logs - P.LUS	QC	74	28,28	A	V	0,6	V	0,6	V	A-1	1,000	A-1	EUR	1
MAA HABITAT	2015	P	88 AV ARISTIDE BRAND - 4 logs - P.LUS F	QC	68,87	71,00	A	V	0,6	V	0,6	V	A-1	1,000	A-1	EUR	1
MAA HABITAT	2015	P	17 RUE SCHWILKE - 7 logs - PLUS	QC	62,39	600,49	A	V	0,6	V	0,6	V	A-1	1,000	A-1	EUR	1
MAA HABITAT	2015	P	17 RUE SCHWILKE - 7 logs - PLUS	QC	230,10	390,20	A	V	0,6	V	0,6	V	A-1	1,000	A-1	EUR	2
MAA HABITAT	2015	P	20 BLVD ROOSEVELT - 15 logs - PLUS	QC	759,32	501,62	A	V	0,6	V	0,6	V	A-1	1,000	A-1	EUR	2
MAA HABITAT	2015	P	20 BLVD ROOSEVELT - 15 logs - PLUS	QC	296	225	A	V	0,6	V	0,6	V	A-1	1,000	A-1	EUR	3
MAA HABITAT	2015	P	20 BLVD ROOSEVELT - 15 logs - PLUS F	QC	205	101	A	V	0,6	V	0,6	V	A-1	1,000	A-1	EUR	3
MAA HABITAT	2014	P	Rehabilitation Parc social public composé de 51 logs adossés aux 24, 26, 30, 32, 34 rue Huguenot - 17 logs - PLUS F	QC	235,52	262,39	A	V	0,6	V	0,6	V	A-1	1,000	A-1	EUR	2
MAA HABITAT	2015	P	Rehabilitation Parc social public composé de 51 logs adossés aux 24, 26, 30, 32, 34 rue Huguenot - 17 logs - PLUS F	QC	300	174	A	V	0,6	V	0,6	V	A-1	1,000	A-1	EUR	2
MAA HABITAT	2015	P	Rue Huguenot - 15 logs - PLUS	QC	865	789	A	V	0,6	V	0,6	V	A-1	1,000	A-1	EUR	12
MAA HABITAT	2016	P	101 rue Huguenot - 15 logs - PLUS	QC	1042	874	A	V	0,6	V	0,6	V	A-1	1,000	A-1	EUR	13
MAA HABITAT	2016	P	101 rue Huguenot - 15 logs - PLUS	QC	40,00	16,30	A	V	0,6	V	0,6	V	A-1	1,000	A-1	EUR	13
MAA HABITAT	2016	P	121 Rue d'Alsace - 15 logs - PLUS	QC	80,00	820,45	A	V	0,6	V	0,6	V	A-1	1,300	A-1	EUR	3
MAA HABITAT	2015	P	Angèle - 15 loges - 15 rue de la construction - 10, 14 et 16 rue de la construction - 10,														

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - BP - 2024

Désignation des bénéficiaires	Année	Aires de responsabilité et d'amortissement de l'emprunt (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Restant initial	Capital en début d'exercice	Durée en années	Périodicité des versements	Taux initial				Taux à la date de vote du budget (8)				Catégorie d'emprunt (7)	Indice ou coefficient modifiant l'impact	Annuel garanti au financeur	
								Taux (6)	Index (4)	Taux actualisé (5)	Taux (6)	Index (4)	Taux (6)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts	En capital
M2A-HABITAT	2018	P	CDC	220	34,08	18,08	A	V	Linear Aggressive	+ 0,6	1,350	V	Linear Aggressive	+ 0,6	3,000	A-1	EUR	6	4
M2A-HABITAT	2018	P	Vergeas à Mognac	000,00	98,645	14,08	A	V	Linear Aggressive	+ 0,6	1,350	V	Linear Aggressive	+ 0,6	3,000	A-1	EUR	792,51	432,42
M2A-HABITAT	2018	P	Vergeas à Mognac	000,00	98,645	14,08	A	V	Linear Aggressive	+ 0,6	1,350	V	Linear Aggressive	+ 0,6	3,000	A-1	EUR	792,51	432,42
M2A-HABITAT	2018	P	Vergeas à Mognac	000,00	98,645	14,08	A	V	Linear Aggressive	+ 0,6	1,350	V	Linear Aggressive	+ 0,6	3,000	A-1	EUR	792,51	432,42
M2A-HABITAT	2018	P	Vergeas à Mognac	000,00	98,645	14,08	A	V	Linear Aggressive	+ 0,6	1,350	V	Linear Aggressive	+ 0,6	3,000	A-1	EUR	792,51	432,42
M2A-HABITAT	2018	P	Vergeas à Mognac	000,00	98,645	14,08	A	V	Linear Aggressive	+ 0,6	1,350	V	Linear Aggressive	+ 0,6	3,000	A-1	EUR	792,51	432,42
M2A-HABITAT	2018	P	Vergeas à Mognac	000,00	98,645	14,08	A	V	Linear Aggressive	+ 0,6	1,350	V	Linear Aggressive	+ 0,6	3,000	A-1	EUR	792,51	432,42
M2A-HABITAT	2018	P	Vergeas à Mognac	000,00	98,645	14,08	A	V	Linear Aggressive	+ 0,6	1,350	V	Linear Aggressive	+ 0,6	3,000	A-1	EUR	792,51	432,42
M2A-HABITAT	2018	P	Vergeas à Mognac	000,00	98,645	14,08	A	V	Linear Aggressive	+ 0,6	1,350	V	Linear Aggressive	+ 0,6	3,000	A-1	EUR	792,51	432,42
M2A-HABITAT	2018	P	Vergeas à Mognac	000,00	98,645	14,08	A	V	Linear Aggressive	+ 0,6	1,350	V	Linear Aggressive	+ 0,6	3,000	A-1	EUR	792,51	432,42
M2A-HABITAT	2018	P	Vergeas à Mognac	000,00	98,645	14,08	A	V	Linear Aggressive	+ 0,6	1,350	V	Linear Aggressive	+ 0,6	3,000	A-1	EUR	792,51	432,42
M2A-HABITAT	2018	P	Vergeas à Mognac	000,00	98,645	14,08	A	V	Linear Aggressive	+ 0,6	1,350	V	Linear Aggressive	+ 0,6	3,000	A-1	EUR	792,51	432,42
M2A-HABITAT	2018	P	Vergeas à Mognac	000,00	98,645	14,08	A	V	Linear Aggressive	+ 0,6	1,350	V	Linear Aggressive	+ 0,6	3,000	A-1	EUR	792,51	432,42
M2A-HABITAT	2018	P	Vergeas à Mognac	000,00	98,645	14,08	A	V	Linear Aggressive	+ 0,6	1,350	V	Linear Aggressive	+ 0,6	3,000	A-1	EUR	792,51	432,42
M2A-HABITAT	2018	P	Vergeas à Mognac	000,00	98,645	14,08	A	V	Linear Aggressive	+ 0,6	1,350	V	Linear Aggressive	+ 0,6	3,000	A-1	EUR	792,51	432,42
M2A-HABITAT	2018	P	Vergeas à Mognac	000,00	98,645	14,08	A	V	Linear Aggressive	+ 0,6	1,350	V	Linear Aggressive	+ 0,6	3,000	A-1	EUR	792,51	432,42
M2A-HABITAT	2018	P	Vergeas à Mognac	000,00	98,645	14,08	A	V	Linear Aggressive	+ 0,6	1,350	V	Linear Aggressive	+ 0,6	3,000	A-1	EUR	792,51	432,42
M2A-HABITAT	2018	P	Vergeas à Mognac	000,00	98,645	14,08	A	V	Linear Aggressive	+ 0,6	1,350	V	Linear Aggressive	+ 0,6	3,000	A-1	EUR	792,51	432,42
M2A-HABITAT	2018	P	Vergeas à Mognac	000,00	98,645	14,08	A	V	Linear Aggressive	+ 0,6	1,350	V	Linear Aggressive	+ 0,6	3,000	A-1	EUR	792,51	4

MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - BP - 2024

[illegible]

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et d'amortissement de l'équipement (1)	Objet (et montant) grant	Organisme préteur ou créancier de la dette	Montant initial	Capital en fin d'année 01/01/N	Durée résiduelle (2)	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial				Taux à la date de vote du budget (6)				Catégorie d'opération (7)	Indice ou coefficient modifiant l'impact financier	Annuel garantie au financeur	
								Taux (3)	Index (4)	Taux réel (5)	Index (4)	Taux (3)	Index (4)	Taux réel (5)	Index (4)				
NEOLIA	2017	P	CDC	251	219	33,32	A	V	Liens Agréés	+	1,700	V	Liens Agréés	0,95	3,350	A-1	EUR	670,23	040,37
NEOLIA	2017	P	CDC	620,68	464,59	33,32	A	V	Liens Agréés	+	0,05	V	Liens Agréés	0,05	3,350	A-1	EUR	27	16
NEOLIA	2019	P	CDC	128,00	788,53	33,32	A	V	Liens Agréés	+	1,200	V	Liens Agréés	1,28	4,230	A-1	EUR	96,38	864,16
NEOLIA	2018	P	CDC	615	538	25,08	A	V	Liens Agréés	+	1,500	V	Liens Agréés	0,95	3,350	A-1	EUR	606,59	481,47
NEOLIA	2018	P	CDC	889,56	944,36	24,42	A	V	Liens Agréés	+	1,28	V	Liens Agréés	0,95	3,350	A-1	EUR	889,59	944,36
NEOLIA	2018	P	CDC	650,73	977,52	25,05	A	V	Liens Agréés	+	0,06	V	Liens Agréés	0,05	3,350	A-1	EUR	650,73	977,52
NEOLIA	2018	P	CDC	505,65	962,74	25,05	A	V	Liens Agréés	+	0,06	V	Liens Agréés	0,05	3,350	A-1	EUR	505,65	962,74
NEOLIA	2019	P	CDC	150	131	26,25	A	V	Liens Agréés	+	1,700	V	Liens Agréés	0,95	3,350	A-1	EUR	150	131
NEOLIA	2018	P	CDC	123,46	344,52	26,25	A	V	Liens Agréés	+	0,05	V	Liens Agréés	0,95	3,350	A-1	EUR	123,46	344,52
NEOLIA	2018	P	CDC	92	79	26,25	A	V	Liens Agréés	+	1,700	V	Liens Agréés	0,95	3,350	A-1	EUR	92	79
NEOLIA	2018	P	CDC	799	245,76	26,25	A	V	Liens Agréés	+	0,06	V	Liens Agréés	0,05	3,350	A-1	EUR	799	245,76
NEOLIA	2019	P	CDC	1160	58	26,25	A	V	Liens Agréés	+	1,530	V	Liens Agréés	0,6	3,350	A-1	EUR	1160	58
NEOLIA	2018	P	CDC	301,67	817,94	26,25	A	V	Liens Agréés	+	0,6	V	Liens Agréés	0,6	3,350	A-1	EUR	301,67	817,94
NEOLIA	2018	P	CDC	303	262	26,25	A	V	Liens Agréés	+	1,700	V	Liens Agréés	0,95	3,350	A-1	EUR	303	262
NEOLIA	2018	P	CDC	656,46	638,69	26,25	A	V	Liens Agréés	+	0,05	V	Liens Agréés	0,95	3,350	A-1	EUR	656,46	638,69
NEOLIA	2019	P	CDC	151	101	25,00	A	V	Liens Agréés	+	1,450	V	Liens Agréés	0,7	3,350	A-1	EUR	151	101
NEOLIA	2019	P	CDC	511,64	015,86	25,00	A	V	Liens Agréés	+	1,550	V	Liens Agréés	0,8	3,350	A-1	EUR	511,64	015,86
NEOLIA	2018	P	CDC	511,64	015,86	25,00	A	V	Liens Agréés	+	0,6	V	Liens Agréés	0,8	3,350	A-1	EUR	511,64	015,86
NEOLIA	2018	P	CDC	232	225	35,50	A	V	Liens Agréés	+	1,550	V	Liens Agréés	0,8	3,350	A-1	EUR	232	225
NEOLIA	2018	P	CDC	69,72	93,39	4,23	A	V	Liens Agréés	+	1,350	V	Liens Agréés	0,6	3,350	A-1	EUR	69,72	93,39
NEOLIA	2019	P	CDC	47,51	465,35	4,23	A	V	Liens Agréés	+	1,350	V	Liens Agréés	0,6	3,350	A-1	EUR	47,51	465,35
NEOLIA	2019	P	CDC	321	19	4,23	A	V	Liens Agréés	+	0,6	V	Liens Agréés	0,6	3,350	A-1	EUR	321	19
NEOLIA	2019	P	CDC	437,91	509,39	4,23	A	V	Liens Agréés	+	0,6	V	Liens Agréés	0,6	3,350	A-1	EUR	437,91	509,39
NEOLIA	2018	P	CDC	700,68	416,60	13,58	A	V	Liens Agréés	+	1,350	V	Liens Agréés	0,6	3,350	A-1	EUR	690,00	378,83
NEOLIA	2018	P	CDC	16	11	11,33	A	V	Liens Agréés	+	0,000	V	Liens Agréés	0,6	3,350	A-1	EUR	306,77	875,30
NEOLIA	2018	P	CDC	501	019,39	11,33	A	V	Liens Agréés	+	0,000	V	Liens Agréés	0,6	3,350	A-1	EUR	306,77	875,30
NEOLIA	2019	P	CDC	815,50	629,40	6,08	A	V	Liens Agréés	+	1,475	V	Liens Agréés	0,6	3,350	A-1	EUR	804,16	870,04
NEOLIA	2018	P	CDC	3461	2 056	6,08	A	V	Liens Agréés	+	0,000	V	Liens Agréés	0,6	3,350	A-1	EUR	336,77	875,30
NEOLIA	2018	P	CDC	660,09	348,52	11,33	A	V	Liens Agréés	+	1,475	V	Liens Agréés	0,6	3,350	A-1	EUR	654,16	870,04
NEOLIA	2018	P	CDC	46	32	11,33	A	V	Liens Agréés	+	0,000	V	Liens Agréés	0,6	3,350	A-1	EUR	854,16	870,04
NEOLIA	2019	P	CDC	591	179,19	6,08	A	V	Liens Agréés	+	1,475	V	Liens Agréés	0,6	3,350	A-1	EUR	584,16	870,04
NEOLIA	2018	P	CDC	217	111	4,23	A	V	Liens Agréés	+	1,350	V	Liens Agréés	0,6	3,350	A-1	EUR	205,59	372,81
NEOLIA	2018	P	CDC	433	223	4,20	A	V	Liens Agréés	+	1,350	V	Liens Agréés	0,6	3,350	A-1	EUR	426,59	372,81
NEOLIA	2018	P	CDC	903,52	886,40	10,00	A	V	Liens Agréés	+	1,350	V	Liens Agréés	0,6	3,350	A-1	EUR	903,52	886,40
NEOLIA	2018	P	CDC	360,00	405,44	10,00	A	V	Liens Agréés	+	1,350	V	Liens Agréés	0,6	3,350	A-1	EUR	353,54	405,44
NEOLIA	2018	P	CDC	909,00	909,00	10,00	A	V	Liens Agréés	+	1,350	V	Liens Agréés	0,6	3,350	A-1	EUR	891,72	909,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et d'amortissement de l'emprunt (1)	Objet (et emprunt garanti)	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital en fin d'année 01/01/2019	Durée relative - date d'échéance	Périodicité des versements	Taux initial				Taux à la date du vote du budget (6)				Catégorie d'emprunt (7)	Indice ou coefficient modifiant l'impact financier	Annuel garanti au cours de l'exercice
								Taux (2)	Index (4)	Taux réel (5)	Index (4)	Taux (3)	Index (4)	Taux réel (5)	Index (4)			
NEOLIA	2018	P	CDC	279	240	28,42	A	V	Livret Agré(e) + (-0,2)	0,550	V	Livret Agré(e) + (-0,2)	2,530	A-1	EUR	6	7	
NEOLIA	2018	P	CDC	322,88	578,81	38,42	A	V	Livret Agré(e) + (-0,2)	0,550	V	Livret Agré(e) + (-0,2)	2,530	A-1	EUR	79,21	952,31	
NEOLIA	2019	P	CDC	324,55	203,38	28,42	A	V	Livret Agré(e) + (-0,2)	0,550	V	Livret Agré(e) + (-0,2)	2,530	A-1	EUR	413,23	986,98	
NEOLIA	2019	P	CDC	89	80	38,42	A	V	Livret Agré(e) + 0,6	1,350	V	Livret Agré(e) + 0,6	3,000	A-1	EUR	905,87	285,32	
NEOLIA	2019	P	CDC	513,38	712,83	30,50	A	V	Livret Agré(e) + 0,6	1,350	V	Livret Agré(e) + 0,6	3,000	A-1	EUR	20	15	
NEOLIA	2019	P	CDC	629	569	30,50	A	V	Livret Agré(e) + 0,6	1,350	V	Livret Agré(e) + 0,6	3,000	A-1	EUR	607,52	521,14	
NEOLIA	2019	P	CDC	64	96	31,25	A	V	Livret Agré(e) + 0,6	1,350	V	Livret Agré(e) + 0,6	3,000	A-1	EUR	121,18	548,21	
OPH HABITATS DE HAUTE SAOÛRE	2013	P	Rue Gendarmes, Homborg, Canal - 24 Iges - PLS	1340	1091	31,33	A	V	Non indexé INSEE	0,592	V	Inflation INSEE hors menu (0,00)	0,592	A-1	EUR	121,18	548,21	
OPH HABITATS DE HAUTE SAOÛRE	2015	P	Rue Gendarmes, Homborg, Canal - 10 Iges - PLAI	884	695	35,33	A	V	Livret Agré(e) + (-0,2)	0,800	V	Livret Agré(e) + (-0,2)	0,800	A-1	EUR	5	25	
OPH HABITATS DE HAUTE SAOÛRE	2015	P	Rue Gendarmes, Homborg, Canal - 10 Iges - PLAI	504	411	41,33	A	V	Livret Agré(e) + (-0,2)	0,800	V	Livret Agré(e) + (-0,2)	0,800	A-1	EUR	3	12	
OPH HABITATS DE HAUTE SAOÛRE	2016	P	20,52 rue du Verton - 12 Iges - PLS F	372	314	41,08	A	V	Livret Agré(e) + 1,11	2,110	V	Livret Agré(e) + 1,11	2,110	A-1	EUR	6	7	
ALISCE	2015	P	20,52 rue du Verton - 12 Iges - PLS F	200,00	155,23		A	V	Livret Agré(e) + (-0,25)	0,750	V	Livret Agré(e) + (-0,25)	0,750	A-1	EUR	603,89	774,48	
OPH HABITATS DE HAUTE SAOÛRE	2015	P	20,52 rue du Verton - 12 Iges - PLS F	102	107	16,08	A	V	Livret Agré(e) + (-0,25)	0,750	V	Livret Agré(e) + (-0,25)	0,750	A-1	EUR	603,89	774,48	
ALISCE	2019	P		339	344	31,08	A	V	Livret Agré(e) + 1	1,750	V	Livret Agré(e) + 1	4,000	A-1	EUR	13	11	
OPH HABITATS DE HAUTE SAOÛRE	2019	P		525,93	474,11		A	V	Livret Agré(e) + 0,9	1,600	V	Livret Agré(e) + 0,9	3,000	A-1	EUR	19	8	
ALISCE	2019	P		329	295	31,08	A	V	Livret Agré(e) + 0,9	1,600	V	Livret Agré(e) + 0,9	3,000	A-1	EUR	19	8	
OPH HABITATS DE HAUTE SAOÛRE	2019	P		729	699	47,33	A	V	Livret Agré(e) + 0,6	1,350	V	Livret Agré(e) + 0,6	3,000	A-1	EUR	21	13	
RESIDENCES DU CANAL - DOMAINE - DOMAINE	2008	P	27 Iges de la Kennedy - PLS Fonor	1012	910	36,25	T	V	Livret Agré(e) + 0,6	3,000	V	Livret Agré(e) + 0,6	3,000	A-1	EUR	26	10	
RESIDENCES DU CANAL - DOMAINE - DOMAINE	2008	P	27 Iges de la Kennedy - PLS Fonor	135,00	99,59		T	V	Livret Agré(e) + 0,6	3,000	V	Livret Agré(e) + 0,6	3,000	A-1	EUR	913,16	122,79	
RESIDENCES DU CANAL - DOMAINE - DOMAINE	2008	P	27 Iges de la Kennedy - PLS Fonor	853	598	16,25	T	V	Livret Agré(e) + 0,6	3,000	V	Livret Agré(e) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	20	
RESIDENCES DU CANAL - DOMAINE - DOMAINE	2008	P	27 Iges de la Kennedy - PLS Fonor	347,00	403,50		T	V	Livret Agré(e) + 0,6	3,000	V	Livret Agré(e) + 0,6	3,000	A-1	EUR	609,79	605,34	

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et d'investissement du FEMIP (1)	Année	Profil	Objet de l'emprunt garanti	Organisme préleur au chef de file	Montant initial	Capital en 01/01/14	Durée relative de la dette	Période de remboursement	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indice ou indice pouvant modifier l'indice	Année garantie au cours de la licence
										Taux (2)	Index (4)	Taux (5)	Taux (2)	Index (4)	Taux (5)			
NECLA	2008	P	Actif	Rue Beaumgard : Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	908	703	35,08	A	V	Liener A/Prestat) + 1,28	Liener A/Prestat) + 1,28	4,20	A-1	EUR	30	111	
NECLA	2008	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	1 361	1 017	25,08	A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-amélioration de 28 logements (P 1)	QDC	900,00	408,96		A	V	Liener A/Prestat) + 0,6	Liener A/Prestat) + 0,6	3,00	A-1	EUR	36	015	
NECLA	2009	P	Actif	Acquisition-améli														

du 14 décembre 2023

Année	Profil	Année de mise en œuvre de l'amortissement du financement (1)	Organisme préleur ou chef de file	Objet de l'emprunt garanti	Montant initial	Capital en début de période	Durée relative	Période des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie (7)	Indice ou indice pouvant modifier l'empreint	Année précédente l'emprunt	Année précédente l'emprunt	
									Taux (3)	Index (4)	Taux (5)	Taux (8)	Index (9)	Niveau de taux					
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	3 ans de Coeur pluri-accès-accès	848	671	27,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	6 ans de Verges PLUS F	165,000	372,96	27,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	22 ans de Verges PLUS F	250	243	37,00	A	V	Liens A (Pré) + 0,6	2,250	V	Liens A (Pré) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17	2010
NEOLIA	2010	P	2010	CDG	2														

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et d'emprunt		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée des remboursements (C)	Taux à la date de vote du budget (6)				Catégorie d'emprunt	Indices ou devises pour le montant emprunté		
	Année	Profil						Taux (3)	Index (4)	Taux initial (5)	Taux actualisé (6)		En intérêts	En capital	
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2005	P	12 Rue Elmhagen Acquisition 1 logt	CDC	23	680,02	14	A	V	Liévé APr(élevé) + 1,15	3,000	V	EUR	622,24	722,20
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2005	P	12 Rue Elmhagen Acquisition 1 logt	CDC	17	97,40	32,83	A	V	Liévé APr(élevé) + 1,15	3,000	V	EUR	588,32	332,19
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2005	P	Mairie de Sutz Acquisition 27 logt	CDC	567	210,75	33,08	A	V	Liévé APr(élevé) + 1,15	3,000	V	EUR	19	10
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2001	P	800 MDP P Forster	CDC	1417	775,86	27,00	A	V	Liévé APr(élevé) + 1,2	4,200	V	EUR	983,73	109,20
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2007	P	Mairie de Sutz Acquisition Amé.13 R. Tschannen	CDC	19	15	34,25	A	V	Liévé APr(élevé) + 1	4,000	V	EUR	639,03	339,96
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2008	P	Mairie de Sutz Acquisition Amé.13 R. Tschannen	CDC	25	17	19,42	A	V	Liévé APr(élevé) + 1	4,000	V	EUR	690,81	749,97
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2008	P	Rue de St Louis PLUS F	CDC	415	330	35,75	A	V	Liévé APr(élevé) + 0,8	2,030	V	EUR	679,52	207,39
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2008	P	Rue de St Louis PLUS	CDC	60	43	25,75	A	V	Liévé APr(élevé) + 0,8	2,030	V	EUR	691,31	624,81
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2007	P	Acquisition Thea Forster & Daguerre	CDC	4000	3,799	33,42	A	V	Liévé APr(élevé) + 0,8	3,050	V	EUR	670,17	101,02
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2007	P	Acquisition 152 Av. Aristide Bland	CDC	350	275	33,42	A	V	Liévé APr(élevé) + 0,8	3,050	V	EUR	471,37	498,90

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et d'emprunt		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée relative des remboursements (2)	Taux à la date de vote du budget (6)						Catégorie d'emprunt	Indices ou devises pour le montant emprunté		Année garantie au cours de l'exercice
	Année	Profil						Taux (3)	Index (4)	Taux actualisé (5)	Taux Index (6)	Index (4)	Niveau des taux				
RESIDENCES DU CANAL - DOMAINE	2008	P	27 logt Av Kennedy - Bonlieu sans	CE	408	300,00	14,15	T	Si Euribor 12M(Postlevé)+5,000	4,278	F	Si Euribor 12M(Postlevé)+5,000	4,278	B-1	EUR	433,43	310,00
RESIDENCES DU CANAL - DOMAINE	2008	P	27 logt Av Kennedy - Bonlieu sans	CE	408	300,00	14,15	T	Si Libor USD 12M(Postlevé)+5,000	4,093	F	Si Libor USD 12M(Postlevé)+5,000	4,093	B-4	EUR	692,00	385,00
SOCIETE MUHOUSSEINE DES OTES	1992	P	Avenue A.Brandt-Rue Roadberg	CDC	905	159	3,07	A	Liévé APr(élevé) + 1,3	5,800	V	Liévé APr(élevé) + 1,3	2,000	A-1	EUR	690,04	895,04
SOCIETE MUHOUSSEINE DES OTES	1987	P	Le Braultien - 3ème Tranche	CDC	2 023	771,59	0,50	A	Liévé APr(élevé) + 0,52	4,844	V	Liévé APr(élevé) + 0,52	1,270	A-1	EUR	763,97	771,59
OUARRRES MUHOUSSEINE DES OTES	1987	P	Le Braultien - 4ème Tranche	CDC	1 308	493,54	0,52	A	Liévé APr(élevé) + 0,52	4,844	V	Liévé APr(élevé) + 0,52	1,270	A-1	EUR	314,16	097,07
SOCIETE MUHOUSSEINE DES OTES	1997	P	5 Rue Valentin - 4 logements	CDC	93	915,07	5,00	A	Liévé APr(élevé) + 0,8	4,300	V	Liévé APr(élevé) + 0,8	3,800	A-1	EUR	391,06	346,70
SOCIETE MUHOUSSEINE DES OTES	1997	P	1 RUE DE CHALMRE - TRAVAUX	CDC	93	915,07	5,42	A	Liévé APr(élevé) + 0,8	4,300	V	Liévé APr(élevé) + 0,8	3,800	A-1	EUR	481,91	151,15
OUARRRES MUHOUSSEINE DES OTES	1998	P	8 rue du Gaz	CDC	7 812,28	626,01	8,17	A	Liévé APr(élevé) + 0,8	3,920	V	Liévé APr(élevé) + 0,8	3,800	A-1	EUR	99,08	301,17
OUARRRES SOCIETE MUHOUSSEINE DES OTES	1999	P	76 rue Leblanc	CDC	7 786,96	972,61	9,00	A	Liévé APr(élevé) + 0,8	3,900	V	Liévé APr(élevé) + 0,8	3,800	A-1	EUR	83,33	304,15
SOCIETE MUHOUSSEINE DES OTES	2000	P	11 rue des Gains	CDC	16	107,97	9,92	A	Liévé APr(élevé) + 0,8	3,900	V	Liévé APr(élevé) + 0,8	3,800	A-1	EUR	228,04	615,4

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'emprunt		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée réels des remboursements (C)	Taux à la date de vote du budget (6)				Catégorie d'emprunt	Indices ou devises pour le montant emprunté		
	Année	Profil						Taux (3)	Index (4)	Taux réel (5)	Index (6)		En intérêts (8)	En capital (9)	
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2008	P	Acquisition-améli. 38 Av. d'Albach (P. J. A. Forster)	CDC	19	14 034,28	36,33	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	V	EUR	322,19	390,35
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2008	P	Acquisition-améli. 38 Av. d'Albach (P. J. A. Forster)	CDC	190	131 600,90	26,33	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	V	EUR	3	4
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2008	P	Acq. Avois. Rue. Borneau Gers-du-Haut (P. L. F.)	CDC	390	292 141,46	34,83	A	V	Liévé APr(élevé) + 0,6	3,000	A-1	EUR	179,89	900,50
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V	Liévé APr(élevé) + (-0,7)	2,030	A-1	EUR	9	15
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soitz - P. J. A. Forster	CDC	600	414 901,03	26,67	A	V						

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et d'amortissement du financement (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pour le montant emprunté		Annuel garanti au cours de l'exercice
	Année	Profil						Taux (3)	Index (4)	Taux actualisé (5)	Taux (3)	Index (4)	Taux actualisé (5)		Niveau de taux	monnaie	
SOCIÉTÉ MULHOUSE DES CÔTES OUVRIÈRES	2010	P	6-8 rue de la République - Eco prêt	CDC	240 000,00	38 040,55	1,63	A	F	Taux fixe à 1,9 %	1,900	F	Taux fixe à 1,9 %	1,900	A-1	EUR	984,89 253,77
SOCIÉTÉ MULHOUSE DES CÔTES OUVRIÈRES	2012	P	Immeuble Esplan - 5 porte de Bâle - PLUS	CDC	1 972 547,45	1 541 251,18	28,83	A	V	Lower A(Prêt) + 0,6	2,950	V	Lower A(Prêt) + 0,6	3,000	A-1	EUR	55 43 463,96 400,08
SOCIÉTÉ MULHOUSE DES CÔTES OUVRIÈRES	2012	P	Immeuble Esplan - 5 porte de Bâle - PLUS F	CDC	889 302,08	749 041,56	38,83	A	V	Lower A(Prêt) + 0,6	2,950	V	Lower A(Prêt) + 0,6	3,000	A-1	EUR	29 15 279,89 421,90
SOCIÉTÉ MULHOUSE DES CÔTES OUVRIÈRES	2012	P	5 rue Georges ZEROT - PLAIF	CDC	67 607,00	54 813,22	32,23	A	V	Lower A(Prêt) + (-0,2)	2,050	V	Lower A(Prêt) + (-0,2)	2,000	A-1	EUR	1 1 524,77 326,35
SOCIÉTÉ MULHOUSE DES CÔTES OUVRIÈRES	2012	P	5 rue Georges ZEROT - PLAIF	CDC	172 822,00	150 364,12	26,23	A	V	Lower A(Prêt) + (-0,2)	2,050	V	Lower A(Prêt) + (-0,2)	2,000	A-1	EUR	3 4 463,32 390,20
SOCIÉTÉ MULHOUSE DES CÔTES OUVRIÈRES	2012	P	Les Jardins Neppert - 51 logements localité - PLUS	CDC	5 500 000,00	4 384 945,08	28,42	A	V	Lower A(Prêt) + 0,6	2,950	V	Lower A(Prêt) + 0,6	3,000	A-1	EUR	157 120 850,08 191,26
SOCIÉTÉ MULHOUSE DES CÔTES OUVRIÈRES	2012	P	Les Jardins Neppert - 51 logements localité - PLUS F	CDC	666 000,00	558 870,48	38,42	A	V	Lower A(Prêt) + 0,6	2,950	V	Lower A(Prêt) + 0,6	3,000	A-1	EUR	18 11 937,51 552,81
SOCIÉTÉ MULHOUSE DES CÔTES OUVRIÈRES	2012	P	Les Valéris - 72 gpe - PLUS F	CDC	1 140 822,34	1 314 522,34	38,58	A	V	Lower A(Prêt) + 1,07	3,320	V	Lower A(Prêt) + 1,07	4,070	A-1	EUR	48 24 411,28 889,11
SOCIÉTÉ MULHOUSE DES CÔTES OUVRIÈRES	2012	P	Les Valéris - 72 gpe - PLUS	CDC	1 610 1 291 000,00	1 281 814,08	26,58	A	V	Lower A(Prêt) + 1,07	3,320	V	Lower A(Prêt) + 1,07	4,070	A-1	EUR	52 35 169,53 329,44
SOCIÉTÉ MULHOUSE DES CÔTES OUVRIÈRES	2012	P	Les Valéris - 72 gpe - complément PLUS	CDC	310 600,00	2 360 333,37	38,58	A	V	Lower A(Prêt) + 1	3,250	V	Lower A(Prêt) + 1	4,000	A-1	EUR	95 60 753,53 464,02

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'emprunt		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Périodicité des remboursements (2)	Taux à la date de vote du budget (6)				Catégorie d'emprunt (1)	Indices ou devises pour le montant emprunté				
	Année	Profil						Taux (3)	Index (4)	Taux actualisé (5)	Niveau de taux		Taux (1)	Devises			
SOCIÉTÉ MULHOUSE DES CÔTES OUVRIÈRES	2009	P	9 Rue de la Dole - PLUS	CDC	362 171,02	362 171,02	A	V	Libéré Ap(Prêt) + 0,6	2,950	Y	Libéré Ap(Prêt) + 0,6	3,000	A-1	EUR	9 827,35	376 000,00
SOCIÉTÉ MULHOUSE DES CÔTES OUVRIÈRES	2009	P	4-6 Rue des Minors 3 5 rue François 13 Immeuble - PLUS AS	CDC	469 683,00	469 683,00	A	V	Libéré Ap(Prêt) + 0,25	1,500	Y	Libéré Ap(Prêt) + 0,25	3,250	A-1	EUR	4 983,08	981 000,00
SOCIÉTÉ MULHOUSE DES CÔTES OUVRIÈRES	2009	P	27 rue Thérèse - PLUS F	CDC	133 500,00	133 500,00	A	V	Libéré Ap(Prêt) + 0,6	1,850	Y	Libéré Ap(Prêt) + 0,6	3,000	A-1	EUR	946,02	1416 000,00
SOCIÉTÉ MULHOUSE DES CÔTES OUVRIÈRES	2009	P	70 rue Laurent - PLUS F	CDC	338 988,04	338 988,04	A	V	Libéré Ap(Prêt) + 0,6	2,850	Y	Libéré Ap(Prêt) + 0,6	3,000	A-1	EUR	10 203,22	648 000,00
SOCIÉTÉ MULHOUSE DES CÔTES OUVRIÈRES	2009	P	27 rue Thérèse - PLUS	CDC	469 703,77	469 703,77	A	V	Libéré Ap(Prêt) + 0,6	1,850	Y	Libéré Ap(Prêt) + 0,6	3,000	A-1	EUR	12 461,35	988 450,00
SOCIÉTÉ MULHOUSE DES CÔTES OUVRIÈRES	2009	P	70 rue Laurent - PLUS	CDC	76 115,58	76 115,58	A	V	Libéré Ap(Prêt) + 0,6	2,850	Y	Libéré Ap(Prêt) + 0,6	3,000	A-1	EUR	2 114,07	802 790,00
SOCIÉTÉ MULHOUSE DES CÔTES OUVRIÈRES	2010	P	12 rue Franklin - PLUS F	CDC	434 353,74	434 353,74	A	V	Libéré Ap(Prêt) + 0,6	2,850	Y	Libéré Ap(Prêt) + 0,6	3,000	A-1	EUR	13 074,79	760 540,00
SOCIÉTÉ MULHOUSE DES CÔTES OUVRIÈRES	2010	P	12 rue Franklin - PLUS	CDC	191 332,48	191 332,48	A	V	Libéré Ap(Prêt) + 0,6	2,850	Y	Libéré Ap(Prêt) + 0,6	3,000	A-1	EUR	5 315,38	531 000,00
SOCIÉTÉ MULHOUSE DES CÔTES OUVRIÈRES	2010	P	15 rue de la Fraternité - PLAIF	CDC	54 900,00	54 900,00	A	V	Libéré Ap(Prêt) + (-0,2)	1,050	Y	Libéré Ap(Prêt) + (-0,2)	2,800	A-1	EUR	1 217,46	112 000,00
SOCIÉTÉ MULHOUSE DES CÔTES OUVRIÈRES	2011	P	Nue trache - 71 rue de Phaslat - PLUS F	CDC	310 260,34	310 260,34	A	V	Libéré Ap(Prêt) + 0,6	2,850	Y	Libéré Ap(Prêt) + 0,6	3,000	A-1	EUR	6 988,06	476 000,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pour le montant emprunté		
	Année	Profil						Taux (3)	Index (4)	Taux actualisé (5)	Index (4)	Taux actualisé (5)	Index (4)		Niveau de taux	monnaie	taux
SOCIÉTÉ MULHOUSE DES CÔTES OUVRIÈRES	2014	P	37 rue Cail	CDC	53 539,47	21 430,95	5,08	A	V	Linear Ap(Prêt) + 1,2	2,450	V	Linear Ap(Prêt) + 1,2	2,450	A-1	EUR	352,28 605,16
SOCIÉTÉ MULHOUSE DES CÔTES OUVRIÈRES	2014	P	15 rue J. HELMANN	CDC	110,13	94,65	7,08	A	V	Linear Ap(Prêt) + 1,2	2,450	V	Linear Ap(Prêt) + 1,2	2,450	A-1	EUR	194,15 144,30
SOCIÉTÉ MULHOUSE DES CÔTES OUVRIÈRES	2013	P	RUE KROCHLIN - REHABILITATION	CDC	11 152,55	900,07	4,03	A	V	Linear Ap(Prêt) + 1,2	2,400	V	Linear Ap(Prêt) + 1,2	2,450	A-1	EUR	112,47 603,26
SOCIÉTÉ MULHOUSE DES CÔTES OUVRIÈRES	2013	P	5 RUE CERF	CDC	13 897,89	5,03	4,03	A	V	Linear Ap(Prêt) + 1,2	2,400	V	Linear Ap(Prêt) + 1,2	2,450	A-1	EUR	140,18 626,31
SOCIÉTÉ MULHOUSE DES CÔTES OUVRIÈRES	2013	P	22-24 rue Chateaubriand	CDC	108 864,26	38 475	4,75	A	V	Linear Ap(Prêt) + 1,2	2,400	V	Linear Ap(Prêt) + 1,2	2,450	A-1	EUR	890,87 219,20
SOCIÉTÉ MULHOUSE DES CÔTES OUVRIÈRES	2014	P	13 RUE DE LA FOUILLE	CDC	40 167,62	16,00	5,00	A	V	Linear Ap(Prêt) + 1,2	2,450	V	Linear Ap(Prêt) + 1,2	2,450	A-1	EUR	390,06 711,47
SOCIÉTÉ MULHOUSE DES CÔTES OUVRIÈRES	2015	P	construction 8 gpe Angle rue Neppert / Butler PLUS	CDC	840 000,00	704 431,60	31,25	A	V	Linear Ap(Prêt) + 0,6	1,000	V	Linear Ap(Prêt) + 0,6	1,000	A-1	EUR	11 270,91 485,27
SOCIÉTÉ MULHOUSE DES CÔTES OUVRIÈRES	2015	P	construction 8 gpe Angle rue Neppert / Butler PLUS F	CDC	134 117 000,00	117 863,01	41,23	A	V	Linear Ap(Prêt) + 0,6	1,000	V	Linear Ap(Prêt) + 0,6	1,000	A-1	EUR	1 865,52 222,20
SOCIÉTÉ MULHOUSE DES CÔTES OUVRIÈRES	2018	P	800000 P.Tax	CDC	1 447 172,16	1 115 362,16	23,87	A	V	Linear Ap(Prêt) + 1,2	1,950	V	Linear Ap(Prêt) + 1,2	4,200	A-1	EUR	46 644,37 600,31
SOCIÉTÉ MULHOUSE DES CÔTES OUVRIÈRES	2018	P	Cité Marianne Soutier 3	CDC	538 973,33	464 393,46	38,50	A	V	Linear Ap(Prêt) + 1,2	1,950	V	Linear Ap(Prêt) + 1,2	4,200	A-1	EUR	19 500,73 699,36

Année de mobilisation et profil d'emprunt														Catégorie d'emprunt (1)	Taux à la date de vote du budget (6)				Indices ou devises pour le montant emprunté
Désignation du bénéficiaire	Année	Profil	Objet de l'emprunt garanti		Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)							
									Taux (3)	Index (4)	Taux actualisé (5)	Index (4)	Niveau de taux						
SOCIÉTÉ MULHOUSE DES CÔTES OUVRIÈRES	2011	P	166 rue trache - 71 rue de Phaslat - PLUS		CDC	1.451 340,25	1.194 045,25	A	V	Libéré Ap(Prêt) + 0,6	2,950	Y	Libéré Ap(Prêt) + 0,6	3,000	A-1	EUR	30 000,00		
SOCIÉTÉ MULHOUSE DES CÔTES OUVRIÈRES	2011	P	166 rue trache - 71 rue de Phaslat - PLAIF		CDC	71 947,38	59 38,00	A	V	Libéré Ap(Prêt) + (-0,2)	2,500	Y	Libéré Ap(Prêt) + (-0,2)	2,800	A-1	EUR	1 032,73		
SOCIÉTÉ MULHOUSE DES CÔTES OUVRIÈRES	2011	P	166 rue trache - 71 rue de Phaslat - PLAIF		CDC	425 283,84	335 28,00	A	V	Libéré Ap(Prêt) + (-0,2)	2,000	Y	Libéré Ap(Prêt) + (-0,2)	2,800	A-1	EUR	899,84		
SOCIÉTÉ MULHOUSE DES CÔTES OUVRIÈRES	2010	P	166 rue trache - 71 rue de Phaslat - PTHPEP		CDC	236 200,00	199 23,25	A	V	Libéré Ap(Prêt) + (-0,3)	0,950	Y	Libéré Ap(Prêt) + (-0,3)	2,700	A-1	EUR	598,77		
SOCIÉTÉ MULHOUSE DES CÔTES OUVRIÈRES	2011	P	26 rue trache - 71 rue de Phaslat - PLUS F		CDC	438 462,07	371 468,00	A	V	Libéré Ap(Prêt) + 0,6	2,950	Y	Libéré Ap(Prêt) + 0,6	3,000	A-1	EUR	665,05		
SOCIÉTÉ MULHOUSE DES CÔTES OUVRIÈRES	2011	P	26 rue trache - 71 rue de Phaslat - PLUS		CDC	1 801 663,76	1 432 807,86	A	V	Libéré Ap(Prêt) + 0,6	2,950	Y	Libéré Ap(Prêt) + 0,6	3,000	A-1	EUR	317 42 247,80		
SOCIÉTÉ MULHOUSE DES CÔTES OUVRIÈRES	2011	P	26 rue trache - 71 rue de Phaslat - PLAIF		CDC	87 71 081,06	71 38,00	A	V	Libéré Ap(Prêt) + (-0,2)	2,000	Y	Libéré Ap(Prêt) + (-0,2)	2,800	A-1	EUR	209,97		
SOCIÉTÉ MULHOUSE DES CÔTES OUVRIÈRES	2011	P	26 rue trache - 71 rue de Phaslat - PLAIF		CDC	438 312 000,00	312 530,07	A	V	Libéré Ap(Prêt) + (-0,2)	2,000	Y	Libéré Ap(Prêt) + (-0,2)	2,800	A-1	EUR	5 10 925,54		
SOCIÉTÉ MULHOUSE DES CÔTES OUVRIÈRES	2010	P	26 rue trache - 71 rue de Phaslat - PTHPEP		CDC	290 700,00	250 630,34	A	V	Libéré Ap(Prêt) + (-0,3)	0,950	Y	Libéré Ap(Prêt) + (-0,3)	2,700	A-1	EUR	423,12		
SOCIÉTÉ MULHOUSE DES CÔTES OUVRIÈRES	2010	P	15 rue de la Fraternité - PLAIF		CDC	100 900,00	86 26,17	A	V	Libéré Ap(Prêt) + (-0,2)	1,050	Y	Libéré Ap(Prêt) + (-0,2)	2,800	A-1	EUR	498,28		

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et d'engagement du Comptant (L)		Opérations effectuées au profit ou au préjudice du chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Périodicité des versements (A)	Taux initial		Taux à la date de vote du budget (B)		Catégorie des emprunts (F)	Indices ou devises pour modifier le montant emprunté (G)	Annuelle garantie au cours de l'exercice
	Année	Profil					Taux (B)	Index (A)	Taux (B)	Index (A)			
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2017	P	Réhabilitation 30 logements - 38 à 42 rue de la Paix	270 000,00	343 418,30	A	V	Liens A (Prêt) + (-0,45)	0,50	V	Liens A (Prêt) + (-0,45)	2,50	A-1
TOTAL				270 000,00	343 418,30								

- (1) Indiquer C pour aménagement constructif, P pour aménagement préjudiciable, F pour fin, X pour autres (à préciser).
- (2) Indiquer la périodicité des versements: A, annuelle; B, trimestrielle; T, trimestrielle; X, autre.
- (3) Type de taux d'intérêt: F, fixe; V, variable; L, à la date de vote du budget.
- (4) Indiquer le type d'intérêt: C, fixe; V, variable; L, à la date de vote du budget.
- (5) Taux non opérationnel hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le taux à la date de vote du budget.
- (6) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple: A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire ICB/101/5077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).
- (7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple: A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire ICB/101/5077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).
- (8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 60111 « Intérêts et décharges » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES		IV	
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN		B7.4	
CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT			
Calcul du ratio (1)		Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	2 831 415,86	
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00	
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	25 949 128,00	
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00	
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	I = A + B + C + D	28 800 543,86	
Recettes réelles de fonctionnement	II	164 000 000,00	
Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)		I / II	
		15,99	

- (1) Ratio défini aux articles L. 420-1 ou L. 420-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.
- (2) Les opérations visées par l'article L. 420-2 ou L. 420-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.
- (3) Les opérations visées par l'article L. 420-2 ou L. 420-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.
- (4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et d'engagement du Comptant (L)		Opérations effectuées au profit ou au préjudice du chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Périodicité des versements (A)	Taux initial		Taux à la date de vote du budget (B)		Catégorie des emprunts (F)	Indices ou devises pour modifier le montant emprunté (G)	Annuelle garantie au cours de l'exercice
	Année	Profil					Taux (B)	Index (A)	Taux (B)	Index (A)			
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2018	P	CDI Marianne Secour 2	307 985,01	308 409,86	A	V	Liens A (Prêt) + 1,2	1,50	V	Liens A (Prêt) + 1,2	4,20	A-1
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2018	P	CDI Marianne Secour 5	508 579,28	508 740,58	A	V	Liens A (Prêt) + 1,2	1,50	V	Liens A (Prêt) + 1,2	4,20	A-1
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2018	P	CDI Marianne Secour 4	405,42	405,42	A	V	Liens A (Prêt) + 1,2	1,50	V	Liens A (Prêt) + 1,2	4,20	A-1
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2018	P	CDI Marianne Secour 1	391 843,30	391 843,30	A	V	Liens A (Prêt) + 1,2	1,50	V	Liens A (Prêt) + 1,2	4,20	A-1
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2018	P	Mult. Bourcier Ass. - am. 6 ggs	57 077,22	57 077,22	A	V	Liens A (Prêt) + 1,15	1,50	V	Liens A (Prêt) + 1,15	4,15	A-1
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2018	P	Mult. Bourcier Ass. - am. 27 ggs	190 261,50	190 864,45	A	V	Liens A (Prêt) + 1,15	1,50	V	Liens A (Prêt) + 1,15	4,15	A-1
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2018	P	6-8 rue de la Providence - PAM	52 032,06	52 032,06	A	V	Liens A (Prêt) + 0,6	1,50	V	Liens A (Prêt) + 0,6	3,00	A-1
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2018	P	Les Ombrières 12 à 16 rue Lorent - 12 pavillons	249 913,35	249 913,35	A	V	Liens A (Prêt) + 0,6	1,50	V	Liens A (Prêt) + 0,6	3,00	A-1
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2018	P	98-100 AVENUE ANTOINETTE BENOIST	149 203,07	149 596,07	A	V	Liens A (Prêt) + 1,2	1,50	V	Liens A (Prêt) + 1,2	4,20	A-1
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2018	P	4 rue de Strasbourg	79 798,12	79 158,73	A	V	Liens A (Prêt) + 1,2	1,50	V	Liens A (Prêt) + 1,2	4,20	A-1

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et d'engagement du Comptant (L)		Opérations effectuées au profit ou au préjudice du chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Périodicité des versements (A)	Taux initial		Taux à la date de vote du budget (B)		Catégorie des emprunts (F)	Indices ou devises pour modifier le montant emprunté (G)	Annuelle garantie au cours de l'exercice
	Année	Profil					Taux (B)	Index (A)	Taux (B)	Index (A)			
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2018	P	LE SQUARE - HILCOISEMENTS	1 000 557,04	507 506,40	A	V	Liens A (Prêt) + 1,2	1,50	V	Liens A (Prêt) + 1,2	4,20	A-1
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2018	P	LE SQUARE 26 TRANCHE 60 COTIS	816 881,25	804 862,27	A	V	Liens A (Prêt) + 1,2	1,50	V	Liens A (Prêt) + 1,2	4,20	A-1
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2018	P	résidence de Lude rue de la Providence 11 ggs	338 351,08	324 796,23	A	V	Liens A (Prêt) + 1,2	1,50	V	Liens A (Prêt) + 1,2	4,20	A-1
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2018	P	Avenue A. Brand-Rue Schwab	598 872,84	436 911,42	A	V	Liens A (Prêt) + 1,2	1,50	V	Liens A (Prêt) + 1,2	4,20	A-1
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2018	P	RUE DE JALLO	407 831,04	323 206,43	A	V	Liens A (Prêt) + 1,2	1,50	V	Liens A (Prêt) + 1,2	4,20	A-1
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2018	P	15 rue J. HELLMAN	85 998,05	85 286,08	A	V	Liens A (Prêt) + 1,2	1,50	V	Liens A (Prêt) + 1,2	4,20	A-1
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2018	P	92 Avenue Ar. Brand	471 333,19	333 386,20	A	V	Liens A (Prêt) + 1,2	1,50	V	Liens A (Prêt) + 1,2	4,20	A-1
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2018	P	65-67-69 rue de Plaisance - 38 ggs - PAM	194 778,46	136 875,09	A	V	Liens A (Prêt) + 0,6	1,50	V	Liens A (Prêt) + 0,6	3,00	A-1
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2018	P	Rue de la 17ème Le Flammion	1 443 1 443	1 273 1 273	A	V	Liens A (Prêt) + 0,6	1,50	V	Liens A (Prêt) + 0,6	3,00	A-1
SOCIETE MULHOUSEINE DES CITES OUVRIERES	2015	P	4 à 20 et 5 à 9 Saint-Rue PAM	1 596 200,00	1 596 470,00	A	V	Liens A (Prêt) + 0,6	1,50	V	Liens A (Prêt) + 0,6	3,00	A-1

IV – ANNEXES				IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N				B9

CATEGORIES (1)	EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET			EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET			TOTAL			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES		
	EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)	500	0,00	500,00	5,00	4,00	9,00	5,00	4,00	9,00	4,00	0,00	4,00
Directeur général des services	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	1,00
Directeur général adjoint des services	4,00	0,00	4,00	4,00	3,00	7,00	4,00	3,00	7,00	0,00	0,00	7,00
Directeur général des services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SDIS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FLIERE ADMINISTRATIVE (b)	390,00	7,00	397,00	397,00	235,00	162,00	397,00	235,00	162,00	120,00	120,00	345,00
ADJOINTS ADMINISTRATIFS	132,00	7,00	139,00	139,00	126,00	13,00	139,00	126,00	13,00	20,00	0,00	20,00
ADMINISTRATEURS	4,00	0,00	4,00	4,00	4,00	0,00	4,00	4,00	0,00	2,00	0,00	2,00
ATTACHES TERRITORIAUX	142,00	0,00	142,00	142,00	60,00	82,00	142,00	60,00	82,00	63,00	0,00	63,00
COLLABORATEUR DE CABINET	5,00	0,00	5,00	5,00	1,00	4,00	5,00	1,00	4,00	1,00	0,00	1,00
CONSEILLER GENL ADJOINT DES SERVICES	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	2,00
REDACTEURS TERRITORIAUX	87,00	0,00	87,00	87,00	44,00	43,00	87,00	44,00	43,00	34,00	0,00	34,00
FLIERE TECHNIQUE (c)	576,00	107,00	683,00	683,00	643,00	40,00	683,00	643,00	40,00	734,00	91,00	825,00
ADJOINTS TECHNIQUES	408,00	106,00	514,00	514,00	513,00	1,00	514,00	513,00	1,00	60,00	0,00	60,00
AGENTS DE MAITRISE	80,00	1,00	81,00	81,00	77,00	4,00	81,00	77,00	4,00	5,00	0,00	5,00
TERRITORIAUX CHIEF	3,00	0,00	3,00	3,00	4,00	0,00	4,00	4,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TERRITORIAUX	21,00	0,00	21,00	21,00	18,00	3,00	21,00	18,00	3,00	23,00	0,00	23,00
INGENIEURS TERRITORIAUX	64,00	0,00	64,00	64,00	64,00	0,00	64,00	64,00	0,00	52,00	0,00	52,00
FLIERE SOCIALE (d)	41,00	201,00	242,00	242,00	95,00	147,00	242,00	95,00	147,00	25,00	217,00	242,00
AGENTS SOCIAUX TERRITORIAUX	6,00	0,00	6,00	6,00	0,00	6,00	6,00	0,00	6,00	0,00	0,00	0,00
AGENTS TERR SPEC ECOLES	0,00	195,00	195,00	195,00	83,00	112,00	195,00	83,00	112,00	4,00	0,00	4,00
MATERNELLES	25,00	1,00	26,00	26,00	4,00	22,00	26,00	4,00	22,00	16,00	0,00	16,00
TERR SOCIO-EDUCATIF A	3,00	0,00	3,00	3,00	1,00	2,00	3,00	1,00	2,00	1,00	0,00	1,00
CONSEILLERS TERR	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2,00	0,00	2,00
SOCIO-EDUCATIFS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
65748	Subvention de fonctionnement	SUB FONCTIONNEMENT AMICALE DU PERSONNEL	A.AFFECTER	Association	500 945,00
65748	Subvention de fonctionnement	SUB FONCTIONNEMENT AMICALE DU PERSONNEL	A.AFFECTER	Association	486 000,00
65748	Subvention de fonctionnement	SUB FONCTIONNEMENT AMICALE DU PERSONNEL	A.AFFECTER	Association	402 313,00
65748	Subvention de fonctionnement	SUB FONCTIONNEMENT AMICALE DU PERSONNEL	A.AFFECTER	Association	254 700,00
65748	Subvention de fonctionnement	SUB FONCTIONNEMENT AMICALE DU PERSONNEL	A.AFFECTER	Association	238 310,00
65748	Subvention de fonctionnement	SUB FONCTIONNEMENT AMICALE DU PERSONNEL	A.AFFECTER	Association	229 850,00
65748	Subvention de fonctionnement	SUB FONCTIONNEMENT AMICALE DU PERSONNEL	A.AFFECTER	Association	215 720,00
65748	Subvention de fonctionnement	SUB FONCTIONNEMENT AMICALE DU PERSONNEL	A.AFFECTER	Association	207 215,00
65748	Subvention de fonctionnement	SUB FONCTIONNEMENT AMICALE DU PERSONNEL	A.AFFECTER	Association	129 200,00
65748	Subvention de fonctionnement	SUB FONCTIONNEMENT AMICALE DU PERSONNEL	A.AFFECTER	Association	80 000,00
65748	Subvention de fonctionnement	SUB FONCTIONNEMENT AMICALE DU PERSONNEL	A.AFFECTER	Association	55 000,00
65748	Subvention de fonctionnement	SUB FONCTIONNEMENT AMICALE DU PERSONNEL	A.AFFECTER	Association	55 000,00
65748	Subvention de fonctionnement	SUB FONCTIONNEMENT AMICALE DU PERSONNEL	A.AFFECTER	Association	48 800,00
65748	Subvention de fonctionnement	SUB FONCTIONNEMENT AMICALE DU PERSONNEL	A.AFFECTER	Association	45 800,00
65748	Subvention de fonctionnement	SUB FONCTIONNEMENT AMICALE DU PERSONNEL	A.AFFECTER	Association	44 100,00
65748	Subvention de fonctionnement	SUB FONCTIONNEMENT AMICALE DU PERSONNEL	A.AFFECTER	Association	37 400,00
65748	Subvention de fonctionnement	SUB FONCTIONNEMENT AMICALE DU PERSONNEL	A.AFFECTER	Association	25 365,00
65748	Subvention de fonctionnement	SUB FONCTIONNEMENT AMICALE DU PERSONNEL	A.AFFECTER	Association	24 000,00
65748	Subvention de fonctionnement	SUB FONCTIONNEMENT AMICALE DU PERSONNEL	A.AFFECTER	Association	20 000,00
65748	Subvention de fonctionnement	SUB FONCTIONNEMENT AMICALE DU PERSONNEL	A.AFFECTER	Association	20 000,00
65748	Subvention de fonctionnement	SUB FONCTIONNEMENT AMICALE DU PERSONNEL	A.AFFECTER	Association	19 800,00
65748	Subvention de fonctionnement	SUB FONCTIONNEMENT AMICALE DU PERSONNEL	A.AFFECTER	Association	15 000,00

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
65748	Subvention de fonctionnement	SUB FONCTIONNEMENT VILLE DES INTELLIGENCES	A.AFFECTER	Association	15 000,00
65748	Subvention de fonctionnement	SUB FONCTIONNEMENT VILLE DES INTELLIGENCES	A.AFFECTER	Association	9 810,00
65748	Subvention de fonctionnement	SUB FONCTIONNEMENT ASSOCIATIONS DE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES	A.AFFECTER	Association	7 000,00
65748	Subvention de fonctionnement	SUB FONCTIONNEMENT CULTES NON CONCORDATAIRES	A.AFFECTER	Association	5 000,00
65748	Subvention de fonctionnement	SUB FONCTIONNEMENT CONCORDATAIRES	A.AFFECTER	Association	5 000,00
65748	Subvention de fonctionnement	SUB FONCTIONNEMENT OFFICE MUNICIPAL DES SOCIETES PATRIOTIQUES ET D'ANCIENTS	A.AFFECTER	Association	4 250,00
65748	Subvention de fonctionnement	SUB FONCTIONNEMENT OFFICE MUNICIPAL DES SOCIETES PATRIOTIQUES ET D'ANCIENTS	A.AFFECTER	Association	4 000,00
65748	Subvention de fonctionnement	SUB FONCTIONNEMENT PROMOTION DIVERSITE	A.AFFECTER	Association	4 000,00
65748	Subvention de fonctionnement	SUB FONCTIONNEMENT SPA	A.AFFECTER	Association	3 900,00
65748	Subvention de fonctionnement	SUB FONCTIONNEMENT CLOUSTES ASSOCIES POUR CLOUSTES ASSOCIES	A.AFFECTER	Association	3 900,00
65748	Subvention de fonctionnement	SUB FONCTIONNEMENT AMICALE DES SAPEURS	A.AFFECTER	Association	2 900,00
65748	Subvention de fonctionnement	SUB FONCTIONNEMENT AMICALE DES SAPEURS	A.AFFECTER	Association	2 285,00
65748	Subvention de fonctionnement	SUB FONCTIONNEMENT AMICALE DU PERSONNEL	A.AFFECTER	Association	2 040,00
65748	Subvention de fonctionnement	SUB FONCTIONNEMENT COLLEGE KENNEDY	A.AFFECTER	Association	2 000,00
65748	Subvention de fonctionnement	SUB FONCTIONNEMENT COLLEGE KENNEDY	A.AFFECTER	Association	2 000,00
65748	Subvention de fonctionnement	SUB FONCTIONNEMENT POLICE NATIONALE	A.AFFECTER	Association	1 100,00
65748	Subvention de fonctionnement	SUB FONCTIONNEMENT JEUNES SAPEURS	A.AFFECTER	Association	800,00
65748	Subvention de fonctionnement	SUB FONCTIONNEMENT LA PREVENTION ROUTIERE	A.AFFECTER	Association	500,00
65748	Subvention de fonctionnement	SUB FONCTIONNEMENT PREVENTION ROUTIERE	A.AFFECTER	Association	500,00
65748	Subvention de fonctionnement	SUB FONCTIONNEMENT INSTITUT DU DROIT LOCAL ALSACE MOSELLAN	A.AFFECTER	Association	500,00
65748	Subvention de fonctionnement	SUB FONCTIONNEMENT CLUB DEDICATION CANINE	A.AFFECTER	Association	500,00
65748	Subvention de fonctionnement	SUB FONCTIONNEMENT AMICALE POLICE DE MULHOUSE	A.AFFECTER	Association	500,00

(1) Subvention sociale, d'opération de la subvention.
(2) Dotation ou subvention d'investissement.
(3) Dotation pour l'achat et l'entretien de la subvention.

CATEGORIES (2)	EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET			EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET			TOTAL			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES		
	EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EDUCATEUR JEUNES ENFANTS CATA	7,00	0,00	7,00	14,00	7,00	21,00	14,00	7,00	21,00	11,00	0,00	11,00
FLIERE MEDICO-SOCIALE (e)	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00	2,00	0,00	2,00
AUXILIAIRES PUERULT TERRITORIAUX	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	0,00	1,00
MEDICONS TERRITORIAUX	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	1,00
FLIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FLIERE SPORTIVE (g)	8,00	0,00	8,00	8,00	0,00	8,00	8,00	0,00	8,00	12,00	0,00	12,00
CONSEILLER TERR ACT PHYS ET SPORT	2,00	0,00	2,00	2,00	3,00	5,00	2,00	3,00	5,00	3,00	0,00	3,00
SPORT	4,00	0,00	4,00	4,00	3,00	7,00	4,00	3,00	7,00	6,00	0,00	6,00
OPERATEURS TERR ACT PHYS ET SPORT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3,00	0,00	3,00
FLIERE CULTURELLE (h)	189,00	21,00	210,00	210,00	111,00	99,00	210,00	111,00	99,00	187,00	23,00	210,00
TER VIOLON SOLO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	0,00	1,00
ADJOINTS TERRITORIAUX DU PATRIMOINE	34,00	0,00	34,00	34,00	26,00	8,00	34,00	26,00	8,00	0,00	0,00	0,00
ADJOINTS DE CONSERVATION TERR	3,00	0,00	3,00	3,00	20,00	17,00	3,00	20,00	17,00	26,00	0,00	26,00
ASSISTANTS TERR ENSEIGN ARTISTIQ	21,00	18,00	39,00	39,00	24,00	15,00	39,00	24,00	15,00	36,00	0,00	36,00
ATTACHES DE CONSERVATION	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00	2,00	0,00	2,00
BIBLIOTHECAIRES TERRIT	5,00	0,00	5,00	5,00	4,00	1,00	5,00	4,00	1,00	4,00	0,00	4,00
BIBLIOTHECAIRES TERR DE BIBLIOTHEQUE	3,00	0,00	3,00	3,00	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00	0,00	3,00
CONSERVATEURS TERR DU PATRIMOINE	3,00	0,00	3,00	3,00	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00	0,00	3,00
DIRECTEUR ETABLISSEMENT ENSEIGNEMENT	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
DIRECTEUR ETABLISSEMENT ENSEIGNEMENT	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
ENSEIGNANT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	0,00	1,00
MUSICIEN 1ERE CATEGORIE	56,00	0,00	56,00	56,00	0,00	56,00	56,00	0,00	56,00	0,00	0,00	0,00
MUSICIEN 2EME CATEGORIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20,00	0,00	20,00
MUSICIEN 3EME CATEGORIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11,00	0,00	11,00
PROFESSEURS ENSEIGNEMENT	3,00	0,00	3,00	3,00	31,00	28,00	3,00	31,00	28,00	17,00	0,00	17,00
FLIERE ANIMATION (i)	6,00	0,00	6,00	6,00	5,00	1,00	6,00	5,00	1,00	3,00	0,00	3,00
ADJOINTS TERRIT	4,00	0,00	4,00	4,00	3,00	1,00	4,00	3,00	1,00	2,00	0,00	2,00
ANIMATEURS TERRIT	2,00	0,00	2,00	2,00	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	1,00	0,00	1,00

[illegible]

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)		EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES	
		EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES
FLIERE POLICE (i)		75,00	75,00	72,00	0,00
AGENTS DE POLICE MUNICIPALE	C	67,00	67,00	65,00	0,00
AGENTS DE SERVICE DE POLICE MUNICIPAUX	B	7,00	7,00	6,00	0,00
DIRECTEURS DE POLICE MUNICIPALE	A	1,00	1,00	1,00	0,00
FLIERE SAPEURS-POMPIERS (N)		0,00	0,00	0,00	0,00
EMPLOIS NON CITES (i) (5)		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL (b+c+d+e+f+g+h+i+j+k+l)		1 296,00	1 822,00	1 172,00	318,00
			336,00		1 480,00

AGENTS NON ITILIAIRES EN FONCTION AU 01/01/N			SECTEUR	REMUNERATION (3)		Fondateur du contrat (4)	CONTRAT
CATEGORIES	(1)	(2)	Indice (5)	Euros			
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	365	21 561,78	332-23-1*		CDD CDD ART 3-1*
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	361	21 325,48	332-23-1*		TEMPORAIRE CDD CDD ART 3-1*
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	361	21 325,48	332-23-1*		TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	361	21 325,48	332-14		CDD CDD ART 3-2 VACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	361	21 325,48	332-14		CDD CDD ART 3-2 VACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	361	21 325,48	332-13		CDD CDD ART 3-1
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	361	21 325,48	332-23-1*		CDD CDD ART 3-1*
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	361	21 325,48	332-23-1*		TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	361	21 325,48	332-14		CDD CDD ART 3-2 VACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	361	21 325,48	332-14		CDD CDD ART 3-2 VACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	361	21 325,48	332-13		CDD CDD ART 3-1
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	361	21 325,48	332-13		REEMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	361	21 325,48	332-13		CDD CDD ART 3-1
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	361	21 325,48	332-13		CDD CDD ART 3-1
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	361	21 325,48	332-13		REEMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	361	21 325,48	332-13		CDD CDD ART 3-1
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	361	21 325,48	332-23-1*		REEMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	361	21 325,48	332-23-1*		TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	361	21 325,48	332-23-1*		CDD CDD ART 3-1*
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 600,85	332-23-1*		TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	371	21 916,22	332-23-1*		CDD CDD ART 3-1*
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	361	21 325,48	332-23-1*		TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	361	21 325,48	332-13		CDD CDD ART 3-1
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	361	21 325,48	332-13		TEMPORAIRE CDD CDD ART 3-1
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	361	21 325,48	332-23-1*		REEMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	361	21 325,48	332-13		CDD CDD ART 3-1*
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	361	21 325,48	332-13		TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	361	21 325,48	332-23-1*		CDD CDD ART 3-1
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	361	21 325,48	332-13		CDD CDD ART 3-1*
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	361	21 325,48	332-23-1*		TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	361	21 325,48	332-14		CDD CDD ART 3-2 VACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	361	21 325,48	332-14		CDD CDD ART 3-2 VACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	368	21 588,07	332-8-2*		CDD CDD ART 3-3 2*
ADJOINTS TERRITORIAUX DU PATRIMOINE	C	CULT	364	21 802,70	332-8-2*		CDD CDD ART 3-3 2*

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N			REMUNERATION (3)		CONTRAT	
CATEGORIES	SECTEUR	Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (6)	
TECHNICIENS TERRITORIAUX	TECH	452	26 701,16	332-8-2*	CDD CDD ART 3-3 2*	
TECHNICIENS TERRITORIAUX	TECH	372	21 975,29	332-8-2*	CDD CDD ART 3-3 2*	
TECHNICIENS TERRITORIAUX	TECH	415	24 515,44	332-8-2*	CDD CDD ART 3-3 2*	
TECHNICIENS TERRITORIAUX	TECH	452	26 701,16	332-8-2*	CDD CDD ART 3-3 2*	
TECHNICIENS TERRITORIAUX	TECH	379	22 388,80	332-8-2*	CDD CDD ART 3-1	
TECHNICIENS TERRITORIAUX	TECH	504	29 772,97	332-13	CDD CDD ART 3-1	
TECHNICIENS TERRITORIAUX	TECH	360	23 038,61	332-8-2*	REMPLACANT	
TECHNICIENS TERRITORIAUX	TECH	379	22 388,80	332-8-2*	CDD CDD ART 3-3 2*	
TECHNICIENS TERRITORIAUX	TECH	366	23 363,05	332-8-2*	CDD CDD ART 3-3 2*	
TECHNICIENS TERRITORIAUX	TECH	380	23 038,61	332-8-2*	CDD CDD ART 3-3 2*	
TECHNICIENS TERRITORIAUX	TECH	372	21 975,29	332-14	CDD CDD ART 3-2 VACANT	
TECHNICIENS TERRITORIAUX	TECH	366	23 363,05	332-14	CDD CDD ART 3-2 VACANT	
TECHNICIENS TERRITORIAUX	TECH	461	27 232,82	332-14	CDD CDD ART 3-2 VACANT	
TECHNICIENS TERRITORIAUX	TECH	480	28 355,21	332-14	CDD CDD ART 3-2 VACANT	
TECHNICIENS TERRITORIAUX	TECH	372	21 975,29	332-14	CDD CDD ART 3-2 VACANT	
TECHNICIENS TERRITORIAUX	TECH	461	27 232,82	332-14	CDD CDD ART 3-2 VACANT	
TOTAL GENERAL			8 700 737,74			
Agents occupant un emploi non permanent (7)			0,00			

(1) CATEGORIE: A, B et C.

(2) Secteur: 01 - Technicien

(3) Salaire: 01 - Salaire

(4) Contrat: 01 - Contrat

(5) Contrat: 01 - Contrat

(6) Contrat: 01 - Contrat

(7) Contrat: 01 - Contrat

(8) Contrat: 01 - Contrat

(9) Contrat: 01 - Contrat

(10) Contrat: 01 - Contrat

(11) Contrat: 01 - Contrat

(12) Contrat: 01 - Contrat

(13) Contrat: 01 - Contrat

(14) Contrat: 01 - Contrat

(15) Contrat: 01 - Contrat

(16) Contrat: 01 - Contrat

(17) Contrat: 01 - Contrat

(18) Contrat: 01 - Contrat

(19) Contrat: 01 - Contrat

(20) Contrat: 01 - Contrat

(21) Contrat: 01 - Contrat

(22) Contrat: 01 - Contrat

(23) Contrat: 01 - Contrat

(24) Contrat: 01 - Contrat

(25) Contrat: 01 - Contrat

(26) Contrat: 01 - Contrat

(27) Contrat: 01 - Contrat

(28) Contrat: 01 - Contrat

(29) Contrat: 01 - Contrat

(30) Contrat: 01 - Contrat

(31) Contrat: 01 - Contrat

(32) Contrat: 01 - Contrat

(33) Contrat: 01 - Contrat

(34) Contrat: 01 - Contrat

(35) Contrat: 01 - Contrat

(36) Contrat: 01 - Contrat

(37) Contrat: 01 - Contrat

(38) Contrat: 01 - Contrat

(39) Contrat: 01 - Contrat

(40) Contrat: 01 - Contrat

(41) Contrat: 01 - Contrat

(42) Contrat: 01 - Contrat

(43) Contrat: 01 - Contrat

(44) Contrat: 01 - Contrat

(45) Contrat: 01 - Contrat

(46) Contrat: 01 - Contrat

(47) Contrat: 01 - Contrat

(48) Contrat: 01 - Contrat

(49) Contrat: 01 - Contrat

(50) Contrat: 01 - Contrat

(51) Contrat: 01 - Contrat

(52) Contrat: 01 - Contrat

(53) Contrat: 01 - Contrat

(54) Contrat: 01 - Contrat

(55) Contrat: 01 - Contrat

(56) Contrat: 01 - Contrat

(57) Contrat: 01 - Contrat

(58) Contrat: 01 - Contrat

(59) Contrat: 01 - Contrat

(60) Contrat: 01 - Contrat

(61) Contrat: 01 - Contrat

(62) Contrat: 01 - Contrat

(63) Contrat: 01 - Contrat

(64) Contrat: 01 - Contrat

(65) Contrat: 01 - Contrat

(66) Contrat: 01 - Contrat

(67) Contrat: 01 - Contrat

(68) Contrat: 01 - Contrat

(69) Contrat: 01 - Contrat

(70) Contrat: 01 - Contrat

(71) Contrat: 01 - Contrat

(72) Contrat: 01 - Contrat

(73) Contrat: 01 - Contrat

(74) Contrat: 01 - Contrat

(75) Contrat: 01 - Contrat

(76) Contrat: 01 - Contrat

(77) Contrat: 01 - Contrat

(78) Contrat: 01 - Contrat

(79) Contrat: 01 - Contrat

(80) Contrat: 01 - Contrat

(81) Contrat: 01 - Contrat

(82) Contrat: 01 - Contrat

(83) Contrat: 01 - Contrat

(84) Contrat: 01 - Contrat

(85) Contrat: 01 - Contrat

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N			REMUNERATION (3)		CONTRAT	
CATEGORIES	SECTEUR (2)	Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (6)	
MUSICIEN ZEME CATEGORIE	A	689	40 701,55	332-8-1*	CDI CDI ART 3-3 1*	
MUSICIEN ZEME CATEGORIE	A	655	38 693,05	332-8-1*	MUSICIEN	
MUSICIEN ZEME CATEGORIE	A	655	38 693,05	332-8-1*	MUSICIEN	
MUSICIEN ZEME CATEGORIE	A	643	37 984,17	332-8-1*	CDI CDI ART 3-3 1*	
MUSICIEN ZEME CATEGORIE	A	643	37 984,17	332-8-1*	MUSICIEN	
MUSICIEN ZEME CATEGORIE	A	643	37 984,17	332-8-1*	CDI CDI ART 3-3 1*	
MUSICIEN ZEME CATEGORIE	A	643	37 984,17	332-8-1*	MUSICIEN	
MUSICIEN ZEME CATEGORIE	A	643	37 984,17	332-8-1*	CDI CDI ART 3-3 1*	
MUSICIEN ZEME CATEGORIE	A	631	37 275,29	332-8-1*	MUSICIEN	
MUSICIEN ZEME CATEGORIE	A	631	37 275,29	332-8-1*	CDI CDI ART 3-3 1*	
MUSICIEN ZEME CATEGORIE	A	631	37 275,29	332-8-1*	MUSICIEN	
MUSICIEN ZEME CATEGORIE	A	631	37 275,29	332-8-1*	CDI CDI ART 3-3 1*	
MUSICIEN ZEME CATEGORIE	A	628	36 697,30	332-8-1*	MUSICIEN	
MUSICIEN ZEME CATEGORIE	A	628	36 697,30	332-8-1*	CDI CDI ART 3-3 1*	
MUSICIEN ZEME CATEGORIE	A	650	38 397,68	332-8-1*	MUSICIEN	
MUSICIEN ZEME CATEGORIE	A	628	37 088,07	332-8-1*	CDI CDI ART 3-3 1*	
MUSICIEN ZEME CATEGORIE	A	650	38 397,68	332-8-1*	MUSICIEN	
MUSICIEN ZEME CATEGORIE	A	650	38 397,68	332-8-1*	CDI CDI ART 3-3 1*	
MUSICIEN ZEME CATEGORIE	A	628	37 088,07	332-8-1*	MUSICIEN	
MUSICIEN ZEME CATEGORIE	A	628	37 088,07	332-8-1*	CDI CDI ART 3-3 1*	
MUSICIEN ZEME CATEGORIE	A	616	36 389,19	332-8-1*	MUSICIEN	
MUSICIEN ZEME CATEGORIE	A	628	37 088,07	332-8-1*	MUSICIEN	
MUSICIEN ZEME CATEGORIE	A	616	36 389,19	332-8-1*	CDI CDI ART 3-3 1*	
MUSICIEN ZEME CATEGORIE	A	616	36 389,19	332-8-1*	MUSICIEN	
MUSICIEN ZEME CATEGORIE	A	604	35 680,31	332-8-1*	CDI CDI ART 3-3 1*	
MUSICIEN ZEME CATEGORIE	A	604	35 680,31	332-8-1*	MUSICIEN	

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N			REMUNERATION (3)		CONTRAT	
CATEGORIES	SECTEUR	(2)	Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (6)
MUSICIEN ZEME CATEGORIE	A	CULT	604	35 680,31	332-8-1*	CDI CDI ART 3-3 1*
MUSICIEN ZEME CATEGORIE	A	CULT	604	35 680,31	332-8-1*	MUSICIEN
MUSICIEN ZEME CATEGORIE	A	CULT	598	35 325,87	332-8-1*	CDI CDI ART 3-3 1*
PROFESSEURS ENSEIGNEMENT ART TERR	A	CULT	629	37 157,14	332-8-2*	CDI CDI ART 3-3 2*
PROFESSEURS ENSEIGNEMENT ART TERR	A	CULT	422	24 928,96	332-14	CDI CDI ART 3-2 VACANT
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	415	24 515,44	332-8-2*	CDI CDI ART 3-3 2*
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	379	22 388,80	332-8-2*	CDI CDI ART 3-3 2*
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	360	22 038,61	332-8-2*	CDI CDI CONTRAT 1AN
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	372	22 038,61	332-8-2*	TRAVAILLEURS HANDI
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	372	21 975,29	332-8-2*	CDI CDI ART 3-3 2*
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	379	22 388,80	332-8-2*	CDI CDI ART 3-3 2*
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	371	21 916,22	332-14	CDI CDI ART 3-3 2*
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	379	22 388,80	332-8-2*	CDI CDI ART 3-2 VACANT
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	369	21 780,07	332-8-2*	CDI CDI ART 3-3 2*
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	441	26 051,35	332-8-2*	CDI CDI ART 3-3 2*
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	401	23 888,42	332-8-2*	CDI CDI ART 3-3 2*
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	379	22 388,80	332-8-2*	CDI CDI ART 3-3 2*
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	379	22 388,80	332-14	CDI CDI ART 3-2 VACANT
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	372	21 975,29	332-8-2*	CDI CDI ART 3-3 2*
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	401	23 888,42	332-8-2*	CDI CDI ART 3-3 2*
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	379	22 388,80	332-8-2*	CDI CDI ART 3-3 2*
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	372	21 975,29	332-8-2*	CDI CDI ART 3-3 2*
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	379	22 388,80	332-8-2*	CDI CDI ART 3-3 2*
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	372	21 975,29	332-8-2*	CDI CDI ART 3-3 2*
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	372	21 975,29	332-8-2*	CDI CDI ART 3-3 2*
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	360	22 038,61	332-8-2*	CDI CDI ART 3-3 2*
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	370	21 857,14	332-8-2*	CDI CDI ART 3-3 2*
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	371	21 916,22	332-14	REEMPLACANT
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	371	21 916,22	332-14	CDI CDI ART 3-2 VACANT
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	371	21 916,22	332-14	CDI CDI ART 3-3 2*
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	372	21 975,29	332-14	CDI CDI ART 3-2 VACANT
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	371	21 916,22	332-23-1*	CDI CDI ART 3-1*
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	503	29 713,90	332-8-2*	CDI CDI ART 3-3 2*
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	436	25 755,98	332-14	CDI CDI ART 3-3 2*
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	568	33 612,74	332-8-2*	CDI CDI ART 3-3 2*

IV – ANNEXES ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT				IV B11.1
LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COLLECTIVITE				
DESIGNATION DES ORGANISMES		Date d'adision	Mode de participation	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)				
Rivières de Haute Alsace			En fonction de la longueur de riviérainé	0,00
Territoire d'énergie Alsace			En fonction des m3 d'eau prélevés	0,00
Syndicat Mixte du barrage de Michelbach			Fonction des intérêts pour les membres des opérations effectuées + proratés des consommations d'eau	0,00
Syndicat Mixte d'aménagement du bassin de la Doller				
LEPCI				
Syndicat Intercommunal Forestier de L'Agglomération Mulhousienne			En fonction de la surface de forêt fournie au régime forestier dans chaque commune	0,00
Syndicat Intercommunal pour le Développement Touristique de Blochheim, Mulhouse, Saint-Louis			En fonction de la population et du pourcentage des représentations dans chaque ville	0,00
Syndicat Intercommunal "Opéra National du Rhin"			En fonction de la population et du pourcentage des représentations dans chaque ville	0,00
Syndicat Intercommunal à vocation Unique du collège de Brunstatt		04/01/2010	Au prorata des effectifs de chaque collectivité	0,00
Autres organismes de regroupement				
Individuelle juridique				0,00

(1) Indiquer si le financement est (par TP2, TP3, TP4) + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

IV – ANNEXES						IV B11.2
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREEES						
LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREEES						
Catégorie d'établissement (1)	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPA/SPIC)	TVA (oui/non)	
Régie personnalisée	Réussite Educative	12/12/2005	12/12/2005	SPA	non	
Etablissement Public de Coopération Culturelle (EPCoC)	Haute Ecole des Arts du Rhin	01/01/2011	13/12/2010	SPA	non	
Régie personnalisée	Agence de Participation Citoyenne	29/09/2015	29/09/2015	SPA	non	
COAS	Centre Communal d'Action Sociale	01/01/2022	09/12/2021	SPA	non	
Régie personnalisée	Orchestre Symphonique de Mulhouse	01/01/2023	14/12/2022	SPA	non	

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exécution directe d'un service public relevant de sa compétence. Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature, sont réservés à la collectivité (cf. article L. 1412-2 du CGCT). Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées : - soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ; - soit de la seule autonomie financière. Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissements publics, et doivent être enregistrées dans cet état.

IV – ANNEXES ANNEXES PATRIMONIALES LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER		IV B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER				
Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à la Mairie de Mulhouse (1). Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.				
Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délegation de service public (3) (4)				
- Distribution de gaz	Gaz Réseau Distribution France		Société Anonyme	0,00
- Exploitation de la fourniture automobile	GIE DEPANM 68		Groupement d'intérêt Economique	0,00
- Exploitation de parkings	CITIVA		Société Publique Locale	0,00
- Exploitation de parking	INDIGO		Société Anonyme	0,00
Délegation d'une part du capital				
- DCM du 11/03/1996 et du 25/05/2019	Société Familiale de l'Alsace à Paris		SAEM	570
- DCM du 11/03/1996 et du 25/05/2019	SAEM Du Parc des Expositions		SAEML	908 384
- DCM 02/04/1990, 23/11/1992, 21/09/2009, 22/06/2017, 23/07/2017, 19/10/2018, 17/07/2020	CITIVA		SPL	1 023 345
- DCM du 17/04/2014 et du 25/09/2019	CITIVA SEM		SEM	570 098,17
Garantie ou cautionnement d'un amont				
- Garantie d'emprunt	FONDATEUR JEAN DOLEIS		Maison de retraite (privée)	150 025,94
- Garantie d'emprunt	OPH HABITANTS DE HAUTE ALSACE		OPH	3 897 827,13
- Garantie d'emprunt	FABRIQUE ST BARTHELEMY		Association	224 898,98
- Garantie d'emprunt	MULHOUSE		Maison de retraite (privée)	33 911,12
- Garantie d'emprunt	DIACONAT BETHESDA		Association	124 478,97
- Garantie d'emprunt	ASSOC POUR LE LOIEMENT DES		Association	1 806 878,70
- Garantie d'emprunt	LE BEAU REGARD		Maison de retraite (privée)	1 806 815,79
- Garantie d'emprunt	NEOLIA		SA HLM	47 871 415,05
- Garantie d'emprunt	ASSOCIATION ALEOS		Association	9 913 197,05
- Garantie d'emprunt	RESIDENCES DU CANAL - DOMVAL		SA HLM	2 057 613
- Garantie d'emprunt	ICF NORD-EST		SA HLM	2 597 539,09
- Garantie d'emprunt	ASS Groupe Saint Sauveur		Elt Médico-Soc Priv	1 104 245,49
- Garantie d'emprunt	CDC HABITAT SOCIAL SA HLM		SA HLM	9 370 074,81
- Garantie d'emprunt	SCOP HABITAT		SA HLM	12 827 771
- Garantie d'emprunt	ADOMA		SA HLM	4 992 394
- Garantie d'emprunt	FONCIERE D'HABITAT ET		SA HLM	865 978,01
- Garantie d'emprunt	HUMANISME		SA HLM	19 586 021
- Garantie d'emprunt	SCOP HABITAT		SA HLM	40 443 600,14
- Garantie d'emprunt	SCOP MULHOUISIENNE DES CITES		SA HLM	1 772 495,01
- Garantie d'emprunt	OUVRIERES		Autres Stuct Priv	43 629,39
- Garantie d'emprunt	CITIVA-SPL		Association	
- Garantie d'emprunt	ALUSTER			

IV – ANNEXES ANNEXES PATRIMONIALES LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER				IV B10
Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à la Mairie de Mulhouse (1). Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.				
Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Subventions attribuées à 75 000 € ou correspondant à plus de 50 % du budget courant au compte de résultat de l'organisme				
- MZA			Autres Stuct Pub	2 892 050,00
- Délibération du Conseil Municipal	Centre Communal d'Action Sociale		Régie personnalisée	2 900 000,00
- Délibération du Conseil Municipal	Orchestre Symphonique de Mulhouse		Régie personnalisée	3 950 000,00
- Délibération du Conseil Municipal	Amicale du personnel de la Ville de Mulhouse		Association	580 945,00
Autres				
- DCM 1967/1997/1999/1999/2000	Caisse Régionale Crédit Agricole du Haut-Rhin		SA	2 862
- DCM 23/10/2000	Caisse d'Epargne d'Alsace		SA	45 716,00
- DCM 1965	Air France		SA	38 400
- DCM 19/12/1997 et 26/10/1970	Société d'Etude du Golf du Rhin		SA	2 439,00
- DCM 05/04/1993	Crédit Mulhousien d'Alsace		SA	2 408,00

(1) Hôte de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.
(2) Indiquer la date de la décision (délibération, arrêté ou décision de l'exécutif).
(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie déléguée...).
(4) Les délégations pour lesquelles un engagement financier est constaté sont rajouté d'une régie dans l'état relatif aux autres engagements consentis.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	B11.3

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	N° SIRET	Nature de service (SPICISPA)	TVA (oui / non)
Régie municipale	Budget annexe des pompes funèbres	2186022400006	SPIC	oui

(1) Exemples de catégories : régie à statut autonome financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social

Ville de Mulhouse

Procès-verbal du conseil municipal du 14 décembre 2023

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES	
EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES			
Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		24 999 128,00	24 999 128,00
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		22 849 128,00	22 849 128,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	21 599 128,00	21 599 128,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	1 250 000,00	1 250 000,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		2 150 000,00	2 150 000,00
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	Subv. invest. transférées cote résultat	2 150 000,00	2 150 000,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3) (4)	Solde d'exécution D001 (3) (4)	TOTAL II
Depenses à couvrir par des ressources propres	24 999 128,00	0,00	0,00	24 999 128,00

- (1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.
(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.
(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.
(4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES	
EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.2

RESSOURCES PROPRES			
Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		38 688 018,00	38 688 018,00
Ressources propres externes de l'année (a)		9 350 000,00	9 350 000,00
10221	TLE	0,00	0,00
10222	FCTVA	5 400 000,00	5 400 000,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	400 000,00	400 000,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
2743	Prêts au personnel	100 000,00	100 000,00
2745	Avances remboursables	3 450 000,00	3 450 000,00
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		29 338 018,00	29 338 018,00
15...	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
28031	Frais d'études	270 000,00	270 000,00
28033	Frais d'insertion	20 000,00	20 000,00
2804112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	20 000,00	20 000,00
2804132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	6 000,00	6 000,00
28041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	3 500,00	3 500,00
28041511	Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel	60 000,00	60 000,00
28041512	Subv. Grpt : Bâtiments, installations	30 000,00	30 000,00
28041581	Autres grpts-Biens mob., mat. et études	61 000,00	61 000,00
28041582	Autres grpts - Bâtiments et installat*	3 229 500,00	3 229 500,00
2804182	Autres org pub - Bât. et installations	320 000,00	320 000,00
280421	Privé - Biens mob., matériel et études	350 000,00	350 000,00
280422	Privé - Bâtiments et installations	1 249 800,00	1 249 800,00
2804412	Sub nat org pub - Bât. et installations	135 000,00	135 000,00
2804413	Sub nat org pub-Proj infrastruct int nat	1 035 000,00	1 035 000,00
2804421	Sub nat privé - Biens mob, mat, études	200,00	200,00
2804422	Sub nat privé - Bât. et installations	150 000,00	150 000,00
2805	Licences, logiciels, droits similaires	500 000,00	500 000,00
281321	Immeubles de rapport	300 000,00	300 000,00
281351	Bâtiments publics	20 000,00	20 000,00
281568	Autre matériel, outillage incendie	20 000,00	20 000,00
2815738	Autre matériel et outillage de voirie	70 000,00	70 000,00
28158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	250 000,00	250 000,00
28181	Installations générales, aménagt divers	10 000,00	10 000,00
281828	Autres matériels de transport	500 000,00	500 000,00
281838	Autre matériel informatique	575 000,00	575 000,00
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	375 000,00	375 000,00
28188	Autres immo. corporelles	440 000,00	440 000,00
29...	Dépréciations des immobilisations		
31...	Matières premières (et fournitures) (5)		
33...	En-cours de production de biens (5)		
35...	Stocks de produits (5)		
39...	Dépréciation des stocks et en-cours		
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices		

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
4817	Indemnités de renégociation de la dette	931 000,00	931 000,00
49...	Dépréciation des comptes de tiers		
59...	Dépréciation des comptes financiers		
024	Produits des cessions d'immobilisations	328 650,00	328 650,00
021	Virement de la section de fonctionnement	18 078 368,00	18 078 368,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (6) (7)	Solde d'exécution R001 (6) (7)	Affectation R1068 (6)	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	38 688 018,00	0,00	0,00	0,00	38 688 018,00

Montant	
Depenses à couvrir par des ressources propres	II 24 999 128,00
Ressources propres disponibles	IV 38 688 018,00
Solde	V = IV – II (8) 13 688 890,00

- (1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.
(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.
(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.
(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.
(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un loissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.
(6) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.
(7) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.
(8) Indiquer le signe algébrique.

Ville de Mulhouse

Procès-verbal du conseil municipal du 14 décembre 2023

INFORMATIONS GENERALES	
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	
I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature : - au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ; - au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement ; - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3. La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante : II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ». III – Les provisions sont (3) : IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (4) primitif de l'exercice précédent. V – Le présent budget a été voté (5) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.	

- (1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».
- (2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.
- (3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
 - budgétaires (délibération n° du)
- (4) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».
- (5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
 - avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
 - avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET			II
VUE D'ENSEMBLE			A1
V O T E	EXPLOITATION		
	DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	
	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	1 336 000,00	1 336 000,00
	+	+	+
	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
R E P O R T S	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)		1 336 000,00	1 336 000,00
V O T E	INVESTISSEMENT		
	DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	
	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	252 000,00	252 000,00
	+	+	+
	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
R E P O R T S	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)		252 000,00	252 000,00
TOTAL			
TOTAL DU BUDGET (3)		1 588 000,00	1 588 000,00

- (1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
- (2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
- Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
- Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
- (3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.
- Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.
- Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET						II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES						A2
DEPENSES D'EXPLOITATION						
Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	551 950,00	0,00	568 200,00	568 200,00	568 200,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	483 000,00	0,00	500 850,00	500 850,00	500 850,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	1 050,00	0,00	950,00	950,00	950,00
Total des dépenses de gestion des services		1 036 000,00	0,00	1 079 000,00	1 079 000,00	1 079 000,00
66	Charges financières	13 000,00	0,00	13 000,00	13 000,00	13 000,00
67	Charges exceptionnelles	1 000,00	0,00	1 000,00	1 000,00	1 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		1 050 000,00	0,00	1 084 000,00	1 084 000,00	1 084 000,00
023	Virement à la section d'investissement (6)	16 720,00		18 500,00	18 500,00	18 500,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (6)	227 280,00		233 500,00	233 500,00	233 500,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		244 000,00		252 000,00	252 000,00	252 000,00
TOTAL		1 294 000,00	0,00	1 336 000,00	1 336 000,00	1 336 000,00

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)		0,00
=		
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES		1 336 000,00

RECETTES D'EXPLOITATION						
Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	1 290 780,00	0,00	1 331 780,00	1 331 780,00	1 331 780,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		1 290 780,00	0,00	1 331 780,00	1 331 780,00	1 331 780,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	3 000,00	0,00	4 000,00	4 000,00	4 000,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		1 293 780,00	0,00	1 335 780,00	1 335 780,00	1 335 780,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (8)	220,00		220,00	220,00	220,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (8)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre d'exploitation		220,00		220,00	220,00	220,00
TOTAL		1 294 000,00	0,00	1 336 000,00	1 336 000,00	1 336 000,00

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)		0,00
=		
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES		1 336 000,00

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DEGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	251 780,00	Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

- (1) Cf. Modalités de vote I.
- (2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
- (3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
- (4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
- (5) Ce chapitre n'existe pas en M. 40.
- (6) DE 023 = RI 021 - CI 040 = RE 042 - RI 040 = DE 042 - CI 041 = RI 041 - DE 043 = RE 043.
- (7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.
- (8) Solde de l'opération DE 023 + DE 042 – RE 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – CI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES

Procès-verbal du conseil municipal du 14 décembre 2023

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
20	Immobilisations incorporelles	5 000,00	0,00	5 000,00	5 000,00	5 000,00
21	Immobilisations corporelles	183 500,00	0,00	194 750,00	194 750,00	194 750,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	800 000,00	0,00	11 930,00	11 930,00	11 930,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	988 500,00	0,00	211 680,00	211 680,00	211 680,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	40 280,00	0,00	40 100,00	40 100,00	40 100,00
18	Compte de liaison : affectat* (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat* et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	40 280,00	0,00	40 100,00	40 100,00	40 100,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles d'investissement	1 028 780,00	0,00	261 780,00	261 780,00	261 780,00
040	Opérat* ordre transfert entre sections (4)	220,00		220,00	220,00	220,00
041	Opérations patrimoniales (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	220,00		220,00	220,00	220,00
	TOTAL	1 029 000,00	0,00	262 000,00	262 000,00	262 000,00
						+
	D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)					0,00
						=
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					262 000,00

040	Opérat* ordre transfert entre sections (4)	227 280,00		233 500,00	233 500,00	233 500,00
041	Opérations patrimoniales (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'ordre d'investissement	244 000,00		252 000,00	252 000,00	252 000,00
	TOTAL	1 029 000,00	0,00	252 000,00	252 000,00	252 000,00
						+
	R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)					0,00
						=
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					252 000,00

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	251 780,00

(1) cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération DE 023 + DE 042 – RE 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE DU BUDGET

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)				II
				B1
	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	568 200,00		568 200,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	500 850,00		500 850,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	950,00		950,00
66	Charges financières	13 000,00	0,00	13 000,00
67	Charges exceptionnelles	1 000,00	0,00	1 000,00
68	Dot. Amortist, dépréciat*, provisions	0,00	233 500,00	233 500,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	Production stockée (ou déstockage) (3)		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	Virement à la section d'investissement		18 500,00	18 500,00
	Dépenses d'exploitation – Total	1 084 000,00	252 000,00	1 336 000,00
				+
	D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE			0,00
				=
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES			1 336 000,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	220,00	220,00
14	Prov. Réglementées, amort. dérogatoires		0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (5)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	40 100,00	0,00	40 100,00
18	Compte de liaison : affectat* (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	5 000,00	0,00	5 000,00
21	Immobilisations corporelles (6)	194 750,00	0,00	194 750,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	11 930,00	0,00	11 930,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
29	Dépréciation des immobilisations		0,00	0,00
39	Dépréciat* des stocks et en-cours		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir plusieurs exercices		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	251 780,00	220,00	252 000,00
				+
	D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE			0,00
				=
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES			252 000,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE DU BUDGET

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)				II
				B2
	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	1 331 780,00		1 331 780,00
71	Production stockée (ou déstockage) (3)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	4 000,00	220,00	4 220,00
78	Reprise amort., dépréciat* et provisions	0,00		0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
	Recettes d'exploitation – Total	1 335 780,00	220,00	1 336 000,00
				+
	R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE			0,00
				=
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES			1 336 000,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
14	Prov. Réglementées, amort. dérogatoires		0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Comptes liaison : affectat* BA, régies	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		233 500,00	233 500,00
29	Dépréciation des immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Dépréciat* des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir plusieurs exercices		0,00	0,00
491	Dépréciations des comptes de clients		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00		0,00
021	Virement de la section d'exploitation		18 500,00	18 500,00
	Recettes d'investissement – Total	0,00	252 000,00	252 000,00
				+
	R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE			0,00
				+
	AFFECTATION AUX COMPTES 106			0,00
				=
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES			252 000,00

Ville de Mulhouse

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la règle applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

Procès-verbal du conseil municipal du 14 décembre 2023

III – VOTE DU BUDGET				III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES				A1
Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	Charges à caractère général (6) (6)	551 950,00	568 200,00	568 200,00
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	132 000,00	182 000,00	182 000,00
6063	Fournitures entretien et petit équipement	3 000,00	2 000,00	2 000,00
6064	Fournitures administratives	700,00	700,00	700,00
6066	Carburants	3 000,00	3 000,00	3 000,00
6068	Autres matières et fournitures	20 600,00	20 000,00	18 600,00
611	Sous-traitance générale	11 500,00	8 000,00	8 000,00
6135	Locations mobilières	3 000,00	3 000,00	3 000,00
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	14 850,00	15 000,00	15 000,00
61528	Entretien/réparation autres biens immob.	1 000,00	1 000,00	1 000,00
61551	Entretien matériel roulant	25 000,00	20 000,00	20 000,00
6156	Maintenance	92 100,00	92 100,00	92 100,00
6162	Assurance obligatoire dommage construct*	2 500,00	2 000,00	2 000,00
6168	Autres	4 000,00	4 000,00	4 000,00
6231	Annonces et insertions	12 000,00	8 000,00	8 000,00
6251	Voyages et déplacements	4 500,00	2 500,00	2 500,00
6257	Réceptions	2 100,00	2 100,00	2 100,00
6261	Frais d'affranchissement	500,00	500,00	500,00
6262	Frais de télécommunications	2 000,00	1 000,00	1 000,00
6281	Concours divers (cotisations)	1 000,00	1 100,00	1 100,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	31 000,00	31 000,00	31 000,00
6288	Autres	185 000,00	170 000,00	170 000,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	600,00	600,00	600,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	483 000,00	500 850,00	500 850,00
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	475 000,00	496 850,00	496 850,00
648	Autres charges de personnel	8 000,00	4 000,00	4 000,00
014	Atténuations de produits (7)	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	1 050,00	950,00	950,00
6541	Créances admises en non-valeur	1 000,00	900,00	900,00
658	Charges diverses de gestion courante	50,00	50,00	50,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		1 036 000,00	1 070 000,00	1 070 000,00
66	Charges financières (b) (8)	13 000,00	13 000,00	13 000,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	13 000,00	13 000,00	13 000,00
67	Charges exceptionnelles (c)	1 000,00	1 000,00	1 000,00
673	Titres annulés sur exercices antérieurs	1 000,00	1 000,00	1 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat* (d) (9)	0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)	0,00	0,00	0,00
022	Depenses imprévues (f)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		1 050 000,00	1 084 000,00	1 084 000,00
023	Virement à la section d'investissement	16 720,00	18 500,00	18 500,00
042	Opérat* ordre transfert entre sections (11) (12)	227 280,00	233 500,00	233 500,00
6811	Dot. amort. Immos incorp. et corporelles	227 280,00	233 500,00	233 500,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		244 000,00	252 000,00	252 000,00
043	Opérat* ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		244 000,00	252 000,00	252 000,00
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		1 294 000,00	1 336 000,00	1 336 000,00
+				
RESTES A REALISER N-1 (13)				0,00
+				
D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)				0,00
=				
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES				1 336 000,00
Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)				
Montant des ICNE de l'exercice			0,00	
- Montant des ICNE de l'exercice N-1			0,00	
= Différence ICNE N – ICNE N-1			0,00	

- (1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(2) Cf. Modalités de vote I.
(3) Hors restes à réaliser.
(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.
(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.
(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.
(8) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.
(9) Si la règle applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DE 042 = RI 040.
(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la règle applique le régime des provisions budgétaires.
(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET				III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES				A2
Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	Atténuations de charges (5)	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	1 290 780,00	1 331 780,00	1 331 780,00
703	Ventes de produits résiduels	75 000,00	70 000,00	70 000,00
704	Travaux	18 000,00	24 000,00	24 000,00
706	Prestations de services	1 034 600,00	1 034 380,00	1 034 380,00
707	Ventes de marchandises	3 000,00	3 400,00	3 400,00
7083	Locations diverses	160 180,00	200 000,00	200 000,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75		1 290 780,00	1 331 780,00	1 331 780,00
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	3 000,00	4 000,00	4 000,00
778	Autres produits exceptionnels	3 000,00	4 000,00	4 000,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d		1 293 780,00	1 335 780,00	1 335 780,00
042	Opérat* ordre transfert entre sections (8) (9)	220,00	220,00	220,00
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	220,00	220,00	220,00
043	Opérat* ordre intérieur de la section (8)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		220,00	220,00	220,00
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		1 294 000,00	1 336 000,00	1 336 000,00
+				
RESTES A REALISER N-1 (10)				0,00
+				
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)				0,00
=				
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES				1 336 000,00
Détail du calcul des ICNE au compte 7622				
Montant des ICNE de l'exercice			0,00	
- Montant des ICNE de l'exercice N-1			0,00	
= Différence ICNE N – ICNE N-1			0,00	

- (1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la règle.
(2) Cf. Modalités de vote I.
(3) Hors restes à réaliser.
(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.
(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.
(7) Si la règle applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.
(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la règle applique le régime des provisions budgétaires.
(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

VILLE DE MULHOUSE - BUDGET				III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES				B1
Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	5 000,00	5 000,00	5 000,00
2031	Frais d'études	5 000,00	5 000,00	5 000,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	183 750,00	184 750,00	184 750,00
2131	Bâtements	110 000,00	130 000,00	130 000,00
2154	Matériel industriel	40 500,00	59 750,00	59 750,00
2183	Matériel de bureau et informatique	2 000,00	3 500,00	3 500,00
2184	Mobilier	1 000,00	1 500,00	1 500,00
2188	Autres immobilisations corporelles	30 000,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations reçues en cours (hors opérations)	500 000,00	11 930,00	11 930,00
2313	Constructions	800 000,00	11 930,00	11 930,00
Total des dépenses d'équipement		988 500,00	211 680,00	211 680,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	40 280,00	40 100,00	40 100,00
1641	Emprunts en euros	40 280,00	40 100,00	40 100,00
18	Compte de liaison : affectat* (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat* et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
620	Dépenses imputées	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		40 280,00	40 100,00	40 100,00
Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES REELLES		1 028 780,00	251 780,00	251 780,00
040	Opérat* ordre transfert entre sections (7) (8)	220,00	220,00	220,00
Reprises sur autofinancement antérieur		220,00	220,00	220,00
13918	Autres subventions d'équipement	220,00	220,00	220,00
Charges transférées		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (9)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		220,00	220,00	220,00
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		1 029 000,00	252 000,00	252 000,00
				+
RESTES A REALISER N-1 (10)			0,00	
				+
D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)			0,00	
				-
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES			252 000,00	

- (1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.
(2) Cf. Modalités de vote I.
(3) Hors restes à réaliser.
(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(5) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.
(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 040 = RE 042.
(8) Le compte 15...2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.
(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

VILLE DE MULHOUSE - BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES					B2
Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)	
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	785 000,00	0,00	0,00	
1641	Emprunts en euros	785 000,00	0,00	0,00	
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	
Total des recettes d'équipement		785 000,00	0,00	0,00	
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	
18	Compte de liaison : affectat* (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	
26	Participat* et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	
Total des recettes financières		0,00	0,00	0,00	
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	
TOTAL RECETTES REELLES		785 000,00	0,00	0,00	
021	Virement de la section d'exploitation	16 720,00	18 500,00	18 500,00	
040	Opérat* ordre transfert entre sections (6) (7)	227 280,00	233 500,00	233 500,00	
20131	Bâtements	181 420,00	182 000,00	182 000,00	
20125	Installations générales, agencements...	3 910,00	4 000,00	4 000,00	
20154	Matériel industriel	39 290,00	42 000,00	42 000,00	
20182	Matériel de transport	0,00	2 200,00	2 200,00	
20183	Matériel de bureau et informatique	130,00	300,00	300,00	
20184	Mobilier	2 390,00	2 500,00	2 500,00	
20188	Autres	140,00	500,00	500,00	
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		244 000,00	252 000,00	252 000,00	
041	Opérations patrimoniales (8)	0,00	0,00	0,00	
TOTAL RECETTES D'ORDRE		244 000,00	252 000,00	252 000,00	
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		1 029 000,00	252 000,00	252 000,00	
					+
RESTES A REALISER N-1 (9)				0,00	
					+
R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9)				0,00	
					=
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES				252 000,00	

- (1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.
(2) Cf. Modalités de vote I.
(3) Hors restes à réaliser.
(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DE 042.
(7) Le compte 15...2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 042 = RI 042.
(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES					IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE					A1.1
A1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)					
Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Montant maximum autorisé au 31/12/N	Montant des engagements N-1	Montant des engagements N-1 Intéressé (3)	Encours restant dû au 31/12/N	
9101 Avances de trésorerie de la collectivité de rattachement					
9102 Autres avances de trésorerie					
9103 Lignes de trésorerie liées à un emprunt					
9104 Billets de trésorerie					
9105 Autres crédits de trésorerie					
9106 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00

- (1) Circuler n° N205 - INTRES0000711C du 22/09/1999.
(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée délibérante, adressant la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).
(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de finage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6616.

IV – ANNEXES				IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE				A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)									
Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de codes)	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt cofinancé éventuelle (11)	Capital Capital initial de vote majorité (12)	Taux d'intérêt			Annuités d'exercice	
					Durée mensuelle (en années) (13)	Type de taux (12)	Niveau d'intérêt indexé (13)	Charges d'intérêt (16)	Totalité des intérêts (le cas échéant) (16)
163 Emprunts obligataires (Total)									
164 Emprunts après établissement de crédit (Total)									
1641 Emprunts en euros (Total)									
1642 PF	N		A-1	443 000,00	10,31		Taux fixe à 2,50 %	11 432,50	0,00
1643 Emprunts en devises (Total)									
1644 Emprunts assortis d'un effet de change sur le taux de base (Total)									
1645 Emprunts et emprunts à taux fixe									
1646 Emprunts et emprunts à taux fixe									
1647 Emprunts et dettes assorties de conditions particulières (Total)									
1679 Autres emprunts et dettes (Total)									
168 Emprunts et dettes assimilées (Total)									
1681 Autres emprunts (Total)									
1682 Bons à moyen terme négociables (Total)									
1687 Autres dettes (Total)									
Total général				443 000,00				11 432,50	0,00

(10) Si agissant des emprunts assortis d'un effet de change, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au versement en espèces.
(11) Si agissant des emprunts assortis d'un effet de change, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au versement en espèces.
(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (calculé sur la base d'un taux variable qui n'est pas le même que celui de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/AN après opérations de couverture.

1641 Emprunts en euros (Total)									
1642 PF	N		A-1	443 000,00	10,31		Taux fixe à 2,50 %	11 432,50	0,00
1643 Emprunts en devises (Total)									
1644 Emprunts assortis d'un effet de change sur le taux de base (Total)									
1645 Emprunts et emprunts à taux fixe									
1646 Emprunts et emprunts à taux fixe									
1647 Emprunts et dettes assorties de conditions particulières (Total)									
1679 Autres emprunts et dettes (Total)									
168 Emprunts et dettes assimilées (Total)									
1681 Autres emprunts (Total)									
1682 Bons à moyen terme négociables (Total)									
1687 Autres dettes (Total)									
Total général				443 000,00				11 432,50	0,00

(10) Si agissant des emprunts assortis d'un effet de change, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au versement en espèces.
(11) Si agissant des emprunts assortis d'un effet de change, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au versement en espèces.
(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (calculé sur la base d'un taux variable qui n'est pas le même que celui de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/AN après opérations de couverture.

IV – ANNEXES				IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE				A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)									
Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de codes)	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'expiration ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Taux d'intérêt		
							Niveau de taux de base (5)	Taux actuel (6)	Délai de remboursement (8)
163 Emprunts obligataires (Total)									
164 Emprunts après établissement de crédit (Total)									
1641 Emprunts en euros (Total)									
1642 PF									
1643 Emprunts en devises (Total)									
1644 Emprunts assortis d'un effet de change sur le taux de base (Total)									
1645 Emprunts et emprunts à taux fixe									
1646 Emprunts et emprunts à taux fixe									
1647 Emprunts et dettes assorties de conditions particulières (Total)									
1679 Autres emprunts et dettes (Total)									
168 Emprunts et dettes assimilées (Total)									
1681 Autres emprunts (Total)									
1682 Bons à moyen terme négociables (Total)									
1687 Autres dettes (Total)									
Total général									

1641 Emprunts en euros (Total)									
1642 PF									
1643 Emprunts en devises (Total)									
1644 Emprunts assortis d'un effet de change sur le taux de base (Total)									
1645 Emprunts et emprunts à taux fixe									
1646 Emprunts et emprunts à taux fixe									
1647 Emprunts et dettes assorties de conditions particulières (Total)									
1679 Autres emprunts et dettes (Total)									
168 Emprunts et dettes assimilées (Total)									
1681 Autres emprunts (Total)									
1682 Bons à moyen terme négociables (Total)									
1687 Autres dettes (Total)									
Total général									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.
(2) Pour un montant emprunté à l'étranger, indiquer la devise.
(3) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (calculé sur la base d'un taux variable qui n'est pas le même que celui de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).
(5) Indiquer le niveau de base à l'origine du contrat.
(6) Indiquer la période de remboursement : A : annuel ; M : mensuel ; B : bimestriel ; S : semestriel ; T : trimestriel ; X : autre.
(7) Indiquer C pour amortissement constant ; F pour amortissement progressif ; P pour n° n° X pour autre à préciser.
(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple : A-1 : la classification des emprunts devant la typologie de la circulaire OC20101077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales.

VILLE DE MULHOUSE - ANNEXES Procès-verbal du conseil municipal du 14 décembre 2023

ELEMENTS DU BILAN	
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - DEPENSES	A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES			
Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		40 320,00	40 320,00
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		40 100,00	40 100,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	40 100,00	40 100,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° affectées à l'emprunt	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		220,00	220,00
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	220,00	220,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3) (4)	Solde d'exécution D001 (3) (4)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	40 320,00	0,00	0,00	40 320,00

- (1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.
 (2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.
 (3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.
 (4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget - vue d'ensemble.

ELEMENTS DU BILAN	
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - RECETTES	A4.2

RESSOURCES PROPRES			
Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		252 000,00	252 000,00
Ressources propres externes de l'année (a)		0,00	0,00
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		252 000,00	252 000,00
15...	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
28131	Bâtiments	182 000,00	182 000,00
28135	Installations générales, agencements, ...	4 000,00	4 000,00
28154	Matériel industriel	42 000,00	42 000,00
28182	Matériel de transport	2 200,00	2 200,00
28183	Matériel de bureau et informatique	300,00	300,00
28184	Mobilier	2 500,00	2 500,00
28188	Autres	500,00	500,00
29...	Dépréciation des immobilisations		
39...	Dépréciat° des stocks et en-cours		
481...	Charges à répartir plusieurs exercices		
021	Virement de la section d'exploitation	18 500,00	18 500,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4) (5)	Solde d'exécution R001 (4) (5)	Affectation R106 (4)	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	252 000,00	0,00	0,00	0,00	252 000,00

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	40 320,00
Ressources propres disponibles	252 000,00
Solde	211 680,00

- (1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.
 (2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.
 (3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
 (4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.
 (5) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget - vue d'ensemble.
 (6) Indiquer le signe algébrique.

IV - ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	0

Nombre de membres en exercice : 55
 Nombre de membres présents : 42+4
 Nombre de suffrages exprimés : 42+3
 VOTES :
 Pour : 35+3
 Contre : 7
 Abstentions : 5+1

Date de convocation : 07/12/2023

Présenti par (1) Madame le Maire
 à Mulhouse le 14/12/2023
 (1) Madame le Maire.

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session le 14 décembre 2023
 à Mulhouse, le 14/12/2023.
 Les membres de l'assemblée délibérante (2) (3).

BEYAZ Beytulah	
BILA Ayoub	
Blitici Hassan	
BOMI DA SILVA Claudine	
BOUAMMIED Hour	
BUILLÉ Jean-Philippe	
BUCHERT Mary-Anne	
CAUSER Jean-Yves	
CHAPATTE Jean-Claude	
COLON Flavia	
CORNELLE Marie	
COUCHOT Am	
D'ORELLE Philippe	
DURRIWEL Rose-Marie	
EHRFT Antoine	
EL HAJJAJI Hadis	
FAURDUX-ZELLICH Beatrice	
FLECK Jason	
GÜNTZ Anne-Catherine	
HIMFR Aya	
HORER Franck	

IV - ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	0

HOTTINGER Marie	
HIDJIL Aïme	
HUMOLD Charles	
JCHN Fatma	
JUNG Alfred	
LOISEL Corinne	
LUTZ Michele	
MA-ATZIM Hakim	
METZGER Henri	
MINERY I pic	
MOQUEE Peggy	
MOJIB Nabila	
NICOLAS Thierry	
ODERLIN Alfred	
PAUGAM Isabelle	
PAUVERT Bertrand	
PJLDDA Patrick	
QUIN Paul	
RAPP Catherine	
RISSER Chantal	
RITZ Christelle	
SASSI Anouk	
SCHMIDLIN BEN MDARCK Mehdi	
SCHNEIDER Agnès	
SCHWEITZER Pascale Cécile	
SIMEONI Joseph	
SORANN Cecile	
STEDER Christoph	
STRIFLER Paul André	

IV - ANNEXES		IV D
ARRETE ET SIGNATURES		
SUAREZ Emmanuelle		   
TESSERANT Cécile		
TRIMAILE Philippe		
ZAGACOUL Sabine		
ZANETTI Fabienne		

Certifié exécutoire par : (1) Madame le Maire, compte tenu de la transcription en préfecture, la date de la publication le

A. Mulholland

1) Incepând la: președinții și membrii administrațiilor cu funcții de la colectarea de informații, analiză, prelucrări și rezumat general;

(7) l'Assemblée délibérative élue : le 12/10/1991 et le 17/06/2000

© 2000 Blackwell Science Ltd *Journal of Internal Medicine* 247: 369–375



Page 29



BUDGET PRIMITIF 2024

Rapport de présentation



Table des matières

1	LES VOLUMES BUDGETAIRES 2024.....	3
2	LE BUDGET PRINCIPAL.....	4
2.1	L'EQUILIBRE DU BUDGET PRINCIPAL	4
2.2	LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	4
2.2.1	Une épargne brute calibrée au programme d'investissement.....	4
2.2.2	Les recettes de fonctionnement	5
2.2.3	Les dépenses de fonctionnement	12
2.3	LA SECTION D'INVESTISSEMENT	20
2.3.1	Un programme d'investissement ambitieux pour construire la ville de demain.....	20
2.3.2	Les recettes d'investissement	21
2.3.3	Les dépenses d'investissement	23
3	LE BUDGET ANNEXE DES POMPES FUNEBRES	29
3.1	LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	29
3.2	LA SECTION D'INVESTISSEMENT	30

Le budget primitif 2024 a été construit dans un contexte contraint par l'inflation persistante et un rebond marqué des taux d'intérêts, qui pèsent fortement sur les marges de manœuvre budgétaires des collectivités locales.

La hausse générale des prix, qui a touché tous les postes de dépenses à hauteur de 4,9% en 2023, devrait se poursuivre en 2024 avec un taux d'inflation attendu à 2,6%. Les dépenses énergétiques de la ville sont par ailleurs estimées à 7 millions d'euros en 2024, soit une hausse de près de 50% sur deux ans atténuée par le plan de sobriété énergétique mis en œuvre. Les mesures en faveur du pouvoir d'achat des agents, renforcées au plan local par une augmentation du régime indemnitaire et la mise en place des tickets restaurant, auront elles aussi un impact important sur les finances de la collectivité. Enfin, les taux d'intérêts, qui s'établissaient en-deçà de 1% depuis 2019, ont bondi autour de 4,5% fin 2023, renchérissant le coût de l'ensemble de nos projets d'investissements.

Ces difficultés ne sont pas compensées par l'Etat, dont les dotations stagnent, hormis la Dotation de Solidarité Urbaine qui devrait être revalorisée autour de 3% en 2024. Par ailleurs, un nouvel encadrement des finances locales ou une diminution de ces dotations ne sont pas à exclure dans le cadre de la stratégie pour le redressement des comptes publics. D'autre part, la dynamique fiscale 2024 se limitera aux revalorisations physiques et forfaitaires des bases, les taux étant inchangés par rapport à 2023. Enfin, l'atonie du marché de l'immobilier pourrait provoquer la perte de plus de 1 million d'euros de recettes pour la collectivité à travers les droits de mutation.

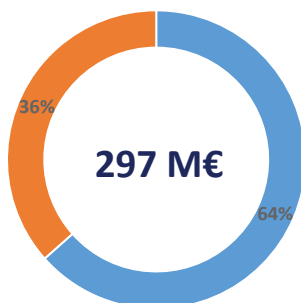
Malgré ce contexte défavorable, la ville amplifie son action en faveur des mulhousiens, en témoignant la hausse de 1,2 millions d'euros des moyens dédiés aux services publics et la forte ambition de ce budget 2024 en matière d'investissements, avec près de 70 millions d'euros de dépenses d'équipement prévues. Ces dépenses d'équipement font partie d'un plan pluriannuel d'investissement de près de 400 M€ sur 2020-2028, qui contribueront à construire la ville de demain : une ville apaisée, durable et agréable à vivre.

1. Les volumes budgétaires 2024

Le projet de Budget Primitif (BP) 2024 de la Ville de Mulhouse est composé du budget principal et du budget annexe des pompes funèbres. Au total, ces deux budgets s'équilibrent à 296 756 000 €, qui se répartissent comme suit :

 **FONCTIONNEMENT 188,3 M€**

 **INVESTISSEMENT 108,5 M€**



Budget principal



Pompes funèbres



2. Le budget principal

2.1 L'équilibre du budget principal

Le budget principal est équilibré à 295 168 000 € :

FONCTIONNEMENT	TOTAL (€)
DEPENSES	186 953 000
RECETTES	186 953 000

INVESTISSEMENT	TOTAL (€)
DEPENSES	108 215 000
RECETTES	108 215 000

TOTAL CUMULE BUDGET PRINCIPAL	295 168 000

2.2 La section de fonctionnement

La section de fonctionnement s'équilibre à 186 953 000 €. On distingue les opérations :

- réelles, qui provoquent un mouvement de trésorerie ;
- d'ordre, qui n'ont pas de conséquences sur la trésorerie de la collectivité. Il s'agit de jeux d'écritures qui n'entraînent aucun décaissement ni encaissement.

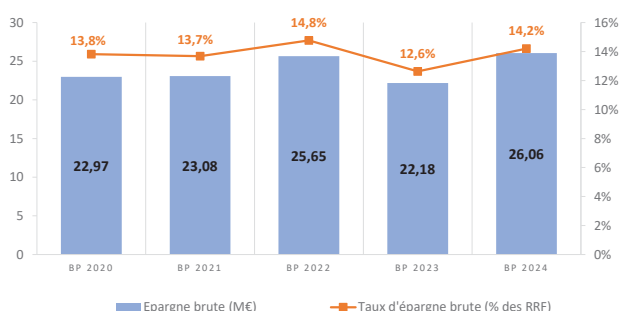
L'épargne brute résulte de la différence entre les recettes et les dépenses réelles de fonctionnement. Elle constitue le socle de la richesse financière de la collectivité et lui permet d'autofinancer une partie de ses investissements.

2.2.1 Une épargne brute calibrée au programme d'investissement

Fortement impactée au BP 2023 par la crise énergétique, l'épargne brute 2024 est attendue en rebond de + 3,9 MC pour atteindre 26,1 MC. Le taux d'épargne brute est de 14,2% des recettes réelles de fonctionnement, ce qui constitue un niveau en adéquation avec le programme d'investissement porté par la Ville.

4

UNE EPARGNE BRUTE CALIBREE AU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT



2.2.2 Les recettes de fonctionnement

La création en 2024 d'un budget propre à l'Orchestre Symphonique de Mulhouse (OSM) entraîne des modifications de périmètre dont il convient de tenir compte pour analyser les écarts entre les BP 2023 et 2024. Le tableau ci-dessous récapitule ces changements de périmètre :

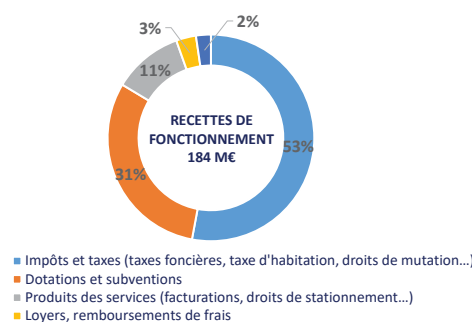
	BP 2023	BP 2024	%
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	178 333 000 €	186 952 530 €	4,8%
PRODUITS DES SERVICES	16 392 340 €	20 483 210 €	
OSM - Passage en Régie personnalisée	3 833 700 €		
PRODUITS DES SERVICES A PERIMETRE CONSTANT	20 226 040 €	20 483 210 €	1,3%
IMPOTS ET TAXES	95 226 305 €	98 986 655 €	3,9%
DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	57 174 784 €		
OSM - Passage en Régie personnalisée	-988 200 €		
DOTATIONS ET PARTICIPATIONS A PERIMETRE CONSTANT	56 186 584 €	57 312 673 €	2,0%
AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	5 817 519 €	5 825 680 €	0,1%
PRODUITS FINANCIERS	700 482 €	698 282 €	-0,3%
ATTENUATIONS DE CHARGES	291 000 €	691 000 €	137,5%
PRODUITS EXCEPTIONNELS	5 500 €	5 500 €	0,0%
RECETTES D'ORDRE	2 725 070 €	2 950 000 €	8,3%
RECETTES DE FONCTIONNEMENT PERIMETRE 2024	181 178 500 €	186 953 000 €	3,2%

5

En valeur faciale, les recettes sont en hausse de +4,8% par rapport au BP 2023. Cette progression est ramenée à +3,2% en retirant le changement de périmètre budgétaire détaillé ci-dessus :

	BP 2023	BP 2024	évol. en MC	Variation
Recettes Réelles	175 607 930 €	184 003 000 €	8,4 MC	4,8%
Impôts et taxes	95 226 305 €	98 986 655 €	3,8 MC	3,9%
Dotations et subventions	57 174 784 €	57 312 673 €	0,1 MC	0,2%
Produits des services	16 392 340 €	20 483 210 €	4,1 MC	25,0%
Produits de gestion courante	5 817 519 €	5 825 680 €	0,0 MC	0,1%
Produits financiers	700 482 €	698 282 €	0,0 MC	-0,3%
Autres recettes	296 500 €	696 500 €	0,4 MC	134,9%
Recettes d'ordre	2 725 070 €	2 950 000 €	0,2 MC	8,3%
TOTAL RECETTES	178 333 000 €	186 953 000 €	8,6 MC	4,8%
TOTAL RECETTES à périmètre constant	181 178 500 €	186 953 000 €	5,77 MC	3,2%

Les recettes réelles de fonctionnement sont attendues à 184 M€. Elles sont principalement composées des impôts et taxes (53%), des dotations et subventions (31%) et des produits des services (11%) :



88

6

Chapitre 73 – Impôts et taxes : 98,9 M€

Les impôts et taxes constituent la principale ressource de la section de fonctionnement. Ils devraient atteindre 98,9 M€ en 2024, et sont composés :

❖ Des impôts ménages : 69,9 M€

Depuis 2023, plus aucun ménage n'est redevable de la taxe d'habitation sur les résidences principales. Pour les communes, la perte de cette recette a été compensée par le transfert des recettes départementales de taxe foncière, assorti d'un coefficient correcteur (« CoCo ») assurant la neutralité de la réforme. La composante « CoCo » évolue de la même manière que les bases fiscales, mais est insensible aux variations du taux d'imposition. En résulte une perte d'efficacité du levier fiscal pour les communes qui bénéficient d'un reversement au titre du « CoCo », dont Mulhouse fait partie. En définitive, près d'un quart de la fiscalité mulhousienne n'est plus modulable suite à cette réforme.

Les prévisions budgétaires 2024 ont été bâties sur les bases ci-dessous pour ce qui est de la fiscalité locale :

- revalorisation forfaitaire des locaux d'habitation : +4,2% ;
- revalorisation forfaitaire des bases des locaux professionnels : +0,5% ;
- revalorisation physique des bases : +0,5% ;
- stabilité des taux d'imposition.

Les recettes qui en résultent sont les suivantes :

- taxe foncière sur le produit bâti : 67,5 M€ ;
- taxe foncière sur le produit non bâti : 0,4 M€ ;
- taxe d'habitation sur les résidences secondaires : 1,7 M€ ;
- régularisations années antérieures : 0,2 M€.

❖ Retours communautaires anticipés en progression :

- pour compenser les impacts de la réorganisation des services à travers l'attribution de compensation ;
- pour tenir compte du vote d'une dotation de solidarité communautaire revalorisée de +2 M€ au global par m2A.

7

❖ Les impôts indirects : 7 M€

	BP 2023	BP 2024	Variation
Droits de place	1 213 000	1 221 350	0,7%
Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources	733 093	733 093	0,0%
Taxe sur l'électricité	1 660 000	1 660 000	0,0%
Taxe additionnelle aux droits de mutation	2 900 000	2 800 000	-3,4%
Taxe sur les emplacements publicitaires	400 000	420 000	5,0%
Autres impôts indirects	89 000	90 000	1,1%
Impôts indirects	6 995 093	6 924 443	-1,0%

Les impôts indirects sont budgétés à 6,9 M€ en 2023 en baisse de -1% par rapport au budget précédent. Cette diminution est liée à la taxe additionnelle aux droits de mutation, qui est anticipée à la baisse (-0,1 M€) au vu du ralentissement du nombre de transactions sur le marché de l'immobilier (-1,1 M€ par rapport au réalisé 2022).

Chapitre 74 – Dotations et participations : 57,3 M€

Les dotations et participations, qui représentent 31% des recettes réelles de fonctionnement devraient progresser de +0,1 M€ en valeur faciale, et de +1,1 M€ à périmètre constant.

❖ Concours financiers de l'Etat : 49,8 M€

Ce sont les dotations accordées par l'état pour compenser le coût des compétences que ce dernier a transféré aux collectivités locales. En 2024, leur revalorisation devrait se limiter à +1,7%, bien en-deçà de l'inflation :

- la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) : 19,2 M€, stable par rapport à 2023 ;
- la Dotation de Solidarité Urbaine (DSU) devrait être revalorisée de +3,2% par rapport à celle perçue en 2023, portant son montant à 28,2 M€ ;
- la Dotation Nationale de Péréquation (DNP) devrait subir une nouvelle baisse de -0,07 M€ par rapport à 2023 et s'établir à 1,4 M€ ;
- la Dotation Générale de Décentralisation (DGD) reste stable à 0,8 M€

8

	BP 2023	BP 2024	Variation
Dotation Globale de Fonctionnement	19 205 000	19 225 000	0,1%
Dotation de Solidarité Urbaine	27 260 000	28 190 000	3,4%
Dotation Nationale de Péréquation	1 570 000	1 430 000	-8,9%
Dotation Générale de Décentralisation	814 268	814 268	0,0%
FCTVA sur dépenses de fonctionnement	110 000	110 000	0,0%
Concours financiers de l'Etat	48 959 268	49 769 268	1,7%

❖ Autres attributions : 3,06 M€

Elles sont essentiellement composées des compensations versées par l'Etat au titre des exonérations consenties sur la taxe foncière sur les propriétés bâties, prévues à 2,5 M€ au BP 2024. La dotation d'état pour les titres sécurisés, revalorisée dans le projet de loi de finances 2024, est budgétée à 0,14 M€ contre 0,08 M€ en 2023. Les autres attributions sont stables :

- Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DCRTP) : 0,24 M ;
- Fonds Départemental de Péréquation de la Taxe Professionnelle (FDPTP) : 0,15 M€ ;
- Dotation de recensement (0,02 M€).

❖ Participations et subventions : 4,5 M€

Les participations et subventions sont en retrait de -14,5% en valeur faciale :

	BP 2023	BP 2024	Variation
(1) Participations autres collectivités	1 737 200	1 541 000	-11,3%
(2) Autres participations de l'Etat : culture, social, scolaire, coopération transfrontalière, etc.	1 633 310	994 130	-39,1%
(3) Participations CAF et autres organismes	1 870 300	1 946 030	4,0%
Participations et subventions	5 240 810	4 481 160	-14,5%
Participations et subventions à périmètre constant	4 252 610	4 481 160	5,4%

9

Cette baisse est liée aux recettes qui seront dorénavant perçues par la régie personnalisée de l'OSM (1 M€). A périmètre constant, les financements de nos partenaires devraient être en hausse de +5,4% :

(1) Hors effet OSM, les participations d'autres collectivités sont en retrait de -0,05 M€, en raison de l'absence de biennale d'art contemporain en 2024. La participation du SIVU du Casino de Blotzheim est stable à 1,1 M€ ;

(2) Les subventions de fonctionnement perçues de l'Etat devraient augmenter de +0,2 M€ hors effet de périmètre : des financements nouveaux sont attendus pour le projet « Notre école faisons là ensemble » (0,09 M€ à destination des écoles mulhousiennes) et pour les conseillers et espaces France Service (0,09 M€).

(3) Les autres participations représentent 1,95 M€, dont :

- 1,3 M€ dans le cadre des projets de transformation et de renouvellement urbains : NPNRU, plans de sauvegarde, sécurité incendie tours Plein Ciel, opérations programmées d'amélioration de l'habitat, etc. ;
- 0,25 M€ pour des projets dans les domaines de la jeunesse et des sports ;
- 0,24 M€ en matière culturelle ;
- 0,07 M€ en faveur de l'éducation ;
- 0,1 M€ de participations diverses.

Chapitre 70 – Produits des services et du domaine : 16,4 M€

Ils sont budgétés en hausse de +4,1 M€ par rapport à 2023, dont +3,9 M€ liés au changement de périmètre budgétaire consécutif à la création de la régie personnalisée de l'OSM (refacturation du personnel et perte des recettes de billetterie).

A périmètre constant les produits des services progressent donc de +0,2 M€ par rapport au BP 2023, incluant :

- des recettes de stationnement et Forfaits Post Stationnement ajustées à 5,4 M€ (+0,5 M€) au regard de la fréquentation et d'une évolution tarifaire au 1^{er} janvier 2024 ;
- des refacturations de personnel qui reculent de -0,4 M€ en raison des réorganisations en cours en lien avec m2A ;
- une augmentation de +0,1 M€ sur les autres produits des services.

Chapitre 75 – Autres produits de gestion courante : 5,8 M€

Ces produits devraient être stables en 2024. Ils se composent pour l'essentiel :

- des recettes liées au patrimoine immobilier de la collectivité (loyers et remboursements de charges) : 2,2 M€ ;
- du loyer financier de 1,5 M€ versé par l'Etat pour l'Hôtel de Police. Cette recette est ensuite reversée par la Ville au propriétaire du bien n'a pour conséquent pas d'incidence financière ;
- des redevances d'exploitation versées par les exploitants de parkings en ouvrage : 0,5 M€ ;
- des recettes des entrées au Théâtre et des remboursements sur contrats aidés, qui représentent tous deux 0,3 M€.

Chapitre 042 – Recettes d'ordre : 2,7 M€

Il s'agit de transferts de crédits entre les sections de fonctionnement et d'investissement, permettant notamment de retracer des mouvements qui impactent l'actif de la collectivité, mais sans avoir de conséquences sur sa trésorerie. En 2024, les recettes d'ordre de fonctionnement ressortent à 2,95 M€, dont :

- 0,8 M€ de travaux d'investissement en régie, qui correspondent à des immobilisations créées par la collectivité pour elle-même. Les moyens engagés en section de fonctionnement pour ces immobilisations sont transférées à l'investissement par opération d'ordre ;
- 2,15 M€ de reprises sur subventions d'investissement. Celles-ci viennent réduire la charge d'amortissement des immobilisations, sur la même durée que l'amortissement des biens qu'elles ont contribué à financer.

11

2.2.3 Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement sont budgétées à 187 M€.

	BP 2023	BP 2024	Ecart	%
Dépenses Réelles	153 425 660 €	157 943 632 €	4,5 M€	2,9%
Charges de personnel	82 062 600 €	84 596 600 €	2,5 M€	3,1%
Moyens des services publics	27 171 155 €	28 410 873 €	1,2 M€	4,6%
Energie / Fluides	10 131 235 €	6 957 485 €	-3,2 M€	-31,3%
Subventions et contributions	29 645 810 €	33 182 814 €	3,5 M€	11,9%
Charges financières	3 915 060 €	4 315 060 €	0,4 M€	10,2%
Charges exceptionnelles	51 150 €	32 150 €	0,0 M€	-37,1%
Autres charges	448 650 €	448 650 €	0,0 M€	0,0%
Dépenses d'ordre	24 907 340 €	29 009 368 €	4,1 M€	16,5%
Amortissements	10 894 990 €	10 931 000 €	0,0 M€	0,3%
Autofinancement	14 012 350 €	18 078 368 €	4,1 M€	29,0%
TOTAL DEPENSES	178 333 000 €	186 953 000 €	1,9 M€	4,8%
TOTAL DEPENSES à périmètre constant	178 209 250 €	186 953 000 €	9,1 M€	4,9%

La construction budgétaire 2024 est marquée par une forte inflation, des mesures en faveur du pouvoir d'achat des agents territoriaux et par un fort rebond des taux d'intérêts renchérissant le coût de la dette. Dans ce contexte, il convient de maîtriser les dépenses non contraintes pour préserver l'épargne brute et donc la capacité d'investissement de la Ville, tout en continuant à offrir aux mulhousiens des services publics de qualité.

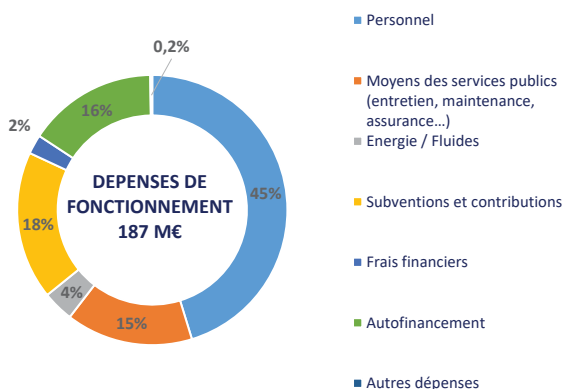
A périmètre constant et hors énergie, la progression des dépenses réelles de fonctionnement est contenue à +3% par rapport au budget précédent. Cette évolution porte sur les dépenses de personnel (+3,7%), les moyens des services publics (+4,6%) et les intérêts de la dette (+10,2%)

Le tableau qui suit détaille, pour les dépenses réelles de fonctionnement, les modifications de périmètre dont il convient de tenir compte pour l'analyse des écarts entre les budgets 2023 et 2024 :

12

	BP 2023	BP 2024	%
Dépenses de fonctionnement	153 425 660 €	157 943 632 €	2,9%
MOYENS DES SERVICES PUBLICS	27 171 155 €	28 410 873 €	4,6%
ENERGIE / FLUIDES BP 2023	10 131 235 €		
Energie / Fluides	-3 173 750 €		
ENERGIE / FLUIDES PERIMETRE CONSTANT	6 957 485 €	6 957 485 €	0,0%
CHARGES DE PERSONNEL BP 2023	82 062 600 €		
OSM - Passage en Régie personnalisée	-505 000 €		
CHARGES DE PERSONNEL PERIMETRE CONSTANT	81 557 600 €	84 596 600 €	3,7%
SUBVENTIONS ET CONTRIBUTIONS BP 2023	29 645 810 €		
OSM - Passage en Régie personnalisée	3 555 000 €		
SUBVENTIONS ET CONTRIBUTIONS PERIMETRE CONSTANT	33 200 810 €	33 182 814 €	0,0%
CHARGES FINANCIERES	3 915 060 €	4 315 060 €	10,2%
ATTENUATIONS DE PRODUITS	448 650 €	448 650 €	0,0%
CHARGES EXCEPTIONNELLES	51 150 €	32 150 €	-37,1%
Dépenses réelles de fonctionnement périmètre 2024	153 301 910 €	157 943 632 €	3,0%

Le graphique ci-dessous présente la répartition des dépenses de fonctionnement du BP 2024 par catégorie :



13

Chapitre 012 – Charges de personnel : 84,6 M€

Les dépenses de personnel constituent 54% des dépenses réelles de fonctionnement. Ces dépenses devraient progresser de +3,7% par rapport à 2023 à périmètre constant. Le projet de budget primitif 2024 intègre à la fois :

- des mesures 2023 en année pleine :
 - augmentation de +1,5% de la valeur du point d'indice intervenue au 1^{er} juillet 2023 : +0,4 M€ ;
 - revalorisation du régime indemnitaire équivalente à +1,5% de valeur du point d'indice (mesure locale) : +0,4 M€ ;
 - relèvement du taux de prise en charge des transports en commun (75% au lieu de 50% à compter du 1^{er} septembre 2023) et revalorisation des frais de missions.
- des mesures qui interviendront en 2024 :
 - 5 points d'indice majorés supplémentaires pour tous les agents : +0,6 M€ ;
 - Augmentation du SMIC : +0,1 M€ ;
 - Glissement Vieillesse Technicité : +0,6 M€ ;
 - Effet noria : -0,4 M€ ;
 - mise en place des tickets restaurant : +0,8 M€ ;
 - organisation des élections européennes : +0,1 M€

Chapitre 011 – Moyens des services publics : 28,4 M€

Il s'agit des moyens mis en œuvre pour déployer des services publics de qualité à destination des mulhousiens. Une hausse de +1,5 M€ de ces dépenses est prévue, portant l'enveloppe budgétaire à 28,4 M€ :

	BP 2023	BP 2024	Variation
Achats de matières, fournitures et prestations	4 638 945	4 661 429	0,5%
Services extérieurs	20 838 710	21 874 494	5,0%
Impôts et taxes	1 693 500	1 874 950	10,7%
Moyens des services publics	27 171 155	28 410 873	4,6%

14

Par rapport au budget 2023, la Ville consacrera 1,1 M€ de prestations de services supplémentaires en faveur des mulhousiens, dont :

- 0,25 M€ pour favoriser les modes de déplacements doux (actualisation des coûts des Pass'Junior et Seniors, nouveau contrat de gestion des vélos en libre-service, gestion d'abris vélos) ;
- 0,28 M€ pour l'animation de la ville dont : +0,12 M€ pour le festival Scènes de Rues sur 3 jours, +0,08 M€ pour les festivités autour de l'accueil de la flamme olympique, +0,08 M€ pour étendre le Marché de Noël au nouveau plateau piétonnier ;
- 0,25 M€ à destination des écoles pour leur nettoyage, leur entretien et le remplacement des ATSEM, ainsi qu'au titre du projet « Notre Ecole Faisons la Ensemble » (programme financé par l'Etat) ;
- 0,12 M€ pour renforcer l'entretien et la sécurité des espaces verts ;
- 0,1 M€ pour la gestion externalisée de points lumineux dans le cadre du Plan Lumière ;
- 0,08 M€ pour accroître l'attractivité touristique et universitaire de la Ville et renforcer l'accueil des nouveaux arrivants.

Par ailleurs, les dépenses liées au patrimoine immobilier de la collectivité (charges locatives et de copropriété et taxes foncières) sont anticipées en hausse de +0,3 M€.

Chapitre 011 – Energie et fluides : 7 M€

Le projet de budget primitif 2024 porte 7 M€ de dépenses énergétiques, en baisse de -30% par rapport au BP 2023, mais en hausse de +44% par rapport aux dépenses réellement supportées en 2022 (+2,1 M€). Le coût des énergies demeure à un niveau bien supérieur à celui de ces dix dernières années :

Dépenses énergie/fluides 2015 - 2024



15

Chapitre 65 – Charges de gestion courante : 33,2 M€

Le budget 2024 ressort à 33,2 M€ dont une subvention nouvelle de 3,55 M€ destinée à l'Orchestre Symphonique de Mulhouse. A périmètre constant, les subventions versées sont stables par rapport au BP 2023. Les charges de gestion courante se décomposent de la manière suivante :

❖ Fonctionnement du Centre Communal d'Action Sociale : 2,9 M€

La subvention d'équilibre du CCAS est prévue à hauteur de 2,9 M€ pour 2024, contre 2,6 M€ en 2023. Cette augmentation de +11% permettra au CCAS de renforcer sa capacité d'accueil et de mettre en œuvre de nouveaux projets en soutien des mulhousiens les plus fragiles.

❖ Fonctionnement de l'Orchestre Symphonique de Mulhouse : 3,55 M€

A compter du 1^{er} janvier 2024, l'OSM disposera d'un budget propre dans le cadre d'une régie à autonomie financière et dotée de la personnalité morale créée en 2023. La Ville de Mulhouse versera 3,55 M€ à cette dernière en 2024, pour accompagner le projet d'obtention du label « Orchestre National en Région ».

Contingents et participations : 12 M€

La Ville de Mulhouse contribue au financement d'organismes de regroupement (dont les plus importants sont le SDIS, l'Opéra du Rhin et la HEAR) ainsi qu'au fonctionnement des écoles privées. Ces dépenses sont stables par rapport au BP 2023.

❖ Subventions de fonctionnement : 13,0 M€

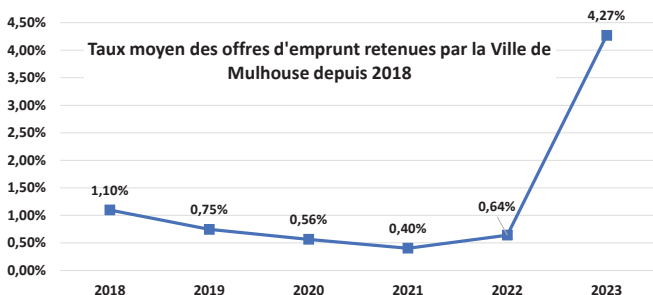
Les subventions de fonctionnement octroyées à nos partenaires associatifs sont stables à 13 M€. Le tableau qui suit précise leur répartition par domaine d'activité :

16

	BP 2024
Culture	4 051 503
Jeunesse	3 383 691
Sports	2 501 065
Action sociale, Famille et Santé	892 498
Environnement et Aménagements Urbains	796 610
Amicale du personnel	580 945
Relations internationales	254 700
Réserve énergie	0
Enseignement et formation	186 315
Action Economique	129 200
Subventions diverses	215 685
Subventions de fonctionnement	12 992 212

Chapitre 66 – Charges financières : 4,3 M€

Les intérêts de la dette sont projetés en hausse de +0,4 M€ en 2024, en lien avec des taux d'intérêts particulièrement élevés autour de 4,5% actuellement contre 0,64% en 2022 :



17

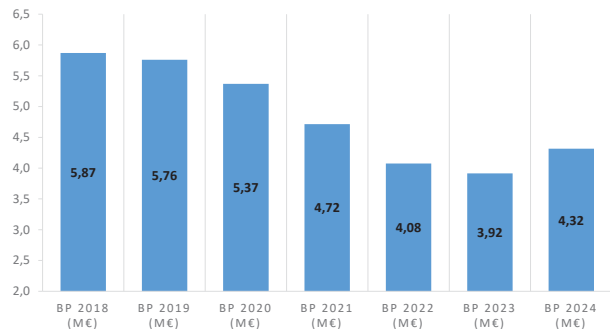
La stratégie poursuivie par la Ville de Mulhouse depuis plusieurs années en matière de dette (refinancements, recours au taux fixe) a permis de dégager 1,5 M€ de marges de manœuvre depuis 2020 et de détenir une dette entièrement sécurisée. Le contexte de taux actuel impose de déployer de nouveaux leviers de financement :

- Recours croissant aux produits à taux variables permettant de disposer de marges de renégociation plus importantes ;
- Appel à des emprunts de type « intracting » à taux fixe de 2% sur les projets ciblés uniquement sur les économies d'énergie.

Par ailleurs, si le programme d'investissement massif déployé en 2024 exigera un recours à l'emprunt, ce dernier sera limité aux besoins effectifs de la collectivité.

Ces éléments permettent de contenir la hausse des frais financiers à +0,4 M€ :

EVOLUTION DES FRAIS FINANCIERS



18

Chapitre 67 – Charges exceptionnelles : 0,03 M€

Les charges exceptionnelles ressortent à 0,03 M€, pour couvrir les annulations de titres sur exercices antérieurs que la collectivité serait amenée à effectuer en 2024.

Chapitre 042 – Dépenses d'ordre : 10,9 M€

Les dépenses d'ordre s'élèvent à 10,9 M€ dont :

- l'amortissement des immobilisations, qui constate la diminution de la valeur de bien au fil des années et est aussi une ressource permettant de contribuer à leur renouvellement : 3,4 M€ ;
- l'amortissement des subventions d'investissement accordées à nos partenaires en soutien de leurs projets d'investissements : 6,6 M€ ;
- l'étalement d'une indemnité de remboursement anticipé effectué en 2015 : 0,9 M€.

Enfin, la part libre d'autofinancement, qui s'élève à 18,1 M€ est elle aussi basculée vers la section d'investissement pour contribuer au financement des dépenses d'équipement de la Ville.

19

2.3 La section d'investissement**2.3.1 Un programme d'investissement ambitieux pour construire la ville de demain**

La section d'investissement ressort à 108,2 M€ en 2024 dont 69,8 M€ seront consacrés aux dépenses d'équipement. Le Programme Pluriannuel des Investissements 2020-2028 atteint près de 400 M€, avec pour ambition de construire la ville de demain à travers 4 priorités :

- Mulhouse se transforme, en développant les mobilités douces, en favorisant la nature en ville et en transformant les quartiers ;
- Mulhouse protège, assure la sécurité des personnes et des biens, soutient les plus fragiles et agit contre la fracture numérique ;
- Mulhouse s'engage pour la transition écologique, soutient le dynamisme commercial et fait du citoyen un acteur de la cité ;
- Mulhouse s'épanouit aux côtés des familles, des jeunes et des aînés, en donnant la priorité à l'éducation, à la culture et au sport.

Désignation	Montant des Autorisations de Programme 2020 - 2028
Maintenance et efficacité énergétique du patrimoine	53,5 M€
Rénovation et mise aux normes du patrimoine	8,5 M€
Mulhouse Diagonales	4,7 M€
Nouveau Plan National de Renouvellement Urbain	108 M€
Bien-être et mobilités douces	10,3 M€
Plan écoles	40 M€
Nature en ville et biodiversité	4,4 M€
Voirie, pistes cyclables, ouvrages d'art et cadre de vie	33,3 M€
Aménagement des équipements culturels et culturels	15,4 M€
Aménagement des équipements sportifs	7,4 M€
Amélioration de l'habitat	4,8 M€
Projets d'aménagement et de développement	35,8 M€
Ville intelligente	3,7 M€
Mulhouse Grand Centre	12,7 M€
Opérations à solder - PPI précédente	0,9 M€
Investissements annuels (Maintenance, réparations, modernisation, mobilier, foncier, financiers, soit 6,1 M€ /an)	54,9 M€
TOTAL :	398,3 M€

20

2.3.2 Les recettes d'investissement

Le tableau ci-dessous présente les recettes permettant le financement du plan d'investissement 2024 :

	BP 2024
Autofinancement	26 059 368
Emprunts	49 192 609
Subventions d'équipement	11 782 054
Recettes financières	3 878 650
Dotations et fonds divers	5 800 000
Autres recettes	100 400
Mouvements d'ordre	11 401 919
Total recettes d'investissement	108 215 000

❖ Autofinancement : 26,1 M€

Le niveau d'épargne brute est anticipé à 14,2% des recettes réelles de fonctionnement en 2024, un niveau qui reste satisfaisant en dépit des menaces qui pèsent sur le budget des collectivités locales (inflation, taux d'intérêts, etc.). Pour rappel, le seuil de vigilance se situe autour de 10% des recettes réelles de fonctionnement.

❖ Emprunts : 49,2 M€

Un emprunt prévisionnel de 49,2 M€ maximum permet d'équilibrer la section d'investissement du BP 2024, mais celui-ci ne sera mobilisé qu'à concurrence du besoin de financement réel qui découlera des réalisations 2024.

❖ Subventions d'équipement : 11,8 M€

Le produit des amendes de Police est estimé à 1,6 M€ et 10,2 M€ sont attendus de la part de nos partenaires institutionnels au soutien des dépenses d'équipement de la Ville.

Le tableau ci-dessous présente la répartition par financeur des subventions attendues de nos partenaires au BP 2024 :

	BP 2024 (M€)
Subventions Etat	5,8
Subventions Région	0,5
Subventions CeA	0,3
Subventions m2A	1,1
Subventions ANRU	2,2
Autres financeurs (AERM, ANS)	0,3
Produits des amendes de Police	1,6
Total subventions d'investissement	11,8

❖ Recettes financières : 3,9 M€

On trouve dans les recettes financières :

- le remboursement d'avances de trésorerie accordées par la Ville pour 3,4 M€ ;
- le remboursement des prêts accordés au personnel de la collectivité, budgété pour 0,1 M€ ;
- les produits de cessions d'actifs de la Ville, estimé à 0,4 M€.

❖ Dotations et fonds divers : 5,8 M€

Le Fonds de Compensation pour la TVA (FCTVA) est une dotation destinée à assurer la compensation, à un taux forfaitaire, de la charge de TVA que supporte la collectivité sur ses dépenses d'investissement et qu'elle ne peut récupérer via les mécanismes fiscaux. Son montant est estimé à 5,4 M€ pour 2024. Par ailleurs, la Ville perçoit le produit de la Taxe d'Aménagement, lié aux travaux réalisés sur son territoire et soumis à des autorisations d'urbanisme. Cette taxe est attendue à 0,4 M€, stable par rapport à 2023.

❖ Recettes d'ordre : 11,4 M€

Les recettes d'ordre de la section d'investissement sont constituées :

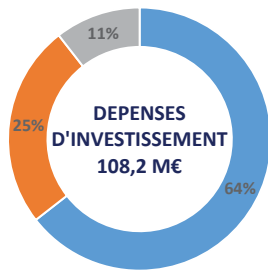
- de la contrepartie des dépenses d'ordre de fonctionnement détaillées en page 19, qui constituent une ressource pour la section d'investissement ;
- d'écritures patrimoniales : acquisitions ou cessions de patrimoine à titre gratuit, bascules de frais d'études ou d'immobilisations en cours sur les comptes d'immobilisations définitifs.

21

22

2.3.3 Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement ressortent à 108,2 M€, dont 69,8 M€ de dépenses d'équipement :



■ Dépenses d'équipement ■ Dépenses financières ■ Mouvements d'ordre

Les dépenses d'équipement : 69,8 M€

On y retrouve les investissements suivants :

- Pluriannuels (y compris subventions d'équipement).....63,6 M€

Il s'agit des opérations gérées en Autorisations de Programme/Crédits de Paiement (APCP). En 2024, ces opérations sont budgétées à 63,6 M€. Il s'agit du plafond des dépenses faisant partie du programme et qui pourront être décaissées en 2024.

- Investissements annuels en travaux..... 2,0 M€

- Investissements mobiliers.....2,2 M€

- Investissements fonciers..... 2,0 M€

23

❖ Les investissements pluriannuels : 63,6 M€

PLAN ECOLES	BP 2024 (M€)	SUBVENTION D'EQUIPEMENT
GROUPE SCOLAIRE VICTOR HUGO	9,100	
GROUPE SCOLAIRE COTEAUX 1	6,482	
GROUPE SCOLAIRE COTEAUX 2	5,726	
GROUPE SCOLAIRE COTEAUX 3	1,000	
MAINTENANCE SCOLAIRE	0,947	
ECOLE ACCESSIBILITE PMR	0,300	
COURS D'ECOLES	0,250	
GROUPE SCOLAIRE SELLIER	0,200	
ECOLE MATERNELLE VICTOR HUGO	0,200	
GROUPE SCOLAIRES COTEAUX - TRAVAUX ANNEXES	0,182	
MISE EN SURETE DES ECOLES	0,150	
MOBILIER SCOLAIRE	0,140	
PLAN NUMERIQUE ECOLES	0,100	
PREAUX ET ABRIS A VELOS ECOLES	0,090	
JEUX DE COUR	0,070	
ECOLE TRAVAUX DE SECURITE INCENDIE	0,025	
TOTAL	24,961	

TRANSFORMATION ET RENOUVELLEMENT URBAINS	BP 2024 (M€)	SUBVENTION D'EQUIPEMENT
NPNRU BRIAND - AMENAGEMENT AXE BRIAND FRANKLIN ROOSEVELT SECTION MARCHÉ	1,843	
SUBVENTION CITIVIA PERICENTRE HABITAT ET AMENAGEMENTS: OPAH RU FONDERIE	1,400	X
DMC - RECONVERSION BATIMENT 62 ET AMENAGEMENTS ESPACES PUBLICS	0,984	X
ZAC GARE	0,938	X
AIDE AU LOGEMENT : ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	0,900	X
DMC - RECONVERSION BATIMENTS 59-60	0,800	
ANCIEN DROUOT AMENAGEMENT D'ESPACES PUBLICS	0,682	
SUBVENTION CITIVIA ZAC FONDERIE	0,600	X
PROVISION RUDIC	0,281	X
DMC - ETUDES AMI FRANCE 2030	0,261	
SUBVENTION D'EQUIPEMENT AU PRIVE - MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE	0,260	X
SUBVENTION D'EQUIPEMENT AU PRIVE: OPAH RU FONDERIE	0,200	X
PERICENTRE NORD-LOCAL 59-61 BRIAND	0,200	
PERICENTRE NORD+ANRU - LOCAL 15 LAVOISIER MIROIR CITE GRAND ATELIER	0,200	
PROVISION NOUVEAU BASSIN	0,173	X
PERICENTRE SUD - AMENAGEMENT VILLAGE INDUSTRIEL FONDERIE	0,150	
ETUDES QUARTIERS FERTILES	0,150	
ETUDES AMENAGEMENT SITE DMC	0,125	
AIDE AU LOGEMENT : PERSONNES DE DROIT PRIVE	0,100	X
CONFINEMENT ESELACKER	0,078	
SUBVENTION CITIVIA POLE MEDICAL GUNSBACH	0,064	X
ETUDES DE ROUVELLEMENT URBAIN NPNRU: DALLES/ FOOD COURT	0,060	

24

TRANSFORMATION ET RENOUVELLEMENT URBAINS (Suite)	BP 2024 (M€)	SUBVENTION D'EQUIPEMENT
DALLE AMENAGEMENTS URBAINS LEGRS	0,055	
TOUS QUARTIERS AMO EXPERTISES PONCTUELLES	0,052	
DMC - SUBVENTION UHA AMI FRANCE 2030	0,050	X
PROVISION OPAH RU FONDERIE	0,042	X
DIAGNOSTIC CHEMINEES URBAINES	0,030	
ZAC FONDERIE	0,027	
COMMUNICATION OPERATION DE RENOUVELLEMENT URBAIN	0,010	
SUBVENTION D'EQUIPEMENT ACCESSIBILITE	0,005	X
TOTAL	10,720	

NATURE EN VILLE, MOBILITES DOUCES ET EFFICACITE ENERGETIQUE	BP 2024 (M€)	SUBVENTION D'EQUIPEMENT
MODERNISATION RENOVATION ECLAIRAGE PUBLIC	4,065	
PERICENTRE NORD - ROOSEVELT HORS QPV	1,611	
DMC - DEPOLLUTION CIMITEM	1,000	
MULHOUSE DIAGONALES BERGES DE L'ILL : AMENAGEMENT RIVE DROITE	0,750	
PLAN VELO	0,500	
PORTE DE BALE - BONNES GENS	0,500	
PIETONNISATION SECTEUR ARSENAL	0,451	
MULHOUSE DIAGONALES TERRASSES DU MUSEE: AMENAGEMENTS	0,400	
ESPACES VERTS MAINTENANCE	0,352	
RUE DE LATTRE DE TASSIGNY	0,350	
PATRIMOINE SCOLAIRE EFFICACITE ENERGETIQUE PLAN CLIMAT	0,300	
DMC - DEPOLLUTION COEUR DE SITE	0,300	
DMD - MOE ETUDES	0,266	
RUE DE METZ - PASTEUR	0,250	
PIETONISATION BERGES DIAGONALES	0,200	
BUDGET PARTICIPATIF	0,200	
MAINTENANCE TRANSITION ENERGETIQUE	0,188	
REEVALUATION COUT DEVELOPPEMENT MOBILITES DOUCES	0,150	
RENOVATION FEUX TRICOLORES ECONOMIE ENERGIE	0,120	
PLANTATION D'ARBRES	0,120	
COLMAR HUBNER - MERTZAU	0,120	
MULHOUSE DIAGONALES STEINBAECHLEIN : AMENAGEMENTS URBAINS	0,100	
ILOTS DE FRAICHEUR	0,100	
BATIMENTS COMMUNAUX RENOVATION ENERGETIQUE	0,094	
EFFICACITE ENERGETIQUE - AUTOMATES ET TELEGESTION	0,075	
DECRET TERTIAIRE : ETUDES	0,071	
PLAN VELO - S422 DOMAINE PUBLIC ROUTIER	0,060	
BATIMENTS COMMUNAUX BORNES RECHARGE VEHICULES ELECTRIQUES	0,050	
MULHOUSE DIAGONALES : AMENAGEMENT QUAI DE L'ALMA	0,045	
MULHOUSE DIAGONALES : BUDGET PARTICIPATIF	0,040	
MULHOUSE DIAGONALES BERGES DE L'ILL : PASSERELLE	0,038	
PLAN VELO - AMENAGEMENTS DE PROXIMITE	0,030	
RABBINS PREISS - SYNAGOGUE	0,027	
SUBVENTION OPAC MISE AUX NORMES JEUX	0,020	X

25

NATURE EN VILLE, MOBILITES DOUCES ET EFFICACITE ENERGETIQUE (Suite)	BP 2024 (M€)	SUBVENTION D'EQUIPEMENT
DEMOLITION SITE PUPA	0,013	
DMD - AMENAGEMENTS CONCERTATION	0,007	
MULHOUSE DIAGONALES - SOUTIENT AUX ASSOCIATIONS	0,005	X
DMD - COMMUNICATION	0,005	
TOTAL	12,973	

VOIRIE	BP 2024 (M€)	SUBVENTION D'EQUIPEMENT
MAINTENANCE VOIRIE	2,185	
PARKING ET COUR DES MARECHAUX - RENOVATION	0,800	
RUES KLEBER, MANEGE, CORNELLLES	0,660	
AMENAGEMENTS URBAINS	0,613	
DEMOLITION- RECONSTRUCTION OUVRAGES D 'ART	0,400	
INVESTISSEMENTS DE PROXIMITE DANS LES QUARTIERS	0,248	
PARKINGS EN OUVRAGE	0,200	
REFECTION DE CHAUSSEES	0,195	
RENOVATIONS DEVIATIONS RESEAUX INFORMATIQUES ET FIBRE OPTIQUE	0,128	
IMPLANTATION DE GARAGES A VELOS	0,120	
AMELIORATION SIGNALISATION ET SECURITE ROUTIERE	0,100	
EXTENSION BRANCHEMENTS ERDF	0,100	
ENTRETIEN DES OUVRAGES D'ART	0,100	
OUVRAGE D'ART COUBERTIN	0,100	
BOULEVARD DE LA MARNE	0,100	
MISE A NIVEAU DES PARKINGS	0,060	
EXTENSION RENOVATION BORNES AUTOMATIQUES	0,050	
AMENAGEMENT RUE LAENNEC - MANGENEY	0,046	
PLAN DE STATIONNEMENT	0,030	
TOTAL	6,206	

PATRIMOINE MUNICIPAL	BP 2024 (M€)	SUBVENTION D'EQUIPEMENT
FONDERIE UHA - PARTICIPATION TRAVAUX	0,500	X
MAINTENANCE BATIMENTS MUNICIPAUX	0,368	
RELOCALISATION DE SERVICES	0,300	
INFORMATIQUE ET MOBILIER	0,275	X
MAISON DE LA JUSTICE ET DU DROIT	0,270	
IMMEUBLES COMMUNAUX ACCESSIBILITE PMR	0,200	
MAINTENANCE CHAUFFERIES	0,197	
IMMEUBLES COMMUNAUX TRAVAUX SECURITE INCENDIE	0,150	
IMMEUBLE RUE DE BALLERSDORF	0,150	
TOUR DE L'EUROPE - REPRISE ETANCHEITE TOITS TERRASSES	0,150	
VIDEOSURVEILLANCE	0,130	
MAINTENANCE SOCIAL	0,090	
MODERNISATION HALLE DU MARCHÉ	0,078	
VILLE DES INTELLIGENCES - MAQUETTE 3D	0,060	
TOUR DE L'EUROPE - AMENAGEMENT PIED DE TOUR	0,060	
VILLE DES INTELLIGENCES - LOGICIELS	0,059	
HOTEL DE VILLE - FACADE	0,050	

26

PATRIMOINE MUNICIPAL (Suite)	BP 2024 (M€)	SUBVENTION D'EQUIPEMENT
VILLE DES INTELLIGENCES - JUMEAU NUMERIQUE	0,080	X
SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT AUX ASSOCIATIONS	0,074	X
IMMEUBLES DE GRANDE HAUTEUR	0,046	
BATIMENT KMX MAINTENANCE	0,039	
TOTAL	3,324	

EQUIPEMENTS SPORTIFS	BP 2024 (M€)	SUBVENTION D'EQUIPEMENT
RENOVATION MONTAIGNE	1,749	
TERRAIN BASKET SCHOENACKER	0,335	
MAINTENANCE EQUIPEMENTS SPORTIFS	0,315	
STREET PARK GARE	0,164	
INSTALLATIONS SPORTIVES FOOTBALL	0,150	
SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT ASSOCIATIONS SPORTS ET JEUNESSE	0,065	X
EQUIPEMENTS SPORTIFS COTEAUX	0,020	
SALLE DE SPORTS MITTELWIHR	0,016	
TOTAL	2,814	

EQUIPEMENTS CULTURELS	BP 2024 (M€)	SUBVENTION D'EQUIPEMENT
FILATURE - AMENAGEMENT D'UN RESTAURANT	0,350	
BIBLIOTHEQUE GRAND RUE - LOCAUX DE CONSERVATION DES DOCUMENTS	0,350	
FILATURE GROSSE MAINTENANCE	0,250	
RESIDENCE D'ARTISTES DORNACH	0,200	
FILATURE AMENAGEMENTS SCENIQUES	0,200	
MAINTENANCE BATIMENTS CULTURELS	0,162	
SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT ASSOCIATIONS CULTURELLES	0,100	X
BIBLIOTHEQUE GRAND RUE AMENAGEMENT ACCUEIL	0,095	
SUBVENTION D'EQUIPEMENT FILATURE MOBILIER ET MATERIEL	0,060	X
SUBVENTION D'EQUIPEMENT HEAR	0,060	X
CONSERVATOIRE : GROSSE MAINTENANCE	0,055	
ART URBAIN : REHABILITATION DE FRESQUES	0,050	
THEATRE ETUDE RENOVATION TOITURE	0,050	
TOTAL	1,981	

CULTES	BP 2024 (M€)	SUBVENTION D'EQUIPEMENT
MAINTENANCE BATIMENTS CULTUELS	0,236	
SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT CULTES	0,242	X
TEMPLE ST-ETIENNE : PHASE 4 TOITURE	0,081	
TOTAL	0,559	

❖ Les investissements annuels en travaux : 2 M€

Il s'agit de dépenses d'équipement dont le coût est en-deçà de 0,3 M€ et qui peuvent être finalisées en une année. Le montant prévu au budget 2024 est fonction des propositions recueillies dans le cadre de la préparation budgétaire.

❖ Les investissements mobiliers : 2,2 M€

Ces dépenses permettent l'acquisition et le renouvellement de biens meubles nécessaire à la mise en œuvre des services publics : mobilier, matériel informatique et de communication, véhicules, etc.

❖ Les acquisitions foncières : 2 M€

Les principales acquisitions projetées en 2024 sont les suivantes :

- Ilot 12 rue Jean Jacques Henner : 0,25 M€ ;
- 128 avenue de Colmar : 0,1 M€ ;
- 1, rue Bonbonnière : 0,13 M€ ;
- 7-9 rue Schlumberger : 0,53 M€ ;
- Préemptions dans le cadre des opérations de renouvellement urbain : 1 M€.

❖ Les dépenses financières : 27 M€

DEPENSES FINANCIERES	BP 2024 (M€)
REMBOURSEMENT DE DETTE	21,60
ECHELONNEMENT ACQUISITION FONCIER DMC	1,25
AVANCE DE TRESORERIE MGC / RUDIC	2,00
AVANCE DE TRESORERIE PARKINGS SILO GARE / FONDERIE	1,15
AVANCE DE TRESORERIE REUSSITE EDUCATIVE	0,30
AUGMENTATION DE CAPITAL CITIVIA SEM	0,12
PARTICIPATION AU CAPITAL FONCIERE DE REDYNAMISATION COMMERCIALE	0,50
PRETS AU PERSONNEL POUR LE LOGEMENT	0,10
DIVERS	0,03
Total	27,05

En conclusion et au regard des prévisions budgétaires détaillées dans ce rapport, la capacité de désendettement prévisionnelle s'établit à 8 années au budget primitif 2024. Il s'agit d'un des principaux ratios permettant de déterminer la solvabilité d'une collectivité territoriale, avec un seuil de vigilance placé à 10 ans.

27

28

3. Le budget annexe des Pompes Funèbres

Les budgets annexes, distincts du budget principal mais votés par l'assemblée délibérante, sont obligatoirement établis pour les services publics locaux industriels et commerciaux. Ils permettent d'établir le coût réel d'un service et de déterminer précisément le prix à payer par ses seuls utilisateurs pour équilibrer ses comptes.

Le service extérieur des pompes funèbres revêt le caractère de SPIC depuis 1998, en vertu d'un avis rendu par le Conseil d'Etat en date du 19 décembre 1995. Le budget annexe pompes funèbres de la Ville de Mulhouse retrace depuis les activités de crémations, creusement de tombes et locations de chambres funéraires. Les ressources générées par ces activités doivent permettre de financer les dépenses nécessaires à la mise en œuvre de ce service public, ainsi que le renouvellement et l'amélioration des équipements.

3.1 La section de fonctionnement

La section de fonctionnement s'équilibre à 1 336 000 €. Les dépenses de fonctionnement sont retracées dans le tableau ci-dessous :

Dépenses	BP 2023	BP 2024
Energie	132 000	182 000
Rémunération de travaux, fournitures et services extérieurs	419 950	386 200
Frais de personnel	483 000	500 850
Frais financiers	13 000	13 000
Autres charges de gestion courante	1 050	950
Charges exceptionnelles	1 000	1 000
Autofinancement	16 720	18 500
Dépenses d'ordre	227 280	233 500
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	1 294 000	1 336 000

L'équilibre budgétaire est assuré par les recettes suivantes :

Recettes	BP 2023	BP 2024
Crémations	1 004 600	1 004 380
Creusement de tombes	30 000	30 000
Location de chambres funéraires	160 180	200 000
Travaux sur sépultures	18 000	24 000
Vente de monuments funéraires	6 000	7 400
Autres recettes	75 220	70 220
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	1 294 000	1 336 000

3.2 La section d'investissement

En 2023, le budget prévoit 0,25 M€ de dépenses d'investissement, dont 0,21 M€ de dépenses d'équipement. Celles-ci permettront :

- d'assurer la maintenance des installations : 0,22 M€ ;
- de renouveler le matériel technique, l'outillage et le mobilier : 0,03 M€.

Les dépenses d'investissement seront financées par :

- l'autofinancement : 0,02 M€ ;
- l'amortissement des immobilisations : 0,23 M€.

29

30

Mme le Maire : Nous allons passer à une séquence de délibérations qui concerne le budget. Je propose à Florian COLOM de nous présenter les délibérations 1077, 1078, 1079 et 1080 et nous reviendrons en arrière pour voter chaque délibération individuellement. A toi, Florian.

M. COLOM : Merci Mme le Maire. C'est toujours un plaisir de concrétiser le travail qui était le nôtre durant cette rentrée 2023 pour préparer le budget 2024 suite notamment aux orientations budgétaires qui ont été débattues largement dans cette instance au dernier conseil municipal et de mettre maintenant des chiffres concrets derrière les ambitions politiques que l'on avait formulées pour toujours plus construire une ville apaisée, durable et agréable à vivre pour tous les Mulhousiens.

Ce budget se trouve marqué par de grandes lignes budgétaires qui certaines se sont imposées à nous, d'autres sont à notre initiative. La première, c'est de développer des mesures en faveur du pouvoir d'achat et de l'attractivité auprès de nos agents. On le sait tous, ils sont bien évidemment également touchés par l'inflation sur leur propre budget et nous avons le souci d'avoir des offres d'emploi attractives, et ça passe nécessairement par une revalorisation salariale qui est chiffrée sur 2024, à la fois pour les mesures prises en 2023 et qui maintenant vont être sur une année pleine ainsi qu'à celles spécifiques à 2024 et notamment le titre restaurant se chiffrait à 2,5 millions d'euros.

Autre élément budgétaire qui s'est imposé à nous, ce sont les dépenses énergétiques qui sont en hausse par rapport à l'année 2022, année normale, même si on constate une baisse par rapport à 2023, mais 2023 était tellement haut au niveau de la consommation de gaz qu'on ne pouvait heureusement que redescendre. Cela représente malgré tout un surcoût de plus de 2 millions d'euros sur le volet énergétique. A noter que le plus sur le gaz est légèrement atténué par les premiers mois sur la consommation électrique du fait du plan lumière donc le passage à 100 % LED de l'éclairage public.

Autre élément : les dotations de l'Etat malheureusement évoluent, mais bien moins que l'inflation. On table sur une augmentation de 1,6 %, soit 800 000 €, à mettre en perspective avec les 4,6 millions d'euros déjà annoncés au-dessus. On voit qu'il y a bel et bien un effet de ciseaux entre ce que l'on reçoit de l'Etat et les dépenses qui s'imposent à nous et puis derrière, cela a été rappelé en filigrane, nous avons un vaste et large programme d'investissement. Ce n'est pas moins de 70 millions d'euros qui sont inscrits au budget 2024 pour transformer en profondeur la Ville de Mulhouse, c'est colossal, et c'est près de 7 millions d'euros de plus que ce qui avait déjà été acté en 2023.

Les objectifs financiers au niveau de ce budget sont les suivants : toujours une épargne brute supérieure à 12 % de nos recettes réelles de fonctionnement puisqu'on s'établit à 14,2 % et on retrouve après la crise énergétique de l'année passée, un niveau d'épargne brute équivalent à celui qu'on avait constaté après la crise covid, crise sanitaire, au niveau du budget 2022, puisqu'on projette une épargne brute d'un peu plus de 26 millions d'euros là où elle était à 25,6 en 2022. Et de préserver au niveau des investissements une capacité de désendettement de 10 années. Je rappelle, c'est le nombre d'années, maximal auquel on devrait faire face pour supprimer totalement la dette de notre budget si nous ne devons plus réaliser le moindre investissement.

Le programme d'investissement ambitieux pour construire la ville de demain se matérialise sur la période 2023-2028, qui est une période forcément glissante et qui avance avec le mandat. Sur cette période, ce n'est pas moins de 315 millions d'euros d'investissements qui sont prévus budgétairement parlant. C'est un élément extrêmement important, surtout dans les conjonctures économiques compliquées pour les TPE-PME puisque 80 % des investissements que nous réalisons à la Ville de Mulhouse, vont et bénéficient directement aux entreprises locales. J'ai à ce titre, durant les dernières semaines, derniers mois, pu échanger avec un certain nombre de représentants des syndicats au niveau des entreprises, des employeurs, qui sont réellement au bénéfice, et qu'ils le savent, de cette décision de préserver, de maintenir un haut niveau d'investissement puisque derrière, les carnets de commandes contribuent du coup à être remplis ou du moins, à être moins impactés que si la Ville de Mulhouse avait réduit sa politique d'investissement avec toujours près d'un tiers de ses investissements directement fléchés vers la transition écologique.

Politiquement, nos priorités s'articulent toujours autour de quatre axes :

- Mulhouse se transforme,
- Mulhouse protège,
- Mulhouse s'engage,
- Mulhouse s'épanouit.

Toujours trois volets dans la transformation de la ville :

- les mobilités douces et son développement,
- la nature en ville,
- et la transformation des quartiers.

En ce qui concerne le développement des mobilités douces, nous avons 1,6 million d'euros qui sont fléchés sur ce budget pour les axes Briand, Franklin et Roosevelt en termes de développement des mobilités douces et 700 000 € pour le plan vélo en plus du déploiement de 8 abris vélo en 2024 et de la création de la Cité du vélo qui ouvrira ses portes en 2024.

Au niveau des travaux de voirie, cela se chiffre à un peu plus de 5 millions d'euros, ce qui intègre également dedans les ouvrages d'art et un budget significatif sur la modernisation de nos parkings, et notamment du parking Maréchaux sur ce budget.

Au niveau de la nature en ville, nous avons toujours le projet municipal Mulhouse Diagonales qui est cette coulée verte et bleue qui traverse la ville de Mulhouse. C'est 3 millions d'euros qui seront affectés sur ce projet municipal en 2024, dont 1,6 million d'euros afin de créer un lien entre le marché et la promenade de la Doller.

Au niveau de la nature en ville, ce n'est pas moins de 3 000 arbres qui seront plantés d'ici 2026 hors forêt de Miyawaki, et trois nouvelles cours d'école résilientes qui seront créées en 2024, sur un total de 10 d'ici 2025.

Enfin, nature en ville, 2024 verra la création et le lancement d'une étude systémique sur le quartier du Rebberg afin d'analyser les besoins et les possibilités que nous avons afin d'y préserver la nature.

Transformation des quartiers, on ne parle plus dans cette instance de notre projet de renouvellement urbain qui touche naturellement le quartier des Coteaux en premier lieu et c'est près de 27 millions d'euros qui seront fléchés sur ce renouvellement urbain sur cette année, afin de transformer ces quartiers ; bien évidemment, il y a Drouot, Fonderie également là-dedans.

En termes de renforcement de l'attractivité du centre-ville et du secteur gare, nous pouvons acter la piétonnisation sur ce budget 2024, ça été déjà évoqué, mais qui va se poursuivre du point de vue budgétaire sur cette nouvelle année, et le réaménagement de la Place des Victoires et l'étude sur les secteurs Bourtz et Salvator.

Enfin, nous avons des sites industriels remarquables, notamment DMC, mais celui de la Fonderie l'est également, et il est de notre devoir de redonner vie à ces sites historiques et pour ce faire, nous avons un total d'investissement de plus de 37 millions d'euros dont plus de 6,4 millions d'euros seront actés en 2024.

Ensuite, « Mulhouse protège ».

En premier lieu, la sécurité des biens et des personnes. Nous allons installer 10 nouvelles caméras de vidéoprotection en 2024. Et être au bénéfice au niveau de nos forces de l'ordre d'un budget de fonctionnement de plus de 9 millions d'euros afin d'assurer un système de prévention et de sécurité de ces biens et de ces personnes.

La conjoncture que nous connaissons actuellement est une conjoncture qui est extrêmement compliquée – on l'a dit – pour les plus précaires et les plus fragiles d'entre nous. C'est pour cela que nous avons augmenté de 11 % sur ce budget 2024, le budget de subventions d'équilibre du centre communal d'action sociale, le CCAS, pour s'établir à 2,9 millions d'euros en 2024.

Ensuite, au niveau numérique et lutte contre la fracture numérique, on s'inscrit toujours dans les projets qu'on a déjà évoqués, qui ont déjà été débattus ici, au niveau de la maquette 3D, au niveau du jumeau numérique, au niveau de l'inclusion avec le financement de l'équipement numérique pour les écoles.

« Mulhouse s'engage ».

Mulhouse s'engage pour la transition écologique. Le plan lumière ici, a déjà largement été évoqué, mais il continuera budgétairement de trouver un écho avec plus de 4 millions d'euros d'investissements qui vont être faits sur cette année 2024. Je le rappelle, c'est près de 70 % de la consommation d'électricité que l'on aura en moins au terme de ce plan.

Le soutien à la dynamique commerciale avec sur cette année 2024, un focus particulier sur la redynamisation du secteur Briand. C'est plus de 2,4 millions d'euros et plus de 1,9 million d'euros qui seront amenés à transformer

durablement le marché du canal ouvert et ce secteur au niveau de la Ville de Mulhouse.

Ensuite, rendre le citoyen acteur de la cité. En 2024, nous poursuivrons l'événement Explor' Assos qui a réuni pas moins de 200 associations et 4 500 visiteurs et nous aurons le plaisir de mettre en œuvre concrètement le deuxième budget participatif – je le disais dans les propos liminaires –, c'est 218 projets citoyens qui ont été déposés sur la plateforme « Mulhouse c'est vous », en marge du projet de développement des mobilités douces.

Enfin, Mulhouse s'épanouit avec une priorité pour l'éducation. Plus de 25 millions d'euros d'investissement sur cette année et près de 80 millions d'euros sur la période 2023-2028, afin de rénover 10 écoles, de créer quatre groupes scolaires. Ça concerne un élève sur quatre, donc c'est quelque chose d'extrêmement massif pour un budget de fonctionnement de près de 19 millions d'euros.

Mulhouse aux côtés des familles, des jeunes, et des aînés. Nous aurons naturellement la poursuite de l'engagement de campagne que nous avons pris sur la gratuité des transports en commun pour les seniors et sur la prise en charge de 60 % de l'abonnement pour les moins de 18 ans et nous avons eu le plaisir durant l'été 2023, de compter plus de 1 000 enfants inscrits au passeport aventure.

La culture en 2024 verra surtout les prémices des premiers événements et des premières festivités autour des 800 ans du rempart entre autres choses, mais c'est ce qui vraiment marquera la programmation estivale et culturelle sur cette année. On pourrait aussi parler – j'allais un peu trop vite – de l'investissement qu'on a fait sur l'ancienne synagogue de Dornach, qui va aussi nous permettre de créer un tiers-lieu pour les artistes à Mulhouse.

Enfin, « Mulhouse ville sportive ». Nous avons toujours ces investissements sur nos équipements municipaux, et je dois le dire, dès le début du mandat, quand j'ai discuté avec mon collègue, Christophe STEGER, nous avons conjointement doublé les fonds qui ont été mis en PPI pour la maintenance et le renouvellement de ces équipements sportifs et ce plan continue à se poursuivre sur ce mandat et sur ce budget 2024.

Au niveau des chiffres clés, le budget global, fonctionnement, investissement et annexes, s'établit à près de 300 millions d'euros, nous avons des recettes réelles qui sont en augmentation de 3,2 %, là où nous avons des dépenses de fonctionnement qui évoluent finalement dans les mêmes eaux, 3 % d'évolution, il y a à ce niveau-là, un parallélisme des formes qui est certain.

Je le disais au tout début, les dotations de l'Etat malheureusement, ne suivent pas l'augmentation de nos dépenses : 1,6 % des dotations en plus par rapport à l'année passée, en sachant qu'il y a des dotations qui baissent malheureusement. La dotation nationale de péréquation, baisse de 5 %, la dotation globale de fonctionnement baisse de 3 %, et seule la dotation de solidarité urbaine augmente de 3 %, ce qui permet d'atténuer un petit peu cet effet.

Cette diapositive qui vous est présentée, je trouve que c'est une diapositive extrêmement intéressante. On le dit toujours, il y a un désengagement de l'Etat

au niveau des dotations, les dotations ne sont pas forcément à la hauteur de ce qu'il faudrait au niveau de l'inflation, de ce dont on aurait réellement besoin pour faire face à nos dépenses. Vous voyez de manière concrète à l'écran, ce qu'aurait été normalement le niveau des dotations de l'Etat si elles avaient ne serait-ce que suivi le niveau d'inflation constatée sur les périodes. Sur les trois dernières années, c'est près de 8,5 millions d'euros finalement qu'on n'a pas eus, qu'on aurait pu avoir, pour mener à bien les missions de service public au niveau de la Ville de Mulhouse. Quand j'illustrais ces propos, je ne sais plus si c'est au conseil municipal ou au Conseil d'agglomération, en disant que finalement, le fait d'avoir des dotations stables dans une période de forte inflation revenait exactement au même que de baisser fortement les dotations dans une période d'inflation stable finalement se matérialise concrètement par cette diapositive. Bien évidemment, le fait d'avoir une évolution stricto sensu sur l'inflation peut être pour certains, illusoire, mais il n'en demeure pas moins que le gap, que l'écart est extrêmement significatif, c'est 8,5 millions d'euros depuis 2022.

Au niveau de ce budget 2024, je le disais, il y a un point particulier d'attention sur le développement de mesures en faveur du pouvoir d'achat de nos agents, c'est eux qui font la richesse de notre collectivité, qui sont la courroie de transmission de nos politiques municipales, 2,5 millions d'euros de plus pour soutenir leur pouvoir d'achat et l'attractivité de nos postes.

Nous préservons sur 2024 le soutien aux associations avec un budget préservé de 13 millions d'euros de subventions, dont 3,2 millions d'euros de subventions pour les centres sociaux et enfin, je le disais, un effort de solidarité particulier et notable sur ce budget puisque la subvention d'équilibre du CCAS est revue de 11 % pour arriver à la fin de ce budget à 2,9 millions d'euros.

Les moyens des services qui sont faits et attribués sur ce budget 2024 pour nos agents pour qu'ils rendent un service public de meilleure qualité sont aussi revalorisés de manière forte, de 4,6 %, soit 1,2 million d'euros, fléchés sur l'entretien des espaces verts, sur les moyens affectés à l'éducation, aux écoles, à la promotion des mobilités, ou encore à l'animation de la ville. Très concrètement, ce sont des moyens en plus pour que nos agents réalisent leurs missions au service des Mulhousiens.

Au niveau de la partie énergétique on a largement eu le temps d'en débattre et de présenter les choses, s'établit à près de 7 millions d'euros de dépenses sur le budget, - 30 % par rapport à 2023, mais nous avons eu des hausses qui étaient du jamais vu sur le gaz. Si on compare à une année normale ou du moins de l'ancien temps, c'est toujours 44 % de plus par rapport à 2022.

Très concrètement, on avait déjà publié cette infographie lors du débat d'orientation budgétaire, mais je trouve qu'elle est réellement parlante pour matérialiser l'impact concret des investissements publics en matière de rénovation de l'éclairage public. Le fait de passer au 100 % LED réduit de 70 % et réduira de 70 % la consommation d'électricité de la ville de Mulhouse, vous le voyez, c'est significatif en consommation et ce sera demain, et après-demain, durablement significatif pour les comptes financiers de la Ville de Mulhouse.

Malheureusement, un diagramme qui évolue dans le sens inverse, c'est celui des charges d'intérêts au niveau des emprunts. On a tous noté très largement

l'envolée des taux. Je n'y reviendrai pas parce qu'on a déjà eu largement le temps d'échanger sur ce sujet en commission finances et en commissions réunies, c'est près de 400 000 € sur ce seul budget 2024 qui seront dépensés en plus sur la charge d'intérêts. Ce qui nous a obligés et permis de revoir la stratégie d'emprunt au niveau de la Ville de Mulhouse, qui était essentiellement centrée sur des taux fixes, qui maintenant, évoluent vers des taux variables afin d'être plus compétitif et d'avoir un refinancement préalable qui se fait plus facilement et également sur la durée, on empruntait d'habitude sur 15 ans, on emprunte à partir de maintenant, du moins dans cette phase conjoncturelle, sur 20.

L'épargne brute en hausse – je le disais – estimée à près de 26 millions d'euros sur 2024, par rapport à 22 millions en 2023, mais là aussi, 2023 est tellement marquée par des dépenses exceptionnelles et extrêmement hautes que ce n'est pas vraiment un élément de référence.

En termes de recours à l'emprunt. Ce n'est pas moins de 50 millions d'euros qui sont projetés maximum en termes de souscription sur 2024, je dis toujours « un maximum » parce que c'est fonction de tellement d'éléments, fonction des financements extérieurs et de leur encaissement, ce qui nous permet de faire plus ou moins d'emprunts, mais surtout fonction de l'avancement concret et technique de certains projets. Si certains sont avancés plus rapidement, ça peut avancer certains encaissements, et si malheureusement certains prennent un peu de retard, ça en recule autant.

Au terme de ce budget, en termes de capacité de désendettement, nous avons un encours de dette qui est stabilisé aux alentours de 210 millions d'euros, donc sur un plateau depuis les trois derniers budgets, 211 et 207 millions d'euros. Donc, une stabilisation de l'encours de dette, et surtout, stabilisation de la capacité de désendettement à huit années. Donc, toujours en dessous du seuil de vigilance de 10 années, je le dis toujours entre 10 années et 12 années, on commence à voir le début du seuil de vigilance ; au-delà, on commence très clairement à rentrer dans la zone rouge, notamment quand on commence à se rapprocher des 15 ans.

Très concrètement, 70 millions d'euros d'investissements en termes de dépenses d'équipement prévu sur l'année 2024, plus 7 % par rapport au budget 2023, et plus de 310 millions d'euros sur la période 23-28. C'est un investissement colossal qui transformera durablement Mulhouse et qui profitera très largement à l'économie locale.

Concrètement, cet argent, comment va-t-il être employé ?

On le voit :

- 25 millions d'euros pour les écoles. Très concrètement sur les groupes scolaires, sur la rénovation, sur les cours d'écoles résilientes ;
- très concrètement 13 millions d'euros sur la nature en ville, les mobilités douces, et l'efficacité énergétique pour rendre Mulhouse plus belle et plus agréable ;
- près de 11 millions d'euros pour la transformation et le renouvellement urbain, on le voit, ça s'imprègne dans beaucoup de quartiers, de manière forte et significative,

- plus de 8 millions d'euros pour le patrimoine municipal, les équipements sportifs, les bâtiments culturels et les bâtiments culturels, là aussi de manière forte,
- 6 millions d'euros pour la voirie et 6 millions d'euros pour les acquisitions foncières et travaux annuels, là aussi, pour transformer Mulhouse au quotidien.

J'en terminerai enfin par cette démarche de budget vert, budget vert que nous avons initié maintenant depuis plusieurs années, qui vise à classer les investissements non pas d'un point de vue comptable, ou d'un point de vue thématique selon les délégations, mais en fonction de leur impact environnemental plus ou moins élevé, plus ou moins fort, et plus ou moins défavorable. Très concrètement, ce budget vert se matérialise par près de 30 % de ces investissements qui ont, au niveau de cet indicateur-là, un impact très favorable ou favorable. Voilà le budget vert sur le budget 2024.

Nous avons en somme, un budget qui, tant sur le fonctionnement que sur l'investissement, transforme durablement la ville de Mulhouse pour que chaque Mulhousien puisse y vivre mieux en 2024. Voilà, je vous remercie.

Mme le Maire : Merci, Florian, pour cette présentation. Je n'ai pas de demande de parole. Si, M. SIMEONI. La parole est à vous.

M. SIMEONI : Merci, Mme le Maire. Merci, Florian COLOM, pour cette présentation précise de la situation, des projets, etc.

Pour avoir déjà débattu en commissions finances, réunies, etc., on est au courant, mais c'est bien que l'ensemble des Mulhousiens soit informé. En ce qui nous concerne, pour le groupe Mulhouse Cause Commune, nous pensons qu'une seule question mérite d'être posée. Avec ce budget, est-ce que les Mulhousiens et les Mulhousiennes, vont-ils aller mieux ? C'est la question et pour nous, la réponse est « non ». C'est « non » pour trois raisons :

La première raison – Florian l'a évoquée à la fin avec un beau graphique –, c'est que l'Etat, le gouvernement, en particulier le gouvernement de Mme Borne et la droite sénatoriale, où dominent les républicains, il serre la ceinture aux collectivités. C'est ça la réalité. Depuis trois ans, il nous manque presque 10 millions d'euros. Ça, c'est la réalité incontournable. C'est bien de le dire, Florian, je m'adresse à l'ensemble de la majorité municipale, c'est bien aussi de le dénoncer et de demander des contre-mesures. Or, les groupes auxquels vous appartenez, qui gouvernent le pays à l'assemblée et au Sénat, eh bien, ils votent toutes ces mesures qui sont des mesures d'austérité qui sont supportées essentiellement par les catégories populaires. C'est la première raison.

Deuxième raison. C'est vos choix politiques à l'échelle de la ville. Priorité donc à la transformation. Je veux bien, je veux bien que tout se transforme. La ville se transforme incontestablement, sur le plan physique, au niveau du décor, mais ensuite, il faut regarder aussi comment se portent les habitants. Loïc l'a évoqué tout à l'heure, je ne vais pas insister, je ne vais pas y revenir, mais se répéter, en l'occurrence, ça peut avoir aussi une vertu pédagogique. Rappeler que cette ville, c'est une ville pauvre qui manque de médecins, où l'espérance de vie est inégale, enfin, je n'insiste pas sur les tableaux.

Troisième raison, c'est vos choix budgétaires. Vous mettez le paquet sur le lifting, et puis, à la manière du Général DE GAULLE, l'intendance va suivre. C'est ce que vous pensez. Quand par conséquent, il s'agit d'augmenter le pouvoir d'achat des agents de la ville au moyen d'une prime, vous dites : « non ! » J'ai apprécié l'autre soir d'ailleurs, qu'au Conseil d'agglomération, il n'y ait pas eu de la part de M. COLOM, une réaction quand M2A envisage et la prime et l'augmentation du régime indemnitaire avec une provision de 4 millions d'euros pour l'année 2024. On aimerait que ce soit la même chose ici.

S'agissant de répondre aux besoins scolaires, je suis favorable à la renaturation. Je suis favorable à la construction de bâtiments scolaires. Je suis aussi pour qu'on y mette des gens à l'intérieur, et en particulier des ATSEM. On a une demande revendicative de création de 45 ATSEM, réponse ici, rien du tout, c'est « non ». Lorsqu'on regarde le secteur culturel associatif, etc., les centres socioculturels, de quoi s'aperçoit-on ? La langue française est belle, et les mots ont un sens. Florian COLOM, il préserve. La préservation, ça veut dire la stabilisation, ça veut dire et je reprends son raisonnement, quand on n'augmente pas en temps d'inflation, ça diminue, c'est ça la réalité.

Enfin, s'agissant du CCAS, 3 millions d'euros presque, augmentation de 11 %, à saluer, mais ça reste timide. Quand on sait la bombe sociale qui va venir avec toutes les mesures antisociales qui sont prises par ce gouvernement, notamment sur la question du RSA, notamment sur la désertion du service public.

Ce que nous pensons, c'est qu'il faut effectivement changer de braquet. Nous ne sommes pas en situation de le faire aujourd'hui parce que vous êtes la majorité et que vous appliquez votre politique et vous la revendiquez. Vous la revendiquez haut et fort en disant qu'après tout, la transformation, c'est un choix, qu'on ne peut pas tout faire, M. COUCHOT, et que par conséquent, la transformation se fera, même si on doit laisser au bord de la route un certain nombre de nos concitoyens.

Au regard de cette situation, nous, ce qu'on propose, c'est un contre budget dans le cadre effectivement de l'exercice tel que vous le proposiez. On propose un contre-budget avec 2 millions d'euros supplémentaires de dépenses comme nous l'avions discuté au moment du débat d'orientations budgétaires. Ces 2 millions, il nous mettrait à 24 millions d'épargne brute, il nous ferait passer d'une prévision de 14,2 à 13,1, donc supérieure au taux avec lequel on a fini l'année dernière, 11,3, qui ne remettrait pas en cause nos fondamentaux financiers. Ce n'est pas là-dessus que va se jouer l'avenir de la ville. En revanche, il nous permettrait de dégager 700 000 € pour créer 20 postes d'ATSEM, il nous permettrait de dégager 600 000 € pour donner la prime à nos agents parce qu'ils doivent bien rigoler de se dire au moment de la démutualisation : « Moi, je suis ici à Mulhouse, à M2A, j'aurais pris la prime » et ça n'est pas bon pour le service public d'installer une concurrence et des discriminations.

Pour les centres socioculturels. Stabiliser à la baisse, on propose une augmentation de 10 %, c'est-à-dire l'équivalent d'à peu près 300 000 €, 300 000 € pour le CCAS.

Sur la question importante de la protection des Mulhousiens, concrète, réelle, qui réponde aux besoins, il n'y a pas de médecins, on vous invite à tester, à

expérimenter la mise en place d'un centre municipal de santé à Bourtzwiller. On a des locaux. J'ai appris qu'on va mettre de l'argent, puisqu'il y a une délibération qui va venir tout à l'heure pour attirer, peut-être au mois de mai, des internes, mais là, nous, ce qu'on propose, c'est qu'on mette 100 000 € et on travaille à voir ce que ça peut être une expérimentation pour créer des centres de santé et des médecins. Innovons puisque nous sommes une ville qui a fondé son destin sur l'innovation.

Donc, tout ceci, est-ce possible ? La réponse est oui. Cela représente 2 millions d'euros et on est en capacité donc aujourd'hui de le faire sans mettre en cause nos fondamentaux financiers. Alors, faisons-le parce que l'urgence sociale le réclame. Par conséquent, en ce qui nous concerne, pour le groupe Mulhouse Cause Commune, nous nous adressons à l'ensemble du conseil municipal, aux oppositions comme à la majorité. Nous pensons qu'on peut dans le cadre des moyens dont nous disposons, sans remettre en cause la politique de transformation, accompagner pour reprendre tous les trous que vous avez laissés dans la raquette sociale, accompagner en faisant un pas pour aller dans le sens de ce que nous souhaitons. Je vous invite, par conséquent, à refuser ce budget. On peut le refuser ce budget, tous ensemble, ou en tout cas, une majorité, pour dire : « on y revient, et on met 2 millions d'euros supplémentaires comme le propose le groupe Mulhouse Cause Commune ».

Alors, certes, ça ne va pas tout changer, mais ça permettra de donner une impulsion et un élan qui permette de faire marcher Mulhouse sur ses deux jambes, c'est-à-dire, à la fois la nécessaire transformation, mais aussi de le faire avec les gens qui accompagnent, qu'ils ne se sentent pas des laissés-pour-compte de cette situation. Donc, on vous invite à faire ça.

De la même manière, puisque j'y suis, sur les autorisations de programme, c'est-à-dire le point qui va venir tout à l'heure, comme ça je ne parlerai plus tout à l'heure, qui sont prévues jusqu'à 2028, 2028, il y a le temps. 2026, je vous rappelle qu'il y a des élections, c'est mieux que les sondages, les élections, entre nous soi dit. On verra à ce moment-là. Donc, nous, on ne veut pas s'engager sur la ligne que vous soutenez, vous avez le droit. M. COUCHOT a admis notre sort en commission qu'il y avait d'autres politiques possibles que celles de la majorité municipale. Donc, on votera « non » aussi sur les autorisations de programme. Pour le reste, ce qui concerne le budget, on votera favorablement.

Voilà mes chers collègues, vous avez la possibilité ce soir de refuser ce budget et de faire cet ajustement social qui est chiffré, qui ne met pas en cause les fondamentaux financiers. Merci, Mme le Maire, merci, chers collègues.

Mme le Maire : Une demande de parole de Mme SCHWEITZER.

Mme SCHWEITZER : Merci, Mme le Maire. En prolongement des propos de M. SIMEONI, je voudrais faire quelques remarques sur ce budget. D'abord puisqu'on a gardé la dernière slide devant nous, c'est parfait, le budget vert, vous l'affichez. J'avais cru comprendre justement dans le rapport que nous avons évoqué en début de séance que vous vous étiez engagés à affiner ce budget vert, or là, on ne peut pas dire qu'il ne soit affiné du tout. Honnêtement, ça ne veut pas dire grand-chose ce que vous nous présentez. Ce serait quand même intéressant pour que les citoyens comprennent effectivement le sens de cette

méthode et le résultat de vos politiques municipales d'affiner la présentation de ce budget vert, puisque là, je mets quand même au défi pas mal de personnes de m'expliquer vraiment ce qu'il veut traduire.

Il eût été intéressant également, pourquoi pas, de le comparer avec le budget de l'année passée, voire même des deux dernières années pour voir effectivement si cette transition écologique, si cette lutte contre le réchauffement climatique, si toute cette action que vous voulez mettre en œuvre se traduit réellement en acte. J'espère, je fais le vœu que l'année prochaine, nous aurons une présentation nettement plus affinée de ce budget vert.

Concernant les dépenses de votre budget, c'est vrai, c'est le budget de votre majorité, évidemment je ne le voterai pas, n'ayant pas été associée à sa conception et ne partageant pas certains choix. Pour exemple, je partage tout à fait la remarque de mon prédécesseur sur le social. Il me semble évidemment qu'au vu de la situation actuelle, ce budget est tout à fait insuffisant. On pourrait aussi relever le budget de l'éducation où j'ai constaté que vous annoncez 18,8 millions d'euros pour l'éducation. Quand on regarde un petit peu ce que font d'autres villes de notre strate, c'est quand même vraiment en deçà, sauf à dire que ce n'est vraiment pas une priorité et ça peut être tout à fait votre choix, je le respecte. Ce budget reste néanmoins sincère, c'est évident.

Vous n'avez pas abordé du tout la question de la mutualisation et peut-être aujourd'hui de la démutualisation des services qui a peut-être un coût dans ce budget. J'ai souvenir il y a quelques années lorsque nous étions plutôt dans la pente ascendante de cette question qu'on mettait en avant un certain nombre d'économies de fonctionnement, or aujourd'hui, je n'entends plus parler du tout de ce type d'économies. Il serait peut-être intéressant de souligner combien nous coûte au final le système actuel de fonctionnement avec la communauté d'agglomération.

S'agissant des ressources, évidemment on a une perte – vous l'avez souligné, vous avez tout à fait raison – sèche, j'ai envie de dire et tout le monde le sait, ce qui devra poser dans les prochaines années un débat sur les ressources des communes, c'est évident, un débat qu'il faudra avoir de manière structurée et réfléchie avec l'Etat. Il reste aussi la discussion avec M2A. L'année dernière, M. l'adjoint aux finances, je vous avais posé cette même question et vous m'aviez répondu, je m'en souviens très bien qu'effectivement, il était temps de rediscuter de ce fameux pacte financier avec l'intercommunalité. Où en sommes-nous aujourd'hui et où allons-nous en 2024, en 2025, voire plus tard ? Ce sont des questions importantes qu'il faut relever à chaque session budgétaire évidemment, donc je les repose aujourd'hui. Je vous remercie.

Mme le Maire : M. PAUVERT avait une question.

M. PAUVERT : Merci, Mme le Maire. Mesdames et messieurs, les conseillers. Mon propos sera bref et s'inscrit comme une explication de vote également. Mes collègues ont pointé différentes lacunes de votre projet de budget. Je m'associe à l'ensemble de ces critiques, mais essentiellement sur un point qu'eux n'ont pas relevé, c'est – logiquement, ça ne vous étonnera pas – en plus de tout le reste, sur les enjeux de sécurité. Vous évoquez 130 000 € d'investissement pour 10 caméras, dont d'ailleurs, il est loin d'être certain qu'elles améliorent quoi que

ce soit. On sait bien que les caméras ont peu d'effets directs sur la délinquance. Quoi qu'il en soit, vous arrivez à un budget total de 9,3 millions d'euros, en ajoutant les dépenses de fonctionnement du personnel, etc.

A titre d'exemple, 9,3 millions d'euros quand vous annoncez 13 millions d'euros pour la nature en ville, 11 millions d'euros pour le renouvellement urbain, 13 millions d'euros pour les associations. Alors évidemment, il faut faire des choix et vous pourrez me répondre facilement que la sécurité n'est pas une compétence municipale en tant que telle et vous aurez raison. Simplement, il me semble que vous faites insuffisamment d'efforts, vous mettez insuffisamment en avant ces enjeux-là, ça justifiera mon vote négatif. Je vous remercie de votre attention.

Mme le Maire : Avant de donner la parole à Florian COLOM, j'aimerais saluer l'association qui vient nous rejoindre, si j'ai bien compris. Cette association s'appelle « La Grande famille » avec à sa tête quelqu'un qui s'appelle ANDERSON. Est-ce que c'est juste ?

Intervention hors micro.

Mme le Maire : Je n'ai rien entendu, Monsieur. Soyez les bienvenus en tout cas. Florian COLOM.

M. COLOM : Merci, Mme le Maire. A n'en pas douter, un certain nombre de constats que vous avez faits ne sont pas partagés me concernant. Véritablement, je considère que ce budget va et contribue largement au mieux vivre à Mulhouse. Quand dans ce projet municipal, un quart des écoles mulhousiennes sont rénovées, ce n'est pas que de la devanture, ça va changer les choses concrètement pour les élèves et pour les petits Mulhousiens. Quand on obtient le plan Ambition Mulhouse de longue lutte, de long investissement, des collègues, des cabinets et autres, des services, ça va changer durablement le rapport à l'éducation à Mulhouse. Quand on augmente de 250 000 € le CCAS, ça change concrètement les choses sur le terrain. Quand on augmente les moyens du service public de 1,2 million d'euros, ça changera demain concrètement le rapport au service public fait par la Ville de Mulhouse pour les Mulhousiens et je pourrais encore citer dedans Mulhouse solidaire. Je pourrais citer plein de choses dedans. Ce serait malhonnête que de réduire le projet municipal uniquement à sa part d'investissement, même si – je le concède – en ce qui nous concerne, elle est importante, mais ce n'est pas l'alpha et l'oméga, il y a énormément de choses qui sont faites au quotidien sur le fonctionnement.

Ensuite, vous avez – surtout vous, M. SIMEONI – fait des injonctions contradictoires. C'est un petit peu le thème puisque j'abordais ça lundi au Conseil d'agglomération et finalement vous l'avez repris pour votre compte, mais plus en tant que victime qu'en tant qu'auteur puisque vous nous appelez et on a déjà eu ce débat à aller au-delà et de faire cette prime, etc., mais on vous le répète, l'Agglomération ne fait pas la mesure des titres restaurants. Elle fait une prime *one-shot* qui arrive une fois, mais qui sur une année, sur une période plus longue, ne s'inscrit ni dans le temps et d'un point de vue pouvoir d'achat est bien moins impactante pour les agents que la mesure que l'on prend à savoir les tickets restaurants. Finalement, si j'étais à la place de ces agents et que je vais choisir entre avoir une prime *one-shot* ou les titres restaurants, je choisirais les

titres restaurants véritablement parce que ça s'inscrit dans la durée. Ça va encore pouvoir évoluer et au moins, on a une lisibilité. La prime, vous la touchez et après, vous ne l'avez plus.

Ensuite, vous avez été extrêmement affirmatif sur les ATSEM. Vous avez dit, « et nous, il nous en faut au moins 20 ». Je vous dis, banco, M. SIMEONI, on en a pris 19 en plus. Finalement, entre votre ambition affichée de + 20, on a fait + 19. Donc finalement, on n'est pas non plus si loin que ça à ce niveau-là, surtout que vous réclamez + 10 % pour les CSC parce que là, ce serait vraiment une bonne mesure, mais les 11 % qu'on fait en plus sur le CCAS, ça, non, effectivement, ce ne serait pas assez.

Votre contre-budget, en fait, c'est un petit peu une contre-vérité. Je vais vous dire pourquoi. Parce que vous ajoutez justement 2 millions d'euros de dépenses, mais dans les faits, quand on regarde dans les lignes, et quand on suit l'échange qu'on a eu en commission finances, il s'avère que c'est plutôt 3 millions d'euros mais surtout vous reprenez à votre compte, mais dans le plus grand des calmes, l'augmentation de la fiscalité à laquelle vous vous êtes opposés et sur laquelle vous vous basez pour établir votre contre budget. Donc moi, par honnêteté intellectuelle et pour vraiment nourrir le débat que nous avons, j'ai fait votre contre-budget aussi, M. SIMEONI. On a travaillé dessus, mais j'ai intégré les éléments factuels donc j'ai intégré vos dépenses supplémentaires, mais j'ai aussi supprimé les bénéfices de l'augmentation de la fiscalité puisque vous vous y êtes opposé.

Donc, si je reprends ces éléments-là, à savoir les dépenses supplémentaires, la fiscalité en moins parce qu'on est bien d'accord, quand on vote contre, on ne peut pas être au bénéfice de quelque chose et que je préserve le niveau d'investissement que vous avez, vous aussi, évoqué comme étant préservé, finalement, les chiffres sont beaucoup moins reluisants. L'épargne brute s'effondre, on est à 10 %, du coup, officiellement dans la zone rouge. Quand on regarde l'encours de dette, il explose, on repasse au-dessus des 250 millions d'euros. Quand on regarde à la fin le ratio de désendettement, on a plus de 13 années. Finalement, là où M. MINERY disait que Mme RAPP, c'était la reine des bisounours, mais on a trouvé vraiment à qui répondre avec vous sur les questions financières. Votre budget, c'est un budget projeté qui nous amène à la cessation de paiement et qui tient compte de paramètres financiers qui eux sont réellement du monde des bisounours.

Concernant l'intervention de Mme SCHWEITZER, alors effectivement, le budget vert, on peut aller bien plus loin que ça, on peut le préciser et je tiens même à le dire, si on en avait parlé en commission finance, vraiment de manière totalement honnête, on aurait déjà été dans cette démarche-là sur ce Conseil municipal. Si d'aventure, les fois prochaines vous souhaiteriez assister à la commission finances pour faire ce genre de remarques, on l'aurait traduit très concrètement dès ce budget, on n'a pas du tout de souci là-dessus. C'est toujours un peu le compliqué entre donner un grand niveau de détail, quitte à perdre peut-être certains moins informés et donner quelque chose qui est un peu plus abordable, mais qui sur un public plus averti peut laisser sur sa faim.

Ensuite, concernant le budget d'éducation, vous avez dit que d'autres font mieux. Je serais intéressé – et ça, vous pourrez me le donner par la suite – de

savoir qui et combien, parce que derrière, prendre la somme en valeur absolue, c'est une chose, mais le ramener au nombre d'élèves, le ramener au nombre d'habitants, c'est là où on peut avoir éventuellement des points d'explication déjà pour commencer. Donc, je serais preneur de cette information en marge de ce Conseil municipal.

Ensuite, il y avait deux sujets qui attenaient dans le fond au lien avec l'Agglomération, : la réorganisation et le pacte financier et fiscal. Sur ces deux sujets, on avance sans pour autant que je puisse malheureusement vous donner de réponse très claire. La réorganisation est en train d'être définie dans ses contours avec notre collègue Alain COUCHOT et Jean-Luc SCHILDKNECHT. Etant donné que le contour définitif de la réorganisation et des discussions que l'on peut avoir entre la Ville de Mulhouse et M2A sur les questions financières ne sont pas arrêtées, il n'est pas possible pour nous de donner un chiffre ou un montant quelconque sur ce coup-là. En revanche, le pacte financier et fiscal – et ça a été évoqué au dernier atelier finances et au dernier Conseil d'agglomération, pas plus tard que lundi – un atelier projet va être lancé au premier trimestre sur le pacte financier fiscal, non pas entre la Ville de Mulhouse et l'Agglomération, mais bien avec les 39 communes auquel tous les conseillers communautaires, et j'en ferai partie, sont invités à participer. Donc véritablement, on pourra s'y retrouver.

Ensuite, et je terminerai par l'intervention de M. PAUVERT, il y a une forme un peu de rabougrissement sur la question de sécurité, parce que pour vous dans la conception que vous en avez, la sécurité, c'est forcément le sécuritaire. Bien évidemment, ça passe par les moyens, ça passe par la police municipale, ça passe aussi par des choses qui ne sont pas forcément financières. Premièrement, on a créé la police municipale de nuit. Ça, c'est du financier sans tarder puisque c'était opérationnel dès notre élection en 2020. Ensuite, il y a des éléments dans le travail, dans la qualité de la sécurité, qui ne tiennent pas forcément aux moyens financiers qu'on y met, par exemple dans le travail étroit qui est fait entre la police municipale et la police nationale. Il y a une synergie qui permet à l'ensemble de la chaîne sécuritaire d'être tiré vers le haut à moyen constant au final. Ensuite, la sécurité, finalement, c'est aussi le travail de tous partout. C'est le travail des associations de quartier qui font un super travail au quotidien, des clubs sportifs, de la culture. C'est un travail vraiment du quotidien, de tous les acteurs et pas seulement sur des questions sécuritaires. Après, c'est peut-être votre perception des choses, mais je ne réduis pas, en ce qui me concerne, la sécurité au sécuritaire, il faut avoir une vision globale à l'échelle d'une ville en intégrant tous les acteurs dedans et là-dessus véritablement, on apporte des réponses complètes. Je vous remercie.

Mme le Maire : J'en ai profité entre temps pour vérifier un certain nombre de chiffres. Si on prend, vous parliez de la prime M2A, si je peux l'exprimer ainsi, c'est une prime *one-shot*. J'ai demandé qu'on vérifie les comptes chez nous. Vous savez qu'au 1^{er} juillet, le gouvernement a donné 1,5 % en plus. J'ai fait le choix de donner également 1,5 % en plus le 1^{er} octobre, plus les tickets restaurants. Donc, le 1,5 en plus du 1^{er} octobre représente 1,1 millions d'euros, les tickets restaurants, 1,2 million d'euros. On arrive donc à un total de 2,3 millions d'euros par an qui sont pérennes. Je tenais à ajouter ça parce qu'il faut rétablir certaines vérités. M. SIMEONI, vous aviez déjà la parole.

(Intervention hors micro)

M. SIMEONI : Un mot par rapport au débat. Ce que vous venez de dire, Mme le Maire, oui, c'est vrai, on le savait, mais on a toujours dit qu'on jugeait que c'était insuffisant.

Ensuite, s'agissant de M. COLOM, venir me rappeler que j'ai voté contre l'augmentation des impôts, merci, tous les Mulhousiens doivent le savoir, nous avons voté contre l'augmentation des impôts. Mais le budget sur lequel nous travaillons, c'est un budget qui intègre cette augmentation des impôts. Les Mulhousiennes et Mulhousiens sont peut-être intéressés à savoir ce que deviennent leurs impôts. Je vous propose d'utiliser une partie de ces impôts pour répondre aux besoins sociaux, point. Merci, Mme le Maire.

Mme le Maire : Nous allons passer donc au vote de ces délibérations.

On commence par la 1077. Il s'agit du budget principal et le budget annexe, donc le vote du budget primitif. Qui est pour ? Qui s'abstient ? Gardez votre main bien levée pour que Marie ait le temps de noter. Décidément, je les réveille ce soir, merci. Qui est contre ?

Pour : 35 + 3 procurations

Groupe majoritaire : 35 + 3 procurations

Contre : 7

Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

Non - inscrit dans un groupe : M. PAUVERT

Abstentions : 5+1

Groupe M Mulhouse : 2 + 1 procuration

Non-inscrits dans un groupe : 3

La délibération est adoptée à la majorité des suffrages exprimés.

6° BUDGET PRINCIPAL : VOTE DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME (312/7.10.1/1078)

L'article L.2311-3-I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) permet aux communes de décider et de voter des projets d'investissements sous forme d'Autorisations de Programme (AP).

Ces Autorisations de Programme correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant à des immobilisations ou à des subventions d'équipement versées à des tiers. Elles constituent la limite supérieure des dépenses d'investissement pouvant être engagées et sont révisées chaque année pour tenir compte de l'évolution des projets.

Cette dérogation au principe de l'annualité budgétaire est encadrée par les Crédits de Paiement (CP), qui constituent la limite des dépenses pouvant être mandatées au cours d'un exercice.

Conformément à l'article R.2311-9 du CGCT, les autorisations de programme sont votées par le Conseil Municipal dans une délibération distincte du vote du budget primitif et chaque Autorisation de Programme comporte la répartition prévisionnelle par exercice des Crédits de Paiement correspondants.

Le document en annexe fait état du Programme Pluriannuel des Investissements en Autorisations de Programme et la prévision des Crédits de Paiement. Il fait l'objet d'une actualisation par rapport au programme précédent qui s'étalait de 2020 à 2027 pour l'ajuster sur la période 2020-2028 par adjonction d'un Crédit de Paiement 2028.

Les 15 Autorisations de Programme proposées s'élèvent à 343,4 M€ sur la période 2020-2028 et contribueront à construire la ville de demain : apaisée, durable et agréable à vivre.

Les crédits inscrits au budget primitif 2024 au titre des APCP figurent dans la colonne « Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2024 » de l'annexe jointe à la délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve le réajustement et l'extension du programme pluriannuel des investissements en Autorisations de Programme décliné en annexe,
- approuve les Crédits de Paiement prévisionnels pour 2024.

PJ : Autorisations de programme et crédits de paiement : programmation 2020/2028

ANNEXE

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT - PROGRAMMATION 2020 - 2028

N° AP	Désignation	Montant des AP			Montant des CP			
		Pour mémoire AP votée y compris ajustements	Révision au 14/12/2023	Montant AP 2020-2028	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 31/12/2022) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2023 (2)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2024	Restes à financer (exercices au delà de 2025)
F001	Maintenance et efficacité énergétique du patrimoine	51 281 671	2 248 000	53 529 671	13 116 517	8 459 660	7 751 300	24 202 194
F002	Rénovation et mise aux normes du patrimoine	8 650 961	-195 792	8 455 169	1 682 846	1 026 535	1 807 500	3 938 288
F003	Mulhouse Diagonales	4 723 280	-4 999	4 718 281	2 809 887	298 844	202 723	1 406 826
F004	Nouveau Plan National de Renouvellement Urbain	89 529 292	18 384 491	107 913 783	11 966 896	20 448 977	20 392 875	55 105 034
F005	Bien-être et mobilités douces	11 557 095	-1 295 875	10 261 220	1 252 280	985 119	2 606 860	5 416 961
F006	Plan écoles	38 917 227	1 060 227	39 977 454	8 984 991	8 839 758	10 825 000	11 327 705
F007	Nature en ville et biodiversité	4 069 410	350 000	4 419 410	2 048 420	508 197	220 000	1 642 793
F008	Voirie, pistes cyclables, ouvrages d'art et cadre de vie	32 297 143	1 044 139	33 341 281	9 592 721	4 029 880	6 360 586	13 358 094
F009	Aménagement des équipements culturels et culturels	13 411 566	2 019 333	15 430 900	4 600 279	1 491 106	2 079 760	7 259 755
F010	Aménagement des équipements sportifs	7 030 743	341 000	7 371 743	774 044	1 011 435	2 498 949	3 087 315
F011	Amélioration de l'habitat	4 311 000	466 740	4 777 740	1 587 859	792 303	557 578	1 840 000
F012	Projets d'aménagement et de développement	32 833 898	3 020 961	35 854 859	4 921 326	3 858 567	7 180 397	19 894 569
F013	Ville intelligente	3 636 628	74 000	3 710 628	1 118 215	542 412	574 000	1 476 000
F014	Mulhouse Grand Centre	9 632 376	3 083 398	12 715 774	1 601 103	3 301 447	2 169 025	5 644 198
F015	Opérations à solder - PPI précédente	1 041 436	-96 103	945 333	845 716	99 617	0	0
	TOTAL :	312 923 726	30 499 519	343 423 245	66 903 102	55 693 857	65 226 553	155 599 733

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions

Mme le Maire : on passe au budget principal, toujours le vote des autorisations de programme. Qui est pour ? Je n'ai pas changé la méthode parce que je sens que je vais perturber. Qui est contre ? Qui s'abstient ? C'est OK pour vous, Marie ?

Pour : 35 + 3 procurations
Groupe majoritaire : 35 + 3 procurations

Contre : 7
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6
Non - inscrit dans un groupe : M. PAUVERT

Abstentions : 5+1
Groupe M Mulhouse : 2 + 1 procuration
Non-inscrits dans un groupe : 3

La délibération est adoptée à la majorité des suffrages exprimés.

7° BUDGET PRINCIPAL : MUTUALISATION DES MOYENS ET DES SERVICES ENTRE LA VILLE DE MULHOUSE ET MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION (312/7.10.5 /1079)

Le dispositif de mutualisation des moyens et des services entre la Ville de Mulhouse et la Communauté d'Agglomération en vigueur repose sur une convention signée fin décembre 2002, qui fait l'objet d'une réactualisation chaque année.

La dernière convention a été approuvée par le Conseil communautaire et par le Conseil municipal de Mulhouse en décembre 2022.

La mutualisation des services repose sur une répartition des agents entre la Ville de Mulhouse et m2A tenant compte des missions respectives de chacun d'eux. Ainsi, les agents assurant des missions relevant des compétences de la Ville de Mulhouse sont rattachés à celle-ci et ceux qui assurent des missions relevant de m2A sont rattachés à cette dernière.

Les agents dont les fonctions sont mutualisées entre la Ville de Mulhouse et m2A sont en principe rattachés à la communauté d'agglomération et le coût des postes concernés est refacturé à la Ville de Mulhouse selon les critères définis par la présente délibération.

Toutefois, certains agents dont les fonctions ont évolué et qui doivent de ce fait faire l'objet d'une mutation entre les deux collectivités, sont maintenus dans leur collectivité d'origine pendant le délai nécessaire à la procédure de mutation. Une procédure de refacturation mensuelle est de ce fait mise en place entre les deux collectivités.

En 2023, un travail a été initié afin de revoir complètement la convention de mutualisation au regard de la réorganisation afin de définir les services qui seront mis en commun. Cette démarche aboutira en 2024 et donnera les bases du nouveau conventionnement entre m2A et le Ville de Mulhouse.

En attendant l'aboutissement de cette convention, le paiement des acomptes prévus début 2024 se fera sur la base des critères qui auront été définis en 2023.

Conformément à l'article 7 de cette convention, la commission mixte paritaire s'est réunie le 24 novembre 2023. Elle a approuvé le bilan présenté pour l'exercice 2022, ainsi que les propositions exposées pour l'exercice 2023.

BILAN DE L'EXERCICE 2022

L'article 8 de la convention dispose que, chaque année, un rapport d'évaluation sur les relations financières induites par la mutualisation est à présenter aux deux assemblées.

Pour l'exercice 2022, ce bilan est détaillé dans une note jointe (annexe N° 1). En résumé, le montant total des charges mutualisées s'élève à 22 530 642 €, dont 11 083 917 € (49,68 %) sont à mettre au compte du budget de la Ville de Mulhouse et 11 337 419 € (50,32%) relèvent du budget de la Communauté d'Agglomération.

EVOLUTIONS POUR L'EXERCICE 2023

Le dispositif de mutualisation mis en place a montré qu'il répond bien aux règles de transparence et d'équité des charges voulues par le Conseil municipal de Mulhouse et par le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération. Il reste néanmoins nécessaire d'en corriger et d'en adapter chaque année certains points, en fonction de l'évolution du contexte de la mutualisation.

En 2012, suite aux constats effectués après les deux premières années d'existence de m2A (2010 et 2011) il avait semblé plus pertinent de prendre en compte pour la détermination du critère « budget », le CA n-1 des deux collectivités en lieu et place du BP. A noter qu'en 2023, ce sont les données du budget primitif qui ont été prises en compte pour le budget annexe de l'eau.

Par ailleurs, il convient de prendre en compte pour l'année 2023, comme cela se fait lors de l'élaboration de chaque convention annuelle, les propositions d'ajustement suivantes concernant :

- l'adaptation du cadre des services concernés à l'évolution de l'organigramme commun des 2 collectivités ;
- la progression du montant des charges d'occupation des bureaux par les agents mutualisés, du fait de l'évolution de l'indice du coût de la construction sur lequel il est indexé ;
- les montants de référence de l'exercice 2023 (effectifs et budget), qui servent au calcul de la clé de répartition ;

- les montants estimatifs à la charge des deux collectivités pour 2023.

Le détail est exposé dans une note jointe (annexe N° 2).

Globalement, le montant prévisionnel des charges de fonctionnement mutualisées de 2023 est estimé à 21 695 604 €, dont 9 778 209 €, soit 45,07 %, sont à la charge du budget de la Ville de Mulhouse et 11 917 395 €, soit 54,93 %, incombent au budget de la Communauté d'Agglomération.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve le bilan de réalisation présenté pour l'exercice 2022,
- approuve l'ajustement de la convention pour l'exercice 2023 ainsi que le montant prévisionnel des charges de l'exercice 2023, tels qu'ils sont proposés,
- autorise le versement d'une subvention d'équipement de 238 258 € à Mulhouse Alsace Agglomération pour sa participation aux dépenses d'investissement effectuées pour les logiciels informatiques et le mobilier ainsi que prévu dans l'annexe 2,
- désigne Madame le Maire ou son représentant, pour signer la convention 2023 de mutualisation des moyens et des services entre la Ville de Mulhouse et m2A (projet annexé)

PJ : - Annexe 1
- Annexe 2
- Convention

Le 16 novembre 2023

Annexe 1 : Convention de mutualisation Ville / Agglomération – Bilan 2022

Les relations financières entre la Ville de Mulhouse et la Communauté d'Agglomération sont définies par une convention, signée conjointement fin décembre 2022 par le Président de la Communauté et le Maire de la Ville de Mulhouse.

L'article 7 de cette convention prévoit qu'une Commission mixte paritaire « est chargée d'examiner annuellement, avant chaque régularisation, la répartition des charges. Elle veille au respect des règles de répartition. Elle propose, le cas échéant, des évolutions du dispositif ou de nouvelles clés de répartition ».

L'article 8 dispose qu'ensuite « chaque année, un rapport d'évaluation sur les relations financières entre la Ville de Mulhouse et la Communauté d'Agglomération, induites par la mise en commun des moyens et des services, est à présenter au Conseil municipal et au Conseil communautaire ».

1. Charges réparties

Les charges retenues dans le dispositif de répartition sont les suivantes :

1.1. frais de personnel

- masse salariale, incluant traitement, régime indemnitaire, charges sociales y compris les charges patronales
- charges accessoires : vêtements de service, frais de formation, frais de déplacements professionnels et liés à la formation ; participations versées à l'Amicale du Personnel de la Ville de Mulhouse ainsi qu'à la mutuelle, Muta Santé

1.2. Frais d'administration générale : fournitures de bureau, photocopies, travaux de reprographie, produits d'entretien, affranchissement du courrier, télécommunications et maintenance informatique, les dépenses précitées relevant de dépenses de fonctionnement mais aussi d'investissement.

Le montant et la répartition des frais sont détaillés au point 5.

2. Charges facturées

La Ville et la Communauté d'Agglomération supportent des frais d'utilisation des bureaux par les agents mutualisés. Certains de ces frais d'administration générale entrent dans le cadre défini ci-dessus.

D'autres charges, plus difficiles à cerner, sont partagées d'une manière différente. Ce sont les frais de nettoyage, de chauffage, d'assurance des locaux, de maintenance courante, de consommation d'électricité, de gaz et d'eau, ... Elles ont été chiffrées, pour 2022, à 1 353 €* par agent.

Le montant et la répartition des frais sont détaillés au point 5.

* ce montant est revalorisé annuellement, en fonction de l'évolution du coût de la construction.

3. Services mutualisés

Le périmètre 2022 de la mutualisation a concerné les services suivants :

Direction ou Service	Nb d'agents
Direction Générale des Services (proratisation en fonction de nombre de mois de mutualisation)	1,5
Amicale du personnel (agents mis à disposition) et syndicats	16
Direction Solidarité et Population	3
Direction Prévention et sécurité	1
Politique de la ville	3
Archives	7
Direction Education et administration (proratisation en fonction de nombre de mois de mutualisation)	34,42
Direction Sports et Jeunesse et administration	44
Communication interne	1
La Direction des Finances	27
Direction des Ressources Humaines (dont 9 agents médecine travail)	80
Pilotage de la performance	10
Secrétariat Général	5
Affaires Juridiques et commande publique	14
Moyens Généraux et Centre Wallach	35
Systèmes d'Informations	33
Informations géographiques	17
Coordination administrative du Pôle 4	1
Direction environnement et services urbains	21
Direction Voirie et conception urbaine	6
Bureau d'Etudes et d'Aménagements	10
Direction Performance énergétique et bâtiments	56
Relations internationales et transfrontalières	3
Direction Urbanisme, Aménagements et Habitat	29
Total	458

En 2022, la cartographie des agents mutualisés a été adaptée suite à l'état des lieux effectué en lien avec les Directions et services. Le nombre d'agents mutualisés est de 458 pour l'année 2022 répartis dans les services selon le tableau ci-dessus.

4. Modalité de répartition

Le partage des charges a été effectué à l'aide d'une clé de répartition, basée sur deux critères :

- un 1^{er} critère, qui compte pour 60%, relatif au nombre d'agents travaillant pour les 2 collectivités ;

un 2^{ème} critère, qui compte pour 40%, et qui concerne les budgets de fonctionnement et d'investissement des 2 collectivités (mouvements réels des CA de l'année n-1).

Ci-après le détail du calcul en appliquant ces critères pour l'exercice 2022 :

	2022
Nombre d'agents communaux	1 232
Nombre d'agents ville	1 554
Nombre total d'agents des 2 collectivités, hors mutualisés	2 786
Nombre d'agents mutualisés	458
Nombre d'agents total m2A + Ville (communaux, communautaires et mutualisés)	3 244
Critère %	60%
	Critère personnel part m2A
%	26,53%
	Critère personnel part Ville
%	33,47%

2^{ème} critère, basé sur les budgets (CA N-1 mouvements réels) :

Budget m2A Général + annexes	346 880 356 €
Budget Ville de Mulhouse Général + annexes	236 333 140 €
Total des budgets des deux collectivités	583 213 496 €

% critère Budget	40%
	Critère budget part m2A
% critère Budget	23,78%
	Critère budget part Ville
% critère Budget	16,21%

Clé de répartition définitive	part m2A
	50,32%
part Ville	49,68%

En 2021, les clés étaient de 48,99 % pour l'agglomération et 51,01 % pour la Ville centre.

5. Montants à la charge des collectivités respectives

Le montant total des charges mutualisées à répartir au titre l'exercice 2022 s'élève à **22 530 642 €** pour les dépenses de fonctionnement mises en œuvre.
Les dépenses relatives à l'investissement donneront lieu au versement de subventions d'équipement par les deux collectivités ainsi que détaillé dans le tableau ci-dessous :

Charges mutualisées - Récapitulation des montants définitifs 2022				
Charges	réalisé 2022 TOTAL	Part Ville : 49,68%	Part m2A : 50,32%	
1) Frais de personnel				
Masse salariale & frais annexes	21 513 088 €	10 578 386 €	10 825 376 €	
S/T total 1 :	21 513 088 €	10 578 386 €	10 825 376 €	
2) Frais d'administration générale				
Moyens généraux	81 148 €	40 315 €	40 834 €	
Affranchissements (courrier)	83 401 €	41 433 €	41 967 €	
Télécoms	55 693 €	27 668 €	28 025 €	
Maintenance informatique	177 658 €	88 261 €	89 398 €	
S/T total 2 :	397 900 €	197 677 €	200 223 €	
Total 1 + 2 :	21 910 988 €	10 776 063 €	11 025 599 €	
3) Frais d'utilisation des bureaux				
Locaux appartenant à la Ville :	529 023 €	262 819 €	266 204 € ⁽¹⁾	
Locaux appartenant à m2A :	90 651 €	45 035 €	45 616 €	
S/T total 3 :	619 674 €	307 854 €	311 820 €	
Total général 1 + 2 + 3 :	22 530 642 €	11 083 917 €	11 337 419 €	
(1) montant dû par l'Agglo à la Ville (2) montant dû par la Ville à l'Agglo				
Charges de Fonctionnement	Réalisations 2022	Réalisé 2021	Evolution, en %	
Coût total de la mutualisation	22 530 642 €	22 656 420 €	-0,6%	
Part de l'Agglomération	11 337 419 €	11 089 380 €	2,1%	
Part de la Ville	11 083 917 €	11 557 040 €	-4,1%	
Charges d'investissement N-1	réalisé 2021 TOTAL	Part Ville : 49,68%	Part m2A : 50,32%	
Dépenses portées par m2A	493 234 €	245 039 € ⁽³⁾	248 195 €	
Dépenses portées par Mulhouse	31 044 €	15 423 €	15 621 € ⁽⁴⁾	
(3) montant dû par la Ville à l'Agglo (4) montant dû par l'Agglo à la Ville				

Le 16 novembre 2023

Annexe 2 : Convention de mutualisation Ville / Agglomération – propositions d'évolution pour 2023

Ce dispositif conventionnel est appliqué depuis 2003. Il est actualisé chaque année, en fonction des modifications intervenues dans l'organigramme commun à nos deux collectivités, et pour répondre mieux encore à l'objectif d'un partage équilibré et transparent des charges voulu par le Conseil municipal et par le Conseil d'agglomération.

Pour 2023, les modifications proposées sont listées ci-dessous. Elles résultent de l'évolution de l'organigramme commun de nos deux collectivités.

1. Cadre des services mutualisés

Au 1^{er} octobre 2023, le périmètre de la mutualisation était le suivant :

Direction ou Service	Nb d'agents 2022 (pm)	Nb d'agents 2023
Direction Générale des Services	1,5	0
Amicale du personnel (agents mis à disposition) et syndicats	16	15
Direction Solidarité et Population	3	0
Direction Prévention et sécurité	1	1
Politique de la ville	3	3
Archives	7	7
Direction Education et administration	34,42	13
Direction Sports et Jeunesse et administration	44	44
Communication interne	1	2
La Direction des Finances	27	26
Direction des Ressources Humaines (dont 9 agents médecine travail)	80	79
Pilotage de la performance	10	6
Secrétariat Général	5	4
Affaires Juridiques et commande publique	14	14
Moyens Généraux et Centre Wallach	35	35
Systèmes d'Informations	33	34
Informations géographiques	17	17
Coordination administrative du Pôle 4	1	1

Direction ou Service	Nb d'agents 2022 (pm)	Nb d'agents 2023
Direction environnement et services urbains	21	21
Direction Voirie et conception urbaine	16	14
Direction Performance énergétique et bâtiments	56	55
Relations internationales et transfrontalières	3	3
Direction Urbanisme, Aménagements et Habitat	29	33
Total	458	427

En 2023, la cartographie des agents mutualisés a été adaptée suite à l'état des lieux effectué en lien avec les directions et services. Le nombre d'agents mutualisés est de 427, répartis dans les services selon le tableau ci-dessus.

2. Domaine des charges mutualisées

2.2. Charges à répartir

La nature des charges à répartir se partage en :

- frais de personnel**, à savoir les rémunérations du personnel (traitement, régime indemnitaire, charges sociales y compris les charges patronales) et les charges accessoires que le service Ressources humaines engage pour l'habillement, la formation, les déplacements professionnels et dans le cadre des formations, ainsi que les participations versées à l'Amicale du personnel de la Ville de Mulhouse et à la mutuelle (Muta Santé)

- frais d'administration générale** : fournitures de bureau, photocopies et travaux de reprographie, frais d'affranchissement, frais de télécommunications et de maintenance informatique, études, les dépenses précitées relevant de dépenses de fonctionnement mais aussi d'investissement (prise en compte des dépenses N-1 pour l'investissement). Les dépenses d'investissement de l'année N-1 donneront lieu au versement de subventions d'équipement ainsi que détaillé à l'article 4 de cette annexe. Ainsi, la Ville de Mulhouse versera à m2A une participation au titre des dépenses engagées par cette dernière. De la même manière, m2A versera à la Ville de Mulhouse une subvention d'équipement pour les dépenses réalisées par celle-ci.

- dépenses d'équipement de protection des agents** : masques, gel, produits d'hygiène...

2.3. Charges à facturer – actualisation du coût d'hébergement d'un agent

La Ville et m2A supportent des **frais d'utilisation de bureaux** par des agents mutualisés. Certaines de ces charges entrent dans le cadre des frais d'administration générale détaillés ci-dessus.

Pour les autres frais, non inclus dans ceux-ci, à savoir le nettoyage des locaux, les frais d'éclairage et de chauffage, d'assurances, de maintenance et d'amortissement du bâtiment, ... un coût standard d'hébergement d'un agent a été calculé. Il est prévu de l'indexer annuellement sur l'évolution de l'indice du coût de la construction.

Nombre d'agents communautaires	2023
Nombre d'agents ville	1 372
Nombre total d'agents des 2 collectivités, hors mutualisés	1457
	2 829

Nombre d'agents mutualisés	427 00
Nombre d'agents total m2A+Ville (communaux, communautaires et mutualisés)	3 256

% critère perso	60%	Critère personnel part m2A	29,10%
		Critère personnel part Ville	30,90%

2ème critère, basé sur les budgets (CA N-1 mouvmts réels) :

Budget m2A Général + budgets annexes	432 024 317 €
Budget Ville de Mulhouse Général + budget annexes	237 079 704 €
Total des budgets des deux collectivités	669 104 021 €

% critère budget	40%	Critère budget part m2A	25,83%
		Critère budget part Ville	14,17%

Clé de répartition définitive	part m2A	part Ville	54,93%
			45,07%

4. Montants estimatifs de la charge respective des collectivités pour 2023

Le montant total prévisionnel des charges mutualisées à répartir au titre de l'exercice 2023 s'élève à **21 695 604 €** pour les dépenses de fonctionnement mises en œuvre.

Les dépenses relatives à l'investissement donneront lieu au versement de subventions d'équipement par les deux collectivités ainsi que détaillé dans le tableau ci-dessous :

Pour 2023, l'indice au 1er trimestre 2022 est de 1 948 (1 822 au 1^{er} trimestre 2021). Le coût standard unitaire passe ainsi de 1 353 € en 2022 à 1 447 € en 2023 soit +6,92 %.

Pour 427 agents mutualisés, la charge prévisionnelle 2023 s'élève par conséquent à 617 869 €. 363 agents sur les 427 occupent des locaux appartenant à la Ville et 64 des locaux de m2A.

3. Modalités de répartition pour 2023

Les modalités de répartition des charges reposent, depuis 2004, sur une seule clé de répartition. Son calcul se réfère à 2 critères :

- un 1^{er} critère sur le personnel, qui compte pour 60%, relatif au « nombre d'agents communautaires, divisé par le nombre total d'agents travaillant pour la Ville et pour la Communauté d'agglomération, hors agents mutualisés » ;
- un 2^{ème} critère, budgétaire, qui compte pour 40%. Depuis 2012, ce critère est basé sur « le budget de fonctionnement et le budget d'investissement (mouvements réels des CA) de la communauté d'agglomération, divisés par les budgets de fonctionnement et d'investissement au CA de la ville et de la communauté d'agglomération ». A noter qu'en 2023, ce sont les données du budget primitif qui ont été prises en compte pour le budget annexe de l'eau.

Depuis leur mise en œuvre, ces critères de répartition ont démontré leur pertinence et leur efficacité pour garantir la transparence des conditions de répartition des charges de mutualisation tout en tenant compte de la montée en puissance progressive de l'agglomération. Aussi, il est proposé de les maintenir pour 2023.

Ci-après le détail du calcul en appliquant ces critères pour l'exercice 2023 :

Charges mutualisées - Récapitulation des montants prévisionnels 2023

Charges	Prévisionnel 2023 TOTAL	Part prév Ville : 45,07%	Part prév m2A : 54,93%
1) Frais de personnel			
Masse salariale & frais annexes	20 659 940 €	9 311 435 €	11 348 505 €
S/Total 1 :	20 659 940 €	9 311 435 €	11 348 505 €
2) Frais d'administration générale			
Moyens généraux	85 206 €	38 402 €	46 804 €
Affranchissements (courrier)	87 571 €	39 468 €	48 103 €
Télécoms	58 478 €	26 356 €	32 122 €
Maintenance informatique	186 541 €	84 074 €	102 467 €
S/Total 2 :	417 795 €	188 300 €	228 495 €
Total 1 + 2 :	21 077 735 €	9 499 735 €	11 578 000 €
3) Frais d'utilisation des bureaux			
Locaux appartenant à la Ville :	525 261 €	236 735 €	288 526 € (1)
Locaux appartenant à m2A :	92 608 €	41 738 € (2)	50 870 €
S/Total 3 :	617 869 €	278 474 €	339 395 €
Total général 1 + 2 + 3 :	21 695 604 €	9 778 209 €	11 917 395 €

(1) montant dû par l'Agglo à la Ville

(2) montant dû par la Ville à l'Agglo

Charges de Fonctionnement	Prévisions 2023	Réalisé 2022	Evolution, en %
Coût total de la mutualisation	21 695 604 €	22 530 642 €	-3,7%
Part de l'Agglomération	11 917 395 €	11 337 419 €	5,1%
Part de la Ville	9 778 209 €	11 083 917 €	-11,8%

Charges d'investissement N-1	réalisé 2022	Part Ville : 45,07%	Part m2A : 54,93%
Dépenses portées par m2A	528 640 €	238 258 € (3)	290 382 €
Dépenses portées par Mulhouse	47 739 €	21 516 €	26 223 € (4)

(3) montant dû par la Ville à l'Agglo

(4) montant dû par l'Agglo à la Ville

CONVENTION

relative à la répartition des charges pour les services concernés par la mutualisation

Entre

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération, représentée par Monsieur Fabian JORDAN, Président,

Et

La Ville de Mulhouse, représentée par Madame Michèle LUTZ, Maire,

d'autre part,

Vu les délibérations du Conseil municipal du 14 décembre 2023 et du Conseil d'agglomération du 11 décembre 2023, relatives à la mutualisation des moyens et des services entre la Ville de Mulhouse et m2A,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

article 1 Objet

La présente convention règle les relations financières entre la Ville de Mulhouse et m2A en ce qui concerne la répartition des charges de personnel et autres frais de fonctionnement des services mutualisés.

Elle reprend les bases de la précédente convention de décembre 2022, qui sont revues et complétées compte tenu de l'évolution que connaît la communauté.

article 2 Dispositions générales

Les charges des services mutualisés sont partagées entre la Ville de Mulhouse et m2A selon des critères de répartition établis à partir d'indicateurs observés l'année civile précédente ou constatés au 1^{er} janvier de l'exercice au titre duquel ces charges sont réparties.

article 3 Charges à répartir

- Les charges à répartir, afférentes à chaque service, comprennent :
- les **charges de personnel** du service mutualisé, incluant d'une part la masse salariale (traitement, régime indemnitaire, charges sociales) et d'autre part des charges accessoires : frais d'habillement (vêtements de service) ; frais de formation ; frais de déplacement (professionnels et liés à la formation) ; fourniture de boissons non alcoolisées ; participations versées à l'Amicale du personnel et à la mutuelle (Muta santé) ;
 - des **charges d'administration générale** : fournitures de bureau, photocopies, reprographie, affranchissement, télécoms et maintenance informatique, études diverses. Les dépenses précitées relèvent de dépenses de fonctionnement 2023 mais aussi d'investissement relatives à l'exercice N-1 (logiciel, matériel informatique ou technique divers) le cas échéant. Les dépenses d'investissement donnent lieu au versement d'une subvention d'équipement
 - des **dépenses d'équipement de protection des agents** : masques, gel, produits d'hygiène...

Le montant des prestations est estimé sur l'année. Le règlement se fait par versements d'acomptes. Ainsi, la Communauté d'Agglomération facture à la Ville de Mulhouse sa part, de la manière suivante :

- chaque mois, les rémunérations versées aux agents mutualisés, sur la base des listes mensuelles émises par le service des Ressources humaines ;
 - chaque trimestre, les charges accessoires de personnel (habillement, déplacements, formation, ...) ; d'administration générale (fournitures de bureau, affranchissement, télécoms, maintenance informatique) et de dépenses d'équipement de protection des agents, à raison de 1/4 du montant de l'année précédente.
- L'ajustement est opéré en janvier ou février de l'année n + 1, sous forme d'une facture complémentaire, d'après le montant réel des prestations fournies, indiqué par chaque service prestataire.

article 4 Charges à facturer

Un coût standard d'hébergement d'un agent est facturé. Il englobe les charges normales d'utilisation d'un bureau équipé par les agents des services mutualisés, non comprises dans les charges à répartir ci-dessus, à savoir : nettoyage des locaux, consommation d'électricité, frais d'éclairage et de chauffage, charges d'assurance et d'amortissement de bâtiment.

La prestation fait l'objet d'une facture qui reste annuelle. Elle est établie sur les bases suivantes : un coût unitaire, chiffré à 1 447 € par agent x nombre d'agents mutualisés en 2023 x taux de répartition ressortant de l'article 5 ci-après.

Ce coût standard est revalorisé chaque année en fonction de l'évolution de l'indice du coût de la construction. Le niveau de référence est celui du 1^{er} trimestre de l'année précédente. Ainsi pour 2023, l'indice applicable est celui du 1^{er} trimestre 2022, soit 1 948, en progression de 6,92%.

article 5 Modalités de répartition des charges

Les charges afférentes aux services mutualisés entre la Communauté d'Agglomération et la Ville de Mulhouse, sont réparties en fonction des clés de répartition suivantes :

- **taux de prise en charge par la Communauté d'Agglomération** =
$$\frac{[60\% \times (\text{nombre d'agents communautaires} / \text{nombre total d'agents travaillant pour la Ville et pour la Communauté d'Agglomération hors agents mutualisés})] + [40\% \times (\text{budget de fonctionnement au CA n-1} + \text{budget d'investissement au CA n-1 de la Communauté d'Agglomération}) / (\text{budgets de fonctionnement au CA n-1 et d'investissement au CA n-1 de la Ville et de la Communauté d'Agglomération})]}{}$$
 . A noter qu'en 2023, ce sont les données du budget primitif qui ont été prises en compte pour le budget annexe de l'eau
- **taux de prise en charge par la Ville = 100% - taux de prise en charge par la Communauté d'Agglomération**

article 6 Services dont les charges sont à répartir

Liste des services mutualisés indiqués dont les charges sont réparties en fonction des clés de répartition indiquées à l'article 5 :

- l'amicale du personnel (agents mis à disposition) et les syndicats
- la direction des services prévention et sécurité
- la politique de la ville
- les archives

- la direction éducation et l'administration
- la direction sports et jeunesse et l'administration
- la communication interne
- la direction des finances
- la direction des ressources humaines
- le pilotage de la performance
- le secrétariat général
- les affaires juridiques et la commande publique
- la direction des moyens généraux et le centre Wallach
- le service systèmes d'informations
- le service informations géographiques
- la coordination administrative du pôle espaces publics patrimoine et mobilités
- la direction environnement et services urbains
- la direction voirie et conception urbaine
- le bureau d'études et d'aménagements
- la direction performance énergétique et bâtiments
- les relations internationales et transfrontalières
- la direction urbanisme, aménagement et habitat

article 7 Commission mixte paritaire

Une Commission mixte paritaire, composée de trois membres du Conseil municipal de la Ville de Mulhouse et de trois membres du Conseil d'Agglomération, et présidée conjointement par le Maire de Mulhouse, ou son représentant, et le Président de la Communauté d'agglomération, ou son représentant, est chargée d'examiner annuellement, avant chaque régularisation, la répartition des charges. Elle veille au respect des règles de répartition. Elle propose, le cas échéant, des évolutions du dispositif ou de nouvelles clés de répartition.

article 8 Information du Conseil municipal et du Conseil d'agglomération

Chaque année, un rapport d'évaluation sur les relations financières entre la Ville de Mulhouse et m2A, induites par la mise en commun des moyens et des services, est à présenter au Conseil municipal et au Conseil d'agglomération.

article 9 Substitution de convention

Cette convention se substitue à compter du 1^{er} janvier 2023 à celle ayant le même objet, signée fin décembre 2022.

Fait à Mulhouse en deux exemplaires, le 15 décembre 2023.

Le Président de m2A

Le Maire de la Ville de Mulhouse

Fabian JORDAN

Michèle LUTZ

Mme le Maire : On passe au budget principal, toujours la mutualisation des moyens des services entre la Ville de Mulhouse et M2A. Qui est pour ? Pourtant, je garde la même méthode, M. SIMEONI. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci à vous.

Pour : 47 + 4 procurations
Groupe majoritaire : 35 + 3 procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6
Groupe M Mulhouse : 2 + 1 procuration
Non-inscrits dans un groupe : 4

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

8° FACTURATIONS 2023 PAR LE BUDGET GENERAL AU BUDGET ANNEXE DES POMPES FUNEBRES (312/7.10.5/1080)

La Ville de Mulhouse assure, au niveau de son budget général et sur la base de la convention de mutualisation des moyens et des services conclue avec Mulhouse Alsace Agglomération, un certain nombre de prestations à caractère administratif et technique dites de supports, qui sont indispensables au bon fonctionnement et à l'exécution des missions opérationnelles du service géré par le budget annexe des pompes funèbres.

Par ailleurs, conformément à la réglementation, le produit de cessions des métaux issus des crémations, encaissé par le budget annexe des pompes funèbres, doit être reversé à la commune pour financer la prise en charge des obsèques des personnes dépourvues de ressources.

En conséquence, il y a lieu de procéder au reversement prévu par l'article R2223-103-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et de facturer au budget annexe une quote-part des charges supportées par le budget général, sur la base des éléments suivants :

1. Reversement prévu par l'article R2223-103-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

Conformément à la réglementation, le produit des cessions des métaux issus de la crémation est reversé à une commune pour financer la prise en charge des obsèques des personnes dépourvues de ressources. Par conséquent, un reversement de 67 761,04 €, correspondant aux produits des cessions 2022, est effectué par le budget annexe des pompes funèbres au profit du budget principal.

2. Facturation au titre des frais de mutualisation déterminée sur la base de la répartition suivante :

- « Total des frais à la charge de la Ville à répartir de l'exercice N-1(1) / par le nombre d'agents municipaux de l'exercice N X nombre d'agents du service des pompes funèbres de l'exercice N »

- (1) Issu de la délibération annuelle relative à la répartition des frais de mutualisation entre m2A et la Ville et des données communiquées par la Direction des Ressources Humaines concernant la participation à l'amicale.

- Pour l'exercice 2023, le montant ressort ainsi à :

	2023
Nombre d'agents municipaux (2023)	1 455
Nombre d'agents du service pompes funèbres (2023)	11
Nombre agents service pompes funèbres (2023) / Nombre agents municipaux (2023)	0,76 %
Masse salariale & frais annexes	10 578 386,05 €
Moyens généraux	40 314,54 €
Affranchissement courrier	41 433,38 €
Télécoms	27 668,28 €
Maintenance informatique	88 260,60 €
Hébergement	307 854,04 €
Participation à l'amicale	594 945,00 €
Total des frais à la charge de la Ville à répartir (base Compte Administratif 2022)	11 678 861,89 €
Montant à facturer au BA des pompes funèbres en 2023	89 096,47 €

Les montants sont prévus dans les budgets 2023 respectifs.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve les modalités de facturations entre le budget général et le budget annexe des pompes funèbres détaillées dans la présente délibération au titre de l'exercice 2023,
- charge Madame le Maire ou son représentant, de réaliser toutes les opérations nécessaires à la mise en œuvre des dispositions approuvées par la présente délibération.

Mme le Maire : Enfin, on passe à la facturation 2023 par le budget général au budget annexe des pompes funèbres. Qui est pour ? Qui est contre ? Est-ce que quelqu'un s'abstient ? Paul-André, tu t'abtiens sur le budget des pompes funèbres ?

(Intervention hors micro)

Mme le Maire : D'accord. Est-ce que tout ça, c'est noté, Marie ? C'est bon pour vous ?

(Intervention hors micro)

Mme le Maire : Je ne vous demande pas d'explication, je voulais juste m'assurer que c'était le bon vote.

Pour : 46 + 3 procurations
Groupe majoritaire : 35 + 3 procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6
Groupe M Mulhouse : M. Sassi
Non-inscrits dans un groupe : 4

Abstentions : 1+1
Groupe M Mulhouse :
M. Striffler et Mme Jenn (représentée par M. Striffler)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

**9° TARIFS MUNICIPAUX : REVISION DES TARIFS POUR SERVICES
RENDUS POUR 2024 (315 / 7.10.5 / 1023)**

Les services rendus à la population nécessitent, comme chaque année, un réajustement des tarifs municipaux pour tenir compte du niveau de service apporté.

À cet effet, les tarifs ci-annexés, ont été adaptés de manière à faire participer les usagers le plus équitablement possible au coût de revient des prestations offertes.

Les frais de main-d'œuvre qui s'ajoutent, le cas échéant aux tarifs, sont déterminés selon les coûts horaires par catégorie de personnel.

L'ensemble des tarifs spéciaux consentis aux personnes domiciliées ou imposées aux contributions directes locales à Mulhouse sont applicables aux résidents de Mulhouse Alsace Agglomération.

Les tarifs applicables au personnel de la Ville de Mulhouse, le sont également au personnel de Mulhouse Alsace Agglomération.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve ces propositions,
- charge Madame le Maire ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

PJ : Tarifs municipaux



040 - ATTRACTIVITE COMMERCIALE (suite)

Tarifs hors taxes applicables à partir du 1er janvier 2024

	2023 €	2024 €	%
7) Conservateurs à laces, distributeurs de confiseries, de boissons , appareils similaires			
L'unité	94,50	94,50	0,00%
8) Panneaux publicitaires mobiles, chevalets et oriflammes			
- 1ère zone, 1er chevalet	139,00	139,00	0,00%
- 1ère zone, 2ème chevalet	213,00	213,00	0,00%
- 2ème zone, 1er chevalet	91,30	91,30	0,00%
- 2ème zone, 2ème chevalet	139,00	139,00	0,00%
9) Vitrine et panneaux en saillie (caissons vitrés apposés aux façades d'immeubles)			
Saillie comprise entre 0,10 et 0,16 m			
- 1ère zone, le mètre linéaire	32,40	32,40	0,00%
- 2ème zone, le mètre linéaire	22,65	22,65	0,00%
Saillie supérieure à 0,16 m			
- 1 ère zone, le mètre linéaire	61,10	61,10	0,00%
- 2 ème zone, le mètre linéaire	46,10	46,10	0,00%
10) Distributeurs de journaux gratuits et de brochures (l'unité)	182,00	182,00	0,00%
11) Isolation par l'extérieur des constructions implantées sur l'alimentation de rue (seul maximum 10 cm non soumis à la perception d'une taxe, décision de la municipalité du 14 mai 1979)			
Saillie supérieure à 0,10 m			
- 1ère zone, le mètre linéaire	33,30	33,30	0,00%
- 2ème zone, le mètre linéaire	23,60	23,60	0,00%
12) Terrasses de cafés non couvertes			
- 1ère zone, le m²	28,40	28,40	0,00%
- 2ème zone, le m²	22,90	22,90	0,00%
Place de stationnement / par emplacement			
- 1ère zone	400,00	400,00	0,00%
- 2ème zone	300,00	300,00	0,00%
13) Terrasses de cafés fermées (terrasse couverte et close dont les éléments d'assemblage sont conçus Certains installations pourront, en fonction de leurs caractéristiques et de la durée d'utilisation, faire			
- 1ère zone, le m²	116,00	116,00	0,00%
- 2ème zone, le m²	93,30	93,30	0,00%
14) Camions-magasins et similaires			
pour un arrêt supérieur à 10 minutes par rue par journée d'occupation par semaine	1 240,00	1 240,00	0,00%
occupation journalière occasionnelle liées à des activités spécifiques (équipement culturels, sportifs par ex) par jour	28,00	28,00	0,00%
15) Exposition, vente de véhicules automobiles			
par véhicule			
- en zone non-piétonne	310,00	310,00	0,00%
- en zone piétonne	430,00	430,00	0,00%
16) Taxis	343,00	343,00	0,00%
17) Vente sapins			
Emplacements par tranche de 10 m²	11,45	11,45	0,00%
B. Perception au jour le jour			
1) Exposition, vente de véhicules automobiles, vol captif de montgolfière			
par véhicule			
- en zone non-piétonne	68,80	68,80	0,00%
- en zone piétonne	96,70	96,70	0,00%
par montgolfière	165,00	165,00	0,00%



040 - ATTRACTIVITE COMMERCIALE (suite)

Tarifs hors taxes applicables à partir du 1er janvier 2024

	2023	2024	%	
	€	€		
• Déplacement matériel mis en place par la Ville par constat	50,00	50,00	0,00%	
• Installation d'un métier sans autorisation de la Ville	-	300,00	-	
• Emplacement inoccupé (frais imputés au Stabulaire de l'emplacement)	-	300,00	-	
• Non retour du matériel prêté par la Ville / par élément	-	50,00	-	
• Déplacement zone marquée emplacement forfait	-	500,00	-	
• Installation non autorisée dans l'allée (chevalet,autre...) / par constat	-	50,00	-	
B. autres manifestations	2,90	2,90	0,00%	
• <u>Pour les manèges et métiers montés lors de la cavalcade du carnaval</u> le m² par mois	2,30	2,30	0,00%	
• <u>Pour la foire-kermesse de Pornnach.</u> Une remise de 75 % est appliquée sur le droit de place foire kermesse exclusivement montant 9 10 €				
• <u>Manèges exploités au centre-ville</u> le m² par mois	16,90	16,90	0,00%	
C. forfait pour consommation d'eau				
• <u>Pour la durée de la foire-kermesse Mulhouse-Ville</u>				
- buvette	170,50	173,00	1,47%	
- confiserie	52,40	53,00	1,15%	
- par caravane	138,50	140,00	1,08%	
- par piscine jusqu'à 2m³	75,00	76,00	1,33%	
- par piscine de 2m³ à 6 m³	150,00	152,00	1,33%	
- par piscine au delà de 6 m³	300,00	304,00	1,33%	
- par mètre d'une contenance > à 50 m³	580,00	600,00	2,04%	
- par mètre d'une contenance < 50 m³	27,50	28,00	1,82%	
Hors foire-kermesse Mulhouse-Ville				
- buvette	Par jour	6,70	6,85	2,24%
- confiserie	Par jour	2,60	2,65	1,92%
- par caravane	Par jour	6,70	6,85	2,24%
- par piscine	Par jour	188,00	192,00	2,13%
- par mètre d'une contenance > à 50 m³	Par jour	580,00	592,00	2,07%
- par mètre d'une contenance < à 50 m³	Par jour	2,70	2,85	1,95%
D. forfait électricité				
• <u>Pour la durée de la foire-kermesse Mulhouse-Ville</u>				
- par caravane	155,50	160,00	2,89%	
- par mètre ou stand selon la puissance électrique demandée				
• Jusqu'à 30 A (18 kVa)	166,50	170,00	2,10%	
• de 31 à 60 A (36 kVa)	29,00	33,00	8,28%	
• de 61 à 130 A (78 kVa)	490,00	505,00	2,02%	
• de 131 à 240 A (144 kVa)	660,00	675,00	2,27%	
• de 241 à 400 A (240 kVa)	829,00	845,00	1,93%	
- par mètre ou stand monophasé -idem 30 A	166,50	170,00	2,10%	
Hors foire-kermesse Mulhouse-Ville				
- par caravane	Par jour	6,50	6,65	2,31%
- par mètre ou stand selon la puissance électrique demandée				
• Jusqu'à 30 A (18 kVa)	Par jour	6,55	6,70	2,29%
• de 31 à 60 A (36 kVa)	Par jour	23,00	23,30	1,30%
• de 61 à 130 A (78 kVa)	Par jour	19,50	20,00	2,56%
• de 131 à 240 A (144 kVa)	Par jour	26,00	26,60	2,31%
• de 241 à 400 A (240 kVa)	Par jour	32,70	33,50	2,45%
- par mètre ou stand monophasé -idem 30 A	Par jour	6,55	6,70	2,29%
IV. FRAIS DE GESTION				
- intervention d'un agent (majoration en cas d'urgence 20%)	forfait	40,60	45,00	10,84%
- si dossier incomplet avant la date limite	forfait	75,00	75,00	0,00%
- autres frais de traitement	forfait	250,00	250,00	0,00%
- Le conseil municipal si dossier incomplet 3 semaines avant le début de la foire kermesse	forfait	200,00	200,00	0,00%

Le Conseil municipal donne délégation au Maire ou à son représentant pour accorder l'exonération partielle ou totale des droits de place

**1112 - CIMETIERES****I - Service public**
Taxes et redevances funéraires
Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2024

	2023 €	2024 €	%
1° Acquisition ou renouvellement			
- Terrain commun - 10 ans	gratuit	gratuit	
- Concession quinquenaire			
tombe ordinaire	262,00	270,00	3,05%
tombe standard	332,00	342,00	3,01%
tombe enfant	140,00	143,00	2,14%
columbarium renouvellement :			
- case à 1 urne	225,00	230,00	2,22%
- case à 2 urnes	240,00	245,00	1,47%
- case à 4 urnes	670,00	685,00	2,24%
columbarium acquisition :			
- case à 1 urne	375,00	380,00	1,33%
- case à 2 urnes	535,00	545,00	1,87%
- case à 4 urnes	875,00	890,00	1,71%
y compris plaque de fermeture grant inviolable			
cinéraire	184,00	188,00	2,17%
- Concession trentenaire			
tombe ordinaire	524,00	535,00	2,10%
tombe standard	664,00	680,00	2,41%
tombe enfant	281,00	286,00	1,78%
columbarium renouvellement :			
- case à 1 urne	450,00	460,00	2,22%
- case à 2 urnes	680,00	690,00	1,47%
- case à 4 urnes	1340,00	1370,00	2,24%
columbarium acquisition :			
- case à 1 urne	750,00	760,00	1,33%
- case à 2 urnes	875,00	890,00	1,71%
- case à 4 urnes	1530,00	1550,00	1,31%
y compris plaque de fermeture grant inviolable			
cinéraire	368,00	376,00	2,17%
- ROSERAIE concession 2 places cinéraire décennale			
+ présentoir grant et plaque nom gravée	347,00	355,00	2,31%
- Plaque granite couverture hublot	113,00	115,00	1,77%
2° Télécommande des portes automatiques des cimetières			
-Remplacement télécommande endommagée, perdue	45,00	46,00	2,22%

**1112 - CIMETIERES****I - Service public**
Taxes et redevances funéraires
Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2024

	Tarif 2023 € HT	Tarif 2024 € HT	Tarif 2024 € TTC	%
1° Creusement de fosses				
- Adulte : simple profondeur	425,00	440,00	528,00	3,53%
- double profondeur	500,00	515,00	618,00	3,00%
- Enfant (cerceuil moins 1,20 m)	162,00	170,00	204,00	4,94%
- Urne par unité	88,50	95,00	114,00	7,24%
- Caveau, par emplacement	560,00	570,00	684,00	1,79%
- Ouverture et fermeture d'un caveau existant	200,00	205,00	246,00	2,50%
- Ouverture et fermeture d'un caveau	85,00	87,00	104,40	2,35%
- Majoration pour une inhumation de cercueil effectuée le samedi	100,00	100,00	120,00	0,00%
- Majoration pour une inhumation d'urne effectuée le samedi matin	40,00	40,00	48,00	0,00%
- Majoration pour un retard à l'inhumation supérieur à 30 minutes	25,00	25,00	30,00	0,00%
- Location 4 plaques de roulage de pelle à chenille (par 1/2j)	15,00	15,00	18,00	0,00%
2° Exhumation				
- A la demande des familles				
- Corps adulte	1 330,00	1 350,00	1 620,00	1,50%
- Réduction de corps adulte	660,00	675,00	810,00	2,27%
- Urne par unité	96,00	98,00	117,60	2,08%
- Corps enfant moins de 1,20 m	330,00	335,00	402,00	1,52%
- Réduction de corps enfant moins de 1,20 m	163,00	165,00	198,00	1,23%
- Administratives				
- Corps	625,00	640,00	768,00	2,40%
- Ossements	455,00	465,00	558,00	2,20%
- Urne	96,00	98,00	117,60	2,08%
3° Prêt de personnel				
- porteur	36,00	37,00	44,40	2,78%
- prise en charge cercueil moins de 24h	28,00	30,00	36,00	7,14%
- aide à la mise en bière	25,00	30,00	36,00	20,00%
- Un déplacement de l'astreinte hors période d'ouverture CF	40,00	40,00	48,00	0,00%
- Majoration pour une astreinte nuit (23h-6h), dimanche et jours	20,00	20,00	24,00	0,00%
- Transfert d'urne de notre Centre Funéraire vers un cimetière	20,00	20,00	24,00	0,00%
- Maître de cérémonie (accueil, accompagnement, ...)	35,00	45,00	54,00	28,57%
- Maître de cérémonie (cérémonie civile personnalisée)	100,00	125,00	150,00	25,00%
4° Crémation				
- Adultes simple	441,00	465,00	558,00	5,44%
- Majoration crémation 120 mn ou hors gamme crémation	176,00	180,00	216,00	2,27%
- Majoration cercueil autres que matériaux bois	100,00	110,00	132,00	10,00%
- Enfants moins de 1,20 m	183,00	185,00	222,00	1,09%
- Fœtus ou mort né	105,00	106,00	127,20	0,95%
- Assistance à la mise à la flamme	55,00	55,00	66,00	0,00%
- Reliquaire jusqu'à 0,55m x 0,45m x 1,85m	210,00	215,00	258,00	2,38%
- Exhumations administratives	570,00	580,00	696,00	1,75%
- Parties anatomiques + 15 Kg	149,00	150,00	180,00	0,67%
- Parties anatomiques - 15 Kg	104,00	106,00	127,20	1,92%
- Majoration pour poignées et pièces de cercueil non conformes à la	15,00	15,00	18,00	0,00%
- Transport	26,00	27,00	29,70	3,85%
- Thanatopracteur				
- Vacation de police				

**1112 - CIMETIERES (suite)****II - Service extérieur des Pompes Funèbres**
Taxes et redevances funéraires
Tarifs hors-taxes applicables à partir du 1er janvier 2024

	Tarif 2023 € HT	Tarif 2024 € HT	Tarif 2024 € TTC	%
5° Remise des cendres au jardin du Souvenir + roseraie par unité d'urne				
- Dispersion en roseraie	19,00	20,00	24,00	5,26%
- Dispersion JS - crémation au Crématorium Ville de Mulhouse	13,50	15,00	18,00	11,11%
- Dispersion JS - crémation autres crématoriums	75,00	100,00	114,00	33,33%
- Majoration accueil-assistance (lecture de texte, recueillement,...)	10,00	12,50	15,00	25,00%
6° Mise d'urne en Columbarium ou retrait	45,50	46,00	55,20	1,10%
- réalisé par la ville de Mulhouse (par unité d'urne)				
- mise en place ou retrait d'un plaque de columbarium	10,00	11,00	13,20	10,00%
7° Vente d'urnes				
- Urne adulte modèle amphore	35,50	36,00	43,20	1,41%
- Urne adulte modèle boîte (carton)	23,00	24,00	28,80	4,35%
- Urne enfant	26,00	27,00	32,40	3,85%
- Urne cendrier	15,00	15,00	18,00	0,00%
- Filet d'inhumation d'urne	11,00	12,00	14,40	9,09%
- Plaque de cercueil + Gravure	10,00	10,00	12,00	0,00%
- Objet souvenir résistant à la crémation	23,00	24,00	28,80	4,35%
8° Location				
- Chapelle protestante	95,00	97,00	116,40	2,11%
- Mémorial	95,00	97,00	116,40	2,11%
- Salon de recueillement (>15 minutes)	55,00	57,00	68,40	3,64%
- Salon de présentation	36,00	37,00	44,40	2,78%
- Chambre froide par 24 H	30,50	31,00	37,20	1,64%
- Cellules réfrigérées par 24 H	36,00	37,00	44,40	2,78%
- Labo pour autopsie	154,00	155,00	186,00	0,65%
- Local pour toilette, soins et mise en bière	51,00	52,00	62,40	1,96%
- Labo pour toilette ou soins de conservation	101,50	104,00	124,80	2,46%
- Caveau provisoire par 24 h	38,00	39,00	46,80	2,63%
- Réouverture cercueil après détection anomalies au scanner	137,00	137,00	164,40	0,00%
- Conservation urne: gratuit 30 premiers jours, Au delà facturation 1 € ttc par jour de stockage	0,83	0,83	1,00	0,00%
9° Travaux paysagers sur tombes		sur devis		
10° Vente de monuments usagés				
- Pierre de tête ou dalle non polie	124,00	125,00	150,00	0,81%
- Encadrement non poli	152,00	155,00	186,00	1,97%
- Pierre de tête, dalle	173,00	175,00	210,00	1,16%
- Encadrement poli	296,00	300,00	360,00	1,35%
- Stèle avec socle (pout)	296,00	300,00	360,00	1,35%
- Plaques et inscriptions		sur devis		
11° Travaux divers				
- Dépôt provisoire sépulture tarif mensuel	35,00	35,00	42,00	0,00%
- Mise décharge des déchets liés aux travaux (prix au 100kg)	5,00	10,00	12,00	100,00%
- Remblaiement gravillonnage, mise en peinture de grille, etc.,		sur devis		

**121 - POLICE MUNICIPALE****Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2024**

	Tarif 2023 en €		
	Voitures particulières	Poids lourds (>3,5 t)	Autres véhicules (caravanes, remorques 2 et 3 roues)
Frais des opérations préalables	15,20	22,90	7,60
Frais d'enlèvement	(mini) (maxi)	115,10 122,00	45,70 274,40
Frais de garde par journée	6,10	9,20	3,00
Frais d'expertise	61,00	91,50	30,50

	Tarif 2024 en €		
	Voitures particulières	Poids lourds (>3,5 t)	Autres véhicules (caravanes, remorques 2 et 3 roues)
Frais des opérations préalables	15,20	22,90	7,60
Frais d'enlèvement	(mini) (maxi)	115,10 122,00	45,70 274,40
Frais de garde par journée	6,10	9,20	3,00
Frais d'expertise	61,00	91,50	30,50

	Tarif 2023 semaine	Tarif 2024 % dimanche	Tarif 2023 dimanche	Tarif 2024 % dimanche
Coût horaire d'un agent de Police Municipale	17,12	17,54	35,46	36,34
Coût horaire conception de service avec agents Police Municipale et/ou Médiateurs	19,47	19,95		
Coût horaire d'un médiateur	16,20	16,6		
Coût horaire ATPLI	18,27	18,72	22,33	22,88
Coût horaire ATPLI NUIT	27,41	28,09	0,00	0,00

	Tarif 2023	Tarif 2024
Mise à disposition d'un moniteur en manœuvre des armes dans le cadre d'une mutualisation (coût par agent formé par séance)	40,00 €	40,00 €
Mise à disposition d'un moniteur bâton et techniques professionnelles d'intervention (coût par agent formé par séance)	30,00 €	30,00 €

**132 - PARTICIPATION CITOYENNE
CARRÉ DES ASSOCIATIONS**Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2024.

	2023 €	2024 €	%
I. Structure associative			
Adhésion annuelle (par année civile)	56,00	57,40	2,50%
Domiciliation juridique (clé de la boîte aux lettres + distribution du courrier)	20,00	20,50	2,50%
Réservation de salles : (pour les adhérents)			
BUREAUX			
- Utilisation mensuelle par année	82,00	84,05	2,50%
- Utilisation bimensuelle par année	122,00	125,05	2,50%
- Utilisation hebdomadaire	183,00	187,58	2,50%
SALLE DE TRAVAIL			
- Utilisation ponctuelle, le créneau	15,00	15,38	2,50%
Relèvement du seuil légal de perception			
- Utilisation mensuelle par année	122,00	125,05	2,50%
- Utilisation bimensuelle par année	162,00	166,05	2,50%
- Utilisation hebdomadaire	223,00	228,58	2,50%
SALLE PLENIERE			
- La demi-journée	50,00	51,25	2,50%
- La journée	100,00	102,50	2,50%
II. Structure non adhérente			
Pas d'adhésion obligatoire			
SALLE D'ACTIVITE			
-La demi-journée	50,00	51,25	2,50%
SALLE PLENIERE			
- La demi-journée	100,00	102,50	2,50%
- La journée	200,00	205,00	2,50%
III. Télésurveillance			
Intervention de la société de télésurveillance en cas de déclenchement d'alarme lié à une utilisation non conforme des lieux par l'utilisateur du créneau	selon facturation du prestataire en 2024		
IV. Perte de badge			
Perte de badge	15,00	15,00	0,00%
V. Photocopie			
A4 Noir-blanc	0,04	0,04	2,50%
A4 Couleur	0,09	0,09	2,50%
Un créneau représente 4H. Les tarifs forfaitaires incluent les frais de fonctionnement et d'entretien : électricité, eau, nettoyage, chauffage.			

13/46

**2111 MISSION VILLE D'ART ET D'HISTOIRE**Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2024.

	Tarifs 2023 €	Tarifs 2024 €	%
Visites guidées public individuel :			
Tarif normal	5,00	5,00	0%
Tarif réduit	3,00	3,00	0%
Tarif famille	12,00	12,00	0%
Pass annuel	20,00	20,00	0%
Pass annuel tarif réduit	13,00	13,00	0%
Gratuit : Moins de 12 ans			
Tarif visites "coup de projecteur" - tarif unique	3,00	3,00	0%
Tarif groupes :			
En français			
Visite d'une heure	100,00	105,00	5%
Visite de deux heures	120,00	125,00	4%
Visite demi-journée	195,00	200,00	3%
Visite journée	360,00	370,00	3%
En langue étrangère ou dimanche et jours fériés			
Visite d'une heure	120,00	125,00	4%
Visite de deux heures	145,00	150,00	3%
Visite demi-journée	225,00	230,00	2%
Visite journée	420,00	430,00	2%
Tarif groupes -grossistes tour operators			
En français			
Visite d'une heure		94,00	
Visite de deux heures		112,00	
Visite demi-journée		180,00	
Visite journée		333,00	
En langue étrangère ou dimanche et jours fériés			
Visite d'une heure		112,00	
Visite de deux heures		135,00	
Visite demi-journée		207,00	
Visite journée		387,00	
Groupe centres sociaux culturels			
	60,00	60,00	0%
Groupe scolaire (école, collège, lycée) :			
Ville de Mulhouse	gratuit	gratuit	
Hors Ville de Mulhouse	60,00	60,00	0%
Gratuit: Moins de 12 ans			

Le tarif réduit s'applique pour : chômeurs, RSA, handicapés, 12-25 ans.

Le Conseil municipal donne délégation au Maire ou à son représentant pour accorder l'exonération partielle ou totale de ces tarifs.

14/46

**2112 - KUNSTHALLE**Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2024**I. Locations**

Dénomination	Durée	Tarif 2023 €	Tarif 2024 €	%
a) Mise à disposition des espaces	1h à 5h	600,00	600,00	0,00%
b) Présence de personnel d'accueil	1h à 5h	50,00	50,00	0,00%
c) Présence de personnel technique	1h à 5h	50,00	50,00	0,00%
d) Présence de guide	Forfait visite	100,00	100,00	0,00%
e) Coordination logistique (repérage des lieux, organisation des visites guidées, organisation de la présence obligatoire d'agents de sécurité incendie, organisation de la présence du personnel technique, d'accueil, des guides, prise de contact avec des prestataires et accueil...)	Forfait	150,00	150,00	0,00%

II. Visites guidées

Dénomination	Durée	Tarif 2023 €	Tarif 2024 €	%
a) Scolaires hors écoles mulhousiennes (par classe)	Forfait visite	30,00	30,00	0,00%
b) Autres groupes (par groupes)	Forfait visite	40,00	40,00	0,00%

III. Editions

Dénomination	Tarif 2023 €	Tarif 2024 €	%
a) Coffret "Twin cities"	20,00	20,00	0,00%
b) Carte "Terrain de jeu"	3,00	3,00	0,00%
c) Edition "Herbier & Nuancier"	7,00	7,00	0,00%
d) Edition "Des savoirs bouleversés"	18,00	18,00	0,00%
e) Edition "Anna Ostoya"	19,50	19,50	0,00%
f) Edition "Sous nos yeux"	25,00	25,00	0,00%
g) Monographie "Dector & Dupuy"	25,00	25,00	0,00%
h) Edition "Camp catalogue"	12,00	12,00	0,00%

15/46

**2112 - KUNSTHALLE (suite)**Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2024

Dénomination	Tarif 2023 €	Tarif 2024 €	%
j) Edition "Kore"	7,00	7,00	0,00%
j) Edition "Melsass"	21,00	21,00	0,00%
k) Besace	30,00	30,00	0,00%
l) Livre d'artiste "Ecrire l'art"	20,00	20,00	0,00%
m) Tablier en bache recyclée	45,00	45,00	0,00%
n) Edition "Tischbilder"	7,00	7,00	0,00%
o) Edition "Questions obliques"	12,00	12,00	0,00%
p) Jeu de cartes "Pic & planç"	12,00	12,00	0,00%
q) Corbeille en bache recyclée Petit modèle	7,00	7,00	0,00%
r) Corbeille en bache recyclée Grand modèle	20,00	20,00	0,00%
s) Corbeille en bache recyclée Moyen modèle	12,00	12,00	0,00%
t) Edition "Ecrire l'Art II" Laura Vazquez	15,00	15,00	0,00%
u) Edition "Exhumer le futur" de Maarten Vanden Eynde (Français)	44,95	44,95	0,00%
v) Edition "Digging up the future" de Maarten Vanden Eynde (Anglais)	44,95	44,95	0,00%
w) Edition "Ecrire l'Art II" Vannina Maestri	15,00	15,00	0,00%
x) Edition "Ecrire l'Art II" Nicolas Tardy	-	15,00	-
y) Edition "Ecrire l'Art II" Véronique Vassiliou	-	15,00	-

IV. Divers

Dénomination	Tarif 2023	Tarif 2024	%
Commission pour la vente d'une œuvre	90,00	90,00	0,00%
Commission pour la vente d'une œuvre	650,00	650,00	0,00%

Le Conseil municipal donne délégation au Maire ou à son représentant pour accorder l'exonération partielle ou totale de ces tarifs.

126

16/46

**212 - BIBLIOTHEQUE - MEDIATHEQUE**

Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2024

1 - Tarifs liés aux prêts de livres, revues, partitions, CD, DVD, Blu-ray, méthodes de langues, et estampes**Abonnements annuels**

- carte multimédia
- prêt d'estampes aux collectivités et entreprises
- abonnement "découverte" pour 3 mois / **FAMILLE PLUS**
- adulte
- enfant

Pénalités

- de retard : par jour ouvrable et par document (carte verte)
- frais d'envoi des courriers de relance, soit en courrier suivi, soit en courrier expert, soit en recommandé avec AR
- pour perte de carte
- pour détérioration ou perte de document / estampes

2 - Autres services

- prêt interbibliothèque

Tarif 2023 €		Tarif 2024 €		%
Plein Tarif	Tarif réduit	Plein Tarif	Tarif réduit	
20,00	10,00	20,00	10,00	0,00%
tarif unique 110€		tarif unique 110€		
5,00	5,00	5,00	5,00	0,00%
gratuit		gratuit		
0,10	0,10	0,10	0,10	0,00%
envoi recommandé/AR		envoi recommandé/AR		
2,50		2,50		0,00%
remplacement valeur à neuf				
5,00	5,00	5,00	5,00	0,00%

Les demi-tarif, tarif réduit et gratuité s'appliquent uniquement sur présentation d'un justificatif.

Tarif 2023 €		Tarif 2024 €		%
Plein Tarif	Tarif réduit	Plein Tarif	Tarif réduit	
3,00		3,00		0,00%
droit d'entrée (gratuit pour les jeunes de moins de 16 ans)				
3,00 à 5,00		3,00 à 5,00		0,00%
selon importance		selon importance		
0,50		0,50		0,00%
0,50		0,50		0,00%
1,00		1,00		0,00%
2,50		2,50		0,00%
0,50		0,50		0,00%
0,50		0,50		0,00%
Tarif fixé selon le prix de revient		Tarif fixé selon le prix de revient		
de 30 à 60		de 30 à 60		0,00%
selon importance		selon importance		
0,10		0,20		100,00%
0,30		0,50		66,67%
0,10		0,20		100,00%
0,30		0,50		66,67%
0,50		0,50		0,00%
3,00		3,00		0,00%
1,00		1,00		0,00%
3,00		3,00		0,00%

Les demi-tarif, tarif réduit et gratuité s'appliquent uniquement sur présentation d'un justificatif.

17/46

**212 - BIBLIOTHEQUE - MEDIATHEQUE (suite)**

Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2024

Les demi-tarif, tarif réduit et gratuité s'appliquent uniquement sur présentation d'un justificatif.

Le tarif réduit s'applique :

- aux 18-25 ans
- aux apprentis, sans limite d'âge quel que soit le domicile
- aux agents des deux collectivités, Ville de Mulhouse et m2A
- au personnel de la Filature
- aux inscrits de Jeun'Est (15-29 ans) et pass culture

La gratuité s'applique :

- aux + de 65 ans

- aux agents retraités des collectivités Ville de Mulhouse et m2A
- aux jeunes de moins de 18 ans (autorisation parentale)
- aux lycéens et étudiants, sur présentation d'une carte à jour
- aux bénéficiaires des minima sociaux (RSA majoré et non majoré, allocation adulte handicapé, allocation retraite de remplacement, allocation de solidarité spécifique, allocation veuvage, allocation temporaire d'attente, allocation demandeurs d'asile, minimum invalidité, minimum vieillesse) sur présentation d'un justificatif de la CAF ou de Pôle Emploi datant de moins d'un mois ou du Pass'@ker
- aux demandeurs d'emploi (sur présentation d'un justificatif)
- aux personnes non imposables (sur présentation de la feuille d'imposition sur les revenus)
- aux consultations sur place
- aux bibliothécaires - sur présentation d'un justificatif

Pénalités de retard :

- pour les jeunes (carte d'abonnement rose) : pas de pénalité, mais suspension du prêt pour une période égale au retard
- pour les jeunes et les adultes (carte d'abonnement verte) : pas de nouveau prêt jusqu'à la régularisation de la situation : retour du document prêté ou remboursement du document et paiement des pénalités
- montant maximum des pénalités : 30 €
- au 60ème jour de retard la restitution des documents est rejetée
- mise en recouvrement dès lors que le montant cumulé (valeur à neuf des documents non restitués + pénalités de retard + frais d'envoi postaux) dépasse 30 €.

Le Conseil municipal donne délégation au Maire ou à son représentant

- pour accorder l'exonération partielle ou totale des tarifs
- pour faire don de documents usagés à des organisations ou associations caritatives, humanitaires, du champ de l'économie sociale et solidaire
- pour fixer les prix de vente des catalogues/publications, les tarifs de location des expositions, la valeur de remplacement des estampes, des cadres et verres

18/46

**214 - MUSEES MUNICIPAUX**

Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2024

I - Droits d'entrée

- Gratuité pour la découverte des collections permanentes du Musée Historique et du Musée des Beaux-Arts
- Entrée payante pour la visite de certaines expositions à caractère exceptionnel sur décision du Maire ou de son représentant :
- plein tarif
- tarif réduit (étudiants, personnes de plus de 60 ans, moins de 18 ans groupes à partir de 10 personnes, agents de la Ville de Mulhouse et de m2A et leurs conjoints)
- gratuité aux personnes privées d'emploi

II - Visites guidées et activités de médiation

- groupes scolaires Mulhouse
- groupes scolaires hors Mulhouse
- groupes adultes 2 heures

III - Droits de reproduction

- noir et blanc
- couleur

IV - Droits de location de locaux à des tiers

- Salle de la Découverte, salle du Conseil et autres salles

V - Ventes :

- Jeu de cartes
- Batia Suter
- pochettes
- coussin complet
- coussin vide
- miroir
- ouvrage "Jean Jacques Henner, la chair et l'idéal"
- ouvrage "Rêver la province perdue 1871 - 1914"
- ouvrage les Saisons d'Alsace - Jean Jacques Henner
- ouvrage Jean Jacques Henner, Dessinateur
- marque-page
- ouvrage "Alliance suisse"
- ouvrage "Trésors d'Archéologie"
- ouvrage "Charles Walch - Univers poétique et coloré"
- ouvrage du Musée des Beaux Arts "oeuvres choisies"
- ouvrage "Paysages 1830-1940"
- carte postale
- guide Musée des Beaux-Arts, guide Musée Historique
- affiche exposition format A3
- affiche exposition format A2
- dépliant MH ou MBA
- "Braderie des catalogues" (anciens catalogues à prix réduits)
- Spoerri, Le Rhin Supérieur vers 1900, colloque Dreyfus, J. Chevaux, Art de Haute-Alsace, Bulletin SIM, S. Adou, Alliance Suisse, Mitsuo Shirashi
- Avant - gardes du XXème siècle
- Les avant - gardes artistiques
- "MAGGY KAYSER", Les chemins de l'abstraction
- "MAGGY KAYSER", Peindre pour exister
- Les "prix cassés"
- Breitwieser, J.Bey, D.Ansel, L.de Poli, J.Bilherand-Galliard, N.Kamouche, E.Widmaier, Bourdon, B.Latuner, A.S.Tschlegel, Echo des Origines, Sud Extrême
- Identités plurielles, V.Arnold

VI - Pass-Musées de l'Association des Musées du Rhin Supérieur

- Pass "Un adulte et cinq enfants jusqu'à 18 ans"

Tarif normal

Tarif réduit

À noter : Le tarif réduit est applicable aux étudiants, enseignants, chômeurs et handicapés, ainsi qu'aux membres d'une association de soutien d'un musée adhérent au Pass-Musées.

> Les tarifs Pass-musées sont fixés par l'Association des Musées du Rhin Supérieur

Le Conseil municipal donne délégation au Maire ou à son représentant pour accorder l'exonération partielle ou totale de ces tarifs, à l'exception du Pass-Musées.

19/46

**216 - THEATRE DE LA SINNE**

Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2024

Tarif 2023		Tarif 2024		%	Tarif 2023		Tarif 2024		%	Tarif 2023		Tarif 2024		%
Association locale à vocation culturelle					Autres bénéficiaires					entrepreneurs de spectacle vivant				
HT en €		HT en €			HT en €		HT en €			HT en €		HT en €		
700,00		717,5		2,50%	2 950,00		3023,75		2,5%	1 200,00		1230		2,44%
550,00		563,75		2,50%	1 950,00		1998,75		2,5%	900,00		922,5		2,44%
250,00		256,25		2,50%	300,00		307,5		2,5%	300,00		307,5		2,44%
250,00		256,25		2,50%	280,00		-		-	300,00		307,5		2%
0,20		0,24		0,00%	0,25		-		-	0,25		-		-
20,00		20		0,00%	30,00		-		-	30,00		-		-
-		-		-	-		-		-	-		-		-
-		-		-	-		1 000,00		-	-		-		-
-		-		-	-		200,00		-	-		-		-
-		500,00		-	-		-		-	-		-		-
-		-		-	-		-		-	-		-		-
-		-		-	-		180,00		-	-		-		-
-		-		-	-		250,00		-	-		-		-
30,00		-		-	20,00		-		-	30,00		-		-
100,00		-		-	100,00		-		-	100,00		-		-
14,60		18,00		0,00%	-		-		-	-		-		-

V - Tarifs Bar

- bouteille de crémant ou de vin blanc d'Alsace
- flûte ou verre de crémant ou de vin blanc d'Alsace
- mini-doses : Cognac (3cl), Whisky (5cl), Ricard(2cl)
- bière 1664 ou Pelfort (33 cl)
- jus de fruits (ananas, pomme, orange) (25 cl)
- Coca-Cola (33cl), Schweppes (20cl), Ice tea (25cl)
- eau minérale Vittel (25 cl)
- eau minérale (Premier, Labéth) (33 cl)
- café, café décaféiné, thé, infusion
- diverses confiseries : Breizel/pâtisseries
- tablettines et autres confiseries

Tarif 2023 € HT		Tarif 2024 € HT		%	Tarif 2023 € TTC		Tarif 2024 € TTC		%
12,50		12,50			15,00		15,00		
ce	2,50	3,33	33%	3,00	4,00	33%			
	2,50	4,16	66%	3,00	5,00	67%			
	1,67	2,50	50%	2,00	3,00	50%			
	1,90	1,90	0%	2,00	2,00	0%			
ct)	1,90	1,90	0%	2,00	2,00	0%			
	1,90	1,90	0%	2,00	2,00	0%			
	0,91	0,91	0%	1,00	1,00	0%			
	0,91	0,91	0%	1,00	1,00	0%			
	0,91	0,91	0%	1,00	1,00	0%			

sous réserve de modification du taux de TVA en fonction de l'évolution législative

Le Conseil municipal donne délégation au maire ou à son représentant pour accorder l'exonération partielle ou totale des tarifs applicables au Théâtre de la Sinne.

127

20/46

**217 - ARCHIVES****Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2024**

	Tarif 2023 €	Tarif 2024 €	%
I. Frais de reproduction à usage privé			
- coût de l'image numérique *	5,00	5,50	10,00%
- gravure sur CD/Rom/DVD	2,00	2,20	10,00%
- tirage de plan supérieur à A3	5,00	5,50	10,00%
II. Frais de reproduction à des fins commerciales			
1. Coût par minute			
- Télévision	96,90	96,90	0,00%
- Film non publicitaire	193,90	193,90	0,00%
- Film publicitaire	386,70	386,70	0,00%
- Audiovisuel, film éducatif, mur d'images, vidéo	64,60	64,60	0,00%
2. Coût par image			
- en noir et blanc			
l'édition de diapositives			
	32,30	32,30	0,00%
les livres et périodiques			
- dans le texte	16,50	16,50	0,00%
- en couverture ou hors texte	39,70	39,70	0,00%
- tirage universitaire ou réutilisation			
- dans le texte	17,40	17,40	0,00%
- en couverture ou hors texte	17,40	17,40	0,00%
- tirage au-dessus de 5000 exemplaires ou diffusion internationale :			
- dans le texte	24,20	24,20	0,00%
- en couverture ou hors texte	45,50	45,50	0,00%
l'impression commerciale (pochettes de disques, cassettes, vidéo-cassettes, calendriers, images, affiches, posters, puzzles, agendas, programmes, cartes de vœux, carte postales, jeux de cartes, etc...)			
- tirage jusqu'à 5000 exemplaires	64,60	64,60	0,00%
- tirage au-delà de 5000 exemplaires	96,90	96,90	0,00%
3. Coût par image			
- en couleur			
l'édition de diapositives			
	64,60	64,60	0,00%
les livres et périodiques			
- dans le texte	28,50	28,50	0,00%
- en couverture ou hors texte	56,50	56,50	0,00%
- tirage universitaire ou réutilisation			
- dans le texte	28,50	28,50	0,00%
- en couverture ou hors texte	28,50	28,50	0,00%
- tirage au-dessus de 5000 exemplaires ou diffusion internationale :			
- dans le texte	40,20	40,20	0,00%
- en couverture ou hors texte	81,00	81,00	0,00%
l'impression commerciale (pochettes de disques, cassettes, vidéo-cassettes, calendriers, images, affiches, posters, puzzles, agendas, programmes, cartes de vœux, carte postales, jeux de cartes, etc...)			
- tirage jusqu'à 5000 exemplaires	144,90	144,90	0,00%
- tirage au-delà de 5000 exemplaires	241,80	241,80	0,00%

Le Conseil municipal donne délégation au Maire ou à son représentant pour accorder l'exonération partielle ou totale de ces tarifs.

21/46

**218 - DEVELOPPEMENT CULTUREL****Tarifs hors taxe des prestations applicables à partir du 1er janvier 2024****Location de locaux de réunion**

Désignation du local	du lundi au samedi						dimanches et jours fériés					
	Associations			Autres Utilisateurs			Associations			Autres Utilisateurs		
	2023 €	2024 €	%	2023 €	2024 €	%	2023 €	2024 €	%	2023 €	2024 €	%
COUR DES CHAINES 11 - 15 rue des Franciscains												
- Salle de Conférence- Projection (98 places)	100,00	102,00	2,00%	200,00	205,00	2,50%	153,00	156,00	1,96%	306,00	312,00	1,96%
- Salle de Stage - 1er étage (19 places)	41,00	42,00	2,44%	82,00	84,00	2,44%	62,00	63,00	1,61%	117,00	120,00	2,56%

Ces tarifs s'entendent par séance de 4 heures maximum (matinée, après-midi, soirée)

Un supplément de 7,00 EUROS est perçu en cas d'utilisation de matériel audiovisuel (vidéo projecteur, vidéo VHS ou Umatic, lecteurs DVD, mini-disque, projecteur diapositives, rétroprojecteur, micros filaires).
Toute séance entamée est facturée en totalité.

22/46

**310 - DIRECTION DES FINANCES**

Salaires horaires hors taxe
à mettre en compte de tiers pour travaux exécutés en régie
applicables à partir du 1er janvier 2024

CATEGORIE	Taux pour heures normales	HS		HS dimanche/jours fériés		HS nuit	
		- 14 h	+ 14h	- 14 h	+ 14h	- 14 h	+ 14h
Adjoint technique	21,05	26,32	26,74	43,69	44,38	52,63	53,48
Adjoint technique principal 2e classe	22,95	28,69	29,14	47,62	48,38	57,37	58,29
Adjoint technique principal 1e classe	25,75	32,19	32,70	53,43	54,29	64,38	65,41
Agent de maîtrise	26,69	33,36	33,89	55,38	56,26	66,72	67,79
Agent de maîtrise principal	29,23	36,54	37,12	60,66	61,63	73,08	74,25
Technicien	28,46	35,57	36,14	59,05	60,00	71,15	72,29
Technicien principal 2ème classe	26,37	32,98	33,49	54,71	55,59	65,92	66,97
Technicien principal 1ère classe	33,16	41,44	42,11	68,80	69,90	82,89	84,22
Ingénieur	37,58	46,98	47,73	77,99	79,24	93,96	95,47
Ingénieur principal	47,25	59,06	60,00	98,04	99,60	118,12	120,01
Ingénieur en chef	55,92	69,90	71,02	116,03	117,89	139,80	142,03
Ingénieur en chef hors classe	71,51	89,39	90,82	148,39	150,76	178,78	181,64
Ingénieur hors classe	52,62	65,78	66,83	109,19	110,94	131,56	133,66

Salaires horaires hors taxe

CATEGORIE	Taux pour heures normales	HS		HS dimanche/jours fériés		HS nuit	
		- 14 h	+ 14h	- 14 h	+ 14h	- 14 h	+ 14h
Adjoint technique	23,79	29,74	30,21	49,38	50,15	59,48	60,43
Adjoint technique principal 2e classe	25,93	32,41	32,93	53,81	54,67	64,83	65,87
Adjoint technique principal 1e classe	29,10	36,37	36,95	60,38	61,34	72,74	73,91
Agent de maîtrise	30,16	37,70	38,30	62,58	63,58	75,39	76,60
Agent de maîtrise principal	33,03	41,29	41,95	68,54	69,64	82,58	83,90
Technicien	32,16	40,20	40,84	66,73	67,80	80,40	81,68
Technicien principal 2ème classe	29,80	37,24	37,84	61,83	62,82	74,49	75,68
Technicien principal 1ère classe	37,47	46,83	47,58	77,74	78,99	93,66	95,16
Ingénieur	42,47	53,08	53,94	88,13	89,54	107,88	109,59
Ingénieur principal	53,39	66,74	67,80	110,76	112,55	133,47	135,61
Ingénieur en chef	63,19	78,99	80,25	131,12	133,21	157,97	160,50
Ingénieur en chef hors classe	80,81	101,01	102,63	167,68	170,36	202,02	205,26
Ingénieur hors classe	59,46	74,33	75,62	123,39	125,36	148,69	151,04

- Ces tarifs sont révisés selon les données réelles N-2 (année complète), issues du service des Ressources Humaines : 2022 et ont fait l'objet d'une revalorisation de 3%
- **Frais de Gestion Générale :**
Des frais de gestion générale de 13% seront appliqués sur les fournitures, travaux ou services facturés à des tiers.
Ils sont la contrepartie des divers frais de gestion administrative et d'études à la charge de la collectivité.

23/46

**310 - DIRECTION DES FINANCES**

à mettre en compte de tiers pour travaux exécutés en régie
applicables à partir du 1er janvier 2023 (rappel)

Salaires horaires avec frais de gestion

CATEGORIE	Taux pour heures normales	HS		HS dimanche/jours fériés		HS nuit	
		- 14 h	+ 14h	- 14 h	+ 14h	- 14 h	+ 14h
Adjoint technique	19,92	24,99	25,30	41,34	42,00	49,81	50,61
Adjoint technique principal 2e classe	21,67	27,09	27,82	44,97	45,88	54,18	55,05
Adjoint technique principal 1e classe	25,12	31,40	31,90	52,12	52,96	62,80	63,80
Agent de maîtrise	26,08	32,60	33,12	54,12	54,99	65,21	66,25
Agent de maîtrise principal	28,10	35,13	35,69	58,31	59,24	70,25	71,37
Technicien	27,51	34,39	34,94	57,08	58,00	68,78	69,88
Technicien principal 2ème classe	25,32	31,65	32,15	52,53	53,37	63,29	64,30
Technicien principal 1ère classe	31,96	39,95	40,59	66,32	67,38	79,90	81,18
Ingénieur	37,19	46,48	47,23	77,16	78,40	92,97	94,46
Ingénieur principal	47,02	58,78	59,72	97,57	99,13	117,55	119,43
Ingénieur en chef	54,86	68,57	69,67	113,82	115,65	137,14	139,33
Ingénieur hors classe	51,19	63,99	65,01	106,22	107,92	127,98	130,03
Ingénieur en chef hors classe	70,19	87,74	89,15	145,65	147,98	175,48	178,29

Salaires horaires avec frais de gestion

CATEGORIE	Taux pour heures normales	HS		HS dimanche/jours fériés		HS nuit	
		- 14 h	+ 14h	- 14 h	+ 14h	- 14 h	+ 14h
Adjoint technique	22,51	28,14	28,59	46,72	47,46	56,28	57,19
Adjoint technique principal 2e classe	24,49	30,61	31,10	50,82	51,63	61,29	62,21
Adjoint technique principal 1e classe	28,38	35,48	36,05	58,90	59,94	70,96	72,10
Agent de maîtrise	29,47	36,84	37,43	61,16	62,13	73,68	74,86
Agent de maîtrise principal	31,75	39,69	40,33	65,89	66,94	79,38	80,65
Technicien	31,09	38,86	39,48	64,50	65,54	77,72	78,96
Technicien principal 2ème classe	28,61	35,76	36,33	59,36	60,31	71,52	72,66
Technicien principal 1ère classe	36,12	45,14	45,87	74,94	76,14	90,29	91,73
Ingénieur	42,02	52,53	53,37	87,20	88,59	105,05	106,74
Ingénieur principal	53,13	66,42	67,48	110,25	112,01	132,63	134,56
Ingénieur en chef	61,99	77,48	78,72	128,62	130,68	154,97	157,44
Ingénieur hors classe	57,85	72,31	73,46	120,03	121,95	144,61	146,93
Ingénieur en chef hors classe	79,32	99,15	100,73	164,59	167,22	198,30	201,47

128

24/46



351 - AFFAIRES JURIDIQUES

Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2024

Photocopie

Tarif 2023 C	Tarif 2024 C	% de variation
0,15	0,15	0,00%
0,30	0,30	0,00%



361 - MOYENS GENERAUX

Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2024

Reprographie - Nettoyage des locaux - Accueil - Courrier

1° Reprographie

Travaux de gros volume

taux horaire tous travaux généraux
photocopie impression noire, support papier, par passage
photocopie impression noire, support bristol 180 gr, par passage
photocopie impression couleur, support papier, par passage
photocopie impression couleur, support bristol 180 gr, par passage
plastification de document A4
plastification de document A3

2° Nettoyage des locaux

taux horaire nettoyage en régie
sanitaires complémentaires

3° Accueil

Boissons

4° Courrier

Affranchissement

2023 €	2024 €	%
42,00	43,00	2,38%
0,04	0,04	0,00%
0,06	0,06	0,00%
0,09	0,09	0,00%
0,12	0,13	8,33%
0,25	0,26	4,00%
0,50	0,50	0,00%
25,15	25,80	2,58%
Au prix d'achat	Au prix d'achat	-
	Selon tarifs postaux en vigueur	-



3617 -CENTRE D'ACCUEIL ET DE RELATIONS INTERNATIONALES

ALFRED WALLACH

Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2024

1° Restauration - Par personne -

Repas centre de loisirs

Repas 1 : Repas de formation avec boissons

Repas 2 : Repas de services ou séminaires externes avec boissons

Apéritif déjeuner/dînette avec boissons

Barbecue et autres en extérieur tout inclus

Repas sans service à table:Pizza, salade, dessert avec boissons

Repas sans service à table:Tarte flambée, crudités, dessert avec boissons

Repas sans service à table:Focaccia farcie, salade, dessert avec boissons

Repas sans service à table:Quiche aux légumes, crudités, dessert avec boissons

Repas sans service à table:Assiette froide, dessert, avec boissons

Plateau repas à livrer:Assiette froide viande poisson crudités , dessert, pain, boissons

2°Location de salle

2- Location de salle
Salle 1 (25 personnes), la journée
Salle 1 (25 personnes), la 1/2 journée
Salle 2 (Europe-Goerger - 60/80 personnes), la journée
Salle 2 (Europe-Goerger - 60/80 personnes), la 1/2 journée

NB: La location inclut sur demande la mise à disposition d'un vidéo projecteur et la fourniture d'un accueil café, thé , eau et viennoiserie à l'accueil des stagiaires le matin.



371 - SYSTEMES D'INFORMATIONS

Tarifs hors taxe applicables à partir du 1er janvier 2024

Travaux d'informatique hors convention

- heure d'étude et de programmation (mise au point non comprise)
- heure de technicien en informatique

2023 C HT	2024 C HT	%
76,00	77,52	2,00%
76,00	77,52	2,00%

**381 - INFORMATIONS GEOGRAPHIQUES****Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2024**

	2023 €	2024 €	%
I Taxe d'alignement et de vérification d'alignement pour les façades inférieures à 30 ml ou par tranche de 20 ml pour les façades supérieures à 30 ml			
- indication d'alignement dans une rue achevée où le nivellement n'est pas nécessaire	90,60	92,60	2,21%
- vérification simple d'alignement (forfait minimal)	26,30	26,90	2,28%
II Prix de vente de plans et de tirages de plans			
1. Plans imprimés			
- plan général de la Ville de Mulhouse 1/10 000e (noir et blanc)	5,70	5,80	1,75%
- plan général de la Ville de Mulhouse 1/8 000e (NB ou couleur)	6,70	6,80	1,49%
- nomenclature des rues	1,70	1,70	0,00%
2. Tirages et format pdf			
- format 21 x 29,7 cm (hors plan parcellaire)	2,80	2,80	0,00%
- format 42 x 29,7 cm	3,60	3,75	4,17%
- format 63 x 29,7 cm	4,70	4,90	4,26%
- format 84 x 29,7 cm	5,50	5,70	3,64%
- format 42 x 59,4 cm	5,40	5,60	3,70%
- format 63 x 59,4 cm	6,55	6,55	0,00%
- format 84 x 59,4 cm	7,60	7,90	3,95%
- format 52,5 x 75 cm	6,90	7,20	4,35%
- format 105 x 75 cm	11,80	11,80	0,00%
- format 115 x 85 cm	14,80	14,80	0,00%
- format 145 x 105 cm	22,45	22,45	0,00%
- plan parcellaire A4 ou A3	2,50	2,50	0,00%
3. Plans sur papiers photo			
- format 21 x 29,7 cm	5,95	5,95	0,00%
- format 42 x 29,7 cm	7,50	7,50	0,00%
- format 63 x 29,7 cm	9,10	9,45	3,85%
- format 84 x 29,7 cm	11,20	11,70	4,46%
- format 42 x 59,4 cm	10,45	10,45	0,00%
- format 63 x 59,4 cm	13,65	13,65	0,00%
- format 84 x 59,4 cm	15,10	15,10	0,00%
- format 52,5 x 75 cm	13,65	13,65	0,00%
- format 105 x 75 cm	24,30	24,30	0,00%
- format A0 115 x 85 cm	30,55	30,55	0,00%
- format 145 x 105 cm	45,75	45,75	0,00%
- plan de la Ville de Mulhouse 1/10 000e (NB ou couleur)	10,70	10,95	2,34%
- plan de la Ville de Mulhouse 1/8 000e (NB ou couleur)	12,50	12,80	2,40%
III Travaux à façon sur ordinateur (B.D.U.)			
- édition de données plan topographique numérique à l'hectomètre	96,50	96,50	0,00%
- édition de plan topo/foncier numérique à l'hectare	153,00	153,00	0,00%
- extraction de données et de listings			
- prix des plans précités + tarif horaire fixé à : l'heure BDU	62,80	65,60	4,46%
édition de données numériques thématiques : sur devis suivant nature des données et traitements, droit d'usage et volume de données			
IV Implantations, travaux topographiques			
- sur devis estimatif : l'heure	51,60	53,90	4,46%
V Certificat d'alignement avec plan parcellaire			
	10,00	10,20	2,00%

29/46

**413 - Nature et espaces verts****Tarifs TTC - applicables à partir du 1er janvier 2024****A - Tarifs pour réfections diverses**

Fournitures et réglage grossier de terre végétale, le m3

Evacuation de déchets non terreaux
- terrassement mécanique, le m3 (Jusqu'à 3 km)
- terrassement manuel, le m3 (Jusqu'à 3 km)
- le km supplémentaire

Engazonnement, le m2

Tarif fixé selon
marché en vigueur
(bordereau des prix
unitaires)

Fourniture de protection d'arbres
Fourniture de drains
Fourniture de tuteurs
Fourniture de bancs et de corbeilles à papiers
Fourniture de plantes annuelles et de plantes vivaces

Tarif fixé
suivant prix
de revientSuivant les tarifs
des pépinières
et horticulteurs**B - Travaux d'entretien :****1) ESPACES VERTS**

Prix annuel forfaitaire au m²

Entretien général (sans ramassage des déchets non
végétaux,
Ramassage des déchets non végétaux
Plantations
Entretien complet (sans ramassage des déchets non
végétaux)
Passage annuel au giro-broyeur
Passage quadrimestriel au giro-broyeur
Ramassage des déchets non végétaux (3 passages)
Espaces verts d'accompagnement
Jardinières

Catégorie	2023 €	2024 €	%
S	Tarifs	Tarifs	
R	fixés	fixés	
A	selon	selon	
C	marché	marché	
P	d'entretien	d'entretien	
P3	en	en	
R3	vigueur	vigueur	
G	3,17	3,23	2,00%
-	68,37	69,74	2,00%

2) BACS, PLANTES

Planté individuel
Planté petit modèle
Planté grand modèle
Piquet petit modèle
Piquet grand modèle
Synthétique

2023 €	2024 €	%
407,30	415,49	2,00%
498,67	508,64	2,00%
913,60	931,87	2,00%
1 438,82	1 467,60	2,00%
1 947,67	1 986,62	2,00%
42,87	43,52	2,00%

3) MATERIELS

Mise à disposition de petits matériels divers pour la
maintenance des espaces verts (hors taxe) l'heure
Mise à disposition d'accessoires divers pour la maintenance
des espaces verts (hors taxe) l'heure

2023 €	2024 €	%
9,50	9,69	2,00%
27,00	27,54	2,00%

30/46

**413 - Nature et espaces verts (suite)****Tarifs TTC - applicables à partir du 1er janvier 2024****C - Remplacement des arbres et arbustes**

La valeur du végétal se calcule en multipliant les indices suivants :

1° Prix à l'unité, en vigueur à la date du sinistre, selon catalogue du titulaire du marché de fourniture de
végétaux taille 20/25

Le choix de cette pépinière se justifie par l'assurance offerte d'une garantie de reprise absolue des
végétaux (Norme ISO 9002)
Ceux-ci sont soumis à des spécifications, strictes, sur divers plans :

- authenticité variétale
- absence de défaut de développement
- conformité aux caractéristiques de l'espèce et de la variété
- qualité du développement racinaire
- nombre de transplantations précisés (4 à 5)
- nombre de taille de formation
- parfait état sanitaire
- dimension des mottes, emballage, conditions de transports.

2° Un indice fonction de la circonférence en cm, mesurée à 1 m du sol :

20/25	indice	1,00	90/100	12,00
25/30	1,50	100/120	16,00	
30/35	2,20	120/140	23,00	
35/40	2,60	140/160	32,00	
40/45	3,40	160/200	45,00	
45/50	4,10	200/240	59,00	
50/55	4,90	240/280	71,00	
55/60	5,80	280/320	82,00	
60/70	6,80	sup. 320	94,00	
70/80	8,10			
80/90	9,80			

3° Un indice fonction de la valeur esthétique et de l'état sanitaire :

Etat sanitaire	Groupe	Situation	Alignement	Solitaire
fort	0,00		0,00	0,00
accidentaire	0,20		0,25	0,30
moyen	0,40		0,50	0,60
bon	0,80		1,00	1,20

4° Végétaux disponibles en pépinières :

Lorsque les végétaux à remplacer sont disponibles auprès du fournisseur (essence et circonférence ou
taille identiques), le barème explicite sous les numéros 1° à 3° ne s'applique pas.

Le montant de l'indemnité est calculé en additionnant les frais réels, à savoir :

- le prix du végétal du fournisseur, garantie de reprise comprise
- les frais supportés pour le constat des dommages, l'essouchage de l'arbre endommagé,
- la plantation du nouveau végétal (main-d'œuvre, véhicules et engins spécialisés).

5° Pour les arbres blessés au tronc, écorce arrachée ou décollée :

Une proportion est établie entre la largeur de la plaie et la circonférence du tronc. Il n'est pas tenu compte
la dimension de la blessure dans le sens de la hauteur, ceci n'ayant guère d'influence ni sur la guérison, ni
sur la végétation future de l'arbre.

La valeur des dégâts est fixée de la manière suivante :

Lésion en % de la circonférence
Jusqu'à 10
- 15
- 20
- 25
- 30
- 35
- 40
- 45
- 50 et plus

Flèche cassée
Si les tissus conducteurs de la sève sont détruits dans une grande proportion, l'arbre sera considéré
comme perdu.

31/46

**413 - Nature et espaces verts****Tarifs TTC - applicables à partir du 1er janvier 2024 (suite)**

6° Pour les arbres dont les branches sont arrachées ou cassées :

Pour évaluer l'étendue des dommages causés à la couronne de l'arbre, on tient compte de son volume
avant la mutilation.

Une proportion est établie comme décrit ci-dessus. Si la moitié des branches est cassée ou supprimée
dans leur partie inférieure, on compte la valeur totale de l'arbre.

Si une taille générale de la couronne est nécessaire pour l'équilibrer, le pour cent du dommage est fonction
de cette réduction.

7° Pour les arbres blessés au niveau du système racinaire en fonction du diamètre de la racine touchée :

3 cm de diamètre : facturation de 25 % de la valeur de l'arbre
6 cm de diamètre : facturation de 50 % de la valeur de l'arbre
9 cm de diamètre : facturation de 75 % de la valeur de l'arbre
12 cm de diamètre : facturation de 100 % de la valeur de l'arbre

D - Les frais de main-d'œuvre et de mise à disposition d'engins et de véhicules sont facturés
suivant les tarifs municipaux en vigueur pour les travaux exécutés pour le compte de tiers.

Tarif par intervention inférieure à 4 jours

Jardinière plantée
Grande plante (ex : yucca)
Lauriers, ficus ou mêmes catégories
Arbuste en container
Arrangement planté ou piqué grand modèle
Arrangement planté ou piqué moyen modèle
Arrangement planté ou piqué petit modèle
Arrangement artificiel 30/50 cm
Arrangement artificiel 10/15 cm
Petite plante fleurie pot < 10 cm
Plante fleurie pot < 15 cm
Plante fleurie pot > 15 cm
Plante verte < 15 cm
Plante verte > 15 cm
Plante à massif
Sapin de Noël (5 à 8 m)
Sapin de Noël (3 à 5m)
Sapin de Noël (2 à 3 m)
Sapin en pot
Vaseque 100 cm
Vaseque 130 cm
Auge
Banc
Octogone

Tarif 2023 €	Tarif 2024 €	%
3,75	3,95	2,00%
32,20	32,84	2,00%
15,74	16,08	2,00%
8,50	8,67	2,00%
64,41	65,70	2,00%
38,65	39,42	2,00%
1 935,61	1 974,32	2,00%
60,90	62,12	2,00%
20,35	20,71	2,00%
3,84	3,92	2,00%
7,70	7,85	2,00%
12,47	12,72	2,00%
5,74	5,82	2,00%
8,88	9,06	2,00%
1,38	1,41	2,00%
106,21	108,33	2,00%
53,10	54,16	2,00%
19,10	19,48	2,00%
15,96	16,28	2,00%
52,50	53,55	2,00%
67,99	69,35	2,00%
39,46	40,25	2,00%
6,38	6,51	2,00%
69,68	71,07	2,00%

Les frais de mise en place (main-d'œuvre et transport) sont facturés suivant les barèmes en vigueur.
En cas de vol, le remplacement des décorations florales est facturé selon le coût réel.

E - Toutes les prestations ne figurant pas dans les paragraphes précédents feront l'objet d'une
facturation selon les tarifs en vigueur dans les marchés en cours du SEVE.

130

32/46



42 - DIRECTION VOIRIE (suite)

421- Déplacements - Circulation

Tarifs TTC applicables à partir du 1er janvier 2024

- 10° **Fourniture aux entreprises de renseignements relatifs à la réglementation de la circulation**
 - Extrait ou fiche-carreau (régime de priorité)
 - Fourniture d'un plan, d'un diagramme des feux tricolores
- 11° **Location de cône K5 classe 2**, l'unité, par jour
- 12° **Remplacement de cône K5**, non rendu rétro classe 2
 - hauteur 500
 - hauteur 750
- 13° **Location de signalisation de police, directionnelle ou temporaire**
 - Mise à disposition de signalisation de police, directionnelle ou temporaire montée sur barrière ou socle mobile, par unité et par jour
- 14° **Location de séparateur de voie**
 - Mise à disposition de séparateur de voie, par unité et par jour
- 15° **Remplacement d'un séparateur de voie**
 - Séparateur de voie non rendu ou détérioré, l'unité
- 16° **Remplacement de signalisation de police, directionnelle ou temporaire**
 - Signalisation montée sur barrière ou sur socle mobile non rendu ou détérioré, l'unité
- 17° **Dégâts au domaine public routier (DDPR)**
 - Dégâts sur ensemble de police
 - Dégâts sur potelet fixe
 - Dégâts sur potelet amovible
 - Dégâts sur barrière



42 - DIRECTION VOIRIE

422 -DOMAINE PUBLIC ROUTIER

Tarifs TTC applicables à partir du 1er janvier 2024

Redevance temporaire d'occupation privative des voies ouvertes à la circulation publique

- minimum de durée : 1 semaine
- minimum d'emprise : 1 m²
- minimum de perception : 16€.
- Toute semaine commencée compte pour 1 semaine entière.

a) Surface occupée (Echafaudage, dépôt de matériaux, clôture de chantier, benne, véhicules...)

- centre-ville (délimité par Kennedy / Preiss / Clémenceau / Metz), par semaine/m²
- autres zones, par semaine/m²

Pour les travaux uniquement de ravalement de façade ou de peinture, une exonération de la redevance est accordée pendant 2 mois.

Cette exonération est supprimée pour les échafaudages mis en place avant l'obtention de l'arrêté d'autorisation, ou si l'installation est non conforme à l'autorisation délivrée.

b) Neutratisation d'un emplacement de stationnement payant

- par emplacement et par semaine

c) Location pour la voie publique sans autorisation ou non conforme est facturée jusqu'à régularisation.

- surface occupée au centre ville, par semaine / m²
- surface occupée hors centre ville, par semaine / m²
- neutralisation d'une place de stationnement payant, par semaine

Etant entendu que si la facturation est inférieure au forfait ci-après, ce dernier sera appliqué à minima :

a) Frais de dossier en cas de modification de la demande initiale traitée

- forfait pour reprise et ratification du dossier (modifications des délais, nature des mesures)
- forfait pour demande de prolongation des actes administratifs

2° Occupation permanente de la voie publique

a) Installations permanentes au sol (bâtimens, clôtures, sauts de loup etc...)

redévance annuelle par mètre carré (€ / m²) le minimum de perception est fixé à 1 m²

- bâtiments, clôtures,
- rampe d'accès PMR (personnes à mobilité réduite) aux commerces y compris mobiliers de protection (bacs à fleurs, etc.).

b) Occupation pour les réseaux en sous-sol (câbles, fourreaux, chambres, etc.)

- par mètre linéaire d'emprise, par le nombre de conduites, câbles, gaines, etc
- par mètre carré de surface (regards, puits, regards, saut de loup, etc.).

c) Occupation pour les opérateurs de télécommunications sur le domaine public

- par kilomètre et par artère en souterrain
- par m² de surface occupée au sol
- par kilomètre et par artère en aérien
- par antenne
- par pylône
- par mI en chemin de câble en parking souterrain
- par mI de câble occupant les gaines de la Ville (prix au m par câble et par an)
- par câble supporté par les poteaux de la Ville (prix au câble fixé sur le poteau /an)

d) Occupation pour les opérateurs de télécommunications sur le domaine privé de la ville ou de la commune

- par mI de gaine, conduite, câble en terre en souterrain
- par mI de câble aérien
- par m² de surface occupée au sol
- par m² de surface occupée dans le bâtiment

2023 €	2024 €	%
3,30 1,60	3,40 1,70	3,03% 6,25%
36,50	37,00	1,37%
25,00 15,00 100,00	25,00 15,00 100,00	0,00% 0,00% 0,00%
250,00	250,00	0,00%
50,00 25,00	50,00 25,00	0,00% 0,00%
22,00 7,20	22,00 7,20	0,00% 0,00%
4,40 21,60	4,40 21,60	0,00% 0,00%
39,50 26,30 52,70 236,90 463,50 1,40 0,70 50,00	39,50 26,30 52,70 236,90 463,50 1,40 0,70 50,00	0,00% 0,00% 0,00% 0,00% 0,00% 0,00% 0,00% 0,00%
4,20 4,25 26,19 50,40	4,20 4,25 26,19 50,40	0,00% 0,00% 0,00% 0,00%



42 - DIRECTION VOIRIE (suite)

422 -DOMAINE PUBLIC ROUTIER

Tarifs TTC applicables à partir du 1er janvier 2024 (suite)

	2023 €	2024 €	%
3° Intervention d'office			
a) Contrôle sur chantier non conforme (article 42 du règlement de voirie)			
- Contrôle de la nature des matériaux - par essai non conforme	460,00	470,00	2,17%
- Contrôle de compactage (pédomètre) - par essai non conforme	410,00	420,00	2,44%
b) Frais de dossier de mise en demeure			
- forfait pour l'intervention d'office	150,00	155,00	3,33%
c) Les interventions d'office sont ensuite facturées selon le décompte réel des travaux.			
Conformément aux dispositions de l'article 46.3 du règlement de voirie, le montant des travaux est augmenté du montant des frais de matériel d'œuvre et des contrôles nécessaires selon les taux suivants :			
- 20 % du coût des travaux pour la tranche de 1 à 2 300 € TTC			
- 15 % du coût des travaux pour la tranche de 2 301 € à 7 600 € TTC			
- 10 % du coût des travaux pour la tranche au dessus de 7 600 € TTC			
4° Mise en place de panneaux dans le cadre d'un démantèlement			
Tarif de pose et dépose de panneaux de stationnement interdit dans le cadre d'un démantèlement :			
- pour d'un panneau "interdiction de stationner" pendant 3 jours	45,00	46,00	2,22%
5° Mise à niveau d'ouvrages (article 18.2 du règlement de voirie)			
Tarif de mise à niveau d'ouvrages connexaires selon de réflexions de voirie			
- Forfait de mise à niveau de bouche à clés ou d'hydrant (l'unité)	105,00	105,00	0,00%
- Forfait de mise à niveau de tabouret signalon (l'unité)	210,00	210,00	0,00%
- Forfait de mise à niveau de regard de canalisation (l'unité)	410,00	410,00	0,00%
- Forfait de mise à niveau de chambre télécom (l'unité)	370,00	370,00	0,00%



42 - DIRECTION VOIRIE

423 - AGENCE CENTRALE DE TRAVAUX DE VOIRIE

Tarifs horaires hors taxe applicables à partir du 1er janvier 2024

1° - Location d'engins sans conducteur, location de petit matériel et de matériaux

- rouleau double billes 600kg
- compresseur grand modèle et marteau
- compresseur petit modèle et marteau
- scie à sol
- groupe électrogène
- découpeuse thermique
- pilonneuse
- plaque vibrante
- compresseur et marteau hydraulique
- rouleau tandem
- Bloc granit (prix à la pièce / prestation)

2023 €	2024 €	%
14,50	14,50	0,00%
23,00	23,00	0,00%
14,00	14,00	0,00%
14,50	14,50	0,00%
10,50	10,50	0,00%
10,30	10,30	0,00%
10,80	10,80	0,00%
6,00	6,00	0,00%
23,00	23,00	0,00%
29,00	29,00	0,00%
80,00	80,00	0,00%

2° - Fournitures

Les tarifs 2024 appliqués pour les matériaux, sont ceux des marchés de fournitures en vigueur.

**42 - DIRECTION VOIRIE****424 - Equipements lumineux****Nomenclature des travaux et fournitures****Tarifs horaires hors taxe applicables à partir du 1er janvier 2024**

	2023 €	2024 €	%
1. Eclairage public			
1. Heure élévateur à nacelle hauteur de travail 17 mètres	70,50	72,00	2,13%
2. Heure élévateur à nacelle hauteur de travail 13 mètres	65,50	67,00	2,29%
3. Heure de camion avec engin de levage pour dépose et repose candélabres	84,50	86,50	2,37%
4. Heure groupe mobile d'oxydécoupage au chalumeau ou poste de soudure	45,00	46,00	2,22%
5. Heure d'engin compresseur	35,50	36,50	2,82%
6. Heure fourgon atelier électricien	35,50	36,50	2,82%
7. Fourniture et mise en oeuvre d'une boîte de jonction type 92 A3	354,50	362,00	2,12%
8. Fourniture et pose d'une armoire de commande et de distribution éclairage public entièrement	17 222,00	17 570,00	2,02%
9. Fourniture et pose d'un coffret d'alimentation en fonte équipé et bornes et fusibles	603,00	616,00	2,16%
10. Fourniture et pose d'un candélabre de 4 à 5 mètres	774,00	790,00	2,07%
11. Fourniture et pose d'un candélabre de 6 à 8 mètres	1 541,00	1 575,00	2,21%
12. Fourniture et pose d'un candélabre de 10 à 11 mètres	2 202,00	2 255,00	2,08%
13. Fourniture et pose d'un candélabre de 12 mètres	2 396,00	2 445,00	2,05%
14. Fourniture et pose d'un candélabre de 8 à 9 mètres avec crosse haubannée de 3m	3 772,00	3 850,00	2,07%
15. Fourniture et pose d'un candélabre de style en fonte de 3 mètres	2 744,00	2 800,00	2,04%
16. Fourniture et pose d'un luminaire piéton décoratif	1 255,00	1 285,00	2,39%
17. Fourniture et pose d'un luminaire routier décoratif	1 111,00	1 135,00	2,16%
18. Fourniture et pose d'un luminaire routier fonctionnel	775,00	792,00	2,19%
19. Fourniture et pose d'une lanterne de style en cuivre	1 175,00	1 200,00	2,13%
20. Fourniture et pose d'une console murale en fer forgé pour luminaire de style en fonte	534,00	545,00	2,06%
21. Confection d'un massif au pied d'un candélabre	524,00	535,00	2,10%
22. Fourniture et pose en tranchée ouverte de câble B.T.U 1000 R02V 4 G 16 : le m	9,00	9,50	5,56%
23. Fourniture et pose en tranchée à exécuter de câble B.T.U 1000 R02V 4 G 16, y compris remise en état des lieux : le m	108,00	111,00	2,78%
24. Fourniture et pose de câble autoporteur en ligne aérienne section 4 x 25 Alu : le m	28,50	29,50	3,51%
25. Remplacement d'une enveloppe d'armoire de commande en polyester armé fibre de verre à 2 portes	1 483,00	1 515,00	2,16%
26. Remplacement d'une enveloppe d'armoire de commande en acier anti-vandale	6 067,00	6 190,00	2,03%
27. Dépose d'un mât, protection des câbles	764,00	780,00	2,09%
2. Feux tricolores			
1. Remplacement d'un massif béton pour potence ou candélabre, dimensions 1,2 x 1,2 x 1 mètre	1 160,00	1 185,00	2,16%
2. Remplacement d'un massif béton pour poteaux fûts ou potelets dimensions 0,50 x 0,50 x 0,80 mètre	1 065,00	1 090,00	2,35%
3. Remplacement d'un massif béton pour borne lumineuse dans de l'enrobé	396,00	405,00	2,27%
4. Remplacement d'un massif béton pour borne lumineuse dans des pavés	1 245,00	1 270,00	2,01%
5. Remplacement d'un massif armoire feu et reprise de l'enrobé	1 203,00	1 230,00	2,24%
6. Remplacement d'un massif de lecteur de badges dans les pavés	1 234,00	1 260,00	2,11%
7. Remplacement d'un massif d'une armoire pour bornes automatiques et reprise des pavés	1 324,00	1 355,00	2,34%
8. Remplacement d'un massif d'un totem de pilotage de bornes (PCA ou PCI) avec reprise des pavés	1 335,00	1 365,00	2,25%
9. Remplacement d'une armoire de pilotage de feux tricolores (sans le massif)	13 073,00	13 400,00	2,50%
10. Remplacement d'une potence 5 m en aluminium, dépose et repose (sans le massif)	6 188,00	6 320,00	2,13%
11. Remplacement d'une potence 6 m en aluminium, dépose et repose (sans le massif)	6 877,00	7 020,00	2,08%
12. Dépose d'un poteau polyester équipé, fourniture et pose d'un nouveau (sans feux)	1 007,00	1 030,00	2,28%
13. Dépose d'un poteau acier équipé, fourniture et pose d'un nouveau (sans feux)	1 014,00	1 035,00	2,07%
14. Dépose d'un potelet polyester équipé, fourniture et pose d'un nouveau (sans feux)	984,00	1 005,00	2,13%
15. Dépose d'un potelet acier équipé, fourniture et pose d'un nouveau (sans feux)	990,00	1 010,00	2,02%
16. Fourniture, pose, raccordement et mise en service d'un feu tricolore diamètre 300 millimètres	1 393,00	1 425,00	2,30%
17. Fourniture, pose, raccordement et mise en service d'un feu tricolore diamètre 200 millimètres	934,00	955,00	2,25%
18. Fourniture, pose, raccordement et mise en service d'un feu tricolore diamètre 200 millimètres	976,00	1 000,00	2,46%
19. Fourniture, pose, raccordement et mise en service d'un feu TRAM diamètre 200 millimètres	1 319,00	1 350,00	2,35%
20. Fourniture, pose, raccordement et mise en service d'un feu mixte diamètre 200 millimètres	1 099,00	1 125,00	2,37%

41/46

**42 - DIRECTION VOIRIE (suite)****424 - Equipements lumineux****Nomenclature des travaux et fournitures****Tarifs horaires hors taxe applicables à partir du 1er janvier 2024**

	2023 €	2024 €	%
2. Feux tricolores (suite)			
21. Fourniture, pose, raccordement et mise en service d'un répétiteur trafic	541,00	552,00	2,03%
22. Fourniture, pose, raccordement et mise en service d'un répétiteur avec signaux bus ou cycliste	570,00	582,00	2,11%
23. Fourniture, pose, raccordement et mise en service d'un signal piétons (avec dispositif mail voyant)	922,00	945,00	2,49%
24. Fourniture, pose, raccordement et mise en service d'une flèche orange ou croix grecque	593,00	605,00	2,02%
25. Fourniture, pose, raccordement et mise en service d'un coffret appel piétons à pousser	474,00	485,00	2,32%
26. Fourniture, pose, raccordement et mise en service d'une borne lumineuse	1 064,00	1 087,00	2,16%
27. Fourniture, remplacement et raccordement d'une borne automatique dans caisson existant et mise en service	7 704,00	7 880,00	2,28%
28. Fourniture, pose et raccordement d'un potelet en acier peint équipé de feux pour bornes automatiques (sans massif)	3 544,00	3 620,00	2,14%
29. Fourniture et changement de vis de couvercle inox (par couvercle)	168,00	172,00	2,38%
30. Fourniture, pose et raccordement d'un potelet muni d'un lecteur de carte (sans massif)	3 728,00	3 805,00	2,07%
31. Fourniture, pose et raccordement d'un poteau muni d'un lecteur de carte et d'une imprimante monodotée ou d'une armoire de pilotage de bornes	20 235,00	20 700,00	2,30%
32. Fourniture et remplacement de vises fusibles M16 inox	99,00	101,00	2,02%
33. Fourniture et remplacement de deux sangles	139,00	142,00	2,16%
34. Fourniture et remplacement de deux guides pour bornes automatiques	438,00	447,00	2,05%
35. Remplacement d'un tête de borne automatique	1 253,00	1 280,00	2,15%

3. Intervention de sécurité d'office sans préavis

Ces travaux concernent le traitement dans l'urgence :

- les mises en sécurité électrique ou mécanique d'installations
- les réparations urgentes de fibres optiques
- les interventions suite à endommagement destinées à assurer une continuité de service
- la modification ou le dépannage dans l'urgence de carrefour à feux ou de feux de chantier

Les interventions d'office sont facturées selon le décompte réel des travaux augmentés d'une plus value fixe pour les frais d'organisation et de contrôle selon les coûts suivants :

Articles

	2023 €	2024 €	%
1. diagnostic d'une installation électrique ou de télécommunication, suite à une intervention	341,00	348,00	2,05%
2. mise en sécurité, réalisation de boîte électrique, continuité de service	556,00	568,00	2,16%
3. intervention sur un feu de chantier sans astreinte communiquée	556,00	568,00	2,16%
4. intervention sur fibre optique	333,00	340,00	2,10%
5. location à la journée de barrières pour mise en sécurité (prix pour une barrière)	1,00	1,50	50,00%
6. location cône de protection et de raccordement électrique pour mise en sécurité, par jour	2,50	3,00	20,00%
- 1. diagnostic d'une installation électrique ou de télécommunication, suite à une intervention
 - 2. mise en sécurité, réalisation de boîte électrique, continuité de service
 - 3. intervention sur un feu de chantier sans astreinte communiquée
 - 4. intervention sur fibre optique
 - 5. location à la journée de barrières pour mise en sécurité (prix pour une barrière)
 - 6. location cône de protection et de raccordement électrique pour mise en sécurité, par jour

42 - DIRECTION VOIRIE (suite)**Main-d'œuvre**

Les tarifs de main d'œuvre à utiliser seront ceux des salaires horaires à mettre en compte aux tiers pour travaux exécutés en régie, calculés par le service des Finances. Ils seront réajustés lors de chaque revalorisation des salaires.

42/46

**42 - DIRECTION VOIRIE****426 - PROSPECTIVES ET GRANDS PROJETS VOIRIE****Tarifs horaires hors taxe applicables à partir du 1er janvier 2024****1° Gestion et entretien d'abris vélos**

- Vélobox : abonnement mensuel
- Vélobox : abonnement trimestriel

	2023 €	2024 €	%
-	-	5,00	-
-	-	12,00	-

43/46

**432 - MAINTENANCE ET ATELIERS****Taux horaires hors taxe****applicables à partir du 1er janvier 2024**

Taux horaire	Catégorie	Sans frais de gestion générale			Avec frais de gestion générale		
		Tarif 2023 €	Tarif 2024 €	%	Tarif 2023 €	Tarif 2024 €	%
Taux véhicules	Forfait horaire lié aux heures de main-d'œuvre	1,80	1,85	2,50%	2,06	2,11	2,50%
Taux sonorisation	Forfait lié mise à la mise à disposition d'agents et de matériel de sonorisation pour une cérémonie commémorative, du lundi au samedi inclus (prix net)	-	-	0,00%	400,00	410,00	2,50%
Taux sonorisation	Forfait lié à la mise à disposition d'agents et de matériel de sonorisation pour une cérémonie commémorative, dimanches et jours fériés (prix net)	-	-	0,00%	800,00	820,00	2,50%

Main-d'œuvre

Les tarifs de main d'œuvre à utiliser seront ceux des salaires horaires à mettre en compte aux tiers pour travaux exécutés en régie calculés par le service des Finances.

Ils seront réajustés lors de chaque revalorisation des salaires.

44/46



531 - URBANISME REGLEMENTAIRE

Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2024

1° Prix de vente des extraits du P.L.U. (Plan Local d'Urbanisme)

- Photocopie :
 - . format A4
 - . format A3
 - . Format supérieur (par m²) :
 - noir et blanc
 - couleur

- Tirage de plans :
 - . document en noir et blanc
 - . document en couleur

	2023 €	2024 €	%
	0,15	0,16	6,67%
	0,30	0,32	6,67%
	1,00	1,10	10,00%
	12,65	13,00	2,77%
	4,30	4,40	2,33%
	8,60	9,00	4,65%

2° Prix de vente du dossier complet du P.L.U.

475,00	500,00	5,26%

45/46



534 - GESTION FONCIERE ET IMMOBILIERE

Tarifs municipaux hors taxe applicables à partir du 1er janvier 2024

Tous les tarifs sont annuels et indivisibles prorata temporis

1° Droits de reconnaissance

- R1 emprise dans le sol du domaine communal (par m²/an)
- R2 sans emprise dans le sol (par m²/an)
- R4 pose de conduite
 - droit de passage
 - pose de marquises, fenêtres, portes, mâts
 - attaches
 - stations transformatrices E.D.F.
 - sous-répartiteurs P.T.T.

2° Locations (par are/an)

- J1 - terrains
- J2 - terrains concédés à l'Association des Amis des Jardins Ouvriers
 - Jardins familiaux
- J3 - terrains parcellés
- J4 - terrains parcellés clôturés
- J5 - jardins isolés, clôturés, bien situés
- J6 - terrain d'agrément intégré dans une propriété privée
- J7 - terrains parcellés destinés aux agriculteurs à titre précaire (l'are hors charges)
 - région Plaine de l'III
 - région Sundgau - Jura

3° Location de locaux et terrains aux associations (sportives, culturelles ou autres)

- Redevance symbolique

4° Occupation du sous-sol du domaine privé

- par mètre linéaire d'emprise et par le nombre de conduites, câbles, gaines, etc...
- par mètre carré de surface (regard, piézomètre, etc...)

5° Terrains pour autres usages (par m²/an)

6° Mise à disposition de terrains pour expositions ou ventes (par m²/jour)

7° Caution pour mise à disposition d'un émetteur d'ouverture de porte de garage (ce tarif est susceptible d'être modifié en cours d'année)

8° Minimum de perception

	2023 €	2024 €	%
	1,87	1,90	1,60%
	1,20	1,22	1,67%
	29,00	29,5	1,72%
	107,80	108,00	0,19%
	4,24	4,35	2,59%
	8,19	8,20	0,12%
	16,07	16,10	0,19%
	33,41	33,50	0,27%
	285,00	290,00	1,75%
	0,78	0,78	0,00%
	0,58	0,58	0,00%
	90,00	92,00	2,22%
	4,65	4,75	2,15%
	22,50	23,00	2,22%
	10,50	10,75	2,38%
	3,50	3,60	2,86%
	78,00	78,00	0,00%
	15,00	15,00	0,00%

46/46

Mme le Maire : On passe à la prochaine délibération. Il s'agit de la 1023, il s'agit des tarifs municipaux, donc la révision des tarifs pour services rendus pour 2024.

Le Conseil municipal est appelé à se prononcer sur cette évolution de tarifs. Ils sont fixés de manière à faire participer les usagers le plus équitablement possible au coût de revient des prestations. Leur révision reflète les efforts d'amélioration réalisés au cours de l'année au niveau du service apporté. Donc, le groupe Mulhouse Cause Commune a souhaité poser une question. Je vous laisse la parole. C'est Mme SCHNEIDER.

Mme SCHNEIDER : Merci, Mme le Maire. Merci, chers collègues. J'interviens concernant l'attractivité commerciale dont ont souffert les commerçants de la rue de l'Arsenal pendant de longs mois. La rue de l'Arsenal, la rue de la Loi, etc. C'est la raison pour laquelle ils vous adressent une lettre vous demandant de prendre – je vous donnerai cette lettre, elle est là – en considération le manque à gagner qu'ils ont dû affronter pendant toute la durée des travaux de piétonnisation.

Ces commerçants représentent l'originalité et la richesse de ce quartier, pour certains depuis des générations. Je pense notamment à M. KLEIN, antiquaire très renommé, les Artisans du Son, Ric et Rac qui sont les symboles de la ville de Mulhouse. Certains vont devoir fermer leur boutique et vous font un appel désespéré. Il est dans leur droit d'obtenir une compensation financière suivant le tribunal administratif de Strasbourg qui date d'avril 2016 concernant les préjudices subis lors des travaux à hauteur de 37 à 40 %.

Sachant que la période du Covid a été très difficile, nous vous demandons de les indemniser dans le cadre d'une convention de transaction. La transaction est définie par l'article 2044 du Code civil comme un contrat par lequel les parties terminent une contestation et fait obstacle à l'introduction ou à la poursuite entre les parties d'une action en justice ayant le même objet. C'est l'article 2052 du Code civil. Elle permet donc d'éteindre un litige qui pourrait conduire à l'engagement de la collectivité à l'origine du préjudice indemnisé. Dans ce cadre, les parties consentiront des concessions réciproques.

A noter qu'au coin de la rue de l'Arsenal – c'est une parenthèse –, et de la rue de la Loi, un panneau de signalisation perturbe la visibilité d'un petit commerce, sans parler du salon de coiffure Altermatt avec les panneaux de déviations devant la vitrine ou les magasins qui ne peuvent plus être livrés dans de bonnes conditions, je parle des magasins de Grand Rue.

Je me permets de vous remettre cette lettre ouverte des commerçants du secteur qui n'ont pas pu venir parce que l'heure et le lieu du Conseil municipal ne leur permettaient plus de quitter leur commerce. Par les temps qui courent, ils en ont bien besoin.

Par ailleurs, quel avenir pour le Monoprix de la Porte Jeune ? J'avais entendu parler de sa fermeture et je suis vraiment inquiète. Merci.

Mme le Maire : , Mme SCHNEIDER peut-être juste un bémol, en ce qui concerne Ric et Rac qui est un ami que je connais bien depuis des années . Il ne ferme pas son entreprise parce qu'il n'arrive plus à continuer, il a simplement

choisi de prendre la retraite. Puisque vous faites de la publicité de plusieurs magasins, saluons quand même le travail qu'il a réalisé dans notre cité pendant des années. Donc, ne l'incorporez pas, s'il vous plaît, dans votre présentation puisque c'est quelqu'un qu'on connaît très bien. Je sais que vous avez démarché individuellement tous les commerçants puisque c'est aussi arrivé à mes oreilles. Je vais laisser Philippe TRIMAILLE répondre.

M. TRIMAILLE : Merci, Mme le Maire. Tout d'abord, je constate que dans votre groupe, M. MINERY, c'est le jour et la nuit. Vous avez exprimé tout à l'heure – je l'ai noté – votre satisfecit de la piétonnisation en disant que c'était effectivement une réussite. Il faut apprendre à écouter, M. MINERY, peut-être que les enseignants n'en ont pas suffisamment l'habitude, mais on peut y arriver (*rires*).

Vous avez donc mentionné que c'était une réussite et vous avez reconnu un gain d'attractivité de ce secteur et je vous en remercie parce que c'est une réalité et ce sont les retours que nous avons également des usagers. Mais pour Mme SCHNEIDER, c'est tout le contraire. C'est un désastre.

(Interventions hors micro).

M. TRIMAILLE : Attendez, j'arrive, du calme. Mme SCHNEIDER, vous avez référé à la période du Covid et lorsque les commerçants de notre ville se sont retrouvés du fait de la crise sanitaire effectivement réellement en difficulté, la Ville était présente et je vous rappelle l'opération « Je soutiens mon commerce » qui a été initiée par la Ville, en partie financée par elle et qui a permis d'injecter plus de 1 million d'euros dans le commerce mulhousien. Ne présentez pas les choses comme si la Ville n'était pas aux côtés des commerçants, elle l'a toujours été et continue à l'être.

Néanmoins, les travaux dont vous parlez, ce sont en fait des investissements. Faire des efforts pour être plus attractif et se développer, c'est effectivement ce qu'on appelle un investissement et les entrepreneurs, en particulier les commerçants, y sont rodés, c'est leur quotidien. Je vous donne simplement un exemple actuel. La librairie Bisey, librairie historique de Mulhouse, fait l'objet d'une restructuration de fond. Elle fait l'objet pour cela de plusieurs mois de travaux entrepris par le commerçant, mais l'entrepreneur lorsqu'il entame ces investissements, il sait que cela a un coût et que cela a un impact sur son chiffre d'affaires, mais s'il le fait, c'est pour justement continuer à exister et pour pouvoir se développer, ce dont d'ailleurs on le remercie.

Les investissements, les travaux dont vous parlez sont un investissement pour la ville, pour ses habitants et pour ses commerçants. Il s'agit de faire des efforts pour avoir mieux et faire plus. Alors, le rôle de la Ville, c'est justement d'accompagner les commerçants pendant la période des travaux et la Ville de Mulhouse a tenu son rôle, et l'a tenu d'une manière exemplaire. Tout d'abord par la concertation en amont qui a cherché en les anticipant à éviter ou à diminuer les nuisances. Ensuite par la création d'un groupe de suivi en partenariat avec la CCI et avec la Chambre des métiers et de l'artisanat, avec les commerçants pour pouvoir être réactif lorsqu'il s'agissait d'envisager des réponses à des problèmes qui se posaient à l'initiative même des commerçants.

Les entreprises et les services de la ville sur le terrain se sont équipés pour pouvoir eux aussi être réactifs et pour pouvoir répondre aux problèmes éventuellement rencontrés par les commerçants et je pense que c'est l'occasion de les remercier. Modestement les adjoints concernés et en charge de ce sujet, à commencer par ma collègue, Claudine BONIDA SILVA et moi-même, avons toujours été l'écoute des commerçants et dès qu'on était sollicités, on était présents et on cherchait à réagir. Un groupe de travail a été créé avec les commerçants pour pouvoir donner de la visibilité à leur commerce pendant la période des travaux. Il y a d'ailleurs un clip vidéo qui a été fait par les Vitrines de Mulhouse dans lequel les commerçants se sont prêtés eux-mêmes au jeu en se faisant acteurs d'une manière humoristique des travaux. Ce groupe de travail visait également à préparer l'après, c'est-à-dire se préparer à se reconquérir l'espace public et à reconquérir le public sur cet espace. Une ultime mesure est actuellement dans le circuit d'arbitrage du Maire, là encore pour accompagner les commerçants.

Vous voyez, Mme SCHNEIDER, nous accompagnons les commerçants en responsabilité dans le cadre d'un investissement commun et partagé au service de l'avenir de notre ville et de son activité et en particulier de son activité commerciale. Nous les accompagnons, mais nous nous refusons à les tromper, car ce que vous proposez, c'est démagogique. C'est démagogique, pourquoi ? Parce que vous savez très bien qu'ils n'ont pas droit à une indemnisation parce que les conditions ne sont pas réunies. La législation et la jurisprudence sont constantes sur ce sujet, car l'accessibilité de la rue et des commerces a été maintenue en permanence pendant la durée des travaux qui n'était pas telle qu'une indemnisation pouvait être envisagée.

Mme SCHNEIDER, ce que vous vendez aux commerçants en les instrumentalisant, c'est un miroir aux alouettes. Je ne pense pas que ce soit la bonne voie. Ce que je vous propose, c'est plutôt de chercher, comme nous le faisons, à les accompagner et à les encourager.

Mme le Maire : Vous pouvez vous rapprocher tout à l'heure à la fin de la séquence de Philippe. Vous vous doutez bien, Mme SCHNEIDER, qu'avant de commencer ces travaux puisque nous avons déjà connu les travaux et je suis une ancienne commerçante, pardon de le dire, la commission d'indemnisation des victimes du tram a été une commission qui avait été mise en place parce qu'elle répondait à tous les critères, ça répond à des critères juridiques. Cette analyse juridique, nous l'avons fait faire avant même de démarrer les travaux. Vous vous doutez bien qu'on a pris toutes les précautions d'usage. Si vous avez un juriste qui nous démontre le contraire, n'hésitez pas à vous rapprocher de Philippe TRIMAILLE à la fin de cette séance pour lui donner le document mais je peux vous dire que nous avons une analyse juridique qui dit le contraire, Mme SCHNEIDER.

(Interventions hors micro)

Mme le Maire : Ce n'est pas la peine de discuter maintenant, nous n'aurons pas le temps. Allez à la rencontre de M. TRIMAILLE à la fin de la séquence.

(Interventions hors micro)

Mme le Maire : On va terminer là-dessus, Mme SCHNEIDER. Je peux aussi vous donner la liste des gens qui sont positifs, qui sont heureux de cette piétonnisation.

(Interventions hors micro)

Mme le Maire : Je n'ai pas échangé avec vous là-dessus pour l'instant. On verra tout ça à la fin de la séquence, vous vous rapprochez de Philippe TRIMAILLE, pas de souci. Il vous écoutera, il vous recevra, il vous accordera l'attention nécessaire.

On revient sur notre délibération qui concerne les tarifs municipaux. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui est pour ? Merci.

Pour : 47 + 4 procurations
Groupe majoritaire : 35 + 3 procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6
Groupe M Mulhouse : 2 + 1 procuration
Non-inscrits dans un groupe : 4

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

10° OPERATION MULHOUSE DIAGONALES : AMENAGEMENT DES TERRASSES DU MUSEE – AVENANT N° 3 AU LOT N° 1 AMENAGEMENTS PAYSAGERS (4200/1.1.5/1011)

Par décision du Conseil municipal du 15 avril 2021, la Ville de Mulhouse a approuvé le projet d'aménagement et de renaturation ambitieux du secteur des Terrasses du Musée, s'inscrivant dans le cadre de l'opération « Mulhouse Diagonales ».

L'objectif principal consiste à traiter l'ensemble du site sous la forme d'un parc permettant le lien entre le quartier et le canal tout en laissant une place importante à la biodiversité et aux continuités vertes. Il s'intègre par ailleurs dans un réseau de mobilités douces ; le boulevard Roosevelt entre la rue de la Charité et l'avenue de Colmar est ainsi réaménagé afin de permettre la cohabitation des piétons et des cyclistes, tout en conservant la desserte automobile des riverains notamment avec des pistes cyclables sécurisées et lisibles.

La Ville de Mulhouse a conclu et notifié dans ce cadre le 8 septembre 2022 un marché d'aménagements paysagers avec le groupement d'entreprises Eiffage route Nord Est – Pontiggia et Id Verde pour un montant de 2 293 440,06 € HT.

L'opération s'est inscrite dans un délai plus large qu'initialement projeté à raison essentiellement du retard pris par des chantiers connexes, conduits par le SIVOM et RHA dans le parc des Terrasses du Musée. De ce fait, la totalité de l'emprise du chantier n'a été totalement libérée qu'en mars 2023, alors qu'elle aurait théoriquement dû l'être au courant du dernier trimestre 2022. Par conséquent, la durée du marché a été prolongée au global de 111 jours calendaires, en sus des 160 prévus initialement.

Ainsi, l'immobilisation supplémentaire des moyens pour les travaux et les aménagements organisationnels et logistiques importants qui en résultent sont de nature à générer des surcoûts.

Constitutifs de la majorité de ces derniers, ils sont abondés par ailleurs par des réajustements d'éléments quantitatifs, essentiellement de terrassement, ainsi que par quelques modifications du programme et aléas marginaux d'exécution.

Les principales évolutions de programme sont les suivantes :

- Choix alternatifs de végétaux de meilleure qualité ou de tailles et essences différentes ;
- Reconfiguration du carrefour de l'avenue de Colmar, adjacent au périmètre initial ;
- Création de zones d'infiltration en galets dans les espaces verts en lieu et place des tabourets siphons prévus initialement, afin de déconnecter les eaux pluviales du réseau et les infiltrer ;
- Réemploi de matériaux déconstruits sur site (blocs moraines et blocs de grès) pour constituer la rampe technique dans le parc, au lieu du simple remblai initial, de sorte à sécuriser le passage des véhicules d'entretien et assurer une bonne tenue dans le temps ;
- Création de marquages sportifs.

L'avenant n° 3 joint, intégrant l'ensemble des modifications susvisées et nécessaire afin d'arrêter le coût définitif de l'opération s'élève à 368 700,50 € HT, portant le marché à 2 774 416,78 € HT, y compris les 2 avenants précédemment conclus. Ce montant, issu des arbitrages traduit une stricte appréciation des prestations supplémentaires redevables au titulaire.

Considérant l'augmentation supérieure à 5 % du marché initial, l'avenant est soumis à l'avis préalable de la Commission d'appel d'offres en date du 13 novembre 2023, conformément à l'article L1414-4 du Code Général des collectivités territoriales est établi sur le fondement des articles R2194-1, R2194-5 et R2194-8 de la Commande Publique.

Les crédits sont prévus au programme pluriannuel des investissements 2020/2028 sur l'autorisation de programme F004-NPNRU :

Ligne de crédit 33578 « MD S3 Terrasses du Musée : aménagements »
Chapitre 21 – Nature 21318 – Fonction 511
Service gestionnaire 413 et utilisateur 425

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- autorise Madame le Maire ou son représentant à signer l'avenant n° 3 au marché d'aménagements paysagers.

PJ : Projet d'avenant n° 3

AVENANT N° 3 AU MARCHÉ n° Z22-111

- A - Identification du pouvoir adjudicateur.
- Ville de Mulhouse
2 rue Pierre et Marie Curie
BP 10020
68948 MULHOUSE Cedex 9
SIRET : 216 802 249 00013
- B - Identification du titulaire du marché.

Groupement EIFFAGE Route Nord Est / PONTIGGIA / ID VERDE dont le mandataire est la société EIFFAGE
Lieu-dit Oberhardt
68890 REGUISHEIM
Tel: 03 89 26 40 00
Mail : elodie.wehrden@eiffage.com
SIRET : 402 096 267 005 45

- C - Objet du marché.
- Mulhouse Diagonales – Aménagement des Terrasses du Musée
Lot n°1 – Aménagement paysager
- Date de la notification : 8 septembre 2022

Durée initiale du marché : 160 jours calendaires

Montant initial du marché : 2 293 440,06 € HT soit 2 752 128,07 € TTC
- D - Objet de l'avenant.

Le marché Z22-111 notifié en date du 8 septembre 2022, dont l'entreprise EIFFAGE Route Nord Est est mandataire du groupement, constitué avec les sociétés PONTIGGIA et ID VERDE a pour objet l'Aménagement des Terrasses du Musée et plus particulièrement l'aménagement paysager (Lot 1), dans le cadre de l'opération Mulhouse Diagonales.

Par avenants n°1 et 2, des prestations de faibles montants liées pour partie à des aléas d'exécution et à des imprévus au cahier des charges ont conduit à augmenter le marché de 4,89 % sur le fondement de l'article R2194-8 du Code de la Commande Publique.

Le présent avenant a pour objet d'introduire de nouvelles modifications au marché, précisées ci-après.

Article 1 - Modifications introduites par le présent avenant

I. Prestations supplémentaires liées au retard d'opérations connexes

L'évolution inopinée du planning opérationnel général liée essentiellement aux chantiers connexes à l'opération d'aménagement des « Terrasses du Musée » suivis par le SIVOM/RHA au niveau du parc, a conduit à une prolongation importante de la durée du marché, de l'ordre de 50 % par rapport à sa durée initiale, actée par ordre de service n°3 et confirmée dans l'avenant n°2.

Ainsi, l'immobilisation des moyens humains et matériels déployés par le titulaire durant le surplus d'exécution du marché est valorisée à hauteur de 198 heures supplémentaires de mise à disposition d'unités opérationnelles constituées d'un chef de chantier et 3 ouvriers spécialisés, ainsi que du matériel et des moyens logistiques associés (camion, fourgon, chargeur et mini-pelle). S'y ajoute le maintien de la signalisation de chantier et des déviations sur l'ensemble du périmètre de l'opération.

Des aménagements organisationnels et logistiques importants ont également été induits pour mener l'opération à son terme du fait du retard du chantier connexe susvisé, dont l'emprise dans le parc, n'a été libérée qu'en mars 2023.

Il était en effet prévu dans le planning initial d'intervenir plus précocement dans le parc des Terrasses, afin notamment de pouvoir procéder aux plantations à la saison la plus propice.

Pour ne pas retarder toutefois l'opération dans sa globalité, l'ordonnancement des travaux a été intégralement revu. Ainsi, des reprises et études complémentaires (levés drones, implantations, analyses terrains...) ont été nécessaires, ainsi qu'une reprogrammation des données GPS et une réaffectation des moyens sur site.

Sur le terrain, des volumes conséquents de terre ont dû être déplacés entre les différentes zones d'intervention. Dans l'impossibilité d'immédiatement pousser les amas de terre végétale au bulldozer dans le parc, tel que prévu au marché, il a été convenu de la récupérer pour la mettre en œuvre au niveau des espaces verts de la zone de rencontre, rue de la Charité, avant de réabonder le site lors de la libération de l'emprise du parc, via un stock de terre mis à disposition par la ville rue de la Mertzau.

D'un point de vu logistique, la cohabitation des 2 chantiers sur le parc a nécessité de revoir l'organisation du site et ses voies d'accès. Une piste d'accès au chantier SIVOM a ainsi été créée depuis l'avenue de Colmar en raison de la condamnation des accès initiaux sur l'avenue par le chantier Ville de Mulhouse. Une plateforme de retournement et zone d'attente des véhicules de chantier a également été créée.

Toutes ces adaptations ont été de nature à générer une logistique et des travaux supplémentaires (chargements, déchargements, transports, terrassements, nivellement, remblais...)

En outre, les arbres qui auraient dû être plantés bien plus tôt sont restés stockés et entretenus en entreprise jusqu'à ce que les conditions soient plus propices à leur plantation et développement.

L'ensemble des prestations supplémentaires liées aux retards et ses conséquences dans l'exécution de l'opération, entraine une augmentation du montant du marché, à hauteur de 196 633,25 € HT. Ces prestations sont introduites au marché sur le fondement de l'article R2194-8 du Code de la Commande Publique.

- II. Modifications de faibles montants liées aux évolutions du programme
- Des modifications ont été opérées à la marge dans le choix et le volume des végétaux mis en œuvre. Il a ainsi été demandé au titulaire de privilégier pour partie des végétaux de meilleure qualité que ceux prévus dans son offre, voire de retenir des faibles et essences différentes de celles initialement prévues au marché.
- A contrario, les aménagements qualitatifs en revêtements fins pour cycles n'ont pas été mis en œuvre, le coût supplémentaire étant finalement jugé excessif par rapport au rendu et confort d'un revêtement en grave bitume plus classique.

Chapitre 1 – Zone de rencontre (Développement des mobilités douces) :

Au niveau de la zone de rencontre, des enrochements en granit, initialement non prévus, ont été fournis et mis en œuvre pour protéger les espaces verts au droit des zones de stationnement et les chicanes dans les virages.

Chapitre 3 – Parc des terrasses du Musée (Mulhouse Diagonale) :

- Dans le parc, la rampe technique, initialement prévue en simple remblais de tout venant a été finalement constituée de blocs de grès déconstruits par RHA, stockés rue la Mertzau ainsi que de blocs moraines présents sur site, de sorte à sécuriser le passage des véhicules d'entretien (résistance à la charge sur une voie d'accès en forte pente) en assurant une bonne tenue de la rampe.
- Des marquages sportifs y ont été réalisés en sus à la demande de la maîtrise d'ouvrage.
- En outre, des tabourets siphons ont été éloignés de la façade de la Rotonde en vue des travaux d'isolation projetés par ailleurs sur le bâtiment.
- Enfin, les remblais nobles faisant suite aux terrassements sous l'emprise de l'ancien poste de transformation ENEDIS, cités mais non valorisés financièrement dans l'avenant n°2, le sont dans le présent.

Chapitre 4 – Avenue de Colmar (Voirie) :

- La reconfiguration du carrefour, adjacent au périmètre initial du marché a nécessité des travaux d'adaptation de la section de voirie supplémentaire.
- Des zones d'infiltration en galets ont été aménagées dans les espaces verts en lieu et place des tabourets siphons prévus initialement, afin de déconnecter les eaux pluviales du réseau et les infiltrer.
- Enfin l'abatage d'un arbre proche de l'impasse et la mise en œuvre de lait de chaux pour ne pas dégrader le marquage des voies environnantes, constituent des prestations supplémentaires non prévues dans le marché initial.

Chapitre 5 – Voie verte est – Avenue de Colmar (Plan vélo) :

Le trottoir a été abaissé sur 30 ml au niveau de l'avenue, au niveau de la station-service ENI de sorte à assurer une continuité de circulation des cyclistes sans pentes importantes liées aux accès. Cet abaissement de niveau a impliqué la pose de bordures P1 non prévue initialement.

L'ensemble de ces prestations supplémentaires entraîne une augmentation du montant du marché, à hauteur de 35 052,60 € HT. Ces prestations sont introduites au marché sur le fondement de l'article R2194-8 du Code de la Commande Publique.

III. Prestations supplémentaires en raison de circonstances imprévisibles

Suite à des intempéries, les 2 panneaux de chantier ont été endommagés, nécessitant de les remplacer en cours d'opération. En outre, dans le contexte de violences urbaines sur le territoire national fin juin 2023, la préfecture a exigé des mesures de sécurisation renforcée du chantier que le titulaire a été contraint de mettre en œuvre.

Ces prestations supplémentaires en raison de circonstances imprévisibles qu'un acheteur diligent ne pouvait raisonnablement prévoir sont introduites au marché sur le fondement de l'article R2194-5 du Code de la Commande Publique.

IV. Ajustements des quantités réellement exécutées

Des ajustements des quantitatifs de prestations effectivement mis en œuvre, conformément aux prix unitaires du marché sont par ailleurs intégrés :

- Volume de terrassement complémentaire au niveau de la plateforme livrée suite au chantier de dépollution, après levée exhaustive des points de niveau au drone et terrassement et nivellement d'un talus de déblais restants du chantier connexe ;
- Mise en œuvre complémentaire de bouche-pores sur les cubes multifonctions du parc pour éviter les actes de vandalisme ;
- Linéaire de ganivelles supplémentaire mis en œuvre ;
- Reprofilage de voirie, fraisage et mise en œuvre d'enrobés complémentaires ;
- Mise en œuvre de béton bouchardé et nappe treillis soudés complémentaires ;
- Heures de nuits complémentaires pour les travaux sur l'avenue de Colmar.

Ces ajustements quantitatifs, inhérents à la forme de prix unitaire du marché sont introduits sur le fondement de l'article R2194-1 du Code de la Commande Publique (clause de réexamen), mettant en œuvre la clause dédiée de l'article 6.4 du CCAP.

■ Article 2 – Incidence de l'avenant la durée du marché et/ou délais d'exécution

2.1 Incidence de l'avenant sur la durée du marché

Le présent avenant a une incidence sur la durée du marché :

☒ NON ☐ OUI

2.2 Incidence de l'avenant sur les délais d'exécution

Le présent avenant a une incidence sur les délais d'exécution :

☐ NON ☒ OUI

La prolongation du délai actée antérieurement, à hauteur de 81 jours supplémentaires est réhaussé de 30 jours calendaires par le présent avenant.

■ Article 3 – Incidence financière de l'avenant

Le présent avenant n°3 a une incidence financière :

☐ NON ☒ OUI

- Montant de l'avenant EHT : 368 700,50 €
- Taux de TVA : 73 740,10 €
- Montant de l'avenant en € TTC : 442 440,60 €

Détaillé comme suit :

I. Prestations supplémentaires liées au retard d'opérations connexes

Adjonction de prix nouveaux :					
Article	Description des prestations	Unités	Quantités	Prix unitaires € H. T.	Montant total € H. T.
Prestations générales					
PN 1.7	Maintien de la signalisation de chantier et de déviation Temps des travaux de Signalisation de la Ville de Mulhouse	ft	1	3 000,00	3 000,00
2	TERRASSEMENTS				
PN 2.23	Unités opérationnelles (hommes / machines) Immobilisées 1 chef de chantier, 3 ouvriers spécialisés, engins de chantiers (mini pelle 8T, chargeur type 509, fourgon, camion type 19T) et petit matériel.	H	197,5	411,12	81 196,20
2	TERRASSEMENTS				
PN 2.21	Suspension des travaux Amenée et repli d'engins de chantier. Replanification et réaffectation des moyens sur site, reprogrammation des données GPS, études techniques complémentaires (levés drone, implantations, analyses terrains....)	ft	1	3 304,00	3 304,00
PN 2.22	Unités opérationnelles (hommes / machines) Immobilisées 1 chef de chantier, 3 ouvriers spécialisés, engins de chantiers (mini pelle 8T, chargeur type 509, fourgon, camion type 19T) et petit matériel.	ft	1	15 238,61	15 238,61
PN 2.23	Restriction des accès en entrée de site via Av. de Colmar / Plateforme de retournement + zone d'attente des véhicules	H	74,5	411,12	30 628,44
PN 2.24	Création d'une piste d'accès chantier pour le SIVOM depuis l'Av. de Colmar (terrassment + remblais D3.1 + couche de réglage en surface + nivellement et compactage)	ft	1	15 887,00	15 887,00
PN 2.25		m²	260	24,65	6 409,00
15	ESPACES VERTS				
PN 15.22.50	Mise en jauge d'arbres non plantés au dépôt de l'entreprise, achat de contenant, entretien et arrosage pendant 6 mois	ft	2 590	1	2 590,00
Montant total H. T. : T. V. A. : Montant total T. T. C. :					158 253,25 31 650,65 189 903,90

Variations de quantités (en plus-value) :

Article	Description des prestations	Unités	Quantités	Prix unitaires € H. T.	Montant total € H. T.
2	TERRASSEMENTS				
2.7.1	Reprise des terres en stock pour remblayage Reprise des terres végétales stockées dans le Parc pour mise en œuvre sur Espaces verts rue de la Charité. Chargement à la pelle mécanique, transport par camion, déchargement et nivellement à la pelle mécanique.	m³	2 200	7,60	16 720,00
2	TERRASSEMENTS				
2.7.1	Reprise des terres en stock pour remblayage Déplacement des stocks de déblais RHA sur Parc, à la pelle mécanique sans transport	m³	2 850	7,60	21 660,00
Montant total H. T. : T. V. A. : Montant total T. T. C. :					38 380,00 7 676,00 46 056,00

☐ Prix nouveaux dans le chapitre mais préexistant dans d'autre(s) chapitre(s) du marché.

II. Modifications de faibles montants liées aux évolutions du programme

Adjonction de prix nouveaux :						
Article	Description des prestations	Unités	Quantités	Prix unitaires € H. T.	Montant total € H. T.	Montant total € H. T.
15	ESPACES VERTS					
PN 15.25	Plus-value pour choix alternatif d'arbres	ft	1	17 334,23	17 334,23	
10	TRAVAUX DIVERS					
PN 10.12	Fourniture et mise en place d'enrochement granit blocs de 1 To, 1,5 To et 2 To	To	20	200,00	4 000,00	
2	TERRASSEMENTS					
PN 2.26	Fourniture, transport et mise en œuvre de remblais terreux complémentaire sur zone SIVOM + nivellement et compactage	m³	682,55	12,00	8 190,60	
PN 4.12	Reprise de tabourets siphon gouttière de la Rotonde	ft	1	2 000,00	2 000,00	
10	TRAVAUX DIVERS					
PN 10.13	Marquages sportifs Echelle de rythme, Anneaux de motricité, couloirs de sprint, numérotation...	ft	1	1 645,00	1 645,00	
PN 10.14	Mise en place de blocs moraines existants en pierre naturelle	To	35	70,00	2 450,00	

Article	Description des prestations	Unités	Quantités	Prix unitaires € H. T.	Montant total € H. T.
Variations de quantités (en plus-value) :					
Chapitre 4 : Avenue de Colmar (Voirie)					
4	TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT				
Réalisation de zone d'infiltration en gallet dans les espaces verts avec adaptation des bordures de voirie et pavés fil d'eau granit					
PN 4.13	TRAVAUX DIVERS	u	4	4 296,00	17 184,00
PN 10.16	Fourniture et mise en œuvre de "Lait de Chaud"	m²	2 500	0,96	2 400,00
PN 10.17	Abattage, essouchage et évacuation d'arbre existant	u	1	1 487,00	1 487,00
12	MOBILIER				
PN 12.18	Fourniture et mise en œuvre de massif de feux tricolore : 90 x 90 x 160 coulé	u	1	470,00	470,00
PN 12.19	Fourniture et mise en œuvre de massifs de feux tricolore : 50 x 50 x 70 coulés ou 60 x 60 x 80 cm préfabriqués	u	2	180,00	360,00
Chapitre 5 : Voie verte Est - Av. Colmar (Plan Vélo)					
5	BORDURES DE TROTTOIR				
PN 5.16	Pose de bordure de trottoir de type P1 béton	ml	30	25,00	750,00
Montant total H. T. : 65 870,83					
T. V. A. : 13 174,17					
Montant total T. T. C. : 79 045,00					

Article	Description des prestations	Unités	Quantités	Prix unitaires € H. T.	Montant total € H. T.
Variations de quantités (en plus-value) :					
Chapitre 4 : Avenue de Colmar (Voirie)					
4	TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT				
4.1	Fourniture et pose de tabouret-siphon de rue Ø 400mm en PVC ou en grès				
4.1.2	fourniture, transport et pose du matériel en PVC	u	3	142,50	427,50
4.1.3	ouverture et remblayage de fouilles en grave type D2.1	m3	24	42,75	1 026,00
4.1.4	fourniture et pose de tuyaux grès Ø 150 mm	ml	30	61,75	1 852,50
10	TRAVAUX DIVERS				
10.1	Adaptation aux niveaux des enrobés				
10.1.1	Tampon de regard de canalisation	u	10	104,50	1 045,00
10.1.2	Bouches à clé, hydrants	u	11	38,00	418,00
10.1.3	grilles de tabouret-siphon	u	4	90,25	361,00
10.1.4	de chambres téléphoniques	u	5	142,50	712,50
Montant total H. T. : 5 842,50					
T. V. A. : 1 168,50					
Montant total T. T. C. : 7 011,00					

Article	Description des prestations	Unités	Quantités	Prix unitaires € H. T.	Montant total € H. T.
Variations de quantités (en moins-value) :					
Chapitre 2 : Espace piétons/cycles (Berges MD)					
2	TERRASSEMENTS				
Confection de revêtements de trottoir en matériaux enrobés fins 0/4, 0/5, 0/6 ou 0/8, type enrobé sable ou équivalent avec 6% de bitume pur minimum.					
8.1.1		m²	-380,00	19,95	-7 581,00
Chapitre 3 : Parc des Terrasses du Musée (MD)					
Confection de revêtements de trottoir en matériaux enrobés fins 0/4, 0/5, 0/6 ou 0/8, type enrobé sable ou équivalent avec 6% de bitume pur minimum.					
8.1.1		m²	-1 125,00	19,95	-22 443,75
Chapitre 5 : Voie verte Est - Av. Colmar (Plan Vélo)					
Confection de revêtements de trottoir en matériaux enrobés fins 0/4, 0/5, 0/6 ou 0/8, type enrobé sable ou équivalent avec 6% de bitume pur minimum.					
8.1.1		m²	-45,00	19,95	-897,75
Chapitre 6 : Impasse Av. Colmar (Berges MD)					
PN 15.26	Moins-value pour choix alternatif d'arbres	ft	- 5 738,23	1	- 5 738,23
Montant total H. T. : -36 660,73					
T. V. A. : -7 332,55					
Montant total T. T. C. : -43 992,88					

III. Prestations supplémentaires en raison de circonstances imprévisibles

Article	Description des prestations	Unités	Quantités	Prix unitaires € H. T.	Montant total € H. T.
Adjonction de prix nouveaux :					
Prestations générales					
PN 1.8	Remplacement des 2 panneaux d'information chantier 4x3 m suite endommagement intempéries	ft	1		
PN 1.9	Mise en sécurité du chantier Demande préfectorale "Violences Urbaines" 06/23	ft	1		
Montant total H. T. : 5 900,00					
T. V. A. : 1 180,00					
Montant total T. T. C. : 7 080,00					

IV. Ajustements des quantités réellement exécutés

Variations de quantités (en plus-value) :					
Article	Description des prestations	Unités	Quantités	Prix unitaires € H. T.	Montant total € H. T.
Prestations générales					
1	Installations de chantier (plus-value %)	ft	1	16 938,85	16 938,85
Chapitre 3 : Parc des Terrasses du Musée (MD)					
TERRASSEMENTS					
2	Terrassement aux engins dans terrains de toutes natures – à la pelle mécanique ou engins similaires avec transport				
2.3.1	Terrassements complémentaires et évacuation de terres inertes sur plateformes RHA	m³	4 600	9,50	43 700,00
2.7.1	Reprise des terres en stock pour remblayage				
	Terrassements et remblais terreux supplémentaires suite aux travaux RHA sur talus secteur SIVOM (Talus rendus à la mauvaise côte)	m³	760	7,60	5 776,00
2.10	Nivellement des talus en déblais ou en remblais secteur SIVOM	m²	850	2,38	2 023,00
FONDATEMENTS					
11	Fourniture et mise en œuvre d'un bouche pores				
11.14	pour béton extérieur	m²	255	5,70	1 453,50
MOBILIER URBAIN					
12.14	Fourniture et pose de ganivelle	ml	100	24,70	2 470,00
Chapitre 4 : Avenue de Colmar (Voirie)					
TERRASSEMENTS					
2.2	Fraisage d'enrobés denses				
7	REVETEMENTS DE CHAUSSEE	m²	465	3,33	1 548,45 €
7.3	Confection d'une couche d'assise de chaussée en grave bitume 0/14 classe 3				
7.4	Reprofilage de voirie en matériaux enrobés	To	120	77,90	9 348,00
	Confection de revêtement de chaussée de rues ou de parking en matériaux enrobés 0/10 ou 0/6				
7.4.2	d'une épaisseur de 6 cm (132 kg/m²)	m²	465	12,83	5 965,95
7.4.2 PV	Plus-value pour travail de nuit	u	5	5 687,50	28 437,50
Chapitre 5 : Voie verte Est - Av. Colmar (Plan Vélo)					
GENIE CIVIL					
11	Fourniture et mise en place d'une nappe de treillis soudé ST30				
11.12		m²	43	9,80	421,40
11.13	Béton pour béton armé type BCN 30, aspect bouchardé	m²	150	86,88	13 032,00
Montant total H. T. : T. V. A. : Montant total T. T. C. :					131 114,65 26 222,93 157 337,58
20,00%					

☐ Prix nouveaux dans le chapitre mais préexistant dans d'autre(s) chapitre(s) du marché.

■ Récapitulatif

Nature de l'acte	Date de l'acte	Base légale de l'acte (CCP)	Montant €HT
Marché initial	Notifié le 8/09/2022	R.2123-1 1°	2 293 440,06 €
Avenant 1	Notifié le 09/11/2022	R.2194 -8	19 975,00 €
Avenant 2	Notifié le 02/06/2023	R.2194 -8	92 301,22 €
Avenant 3	Présent acte	R 2194 -8	231 685,85 €
		R 2194 -5	5 900,00 €
		R 2194 -1	131 114,65€
Montant total de l'avenant			368 700,50 € HT
Nouveau montant total estimatif du marché			2 774 416,78 € HT
Soit une incidence financière sur le fondement de l'article R.2194-8 CCP			14,998%
Soit une incidence financière sur le fondement de l'article R.2194-5 CCP			0,257 %
Soit une incidence financière sur le fondement de l'article R.2194-1 CCP			5,717 %

La rubrique « Répartition de la proposition par cocontractant » de l'acte d'engagement est ainsi modifié :

décembre 2023		
OPERATEUR(S) ECONOMIQUE(S)	NATURE DES PRESTATIONS	PART
Eliffage route	Démolition, Terrassement, Réseaux, Bordures, Pavés, Enrobés	1 026 693,19 € HT
Pontiggia	Démolition, Terrassement, Réseaux, Bordures, Pavés, Enrobés	1 026 693,19 € HT
ID Verde	Dallage béton, Mobilier urbain, végétaux	721 030,40 € HT

■ Article 4 – Dispositions particulières

Les parties renoncent à tout recours contentieux ou précontentieux et à toute demande indemnitaire concernant l'objet du présent avenant. Les parties renoncent à toute réserve, réclamation ou demande d'indemnités dont le fait générateur serait antérieur à la date du présent avenant.

Les clauses du marché non visées par le présent avenant demeurent inchangées.

 42 – Direction Voirie et Conception Urbaine 425 – Bureau d'Etudes et d'Aménagement	Avenant n°3	Mulhouse Diagonales – Aménagement des Terrasses du Musée lot n°1 – Aménagement paysager

G - Notification de l'avenant au titulaire du marché.

■ En cas de remise contre réception :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« Reçue à titre de notification copie du présent avenant »

A , le

Signature du titulaire,

■ En cas d'envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

■ En cas de notification de l'avenant via le profil acheteur, la date figurant sur l'avis électronique de notification vaut date de notification de l'avenant.

 42 – Direction Voirie et Conception Urbaine 425 – Bureau d'Etudes et d'Aménagement	Avenant n°3	Mulhouse Diagonales – Aménagement des Terrasses du Musée lot n°1 – Aménagement paysager

E - Signature du titulaire du marché public.

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature & cachet
Madame/Monsieur Poste occupé	A Le	

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

F - Signature du pouvoir adjudicateur

A Mulhouse, le
Pour le Maire,
L'adjoint(e) délégué(e)

Mme le Maire : Nous passons à la délibération qui concerne l'opération Mulhouse Diagonales. Il s'agit de l'aménagement des Terrasses du musée, l'avenant n° 3 au lot n° 1 concernant les aménagements paysagers. La présente délibération concerne l'approbation de cet avenant au marché lié au lot n° 1 à des aménagements, comme je l'ai dit, des Terrasses du musée. Il y a d'importantes modifications qui sont consignées dans cet avenant et je laisse tout de suite la parole à Catherine RAPP pour nous les présenter.

Mme RAPP : Merci, Mme le Maire. On revient sur notre opération emblématique des Terrasses du musée que nous avons inauguré en juin. C'est un magnifique espace au bord de l'eau. Ce soir effectivement, il s'agit de faire voter un avenant n° 3 au marché, c'est un avenant technique pour une augmentation qui se justifie par une opération qui a eu un délai plus large qu'initialement prévu, puisqu'on a eu de gros travaux, notamment avec le SIVOM et Rivières de Haute-Alsace où il a fallu décaler le chantier pour qu'ils puissent travailler. Ça a été une immobilisation supplémentaire pour les entreprises qui travaillaient sur le chantier. On a pris en considération cette immobilisation.

Ça nous a aussi été imposé par des paramètres supplémentaires. Ça a été d'abord un choix alternatif de végétaux puisqu'on a choisi des arbres de meilleure qualité, on a reconfiguré tout le carrefour de l'avenue de Colmar et on a créé des zones d'infiltrations en galets dans les espaces verts juste en bordure. Ensuite, on a réemployé des matériaux déconstruits sur le site et effectué une création de marquage sportif. Tout ça pour vous expliquer, ça a été un supplément en coût et donc ce soir, on vous présente un avenant n° 3 pour pouvoir honorer les trois entreprises qui nous sollicitent sur ce retard et sur ces évolutions de programme.

M. FLECK : Vous affichez dans cette délibération comme objectif principal des Terrasses du musée, de laisser une place importante à la biodiversité et aux continuités vertes. Certes, les travaux ne sont pas encore finis, nous sommes en hiver et il faut bien laisser aux plantes le temps de pousser. Mais on peut tout de même déjà s'interroger sur la place réelle laissée à la biodiversité dans le projet. En effet, la biodiversité ne revient pas avec des pelouses tondues et des arbres éloignés les uns des autres, il faut des zones de prairie fleurie, vitales pour les insectes et des haies épaisses, essentielles pour les oiseaux. Vous pourriez par exemple planter des haies dans la pente sous la rotonde des Terrasses du musée. Il sera intéressant que vous consultiez l'association Haies vives d'Alsace qui est compétente dans le domaine. Son programme Trame verte et bleue étant d'ailleurs financé à 75 % par la région Grand Est.

Nous sommes persuadés qu'un compromis peut être trouvé entre les espaces de détente pour les usagers, demandant un entretien régulier et des zones où la nature doit pouvoir reprendre ses droits. Vous avez l'occasion avec l'exemple des Terrasses du musée de le démontrer et d'aller ainsi dans le sens des recommandations du rapport d'observation à la Chambre régionale des comptes. Mais cette réflexion sur les haies et les zones dédiées à la biodiversité devrait se poser plus généralement à l'ensemble des espaces verts de Mulhouse. Merci.

Mme RAPP : Très bien, M. FLECK, vous avez raison. Vous le savez, quand vous venez en commission développement durable, que nous tenons de façon régulière à la Ville de Mulhouse, on a vraiment le souci de préserver la

biodiversité en ville, mais il y a quand même des endroits et notamment sur les Terrasses du musée où on va avoir énormément de familles et beaucoup de passages, ou on ne peut pas toujours faire qu'il y ait des prairies fleuries partout. Pourtant, on a un code de gestion sur la ville, on vous l'a présenté il y a quelques semaines, où il y vraiment des endroits où on laisse la nature vraiment pouvoir s'épanouir et on ne peut pas faire une « forêt Miyawaki » aux terrasses du musée. La semaine dernière, on a planté au bosquet des jeunes pousses, vous voyez bien qu'on a planté 800 plants les uns à côté des autres. Il y a des endroits qui s'y prêtent et d'autres qui s'y prêtent moins. Donc Terrasse du musée, c'est sûr que ce soit sans doute un endroit qui sera un peu plus, on va dire, taillé régulièrement pour que les familles puissent s'y promener, jouer sur les espaces. C'était quand même un espace qu'on voulait à la disposition des familles.

Mme le Maire : Donc, nous allons passer cette délibération au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui est pour ? Merci.

Pour : 47 + 4 procurations

Groupe majoritaire : 35 + 3 procurations

Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

Groupe M Mulhouse : 2 + 1 procuration

Non-inscrits dans un groupe : 4

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

11° PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN : CESSION D'UN TERRAIN A BATIR A 3F GRAND EST (534 / 3.2.1 / 1076)

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention afférente au NPNRU signée en décembre 2020, programme de plus de 500 M€ pour assurer la transformation profonde des quartiers prioritaires, il est prévu que le groupe Action Logement bénéficie de contreparties foncières, prenant la forme de terrains, localisés dans le périmètre du projet de renouvellement urbain (cf plan en pièce jointe), en vue d'y réaliser des logements pour diversifier le peuplement de ces quartiers.

Les contreparties pour le groupe Action Logement, visent ainsi à favoriser la mixité et la diversité de l'habitat, en amenant une population nouvelle de salariés et ainsi réduire les inégalités dans les quartiers prioritaires visés par le NPNRU.

Ainsi, 3F Grand Est, filiale du Groupe Action Logement et acteur de référence du logement social et intermédiaire en France, va bénéficier d'un foncier de la ZAC Lefebvre, en vue de la réalisation d'un programme de 14 logements (du T2 au T4) à loyer intermédiaire répartis dans un petit immeuble collectif de 3 niveaux.

Dans ce contexte, il est proposé de céder l'entreprise 3F Grand Est, le foncier non bâti ci-après cadastré :

Territoire de Mulhouse

Section	Parcelle	Lieudit	Contenance
MH	208	RUE LEFEBVRE	13a 57ca

Conformément à la Convention afférente au NPNRU, il est proposé que le terrain soit cédé à l'euro symbolique.

Cette opération nécessite les écritures comptables suivantes :

En recette réelle de fonctionnement

Chapitre 75 / Compte 75888 / Fonction 518

Service gestionnaire et utilisateur : 534

LC 26228 : vente de terrains

1 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve cette cession aux conditions sus-désignées, au profit de 3F Grand Est, ou de toute autre personne morale qui se substituera ;
- donne mandat à Madame le Maire ou l'Adjoint(e) délégué(e) d'établir et de signer tous les actes nécessaires à la mise en œuvre de cette décision.

PJ : 1 plan

Département Ville de Mulhouse
HAUT RHIN

Commune :
MULHOUSE

Section : MH
Feuille : 000 MH 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/1250

Date d'édition : 25/05/2023
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC48
©2022 Direction Générale des Finances
Publiques

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

Procès-verbal du conseil municipal du 14 décembre 2023

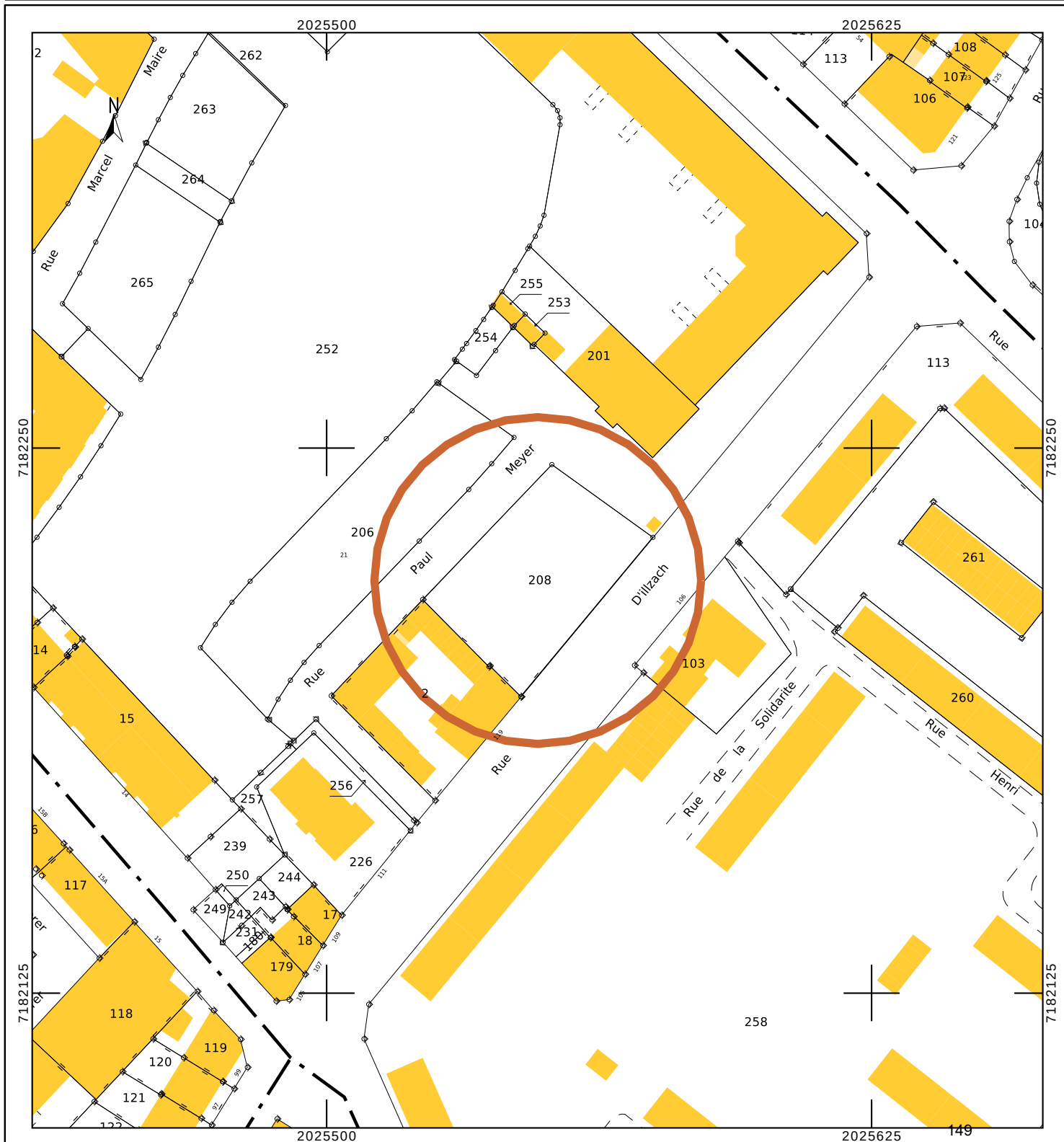
PLAN DE SITUATION

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant :
SERVICE DEPARTEMENTAL DES
IMPOTS
FONCIER - ANTENNE DE MULHOUSE
CITE ADMINISTRATIVE BAT. C 68085
68085 MULHOUSE CEDEX
tél. 03 89 33 32 06 -fax

sdif.68mulhouse@dgif.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



Mme le Maire : Nous allons parler du projet de renouvellement urbain, la cession d'un terrain à bâtir à la structure 3F Grand Est.

Dans le cadre du programme de renouvellement urbain, il est prévu que le groupe Action logement, principal financeur du programme, bénéficie de contreparties foncières, comme c'est le cas. Par leur nature, ces opérations de construction de logements favorisent la mixité et contribuent à la diversité de l'habitat dans les quartiers prioritaires. S'agissant d'une cession, je passe la parole à Maryvonne BUCHERT.

Mme BUCHERT : Merci, Mme le Maire. Effectivement, il s'agit d'une parcelle de 13,57 ares précisément qui est située dans le périmètre de la ZAC Lefebvre. Il est proposé de céder ce foncier non bâti, dont je viens de rappeler la superficie, au groupe 3F Grand Est qui est une filiale du groupe Action logement.

Au travers de cette cession, 3F a pour objectif de réaliser un programme de 14 logements sous forme d'un petit immeuble collectif avec des appartements allant du T2 au T4. La parcelle est située dans un quartier qui est dans le périmètre du projet de renouvellement urbain de la ville de Mulhouse et la cession est consentie à l'euro symbolique conformément à la convention NPNRU.

Mme le Maire : Merci pour cette présentation. Mme PAUGAM.

Mme PAUGAM : Merci. Cette parcelle actuellement, est effectivement non bâtie et sauf erreur de ma part, je crois qu'elle n'a pas de revêtement non plus, c'est non artificialisé. Par contre, elle sert de parking. Globalement, aujourd'hui, quelle est la stratégie au niveau du stationnement sur cette zone-là en rajoutant effectivement des logements supplémentaires dans cette zone ? Comment a été réfléchi cette question-là qui est aussi une des questions qui se pose forcément quand on parle aussi constructions neuves ? Merci.

Mme le Maire : Je n'ai pas d'autres demandes d'interventions, donc je laisse la parole à Alain COUCHOT ? Claudine ?

Mme BONI DA SILVA : C'est vrai que ce terrain pour le moment, était un terrain en attente et le stationnement des riverains était toléré. Il n'était que toléré. Vous le savez, comme dans tous les projets immobiliers, un permis de construire va être déposé, que le PLUi prévoit un certain nombre de stationnements pour chaque logement. Je ne doute pas que mon collègue, Adjoint en charge de l'urbanisme, y sera très attentif.

Mme le Maire : Merci, Claudine. On peut mettre cette délibération au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci à vous.

Pour : 47 + 4 procurations
Groupe majoritaire : 35 + 3 procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6
Groupe M Mulhouse : 2 + 1 procuration
Non-inscrits dans un groupe : 4

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

12° PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT URBAIN – STRATÉGIE HABITAT –CONVENTION DE COOPÉRATION « DIGNEO » (5303/1,4/1007)

Parmi les axes prioritaires d'intervention du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain (NPNRU) de l'agglomération mulhousienne figure notamment le traitement des poches d'habitat privé dégradé, qui subsistent sur le péricentre.

Dans cette perspective, la concession d'aménagement et d'animation OPAH – RU a été confiée à CITIVIA SPL par délibération du Conseil Municipal du 25 septembre 2019. Celle-ci a pour objectif de mettre en œuvre la stratégie de la Ville sous deux aspects :

- l'animation de l'OPAH RU mise en place sur le secteur Fonderie ;
- plus largement à l'échelle du Péricentre, assurer la montée en gamme de l'habitat privé, grâce à la réalisation des opérations de restaurations immobilières.

Dans ce contexte, le dispositif « Digneo » déployé par l'Association Foncière Logement (AFL), apparaît comme un moyen supplémentaire d'intervention dans la stratégie de lutte contre l'habitat indigne et de montée en gamme associée.

L'AFL est une filiale du groupe Action Logement. Elle a pour mission de réaliser des programmes de logements locatifs ou de logements destinés à l'accession à la propriété contribuant à la mixité sociale des villes et des quartiers, à la diversité de l'habitat et à la lutte contre l'habitat indigne.

Depuis la loi 3 DS, ces programmes peuvent être réalisés dans des immeubles faisant l'objet d'un arrêté de mise en sécurité ou dans un îlot ou un ensemble cohérent d'îlots comprenant un tel immeuble. L'association assure la gestion de ces programmes de logements et effectue les transactions immobilières afférentes.

Dans le cadre du dispositif « Digneo », l'AFL accompagne ainsi les collectivités dans l'aboutissement des opérations de résorption de l'habitat indigne, en assurant la sortie de projets immobiliers de qualité adaptés aux spécificités urbaines, architecturales et aux objectifs d'habitat locaux (PLH). Le projet de convention de coopération « Investissement et Mixité » objet de la présente délibération, précise les modalités d'intervention de l'AFL.

Dans la pratique, l'AFL sera mobilisée pour s'impliquer notamment dans la réhabilitation et le recyclage d'immeubles acquis par Citivia dans le cadre de la concession d'aménagement, qui lui a été confiée. Citivia, en tant que promoteur, assurera les travaux de réhabilitation pour le compte de l'AFL.

Les biens acquis et réhabilités seront ensuite mis en location pour une durée minimum de 10 ans et progressivement revendus avec un maximum de 50 % du volume de biens acquis. Les niveaux des loyers seront fixés d'un commun accord entre la Ville et l'AFL, dans un objectif de mixité sociale, soit en loyer conventionné, soit en loyer libre minoré. Les logements seront destinés prioritairement aux salariés du secteur privé. Les investissements seront financés par Action Logement et des prêts bancaires, sans financement de l'Etat et sans garantie à apporter par la Collectivité.

Une liste d'immeubles et de terrains partiellement ou totalement vacants et présentant un potentiel pour être réhabilités et/ou produire du logement a été établie. Ceux-ci, dont la liste figure en annexe de la convention, ont donc été acquis par la Ville ou par Citivia dans le cadre de la concession susmentionnée.

Le projet de convention prévoit qu'une phase d'études de 3 à 6 mois soit déployée de façon à préparer l'engagement opérationnel qui suivra. L'AFL prendra à sa charge la réalisation des études de faisabilité et/ou de calibrage permettant de faire une proposition pour le contenu des contrats de vente/réservation, appuyés sur des projets immobiliers élaborés en partenariat avec la Ville et Citivia. Citivia veillera à sécuriser la maîtrise complète des biens objets des études et fournira l'ensemble des informations sur les sites à étudier (diagnostics techniques, fiches d'ilots, servitudes,...).

Cette phase d'études permettra de préparer un accord sur un volume global portant sur tout ou partie des adresses visées dans la liste annexée.

Dans les 6 mois suivants, un protocole foncier sera élaboré en partenariat étroit avec la Ville et Citivia pour arrêter les cessions à opérer au bénéfice de l'AFL. Celui-ci sera soumis à approbation des instances décisionnaires respectives de chacune des parties. Ce protocole foncier sera un préalable à la signature de contrats de réservation/vente portant sur les biens retenus.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

- approuve le projet de convention de coopération « Investissement et Mixité » entre la Ville, CITIVIA (SEM et SPL) et l'association Foncière Logement à travers son dispositif « DIGNEO » ;
- charge Madame le Maire ou son Adjoint Délégué de procéder à la signature de ladite convention, ainsi qu'à toute démarche nécessaire à sa mise en œuvre.

PJ : - Projet de convention « Investissement et Mixité »

- Liste des immeubles et terrains proposés présentant un potentiel pour le dispositif « Digneo ».

Modalités d'intervention du dispositif Digneo de l'Association Foncière Logement contribuant à la réalisation de la Stratégie de Lutte contre l'Habitat Indigne



Entre les soussignés :

1 / **La VILLE DE MULHOUSE** collectivité territoriale, personne morale de droit public située dans le département du Haut-Rhin, dont l'adresse est à MULHOUSE (68100), 2 rue Pierre et Marie Curie, identifiée au SIREN sous le numéro 216 802 249.

Ci-après dénommée « La Ville de Mulhouse »

2 / CITIVIA SPL

La Société dénommée **CITIVIA SPL**, Société Publique Locale, Société Anonyme au capital de 3.507.153,97 EUR, dont le siège est à MULHOUSE (68100), 24 rue Carl Hack, identifiée au SIREN sous le numéro 378 749 972 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de MULHOUSE.

3 / CITIVIA SEM

La Société dénommée **CITIVIA SEM**, Société d'Economie Mixte, au capital de 3.511 575,53 EUR, dont le siège est à MULHOUSE (68100), 24 rue Carl Hack, identifiée au SIREN sous le numéro 378 749 972 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de MULHOUSE.

Représentée Par Madame Agnès PEREZ, agissant en qualité de Directrice Générale dûment autorisée à signer la présente convention ,

Ci-après dénommées « le Groupe Citivia » ou « l'opérateur »,

4 / L'Association dénommée Association Foncière Logement, à travers son dispositif « Foncière Logement – Digneo », association déclarée régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 modifiée dont le siège social est à Paris, représentée par Monsieur Yanick le Meur, agissant en

qualité de Directeur Général, aux termes des pouvoirs qui lui ont été conférés aux termes de la décision du conseil d'administration tenu le (à compléter),

Ci-après dénommée « la Foncière Logement », « AFL » ou « Foncière Logement – Digneo »

2

Préambule

La Ville de MULHOUSE s'est engagée au début des années 2000 dans un vaste projet de renouvellement urbain notamment des quartiers péricentraux Briand-Franklin, Vauban-Neppert, par le biais d'un GPV, dans un premier temps (Grand Projet de Ville) puis avec le soutien du premier programme de l'ANRU en 2006.

Ces quartiers inscrits en Politique de la Ville en tant que quartiers prioritaires ont ainsi pu bénéficier de moyens financiers permettant la réalisation d'actions et d'opérations de façon concentrée, créant des effets leviers et suscitant la mobilisation de promoteurs, d'investisseurs, de propriétaires d'immeubles... autant de partenaires contribuant au renouvellement de ces quartiers et à l'amélioration de la qualité de vie. La Ville de Mulhouse, pour sa part a financé les interventions sur les espaces publics créés ou rénovés, co-financé les travaux de rénovation de logements, réalisés des équipements... Ces premières actions d'envergure ont déjà permis de rénover près de 3600 logements.

La Ville de Mulhouse a complété ce projet d'envergure, en lançant en 2008 le projet de Mulhouse Grand Centre (MGC) pour traiter de la dynamique du centre-ville en matière de commerces et services, de qualité des espaces publics, de design urbain et de signalétique et en mettant sur le marché une offre résidentielle différenciée afin d'assurer une plus grande mixité de CSP en centre-ville.

Un nouveau projet a été lancé en 2019 par la Ville de Mulhouse sur les secteurs Fonderie, Vauban -Neppert et Briand-Franklin afin de poursuivre leur transformation en agissant sur : la réhabilitation et restauration de l'habitat ancien privé, le traitement des îlots dégradés, l'amélioration du cadre de vie par la requalification et création d'espaces publics.

Plus spécifiquement, les objectifs poursuivis doivent permettre de répondre à :

- une stratégie de montée en gamme de l'habitat (rénovation énergétique, lutte contre la vacance, diversification du peuplement, habitat plus attractif et qualitatif pour les familles) ;
- une requalification, restructuration des espaces publics et une amélioration du maillage interne, des liens vers le centre-ville, le Tram et la Gare notamment pour le secteur Fonderie.

3

Article 1 : Objet de la convention

Foncière Logement – Digneo, en tant qu'investisseur immobilier d'intérêt général, la Ville de Mulhouse ainsi que le groupe CITIVIA, sont fortement engagées dans la lutte contre l'habitat indigne.

La présente convention vient consacrer l'engagement commun des parties et leur collaboration dans l'étude d'opérations de recyclage d'habitat (très) dégradé, voire indigne.

Article 2 : les enjeux de l'habitat indigne sur le territoire de la ville de MULHOUSE territoire d'intervention du groupe CITIVIA

La présente convention de coopération participe de la politique de l'habitat de l'opérateur et de la collectivité par la conclusion de partenariats innovants pour lutter contre l'habitat indigne.

Article 3 : Foncière Logement - DIGNEO, un dispositif immobilier de transformation de l'habitat indigne

Depuis sa création, Foncière Logement agit au sein du groupe Action Logement pour procurer des logements locatifs aux salariés du secteur privé tout en contribuant à la mixité sociale des villes et quartiers.

En avril 2019, dans le cadre de la convention relative au Plan d'Investissement Volontaire d'Action Logement, l'association Foncière Logement s'est engagée à participer à la lutte contre l'habitat indigne ou insalubre, avec le soutien de l'État. À l'horizon 2023, elle investira 400 M€ de ressources Action Logement, dans l'acquisition et la réhabilitation ou la production en neuf d'environ 4 000 logements en résorption d'habitats dégradés, indignes, insalubres ou en péril dans les centres-villes.

1. Un outil au service de l'intérêt général

En 2020, la France compte plus de 420 000 logements potentiellement indignes, selon le ministère du Logement. Face à la tragédie humaine et au scandale économique et social de l'habitat indigne, Foncière Logement - Digneo mobilise son expérience et son modèle économique au service des Villes, des intercommunalités et de leurs partenaires opérationnels pour venir stabiliser et compléter l'action publique.

Avec 37 600 logements produits depuis 2003, l'association à but non lucratif Foncière Logement s'est affirmée en tant qu'investisseur et opérateur au cœur des villes et des quartiers. Elle a ainsi créé dans les zones les plus tendues une offre de logement de qualité architecturale et environnementale, adaptée aux besoins des salariés quel que soit leur niveau de revenu.

Forte de cette expérience, d'un mode d'action agile et d'un modèle économique solide, Foncière Logement peut aujourd'hui mobiliser **Digneo** aux côtés des villes, intercommunalités et territoires engagés dans la gestion de crise de l'habitat indigne.

Foncière Logement - Digneo a pour mission de participer à la résorption de l'habitat indigne en réalisant et en gérant des logements de qualité pour les salariés. Elle agit dans les zones tendues où la demande croissante des salariés se heurte à une offre de logements dégradés et/ou proposée par des propriétaires qui peuvent être peu scrupuleux voire délictueux.

Foncière Logement - Digneo sauvegarde des patrimoines urbains et architecturaux, lutte contre l'étalement urbain et participe à l'objectif de Zéro Artificialisation Nette en redonnant une nouvelle attractivité aux centres-villes. Elle produit ainsi des logements adaptés aux besoins

4

153

des salariés et des entreprises, en termes de surfaces, d'équipements et de loyers, allant du locatif conventionné (niveaux de loyer du PLUS au PLS) au libre abordable (voir annexe 1) et s'engage sur leur qualité et leur faible impact environnemental. Foncière Logement - Digneo stabilise la vie technique et sociale des immeubles dans le temps. Elle sécurise aussi l'avenir des salariés puisque le patrimoine contribue au financement des caisses de retraite Agirc-Arrco, auxquelles il pourra être transféré gratuitement la part qui ne sera pas vendue à terme.

2. Une offre de service aux collectivités adaptée au besoin en logement des salariés

L'intervention de Foncière Logement - Digneo relève d'une approche originale adaptée aux différents contextes locaux. A la fois investisseur immobilier engagé pour la résorption de l'habitat indigne et gestionnaire des logements produits à destination des salariés du secteur privé, Foncière Logement - Digneo recherchera avec la collectivité les conditions d'un projet immobilier emportant l'adhésion des partenaires sur les formes urbaines et les programmes développés.

Acteur immobilier atypique et innovant, Foncière Logement - Digneo propose aux collectivités un diagnostic et des solutions opérationnelles au cas par cas, s'engageant avec elles de façon ouverte sur un programme immobilier diversifié porteur de mixité (réhabilitation, restructuration et démolition-reconstruction). Le modèle d'intervention proposera de valoriser, après fiabilisation des coûts de travaux et un processus d'échanges avec les élus locaux, un niveau d'acquisition des immeubles et parcelles préalablement maîtrisés par la puissance publique. Cette valorisation permettra de réduire les freins à l'action compte tenu du coût du recyclage foncier et ainsi de sécuriser les outils déployés par les collectivités (dispositifs RHI, THIORI, OPAH-RU, PNRQAD, etc.).

L'investissement Foncière Logement - Digneo vise la réintroduction de la mixité sociale et l'accès aux quartiers centraux à des populations qui ont pu en être écartées (famille, jeunes ménages, ...). Les logements produits seront répartis selon une proportion prépondérante de logements locatifs libres au loyer pouvant être décoté par rapport à la valeur de marché et jusqu'à 25% de logements conventionnés à niveaux de loyer du PLUS au PLS pour maintenir un accès aux logements en zones tendues aux ménages les plus fragiles.

Afin de reconstituer des ressources d'investissement et d'assurer l'équilibre financier de son intervention, Foncière Logement - Digneo pourra céder à l'unité jusqu'à 50% du parc produit à partir de la 10^{ème} année à un rythme d'écoulement faible et maîtrisé. Cette cession pourra intervenir à la libération du logement par le locataire ou en proposant la vente aux locataires en place. La limitation à 50% de revente permet à Foncière Logement - Digneo de rester en maîtrise du fonctionnement social et technique des immeubles tout en générant une ressource contribuant à son équilibre économique d'ensemble.

La mobilisation des ressources Action Logement pour le financement de ces opérations constitue de nombreux avantages pour les partenaires de Foncière Logement - Digneo :

- Avoir des échanges ouverts sur les coûts de possession, les coûts de travaux et les niveaux de cessions foncières envisageables.
- Définir l'objectif de mixité sociale de façon adaptée à chaque contexte urbain dans le cadre d'un équilibre économique partagé
- Développer un patrimoine immobilier Foncière Logement à la qualité reconnue
- Tisser une relation de confiance permettant de procéder à un préfinancement amont important des opérations de maîtrise foncière des collectivités locales mobilisées dans la gestion de crise du logement indigne.

L'intervention de Foncière Logement - Digneo est complémentaire à celle des opérateurs privés et des bailleurs sociaux intervenant sur le territoire et répond de manière spécifique à des besoins locaux sur un segment particulier mais indispensable de l'offre immobilière. L'offre déployée par Foncière Logement - Digneo est :

5

Les parties aux présentes s'engagent à étudier toutes solutions nécessaires pour sécuriser ces sujets, en vue de la formalisation d'un protocole foncier sur les projets présentés en **annexe n°2**, notamment à partir des problématiques rencontrées par la transformation de logements dégradés dans d'autres opérations.

Citivia s'engage à examiner toutes les solutions envisageables et à en faire un retour, en toute transparence. Foncière Logement - Digneo s'engage à alerter et à être force de proposition. Les parties conviennent de se tenir mutuellement informées des difficultés rencontrées.

D'autre part, Foncière Logement - Digneo se donne pour objectif d'accélérer et de faciliter la mise en œuvre de la stratégie des Collectivités et de leurs opérateurs en diminuant le plus possible la charge publique résiduelle. La contribution de la Foncière Logement au déficit foncier après prise en compte des subventions, le cas échéant, dépendra du coût de revient des immeubles (restructuration, construction, etc.) et des possibilités de valorisation (loyer et cessions).

Un préfinancement du coût d'acquisition des terrains et/ou immeubles pourra être versé à la collectivité ou à ses opérateurs spécialement missionnés sous réserve de la signature d'un protocole d'accord foncier et de la garantie par la collectivité et/ou Citivia, le cas échéant, de l'avancement opérationnel probant de la maîtrise publique totale des sites et de leur libération de tout occupant.

Article 5 : Déploiement de Foncière Logement - Digneo sur la résorption d'un stock potentiel de 7 adresses

Considérant les actions engagées par la collectivité et Citivia sur la résorption de l'habitat indigne, relayées le cas échéant par ses opérateurs de recyclage foncier, les parties conviennent que Foncière Logement - Digneo sera mobilisé pour étudier la possibilité de transformer 7 adresses ou groupement d'adresses (annexe 2 : liste d'immeubles soumis à l'étude de Foncière Logement - Digneo).

Foncière Logement - Digneo prendra à sa charge la réalisation des études de faisabilité et/ou de calibrage permettant de faire une proposition pour le contenu des contrats de vente/réservation, appuyés sur des projets immobiliers élaborés en partenariat étroit avec la collectivité et Citivia.

Citivia s'engage à faire ses meilleurs efforts pour sécuriser la maîtrise complète des biens objets des études. Elle donnera la priorité d'intervention à Foncière Logement - Digneo.

Foncière Logement - Digneo s'engage à produire les études de faisabilité dans un délai de 3 à 6 mois après signature des présentes et transmission par Citivia de l'ensemble des informations sur les sites à étudier nécessaires aux études (diagnostics techniques, fiches d'ilot, servitudes, maîtrise publique, ...) afin de créer les conditions d'un accord sur un volume global portant sur tout ou partie des 7 adresses ou groupements d'adresses visés ci-avant. Les parties conviennent de circonscrire à une durée de 6 mois à partir du rendu des études de faisabilité le temps nécessaire pour convenir des termes du protocole foncier soumis à approbation des instances décisionnaires respectives.

Ce protocole foncier sera un préalable à la signature de contrats de réservation/VEFA/VIR portant sur les biens.

7

- Souple car elle permet de combiner un ensemble de produits très diversifié (du logement conventionné, dont une présentation détaillée est inscrite à l'annexe 1, au locatif libre dans le même immeuble) au profit des salariés des zones d'emploi proches
- Durable et sécurisée puisqu'au moins 50% des logements resteront maîtrisés à terme par la Foncière Logement
- Maîtrisée car les investissements sont financés à 100% par Action Logement et prêts bancaires, sans financement de l'Etat et sans garantie à apporter par les collectivités locales,
- Sécurisée car le savoir-faire opérationnel d'investisseur et de gestionnaire de Foncière Logement est éprouvé,
- Performante car elle participe à la résorption du déficit financier lié au portage foncier.

Article 4 : Le partenariat Ville de Mulhouse CITIVIA - Foncière Logement - Digneo sur l'habitat indigne

Foncière Logement - Digneo accompagne les collectivités et leurs opérateurs dans l'aboutissement des opérations de résorption d'habitat indigne en assurant une sortie opérationnelle consistant en un projet immobilier de qualité adapté aux spécificités urbaines architecturales et aux objectifs d'habitat locaux (PLH).

Foncière Logement - Digneo a vocation à acquérir préférentiellement des immeubles et parcelles libérés de toute occupation et totalement maîtrisés par la puissance publique et/ou par les opérateurs fonciers et/ou immobiliers qu'elle aura déployés.

Pour chaque liste d'immeubles (paniers), une phase d'études est déployée de façon à préparer un engagement opérationnel à concrétiser au sein de protocoles d'accord fonciers. Cette phase d'étude a pour objectif :

- La réalisation d'études de faisabilité et/ou de calibrage ainsi que précisé à l'article 4,
- L'examen des sujets transversaux identifiés ci-dessous (dans l'objectif de les mettre sous contrôle en phase opérationnelle) :
- Validation des produits de sortie : typologie des biens et statut : logements locatifs conventionnés (produit Foncière Logement sans contingent, hors DALO), libres ou intermédiaire,
- Avancement, le cas échéant, des procédures relatives à l'acquisition publique des biens, notamment via la mise en œuvre de DUP comprenant les éventuelles évictions commerciales et identification des motivations juridiques idoines à déployer en cas de DUP ou de préemption,
- Avancement, le cas échéant, des procédures de libération des lieux (relogement, évacuation, ...)
- Valorisation du coût d'acquisition des immeubles et des terrains par France Domaine
- Evaluation des surcoûts techniques liés aux prescriptions de l'ABF ou situation particulière (risque sismique, PPRI, immeubles adjacents à sécuriser, archéologie, dépollution, problématiques géotechniques, ...).

6

Les Parties conviennent de se réunir autant de fois que nécessaire pour évoquer tous les sujets permettant un accord formalisé par un protocole foncier et au minimum une fois par semestre pendant toute la durée de la convention.

Article 6 : éligibilité

L'Association Foncière Logement est régie par son objet social défini dans l'article L313-34 du code de la construction et de l'habitation. Pour être éligibles au dispositif Digne les biens doivent :

- faisant l'objet d'un arrêté de police administrative relevant de l'article L511-2 du code de la construction et de l'habitation tel qu'inscrit au sein de l'ordonnance du 16 septembre 2020.
- être situés dans un îlot ou un ensemble cohérent d'îlots comprenant un immeuble faisant l'objet d'un arrêté de police administrative.
- être situés dans les quartiers faisant l'objet d'opérations de rénovation urbaine

Ainsi Foncière Logement - Digneo peut intervenir au sein d'îlots urbains où un immeuble ou un foncier nu ou un groupe d'immeuble est ou a été caractérisé par :

- « Les risques présentés par les murs, bâtiments ou édifices quelconques qui n'offrent pas les garanties de solidité nécessaires au maintien de la sécurité des occupants et des tiers ;
- Le fonctionnement défectueux ou le défaut d'entretien des équipements communs d'un immeuble collectif à usage principal d'habitation, lorsqu'il est de nature à créer des risques sérieux pour la sécurité des occupants ou des tiers ou à compromettre gravement leurs conditions d'habitation ou d'utilisation ;
- L'entreposage, dans un local attenant ou compris dans un immeuble collectif à usage principal d'habitation, de matières explosives ou inflammables, lorsqu'il est en infraction avec les règles de sécurité applicables ou de nature à créer des risques sérieux pour la sécurité des occupants ou des tiers ;
- L'insalubrité, telle qu'elle est définie aux articles L. 1331-22 et L. 1331-23 du Code de la santé publique. ».

Article 7 : Déploiement de Digneo sur des adresses complémentaires

Si les parties en conviennent, la liste des adresses du premier déploiement de Digneo (article 4) pourra être complétée pour procéder à l'étude de la transformation d'adresses complémentaires dont le contenu sera à définir entre les parties.

La saisine de Foncière Logement - Digneo sur un panier constitué sur le territoire de la collectivité se fera par mail à l'attention de Marien Billard, Directeur du Développement à Foncière Logement : mbillard@foncierelogement.com.

Article 8 : Durée de la convention

La durée de la convention est fixée à 2 ans à compter de la signature des Présentes.

Une prorogation par avenant pourra être convenue par les parties.

8

Article 9 : Avenants

Les parties sont convenues d'examiner, sur simple demande de la partie diligente, les propositions d'avenant visant à étendre, compléter ou préciser les termes des présentes.

Article 10 : Conditions de résiliation

En cas de non-respect des obligations et engagements d'une des parties signataires, ladite convention peut être résiliée. Cette résiliation ne pourra intervenir qu'après information préalable auprès des parties concernées et ce, par lettre recommandée.

Pour la Ville de Mulhouse
Pour le Groupe Citivia
Pour Foncière Logement - Digneo

Annexe 1 – Présentation détaillée de l'offre de la Foncière Logement**1. Les programmes de logements privés conventionnés****A. Les logements privés à loyer conventionné (hors LLI)**

La détermination des loyers conventionnés répond à des règles de fixation précises et réglementaires :

- Selon la zone d'implantation du programme est appliqué à la surface utile modulée (surface habitable + 1/2 surface des annexes) de chaque logement un loyer au m² déterminé réglementairement.
- Ce loyer théorique maximum est actualisé annuellement ce qui permet de fixer le loyer de chaque appartement venant en relocation.
- La règle dite des 3 tiers impose pour tout programme une convention signée avec l'Etat qui répartit la totalité des logements afin qu'ils puissent être divisés en trois catégories :
 - 1/3 de logements au moins à attribuer à des ménages dont les ressources n'excèdent pas 60% des plafonds PLUS se voient appliquer des loyers PLUS,
 - 1/3 de logements à attribuer à des ménages dont les ressources sont comprises entre 60% et 100% du plafond PLUS. Un loyer progressif allant du PLUS au PLS sera calculé en fonction des revenus des locataires.
 - Le dernier 1/3 au plus à des ménages dont les ressources excèdent les plafonds fixés dans la limite des plafonds PLS (130% des plafonds PLUS avec application du loyer PLS).

Au fur et à mesure des congés notre outil informatique attribue une catégorie au logement à louer de façon à conserver l'équilibre des 3 tiers.

B. L'évolution des loyers conventionnés

Les loyers des locataires en place sont révisés chaque année à la date anniversaire du bail en fonction de l'IRL du trimestre de référence, mais ils ne doivent pas dépasser les loyers plafonds de la convention APL elle-même révisée annuellement ou des niveaux de loyer LLI.

2. Les programmes de logements locatifs libres**A. La fixation des loyers libres**

Les loyers sont fixés librement par la Foncière Logement en fonction du quartier et de la typologie du logement même si en général ces logements ont une surface et des prestations plus importantes et qualitatives que les logements privés de l'environnement immédiat. Les loyers sont fixés au regard des éléments de marché et peuvent être légèrement décotés selon le niveau de la demande et des tensions constatées.

B. L'évolution des loyers

Les loyers des locataires en place sont révisés annuellement à la date anniversaire du bail selon l'IRL.

3. La commercialisation et le placement

La commercialisation est du ressort principal d'Action Logement. Afin d'assurer des niveaux d'écoulement soutenable, la Foncière Logement mobilise aussi le gestionnaire de l'immeuble et des commercialisateurs locaux. En fonction des résultats et en cours de commercialisation, tous les critères de sélection seront adaptés.

Pour suivre, piloter et adapter si nécessaire, la commercialisation se fait au travers d'un outil du système informatique spécifique (portail de gestion en communauté).

4. Les règles d'affectation des logements

- Les logements sont destinés prioritairement aux salariés des entreprises d'au moins 10 salariés et retraités depuis moins de 5 ans du secteur privé non agricole.
- L'éligibilité est basée sur les RFR N-2 et le type d'occupation.
- L'affectation doit respecter les taux d'effort suivant :
 - Pour les logements conventionnés, un taux d'effort inférieur ou égal à 35 %
 - Pour les logements libres, un taux d'effort inférieur ou égal à 30 %
- Le reste pour vivre doit être supérieur ou égal à 21,50 € par unité de consommation par jour
- La Garantie Visale est demandée dès que les conditions d'obtention sont remplies

5. La gestion locative

La Foncière Logement a confié la gestion de ses logements à des administrateurs de biens locaux (ADB). Ils sont choisis dans la France entière sur appels d'offres, une à deux fois par an. Leurs missions incluent des activités traditionnelles de gestion (location, entretien...), ainsi que la prise de possession des immeubles. Pour ce faire, ils sont désignés en amont et sont mobilisés quelques mois avant la date de livraison. Ils contribuent à la définition fine et précise de la politique commerciale.

Un portail informatique a été développé pour consolider toutes les informations et permet d'homogénéiser les procédures des ADB et de mesurer leur efficacité.

Pour les programmes en copropriété nos gestionnaires sont membres du conseil syndical quand il existe dès que la Foncière Logement détient plus de 20% de la copropriété et assistent aux assemblées générales après avoir recueilli notre accord formel sur les décisions à prendre.

La location des commerces du parc est supervisée en direct par la Foncière Logement qui conclut des mandats de location, et parfois de vente, avec des commercialisateurs localement bien implantés. Les prix de location ou de vente sont déterminés après expertise. Les rez-de-chaussée peuvent être affectés dès la définition du programme à des équipements publics (crèche, halte-garderie, PMI, etc.), des commerces de tout type, ou des services privés (espace de co-working par exemple).

Un responsable de gestion au siège est affecté à chaque grande métropole pour piloter l'ensemble de l'activité de nos administrateurs de biens, en assurer la cohérence et produire en lien avec les territoires les arbitrages nécessaires.

6. L'audit des gestionnaires

20% des administrateurs de biens et 10% du patrimoine est audité chaque année par une équipe spécifique de la Foncière Logement avec pour objectifs d'aider au choix des gestionnaires et d'obtenir une vision exhaustive de tous les aspects de l'activité des mandataires et contribuer à l'amélioration de la gestion du parc AFL. La piste d'audit en plus de mesurer la qualité et le niveau de satisfaction de la gestion immobilière, permet aussi d'avoir un retour critique de la vie du patrimoine et de proposer des adaptations si nécessaires.

Le processus des audits a été certifié par l'IFACI (organisme de contrôle et d'agrément reconnu en matière d'audit interne).

7. La livraison des programmes

Les programmes sont acquis après signature d'un CPI, d'un contrat de conception-réalisation, ou d'une VEFA. La livraison est suivie directement par nos services et sur place au quotidien

par nos ADB, épaulés par des assistants à la livraison (Socotec ou Véritas) sélectionnés par nos soins. Des interlocuteurs dédiés seront désignés au sein de la Foncière Logement pour toutes les phases d'étude et de production des logements (réhabilitation et construction neuve) pour assurer le lien avec les collectivités et les partenaires des projets.

Le suivi des garanties de parfait achèvement, biennales, et décennales est fait par nos ADB sous le contrôle d'une responsable des sinistres interne.

8. Le plan de travaux GE/GR

Un plan pluriannuel de gros entretien/gros travaux pour l'ensemble du patrimoine de la Foncière Logement est en place et organisé aux moyens d'appels d'offres à marchés subséquents organisés régionalement. Le modèle d'exploitation de son parc par la Foncière Logement est fondé sur la constitution d'une réserve de financement affectée à l'entretien du parc. La stratégie d'entretien renforcé et d'amélioration du parc est donc fondée sur une ressource réelle et disponible.

9. La vente de logements

La vente est organisée elle aussi sur le principe de l'externalisation pour mobiliser localement les meilleurs savoir-faire disponibles.

- Les partenaires (commercialisateurs, géomètre, diagnostiqueur, notaire, expert immobilier) ont tous été sélectionnés par appels d'offres.
- Les commercialisateurs sont des professionnels de la vente au locataire occupant qui nécessite une procédure particulière (enquête de pré-commercialisation préalable à la mise en commercialisation, rencontres individuelles des locataires, contact privilégié).
- Les locataires occupants bénéficient d'avantages proposés par Foncière Logement :
 - o L'accès au prêt bonifié du groupe Action Logement (soumis à conditions).
 - o Pas de versement de dépôt de garantie à la vente
 - o Pas de remboursement du prorata de la taxe foncière l'année de l'achat
 - o Le bénéfice d'une garantie revente offerte par la Foncière Logement qui leur permet de couvrir tout ou partie de la moins-value en cas de vente dans les 5 ans suivant l'achat.
 - o L'accompagnement de l'accédant depuis l'offre d'achat jusqu'à la signature de l'acte.

Les grilles de prix sont définies sur la base d'un prix du marché et définies après expertise immobilière réalisée par un expert indépendant.

La mise en vente de logements prévoit la concertation systématique et préalable de la collectivité.

Annexe 2 : Intervention de Digneo – Foncière Logement sur X adresses

Liste des adresses versées à l'étude : adresse / propriétaire / présence d'arrêté de police administrative (arrêté de péril ou procédure d'insalubrité)

PROJET

LISTE DIGNEO ACTUALISEE

	ADRESSE	Quartier	SURFACE au SOL	Surface habitable existante	propriété	prix de cession	NATURE	Nombre de logements
IMMEUBLES	31 Rue des Vergers	QPV Vauban Neppert	01a24ca	300 m²	Ville	238 000,00	Immeuble à usage mixte professionnel et d'habitation d'une surface habitable	3 logements
	24 Rue d'Illzach		02a25ca	-				
	26 Rue d'Illzach		03a14ca	-	Ville	67 000,00	Maisons en très mauvais état	Démolition reconstruction- 500 m² SDP potentiel-10 logements
	47 rue du Manège	QPV FONDERIE	01a 60ca	261 m²	CITIVIA	110 000,00	immeuble ORI	4 logements
	58 rue du Manège		0a95 ca	340 m²	CITIVIA	120 000,00	immeuble ORI	4 logements
	34 rue Huguenin		1a 74ca	264 m²	CITIVIA	66 000,00	immeuble à réhabiliter	2 logements
	Neppert Lots N 5-6	ZAC -QPV Vauban Neppert	25a30ca	-	Ville	543 000,00	terrain en ZAC	21 maisons de Ville 2023 m² SDP
TERRAIN								

17/10/2023

Mme le Maire : Nous passons à la délibération 1007. Il s'agit du PRU, de la stratégie habitat, la convention de coopération avec Digneo. Vous le savez, nous sommes plus que jamais mobilisés dans la lutte contre l'habitat indigne, je n'en dirai pas plus. Pas d'attractivité résidentielle possible dans une action offensive sur cette question à travers le dispositif Digneo déployé par la partie foncière logement sur groupe Action logement. Nous nous dotons d'un outil supplémentaire pour traiter les poches d'habitats privés dégradés en réalisant des programmes de logement attractif. Je laisse immédiatement la parole à Alain COUCHOT.

M. COUCHOT : Merci, Mme le Maire. Digneo est une association à but non lucratif, investie d'une mission d'intérêt général et membre du groupe Action logement qui est le premier financeur du renouvellement urbain. Elle déploie une offre de logements locatifs cohérente avec la stratégie de la collectivité. L'objectif est de mettre une offre d'investissement au service de la réception de l'habitat indigne et de la reconquête des centres urbains dégradés, en contribuant à diversifier l'offre d'habitat.

L'objet de cette délibération est d'autoriser la mise en œuvre d'une étude de faisabilité pour une intervention de Digneo sur un premier panier de sept adresses, comportant des réhabilitations et des constructions neuves. Elle offre un potentiel pour la création de 44 logements environ, 13 réhabilitations et 10 constructions neuves après démolition et 21 constructions neuves. La présence de réhabilitations et de programmes neufs est nécessaire pour un équilibre global de l'opération.

Après étude, les adresses dont la faisabilité aura été confirmée donneront lieu à une rédaction de protocole foncier, dont les termes seront soumis à l'avis du Conseil avant signature. Cette opération vient en complément du programme du renouvellement urbain en accélérant la lutte contre l'habitat indigne. Elle illustre la volonté du maire et de son équipe de s'engager de façon volontariste sur ce sujet. L'action du Maire se poursuit désormais au niveau national puisque les propositions qu'elle a faites avec son collègue de Saint-Denis sont d'ores et déjà traduites dans un projet de loi qui a été présenté en conseil des ministres mardi dernier, pour lequel ils ont, l'un et l'autre, ont été auditionnés hier par la commission des affaires économiques du Sénat. Ce projet de loi sera discuté dès le 11 janvier au Parlement. Il permettra de réelles avancées sur cette grande cause nationale.

Mme le Maire : Mme PAUGAM a demandé la parole.

Mme PAUGAM : Oui, je vous remercie. Une question : quand on regarde un peu plus dans le détail la délibération, si je ne me trompe pas, il y a la moitié des logements qui sont prévus dans ce dispositif qui sont de la construction neuve. Ils s'intègrent donc dans un dispositif qui a vocation de faire de la rénovation d'habitat indigne. Du coup, comment ça s'intègre dans cette stratégie globale de rénovation puisqu'effectivement, le but, c'est quand même de rénover ? En fait, ça vient en lieu et place de logements indignes, mais non rénovables qui du coup vont être démolis ? En gros, ma question tournait autour de ça. Plus largement, en termes finalement de questions de densification des logements dans la ville. Comment tout ça s'équilibre vis-à-vis aussi de la place qu'il faut laisser sur les

espaces non bâtis pour espérer aussi que ces nouveaux logements puissent bénéficier d'espaces qui ne sont pas exposés à des îlots de chaleur ?

Je vous remercie par avance sur la précision que vous pourriez m'apporter sur cette vision globale de ce qui va être construit et/ou démoli. Merci.

Mme le Maire : Je vais donner la parole à M. COUCHOT.

M. COUCHOT : S'agissant de la construction neuve, j'espérais avoir anticipé votre question, mais je vais essayer de préciser ma réponse. Il s'agit d'une opération globale. Action Logement injecte une partie de fonds propres dans le dispositif, mais néanmoins elle ne peut pas être totalement déficitaire. Il y a donc une partie de rénovation et d'amélioration d'habitats indignes et une partie de construction neuves ce qui permet d'avoir un équilibre global de l'opération de manière à ce que, comme on le verra par exemple pour les CRAC, ce ne soit pas la collectivité de l'abonder sur l'opération, mais que l'opération dans son ensemble soit équilibrée. Sur la nécessité de densification, vous le savez, on navigue en permanence entre deux contraintes : celle de répondre aux exigences du zéro artificialisation nette et de maintenir des îlots de chaleur, c'était bien évidemment au niveau global de la ville que ça se passe et également quartier par quartier, mais il ne s'agit pas pour nous de densifier à tout prix, essayer de préserver cet équilibre. J'ajoute que la parcelle la plus importante sur laquelle est prévue une construction qui est située sur l'emplacement de l'ancienne mosquée Neppert faisait d'ores et déjà l'objet d'un permis de construire. Il se trouve que le promoteur a interrompu son activité, donc c'est la reprise d'un permis de construire existant. On ne récrée pas de la densification davantage que ce qui existait auparavant.

Mme le Maire : Merci pour ces précisions. On va passer cette délibération au vote. Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

Pour : 39+3

Groupe majoritaire : 28 + 2 procurations

Groupe Mulhouse Cause Commune : 5

Groupe M Mulhouse : 2 + 1 procuration

Non-inscrits dans un groupe : 4

Ne prennent pas part au vote :

Mme LUTZ, M. BOUILLE, M. COLOM, Mme BONI DA SILVA, M. COUCHOT, Mme MOTTE, Mme EL HAJJAJI et M. NICOLAS (représenté par M. COLOM) et Mme HOTTINGER.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

13° ASSOCIATION D'AIDE AUX FAMILLES : SUBVENTION 2023 – PHASE 3 (1100/7.5.6/1082)

Dans le cadre de sa politique en direction des familles, la Ville de Mulhouse soutient chaque année des associations qui s'engagent aux côtés des familles. Par leur action, elles contribuent à améliorer la situation des foyers en situation de fragilité.

Après une première phase de subvention votée au Conseil Municipal du 22 juin, une seconde phase de subvention votée le 29 septembre, cette troisième phase propose l'attribution d'une subvention à l'association Espaces de Projets D'Insertion Cuisine et Santé (EPICES).

L'association propose de s'appuyer sur la cuisine pour créer du lien entre l'école, les familles et leurs enfants ou encore pour développer des leviers d'insertion socio-professionnel.

EPICES permet à des élèves de maternelles et de primaires (Seillier, Brossolette, Pergaud, ...), à des collégiens (Kennedy, Wolf,...) de participer avec leurs parents à des ateliers d'éducation au goût et à la santé : sorties au marché pour mieux connaître les fruits et les légumes, apprentissage du choix des produits (intégration de la notion de saisonnalité), gestion d'un budget familial pour le poste alimentaire, découverte de l'environnement, jeux d'éducation sensorielle et interventions d'une diététicienne sur plusieurs séances. Des femmes accompagnées dans le cadre d'actions de soutien à la parentalité portées par le Centre Communal d'Action Sociale de Mulhouse du secteur Centre notamment ont également pu bénéficier de tels ateliers.

Il est proposé de lui attribuer une subvention exceptionnelle de **4 900 €**.

BENEFICIAIRE	Montant 20 23
EPICES	4 900 €

Les crédits nécessaires sont disponibles au budget 2023

Chapitre 65 - article 65748 - fonction 4212

Service gestionnaire et utilisateur 113 – Familles et Parentalité

Ligne de Crédit n° 4589 « Subvention de fonctionnement associations aide à la famille »

L'attribution et le versement des subventions votées dans le cadre de la présente délibération sont conditionnés au respect par le bénéficiaire des principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain annexé au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve la proposition d'attribution de subvention de fonctionnement d'un montant de 4 900 € à l'association Epices,
- charge Madame le Maire ou son représentant de signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

Mme le Maire : Nous passons à la délibération 1082, l'association d'aide aux familles. La présente délibération est la relative à la troisième phase de subvention dans le cadre de nos politiques publiques en faveur des familles. Chaque année, nous soutenons des associations qui s'engagent aux côtés des familles et qui par leur action contribuent à améliorer la situation des foyers en situation de fragilité.

Je propose à Alfred OBERLIN de nous présenter les deux délibérations 1082 et 1062 puis nous reviendrons en arrière pour passer ces délibérations au vote. A toi, Alfred.

M. OBERLIN : Merci, Mme le Maire. Les projets des deux délibérations sont axés sur le développement personnel des enfants mulhousiens, la parentalité et le lien intergénérationnel qui sont indissociables.

Le premier projet, la délibération n° 1082, concerne la parentalité pour laquelle l'association Espaces de Projets D'Insertion Cuisine et Santé (EPICES) est devenue un partenaire très important. Cuisiner est l'occasion d'échanger entre enfants et parents en favorisant la transmission, la socialisation, l'éducation, l'estime de soi et la confiance en l'autre. Il s'agit d'enfants de maternelle, de primaire et de collégiens qui, dans cette action, sont accompagnés par leurs parents. EPICES œuvre par ailleurs dans d'autres projets où les enfants scolarisés avec leurs camarades de classe sont concernés et viennent donc sans les parents. Le local, avenue Kennedy, est également un lieu de rencontres des mamans accompagnées dans le cadre de soutien à la parentalité porté par le CCAS. Il est proposé d'attribuer une subvention exceptionnelle de 4 900 € à l'association EPICES pour cette action.

Mme le Maire : Merci pour cette présentation. Je n'ai pas de demande de parole. Donc, je propose de passer la délibération d'abord 1082 au vote. Il s'agit de l'association d'aides aux familles, la subvention 23. Qui est pour ? Qui est contre ? Y a-t-il quelqu'un qui s'abstienne ? Non ? Merci.

Pour : 47 + 4 procurations

Groupe majoritaire : 35 + 3 procurations

Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

Groupe M Mulhouse : 2 + 1 procuration

Non-inscrits dans un groupe : 4

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

14° PROJET EXPERIMENTAL DE CUISINE INTERGENERATIONNELLE : VERSEMENT DE SUBVENTION (1100/7.5.6/1062)

Implantée depuis 2013 à Mulhouse, l'association EPICES, située avenue Kennedy, accueille enfants, jeunes et adultes afin de leur permettre, par le biais d'ateliers cuisine, de prendre soin d'eux, de bien manger et d'améliorer leur confiance en eux et ainsi favoriser une meilleure insertion de tous dans la vie de la cité.

EPICES est conçu comme un lieu d'échange, de partage, d'insertion, mais aussi de formation, d'apprentissage et de transmission.

L'association a souhaité, en 2023, initier un nouveau projet intitulé « La Madeleine de tous » en collaboration avec Amaelles, collectif d'associations d'aide et de soin à la personne.

Ce projet de cuisine expérimentale, implanté au sein de la Maison du Temps Libre (MTL) gérée par l'association APALIB, vise à nouer une complicité intergénérationnelle entre des personnes âgées et des jeunes, pour permettre aux uns de se sentir encore utiles et aux autres de se construire.

Il se déclinera de la manière suivante :

- création/réhabilitation d'une cuisine existante destinée à l'insertion professionnelle de jeunes du territoire mulhousien
- aménagement d'un espace comprenant une cuisine ménagère permettant la mise en œuvre d'ateliers dédiés à la fois à des personnes âgées et à des jeunes et un salon de thé, espace d'application pour les jeunes qui y acquerront, en situation et auprès d'ainés, des notions de service à table et de cuisine.

La Ville de Mulhouse soutient, chaque année, les associations œuvrant dans le champ de l'aide et de l'accompagnement des personnes âgées par l'octroi de subventions de fonctionnement. Ce soutien permet notamment de contribuer à la lutte contre l'isolement des seniors.

Dans ce cadre, il est proposé d'octroyer une subvention exceptionnelle de fonctionnement à Amaelles afin de soutenir le démarrage de cette expérimentation.

Bénéficiaire	Montant 2023
APALIB (AMAEELLES)	15 000 €
TOTAL	15 000 €

Les crédits nécessaires sont disponibles au BP 2023

Chapitre 65 - Article 65748 - Fonction 4238

Service gestionnaire et utilisateur 114 – Santé Séniors et Handicap

Ligne de crédit n° 3675 « Subventions de Fonctionnement aux associations personnes âgées »

L'attribution et le versement de la subvention votée dans le cadre de la présente délibération sont conditionnés au respect par le bénéficiaire des principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain annexé au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve la proposition d'attribution de subvention de fonctionnement
- charge Madame le Maire ou son représentant de signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

M. OBERLIN : Le deuxième projet, la délibération n° 1062 concerne un projet expérimental de cuisine intergénérationnel. Ce projet va se dérouler à la Maison du Temps Libre et associe APALIB, Amaelles et EPICES. Il est joliment nommé « la Madeleine de tous ». C'est un projet unique dans le Grand Est qui s'adresse aux seniors et aux jeunes en décrochage, en créant un lieu de rencontres favorable à l'échange et à l'empathie entre, d'un côté des personnes âgées pour rompre leur isolement et favoriser l'accès à une meilleure alimentation, et de l'autre, des jeunes décrocheurs pour leur permettre de s'épanouir dans un projet d'apprentissage, d'intégrer des codes sociaux, d'adopter une posture professionnelle. C'est aussi pour eux l'occasion de démarrer une formation professionnelle. Il faut noter, c'est important, que ce projet sera coconstruit et présente pour nous une belle action transversale entre personnes âgées et services jeunesse débouchant sur la réinsertion des vulnérables, qu'ils soient jeunes ou seniors. Je remercie mes collègues Aya HIMER, déléguée à la jeunesse et Marie CORNEILLE, vice-présidente du CCAS pour leur présence lors de la présentation de ce projet qui est unique et nécessite d'aménager la Maison du Temps Libre afin de favoriser l'échange, la transmission et la convivialité en un lieu réhabilité. Il est proposé de soutenir APALIB en octroyant une subvention de 15 000 €. Voilà, Mme le Maire, les deux délibérations soulignant le soutien à nos jeunes, nos familles et nos seniors.

Mme le Maire Concernant le projet de délibération 1062, il s'agit du projet expérimental de cuisine intergénérationnel tel que présenté par l'adjoint en charge. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci à vous.

Pour : 46 + 4 procurations

Groupe majoritaire : 34 + 3 procurations

Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

Groupe M Mulhouse : 2 + 1 procuration

Non-inscrits dans un groupe : 4

M.OBERLIN ne prend pas part au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

15° PROJET CULTUREL DE LA VILLE DE MULHOUSE : PRESENTATION (21/8,9/1084)

Premier budget de la collectivité avec près de 26 millions d'euros soit 20 % de son budget de fonctionnement, le développement culturel à Mulhouse constitue une des grandes priorités de l'action municipale.

La nouvelle politique culturelle aujourd'hui engagée s'inscrit dans la continuité des efforts budgétaires des précédentes municipalités, qui ont façonné l'actuel paysage culturel de la ville, avec la création de nombreux équipements culturels structurants de premier plan et labélisés : la Filature l'une des plus grandes scènes nationales, la Haute Ecole des Arts du Rhin (HEAR), l'Orchestre symphonique de Mulhouse (OsM), le Conservatoire à rayonnement départemental, la Kunsthalle, le Noumatrouff.

Si la culture permet le développement et l'épanouissement individuel et collectif des habitants, l'action culturelle est aussi une quête de sens, qui cimenter les relations humaines.

Aussi, notre politique culturelle doit prendre en compte dans son contenu et dans ses finalités les grandes évolutions qui traversent notre société d'une part et les grandes transformations de la Ville portées par l'équipe municipale d'autre part. En d'autres termes, il s'agit à la fois de s'insérer dans les défis environnementaux, énergétiques, sociétaux, mais également de s'inscrire dans toutes les transformations engagées, qui façonnent la Ville de demain. Mulhouse doit être un espace de vie où la démocratie culturelle s'exprime par la participation active des mulhousiens à la culture, à travers des pratiques collectives d'expression, de recherche et de création culturelles conduites par des individus librement associés, dans une perspective d'égalité, d'émancipation et de transformation sociale.

A Mulhouse, plus qu'ailleurs, l'utilité de la culture apparaît clairement dans un environnement marqué par les difficultés sociales et économiques. Rappelons que le taux de pauvreté y est équivalent au double du niveau national.

Pour y répondre, Mulhouse a des atouts :

- foisonnement de l'offre culturelle,
- formations et patrimoines, autant artistiques que scientifiques,
- une présence importante des artistes et des créateurs,
- un dynamisme et une densité du tissu associatif,
- un maillage des acteurs socio-éducatifs, au service des habitants.

Toutefois, nous constatons que les Mulhousiennes et les Mulhousiens participent insuffisamment aux activités culturelles et artistiques proposées, alors que la participation à la culture est un droit.

Il importe ainsi que ce droit devienne une réalité pour chacune et chacun. Notre action de développement doit s'incarner dans l'accroissement et l'intensification de l'exercice des droits culturels par les Mulhousiens et la réduction des inégalités dans l'exercice du droit de participer à la culture.

Pour construire une nouvelle approche, un diagnostic sur la culture à Mulhouse a été établi avec la participation active des habitants et des acteurs culturels dans des ateliers de concertation.

Cette démarche collective a permis de dégager de nouvelles orientations avec comme objectif, un impact solide et durable auprès des habitants qui sont au centre de cette nouvelle politique culturelle. A chaque orientation, correspond un certain nombre d'actions réalisables à court et moyen termes qu'il est possible d'engager sans tarder pour certaines et d'approfondir pour d'autres :

Orientation 1 : L'action culturelle comme moteur des politiques locales et actrice des transformations de la ville en dialogue avec les habitants.

Action 1 : Construire un projet sur les mémoires et leurs résonnances contemporaines en s'appuyant sur un projet phare et porteur de célébration des 800 ans de Mulhouse à engager sur 2024-2025.

Action 2 : Diffuser la culture dans les lieux informels et par des formes singulières en développant le « hors-les murs », « l'aller vers », mais surtout le « **partir de** » qui s'imposent à nous pour trouver les bons leviers de mobilisation et de contribution des mulhousiens à l'activité culturelle proposée. Cela se joue notamment dans le projet structurant de la Bibliothèque de demain qui réinterroge l'affectation des espaces de rencontres et des usages dans lequel devrait s'inscrire le futur grand équipement à vocation sociale et culturelle des Coteaux, qui doit réunir le Centre socio-culturel et la Bibliothèque.

Action 3 : Soutenir les démarches de transition écologique des acteurs culturels dans la mesure où la Ville a une obligation morale de porter et d'accompagner les dynamiques d'évolution et de transformation des pratiques et des manières de « faire de la culture ». C'est un enjeu qui concerne notre rapport au vivant, humain et non humain. Il est essentiel que la ville s'engage dans une approche méthodologique et structurante des changements nécessaires pour les professionnels du secteur culturel.

Orientation 2 : Soutenir les capacités créatives de territoire et maintenir l'excellence artistique, scientifique, technique de l'offre culturelle et le soutien à la fabrique culturelle locale

Action 1 : Favoriser l'interconnaissance entre les acteurs culturels doit permettre de nouer des partenariats de confiance. Annuellement, la Ville organise des Rencontres des acteurs culturels. Ce fut le cas le 14 novembre dernier. Ce type d'événement a démontré sa capacité à faire se rencontrer des univers culturels différents soulignant bien les enjeux aujourd'hui plus prégnants

de recherche de synergies. Afin de créer une véritable dynamique de réseau et de susciter des réflexions et des prises de conscience collectives des acteurs culturels, ces temps consacrés à des rencontres, des conférences, des ateliers de réflexion seront organisés de manière plus fréquente et régulière.

Action 2 : Soutenir la structuration des écosystèmes arts visuels et spectacle vivant renvoie à conforter nos filières d'excellence pour lesquelles la Ville de Mulhouse bénéficie de labels nationaux. Cela emporte la démarche de labellisation de notre Orchestre symphonique Mulhousien déjà engagée, mais également les potentialités de classement de notre Conservatoire de musique à un niveau supérieur (Conservatoire à rayonnement régional - CRR). En matière d'arts visuels, la mise en place, à terme, d'un Pôle d'Arts visuels sur le site de DMC autour des acteurs tels que MOTOCO et la Kunsthalle apparaît comme pertinent s'il se connecte avec le projet de relocalisation du Fonds Régional d'arts contemporain (FRAC), mais également avec le projet de réhabilitation de l'ancienne synagogue de Dornach. Celle-ci devrait accueillir fin 2025 une pépinière de jeunes artistes issus d'un des fleurons mulhousiens en matière de formation artistique, la Haute école des Arts du Rhin (HEAR).

Action 3 : Encourager les initiatives culturelles portées par les jeunes. Le territoire Mulhousien est un territoire jeune. 40 % des mulhousiens ont moins de 30 ans. Or, les pratiques culturelles des jeunes sont spécifiques et appellent à nous interroger sur l'action culturelle susceptible de les impliquer et de leur permettre de contribuer à s'épanouir individuellement et collectivement. La connexion avec le futur Contrat de Ville mais également avec les dispositifs structurants dans lesquels s'inscrit la Ville – Contrat Local de Santé de 3^e génération, Ambitions Mulhouse – prend une dimension impérative et doit se traduire par des actions concrètes telles que le soutien aux initiatives jeunes en matière de création et de mobilisation culturelle (bourse aux projets, découverte des métiers de la Culture)

Orientation 3 : Susciter le goût de vivre l'art et de contribuer à la culture dans la convivialité et le partage, dès le plus jeune âge

Action 1 : Mettre en place des parcours d'éducation artistique et culturelle en structurant l'offre qui existe déjà sur le territoire. Parce qu'elle participe à la démocratisation culturelle et à l'égalité des chances, l'éducation artistique et culturelle doit évoluer pour concerner l'ensemble des enfants et jeunes mulhousiens dès leur plus jeune âge, sur tous les temps de leur vie. La diversité des offres actuellement proposée par les acteurs du territoire doit être structurée et ordonnée dans le cadre de parcours. Pour ce faire, la Ville de Mulhouse va construire un contrat territorial relatif à l'éducation artistique et culturelle, démarche partenariale large qui associera notamment les différents acteurs de l'Etat (Education nationale, DRAC, politique de la Ville). Les orientations définies dans ce cadre permettront de mieux articuler l'offre d'actions EAC avec les besoins du territoire et d'aller vers une labellisation 100 %

EAC avec la perspective à la clé de doter chaque petit mulhousien d'un carnet de santé culturel qui lui est propre.

Action 2 : Développer les pratiques amateurs en créant des temps forts ainsi qu'un lieu dédié. L'amélioration de l'accessibilité à ces pratiques est un enjeu important dans la mesure où cela constitue souvent la première porte d'entrée vers le monde de l'art et de la culture. L'action de la collectivité se construira selon deux volets : pour accroître la visibilité de ces pratiques, des temps forts de type festival, parade, concerts, spectacles de chant choral, d'harmonies et de théâtre pourront être créés. La construction de passerelles via des enseignements hybrides entre ces pratiques et les structures d'enseignements artistiques présentes sur le ban mulhousien comme le conservatoire et la Haute école des arts du Rhin sont également attendues pour partager l'excellence et rendre attractives les pratiques amateurs. Afin de pouvoir soutenir ce tissu associatif très vivant et de l'aider à se structurer – gage de la pérennité de ces pratiques, la Ville souhaite accompagner l'émergence d'un « lieu ressources », situé dans le quartier Briand. Actuellement siège de nombreuses associations dont la fédération Office Mulhousien des arts populaires, la MCP Cité a vocation à devenir un lieu de vie, mais aussi et surtout le lieu d'expression et de partage des arts et cultures populaires, dont la langue et culture régionale.

Action 3 : Lever les freins à l'accessibilité

Il importe aussi de réfléchir à ce qui aujourd'hui, empêche les mulhousiens et mulhousiennes d'accéder à cette offre culturelle d'une si grande qualité. Outre les barrières mentales qui existent, une enquête réalisée cet été auprès de 343 mulhousiens révèle que le principal frein réside dans une difficulté à accéder à l'information relative à l'offre culturelle. Pour y répondre, la ville pourra, après études, proposer un lieu d'information grand public dédié à l'offre culturelle tout en travaillant à rapprocher des acteurs culturels les acteurs de terrain (type médiateurs) pour en faire de véritables canaux de communication réciproque avec les habitants. D'autres pistes doivent être explorées : les dispositifs solidaires de tarification, les problématiques de mobilité, etc. Cela nécessite de continuer un travail d'études pour améliorer la compréhension du terrain culturel mulhousien, mais aussi de mieux organiser le dialogue avec les habitants, directement concernés.

En conclusion, tous les acteurs engagés dans cette démarche sont invités à repenser leurs actions : agir collectivement et de manière interconnectée en créant de nouvelles synergies et de nouveaux partenariats, ouvrir davantage les lieux culturels et développer la pratique artistique et le partage des savoirs hors les murs, à partir du quotidien des habitants.

La synthèse du diagnostic participatif et les grandes orientations ont été présentés lors de la Rencontre des acteurs culturels le 14 novembre 2023.

Cela acte une nouvelle approche collective de la politique culturelle à Mulhouse et un engagement fort et pérenne de tous pour y parvenir.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve les nouvelles orientations de la nouvelle politique culturelle telles que présentées ci-dessus.

Mme le Maire : Nous passons à présent à la présentation du projet culturel de la Ville de Mulhouse avec une présentation faite par Mme GOETZ. Avec près de 26 millions d'euros de budget consacrés chaque année sur ce mandat municipal, la culture est le premier budget de fonctionnement de la ville, avec 70 % consacré aux équipements municipaux et 30 % de subventions aux associations et opérateurs culturels. Cette somme est nécessaire pour pouvoir mener une vraie politique culturelle pour tous les Mulhousiens et au-delà pour l'attractivité de notre territoire. C'est un investissement d'avenir visant à permettre l'accès à la culture à nos jeunes mulhousiens et leurs familles, y compris les plus éloignés.

Si les motifs de satisfaction sont nombreux, la question du coût et la crise sanitaire durant laquelle nous avons soutenu les acteurs mulhousiens a bouleversé le paysage culturel et nous a amenés à repenser le modèle mulhousien de la culture ou du moins à le faire évoluer. Ce diagnostic a été nécessaire afin de proposer une politique publique la plus adaptée aux besoins actuels. De cette réflexion ont abouti des orientations stratégiques et un plan d'actions que vous trouverez dans la présente délibération. Anne-Catherine GOETZ va vous présenter tout cela.

Mme GOETZ : Merci, Mme le Maire, chers collègues. L'engagement politique fort en faveur de la culture et des arts est historique à Mulhouse. Il est le fruit de l'essor industriel de notre ville, quand l'industrie, mais aussi l'instruction à la culture se sont rapidement imposées comme des enjeux de développement pour Mulhouse. Les municipalités successives se sont inscrites dans cette dynamique qui donne à la culture une place majeure dans les politiques publiques. Je tiens à ce titre à rendre hommage aux maires Joseph KLIFA, Jean-Marie BOCKEL et Jean ROTTNER, ainsi qu'à mon prédécesseur Michel SAMUEL-WEIS. Ils sont tous les artisans de cet engagement au cours des 40 dernières années.

Aujourd'hui, avec Michèle LUTZ et toute notre équipe, nous faisons le choix de maintenir le budget de la culture à son plus haut niveau et pour la première fois, en Conseil municipal, l'assemblée est amenée à voter cette politique culturelle à travers cette délibération qui en pose le cadre et les grandes orientations. Je rappelle que notre territoire est un véritable pôle d'excellence culturelle avec une dizaine d'institutions mulhousiennes labélisées :

- la Scène nationale de la Filature qui est une des plus grandes de France de par ses dimensions scéniques ;
- la Kunsthalle qui s'est vue décerner récemment le label Centre d'art contemporain d'intérêt national ;
- le Conservatoire qui est un conservatoire à rayonnement départemental ;
- la HEAR qui est une école d'art de rang européen ;

- nos deux musées municipaux qui sont labélisés Musée de France, Mulhouse s'est vue renouveler l'attribution du label Ville d'art et d'histoire par l'Etat en 2022 ;
- l'Opéra national du Rhin qui a une renommée internationale et son ballet dont il est le seul ballet de France à être la fois ballet d'opéra et centre chorégraphique national qui, comme vous le savez, est implanté à Mulhouse entre le théâtre de la Sinne et le Musée des Beaux-Arts ;
- enfin, l'orchestre qui a fait la demande d'une labellisation nationale qui est actuellement en cours.

Le contexte actuel, tout à fait inédit, est traversé par des crises successives qui ont fragilisé beaucoup de lieux et d'acteurs culturels. En conséquence, de nouveaux défis sont apparus pour la culture. Les difficultés économiques actuelles qui interrogent la pérennité de certaines actions culturelles, la transformation numérique aussi et ses nouveaux usages qui impactent fortement l'économie culturelle, les enjeux climatiques et leurs conséquences qui obligent à repenser les modes de production, de diffusion culturelle, mais aussi de mobilité. Tous ces éléments juxtaposés ont fait accroître la distorsion entre l'offre culturelle et son accessibilité, plus particulièrement dans notre ville.

Ce constat nous a amenés à faire un état des lieux pour penser et vivre le fait culturel autrement à l'aide d'un diagnostic participatif qui a associé les acteurs culturels et aussi les habitants. Ce diagnostic n'est pas exhaustif, mais il permet d'avoir une bonne lecture de la situation à ce jour à Mulhouse. Ce qu'il en ressort, c'est d'abord un foisonnement et une diversité de l'offre culturelle avec des équipements d'envergure nationale ou internationale qu'il convient de conforter. Cette étude met en évidence que ces institutions bénéficient à l'ensemble des territoires, mais on le sait, elles sont principalement portées par la Ville de Mulhouse dans leur financement.

Ce diagnostic relève aussi que deux filières homogènes et assez complètes émergent particulièrement, les arts visuels et le spectacle vivant. Il en ressort aussi la présence d'un tissu associatif dense qui montre une grande appétence pour les pratiques en amateur parmi les Mulhousiens.

Ce diagnostic fait aussi apparaître une zone blanche en matière de lecture publique. Si le réseau des bibliothèques est très dense avec sept antennes, il reste absent des secteurs manufactures et D8.

Enfin, ce diagnostic a mis en évidence les freins de l'accès à la culture, la mobilité, parfois le coût, le temps et la distance. L'ensemble de ces diagnostics sera accessible et consultable en ligne sur le site de la ville.

Plus globalement, ce qui ressort de toute cette démarche, des réflexions et des constats partagés, c'est la nécessité de répondre à la question suivante : quelle est l'utilité de la culture à Mulhouse ? Quel est le rôle des acteurs culturels dans une ville comme Mulhouse où nous le savons, nous devons collectivement lutter contre l'affaiblissement du lien social et contre les replis sur soi et où nous devons lutter pour l'égalité des chances ?

Comment la culture doit contribuer dans notre ville à l'épanouissement, à l'émancipation individuelle et collective du plus grand nombre dès le plus jeune âge ?

Pour y répondre, de grandes orientations ont été tracées. Elles émanent de ce travail participatif et elles figurent dans la délibération-cadre que vous avez sous les yeux. Ces orientations font émerger nos priorités d'actions que je vais développer.

D'abord, il s'agit de conforter l'excellence culturelle de notre ville à travers la création d'un pôle art visuel, une sorte de cité des arts à DMC qui est un projet structurant. L'objectif est aussi l'obtention du label Orchestre national en région pour l'OSM et aussi le passage du conservatoire dans la catégorie des conservatoires à rayonnement régional. L'enjeu, là, pour nous, c'est de conforter tous les symboles de rayonnement et d'attractivité qui font de Mulhouse, deuxième ville d'Alsace, un pôle d'excellence culturelle.

Ensuite, il convient de développer les pratiques artistiques et culturelles chez les plus jeunes, mais aussi tout au long de la vie, en élaborant, en lien avec les services culturels de l'Etat, un contrat de territoire EAC, Éducation, Artistique et Culturelle qui nous permettra – nous l'espérons – d'obtenir le label 100 % EAC. Dans ce cadre, nous allons créer une bourse spécifique pour soutenir et accompagner les initiatives artistiques et culturelles des jeunes. La priorité sera aussi donnée à l'intégration des enjeux du dérèglement climatique et du développement durable à l'action culturelle, pour à la fois sensibiliser le public, mais aussi changer les pratiques culturelles afin qu'elles soient plus respectueuses de notre environnement. Notre priorité, c'est de soutenir et d'accompagner le développement des pratiques culturelles et artistiques en amateur dont on sait qu'elles sont souvent la porte d'entrée vers d'autres horizons culturels.

La Ville a initié une réflexion autour d'un lieu de ressources dédié à l'expression des arts populaires et amateurs qui sera mis en œuvre à la Maison de la culture populaire, la MCP Cité dans le quartier cité, en lien avec l'OMAP, l'Office Municipal des Arts Populaires qui regroupe une quarantaine d'associations.

Enfin, une priorité centrale dans cette politique culturelle renouvelée, c'est d'inscrire l'habitant au cœur des actions culturelles en partant de l'habitant, de ses aspirations, en partant de ce qu'il est. Cela passera notamment par le développement des actions « hors les murs » pour aller vers les publics, dans les différents quartiers de Mulhouse, en créant des synergies et en renforçant les partenariats qui existent déjà avec les centres sociaux, les instances citoyennes, les associations d'habitants et les établissements scolaires.

En conclusion, la mise en œuvre de ce projet culturel ambitieux avec ses orientations et les actions qui en découlent sera possible grâce à une action collective avec l'ensemble de la communauté mulhousienne, du monde sportif, éducatif, mais aussi économique. C'est aussi avec le concours de l'Etat, des collectivités et des partenaires publics et privés que nous pourrons ensemble faire réussir cette nouvelle politique culturelle au service du développement de notre territoire et de ses habitants.

Cette délibération est l'expression politique d'un travail partagé autour d'enjeux communs qui nous concernent toutes et tous, car la culture est un sujet commun, ce commun qui fait société et qui donne du sens. Merci pour votre écoute.

Mme le Maire : Merci pour cette présentation. Une demande de parole de Mme PAUGAM.

Mme PAUGAM : Merci, Mme le Maire, Mme GOETZ. Tout d'abord, nous prenons acte effectivement de l'état des lieux qui a enfin été réalisé sous la forme de ce livre blanc de la culture avec l'aide de l'agence ABCD. Cet état des lieux mérite certainement une analyse approfondie en particulier en matière de répartition de dynamiques territoriales et il semblerait effectivement que vous ayez approfondi ce sujet-là. Nous, vu le délai entre la remise du rapport et notre échange d'aujourd'hui, on n'a – modulo les 650 pages de délibérations complémentaires pour ce soir – pas forcément eu les moyens d'avoir le temps de cette réflexion-là, mais on espère pouvoir le prendre dans les temps qui viennent.

On remarquera toutefois que la spécificité de notre ville aux plus de 136 nationalités et la mise en valeur de cette richesse culturelle exceptionnelle pourrait être davantage explicitée et identifiée comme un levier d'action fort en matière de développement culturel. Dans le contexte actuel de tension sociale et de montée des intolérances – M. COLOM l'a plusieurs fois évoqué tout à l'heure – cette diversité peut en effet être un véritable moteur d'ouverture pour pousser chacun à dépasser son propre état de pensée et de vision du monde, d'ouverture et inciter à créer des ponts entre nos archipels de vie. Pour faire écho à l'approche cosmopolite, métissée et humaniste d'Édouard GLISSANT qui, je crois, correspond particulièrement bien à notre ville, il nous faut apprendre à exister non pas seulement à partir de nos racines, mais aussi, et surtout à partir de nos liens.

En matière d'actions concrètes, on retient donc que vous proposez des objectifs effectivement, comme vous l'avez mentionné, ambitieux, tout particulièrement en matière de montée en gamme ou de renforcement effectivement des filières d'excellence pour reprendre vos mots, pour un certain nombre de grandes infrastructures mulhousiennes. Comme vous l'avez effectivement mentionné, le classement du Conservatoire à un niveau de rayonnement régional et la labellisation de l'OSM notamment.

Certes, c'est intéressant et nécessaire, bien entendu, à viser et à obtenir pour favoriser le développement et indirectement aussi la dynamique de l'écosystème global, mais avec quels moyens supplémentaires ? Ne risque-t-on pas là sans une démarche davantage offensive de recherche de financements complémentaires venant de l'ensemble du territoire qui en profite, et là, vous l'avez bien dit aussi, c'est-à-dire bien au-delà des limites de notre commune, est-ce que ce n'est pas le risque là de réaliser finalement ces objectifs-là au détriment des autres ? En particulier ceux en lien avec la levée des freins à l'accessibilité que vous proposez aussi. Certes, c'est très positif d'ouvrir enfin explicitement la réflexion sur ce sujet-là de fond, qui est une vraie réalité pour notre ville à Mulhouse. Finalement, aujourd'hui, la déclinaison opérationnelle notamment en matière de politique tarifaire et de soutien à la médiation reste encore quand même plutôt dans le domaine de l'intention. Pourtant, c'est essentiel. Effectivement, la

démarche de démocratisation et de l'accès à la culture pour tous et tout au long de la vie, c'est essentiel et ici encore plus qu'ailleurs.

En conclusion, votre intention d'une politique culturelle de « l'aller vers » est louable, mais nous ne sommes pas convaincus par l'adéquation des moyens humains et matériels que vous serez effectivement concrètement en mesure de réaliser pour la mise en œuvre effective de l'ensemble de ces actions. Pourtant, effectivement, le constat est fait clairement dans le livre blanc – et vous l'avez rappelé encore tout à l'heure – sur le caractère pénalisant d'une compétence culturelle très peu portée en particulier avec l'Agglomération et pas que. C'est dommage que finalement on ne retrouve pas d'action concrète et explicite de recherche de nouveaux financements dans les principales actions qui sont effectivement à mener et on sait que c'est crucial pour la ville de Mulhouse. En conséquence, ce doute qu'on a sur l'adéquation entre nos moyens et nos ambitions, nous nous abstiendrons sur cette délibération. Je vous remercie.

Mme le Maire : J'ai une demande d'intervention de Mme SCHWEITZER.

Mme SCHWEITZER : Merci, Mme le Maire. Je voudrais dire quelques mots sur cette délibération qui est à mon sens extrêmement importante puisque vous l'avez dit, c'est quand même un budget important pour la Ville de Mulhouse. En dehors de l'aspect budgétaire, la politique culture de Mulhouse, c'est probablement la colonne vertébrale de cette ville tant elle nous réunit malgré ce que vous avez pu noter effectivement sur l'approche des cultures des habitants de la ville.

J'aimerais reprendre quelques aspects de votre rapport qui démarre sur la célébration des 800 ans de Mulhouse, engagée sur 2024-2025 et bien sûr la question du budget pour cette opération se pose. Ça m'a peut-être échappé, mais je n'ai pas noté le budget que vous avez attribué à cette opération, sachant que j'ai bien relevé que dans cette célébration, il y avait également votre engagement de campagne qui était de restaurer l'Hôtel de Ville qui en a bien besoin, mais aussi le musée historique qui en a également besoin, mais aussi les deux tours vestiges des remparts, l'Orgue du temple...

Mme le Maire : Excusez-moi, Mme SCHWEITZER. Merci aux personnes qui sont au fond de la salle de permettre l'intervention. S'il vous plaît, messieurs, au fond de la salle, merci de permettre l'intervention des élus sans qu'ils soient gênés. Excusez-moi, Mme SCHWEITZER.

Mme SCHWEITZER : Non, pas de souci. J'étais en train d'énumérer tout ce que vous aviez dit que vous feriez pour les 800 ans. Donc, la restauration de l'Orgue du temple, l'ouverture des canaux enfouis et la restauration du Jardin des Senteurs. Ça, c'est pour l'aspect restauration que vous aviez évoqué dans le cadre de cette célébration. J'imagine qu'il y aura d'autres choses proposées, notamment ce projet sur les mémoires. Si vous pouviez donner quelques détails sur ce projet sur les mémoires parce que pour le coup, il n'est pas très évocateur de ce qu'il comporte.

Sur l'action 2, « hors les murs », « aller vers », oui effectivement et c'est vrai que la culture quand elle est hors les murs, elle est déjà plus accessible, souvent en plus, elle n'est pas payante, donc ça tombe bien pour les personnes qui n'ont

pas forcément les moyens et qui n'ont pas connaissance des artistes qui sont programmés. En tant que tel, le festival de théâtre de rue était évidemment emblématique de ce type d'action. Donc, il est vraiment évidemment urgent et important de le rétablir dans l'entièreté de sa forme tel qu'il a existé. Cela faisait partie de ce qu'on avait réussi à installer dans ce type de démarche.

Par ailleurs, sur le projet bibliothèque de demain, c'est vrai que c'est un projet extrêmement intéressant et qui doit être ambitieux. Pour rappel, il y a quelques années, c'est la bibliothèque de Mulhouse qui mettait en place pas mal de projets dans les quartiers qui étaient suivis et dont certains se souviennent sûrement et qui ont porté leurs fruits quant à l'adhésion à des propositions artistiques pour les personnes qui ont grandi avec ces projets. Effectivement, la bibliothèque a un rôle central à jouer à Mulhouse.

La transition écologique des acteurs culturels : oui, il faut l'accompagner, mais peut-être qu'il faudra aussi l'accompagner d'un point de vue budgétaire parce que la transition écologique, ça coûte cher. Ça coûte cher pour tout le monde et donc il faudra avoir certes une méthode et certains acteurs culturels ont déjà travaillé sur la méthode, parfois ils n'ont pas vraiment les moyens de mettre en place ce qu'ils aimeraient.

Quant aux capacités créatives du territoire, c'est évident que nous avons beaucoup de choses à proposer et c'est évident que l'interconnaissance des acteurs est primordiale. Donc, tout ce qui va dans le sens de rencontres et de travail en commun, de calendrier commun aussi de manifestations afin d'éviter que parfois, les calendriers se superposent, ce serait vraiment une bonne chose, donc à creuser évidemment, à soutenir complètement.

Vous parlez de la structuration des écosystèmes, art visuel et spectacle vivant. Sur l'art visuel, je voulais profiter de cette délibération pour rappeler qu'il y a la tradition des murs peints à Mulhouse. Là aussi, vous vous étiez engagés à en créer 10 supplémentaires pendant votre mandat, 10 nouveaux. Ce qui serait vraiment une bonne chose puisque quand on a des murs peints de qualité comme ceux qu'on a vu fleurir au fil de ces dernières années, ça donne des balades en plein air assez intéressantes qui peuvent même être commentées d'un point de vue artistique. Donc, j'espère que cette promesse sera tenue et ça permettra également peut-être d'embellir certains patrimoines de Mulhouse qui malheureusement laissent à désirer.

Je ne voudrais pas oublier les initiatives culturelles portées par les jeunes. Là, je dois dire que si l'action 3 est vraiment intéressante, il faudra vraiment la décliner dans un plan d'actions parce qu'à Mulhouse, c'est ce qui manque cruellement. C'est effectivement encourager les initiatives portées par les jeunes, voire les plus jeunes parfois, mais en tout cas il y a beaucoup de choses à faire sur ce terrain-là et j'espère que nous aurons une présentation ciblée culture et jeunesse dans les prochains mois. Ça sera vraiment intéressant de vous écouter sur le sujet.

Je ne vais pas commenter toutes les propositions qui sont faites ici, certaines rejoignent quand même ce qui existe déjà, il faut quand même le souligner. J'ai bien noté que tous les acteurs engagés dans cette démarche sont invités à repenser leurs actions. Là aussi, j'ai envie de dire, « soyez un peu plus précis »

parce que qu'est-ce que ça veut dire agir collectivement et de manière interconnectée en créant une nouvelle synergie ? Oui, certes, mais concrètement, là aussi un plan d'action serait vraiment avantageux.

Donc, si dans les prochains temps, cette nouvelle politique se dotait d'un plan d'action précis, je m'en verrais ravie. Je vous remercie.

Mme le Maire : J'ai une demande d'expression de M. SASSI.

M. SASSI : Mme le Maire, Mme GOETZ, chers collègues. Comme vous l'avez justement décrit, c'est le premier budget de la Ville et ça aurait été intéressant que le débat, je dirais, nous emporte plus les uns et les autres. La culture à Mulhouse, oui, et si ça ne tenait qu'à moi encore plus, encore mieux donc le sujet n'est pas là. On a la chance d'avoir des infrastructures de culture de grande qualité, d'avoir des ensembles culturels de grande qualité. Simplement, je pense que la question du modèle économique de la culture à Mulhouse doit se poser, comme cela a été dit et je le redis, les infrastructures bénéficient à tous les habitants de l'agglomération et voire même – je reprends les termes de Mme GOETZ – une dimension régionale, c'est-à-dire que la question aujourd'hui du financement de la culture à Mulhouse doit se poser, car ce sont des arbitrages. Comme je l'ai dit lors de mes propos liminaires, ces arbitrages font qu'on privilégie les uns plutôt que les autres. Loin de moi l'idée de vouloir opposer les différentes thématiques de la politique municipale, mais je crois qu'il nous appartient à tous d'être très précieux, très exigeants dans l'utilisation des deniers publics.

Il aurait été bien qu'on puisse avoir quelques chiffres pour savoir exactement de quoi on parle. Les chiffres sont extrêmement impressionnants quand on se penche sur le budget primitif. Je ne vais pas donner de comparaison parce que ça serait vraiment la pire des choses et c'est loin de moi l'idée que je veux porter, mais qu'on puisse vraiment comprendre ce dont on parle. Essayons d'être peut-être plus factuel sur les montants en question, la répartition du financement et les plans d'action pour pouvoir faire en sorte que tous ceux qui bénéficient de la culture à Mulhouse – et on est très heureux qu'ils puissent en bénéficier, on souhaite qu'ils soient encore plus nombreux à l'avenir – puissent également contribuer à la politique de Mulhouse. Merci à vous.

Mme le Maire : Nous allons passer au vote de cette délibération puisque les réponses viendront au fur et à mesure des autres délibérations. Il y a encore d'autres délibérations culture, donc je vous propose qu'on prenne les autres délibérations et qu'il y ait une réponse générale parce que sinon on va s'arrêter à chaque fois et on va reprendre à chaque fois. Je propose pour des raisons d'efficacité qu'Anne-Catherine GOETZ réponde. Quand on aura déroulé les autres délibérations, elle pourra ainsi peut-être et d'ailleurs peut-être les réponses sont déjà dans les prochaines délibérations. Donc, je propose que nous fassions comme ça. Le projet culturel de la Ville, qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci à vous.

Pour : 37 + 4 procurations

Groupe majoritaire : 35 + 3 procurations

Non -inscrite dans un groupe : Mme Zanette

Groupe M Mulhouse : 1+1

M. Striffler et Mme Jenn (représentée par M. Striffler)

Abstentions : 9

Groupe M Mulhouse : M. Sassi

Non-inscrits dans un groupe : Mme Schweitzer et M. Causer

Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

16° ASSOCIATIONS CULTURELLES : ACOMPTES SUR SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT 2024 (218/7.5.6/1057)

Afin d'assurer la continuité d'activité des grands équipements culturels mulhousiens mais aussi engager les préparatifs de la saison culturelle 2024, il est proposé au Conseil Municipal d'attribuer aux associations culturelles les acomptes sur subventions de fonctionnement suivants :

Associations	Subvention versée en 2023	Acompte proposé en 2024	Imputation Budgétaire
Association la Filature, Scène nationale	2 964 213 €	500 000 € en janvier 500 000 € en février 500 000 € en mars	Chap. 65 Nat. 65 748 Env. 3698
Fédération Hiéro – Noumatrouff	240 000 €	120 000 €	Chap. 65 Nat. 65 748 Env. 3697
Association Théâtre de Poche	40 000 €	20 000 €	Chap. 65 Nat. 65 748 Env. 3697
Association Jazz à Mulhouse / Festival Météo	145 000 €	72 500 €	Chap. 65 Nat. 65 748 Env. 3697
Association Cinéma Bel Air de Mulhouse	78 000	39 000 €	Chap. 65 Nat. 65 748 Env. 3697
Association RTT - Réunis Tous Talents	5 500 €	4 000 €	Chap. 65 Nat. 65 748 Env. 3697
Association L'Agrandisseur	15 000 €	6000 €	Chap. 65 Nat. 6574 Env. 3697
Orchestre d'Harmonie de Mulhouse - OHM	3370 €	1600 €	Chap. 65 Nat. 65 748 Env. 3697

Les crédits nécessaires au versement des subventions de fonctionnement sont proposés au BP 2024.

L'attribution et le versement des subventions votées dans le cadre de la présente délibération sont conditionnés au respect par le bénéficiaire des principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain annexé au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- décide l'attribution des aides financières proposées
- charge Mme le Maire ou son Adjoint délégué de signer les documents nécessaires.

PJ : 1

VILLE DE MULHOUSE
DEVELOPPEMENT CULTUREL
218 - EV

CONVENTION

Entre

La Ville de Mulhouse, représentée par Mme Anne-Catherine GOETZ, Adjointe au Maire, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 14 décembre 2023 et désignée sous le terme « la Ville » d'une part,

Et :

L'Association « La Filature- Scène nationale », ayant son siège social au 20 allée Nathan Katz 68100 Mulhouse, représentée par son Président, M. Bertrand JACOBBERGER, et désignée sous le terme « l'Association » d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

L'association a pour objet de gérer et d'administrer le projet « Scène nationale » mis en œuvre à la Filature à partir des missions confiées par l'Etat et la Ville de Mulhouse.

Au titre de la présente convention, l'Association s'engage :

- à s'affirmer comme un lieu de production artistique de référence nationale, dans les domaines de la culture contemporaine
- à organiser la diffusion et la confrontation des formes artistiques en privilégiant la création contemporaine
- à participer, dans son aire d'implantation, à une action de développement culturel favorisant de nouveaux comportements à l'égard de la création artistique et une meilleure insertion sociale de celle-ci.

ARTICLE 2 SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Un acompte sur la subvention de fonctionnement 2024 d'un montant de 1 500 000 € (500 000 € en janvier 2024, 500 000 € en février 2024 et 500 000 € en mars 2024) est accordé par le Conseil Municipal dans sa séance du 14 décembre 2023. Le solde fera l'objet d'une délibération du Conseil Municipal au courant de l'année 2024 et d'un avenant à la présente convention.

Il est viré au compte de l'association :

Code banque : 15135 - Code guichet 09017 - Numéro de compte : 08772280680
Clé RIB : 94 - Raison sociale, adresse de la banque : caisse d'Épargne Grand Est Europe

ARTICLE 3 : REDDITION DES COMPTES, CONTROLE DES DOCUMENTS FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, l'Association, dont les comptes sont établis pour un exercice courant du 1er janvier au 31 décembre, devra :

- remettre d'une part un compte rendu financier des actions menées avant le 30 juin de l'année suivant celle de la subvention et, d'autre part, un compte rendu d'exécution des actions menées avant le 30 juin de l'année suivant celle de la subvention
- fournir une copie certifiée de son budget et de ses comptes de l'exercice écoulé ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité
- déposer à la Préfecture du Haut-Rhin son budget, ses comptes, les conventions passées avec les autorités administratives et les comptes rendus financiers des subventions reçues conformément à l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et de l'article 2 du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001.

D'une manière générale, l'Association s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la Ville, l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition à cet effet.

L'Association s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Plan Comptable Général 1982 et aux avis du Centre national de la comptabilité relatifs au secteur associatif.

L'Association s'engage à désigner un commissaire aux comptes, inscrit près de la cour d'appel.

ARTICLE 4 : COMMUNICATION

L'Association s'engage à faire apparaître, sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, la participation financière de la Ville, par exemple au moyen de l'apposition de son logo.

ARTICLE 5 : ASSURANCE

L'association souscrira toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paiera les primes et les cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Ville puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondant.

ARTICLE 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION - RESILIATION

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an.

Elle prendra effet à la date de cette notification.

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

En outre, si l'activité réelle de l'Association était significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée auprès de ses services, la Ville se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée.

Fait à Mulhouse, le

Pour la Ville de Mulhouse,
l'Adjointe déléguée à la Culture

Pour l'Association
« La Filature- Scène nationale »,
le Président

Anne-Catherine GOETZ

Bertrand JACOBBERGER

VILLE DE MULHOUSE
DEVELOPPEMENT CULTUREL
218 - EV

CONVENTION

Entre

La Ville de Mulhouse, représentée par Mme Anne-Catherine GOETZ, Adjointe au Maire, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 14 décembre 2023 et désignée sous le terme « la Ville » d'une part,

Et :

L'Association « Fédération Hiéro-Noumatrouff », ayant son siège social au 57 rue de la Mertzau 68200 Mulhouse, représentée par son Président, M. Matthieu STAHL, et désignée sous le terme « l'Association » d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Le lieu, dont l'Association assure la gestion, constitue un lieu essentiel de promotion et d'expression de la vie musicale.

Il doit être en conformité avec les textes régissant les règles de sécurité et d'environnement et répondre aux garanties techniques et architecturales nécessaires à la diffusion de spectacles musicaux.

Compte tenu de l'intérêt que présentent ces actions pour le développement culturel local, la Ville a décidé d'en faciliter la réalisation en allouant des moyens financiers à l'Association.

ARTICLE 2 SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Un acompte sur la subvention de fonctionnement 2024, d'un montant de 120 000 €, est accordé par décision du Conseil Municipal en date du 14 décembre 2023, le solde faisant l'objet d'une délibération du Conseil Municipal au courant de l'année 2024, ainsi qu'un avenant à la présente convention.

Il est viré au compte de l'Association :

Code banque : 10278 - Code guichet 03900 - Numéro de compte : 00066191845
Clé RIB : 11 - Raison sociale, adresse de la banque : CME 68 Mulhouse.

ARTICLE 3 : REDDITION DES COMPTES, CONTROLE DES DOCUMENTS FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, l'Association, dont les comptes sont établis pour un exercice courant du 1er janvier au 31 décembre, devra :

- remettre d'une part un compte rendu financier des actions menées avant le 30 juin de l'année suivant celle de la subvention et, d'autre part, un compte rendu d'exécution des actions menées avant le 30 juin de l'année suivant celle de la subvention
- fournir une copie certifiée de son budget et de ses comptes de l'exercice écoulé ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité
- déposer à la Préfecture du Haut-Rhin son budget, ses comptes, les conventions passées avec les autorités administratives et les comptes rendus financiers des subventions reçues conformément à l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et de l'article 2 du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001.

D'une manière générale, l'Association s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la Ville, l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition à cet effet.

L'Association s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Plan Comptable Général 1982 et aux avis du Centre national de la comptabilité relatifs au secteur associatif.

L'Association s'engage à désigner un commissaire aux comptes, inscrit près de la cour d'appel.

ARTICLE 4 : COMMUNICATION

L'Association s'engage à faire apparaître, sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, la participation financière de la Ville, par exemple au moyen de l'apposition de son logo.

ARTICLE 5 : ASSURANCE

L'association souscrira toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paiera les primes et les cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Ville puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondant.

ARTICLE 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION - RESILIATION

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an.

Elle prendra effet à la date de cette notification.

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

En outre, si l'activité réelle de l'Association était significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée auprès de ses services, la Ville se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée.

Fait à Mulhouse, le

Pour la Ville de Mulhouse,
l'Adjointe déléguée à la Culture

Pour l'Association
« Hiéro-Noumatrouff »,
le Président

Anne-Catherine GOETZ

Matthieu STAHL

VILLE DE MULHOUSE
DEVELOPPEMENT CULTUREL
218 - EV

CONVENTION

Entre

La Ville de Mulhouse, représentée par Mme Anne-Catherine GOETZ, Adjointe au Maire, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 14 décembre 2023 et désignée sous le terme « la Ville »

d'une part,

Et :

L'Association « Théâtre de Poche », ayant son siège social au 18 rue du Ballon, représentée par son Président, M. Michel ERHART et désignée sous le terme « l'Association »

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

L'Association a pour objet de gérer le théâtre Poche-Ruelle qui constitue un lieu essentiel de promotion et d'expression à vocation culturelle.

Compte tenu de l'intérêt que présentent ces actions pour le développement de la culture sur le territoire de la Ville, la Ville a décidé d'en faciliter la réalisation en allouant des moyens financiers à l'Association.

ARTICLE 2 : SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Un acompte sur la subvention de fonctionnement 2024, d'un montant de 20 000 €, est accordé par décision du Conseil Municipal en date du 14 décembre 2023, le solde fera l'objet d'une délibération du Conseil Municipal au courant de l'année 2024 ainsi que d'un avenant à la présente convention.

Cette subvention est virée au compte de l'Association :

Code banque : 10278 - Code guichet 03000 - Numéro de compte : 00020730440
Clé RIB : 12 - Raison sociale, adresse de la banque : CCM Mulhouse Europe.

ARTICLE 3 : REDDITION DES COMPTES, CONTROLE DES DOCUMENTS FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, l'Association, dont les comptes sont établis pour un exercice courant du 1er janvier au 31 décembre, devra :

- remettre d'une part un compte rendu financier des actions menées avant le 30 juin de l'année suivant celle de la subvention et, d'autre part, un compte rendu d'exécution des actions menées avant le 30 juin de l'année suivant celle de la subvention
- fournir une copie certifiée de son budget et de ses comptes de l'exercice écoulé ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité
- déposer à la Préfecture du Haut-Rhin son budget, ses comptes, les conventions passées avec les autorités administratives et les comptes rendus financiers des subventions reçues conformément à l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et de l'article 2 du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001.

D'une manière générale, l'Association s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la Ville, l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition à cet effet.

L'Association s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Plan Comptable Général 1982 et aux avis du Centre national de la comptabilité relatifs au secteur associatif.

L'Association s'engage à désigner un commissaire aux comptes, inscrit près de la cour d'appel.

ARTICLE 4 : COMMUNICATION

L'Association s'engage à faire apparaître, sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, la participation financière de la Ville, par exemple au moyen de l'apposition de son logo.

ARTICLE 5 : ASSURANCE

L'association souscrira toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paiera les primes et les cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Ville puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondant.

ARTICLE 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION - RESILIATION

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an.

Elle prendra effet à la date de cette notification.

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

En outre, si l'activité réelle de l'Association était significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée auprès de ses services, la Ville se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée.

Fait à Mulhouse, le

Pour la Ville de Mulhouse,
l'Adjointe déléguée à la Culture

Pour l'Association
« Théâtre Poche/Ruelle »,
le Président

Anne-Catherine GOETZ

Michel ERHART

VILLE DE MULHOUSE
DEVELOPPEMENT CULTUREL
218 - EV

CONVENTION

Entre

La Ville de Mulhouse, représentée par Mme Anne-Catherine GOETZ, Adjointe au Maire, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 14 décembre 2023 et désignée sous le terme « la Ville »
d'une part,

Et :

L'Association « Jazz à Mulhouse /Festival METEO » , ayant son siège social au BP 1335 – 68056 MULHOUSE cedex, représentée par son Président, M. Jean-François HURTH, et désignée sous le terme « l'Association »
d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

L'Association a pour objet d'organiser annuellement un festival de Jazz à Mulhouse, dénommé « Météo ».

Compte tenu de l'intérêt que présentent ces actions pour le développement de la culture sur le territoire de la Ville, la Ville a décidé d'en faciliter la réalisation en allouant des moyens financiers à l'Association.

ARTICLE 2 : SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Un acompte sur la subvention de fonctionnement 2024, d'un montant de 72 500 € est accordé par le Conseil Municipal dans sa séance du 14 décembre 2023. Le solde fera l'objet d'une délibération du Conseil Municipal au courant de l'année 2024 et d'un avenant à la présente convention.

Le montant est viré au compte de l'Association :

Code banque : 10278 - Code guichet 03008 - Numéro de compte : 00020652301
Clé RIB : 54 - Raison sociale, adresse de la banque : CCM Mulhouse St Joseph.

ARTICLE 3 : REDDITION DES COMPTES, CONTROLE DES DOCUMENTS FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, l'Association, dont les comptes sont établis pour un exercice courant du 1er janvier au 31 décembre, devra :

- remettre d'une part un compte rendu financier des actions menées avant le 30 juin de l'année suivant celle de la subvention et, d'autre part, un compte rendu d'exécution des actions menées avant le 30 juin de l'année suivant celle de la subvention
- fournir une copie certifiée de son budget et de ses comptes de l'exercice écoulé ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité
- déposer à la Préfecture du Haut-Rhin son budget, ses comptes, les conventions passées avec les autorités administratives et les comptes rendus financiers des subventions reçues conformément à l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et de l'article 2 du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001.

D'une manière générale, l'Association s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la Ville, l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition à cet effet.

L'Association s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Plan Comptable Général 1982 et aux avis du Centre national de la comptabilité relatifs au secteur associatif.

L'Association s'engage à désigner un commissaire aux comptes, inscrit près de la cour d'appel.

ARTICLE 4 : COMMUNICATION

L'Association s'engage à faire apparaître, sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, la participation financière de la Ville, par exemple au moyen de l'apposition de son logo.

ARTICLE 5 : ASSURANCE

L'association souscrira toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paiera les primes et les cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Ville puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondant.

ARTICLE 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION - RESILIATION

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an.

Elle prendra effet à la date de cette notification.

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

En outre, si l'activité réelle de l'Association était significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée auprès de ses services, la Ville se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée.

Fait à Mulhouse, le

Pour la Ville de Mulhouse,
l'Adjointe déléguée à la Culture

Pour l'Association
« Jazz à Mulhouse »,
le Président

Anne-Catherine GOETZ

Jean-François HURTH

VILLE DE MULHOUSE
DEVELOPPEMENT CULTUREL
218 - EV

CONVENTION

Entre

La Ville de Mulhouse, représentée par mme Anne-Catherine GOETZ, Adjointe au Maire, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 14 décembre 2023 et désignée sous le terme « la Ville » d'une part,

Et :

L'Association « Cinéma Bel-Air de Mulhouse », ayant son siège social au 31 rue Fénélon 68200 Mulhouse, représentée par son Président, M. Mohamed DENDANE, et désignée sous le terme « l'Association » d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

L'Association a pour objet de gérer la salle du Cinéma Bel-Air qui constitue un lieu essentiel de promotion et d'expression à vocation culturelle.

Compte tenu de l'intérêt que présentent ces actions pour le développement de la culture sur le territoire de la Ville, la Ville a décidé d'en faciliter la réalisation en allouant des moyens financiers à l'Association.

ARTICLE 2 : SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Un acompte sur la subvention de fonctionnement 2024, d'un montant de 39 000 € est accordé par la Conseil Municipal dans sa séance du 14 décembre 2023. Le solde fera l'objet d'une délibération du Conseil Municipal au courant de l'année 2024 et d'un avenant à la présente convention.

Il est viré au compte de l'Association :

Code banque : 10278 - Code guichet 03028 - Numéro de compte : 00010942145
Clé RIB : 55 - Raison sociale, adresse de la banque : CCM Mulhouse Université Illberg.

ARTICLE 3 : REDDITION DES COMPTES, CONTROLE DES DOCUMENTS FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, l'Association, dont les comptes sont établis pour un exercice courant du 1er janvier au 31 décembre, devra :

- remettre d'une part un compte rendu financier des actions menées avant le 30 juin de l'année suivant celle de la subvention et, d'autre part, un compte rendu d'exécution des actions menées avant le 30 juin de l'année suivant celle de la subvention
- fournir une copie certifiée de son budget et de ses comptes de l'exercice écoulé ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité
- déposer à la Préfecture du Haut-Rhin son budget, ses comptes, les conventions passées avec les autorités administratives et les comptes rendus financiers des subventions reçues conformément à l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et de l'article 2 du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001.

D'une manière générale, l'Association s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la Ville, l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition à cet effet.

L'Association s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Plan Comptable Général 1982 et aux avis du Centre national de la comptabilité relatifs au secteur associatif.

L'Association s'engage à désigner un commissaire aux comptes, inscrit près de la cour d'appel.

ARTICLE 4 : COMMUNICATION

L'Association s'engage à faire apparaître, sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, la participation financière de la Ville, par exemple au moyen de l'apposition de son logo.

ARTICLE 5 : ASSURANCE

L'association souscrira toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paiera les primes et les cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Ville puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondant.

ARTICLE 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION - RESILIATION

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an.

Elle prendra effet à la date de cette notification.

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

En outre, si l'activité réelle de l'Association était significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée auprès de ses services, la Ville se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée.

Fait à Mulhouse, le

Pour la Ville de Mulhouse,
l'Adjointe déléguée à la Culture

Pour l'Association
« Cinéma Bel-Air de Mulhouse »,
le Président

Anne-Catherine GOETZ

Mohamed DENDANE

Mme le Maire : Nous passons aux associations culturelles : les acomptes sur subventions de fonctionnement en 2024 et je ne doute pas que vous trouverez aussi les réponses puisqu'on a parlé tout à l'heure d'argent, elles seront sans doute là-dedans également.

Mme GOETZ : Merci, Mme le Maire. Cette délibération concerne le versement d'acomptes de subventions de fonctionnement pour 2024. Ce sont les acomptes qui sont versés aux associations qui en font la demande. Là, nous sommes sur une reconduction des soutiens et la liste des bénéficiaires figure dans la délibération.

Mme le Maire : Je n'ai pas de demande de prise de parole. Mme EL HAJJAJI.

Mme EL HAJJAJI : Mme la Maire, chers collègues, je voulais intervenir sur la question. Alors avant d'intervenir, je relève que pour M. COLOM, il est important de s'inquiéter du devenir de l'Argentine. Nous aussi, on partage cette préoccupation, mais on note que vous vous intéressez à des choses qui se passent dans le monde. Donc, c'est quand même une ouverture, c'est quand même un fait nouveau puisqu'habituellement, sur les choses nationales, vous bottez en touche en disant : « Bon, ça ne nous concerne pas. » Si maintenant, vous êtes ouvert à des choses internationales, on espère qu'à un moment les lois qui concernent notre commune, du coup vous allez aussi vous en préoccuper. Du coup pour nous, c'est un bon signe.

Par contre, ce que j'ai noté, c'est que votre préoccupation sur la lutte contre le populisme et notamment du devenir de la culture en Argentine n'est pas allée assez loin pour que vous puissiez vous dire qu'il faudrait augmenter le budget de la culture. Vous vous préoccupez de la culture, mais pas tant que ça finalement.

Nous, pour notre part, on est inquiets quant à l'absence d'augmentation budgétaire dans le domaine de la culture. Bien que nous dans notre ville, nous disposions d'outils et de ressources, il est regrettable de constater une stabilité dans les subventions qui, compte tenu de l'inflation, équivaut à une réduction effective des moyens alloués et ça, c'est bien dommage, surtout quand on a cœur de lutter contre le populisme.

Les associations culturelles sont des véritables piliers de notre vie artistique locale et elles ont des besoins croissants en matière de subventions. Ces organisations jouent un rôle essentiel dans le tissu social de notre communauté, contribuant à l'enrichissement culturel, au dynamisme de nos quartiers. Les subventions constituent souvent le principal soutien financier pour ces associations. De ce fait, il est impératif que nous reconnaissons et que nous réagissions par rapport à leur besoin grandissant.

En ce qui concerne l'évènement structurant et fédérateur qu'est Scène de rue, il est indéniable que son avenir est intrinsèquement lié à un accompagnement financier adéquat. Cet évènement symbolise la créativité et la diversité culturelle de notre ville.

Cependant, pour que Scène de rue et d'autres initiatives innovantes puissent prospérer, il est impératif de garantir un soutien financier à la hauteur des enjeux. Face à l'inflation, il est nécessaire d'explorer des moyens

supplémentaires pour financer ces projets culturels et d'explorer d'autres sources de financement. Il est essentiel que nous ne sacrifions pas nos aspirations culturelles sur l'autel des contraintes budgétaires, mais que nous cherchions plutôt des solutions novatrices pour les préserver et les développer en période d'inflation et il est d'autant plus crucial d'explorer ces nouveaux champs des possibles pour garantir le dynamisme, la vitalité de notre vie culturelle et je vous invite à considérer sérieusement ces enjeux pour assurer un avenir fleurissant à notre scène culturelle locale. Je vous remercie.

Mme le Maire : Je n'ai pas d'autres demandes d'expression, donc je vais laisser Anne-Catherine répondre.

Mme GOETZ : Merci, Mme le Maire. Je vais en profiter pour faire une réponse globale par rapport aux interventions qui ont eu lieu tout à l'heure. Je note avec joie qu'il n'y a aucune opposition au contenu de la nouvelle politique culturelle qui rassemble – vous l'avez entendu – un peu tout ce que vous avez dit ou qui a déjà été dit dans la commission culture. Sur le fond nous sommes tout à fait d'accord. Je partage, Mme EL HAJJAJI, votre analyse par rapport aux acteurs culturels. Nous sommes d'accord sur le fait qu'il faut maintenir cette culture à son meilleur niveau dans l'objectif de la faire partager au plus grand nombre. C'est précisément ce à quoi va s'employer cette nouvelle politique culturelle qui, je rappelle, émane des ateliers participatifs. Elle ne ne sort pas de la tête d'un élu ou d'un groupe d'élus, c'est véritablement les ateliers participatifs qui ont permis de tracer ces orientations.

Sur les plans d'action que vous appelez de vos vœux, je suis ravie que vous ayez toutes et tous des idées à nous faire partager, ce sont des propositions extrêmement intéressantes qu'on peut partager ensemble dans une commission culture. Elle a lieu trois ou quatre fois par an. Donc, nous pourrons travailler ensemble à ces plans d'action sur la base du projet que je viens de présenter.

Sur Scène de rue, le festival revient en 2024 dans son format classique avec son budget d'avant, sans aucun problème.

Mme le Maire : Je tiens même à dire que nous avons été très vigilants puisque nous avons les Jeux olympiques en 2024 et qu'il a fallu trouver la date judicieuse pour que tout ça puisse s'imbriquer en termes d'événements les uns avec les autres. Je mets cette délibération au vote. Qui est pour ? Qui est contre ? Est-ce que quelqu'un s'abstient ? Merci à vous.

Pour : 39 + 4 procurations
Groupe majoritaire : 31 + 2 procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 4
Groupe M Mulhouse : 2 + 1 procuration
Non-inscrits dans un groupe : 2

Ne prennent pas part au vote :
Mme GOETZ, Mme MIQUEE, Mme TISSERANT, et Mme EL HAJJAJI, Mme HOUIN (représentée par Mme LUTZ), Mme ZANETTE, Mme SORNIN et M. SIMEONI.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

17° OPERA NATIONAL DU RHIN : VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION 2024 (2100/7.6/1070)

La Ville de Mulhouse verse une contribution annuelle à l'Opéra national du Rhin en vertu de la Convention du 26 septembre 1972 créant le syndicat intercommunal Opéra national du Rhin (SIVU).

La Convention pluriannuelle 2018–2022 est arrivée à échéance le 31 décembre 2022.

Cependant, les membres du SIVU (Ville de Mulhouse, Ville de Strasbourg, Ville de Colmar) et les partenaires (Eurométropole de Strasbourg, Etat, Région Grand Est) souhaitent mener une réflexion, à l'occasion de la prochaine convention 2023–2027, sur les grandes orientations portées par l'Opéra national du Rhin.

Afin que l'Opéra national du Rhin puisse continuer à fonctionner, la Ville de Mulhouse souhaite néanmoins verser la contribution 2024, sans attendre la signature de la convention pluriannuelle en cours de réalisation.

Les crédits de la contribution seront proposés au vote du budget primitif 2024. Chapitre 65 – Nature 6558 – Fonction 316 - Ligne de crédit 1163 « Contribution à l'Opéra du Rhin », selon l'échéancier suivant conformément à ce qui est prévu habituellement :

- Janvier 2024 : 896 929,00 €
- Mars 2024 : 358 771,60 €
- Avril 2024 : 313 925,20 €
- Mai 2024 : 179 385,80 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve, sous réserve du vote du budget primitif y afférent, le versement de la contribution 2024 à l'Opéra national du Rhin pour un montant total de 1 749 012 €.
- charge Madame le Maire ou son Adjointe Déléguée d'établir et de signer les actes nécessaires au versement de ce montant.

Mme le Maire : On passe à l'Opéra national du Rhin (ONR). Il s'agit du versement de la contribution 2024 et je laisse la parole à Mulhouse Cause Commune qui a souhaité en débattre. C'est Mme PAUGAM.

Mme PAUGAM : Merci. Effectivement, c'est un peu dans la continuité de manière un petit peu plus concrète de ce qu'on a évoqué tout à l'heure, à l'instant même sur la question des financements. Bien entendu, c'est crucial de sécuriser les moyens de fonctionnement de cette institution majeure en matière de dynamique culture. C'est un élément clé forcément l'ONR dans l'écosystème du spectacle vivant. Pour siéger aussi au comité intersyndical, on sait que cette structure, en tout cas, je le vois bien, elle se bat vraiment de tout ce qu'elle peut pour s'adapter au contexte économique et financier actuel qui est – il faut le rappeler – quand même très peu favorable globalement à la culture, mais en particulier pour le domaine d'expression artistique qu'est le spectacle vivant.

Ceci étant dit, sur les modalités de recherche de davantage de partage local des financements des grandes infrastructures qui rayonnent bien au-delà de notre ville et clairement l'ONR en fait partie, est-ce que, Mme GOETZ, vous seriez en mesure de nous donner un peu de visibilité sur les discussions qui sont en cours peut-être avec la CEA sur ces questions-là ? Parce que c'était un des leviers qui, d'ailleurs, si je ne me trompe pas, est aussi rappelé dans le livre blanc où en gros, effectivement, la contribution de la Communauté européenne d'Alsace à un caractère presque anecdotique actuellement dans les subventions de l'ONR. Donc, vu qu'on aussi ici dans cette assemblée certains élus qui siègent à la CEA, savoir si effectivement, on a une action volontaire et efficace sur l'évolution de cette composante. Je vous remercie.

Mme le Maire : Il n'y a pas d'autres demandes de parole, donc je vais laisser Anne-Catherine GOETZ répondre.

Mme GOETZ : Précisément sur ce sujet, la question a été évidemment posée à la CEA, à la représentante de la CEA à la dernière réunion du Bureau de l'Opéra National du Rhin. C'est une question qui a été entendue. On n'a évidemment pas encore de réponse, mais globalement – et ça répond un petit peu à la question que vous avez posée tout à l'heure – cette recherche de nouveaux financements devra passer par ce que j'appelle des conférences des financeurs. Je souhaite les réunir tous les financeurs actuels des grands opérateurs culturels pour savoir comment trouver des pistes d'évolution des contributions des uns et des autres parce qu'effectivement, les institutions font face actuellement à des difficultés. Je rappelle quand même et ça ne vous a pas échappé que la Ville de Mulhouse a maintenu toutes ses subventions à la culture, aux acteurs culturels. Mme SCHWEITZER, pour vous répondre : nous sommes au travail pour trouver de nouveaux financements, ce que font aussi les acteurs culturels, ils n'attendent pas que les financements arrivent, ils déploient aussi beaucoup d'ingéniosité, comme de la coproduction par exemple ou bien de trouver des recettes propres, augmenter les recettes de billetterie dès que c'est, d'ailleurs le spectacle vivant repart à la hausse, donc c'est en bonne voie. Tout le monde est mobilisé autour de ces questions pour la préservation de ces institutions.

Mme le Maire : Merci pour la réponse. Nous allons mettre cette délibération au vote. Qui est pour ? Est-ce que quelqu'un est contre ? Est-ce que quelqu'un s'abstient ? Merci à vous.

Pour : 46 + 4 procurations
Groupe majoritaire : 35 + 3 procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6
Groupe M Mulhouse : 2 + 1 procuration
Non-inscrits dans un groupe : 3

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

**18° REGIE PERSONNALISEE ORCHESTRE SYMPHONIQUE DE
MULHOUSE : CONVENTION DE SUBVENTION 2024 - 2026
(2100/7,5/1071)**

Acteur culturel phare de la Ville de Mulhouse et de son territoire, l'OsM participe à la mise en place d'un projet artistique et culturel d'envergure nationale. L'orchestre porte également une attention particulière aux publics éloignés de l'offre artistique et met en œuvre un programme d'actions et de médiations culturelles, notamment vis-à-vis des jeunes et dans le champ de l'action sociale.

En reconnaissance de cette exigence et de la qualité artistiques de son orchestre, la Ville de Mulhouse souhaite s'engager dans une démarche de labellisation « orchestre national en région ».

Afin de répondre à l'un des critères d'éligibilité exigés par le label, la Ville de Mulhouse a créé juridiquement la Régie personnalisée de l'OsM par délibération en date du 14 décembre 2022, avec effet au 1er janvier 2023. La délibération a par ailleurs, adopté les statuts de la Régie personnalisée et déterminé les membres du Conseil d'Administration (Etat, Ville de Colmar, Collectivité européenne d'Alsace).

L'année 2023 a permis de mettre en place les instances et les conventions nécessaires au fonctionnement opérationnel de la Régie au 1er janvier 2024.

A cette date, la régie personnalisée bénéficiera d'un budget propre. L'OsM fonctionnait auparavant en régie directe et ses dépenses et recettes étaient portées par la Ville de Mulhouse. Pour l'année 2024, la Ville de Mulhouse propose le versement d'une subvention de fonctionnement de 3,55 M€.

La convention jointe, précise les attentes de la Ville et les conditions de versement des subventions pour la période 2024 à 2026. Les éléments de programmation budgétaire pluriannuelle qu'elle contient sont de nature à permettre à l'OSM de s'inscrire dans une logique de programmation des productions de nature à en garantir la qualité artistique et à en faciliter l'organisation.

Les crédits sont proposés au budget primitif 2024 :

Ligne de crédit 37 377 – chapitre 65 – nature 657363 – « Subvention OsM »

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- décide l'attribution d'une subvention de fonctionnement de 3,55 M€ au titre de l'exercice budgétaire 2024
- approuve la convention de subvention 2024-2026
- autorise Madame le Maire ou son représentant à signer la convention et toutes les pièces nécessaires à sa mise en œuvre

P.J : Un projet de convention

VILLE DE MULHOUSE
Direction de la Culture
2100- NB

CONVENTION DE SUBVENTION

Entre

La Ville de Mulhouse, représentée par Mme Michèle LUTZ, Maire dûment habilitée en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 14 décembre 2023 et désignée sous le terme « la Ville »
d'une part,

Et :

La Régie personnalisée de l'OsM, ayant son siège social 20 Allée Nathan Katz 68200 Mulhouse, représentée par sa Présidente, Anne-Catherine GOETZ, dûment habilitée par délibération du Conseil d'Administration du 15 mars 2023, et désigné sous le terme « l'OsM »
d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

La Régie personnalisée de l'OsM a pour objet d'organiser, de développer et de promouvoir les activités de l'Orchestre symphonique de Mulhouse.

Celui-ci poursuit deux ambitions complémentaires :

- Une qualité artistique portée vers l'excellence
- Un ancrage territorial au service de tous.

Afin de pouvoir assurer ses missions, la Régie personnalisée OsM doit disposer d'un budget de fonctionnement et d'investissement (équipement) dont elle disposait déjà dans le cadre de la régie directe.

Compte tenu de l'intérêt que présentent ces actions pour le développement et le rayonnement de la culture sur le territoire de Mulhouse et au-delà, la Ville a décidé d'en faciliter la réalisation en allouant des moyens financiers à l'OsM dans les conditions fixées par la présente convention.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de déterminer les moyens financiers alloués par la Ville à l'OsM pour l'organisation, le développement et la promotion des activités de l'OsM pour la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2026.

ARTICLE 2 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

La Ville de Mulhouse verse à l'OsM une subvention de fonctionnement destinée à lui permettre de réaliser ses missions.

La participation de la Ville de Mulhouse s'élève à 3 550 000 € au titre de l'année 2024, approuvée par le Conseil Municipal du 14 décembre 2023. Ce montant inclut le remboursement du coût des prestations assurées par la Ville pour le compte de l'OsM, coût évalué à 150K€ pour l'exercice 2024.

Dans le cadre de son fonctionnement sous forme de Régie personnalisée, l'OsM s'engage à rechercher et mobiliser des recettes et renforcer ses ressources propres à travers :

- un réexamen annuel de sa politique tarifaire ;
- une consolidation des partenariats déjà existants ;
- l'exploration de nouvelles possibilités de financements ;
- une ouverture vers les soutiens privés et mécénats.

Le versement de cette subvention interviendra selon l'échéancier suivant :

- un 1^{er} acompte de 25% de son montant avant le 31 janvier ;
- un deuxième acompte de 25% avant le 31 mars ;
- un troisième acompte de 25% avant le 30 juin ;
- le solde avant le 30 septembre.

La subvention est virée au compte de l'OSM selon les procédures comptables en vigueur :

Code banque : 30001- code guichet :00581 – compte : F6860000000 – clé –89
Banque de France

ARTICLE 3 : BUDGET PREVISIONNEL ET TRESORERIE

Le niveau de la subvention versée par la Ville pour l'exercice 2025 sera déterminé en fonction des résultats en exécution du budget 2024, du budget prévisionnel 2025, du respect des engagements de l'OsM au titre de la présente convention. Un avenant à la présente convention déterminera le montant définitif de la subvention de la Ville pour 2025 conformément aux crédits inscrits au budget primitif de la Ville de Mulhouse.

L'activité de l'OsM s'inscrit dans la notion de saison culturelle, qui couvre deux exercices budgétaires. Aussi, pour l'exercice 2026 et afin de permettre de s'engager dans une logique de programmation pluriannuelle des productions, un dialogue de gestion sera mis en place au cours du 4^{ème} trimestre de l'année 2024

(N-2) en prévision de la saison artistique de l'année 2026 (N). Dans ce cadre, l'OsM s'engage à produire les éléments suivants :

- les perspectives de réalisation de l'année en cours à partir d'un tableau de suivi budgétaire analytique de son activité
- une note présentant les orientations stratégiques de l'établissement, ainsi que les moyens financiers, matériels et humains nécessaires à leur réalisation pour les années N et suivantes ;
- une présentation analytique de l'activité artistique à venir ;
- une prospective budgétaire sur trois ans

L'OsM s'engage également à fournir à la Ville, dans les 30 jours précédant leur présentation au Conseil d'administration :

- son budget primitif selon la présentation réglementaire par nature respectant le cadre comptable M57, ainsi que les principes budgétaires d'équilibre et de sincérité ;
- tous les projets de décisions budgétaires (décisions modificatives, budget supplémentaires)

En cas de circonstances exceptionnelles, l'échéancier de versement retenu pourra être éventuellement modifié en cours d'année après accord des deux parties.

Un avenant à la présente convention déterminera le montant de la subvention de la Ville pour 2026 conformément aux crédits inscrits au budget primitif de la Ville de Mulhouse.

ARTICLE 4 : REDDITION DES COMPTES, CONTROLE DES DOCUMENTS FINANCIERS

Afin de permettre à la Ville de Mulhouse et à l'OsM de disposer d'une vision rétrospective et prospective de la situation financière de l'Orchestre, le dispositif suivant sera mis en œuvre entre les deux parties :

- réalisation d'un point de situation trimestriel sur la base du tableau de suivi budgétaire analytique de son activité au titre de l'année en cours ;
- transmission du compte administratif réglementaire de l'exercice écoulé dès son adoption par le Conseil d'administration avant le 30 juin N+1 ;
- transmission du compte administratif analytique de l'exercice écoulé dès le 30 juin N+1, en cohérence avec le compte administratif réglementaire.

D'une manière générale, l'OSM s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la Ville, l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition à cet effet.

En cas de déficit, l'OsM s'engage à prendre toute mesure permettant de rétablir l'équilibre sans faire appel à une augmentation de la participation de la Ville.

ARTICLE 5 - AUTRES ENGAGEMENTS

L'OSM s'engage à fournir dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice les documents ci-après :

- le bilan artistique de l'OsM ;
- un état des effectifs et du personnel employé dans l'année ;
- un bilan annuel des actions et dispositifs de promotion égalité femme hommes, et des actions de prévention mises en place en matière de lutte contre les violences et le harcèlement sexistes et sexuels (VHSS)
- un compte-rendu financier et qualitatif relatif à l'utilisation de la subvention.

Et tout autre document demandé par la Ville de Mulhouse.

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, le bénéficiaire en informe la Ville sans délai.

La Ville se réserve la possibilité de demander le remboursement de la part de subvention dont l'utilisation ne serait pas justifiée par l'OsM.

La décision de la Ville intervient après échange préalable avec l'OsM et examen des justificatifs présentés par l'OsM.

Le bénéficiaire s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la Ville de Mulhouse ainsi que le nom du label dont il bénéficie sur tous les supports de communication (dossiers de presse, programmes, affiches, cartons d'invitation, site internet, etc.).

ARTICLE 6 : RESPONSABILITE ET ASSURANCE

L'aide financière apportée par la Ville pour la réalisation des missions de l'OsM ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable à l'OsM ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

L'OsM souscrira toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Il paiera les primes et les cotisations de ses assurances sans que la responsabilité de la Ville puisse être mise en cause. Il devra justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondant.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification du contenu de la présente convention sera constatée par avenant dûment approuvé par les deux parties.

ARTICLE 8 : DUREE DE LA CONVENTION - RESILIATION

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée de trois ans, sans préjudice des articles 4 et 5 qui continueront de s'appliquer dans les délais mentionnés à ces articles.

Elle prendra effet à la date du 1^{er} janvier 2024.

L'OSM, en lien avec la Ville de Mulhouse et les membres de la régie personnalisée, établira une convention pluriannuelle d'objectifs détaillant les attentes et moyens mis en œuvre par chacun des contributeurs.

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de trente jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure. Le montant de la subvention sera réévalué par la Ville en tenant compte de la date de résiliation et des missions réalisées par l'OsM entre le début de l'exercice et la date de prise d'effet de la résiliation.

ARTICLE 9 : COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention sera soumis au Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait à Mulhouse, le

Pour la Ville de Mulhouse
Le Maire

Pour la régie personnalisée OsM
La Présidente

Michèle LUTZ

Anne-Catherine GOETZ

Mme le Maire : Les trois prochaines délibérations seront présentées d'un seul tenant, il s'agit de la 1071, 1072 et 1073. Ce sont trois délibérations qui concernent le même argument, la même structure, à savoir l'Orchestre Symphonique de Mulhouse. Donc, je vais laisser Anne-Catherine GOETZ nous présenter les trois délibérations et nous reviendrons pour voter individuellement chaque délibération.

Mme GOETZ : Merci, Mme le Maire. Souvenez-vous, par délibération du 14 décembre 2022, nous avons créé la régie personnalisée de l'OSM. C'était un acte juridique qui a permis la création des statuts, ainsi que des organes délibérants. Le conseil d'administration s'est réuni déjà trois fois cette année. Il se réunira une dernière fois le 21 décembre. La Régie a une personnalité juridique, mais pas encore d'autonomie budgétaire. Cette délibération 1071 porte sur l'autorisation de verser la subvention de la Ville à la Régie et je rappelle que la Ville est le premier contributeur de l'Orchestre Symphonique à hauteur de 70 % du budget global.

Mme le Maire : Qui est pour ? Y a-t-il quelqu'un qui soit contre ? Quelqu'un s'abstient ?

Pour : 41 + 4 procurations

Groupe majoritaire : 31 + 3 procurations

Groupe Mulhouse Cause Commune : 5

Groupe M Mulhouse : 2 + 1 procuration

Non-inscrits dans un groupe : 3

Ne prennent pas part au vote :

Mme GOETZ, Mme MIQUEE, Mme MOTTE, M. OBERLIN et M. SIMEONI.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

**19° REGIE PERSONNALISEE ORCHESTRE SYMPHONIQUE DE
MULHOUSE : CONVENTION DE PRESTATION DE SERVICE
(2100/8.9/1072)**

Acteur culturel phare de la Ville de Mulhouse et de son territoire, l'OsM participe, à la mise en place d'un projet artistique et culturel d'intérêt général et d'envergure nationale. Afin de pouvoir s'engager dans une démarche de labellisation de son orchestre, la Ville de Mulhouse a créé juridiquement la Régie personnalisée de l'OsM par délibération n° 744 en date du 14 décembre 2022, avec effet juridique au 1er janvier 2023 et effets opérationnels au 1^{er} janvier 2024.

Compte tenu de l'intérêt que présentent ces actions pour le développement et le rayonnement de la culture sur le territoire de Mulhouse et au-delà, la Ville a décidé d'en faciliter la réalisation en allouant des moyens matériels de fonctionnement à l'occasion d'une convention de prestations de service.

Conformément aux articles 14 et 15 de ses statuts, la Régie dispose ainsi des moyens en nature qui lui sont attribués par ses membres, notamment la Ville de Mulhouse.

La mise à disposition de locaux à la Filature et le versement d'une subvention de fonctionnement et d'investissement feront l'objet de délibérations et de conventions à part.

La présente convention a pour objet de préciser la nature et l'étendue des concours de la Ville de Mulhouse à l'OsM. Elle précise non seulement les conditions de mise à disposition des biens mobiliers mais encore les missions effectuées par la Ville de Mulhouse pour le compte de l'OsM et fixe les obligations juridiques et financières qui y sont rattachées.

Sont notamment précisées, les conditions dans lesquelles la ville met à disposition de la régie personnalisée :

- Une assistance administrative, budgétaire et juridique.
- Des moyens matériels et mobiliers
- Des postes de travail informatiques, des équipements téléphoniques ainsi que les matériels d'impression.

La convention précise également les conditions de remboursement des biens et services mis à disposition.

La convention est prévue pour une durée de 3 ans du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2026.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve ces propositions,
- autorise Madame le Maire ou son représentant à signer la convention et toutes les pièces nécessaires à sa mise en œuvre.

P.J : Une convention

CONVENTION D'EQUIPEMENTS ET DE PRESTATION DE SERVICE

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

La Ville de Mulhouse

domiciliée 2 rue Pierre et Marie Curie, BP 10020, 68948 MULHOUSE CEDEX 9 représentée par son Maire Madame Michèle LUTZ, habilitée à agir en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 14 décembre 2023,

Ci-après dénommée « La Ville »

D'UNE PART,

L'Orchestre symphonique de la Ville de Mulhouse, régie personnalisée dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière, dont le siège social est situé à la Filature, 20 allée Nathan Katz 68090 Mulhouse Cedex, et représenté par Madame Anne-Catherine GOETZ, Présidente, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'administration en date du 21 décembre 2023,

Ci-après dénommé « L'OsM ou la Régie »

D'AUTRE PART,

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Préambule

La Régie personnalisée OsM a pour objet d'organiser, de développer et de promouvoir les activités de l'Orchestre symphonique de Mulhouse.

Celui-ci poursuit deux ambitions complémentaires :

- Une qualité artistique portée vers l'excellence
- Un ancrage territorial au service de tous.

Afin de pouvoir assurer les missions qui lui sont confiées par les structures et collectivités qui ont créé la régie personnalisée, l'OsM doit disposer d'équipements et de services qui lui sont nécessaires, et dont elle disposait déjà dans le cadre de la régie directe.

Dans ce contexte, les parties conviennent ce qui suit :

Article 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser la nature et l'étendue des concours de la Ville de Mulhouse à l'OsM. Elle précise non seulement les conditions de mise à

1

disposition des biens mobiliers, mais encore les missions effectuées par la Ville de Mulhouse pour le compte de l'OsM et fixe les obligations juridiques et financières qui y sont rattachées.

Sont notamment précisées, les conditions dans lesquelles la ville met à disposition de la régie personnalisée :

- Une assistance administrative, budgétaire et juridique.
- Des moyens matériels et mobiliers.
- Des postes de travail informatiques, des équipements téléphoniques ainsi que les matériels d'impression.

La convention précise également les conditions de remboursement des biens et services mis à disposition.

Article 2. Assistance et prestations administratives et budgétaires

Afin de garantir le bon fonctionnement de l'OsM, la Ville de Mulhouse exerce une mission générale d'assistance en matière administrative, juridique, financière et technique dans les domaines suivants :

2.1 Gestion financière, budgétaire et comptable :

La Ville participe à l'assistance financière de l'OsM dans les domaines suivants :

- Paramétrage, gestion et maintenance du logiciel de gestion financière et des flux dématérialisés,
- Réception des factures et mandatement,
- Appui à la création de régie d'avances et de recettes,
- Gestion de l'actif,
- Reporting, calcul de coûts,
- Instruction et suivi de la dette,
- Accompagnement aux écritures comptables de fin d'exercice,
- Formation.

2.2 Concours en matière d'assurances :

La Ville assurera une fonction de conseil en matière d'assurances.

L'OsM souscrit à une police d'assurance qui lui sera propre pour sa responsabilité civile et le dommage aux biens, à l'exception des instruments qui restent couverts par l'assurance de la Ville de Mulhouse. La survenance de tout sinistre lié aux instruments devra être portée sans délai à la connaissance de la Ville, Direction des affaires juridiques, qui se chargera de faire la déclaration ad hoc aux assureurs et de mener à bien le règlement.

Modalités financières particulières

Le montant de la prime d'assurance des instruments, sera refacturé par la Ville, en fin d'année

2.3 Conseil juridique et contrôle de légalité :

L'OsM pourra bénéficier des conseils et analyse du service juridique de la Ville de Mulhouse et d'une assistance lors de la passation de marchés publics complexes.

2

Dans le cadre de la télétransmission des actes juridiques de l'OSM au contrôle de légalité, la Ville met à disposition des outils et services de dématérialisation et télétransmission.

2.4 Gestion des agents de l'OsM

La Ville conserve la gestion des agents affectés à l'OsM dont la paye.

Ultérieurement, la mise à disposition du personnel nécessaire à l'exercice des missions de l'OsM fera l'objet d'une convention dédiée.

Modalités financières particulières

Les prestations de service assurées par la Ville, feront l'objet d'un décompte en équivalent temps plein, et donneront lieu à facturation annuelle.

L'évaluation de la charge des services se fait en prenant en compte :

- Les charges de personnel nécessaires à la réalisation des missions d'assistance à la gestion et à l'organisation, incluant d'une part la masse salariale (traitement, régime indemnitaire, charges sociales) et d'autre part des charges accessoires : frais de formation ; frais de déplacement (professionnels et liés à la formation) ; participations versées à l'Amicale du personnel et à la mutuelle.

2.5 Archivage

La Ville fournit une assistance afin de permettre l'archivage réglementaire des documents administratifs produits par l'OsM, dans le cadre des textes en vigueur.

2.6 Communication et site internet

La Ville fournit son concours à la gestion du site internet de l'OsM.

L'OsM s'engage à mentionner sur tous ses supports d'information et/ou de communication imprimée et numérique le logo de la Ville

La Direction de la communication de la Ville apportera son soutien à la promotion des spectacles de l'OSM en mettant à sa disposition gratuitement, sous réserve de disponibilité, l'ensemble de ses supports de communication: réseau d'affichage, agenda, magazines municipaux, internet, réseaux sociaux...

Article 3. Moyens généraux

Le service des moyens généraux et le parc véhicule exercent pour le compte de l'OSM, les missions suivantes

3.1 Gestion du courrier

- Acheminement, tri, affranchissement et expédition du courrier
- Utilisation du Logiciel de dématérialisation du courrier.

3.2 Logistique

- Appui au déménagement et à l'aménagement de bureaux,
- Fourniture de mobiliers classiques pour l'administration (bureau, fauteuils de bureau, armoires...) qui resteront propriété de la Ville

3

- Fournitures de de matériels et consommables de bureau.

3.3 Reprographie

Pour ses besoins, l'OsM pourra faire appel aux prestations du service mutualisé, Moyens Généraux-imprimerie reprographie, ou à un autre prestataire.

Les dépenses supportées par les Moyens généraux pour le compte de l'OSM (affranchissement, papier, fournitures de bureau, reprographie...) feront l'objet d'une facturation directe sur la base des consommations et des coûts directs relevés.

Article 4. Parc véhicule

Mise à disposition permanente de véhicules

La Ville de Mulhouse met à la disposition permanente de l'OsM un véhicule de type Jumpy, propriété de la Ville de Mulhouse.

Le véhicule mis à disposition est couvert par la police d'assurance de la Ville de Mulhouse. La survenance de tout sinistre couvert par la police d'assurance devra être portée sans délai à la connaissance de la Ville de Mulhouse, Direction Environnement et services urbains, qui se chargera de faire la déclaration ad hoc à l'assureur et de mener à bien le règlement.

Le service parc véhicule de la Ville de Mulhouse fournit l'assistance automobile du véhicule propriété de l'OsM.

- l'entretien et réparations courantes des véhicules,
- la révision des véhicules et préparation pour les contrôles techniques
- une mission de conseil (analyse du besoin) pour un achat éventuel ou le remplacement du parc existant.

Utilisation du parc véhicule

Le service de l'OsM pourra solliciter l'utilisation du parc véhicule de la Ville de Mulhouse, sous réserve de la disponibilité des véhicules demandés, dans les mêmes conditions que pour les autres services de la Ville.

Conditions de remboursement des frais afférents

Les dépenses supportées par le parc véhicule pour le compte de l'OSM feront l'objet d'une facturation directe sur la base des consommations et des coûts directs relevés.

Article 5. Equipement musical

Pour mener à bien ses missions, l'OsM bénéficie d'une bibliothèque musicale et d'un parc instrumental.

Les biens meubles de la bibliothèque musicale (livres, partitions, ...) et du parc instrumental (instruments de musique et accessoires, pupitres, ...) sont mis à disposition de l'OsM à titre gracieux.

Cf. Annexe 1 : Liste des biens meubles de la Bibliothèque musicale et des instruments de musique.

L'OsM informe la Ville de tout dommage causé aux équipements et matériels mis à sa disposition.

En cas de dégradation volontaire ou de vol des équipements et matériels mis à disposition, l'OsM informe immédiatement la Ville et s'engage à porter plainte.

4

Article 6. Prestations informatiques, reprographie et téléphoniques**6.1 Prestations assurées****6.1.1 Mise à disposition d'un système d'information « administratif »**

La Ville met à disposition de l'OsM les postes de travail informatiques, logiciels et périphériques associés et assure l'exploitation des infrastructures informatiques associées (réseau, serveurs, accès internet).

Les prestations assurées par la Ville dans ce cadre en régie directe ou externalisées auprès de tiers sous son autorité de gestion sont :

- La création des comptes utilisateurs avec une messagerie rattachée ;
- Le support aux utilisateurs ;
- L'exploitation et le maintien en conditions opérationnelles de l'infrastructure matérielle et logicielle nécessaire au fonctionnement des postes de travail telles que définies dans l'annexe 2 « Inventaire des matériels mis à disposition et liste des interlocuteurs » ;
- L'installation éventuelle de nouveaux postes de travail et/ou de leurs périphériques ainsi que leur raccordement au réseau.

6.1.2 Mise à disposition de moyens de communication téléphonique

La Ville met à disposition de l'OsM les équipements téléphoniques et fax utilisés par les personnels de l'OsM et assure l'exploitation des infrastructures téléphoniques associées (autocommutateur).

Les prestations assurées par la Ville dans ce cadre en régie directe ou externalisées auprès de tiers sous son autorité de gestion sont :

- Le support aux utilisateurs aux conditions d'intervention » ;
- L'exploitation et le maintien en conditions opérationnelles des autocommutateurs et accès opérateurs desservant les postes ;
- L'installation éventuelle de nouveaux postes téléphoniques ainsi que leur raccordement à l'autocommutateur concerné.

6.1.3 Mise à disposition d'un accès internet

La Ville met à disposition de l'OsM un accès internet desservant les postes administratifs et en assure l'exploitation.

6.1.4 Délivrance de prestations d'impressions, photocopies

Pour répondre aux besoins de prestation d'impressions et photocopies, la Ville met des imprimantes / photocopieurs sur site à disposition de l'OsM et en assure l'exploitation.

6.1.5 Délivrance de prestations d'imprimerie-reprographie

La Ville met à disposition des imprimantes/photocopieurs, qui restent sa propriété.

Les prestations assurées par la Ville dans ce cadre en régie directe ou externalisées auprès de tiers sous son autorité de gestion sont :

- Le support aux utilisateurs aux conditions définies d'intervention » ;
- L'exploitation et le maintien en conditions opérationnelles des matériels ainsi que la fourniture des consommables.

6.1.6 Mise à disposition d'un espace de stockage sécurisé

La Ville met à disposition de l'OsM, au sein de son infrastructure informatique, un espace de stockage sécurisé.

Le lecteur Y:\ est un partage accessible à tous les utilisateurs de l'OsM ainsi qu'aux utilisateurs de la Ville de Mulhouse et m2A. Il est en accès total à tout le monde (lecture/écriture/suppression). Il a pour vocation de permettre des échanges inter-services ponctuels mais en aucun cas servir d'emplacement de stockage des informations car il n'est pas sauvegardé. La Ville décline toute responsabilité quant à la perte d'information sur ce lecteur.

Le lecteur H:\

En cas de nécessité, la DSI peut créer des zones spécifiques de stockage de données entre plusieurs utilisateurs. Dans ce cas, une demande émanant du Directeur de l'OsM devra être transmise à la DSI. Cette demande devra décrire l'arborescence et les limitations souhaitées.

Les prestations assurées par la Ville dans ce cadre sont :

- La mise en place des droits d'accès pour cet espace de stockage ;
- La sauvegarde quotidienne de cet espace ;
- La restauration en cas de besoin.

6.1.7 Hébergement d'un serveur ou d'applications métiers au sein de l'infrastructure informatique

La Ville peut mettre à disposition de l'OsM, au sein de son infrastructure informatique, l'environnement nécessaire pour héberger un serveur virtuel, ou une application métier.

L'OsM fera appel à un prestataire pour l'installation et pour le support des applications métiers développées en externe. L'intervention du prestataire devra se faire en coordination avec la DSI et dans le respect des dispositions de la charte informatique de la Ville. En particulier, l'OsM devra fournir à la DSI : la liste des applications utilisées, le nom d'un référent par application ainsi qu'une copie des contrats de maintenance.

La Ville ne prend pas à sa charge les licences, abonnements et cout de maintenance des logiciels métiers spécifiques (type Orfeo ou Spaictacle).

6.2 Conditions d'intervention

Les conditions d'intervention en cas de dysfonctionnement sont identiques à celles assurées par la Ville pour ses propres besoins.

Elles s'appuient, en particulier en cas d'incident, sur un service « Helpdesk Informatique (SIT) » accessible les jours ouvrés de 8h30 à 17h00 pour l'ensemble des

équipements mis à disposition tels que définis dans l'annexe 2 « Inventaire des matériels et applications mis à disposition et liste des interlocuteurs ».

6.3 Prestations non assurées

L'évolution significative de l'infrastructure informatique ou téléphonique (hors ajout de postes de travail et/ou de leurs périphériques ou de postes téléphoniques), n'est pas couverte par la présente convention.

L'acquisition des applications métiers n'est pas prise en charge par la Ville. Le support des applications métiers n'est pas assuré par la DSI.

L'acquisition (réservation) de noms de domaine est à la charge de l'OsM.

6.4 Identification des acteurs informatiques

Les interlocuteurs de la Ville dont les coordonnées sont précisées dans l'annexe 2 « Inventaire des matériels et applications mis à disposition et liste des interlocuteurs » sont :

- interlocuteur en charge du suivi de l'application de la convention,
- Helpdesk informatique (SIT) à contacter lors du recours au support technique en ligne via l'Intranet (« Demande SIT ») ou au 03 89 32 68 68
- interlocuteur(s) à qui adresser les nouvelles demandes de postes de travail et de postes téléphoniques.

L'OsM désigne un interlocuteur principal ainsi qu'un ou deux interlocuteurs suppléants (contacts techniques) habilités à :

- adresser de nouvelles demandes de matériels à la Ville,
- contacter le SIT de la Ville pour les demandes de support.

6.5 Sécurité numériquePrincipe général

La Ville assiste l'OsM pour les questions de sécurité numérique, notamment par :

- l'accompagnement dans la mise en conformité au Règlement Européen sur la Protection des données (dit « RGPD »),
- la définition et accompagnement de la mise en œuvre de la politique de sécurité du Système d'Information,
- le conseil auprès des services et sensibilisation des agents sur les règles en matière de protection des données personnelles et de sécurité numérique,
- la veille juridique et technologique sur les enjeux de sécurité numérique,
- la mise en contact avec la Commission Nationale de l'Informatique et Libertés (CNIL) et de l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI).

Sécurité mise en œuvre

Il est exposé, ci-dessous, les grandes lignes de la sécurité mise en œuvre par la DSI. Celles-ci sont extraites de la charte informatique de la Ville de Mulhouse (ci-après la « charte ») qui sera communiquée à l'ensemble des agents de l'OsM. La régie personnalisée s'engage à faire respecter cette charte par ces agents.

Les moyens mis en œuvre par la DSI correspondent à un niveau élevé de sécurité.

- Les serveurs sont contrôlés par un anti-virus dédié mis à jour quotidiennement,
- Les mails sont filtrés par un anti-virus sur le serveur de messagerie et un anti-virus local (sur chaque PC), tous deux mis à jour quotidiennement,
- Le transfert de fichiers par mail avec des extensions sensibles (fichiers exécutable) est interdit et bloqué (fichiers avec extensions du type *.exe, *.bat, *.com, mp3...),
- Les PC sont sécurisés au moyen d'un anti-virus local également mis à jour quotidiennement,
- La sécurité réseau est assurée par un pare-feu de dernière génération.
- Les systèmes d'exploitation sont mis à jour automatiquement. Ces mises à jour permettent de contrer les virus basés sur les failles des systèmes d'exploitation de Microsoft.
- La navigation sur Internet est limitée par une solution de filtrage d'URL automatique qui interdit l'accès aux sites sensibles les plus connus (site à caractère pornographique, pédophilie, raciste, ...). Ce logiciel émet des états des lieux de la navigation. La DSI est donc en mesure de fournir ces informations au Directeur de l'OsM. En cas d'abus ou de non-respect de la charte, la décision peut être prise d'isoler les postes des agents responsables de ces abus.
- Une solution de filtrage est mise en œuvre au niveau de la messagerie afin de filtrer les mails indésirables.
- Le mot de passe de l'utilisateur est confidentiel et personnel. Il est interdit de communiquer son mot de passe à autrui. Il n'est pas connu des agents de la DSI. Chaque utilisateur peut, à sa guise, et quand il le désire, changer son mot de passe. L'utilisateur sera en tout état de cause contraint de le changer tous les trois mois.
- Une mise en veille automatique est déclenchée après 15 minutes d'inactivité et ne peut pas être suspendue.

Les utilisateurs ne doivent en aucun cas tenter de contourner ces solutions de protection ou d'empêcher leur bon fonctionnement.

Cependant, aucune solution n'étant fiable à 100%, la Ville décline toute responsabilité sur d'éventuelles pertes d'informations ou destructions liées à une éventuelle attaque virale ou de hacking. Elle assurera en revanche la remise en état des équipements éventuellement touchés ou proposera une solution technique pour le renouvellement des équipements, ceci dans un délai qui dépendra de l'ampleur des dégâts.

Les choix liés à la sécurité (stratégies, produits, ...) sont du ressort de la DSI.

En cas d'urgence, la DSI se réserve le droit d'isoler tout ou partie du réseau de l'OsM, des PC ou serveurs ou de déconnecter des utilisateurs pour éviter une infection virale généralisée.

Article 7. Les dispositions financières**7.1 Subvention de fonctionnement**

Afin de permettre à l'OsM de remplir sa mission, la Ville lui versera annuellement une subvention de fonctionnement.

Le versement de la subvention fera l'objet d'une convention spécifique entre la Ville et l'OsM ou sera intégré dans une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens, conclue avec l'ensemble des membres de la régie personnalisée.

7.2 Dépenses et recettes de fonctionnement antérieures au 31 décembre 2023

La Ville de Mulhouse procèdera au rattachement des charges et produits relatifs à des services faits antérieurs au 31 décembre 2023.
Les charges réceptionnées après la clôture des comptes et correspondant à des prestations réalisées avant le 31 décembre 2023 seront traitées par le budget principal de la Ville de Mulhouse.
Les recettes encaissées après le 31 décembre 2023 et liées à des prestations réalisées en 2023 seront encaissées sur le budget principal de la Ville de Mulhouse.

Article 8. Conditions générales de remboursement

8.1 Principe général

La mise à disposition des équipements se fera à titre gracieux dans le cadre des articles 14 et 16 des statuts constitutifs de la régie personnalisée OsM, sauf mention contraire.
Les prestations de service assurées par les services de la Ville ou de m2A, feront l'objet d'une facturation semestrielle sur la base de la détermination du coût des services mis à disposition.

8.2 Détermination de la charge des services de la Ville mis à disposition de l'OsM

La détermination du coût des services mis à disposition de l'OsM s'appuie sur le calcul d'un taux de prise en charge appliqué au coût annuel de ces services. Ce taux tient compte d'un critère « effectifs » pour 50% et d'un critère « budget » pour 50%.

Au titre de l'année 2024, le taux de prise en charge par l'OsM est le suivant :

Critère « effectifs » : $50\% \times (\text{nombre d'agent OsM au 1}^{\text{er}} \text{ janvier N} / \text{nombre total d'agents travaillant pour l'OsM et pour la Ville de Mulhouse hors agents mutualisés au 01/01/N})$

+

Critère « budget » : $50\% \times ((\text{budget primitif de fonctionnement et d'investissement réel N de l'OsM} / \text{budgets primitifs de fonctionnement et d'investissement réels N de l'OsM et de la Ville de Mulhouse - budget principal uniquement}))$

A compter de 2025, le taux de prise en charge par l'OsM est le suivant :

Critère « effectifs » : $50\% \times (\text{nombre d'agent OsM au 1}^{\text{er}} \text{ janvier N} / \text{nombre total d'agents travaillant pour l'OsM et pour la Ville de Mulhouse hors agents mutualisés au 01/01/N})$

+

Critère « budget » : $50\% \times ((\text{compte administratif de fonctionnement et d'investissement réel N-1 de l'OsM} / \text{comptes administratifs de fonctionnement et d'investissement réels N-1 de l'OsM et de la Ville de Mulhouse - budget principal uniquement}))$

d'investissement réels N-1 de l'OsM et de la Ville de Mulhouse - budget principal uniquement))

Ce taux de prise en charge s'applique aux charges des services suivants :

- Finances ;
- Affaires juridiques ;
- Courrier ;
- Moyens généraux hors nettoyage ;
- Systèmes d'Information ;
- Archives.
- Ressources Humaines, Amicale du Personnel et Syndicats.

Le coût annuel de ces services pris en compte pour le calcul est celui qui découle du coût réel arrêté par la direction des ressources humaines au compte administratif de chaque exercice.

8.3 REGLEMENT DE LA PARTICIPATION AUX CHARGES

Il est convenu entre les parties que les dépenses effectivement supportées par la Ville pour le compte de l'OsM font l'objet d'un remboursement de la part de celui-ci.
La mise à disposition de moyens par la Ville fera l'objet d'une facturation de la Ville de Mulhouse à l'OsM selon les modalités suivantes :

- Pour le 1^{er} semestre :
 - un acompte dont le montant sera égal à la moitié des montant estimatifs pour l'exercice 2024 ;
 - et à la moitié des montants réalisés au cours de l'exercice N-1 pour les exercices budgétaires à compter de 2025.
- Un décompte annuel au titre du 2nd semestre permettant d'opérer le réajustement avec les montants définitivement réalisés au cours de l'exercice budgétaire.

Les sommes dues seront acquittées par l'OsM dans les conditions de règlement en vigueur dans les collectivités territoriales.

Responsabilité et assurances

L'OsM est responsable de tout dommage causé à la Ville et aux tiers du fait de ses activités. Il déclare que ses activités sont couvertes par une assurance en responsabilité civile.

L'OsM remet à la Ville une attestation d'assurance en responsabilité civile et dommages détaillant les garanties et les montants dans un délai de 30 jours à compter de la signature de la présente convention et à chaque échéance annuelle.

Article 9. Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans, à compter du 1^{er} janvier 2024. La présente convention pourra être revue par avenant tous les ans, sur simple demande des parties.

Une sauvegarde des données, des applications métiers et/ou serveur virtuel sera remise à l'OsM en cas de non renouvellement de la convention, charge à lui de procéder à la restauration de ces données sur sa propre infrastructure.

Article 10. Résiliation

10.1 Par la Ville

La convention pourra être résiliée par la Ville par lettre recommandée avec accusé de réception :

- Moyennant un préavis de trois mois et sans indemnités, en cas d'inexécution par l'OsM d'une des obligations conventionnelles issues des présentes dispositions.
- Moyennant un préavis de six mois et sans indemnités, dans l'hypothèse où la Ville souhaiterait ne plus assurer ou ne serait plus en mesure d'assurer, pour quelque raison que ce soit, les prestations objet de la convention.
- De plein droit en cas de fin de la régie personnalisée de l'OSM pour quelle que cause que ce soit.

10.2 Par l'OsM

La convention pourra être résiliée par l'OsM à tout moment et sans indemnité, par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis minimum de trois mois.

Article 11. Sort des équipements à l'expiration de la convention

A l'expiration de la convention pour quelque cause que ce soit, l'OsM devra restituer à la Ville, l'ensemble des équipements mis à sa disposition sauf ci ceux-ci ont fait l'objet d'une cession en bonne et due forme.

Article 12. Election de domicile

La Ville élit domicile à l'adresse indiquée en tête de la présente convention.
L'OsM élit domicile en ses bureaux tels que visés en tête de la présente convention.
Toute notification à effectuer dans le cadre de la convention sera faite par écrit aux adresses susvisées.

Article 13. Litiges

Les deux parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, toute voie amiable de règlement, et

notamment la médiation, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec de voies amiables de résolutions, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le Tribunal administratif de Strasbourg.

Article 14. Documents contractuels

La présente Convention se compose du corps des présentes et de 2 annexes Sont annexés aux présentes :

- Annexe 1 : Inventaire des matériels musicaux mis à disposition (parc instrumental et bibliothèque musicale)
- Annexe 2 : Inventaire des matériels et logiciels mis à disposition et des interlocuteurs
- Annexe 3 : Charte informatique

Ces annexes pourront être mises à jour sans être constatées par avenant. Une réactualisation annuelle de l'inventaire sera réalisée.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux remis à chacune des parties.

Fait à Mulhouse, le

Pour l'OsM
La Présidente

Pour la Ville de Mulhouse
Le Maire

ANNEXE 1

Inventaire des matériels musicaux mis à disposition (parc instrumental et bibliothèque musicale)

Cf. documents joints.

Collectivité : VILLE DE MULHOUSE			Date Edition: 16/11/2023		
Budget : BUDGET PRINCIPAL			IMMOBILISATIONS DE L'EXERCICE 2023		
Nature: 2051			Situation détaillée		

Critères particuliers: Budget: BUDGET PRINCIPAL / Service: 215 ORCHESTRE SYMPHONIQUE / Tous / Pie.: avec/Sans cession /										
NUMERO D'INVENTAIRE	DESIGNATION	DATE ACQUIS.	DATE M. SERVICE	DUREE AMORTIL.	VALEUR D' ACQUISITION	CUMUL AMORTIAU 01/01	VALEUR NETTE COMPTABLE AU 01/01	VALEUR NETTE COMPTABLE AU 31/12 (1)	SORTIE DE L'ACTIF (2)	AMORTIS. DE L'EXERCICE
(1) ou à la date de sortie de l'actif pour les biens sortis de l'actif pendant l'exercice.										
(2) Dans le cas des sorties totales										
AUT00000000032353	LOGICIEL PAIE	01/12/2020	01/12/2020	2	6 821,18	6 821,18	0,00	0,00		0,00
Sous Total par Nature 2051					6 821,18	6 821,18	0,00	0,00		0,00

Collectivité : VILLE DE MULHOUSE			Date Edition: 16/11/2023		
Budget : BUDGET PRINCIPAL			IMMOBILISATIONS		
Nature: 21838			DE L'EXERCICE 2023		
			<i>Situation détaillée</i>		

Critères particuliers: Budget: BUDGET PRINCIPAL / Service: 215 ORCHESTRE SYMPHONIQUE / Tous / Pie.: avec/Sans cession/										
NUMERO D'INVENTAIRE	DESIGNATION	DATE ACQUIS.	DATE M. SERVICE	DUREE AMORTIL.	VALEUR D' ACQUISITION	CUMUL AMORTIAU 01/01	VALEUR NETTE COMPTABLE AU 01/01	VALEUR NETTE COMPTABLE AU 31/12 (1)	SORTIE DE L'ACTIF (2)	AMORTIS. DE L'EXERCICE
(1) ou à la date de sortie de l'actif pour les biens sortis de l'actif pendant l'exercice.										
(2) Dans le cas des sorties totales										
MANI025945_025945	IMPRIMANTE SECRE'TARIAT	08/11/2002	08/11/2002	5	299,00	299,00	0,00	0,00		0,00
MANI001539_001539	ACCESSOIRE XEROX	17/11/2006	17/11/2006	5	1 889,68	1 889,68	0,00	0,00		0,00
AUT00000000022925	BILLETTERIE WEB INTERNET 2016	17/05/2016	17/05/2016	5	3 063,00	3 063,00	0,00	0,00		0,00
Sous Total par Nature 21838					5 251,68	5 251,68	0,00	0,00		0,00

Collectivité : VILLE DE MULHOUSE			Date Edition: 16/11/2023		
Budget : BUDGET PRINCIPAL			IMMOBILISATIONS DE L'EXERCICE 2023		
Nature: 21841			Situation détaillée		

Critères particuliers: Budget: BUDGET PRINCIPAL / Service: 215 ORCHESTRE SYMPHONIQUE / Tous / Pie.: avec/Sans cession/										
NUMERO D'INVENTAIRE	DESIGNATION	DATE ACQUIS.	DATE M. SERVICE	DUREE AMORTIL.	VALEUR D' ACQUISITION	CUMUL AMORTI AU 01/01	VALEUR NETTE COMPTABLE AU 01/01	VALEUR NETTE COMPTABLE AU 31/12 (1)	SORTIE DE L'ACTIF (2)	AMORTIS. DE L'EXERCICE
(1) ou à la date de sortie de l'actif pour les biens sortis de l'actif pendant l'exercice.										
(2) Dans le cas des sorties totales										
AUT00000000038217	BIEN DE FAIBLE VALEUR 21841	01/01/2023	22/08/2023	1	21 836,53	0,00	21 836,53	21 836,53		0,00
Sous Total par Nature 21841					21 836,53	0,00	21 836,53	21 836,53		0,00

Collectivité : VILLE DE MULHOUSE			Date Edition: 16/11/2023		
Budget : BUDGET PRINCIPAL			IMMOBILISATIONS		
Nature: 21848			DE L'EXERCICE 2023		
			Situation détaillée		

Critères particuliers: Budget: BUDGET PRINCIPAL / Service: 215 ORCHESTRE SYMPHONIQUE / Tous / Pie.: avec/Sans cession/										
NUMERO D'INVENTAIRE	DESIGNATION	DATE ACQUIS.	DATE M. SERVICE	DUREE AMORTIL.	VALEUR D' ACQUISITION	CUMUL AMORTI AU 01/01	VALEUR NETTE COMPTABLE AU 01/01	VALEUR NETTE COMPTABLE AU 31/12 (1)	SORTIE DE L'ACTIF (2)	AMORTIS. DE L'EXERCICE
(1) ou à la date de sortie de l'actif pour les biens sortis de l'actif pendant l'exercice.										
(2) Dans le cas des sorties totales										
AUT00000000032109	FAUTEUIL BUREAU HEBERT OSM	13/11/2020	13/11/2020	8	167,90	40,00	127,90	107,90		20,00
AUT00000000033236	MOBILIER STUDIOS MUSICIENS IKEA	17/05/2021	17/05/2021	8	1 025,99	128,00	897,99	769,99		128,00
AUT00000000035607	PETIT MOBILIER OSM	01/01/2022	01/01/2022	1	157,88	0,00	157,88	0,00		157,88
AUT00000000035604	MOBILIER OSM	23/02/2022	23/02/2022	8	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
AUT00000000035605	MOBILIER	08/04/2022	08/04/2022	8	3 499,98	0,00	3 499,98	3 062,98		437,00
AUT00000000035606	TABLE PLIANTE	09/06/2022	09/06/2022	8	1 510,86	0,00	1 510,86	1 322,86		188,00
Sous Total par Nature 21848					6 362,61	168,00	6 194,61	5 263,73		930,88

NUMERO D'INVENTAIRE	DESIGNATION	DATE ACQUIS.	DATE M. SERVICE	DUREE AMORTIL.	VALEUR D' ACQUISITION	CUMUL AMORTI AU 01/01	VALEUR NETTE COMPTABLE AU 01/01	VALEUR NETTE COMPTABLE AU 31/12 (1)	SORTIE DE L'ACTIF (2)	AMORTIS. DE L'EXERCICE

(1) ou à la date de sortie de l'actif pour les biens sortis de l'actif pendant l'exercice.
(2) Dans le cas des sorties totales

MANI002862_002862	EXTINCTEUR	10/09/1996	10/09/1996	1	123,00	123,00	0,00	0,00		0,00
MANI002864_002864	BANQUETTE DE CONCERT	31/10/1996	31/10/1996	8	335,39	335,39	0,00	0,00		0,00
MANI002867_002867	CHAISE CONTREBASSISTE	26/11/1996	26/11/1996	10	638,70	638,70	0,00	0,00		0,00
MANI002869_002869	CHAISE CONTREBASSISTE	26/11/1996	26/11/1996	10	638,71	638,71	0,00	0,00		0,00
MANI002870_002870	CHAISE CONTREBASSISTE	26/11/1996	26/11/1996	10	638,71	638,71	0,00	0,00		0,00
MANI001696_001696	TROMBONE BASSE	09/09/1997	09/09/1997	8	3 802,08	3 802,08	0,00	0,00		0,00
MANI001695_001695	XYLOPHONE	22/10/1997	22/10/1997	8	3 820,37	3 820,37	0,00	0,00		0,00
MANI008157_008157	MAT. PERCUSSION OSM (GROSSE CAISSE, COFFRES, PIED)	26/05/1998	26/05/1998	8	1 407,29	1 407,29	0,00	0,00		0,00
MANI008160_008160	CHARIOT A ROULETTES (PR TRANSPORT CHAISES)	27/08/1998	27/08/1998	10	238,32	238,32	0,00	0,00		0,00
MANI008193_008193	CHARIOT A ROULETTES (PR TRANSPORT CHAISES)	27/08/1998	27/08/1998	10	238,32	238,32	0,00	0,00		0,00
MANI008194_008194	CHARIOT A ROULETTES (PR TRANSPORT CHAISES)	27/08/1998	27/08/1998	10	238,32	238,32	0,00	0,00		0,00
MANI012409_012409	CYMBALES-PEDALE HIT HAT	12/10/1999	12/10/1999	8	496,01	496,01	0,00	0,00		0,00
MANI014927_014927	PUPTRES	07/12/1999	07/12/1999	1	1 695,88	1 695,88	0,00	0,00		0,00
MANI014928_014928	CHARIOTS TRANSPORT 20 PUPTRES	07/12/1999	07/12/1999	8	854,48	854,48	0,00	0,00		0,00
MANI014929_014929	TABLETTES ACIER PUPTRES	07/12/1999	07/12/1999	1	647,60	647,60	0,00	0,00		0,00
MANI014930_014930	LOTS 20 TABLETTES PUPTRES	07/12/1999	07/12/1999	8	589,07	589,07	0,00	0,00		0,00
MANI014926_014926	MICRO ONDES	09/12/1999	09/12/1999	8	327,77	327,77	0,00	0,00		0,00
MANI014981_014981	JEU DE PERCUSSIONS	31/12/1999	31/12/1999	8	1 588,67	1 588,67	0,00	0,00		0,00
MANI014982_014982	JEU DE PERCUSSIONS	31/12/1999	31/12/1999	8	1 309,80	1 309,80	0,00	0,00		0,00
MANI020376_020376	MATERIELS MUSICAUX ORIGINAUX	28/11/2000	28/11/2000	8	4 098,94	4 098,94	0,00	0,00		0,00

NUMERO D'INVENTAIRE	DESIGNATION	DATE ACQUIS.	DATE M. SERVICE	DUREE AMORTIL.	VALEUR D' ACQUISITION	CUMUL AMORTI AU 01/01	VALEUR NETTE COMPTABLE AU 01/01	VALEUR NETTE COMPTABLE AU 31/12 (1)	SORTIE DE L'ACTIF (2)	AMORTIS. DE L'EXERCICE

(1) ou à la date de sortie de l'actif pour les biens sortis de l'actif pendant l'exercice.
(2) Dans le cas des sorties totales

MANI020377_020377	BATTERIE JAZZ SONOR	31/12/2000	31/12/2000	8	929,94	929,94	0,00	0,00		0,00
MANI020378_020378	CYMBALE CHINOISE WUHAN	31/12/2000	31/12/2000	1	95,28	95,28	0,00	0,00		0,00
MANI020379_020379	XYLOPHONE CONCORDE	31/12/2000	31/12/2000	8	2 469,67	2 469,67	0,00	0,00		0,00
MANI021586_021586	FLIGHT CAISSE	26/04/2001	26/04/2001	8	838,47	838,47	0,00	0,00		0,00
MANI024600_024600	INSTRUMENT DE PERCUSSION	11/12/2001	11/12/2001	8	2 294,88	2 294,88	0,00	0,00		0,00
MANI024274_024274	GARNITURE VIOLON STRAUSS 4/4	13/12/2001	13/12/2001	1	547,24	547,24	0,00	0,00		0,00
MANI024275_024275	VIOLON 4/4 CONCERTO	13/12/2001	13/12/2001	8	1 219,59	1 219,59	0,00	0,00		0,00
MANI024276_024276	ALTO STRAUSS 40.5 CM	13/12/2001	13/12/2001	8	2 327,99	2 327,99	0,00	0,00		0,00
MANI024281_024281	PUPTRE POUR HARPE	13/12/2001	13/12/2001	1	123,07	123,07	0,00	0,00		0,00
MANI025946_025946	2 PUPTRES ORCHESTRE	21/02/2002	21/02/2002	1	228,67	228,67	0,00	0,00		0,00
MANI025948_025948	CHAINE HIFI	08/08/2002	08/08/2002	8	892,03	892,03	0,00	0,00		0,00
MANI027225_027225	CYMBALES	12/12/2002	12/12/2002	8	2 708,33	2 708,33	0,00	0,00		0,00
MANI027226_027226	SOURDINES DE COR	12/12/2002	12/12/2002	8	566,02	566,02	0,00	0,00		0,00
MANI027227_027227	ENSEMBLE PUPTRE ET ACCESSOIRES	12/12/2002	12/12/2002	8	4 017,11	4 017,11	0,00	0,00		0,00
MANI027228_027228	ENSEMBLE CONTREBASSE	12/12/2002	12/12/2002	8	7 911,54	7 911,54	0,00	0,00		0,00
MANI027771_027771	CONTREBASSE NEUVE 4 CORDES	17/06/2003	17/06/2003	8	9 866,00	9 866,00	0,00	0,00		0,00
MANI029167_029167	CONTREBASSE 5 CORDES	11/12/2003	11/12/2003	8	5 287,00	5 287,00	0,00	0,00		0,00
MANI029168_029168	TROMBONE BASSE AVEC 2 BARILLETS	11/12/2003	11/12/2003	8	5 870,00	5 870,00	0,00	0,00		0,00
MANI030520_030520	INST. DE PERCUSSION P1 CABASSA	27/04/2004	27/04/2004	1	61,69	61,69	0,00	0,00		0,00
MANI030521_030521	INST. DE PERCUSSION P1 TUCANO	27/04/2004	27/04/2004	1	49,61	49,61	0,00	0,00		0,00
MANI030522_030522	INST. DE PERCUSSION LP VIBRASLAP	27/04/2004	27/04/2004	1	52,15	52,15	0,00	0,00		0,00
MANI030523_030523	TALKY WALKY	23/11/2004	23/11/2004	1	99,00	99,00	0,00	0,00		0,00

Collectivité :
Ville de Mulhouse
Budget :
Budget Principal
Nature :
2188

IMMOBILISATIONS
DE L'EXERCICE 2023

Date Edition: 16/11/2023
Situation détaillée

Critères particuliers: Budget: BUDGET PRINCIPAL / Service: 215 ORCHESTRE SYMPHONIQUE / Tous / Pie.: avec/Sans cession /

NUMERO D'INVENTAIRE	DESIGNATION	DATE ACQUIS.	DATE M. SERVICE	DUREE AMORTIL.	VALEUR D' ACQUISITION	CUMUL AMORTI AU 01/01	VALEUR NETTE COMPTABLE AU 01/01	VALEUR NETTE COMPTABLE AU 31/12 (1)	SORTIE DE L'ACTIF (2)	AMORTIS. DE L'EXERCICE
(1) ou à la date de sortie de l'actif pour les biens sortis de l'actif pendant l'exercice.										
(2) Dans le cas des sorties totales										
MANI030524_030524	MATERIEL AUDIO-VISUEL	23/11/2004	23/11/2004	8	1 246,00	1 246,00	0,00	0,00		0,00
MANI030525_030525	SOURDINE JO TROMBONNE WHA WHA	30/11/2004	30/11/2004	8	446,00	446,00	0,00	0,00		0,00
MANI030526_030526	SOURDINE TROMBONNE BASSE WHA WHA	30/11/2004	30/11/2004	1	118,00	118,00	0,00	0,00		0,00
MANI030527_030527	SIEGE CONTREBASSISTE	14/12/2004	14/12/2004	8	2 121,58	2 121,58	0,00	0,00		0,00
MANI030528_030528	SIEGE CONTREBASSISTE	14/12/2004	14/12/2004	8	390,15	390,15	0,00	0,00		0,00
MANI030529_030529	ACCESSOIRES INSTRUMENTS DE MUSIQUE	14/12/2004	14/12/2004	1	904,68	904,68	0,00	0,00		0,00
MANI030531_030531	INST. DE PERCUSSION CELESTA SCHIEDMAYER	16/12/2004	16/12/2004	8	26 730,60	26 730,60	0,00	0,00		0,00
MANI017284_017284	SOURDINES TROMBONES	17/05/2005	17/05/2005	1	343,00	343,00	0,00	0,00		0,00
MANI030821_030821	LECTEUR CD + AMPLI + ENCEINTES	18/10/2005	18/10/2005	8	1 000,00	1 000,00	0,00	0,00		0,00
MANI031157_031157	HARPE	05/12/2005	05/12/2005	8	28 050,00	28 050,00	0,00	0,00		0,00
MANI031328_031328	PODIUM DE SCENE	14/12/2005	14/12/2005	8	5 774,80	5 774,80	0,00	0,00		0,00
MANI031329_031329	PIANO DEMI-QUEUE	14/12/2005	14/12/2005	8	19 550,00	19 550,00	0,00	0,00		0,00
MANI031471_031471	FOUR A MICRO-ONDES	04/01/2006	04/01/2006	1	109,50	109,50	0,00	0,00		0,00
MANI031586_031586	PIANO DROIT OCCASION SCHIMMEL	22/02/2006	22/02/2006	8	5 261,20	5 261,20	0,00	0,00		0,00
MANI031587_031587	PIANO DROIT OCCASION YAMAHA	22/02/2006	22/02/2006	8	2 988,80	2 988,80	0,00	0,00		0,00
MANI031874_031874	CLARINETTE FESTIVAL BUFFET	12/06/2006	12/06/2006	8	3 080,00	3 080,00	0,00	0,00		0,00
MANI032537_032537	COPIEUR PRINTER XEROX + SCAN (AMORT)	06/02/2008	06/02/2008	8	4 437,16	4 437,16	0,00	0,00		0,00
AUT000000000002379	CONTREFAGOTT MOOSMANN+ETUI+2 BOCAUX	08/12/2008	08/12/2008	8	26 520,00	26 520,00	0,00	0,00		0,00
AUT00000000001683	BIENS FAIBLE VALEUR 516 - 2188	01/01/2009	01/01/2009	1	49,80	49,80	0,00	0,00		0,00

Collectivité :

VILLE DE MULHOUSE

Budget :

BUDGET PRINCIPAL

Nature:

2188

IMMOBILISATIONS

DE L'EXERCICE 2023

Situation détaillée

Date Edition: 16/11/2023

Critères particuliers: Budget: BUDGET PRINCIPAL / Service: 215 ORCHESTRE SYMPHONIQUE / Tous / Pie.: avec/Sans cession /										
NUMERO D'INVENTAIRE	DESIGNATION	DATE ACQUIS.	DATE M. SERVICE	DUREE AMORTIL.	VALEUR D' ACQUISITION	CUMUL AMORTI AU 01/01	VALEUR NETTE COMPTABLE AU 01/01	VALEUR NETTE COMPTABLE AU 31/12 (1)	SORTIE DE L'ACTIF (2)	AMORTIS, DE L'EXERCICE

(1) ou à la date de sortie de l'actif pour les biens sortis de l'actif pendant l'exercice.

(2) Dans le cas des sorties totales

AUT000000000000257	MATERIEL DE PERCUSSION	23/01/2009	23/01/2009	8	8 036,00	8 036,00	0,00	0,00		0,00
AUT000000000001114	SOURDINES *4 POUR CORS	02/03/2009	02/03/2009	8	523,00	523,00	0,00	0,00		0,00
AUT000000000000259	CANAPE NOIR IMIDO	15/05/2009	15/05/2009	8	1 193,61	1 193,61	0,00	0,00		0,00
AUT0000000000005269	LAMPES + MALLE RANGEMENT	08/12/2009	08/12/2009	8	1 339,98	1 339,98	0,00	0,00		0,00
AUT0000000000004634	MATERIEL DE PERCUSSION LOT 5	24/12/2009	24/12/2009	8	7 002,58	7 002,58	0,00	0,00		0,00
AUT0000000000004960	TIMBALES HARDTKE BERLIN	25/01/2010	25/01/2010	8	11 664,59	11 664,59	0,00	0,00		0,00
AUT0000000000004986	PIED SUR ROULETTES POUR GROSSE CAISSE	25/01/2010	25/01/2010	8	937,66	937,66	0,00	0,00		0,00
AUT0000000000005726	VITRINE INTERIEURE INV 516/3	03/05/2010	03/05/2010	8	1 131,64	1 131,64	0,00	0,00		0,00
AUT0000000000005727	TIMBALES	03/05/2010	03/05/2010	8	46 658,35	46 658,35	0,00	0,00		0,00
AUT0000000000005917	MATERIEL HAUTBOIS	05/05/2010	05/05/2010	8	8 440,04	8 440,04	0,00	0,00		0,00
AUT0000000000010495	CAFETIERE SENSEO BLEU HD7825/71 BIEN DE FAIBLE VALEUR	01/01/2011	01/01/2011	1	89,90	89,90	0,00	0,00		0,00
AUT0000000000011365	CYMBALES DIGITALES BIEN DE FAIBLE VALEUR	01/01/2011	01/01/2011	1	68,00	68,00	0,00	0,00		0,00
AUT0000000000010007	INSTRUMENTS PERCUSSION LOT 2 REPORT X020271	28/01/2011	28/01/2011	8	50 180,57	50 180,57	0,00	0,00		0,00
AUT0000000000011126	6 TROMPETTES REPORT 2010	19/04/2011	19/04/2011	8	27 104,61	27 104,61	0,00	0,00		0,00
AUT0000000000011325	TRIANGLE BUDDY THEIN ACCESSOIRES	09/06/2011	09/06/2011	8	668,44	668,44	0,00	0,00		0,00
AUT0000000000011319	6 SOURDINES ROMERA TROMBONES CUIVRE + 3 SOURDINES ROMERA TROMPETTE + 2 SOURD ALU	12/07/2011	12/07/2011	8	758,34	758,34	0,00	0,00		0,00
AUT0000000000012522	TROMBONE BASSE REMISE A NEUF	02/12/2011	02/12/2011	8	480,00	480,00	0,00	0,00		0,00
AUT0000000000012578	INSTRUMENT'S NUMERIQUES	12/12/2011	12/12/2011	8	4 233,00	4 233,00	0,00	0,00		0,00
AUT0000000000013511	JEUX DE CORDES CONTREBASSES	08/02/2012	08/02/2012	8	970,00	970,00	0,00	0,00		0,00

Collectivité :
BUDGET :
Nature:

VILLE DE MULHOUSE
BUDGET PRINCIPAL
2188

IMMOBILISATIONS

DE L'EXERCICE 2023

Situation détaillée

Date Edition: 16/11/2023

Critères particuliers: Budget: BUDGET PRINCIPAL / Service: 215 ORCHESTRE SYMPHONIQUE / Tous / Pie.: avec/Sans cession /										
NUMERO D'INVENTAIRE	DESIGNATION	DATE ACQUIS.	DATE M. SERVICE	DUREE AMORTIL.	VALEUR D' ACQUISITION	CUMUL AMORTI AU 01/01	VALEUR NETTE COMPTABLE AU 01/01	VALEUR NETTE COMPTABLE AU 31/12 (1)	SORTIE DE L'ACTIF (2)	AMORTIS. DE L'EXERCICE
(1) ou à la date de sortie de l'actif pour les biens sortis de l'actif pendant l'exercice.										
(2) Dans le cas des sorties totales										
AUT000000000013420	DESTRUCTEUR DE PAPIER IDEAL REF 26049111	06/03/2012	06/03/2012	8	1 210,95	1 210,95	0,00	0,00		0,00
AUT000000000013529	SYSTEMES DE ROULETTES HARDTKE REPORT 2011 X019655	26/03/2012	26/03/2012	8	4 158,00	4 158,00	0,00	0,00		0,00
AUT000000000013818	REMISE EN ETAT PIANO SALLE BECK	15/05/2012	15/05/2012	8	4 963,40	4 963,40	0,00	0,00		0,00
AUT000000000014179	PROTECTION AUDITIVE MUSICIEN	01/08/2012	01/08/2012	8	3 815,91	3 815,91	0,00	0,00		0,00
AUT000000000014181	PROTECTION AUDITIVES MUSICIENS	01/08/2012	01/08/2012	8	4 928,88	4 928,88	0,00	0,00		0,00
AUT000000000014648	PIANO YAMAHA SOLDE COMMANDE 302274/516 REPORT B019956 REP	09/10/2012	09/10/2012	8	4 963,40	4 963,40	0,00	0,00		0,00
AUT000000000014757	MAT SPECIFIQUE RYTHMES	30/10/2012	30/10/2012	8	14 482,39	14 482,39	0,00	0,00		0,00
AUT000000000014814	PIANO GROTRIAN STEINWEG CONSERVATOIRE	08/11/2012	08/11/2012	8	6 051,76	6 051,76	0,00	0,00		0,00
AUT000000000014815	PIANO PLEYEL CONSERVATOIRE	08/11/2012	08/11/2012	8	8 455,72	8 455,72	0,00	0,00		0,00
AUT000000000014984	LOT4 MATERIEL DE REGIE D'ORCHESTRE V2012303	30/11/2012	30/11/2012	8	5 724,00	5 724,00	0,00	0,00		0,00
AUT000000000015144	CHAISES STAND TROMPETTES MARCHIE OSM	18/12/2012	18/12/2012	8	18 488,96	18 488,96	0,00	0,00		0,00
AUT000000000016165	SIFLET LOCOMOTIVE PRO PERCUSSION 241212	01/01/2013	01/01/2013	1	96,00	96,00	0,00	0,00		0,00
AUT000000000017878	VIBRAWELL SUPERBALL SBIF ET SB2R P. DE BALAIS REGAL583	01/01/2013	01/01/2013	1	84,50	84,50	0,00	0,00		0,00
AUT000000000016162	3 SOURDINES EGELE HUMES BERG MUTE SOULO BUCKET TROMPETTE	06/03/2013	06/03/2013	8	235,00	235,00	0,00	0,00		0,00
AUT000000000016944	FLUTES DROITS DOUANE TVA FRAIS DOSSIER FEDEX MARCHIE V12427	06/03/2013	06/03/2013	8	39 354,20	39 354,20	0,00	0,00		0,00
AUT000000000016167	EXPENDEUR ORGUE CM100 VISCOUNT GALLAND	15/04/2013	15/04/2013	8	2 100,00	2 100,00	0,00	0,00		0,00

Collectivité : VILLE DE MULHOUSE			Date Edition: 16/11/2023		
Budget : BUDGET PRINCIPAL			DE L'EXERCICE 2023		
Nature: 2188			Situation détaillée		

NUMERO D'INVENTAIRE	DESIGNATION	DATE ACQUIS.	DATE M. SERVICE	DUREE AMORTIL.	VALEUR D' ACQUISITION	CUMUL AMORTI AU 01/01	VALEUR NETTE COMPTABLE AU 01/01	VALEUR NETTE COMPTABLE AU 31/12 (1)	SORTIE DE L'ACTIF (2)	AMORTIS. DE L'EXERCICE

Critères particuliers: Budget: BUDGET PRINCIPAL / Service: 215 ORCHESTRE SYMPHONIQUE / Tous / Pie.: avec/Sans cession /

(1) ou à la date de sortie de l'actif pour les biens sortis de l'actif pendant l'exercice.

(2) Dans le cas des sorties totales

AUT000000000016259	PERCUFRANCE LOT3 INSTRUPERCU	21/05/2013	21/05/2013	8	13 070,00	13 070,00	0,00	0,00		0,00
AUT000000000017224	GPS TOURNÉE BELGIQUE SEPT 13	04/10/2013	04/10/2013	8	199,99	199,99	0,00	0,00		0,00
AUT000000000017571	ACC 2012 CONTREBASSE KRATTENMACHER V12365 DOSS FISCAL 605609	06/11/2013	06/11/2013	8	6 100,00	6 100,00	0,00	0,00		0,00
AUT000000000017572	MARCHE V12365 KRATTENMACHER CONTREBASSE 20% D FISCAL 605609	25/11/2013	25/11/2013	8	8 491,20	8 491,20	0,00	0,00		0,00
AUT000000000018687	MIROIR DAVIN BUREAU MIROIR CITE 160x70 CM	28/11/2013	28/11/2013	8	166,24	166,24	0,00	0,00		0,00
AUT000000000017858	AJ ATELIER DES CUIVRES SOURDINES TROMPETTES MENARD	12/12/2013	12/12/2013	8	2 080,07	2 080,07	0,00	0,00		0,00
AUT000000000019050	ACHAT AUX GUITARES 2 DADI KAZOO CONCERT EDUC ZOO MAI 2014	01/01/2014	01/01/2014	1	6,00	6,00	0,00	0,00		0,00
AUT000000000019577	MACHINE CAFE TASSIMO	01/01/2014	01/01/2014	1	34,90	34,90	0,00	0,00		0,00
AUT000000000019964	2 SIFFLETS MAG68 ACHAT SIRENE A BOUCHE 3 TONS	01/01/2014	01/01/2014	1	58,00	58,00	0,00	0,00		0,00
AUT000000000018506	EGELE 2 CORNETS EN UT	19/02/2014	19/02/2014	8	6 200,00	6 200,00	0,00	0,00		0,00
AUT000000000018648	SIDERIC ACHAT SOURDINE CORDES CONTREBASSE GARROT TUBULAIRE	04/03/2014	04/03/2014	8	1 661,60	1 661,60	0,00	0,00		0,00
AUT000000000018649	PRO PERCU CONGA TUBA PIEDS CONGA	04/03/2014	04/03/2014	8	1 245,00	1 245,00	0,00	0,00		0,00
AUT000000000018650	EGELE SOURDINES MENARD	04/03/2014	04/03/2014	8	1 342,00	1 342,00	0,00	0,00		0,00
AUT000000000018651	SOURDINES TROMBONES SPANNAGEL EGELE	12/03/2014	12/03/2014	8	888,00	888,00	0,00	0,00		0,00
AUT000000000018652	EGELE SUPPORT TROMBONES KOLBERG 3 UNITES	27/03/2014	27/03/2014	8	1 249,00	1 249,00	0,00	0,00		0,00
AUT000000000018855	OLIFANT SOURDINES CORS LEWIS BRASS ALEXANDER STANDS HERCULES	14/05/2014	14/05/2014	8	2 129,84	2 129,84	0,00	0,00		0,00

Collectivité : VILLE DE MULHOUSE			Date Edition: 16/11/2023		
Budget : BUDGET PRINCIPAL			IMMOBILISATIONS		
Nature: 2188			DE L'EXERCICE 2023		
			Situation détaillée		

NUMERO D'INVENTAIRE	DESIGNATION	DATE ACQUIS.	DATE M. SERVICE	DUREE AMORTIL.	VALEUR D' ACQUISITION	CUMUL AMORTI AU 01/01	VALEUR NETTE COMPTABLE AU 01/01	VALEUR NETTE COMPTABLE AU 31/12 (1)	SORTIE DE L'ACTIF (2)	AMORTIS. DE L'EXERCICE

Critères particuliers: Budget: BUDGET PRINCIPAL / Service: 215 ORCHESTRE SYMPHONIQUE / Tous / Pie.: avec/Sans cession /

(1) ou à la date de sortie de l'actif pour les biens sortis de l'actif pendant l'exercice.
(2) Dans le cas des sorties totales

AUT00000000018999	DISQUE DUR MASSICOT RELIEUR 2014 BIBLIOTHEQUE	13/06/2014	13/06/2014	8	2 442,62	2 442,62	0,00	0,00		0,00
AUT00000000019337	MACHINE GRATIER GUILLOTINE HAUTBOIS FRANCOIS FOUQUET 2014	26/09/2014	26/09/2014	8	1 649,00	1 649,00	0,00	0,00		0,00
AUT00000000019809	CONTREBASSE D FISC 605609 ACCOMPTE 20% KRATTENMACHER 2014	28/11/2014	28/11/2014	8	7 295,00	7 295,00	0,00	0,00		0,00
AUT00000000019867	5 FLIGHT CASE VIOLONCELLES RYTHMES ET SONS 2014	08/12/2014	08/12/2014	8	4 214,40	4 214,40	0,00	0,00		0,00
AUT00000000019843	ARPEGES TROMPETTE ETUI POUR MENARD 2014	10/12/2014	10/12/2014	8	3 574,10	3 574,10	0,00	0,00		0,00
AUT00000000021793	PROTECTION AUDITIVES AUDIO 2000 REGIE COGLIANDRO NOV15	01/01/2015	01/01/2015	1	159,00	159,00	0,00	0,00		0,00
AUT00000000021923	CAFETIERE POUR CONCOURS NOV 2015	01/01/2015	01/01/2015	1	39,90	39,90	0,00	0,00		0,00
AUT00000000020855	SIRENE A BOUCHE AOUT 2014 INV 516/1/2015 PRO PERCU	09/02/2015	09/02/2015	8	199,00	168,00	31,00	0,00		31,00
AUT00000000020854	10 PUPITRES MODELE HERCULE 2015 ATELIERS PEDAG GALLAND	17/02/2015	17/02/2015	8	250,00	217,00	33,00	0,00		33,00
AUT00000000020835	SOURDINES EGELE TROMBONE SPANNAGEL 2014/2015	27/02/2015	27/02/2015	8	236,00	203,00	33,00	0,00		33,00
AUT00000000020820	CLARINETTE BASSE PENARD MARCHE 2014/2015	22/04/2015	22/04/2015	8	9 000,00	7 875,00	1 125,00	0,00		1 125,00
AUT00000000020808	AUDIO 2000 PROTECTIONS AUDITIVES RITZENTHALER ET CHAUSSE	01/06/2015	01/06/2015	8	318,00	273,00	45,00	0,00		45,00
AUT00000000020925	PRO PERCUSSION REVISION PERCUS CHANGEMENT PEAUX	03/06/2015	03/06/2015	8	3 900,75	3 409,00	491,75	0,00		491,75
AUT00000000021294	PRO PERCU SANZA TWICE KALIMBA 10 NOTES CS1 SEPT15	05/10/2015	05/10/2015	8	156,00	133,00	23,00	0,00		23,00

208

Critères particuliers: Budget: BUDGET PRINCIPAL / Service: 215 ORCHESTRE SYMPHONIQUE / Tous / Pie.: avec/Sans cession /										
NUMERO D'INVENTAIRE	DESIGNATION	DATE ACQUIS.	DATE M. SERVICE	DUREE AMORTIL.	VALEUR D' ACQUISITION	CUMUL AMORTIAU 01/01	VALEUR NETTE COMPTABLE AU 01/01	VALEUR NETTE COMPTABLE AU 31/12 (1)	SORTIE DE L'ACTIF (2)	AMORTIS. DE L'EXERCICE
AUT00000000021425	REFECTION BUCHTA PIANO STEINWAY ROULETTES 2015	19/10/2015	19/10/2015	8	14 646,00	12 810,00	1 836,00	0,00		1 836,00
AUT00000000021924	REFECTION BUCHTA PIANO ROULETTES SCHIMMEL	17/11/2015	17/11/2015	8	1 410,00	1 232,00	178,00	0,00		178,00
AUT00000000021811	ARCHETS CLASSIQUES 2014 9 ARCHETS	15/12/2015	15/12/2015	8	18 000,00	15 750,00	2 250,00	0,00		2 250,00
AUT00000000021876	ARCHETS CLASSIQUES V14181 9 ARCHETS	15/12/2015	15/12/2015	8	3 600,00	3 150,00	450,00	0,00		450,00
AUT00000000024015	2 BOUILLOIRES INOX 2016 E.LECLERC CATERING ARTISTES	01/01/2016	01/01/2016	1	55,80	55,80	0,00	0,00		0,00
AUT00000000024022	2 HARMONICAS 2 GUIMBARDES MUSIC MAG	01/01/2016	01/01/2016	1	73,62	73,62	0,00	0,00		0,00
AUT00000000022540	FLIGHT CASE MARIMBA RYTHMES ET SONS	09/02/2016	09/02/2016	8	3 104,15	2 328,00	776,15	388,15		388,00
AUT00000000022541	TSE 4 PROJECTEURS PIEDS DECEMBRE 2015	29/02/2016	29/02/2016	8	4 791,12	3 588,00	1 203,12	605,12		598,00
AUT00000000024018	5 ARCHETS CLASSIQUES	05/04/2016	05/04/2016	8	12 000,00	9 000,00	3 000,00	1 500,00		1 500,00
AUT00000000024013	6 STANDS TROMPETTES KOLBERG 2016 MOINS TVA ALLEMANDE	20/06/2016	20/06/2016	8	1 362,00	1 020,00	342,00	172,00		170,00
AUT00000000023417	EGELE 3 SUPPORTS TROMBONE KOLBERG VOYAGEUR 2016	12/10/2016	12/10/2016	8	1 455,00	1 086,00	369,00	188,00		181,00
AUT00000000023615	EGELE SOURDINES TROMBONE DENIS WICK WA WHA 2016	29/11/2016	29/11/2016	8	381,90	282,00	99,90	52,90		47,00
AUT00000000023732	2 CHAISES BANQUETTES NOIRES BRILLANTES PIANO BUCHTA 2016	05/12/2016	05/12/2016	8	528,00	396,00	132,00	66,00		66,00
AUT00000000025436	CAFE TIERE FILTRE MOULINEX E-LECLERC 2017	01/01/2017	01/01/2017	1	20,90	20,90	0,00	0,00		0,00
AUT00000000024364	PROTECTIONS AUDITIVES AUDIO2000	21/03/2017	21/03/2017	8	795,00	495,00	300,00	201,00		99,00
AUT00000000024365	VIDEOPROJ INVENTAIRE OSM415/2/2017	23/03/2017	23/03/2017	8	1 531,20	955,00	576,20	385,20		191,00

(1) ou à la date de sortie de l'actif pour les biens sortis de l'actif pendant l'exercice.
(2) Dans le cas des sorties totales

Critères particuliers: Budget: BUDGET PRINCIPAL / Service: 215 ORCHESTRE SYMPHONIQUE / Tous / Pie.: avec/Sans cession /										
NUMERO D'INVENTAIRE	DESIGNATION	DATE ACQUIS.	DATE M. SERVICE	DUREE AMORTIL.	VALEUR D' ACQUISITION	CUMUL AMORTI AU 01/01	VALEUR NETTE COMPTABLE AU 01/01	VALEUR NETTE COMPTABLE AU 31/12 (1)	SORTIE DE L'ACTIF (2)	AMORTIS. DE L'EXERCICE
(1) ou à la date de sortie de l'actif pour les biens sortis de l'actif pendant l'exercice.										
(2) Dans le cas des sorties totales										
AUT00000000024366	TROMBONE BASSE MILLIERE	04/04/2017	04/04/2017	8	5 435,00	3 395,00	2 040,00	1 361,00		679,00
AUT00000000024367	MACHINE GRATTER 2 MATRICES	10/04/2017	10/04/2017	8	5 193,75	3 245,00	1 948,75	1 299,75		649,00
AUT00000000024402	INV COR ANGLAIS 2016 INV OSM415/5/2017	27/04/2017	27/04/2017	8	8 575,00	5 355,00	3 220,00	2 149,00		1 071,00
AUT00000000024440	INV BOITES PARTITIONS BIBLIO OSM	09/05/2017	09/05/2017	8	2 122,80	1 325,00	797,80	532,80		265,00
AUT00000000025061	LAMES MACHINE A GRATTER ANCHES	20/07/2017	20/07/2017	8	540,00	335,00	205,00	138,00		67,00
AUT00000000025435	TROMPETTE PICCOLO EN UT X.MENARD INV 415/8/2017	02/11/2017	02/11/2017	8	3 993,60	2 495,00	1 498,60	999,60		499,00
AUT00000000026093	CUBAN CLAVES ET BULLROARER	01/01/2018	01/01/2018	1	97,00	97,00	0,00	0,00		0,00
AUT00000000027478	PIED SMARTPHONE PRESENTATION SAISON 18/19	01/01/2018	01/01/2018	1	61,74	61,74	0,00	0,00		0,00
AUT00000000027847	PROTECTION AUDITIVES TATIANA LEONTIEVA	01/01/2018	01/01/2018	1	159,00	159,00	0,00	0,00		0,00
AUT00000000027848	ARCHETS CONTREBASSE VIOLONCELLE 2018	01/01/2018	01/01/2018	1	177,00	177,00	0,00	0,00		0,00
AUT00000000027947	PIQUE CLARINETTE BASSE ARPEGES	01/01/2018	01/01/2018	1	50,85	50,85	0,00	0,00		0,00
AUT00000000026091	RELIEUSE OSM GENERAL COVER 2017 REPORT X019061/1	02/02/2018	02/02/2018	8	1 196,74	596,00	600,74	451,74		149,00
AUT00000000026092	10 PLANCHES DE PICS	19/03/2018	19/03/2018	8	1 152,00	576,00	576,00	432,00		144,00
AUT00000000026094	CONTREBASSE 5 CORDES KRATTENMACHER	21/03/2018	21/03/2018	8	7 105,00	3 552,00	3 553,00	2 665,00		888,00
AUT00000000026259	PIED GROSSE CAISSE 2018	16/05/2018	16/05/2018	8	854,00	424,00	430,00	324,00		106,00
AUT00000000026279	REFECTION CONTREBASSE KRATTENMACHER SINISTRE	23/05/2018	23/05/2018	8	7 462,30	3 728,00	3 734,30	2 802,30		932,00
AUT00000000027082	2CHAISES TIMBALIER RYTH ET SONS 2018	02/07/2018	02/07/2018	8	1 100,00	548,00	552,00	415,00		137,00

Critères particuliers: Budget: BUDGET PRINCIPAL / Service: 215 ORCHESTRE SYMPHONIQUE / Tous / Pie.: avec/Sans cession /										
NUMERO D'INVENTAIRE	DESIGNATION	DATE ACQUIS.	DATE M. SERVICE	DUREE AMORTIL.	VALEUR D' ACQUISITION	CUMUL AMORTI AU 01/01	VALEUR NETTE COMPTABLE AU 01/01	VALEUR NETTE COMPTABLE AU 31/12 (1)	SORTIE DE L'ACTIF (2)	AMORTIS. DE L'EXERCICE
(1) ou à la date de sortie de l'actif pour les biens sortis de l'actif pendant l'exercice.										
(2) Dans le cas des sorties totales										
AUT00000000027849	TIMBALES 2018 REFECTION TOTALE	18/10/2018	18/10/2018	8	4 241,21	2 120,00	2 121,21	1 591,21		530,00
AUT00000000028654	MACHINE CAFE REGIE NESPRESSO MAGIMIX 2018	04/12/2018	04/12/2018	8	182,99	88,00	94,99	72,99		22,00
AUT00000000028655	LAMPES PUPTIRES RYTHMES ET SONS 2018	12/12/2018	12/12/2018	8	14 160,00	7 080,00	7 080,00	5 310,00		1 770,00
AUT00000000028656	SUPPORT CLARINETTES KOLBERG 2018	27/12/2018	27/12/2018	8	1 274,00	636,00	638,00	479,00		159,00
AUT00000000029338	LIVRE FNAC BATTERIE THEOPHILE	01/01/2019	01/01/2019	1	9,90	9,90	0,00	0,00		0,00
AUT00000000029339	PEDALE SUSPED JACK 2x6METRES	01/01/2019	01/01/2019	1	60,00	60,00	0,00	0,00		0,00
AUT00000000029340	ACHAT SANGLES CAMION 2019	01/01/2019	01/01/2019	1	169,68	169,68	0,00	0,00		0,00
AUT00000000029342	LYRE INSTRUMENTS EDUC FAMILLE MARS	01/01/2019	01/01/2019	1	67,70	67,70	0,00	0,00		0,00
AUT00000000029607	INSTRU FLEXATONE 2019	01/01/2019	01/01/2019	1	117,90	117,90	0,00	0,00		0,00
AUT00000000029609	INV INTERFACE CABLES MIDI LEMAIZI JUIN	01/01/2019	01/01/2019	1	81,60	81,60	0,00	0,00		0,00
AUT00000000030299	OCEAN DRUM PRO PERCUSSION 2018	01/01/2019	01/01/2019	1	82,00	82,00	0,00	0,00		0,00
AUT00000000030300	CARTE SD	01/01/2019	01/01/2019	1	71,98	71,98	0,00	0,00		0,00
AUT00000000029341	ENREGISTREUR NUMERIQUE 2019	18/03/2019	18/03/2019	8	315,00	117,00	198,00	159,00		39,00
AUT00000000029343	SURFACE PRO ADMIN OSM 2018	22/03/2019	22/03/2019	8	1 498,99	561,00	937,99	750,99		187,00
AUT00000000029344	PROTECTIONS AUDITIVES DROUIN 2018	28/03/2019	28/03/2019	8	159,00	57,00	102,00	83,00		19,00
AUT00000000029345	TV DARTY CS3 NOV 18	11/04/2019	11/04/2019	8	967,50	360,00	607,50	487,50		120,00
AUT00000000029346	SURFACE PRO TABLETTE REGIE OSM REPORT 2018	10/05/2019	10/05/2019	8	1 457,00	546,00	911,00	729,00		182,00
AUT00000000029682	PIED CLARINETTE	11/06/2019	11/06/2019	8	254,80	93,00	161,80	130,80		31,00
AUT00000000029608	CORS HARMONIE DOUBLE ALEXAND	25/06/2019	25/06/2019	8	21 000,00	7 875,00	13 125,00	10 500,00		2 625,00

Critères particuliers: Budget: BUDGET PRINCIPAL / Service: 215 ORCHESTRE SYMPHONIQUE / Tous / Pie.: avec/Sans cession /										
NUMERO D'INVENTAIRE	DESIGNATION	DATE ACQUIS.	DATE M. SERVICE	DUREE AMORTIL.	VALEUR D' ACQUISITION	CUMUL AMORTI AU 01/01	VALEUR NETTE COMPTABLE AU 01/01	VALEUR NETTE COMPTABLE AU 31/12 (1)	SORTIE DE L'ACTIF (2)	AMORTIS. DE L'EXERCICE
AUT00000000029610	IMPRIMANTE PORTABLE BIBLIO OSM 2019	22/07/2019	22/07/2019	8	366,31	135,00	231,31	186,31		45,00
AUT00000000029662	TROMPETTES PALETTES ALLEMANDES MENARD 2019	26/07/2019	26/07/2019	8	21 816,00	8 181,00	13 635,00	10 908,00		2 727,00
AUT00000000032205	MACHINE A CAFE CHARGEUR DE SURFACE	01/01/2020	01/01/2020	1	178,99	178,99	0,00	0,00		0,00
AUT00000000031217	INSTRUMENT MUSIQUE	31/03/2020	31/03/2020	8	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
AUT00000000030984	BOITIER TPE 2019	08/04/2020	08/04/2020	8	1 059,00	264,00	795,00	663,00		132,00
AUT00000000031381	ACQUISITION INSTRUMENT MUSIQUE	05/05/2020	05/05/2020	8	1 930,00	482,00	1 448,00	1 207,00		241,00
AUT00000000031974	CORDES HARPES SALVI INSTRU 2020	29/09/2020	29/09/2020	8	350,80	86,00	264,80	221,80		43,00
AUT00000000032204	ECLAIRAGE PUPITRE RYTHMES SONS 2020	01/12/2020	01/12/2020	8	2 592,00	648,00	1 944,00	1 620,00		324,00
AUT00000000032340	PORTE SOURDINE COR KOLBERG 2020	11/12/2020	11/12/2020	8	351,79	86,00	265,79	222,79		43,00
AUT00000000033250	EQUIPEMENT ORCHESTRE	10/02/2021	10/02/2021	8	12 864,64	1 608,00	11 256,64	9 648,64		1 608,00
AUT00000000033251	INSTRUMENT PERCUSSION OSM	18/03/2021	18/03/2021	8	682,56	85,00	597,56	512,56		85,00
AUT00000000033733	MOBILIER	14/09/2021	14/09/2021	8	1 017,00	127,00	890,00	763,00		127,00
AUT00000000034201	PLANCHES DE PIQUE CONTREBASSE	19/11/2021	19/11/2021	8	788,40	98,00	690,40	592,40		98,00
AUT00000000034215	MACHINE A CAFE	07/12/2021	07/12/2021	8	322,68	40,00	282,68	242,68		40,00
AUT00000000034255	MACHINE A GRATTER - INSTRUMENTS -	13/12/2021	13/12/2021	8	4 955,90	619,00	4 336,90	3 717,90		619,00
AUT00000000034256	INSTRUMENT DE MUSIQUE - ANCHES DE HAUTBO	13/12/2021	13/12/2021	8	728,53	91,00	637,53	546,53		91,00
AUT00000000035608	BOITE A OUTILS	01/01/2022	01/01/2022	1	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
AUT00000000035851	BOITE A OUTILS	01/01/2022	01/01/2022	1	109,00	0,00	109,00	0,00		109,00
AUT00000000035609	INSTRUMENT MUSIQUE	23/02/2022	23/02/2022	8	1 298,20	0,00	1 298,20	1 136,20		162,00

ANNEXE 2

Inventaire des matériels mis à disposition et interlocuteurs

1-Inventaire des postes de travail informatiques

Partie administrative

Seuls ces postes de travail font l'objet de prestations associées :

Fonction	Utilisateur	Modèle PC	N° Série
		Latitude 3520	42K4BG3
	HALM Vola	OptiPlex 3070	4D20603
	HOHL Nicolas	HP 260 G4 Desktop Mini PC	8CC13913TX
	Administrateur	Latitude 5280	9LWCQN2
	HEIMLICH Claire	Latitude 5310	GG5LW93
	ZUCCOLO David	ThinkBook 15 G2 ITL	MP1ZRSPC
	KONCZ Christoph	ThinkBook 15 G2 ITL	MP27K7XP
	LEMAIZI Wadii	ThinkPad E15 Gen 2	PF3SCRA0
	HEBERT Guillaume	ThinkPad L13	R90XL1ZF
		Surface Pro	060635184353
	HEBERT Guillaume	DYNABOOK SATELLITE PRO C50-G-10M	X1077335H
	KHENOUCI-SOLLIER Rachel	SATELLITE PRO C50-G	X1077412H

	Modèle	N° Série
Imprimante multifonction A3 couleur	Ricoh IM C3000	3101R210668
Imprimante multifonction A3 couleur	Ricoh IM C4500	3122M830346
Imprimante laser A4	OKI ES4132	AK7B009038

Soit :

- 12 postes informatiques
- 3 imprimantes

2- Inventaire du matériel réseau

Type d'équipement	Modèle	Numéro de série
Switch	Cisco WS-C2960-48PST-L	FOC1405Z56B
Borne Wifi	Ubiquiti UAP-AC-LR	74:83:c2:20:30:d3
Badgeuse	GFI COMPAQ II HPNE	

3- Inventaire des postes téléphoniques et téléphones mobiles

Fonction	Utilisateur	Modèle	Numéro
	Salle Réunion OSM	Alcatel 4018	56 15
		Alcatel 4018	56 19
	Salle Répétition	Alcatel 4018	56 22
	HEBERT Guillaume	Alcatel 4018	60 61
		Alcatel 4018	66 24
	KONSZ Christophe	Alcatel 4018	67 72
	ZUCCOLO David	Alcatel 4018	67 74
	HEIMLICH Claire	Alcatel 4018	67 75
	ARNOLD Marie-Hélène	Alcatel 4018	67 78
	HOHL Nicolas	Alcatel 4018	67 79
	Accueil OSM	Alcatel 8038	67 80
	Fax OSM		67 81
	LEMAIZI Wadii	Alcatel 4018	67 82
	KHENOUCI-SOLLIER Rachel	Alcatel 4018	68 38
	Administrateur	Alcatel 4018	69 89
	HEIMLICH Claire	Samsung A40	06 08 86 86 48
	KHENOUCI-SOLLIER Rachel	Xiaomi Redmi 9C	07 85 83 16 45
	LEMAIZI Wadii	Xiaomi Redmi 9T	06 71 48 95 35
	Administrateur	Xiaomi Redmi 9C	06 08 14 32 52

Soit :

- 15 postes téléphoniques fixes
- 4 téléphones mobiles

4- Inventaire des applications métiers

ORFEO	Gestion de l'orchestre
TELIOS	Dématérialisation des factures
CHRONOTIME	Gestion des temps
ASTRE-GF	Gestion financière
SPAIECTACLE	Gestion de la paie

5- Interlocuteurs

- **Interlocuteurs de la Ville de Mulhouse**

Personne en charge du suivi de l'application de la convention :

Madame Martine REYNAUD

e-mail : martine.reynaud@mulhouse-alsace.fr

téléphone : 03 69 77 77 14

Support technique :

SIT HELPDESK

Module « Demande SIT » accessible depuis l'Intranet (à privilégier comme moyen de contact).

Téléphone : 03 59 32 68 68

Traitement des nouvelles demandes

Monsieur Philippe Lapp

e-mail : philippe.lapp@mulhouse-alsace.fr

téléphone : 03 69777797

- **Interlocuteurs de l'OsM**

Personne en charge du suivi de l'application de la convention:

e-mail : Guillaume Hébert ; guillaume.hebert@mulhouse-alsace.fr

Support technique : Vola Halm

e-mail : vola.halm@mulhouse-alsace.fr

téléphone : 03 69 77 67 80

ANNEXE 3

Charte informatique

CHARTRE D'UTILISATION DES RESSOURCES INFORMATIQUES ET DES SYSTEMES D'INFORMATION AU SEIN DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION ET DE LA VILLE DE MULHOUSE



2

1. PRÉAMBULE	4
1.1 Définitions	4
1.2 Objet de la charte	5

2. LE CHAMP D'APPLICATION DE LA CHARTRE	5
2.1 Opposabilité de la charte	6

3. PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	6
3.1 Confidentialité sur les données traitées par l'agent	6
3.2 Protection des données des agents	6

4. USAGE DES RESSOURCES INFORMATIQUES, INFORMATIONNELLES, NUMÉRIQUES ET TECHNOLOGIQUES	7
4.1 Principe d'usage professionnel	7
4.2 Gestion des accès	8
4.3 Les règles de sécurité	8

5. LES MOYENS INFORMATIQUES, INFORMATIONNELS, NUMÉRIQUES ET TECHNOLOGIQUES	9
5.1 Propriété des matériels et logiciels	9
5.2 Poste de travail	9
5.3 Téléphonie	10
5.4 Équipements mobiles	10
5.5 Messagerie électronique	11
5.6 Services dans le nuage (Cloud)	12
5.7 Internet	12
5.8 Musique et vidéo en ligne	13
5.9 Les réseaux sociaux	13
5.9.1 Cadre réglementaire général de l'usage des réseaux sociaux	13
5.9.2 Obligations des agents	13
5.10 Stockage d'information	14

6. L'ADMINISTRATION DU SYSTÈME D'INFORMATION	15
6.1 Les systèmes automatiques de filtrage	15
6.2 Les systèmes automatiques de traçabilité	16
6.3 La Direction des Systèmes d'Information (DSI)	16
6.3.1 Missions et rôle de la DSI	16
6.3.2 Droits de la DSI	16
6.3.3 Devoirs de la DSI	17

7. PROCÉDURE APPLICABLE LORS DU DÉPART DE L'UTILISATEUR	18
8. RESPONSABILITÉS - SANCTIONS	18
9. ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA CHARTRE	19
10. ANNEXE 1 - LA MESSAGERIE	20

1. PRÉAMBULE

La communauté d'agglomération « Mulhouse Alsace Agglomération » (m2A) et la Ville de Mulhouse mettent en œuvre un Système d'Information et de communication nécessaire à l'exercice de leurs missions. Elles mettent ainsi à disposition de leurs élus, agents et collaborateurs des moyens de communication électronique, ressources informatiques, numériques et technologiques.

Ces différents outils offrent à leurs utilisateurs une ouverture vers l'extérieur, et se révèlent des vecteurs de modernisation des collectivités et du service public si leur utilisation est faite à bon escient et dans le respect des usages et de la législation en vigueur.

A l'inverse, une mauvaise utilisation de ces outils peut engendrer des risques d'atteinte à la confidentialité, à la disponibilité et à l'intégrité de l'information (virus, intrusions sur le réseau interne, vols de données, etc.) et par conséquent du Système d'Information. Celle-ci peut avoir des conséquences graves de nature à engager la responsabilité civile et / ou pénale de l'utilisateur ainsi que celle des collectivités (atteintes aux droits de la personne résultant des fichiers de données à caractère personnel, atteintes aux droits d'auteur, etc.).

La présente charte s'inscrit dans une démarche d'information, de sensibilisation et de responsabilisation des utilisateurs des moyens de communication électronique et du Système d'Information de la communauté d'agglomération m2A et de la Ville de Mulhouse.

1.1 Définitions

Les termes ci-dessous, qu'ils soient écrits au singulier ou au pluriel, reçoivent la définition et la signification suivantes :

- **Agent** : renvoie aux agents employés par les collectivités, qu'ils soient titulaires, fonctionnaires stagiaires ou contractuels.
- **Administrateur technique** : désigne la ou les personne(s) (fonctionnaire ou agent contractuel de la DSI) en charge d'installer, de gérer l'infrastructure informatique et téléphonique, d'établir les paramètres, la gestion des droits et les accès pour les services. Il assure ainsi le maintien en condition opérationnelle du Système d'Information.
- **Collectivités** : désignent la communauté d'agglomération « Mulhouse Alsace Agglomération » (m2A) et la Ville de Mulhouse, ainsi que leurs services respectifs.
- **Délégué à la protection des données** : personne désignée par le Président de m2A et le maire de Mulhouse, qui a pour mission de veiller à la bonne application au sein de des Collectivités de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du Règlement Européen sur la protection des Données du 27 avril 2016 (dit « RGPD »).

- **Direction des Systèmes d'Informations (DSI)** : désigne la ou les personnes en charge de l'organisation et du management des outils et services informatiques et numériques, support du Système d'Information des collectivités. Elle est la garante du maintien en condition opérationnelle du Système d'Information.
- **Employeur** : désigne m2A ou la Ville de Mulhouse selon le rattachement de l'agent.
- **Moyens de communication électronique** : outils et services mis à la disposition des utilisateurs du Système d'Information pour communiquer. Il s'agit des outils et services de messagerie électronique, des outils et services d'accès aux réseaux informatiques internes et externes, des outils et services de téléphonie.
- **Poste de travail** : ensemble des équipements matériels, logiciels et services mis à la disposition des Utilisateurs pour leur permettre d'assurer leurs missions et d'accéder aux moyens de communication électronique.
- **Responsable de la sécurité du Système d'Information** : désigne la personne en charge de l'organisation et du management de la sécurité du Système d'Information de m2A et de la Ville de Mulhouse.
- **Système d'Information** : ensemble de tous les éléments qui contribuent au traitement et à la circulation de l'information dans les collectivités (base de données, logiciels d'application, procédures, etc.) et du système informatique (serveur, périphériques, imprimantes, copieurs multifonction, système d'exploitation, etc.).
- **Utilisateurs** : les personnes visées à l'article 2 de la présente charte.

1.2 Objet de la charte

La présente charte a pour objet de préciser les responsabilités des utilisateurs de les informer de leurs devoirs, mais également de leurs droits.

Elle définit les règles d'accès et d'usage des moyens de communication électronique et des ressources informatiques, numériques et technologiques des collectivités et précise les conditions et les limites des éventuels contrôles portant sur l'utilisation de ces moyens et ressources ainsi que les sanctions applicables en cas de non-respect de ces dispositions.

L'ensemble de directives et de recommandations de la charte fixe ainsi le cadre normatif destiné à protéger les ressources informatiques et le Système d'Information et à offrir un service performant et sécurisé à l'ensemble des utilisateurs.

Ce document annule et remplace tous les précédents documents de même nature émis par m2A et la Ville de Mulhouse relatifs à l'utilisation du Système d'Information.

2. LE CHAMP D'APPLICATION DE LA CHARTE

Les dispositions de la présente charte s'appliquent à toute personne autorisée à accéder aux ressources informatiques, informationnelles, numériques et technologiques et à utiliser les moyens de communication électronique des collectivités :

- Les élus ;
- Les agents ;
- Les stagiaires, apprentis ;
- Les intervenants extérieurs, prestataires ;
- Les visiteurs occasionnels.

5

Pour qu'ils soient protégés par le secret des correspondances privées, les messages personnels doivent être identifiés comme « Personnel » ou « Privé ».

Ces données sont destinées exclusivement à l'employeur et à la Direction des Systèmes d'Informations (DSI). Elles peuvent être communiquées à des prestataires externes auxquels l'employeur fait appel pour la gestion des outils informatiques. L'utilisation des données de l'agent par des tiers est alors strictement limitée à cette finalité.

La durée de conservation des données personnelles est liée à la finalité du traitement pour lequel les données sont collectées.

Les collectivités mettent en œuvre des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité des données personnelles contre tout accès, utilisation ou modification non autorisés, toute suppression involontaire ou encore contre le vol des données.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, les agents disposent d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement et de portabilité des données les concernant, ainsi qu'un droit d'opposition et de limitation du traitement. Ces droits peuvent être exercés par l'agent auprès du délégué à la protection des données personnelles.

En cas de difficulté en lien avec la gestion des données personnelles, les agents peuvent également déposer une plainte auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).

4. USAGE DES RESSOURCES INFORMATIQUES, INFORMATIONNELLES, NUMERIQUES ET TECHNOLOGIQUES

4.1 Principe d'usage professionnel

Les ressources informatiques des collectivités sont mises à la disposition des utilisateurs à des fins professionnelles dans le cadre de leurs attributions et fonctions. Il en résulte qu'un usage personnel de ces ressources est une simple tolérance de la part des collectivités, il doit être limité, à caractère exceptionnel, s'inscrire dans le cadre des nécessités de la vie courante et familiale, ne pas affecter le bon fonctionnement du Système d'Information et être conforme aux conditions précisées dans la présente charte.

L'utilisation des ressources informatiques doit respecter à minima les règles essentielles énoncées dans la présente charte. L'utilisateur est notamment tenu :

- D'utiliser ces ressources conformément aux lois et aux règlements, à l'ordre public et aux bonnes mœurs, au respect de l'image de la Collectivité ;
- De respecter les notes techniques et de service, notices d'utilisation et procédures relatives à leur mise en œuvre mises à disposition dans les espaces documentaires ;
- De respecter la confidentialité des données échangées et traitées.

Il convient de rappeler que les visiteurs ou prestataires extérieurs ne peuvent avoir accès aux ressources informatiques des Collectivités sans l'accord préalable de la Direction des Systèmes d'Information.

Les intervenants extérieurs doivent s'engager à faire respecter la présente charte par leurs propres salariés et éventuelles entreprises sous-traitantes. Dès lors, les contrats signés entre les collectivités et tout tiers ayant accès aux données, aux programmes informatiques ou autres moyens, doivent comporter une clause rappelant cette obligation.

L'utilisateur est responsable de l'usage qu'il fait des ressources informatiques mises à sa disposition par les collectivités.

7

2.1 Opposabilité de la charte

La présente charte est portée à la connaissance des utilisateurs par tous moyens jugés adéquats par les collectivités. Constitue notamment un moyen adéquat et suffisant l'un des moyens suivants : diffusion sur l'intranet, annexe signée aux conventions de stage pour les stagiaires externes, transmission individuelle via la messagerie électronique pour les utilisateurs, etc.

3. PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Les missions des collectivités s'inscrivent dans un domaine où les informations manipulées sont sensibles, en particulier quand elles sont à caractère personnel. Protéger les informations doit être une préoccupation de tous les instants pour chacun d'entre nous. La réglementation en vigueur en matière de protection des données personnelles définit les conditions dans lesquelles des traitements de données personnelles peuvent être effectués et impose une utilisation des données personnelles qui soit responsable, pertinente et limitée aux stricts besoins de l'organisme. Ainsi, toute information se rapportant directement ou indirectement à une personne physique ne peut être utilisée que de manière transparente et en respectant les droits des personnes concernées.

Les collectivités ont désigné un délégué à la protection des données personnelles qui a pour mission d'informer, de conseiller et de veiller à la conformité des traitements à la réglementation en matière de données personnelles. Il doit être consulté préalablement à la création d'un traitement de données personnelles et veille au respect des droits des personnes (droit d'accès, de rectification, d'opposition, d'effacement, de portabilité, de limitation du traitement). En cas de difficultés rencontrées lors de l'exercice de ces droits, les personnes concernées peuvent saisir le délégué à la protection des données personnelles par mail à l'adresse suivante : donneespersonnelles@mulhouse-alsace.fr.

3.1 Confidentialité sur les données traitées par l'agent

Chaque agent est soumis à une obligation de confidentialité pour l'ensemble des données personnelles auxquelles il a accès dans le cadre de ses fonctions (qu'il s'agisse des données d'usagers, de clients professionnels, d'autres agents, etc.). Tout usage ou utilisation illicite de ces données est passible de sanctions pour l'agent et pour les collectivités.

3.2 Protection des données des agents

Les données personnelles des agents sont collectées par l'employeur dans le cadre de la mise à disposition d'outils informatiques pour contrôler et/ou limiter l'utilisation des outils mis à disposition (internet, messagerie, etc.).

Ce contrôle a pour objectif :

- d'assurer la sécurité des réseaux contre d'éventuelles attaques (virus, cheval de Troie, etc.) ;
 - de limiter les risques d'abus d'une utilisation trop personnelle d'internet ou de la messagerie.
- Conformément à la jurisprudence prise en application de l'article L. 1121-1 du Code du travail, il est rappelé que **les fichiers et les courriels ont un caractère professionnel par défaut**.

¹ Loi n°78-17 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés du 6 janvier 1978 modifiée et Règlement général sur la protection des données personnelles (RGPD) n° (UE) 2016/679 du 27 avril 2016

6

4.2 Gestion des accès

L'accès aux ressources informatiques repose sur l'utilisation d'un nom de compte (« login » ou identifiant) fourni à l'utilisateur lors de son arrivée dans la collectivité. Un mot de passe est associé à cet identifiant de connexion. Ce mot de passe doit respecter une certaine complexité (majuscules, minuscules, chiffres, caractères spéciaux) et une certaine longueur (8 caractères min.). Il devra être changé périodiquement (tous les 90 jours à minima).

Les moyens d'authentification sont personnels, confidentiels et non transmissibles.

Toutes les connexions réalisées à l'aide de ces identifiants engagent la responsabilité de son propriétaire. En conséquence de quoi, il convient de respecter les règles de sécurité suivantes :

- Ne pas inscrire ses moyens d'authentification sur support papier ou électronique à proximité des outils informatiques mis à disposition ou sur ceux-ci, ni les stocker en clair dans un registre, un programme ou un fichier ;
- Ne jamais confier son identifiant/mot de passe, même à son supérieur hiérarchique ;
- Ne jamais demander son identifiant/mot de passe à un collègue ou à un collaborateur ;
- Ne pas utiliser ou essayer d'utiliser les moyens d'authentification autres que les siens et/ou masquer sa véritable identité ;
- Verrouiller l'accès à son poste de travail, dès qu'il s'en éloigne, même pour quelques instants.

L'accès aux ressources informatiques pourra être suspendu :

- Lors de la cessation définitive de l'activité professionnelle (changement de service, mutation, etc.) ;
- Dans certains cas de cessation temporaire de l'activité professionnelle (congé maladie, congé de maternité, etc.) ;
- Ou, également, dès lors qu'un usage illicite ou abusif sera suspecté ou démontré.

Sur la validation expresse du Directeur Général des Services et lorsque les informations détenues sont nécessaires à la poursuite de l'activité des collectivités, la DSI pourra transférer les droits d'accès sur une application informatique, un poste de travail, un espace de stockage d'un utilisateur vers un autre utilisateur désigné par le supérieur hiérarchique. L'utilisateur en est informé, dans la mesure du possible.

4.3 Les règles de sécurité

Tout utilisateur s'engage à respecter les règles de sécurité suivantes :

- Signaler à la DSI toute violation ou tentative de violation suspectée de son compte réseau et de manière générale tout dysfonctionnement ;
- Suivre les règles de sécurité relatives à l'utilisation de ses moyens d'authentification (cf. article 4.2)
- Ne pas modifier les paramètres du poste de travail ;
- Ne pas installer de logiciels sans autorisation ;

8

- Verrouiller son ordinateur dès qu'il quitte son poste de travail ;
- Ne pas accéder, tenter d'accéder, supprimer ou modifier des informations qui ne lui appartiennent pas ;
- Ne communiquer d'informations qu'aux personnes ayant besoin d'en connaître ;
- Ne jamais mener d'actions engageant la responsabilité juridique ou financière des collectivités en répondant par exemple à un courriel dont l'authenticité n'est pas vérifiée ;
- Ne pas copier les données des collectivités sur un support externe, sauf accord du supérieur hiérarchique ou de la DSI ;
- Sauf autorisation expresse de la DSI, ne pas utiliser de moyens de communication électronique personnels tels que ordinateurs, tablettes sur les infrastructures de communication des collectivités à des fins professionnelles.

5. LES MOYENS INFORMATIQUES, INFORMATIONNELS, NUMÉRIQUES ET TECHNOLOGIQUES

5.1 Propriété des matériels et logiciels

Les matériels et logiciels sont mis à disposition par la DSI en fonction des besoins et impératifs des missions. Ils demeurent la propriété des collectivités. L'utilisateur est et demeure responsable des matériels et logiciels qui lui sont confiés, il doit en prendre soin. Ils sont restitués selon les procédures en vigueur en cas de mobilité interne ou avant le départ définitif de l'utilisateur.

5.2 Poste de travail

Les collectivités mettent à disposition de chaque utilisateur un poste de travail doté des outils informatiques nécessaires à l'accomplissement de ses fonctions.

L'utilisateur ne doit pas :

- Modifier ces équipements et leur fonctionnement, leur paramétrage, ainsi que leur configuration physique ou logicielle ;
- Connecter ou déconnecter du réseau les outils informatiques et de communications sans y avoir été autorisé par la DSI ;
- Déplacer l'équipement informatique (sauf s'il s'agit d'un « équipement mobile »)
- Nuire au fonctionnement des outils informatiques et de communications.

Toute installation de logiciels supplémentaires (logiciels de consultation de fichiers multimédia, etc.) est subordonnée à l'accord de la DSI.

5.3 Téléphonie

Les collectivités mettent à disposition des utilisateurs, pour l'exercice de leur activité professionnelle, des téléphones fixes et/ou mobiles. L'utilisation du téléphone à titre privé est admise à condition qu'elle demeure limitée.

L'utilisateur est informé que les collectivités pourront mettre en place des dispositifs techniques permettant notamment de contrôler le coût et le nombre d'appels téléphoniques, SMS, consommation multimédia et internet.

En cas d'utilisation manifestement anormale, les abus constatés feront l'objet d'une facturation du coût à l'agent dépositaire de l'équipement ayant servi.

5.4 Équipements mobiles

Les collectivités peuvent mettre à disposition des utilisateurs, pour l'exercice de leur activité professionnelle, des équipements mobiles. On entend par « équipements mobiles » tous les moyens techniques mobiles (ordinateur portable, imprimante portable, téléphones mobiles ou smartphones, CD ROM, clé USB, etc.).

L'utilisateur est garant de la sécurité des équipements qui lui sont remis et ne doit pas contourner la politique de sécurité mise en place sur ces équipements.

L'utilisation de smartphones ou tablettes pour relever automatiquement la messagerie électronique comporte des risques particuliers pour la confidentialité des messages, notamment en cas de perte ou de vol de ces équipements. Quand ces appareils ne sont pas utilisés pendant quelques minutes, ils doivent donc être verrouillés par un moyen adapté de manière à prévenir tout accès non autorisé aux données qu'ils contiennent.

Quand cela est techniquement possible, ils doivent faire l'objet d'une sécurisation particulière, au regard de la sensibilité des documents qu'ils peuvent stocker, notamment par chiffrement.

L'autorisation préalable de la DSI est requise pour pouvoir utiliser un ordinateur portable mis à disposition sur un autre réseau que le réseau local des collectivités.

Tous les dispositifs mobiles doivent être rangés dans un endroit sécurisé. Lors de déplacements, l'utilisateur doit veiller à ne pas les laisser apparents dans un véhicule, ou tout autre lieu.

L'utilisateur qui reçoit un matériel en prêt en assure la garde et la responsabilité et doit informer la DSI en cas d'incident (perte, vol, dégradation) afin qu'il soit procédé aux démarches telles que la déclaration de vol ou de plainte. Toute fausse déclaration est passible de sanctions disciplinaires et/ou pénales.

5.5 Messagerie électronique

La messagerie mise à disposition des utilisateurs est destinée à un usage professionnel. L'utilisation de la messagerie à des fins personnelles est tolérée si elle n'affecte pas le travail ni la sécurité du réseau informatique des collectivités.

Tout message qui comportera la mention expresse ou manifeste de son caractère personnel bénéficiera du droit au respect de la vie privée et du secret des correspondances. À défaut, le message est présumé professionnel. Les collectivités s'interdisent d'accéder aux dossiers et aux messages identifiés comme « personnel » dans l'objet de la messagerie de l'agent.

L'utilisation de la messagerie électronique doit se conformer aux règles d'usage définies par la Direction des Systèmes d'Information en matière de volumétrie de la messagerie, taille maximale de l'envoi et de la réception d'un message, nombre limité de destinataires simultanés lors de l'envoi d'un message, gestion de l'archivage de la messagerie, etc. (cf. annexe 1).

Seront considérés comme fautifs ou abusifs les comportements suivants :

- L'échange de messages à caractère xénophobe, raciste, négationniste, pornographique, contribuant à un harcèlement sexuel ou moral, de menaces ou d'insultes et, plus généralement, tout message contraire à la réglementation en vigueur et aux bonnes mœurs ;
- L'échange d'informations confidentielles au mépris des dispositions internes relatives à la confidentialité des échanges et du secret professionnel ;
- La redirection de sa messagerie vers une messagerie externe aux collectivités.

Le transfert de messages, ainsi que leurs pièces jointes, à caractère professionnel sur des messageries personnelles est soumis aux mêmes règles que les copies de données sur supports externes (cf. article 4.3).

Les utilisateurs peuvent consulter leur messagerie à distance, à l'aide d'un navigateur (Webmail). Les fichiers qui seraient copiés sur l'ordinateur utilisé par l'agent dans ce cadre doivent être effacés dès que possible de l'ordinateur utilisé.

Les utilisateurs peuvent également consulter leur messagerie depuis leur smartphone personnel, à l'aide de l'application Outlook Mobile et à condition qu'un verrouillage, par un moyen adapté de manière à prévenir tout accès non autorisé aux données qu'il contient, soit mis en œuvre dès que l'appareil n'est pas utilisé pendant quelques minutes.

En cas d'absence prolongée d'un agent (ex : longue maladie), le supérieur peut demander à la DSI, après accord de la direction des ressources humaines, le transfert des messages reçus. Les collectivités disposent d'un outil permettant de lutter contre la propagation des messages non désirés (spam). Aussi, afin de ne pas accentuer davantage l'encombrement du réseau lié à ce phénomène, les utilisateurs sont invités à limiter leur consentement explicite préalable à recevoir un message de type commercial, newsletter, abonnements ou autres, et de ne s'abonner qu'à un nombre limité de listes de diffusion notamment si elles ne relèvent pas du cadre strictement professionnel.

5.6 Services dans le nuage (Cloud)

L'informatique dans le nuage est un concept qui consiste à déporter sur des serveurs distants des stockages et des traitements informatiques traditionnellement localisés sur des serveurs locaux ou sur le poste de l'utilisateur.

Les services dans le nuage portent un risque pour les collectivités de perte de contrôle sur les données qu'elles produisent. Il en résulte que l'utilisateur connecté aux ressources internes des collectivités n'est pas autorisé à utiliser ces types de services en dehors de ceux explicitement validés par la DSI.

5.7 Internet

Les utilisateurs peuvent consulter les sites internet présentant un lien direct et nécessaire avec l'activité professionnelle, de quelque nature qu'ils soient. Une utilisation ponctuelle et limitée, pour un motif personnel, des sites internet dont le contenu n'est pas contraire à la loi, l'ordre public, et ne met pas en cause l'intérêt et la réputation des collectivités, est admise, sous réserve que cette consultation ne perturbe pas le bon fonctionnement du service et la sécurité du Système d'Information.

Il est notamment interdit :

- De rechercher, visualiser télécharger, transmettre ou conserver des contenus à caractère pornographique, pédophile, raciste, xénophobe, diffamatoire, portant atteinte au respect de la personne humaine et à sa dignité, incitant à la commission d'un délit ou d'un crime, contraire à l'ordre public ou aux bonnes mœurs, attentatoires à l'image interne ou externe des collectivités ;
- De consulter des sites susceptibles de comporter un risque pour le Système d'Information des collectivités, d'encombrer ou de saturer le réseau ou permettant de contourner les dispositifs de protection technique et/ou de porter atteinte à la confidentialité des informations ;
- De créer ou de mettre à jour, au moyen de l'accès à l'internet qui est fourni par les collectivités, tout site internet (notamment, page personnelle, journal personnel en ligne, etc.) en dehors du cadre strictement professionnel et dûment autorisé.

De manière générale, l'utilisation des services Internet à des fins commerciales, ludiques ou illicites est interdite.

En cas d'abus, pour des raisons de sauvegarde et de sécurité du Système d'Information, le responsable informatique aura la faculté de faire supprimer ou de restreindre ponctuellement la connexion à internet.

L'utilisateur est informé que des dispositifs et procédures de contrôle pourront être mis en place par les Collectivités et s'appliquer à l'ensemble de la navigation sur l'internet.

5.8 Musique et vidéo en ligne

L'accès à ces médias en temps réel est un service qui nécessite des ressources de communication conséquentes et risque d'encombrer, d'engorger et de ralentir les accès aux réseaux. Il en résulte que l'utilisateur n'est pas autorisé à utiliser ces modes de communication en dehors de la stricte nécessité de ses fonctions au sein des collectivités.

5.9 Les réseaux sociaux

Dans le cadre professionnel, il est rappelé qu'avant toute création d'une page ou d'un compte « institutionnel » sur un réseau social, il convient de prendre contact avec le service Communication de sa collectivité.

Tout agent amené à communiquer pour le compte de sa collectivité à travers les réseaux sociaux respecte les règles et les obligations détaillées ci-après.

5.9.1 Cadre réglementaire général de l'usage des réseaux sociaux

Dans le cadre de son usage professionnel des réseaux sociaux, l'agent respecte les conditions générales d'utilisation de ces plateformes ainsi que les règlements et lois en vigueur.

Il est notamment interdit de :

- Promouvoir des activités illégales sous quelque forme que ce soit, notamment la copie ou la distribution non autorisée de logiciel, de photos et d'images, le harcèlement, la fraude, les trafics prohibés ;
- Tenir des propos à caractère diffamatoire, raciste, homophobe, incitant à la violence ou à la haine ou à la xénophobie ;
- Promouvoir la pornographie, la pédophilie, le révisionnisme et le négationnisme ;
- Publier des contenus contrevenant aux droits d'autrui, incitant aux crimes, aux délits et la provocation au suicide ;
- Publier des contenus injurieux, obscènes ou offensants ;
- Détourner l'usage d'une page internet pour y exercer de la propagande ou du prosélytisme politique, religieux ou sectaire, ainsi qu'à des fins commerciales ;
- Dénigrer une collectivité ou un EPCI, des élus, ou des agents.

De manière générale, avant toute publication sur un compte institutionnel de la collectivité, l'agent s'assure de respecter les droits d'autrui. En particulier, il veille à ne pas diffuser d'information ou citer des personnes sans leur accord préalable et lorsque qu'il publie une image ou une photo, il mentionne son auteur (s'il s'agit d'une photographie prise par un tiers) et s'assure d'avoir préalablement obtenu l'accord des personnes photographiées.

5.9.2 Obligations des agents

Dans le cadre de son usage professionnel des réseaux sociaux, l'agent respecte les obligations de secret professionnel, de réserve et de discrétion professionnelle auquel il est soumis.

13

5.9.2.1 Le secret professionnel

L'obligation de secret professionnel interdit aux agents qui y sont soumis de divulguer des informations dont ils ont eu connaissance dans le cadre de leurs fonctions.

Cette obligation s'applique notamment aux informations à caractère privé comme celles relatives à la santé, au comportement, à la situation familiale d'une personne, etc.

5.9.2.2 L'obligation de réserve

Tout agent public doit faire preuve de réserve et de mesure dans l'expression écrite et orale de ses opinions personnelles.

Cette obligation impose aussi aux agents publics d'éviter en toutes circonstances les comportements susceptibles de porter atteinte à la considération du service public par les usagers.

Cette obligation ne concerne pas le contenu des opinions (la liberté d'opinion est reconnue aux agents publics), mais leur mode d'expression.

L'obligation de réserve s'applique pendant et hors du temps de service.

5.9.2.3 La discrétion professionnelle

Un agent public ne doit pas divulguer les informations relatives au fonctionnement de son administration. L'obligation de discrétion concerne tous les documents non communicables aux usagers.

5.10 Stockage d'information

Il est tenu à disposition de chaque service une zone de stockage des informations sécurisée (le lecteur H:) qui est sauvegardée quotidiennement. Cette zone, réservée aux documents professionnels, est stockée sur des serveurs mutualisés pour tous les agents des deux collectivités. **Le service des archives pourra aider les services des collectivités à mettre en place un plan de classement (arborescence), des règles de nommage des fichiers et à gérer le cycle de vie des documents jusqu'à leur élimination éventuelle.**

L'utilisateur s'engage à ne pas accéder ou tenter d'accéder aux données de ses collègues ou collaborateurs sans en avoir l'autorisation, ni à les supprimer.

La DSI se réserve le droit d'utiliser une gestion des quotas afin d'assurer une bonne qualité du partage du volume disponible.

Le lecteur Y: est un répertoire de partage accessible à tous les utilisateurs de la collectivité. Chaque utilisateur bénéficie d'un accès total (lecture/écriture/suppression) sur ce lecteur. Il a pour seule vocation de permettre des échanges inter-services ponctuels mais ne doit, en aucun cas, servir d'emplacement de stockage des informations. La DSI décline toute responsabilité quant à la perte d'informations sur ce lecteur. Les utilisateurs sont informés que ce lecteur n'est pas sauvegardé.

14

L'utilisateur est tenu de n'utiliser de périphérique de stockage externe qu'avec extrême précaution et prudence et après s'être assuré que le support est exempt de virus.

Les informations stockées sur les postes de travail (PC) en local (disque dur) ne sont pas sauvegardées. Chaque utilisateur veillera à leur sauvegarde autant que de besoin. La DSI décline toute responsabilité en cas de panne ou de perte de fichier.

6. L'ADMINISTRATION DU SYSTÈME D'INFORMATION

Dans le respect des principes de transparence et de proportionnalité, à des fins de sécurité et de vérification du bon accès et usage des moyens de communication électronique, ainsi que du bon fonctionnement du Système d'Information, des systèmes de filtrage, de contrôle et des dispositifs d'enregistrement des traces d'activité des systèmes peuvent être mis en place par la DSI.

Le fonctionnement des systèmes de contrôle, de filtrage et d'enregistrement de trace des activités des systèmes est assuré par le Responsable de la sécurité du Système d'Information.

Les systèmes de restriction d'usage peuvent être mise en œuvre pour limiter ou interdire certains services accessibles depuis les téléphones fixes et mobiles pour ceux qui en sont dotés.

L'utilisateur est informé que des contrôles individualisés pourront être diligentés par le Responsable de la sécurité du Système d'Information, suite à un dysfonctionnement du Système d'Information, d'une alerte de sécurité et également en cas de suspicion d'un usage non conforme des ressources informatiques, sous réserve du respect des dispositions applicables au secret des correspondances privées.

6.1 Les systèmes automatiques de filtrage

À titre préventif, des systèmes automatiques de filtrage permettant de diminuer les flux d'information pour les collectivités et d'assurer la sécurité et la confidentialité des données sont mis en œuvre. Il s'agit notamment du filtrage des sites Internet, de l'élimination des courriels non sollicités, du blocage de certains protocoles (« peer to peer », messagerie instantanée, etc.).

6.2 Les systèmes automatiques de traçabilité

La DSI opère sans avertissement les investigations nécessaires à la résolution de dysfonctionnements du Système d'Information ou de l'une de ses composantes (données, fichiers, etc.), qui mettent en péril son fonctionnement ou son intégrité.

Elle s'appuie pour ce faire, sur des fichiers de journalisation (fichiers « logs ») qui recensent toutes les connexions et tentatives de connexions au Système d'Information.

L'utilisateur est informé que les traces suivantes peuvent être conservées :

- Liste des contenus ou services auxquels l'utilisateur a eu accès sur le réseau Internet, intranet, extranet ;
- Date et heure des connexions ou tentatives de connexion de l'utilisateur sur les systèmes d'accès aux moyens de communication électronique ;
- Dates, postes de travail, nom de connexion et objet de l'événement ;
- Liste des paramètres techniques de gestion des services de messagerie électronique (identification du compte utilisateur, coordonnées du destinataire, date et heure, etc.) ;
- Liste des traces de connexion aux applications et aux ressources informatiques.

Les traces, messages et documents pourront être conservés pour une durée maximale de six mois, sous réserve du respect des dispositions légales et réglementaires applicables en matière de prescription.

A des fins statistiques relatives aux connexions et aux contacts réalisés, des contrôles portant sur la volumétrie des connexions à des sites Internet ou de l'utilisation de la messagerie pourront être réalisés par la DSI.

6.3 La Direction des Systèmes d'Information (DSI)

6.3.1 Missions et rôle de la DSI

La DSI est garante du bon fonctionnement et de la sécurité des moyens de communication électronique ainsi que de la disponibilité des données et des applications informatiques des collectivités.

En cas de panne ou d'anomalie informatique, l'utilisateur peut contacter la DSI via l'intranet de la Ville de Mulhouse et de m2A (rubrique SIT) ou à défaut en laissant un message au n° unique 6868.

Dans l'exercice de ces missions, la DSI veille à faire respecter les droits et devoirs des utilisateurs qui sont définis par la présente charte et en application des dispositions légales et réglementaires.

6.3.2 Droits de la DSI

Les utilisateurs sont informés que la DSI peut avoir accès à l'ensemble du Système d'Information des Collectivités, à n'importe quel moment et ce afin d'effectuer tout acte de protection, ce qui comprend notamment :

15

16

- La sauvegarde, la conservation et la diffusion des informations collectées et traitées dans le cadre des activités des collectivités ;
- La preuve de la date de création ou de la diffusion desdites informations ;
- La protection de l'intégrité et de la confidentialité des données et du fonctionnement du Système d'Information ;
- L'absence d'intrusion dans le Système d'Information ou de matériels en violation des dispositions légales et réglementaires en vigueur ;
- La mise à jour, la maintenance, la correction et la réparation des matériels et logiciels nécessaires à l'utilisation du Système d'Information.

À cette fin, la DSI est habilitée à mettre en place des outils de contrôle et de surveillance répondant à la finalité de sécurité du Système d'Information des collectivités.

6.3.3 Devoirs de la DSI

Les agents de la DSI sont tenus à une obligation de confidentialité stricte. Sauf dans les cas où leur responsabilité pénale est susceptible d'être engagée et également dans les cas où la sécurité ou le bon fonctionnement du Système d'Information sont menacés ainsi que l'intérêt des collectivités, les agents ne doivent pas utiliser ou divulguer les informations couvertes par le secret professionnel ou le secret des correspondances privées, et, de façon plus générale toutes les informations relatives à la vie privée des utilisateurs.

Les agents de la DSI sont autorisés à prendre la main à distance sur les postes de travail des utilisateurs afin de résoudre les problèmes signalés.

Durant les heures ouvrées, la prise de main devra être réalisée **avec l'accord préalable de l'utilisateur**. Dans le cadre de mises jour et évolutions du Système d'Information, et lorsqu'aucun utilisateur n'est connecté sur son poste de travail, la DSI peut être amenée à intervenir sur l'environnement technique des postes de travail. Elle s'interdit d'accéder aux contenus.

Par exception, en cas de situation grave, et notamment en cas d'attaque virale, la prise de main à distance pourra être réalisée sur tous les postes jugés suspects. Cette prise de main sans autorisation ne sera légitime que dans les cas où ces postes de travail présentent un danger pour le Système d'Information des collectivités. En tout état de cause, la DSI est tenue d'en informer préalablement le Responsable de la sécurité du Système d'Information.

Seule la DSI est autorisée à introduire dans le Système d'Information de nouveaux matériels ou logiciels. Il en résulte que l'utilisateur est tenu d'informer la DSI de ses besoins en matériel et/ou logiciels nouveaux, en rapport avec le poste de travail et la mission confiée à l'agent, suffisamment longtemps à l'avance pour que la DSI ait le temps de déterminer les impacts possibles de ces ajouts sur le Système d'Information.

La DSI s'engage à mettre tout en œuvre pour intégrer le nouveau composant, étant précisé qu'elle est habilitée à refuser ledit composant en raison notamment des risques pour le Système d'Information. Ce refus est motivé.

17

Le non-respect des lois et textes applicables en matière de protection des données personnelles et de sécurité des systèmes d'information est susceptible de sanctions pénales prévues par la loi, sans préjudice d'éventuelles sanctions disciplinaires proportionnelles aux manquements constatés, comme prévues dans le statut de la fonction publique territoriale.

En cas de pertes ou de détériorations répétées des matériels confiés, des sanctions financières pourront également être appliquées.

9. ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA CHARTE

La présente charte est applicable à compter du 1^{er} septembre 2019.

19

7. PROCÉDURE APPLICABLE LORS DU DÉPART DE L'UTILISATEUR

Lors de son départ, l'utilisateur doit restituer à la Direction des Systèmes d'Informations les matériels mis à sa disposition. Il doit préalablement effacer ses fichiers et données privées. L'utilisateur doit également supprimer les mails privés de sa messagerie professionnelle et mettre en place un message d'absence voire une règle de transfert. Pour des raisons de continuité de service, le contenu de la messagerie professionnelle pourra être rattaché à un autre utilisateur, sur demande du chef de service.

Aucune copie des documents professionnels ne peut être effectuée par l'agent, sauf accord exprès de l'employeur.

Les comptes et les données personnelles de l'utilisateur sont, en tout état de cause, supprimés dans un délai maximum d'un mois après son départ.

8. RESPONSABILITÉS – SANCTIONS

Dans le cadre de l'usage des ressources informatiques mises à sa disposition par les collectivités, l'utilisateur est tenu au respect de la présente charte, mais également au respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

L'utilisateur doit notamment respecter :

- La réglementation relative aux libertés individuelles et les règles d'ordre public.
- La réglementation relative aux droits de propriétés intellectuelles, qui interdisent notamment de reproduire et de diffuser les logiciels sans autorisation, pour quelque usage que ce soit. Il en est de même d'une part, pour toutes œuvres telles que photographies, images, bases de données, œuvres audiovisuelles ou musicales, textes, etc. protégées par le droit d'auteur, et d'autre part, pour les marques, dessins et modèles, noms de domaine et autres signes distinctifs, en l'absence d'autorisation expresse, leur exploitation étant interdite.
- La réglementation relative à la protection des données à caractère personnel (cf. Chapitre 3)
- La réglementation relative à la fraude informatique, qu'il s'agisse de l'intrusion dans un système de traitement automatisé de données, du maintien ou de l'altération des éléments qu'il contient, étant précisé que ces actes sont passibles de sanctions pénales.

En cas de non-respect des dispositions de la présente charte et pour préserver le bon fonctionnement du Système d'Information des collectivités, l'utilisateur peut se voir appliquer les sanctions suivantes :

- Suspension, restriction ou suppression de l'accès aux ressources informatiques, informationnelles, numériques ou technologiques,
- Isolement, neutralisation ou effacement de toute donnée ou fichier manifestement en contradiction avec la charte ou qui mettrait en péril la sécurité du Système d'Information,
- Déconnexion d'un utilisateur ou retrait des moyens mis à disposition dans le respect du droit applicable en matière disciplinaire.

18

10. ANNEXE 1 – LA MESSAGERIE

Le volume de stockage de la boîte de messagerie : chaque boîte de messagerie est limitée à un stockage de 2 Go de données et ceci pour l'ensemble des sous-dossiers (éléments envoyés, éléments supprimés, calendrier, etc.). Un mail d'avertissement est envoyé une fois par jour à tous les utilisateurs dont la boîte de messagerie dépasse un volume de 1,9 Go. L'envoi de messages est bloqué aux utilisateurs dont la boîte dépasse un volume de 2 Go. A partir d'un volume de 2,3 Go, il devient impossible, à l'utilisateur de recevoir des messages sur sa boîte de messagerie.

Taille limitée d'un mail avec des pièces jointes : il convient de ne pas dépasser 20 Mo de données par mail envoyé. Dans le cas contraire, le message est refusé par le serveur lors de l'envoi. Une plateforme d'échange est disponible pour les échanges plus volumineux : <https://telecharger.mulhouse.fr>

Nombre de destinataires simultanés lors de l'envoi d'un message : il est limité à 5000.

Gestion de l'archivage de la messagerie : les RDV du calendrier sont automatiquement supprimés à J-2 ans. Si l'espace alloué ne suffisait pas malgré pas la gestion régulière de sa boîte de messagerie, une alternative consiste à créer un ou plusieurs fichiers de données Outlook (.pst).

NB : cette création comporte des inconvénients importants : les fichiers de données sont enregistrés localement sur la machine et ne sont donc ni sauvegardés, ni consultables depuis un autre ordinateur, depuis l'extérieur ou sur un équipement mobile.

Rétention des messages supprimés : les éléments supprimés sont conservés pendant 14 jours.

Fiches pratiques disponibles sur la plateforme pédagogique Moodle :



- Partager des fichiers volumineux
- Je gère efficacement ma messagerie
- Créer des archives.pst

20



Commissariat à l'Égalité du Territoire et à la Démocratie Numérique

ANNEXE 1**Inventaire des matériels musicaux mis à disposition (parc instrumental et bibliothèque musicale)**

Cf. documents joints.

ANNEXE 2**Inventaire des matériels mis à disposition et interlocuteurs****1-Inventaire des postes de travail informatiques***Partie administrative*

Seuls ces postes de travail font l'objet de prestations associées :

Fonction	Utilisateur	Modèle PC	N° Série
		Latitude 3520	42K4BG3
	HALM Vola	OptiPlex 3070	4D20603
	HOHL Nicolas	HP 260 G4 Desktop Mini PC	8CC13913TX
	Administrateur	Latitude 5280	9LWCQN2
	HEIMLICH Claire	Latitude 5310	GG5LW93
	ZUCCOLO David	ThinkBook 15 G2 ITL	MP1ZRSPC
	KONCZ Christoph	ThinkBook 15 G2 ITL	MP27K7XP
	LEMAIZI Wadii	ThinkPad E15 Gen 2	PF35CRA0
	HEBERT Guillaume	ThinkPad L13	R90XL1ZF
		Surface Pro	060635184353
		DYNABOOK SATELLITE PRO C50-G-10M	X1077335H
	KHENOUCI-SOLLIER Rachel	SATELLITE PRO C50-G	X1077412H

	Modèle	N° Série
Imprimante multifonction A3 couleur	Ricoh IM C3000	3101R210668
Imprimante multifonction A3 couleur	Ricoh IM C4500	3122M830346
Imprimante laser A4	OKI ES4132	AK78009038

- Soit :
- 12 postes informatiques
 - 3 imprimantes

2- Inventaire du matériel réseau

Type d'équipement	Modèle	Numéro de série
Switch	Cisco WS-C2960-48PST-L	FOC1405Z56B
Borne Wifi	Ubiquiti UAP-AC-LR	74:83:c2:20:30:d3
Badgeuse	GFI COMPAQ II HPNE	

3- Inventaire des postes téléphoniques et téléphones mobileet

Fonction	Utilisateur	Modèle	Numéro
	Salle Réunion OSM	Alcatel 4018	56 15
		Alcatel 4018	56 19
	Salle Répétition	Alcatel 4018	56 22
	HEBERT Guillaume	Alcatel 4018	60 61
		Alcatel 4018	66 24
	KONSZ Christophe	Alcatel 4018	67 72
	ZUCCOLO David	Alcatel 4018	67 74
	HEIMLICH Claire	Alcatel 4018	67 75
	ARNOLD Marie-Hélène	Alcatel 4018	67 78
	HOHL Nicolas	Alcatel 4018	67 79
	Accueil OSM	Alcatel 8038	67 80
	Fax OSM		67 81
	LEMAIZI Wadii	Alcatel 4018	67 82
	KHENOUCI-SOLLIER Rachel	Alcatel 4018	68 38
	Administrateur	Alcatel 4018	69 89
	HEIMLICH Claire	Samsung A40	06 08 86 86 48
	KHENOUCI-SOLLIER Rachel	Xiaomi Redmi 9C	07 85 83 16 45
	LEMAIZI Wadii	Xiaomi Redmi 9T	06 71 48 95 35
	Administrateur	Xiaomi Redmi 9C	06 08 14 32 52

- Soit :
- 15 postes téléphoniques fixes
 - 4 téléphones mobiles

4- Inventaire des applications métiers

ORFEO	Gestion de l'orchestre
TELIO	Dématérialisation des factures
CHRONOTIME	Gestion des temps
ASTRE-GF	Gestion financière
SPAIECTACLE	Gestion de la paie

5- Interlocuteurs

- **Interlocuteurs de la Ville de Mulhouse**

Personne en charge du suivi de l'application de la convention :

Madame Martine REYNAUD
e-mail : martine.reynaud@mulhouse-alsace.fr
téléphone : 03 69 77 77 14

Support technique :
SIT HELPDESK
Module « Demande SIT » accessible depuis l'Intranet (à privilégier comme moyen de contact).
Téléphone : 03 59 32 68 68

Traitement des nouvelles demandes
Monsieur Philippe Lapp
e-mail : philippe.lapp@mulhouse-alsace.fr
téléphone : 03 69 77 77 97

- **Interlocuteurs de l'OsM**

Personne en charge du suivi de l'application de la convention:
e-mail : Guillaume Hébert ; guillaume.hebert@mulhouse-alsace.fr

Support technique : Vola Halm
e-mail : vola.halm@mulhouse-alsace.fr
téléphone : 03 69 77 67 80

ANNEXE 3**Charte informatique**

Mme GOETZ : La délibération 1072 porte sur une convention de prestation de service entre la Ville et la régie de l'orchestre. Si la Régie personnalisée fonctionne sur le principe d'autonomie budgétaire, la Ville continue à assurer un certain nombre de missions en soutien. Elles sont précisées dans la délibération. Je les rappelle rapidement :

- une assistance administrative, juridique et budgétaire ;
- des moyens matériels et mobiliers ;
- des postes de travail informatiques, des équipements téléphoniques et du matériel d'impression.

Comme ce sont deux entités juridiques différentes, il faut une convention qui autorise la mise à disposition de ces moyens.

Mme le Maire : Qui est pour ? Est-ce que quelqu'un est contre ? Est-ce que quelqu'un s'abstient ?

Pour : 41 + 4 procurations

Groupe majoritaire : 31 + 3 procurations

Groupe Mulhouse Cause Commune : 5

Groupe M Mulhouse : 2 + 1 procuration

Non-inscrits dans un groupe : 3

Ne prennent pas part au vote :

Mme GOETZ, Mme MIQUEE, Mme MOTTE, M. OBERLIN et M. SIMEONI.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

20° REGIE PERSONNALISEE ORCHESTRE SYMPHONIQUE DE MULHOUSE : CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC (2100/3.3.2/1073)

Acteur culturel phare de la Ville de Mulhouse et de son territoire, l'Orchestre Symphonique de Mulhouse (OsM) participe, à la mise en place d'un projet artistique et culturel d'intérêt général et d'envergure nationale.

Afin de pouvoir s'engager dans une démarche de labellisation, la Ville de Mulhouse a créé juridiquement la Régie personnalisée de l'Orchestre Symphonique de Mulhouse (OsM) par délibération en date du 14 décembre 2022, avec effet juridique au 1er janvier 2023 et effets opérationnels au 1^{er} janvier 2024.

La Régie personnalisée de l'Orchestre Symphonique de Mulhouse (OsM) a pour objet d'organiser et de promouvoir les activités de l'Orchestre symphonique de Mulhouse.

Compte tenu de l'intérêt que présentent ces actions pour le développement et le rayonnement de la culture sur le territoire de Mulhouse et conformément aux articles 14 et 15 des statuts de la Régie, la Ville a décidé de faciliter la réalisation des actions de l'Orchestre Symphonique de Mulhouse (OsM) en allouant des moyens matériels de fonctionnement.

La présente convention d'occupation temporaire du domaine public concerne les locaux de la Filature, 20 allée Nathan Katz. Ces locaux sont propriétés de la Ville et font l'objet d'une convention de mise à disposition d'un ensemble immobilier entre l'association La Filature et la Ville de Mulhouse du 29 mars 1994.

L'Orchestre Symphonique de Mulhouse (OsM) devenant une régie personnalisée, il convient d'établir une convention d'occupation du domaine public entre la nouvelle Régie et la Ville de Mulhouse.

La présente convention a pour objet de préciser les conditions dans lesquelles la Ville met à disposition de l'Orchestre Symphonique de Mulhouse (OsM) des biens immobiliers se trouvant à la Filature, en précisant les locaux concernés et leur affectation.

La convention est prévue pour une durée de 3 ans du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2026.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve la convention d'occupation temporaire du domaine public, de certains locaux de La Filature, à destination de l'Orchestre Symphonique de Mulhouse (OsM)
- autorise Madame le Maire ou son représentant à signer la convention et toutes les pièces nécessaires à sa mise en œuvre

P.J : Un projet de convention

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

La Ville de Mulhouse

domiciliée 2 rue Pierre et Marie Curie, BP 10020, 68948 MULHOUSE CEDEX 9 représentée par son Maire Madame Michèle LUTZ, habilitée à agir en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 14 décembre 2023

Ci-après dénommée « La Ville »

D'UNE PART,

L'Orchestre symphonique de la Ville de Mulhouse, régie personnalisée dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière, dont le siège social est situé à La Filature, 20 allée Nathan Katz 68090 Mulhouse Cedex, et représenté par Madame Anne-Catherine GOETZ, Présidente, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'administration en date du,

Ci-après dénommé « L'OsM ou la Régie »

D'AUTRE PART,

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Vu la délibération du Conseil municipal du 14 décembre 2022 créant la régie personnalisée OsM
Vu la convention entre la Ville de Mulhouse et l'association La Filature en date du 29 mars 1994

Préambule

La Régie personnalisée OsM a pour objet d'organiser, de développer et de promouvoir les activités de l'Orchestre symphonique de Mulhouse.
Celui-ci poursuit deux ambitions complémentaires :

- Une qualité artistique portée vers l'excellence
- Un ancrage territorial au service de tous.

Afin de pouvoir assurer les missions qui lui sont confiées par les structures et collectivités qui ont créé la régie personnalisée, l'OsM doit disposer d'équipements qui lui sont nécessaires, et dont elle disposait déjà dans le cadre de la régie directe.

Dans ce contexte, les parties conviennent ce qui suit :

Article 1. Objet de la convention

La présente convention fixe les conditions dans lesquelles la Ville met à disposition de l'OsM des biens immobiliers se trouvant à La Filature, dont elle est propriétaire.

Article 2. Equipement immobilier

Les bâtiments et lieux d'exercice des activités de l'OsM sont situés à la Filature, 20 allée Nathan Katz à Mulhouse. Ces bâtiments appartiennent à la Ville de Mulhouse et font l'objet d'une convention spécifique avec l'association la Filature, gestionnaire du lieu. (Convention de mise à disposition d'un ensemble immobilier du 29 mars 1994). Les services de l'OsM pourront continuer à occuper ces locaux et le mobilier qui y est affecté.

2.1 Description et affectation des biens immobiliers mis à disposition de l'OsM par la ville de Mulhouse

Dans le cadre de la convention du 29 mars 1994 entre la Ville de Mulhouse et la Filature, l'OSM occupe des locaux administratifs, techniques et culturels qui lui sont propres, dans une partie distincte, sur la face Est du bâtiment et répartis sur quatre niveaux.

Détail des répartitions géographiques et affectation :

Sous-sol : Salle de répétitions, locaux techniques, vestiaires et sanitaires hommes et femmes, locaux de rangement, couloirs

Rez-de-chaussée : Hall d'accueil, bureau du garçon d'orchestre, quai de chargement avec monte-charge, local de réserve

1er étage : Local de régie son, 6 studios de répétition, 1 sanitaire, 1 bibliothèque

2ème étage : Bureaux de la Direction et de l'Administration, local d'archives, salle de réunions, 1 sanitaire

L'ensemble se développe sur 1 545 m2

Par ailleurs, l'OsM dispose d'un accès et d'une utilisation d'un garage.

L'OSM dispose également d'un accès aux espaces communs suivants :

- La grande salle de 1 200 places pour ses concerts symphoniques
- La salle modulable de 300 places
- La salle Jean Besse de 100 places
- La salle de commission

2.2- Affectation

L'utilisation des espaces communs, nécessaires à la saison artistique de l'OsM et à ses animations, se fait d'un commun accord avec La Filature, tous les ans lors de la préparation des saisons respectives.
L'utilisation de la grande salle s'effectue sur la base de 9 concerts symphoniques, spectacles dédoublés. Ce nombre pourra évoluer d'un commun accord.

Des concerts en coproduction avec La Filature ou des animations souhaitées par l'Orchestre symphonique de Mulhouse, pourront s'intégrer voire s'ajouter à ces occupations, d'un commun accord avec La Filature.

L'Orchestre peut solliciter l'occupation de la grande salle pour des enregistrements discographiques, radiodiffusés et télévisés ou numériques, sur tout support existant.

Des activités impliquant l'accueil du public dans les locaux privatifs nécessitent l'accord préalable du responsable sécurité de La Filature.

Les locaux mis à disposition seront affectés au fonctionnement de l'OsM conformément à ses statuts.

2.3 Charges et frais

L'OsM s'engage à rembourser à la Ville tous les frais induits relatifs à l'occupation des locaux.

2.4- TRAVAUX ET MAINTENANCE

Le présent article renvoie aux stipulations de la convention du 29 mars 1994 entre la Ville de Mulhouse et l'association Filature par laquelle la Ville a confié à cette dernière la gestion de l'ensemble immobilier de la Filature.

Il résulte de l'article 6 de la convention susmentionnée que les travaux au sein des locaux mis à disposition de l'OSM par la présente convention sont exécutés dans les conditions suivantes :

— les travaux d'entretien et de réparation sont exécutés par l'association la Filature
— les travaux de renouvellement, de grosses réparations incombant au propriétaire et d'extension sont exécutés par la Ville
A ce titre, l'OSM donne libre accès à l'Association la Filature aux locaux mis à sa disposition afin d'exécuter les travaux lui incombant.

Cernant les règles et mesures de sécurité, l'OsM doit se conformer aux règles en vigueur à la Filature. Dans ce cadre, toutes les dispositions devront être prises par l'OSM pour que la sécurité des personnes et des biens soit assurée en toutes circonstances.

L'OSM s'engage à signaler à la Ville tous dommages occasionnés ou constatés au sein des locaux mis à sa disposition.

2.5- REDEVANCE

Cette mise à disposition de dépendances du domaine public est consentie moyennant le paiement par l'OsM à la Ville de Mulhouse d'une redevance annuelle de mille (1000) €.

Le versement sera effectué au cours du mois de janvier de chaque année civile.

Article 3. RESPONSABILITES ET ASSURANCES

L'OSM répond de toutes les détériorations survenues soit de son fait, soit du fait d'un de ses préposés, soit du fait d'un tiers mandaté par ses soins.

Il supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature causés :

- soit par lui-même ;
- soit par ses préposés ou par toute personne dont il est civilement responsable ;
- soit par ses biens, et ceux mis à sa disposition.

Et subis par :

- les tiers ;
- lui-même ;
- ses propres biens et ceux qui lui sont confiés ou dont il est détenteur à quelque titre que ce soit ;
- les locaux mis à disposition (y compris les terrains, bâtiments, emplacements, installations, aménagements intérieurs et embellissements) ;
- ses préposés ou toute personne dont il est civilement responsable.

Ceci quelles qu'en soient les victimes et alors que lesdits dommages sont causés :

- du fait ou à l'occasion de l'usage du domaine public, ou des activités réalisées par l'OSM dans le cadre des autorisations délivrées ;
- du fait de l'occupation des lieux, objets de la présente convention ;

L'Occupant aura l'entière responsabilité des dommages et nuisances éventuelles pouvant survenir, de son fait ou des personnes agissant pour son compte, sur son personnel, ses fournisseurs, ses prestations et à tous tiers pouvant se trouver dans les lieux, objet des présentes, ainsi qu'à leurs biens.

Article 4. Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans, à compter du 1^{er} janvier 2024 et pourra être renouvelée par tacite reconduction dans la limite d'une durée de 15 ans.

Article 5. Résiliation

5.1 Par l'OsM

La convention pourra être résiliée par l'OsM à tout moment et sans indemnité, par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis minimum de trois mois.

5.2 Par la Ville

La convention pourra être résiliée par la Ville par lettre recommandée avec accusé de réception :

- Moyennant un préavis d'un mois et sans indemnités, pour motif d'intérêt général tenant au caractère précaire et révocable de la présente convention
- Moyennant un préavis de trois mois et sans indemnités, en cas d'inexécution par l'OsM d'une des obligations issues de la présente convention et après mise en demeure de se conformer à son obligation dans le délai fixé par lettre recommandée avec accusé de réception et restée infructueuse.
- Moyennant un préavis de six mois et sans indemnités, dans l'hypothèse où la Ville souhaiterait ne plus assurer ou ne serait plus en mesure d'assurer, pour quelque raison que ce soit, la mise à disposition prévue à la présente convention.
- De plein droit, en cas de cessation définitive par l'OSM pour quelque motif que ce soit de l'exercice de son activité dans les lieux mis à disposition
- De plein droit en cas de fin de la régie personnalisée de l'OSM pour laquelle que cause que ce soit.

Article 6. Sort des biens immobiliers à l'expiration de la convention

A l'expiration de la convention, si elle n'est pas renouvelée, et pour quelque cause que ce soit, l'OSM devra quitter les lieux et restituer à la Ville, l'ensemble des équipements mis à sa disposition.

L'OsM pourra être amené, à la demande la Ville, à remettre en état et à ses frais les lieux objet de ladite convention d'occupation du domaine public.

Article 7. Election de domicile

La Ville élit domicile à l'adresse indiquée en tête de la présente convention.

L'OsM élit domicile en ses bureaux mis à disposition par la présente convention.

Toute notification à effectuer dans le cadre de la convention sera faite par écrit aux adresses susvisées.

Toute modification d'adresse de l'une ou l'autre des parties fera l'objet d'une notification dans les plus brefs délais.

Article 8. Litiges

Les deux parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, toute voie amiable de règlement, et notamment la médiation, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec de voies amiables de résolutions, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le Tribunal administratif de Strasbourg.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux remis à chacune des parties.

Fait à Mulhouse, le

Pour l'OsM
La Présidente

Pour la Ville de Mulhouse
Le Maire

Anne-Catherine GOETZ

Michèle LUTZ

Mme GOETZ : Enfin la troisième délibération, la 1073 concerne la mise en place d'une convention d'occupation temporaire du domaine public. L'OSM est aujourd'hui, comme vous le savez, localisé à la filature. C'est un bâtiment qui appartient à la ville de Mulhouse, qui est mis à disposition de l'association Scène nationale sauf pour les parties qui sont occupées par l'OSM et la Médiathèque. C'est pour cette raison qu'il faut un lien juridique pour occuper ces locaux.

Ces trois délibérations pour lesquelles nous allons voter ce soir feront aussi l'objet d'un vote au CA de la Régie de l'Orchestre symphonique le 21 décembre, mais elles sont soumises ce soir au vote du Conseil municipal dans un premier temps.

Mme le Maire : Merci pour les explications. J'ai une demande de parole de M. SIMEONI.

M. SIMEONI : Oui, merci, Mme le Maire. Merci, Anne-Catherine, pour la présentation vraiment synthétique des choses. Pour revenir un petit peu sur le sujet, ces 3 délibérations sont rappelées et l'objectif est donc clairement affiché de donner plus de rayonnement à cet ensemble symphonique remarquable. Cette ambition, nous la partageons et nous notons avec satisfaction que la tradition d'une ville qui est le principal pilier dans cette activité soit maintenue, voire augmentée pour cette année en termes de subventionnement. Quand il y a des choses qui évoluent positivement, je le dis aussi.

Cependant, il y a quand même un certain nombre de choses dans cet orchestre, qui est un ensemble vivant qu'il convient de conforter. Il faut le conforter d'abord au niveau de ses effectifs car actuellement il y a sept postes vacants, deux départs annoncés à la retraite et évidemment cela mérite, là aussi, qu'il y ait des ouvertures de postes. Les postes sont ouverts, mais ils sont gelés. Qu'il y ait donc des recrutements qui s'opèrent de manière pérenne.

Par ailleurs, un petit peu même s'il y a une assistance technique de la ville qui se maintient selon la délibération qu'a évoquée Anne-Catherine il y a deux minutes, il y a aussi au niveau de l'encadrement administratif sans doute aussi, des choses à faire bouger en termes d'effectifs.

Deuxième chose, il faut conforter cet ensemble dans son excellence et il y a un rapport avec les effectifs puisqu'actuellement le risque existe d'un déséquilibre au pupitre des cordes car entre les postes vacants et les départs annoncés à la retraite, le pupitre des cordes est particulièrement concerné.

Tertio, il faut le conforter dans son environnement financier. Je vais répéter des choses qui ont déjà été dites et que j'ai également précisées lors du dernier Conseil d'agglomération, Anne-Catherine n'était pas là, mais ça a sans doute pu être rapporté, puisque les acteurs institutionnels laissent la Ville de Mulhouse quand même relativement seule. La Région est absente. M2A ne doit pas savoir où ça se trouve. La CEA au titra de laquelle M. COUCHOT est membre du Conseil d'administration, fait quelque chose, mais pourrait faire plus. L'Etat fait un peu mieux cette année, mais là aussi, il y aurait sans doute aussi des choses à aller chercher. Par conséquent, évidemment que nous tenons tous à cet orchestre d'excellence et nous allons voter ces délibérations ; cela va de soi.

Juste une dernière question qui est un peu technique, je m'excuse. C'est sur le point 19. C'est très précis l'examen de tout ce qui passe de l'un à l'autre, tout est fiché, le moindre ordinateur, le moindre personnel, enfin bref, mais c'est normal et c'est bien, juridiquement. Je ne dis pas que c'est ma lecture préférée, mais j'y suis obligé. Il y a une question que je me pose, pas seulement, mais imaginons que l'orchestre sorte des murs de la Filature. Ça lui arrive. On souhaiterait même que cela lui arrive plus souvent, Anne-Catherine. Bien évidemment, il se déplace aussi avec des moyens, je veux dire des instruments... enfin bref, il y a tout un accompagnement donc il faut des camions pour parler simple. Or, ces camions qui font le transport du point A au point B, jusqu'à présent, ils étaient pris en charge par la régie, par les services techniques de la Ville. Ce point-là – peut-être, ça m'a échappé – je ne l'ai pas vu dans la liste de tout ce qui est noté. Est-ce que, sur ce sujet précis, parce que ça coûte du pognon, c'est pour ça que je pose la question, c'est de l'argent, est-ce qu'il y aura toujours un accompagnement des services techniques de la ville dans ce cas précis ou pas ? Vous allez me dire : » On aurait pu en parler le 21 décembre » mais bon, puisque j'y suis. Merci, Mme le Maire, merci, Anne-Catherine.

Mme le Maire : Juste avant de donner la parole à Mme GOETZ, évidemment que la Ville va s'occuper du transport M. SIMEONI. On est pour les mobilités douces, mais quand même de là à transporter des instruments à vélo ou dans les transports en commun, il y a quand même quelques risques qu'on va peut-être éviter. Donc, on va faire en sorte que des camions soient disponibles pour transporter tout cela. Je laisse Anne-Catherine répondre pour le reste.

Mme GOETZ : Merci. Rapidement sur les éléments techniques que tu avançais, Joseph pour la composition de l'orchestre des vents, des postes etc. Il se trouve que c'est quelque chose que l'on va aborder le 21 décembre si tu veux bien, dans une enceinte qui est faite pour cela. Même si c'est passionnant, je pense que nous allons perdre nos collègues. Je ne suis moi-même pas capable de te répondre sur des éléments de cette nature. Le 21 décembre, je m'engage à ce que ces sujets soient abordés.

Merci

Mme le Maire : Qui est pour ? Est-ce qu'il y a quelqu'un qui serait contre ? Quelqu'un s'abstient ? Merci à vous.

Pour : 41 + 4 procurations

Groupe majoritaire : 31 + 3 procurations

Groupe Mulhouse Cause Commune : 5

Groupe M Mulhouse : 2 + 1 procuration

Non-inscrits dans un groupe : 3

Ne prennent pas part au vote :

Mme GOETZ, Mme MIQUEE, Mme MOTTE, M. OBERLIN et M. SIMEONI.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

21° ASSOCIATION DU CARNAVAL : ATTRIBUTION DE LA SUBVENTION 2024 (1094/7.5.6/04)

L'association « Groupement des Sociétés Mulhousiennes Réunies - Carnaval de Mulhouse » assure chaque année l'organisation du Carnaval de Mulhouse.

Ce rendez-vous traditionnel et attendu du calendrier mulhousien proposera sa 71^e édition sur le thème des Jeux Olympiques qui se déroulera du 14 au 18 février.

Le programme sera construit autour des temps forts clés : remise des clés de la ville, élection du petit couple princier, animations sous chapiteau, final avec la cavalcade sur le périmètre du Palais des Sports, et de nouvelles animations qui viendront enrichir l'événement : déambulation costumée le jour des enfants et une élection de Miss Mamie et Mister Papy.

La séquence d'animations de proximité initiée en 2022, davantage centrée dans les différents quartiers de la Ville, sera renouvelée et se déroulera les 31 janvier et 7 février.

Pour permettre à l'association d'organiser cette nouvelle édition, et sur la base des éléments fournis par l'association, bilan et compte de résultats 2023, budget prévisionnel 2024, le montant de la subvention 2024 proposé s'élève à 80 000 € et se décompose comme suit :

- la part dédiée au fonctionnement annuel de l'association, estimée à 20K€
- la part dédiée à la manifestation, qui porte le projet d'animation, estimée à 60K€

En complément s'agissant des animations dans les quartiers en lien avec les centres sociaux, il est proposé d'attribuer une enveloppe de 5 000€ du budget « Politique de la ville ».

Enfin, le soutien en logistique et communication des services municipaux, représente un montant de prestations valorisées à hauteur de 120K€.

Compte tenu de l'ensemble de ces éléments, il est proposé au Conseil Municipal d'attribuer une subvention de fonctionnement pour l'année 2024, d'un montant de 85 000 €.

L'ensemble de ces dispositions fait l'objet d'une convention, jointe en annexe de la présente délibération. Les modalités de versement de la subvention y sont précisées.

Les crédits nécessaires seront proposés au budget 2024 :

- chapitre 65/article 65748/fonction 311
- service gestionnaire et utilisateur 030 : 80 000€
- ligne de crédit 18009 « Subvention Carnaval »

Et

- chapitre 65 / article 65748 / fonction 518
- service gestionnaire et utilisateur 131 : 5 000€
- ligne de crédits 3652 « Subventions de fonctionnement au privé »

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal

- approuve ce qui précède et décide la signature de la convention annuelle 2024
- décide l'attribution de la subvention 2024
- autorise le Maire ou son représentant à signer les pièces contractuelles nécessaires.

PJ : convention annuelle d'objectifs et de moyens

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2024

ENTRE

La Ville de Mulhouse, représentée par Madame le Maire Michèle LUTZ, dûment habilitée en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 14 décembre 2023 et désignée sous le terme « la Ville »,
D'une part,

ET

L'Association « Groupement des Sociétés Mulhousiennes Réunies — Carnaval de Mulhouse », ayant son siège social au 31B rue de Kingersheim, 68200 MULHOUSE, représentée par Monsieur le Président, Jean-Marc SPRENGER et désignée sous le terme « L'Association »
D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

En vertu de la Loi n°84-610 du 16 juillet 1984, les collectivités territoriales contribuent à la promotion et au développement des activités culturelles.

L'Association a pour objet d'organiser annuellement les animations du Carnaval de Mulhouse.

Compte tenu de l'intérêt que présentent ces actions pour le développement de la culture sur le territoire de la Ville et considérant que le projet présenté par l'Association participe de cette politique, la Ville a décidé d'en faciliter la réalisation en allouant des locaux, des moyens financiers et des prestations municipales à l'Association. La mise à disposition gracieuse de moyens matériels et humains équivaut à une subvention en nature accordée par la Ville, qu'il s'agit de la valorisation financière.

L'article 10 de la Loi 2000-321 du 12 avril 2000 et son décret d'application n° 2001-495 du 6 juin 2001 rend obligatoire la conclusion d'une convention entre l'autorité administrative attribuant une subvention et l'organisme de droit privé qui en bénéficie, notamment lorsque la subvention attribuée dépasse un montant annuel de 23 000 € (Vingt-trois Mille Euros).

ARTICLE 1 : OBJET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir le cadre opérationnel et financier régissant les relations entre l'Association et la Ville de Mulhouse

La présente convention est conclue pour une durée d'un an. Elle prend effet à la date de signature et se termine le 31 décembre 2024 au plus tard.

- La délibération de la collectivité approuvant le budget primitif
- Le respect par l'Association des obligations lui incombant au titre de la présente convention.

A l'issue de l'année, la présente convention fera l'objet d'un examen approfondi, sur la base du rapport d'activités et des comptes de résultats transmis par l'Association.

ARTICLE 6 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET MODALITÉS DE VERSEMENT

Au regard du bilan financier 2023 et du budget prévisionnel 2024, la Ville décide d'attribuer une subvention de fonctionnement d'un montant de 85 000€ (quatre-vingt-cinq mille euros), détaillé comme suit :

- Fonctionnement annuel de l'association : 20 000€
- Edition 2024 de la manifestation : 60 000€
- Animations dans les quartiers : 5 000€

Sous réserve de la tenue de la manifestation, le versement de la subvention 2024 sera effectué en deux versements :

- Un acompte de 30 000€, à la signature de la convention
- Le solde de 55 000€ à l'issue de la manifestation

Virement au compte de l'Association : Code banque : 10278 — Code guichet 03008 — Numéro de compte 00033674345 - Clé RIB 90 - Raison sociale de la banque CCM Mulhouse Saint-Joseph.

ARTICLE 7 : AUTRES MOYENS MIS A DISPOSITION

En complément de la subvention de fonctionnement, la Ville met à disposition de l'Association, les bâtiments n° 112 et 150, situés 10 rue de Soultz à Mulhouse. Les modalités de cette mise à disposition font l'objet d'une convention spécifique.

La Ville alloue gracieusement les prestations municipales, réalisables dans la limite de ses possibilités matérielles et humaines.

ARTICLE 8 : COMMUNICATION

L'Association s'engage à mentionner la participation de la Ville de Mulhouse sur tous supports de communication et documents informatifs ou promotionnels en y intégrant son logo.

Tous les supports seront soumis à validation des services compétents. Il en est de même dans ses relations avec les médias.

La Ville aura en outre la possibilité d'afficher une présence visuelle par la mise en place de kakémonos et banderoles chaque fois qu'elle le jugera utile pour valoriser ses engagements.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

Par la présente convention, l'Association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet d'animation et de promotion du Carnaval de Mulhouse et à participer au rayonnement et à l'attractivité de la Ville en valorisant les traditions du carnaval rhénan au niveau local, régional, voir national.

L'Association s'assure également de la participation de l'ensemble du tissu associatif local aux festivités carnavalesques.

ARTICLE 3 : PROGRAMME ANNUEL D'ANIMATION

Dans le cadre de ses engagements, l'Association s'engage à mettre en œuvre un programme annuel d'animation, dont le contenu servira de support de décision à la Ville, pour la détermination de sa participation financière.

Pour l'année 2024, la 71^e édition du Carnaval se déroulera du 14 au 18 février, et les 31 janvier et 7 février dans les quartiers, en référence aux Jeux Olympiques qui se dérouleront à Paris cet été.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS ASSIGNEES A L'ASSOCIATION CONCERNANT LA SECURITE ET LES MESURES SANITAIRES

L'Association s'engage de fait, à respecter toutes les mesures de sécurité liées à l'occupation de l'espace urbain et à s'assurer les services de police et les postes de secours nécessaires, pour la gestion des publics lors des différentes animations qui composent la manifestation.

Sous-réserve d'autorisation préalable à la tenue de la manifestation, l'Association veillera également à mettre en place l'ensemble des mesures barrières et dispositifs de contrôle des flux de spectateurs, conformément aux directives préfectorales en vigueur au moment de la manifestation.

Dans la mesure où le contexte sanitaire ou toute autre mesure restrictive empêcheraient la tenue de la manifestation, la Ville de Mulhouse et l'Association engageront une concertation préalable pour appréhender les conséquences de l'annulation, notamment sur le plan du soutien financier apporté par la Ville à l'Association.

ARTICLE 5 : CONTRIBUTION FINANCIERE DE LA VILLE

Les animations proposées par l'Association pour l'édition annuelle du Carnaval relevant d'un intérêt local, la Ville accordera une subvention de fonctionnement à l'Association.

Cette contribution financière ne pourra être versée que sous réserve des conditions suivantes :

ARTICLE 9 : CONTROLE ET JUSTIFICATIFS

En contrepartie du versement de la subvention, l'Association, dont les comptes sont établis pour un exercice courant du 1^{er} janvier au 31 décembre, s'engage à fournir dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice les documents signés ci-après :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059). Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe II et définis d'un commun accord entre l'Administration et l'Association. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée.

- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L612-4 du Code de Commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal Officiel.

- Le rapport d'activité.

D'une manière générale, l'Association s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la Ville, l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition à cet effet, par référence aux principes du Plan Comptable Général 1982 et aux avis du Centre national de la comptabilité relatifs au secteur associatif.

La Ville conservera tout au long de l'édition 2024 un contact régulier et suivi avec l'Association, afin de disposer d'une évaluation continue des actions conduites et d'être éventuellement en mesure de compléter la convention par un ou plusieurs avenants.

ARTICLE 10 : AUTRES ENGAGEMENTS ET ASSURANCES

L'association informe sans délai la Ville de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des Associations, communique les modifications déclarées au tribunal d'instance pour les associations relevant du code civil local) et fournit la copie de toute domiciliation bancaire.

ARTICLE 11 : SANCTIONS

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans accord écrit de la Ville, l'Association s'expose au retrait de la subvention prévue par la présente convention.

En conséquence, la Ville peut ordonner le reversement de ~~232~~ ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article

43-IV de la Loi n°96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 6 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945. Tout refus de communication des comptes entraîne également la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

La Ville informera l'Association de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 12 : AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la Ville et l'Association.

ARTICLE 13 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

La résiliation de la présente convention donnera lieu au remboursement des sommes versées par la Ville dans les conditions définies à l'article 11.

Article 14 : LITIGES

En cas de litige ou de conflit, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement, avant de soumettre tout différent à une instance juridictionnelle.

Tout litige relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente convention sera soumis à la compétence du tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Mulhouse, le
En 2 exemplaires originaux

Pour l'Association

Le Président

Jean-Marc SPRENGER

Pour la Ville

L'Adjointe Déléguée

Nathalie MOTTE

Mme le Maire : On passe à Nathalie. Je pense qu'elle était très prête, elle est dans les starting-blocks. Il s'agit de la délibération 1094. La présente délibération concerne l'attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association du carnaval d'un montant de 85 000 €. Nathalie va nous présenter à la fois le projet et ses subventions.

Mme MOTTE : Merci, Mme le Maire, chers collègues. A l'heure où nous sommes tous dans le temps de Noël et ses préparatifs avec la confection de brédalas, beerawecka, manalas, d'orangettes et autres douceurs, j'en profite pour vous remercier, Mme le Maire pour le coupon d'étoffes de Noël que vous nous avez gentiment offert.

Il y a un autre acteur culturel associatif qui est le carnaval de Mulhouse qui nous concocte sa 71^{ème} édition. Il se déroulera, dès le 14 février et nous proposera, outre des goûters délicieux à base de schankala et autres beignets de carnaval à participer à ses Jeux olympiques. Eh oui, 2024 oblige, le carnaval est dans le vent avec un programme dense qui débutera dans les quartiers de la ville avec les centres sociaux les mercredis 31 janvier et 7 février. Merci, Cécile, pour ce soutien à ce rendez-vous qui rencontre déjà son succès depuis deux ans.

Le 14 février, ce sera au centre-ville, une journée dédiée aux enfants, avec le concours de fresques réalisées par nos jeunes mulhousiens, la déambulation costumée et bien d'autres animations. Cette journée se clôturera par la traditionnelle remise de la clé de la ville par Mme le Maire à la reine du carnaval, accompagnée de ses deux dauphines Clara et Ilona, ainsi que du prince Cyril 1^{er}.

Le vendredi 16, nous nous retrouverons sous le chapiteau, au Champ de foire de Dornach où se déroulera l'élection de Miss Mamie et Mister Papy, nouveauté de l'édition. Eh oui, le carnaval se veut intergénérationnel et le carnaval rappelle de nombreux bons souvenirs à cette génération. Merci, cher Alfred OBERLIN, pour ton soutien.

Le 17 février, le samedi après-midi, c'est au centre-ville que les carnavaliers animeront le secteur piétonnier par des déambulations de waggis et de guggas. La fête se poursuivra en soirée avec un rendez-vous donné aux Mulhousiens sous le chapiteau, toujours au champ de foire de Dornach, pour la nuit de la Cour royale.

Nous aurons, bien sûr, le grand rendez-vous attendu du dimanche autour du palais des sports, point d'orgue du carnaval avec la grande cavalcade sur le thème des Jeux Olympiques, dans le carnaval rhénan durant laquelle nous pourrons assister au défilé des troupes sur char ou à pied. Il y a déjà de nombreux inscrits qui viennent des environs mais aussi de Bourgogne et du Sud-Ouest ou de nos pays voisins la Belgique, l'Allemagne et la Suisse. J'en profite pour dire à Emmanuelle que nous avons déjà, pas mal de troupes allemandes et suisses. Il y en a au moins quatre qui sont du coin et qui seront présentes. Le carnaval rhénan que tu appelles de tes vœux sera bien représenté.

J'aimerais ajouter que le carnaval de Mulhouse a récemment adhéré à la fédération française des carnivals, dont le président n'est autre que le président du carnaval de Dunkerque. Cela aura aussi une importance. Cette adhésion permettra à notre carnaval d'étendre non seulement ses échanges avec d'autres

carnavals, mais aussi de renforcer l'attractivité et la notoriété du carnaval de Mulhouse et de notre ville.

Pour permettre l'organisation de cette manifestation, qui est une manifestation populaire et la première de l'année, il vous est proposé de voter l'attribution de la subvention habituelle d'un montant de 85 000 € à laquelle s'ajoute le soutien logistique et communication des services municipaux, valorisés à hauteur de 120 000 €. Je vous remercie pour eux.

Mme le Maire : Merci pour cette présentation, Nathalie. Je n'ai pas de demande de parole. Donc, je propose de passer cette délibération au vote. Qui est pour ? Quelqu'un est contre ? Quelqu'un s'abstient ? Merci.

Pour : 44 + 4 procurations
 Groupe majoritaire : 33 + 3 procurations
 Groupe Mulhouse Cause Commune : 6
 Groupe M Mulhouse : 2 + 1 procuration
 Non-inscrits dans un groupe : 3

Ne prennent pas part au vote : Mmes Motte et Suarez.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

22° ASSOCIATIONS SPORTIVES : ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT 2023 (243/7.5.6/1055)

Certaines associations sportives mulhousiennes sollicitent un accompagnement financier de leur projet d'équipement ou en raison de sujétions particulières résultant de l'exercice de leurs activités.

Après examen attentif des demandes présentées, il est proposé de les soutenir, en leur attribuant les dotations suivantes :

Associations sportives	Montants subventions d'équipement 2023
Espérance Mulhouse 1893 karaté	1 000,00
Mulhouse Gym Alsace	9 000,00
Société de Tir à l'Arc de Mulhouse	350,00
Totaux subventions	10 350,00 €

L'attribution et le versement des subventions votées dans le cadre de la présente délibération sont conditionnés au respect par le bénéficiaire des principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain annexé au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 sous réserve d'éventuelles dérogations prévues par loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République.

Les crédits nécessaires, soit 10 350,00 € sont disponibles au budget 2023.

Chapitre 204 : Subventions d'équipement versées

Compte 20421 : Subvention d'équipement aux personnes de droit privé

Fonction 30 : Culture, vies sociale, jeunesse, sports et loisirs – Services communs

Ligne de crédit n°13531 : Subventions d'équipement sport.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve les attributions de subvention d'équipement tel que proposé dans la présente délibération,
- autorise Madame le Maire ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

Mme le Maire : Nous passons à la prochaine délibération qui concerne les associations sportives, dont des subventions d'équipement. La présente délibération porte sur l'attribution de ces fameuses subventions d'équipement aux associations sportives de la ville de Mulhouse qui sollicitent un soutien financier pour la réalisation de leur projet d'équipements ou pour faire face à des contraintes spécifiques liées à leurs activités sportives. Je cède immédiatement la parole à Alfred JUNG pour nous développer ce sujet.

M. JUNG : Merci, Mme le Maire, chers collègues. Cette délibération concerne l'attribution d'une subvention d'un montant total de 10 350 € en vue de financer les investissements d'équipements pour trois associations sportives distinctes :

-on parle de 1 000 € fléchés pour Espérance Mulhouse 1893 Karaté. Le budget sert principalement à financer les protections pour les plus démunis.

-une deuxième subvention de 9 000 € pour Mulhouse Gym Alsace. C'est un club très jeune, le budget est consacré à l'acquisition d'équipements pour accompagner cette phase de démarrage. C'est un club qui, aujourd'hui, a déjà à peu près 200 membres

-un budget de 350 € est prévu pour la société de tir à l'arc, la STAM de Mulhouse. Le budget est prévu pour l'achat de matériels pour l'organisation de compétitions principalement en ce qui concerne les équipements de sécurité.

Les arbitrages ont été réalisés sur la base de justificatifs qui ont été apportés par les clubs. Le crédit est prévu au budget également. Je vous remercie de votre attention.

Mme le Maire : Merci, Alfred. Je n'ai pas de demande d'intervention. Nous allons voter cette délibération.

Qui est pour ? Qui est contre ? Est-ce que quelqu'un s'abstient ? Merci.

Pour : 46 + 4 procurations

Groupe majoritaire : 35 + 3 procurations

Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

Groupe M Mulhouse : 2 + 1 procuration

Non-inscrits dans un groupe : 3

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

23° ASSOCIATIONS SPORTIVES (CLUBS « ELITE », « PERFORMANCE + », « PERFORMANCE » ET « FORMATEURS ») : ATTRIBUTION DES SOLDES DE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT - SAISON SPORTIVE 2023/2024 (243/7.5.6/1058)

Dans le cadre de sa politique sportive, la Ville apporte un soutien particulier aux clubs qui développent un projet associatif qui s'inscrit en cohérence avec les priorités municipales fixées :

- un sport qui s'offre à tous,
- la performance par la formation,
- des projets sportifs qualifiants et qualifiés.

Les associations sportives répertoriées « clubs élite », « clubs performance+ », « clubs performance » et « clubs formateurs », s'impliquent dans la vie locale de par leurs actions et leur mobilisation en faveur de l'insertion et de l'éducation par le sport des jeunes mulhousien(ne)s tout en contribuant à travers leur pratique compétitive, au rayonnement extérieur de la ville.

Les relations partenariales avec les clubs précités ont fait l'objet d'une formalisation à travers la conclusion de contrats pluriannuels de développement et de progrès, documents pivots portant sur trois saisons (2022/2023 → 2024/2025) sur la base des projets associatifs ou plans de trajectoire remis.

Ces documents intègrent une clause de révision annuelle avec la Ville permettant de vérifier l'adéquation des orientations associatives avec la politique sportive municipale mais également le respect des engagements en matière de comportement écoresponsable.

Afin de s'assurer de la continuité de leurs actions partenariales au titre de la saison sportive en cours, il est proposé au Conseil Municipal d'allouer à ces clubs, dès le mois de janvier 2024, les soldes de subventions figurant dans les tableaux ci-après, conformément au calendrier administratif établi.

ASSOCIATIONS SPORTIVES (catégorie clubs élite et clubs perform. +)	Total subventions de fonct. saison 2022/2023	Acomptes de subvention déjà versés saison 2023/2024	Subventions complémentaires	Total subventions de fonct. saison 2023/2024
Volley Mulh. Alsace	550 000,00	300 000,00	275 000,00	575 000,00
Red Star Mulh. Badm.	38 000,00	6 000,00	42 000,00	48 000,00
Mulh. Basket Agglom.	390 000,00	120 000,00	240 000,00	360 000,00
FCM 1893 Alsace	130 000,00	112 500,00	97 500,00	210 000,00
<u>Totaux subventions</u>	<u>1 108 000,00 €</u>	<u>538 500,00 €</u>	<u>654 500,00 €</u>	<u>1 193 000,00 €</u>

ASSOCIATIONS SPORTIVES (catégorie clubs performance)	Total subventions de fonct. saison 2022/2023	Acomptes de subvention déjà versés saison 2023/2024	Subventions complémentaires	Total subventions de fonct. saison 2023/2024
ACSPCM Judo	35 000,00	3 000,00	32 000,00	35 000,00
ASCMR Canoë-kayak	38 000,00	5 700,00	36 300,00	42 000,00
ASCO Mulh. Handibasket	6 375,00	1 000,00	6 000,00	7 000,00

ASPTT Handball MR	1 500,00	500,00	19 500,00	20 000,00
ASPTT Triathlon	20 000,00	3 000,00	17 000,00	20 000,00
Assoc. Sport Faut. Mulh.	5 000,00	750,00	9 250,00	10 000,00
Entente Gr. Mulh. Athlé	12 000,00	1 800,00	10 200,00	12 000,00
FCM Tennis	20 000,00	3 000,00	17 000,00	20 000,00
Lynx Mulhouse Handball	65 000,00	9 000,00	56 000,00	65 000,00
Mulh. Pfast. Basket Ass.	40 000,00	6 000,00	34 000,00	40 000,00
Mulh. Squash Club	20 000,00	2 000,00	10 000,00	12 000,00
Mulh. Tennis de Table	35 000,00	5 250,00	42 750,00	48 000,00
Panth. Mulh. Basket Als.	61 500,00	9 225,00	70 775,00	80 000,00
Philidor Mulhouse	43 000,00	6 000,00	34 000,00	40 000,00
Rugby Club Mulhouse	40 000,00	6 000,00	44 000,00	50 000,00
Tennis Club de l'Illberg	30 000,00	4 500,00	30 500,00	35 000,00
USM Volley-ball	24 000,00	3 600,00	20 400,00	24 000,00
Totaux subventions	<u>496 375,00 €</u>	<u>70 325,00 €</u>	<u>489 675,00 €</u>	<u>560 000,00 €</u>

ASSOCIATIONS SPORTIVES (catégorie clubs formateurs)	Total subventions de fonct. saison 2022/2023	Acomptes de subvention déjà versés saison 2023/2024	Subventions complémentaires	Total subventions de fonct. saison 2023/2024
ADHM (hockey)	30 000,00	33 000,00	27 000,00	60 000,00 ⁽¹⁾
ASCO Football	10 000,00	11 000,00	4 000,00	15 000,00
ASCO Handball	5 000,00	-	10 000,00	10 000,00 ⁽²⁾
ASM Boxe	10 000,00	1 000,00	12 000,00	13 000,00
ASPTT Athlétisme	15 000,00	1 500,00	13 500,00	15 000,00
Cercle de Voile de Mulh.	3 000,00	500,00	2 500,00	3 000,00
Club d'orientat. de Mulh.	1 500,00	1 000,00	500,00	1 500,00
Cie des archers Bollwerk	3 000,00	1 000,00	2 000,00	3 000,00
CS Bourtzwiller Football	12 000,00	2 000,00	10 000,00	12 000,00
Entente Mulh. Handball	9 450,00	1 000,00	19 000,00	20 000,00
Espér. Mulh.1893 Judo	18 000,00	2 000,00	16 000,00	18 000,00
FCM Escrime	12 000,00	2 000,00	10 000,00	12 000,00
ASSOCIATIONS SPORTIVES (catégorie clubs formateurs – suite)	Total subventions de fonct. saison 2022/2023	Acomptes de subvention déjà versés saison 2023/2024	Subventions complémentaires	Total subventions de fonct. saison 2023/2024
Mouloudia club Mulh.	10 000,00	1 000,00	9 000,00	10 000,00
Mulhouse Aviron	-	500,00	500,00	1 000,00
Mulh. Foot Réunis ASPTT	31 400,00	3 000,00	28 400,00	31 400,00
Mulh. Illberg Athlétisme (ex FCM Athlétisme)	19 000,00	2 000,00	17 000,00	19 000,00
Nat synchro Mulhouse	3 000,00	1 000,00	2 000,00	3 000,00
Racing Club Mulh. 1931	7 000,00	1 000,00	11 000,00	12 000,00
Sté Hippique de Mulhouse	10 000,00	1 000,00	9 000,00	10 000,00
Sté de tir à l'arc Mulh.	1 600,00	1 000,00	1 000,00	2 000,00
Touring Plongée Mulh.	1 500,00	1 500,00	500,00	2 000,00
US Azzurri (football)	9 000,00	1 000,00	13 000,00	14 000,00
Vosges Trotters Mulh.	3 000,00	500,00	2 500,00	3 000,00
Totaux subventions	<u>224 450,00 €</u>	<u>69 500,00 €</u>	<u>220 400,00 €</u>	<u>289 900,00 €</u>

- (1) ADHM : évolution de l'équipe fanion dans le championnat de France de D3 à/c de 2023/2024
(2) ASCO Handball : renouveau du club avec un véritable projet associatif aux Coteaux.

L'attribution et le versement des subventions votées dans le cadre de la présente délibération sont conditionnés au respect par le bénéficiaire des principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain annexé au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 sous réserve d'éventuelles dérogations prévues par loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République.

Les crédits nécessaires à l'accompagnement financier en faveur des clubs identifiés des 4 catégories sont proposés au budget 2024.

Chapitre 65 : Autres charges de gestion courante

Compte 65748 : Subvention de fonctionnement aux autres associations de droit privé

Fonction 30 : Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs – Services communs

Enveloppe 3682 : Subvention de fonctionnement aux associations sportives.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve l'attribution des soldes de subvention de fonctionnement au titre de la saison sportive 2023/2024 pour les associations susmentionnées,
- autorise le Maire ou son représentant à établir et à signer les différents avenants aux contrats pluriannuels de développement et de progrès et toute pièce nécessaire à leur mise en œuvre.

PJ : - 1 projet d'avenant au contrat pluriannuel de développement et de progrès.



2- POLE RESSOURCES, EDUCATION ET SPORTS
24 – Direction Sports et Jeunesse
243 – Animation, événementiel et vie sportive



**PROJET D'AVENANT
AU CONTRAT PLURIANNUEL DE
DEVELOPPEMENT ET DE PROGRES
(Saisons sportives 2022/2023 ⇒ 2024/2025)**

**Familles « Clubs Elite / Performance+ /
Performance » / Formateurs**

entre

La VILLE DE MULHOUSE, représentée par M. Christophe STEGER, Adjoint délégué à la politique sportive, dûment habilité, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 14/12/2023 et désignée sous le terme « la Ville », dans le présent avenant

d'une part,

et

Le club « X », association inscrite au registre des associations du Tribunal judiciaire de Mulhouse (volume X, folio X) dont le siège social est situé au de , représentée par son (sa) Président(e) en exercice dûment habilité(e), M..... et désigné sous le terme « » ou le club « X » dans le présent avenant

d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

Dans le cadre de sa politique de soutien à la vie associative et conformément aux dispositions légales et réglementaires en la matière, la Ville a souhaité conclure, en 2022, un partenariat avec le club « X » au titre des saisons sportives 2022/2023 à 2024/2025 après remise de son plan de trajectoire, formalisé par un contrat pluriannuel de développement et de progrès.

Afin de faciliter la lisibilité de l'accompagnement financier de la Ville vis-à-vis du club « X », un calendrier administratif d'examen de la subvention par le Conseil Municipal, se présentant sous la forme d'un ou deux acompte(s) et d'un solde, a été intégré dans ledit contrat.

A cet effet, il a été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer en décembre 2023, sur le montant de la subvention complémentaire (solde 2023/2024) qui s'inscrit dans le cadre de ce calendrier.

Article 1 : OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet d'exécuter la décision prise par le Conseil Municipal, en sa séance du 14/12/2023, d'allouer en faveur du club « X », une subvention complémentaire, conformément aux engagements contractuels pris par la Ville et après appréciation de l'action associative.

Article 2 : MONTANT DE LA SUBVENTION COMPLEMENTAIRE

Dans le cadre de l'accompagnement des actions qui seront menées au 1^{er} semestre 2024 (fin de saison sportive) par le club « X », la Ville a décidé d'allouer une subvention complémentaire d'un montant de € (..... euros) en faveur du club « X ».

De ce fait, le montant total de la subvention accordé par la Ville au club « X » au titre de la saison sportive 2023/2024, s'élève à € (..... euros) en faveur pour la réalisation de ses actions associatives telles que présentées à travers son projet sportif.

Article 3 : MODALITES DE VERSEMENT

Le complément de subvention, défini à l'article 2 du présent avenant fera l'objet d'un versement unique en janvier 2024 sur le compte bancaire ou postal du club « X » selon les procédures comptables en vigueur et sous réserve du respect des dispositions contractuelles et de la transmission des pièces justificatives sollicitées à travers la notification écrite.

Article 4 : AFFECTATION PREVISIONNELLE DE L'AIDE FINANCIERE MUNICIPALE

Le club s'engage à affecter le montant de subvention accordé par la Ville (article 2 du présent avenant), conformément aux orientations contractuelles émises à travers le contrat pluriannuel de développement et de progrès (2022/2023 ⇒ 2024/2025) en adéquation avec la politique sportive.

Article 5 : AUTRES DISPOSITIONS

Toutes les autres dispositions du contrat pluriannuel de développement et de progrès restent en vigueur.

Article 6 : DATE D'EFFET DE L'AVENANT

Les dispositions du présent avenant sont applicables dès la signature des parties.

Fait à Mulhouse, en 2 exemplaires originaux, le 2023.

Pour La VILLE DE MULHOUSE,
l'Adjoint délégué
à la politique sportive

Pour le club « X »,
le (la) président(e)

Christophe STEGER

.....

Mme le Maire : Nous passons à la délibération suivante. Ça concerne toujours des associations sportives : l'attribution des soldes de subventions de fonctionnement pour la saison sportive 2023-2024. La Ville accorde un soutien spécifique aux clubs qui développent des projets associatifs alignés sur les priorités municipales comme :

- l'accès universel aux sports ;
- l'accent mis sur la performance par la formation ;
- la promotion de projets sportifs qualifiants et qualifiés.

Je laisse la parole à Beytullah BEYAZ pour nous présenter cette délibération.

M. BEYAZ : Merci, Mme le maire. Comme vous l'avez indiqué, Mulhouse mène une politique sportive volontariste et ambitieuse qui reconnaît les clubs qui s'engagent pour nos concitoyens. Les clubs élite, performance plus, performance et formateur jouent un rôle central dans notre vie locale en contribuant à l'insertion, par le sport, des jeunes mulhousiennes et mulhousiens. Ils contribuent à faire rayonner notre ville. Soyons fiers de ces clubs qui vont au-delà de l'excellence, compétitifs et qui sont des ambassadeurs du rayonnement sportif de Mulhouse à l'échelle régionale, nationale mais aussi internationale. Afin de garantir la continuité de ses actions pour la saison sportive en cours, il vous est proposé d'approuver l'attribution des soldes de subventions dès le mois de janvier 2024, conformément au calendrier administratif établi. Je vous encourage ainsi à voter en faveur de cette délibération qui renforce notre engagement envers nos clubs. Je vous remercie.

Mme le Maire : Merci pour cette présentation, Beytullah. Je n'ai pas de demande de parole. M. MINERY.

M. MINERY : Rapidement, Mme le Maire, chers collègues. Ma question portait sur le montant des subventions et le fait de comprendre pourquoi le MBA se retrouve avec une subvention moindre pour cette saison par rapport à la précédente. Si vous pouviez éclairer les raisons qui ont motivé cette baisse sachant que dans certaines commissions nous ne pouvons effectivement passer en revue le montant des subventions qui seront allouées aux différentes structures en fonction des thématiques. Là, ça n'a pas été le cas en commission sport. Merci.

Mme le Maire : A ma connaissance, M. MINERY, mais il faut que je vérifie, c'est juste une question de séquençage sur l'attribution des subventions puisque vous savez qu'on verse d'abord 50 % et après le solde. Je ne peux pas vous répondre à l'heure qu'il est, on fera une recherche, mais à ma connaissance, on n'a pas modifié le budget et la subvention du MBA. C'est une question de séquençage dans le calendrier et dans le temps. Quelquefois, quand des clubs se retrouvent face à des difficultés de paiement, par exemple pour terminer leur budget, il nous arrive d'avancer aussi les paiements. Je vérifierai et on vous apportera la réponse, M. MINERY.

Je mets la délibération n° 23 au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? C'est noté puisque tu es partie prenante. C'est noté par Marie. Je vous remercie.

Pour : 44 + 3 procurations

Groupe majoritaire : 33 + 2 procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6
Groupe M Mulhouse : 2 + 1 procuration
Non-inscrits dans un groupe : 3

Ne prennent pas part au vote :

M. STEGER (représenté par Mme SORNIN), Mme LOISEL et Mme BONI DA SILVA.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

**24° UNION NATIONALE DES MAISONS SPORTS-SANTE (UNMSS) :
ADHESION ET REPRESENTATION DE LA VILLE DE MULHOUSE
(246/5.3.4/1060)**

L'enjeu principal des Maisons Sport-Santé (MSS) est d'offrir à travers un programme éducatif, préventif, thérapeutique, une accessibilité plus importante à la pratique du sport à des fins de santé, aux activités physiques générales (marche rapide, exercices de renforcement musculaire, etc.) ou adaptées aux limitations fonctionnelles et facteurs de risques individuels.

Le décret du 8 mars 2023 relatif à l'habilitation des maisons sport-santé, cosigné par le président de la République, la Première ministre, la ministre des Sports, le ministre de la Santé et la ministre déléguée chargée de l'organisation territoriale et des professions de santé, détermine les conditions et modalités de l'habilitation des MSS. Le texte permet notamment "de passer d'une logique nationale à une logique territoriale, en responsabilisant les acteurs du terrain".

Jusqu'à présent, les MSS étaient en effet labellisées – après un avis commun de l'agence régionale de santé (ARS) et de la délégation régionale académique à la jeunesse, à l'engagement et aux sports (DRAJES) territorialement compétentes – par un comité de programmation national composé notamment de représentants du ministère des Sports, du ministère de la Santé, de l'Agence nationale de la cohésion des territoires, de l'Agence nationale du sport, des ARS, des DRAJES et de l'observatoire national de l'activité physique et de la sédentarité. Dorénavant, la délivrance de l'habilitation sera déconcentrée. La décision reviendra conjointement au directeur général de l'ARS et au recteur de région académique, en sa qualité de directeur de la DRAJES.

Ce décret vient en outre renforcer l'assise normative des MSS, créées en 2019, en dehors de tout cadre légal ou réglementaire. Pris en application de la loi du 2 mars 2022 visant à démocratiser le sport en France, qui avait inscrit dans le Code de la santé publique les missions essentielles des MSS, il complète la définition de ces missions. Désormais, les MSS devront contribuer à assurer un maillage territorial permettant d'apporter une réponse de proximité aux besoins de la population en matière d'accès à l'activité physique et sportive à des fins de santé et à l'activité physique adaptée.

L'Union Nationale des Maisons Sport Santé (UNMSS) fédère au 25 septembre 2023, cent MSS, réparties sur tout le territoire métropolitain et ultramarin. L'UNMSS réunit des MSS à statut public ou privé, portées par des associations, des établissements de santé, des maisons de santé pluridisciplinaires, des collectivités locales, des groupements d'intérêt public....

L'association a pour objet de promouvoir les actions des MSS, de leur réseau et de leurs partenaires ainsi qu'à apporter l'expertise des MSS dans le parcours des usagers.

L'adhésion de la Ville de Mulhouse à l'UNMSS permettrait notamment :

- la promotion du parcours de la MSS ;
- la mise en place des systèmes informatiques afin de réaliser les bilans de condition physique ;
- la veille recensant les modèles économiques et la mise en réseau avec les organismes de tutelle ;
- des newsletters diffusant les actualités sur les différents territoires ;
- la mise en place de formations et le référencement des formations existantes ;
- l'intégration des usagers dans le fonctionnement des MSS ;
- l'organisation et l'animation du réseau national des MSS ;
- la défense des intérêts des missions des MSS.

Le montant annuel des cotisations s'élève à 30 € T.T.C. au 1^{er} janvier 2023.

Il est proposé de désigner M. Jean-Claude Chapatte, Conseiller municipal délégué au Sport santé, en tant que représentant de la Ville de Mulhouse auprès de cette association.

Les crédits nécessaires, soit 30 € sont disponibles au Budget 2023.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve l'adhésion à l'UNION NATIONALE DES MAISONS SPORT-SANTE (UNMSS) ;
- désigne Monsieur Jean-Claude Chapatte pour représenter la ville de Mulhouse au titre de cette adhésion ;
- charge le Maire ou son adjoint délégué à signer toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre de cette adhésion

PJ : statuts de l'UNMSS

STATUTS Association
UNION NATIONALE DES MAISONS SPORT SANTÉ (UNMSS)
 Proposé aux associations déclarées par application de la
 loi du 1^{er} juillet 1901 et du décret du 16 août 1901.

ARTICLE PREMIER - NOM

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre : **UNION NATIONALE DES MAISONS SPORT SANTÉ (UNMSS)**

ARTICLE 2 - BUT OBJET

Cette association a pour objet :
 De représenter et soutenir les Maisons Sports Santé (MSS)
 De promouvoir les actions des MSS, de leur réseau, et de leurs partenaires
 D'apporter l'expertise des MSS dans le parcours des usagers

ARTICLE 3 - SIÈGE SOCIAL

Le siège social est fixé à Chez APA de Géant, Maison de Santé Pluridisciplinaire, 1 rue Massenet, 91860 Epinay sous Sénart.
 Une adresse postale sera fournie par chaque conseil d'administration
 Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration ;

Article 4 - DUREE

La durée de l'association est illimitée.

ARTICLE 5 - COMPOSITION

L'association se compose de :
 a) Membres d'honneur (patient experts, docteurs, autres personnes ayant un intérêt dans la défense des intérêts des MSS)
 b) Membres actifs tous adhérents (à raison de trois représentants par MSS, organisés par collèges de profession ou en groupes de travail selon des thématiques et les besoins de l' Association)

ARTICLE 6 - ADMISSION

L'association est ouverte à tout représentant d'une MSS labélisée chacune désignant ses représentants dans la limite de 3 personnes maximum, par MSS.

ARTICLE 7 - MEMBRES - COTISATIONS

Sont membres actifs ceux qui ont pris l'engagement de verser annuellement une somme de 30 € à titre de cotisation.
 Sont membres d'honneur ceux qui ont rendu des services signalés à l'association ; ils sont à ce titre dispensés de cotisations, uniquement sur désignation par le conseil d'administration (les membres d'honneur n'ont pas de pouvoir de vote au sein des décisions de l' AG).

A
CC B

ARTICLE 8. - RADIATIONS

La qualité de membre se perd par :

- a) La démission ;
- b) Le décès ;
- c) La radiation prononcée par le conseil d'administration pour non-paiement de la cotisation ou pour motif grave, l'intéressé ayant été invité à fournir des explications devant le bureau et/ou par écrit.

ARTICLE 9. - AFFILIATION

La présente association n'est pas affiliée à une autre association, mais elle peut par ailleurs adhérer à d'autres associations, unions ou regroupements par décision du conseil d'administration.

ARTICLE 10. - RESSOURCES

Les ressources de l'association comprennent :

- 1° Le montant des droits d'entrée et des cotisations ;
- 2° Les subventions de l'Etat, des départements et des communes ou d'autres pourvoyeurs.
- 3° Toutes les ressources autorisées par les lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 11 - ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'assemblée générale ordinaire comprend tous les membres de l'association à jour de leur cotisation au dernier conseil d'administration précédent ladite AGO.
 Elle se réunit chaque année, pour rendre compte de ses activités et de ses comptes dans le respect de la Loi.

Quinze jours au moins avant la date fixée, les membres de l'association sont convoqués par les soins du conseil d'administration, par quelques voles d'envoie que ce soit (email, courrier postal, ...)

L'ordre du jour figure sur les convocations.

La (e) présidente (t), assisté des membres du conseil, préside l'assemblée et expose la situation morale ou l'activité de l'association.

La(e) trésorier rend compte de sa gestion et soumet les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) à l'approbation de l'assemblée.

L'assemblée générale fixe le montant des cotisations annuelles et du droit d'entrée à verser par les différentes catégories de membres.

Ne peuvent être abordés que les points inscrits à l'ordre du jour.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés (Pouvoir donné à un autre membre, pas plus de trois pouvoirs par membre, le sien inclus soit 2 pouvoirs en plus du sien) ou des suffrages exprimés.

A
CC B

Il est procédé, après épuisement de l'ordre du jour, au renouvellement des membres sortants du conseil d'administration le cas échéant.

Toutes les délibérations sont prises à main levée, excepté l'élection des membres du conseil.

Les décisions des assemblées générales s'imposent à tous les membres, y compris absents ou représentés.

ARTICLE 12 - ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

Si besoin est, ou sur la demande écrite de la moitié plus un des membres inscrits, la(e) présidente (t) peut convoquer une assemblée générale extraordinaire, suivant les modalités prévues aux présents statuts et uniquement pour modification des statuts ou la dissolution ou pour des actes portant sur des immeubles. Les modalités de convocation sont les mêmes que pour l'assemblée générale ordinaire. Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents ou des suffrages exprimés.

ARTICLE 13 - CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'association est dirigée par un conseil de 8 membres, élus pour 4 années par l'assemblée générale. Les postes de Président(e), trésorier(e), secrétaire doivent être pourvus à minima, les autres postes du conseil d'administration peuvent rester vacants. Les membres sont rééligibles pour maximum 3 mandats.

En cas de vacances, des postes nécessaires, le conseil pourvoit provisoirement au remplacement de ses membres, pour la durée initiale du mandat du membre remplacé. Il est procédé à leur remplacement définitif par la plus prochaine assemblée générale.

Le conseil d'administration se réunit au moins une fois tous les six mois, en présentiel ou en distanciel, sur convocation du ou de la p présidente (t), ou à la demande du quart de ses membres. Les réunions du conseil peuvent être plus fréquentes.

Les décisions sont prises à la majorité des voix ; en cas de partage, la voix du de la présidente (t) vaut pour 2 voix.

Tout membre du conseil qui, sans excuse n'aura pas assisté à trois réunions consécutives sera considéré comme démissionnaire. En cas de poste vacant le conseil d'administration peut coopter un membre pour remplacement jusqu'à la prochaine AGO où sa présence au C.A. sera soumise au vote.

ARTICLE 14 - LE BUREAU

Le conseil d'administration élit parmi ses membres, à bulletin secret, un bureau composé de :

- 1) Un-e- présidente-t ;
- 2) 3 ou plusieurs vice-président-e-s ;
- 3) Un-e- secrétaire et, un-e- secrétaire adjoint-e- ;
- 4) Un-e- trésorier-e-, et, un-e- trésorier-e- adjoint-e-.

Les fonctions de président et de trésorier ne sont pas cumulables, les fonctions de chacun des membres sont définies au règlement intérieur.

A
CC B

ARTICLE 15 - INDEMNITES

Toutes les fonctions, y compris celles des membres du conseil d'administration et du bureau, sont gratuites et bénévoles. Seuls les frais occasionnés par l'accomplissement de leur mandat sont remboursés sur justificatifs. Le rapport financier présenté à l'assemblée générale ordinaire présente, par bénéficiaire, les remboursements de frais de mission, de déplacement ou de représentation. Ces dispositions seront affinées dans le règlement intérieur (nature des frais, des missions, qualité des bénéficiaires, etc.)

ARTICLE - 16 - REGLEMENT INTERIEUR

Un règlement intérieur peut être établi par le conseil d'administration, qui le fait alors approuver par l'assemblée générale.

Ce règlement éventuel est destiné à fixer les divers points non prévus par les présents statuts, notamment ceux qui ont trait à l'administration interne de l'association.

ARTICLE - 17 - DISSOLUTION

En cas de dissolution prononcée selon les modalités prévues à l'article 12, un ou plusieurs liquidateurs sont nommés, et l'actif net, s'il y a lieu, est dévolu à un organisme ayant un but non lucratif conformément aux décisions de l'assemblée générale extraordinaire qui statue sur la dissolution. L'actif net ne peut être dévolu à un membre de l'association, même partiellement, sauf reprise d'un apport.

Fait à Epinay sous Sénart, le 16/09/2022

BESNIER CELINE
 9, avenue des écoles
 91600 Savigny sur oise
 09 73 03 07 04 - fax 09 73 03 04 45
 Adeli: 911006138 - Siret: 10100673614

CHARRIER COLA

Mme le Maire : Nous passons à la délibération 1060. Il s'agit de l'Union nationale des maisons sport-santé. Il s'agit de l'adhésion de la Ville de Mulhouse à cette structure nationale. Vous le savez, les maisons sport-santé jouent un rôle essentiel en offrant, à travers des programmes éducatifs, préventifs et thérapeutiques, un accès élargi à la pratique du sport à des fins de santé. Je laisse la parole immédiatement à Jean-Claude CHAPATTE qui va nous en dire davantage.

M. CHAPATTE : Merci, Mme le Maire, chers collègues. Le Décret du 8 mars 2023 relatif à l'habilitation des maisons sport-santé cosigné par, le Président de la République, la Première ministre, le ministre des Sports, le ministre de la Santé, la ministre déléguée chargée de l'organisation territoriale et des professions de santé détermine les conditions et modalités de l'habilitation des maisons sport-santé. Le texte permet notamment de passer d'une logique nationale à une logique territoriale, en responsabilisant les acteurs du terrain. Jusqu'à présent, les maisons sport-santé étaient en effet labellisées après un avis commun de l'Agence Régionale de Santé, de la Délégation Régionale Académique à la Jeunesse, à l'Engagement et aux Sports (DRAJES), territorialement compétent par un comité de programmation nationale composé notamment de représentants du ministère des Sports, du ministère de la Santé, de l'agence nationale de cohésion des territoires, de l'agence nationale du sport (ARS), des DRAJES et de l'observatoire national de l'activité physique et de la sédentarité. Dorénavant, la délivrance de l'habilitation sera déconcentrée. La décision reviendra conjointement au directeur général de l'ARS et au recteur de la région académique.

Ce Décret vient en outre renforcer l'assise normative des maisons sport-santé créées en 2019 en dehors de tout cadre légal ou réglementaire. Pris en application de la loi du 2 mars 2022, visant à démocratiser le sport en France qui avait inscrit dans le code de la Santé publique les missions essentielles des maisons sport-santé, il complète la définition de ces missions.

Désormais, les maisons sport-santé devront contribuer à assurer un maillage territorial permettant d'apporter une réponse de proximité aux besoins de la population en matière d'accès à l'activité physique et sportive, à des fins de santé et à l'activité physique adaptée.

L'union nationale des maisons sport-santé fédère au 25 septembre 2023 100 maisons sport-santé, réparties sur tout le territoire métropolitain et ultramarin. L'union nationale des maisons sport-santé réunit des maisons sport-santé à statut public ou privé portées par des associations, des établissements de santé, des maisons de santé pluridisciplinaires, des collectivités locales, des groupements d'intérêt public. L'association a pour objet de promouvoir les actions des maisons de santé, de leurs réseaux et de leurs partenaires, ainsi qu'à apporter l'expertise des maisons sport-santé dans le parcours des usagers.

L'adhésion de la Ville de Mulhouse à l'union nationale des maisons sport-santé permettrait notamment :

- la promotion du parcours de la maison sport-santé ;
- la mise en place du système informatique afin de réaliser les bilans de condition physique ;

- la veille recensant les modèles économiques et la mise en réseau avec les organismes de tutelle ;
- les newsletters diffusant des actualités sur différents territoires ;
- la mise en place de formations et de référencement des formations existantes ;
- l'intégration des usagers dans le fonctionnement des maisons sport-santé ;
- l'organisation et l'animation du réseau national des maisons sport-santé ;
- la défense des intérêts des missions des maisons sport-santé.

Le montant annuel des cotisations s'élève à 30 € toutes taxes au 1^{er} janvier 2023. Il est proposé de me désigner en tant que représentant de la ville de Mulhouse auprès de cette association.

Mme le Maire : Je le ferai très officiellement dans 30 secondes. On va d'abord voter la délibération, Jean-Claude. Je n'ai pas de demande de parole. Je mets cette délibération au vote. Qui est pour ? Est-ce que quelqu'un est contre ? Y a-t-il des abstentions ?

Pour : 44 + 4 procurations
Groupe majoritaire : 33 + 3 procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6
Groupe M Mulhouse : 2 + 1 procuration
Non-inscrits dans un groupe : 3

M. CHAPATTE ne prend pas part au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Mme le Maire : Très officiellement, je demande à l'assemblée, si elle est d'accord, d'élire Jean-Claude CHAPATTE comme représentant de la Ville au sein de cette association. Est-ce que tout le monde est d'accord ? Félicitations, Jean-Claude, tout va bien.

Pour : 44 + 4 procurations
Groupe majoritaire : 33 + 3 procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6
Groupe M Mulhouse : 2 + 1 procuration
Non-inscrits dans un groupe : 3

M. CHAPATTE ne prend pas part au vote.

M. CHAPATTE est désigné à l'unanimité des suffrages exprimés pour représenter la ville de Mulhouse à l'UNION NATIONALE DES MAISONS SPORT-SANTÉ.

(Applaudissements)

25° ASSOCIATION KIDS GAME BASKET : ATTRIBUTION D'UN ACOMPTE DE SUBVENTION (244/7.5.6/1065)

Dans le cadre du partenariat de la Ville de Mulhouse avec les associations œuvrant dans le domaine de la jeunesse, la collectivité contribue à la mise en œuvre de leurs actions par le versement de subventions de fonctionnement, dont l'essentiel a été attribué par délibération lors du Conseil municipal du 28 septembre 2023.

Entre 2015 et 2020, la Ville s'est associée au tournoi de basket international jeunes de l'association Kids Game Basket, qui a rencontré lors de chaque édition annuelle, un plein succès populaire tant pour les amateurs que pour le grand public, avec des phases finales qui se sont déroulées au Palais des Sports.

En 2023, l'association précitée a fait part auprès de la Ville de son intention de réactiver pour l'année prochaine cette manifestation, devenue au fil des années, un événementiel basket de référence au niveau européen contribuant à faire rayonner une image positive de Mulhouse.

Cette 7^{ème} édition prévue pour se dérouler du 23 au 25 février 2024 sur 3 sites sportifs différents dans l'agglomération, rassemblerait 300 jeunes basketteurs mulhousiens et européens âgés de 11 à 22 ans, issus de 10 nations différentes autour des valeurs du sport et de la jeunesse, de l'émulation et du partage.

Les phases finales de cet événementiel sportif se tiendraient le dimanche 25 février 2024 au Palais des Sports et seraient entrecoupées d'animations surprises à destination d'un public familial tout au long de la journée avec une clôture festive du tournoi, en fin d'après-midi autour d'un artiste contemporain dans le cadre d'un showcase gratuit, ouvert à tous sur invitation.

Compte tenu de l'implication réelle de Kids Game Basket et la présentation de sa part d'un projet en adéquation avec les orientations de la politique jeunesse de la Ville, il est proposé de soutenir financièrement cette association, à travers l'attribution d'un acompte de subvention de 15 000 euros pour l'aider à faire face aux premiers frais inhérents à la réalisation effective du tournoi de basket à l'exclusion de toute dépense liée à l'organisation du show case.

Les crédits sont disponibles au Budget 2023 :

Chapitre 65 – Article 65748 - Fonction 338

Service gestionnaire et utilisateur : 244

Ligne de crédit n° 3683 : subventions fonctionnement actions socio-éducatives.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- décide d'attribuer l'acompte de subvention proposé,
- autorise Madame le Maire ou son Adjoint délégué à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

Mme le Maire : Nous passons à la délibération 1065, il s'agit de l'association Kids Game Basket, KGB pour ceux qui aiment les acronymes. Il s'agit de l'attribution d'un acompte de subventions. Le dimanche 25 février 2024 – notez bien cette date –, le palais des sports va accueillir les phases finales de cette 7^{ème} édition de tournoi de basket international jeunes, mené par l'association Kids Game Basket. La présente délibération concerne le soutien financier apporté à cet événement dont les objectifs sont en adéquation avec la politique jeunesse menée par la Ville. Je laisse immédiatement Ayoub BILA nous présenter cette demande de subvention.

M. BILA : Merci, Mme le Maire, chers collègues. Avant de vous présenter la délibération KGB, je souhaite revenir sur le sujet abordé par M. SASSI concernant le club de foot Victoria.

M. SASSI, permettez-moi juste de vous soumettre modestement un conseil concernant vos prochaines interventions concernant le quartier de Bourtzwiller et ses acteurs associatifs.

Sachez, pour votre parfaite culture territoriale, que nous sommes au travail et en collaboration avec les dirigeants du club. Quelques exemples pour illustrer cette collaboration : nous avons voté une subvention de 4 000 € pour l'année 2023 à destination du club. Nous avons, durant l'été, avec Mme le Maire, mon collègue Christophe STEGER, adjoint au sport, la ligue de foot et moi-même, accompagné le club durant l'été afin de lui donner les moyens de ses ambitions. Je vous invite, M. SASSI, à vous rapprocher du club pour plus de détails. Sachez aussi que nous sommes au travail tous les jours sur le terrain au service de nos citoyens mulhousiens. Bourtzwiller, à l'image de l'ensemble des quartiers mulhousiens, est au cœur de notre préoccupation et de nos actions municipales.

M. SASSI, en ma qualité d'adjoint de secteur sur le secteur de Bourtzwiller, mon bureau, vous le savez bien, vous est toujours ouvert avec un bon thé ou un café et des gâteaux, pour vous informer et vous faire la promotion de nos actions sur Bourtzwiller et sur le territoire mulhousien.

En conclusion, je ne vais pas être long, je tiens à remercier les jeunes filles du club, ainsi que l'équipe dirigeante qui étaient là toute la soirée, mais le conseil municipal est un peu long pour les jeunes, sachez-le. Ils ont dû nous quitter. Je tiens vraiment à les remercier pour leurs résultats sportifs, leurs résultats éducatifs, leurs résultats civiques ainsi que leur investissement sur le quartier de Bourtzwiller et l'interassociatif auquel ils participent. Ils participent notamment à la nuit du réveillon le 31 par différentes activités.

Le club de foot féminin Victoria participe, par ses résultats sportifs, et ses nombreux prix – vous l'avez bien dit, M. SASSI, tout à l'heure – au rayonnement de Mulhouse au niveau national, international, à travers cette discipline sportive. Juste pour information : le club Victoria a réussi à placer deux joueuses au club olympique lyonnais, club de foot.

Je vais passer à la délibération KGB . Après une pause de trois ans, le tournoi de basket international de l'association Kids Game Basket, acronyme de KGB, revient pour une septième édition fin février 2024. Événement de référence pour le basket européen, ce tournoi a déjà connu six éditions couronnées de succès

par le passé. Outre son impact sportif, il joue un rôle clé dans la promotion d'une image positive de notre ville, au niveau national et international.

Pour cette septième édition, ce sont plus de 300 jeunes basketteurs âgés de 11 à 22 ans, venant de dix nations différentes, allant d'Israël, en passant par le Maghreb et les pays européens qui sont attendus. Elle promet également une affluence de 8 000 spectateurs sur les trois jours de tournois, dont 3 500 personnes présentes au Palais des sports pour la phase finale dimanche 25 février.

Plus d'une centaine de bénévoles seront présents également et mobilisés pour garantir le succès de cet événement majeur.

Ce tournoi, en accord avec les orientations de notre politique jeunesse, a prouvé, par le passé, son impact positif sur l'image de notre ville, avec une résonance médiatique d'ampleur. Les différentes chaînes de sport en parlent. Cette année, il y aura des surprises notamment sur les chaînes d'information et Canal+, normalement, qui va faire un reportage sur Mulhouse et les joueurs qui sont passés par Mulhouse et le Kids Game Basket et qui ont réussi leur carrière aux Etats-Unis, notamment, à la NBA et dans d'autres clubs européens. Il incarne, de plus, les valeurs du sport, de la jeunesse et du partage.

Au fil des éditions précédentes, cet événement familial a non seulement connu un grand succès mais a également servi de tremplin pour des joueurs qui, aujourd'hui, brillent dans le basket de haut niveau sur la scène internationale. Notons également une nouveauté pour 2024 avec l'introduction d'une catégorie féminine, renforçant ainsi l'inclusivité de cet événement.

Il est proposé aujourd'hui d'accorder un acompte de subventions de 15 000 € à l'association pour les aider à couvrir les premiers frais liés à l'organisation du tournoi. L'octroi de cet acompte de subventions soutiendra non seulement un événement sportif d'envergure européenne, mais renforcera également l'engagement de Mulhouse envers la jeunesse et le sport. Merci à vous tous.

Mme le Maire : Merci. J'ai une demande de parole de M. SASSI.

M. SASSI : Mme le Maire, M. Ayoub BILA, je serai très bref. C'est juste pour remercier M. BILA d'avoir renforcé ma culture territoriale. Ce soir, je dormirai un petit peu moins bête. Par contre, étant donné que je ne suis pas très cultivé, par contre, j'ai les oreilles qui écoutent bien, à Bourtzwiller, ça urge. Vraiment. Merci.

Mme le Maire : Mettons cette délibération au vote. Qui est pour ? Est-ce que quelqu'un est contre ? Est-ce que quelqu'un s'abstient ? Non ? Merci à vous.

Pour : 45 + 4 procurations

Groupe majoritaire : 34 + 3 procurations

Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

Groupe M Mulhouse : 2 + 1 procuration

Non-inscrits dans un groupe : 3

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Mme le Maire : Juste un élément, M. MINERY, j'ai fait vérifier les subventions du MBA. Bonne nouvelle, en 2024, ils auront même 10 000 € de plus. En 2023, ils ont eu 390 000 € de subventions. On leur a alloué 40 000 € de subvention exceptionnelle qui vient en déduction, bien sûr, de la somme totale donc ça faisait 350 000 €. En 2024, ils auront 360 000 €, soit 10 000 € de plus par rapport à la subvention de base de l'année dernière. C'est marqué là-dessus, vous pouvez venir récupérer le petit ticket. Ça se saurait, M. MINERY, s'ils avaient moins. J'ai vérifié, on a l'explication, ils ont eu 40 000 € de subvention exceptionnelle l'année dernière pour terminer les comptes.

Je suis prête à discuter avec vous, il n'y a pas de souci, puis avec le président, il n'y a pas de souci non plus. Ce sont des chiffres actualisés dans nos tableaux. Ils ont même pris 10 000 € de plus que la dernière. Pardon ?

(Echanges inaudibles)

Mme le Maire : On n'est pas encore à la fin de l'année, tout n'est pas encore figé, M. MINERY. Ça va être figé le 31 décembre.

26° ASSOCIATIONS DE LUTTE CONTRE L'EXCLUSION : SUBVENTIONS 2023 – PHASE 2 (1100/7.5.6/1047)

La Ville de Mulhouse conduit une politique active de lutte contre les exclusions en partenariat avec les associations et institutions engagées à ses côtés pour l'aide alimentaire, l'hébergement d'urgence et l'insertion sociale et professionnelle des personnes les plus démunies.

Depuis 2020, marquées par la crise sanitaire et sociale, les années passées ont été des années singulières dont les conséquences sociales sont encore agissantes en 2023. Avec une augmentation de 15% en moyenne du coût des produits de première nécessité, l'inflation est venue augmenter la précarité des ménages bénéficiaires des minimas sociaux.

La collaboration entre acteurs du territoire est une force car elle permet de faire face aux difficultés collectivement. Aussi, pour marquer cette volonté de la Ville de soutenir la lutte contre toutes les exclusions, des subventions sont proposées au titre de 2023 au profit des associations et institutions engagées sur notre territoire.

A. Subventions de fonctionnement aux associations qui contribuent à la lutte contre les exclusions

1. Soutien aux associations qui participent à la lutte contre la précarité alimentaire

Dans le cadre de l'aide alimentaire aux plus démunis, le territoire mulhousien est couvert par de nombreux acteurs dont l'action coordonnée permet de toucher le plus grand nombre des ménages en situation de précarité alimentaire. L'inflation actuelle impacte particulièrement le budget alimentaire de l'ensemble des ménages. Le chariot type de trente-huit produits a augmenté de 18,45% de janvier 2021 à janvier 2023 (passant de 102,33€ à 121,21€) et impacte les ménages les plus démunis. Au-delà du soutien d'urgence, l'aide alimentaire

permet de rétablir le lien social, de renforcer le pouvoir d'agir et constitue pour les ménages accompagnés une porte d'entrée vers des dispositifs d'insertion. Aussi, la Ville entend favoriser cette dynamique profitable aux Mulhousiens en difficulté socio-budgétaire.

Dans ce cadre, les épiceries solidaires mettent à disposition de familles en difficulté, orientées par des travailleurs médico-sociaux, des produits de première nécessité moyennant une participation financière de 10 % du prix réel. En contrepartie de l'aide apportée et des économies réalisées, le ménage signe un contrat et s'engage à participer à des ateliers permettant de lui donner un nouvel élan. Cela permet aux ménages de se sentir responsables de leur budget pour réaliser des économies afin de rembourser une dette, régler une facture, financer un projet et, *in fine*, vivre comme tout à chacun dignement.

Il est proposé de verser une subvention de fonctionnement à hauteur de **10 000€** à L'Epicerie Le Partage de l'**ARMEE DU SALUT** qui dispose d'une telle structure. Il est également proposé de verser une subvention de **107 000 €** en soutien au fonctionnement des deux Epiceries Solidaires de l'association **CARITAS**, le Marché Solidaire des Coteaux et l'Epicerie Solidaire Caritas Drouot.

2. Soutien aux associations qui permettent l'accès et/ou le maintien au logement des plus fragiles

Depuis les années 90, l'action de l'association **ALSA** s'inscrit une méthodologie d'intervention sociale s'inscrivant pleinement dans la politique du Logement d'abord. En effet, les professionnels de l'association accompagnent chaque année près de 500 personnes dans l'accès et maintien au logement adapté d'un public en situation de grande exclusion, parfois à la rue depuis des années et cumulant des problématiques d'addiction et de santé mentale. L'association gère de nombreux dispositifs d'accès et de maintien au logement qui permettent d'apporter une réponse adaptée aux besoins de ces publics (logements financés par l'allocation logement temporaire (ALT), maison relais, pension de famille, etc.). A cela s'ajoute le dispositif Passerelle, un camping-car itinérant d'accès aux droits qui permet d'aller vers ces publics en précarité et de lutter contre le non recours. Compte tenu du caractère innovant de ce dispositif mais également de la nature et de l'importance des actions menées par cette association, il est proposé de verser une subvention à hauteur de **40 000 €**.

3. Soutien aux associations qui contribuent au renforcement du lien social et à l'insertion socio-professionnelle

Acteur de l'insertion par l'économique formant aux métiers de la bouche, l'association « **CITE SOLIDAIRE** » gère le chantier d'insertion « **LA TABLE DE LA FONDERIE** » situé dans le quartier de Bourtzwiller. Le chantier est composé de treize salariés en insertion et deux encadrants techniques en CDI. Un partenariat fort et ancien avec la Ville de Mulhouse, Pôle Emploi et Sémaphore a permis à des Mulhousiens de reprendre pied dans la vie active. Il est proposé de verser une subvention de fonctionnement à hauteur de **1 500 €**.

Le **MOUVEMENT DU NID** est une association de lutte contre le système prostitutionnel qui se traduit par l'accompagnement des personnes en situation ou risque de prostitution, la sensibilisation des publics et la formation de professionnels. Il est proposé de verser une subvention à hauteur de **1 500 €**.

B. Subventions d'équipement aux associations qui contribuent à la lutte contre les exclusions

L'association **ALSA** gère près de 170 logements destinés à l'accueil du public dont elle a la charge, un public en situation de grande exclusion.

Il est proposé de verser une subvention à hauteur de **20 000 €** pour contribuer à l'acquisition et/ou l'entretien de matériel bureautique, mobilier, électroménager, outillage et véhicules.

L'association **L'ARMEE DU SALUT** a transféré l'activité de son Epicerie Le Partage dans des locaux mis à disposition par la Ville de Mulhouse situés 18 avenue DMC. Il est proposé de verser une subvention de **3 000 €** pour permettre l'acquisition du matériel de manutention et de conservation des produits à destination des ménages accueillis (armoire réfrigérée, chariot et transpalette).

En fournissant 66 associations caritatives, 27 CCAS et 16 épicerie solidaires, la **BANQUE ALIMENTAIRE DU HAUT-RHIN** est le maillon central de l'aide alimentaire aux plus démunis sur l'ensemble du Département du Haut-Rhin. En 2021, les denrées collectées ont représenté 2863 tonnes au bénéfice de 126 976 personnes dont près de la moitié de Mulhousiens. De plus, entre 2022 et 2023, le nombre de bénéficiaires a augmenté de 12%. L'engagement des 7 salariés et des 140 bénévoles qui donnent de leur temps est essentiel pour mener à bien les missions de la Banque Alimentaire. Son objectif est aujourd'hui le développement de points de distribution au plus près des besoins, les conséquences de la crise sanitaire toujours agissantes démontrant la pertinence de son intervention. Soucieuse de développer son activité dans le respect des mobilités douces, la Banque Alimentaire souhaite acquérir un camion électrique qui aura vocation à circuler sur Mulhouse et son agglomération. Il est proposé de verser une subvention de **10 000 €**.

Synthèse des subventions proposées :

Fonctionnement :

BENEFICIAIRES	MONTANT 2023 proposé
ALSA	40 000 €
ARMEE DU SALUT	10 000 €
CARITAS	107 000 €
ASSOCIATION CITE SOLIDAIRE	1 500 €
MOUVEMENT DU NID	1 500 €
TOTAUX	160 000 €

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2023

Chapitre 65 - article 65748 - fonction 424

Service gestionnaire et utilisateur 112 – Action Sociale

Ligne de Crédit n° 3674 « Subventions de fonctionnement aux associations de lutte contre l'exclusion »

Investissement :

BENEFICIAIRES	MONTANT 2023 proposé
ALSA	20 000 €
ARMEE DU SALUT	3 000 €
BANQUE ALIMENTAIRE DU HAUT-RHIN	10 000 €
TOTAUX	33 000 €

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2023

Chapitre 204 - article 20421 - fonction 424

Service gestionnaire et utilisateur 112 – Action Sociale

Ligne de Crédit n° 13505 « Subventions d'équipement aux associations de lutte contre l'exclusion »

C. Contribution au Fonds de Solidarité pour le Logement

Le Fonds de Solidarité pour le Logement d'Alsace s'inscrit dans le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) 2018/2023 et est destiné à aider les personnes et familles haut-rhinoises en situation de pauvreté et de précarité.

Si le financement du FSL est majoritairement assuré par la CeA, d'autres collectivités territoriales ou établissements publics peuvent y contribuer. A ce titre, la contribution financière de la Ville de Mulhouse au FSL 68 est fixée à hauteur de 19 855 € pour 2023.

Les crédits nécessaires au versement de la contribution de la Ville de Mulhouse au FSL du Haut-Rhin sont prévus au Budget Primitif 2023 :

Chapitre 65 – article 657382 – fonction 420

Service gestionnaire et utilisateur 112 – Action Sociale

Ligne de Crédit n° 2056 « Subvention de fonctionnement aux autres organismes »

L'attribution et le versement des subventions votées dans le cadre de la présente délibération sont conditionnés au respect par le bénéficiaire des principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain annexé au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve les propositions d'attribution de subventions de fonctionnement et d'investissement qui figurent dans les tableaux ci-dessus,
- charge Madame le Maire ou son représentant de signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

PJ : 3

CONVENTION

Entre

La Ville de Mulhouse représentée par Madame Marie CORNEILLE, Adjointe au Maire déléguée aux Solidarités, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 14 décembre 2023, et désignée sous le terme "la Ville"

d'une part

et

La Fédération de Charité CARITAS Alsace, sise 5 rue St-Léon 67082 STRABOURG CEDEX représentée par son Président, Monseigneur Gilles REITHINGER, ci-après désignée sous le terme "l'Association" ou « CARITAS »

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

La Fédération de Charité CARITAS Alsace est une association à vocation sociale dont l'objet est d'apporter son soutien à toute personne en situation d'exclusion que cela soit par de l'écoute, de l'aide matérielle ou de permettre l'accès à certains dispositifs, comme par exemple des épiceries solidaires.

Depuis de nombreuses années, CARITAS Alsace s'est investie dans le secteur de l'aide alimentaire et gère des épiceries solidaires ou des centres de distribution de colis.

Article 1 : OBJET

Par la présente convention, l'Association s'engage à permettre de préserver au maximum la dignité des personnes en leur offrant un accès à des denrées variées et le choix quant aux produits à consommer.

Dans les épiceries solidaires, seuls 10% du prix pratiqué en moyenne pour ces mêmes denrées par les supermarchés traditionnels sont à la charge des bénéficiaires. L'alimentation n'est pas livrée sous forme de colis mais est choisie par ceux qui en bénéficient en fonction de la composition de la famille et à hauteur des besoins identifiés.

Pour sa part, la Ville s'engage, sous réserve de l'inscription des crédits au budget, à soutenir financièrement l'association dans son fonctionnement et celui des épiceries solidaires.

1

Article 2 : ENGAGEMENTS DE LA VILLE**Le versement d'une subvention à CARITAS**

La Ville accorde en 2022 à l'Association une subvention de fonctionnement d'un montant de **107 000 €**.
105 500€ en soutien au fonctionnement des Epiceries Solidaires Coteaux et Drouot et 1 500€ en soutien à la permanence sociale Drouot.
Cette subvention fera l'objet d'un **versement unique** de 107 000 € sur présentation du budget prévisionnel de l'année en cours, du bilan financier de l'année précédente et après signature de la convention.

Elle sera créditée au compte de l'Association selon les procédures comptables en vigueur.

Le versement est effectué sur le compte suivant :

CCM STRASBOURG GUTENBERG
Code banque : 10278
Code : 01084
N° de compte : 00075982945 Clé 05

Article 3 : ENGAGEMENTS DE CARITAS**Pour sa part, l'association CARITAS s'engage à :**

Mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires pour assurer les activités décrites ci-dessous.

Pour ce faire, pour les activités relevant du champ de la compétence sociale, elle confiera certaines missions à des professionnels et notamment à deux titulaires d'un diplôme d'état de type CESF (Conseiller en Economie Sociale et Familiale), assistant social et/ou éducateur spécialisé.

L'association veillera à :

- **Accueillir les Mulhousiens en difficulté** : exclusivement sur fiche de liaison d'un travailleur social (CCAS de Mulhouse, Espaces Solidarité du Conseil Départemental, associations...),
- Veiller au strict **respect des règles d'hygiène de sécurité** au sein de l'épicerie solidaire au regard de la législation en vigueur,
- Organiser la mise en place d'**actions évènementielles** visant à promouvoir ou valoriser l'activité de l'épicerie solidaire,
- Proposer une orientation des personnes bénéficiaires de l'épicerie solidaire en difficulté vers un **accompagnement social et budgétaire par les services sociaux compétents** lorsqu'elles n'en bénéficient pas,

2

- Organiser et proposer la mise en place d'**actions collectives pédagogiques de façon prioritaire avec les acteurs de quartier**. Il s'agit d'élargir les activités de l'épicerie solidaire afin d'accompagner les personnes en difficulté dans un cadre collectif pour la résolution de leurs problèmes en prenant appui sur l'activité principale de l'épicerie solidaire qui est l'alimentation et la gestion budgétaire. Ces actions collectives pourront être assurées par des professionnels, des bénévoles de l'épicerie solidaire ou d'associations. Elles pourront également être co-gérées par des associations présentes au sein des quartiers où Caritas est implanté. Ces actions devront permettre de proposer des leviers d'insertion pour les personnes en difficulté, viser une alimentation saine ou un intérêt de cohésion sociale, etc.,
- Organiser la **mise en place d'un point de dépannage d'urgence par colis alimentaire** afin de venir en aide de façon très rapide et exceptionnelle aux personnes n'ayant pas encore eu la possibilité de se rendre dans un service social afin d'être orienté vers l'épicerie solidaire au moyen d'une fiche de liaison d'un travailleur social,
- Contribuer aux instances et travaux relatifs à la **coordination de l'aide alimentaire** concernant le territoire de la commune de Mulhouse.

Le fonctionnement d'une épicerie solidaire prévoit pour les publics accueillis une participation financière représentant 10 % maximum du prix pratiqué en moyenne pour les mêmes denrées par les commerces traditionnels.

Le produit de cette participation des bénéficiaires de l'épicerie solidaire sera réaffecté par le prestataire à l'achat de denrées et de produits non fournis par la Banque Alimentaire et représentant une nécessité pour les personnes en difficulté.

Parallèlement, le prestataire devra veiller à mettre en place des dispositifs qui permettent à des personnes de participer de manière bénévole à l'accueil et/ ou à l'animation du lieu.

Les objectifs quantitatifs sont les suivants :

- Proposer une ouverture de la structure épicerie solidaire à des fins de distribution de l'alimentation au moins 5 demi-journées par semaine – et notamment le samedi matin - afin de favoriser son accès pour les personnes ayant une activité salariée,
- Accueillir un minima de 150 foyers par semaine.

Dans sa communication, CARITAS veillera à toujours mentionner le partenariat de la Ville de Mulhouse et à insérer son logo dans les supports de communication.

3

Conformément à l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021, elle s'engage à respecter les principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain auquel elle a souscrit.

Article 4 : PRODUCTIONS DE DOCUMENTS

CARITAS transmettra chaque année un bilan qualitatif et quantitatif à la Ville de Mulhouse en s'appuyant sur les indicateurs suivants :

- ⇒ Des indicateurs de résultats qualitatifs (au regard des objectifs fixés)
- ⇒ Des indicateurs de résultats quantitatifs
- ⇒ Tout autre bilan diagnostic

Article 5 : SUIVI DES ACTIONS

L'Association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Ville de la réalisation des objectifs et actions énumérées à l'article 1^{er}, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Au terme de la convention, l'Association remet, dans un délai de six mois, un bilan concernant l'ensemble de la période d'exécution de la convention.

Article 6 : ASSURANCES

L'Association souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paie les primes et les cotisations des assurances sans que la responsabilité de la Ville puisse être mise en cause. Elle doit justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondantes.

Article 7 : RESPONSABILITE

L'aide financière apportée par la Ville aux actions ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable à l'Association ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

Article 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution de l'objet décrit à l'article 1^{er}, l'Association reconnaît son obligation d'avoir à rembourser à la Ville la totalité de la subvention.

Il en ira de même en cas de non-exécution des dispositions de l'article 4.

En cas d'exécution partielle ou imparfaite de l'objet, l'Association devra rembourser à la Ville la part non justifiée de la subvention versée sauf si elle a obtenu préalablement l'accord de la Ville pour toute modification de l'objet.

Il en ira de même si la subvention excède le coût de la mise en œuvre de l'action.

La décision de la Ville intervient après examen des justificatifs présentés par l'Association.

La collectivité en informe l'Association par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les reversements sont effectués par l'Association dans le mois qui suit la réception du titre de recette émis par la Ville.

S'il est établi que l'Association bénéficiaire de la subvention poursuit un objet ou exerce une activité illicite ou que l'activité ou les modalités selon lesquelles l'Association la conduit sont incompatibles avec le contrat d'engagement républicain souscrit, la collectivité procède au retrait de la subvention dans les conditions fixées par l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et le décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021.

Article 9 : DUREE

La présente convention est conclue pour une durée d'un an.

Article 10 : CONDITION DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée au respect par l'Association des engagements énumérés à l'article 4 et à l'utilisation de la subvention conformément aux objectifs et actions décrits à l'article 1^{er}.

Article 11 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'Association des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par la Ville à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Article 12 : MODIFICATIONS

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 13 : LITIGE

En cas de litige relatif à la validité, à l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, le litige sera soumis, à défaut de règlement amiable, au Tribunal Administratif de Strasbourg.

Mulhouse, le

Etablie en deux exemplaires originaux

Pour l'Association,
le Président

Pour la Ville,
l'Adjointe déléguée
aux Solidarités

Gilles REITHINGER

Marie CORNEILLE

CONVENTION

Entre

La Ville de Mulhouse, représentée par Madame Marie CORNEILLE, Adjointe au Maire déléguée à la Solidarité et à la Lutte contre la Pauvreté en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 14 décembre 2023 et désignée sous le terme « la Ville »
D'une part

et

L'Association pour le Logement des Sans-Abris (ALSA), ayant son siège social, 39 rue Thierstein - B.P 1371 - 68060 MULHOUSE Cedex, représentée par son Président, Monsieur Francis KRAY, et désignée sous le terme « l'Association »
D'autre part

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Par ses orientations et projets au profit des sans-abris, l'association ALSA s'inscrit pleinement dans la politique du Logement d'abord. En effet, l'association propose des actions destinées à faire accéder directement au logement des personnes en situation de grande exclusion, parfois à la rue depuis des années et cumulant des problématiques d'addiction et de santé mentale. Aussi, l'association s'adresse prioritairement aux plus désocialisés avec un très bas seuil d'admission et un haut seuil de tolérance et pratique une clause de non abandon. Elle accompagne 450 personnes dans le cadre de plusieurs dispositifs. Pour permettre l'accès et le maintien au logement, elle gère et entretient 170 logements sur Mulhouse.

Elle sollicite une subvention de la Ville.

Article 1 : Objet

Par la présente convention, L'association s'engage à réaliser l'objectif dont le contenu est le suivant :

« Accueil, hébergement, accès au logement et accompagnement social global des personnes sans domicile qui acceptent d'adhérer aux modalités de fonctionnement fixées par l'association à travers son règlement intérieur »

Pour sa part, la Ville s'engage, sous réserve de l'inscription des crédits au budget, à soutenir financièrement la réalisation de cet objectif.

1

Article 2 : Montant de la subvention

La Ville accorde en 2023 à l'Association :

- une subvention de fonctionnement d'un montant de 40 000 €
- une subvention d'équipement d'un montant de 20 000 €

Les subventions attribuées par la Ville à l'Association feront l'objet d'un versement distinct, sur présentation du budget prévisionnel de l'année en cours, du bilan financier de l'année précédente et après vote du budget primitif de la Ville, décision d'attribution et signature de la convention.

Article 3 : Conditions de paiement

Les subventions seront créditées au compte de l'Association selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements seront effectués sur le compte suivant :

CCM MULHOUSE ST ETIENNE

Code banque : 10278

Code guichet : 03004

N° de compte : 00034566048 clé : 10

Article 4 : Engagements de l'association

L'Association s'engage à :

- Mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'ensemble des actions prévues dans le cadre de la présente convention
- Fournir à la Ville un compte rendu d'exécution des opérations retenues dans les six mois suivant la fin de l'exercice 2023
- Fournir un compte rendu financier des actions dans les six mois suivant la fin de l'exercice 2023
- Fournir une copie certifiée de son budget et de ses comptes de l'exercice écoulé, ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité
- Déposer, le cas échéant, à la Préfecture du département où se trouve son siège social, son budget, ses comptes, les conventions passées avec les autorités administratives et les comptes rendus financiers des subventions reçues, en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et de l'article 2 du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001
- Faire mention de la participation de la Ville sur tout support de communication et dans ses relations avec les médias
- Acquérir et/ou à entretenir du matériel bureautique, mobilier, électroménager, outillage et véhicules à hauteur des 20 000 € attribués en subvention d'équipement.

2

Conformément à l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021, elle s'engage à respecter les principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain auquel elle a souscrit.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'association, pour une raison quelconque, celle-ci doit en informer la Ville sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 5 : Contrôle de la Ville

L'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Ville de la réalisation des objectifs et actions énumérées à l'article 1^{er}, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Au terme de la convention, l'Association remet, dans un délai de six mois, un bilan concernant l'ensemble de la période d'exécution de la convention.

Article 6 : Assurances

L'association souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paie les primes et les cotisations des assurances sans que la responsabilité de la Ville puisse être mise en cause. Elle doit justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondantes.

Article 7 : Responsabilité

L'aide financière apportée par la Ville aux actions ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable à l'Association ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

Article 8 : Durée

La présente convention est conclue pour une durée d'un an.

Article 9 : Sanctions

En cas de non exécution de l'objet social décrit au préambule et des actions mentionnées à l'article 1^{er} de la présente convention, l'Association reconnaît son obligation d'avoir à rembourser à la Ville de Mulhouse la totalité de la subvention.

Il en ira de même en cas de non-exécution des dispositions de l'article 4.

3

En cas d'exécution partielle ou imparfaite de l'objet, l'Association devra rembourser à la Ville la part non justifiée de la subvention versée sauf si elle a obtenu préalablement l'accord de la Ville pour toute modification de l'objet.

Il en ira de même si la subvention excède le coût de la mise en œuvre de l'action.

La décision de la Ville intervient après examen des justificatifs présentés par l'Association.

La collectivité en informe l'Association par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les reversements sont effectués par l'Association dans le mois qui suit la réception du titre de recette émis par la Ville.

S'il est établi que l'Association bénéficiaire de la subvention poursuit un objet ou exerce une activité illicite ou que l'activité ou les modalités selon lesquelles l'Association la conduit sont incompatibles avec le contrat d'engagement républicain souscrit, la collectivité procède au retrait de la subvention dans les conditions fixées par l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et le décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021.

Article 10 : Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée au respect par l'Association des engagements énumérés à l'article 4.

Article 11 : Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 12 : Résiliation

En cas de non-respect par l'Association des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par la Ville à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Article 13 : Litige

En cas de litige relatif à la validité, à l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, le litige sera soumis, à défaut de règlement amiable, au Tribunal Administratif de Strasbourg.

256

4

Mulhouse, le

Etablie en deux exemplaires originaux

Pour l'Association ALSA,
Le Président

Francis KRAY

Pour la Ville,
L'Adjoint Déléguée aux Solidarités

Marie CORNEILLE



**Convention de partenariat portant
Contribution financière de la Ville de
MULHOUSE au Fonds de Solidarité pour le
Logement – Année 2023**

- VU le Code de l'action sociale et des familles, notamment son article L. 115-3,
- VU la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 dite "loi Besson" visant à la mise en œuvre du droit au logement, modifiée, notamment son article 6-3,
- VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, qui précise dans son article 65, le transfert aux Départements de la gestion des droits et obligations des Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL), des fonds et dispositifs d'aide aux impayés d'énergie, d'eau et de téléphone,
- VU le règlement intérieur du FSL,
- VU la délégation de gestion comptable et financière du FSL – territoire 68 confiée à la CAF du Haut-Rhin,
- VU la délibération de la Commission permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace **n°XX** en date du 8 décembre 2023 approuvant la présente convention et autorisant le Président à la signer,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Ville de MULHOUSE en date du 14/12/2023 approuvant la présente convention et autorisant Mme la Maire de MULHOUSE à la signer,

Entre les soussignés

La Ville de MULHOUSE, représentée par Mme la Maire, Madame Michèle LUTZ, dûment autorisée à signer la présente convention en vertu de la délibération du 14/12/2023, susmentionnée, ci-après désigné « **la Ville de MULHOUSE** », d'une part,

et

la Collectivité européenne d'Alsace (CeA), représentée par son Président, Monsieur Frédéric BIERRY, dûment autorisé à signer la présente convention en vertu de la délibération du 8 décembre 2023 susmentionnée, ci-après désignée « **la Collectivité européenne d'Alsace** », d'autre part,

Direction de l'Insertion vers l'Activité et du Logement/CCAS de COLMAR – Convention de partenariat 2023

1/3

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

La Collectivité européenne d'Alsace a succédé aux Départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin au 1^{er} janvier 2021 (loi n° 2019-816 du 2 août 2019).

La Collectivité européenne d'Alsace, en sa qualité de chef de file de l'action sociale, aide et apporte une assistance aux personnes démunies, notamment par la participation à leur insertion sociale et professionnelle ainsi que par son action en faveur du logement.

Ainsi, conformément à l'article 6 de la loi du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement, la Collectivité créée et pilote un Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) qui a pour objet d'accorder, dans les conditions définies par son règlement intérieur, des aides au titre des dettes de loyer et de factures d'énergie, d'eau, de téléphone et d'accès internet à des personnes en difficultés, mais également de prendre en charge des mesures d'accompagnement social, individuelles ou collectives, liées au logement.

Un nouveau règlement intérieur à l'échelle de la Collectivité européenne d'Alsace est entré en vigueur le 1^{er} juillet 2023 se substituant aux deux règlements intérieurs qui coexistaient respectivement sur le Haut-Rhin et sur le Bas-Rhin (hors Eurométropole de Strasbourg) jusqu'à cette date.

Les modalités de fonctionnement du FSL sont définies dans le règlement intérieur du Fonds annexé à la présente convention (cf. Annexe 1).

Le FSL s'inscrit dans le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) et est destiné à aider les personnes et familles haut-rhinoises en situation de pauvreté et de précarité.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir le montant et les modalités du concours financier de la Ville de MULHOUSE au Fonds de Solidarité pour le Logement – Territoire 68.

Article 2 : Montant de la contribution financière annuelle au Fonds de Solidarité pour le Logement – Territoire 68- de la Ville de MULHOUSE

La contribution financière de la Ville de MULHOUSE au Fonds de Solidarité pour le Logement – Territoire 68 - est fixée à hauteur de **19 855 €** au titre de l'année 2023.

Article 3 : Modalités de versement de la contribution

Après signature de la convention par les deux parties, la Collectivité européenne d'Alsace adresse un courrier d'appel de fonds à la Ville de MULHOUSE afin de percevoir sa contribution.

Ladite contribution est à verser sur le compte du FSL – Territoire 68 géré par la CAF du Haut-Rhin (N° 00001006140 Clé RIB 39 Code Banque 10071 Code Guichet 68000, Agent comptable de la CAF, 26 rue Robert Schuman 68084 MULHOUSE CEDEX).

Direction de l'Insertion vers l'Activité et du Logement/CCAS de COLMAR – Convention de partenariat 2023

2/3

Article 4 : Information de la Ville de MULHOUSE

La Collectivité européenne d'Alsace établit chaque année un bilan global d'activité du FSL qui sera adressé à la Ville de MULHOUSE.

Par ailleurs, elle s'engage à communiquer à la Ville de MULHOUSE, au mois de mars de l'année N+1, le nombre et le type d'aides accordées aux habitants de la Ville, dans le respect des règles de protection des données à caractère personnel (les données transmises sont anonymes).

Article 5 : Durée et date d'effet de la convention

La présente convention est conclue pour une durée d'un an. Elle prend effet à compter du 1^{er} janvier 2023 et court jusqu'au 31 décembre 2023.

Article 6 : Résiliation

La présente convention peut être résiliée soit d'un commun accord des parties par échanges de courriers conformes, soit en cas de non-respect de l'une des parties des engagements inscrits dans la présente convention, par l'autre partie, celle-ci pouvant résilier la convention à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de résiliation, la contribution financière prévue à l'article 2 sera versée au prorata temporis de la période comprise entre la date d'effet de la présente convention et celle de sa résiliation.

Fait en double exemplaire, dont un pour chacune des parties.

A Colmar, le , le

Le Président de la
Collectivité européenne d'Alsace

Le Maire de MULHOUSE

Frédéric BIERRY

Michèle LUTZ

Mme le Maire : On passe à la prochaine délibération. Il s'agit des associations de luttres contre l'exclusion, la subvention 2023. Nous collaborons avec des associations et institutions qui réalisent des actions liées à :

- l'aide alimentaire ;
- l'hébergement d'urgence,
- l'insertion sociale et professionnelle.

Marie CORNEILLE va rapidement nous présenter cette délibération.

Mme CORNEILLE : Merci, Mme le Maire. En cette période de Noël, j'aimerais avant tout pour m'associer également à vos propos, Mme le Maire, et dire que nous n'oublions ni les personnes les plus démunies, ni les associations et leurs bénévoles qui sont mobilisées chaque jour, chaque nuit sur le territoire mulhousien. Notre collaboration étroite avec les associations et les institutions qui œuvrent auprès des plus vulnérables témoigne justement de notre détermination à protéger nos concitoyens contre toutes les formes d'exclusion.

L'année 2023 nous confronte à des défis sans précédent marqués par les conséquences persistantes de la crise sanitaire et de l'inflation. Ces épreuves ont conforté la précarité des ménages dépendant des minimas sociaux. Afin de répondre à ces enjeux sociaux cruciaux, nous devons unir nos forces et agir collectivement. La solidarité est au cœur de notre action municipale. Elle doit être toujours plus cultivée et renforcée.

En soutenant cette deuxième phase de subventions, sur l'année 2023, aux associations luttant contre toutes les formes d'exclusion, nous témoignons de notre engagement envers une communauté solidaire où chacun a sa place et où personne n'est laissé pour compte.

Nous proposons ainsi d'attribuer :

- aux associations qui luttent contre la précarité alimentaire : 117 000 € ;
- pour celles qui permettent le maintien et l'accès au logement des plus fragiles : 40 000 € ;
- Pour celles qui contribuent au renforcement du lien social et de l'insertion socioprofessionnelle : 3 000 € ;
- pour celles qui luttent contre les exclusions : 33 000 € ;
- pour le fonds de solidarité pour le logement : 19 855 €.

Je vous invite donc, chers collègues, à voter favorablement pour cette délibération, signe de notre volonté commune de faire face aux difficultés actuelles et de construire ensemble un avenir toujours plus juste, toujours plus inclusif pour les Mulhousiens.

La solidarité est notre force et la protection de l'ensemble des Mulhousiens, une préoccupation de chaque jour. Les défis sont nombreux, mais la Ville entend pleinement les relever aux côtés des associations et des bénévoles. Je vous remercie.

Mme le Maire : Merci pour cette présentation. Je n'ai pas de demande de parole. Mme Nadia EL HAJJAJI, allez-y.

Mme HAJJAJI : Merci, Mme le Maire, chers collègues. Je voulais juste attirer votre attention sur l'année 2024 et l'impact imminent du projet de loi pour le plein emploi, populiste, qui pourrait peut-être intéresser M. COLOM, qui entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2024.

Cette réforme du RSA déjà validée au niveau national soulève des préoccupations légitimes quant à son impact sur les associations de lutte contre l'exclusion, en particulier sur leurs moyens et les subventions allouées. En lien avec cette réforme, je souligne la nécessité de l'augmentation du budget social sur l'avenir.

La loi pose des enjeux considérables, en particulier à partir du moment où il y a la notion de suspension des droits et des radiations qui rentre en ligne de compte et qui pourraient entraîner des conséquences graves contre les bénéficiaires. Comme le vœu de juin l'a souligné, la loi n'est pas adaptée aux réalités du terrain. Il est important d'agir à ce niveau-là.

En anticipant les conséquences, je vous invite à considérer l'impact sur le budget social, en particulier sur les actions menées par le CCAS. Je vous encourage à suivre l'esprit du vœu présenté en juin, car cette loi risque d'augmenter les demandes d'aide pour l'avenir. Merci bien.

Mme le Maire : On peut donner la parole à M. COUCHOT ?

M. COUCHOT : Mme EL HAJJAJI, manifestement ce sujet vous préoccupe de façon forte puisque vous nous en aviez parlé avant que la loi soit votée, vous nous en avez parlé pendant que la loi a été votée et vous nous en avez parlé après que la loi soit votée. Tout dépend, et on est bien placé dans le Haut-Rhin, de la manière dont elle sera appliquée. Par expérience dans le Haut-Rhin du RSA -bénévolat avec ce qu'on a appelé le juste droit, je crois que cette expression de juste droit a été reprise aussi dans le projet de loi, du moins dans son exposé des motifs, le catastrophisme qui consisterait à dire que parce qu'il y a des attentes auprès des bénéficiaires du RSA, il y aura automatiquement des milliers de radiations et une augmentation forte des besoins du CCAS, c'est évidemment votre posture politique. La manière dont ce sera appliqué, ce sera de toute façon fait par les personnels de la Collectivité Européenne d'Alsace qui n'ont pas changé, qui ne changeront pas leur mode de fonctionnement. Je crois qu'il faut vérifier d'abord comment elle va être appliquée et ensuite être attentif, mais ne pas être systématiquement catastrophique sur ce sujet.

Mme le Maire : Merci pour ces explications. On met cette délibération au vote. Qui est pour ? Est-ce que quelqu'un est contre ? Est-ce que quelqu'un s'abstient ? Merci à vous.

Pour : 44 + 4 procurations

Groupe majoritaire : 33+ 3 procurations

Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

Groupe M Mulhouse : 2 + 1 procuration

Non-inscrits dans un groupe : 3

Mme ZAGAOUI ne prend pas part au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

27° CENTRES SOCIO-CULTURELS MULHOUSIENS : ATTRIBUTION DES ACOMPTES DE SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT 2024 (133/7.5.6/1051)

Les centres sociaux mulhousiens constituent des pivots de l'animation de la vie sociale sur leurs territoires d'intervention. Leurs offres d'équipements, de services collectifs et d'animations socio-culturelles participent ainsi étroitement à la politique menée par la collectivité dans les champs de la parentalité, l'enfance, la jeunesse, le soutien aux personnes vulnérables et la participation citoyenne.

La ville de Mulhouse, partenaire historique des centres sociaux, assure depuis plusieurs années un soutien et un accompagnement actif des centres qui se déploient à travers des temps de travail collectifs réguliers sur les axes prioritaires et/ou des sujets à enjeu, des rendez-vous individuels associant les autres partenaires financiers mais aussi par le maintien de ses soutiens financiers.

Pour rappel, une matrice basée sur des critères d'attribution co-construits avec les CSC sur la base des orientations politiques de la Ville, a été actée et mise en œuvre opérationnellement à partir de 2022. Les principes d'application de cette matrice (montant et périodicité des versements) ont été fixés en lien avec les CSC et les partenaires financiers.

Dans ce cadre, il a été acté :

- la mise en place d'un dialogue de gestion annuel pour permettre une juste adaptation des financements à l'activité dans une logique d'équité entre les CSC.
- le principe d'un versement en trois temps (acompte de 50% en janvier, 40% en juin et solde en novembre après le dialogue de gestion).

Il est à présent proposé, après examen partagé avec les CSC de leur activité dans le cadre des dialogues de gestion de septembre 2023, d'attribuer aux centres sociaux l'acompte de 50% de la subvention de fonctionnement 2024 selon la répartition inscrite au tableau ci-après, pour un montant total de 1 573 690 €.

Cet acompte de 50 % est essentiel pour les centres. Il leur permet en effet de fonctionner en début d'exercice, dans l'attente des soutiens financiers des autres partenaires qui sont généralement versés plus tardivement au cours du premier semestre.

Bénéficiaires	Montant cible pour la subvention 2023	Acompte 2024 (50% de la subvention N-1)
Centre social AFSCO	569 857 €	284 928,50 €
Centre social Bel Air	300 965 €	150 482,50 €
Centre social Le Boat	250 026 €	125 013,00 €
Centre social Lavoisier-Brustlein	519 056 €	259 528,00 €

Centre social Papin	369 763 €	184 881,50 €
Centre social Pax	369 553 €	184 776,50 €
Centre social Porte du Miroir	296 500 €	148 250,00 €
Centre social Wagner	471 660 €	235 830,00 €
SOUS-TOTAL	3 147 380 €	1 573 690,00 €

Les montants prévisionnels des subventions seront proposés au budget primitif 2024,

Ligne de crédit n°20785 – Subventions aux CSC

Service gestionnaire 133

Chapitre 65 – article 65748 – fonction 338.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve les conventions bipartites 2024 entre la Ville de Mulhouse et chacun des centres socio-culturels mulhousiens,
- approuve l'attribution d'acomptes de subvention, pour les montants sus-indiqués pour l'année 2024,
- charge le Maire de signer les actes nécessaires.

PJ : 8 Conventions bipartites 2024 Ville-CSC.

CONVENTION

Entre la Ville de MULHOUSE représentée par Madame Michèle LUTZ, Maire, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 14 décembre 2023 et désignée sous le terme " la VILLE ", d'une part

et

L'Association de gestion du Centre socio-culturel LAVOISIER- BRUSTLEIN ayant son siège social au 59 allée Glück – BP 22151- 68 060 Mulhouse Cedex, représentée par son Président Monsieur Diégo CALABRO et désignée sous le terme " l'ASSOCIATION ", d'autre part

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

L'Association, inscrite au registre des associations volume 21 folio 43 s'est donné pour but de mettre à disposition de la population du quartier des services collectifs et des moyens éducatifs dans un but préventif et promotionnel dans le cadre de son Projet Social agréé en lien avec la Ville.

Etant le pivot de l'action sociale dans les quartiers, elle est un partenaire de la politique locale de cohésion sociale menée par la Ville de Mulhouse.

Pour 2024, la présente convention fixe, sous conditions, le principe d'un montant socle de subvention de fonctionnement, en précisant qu'il comprendra :

- un acompte de subvention d'un montant égal à 50% de l'année N-1 ;
- un second acompte de subvention d'un montant égal à 40% de l'année N-1 ;
- un solde de subvention du montant socle définitif issu des dialogues de gestion.

L'Association sollicite le versement de cette subvention de la Ville pour l'année 2024.

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de fixer au sein des activités de l'Association, les actions subventionnées par la Ville, proposées à la population mulhousienne, à savoir :

- des animations socio-culturelles enfants-jeunes
- des activités adultes relevant du secteur "Economie Sociale et Familiale"
- une participation au financement des secteurs pilotage et logistique.

Dans le cadre du projet social 2021-2024 les centres socio-culturels mulhousiens, dont l'Association, s'engagent plus spécifiquement sur les quatre

axes d'orientations élaborés conjointement avec la Ville et en accord avec la Caf :

- participation aux « dynamiques jeunesse »
- réduction de la fracture numérique
- développement du centre social « hors les murs »
- accompagnement des initiatives des habitants.

Pour sa part, la Ville s'engage, sous réserve de l'inscription des crédits au budget, à soutenir financièrement l'Association pour la réalisation de ces activités, à hauteur d'un montant qui sera voté ultérieurement mais dont l'acompte correspond à 50% de l'année N-1 pour maintenir son soutien en termes de trésorerie.

Article 2 : Montant de la subvention

Par délibération du Conseil Municipal du 14 décembre 2023 la Ville de Mulhouse accorde un acompte sur subvention de 259 528 €, pour les dépenses du secteur socio-culturel, pour l'année 2024.

L'acompte sur subvention correspond à 50% du montant de la subvention de fonctionnement N-1.

Article 3 : Conditions de paiement

Cet acompte de subvention ainsi que le complément feront l'objet d'un seul versement, dès signature de la convention.

Ils sont crédités au compte de l'Association selon les procédures comptables en vigueur. Le versement est effectué au compte n° 10278 – 03008 – 00019116345/34 – CCM Mulhouse St Joseph.

Article 4 : Engagements de l'association

L'Association s'engage à :

- mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'ensemble des actions prévues dans le cadre de la présente convention en lien avec le projet social agréé ;
- fournir à la Ville un compte de résultat de l'exercice N-1 au plus tard le 30 avril de l'année N, un compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 indiquant l'utilisation des subventions obtenues, le rapport d'activité de l'année N-1 au plus tard le 30 juin de l'année N, ainsi que le budget prévisionnel de l'exercice N+1 au plus tard le 31 octobre de l'année N (comme prévu à l'article IV de la convention tripartite) ;
- Fournir tous les documents demandés dans le cadre du dialogue de gestion selon le calendrier défini annuellement.
- respecter les procédures administratives et financières mises en place par la Ville dans le cadre du suivi des demandes et versements des subventions ;
- déposer, le cas échéant, à la Préfecture du département où se trouve son siège social, son budget, ses comptes, les conventions passées avec les autorités administratives et les comptes rendus financiers des subventions

reçues, en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et de l'article 2 du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 ;

- faire mention de la participation de la Ville sur tout support de communication et dans ses relations avec les médias.

Article 5 : Suivi des actions

La Ville conservera tout au long de l'année 2024 un contact régulier et suivi avec l'Association afin de disposer d'une évaluation continue des actions conduites et d'être éventuellement en mesure de compléter la convention par un ou plusieurs avenants particuliers.

Article 6 : Contrôle de la Ville

L'Association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Ville de la réalisation des objectifs et actions énumérées à l'article 1^{er}, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Au terme de la convention, l'Association remet, dans le délai prévu à l'article 4, un bilan concernant l'ensemble de la période d'exécution de la convention.

Article 7 : Assurances

L'Association souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paie les primes et les cotisations des assurances sans que la responsabilité de la Ville puisse être mise en cause. Elle doit justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondant.

Article 8 : Responsabilité

L'aide financière apportée par la Ville aux actions ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable à l'Association ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

Article 9 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2024.

Article 10 : Sanctions

En cas de non-exécution de l'objet décrit à l'article 1^{er}, l'Association reconnaît son obligation d'avoir à rembourser à la Ville la totalité de la subvention.

Il en ira de même en cas de non-exécution des dispositions de l'article 4.

En cas d'exécution partielle ou imparfaite de l'objet, l'Association devra rembourser à la Ville la part non justifiée de la subvention versée sauf si elle a obtenu préalablement l'accord de la Ville pour toute modification de l'objet.

Les reversements sont effectués par l'Association dans le mois qui suit la réception du titre de recette émis par la Ville.

Article 11 : Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée au respect par l'Association des engagements énumérés à l'article 4 et à l'utilisation de la subvention conformément aux objectifs et actions décrits à l'article 1^{er}.

Article 12 : Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 13 : Résiliation

En cas de non-respect par l'Association des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par la Ville à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de résiliation de la présente convention en cours d'année, les montants de subvention de la Ville de Mulhouse seront réexaminés au regard des actions réalisées par l'Association entre le 1^{er} janvier de l'année considérée et la date de prise d'effet de la résiliation. La Ville notifiera à l'Association le montant de la subvention revue après observations de ses représentants.

L'Association s'engage à reverser la part de subvention non justifiée par les actions réalisées dans un délai de 30 jours à compter de la réception du titre de recette correspondant.

Fait à Mulhouse,

Etablie en deux exemplaires originaux.

Pour l'Association de Gestion du
Centre socio-culturel
Lavoisier- Brustlein,
le Président

Pour la Ville,
Le Maire

Diégo CALABRO

Michèle LUTZ



CONVENTION

Entre la Ville de MULHOUSE représentée par Madame Michèle LUTZ, Maire, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 14 décembre 2023 et désignée sous le terme " la VILLE ", d'une part

et

L'Association de gestion du Centre socio-culturel PAX ayant son siège social au 54 rue de Soultz - 68200 Mulhouse, représentée par son Président Monsieur Alain AKIR et désignée sous le terme " l'ASSOCIATION ", d'autre part

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

L'Association, inscrite au registre des associations volume 20 folio 9 s'est donné pour but de mettre à disposition de la population du quartier des services collectifs et des moyens éducatifs dans un but préventif et promotionnel dans le cadre de son Projet Social agréé en lien avec la Ville.

Etant le pivot de l'action sociale dans les quartiers, elle est un partenaire de la politique locale de cohésion sociale menée par la Ville de Mulhouse.

Pour 2024, la présente convention fixe, sous conditions, le principe d'un montant socle de subvention de fonctionnement, en précisant qu'il comprendra :

- un acompte de subvention d'un montant égal à 50% de l'année N-1 ;
- un second acompte de subvention d'un montant égal à 40% de l'année N-1 ;
- un solde de subvention du montant socle définitif issu des dialogues de gestion.

L'Association sollicite le versement de cette subvention de la Ville pour l'année 2024.

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de fixer au sein des activités de l'Association, les actions subventionnées par la Ville, proposées à la population mulhousienne, à savoir :

- des animations socio-culturelles enfants-jeunes

- des activités adultes relevant du secteur "Economie Sociale et Familiale"
- une participation au financement des secteurs pilotage et logistique.

Dans le cadre du projet social 2021-2024 les centres socio-culturels mulhousiens, dont l'Association, s'engagent plus spécifiquement sur les quatre axes d'orientations élaborés conjointement avec la Ville et en accord avec la Caf :

- participation aux « dynamiques jeunesse »
- réduction de la fracture numérique
- développement du centre social « hors les murs »
- accompagnement des initiatives des habitants.

Pour sa part, la Ville s'engage, sous réserve de l'inscription des crédits au budget, à soutenir financièrement l'Association pour la réalisation de ces activités, à hauteur d'un montant qui sera voté ultérieurement mais dont l'acompte correspond à 50% de l'année N-1 pour maintenir son soutien en termes de trésorerie.

Article 2 : Montant de la subvention

Par délibération du Conseil Municipal du 14 décembre 2023 la Ville de Mulhouse accorde un acompte sur subvention de 184 776,50 €, pour les dépenses du secteur socio-culturel, pour l'année 2024.

L'acompte sur subvention correspond à 50% du montant de la subvention de fonctionnement N-1.

Article 3 : Conditions de paiement

Cet acompte de subvention fera l'objet d'un seul versement, dès signature de la convention.

Elle est créditée au compte de l'Association selon les procédures comptables en vigueur. Le versement est effectué au compte n° 14707 – 50815 – 15198471210 / 33 – Banque Populaire Alsace Lorraine Champagne

Article 4 : Engagements de l'association

L'Association s'engage à :

- mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'ensemble des actions prévues dans le cadre de la présente convention en lien avec le projet social agréé ;
- fournir à la Ville un compte de résultat de l'exercice N-1 au plus tard le 30 avril de l'année N, un compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 indiquant l'utilisation des subventions obtenues, le rapport d'activité de

Article 8 : Responsabilité

L'aide financière apportée par la Ville aux actions ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable à l'Association ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

Article 9 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2024.

Article 10 : Sanctions

En cas de non-exécution de l'objet décrit à l'article 1^{er}, l'Association reconnaît son obligation d'avoir à rembourser à la Ville la totalité de la subvention.

Il en ira de même en cas de non-exécution des dispositions de l'article 4.

En cas d'exécution partielle ou imparfaite de l'objet, l'Association devra rembourser à la Ville la part non justifiée de la subvention versée sauf si elle a obtenu préalablement l'accord de la Ville pour toute modification de l'objet.

Les reversements sont effectués par l'Association dans le mois qui suit la réception du titre de recette émis par la Ville.

Article 11 : Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée au respect par l'Association des engagements énumérés à l'article 4 et à l'utilisation de la subvention conformément aux objectifs et actions décrits à l'article 1^{er}.

Article 12 : Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 13 : Résiliation

En cas de non-respect par l'Association des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par la Ville à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de résiliation de la présente convention en cours d'année, les montants de subvention de la Ville de Mulhouse seront réexaminés au regard des actions

l'année N-1 au plus tard le 30 juin de l'année N, ainsi que le budget prévisionnel de l'exercice N+1 au plus tard le 31 octobre de l'année N (comme prévu à l'article IV de la convention tripartite) ;

- Fournir tous les documents demandés dans le cadre du dialogue de gestion selon le calendrier défini annuellement.
- respecter les procédures administratives et financières mises en place par la Ville dans le cadre du suivi des demandes et versements des subventions ;
- déposer, le cas échéant, à la Préfecture du département où se trouve son siège social, son budget, ses comptes, les conventions passées avec les autorités administratives et les comptes rendus financiers des subventions reçues, en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et de l'article 2 du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 ;
- faire mention de la participation de la Ville sur tout support de communication et dans ses relations avec les médias.

Article 5 : Suivi des actions

La Ville conservera tout au long de l'année 2024 un contact régulier et suivi avec l'Association afin de disposer d'une évaluation continue des actions conduites et d'être éventuellement en mesure de compléter la convention par un ou plusieurs avenants particuliers.

Article 6 : Contrôle de la Ville

L'Association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Ville de la réalisation des objectifs et actions énumérées à l'article 1^{er}, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Au terme de la convention, l'Association remet, dans le délai prévu à l'article 4, un bilan concernant l'ensemble de la période d'exécution de la convention.

Article 7 : Assurances

L'Association souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paie les primes et les cotisations des assurances sans que la responsabilité de la Ville puisse être mise en cause. Elle doit justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondant.

réalisées par l'Association entre le 1er janvier de l'année considérée et la date de prise d'effet de la résiliation. La Ville notifiera à l'Association le montant de la subvention revue après observations de ses représentants.

L'Association s'engage à reverser la part de subvention non justifiée par les actions réalisées dans un délai de 30 jours à compter de la réception du titre de recette correspondant.

Fait à Mulhouse,

Etablie en deux exemplaires originaux.

Pour l'Association de Gestion du Centre socio-culturel PAX
le Président

Pour la Ville,
Le Maire

Alain AKIR

Michèle LUTZ



CONVENTION

Entre la Ville de MULHOUSE représentée par Madame Michèle LUTZ, Maire, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 14 décembre 2023 et désignée sous le terme " la VILLE ",
d'une part

et

L'Association de gestion du Centre socio-culturel AFSCO ayant son siège social au 10 rue Pierre Loti - 68200 Mulhouse, représentée par son Président Monsieur Christian COLLIN et désignée sous le terme " l'ASSOCIATION ",
d'autre part

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

L'Association, inscrite au registre des associations volume 20 folio 10 s'est donné pour but de mettre à disposition de la population du quartier des services collectifs et des moyens éducatifs dans un but préventif et promotionnel dans le cadre de son Projet Social agréé en lien avec la Ville.

Etant le pivot de l'action sociale dans les quartiers, elle est un partenaire de la politique locale de cohésion sociale menée par la Ville de Mulhouse.

Pour 2024, la présente convention fixe, sous conditions, le principe d'un montant socle de subvention de fonctionnement, en précisant qu'il comprendra :
- un acompte de subvention d'un montant égal à 50% de l'année N-1 ;
- un second acompte de subvention d'un montant égal à 40% de l'année N-1 ;
- un solde de subvention du montant socle définitif issu des dialogues de gestion .

L'Association sollicite le versement de cette subvention de la Ville pour l'année 2024.

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de fixer au sein des activités de l'Association, les actions subventionnées par la Ville, proposées à la population mulhousienne, à savoir :
- des animations socio-culturelles enfants-jeunes

- des activités adultes relevant du secteur "Economie Sociale et Familiale"
- une participation au financement des secteurs pilotage et logistique.

Dans le cadre du projet social 2021-2024 les centres socio-culturels mulhousiens, dont l'Association, s'engagent plus spécifiquement sur les quatre axes d'orientations élaborés conjointement avec la Ville et en accord avec la Caf :

- participation aux « dynamiques jeunesse »
- réduction de la fracture numérique
- développement du centre social « hors les murs »
- accompagnement des initiatives des habitants.

Pour sa part, la Ville s'engage, sous réserve de l'inscription des crédits au budget, à soutenir financièrement l'Association pour la réalisation de ces activités, à hauteur d'un montant qui sera voté ultérieurement mais dont l'acompte correspond à 50% de l'année N-1 pour maintenir son soutien en termes de trésorerie.

Article 2 : Montant de la subvention

Par délibération du Conseil Municipal du 14 décembre 2023 la Ville de Mulhouse accorde un acompte sur subvention de 284 928,50 €, pour les dépenses du secteur socio-culturel, pour l'année 2024.

L'acompte sur subvention correspond à 50% du montant de la subvention de fonctionnement N-1.

Article 3 : Conditions de paiement

Cet acompte de subvention fera l'objet d'un seul versement, dès signature de la convention.

Elle est créditée au compte de l'Association selon les procédures comptables en vigueur. Le versement est effectué au compte n° 14707 - 50820 - 22198385828/86 - BPALC, MULHOUSE DORNACH.

Article 4 : Engagements de l'association

L'Association s'engage à :

- mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'ensemble des actions prévues dans le cadre de la présente convention en lien avec le projet social agréé ;
- fournir à la Ville un compte de résultat de l'exercice N-1 au plus tard le 30 avril de l'année N, un compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 indiquant l'utilisation des subventions obtenues, le rapport d'activité de

l'année N-1 au plus tard le 30 juin de l'année N, ainsi que le budget prévisionnel de l'exercice N+1 au plus tard le 31 octobre de l'année N (comme prévu à l'article IV de la convention tripartite) ;

- Fournir tous les documents demandés dans le cadre du dialogue de gestion selon le calendrier défini annuellement.
- respecter les procédures administratives et financières mises en place par la Ville dans le cadre du suivi des demandes et versements des subventions ;
- déposer, le cas échéant, à la Préfecture du département où se trouve son siège social, son budget, ses comptes, les conventions passées avec les autorités administratives et les comptes rendus financiers des subventions reçues, en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et de l'article 2 du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 ;
- faire mention de la participation de la Ville sur tout support de communication et dans ses relations avec les médias.

Article 5 : Suivi des actions

La Ville conservera tout au long de l'année 2024 un contact régulier et suivi avec l'Association afin de disposer d'une évaluation continue des actions conduites et d'être éventuellement en mesure de compléter la convention par un ou plusieurs avenants particuliers.

Article 6 : Contrôle de la Ville

L'Association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Ville de la réalisation des objectifs et actions énumérées à l'article 1^{er}, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Au terme de la convention, l'Association remet, dans le délai prévu à l'article 4, un bilan concernant l'ensemble de la période d'exécution de la convention.

Article 7 : Assurances

L'Association souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paie les primes et les cotisations des assurances sans que la responsabilité de la Ville puisse être mise en cause. Elle doit justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondant.

Article 8 : Responsabilité

L'aide financière apportée par la Ville aux actions ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable à l'Association ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

Article 9 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2024.

Article 10 : Sanctions

En cas de non-exécution de l'objet décrit à l'article 1^{er}, l'Association reconnaît son obligation d'avoir à rembourser à la Ville la totalité de la subvention.

Il en ira de même en cas de non-exécution des dispositions de l'article 4. En cas d'exécution partielle ou imparfaite de l'objet, l'Association devra rembourser à la Ville la part non justifiée de la subvention versée sauf si elle a obtenu préalablement l'accord de la Ville pour toute modification de l'objet.

Les versements sont effectués par l'Association dans le mois qui suit la réception du titre de recette émis par la Ville.

Article 11 : Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée au respect par l'Association des engagements énumérés à l'article 4 et à l'utilisation de la subvention conformément aux objectifs et actions décrits à l'article 1^{er}.

Article 12 : Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 13 : Résiliation

En cas de non-respect par l'Association des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par la Ville à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de résiliation de la présente convention en cours d'année, les montants de subvention de la Ville de Mulhouse seront réexaminés au regard des actions

réalisées par l'Association entre le 1er janvier de l'année considérée et la date de prise d'effet de la résiliation. La Ville notifiera à l'Association le montant de la subvention revue après observations de ses représentants.

L'Association s'engage à reverser la part de subvention non justifiée par les actions réalisées dans un délai de 30 jours à compter de la réception du titre de recette correspondant.

Fait à Mulhouse,

Etablie en deux exemplaires originaux.

Pour l'Association de Gestion du
Centre socio-culturel AFSCO,
le Président

Pour la Ville,
Le Maire

Christian COLLIN

Michèle LUTZ

**CONVENTION**

Entre la Ville de MULHOUSE représentée par Madame Cécile SORNIN, Adjointe au Maire délégué aux relations avec les centres sociaux, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 14 décembre 2023 et désignée sous le terme "la VILLE", d'une part

et

L'Association de gestion du Centre socio-culturel BEL AIR ayant son siège social au 31 rue Fénélon - 68200 Mulhouse, représentée par sa Présidente Madame Maria SPIESSER et désignée sous le terme "l'ASSOCIATION", d'autre part

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

L'Association, inscrite au registre des associations volume 16 folio 36 s'est donné pour but de mettre à disposition de la population du quartier des services collectifs et des moyens éducatifs dans un but préventif et promotionnel dans le cadre de son Projet Social agréé en lien avec la Ville.

Etant le pivot de l'action sociale dans les quartiers, elle est un partenaire de la politique locale de cohésion sociale menée par la Ville de Mulhouse.

Pour 2024, la présente convention fixe, sous conditions, le principe d'un montant socle de subvention de fonctionnement, en précisant qu'il comprendra :
- un acompte de subvention d'un montant égal à 50% de l'année N-1 ;
- un second acompte de subvention d'un montant égal à 40% de l'année N-1 ;
- un solde de subvention du montant socle définitif issu des dialogues de gestion .

L'Association sollicite le versement de cette subvention de la Ville pour l'année 2024.

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de fixer au sein des activités de l'Association, les actions subventionnées par la Ville, proposées à la population mulhousienne, à savoir :

- des animations socio-culturelles enfants-jeunes

- des activités adultes relevant du secteur "Economie Sociale et Familiale"
- une participation au financement des secteurs pilotage et logistique.

Pour sa part, la Ville s'engage, sous réserve de l'inscription des crédits au budget, à soutenir financièrement l'Association pour la réalisation de ces activités, à hauteur d'un montant qui sera voté ultérieurement mais dont l'acompte correspond à 50% de l'année N-1 pour maintenir son soutien en termes de trésorerie.

Article 2 : Montant de la subvention

Par délibération du Conseil Municipal du 14 décembre 2023 la Ville de Mulhouse accorde un acompte sur subvention de 150 482,50 €, pour les dépenses du secteur socio-culturel, pour l'année 2024.

L'acompte sur subvention correspond à 50% du montant de la subvention de fonctionnement N-1.

Article 3 : Conditions de paiement

Cet acompte de subvention fera l'objet d'un seul versement, dès signature de la convention.

Elle est créditée au compte de l'Association selon les procédures comptables en vigueur. Le versement est effectué au compte n° 10278 - 03028 - 00010044645/29 - CCM Mulhouse Université.

Article 4 : Engagements de l'association

L'Association s'engage à :

- mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'ensemble des actions prévues dans le cadre de la présente convention en lien avec le projet social agréé ;
- fournir à la Ville un compte de résultat de l'exercice N-1 au plus tard le 30 avril de l'année N, le rapport d'activité de l'année N-1 au plus tard le 30 juin de l'année N, ainsi que le budget prévisionnel de l'exercice N+1 au plus tard le 31 octobre de l'année N (comme prévu à l'article IV de la convention tripartite) ;
- Fournir tous les documents demandés dans le cadre du dialogue de gestion selon le calendrier défini annuellement.
- respecter les procédures administratives et financières mises en place par la Ville dans le cadre du suivi des demandes et versements des subventions ;
- déposer, le cas échéant, à la Préfecture du département où se trouve son siège social, son budget, ses comptes, les conventions passées avec les autorités administratives et les comptes rendus financiers des subventions reçues, en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et de l'article 2 du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 ;

- faire mention de la participation de la Ville sur tout support de communication et dans ses relations avec les médias.

Article 5 : Suivi des actions

La Ville conservera tout au long de l'année 2024 un contact régulier et suivi avec l'Association afin de disposer d'une évaluation continue des actions conduites et d'être éventuellement en mesure de compléter la convention par un ou plusieurs avenants particuliers.

Article 6 : Contrôle de la Ville

L'Association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Ville de la réalisation des objectifs et actions énumérées à l'article 1^{er}, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Au terme de la convention, l'Association remet, dans le délai prévu à l'article 4, un bilan concernant l'ensemble de la période d'exécution de la convention.

Article 7 : Assurances

L'Association souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paie les primes et les cotisations des assurances sans que la responsabilité de la Ville puisse être mise en cause. Elle doit justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondant.

Article 8 : Responsabilité

L'aide financière apportée par la Ville aux actions ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable à l'Association ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

Article 9 : Moyens mis à disposition

La Ville mettant à disposition de l'Association des locaux communaux, les obligations réciproques des parties sont précisées par convention spécifique.

Article 10 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2024.

Article 11 : Sanctions

En cas de non-exécution de l'objet décrit à l'article 1^{er}, l'Association reconnaît son obligation d'avoir à rembourser à la Ville la totalité de la subvention. Il en ira de même en cas de non-exécution des dispositions de l'article 4.

En cas d'exécution partielle ou imparfaite de l'objet, l'Association devra rembourser à la Ville la part non justifiée de la subvention versée sauf si elle a obtenu préalablement l'accord de la Ville pour toute modification de l'objet.

Les versements sont effectués par l'Association dans le mois qui suit la réception du titre de recette émis par la Ville.

Article 12 : Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée au respect par l'Association des engagements énumérés à l'article 4 et à l'utilisation de la subvention conformément aux objectifs et actions décrits à l'article 1^{er}.

Article 13 : Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 14 : Résiliation

En cas de non-respect par l'Association des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par la Ville à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Mulhouse,

Etablie en deux exemplaires originaux.

Pour l'Association de Gestion du
Centre socio-culturel Bel Air,
la Présidente

Pour la Ville,
Le Maire

Maria SPIESSER

Michèle LUTZ

**CONVENTION**

Entre la Ville de MULHOUSE représentée par Madame Michèle LUTZ, Maire, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 14 décembre 2023 et désignée sous le terme "la VILLE", d'une part

et

L'Association de gestion du Centre social et culturel « le BOAT », ayant son siège social au 67 rue de Sausheim, 68 100 Mulhouse, représentée par son Président Monsieur Riad Farid MENDI et désignée sous le terme « l'ASSOCIATION »,

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

L'association inscrite au registre des associations volume 99 folio 171 s'est donnée pour but de mettre à disposition de la population du quartier des services collectifs et des moyens éducatifs, dans un but préventif et promotionnel, dans le cadre de l'élaboration de son Projet Social agréé en lien avec la Ville.

Etant le pivot de l'action sociale dans les quartiers, elle est un partenaire de la politique locale de cohésion sociale menée par la Ville de Mulhouse.

Pour 2024, la présente convention fixe, sous conditions, le principe d'un montant socle de subvention de fonctionnement, en précisant qu'il comprendra :

- un acompte de subvention d'un montant égal à 50% de l'année N-1 ;
- un acompte de subvention d'un montant égal à 40% de l'année N-1 ;
- un solde de subvention du montant socle définitif issu des dialogues de gestion.

L'association sollicite le versement de cette subvention de la Ville pour l'année 2024.

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de fixer au sein des activités de l'association, les actions subventionnées par la Ville, proposées à la population mulhousienne, à savoir :

- des animations socio-culturelles enfants-jeunes,
- des activités adultes relevant du secteur "Economie Sociale et Familiale",
- une participation au financement des secteurs pilotage et logistique.

Dans le cadre du projet social 2021-2024 les centres socio-culturels mulhousiens, dont l'association, s'engagent plus spécifiquement sur les quatre axes d'orientations élaborés conjointement avec la Ville et en accord avec la Caf :

- participation aux « dynamiques jeunesse »
- réduction de la fracture numérique
- développement du centre social « hors les murs »
- accompagnement des initiatives des habitants.

Pour sa part, la Ville s'engage, sous réserve de l'inscription des crédits au budget, à soutenir financièrement l'association pour la réalisation de ces activités, à hauteur d'un montant qui sera voté ultérieurement mais dont l'acompte correspond à 50% de l'année N-1 pour maintenir son soutien en termes de trésorerie.

Article 2 : Montant de la subvention

Par délibération du Conseil Municipal du 14 décembre 2023, la Ville de Mulhouse accorde un acompte sur la subvention de fonctionnement 2024 de 125 013 €, pour les dépenses du secteur social et culturel, pour l'année 2024.

L'acompte sur subvention correspond à 50% du montant de la subvention de fonctionnement N-1.

Article 3 : Conditions de paiement

La subvention fera l'objet d'un premier versement au titre de cet acompte, dès signature de la convention, sur le compte de l'association « Centre Social et Culturel « le BOAT ».

Article 4 : Engagements

L'association s'engage à :

- mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'ensemble des actions prévues dans le cadre de la présente convention en lien avec le projet social agréé ;
- fournir à la Ville un compte de résultat de l'exercice N-1 au plus tard le 30 avril de l'année N, un compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 indiquant l'utilisation des subventions obtenues, le rapport d'activité de l'année N-1 au plus tard le 30 juin de l'année N, ainsi que le budget prévisionnel de l'exercice N+1 au plus tard le 31 octobre de l'année N (comme prévu à l'article IV de la convention tripartite) ;

- Fournir tous les documents demandés dans le cadre du dialogue de gestion selon le calendrier défini annuellement.
- respecter les procédures administratives et financières mises en place par la Ville dans le cadre du suivi des demandes et versements des subventions ;
- déposer, le cas échéant, à la Préfecture du département où se trouve son siège social, son budget, ses comptes, les conventions passées avec les autorités administratives et les comptes rendus financiers des subventions reçues, en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et de l'article 2 du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 ;
- faire mention de la participation de la Ville sur tout support de communication et dans ses relations avec les médias.

Article 5 : Suivi des actions

La Ville conservera tout au long de l'année 2024 un contact régulier et suivi avec l'association afin de disposer d'une évaluation continue des actions conduites et d'être éventuellement en mesure de compléter la convention par un ou plusieurs avenants particuliers.

Article 6 : Contrôle de la Ville

L'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Ville de la réalisation des objectifs et actions énumérées à l'article 1^{er}, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Au terme de la convention, l'association remet, dans le délai prévu à l'article 4, un bilan concernant l'ensemble de la période d'exécution de la convention.

Article 7 : Assurances

L'association souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paie les primes et les cotisations des assurances sans que la responsabilité de la Ville puisse être mise en cause. Elle doit justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondant.

Article 8 : Responsabilité

L'aide financière apportée par la Ville aux actions ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable à l'association ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

Article 9 : Moyens mis à disposition

La Ville mettant à disposition de l'association des locaux communaux, les obligations réciproques des parties sont précisées par convention spécifique.

Article 10 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2024.

Article 11 : Sanctions

En cas de non-exécution de l'objet décrit à l'article 1^{er}, l'association reconnaît son obligation d'avoir à rembourser à la Ville la totalité de la subvention. Il en ira de même en cas de non-exécution des dispositions de l'article 4.

En cas d'exécution partielle ou imparfaite de l'objet, l'association devra rembourser à la Ville la part non justifiée de la subvention versée sauf si elle a obtenu préalablement l'accord de la Ville pour toute modification de l'objet.

Les versements sont effectués par l'association dans le mois qui suit la réception du titre de recette émis par la Ville.

Article 12 : Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée au respect par l'association des engagements énumérés à l'article 4 et à l'utilisation de la subvention conformément aux objectifs et actions décrits à l'article 1^{er}.

Article 13 : Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 14 : Résiliation

En cas de non-respect par l'association des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par la Ville à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de résiliation de la présente convention en cours d'année, les montants de subvention de la Ville de Mulhouse seront réexaminés au regard des actions

réalisées par l'Association entre le 1er janvier de l'année considérée et la date de prise d'effet de la résiliation. La Ville notifiera à l'association le montant de la subvention revue après observations de ses représentants.

L'association s'engage à reverser la part de subvention non justifiée par les actions réalisées dans un délai de 30 jours à compter de la réception du titre de recette correspondant.

Fait à Mulhouse,

Etablie en deux exemplaires originaux.

Pour l'association de Gestion du
Centre socio-culturel Le BOAT ,
Le Président

Pour la Ville,
Le Maire

Riad Farid MENDI

Michèle LUTZ

**CONVENTION**

Entre la Ville de MULHOUSE représentée par Madame Michèle LUTZ, Maire, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 14 décembre 2023 et désignée sous le terme " la VILLE ",
d'une part

et

L'Association de gestion du Centre socio-culturel PAPIN ayant son siège social au 4 rue du Gaz - 68200 Mulhouse, représentée par sa Présidente Madame Sirine MERROUCHE et désignée sous le terme " l'ASSOCIATION ",
d'autre part

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

L'Association, inscrite au registre des associations volume 1 folio 68 s'est donné pour but de mettre à disposition de la population du quartier des services collectifs et des moyens éducatifs dans un but préventif et promotionnel dans le cadre de son Projet Social agréé en lien avec la Ville.

Etant le pivot de l'action sociale dans les quartiers, elle est un partenaire de la politique locale de cohésion sociale menée par la Ville de Mulhouse.

Pour 2024, la présente convention fixe, sous conditions, le principe d'un montant socle de subvention de fonctionnement, en précisant qu'il comprendra :

- un acompte de subvention d'un montant égal à 50% de l'année N-1 ;
- un second acompte de subvention d'un montant égal à 40% de l'année N-1 ;
- un solde de subvention du montant socle définitif issu des dialogues de gestion.

L'Association sollicite le versement de cette subvention de la Ville pour l'année 2024.

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de fixer au sein des activités de l'Association, les actions subventionnées par la Ville, proposées à la population mulhousienne, à savoir :

- des animations socio-culturelles enfants-jeunes
- des activités adultes relevant du secteur "Economie Sociale et Familiale"
- une participation au financement des secteurs pilotage et logistique.

Dans le cadre du projet social 2021-2024 les centres socio-culturels mulhousiens, dont l'Association, s'engagent plus spécifiquement sur les quatre axes d'orientations élaborés conjointement avec la Ville et en accord avec la Caf :

- participation aux « dynamiques jeunesse »
- réduction de la fracture numérique
- développement du centre social « hors les murs »
- accompagnement des initiatives des habitants.

Pour sa part, la Ville s'engage, sous réserve de l'inscription des crédits au budget, à soutenir financièrement l'Association pour la réalisation de ces activités, à hauteur d'un montant qui sera voté ultérieurement mais dont l'acompte correspond à 50% de l'année N-1 pour maintenir son soutien en termes de trésorerie.

Article 2 : Montant de la subvention

Par délibération du Conseil Municipal du 14 décembre 2023 la Ville de Mulhouse accorde un acompte sur subvention de 184 881,50 €, pour les dépenses du secteur socio-culturel, pour l'année 2024.

L'acompte sur subvention correspond à 50% du montant de la subvention de fonctionnement N-1.

Article 3 : Conditions de paiement

Cet acompte de subvention fera l'objet d'un seul versement, dès signature de la convention.

Elle est créditée au compte de l'Association selon les procédures comptables en vigueur. Le versement est effectué au compte n° 10278 - 03007 - 00061218440/83 - CCM Mulhouse St Paul.

Article 4 : Engagements de l'association

L'Association s'engage à :

- mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'ensemble des actions prévues dans le cadre de la présente convention en lien avec le projet social agréé ;
- fournir à la Ville un compte de résultat de l'exercice N-1 au plus tard le 30 avril de l'année N, un compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 indiquant l'utilisation des subventions obtenues, le rapport d'activité de l'année N-1 au plus tard le 30 juin de l'année N, ainsi que le budget prévisionnel de l'exercice N+1 au plus tard le 31 octobre de l'année N (comme prévu à l'article IV de la convention tripartite) ;
- Fournir tous les documents demandés dans le cadre du dialogue de gestion selon le calendrier défini annuellement,

- respecter les procédures administratives et financières mises en place par la Ville dans le cadre du suivi des demandes et versements des subventions ;
- déposer, le cas échéant, à la Préfecture du département où se trouve son siège social, son budget, ses comptes, les conventions passées avec les autorités administratives et les comptes rendus financiers des subventions reçues, en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et de l'article 2 du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 ;
- faire mention de la participation de la Ville sur tout support de communication et dans ses relations avec les médias.

Article 5 : Suivi des actions

La Ville conservera tout au long de l'année 2024 un contact régulier et suivi avec l'Association afin de disposer d'une évaluation continue des actions conduites et d'être éventuellement en mesure de compléter la convention par un ou plusieurs avenants particuliers.

Article 6 : Contrôle de la Ville

L'Association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Ville de la réalisation des objectifs et actions énumérées à l'article 1^{er}, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Au terme de la convention, l'Association remet, dans le délai prévu à l'article 4, un bilan concernant l'ensemble de la période d'exécution de la convention.

Article 7 : Assurances

L'Association souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paie les primes et les cotisations des assurances sans que la responsabilité de la Ville puisse être mise en cause. Elle doit justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondant.

Article 8 : Responsabilité

L'aide financière apportée par la Ville aux actions ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable à l'Association ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

Article 9 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2024.

Article 10 : Sanctions

En cas de non-exécution de l'objet décrit à l'article 1^{er}, l'Association reconnaît son obligation d'avoir à rembourser à la Ville la totalité de la subvention.

Il en ira de même en cas de non-exécution des dispositions de l'article 4.

En cas d'exécution partielle ou imparfaite de l'objet, l'Association devra rembourser à la Ville la part non justifiée de la subvention versée sauf si elle a obtenu préalablement l'accord de la Ville pour toute modification de l'objet.

Les reversements sont effectués par l'Association dans le mois qui suit la réception du titre de recette émis par la Ville.

Article 11 : Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée au respect par l'Association des engagements énumérés à l'article 4 et à l'utilisation de la subvention conformément aux objectifs et actions décrits à l'article 1^{er}.

Article 12 : Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 13 : Résiliation

En cas de non-respect par l'Association des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par la Ville à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de résiliation de la présente convention en cours d'année, les montants de subvention de la Ville de Mulhouse seront réexaminés au regard des actions réalisées par l'Association entre le 1er janvier de l'année considérée et la date de prise d'effet de la résiliation. La Ville notifiera à l'Association le montant de la subvention revue après observations de ses représentants.

L'Association s'engage à reverser la part de subvention non justifiée par les actions réalisées dans un délai de 30 jours à compter de la réception du titre de recette correspondant.

Fait à Mulhouse,

Etablie en deux exemplaires originaux.

Pour l'Association de Gestion du
Centre socio-culturel Papin,
la Présidente

Sirine MERROUCHE

Pour la Ville,
Le Maire

Michèle LUTZ



CONVENTION

Entre la Ville de MULHOUSE représentée par Madame Michèle LUTZ, Maire, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 14 décembre 2023 et désignée sous le terme " la VILLE ", d'une part

et

L'Association de gestion du Centre socio-culturel PORTE DU MIROIR ayant son siège social au 3 rue Saint Michel BP1274 - 68055 Mulhouse Cedex, représentée par son Président Monsieur Xavier COLOMBET et désignée sous le terme " l'ASSOCIATION ", d'autre part

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

L'Association, inscrite au registre des associations volume 1 folio 135 s'est donné pour but de mettre à disposition de la population du quartier des services collectifs et des moyens éducatifs dans un but préventif et promotionnel dans le cadre de son Projet Social agréé en lien avec la Ville.

Etant le pivot de l'action sociale dans les quartiers, elle est un partenaire de la politique locale de cohésion sociale menée par la Ville de Mulhouse.

Pour 2024, la présente convention fixe, sous conditions, le principe d'un montant socle de subvention de fonctionnement, en précisant qu'il comprendra :

- un acompte de subvention d'un montant égal à 50% de l'année N-1 ;
- un acompte de subvention d'un montant égal à 40% de l'année N-1 ;
- un solde de subvention du montant socle définitif issu des dialogues de gestion,

L'Association sollicite le versement de cette subvention de la Ville pour l'année 2024.

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de fixer au sein des activités de l'Association, les actions subventionnées par la Ville, proposées à la population mulhousienne, à savoir :

- des animations socio-culturelles enfants-jeunes
- des activités adultes relevant du secteur "Economie Sociale et Familiale"
- une participation au financement des secteurs pilotage et logistique.

Dans le cadre du projet social 2021-2024 les centres socio-culturels mulhousiens, dont l'Association, s'engagent plus spécifiquement sur les quatre

axes d'orientations élaborés conjointement avec la Ville et en accord avec la Caf :

- participation aux « dynamiques jeunesse »
- réduction de la fracture numérique
- développement du centre social « hors les murs »
- accompagnement des initiatives des habitants.

Pour sa part, la Ville s'engage, sous réserve de l'inscription des crédits au budget, à soutenir financièrement l'Association pour la réalisation de ces activités, à hauteur d'un montant qui sera voté ultérieurement mais dont l'acompte correspond à 50% de l'année N-1 pour maintenir son soutien en termes de trésorerie.

Article 2 : Montant de la subvention

Par délibération du Conseil Municipal du 14 décembre 2023 la Ville de Mulhouse accorde un acompte sur subvention de 148 250 €, pour les dépenses du secteur socio-culturel, pour l'année 2024.

L'acompte sur subvention correspond à 50% du montant de la subvention de fonctionnement N-1.

Article 3 : Conditions de paiement

Cet acompte de subvention fera l'objet d'un seul versement, dès signature de la convention.

Elle est créditée au compte de l'Association selon les procédures comptables en vigueur. Le versement est effectué au compte n° 10278 – 03001 – 00035556048 / 01 – CCM Mulhouse Fonderie Rebberg.

Article 4 : Engagements de l'association

L'Association s'engage à :

- mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'ensemble des actions prévues dans le cadre de la présente convention en lien avec le projet social agréé ;
- fournir à la Ville un compte de résultat de l'exercice N-1 au plus tard le 30 avril de l'année N, un compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 indiquant l'utilisation des subventions obtenues, le rapport d'activité de l'année N-1 au plus tard le 30 juin de l'année N, ainsi que le budget prévisionnel de l'exercice N+1 au plus tard le 31 octobre de l'année N (comme prévu à l'article IV de la convention tripartite) ;
- Fournir tous les documents demandés dans le cadre du dialogue de gestion selon le calendrier défini annuellement,
- respecter les procédures administratives et financières mises en place par la Ville dans le cadre du suivi des demandes et versements des subventions ;

- déposer, le cas échéant, à la Préfecture du département où se trouve son siège social, son budget, ses comptes, les conventions passées avec les autorités administratives et les comptes rendus financiers des subventions reçues, en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et de l'article 2 du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 ;
- faire mention de la participation de la Ville sur tout support de communication et dans ses relations avec les médias.

Article 5 : Suivi des actions

La Ville conservera tout au long de l'année 2024 un contact régulier et suivi avec l'Association afin de disposer d'une évaluation continue des actions conduites et d'être éventuellement en mesure de compléter la convention par un ou plusieurs avenants particuliers.

Article 6 : Contrôle de la Ville

L'Association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Ville de la réalisation des objectifs et actions énumérées à l'article 1^{er}, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Au terme de la convention, l'Association remet, dans le délai prévu à l'article 4, un bilan concernant l'ensemble de la période d'exécution de la convention.

Article 7 : Assurances

L'Association souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paie les primes et les cotisations des assurances sans que la responsabilité de la Ville puisse être mise en cause. Elle doit justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondant.

Article 8 : Responsabilité

L'aide financière apportée par la Ville aux actions ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable à l'Association ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

Article 9 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2024.

Article 10 : Sanctions

En cas de non-exécution de l'objet décrit à l'article 1^{er}, l'Association reconnaît son obligation d'avoir à rembourser à la Ville la totalité de la subvention.

Il en ira de même en cas de non-exécution des dispositions de l'article 4. En cas d'exécution partielle ou imparfaite de l'objet, l'Association devra rembourser à la Ville la part non justifiée de la subvention versée sauf si elle a obtenu préalablement l'accord de la Ville pour toute modification de l'objet.

Les reversements sont effectués par l'Association dans le mois qui suit la réception du titre de recette émis par la Ville.

Article 11 : Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée au respect par l'Association des engagements énumérés à l'article 4 et à l'utilisation de la subvention conformément aux objectifs et actions décrits à l'article 1^{er}.

Article 12 : Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 13 : Résiliation

En cas de non-respect par l'Association des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par la Ville à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de résiliation de la présente convention en cours d'année, les montants de subvention de la Ville de Mulhouse seront réexaminés au regard des actions réalisées par l'Association entre le 1er janvier de l'année considérée et la date de prise d'effet de la résiliation. La Ville notifiera à l'Association le montant de la subvention revue après observations de ses représentants.

L'Association s'engage à reverser la part de subvention non justifiée par les actions réalisées dans un délai de 30 jours à compter de la réception du titre de recette correspondant.

Fait à Mulhouse,

Etablie en deux exemplaires originaux.

Pour l'Association de Gestion du
Centre socio-culturel Porte du Miroir,
le Président

Pour la Ville,
Le Maire

Xavier COLOMBET

Michèle LUTZ



CONVENTION

Entre la Ville de MULHOUSE représentée par Madame Michèle LUTZ, Maire, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 14 décembre 2023 et désignée sous le terme " la VILLE ", d'une part

et

L'Association de gestion du Centre socio-culturel WAGNER ayant son siège social au 43 rue d'Agen - 68100 Mulhouse, représentée par son Président Monsieur Bernard FELDMANN et désignée sous le terme " l'ASSOCIATION ", d'autre part

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

L'Association, inscrite au registre des associations volume 18 folio 47 s'est donné pour but de mettre à disposition de la population du quartier des services collectifs et des moyens éducatifs dans un but préventif et promotionnel dans le cadre de son Projet Social agréé en lien avec la Ville.

Etant le pivot de l'action sociale dans les quartiers, elle est un partenaire de la politique locale de cohésion sociale menée par la Ville de Mulhouse.

Pour 2024, la présente convention fixe, sous conditions, le principe d'un montant socle de subvention de fonctionnement, en précisant qu'il comprendra :
- un acompte de subvention d'un montant égal à 50% de l'année N-1 ;
- un acompte de subvention d'un montant égal à 40% de l'année N-1 ;
- un solde de subvention du montant socle définitif issu des dialogues de gestion.

L'Association sollicite le versement de cette subvention de la Ville pour l'année 2024.

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de fixer au sein des activités de l'Association, les actions subventionnées par la Ville, proposées à la population mulhousienne, à savoir :

- des animations socio-culturelles enfants-jeunes
- des activités adultes relevant du secteur "Economie Sociale et Familiale"
- une participation au financement des secteurs pilotage et logistique.

Dans le cadre du projet social 2021-2024 les centres socio-culturels mulhousiens, dont l'Association, s'engagent plus spécifiquement sur les quatre

axes d'orientations élaborés conjointement avec la Ville et en accord avec la Caf :

- participation aux « dynamiques jeunesse »
- réduction de la fracture numérique
- développement du centre social « hors les murs »
- accompagnement des initiatives des habitants.

Pour sa part, la Ville s'engage, sous réserve de l'inscription des crédits au budget, à soutenir financièrement l'Association pour la réalisation de ces activités, à hauteur d'un montant qui sera voté ultérieurement mais dont l'acompte correspond à 50% de l'année N-1 pour maintenir son soutien en termes de trésorerie.

Article 2 : Montant de la subvention

Par délibération du Conseil Municipal du 14 décembre 2023 la Ville de Mulhouse accorde un acompte sur subvention de 235 830 €, pour les dépenses du secteur socio-culturel, pour l'année 2024.

L'acompte sur subvention correspond à 50% du montant de la subvention de fonctionnement N-1.

Article 3 : Conditions de paiement

Cet acompte de subvention fera l'objet d'un seul versement, dès signature de la convention.

Elle est créditée au compte de l'Association selon les procédures comptables en vigueur. Le versement est effectué au compte n° 10278 – 03006 – 00010327545 / 21 – CCM Mulhouse Ste Jeanne d'Arc.

Article 4 : Engagements de l'association

L'Association s'engage à :

- mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'ensemble des actions prévues dans le cadre de la présente convention en lien avec le projet social agréé ;
- fournir à la Ville un compte de résultat de l'exercice N-1 au plus tard le 30 avril de l'année N, un compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 indiquant l'utilisation des subventions obtenues, le rapport d'activité de l'année N-1 au plus tard le 30 juin de l'année N, ainsi que le budget prévisionnel de l'exercice N+1 au plus tard le 31 octobre de l'année N (comme prévu à l'article IV de la convention tripartite) ;
- Fournir tous les documents demandés dans le cadre du dialogue de gestion selon le calendrier défini annuellement,
- respecter les procédures administratives et financières mises en place par la Ville dans le cadre du suivi des demandes et versements des subventions ;

- déposer, le cas échéant, à la Préfecture du département où se trouve son siège social, son budget, ses comptes, les conventions passées avec les autorités administratives et les comptes rendus financiers des subventions reçues, en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et de l'article 2 du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 ;
- faire mention de la participation de la Ville sur tout support de communication et dans ses relations avec les médias.

Article 5 : Suivi des actions

La Ville conservera tout au long de l'année 2024 un contact régulier et suivi avec l'Association afin de disposer d'une évaluation continue des actions conduites et d'être éventuellement en mesure de compléter la convention par un ou plusieurs avenants particuliers.

Article 6 : Contrôle de la Ville

L'Association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Ville de la réalisation des objectifs et actions énumérées à l'article 1^{er}, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Au terme de la convention, l'Association remet, dans le délai prévu à l'article 4, un bilan concernant l'ensemble de la période d'exécution de la convention.

Article 7 : Assurances

L'Association souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paie les primes et les cotisations des assurances sans que la responsabilité de la Ville puisse être mise en cause. Elle doit justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondant.

Article 8 : Responsabilité

L'aide financière apportée par la Ville aux actions ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable à l'Association ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

Article 9 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2024.

Article 10 : Sanctions

En cas de non-exécution de l'objet décrit à l'article 1^{er}, l'Association reconnaît son obligation d'avoir à rembourser à la Ville la totalité de la subvention.

Il en ira de même en cas de non-exécution des dispositions de l'article 4. En cas d'exécution partielle ou imparfaite de l'objet, l'Association devra rembourser à la Ville la part non justifiée de la subvention versée sauf si elle a obtenu préalablement l'accord de la Ville pour toute modification de l'objet.

Les reversements sont effectués par l'Association dans le mois qui suit la réception du titre de recette émis par la Ville.

Article 11 : Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée au respect par l'Association des engagements énumérés à l'article 4 et à l'utilisation de la subvention conformément aux objectifs et actions décrits à l'article 1^{er}.

Article 12 : Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 13 : Résiliation

En cas de non-respect par l'Association des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par la Ville à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de résiliation de la présente convention en cours d'année, les montants de subvention de la Ville de Mulhouse seront réexaminés au regard des actions réalisées par l'Association entre le 1er janvier de l'année considérée et la date de prise d'effet de la résiliation. La Ville notifiera à l'Association le montant de la subvention revue après observations de ses représentants.

L'Association s'engage à reverser la part de subvention non justifiée par les actions réalisées dans un délai de 30 jours à compter de la réception du titre de recette correspondant.

Fait à Mulhouse,

Etablie en deux exemplaires originaux.

Pour l'Association de Gestion du
Centre socio-culturel WAGNER,
le Président

Pour la Ville,
Le Maire

Bernard FELDMANN

Michèle LUTZ

Mme le Maire : On passe à la délibération 1051. Ça concerne les centres socioculturels mulhousiens, l'attribution des acomptes de subventions de fonctionnement de 2024. La présente délibération vise à attribuer aux centres sociaux un acompte de 50 % de la subvention de fonctionnement pour 2024 pour un montant total de plus de 1,5 million d'euros tel que nous nous y étions engagés. A quelques jours du réveillon du 31 décembre, je souhaite sincèrement les remercier par avance pour leurs actions à venir auprès des familles mulhousiennes et de notre jeunesse, en particulier, plus largement sur tout ce qui est accompli tout au long de l'année. Le groupe Mulhouse Cause Commune a souhaité poser une question. Je vous laisse la parole, Mme SCHNEIDER.

Mme SCHNEIDER : Oui. Merci, Mme le Maire, chers collègues.

D'après nos informations – je vais être rapide –, les critères d'attribution mis en œuvre en 2022, montant et périodicité des versements, ne permettent pas aux centres socioculturels de faire face à tous leurs besoins, notamment le versement des salaires des employés. Au Pax, par exemple, c'était le souci le plus évident, risque de licenciement, etc. Ce qui est crucial par les temps qui courent. Dans ces conditions, il est de première nécessité que la mairie augmente nos subventions de 10 % – M. SIMEONI en a parlé peu de temps avant – et intervienne auprès des autres partenaires pour un versement immédiat de leurs subventions et non en fin d'année ce qui permettrait aux centres de s'organiser convenablement pour leurs différentes activités primordiales pour le bien vivre ensemble dans nos quartiers.

Mme le Maire : S'il n'y a pas d'autres demandes de parole, je vais laisser Cécile SORNIN répondre à Mme SCHNEIDER.

Mme SORNIN : Merci, Mme le Maire, bonsoir à tous. Je vais en effet répondre d'abord à cette question et ensuite je reviendrai, plus spécifiquement, sur le Pax. En l'occurrence si, depuis des années, la Ville verse 50 % de la subvention sur un vote, 50 % de la subvention en décembre, c'est pour qu'en janvier les centres aient l'argent sur les comptes. 50 %, ce n'est pas 1/12^{ème}, c'est la moitié. C'est le premier point.

La deuxième chose, c'est parce que, selon les financeurs, l'organisation n'est pas la même. Donc, si vous voulez réformer la CAF, on peut leur demander. Je ne suis pas sûre qu'on obtienne gain de cause. Donc, aujourd'hui, dans le contexte actuel, et compte tenu des bonnes relations qu'on a entre l'Etat, la CAF et qu'on entretient avec les centres, l'organisation – celle-là – permet de faire et d'avancer. Ça c'est pour le schéma le plus classique.

Je voudrais juste ajouter, parce que finalement, ça va me permettre après de rejaillir et de rebondir sur la question du Pax, que l'on n'est pas les seuls financeurs sur ce territoire de centres socioculturels. La CAF est un partenaire très important. Et aujourd'hui, parce que nos centres sont tous – sauf le Bel Air – en quartier prioritaire, la politique de la Ville agit aussi de façon très importante. C'est toujours pareil, on peut regarder la dotation telle qu'elle est présentée aujourd'hui, mais à un moment, il faut aussi dézoomer, c'est tout l'objet du travail qui est fait sur le contrat de ville et les évaluations qu'on présente et on y voit d'ailleurs que la politique de la Ville soutient largement les opérations jeunesse. Ça me permettra, là aussi, d'y revenir dans la réponse pour le Pax.

Donc, voilà, on fait le maximum. Je pense qu'on a démontré dans notre budget qu'on a – vous l'avez dit – des idées, des convictions, qu'on les applique. Sur les centres sociaux, notre ambition ce n'est pas tant de les aider financièrement que d'être de vrais partenaires et d'engager autour d'eux tous les partenaires qui vont permettre de faire levier.

Concernant le Pax, M. SASSI, vous dites que Bourtzwiller est le grand lésé de ce budget. Honnêtement, comment peut-on, en tant qu' élu responsable opposer un quartier à un autre ? Nous faisons partout un travail de grande qualité avec tous les partenaires et s'il y a une chose qui préside à nos décisions, c'est l'équité territoriale. Donc, il n'y a pas de lésé ou pas lésé. Il y a des opportunités selon les quartiers et on les saisit.

Juste pour illustrer mon propos, à Bourtzwiller, quartier de reconquête républicaine, il y a un CLJ, Cité éducative, là encore des crédits supplémentaires de la politique de la Ville. Je l'avais dit, la dernière fois, une équipe prévention citoyenneté pour Bourtzwiller, les quatre recrutements sont opérationnels, les deux éducateurs sont déjà sur le terrain, les médiateurs sociaux arrivent. Je ne parle pas du redressement, je pense bien sûr à Malika, merci à elle, le redressement spectaculaire de la Régie de Bourtzwiller qui est un acteur. On a sauvé 42 postes en insertion. Je le dis juste. Je le pose aussi, ça fait partie du paysage de Bourtzwiller, sans parler du complexe de la Doller, etc. Donc, c'est un quartier, c'est un écosystème qui travaille avec tous les partenaires et il est hors de question de sortir un petit bout pour illustrer un propos. Donc, il n'y a pas de grand lésé dans les budgets, il y a la volonté d'avancer pour tous.

Ensuite, le CSC du Pax et la suppression du pôle jeunesse. Derrière les mots, il faut quantifier. Le pôle jeunesse, au Pax, c'est quatre personnes, dont deux qui sont arrivées de façon très récente. Quand j'entends « perte d'une expertise d'usage », « des liens tissés depuis des décennies », ce n'est pas vrai, M. SASSI. En plus, ce sont des temps partiels. Que s'est-il est passé ? En effet, il y avait des postes, qui étaient difficiles, des relations qui n'étaient pas concluantes pour tous. Vous avez d'ailleurs dit « mes oreilles écoutent bien ». Je me dis qu'elles n'écoutent peut-être pas tout. Parce qu'il y a des voix, en effet, pour se plaindre de la suspension et de la suppression autour du pôle jeunesse, mais il y a aussi des voix pour dire qu'en effet, tout d'un coup, le Pax, dans une nouvelle configuration, va pouvoir reprendre sa place sur le quartier.

Je crois que je vous ai tout dit. Sur la jeunesse, le CLJ, j'en ai parlé, Jeunesse cité, c'était un projet qui n'existait pas il y a quelques années, qu'on a accompagné et qui est aujourd'hui une association qui travaille au quotidien pour ce quartier et qui fera partie des associations le 31 décembre aux côtés du Pax.

BZ Mon bled, vous connaissez aussi, je suppose. Voilà un professeur du collège de Bourtzwiller, là aussi, qui a fédéré beaucoup de jeunes autour de lui. Je l'avais d'ailleurs mentionné l'année dernière, cette association a, dans le cadre des quartiers d'été, emmené des gens jusqu'au théâtre des Bussang pour écouter Hamlet. Donc voilà, il y a des choses qui se passent. Donc on ne peut pas dire tout et son contraire.

Je ne parle pas du CSB, je ne parle pas du Victoria, Ayoub en a parlé. Je voudrais juste dire qu'on est plusieurs élus à travailler sur les quartiers. Là, en l'occurrence Malika, à travers les centres socioculturels, Hakim MAHZOUL sur la politique de la Ville, Ayoub sur Bourtzwiller en tant qu'adjoint de secteur, je prends ma part aussi de tout ça. Donc, honnêtement, ne disons pas « quartier lésé », ne disons pas « perte d'expertise ». Parlons de choses sérieuses et parlons-en sérieusement, le sujet le mérite.

Pour vous donner des nouvelles plus précises du Pax, le mandataire ad hoc est en place jusqu'au mois d'avril. On a eu un rendez-vous le 28 novembre, on en aura un autre début janvier. Tous les outils se mettent en place le dispositif local d'accompagnement également et on aura bientôt tous les outils méthodologiques qui permettront un suivi exact des éléments financiers et RH de ce centre. Ce matin j'étais encore à la sous-préfecture pour le Pax. On travaille sur l'opération du 31 décembre. C'est pareil, bien sûr qu'il y a des gens qui disent « oui, le Pax », mais nous allons répondre – parce que là, ce sont deux logiques et deux discours qui s'affrontent et c'est un rapport de force qui s'instaure. On va être partenaire du Pax, comme on l'a toujours été, et on va augmenter nos moyens, des moyens humains, des moyens RH en lien avec l'Etat et avec la CAF parce que, vraiment, s'il y a une chose qui est sûre, c'est que, jamais, on ne lâchera sur cette ville un centre socioculturel, encore faut-il que le travail qu'il fasse soit de qualité. Aujourd'hui, il y avait des choses à améliorer au niveau du Pax, on y travaille dans une vision de plus long terme. Je crois avoir répondu à toutes les remarques. Je reste à disposition. Bien sûr, mon bureau est toujours ouvert. Je vous remercie.

Mme le Maire : Merci, Cécile, pour cette réponse. J'ai une demande de parole de M. SASSI.

M. SASSI : Merci, Mme le Maire, Mme SORNIN. En fait, ça tombe bien, les bureaux de tout le monde sont toujours ouverts. Donc, on va passer du temps ensemble dans les jours à venir. _Pour faire très simple, concernant le Pax, de deux choses l'une, c'est extrêmement simple, soit c'est une question financière et il faut mener un plan social et ça se traite en tant que tel. Soit, il y a une problématique de personnes et à ce moment-là, ça se traite aussi en tant que tel. Il existe des lois dans ce pays. Là, vous semblez présenter un sujet qui est à mi-chemin entre les deux. A mi-chemin, ce sont peut-être des personnes, mais on présente ça sous la forme de plan social. Je ne préjuge de rien et je dis simplement qu'aujourd'hui, il y a une situation dans laquelle il y a un plan social qui est en cours. Donc, la question est purement économique, point. Vous me dites ne que j'entends que partiellement – et je reprends vos chiffres – il y a deux personnes sur quatre qui ont un contrat de moins de deux ans, mais cela veut aussi dire qu'il y a deux personnes sur quatre qui étaient là bien avant. Les personnes dont on parle, je ne vais pas citer leur nom, parce que je ne suis pas leur avocat, je ne suis pas là pour les défendre *intuitu personae* mais ce sont des personnes qui ont toujours été sur le quartier, ce sont des personnes, y compris vous, Mme SORNIN, qui les avez remerciées pour les actions du 31 décembre l'année dernière, l'année d'avant et l'année encore d'avant. Donc, ce ne sont pas des personnes que l'on ne connaît pas du jour au lendemain. Donc, si on a une problématique économique à régler aussi dures soient les réponses qu'il faille apporter, il faut être droit dans ses bottes et dire les choses telles qu'elles sont, pas comme ça nous arrange. Ce n'est pas le fameux adage « quand on veut se

débarrasser de son chien, on dit qu'il a la rage ». Si on a des problèmes économiques, comme vous l'avez dit, on est tous en responsabilité. S'il faut prendre des décisions difficiles, parce qu'on n'a aucune alternative, il faudra les assumer, point. Mais, commencer à laisser sous-entendre que finalement, ce n'étaient pas les bons interlocuteurs, que ce n'étaient pas les bonnes personnes, je trouve que ça ne nous grandit pas. Je le dis tel que je le pense.

Deuxièmement, aujourd'hui, on va sortir des professionnels de l'animation, du lien social, des personnes qui sont connues sur le quartier et qui sont connues par tout le monde ici. Ce ne sont pas des personnes qui sont arrivées il y a 15 jours. Par quoi on va les remplacer ? Par des acteurs associatifs qui ont une vie professionnelle à côté, des acteurs associatifs qui s'engagent, à titre bénévole, sur ce quartier-là, à qui on va donner peut-être 5-10-15 % de ce que coûte un véritable service jeunesse sur leur quartier et on va leur demander une exigence quasi identique à ce que faisaient les professionnels de l'animation, les professionnels du social. Il faut juste qu'on soit aussi honnête par rapport à ça. Il n'y a pas de tenant de la vérité. Là, vous avez utilisé un mot que je ne prendrais pas, il n'y a personne qui s'affronte. Il y a des points de vue, des réalités, des gens qui s'expriment sur le terrain. On est ici dans l'espace public de la représentativité des Mulhousiens, on échange en toute civilité, je n'ai pas la prétention d'avoir la vérité, mais je vous demande aussi d'avoir la courtoisie et l'humilité de vous dire qu'il y a peut-être des choses à entendre dans ce que je dis. Rien de plus, rien de moins.

Mme le Maire : On va arriver au bout de notre séquence. Je propose que vous vous voyiez avec Mme SORNIN. Je pense qu'elle vous a apporté suffisamment d'éléments pour la compréhension. Je propose que vous vous voyiez en fin de séance pour que vous puissiez continuer à mener cette discussion puisque visiblement, M. SASSI n'est pas d'accord avec ce que vient de dire Mme Cécile SORNIN. Je propose d'agir de cette manière-là. Merci. On va passer cette délibération au vote. Qui est pour ? Est-ce qu'il y a quelqu'un qui soit contre ? Est-ce que quelqu'un s'abstient ? Non plus. Merci à vous.

Pour : 39 + 3 procurations

Groupe majoritaire : 29+ 3 procurations

Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

Groupe M Mulhouse : 2

No

n-inscrits dans un groupe : 2

Ne prennent pas part au vote : Mme SCHMIDLIN BEN M'BAREK, Mme SORNIN, Mme LUTZ, Mme JENN (représentée par M. STRIFFLER), Mme RAPP, M. COUCHOT et M. CAUSER.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

28° ZAC DU NOUVEAU BASSIN : COMPTE-RENDU D'ACTIVITE A LA COLLECTIVITE LOCALE (CRACL) POUR L'EXERCICE 2022 (533/1.2.1.8/1091)

CITIVIA SPL a établi son Compte-Rendu d'Activité à la Collectivité Locale (CRACL) pour l'année 2022 concernant le traité de concession d'aménagement de la ZAC du Nouveau Bassin dont le terme est fixé au 31 décembre 2025. Conformément à l'article L300-5 du Code de l'Urbanisme, ce compte-rendu est soumis pour examen au Conseil Municipal.

Depuis sa signature en 1991, l'opération d'aménagement a permis la création de plus de 1100 logements, plus de 90% l'ont été en accession ou en locatif libre (106 en social). Elle a parallèlement favorisé l'implantation d'équipements et d'entreprises, générant sur la zone environ 770 emplois, principalement dans les domaines des activités tertiaires et de services.

Aujourd'hui, la ZAC est en voie d'achèvement, avec des projets en cours sur les deux derniers lots (lot G et lot B6), avec des niveaux de maturité différents.

Ainsi en 2022, le promoteur Pierres et Territoires a réalisé sur le lot G, la construction du programme « Audace », composé de 38 logements. Les travaux sont en cours de finalisation. Le bâtiment offre deux façades particulièrement intéressantes sur l'allée William Wyler et sur la rue Lefebvre. Il vient ainsi achever l'ilot sur la rue Lefebvre, en s'inscrivant en continuité de la résidence hôtelière.

Parallèlement, sur l'ilot B6, deux lots restent à commercialiser (lots 1 et 2). Des études de programmation ont été réalisées en 2022 avec les sociétés Vinci Immobilier et Partim, d'une part pour réaliser un campus « weform », orienté vers de la formation aux métiers de la santé et du sport, d'autre part pour proposer 2 plots de logements en accession. Les deux porteurs du projet ont réalisé un concours d'architectes pour désigner la maîtrise d'œuvre du futur programme et ont retenu DEA Architectes. Un permis de construire a pu être déposé en août 2023 pour le campus « Weform ».

Ces nouvelles études sur l'ilot B6 ont permis de redéfinir le calendrier prévisionnel de mise en œuvre des projets. Une promesse de vente des deux lots 1 et 2 interviendra fin 2023. La livraison des bâtiments risque d'intervenir au-delà de l'échéance de la concession fixée au 31 décembre 2025. Le secteur de la promotion est en effet fortement ralenti par la fin des dispositifs fiscaux dits Pinel, la hausse des taux d'intérêt, l'augmentation du coût de la construction.

L'échéancier relatif à la finalisation des espaces publics sur le secteur (abords des bâtiments, plantations, etc) est lui-même lié à la réalisation des programmes sur ces lots 1 et 2. La finalisation du projet pour le campus Weform va permettre d'engager, en 2023, les études de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement de l'espace public central de l'ilot B6. Le reste des aménagements publics, qui consisteront à traiter les abords des futurs bâtiments et finaliser la rue Hugwald prolongée, sera finalisé après l'achèvement des deux bâtiments à réaliser par Vinci Immobilier.

Le bilan financier, tel qu'il est établi au 31 décembre 2022, demeure équilibré à plus de 49 M€ de charges et recettes.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- prend acte du compte-rendu d'activité de CITIVIA pour l'exercice 2022 concernant la ZAC du Nouveau Bassin ;

PJ :

- compte-rendu annuel à la collectivité 2022
- synthèse du bilan prévisionnel au 31.12.2022

SOMMAIRE

1. CONTEXTE	3
A. DONNÉES SYNTHÉTIQUES DE L'OPERATION	3
B. HISTORIQUE - PHASES CLEFS	4
C. SITUATION ADMINISTRATIVE	4
2. AVANCEMENT & PROGRAMMATION	4
A. CÉSSIONS	4
1. Cessions réalisées en 2022	4
2. Cessions prévues en 2023	4
3. Moyens de commercialisation	5
B. SUBVENTIONS	5
C. PARTICIPATIONS	5
1. Participations approuvées	5
2. Participation à approuver	5
D. MAÎTRISE FONCIÈRE	5
1. Terrains acquis en 2022	5
2. Terrains à acquérir en 2023	5
E. ÉTUDES	5
1. Etudes réalisées en 2022	5
2. Etudes à réaliser en 2023	5
F. TRAVAUX	5
1. Travaux réalisés en 2022	6
2. Travaux à réaliser en 2023	6
G. FINANCEMENT	6
1. Emprunts en cours	6
2. Emprunts à souscrire	6
3. ANALYSE ET PERSPECTIVES	6
4. ÉTATS ET ÉLÉMENTS CARTOGRAPHIQUES	8
5. COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (en K€)	19

ZAC DU NOUVEAU BASSIN

COMPTE – RENDU À LA COLLECTIVITÉ VILLE DE MULHOUSE

2022

1. CONTEXTE

A. DONNÉES SYNTHÉTIQUES DE L'OPÉRATION

1. DONNEES SYNTHETIQUES DE L'OPERATION

DONNEES CONTRACTUELLES									
Nom d'opération		ZAC du Nouveau Bassin							
Collectivité		Ville de Mulhouse							
Signature de la concession /convention		9 décembre 1991							
Echance		31 décembre 2025							
Avenant n°1		20 février 2002							
Avenant n°2		13 décembre 2005							
Avenant n°3		15 mai 2006							
Avenant n°4		3 novembre 2006							
Avenant n°5		30 juin 2009							
Avenant n°6		18 juillet 2013							
Avenant n°7		18 décembre 2018							
Avenant n°8		4 octobre 2019							
Avenant n°9		18 décembre 2020							
PROCEDURES ADMINISTRATIVES ET FONCIERES									
Création de la ZAC		23 juillet 1990							
Arrêté de DUP		9 décembre 1991							
Dossier de réalisation		2 avril 1997							
Echance DUP		2 avril 2002							
PRESTATAIRES PRINCIPAUX									
Urbaniste/Architecte conseil		G. Maurès, Section urbaine & Atelier Rueille							
Maître d'œuvre technique		BEA (Ville de Mulhouse)							
Notaire		Me Treich							
Géomètre		Eric Hernandez & ACE							
Autres :									
PROGRAMME									
prévision d'origine		nouvelle prévision		réalisé (en cumu)		à réaliser (en cumu)		avancement	
Surfaces totales à aménager		130 000 m²		130 000 m²		122 000 m²		8 000m²	
Surface de plancher logements neufs/rénovés		93 814 m²		93 814 m²		90 325 m²		3 489m²	
Surface de plancher bureaux		212 900 m²		30 264 m²		30 264 m²		m²	
Surface de plancher artisanales et industrielles									
Surface de plancher commerce, hôtellerie et autres									
SDP totale		212 900 m²		32 899 m²		27 385 m²		5 514 m²	
		156 977 m²		147 974 m²		9 003m²			
DONNEES FINANCIERES GLOBALES EN K€									
prévision d'origine		nouvelle prévision		réalisé (en cumu)		à réaliser (en cumu)		avancement	
Cessions/Locations		34 464		28 293		26 582		1 711	
- logements									
- bureaux									
- artisanat et industrie									
commerce et hôtellerie									
Investissements		26 834		36 359		35 776		583	
- études		520		2 203		2 157		46	
- acquisitions		4 701		18 264		18 264		0	
- travaux		21 613		15 892		15 355		537	
Bilan collectivité		21 683							
Participation de la Collectivité		0		8 051		8 051		0	
Valeur des équipements publics (TTC)		21 683		14 531		13 969		563	
				* compris cession A1 en tant que "cession autre"					

2. CHIFFRES CLES

EFFETS LEVIER	
réalisé (en cumu)	à réaliser (en cumu)
Nombre de logements générés (ventes)	44
Dont logements sociaux	106
Nombre d'emplois générés	772
Investissements générés	227 679 200
Principales implantations ou investissements	14 404 000
Kiloparis, ENGIE, Notal BRS, Résidence Appart City	

B. HISTORIQUE - PHASES CLEFS

Justification de l'opération – Objectifs généraux : Située en « entrée de ville », l'opération a pour objectif de mixer des activités économiques, des logements & de l'habitat résidentiel (RSS – résidence de services aux séniors, co-living et hôtels) et des équipements publics dans un environnement exploitant la présence du bassin du canal Rhin-Rhône et des anciens « bains du Rhin ».

Début de l'opération : 1991

Étapes clefs les plus récentes :

- Délivrance du PC 088224 19 S0079 relatif au lot G à la société Pierres & Territoires de France (Groupe PROCIVIS Alsace) en date du 3/9/2020 et vente en date du 5/5/2021 : le chantier de la résidence AUDACE révélateur de lumière est en cours ;
- Abandon de la programmation relative aux lots 1&2 de l'îlot B6 par la société DUVAL et relance des réflexions pour une programmation alternative (faisabilité Atelier Rueille -juillet 2021- et initiation d'une consultation d'architectes) ;
- Livraison, en milieu d'année (été 2021), des logements de L'ESCALE (lots 3 & 4) et de la RSS du JARDIN D'EDO (lot 5) de l'îlot B6 portée par la société NEXITY ;
- Travaux d'accompagnement VRD par CITIVIA concomitants à l'achèvement de L'ESCALE & de la RSS du JARDIN D'EDO ainsi que préfinancement de la venelle privative appelée à desservir les lots 1&4 / îlot B6 ;
- Poursuite des régularisations foncières (lot A2 et empiètement de la résidence LES BERGES DU BASSIN sur la rue Hugwald) ainsi que de l'étude des aménagements de l'espace public de l'îlot B6.

C. SITUATION ADMINISTRATIVE

Dossier de Création : Le Dossier de Création a été approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 23 juillet 1990.

Plan d'Aménagement de Zone : Le Plan d'Aménagement de Zone a été approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 8 juillet 1991 et a été traduit dans le règlement du PLU en 2000, révisé & exécutoire à compter du 25 septembre 2019.

Dossier de Réalisation : Le programme des équipements publics et les modalités prévisionnelles de financement de la ZAC ont été approuvés par délibération du Conseil Municipal en date du 9 décembre 1991.

Procédure d'urbanisme : ZAC concédée. La concession d'aménagement a fait l'objet d'un neuvième avenant (en date du 18 décembre 2020) qui proroge la durée de la concession au 31 décembre 2025.

2. AVANCEMENT & PROGRAMMATION

A. CESSIIONS

1. Cessions réalisées en 2022

- Cession du lot A2 à la Ville de Mulhouse, en date des 28/12/2021 & 10/1/2022.
- Régularisation foncière : cession d'un lot de volume de tréfond à l'euro symbolique à l'ASL des terrasses de River Park

2. Cessions prévues en 2023

- Cession à Vinci immobilier des derniers lots de l'îlot B6 qui sont aussi les derniers lots de la ZAC. Ce promoteur a lancé une consultation d'architecte en octobre 2022. L'architecte a été désigné début 2023. Le projet s'articule autour d'une thématique résidence étudiants/formation (lot 1a) et de deux programmes de logements en accession à la propriété (lot 1b et 2). Une promesse de vente globale pour ces trois lots se signera courant du 2^e semestre 2023.

1. Travaux réalisés en 2022

 - Poursuite des travaux partiels d'aménagement de la liaison publique à dominante piétonne Wyler / Schuman sur l'îlot B6. Renforcement des espaces sécurisés par pose de moraines.
2. Travaux à réaliser en 2023

 - Participation pour la réalisation de la venelle privative sous maîtrise d'ouvrage Nexity, pour la part due par les lots 1 et 2 de l'îlot B6 au titre de leur adhésion à l'ASL en cours de création.
 - Participation aux travaux d'évacuation des blocs de fondation découverts par Nexity lors du chantier des jardins d'EDO, conformément à l'acte de vente.
 - Adaptation des environnants du lot B4 (terre-plein le long de l'allée Wyler et passage public entre les deux bâtiments de Pierre & Territoire)

G. FINANCEMENT

1. Emprunts en cours

La ligne de trésorerie mise en place en 2020 a été remboursée en juin 2023. Une nouvelle ligne a été remise en place le 30 juin 2023.

2. Emprunts à souscrire

Sans objet.

3. ANALYSE ET PERSPECTIVES

La majeure partie des équipements publics de l'opération est aujourd'hui réalisée. L'ensemble des moyens se concentre à présent sur la fin de commercialisation :

- Les échanges avec Vinci sur la commercialisation des derniers lots (lots 1a, 1b et 2 de l'îlot B6 devraient aboutir au 2^e semestre 2023 sur la signature d'une promesse de vente. Les actes de cessions seront réitérés à des temporalités différentes entre 2024 et 2025.

Toutes les cessions devraient ainsi être réalisées à l'échéance de la clôture de la concession prorogée au 31 décembre 2025.

Sur le secteur B6, les aménagements à prévoir aux abords des programmes, au Sud de la résidence service-séniors (RSS), logements, commerces de proximité, du projet porté par Vinci ainsi que le long de l'avenue Schuman & de la rue Hugwald (*livraisons, sécurité-incendie, collecte des déchets*) nécessitent une attention toute particulière. Au surplus, leur livraison dans des temporalités décalées et qui s'allongent nécessitera une réalisation complexe en petites phases successives jusqu'en 2025. Un complément des réseaux de la venelle privative est à prévoir à la suite de la division en deux du lot 01.

Le bilan de l'opération présenté comprend des évolutions significatives des produits et des charges qui s'équilibrent entre elles :

- Evolution à la hausse du coût de cession, notamment dû à une augmentation des surfaces de plancher vendues sur les trois derniers lots.
- Prise en charge de la mise en état des sols des lots de l'îlot B6 (évacuation de blocs de fondation et provision pour évacuation d'un spot de pollution)
- Ajustement à la hausse des budgets d'études et de travaux pour la finalisation de l'îlot B6
- Evolution de la rémunération en conséquence
- Evolution des frais financiers en conséquence
- Ajustement des prévisions d'impôts fonciers

Conventions et hypothèses retenues :

3. Moyens de commercialisation

CITIVIA met à la disposition de l'opération plusieurs moyens de commercialisation :

 - Agents immobiliers locaux ;
 - Site INTERNET ;
 - Salons professionnels.

Au regard des enjeux de l'opération pour le territoire de la ville, une part importante des moyens est attribuée sur ce dernier vecteur de commercialisation et de communication, avec, annuellement :

 - une participation au SIMI à Paris, en tant que visiteur en décembre 2022 ;
 - le Salon des Maires, des Présidents d'intercommunalité, des élus locaux et des décideurs publics du Haut-Rhin, qui s'est tenu le 22 septembre 2022 au Parc des expositions de Mulhouse.

B. SUBVENTIONS

Sans objet

C. PARTICIPATIONS

1. Participations approuvées

La diminution des surfaces de plancher attendues sur les différentes emprises cessibles (B6) a eu un impact direct sur les prévisions de produit de cessions. Ceci a donné lieu à la signature fin 2018 d'un avenant n°7 qui a prévu une participation de 1.800 K€ répartis sur 3 ans de 2018 à 2020. Elle a été complétée, dans le cadre de l'avenant n°8, par une participation de 327 K€ concernant plus spécifiquement le lot dit A2/K2.

2. Participation à approuver

Sans objet.

D. MAÎTRISE FONCIÈRE

1. Terrains acquis en 2022

Sans objet.

2. Terrains à acquérir en 2023

Sans objet.

E. ÉTUDES

1. Études réalisées en 2022

- Accompagnement de la mise au point du projet architectural des lots 1 & 2 ;
- Mission d'OPC urbain sur l'îlot B6 (coordination travaux Citivia et travaux Nexity)
- Géomètre

2. Études à réaliser en 2023

- Etude VRD du passage piétonnier public entre les opérations *Allure & Élégance* (lot B4) et *Audace* (lot G).
- Etudes de maîtrise d'œuvre des espaces publics de l'îlot B6

F. TRAVAUX

- Les réalisations en cumul à fin 2022 sont constituées des produits et charges HT constatées à fin d'année ;
- Les prévisions sont établies en valeur 2022 (donc en € constants) ;
- Le montant de la rémunération de conduite opérationnelle revenant à CITIVIA (5,5%) assis sur les charges définies conventionnellement en deux volets et constatées à la fin de l'exercice ;
- Le taux appliqué à la vente a été revu, globalisé et ainsi porté à 4% ; cela est dorénavant l'unique rémunération de commercialisation de l'aménageur ;
- Le taux d'intérêt du déficit de trésorerie à court terme est de 5%.
- Les évolutions de la réglementation en matière de fiscalité des opérations d'aménagement engendrent de nouvelles charges fiscales pour la société. Ces charges sont imputées sur chacune des opérations à proportion de la quote-part qui leur est directement affectable.
- La valorisation des équipements publics (état joint en annexe) intègre les postes de charges :
 - o Etudes opérationnelles – Honoraires aux tiers (Moe, CT, CSPS, OPC)
 - o Rémunération de conduite opérationnelle
 - o Travaux de viabilité

4. ÉTATS ET ÉLÉMENTS CARTOGRAPHIQUES

- A
CESSION
- A.1.
CESSIONS
- A.2.
PLAN DES CESSIONS
- B
SUBVENTIONS & PARTICIPATIONS
- C
ACQUISITIONS
- C.1.a
ACQUISITIONS PRIVÉES
- C.1.b
ACQUISITIONS COLLECTIVITÉ
- C.2.
PLAN DES ACQUISITIONS
- D
ÉQUIPEMENRS
- D.1.
ÉQUIPEMENTS PUBLICS
- D.2.
PLAN DES TRAVAUX
- E
EMPRUNTS
- F
COMPTE DE RÉSULTAT PRÉVISIONNEL DE L'OPÉRATION

Réf. parcelle	lot / Lot	Acquéreur	Nature	Date - Acte de Vente	Surface en m²	SDP en m²	Prix en k€
Cessions (postes 10, 11 et 12)							
MH92/25		SCI MANSON DU BATIMENT	BUREAUX	21/02/1992	4 906	8 294	755
MH 89/55		SCI EUROPA - LES ESPACES RHENANS	BUREAUX ET LOGEMENT	06/02/1990	9 830	15 000	1 351
MH 93/55		SCI SALENGRO	LOGEMENT	10/12/1992	1 599	5 100	643
		Particuliers	Parking boxes	01/10/1994	10 336	9 220	329
MH 95 et 96/49 (partiel n°198)		HDI (EIFFAGE) - LA FLAIDE	CENTRE D'AFFAIRES / LOGEMENTS	17/02/1994	10 336	9 220	1 487
MH 95 et 96/49B (partiel n°198)		EDF	CENTRE D'AFFAIRES	12/07/1995	D10 HDI	9 200	1 515
		AFICA (Place du 14 juillet)	LOGEMENT	14/10/96 et 05/10/98	10 704	10 704	1 724
SCI EUROPA-LES ESPACES RHENANS		AFICA (Bâtiments 6 et 7 (cf. Supra))	RESOLUTION AMARIE	15/12/1994	-3 478	-3 478	452
		AFICA (Bâtiments 6 et 7 (cf. Supra))	LOGEMENT	15/12/1994	4 478	4 478	452
		AFICA (Bâtiments 6 et 7 (cf. Supra))	LOGEMENT	15/12/1994	4 478	4 478	452
		IMM. DU CHATEAU DU CINEMA	COMPLEXE CINEMAS	01/07/1989	20 000	20 000	4 531
		SACV	LOGEMENT	11/04/2000	3 357	3 357	378
ME 339/77		ESPACE MS	BUREAUX ET LOGEMENT	05/10/1999	5 512	5 512	948
MH 118/55		ASCOT RESIDENCES	LOGEMENT	14/02/2001	4 488	11 246	2 068
		SCI EUROPA	RESOLUTION AMARIE	21/11/2001	-1 800	-1 800	1 893
		MARAD LOGEMENT	MARAD LOGEMENT	21/11/2001	7 200	7 200	1 893
		ART DE CONSTRUIRE	BUREAUX	19/01/2001	5 700	5 700	1 211
ME 363/77 - 365/77 - 369/77		SARL LES PRUNIERES	BUREAUX ET LOGEMENT	23/10/2002	1 972	4 890	611
MH 157/49 - 158/49		SACV	LOGEMENT	01/07/2003	10 540	8 350	454
		ASCOT RESIDENCES	RESOLUTION AMARIE	22/02/2003	-3 210	-3 210	1 574
ME 391/77		SCI LES PRUNIERES	LOGEMENT	29/03/2006	1 248	1 590	404
sur ME 338/77		SCPA / CAPRI	LOGEMENT	08/12/2006	4 488	7 470	1 671
Volumes AC, AD, AE, AG, AH et AI		SCPA / CAPRI	LOGEMENT (Shed appl)			89	20
MT 208/MH12/55		Sarl les Pruniers	LOGEMENT/BUX.	08/03/2007	1 159	3 786	891
MT 208/MH12/55		Leons	2 garages	23/03/2008	1 159	3 786	891
MT 208/MH12/55		Blurb	1 garage	23/03/2008	1 159	3 786	891
MT 208/MH12/55		Groch	1 garage	28/11/2006	1 159	3 786	891
ME 440/70 - S443/73 - S446/74		Sarl les Pruniers	Logement	24/11/2009	2 955	2 955	709
MT 208/MH12/55		Spacski	1 garage	26/09/2009	1 159	3 786	891
MT 208/MH12/55		FL Ruedenon	LOGEMENTS ET PERISCOLAIRE	25/03/2011	1 592	1 775	408
MT 208/MH12/55		SPICA/CAPRI	2 garages	31/03/2011	1 159	3 786	891
MT 208/MH12/55		Spacskodan	2 garages	31/03/2011	1 159	3 786	891
MT 208/MH12/55		Werminger	2 garages	31/03/2011	1 159	3 786	891
MT 208/MH12/55		Other	1 garage	31/03/2011	1 159	3 786	891
MT 208/MH12/55		Rummehard	1 garage	31/03/2011	1 159	3 786	891
MT 208/MH12/55		Cossart	1 garage	22/07/2011	1 159	3 786	891
MT 208/MH12/55		Tronck	1 garage	30/07/2011	1 159	3 786	891
ME 447/450/438/437		SCCV VINCA	RESIDENCE HOT.	30/11/2011	1 466	4 960	1 000
MT 208/MH12/55		DENAU	1 garage	13/06/2012	1 159	3 786	891
ME 398		SC CANOTIERS	LOGEMENT	16/10/2015	583m2	1 418	312
Lot AB		Pierre & Territoires de France	STATIONNEMENT				83
Parcelle gérée		Maison Michérot	LOGEMENT				140
ME 370, 390, 391 & 392	B5 + L2	SARL LES PRUNIERES	LOGEMENT	12/12/2012	1 990	437	437
ME 484, 485, 486, 398 & 343	B6 / LOT5	NEXTITY REGIONS X	RSS	24/12/2018	3 713	7 510	985
ME 397 - Volumes VB et VD	B4	Pierres & Territoires	LOGEMENT	24/04/2019	2 292	2 415	648
ME 496	B6 / LOT 3	PRODIGES EST	LOGEMENT	24/10/2019	665	1 530	318
ME 656/659, 696/67	B6 / LOT 4	SAS NEXITY IR	LOGEMENT	24/10/2019	552	1 509	318
ME 394 et 408	P6/G	Pierres & Territoires	LOGEMENTS +ACTIVITES	05/06/2021	1 078	2 905	766
Sous-Totals (postes 10, 11 et 12)							
					60 939	147 974	26 896
Cessions autres (postes 13)							
sur MH95 et 96	A2	Ville de Mulhouse	Extension DP	10/01/2022			105
sur ME 339/77		Adl des terrasses de River Park	Régularisation foncière (volume de Bureaux)	08/12/2022			0
Pour mémoire		Cession des voiries			0	0	8 629
					0	0	8 734
Sous-Totals (poste 13)							
					60 939	147 974	35 630
Total réalisé							
					60 939	147 974	35 630

CESSIONS - STOCK / RESTE A REALISER AU 31/12/2022

Réf. parcelle	Lot	Acquéreur	Nature	Statut (compartis - libre)	Surface en m²	SDP en m²	Prix en k€
A délégué de ME 507	B6 / Lot 1a	VINCI	Assurance d'assurance et espace	En discussion	2201	5 514	1 047
A délégué de ME 507	B6/Lot 1b	VINCI	LOGEMENTS	En discussion	1127	1 900	366
A délégué de ME 497	B6/Lot 1	VINCI	LOGEMENTS	En discussion	634	1 559	296
Total à réaliser							
					4032	9 003	1 711
Total Cessions (postes 10, 11 et 12)							
					64 951	156 977	28 607
TOTAL GENERAL							
					64 951	156 977	37 341

B. 1. PARTICIPATIONS

PATICIPATIONS - REALISE AU 31/12/2022

Objet	Financier	Date de la convention	Montant en k€
Participations	Ville	15-mai-06	3 954
	Ville	11-juin-13	500
	Ville	11-juin-13	500
	Ville	11-juin-13	500
	Ville (avenant 6)	11-juin-13	470
	Ville (avenant 7)	18-déc-18	400
	Ville (avenant 7)	18-déc-18	1 400
	Ville (avenant 8)	04-oct-19	327
	sous total		8 051
	Ville--remise d'ouvrage		2 865
Participation autres	Ville--remise d'ouvrage		10
Souterrain Laederich	Ville de Mulhouse		71
Aménagement trame	Sitram		4
Arrêt Schuman	Sitram		69
Souterrain Laederich	SCI Maison du Bâtiment		122
Remboursement	EDF /GDF		51
	sous total		3 192
Total			11 243

PARTICIPATIONS - RESTE A REALISER AU 31/12/2022

Objet	Financier	Date de la convention	Valeur en k€
	sous total		0
	sous total		0
Total			0
Total GENERAL			11 243

B. 2. SUBVENTIONS

SUBVENTIONS - REALISE AU 31/12/2022

Objet	Financier	Date de la convention	Montant en k€
sans objet			
Total			0

SUBVENTIONS - RESTE A REALISER AU 31/12/2022

Objet	Financier	Date de la convention	Valeur en k€
sans objet			
Total			0

C.1.1. ACQUISITIONS COLLECTIVITE

ACQUISITIONS - REALISE AU 31/12/2022

Réf. parcelle	Vendeur	Nature	Date	Surface en m²	SHON en m²	Prix en k€
	VILLE	TERRAINS	21/02/1992	13 529		2 615
	VILLE	TERRAINS	10/12/1992	10 360		1 658
	VILLE	TERRAINS	30/08/1994	4 051		648
	VILLE	TERRAINS	24/04/1996	22 702		3 632
	VILLE	TERRAINS	15/06/1999	17 442		2 791
	VILLE	TERRAINS	14/05/2001	12 191		1 951
	VILLE	TERRAINS	20/02/2002	3 103		496
	VILLE	TERRAINS	22/07/2005	2 030		0
	VILLE	TERRAINS	24/02/2010	9 215		0
	VILLE	TERRAINS	24/02/2010	143		0
	VILLE	TERRAINS	24/02/2010	3 543		0
	VILLE	TERRAINS	16/05/2012	7		0
	VILLE	TERRAINS	14/12/2018	1 044		0
Total				99 360		13 792

ACQUISITIONS - RESTE A REALISER AU 31/12/2022

Réf. parcelle	Vendeur	Nature	Statut	Surface en m²	SHON en m²	Prix en k€
Total				0		0

C.1.A ACQUISITIONS PRIVEES

ACQUISITIONS - REALISE AU 31/12/2022

Réf. parcelle	Vendeur	Nature	Date de l'acte	Surface en m²	SDP en m²	Prix en k€
ME 76 Place Schweighoffer	HERMANN BOCK	sol maison et bâtiments accessoires	30 aout 1991	3,81 ares		233
	HERMANN BOCK	Eviction	30 aout 1991	Eviction		76
	MALKA MATEL	Eviction	6 avril 1991	Eviction		357
CI 4 Ancien Chemin de Modenheim	SIEGER GISSY	sol maison et bâtiments accessoires	22 novembre 1991	4,90 ares		125
	ALSACE AUTO	Eviction	23 décembre 1992	Eviction		254
	ROLAND	Eviction	22 avril 1993	Eviction		152
CI 45/8 et 47/9 Ancien Chemin de Modenheim	SCHMERBER	sol et garage	27 mai 1993	4,04 ares		152
CI 52/11 et 54/11 Ancien Chemin de Modenheim	JACOB	sol et garage	28 juillet 1993			37
				2,54 ares		
CI 58/12 et 56/12 Ancien Chemin de Modenheim	BRIDE	sol et garage	16 septembre 1993			46
				2,81 ares		
CI 67/14 Ancien Chemin de Modenheim	SOLLER	sol et garage	13 octobre 1993	2,87 ares		41
CI 63/10 Ancien Chemin de Modenheim	NORT	sol et garage	13 octobre 1993	3,70 ares		41
CI 61/16 Ancien Chemin de Modenheim	VILLWEBER	sol et garage	13 octobre 1993	4,73 ares		77
CI 65/13 Ancien Chemin de Modenheim	Copropriété 121 Salengro	sol	10 décembre 1993	2,79 ares		46
CI 2 Ancien Chemin de Modenheim	WALTER (COURSE)	sol et garage	24 juin 1994	3,20 ares		290
CI 89/5 Ancien Chemin de Modenheim	FREY LETTERMANN	sol et garage	1 aout 1994	1,88 ares		28
CI 4/6 ET 4/7 Ancien Chemin de Modenheim	BRAUMANN	sol	24 octobre 1994	4,21 ares		78
21 n° 131/20, 129/36, 134/15, 127/115 Rue de l'III	EDF et Mulhousienne du gaz	sol maison et bâtiments accessoires	6 janvier 1995	22,85 ares		77
	G5 Architecture/Troxler	Eviction	24 juin 1994	Eviction		32
ME 85, 86 et 87 167 Ae Schuman	MEYER CT Auto	maison, atelier et garage	27 janvier 1997	19,92 ares		585
ME 88	Halles Saint Jacques précédemment nommés	sol	17 juin 1999			640
117 rue Salengro	Halle aux cours	sol		60,92 ares		98
ME 81	Ville de Mulhouse	sol	20 décembre 1993	6,95 ares		183
	MEICHLER	sol	13 juin 2000	4,34 ares		
Total						3 650

ACQUISITIONS - RESTE A REALISER AU 31/12/2022

Réf. parcelle	Vendeur	Nature	Statut	Surface en m²	SDP en m²	Prix en k€
Total						

D.1. EQUIPEMENTS PUBLICS

EQUIPEMENTS PUBLICS - REALISE AU 31/12/2022

Ville de Mulhouse

Réf.	Nature	Avancement %	Date de remise	Valeur H.T. en K€	Valeur T.T.C. en K€
	Souterrain Laederich, allée N. katz, berges sud, pont fixe, av Schuman (voie bus)	100%	30/12/1999	3 172	3 824
	Ponts de l'ill et Quatelbach, carrefour Ill , VRNS)	100%	21/12/2001	1 888	2 255
	Square Modenheim, parc paysager berge nord/W. Wyler, Bains du Rhin, réseau d'eau potable)	100%	19/12/2002	2 569	4 269
	Transversale (secteur L2/B5)	100%		405	484
	Raccordement eau, éclairage Leftvre	100%		109	131
	Parking et jardin des Teintures	100%		328	392
	Wylér - 2ème tranche	100%		1 773	2 112
	Rue Hugwald	97%		128	155
	Parking des Balles	100%		103	124
	Aménagements complémentaires diffus	28%		177	211
Total				10 652	13 969

Procès verbal du conseil municipal du 14 décembre 2023

EQUIPEMENTS PUBLICS - RESTE A REALISER AU 31/12/2022

Réf.	Nature	Solde à réaliser %	Programmation (année)	Valeur H.T. en K€	Valeur T.T.C. en K€
	Rue Hugwald	4%		4	5
	Aménagements complémentaires	72%	2023a25	465	555
Total				469	563
Total général				11 121	14 531

NOUVEAU BASSIN

Plan des acquisitions



TERRAINS COLLECTIVITES : TERRAINS PRIVES :
ACQUIS
A ACQUERIR
ABANDONNE



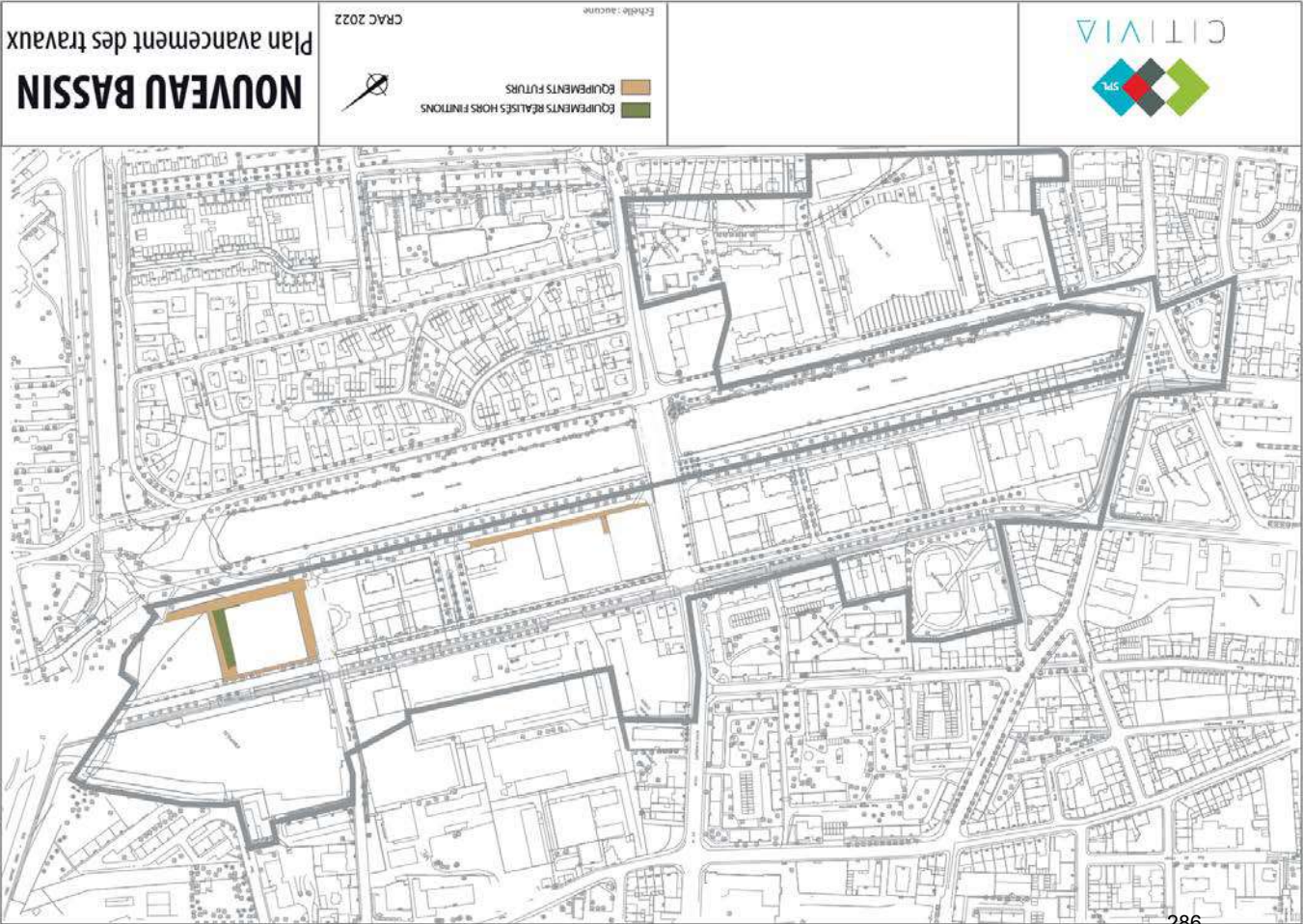
E. EMPRUNTS

EMPRUNTS - REALISE AU 31/12/2022

Objet	Financier	Date du contrat	Montant mobilisé en k€	Capital restant dû en k€
Travaux	BECM	1993	3 811	0
Travaux	BECM	1994	3 811	0
Travaux	Caisse d'Épargne Sogeval	1999	3 049	0
Travaux	Caisse d'Épargne	2000	762	0
Travaux	BECM	2000	3 202	0
Travaux	Société Générale	2000	6403	0
Travaux	Dexia	2000	1067	0
Travaux	Dexia	2003	4000	0
Travaux	Calyon	2005	4000	0
Travaux	Calyon	2006	3000	0
Travaux	Banque Populaire	2006	3000	0
Travaux	Caisse d'Épargne	2009	5000	0
Travaux	Caisse d'Épargne	2014	3009	0
Travaux	La Banque Postale	2015	3000	0
Total Emprunt			47 114	0
Travaux	Ligne de trésorerie société	2001	319	0
Travaux	Ligne de trésorerie société	2002	900	0
Travaux	BECM/cession de créance	1999	2 173	0
Travaux	Dexia//ligne de trésorerie	2001	3 049	0
Travaux	Caisse d'épargne/ligne de trésor	2013	2 000	0
Avance	Ville de Mulhouse	2019	73	73
Travaux	Billet à ordre BECM	2017	1 000	0
Travaux	Billet à ordre BECM	2020	1 000	0
Travaux	Billet à ordre BECM	2023	1 000	1000
			11 517	1 073
Total			58 632	1 073

EMPRUNTS - RESTE A REALISER AU 31/12/2022

Objet	Financier	Date du contrat	Montant à mobiliser en k€	Capital restant dû en k€
Total			0	0
Total général			58 632	1 073



5. COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (en K€)

Ligne	Intitulé	Budget		Fin 2021		2022		2023		2024		2025	
		Initial	CRAC 2021	Année	Année	Année	Année	Année	Année	Année	Cumul	Année	Nouveau
	Produits	34 671	48 845	47 320	105	47 425	47 425	47 425	1 048	48 472	63	49 115	
1	CESIONS	34 464	35 050	35 525	105	35 630	35 630	35 630	1 048	36 678	63	37 341	
10	Cession collectifs		28 002	28 582		28 582		28 582	1 048	27 629	63	28 292	
11	Cessions individuelles		315	315		315		315		315		315	
12	Cessions activités												
13	Cessions autres		8 734	8 629	105	8 734				8 734		8 734	
2	SUBVENTIONS												
20	Subvention												
3	PARTICIPATIONS												
30	Participation Buihère		8 051	8 051		8 051		8 051		8 051		8 051	
31	Participations autres		3 183	3 183		3 183		3 183		3 183		3 183	
32	Participation Equipement publics		10	10		10		10		10		10	
33	Participations à recevoir												
34	Participation compléments de prix												
4	PRODUITS DE GESTION	207	551	551	551	551	551	551	551	551	551	551	
40	Produits financiers court terme		7	7		7		7		7		7	
41	Produits financiers autres	207	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	
42	Locations autres		169	169		169		169		169		169	
43	Produits autres		373	373		373		373		373		373	
5	TVA												
50	TVA sur dépenses												
	Charges	34 604	48 845	48 193	107	48 300	174	48 374	204	49 678	466	49 114	
1	ETUDES	520	2 139	2 138	19	2 157	5	2 162	23	2 184	19	2 203	
10	Etudes préalables		50	50		50		50		50		50	
11	Etudes pré-opérationnelles		334	334		334		334		334		334	
12	Etudes opérationnelles	520	1 767	1 753	19	1 772	5	1 777	23	1 800	17	1 817	
13	Etudes révisions		2	0	0	0		0		0		0	
2	MATRIÈRES SOLS	4 701	18 264	18 264		18 264		18 264		18 264		18 264	
20	Acquisition indemnité rémun.		3 650	3 650		3 650		3 650		3 650		3 650	
21	Acquisition indemnité non rémun.	4 701	13 792	13 792		13 792		13 792		13 792		13 792	
22	Frais liés à l'acquisition		822	822		822		822		822		822	
3	TRAVAUX	21 613	15 813	15 322	33	15 355	120	15 475	51	15 506	351	15 877	
30	Mise en état des sols		481	462		462		468		511		511	
31	Ouvrages de voirie		13 071	13 197	21	13 218	13	13 231	26	13 257	441	13 698	
32	Ouvrages de voirie autres		34	35	5	40	90	130	26	130	-90	40	
33	Ouvrages de bâtiments		1 511	1 511	7	1 517	-7	1 511		1 511		1 511	
34	Ouvrages de bâtiments autres		-5	-5	-5	-5	-5	-5		-5		-5	
35	Entretien des ouvrages		122	122		122		122		122		122	
36	Travaux révisions												
39	Réalisés		37	37	0	37		37		37		37	
4	HONORAIRES AUX TIERS												
40	Honoraires sur caution		11	11	0	11		11		11		11	
41	Honoraires autres		26	26		26		26		26		26	
5	REMUNERATION	1 937	2 460	2 363	8	2 371	8	2 379	55	2 434	53	2 487	
50	Avance sur rémunération opérateur												
51	Remunération forfaitaire		91	91		91		91		91		91	
52	Remunération de conduite opérationnelle	1 937	1 323	1 295	4	1 299	8	1 307	5	1 312	21	1 333	
53	Remunération de commercialisation		1 046	977	4	981		981	50	1 031	32	1 063	
54	Remunération financière												
55	Remunération de liquidation												
6	FINES FINANCIÈRES	4 222	8 421	8 397	26	8 414	24	8 438	56	8 494	17	8 511	
60	Frais financiers court terme		2 059	2 025	26	2 052	3	2 055	6	2 061	13	2 074	
61	Frais financiers sur emprunt		6 284	6 284		6 284	21	6 305	50	6 355	4	6 359	
62	Frais financiers divers		77	77		77		77		77		77	
7	FINES DE GESTION ET D'IMRS	1 611	1 698	1 685	20	1 702	17	1 721	19	1 739	16	1 755	
70	Frais de gestion locales		27	27		27		27		27		27	
71	Frais de gestion	1 611	1 140	1 136		1 136		1 136	1	1 140		1 140	
72	Impôts et taxes		402	397	16	412	14	427	14	441	13	464	
73	Frais d'information et de communication		127	118	5	123	3	126	3	129	3	132	
74	TVA perçue sur travaux		2	2		2		2		2		2	
75	Frais techniques opération autres												
8	TVA												
80	TVA sur recettes												
	RESULTAT D'OPERATION	67	0	-973	-2	-975	-174	-1 049	844	-205	207	1	
	REALISATIONS		57 632	57 632		57 632	1 000	58 632	98 632	98 632	98 632	98 632	
1	Mobilisations		57 632	57 632	5	57 632	1 000	58 632	98 632	98 632	98 632	98 632	
10	Emprunts reçus		53 556	53 556		53 556	1 000	54 556		54 556		54 556	
11	Dépôt de garantie		4	4		4		4		4		4	
12	Avance de trésorerie		4 072	4 072		4 072		4 072		4 072		4 072	
14	Participations à recevoir												
	AMORTISSEMENTS		57 632	56 559		56 559	1 000	57 559	97 559	97 559	1 074	98 632	
1	AMORTISSEMENTS		57 632	56 559		56 559	1 000	57 559	97 559	97 559	1 074	98 632	
10	Amortissements financiers		53 556	53 556		53 556		53 556		53 556		53 556	
11	Dépôt de garantie		4	4		4		4		4		4	
12	Avance de trésorerie		4 072	4 072		4 072		4 072		4 072		4 072	
	FINANCEMENT		1 074	1 074	1 283	1 074	77	1 074	886	1 074	-1 074	0	
	TRESORERIE		1 306	1 306	1 283	1 306	77	1 306	886	1 306	-144	0	

VILLE DE MULHOUSE

NOUVEAU BASSIN		SYNTHESE DU BILAN PREVISIONNEL AU 31.12.2022				
en K€ HT	BILAN PREVISIONNEL		REALISE		RESTE A REALISER	
	Approuvé au 31.12.2021	Actualisé au 31.12.2022	AU 31.12.2022	Dont en 2022	2023 à 2025	Dont en 2023
CHARGES						
Acquisitions foncières	18 264	18 264	18 264	0	0	0
Travaux et études	17 966	18 080	17 511	52	568	125
Rémunération	2 460	2 487	2 371	8	116	8
Frais financiers	8 421	8 511	8 414	26	97	24
Autres frais	1 735	1 792	1 740	21	52	17
TOTAL CHARGES	48 845	49 134	48 300	107	834	174
PRODUITS						
Cessions	37 050	37 341	35 630	105	1 711	0
Subventions	0	0	0	0	0	0
Participation d'équilibre VILLE	8 051	8 051	8 051	0	0	0
Participation autres	3 192	3 192	3 192	0	0	0
Participations EP	0	0	0	0	0	0
Diverses recettes	551	551	551	0	0	0
TOTAL PRODUITS	48 845	49 135	47 425	105	1 711	0
RESULTAT	0	1	-875	-2	877	-174

Mme le Maire : Réjouissez-vous, nous allons passer aux CRACL, car nous sommes dans la partie de l'année où nous avons droit à ces beaux rapports d'activités. La présente délibération concerne le compte-rendu d'activité 2022 à la collectivité de la ZAC du Nouveau Bassin. Je rappelle que dans le cadre des impératifs de transparence et des obligations de communication, les collectivités doivent présenter à leur assemblée délibérante un rapport retraçant les activités des SEM ou des SPL auxquels elles ont confié des conventions. Je ne redirai pas ce paragraphe pour tous les CRACL que nous allons présenter. Maintenant, si vous insistez, j'ai un peu de temps ce soir, il n'y a pas de souci. Je laisse immédiatement Jean-Philippe BOUILLE nous présenter le premier rapport.

M. BOUILLE : Après cette brillante introduction, Mme le Maire, vous m'avez mis dans une situation difficile et donc nous avons décidé de partager ces cinq CRACL entre trois personnes. Je pense qu'à trois voix, ça va être beaucoup plus passionnant que si c'était moi qui faisais tout seul.

CRACL- compte-rendu de l'activité évidemment de CITIVIA SPL, service public local : vous savez comme moi comment ça fonctionne. C'est une société qui travaille avec ses actionnaires publics, uniquement ses actionnaires. Sur l'ensemble du sud Alsace, pas juste M2A ou la Ville, mais l'ensemble du sud Alsace que, par volonté commerciale, nous avons étendu jusqu'à Sélestat puisque nous avons un contrat avec la Ville de Sélestat également.

Je voudrais rendre hommage et remercier l'ensemble des 43 salariés de la société parce que je pense que sur les quelques dernières années qui se sont écoulées, l'ensemble du personnel a su se remettre en cause, réfléchir à ses méthodes de travail, à sa culture, à son organisation, à ses valeurs et aussi à sa performance, tout ça dans le cadre d'un plan stratégique que nous avons remis à plat tous ensemble, avec l'ensemble des administrateurs et j'en profite pour les remercier également.

Ces cinq CRACL, j'en présenterai moi-même deux. Je passerai la parole à deux de mes collègues pour les trois autres. Nouveau bassin et l'OPAH sur le Péricentre qui seront les miens, je vais les recontextualiser rapidement et cela fera écho à des choses que notre adjoint aux finances a mentionnées en termes de contexte économique, des taux d'intérêt qui ont fortement augmenté, des coûts des matériaux, des coûts de l'énergie qui ont également augmenté, un pouvoir d'achat, notamment en termes d'achat, d'acquisitions immobilières qui, pour nos habitants, ont également été sous contrainte. Tout ça a fait que le contexte s'est révélé extrêmement difficile et a généré un certain nombre à la fois de surcoûts, mais aussi de décalages d'opérations que je pense que l'entreprise a extrêmement bien géré. Nous allons y revenir dans le détail.

La première délibération qui est la 1091 porte sur le Nouveau Bassin qui est une zone d'activité et de logement, une zone mixte. 1 100 logements construits jusqu'ici. Logements de qualité – je tiens à le souligner avec une belle représentativité de l'acquisition en direct et également 770 emplois sur ce périmètre depuis la création de la ZAC.

En 2022, nous avons vu le démarrage, d'ailleurs nous sommes en train en fin 2023 de voir la fin de ces travaux. Pierres et Territoires va livrer 38 logements à l'angle, entre Lefèvre et Wyler finissant donc cette partie, cette extrémité de la ZAC. Ça nous permet de nous projeter de l'autre côté de la ZAC, du côté du Kinépolis, de l'entrée de ville pour donner quelques nouvelles d'un accord entre Vinci et Partim qui permettra l'émergence d'un campus Weform, sport-santé, là

encore un terme cher à notre municipalité qui sera couplée entre, justement, un espace de formation au sport et à la santé ou au sport-santé, de manière générale, et un certain nombre de logements en accession via DeVinci E Spartan comme je le disais tout à l'heure.

La maîtrise d'œuvre a été désignée. Il s'agit de DEA Architectes, bien connu sur la place. Le permis de construire a été déposé dans le service en août 2023 et il a été validé depuis. Sur le plan financier, sur cette opération, 49 millions de recettes et de coûts, l'opération est équilibrée à ce stade et je tiens à signaler, une fois de plus que, malgré l'augmentation des coûts et les difficultés liées au contexte que j'ai évoqué tout à l'heure, le bilan continue d'être équilibré pour le grand bénéfice à la fois de la collectivité et de nos habitants.

Mme le Maire : Il faut juste que je demande, puisque j'arrive au bon moment, peut-être la passer au vote au fur et à mesure. Ça sera beaucoup plus simple. Comme d'habitude, le fond du sujet n'est pas voté mais par contre, je demande un vote pour que l'assemblée prenne acte qu'il y a eu présentation de ce rapport. Est-ce que quelqu'un est contre ? Est-ce que quelqu'un s'abstient ? Merci à vous.

Pour : 45 + 4 procurations

Groupe majoritaire : 34+ 3 procurations

Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

Groupe M Mulhouse : 2 + 1 procuration

Non-inscrits dans un groupe : 3

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

29° OPERATION DE RENOUVELLEMENT URBAIN PERICENTRE - CONCESSION D'AMENAGEMENT ET D'ANIMATION D'OPAH RU - COMPTE-RENDU D'ACTIVITE A LA COLLECTIVITE LOCALE POUR L'EXERCICE 2022 (CRACL) (533/1.4/1093)

Par délibération du 25 septembre 2019, le Conseil Municipal a approuvé le projet de concession d'aménagement sur le quartier Péricentre et d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Renouvellement Urbain sur le quartier de la Fonderie.

CITIVIA SPL a établi son Compte-Rendu d'Activité à la Collectivité Locale (CRACL) pour l'année 2022 concernant le traité de concession d'aménagement de Péricentre dont le terme est fixé au 30 septembre 2027. Conformément à l'article L300-5 du Code de l'Urbanisme, ce compte-rendu est soumis pour examen au Conseil Municipal.

Pour rappel, la concession constitue un des leviers opérationnels de mise en œuvre du projet de renouvellement urbain sur le quartier Péricentre et a deux objets :

- le traitement et la montée en gamme de l'habitat privé
- les aménagements et restructurations d'espaces publics.

I. Le traitement et la montée en gamme de l'habitat privé

L'essentiel du quartier Péricentre est formé d'habitat ancien (fin 19^{ième} siècle, début 20^{ième}), tout le périmètre est concerné par les problématiques relatives à la vétusté voire à l'indignité de certains logements. Pour remédier à ces situations, plusieurs actions sont mises en œuvre :

1. une **Opération de restauration immobilière**, visant à la restauration des immeubles les plus dégradés (habitat indigne), couplée au dispositif d'autorisation de louer mis en place par délibération prise par m2A début 2019.

- Sur le secteur Fonderie, le dossier de DUP (Déclaration d'Utilité Publique) portant sur 23 immeubles a été établi en 2020. Ont été acquis pour l'année 2022, 2 immeubles et 3 logements en copropriétés. Au 31 décembre 2022, préalablement à l'engagement des travaux, 7 relogements ont été effectués par Citivia dans ce cadre et 4 relogements sont en cours.
- Sur les secteurs Franklin-Fridolin et Vauban Neppert, un diagnostic des immeubles pouvant faire l'objet d'une opération de restauration immobilière a été engagé en 2021 et s'est poursuivi en 2022.

Le 14 décembre 2022, le conseil municipal a décidé d'engager les procédures de Déclaration d'Utilité Publique de l'ORI sur les quartiers Franklin-Briand et Vauban-Neppert. Les DUP concernent ainsi 9 immeubles dégradés sur Vauban-Neppert, 5 immeubles sur Franklin et 5 immeubles sur Briand.

En mai 2023, l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique de ces deux opérations (Vauban-Neppert et Franklin-Briand) a été menée conjointement. Le 11 septembre 2023, le Préfet a déclaré l'utilité publique les deux opérations de restauration immobilière.

2. **L'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH)** associée à une Aide à la Mise en Valeur du Patrimoine spécifique : AMVP Fonderie.

La convention d'OPAH RU a été signée en juillet 2020 pour une durée de 5 ans. L'objectif est, dans le cadre de cette opération, d'améliorer (thermiquement et esthétiquement) 806 logements. Le bilan de l'animation de ce processus par Citivia pour l'année 2022 s'établit de la manière suivante :

- 109 contacts ont été pris, correspondant à 546 logements ;
- 144 visites réalisées par l'équipe du suivi animation, dont 71 dans le cadre de l'OPAH ;
- 128 logements ont bénéficié de subventions de l'Anah et / ou de la Ville de Mulhouse ;
- 1,4 M€ de travaux ont été générés ;
- 643 K€ de subventions ont été allouées, dont 130K€ par Ville au titre de l'AMVP.

En trois années d'exercice, 377 logements ont été traités sur un objectif fixé de 806 (taux d'avancement de 46%) pour un montant total de travaux de 4,8 M€. Il convient de noter les retards sur le volet « amélioration des logements ».

Le contexte économique, en particulier la hausse des prix des matériaux, ont eu pour effet pour cette 2022, de ralentir les investissements des propriétaires.

II. Les aménagements et restructurations d'espaces publics

Sur le secteur Fonderie, l'intervention sur l'habitat est étroitement articulée avec la restructuration de plusieurs espaces publics, également objet de la concession avec Citivia, permettant ainsi de contribuer au développement de l'attractivité résidentielle du quartier et d'assurer des connexions fonctionnelles et qualitatives vers le centre-ville proche.

Les aménagements à réaliser portent notamment sur :

- l'aménagement de la placette Kléber ;
- la percée d'une voie entre la rue F. Spoerry et la rue St Fiacre avec l'aménagement de l'espace public autour du gymnase de l'école Kléber et la requalification de la rue Saint-Fiacre.

A ces opérations d'aménagement, s'ajouteront des opérations à vocation immobilière et d'habitat neuf de qualité avec la :

- construction d'un ensemble d'environ 22 logements de part et d'autre du futur mail piéton Spoerry-St Fiacre. Cette opération permettra de proposer une offre de logements collectifs dans deux bâtiments de dimension modeste ;
- réalisation par DOMIAL d'une opération de logements pour réaliser une opération mixte constituée d'un petit collectif et de maisons de ville (environ 20 logements).

Les études de faisabilité et la rédaction des programmes pour l'aménagement de la placette Kléber et du mail Saint Fiacre ont été finalisées en 2022, avec l'appui de « l'Atelier Ruelle », urbaniste conseil. Sur la base de ces éléments, les études de Maitrise d'œuvre ont pu être engagées. Les travaux d'aménagement de la place Kléber devraient être engagés début 2024.

Préalablement à l'aménagement du mail Saint-Fiacre, l'acquisition de trois immeubles est rendue nécessaire, ceci pour permettre la réalisation de la liaison rue Spoerry - rue Saint Fiacre. En 2022, l'immeuble sis 37 rue du Manège a été acquis auprès de m2A Habitat. L'acquisition des immeubles sis 33 et 35 rue du Manège sera faite en 2023.

Conformément aux termes de la concession d'aménagement, une participation de la Ville de Mulhouse d'un montant de 400 000 € a été versée au bilan de la concession en 2022. Tel qu'établi au 31 décembre 2022, ce bilan est légèrement déficitaire de 167 K€ en fin d'opération, essentiellement lié une augmentation des frais financier (suite à la hausse des taux d'intérêt) compensée en partie par la hausse des subventions ANRU/ANAH.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- prend acte du compte-rendu d'activité de CITIVIA pour l'exercice 2022 concernant la concession d'aménagement Péricentre ;
- autorise madame le Maire ou son représentant à signer tous les actes afférents.

PJ : Compte-rendu annuel à la collectivité 2022

Synthèse du bilan prévisionnel

OPERATION DE RENOVATION URBAINE PERICENTRE MULHOUSE

QUARTIERS FONDERIE, FRANKLIN/BRIAND ET
VAUBAN-NEPPERT

COMPTE-RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE 2022



	D.	Travaux	23
	3.	ANALYSE & PERSPECTIVES	23
	4.	ETATS & ELEMENTS CARTOGRAPHIQUES	24
	MAIL SAINT FIACRE		26
	1.	CONTEXTE	26
		Situation administrative	26
	2.	AVANCEMENT & PROGRAMMATION	26
	A.	Cessions	26
	B.	Maîtrise foncière	27
	C.	Etudes	27
	D.	Travaux	27
	3.	ANALYSE & PERSPECTIVES	28
	4.	ETATS & ELEMENTS CARTOGRAPHIQUES	29
	LES ACTIONS DE RELOGEMENT		31
	1.	LA MISSION RELOGEMENT	31
	2.	RELOGEMENTS REALISES EN 2022	31
	ANIMATION D'OPAH-RU FONDERIE		32
	1.	CONTEXTE	32
	2.	RESULTATS 2022	32
	3.	ANALYSE & PERSPECTIVES	33
	4.	ELEMENT CARTOGRAPHIQUE	35
III.		SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	36
IV.		FINANCEMENT	36
V.		ANALYSE ET PERSPECTIVES	37
VI.		ANNEXES	38
	A.	Cessions	38
	B.	Participations	39
	C.	Subventions	40
	D.	Acquisitions	42
	A.	Equipements	45
	B.	Emprunts	46
VII.		COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL DE L'OPERATION	47



SOMMAIRE

I.	CONTEXTE GENERAL.....	4
	A. Données synthétiques de l'opération	4
	B. Historique - Phases clés.....	5
	C. Situation administrative	7
II.	AVANCEMENT ET PROGRAMMATION	8
	ORI FONDERIE.....	9
	1. CONTEXTE	9
	A. Historique - Phases clefs.....	9
	B. Situation administrative.....	9
	2. AVANCEMENT	10
	A. Cessions	10
	B. Maîtrise foncière	10
	C. Etudes	11
	D. Travaux	12
	3. ANALYSE & PERSPECTIVES.....	12
	4. ETATS & ELEMENTS CARTOGRAPHIQUES	13
	ORI FRANKLIN BRIAND / ORI VAUBAN-NEPERT	14
	1. CONTEXTE.....	14
	2. AVANCEMENT	14
	3. ANALYSE & PERSPECTIVES.....	14
	4. ETATS & ELEMENTS CARTOGRAPHIQUES	15
	SITE ADOMA QUAI D'ORAN	18
	PLACE KLEBER	19
	1. CONTEXTE	19
	2. AVANCEMENT	19
	A. Cessions	19
	B. Maîtrise foncière	19
	C. Etudes	19
	D. Travaux	20
	3. ANALYSE & PERSPECTIVES.....	20
	4. ETATS & ELEMENTS CARTOGRAPHIQUES	21
	Ilot JARDINIERS	22
	1. CONTEXTE.....	22
	2. AVANCEMENT & PROGRAMMATION.....	22
	A. Cessions	22
	B. Maîtrise foncière	22
	C. Etudes	23



I. CONTEXTE GENERAL

A. Données synthétiques de l'opération

[illegible]

B. Historique - Phases clés

La Ville de MULHOUSE s'est engagée au début des années 2000 dans un vaste projet de renouvellement urbain notamment sur les quartiers péri-centraux Briand, Franklin, Vauban-Neppert, par le biais d'un GPV (Grand Projet de Ville), dans un premier temps puis avec le soutien du premier programme de l'ANRU en 2006.

Ces quartiers inscrits en Politique de la Ville en tant que quartiers prioritaires ont ainsi pu bénéficier de moyens financiers permettant la réalisation d'actions et d'opérations de façon concentrée (lieu et temporalité), créant des effets leviers et suscitant la mobilisation de promoteurs, d'investisseurs, de propriétaires d'immeubles...autant de partenaires contribuant au renouvellement de ces quartiers et à l'amélioration de la qualité de vie. La Ville de Mulhouse, pour sa part a financé les interventions sur les espaces publics créés ou renouvelés, cofinancé les travaux de rénovation de logements, réalisé des équipements...

La Ville de Mulhouse a complété ce projet d'envergure, en lançant en 2008 le projet de Mulhouse Grand Centre (MGC) pour traiter de la dynamique du centre-ville en matière de commerces et services, de qualité des espaces publics, de design urbain et de signalétique et en mettant sur le marché une offre résidentielle « atypique » afin d'assurer une mixité dans un centre-ville qui était de plus en plus déserté par des CSP+.

Le projet s'étend aujourd'hui au Quartier Fonderie situé entre le quartier d'Affaires de la gare TGV et l'hyper centre-ville. Il s'agit de faire du Quartier Fonderie une extension du centre-ville, de la connecter à la ZAC Gare.

Aussi, les objectifs poursuivis sont de mettre en œuvre :

- Une stratégie de montée en gamme de l'habitat (rénovation énergétique, lutte contre la vacance, diversification du peuplement, rendre le quartier attractif) ;
- Une requalification, restructuration des espaces publics et une amélioration du maillage interne et des liens vers le centre-ville, le Tram et la Gare.

Les actions et opérations portent également sur :

- L'obligation de travaux, sur les immeubles les plus dégradés des quartiers Fonderie, Franklin et Vauban-Neppert ; assortie d'une fiscalité spécifique du fait de l'inscription de ces quartiers prioritaires, les investisseurs pourront en bénéficier avec comme contrepartie la fixation d'un niveau d'exigence sur le programme et la qualité des travaux réalisés. Chaque propriétaire pourra bénéficier des aides et de l'accompagnement grâce à l'OPAH-RU ;
- Des opérations d'aménagement urbain sur différents sites, produisant des logements neufs et la création ou la requalification d'espaces publics. Par ailleurs, le recours au droit de préemption urbain permet de se saisir d'immeubles dégradés pour les inscrire dans le processus de l'OPAH - ORI. Les visites à la suite des DIA (Déclaration d'Intention d'Aliéner) permettent d'intervenir auprès des futurs propriétaires pour les accompagner dans une opération de rénovation qualitative.

Ces interventions sont crédibilisées et renforcées par un investissement important de la Ville de Mulhouse et de m2A. Cette implication des collectivités locales porte d'une part sur la rénovation ou la création d'espaces et d'équipements publics (rues et places, écoles, centres sociaux, ...) et d'autre part, sur des politiques sociales, éducatives, économiques et culturelles fortes.

La mise en œuvre du projet mobilise ainsi l'ensemble des acteurs de la Ville :

- Les propriétaires individuels, les investisseurs et les promoteurs, pour la rénovation de l'habitat privé (OPAH, ORI) et la construction neuve,
- Les bailleurs sociaux pour des opérations d'amélioration, de construction, de réhabilitation et de résidentialisation de logements sociaux,
- Les collectivités, Ville de Mulhouse et m2A, interviennent directement dans la réhabilitation des espaces publics, la rénovation et l'extension des équipements éducatifs et sociaux de quartier ou par concession de maîtrise d'ouvrage sur les opérations d'aménagement,
- Les habitants et les acteurs sociaux et économiques des quartiers pour l'élaboration concertée des opérations et la mise en œuvre des projets de développement social, culturel et économique qui s'appuient sur la rénovation urbaine des quartiers.

C'est la combinaison de l'ensemble de ces actions qui conduira au renouvellement de ces quartiers.

C. Situation administrative

- Délibération du Conseil Municipal de la Ville de Mulhouse n°535/1.2.1/1800 désignant la SPL CITIVIA en qualité de Concessionnaire d'aménagement et autorisant Madame le Maire à déléguer l'exercice du droit de préemption urbain à CITIVIA :
 - 25 septembre 2019
- Signature de la concession d'aménagement :
 - 01 octobre 2019
- Délibération du Conseil d'Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération n°535/8.5/940C approuvant le lancement de l'OPAH-RU sur le quartier et la convention attachée à l'OPAH RU :
 - 30 septembre 2019
- Délibération du Conseil d'Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération n°532/232/1103C déléguant l'exercice du droit de préemption urbain au profit de CITIVIA sur le périmètre de l'OPAH-RU pour la durée de la concession :
 - 10 février 2020
- Délibération de la Ville de Mulhouse autorisant le lancement de la Déclaration d'utilité Publique de travaux sur le quartier Fonderie
 - 17 juillet 2020
- Signature de la Convention partenariale de l'ANRU
 - Décembre 2020.
- Arrêté préfectoral de Déclaration d'utilité Publique du premier programme de travaux de l'Opération de Restauration Immobilière du quartier Fonderie de Mulhouse
 - 10 février 2021
- Délibération de la Ville de Mulhouse approuvant le retrait du 1 rue des Jardiniers du premier programme de travaux de l'opération de restauration immobilière Fonderie à Mulhouse
 - CM du 30 juin 2022
- Délibération de la Ville de Mulhouse approuvant le dossier d'enquête parcellaire
 - CM du 30 juin 2022
- Arrêté préfectoral modifiant l'arrêté du 10 février 2021 portant déclaration d'utilité publique du projet de premier programme de travaux de l'opération de restauration immobilière Fonderie à Mulhouse pour le retrait de l'immeuble du 1 rue des Jardiniers
 - 22 juillet 2022
- Arrêté préfectoral portant ouverture de l'enquête parcellaire préalable à la déclaration de cessibilité des immeubles à exproprier (Fonderie)
 - 6 décembre 2022

II. AVANCEMENT ET PROGRAMMATION

Le programme d'intervention de CITIVIA SPL porte sur la mise en œuvre de trois Opérations de Restauration Immobilière (ORI), la rénovation d'espaces publics, la restructuration de l'îlot Saint Fiacre et l'animation d'une OPAH dans le quartier Fonderie.

CITIVIA se charge du relogement des ménages des immeubles acquis, pour permettre la poursuite du processus, soit de réhabilitation d'immeubles soit de démolition.

Les questions relatives aux subventions, participations, financement de ces opérations ainsi que la rémunération de l'aménageur sont traitées de façon globale en fin de rapport, avant les annexes.

ORI FONDERIE

1. CONTEXTE

La procédure d'aménagement de Restauration Immobilière permet d'imposer la réalisation de travaux aux propriétaires dont le patrimoine n'est pas entretenu. Elle s'accompagne d'un dispositif de subventions destiné à soutenir financièrement ces propriétaires (OPAH).

A. Historique – Phases clefs

Un premier dossier de DUP portant sur 23 immeubles a été établi en 2020. L'enquête publique s'est déroulée courant octobre et novembre de cette même année.

B. Situation administrative

10 février 2021 : prise de l'arrêté préfectoral de DUP
CM du 30 juin 2022 : approuvant le dossier d'enquête parcellaire
Arrêté préfectoral du 6 décembre 2022 portant ouverture de l'enquête parcellaire préalable à la déclaration de cessibilité des immeubles à exproprier.

2. AVANCEMENT

A. Cessions

A.1. Rappel des prix de cession et surfaces à commercialiser

Les prix de cession des immeubles sont établis en fonction de l'état initial de l'immeuble et du projet associé (PC) lors de la vente.

A.2. Cessions réalisées en 2022

Il n'y a pas eu de cession en 2022.

A.3. Cessions prévues en 2023.

- 58 rue du Manège
- 47 rue du Manège
- 25 rue du Manège

A.4. Cessions prévues en 2024

- 11 rue Kléber
- 2 rue Kléber
- 27 rue du Manège
- 10 rue Kléber

A.5. Moyens de commercialisation

Malgré un contexte qui s'est durci (hausse des coûts des matériaux, difficulté d'obtenir des prêts et augmentation des taux), le service commercialisation de CITIVIA maintient un contact avec des investisseurs. La désignation des acquéreurs s'effectuera sur la qualité du projet ainsi que sur l'offre de prix.

B. Maîtrise foncière

B.1. Terrains privés

- Acquisitions réalisées en 2022.

Acquisition des immeubles : 47 rue du Manège, 27 rue du Manège

Acquisition de lots en copropriétés au 2 et au 11 Kléber.

- Acquisitions réalisées en 2023.

Acquisition des immeubles : 34 rue Huguenin et 5 rue des Corneilles

Sur opportunité en fonction des situations :

- Acquisition possible en préemption
- Acquisition possible à l'amiable en fonction des négociations

- Lots en cours d'acquisition :

11 rue Kléber : lots de Monsieur ROBAZZA et de Monsieur CASTAGNOU (4 logements au total)
2 rue Kléber : lots de Monsieur HANS (1 logement)
A noter une procédure de cessibilité engagée pour ses lots

- En négociation :

1 rue des Monteurs
11 rue du Manège
Garages situés rue des Corneilles

B. 2. Terrains collectivité

- Acquisitions réalisées en 2021.

Sans objet

- Acquisition à réaliser en 2022.

Sans objet

C. Etudes

C.1 Etudes réalisées en 2022

58 rue du Manège : Permis de construire déposé à la mairie de MULHOUSE le 23 décembre 2021. Permis obtenu, la cession de l'immeuble est en cours par le service commercialisation de CITIVIA.

25 rue du Manège : Permis de construire déposé à la mairie de MULHOUSE le 14 avril 2022. Permis obtenu, la cession de l'immeuble est en cours par le service commercialisation de CITIVIA.

47 rue du Manège : Permis de construire déposé à la mairie de MULHOUSE le 21 juin 2022. Permis obtenu, la cession de l'immeuble est en cours par le service commercialisation de CITIVIA.

Des ventes à investisseurs seront ensuite réalisées une fois les permis de construire obtenus.

C.2 Etudes à réaliser en 2023

10 rue Kléber : Programmation et esquisses architecturales en cours d'étude.

27 rue du Manège : Etude architecturale en cours

5 rue des Corneilles, 12 rue Kléber, 1 rue des Jardiniers : Etude programmation en cours.

D. Travaux

D.1 Travaux réalisés en 2022

Pas de travaux réalisés.
Vidage et sécurisation des immeubles : 47 rue du Manège, 25 rue du Manège, 11 rue Kléber, 10 rue Kléber, 2 rue Kléber.

D.2 Travaux à réaliser en 2023

Sécurisation des immeubles 27 rue du Manège, 5 rue Corneilles, 2 rue Kléber et 11 rue du Manège.
Fin 2023 : démolition des garages rue des Corneilles.

3. ANALYSE & PERSPECTIVES

Le 1^{er} programme de travaux porte sur 23 immeubles. Dès la prise de l'arrêté préfectoral, les notifications ont été envoyées aux propriétaires concernés, marquant le démarrage du suivi animation.

Cette animation se poursuit de manière soutenue afin d'assurer la réalisation des nécessaires travaux.

Compte tenu de la connaissance acquise sur le terrain (OPAH ORI Aménagement), une analyse concernant d'autres immeubles dégradés est en cours afin d'étudier l'opportunité d'enclencher la deuxième DUP sur ce périmètre de Fonderie.

1. CONTEXTE

En 2022, un travail de terrain a permis d'identifier les immeubles présentant des désordres de nature à mobiliser l'outil coercitif ORI.

Lors du conseil municipal du 14 décembre 2022, la ville de Mulhouse a validé :

- le lancement de la procédure de déclaration d'utilité publique pour le programme de travaux de l'opération de restauration immobilière Vauban-Neppert
- le lancement de la procédure de déclaration d'utilité publique pour le programme de travaux de l'opération de restauration immobilière Franklin-Briand

Ces ORI s'inscrivent dans le prolongement de l'action menée sur les immeubles dégradés de ces deux quartiers dans le cadre de l'ANRU 1.

La ville a souhaité maintenir un dispositif financier de soutien aux travaux des propriétaires, identique à celui existant sur Fonderie.

2. AVANCEMENT

L'enquête publique préalable à ces 2 DUP travaux sera menée conjointement entre le 25 avril et 12 mai 2023.

- Quartier Vauban-Neppert : 9 immeubles dégradés en ORI
- Secteur Franklin-Briand :
 - o Franklin : 5 immeubles dégradés en ORI
 - o Briand : 5 immeubles dégradés en ORI

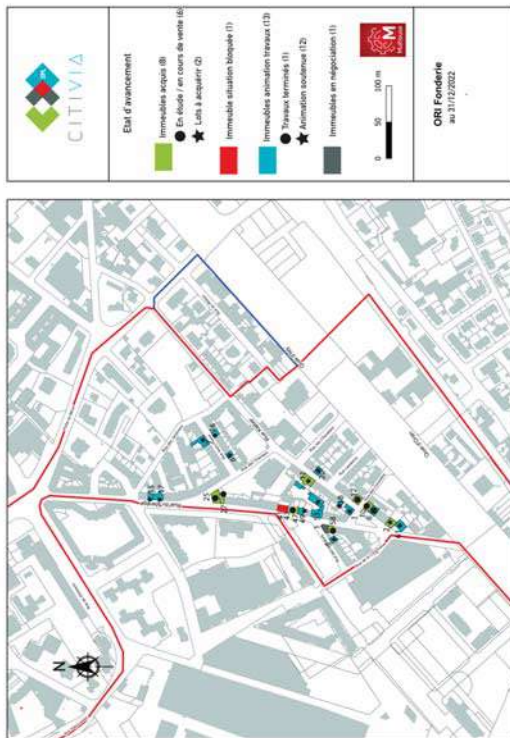
3. ANALYSE & PERSPECTIVES

En mai 2023, le commissaire enquêteur rendra ses conclusions au Préfet.

L'arrêté préfectoral devrait être pris en septembre 2023. Les notifications seront transmises au cours du dernier trimestre 2023.

La ville et CITIVIA recentrent leurs actions à mener sur les axes rue Aristide Briand et rue Franklin en lien avec le dispositif de la Foncière.

Point de vigilance : CITIVIA ne disposant pas du droit de préemption sur ses secteurs, il convient au mandant d'associer étroitement CITIVIA sur les opportunités d'achat (lien VILLE / CITIVIA pour les DIA) ainsi que sur les références de prix sur ses secteurs.



Compte-Rendu Annuel à la Collectivité 2022
NPNRU Péricentre Mulhouse

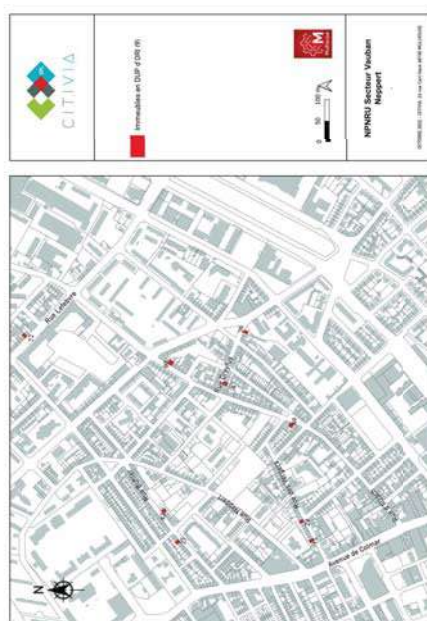


Figure 1 : Quartier Vauban-Neppert

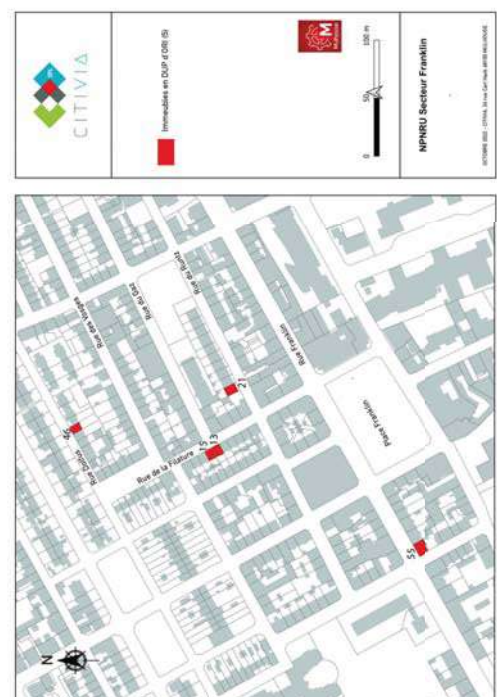


Figure 2 : Secteur Franklin

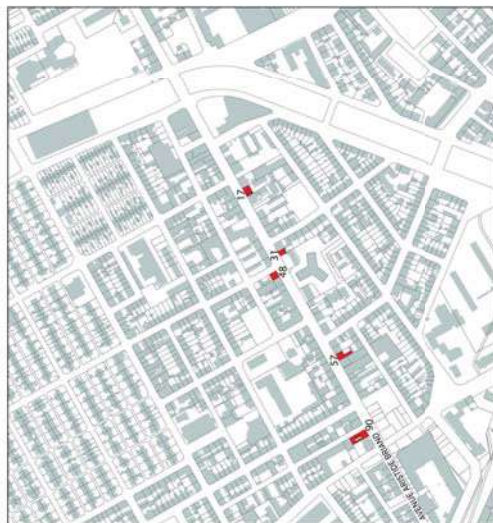
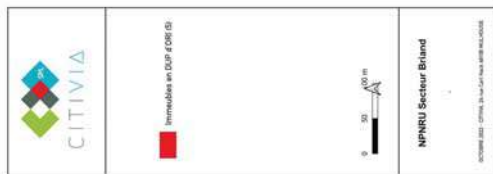


Figure 3 : Secteur Briand

Compte-Rendu Annuel à la Collectivité 2022
NPNRU Péricentre Mulhouse

SITE ADOMA QUAI D'ORAN

Lors du montage de la concession entre la Ville de Mulhouse et CITIVIA SPL, ce site avait été repéré pour mener une opération de démolition / reconstruction. Les études se sont poursuivies et une nouvelle orientation pour ce site a été déterminée, aussi l'opération ADOMA a été supprimée du programme de la concession.

Compte-Rendu Annuel à la Collectivité 2022
NPNRU Péricentre Mulhouse

18

PLACE KLEBER

1. CONTEXTE

Cette opération vise à requalifier un espace clef du quartier, autour duquel se développe quelques activités commerciales et de services à renforcer.

2. AVANCEMENT

A. Cessions

Sans objet : aucune acquisition ni cession n'est prévue.

B. Maîtrise foncière

Sans objet : aucune acquisition ni cession n'est prévue.

C. Etudes

C.1 Etudes réalisées en 2022

- Des études de faisabilité par Atelier Ruelle, urbaniste-conseil, ont démarré en 2020 et se sont poursuivies en 2021, permettant d'établir des principes d'aménagement des espaces publics et d'actualiser le plan guide secteur NPNRU.

Atelier Ruelle a finalisé les études de faisabilité ainsi que la rédaction du programme de l'aménagement de la place Kléber.

- Une convention de groupement de commande a été signée entre Ville de Mulhouse et Citivia pour réalisation des études et travaux des espaces publics dans le secteur de la Place Kléber. Les études AVP seront soumises au visa d'Atelier Ruelle.

- Démarrage des études de maîtrise d'œuvre pour la réalisation des travaux d'aménagement de la place Kléber par le BEA (Bureau des Etudes et Aménagement de la Ville de Mulhouse).

C.2 Etudes à réaliser en 2023

- Poursuite des études de maîtrise d'œuvre (AVP - Avant-Projet, PRO/DCE - Projet / Dossier de Consultation des Entreprises, ACT - Assistance à la Passation des Marchés de Travaux).

D. Travaux

D.1 Travaux réalisés en 2022

Sans objet

D.2 Travaux à réaliser en 2023

- Des travaux préparatoires aux travaux d'aménagement de la Place Kléber sont prévus fin 2023 dans le cadre de travaux de mise en état des sols.

3. ANALYSE & PERSPECTIVES

Les études de maîtrise d'œuvre ont démarré fin 2022 avec l'objectif d'une consultation des entreprises en septembre 2023 et d'un démarrage des travaux en janvier 2024.

ILOT JARDINIERS

1. CONTEXTE

L'opération de l'îlot Jardiniers s'inscrit dans les contreparties dues à Action Logement, permettant de percevoir les subventions de l'ANRU. Initialement, le bilan prévisionnel de la concession (octobre 2019) prévoyait un produit lié à sa vente qui a été supprimé lors du CRAC précédent, du fait d'une cession à l'euro symbolique.

2. AVANCEMENT & PROGRAMMATION

A. Cessions

A.1. Rappel des prix de cession et surfaces à commercialiser

La cession sera réalisée à l'euro symbolique dans le cadre des contreparties de l'ANRU.

A.2. Cessions réalisées en 2022

Aucune cession n'a été réalisée.

A.3. Cessions prévues en 2023

Aucune cession n'est prévue.

A.4. Moyens de commercialisation

Sans objet : le terrain est destiné à Action Logement qui a désigné DOMIAL comme opérateur de l'opération immobilière.

B. Maîtrise foncière

B.1. Terrains privés

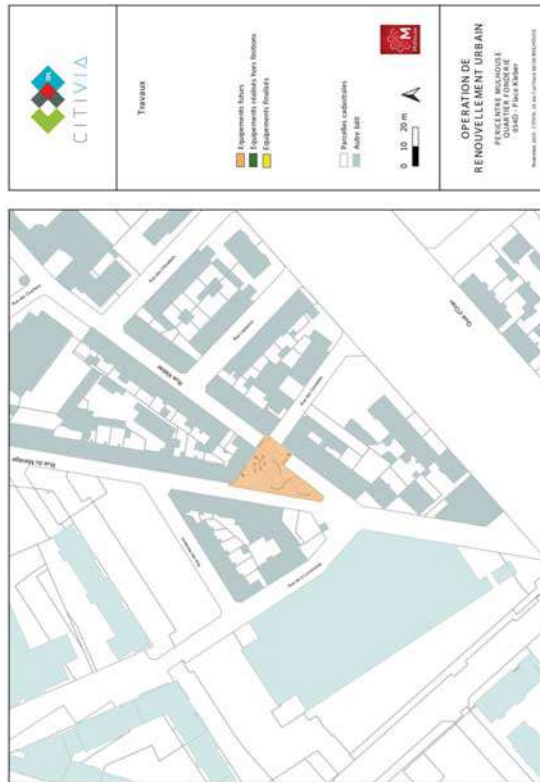
- Acquisitions réalisées en 2022

Sans objet

- Acquisition à réaliser en 2023

Il est prévu la signature de l'acte de vente des terrains propriétés de Batigère.

Compte-Rendu Annuel à la Collectivité 2022
NPNRU Péricentre Mulhouse



Compte-Rendu Annuel à la Collectivité 2022
NPNRU Péricentre Mulhouse

B. 2. Terrains collectivité

- Acquisitions réalisées en 2022.

Sans objet

- Acquisition à réaliser en 2023.

Sans objet

C. Etudes

C.1 Etudes réalisées en 2022

- Reprises d'études de faisabilité par Atelier Ruelle, urbaniste-conseil, permettant d'établir des principes d'aménagement de l'îlot Jardiniers et d'actualiser le plan guide secteur NPNRU.

C.2 Etudes à réaliser en 2023

- Finalisation de la fiche de lot destinée à l'opérateur d'Action Logement.

D. Travaux

D.1 Travaux réalisés en 2022

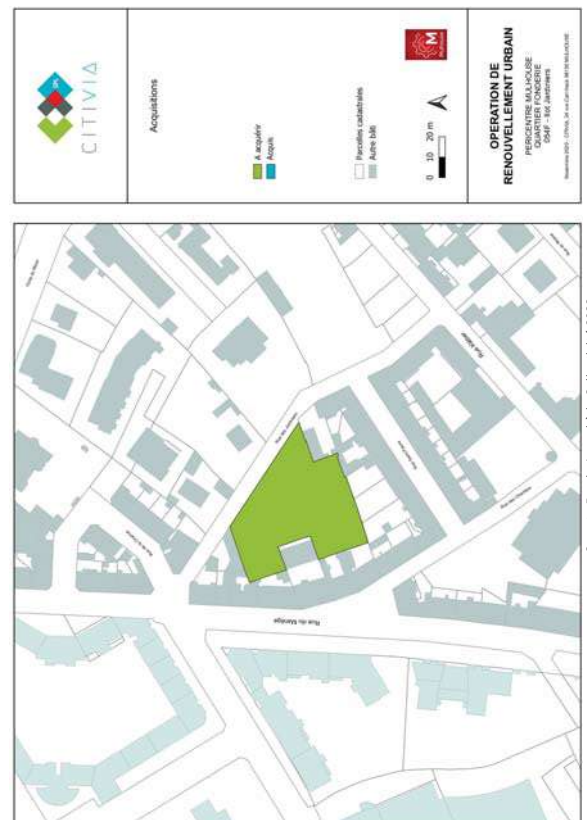
Sans objet

D.2 Travaux à réaliser en 2023

Réalisation d'études de sols.

3. ANALYSE & PERSPECTIVES

Le terrain sera remis à Domial, opérateur d'Action Logement pour réaliser une opération mixte constituée d'un petit collectif et des maisons de ville. Le calendrier de réalisation sera précisé par l'opérateur.



Compte-Rendu Annuel à la Collectivité 2022
NPNRU Péricentre Mulhouse

Compte-Rendu Annuel à la Collectivité 2022
NPNRU Péricentre Mulhouse

MAIL SAINT FIACRE

1. CONTEXTE

Situation administrative

Le mail Saint Fiacre constitue une intervention clef dans le projet Fonderie Est. Par l'ouverture de l'îlot d'une part sur le mail de la Fonderie en direction de l'université, la plaine des sports mais aussi le pôle d'activités, il permet d'autre part de relier le square Jacquet et le centre-ville en empruntant la rue Saint Fiacre. Deux petites opérations de construction de logements traiteront les pignons aveugles issus des démolitions ; l'espace public est réaménagé autour du gymnase et à proximité de l'école.

2. AVANCEMENT & PROGRAMMATION

A. Cessions

A.1. Rappel des prix de cession et surfaces à commercialiser

Les deux opérations constitueront environ 1420m² de sdv.
Le prix de cession moyen prévu au bilan est de 195€/m² sdv.

A.2- Cessions réalisées en 2022

Pas de cession réalisée.

A.3. Cessions prévues en 2023

Pas de cession prévue.

A.4. Moyens de commercialisation

- Supports : Site internet de CITIVIA, relation avec les journaux spécialisés, ...
- Collaboration étroite avec les acteurs du milieu économique local : collaboration avec les agents immobiliers, offices notariaux, etc.
- Recensement d'investisseurs intéressés par le secteur

Compte-Rendu Annuel à la Collectivité 2022
NPNRU Péricentre Mulhouse

B. Maîtrise foncière

B.1. Terrains privés

- Acquisitions réalisées en 2022

Acquisition de l'immeuble 37 rue du Manège à m2A Habitat.

- Acquisition à réaliser en 2023

- Acquisition de l'immeuble 33 rue du Manège ainsi que le fonds de commerce (restauration rapide).
- Fonds de commerce au 35 rue du Manège : une éviction commerciale est prévue pour la boulangerie.

B. 2. Terrains collectivité

- Acquisitions réalisées en 2022

Sans objet

- Acquisition à réaliser en 2023

Sans objet

C. Etudes

C.1 Etudes réalisées en 2022

- Actualisation et finalisation de l'étude de faisabilité par Atelier Ruelle, urbaniste-conseil, permettant d'établir des principes d'aménagement des espaces publics, de préciser les capacités des nouveaux programmes et d'actualiser le plan guide secteur NPNRU.
- Finalisation du programme des aménagements du mail Saint Fiacre

C.2 Etudes à réaliser en 2023

- Etablissement de fiches de lots destinées au(x) futur(s) opérateur(s).
- Passation d'un marché avec le BEA (Bureau des Etudes et Aménagement de la Ville de Mulhouse) pour réalisation des études d'aménagement du secteur Mail Saint-Fiacre. Les études AVP seront soumises au visa d'Atelier Ruelle.
- Etudes diverses (diagnostics amiante-plomb avant démolition, sondages sols, maîtrise d'œuvre travaux de démolition, ...).

D. Travaux

D.1 Travaux réalisés en 2022

Sans objet



D.2 Travaux à réaliser en 2023

Prévision de 17 K€ (suppressions branchements concessionnaires, sécurisation, ...) liée aux démolitions des 3 immeubles acquis.

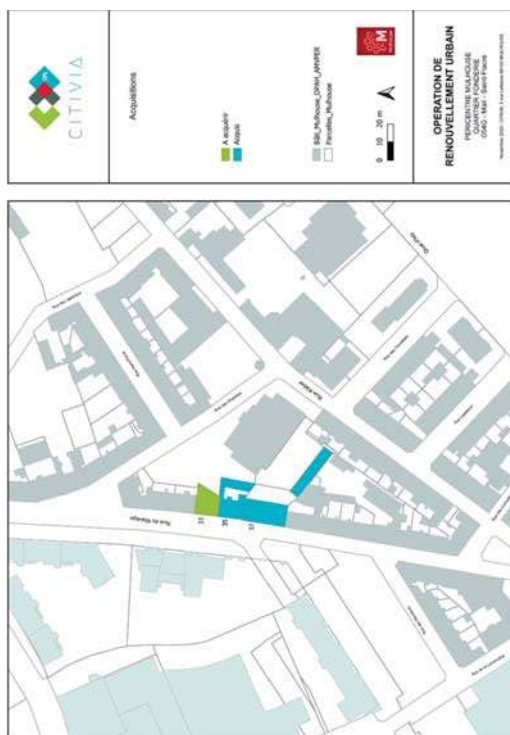
3. ANALYSE & PERSPECTIVES

Afin de mener à bien les acquisitions nécessaires à la réalisation de l'opération, un dossier de DUP est en cours d'établissement. Cela permettra de faciliter les dernières négociations dans la mesure où le dossier de DUP ouvre droit à des indemnités supplémentaires (dites de réemploi) pour le propriétaire.

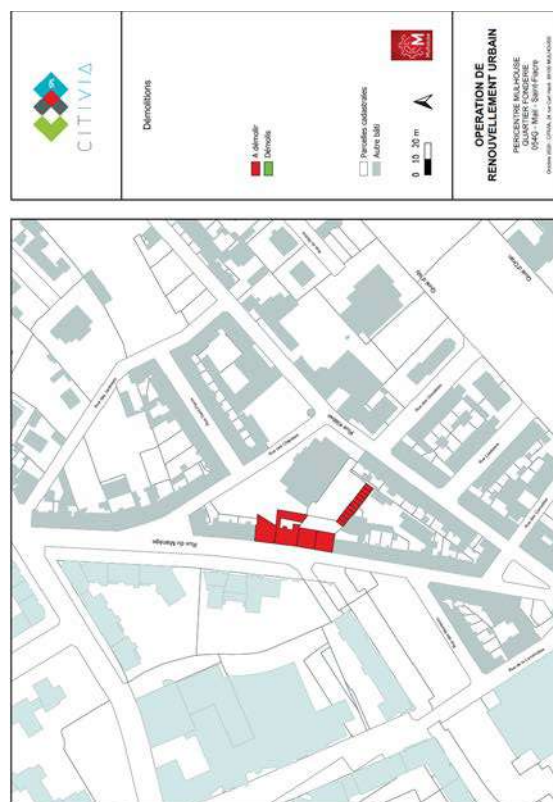
Le dossier de DUP intégrera les 3 immeubles à acquérir sur la rue du Manège (33, 35 et 37 rue du Manège). Ce dossier intégrera également l'immeuble du 6 rue des Jardiniers et terrains appartenant à Batigère rue des Jardiniers (opération Ilot Jardiniers), l'immeuble 5 rue des Corneilles et enfin une impasse à l'arrière des immeubles du 4 au 10 rue Kléber.

Compte-Rendu Annuel à la Collectivité 2022
NPNRU Péricentre Mulhouse

4. ETATS & ELEMENTS CARTOGRAPHIQUES



Compte-Rendu Annuel à la Collectivité 2022
NPNRU Péricentre Mulhouse



Compte-Rendu Annuel à la Collectivité 2022
NPNRU Péricentre Mulhouse



LES ACTIONS DE RELOGEMENT

1. LA MISSION RELOGEMENT

CITIVIA se charge de la gestion du relogement des ménages issus des immeubles acquis. Ces bâtiments nécessiteront des travaux de transformation importants en ORI ou seront destinés à la démolition dans le cadre du projet d'aménagement.

Le relogement constitue une thématique importante du projet. L'objectif est de permettre à chaque ménage, quel que soit sa composition, son origine ou ses revenus, de bénéficier d'un habitat adapté à ses besoins. Un accompagnement social est également mis en place pour les ménages les plus fragiles.

CITIVIA a mobilisé les associations APPUIS et ALEOS à partir de 2020 pour la réalisation de ces relogements.

2. RELOGEMENTS REALISES EN 2022

- ORI Fonderie : 3 relogements réalisés.
- Mail Saint-Fiacre : 4 relogements réalisés.

Au total, au 31/12/2022, 7 relogements ont été assurés. 4 relogements sont en cours.



ANIMATION D'OPAH-RU FONDERIE

1. CONTEXTE

La Ville de Mulhouse a engagé depuis près de 15 ans un ambitieux programme de renouvellement urbain sur les quartiers anciens. Trois opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH-RU) ont déjà été menées sur les quartiers Vauban-Neppert, Briand et Franklin. Ces opérations, dont le pilotage a été confié à CITIVIA dans le cadre d'une concession d'aménagement, ont permis la rénovation de plus de 4000 logements.

L'OPAH permet d'engager un premier volet d'actions concernant l'habitat ancien dans le quartier Fonderie. Cette OPAH-RU vise notamment à assurer une montée en gamme qualitative du parc de logements existants dans ce quartier afin d'en faire un élément constitutif du cœur d'agglomération.

A ce jour, la partie sud du quartier Péricentre, qui a vu se réaliser la ZAC Fonderie, a permis la construction d'environ 800 logements neufs, et de plusieurs équipements publics, et qui voit la montée en puissance du Village Industriel (KM0, accélérateur de l'industrie du futur...), toutefois, cela n'a fait l'objet d'aucune intervention ciblée sur l'habitat ancien.

La stratégie d'intervention sur l'habitat portée par l'OPAH :

- Rendre le quartier attractif
- Eradiquer l'habitat indigne du quartier
- Proposer un habitat performant
- Diversifier le peuplement
- Réduire de manière forte la vacance (taux actuel de 20 %)
- Observer et accompagner les grandes copropriétés

L'objectif est le traitement de 806 logements à traiter en OPAH. Cet objectif intègre 130 immeubles avec aides pour la mise en valeur du patrimoine (travaux extérieurs) soit 520 logements et 21 immeubles en première phase d'ORI soit 84 logements.

2. RESULTATS 2022

- 109 contacts correspondant à 546 logements
- 144 visites réalisées dont :
 - o 71 visites réalisées en OPAH
 - o 23 visites réalisées dans le cadre du permis de louer
 - o 50 visites réalisées dans le cadre des vérifications de la « décence CAF »
- 128 logements ont bénéficié de subventions (65% des objectifs atteints pour 2022)
- 1 415 K€ de travaux générés pour 643 K€ de subventions engagées (dont 130 K€ Ville de Mulhouse)

3. ANALYSE & PERSPECTIVES

La convention d'OPAH-RU a été signée en juillet 2020. Depuis le lancement de l'OPAH, 394 contacts ont été pris et 645 visites réalisées toutes thématiques confondues.

En trois années d'exercice, les objectifs globaux ont été atteints à 78% avec 377 logements traités pour 4 842K€ de travaux TTC.

L'année 2022 marque un recul du niveau de dépôt des dossiers traditionnels PO et PB. Un dossier important en copropriété (10 rue du Rhône) a été déposé et engagé (38 logements, 408 420 € TTC de travaux et 116 487 € de subvention ANAH). 4 propriétaires d'immeubles ont opté pour des programmes de travaux importants non éligibles aux aides ANAH soit 16 logements (13 en 2021). Comme pour les années précédentes, il est à noter que ces réhabilitations « hors aides ANAH » (59 logements en 30 mois) sont de bonne qualité. Elles participent à la transformation du quartier en offrant des logements rénovés équivalents à du neuf.

2 dossiers de propriétaire bailleur Anah (réfection globale LHI) en ORI n'ont pas pu être déposés en 2022 (augmentation du coût des travaux et prêt bancaire refusé).

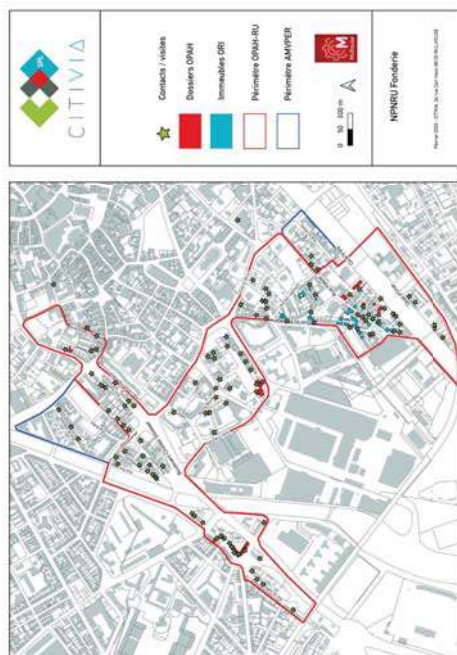
Les transactions immobilières matérialisées par les DIA ont baissé entre 2022 et 2021 (17 en 2022 contre 31 en 2021). La hausse des taux, l'évolution des coûts des matériaux et l'inflation ont des répercussions sur les investissements des propriétaires bailleurs mais également des propriétaires occupants.

Les dossiers AMVPER mobilisent des financements nécessaires de la ville de Mulhouse mais qui s'activent en lien avec les transformations des espaces publics. Ces dernières n'ont pas encore débuté.

Les perspectives en 2023/2024 :

- La réactivation des contacts :
 - Actions auprès des prescripteurs :
 - Auprès des propriétaires : Courriers (début d'année), relance téléphonique des contacts (mensuellement), tractage ciblé avec exemple de financement, Forum du bailleur solidaire en septembre 2023 à Mulhouse
 - Auprès des syndics de copropriété : Petit déjeuner syndic
 - Auprès des commerçants : affichage
 - Aux agences immobilières et notaires : courrier (début d'année)
 - Actions toutes cibles
 - Interview M+ d'un propriétaire ayant bénéficié de subvention
 - Poursuite de la signalétique de chantier
- Le croisement des fichiers (CAF/Permis de louer) : CITIVIA a accompagné la Ville et M2A dans la mise en place d'une phase plus coercitive dans le cadre du permis de louer avec l'établissement des amendes pour les propriétaires n'ayant pas procédé à la demande d'autorisation préalable de mise en location. Le croisement des fichiers CAF/propriétaires avec une articulation entre la Ville de Mulhouse, M2A, la CAF et les services de l'Etat a été nécessaires. La convention a été mise en place par la ville et M2A. L'envoi du courrier Préfecture n'a pas encore été acté. CITIVIA se tient à disposition de la ville pour lancer le plus rapidement possible la procédure afin d'orienter les propriétaires concernés vers une démarche de vérification de leur logement. Un envoi par passage a été proposé afin d'être plus réactif dans la réalisation des visites et l'envoi des constats à la Ville/M2A.

- La procédure de contrôle de décence engagée en janvier 2021 devrait entrer dans une phase plus coercitive avec l'obligation rappelée aux occupants de permettre la visite des logements. Cette action permettra aux propriétaires de lancer une démarche de mise aux normes avec les aides de l'OPAH qui leurs seront proposés.
- Animation ORI : CITIVIA mobilise son réseau des investisseurs locaux et nationaux pour permettre le maintien d'une dynamique de recyclage des immeubles acquis et le dépôt de dossiers ANAH (47 Manège, 25 Manège et 58 Manège). Des alternatives sont également recherchées pour intensifier le recyclage (discussion en cours avec DIGNEO).
- Les premiers travaux engagés et visibles dans le quartier vont permettre de créer une dynamique vertueuse de réhabilitation. Cet effet d'entraînement engagera d'autres propriétaires à leur tour dans les travaux. En parallèle, les travaux programmés sur les espaces publics dès 2023 et les programmes d'aménagement s'inscrivent dans cette dynamique positive de renouvellement urbain du quartier.



III. SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS

L'aide publique en soutien financier de la concession la plus importante est représentée par la participation de la Ville de Mulhouse, à hauteur de 7 393 K€.

L'ANRU apportait initialement son soutien financier à hauteur de 5 200 K€ (mobilisé sur 054Z). Après l'engagement effectif de toutes les opérations en 2022, le montant global ANRU engagé est porté à 5 393 K€ et réparti dorénavant par sous opération.

Une avance a été versée à la concession en 2022 d'un montant de 1078 K€. Le versement a été réalisé sur chacune des opérations (Hors 054Z).

Le financement du suivi animation durant les 5 années de l'OPAH (1^{er} juillet 2020 > 1^{er} juillet 2025) est assurée en partie par :

- L'ANAH dont le montant de la subvention (part fixe) s'élevait initialement à 625 K€ a été réévaluée à 630 K€ (630225€). En effet l'ANAH a réévalué l'ingénierie de la première année (2020) de 5K€ (5225€) la faisant passer de 62,5 K€ à 67,7 K€.
- L'ANAH avec une part variable chaque année en fonction des dossiers réalisés. Elle est perçue en année N+1 après transmission des justificatifs. Il a été perçu au titre de cette part variable :
 - En 2021, cette prime s'est élevée à +1 K€ (1400 €)
 - En 2022, cette prime s'est élevée à +8 K€ (8120 K€)
- La Banque des Territoires participe à hauteur de 312,50 K€

Conformément à une convention signée entre la Banque des Territoires et la Ville de Mulhouse, la subvention BDT est versée directement à la ville. Cette dernière la versera à CITIVIA qui l'intégrera à l'opération 054Z Actions Globales. Les demandes de subventions sont réalisées par la Ville de Mulhouse à la BDT via des justificatifs transmis par CITIVIA. En 2022, la ville a versé 125 K€ correspondant aux années 2020 et 2021.

IV. FINANCEMENT

L'opération ne fait pas l'objet de souscription d'emprunt à long terme. Son déficit de trésorerie est financé aujourd'hui par un crédit de trésorerie à court terme ajusté et renouvelé annuellement.

En 2022, le crédit de trésorerie autorisé a été de 3,5 M€ et au 31/12/2022, 2,5 M€ ont été mobilisés.

Pour 2023, le crédit de trésorerie prévisionnel estimé est 3,5 M€.

V. ANALYSE ET PERSPECTIVES

En OPAH RU et ORI :

L'année 2022 marque un recul du niveau de dépôt des dossiers. L'animation de l'OPAH durant cette troisième année a permis de concrétiser un dossier important en copropriété : le 10 rue du Rhône (38 logements, 408 420 € TTC de travaux et 116 487 € de subvention ANAH. 4 propriétaires d'immeubles ont opté pour des programmes de travaux importants non éligibles aux aides ANAH soit 16 logements (13 en 2021). La hausse des taux, l'évolution des coûts des matériaux et l'inflation ont des répercussions sur les investissements des propriétaires bailleurs mais également des propriétaires occupants.

Le travail de terrain en OPAH et ORI, combiné aux études urbaines, ont conduit CITIVIA à identifier des pistes de travail permettant de diversifier l'offre de logements. Elles seront travaillées d'ici la fin d'année 2022 dans l'optique d'apporter une diversité de produits immobiliers, l'objectif étant de maintenir le niveau de participation de la Ville de Mulhouse et le montant de la subvention ANRU.

En aménagement :

Les études concernant les secteurs d'aménagement (Place Kléber, Mail et rue Saint-Fiacre, îlot Jardiniers) ont été menées avec Atelier Ruelle et se finaliseront en 2022 par la validation du programme des espaces publics et par l'établissement des fiches de lots destinées aux constructeurs des parcelles à céder.

Conventions et hypothèses retenues :

- Les réalisations en cumul à fin 2022 sont constituées des produits et charges HT constatées à fin décembre 2022 ;
- Les prévisions sont établies en valeur 2022 (donc en euros constants), cependant l'impact conjoncturel post-covid et le conflit en Ukraine ne sont pas pris en compte ;
- Analyse finalisée sur les évolutions de la réglementation en matière de fiscalité des opérations d'aménagement qui engendrent de nouvelles charges fiscales pour la société. Ces charges sont imputées sur chacune des opérations à proportion de la quote-part qui leur est directement affectable.
- La valorisation des équipements publics (état joint en annexe) intègre les postes de charges :
 - o Etudes opérationnelles - Honoraires aux tiers (Moe, CT, CSPS, OPC)
 - o Rémunération de conduite opérationnelle
 - o Travaux de viabilité

VI. ANNEXES

A. Cessions

CESSIONS - REALISE AU 31 DECEMBRE 2022

Ref. Parcelle	Acquéreur	Nature	Date acte de vente	Surface en m²	SDP m²	Prix en k€
054 A - ORI FONDERIE						
				0	0	0
Sous total 054 A						
054 B - ORI FRANKLIN						
				0	0	0
Sous total 054 B						
054 C - ORI VAUBAN-NEPPERT						
				0	0	0
Sous total 054 C						
054D - PLACE KLEBER						
				0	0	0
Sous total 054 D						
054E - ORI						
				0	0	0
Sous total 054 E						
054F - JARDINIERS						
				0	0	0
Sous total 054 F						
054G - MAIL						
				0	0	0
Sous total 054 G						
Total cessions réalisées						
				0	0	0

CESSIONS - STOCK / RESTE A REALISER AU 31 DECEMBRE 2022

Ref. Parcelle	Acquéreur	Nature	Statut (date comprom./libre)	Surface en m²	SDP m²	Prix en k€
054 A - ORI FONDERIE						
				4340	3451	
Sous total 054 A						
054 B - ORI FRANKLIN						
				1969	935	
Sous total 054 B						
054 C - ORI VAUBAN-NEPPERT						
				2340	1000	
Sous total 054 C						
054D - PLACE KLEBER						
				0	0	
Sous total 054 D						
054E - ORI						
				0	0	
Sous total 054 E						
054F - JARDINIERS						
				0	0	
Sous total 054 F						
054G - MAIL						
				1400	277	
Sous total 054 G						
Total cessions - stock restant à réaliser au 31/12/2022						
						5663
TOTAL GENERAL						
						5663

B. Participations

PARTICIPATIONS - REALISE AU 31 DECEMBRE 2022

Objet	Financier	Date de la Convention	Montant en k€
Participations 2019	Ville	01/10/2019	200
Participations 2020	Ville	01/10/2019	400
Participations 2021	Ville	02/10/2019	400
Participations 2022	Ville	03/10/2019	400
Total Ville			1400
Total Autres			0
Total participations réalisées			1400

PARTICIPATIONS - RESTE A REALISER AU 31 DECEMBRE 2022

Objet	Financier	Date de la convention	Valeur en k€
Participations reste à réaliser	Ville	01/10/2019	5993
Total Ville			5993
Total Autres			0
Total participations restant à réaliser			5993

TOTAL GENERAL 7 393

C. Subventions

SUBVENTIONS - REALISE AU 31 DECEMBRE 2022

Objet	Financier	Date de la convention	Montant en k€
054 A - ORI FONDERIE			
Subvention ANRU	ANRU	07/12/2020	296
Sous total 054 A			296
054B - ORI FRANKLIN			
Subvention ANRU	ANRU	07/12/2020	113
Sous total 054 B			113
054C - ORI VAUBAN-NEPPERT			
Subvention ANRU	ANRU	07/12/2020	134
Sous total 054 C			134
054D - PLACE KLEBER			
Subvention ANRU	ANRU	07/12/2020	32
Sous total 054 D			32
054F - JARDINIERS			
Subvention ANRU	ANRU	07/12/2020	105
Sous total 054 F			105
054G - MAIL			
Subvention ANRU	ANRU	07/12/2020	398
Sous total 054 G			398
054 Z - ACTIONS GLOBALES			
Subvention année 2020 (OPAH)	ANAH part fixe	01/07/2020	68
Subvention année 2020 (OPAH)	ANAH part variable	01/07/2020	1
Subvention année 2021 (OPAH)	ANAH part fixe	01/07/2020	125
Subvention année 2021 (OPAH)	ANAH part variable	01/07/2020	8
Subvention année 2020-2021 (OPAH)	SDC	01/07/2020	125
Sous total 54 Z			327
Total subventions réalisées au 31/12/2022			1405
			dont ANRU 1078
			dont ANAH et CDC 327

SUBVENTIONS - RESTE A REALISER AU 31 DECEMBRE 2022

Objet	Financier	Date de la convention	Valeur en k€
054 A - ORI FONDERIE			
Subvention ANRU	ANRU	07/12/2020	1185
Sous total 054 A			1185
054B - ORI FRANKLIN			
Subvention ANRU	ANRU	07/12/2020	453
Sous total 054 B			453
054C - ORI VAUBAN-NEPPERT			
Subvention ANRU	ANRU	07/12/2020	534
Sous total 054 C			534
054D - PLACE KLEBER			
Subvention ANRU	ANRU	07/12/2020	128
Sous total 054 D			128
054F - JARDINIERS			
Subvention ANRU	ANRU	07/12/2020	421
Sous total 054F			421
054G - MAIL			
Subvention ANRU	ANRU	07/12/2020	1593
Sous total 054G			1593
054 Z - ACTIONS GLOBALES			
OPAH années 2022-2023-2024	ANAH	01/07/2020	438
Suivi animation OPAH 2022-2023-2024	Banque des T	01/07/2020	188
Sous total 054Z			625
Total subventions restant à réaliser au 31/12/2022			4 939
			dont ANRU 4314
			dont ANAH et CDC 625
TOTAL GENERAL			6 345
			Dont ANRU 5393
			Dont ANAH CDC 952

D. Acquisitions

a. Acquisitions privées

ACQUISITIONS - REALISE AU 31 décembre 2022

Réf. Parcelle	Vendeur	Nature	Date de l'acte	Surface parcelle en m²	SH en m²	SDPHO en m²	Prix en K€
054A - ORI FONDERIE							
KH 12	0420 Concession MSG	25 rue du Manège	01/10/2019	189		395	160
KV 2	M. KASBAG et Mme. GORUYLMAG	58 rue du Manège	24/09/2020	95	187		100
KH 42	Consorts FELMANVILANGENMITSCH	1 rue des Jardiniers	26/01/2021	213	141		82
KV 107	SCI LELA 3	8/10 rue Kléber	06/04/2021	391	470		250
KV 104	Epoux BIAL - Lots 3, 8 et 16	2 rue Kléber	19/05/2021	315	97		32
KV 104	Mme BRENDLEN épouse KLEIN - Lots 2 et 9	2 rue Kléber	19/05/2021	315	53		11
KV 39	M. BEN AMAR et Mme OLIVIERO - lots 4, 11 et 12	11 rue Kléber	19/05/2021	274	77		14
KV 39	M. STEPHANUS - lots 5, 14 et 15	11 rue Kléber	19/05/2021	274	97		14
KV 89	M. WINKLER	12 rue Kléber	19/05/2021	183	343		200
KV 39	DOPF 54 - Mandataire de M. KEBBAL - Lots 3/7/13 et 16	11 rue Kléber	18/02/2022	274	95		10
KV 23	AGRASC - 47 Manège	47 rue Manège	18/02/2022	160	158,94		98
KH 11	SCI MAN - M. DIEUX	27 rue Manège	07/09/2022	123	96		80
KV 104	Succession Monteiro enfants CORREIA DA FONSECA - Lots 4/10 et 18	2 rue Kléber	05/10/2022	315	98		32
KV 104	M. WOLFF - lots 1, 5, 11, 12 et 14	2 rue Kléber	30/11/2022	315	97,85		37
Sous total 054 A				2 336	2 904,70	395,00	1 120
054 B - ORI FRANKLIN							
Sous total 054 B				0	0	0	0
054 C - ORI VAUBAN-NEPPERT							
Sous total 054 C				0	0	0	0
054D - PLACE KLEBER							
Sous total 054 D				0	0	0	0
054E - ORAN							
Sous total 054 E				0	0	0	0

Réf. Parcelle	Vendeur	Nature	Date de l'acte	Surface parcelle en m²	SH en m²	SDPHO en m²	Prix en K€
054F - JARDINIERS							
Sous total 054 F				0	0	0	0
054G - MAIL							
KV 19	SCI HUBERT MARCAS	35 rue du Manège	30/09/2020	318	505,04		350
KV 19	SARLU le Monde du Burger (indemnité éviction commerciale)	35 rue du Manège	29/10/2021	318	56		105
KV 20 / KV 44	MZA Habitat	37 rue du Manège / rue Kléber	07/09/2022	1324		1070,41	913
Sous total 054 G				1 960	561	1 070	1368
Total acquisitions réalisées au 31/12/22				5 396	1 122	1 465	2 488

ACQUISITIONS - RESTE A REALISER AU 31 décembre 2022

Réf. Parcelle	Vendeur	Nature	Statut	Surface parcelle en m²	SH en m²	SDPHO en m²	Prix en K€
054A - ORI FONDERIE							
Provision pour acquisitions							2104
							0 2104
054B - ORI FRANKLIN							
Provision pour acquisitions							1337
							0 1337
054C - ORI VAUBAN-NEPPERT							
Provision pour acquisitions							1499
							0 1499
05D - PLACE KLEBER							
Provision pour acquisitions							0
							0 0
054E - ORAN							
Provision pour acquisitions							0
							0 0
054F - JARDINIERS							
Provision pour acquisitions							846
							846 846
054G - MAIL							
Provision pour acquisitions fonds de commerces (35 et 36 rue du Manège)							430
KV 18	Epoux D'OLIVERA E SILVA	33 rue du Manège	06/02/2023	178		469,4	295
							725
Total acquisitions restant à réaliser au 31/12/2022							6511
TOTAL GENERAL							8999

b. Acquisitions collectives

Aucune acquisition auprès de la Collectivité n'est prévue.

A. Equipements

D.1. EQUIPEMENTS PUBLICS

EQUIPEMENTS PUBLICS - REALISE AU 31 DECEMBRE 2022

Réf.	Nature	Avancement %	Date de remise	Valeur H.T. en k€
054D	Amenagements place Kleber	6,7%		17,26
54G	Amenagement mail Manège, Maralchers, Saint-Fiacre	35,2%		1 746,48
Total				1 764

EQUIPEMENTS PUBLICS - RESTE A REALISER AU 31 DECEMBRE 2022

Réf.	Nature	Solde à réaliser %	Programmation (année)	Valeur H.T. en k€
054D	Amenagements place Kleber	93,3%	2025	241,54
54G	Amenagement mail Manège, Maralchers, Saint-Fiacre	64,8%	2027	3 212,46
Total				3 454
TOTAL GENERAL				5 218

B. Emprunts

EMPRUNTS - REALISE AU 31 DECEMBRE 2022

Objet	Financier	Date du contrat	Montant mobilisé en k€	Capital restant dû en k€
Ligne de trésorerie jusqu'au 30/06/2022	B.E.C.M	01/07/2021	700	0
Ligne de trésorerie de 3,5M € jusqu'au 30/06/23	B.E.C.M	01/07/2022	2 500	2 500
Total			3 200	2 500
AVANCE DE TRESORERIE VILLE			0	0
Total			3 200	2 500

EMPRUNTS - RESTE A REALISER AU 31 DECEMBRE 2022

Objet	Financier	Date du contrat	Montant mobilisé en k€	Capital restant dû en k€
Ligne de trésorerie de 4,5M € du 01/07/23 au 31/07/24	B.E.C.M	01/07/2023	3 500	
Total			3 500	0

VII. COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL DE L'OPERATION

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	2042	2043	2044	2045	2046	2047	2048	2049	2050	2051	2052	2053	2054	2055	2056	2057	2058	2059	2060	2061	2062	2063	2064	2065	2066	2067	2068	2069	2070	2071	2072	2073	2074	2075	2076	2077	2078	2079	2080	2081	2082	2083	2084	2085	2086	2087	2088	2089	2090	2091	2092	2093	2094	2095	2096	2097	2098	2099	2100	2101	2102	2103	2104	2105	2106	2107	2108	2109	2110	2111	2112	2113	2114	2115	2116	2117	2118	2119	2120	2121	2122	2123	2124	2125	2126	2127	2128	2129	2130	2131	2132	2133	2134	2135	2136	2137	2138	2139	2140	2141	2142	2143	2144	2145	2146	2147	2148	2149	2150	2151	2152	2153	2154	2155	2156	2157	2158	2159	2160	2161	2162	2163	2164	2165	2166	2167	2168	2169	2170	2171	2172	2173	2174	2175	2176	2177	2178	2179	2180	2181	2182	2183	2184	2185	2186	2187	2188	2189	2190	2191	2192	2193	2194	2195	2196	2197	2198	2199	2200	2201	2202	2203	2204	2205	2206	2207	2208	2209	2210	2211	2212	2213	2214	2215	2216	2217	2218	2219	2220	2221	2222	2223	2224	2225	2226	2227	2228	2229	2230	2231	2232	2233	2234	2235	2236	2237	2238	2239	2240	2241	2242	2243	2244	2245	2246	2247	2248	2249	2250	2251	2252	2253	2254	2255	2256	2257	2258	2259	2260	2261	2262	2263	2264	2265	2266	2267	2268	2269	2270	2271	2272	2273	2274	2275	2276	2277	2278	2279	2280	2281	2282	2283	2284	2285	2286	2287	2288	2289	2290	2291	2292	2293	2294	2295	2296	2297	2298	2299	2300	2301	2302	2303	2304	2305	2306	2307	2308	2309	2310	2311	2312	2313	2314	2315	2316	2317	2318	2319	2320	2321	2322	2323	2324	2325	2326	2327	2328	2329	2330	2331	2332	2333	2334	2335	2336	2337	2338	2339	2340	2341	2342	2343	2344	2345	2346	2347	2348	2349	2350	2351	2352	2353	2354	2355	2356	2357	2358	2359	2360	2361	2362	2363	2364	2365	2366	2367	2368	2369	2370	2371	2372	2373	2374	2375	2376	2377	2378	2379	2380	2381	2382	2383	2384	2385	2386	2387	2388	2389	2390	2391	2392	2393	2394	2395	2396	2397	2398	2399	2400	2401	2402	2403	2404	2405	2406	2407	2408	2409	2410	2411	2412	2413	2414	2415	2416	2417	2418	2419	2420	2421	2422	2423	2424	2425	2426	2427	2428	2429	2430	2431	2432	2433	2434	2435	2436	2437	2438	2439	2440	2441	2442	2443	2444	2445	2446	2447	2448	2449	2450	2451	2452	2453	2454	2455	2456	2457	2458	2459	2460	2461	2462	2463	2464	2465	2466	2467	2468	2469	2470	2471	2472	2473	2474	2475	2476	2477	2478	2479	2480	2481	2482	2483	2484	2485	2486	2487	2488	2489	2490	2491	2492	2493	2494	2495	2496	2497	2498	2499	2500	2501	2502	2503	2504	2505	2506	2507	2508	2509	2510	2511	2512	2513	2514	2515	2516	2517	2518	2519	2520	2521	2522	2523	2524	2525	2526	2527	2528	2529	2530	2531	2532	2533	2534	2535	2536	2537	2538	2539	2540	2541	2542	2543	2544	2545	2546	2547	2548	2549	2550	2551	2552	2553	2554	2555	2556	2557	2558	2559	2560	2561	2562	2563	2564	2565	2566	2567	2568	2569	2570	2571	2572	2573	2574	2575	2576	2577	2578	2579	2580	2581	2582	2583	2584	2585	2586	2587	2588	2589	2590	2591	2592	2593	2594	2595	2596	2597	2598	2599	2600	2601	2602	2603	2604	2605	2606	2607	2608	2609	2610	2611	2612	2613	2614	2615	2616	2617	2618	2619	2620	2621	2622	2623	2624	2625	2626	2627	2628	2629	2630	2631	2632	2633	2634	2635	2636	2637	2638	2639	2640	2641	2642	2643	2644	2645	2646	2647	2648	2649	2650	2651	2652	2653	2654	2655	2656	2657	2658	2659	2660	2661	2662	2663	2664	2665	2666	2667	2668	2669	2670	2671	2672	2673	2674	2675	2676	2677	2678	2679	2680	2681	2682	2683	2684	2685	2686	2687	2688	2689	2690	2691	2692	2693	2694	2695	2696	2697	2698	2699	2700	2701	2702	2703	2704	2705	2706	2707	2708	2709	2710	2711	2712	2713	2714	2715	2716	2717	2718	2719	2720	2721	2722	2723	2724	2725	2726	2727	2728	2729	2730	2731	2732	2733	2734	2735	2736	2737	2738	2739	2740	2741	2742	2743	2744	2745	2746	2747	2748	2749	2750	2751	2752	2753	2754	2755	2756	2757	2758	2759	2760	2761	2762	2763	2764	2765	2766	2767	2768	2769	2770	2771	2772	2773	2774	2775	2776	2777	2778	2779	2780	2781	2782	2783	2784	2785	2786	2787	2788	2789	2790	2791	2792	2793	2794	2795	2796	2797	2798	2799	2800	2801	2802	2803	2804	2805	2806	2807	2808	2809	2810	2811	2812	2813	2814	2815	2816	2817	2818	2819	2820	2821	2822	2823	2824	2825	2826	2827	2828	2829	2830	2831	2832	2833	2834	2835	2836	2837	2838	2839	2840	2841	2842	2843	2844	2845	2846	2847	2848	2849	2850	2851	2852	2853	2854	2855	2856	2857	2858	2859	2860	2861	2862	2863	2864	2865	2866	2867	2868	2869	2870	2871	2872	2873	2874	2875	2876	2877	2878	2879	2880	2881	2882	2883	2884	2885	2886	2887	2888	2889	2890	2891	2892	2893	2894	2895	2896	2897	2898	2899	2900	2901	2902	2903	2904	2905	2906	2907	2908	2909	2910	2911	2912	2913	2914	2915	2916	2917	2918	2919	2920	2921	2922	2923	2924	2925	2926	2927	2928	2929	2930	2931	2932	2933	2934	2935	2936	2937	2938	2939	2940	2941	2942	2943	2944	2945	2946	2947	2948	2949	2950	2951	2952	2953	2954	2955	2956	2957	2958	2959	2960	2961	2962	2963	2964	2965	2966	2967	2968	2969	2970	2971	2972	2973	2974	2975	2976	2977	2978	2979	2980	2981	2982	2983	2984	2985	2986	2987	2988	2989	2990	2991	2992	2993	2994	2995	2996	2997	2998	2999	3000	3001	3002	3003	3004	3005	3006	3007	3008	3009	3010	3011	3012	3013	3014	3015	3016	3017	3018	3019	3020	3021	3022	3023	3024	3025	3026	3027	3028	3029	3030	3031	3032	3033	3034	3035	3036	3037	3038	3039	3040	3041	3042	3043	3044	3045	3046	3047	3048	3049	3050	3051	3052	3053	3054	3055	3056	3057	3058	3059	3060	3061	3062	3063	3064	3065	3066	3067	3068	3069	3070	3071	3072	3073	3074	3075	3076	3077	3078	3079	3080	3081	3082	3083	3084	3085	3086	3087	3088	3089	3090	3091	3092	3093	3094	3095	3096	3097	3098	3099	3100	3101	3102	3103	3104	3105	3106	3107	3108	3109	3110	3111	3112	3113	3114	3115	3116	3117	3118	3119	3120	3121	3122	3123	3124	3125	3126	3127	3128	3129	3130	3131	3132	3133	3134	3135	3136	3137	3138	3139	3140	3141	3142	3143	3144	3145	3146	3147	3148	3149	3150	3151	3152	3153	3154	3155	3156	3157	3158	3159	3160	3161	3162	3163	3164	3165	3166	3167	3168	3169	3170	3171	3172	3173	3174	3175	3176	3177	3178	3179	3180	3181	3182	3183	3184	3185	3186	3187	3188	3189	3190	3191	3192	3193	3194	3195	3196	3197	3198	3199	3200	3201	3202	3203	3204	3205	3206	3207	3208	3209	3210	3211	3212	3213	3214	3215	3216	3217	3218	3219	3220	3221	3222	3223	3224	3225	3226	3227	3228	3229	3230	3231	3232	3233	3234	3235	3236	3237	3238	3239	3240	3241	3242	3243	3244	3245	3246	3247	3248	3249	3250	3251	3252	3253	3254	3255	3256	3257	3258	3259	3260	3261	3262	3263	3264	3265	3266	3267	3268	3269	3270	3271	3272	3273	3274	3275	3276	3277	3278	3279	3280	3281	3282	3283	3284	3285	3286	3287	3288	3289	3290	3291	3292	3293	3294	3295	3296	3297	3298	3299	3300	3301	3302	3303	3304	3305	3306	3307	3308	3309	3310	3311	3312	3313	3314	3315	3316	3317	3318	3319	3320	3321	3322	3323	3324	3325	3326	3327	3328	3329	3330	3331	3332	3333	3334	3335	3336	3337	3338	3339	3340	3341	3342	3343	3344	3345	3346	3347	3348	3349	3350	3351	3352	3353	3354	3355	3356	3357	3358	3359	3360	3361	3362	3363	3364	3365	3366	3367	3368	3369	3370	3371	3372	3373	3374	3375	3376	3377	3378	3379	3380	3381	3382	3383	3384	3385	3386	3387	3388	3389	3390	3391	3392	3393	3394	3395	3396

VILLE DE MULHOUSE

NPNRU Péricentre		SYNTHESE DU BILAN PREVISIONNEL AU 31.12.2022				
en K€ HT	BILAN PREVISIONNEL		REALISE		RESTE A REALISER	
	Approuvé au 31.12.2021	Actualisé au 31.12.2022	AU 31.12.2022	Dont en 2022	2023/2027	Dont en 2023
CHARGES						
Acquisitions foncières	9 606	9 576	2 674	1 245	6 902	2 215
Travaux et études	4 751	4 751	113	67	4 639	416
Rémunération CITIVIA	3 305	3 305	1 800	499	1 504	482
Frais financiers	582	952	114	80	838	196
Autres frais	1 034	1 064	187	103	878	213
TOTAL CHARGES	19 278	19 648	4 888	1 994	14 761	3 522
PRODUITS						
Cessions	5 663	5 663	0	0	5 663	330
Subventions	6 144	6 345	1 406	1 337	4 940	727
Participations VILLE	7 393	7 393	1 400	400	5 993	400
Participations à recevoir	0	0	0	0	0	0
Diverses recettes	78	81	103	34	-22	-22
TOTAL PRODUITS	19 278	19 481	2 909	1 771	16 574	1 435
RESULTAT	0	-167	-1 979	-223	1 813	-2 087

M. BOUILLE : La délibération 1093 correspond à l'opération de programme d'amélioration de l'habitat et de restauration immobilière dans le cadre du renouvellement urbain sur le Péricentre. Il y a trois quartiers principaux : la Fonderie, Franklin-Briand et Vauban-Neppert, sur lesquels un certain nombre d'opérations de réhabilitation ont lieu dans l'habitat ancien. Il y a un volet aménagement qui touche principalement le quartier Fonderie avec la déambulation que nous sommes en train de créer entre le mail Spoerry et à terme, le parc Jacquet dans la continuité l'angle des parcs.

Je fais un petit clin d'œil aux Strasbourgeois, qu'ils n'aient pas peur, la reprise de l'espace public de la place Kléber, c'est bien la nôtre, c'est la Placette Kléber dont il s'agit et également l'espace de la rue des Jardiniers et la continuité sur la rue Saint-Fiacre.

L'enveloppe de l'ensemble de ces interventions est supérieure à 19 millions d'euros dont, à l'heure actuelle, environ un quart sont engagés. Je rappelle que nous avons commencé en 2019. Cette opération a été perturbée par la Covid. Ces reprises vont ensuite perdurer jusqu'en 2027 et même si, 25 % après quelques années, ça ne paraît pas faire beaucoup, la bonne nouvelle est que le rythme tend à s'accélérer et, évidemment, ça reste un sujet de vigilance pour l'ensemble de notre personnel.

En termes financiers, on voit à l'heure actuelle une possibilité d'un léger déficit inférieur à 1 % de l'ensemble des dépenses engagées, donc inférieures à 190 000 € prévus pour fin 2027. J'ai bon espoir que d'ici là, la situation sera rétablie.

Je fais une toute petite conclusion pour remercier, une fois de plus, l'ensemble du personnel, répéter ce contexte difficile qui va également d'ailleurs affecter les trois délibérations qui suivent et repasser la parole à Mme le Maire.

Mme le Maire : Merci beaucoup pour cette présentation. Une fois de plus, je demande à l'Assemblée de voter qu'elle prend acte qu'elle a pris connaissance de ce rapport. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci à vous.

Pour : 45 + 4 procurations
Groupe majoritaire : 34 + 3 procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6
Groupe M Mulhouse : 2 + 1 procuration
Non-inscrits dans un groupe : 3

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

30° POLE DE SANTE DE MULHOUSE BOURTZWILLER - CONCESSION DE TRAVAUX PUBLICS : COMPTE-RENDU D'ACTIVITE DE CITIVIA SPL A LA COLLECTIVITE LOCALE (CRACL) POUR L'EXERCICE 2022 (5303/1.2.1.8/1087)

Par délibération du 14 mars 2016, le Conseil Municipal a approuvé le projet de concession de travaux publics définissant les modalités techniques et financières relatives à la construction et à l'exploitation d'un pôle de Santé place Gunsbach, dans le quartier de Bourtzwiller, ainsi que le bail emphytéotique administratif (BEA) opérant la mise à disposition de l'assiette foncière nécessaire à la réalisation du projet et constituant une convention non détachable de la concession de travaux.

Les enjeux et objectifs de la concession signée en juin 2016 pour une durée de 32 ans, visent à :

- répondre aux besoins de soins des habitants ;
- assurer une continuité des soins sur le territoire ;
- passer d'un exercice isolé à un exercice pluri-professionnel ;
- favoriser l'attractivité du quartier pour les nouveaux professionnels de santé.

CITIVIA SPL a établi son compte-rendu d'activités pour l'exercice 2022, concernant la concession de travaux publics. Conformément à l'article L.300-5 du code de l'Urbanisme, ce compte-rendu est soumis pour examen au Conseil Municipal :

Les travaux de construction du bâtiment d'un montant de 1 000 000 € ont été financés par un emprunt de 700 K€ souscrit par Citivia et le versement de subventions accordées par l'Etat et la Région. En parallèle, CITIVIA SPL a signé un bail professionnel avec des professionnels de santé regroupés en SISA (Sté Interprofessionnelle de Soins Ambulatoires) le 31 mai 2016.

La Maison de Santé a ouvert ses portes en mai 2018, avec un cabinet infirmier, un cabinet de kinésithérapie, un cabinet de sages-femmes et trois médecins généralistes. La phase d'investissement s'est achevée en avril 2019, au terme de l'année de parfait achèvement. L'équipement réalisé est en adéquation avec les besoins des professionnels de santé et leur patientèle. Sur le plan financier, le budget d'investissement a été respecté et le compte prévisionnel d'exploitation était équilibré, le modèle économique étant pérenne, sous réserve d'une occupation des locaux permanents.

Le 7 novembre 2022, la SISA a informé CITIVIA SPL de sa volonté de dissoudre la société, les médecins généralistes faisant valoir leur droit à la retraite. Le bail en cours s'est arrêté de plein droit fin juillet 2023. Les infirmiers et les kinésithérapeutes ayant exprimé le souhait de continuer leur activité sur le site :

- des baux commerciaux ont été mis en place directement avec eux à la dissolution de la SISA ;

- à la demande des locataires restants, CITIVIA SPL a repris à sa charge des prestations communes que la SISA assurait et leur refacturait.

Dans le contexte de pénurie de médecins que nous connaissons, la Ville vise à construire avec l'Agence Régionale de Santé et la Commission Territoriale des Professionnels de Santé, une solution innovante, qui permettra de maintenir une activité de médecine de ville dans le bâtiment. En attendant les loyers afférents aux locaux libres ne sont pas perçus.

Une participation financière de la Collectivité de 64 K€ est donc proposée sur cette opération, afin de compenser la perte de recette générée. Cette participation serait inscrite dans un second avenant à la concession et le versement afférent interviendrait en 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

- prend acte du compte-rendu d'activités 2022 de CITIVIA SPL relatif à la concession de travaux publics pour la construction et l'exploitation d'un pôle de santé à Mulhouse-Bourtzwiller ;
- approuve le projet d'avenant n°2 à la concession de travaux relative à « la construction et l'exploitation d'un pôle santé à Mulhouse Bourtzwiller » ;
- charge Madame le Maire ou son Adjoint Délégué de procéder à la signature dudit avenant, ainsi qu'à toute démarche nécessaire à sa mise en œuvre.

PJ :

- compte-rendu annuel à la collectivité 2022
- tableau de synthèse financière
- projet d'avenant n°2

SOMMAIRE

1. CONTEXTE	3
A. Données synthétiques de l'opération	3
B. Historique - Phases clefs	3
C. Situation administrative	4
2. AVANCEMENT & PROGRAMMATION	4
A. Cessions / Locations	4
B. Subventions	4
C. Participations	5
D. Maîtrise foncière	5
E. Etudes	5
F. Travaux	5
G. Financement	6
3. ANALYSE ET PERSPECTIVES	6
4. VISUELS	6
5. COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL DE L'OPERATION	7

Construction et Exploitation d'un Pôle de Santé
à Mulhouse Bourtzwiller

COMPTE - RENDU A LA

VILLE DE MULHOUSE

2022

1. CONTEXTE

A. Données synthétiques de l’opération

COLLECTIVITE	MULHOUSE			
Signature de la Concession de Travaux Publics	24-juin-16			
Echéance	23 juin 2048 (32 ans)			
PRESTATAIRES PRINCIPAUX				
Architecte	Atelier Architecture John Colombo			
BET	Mellardi			
	Ceder			
PROGRAMME				
Une maison médicale comprenant : 5 cabinets médecins + 1 cabinet infirmier + 1 local kiné)	419 m² de surface locative			
2 Parkings	15+17 places			
DONNEES FINANCIERES				
Cession / Location	Budget initial (K€HT)	Budget actualisé (K€HT)	Réalisé (K€HT)	Avancement (%) Réalisé /Budget actualisé
Produit Location	2 092	2 534	310	12,23%
Investissement				
Honoraires (a)	77	84	79	94,05%
Travaux (b)	813	782	782	100,00%
Total (a)+ (b)	890	866	861	99,42%
Frais de Gestion	534	1 038	94	9,06%
Bilan Collectivité				
Participation Collectivité	0	94	30	31,91%

B. Historique - Phases clefs

Par Délégation de son Conseil Municipal en date du 14 mars 2016, la ville de MULHOUSE a confié à CITIVIA SPL une concession de Travaux Publics de 32 ans pour la Construction et l'exploitation d'un Pôle de Santé à Mulhouse Bourtzwiller.

Eiueux et objectifs de cette opération :

- Construire et exploiter une maison de santé dans le quartier de Bourtzwiller afin de :
- Répondre aux besoins de santé des habitants
 - Faciliter la coordination des professionnels de santé et médico sociaux en ville et entre la ville et l'hôpital
 - Favoriser l’attractivité du quartier pour de nouveaux professionnels de santé

Principales étapes du dossier :

- 24 juin 2016 : Concession de Travaux Publics
- 25 janvier 2017 : obtention PC
- Juillet 2017 : démarrage travaux
- Mai 2017 : Prise d'effet du bail avec le locataire, Société Interprofessionnelle de soins Ambulatoires (SISA)

C. Situation administrative

Deux contrats signés le 24 juin 2016 , entre la ville de Mulhouse et CITIVIA SPL , encadrent la phase opérationnelle de réalisation et d'exploitation de la maison de santé :

- Un bail emphytéotique administratif (BEA) opérant la mise à disposition de l'assiette foncière nécessaire à la réalisation du projet ;
- Une concession de travaux publics définissant les modalités techniques et financières de l'opération, laquelle constitue une convention non détachable du BEA.

En parallèle, CITIVIA SPL a signé un Bail Professionnel avec les professionnels de santé regroupés en SISA (Société Interprofessionnelle de Soins Ambulatoires) le 31 mai 2016.

De plus, dans le cadre de l'opération de construction, une demande de permis de construire a été déposée en date du 23 septembre 2016. Le permis a été accordé en date du 25 janvier 2017.

Depuis, un avenant à la concession a été signé le 19 décembre 2019 actant la participation exceptionnelle de 30 K€ de la ville de Mulhouse pour la réalisation d'une clôture périphérique.

2. AVANCEMENT & PROGRAMMATION

A. Cessions / Locations

Un bail professionnel a été signé en date du 31 mai 2016.

Le bail d'une durée de 12 ans a pris effet le 1^{er} mai 2018.

Le loyer initial a été fixé à 62 260,00 € HT/an (réf ILAT, 3^{ème} trim 2015 : 107,98) pour :

- Un bâtiment de 419 m² à usage de maison de santé pluriprofessionnelle
- Deux parkings de 15 et 17 places

Le 7 novembre 2022, la SISA a informé CITIVIA SPL par lettre recommandée de sa volonté de dissoudre la société, les médecins généralistes arrêtant leur activité . Le Bail en cours s'arrêtera fin juillet 2023 de plein droit. Les infirmiers et les Kinésithérapeutes souhaitent continuer leur activité sur le site. Des baux commerciaux seront mis en place directement avec eux à la dissolution de la SISA.

B. Subventions

Une subvention a été accordée le 29 mai 2017 par la préfecture du Haut-Rhin dans le cadre du Volet Territorial du CPER 2015-2020 (Contrat de Plan Etat Région). Cette subvention porte sur un taux de 31% des dépenses éligibles.

Une autre subvention a été sollicitée en juillet 2017 auprès de la Région Grand Est. L'accord pour cette subvention a été obtenue le 27 novembre 2017 pour un taux de 24% des travaux.

H. Financement

h.1 - Emprunts en cours

Un emprunt a été souscrit auprès de la Caisse d'Epargne pour un montant de 700 000,00 € sur 20 ans, au taux fixe de 2,5%, pour la construction du bâtiment en 2018. Il a été débloqué au fur et à mesure de la réalisation des travaux sur l'exercice 2018. Le capital restant dû au 31 décembre 2022 est de 601 K€.

h.2 - Emprunts à souscrire

Les modalités de financement des travaux de renouvellement des composants seront fixées selon la période et le contexte lors de leur engagement.

3. ANALYSE ET PERSPECTIVES

La phase d'investissement s'est achevée en avril 2019, au terme de l'année de parfait achèvement. L'équipement réalisé est en adéquation avec les besoins des professionnels de santé et leur patientèle. Sur le plan financier, le budget d'investissement a été respecté et le compte prévisionnel d'exploitation est équilibré, le modèle économique est pérenne sous réserve d'une occupation des locaux de façon permanente.

Avec le départ des médecins courant 2023, des actions sont entreprises par la ville de MULHOUSE, avec le CTPS et l'ARS pour maintenir une activité de médecine de ville dans ce bâtiment. Un dispositif est à l'étude et suspend la commercialisation jusqu'à mi 2024 des locaux prochainement vacants.

4. VISUELS



CITIVIA SPL

CITIVIA SPL - Construction et Exploitation Pôle Santé Bourtzwiller
Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2022

C. Participations

Une participation de la collectivité de 30 000 € est actée en 2019 afin de prendre en compte les travaux complémentaires de sécurisation de la Maison de santé. Une demande de participation pour palier à la perte de loyers et charges liés à la suspension de la commercialisation pendant 12 mois, la relance de la commercialisation entraînera un minimum 6 mois de vacances -> perte de revenu pendant 18 mois minimum.

D. Maîtrise foncière

L'opération a été réalisée sur les parcelles IP 200 et IP 181, propriétés de la Ville de Mulhouse. Les terrains sont mis à disposition du concessionnaire dans le cadre d'un Bail emphytéotique administratif.

Ces terrains ont été déclassés du domaine public en 2016.

E. Etudes

e.1 - Etudes réalisées en 2022

- Pas d'études réalisées, ce bâtiment n'est pas concerné par le décret tertiaire.

e.2 - Etudes à réaliser en 2023

- Pas d'études particulières identifiées.

F. Travaux

f.1 - Travaux réalisés en 2022

- mise en place d'un grillage et d'un portail sur le parking réservé au personnel pour palier à des incivilités;
- réparation des longrines bétons.

f.2 - Travaux à réaliser en 2023

- réadaptation des locaux envisagée à la suite du départ des médecins (serrurerie / informatique / alarme...).

G. Frais de gestion

g.1 - frais de gestion en 2022

- Pas d'événements particuliers,
- La taxe foncière n'est pas refacturée à la SISA (accord initial convenu avec les médecins lors de leur installation)

g.2 - frais de gestion en 2023

- Avec le départ des médecins, les autres occupants restants ont demandé au propriétaire de reprendre à sa charge des prestations communes que la SISA assurait pour eux et leur refacturerait.

CITIVIA SPL

CITIVIA SPL - Construction et Exploitation Pôle Santé Bourtzwiller
Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2022

5. COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL DE L'OPERATION

Intitulé	Bilan		Fin 2021		2022		2023		2024		2025		Au delà		Nouveau
	Initial	CHAC 2021	Année	Cumul	Année	Cumul	Année	Cumul	Année	Cumul	Année	Cumul	Année	Cumul	
Produits	2 372	2 549	648	68	716	57	773	105	878	87	965	2 039			3 609
CESSIONS															
Cessions collectifs															
Cessions individuelles															
Cessions actives															
Cessions autres	285	376	376	376	376	376	376	376	376	376	376	376	376	376	376
SUBVENTIONS															
Subventions	285	376	376	376	376	376	376	376	376	376	376	376	376	376	376
PARTICIPATIONS															
Participations d'équilibre	30	30	30	30	30	30	30	64	94	94	94	94	94	94	94
Participations autres	30	30	30	30	30	30	30	64	94	94	94	94	94	94	94
Participations c/ remise d'équipements publics															
Participations c/ complément de prix															
PRODUITS DE GESTION	2 092	2 141	242	68	310	57	367	41	408	87	495	2 039			2 534
Produits financiers à court terme															
Produits financiers autres	2 092	2 140	241	68	309	57	366	41	407	87	494	2 038			2 534
Locations autres															
Produits autres	2 396	2 423	1 087	46	1 131	61	1 193	68	1 262	71	1 333	1 488	2 320		1
CHARGES	68	70	65	65	65	65	65	65	65	65	65	65	65	65	70
ETUDES															
Etudes préfinables															
Etudes pré-opérationnelles	68	70	65	65	65	65	65	65	65	65	65	65	65	65	70
Etudes cod et ordies															
Etudes révisions	2														
MATRISE DES SOLS															
Acquisitions / indemnité rémunérable															
Acquisitions / indemnité non rémunérable															
Frais liés à l'acquisition															
TRAVAUX	1 248	1 257	782	7	789	15	804	15	819	15	834	423	1 257		1 257
Maintenance des sols															
Ouvrages de réhabilitation	20	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13
Ouvrages de réhabilitation autres	777	761	761	761	761	761	761	761	761	761	761	761	761	761	761
Ouvrages de bâtiments															
Ouvrages de bâtiments autres	475	475	7	7	15	22	15	37	15	52	423	423	423	423	423
Entretien des ouvrages	16														
Travaux révisions															
HONORAIRES AUX TIERS	9	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14
Honoraires sur cession	9	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14
Honoraires autres															
REMUNERATION	227	240	76	5	81	5	85	4	89	6	95	176	268		268
Avances sur rémunération opérateur															
Remunération forfaitaire	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15
Remunération de conduite opérationnelle	72	82	46	1	47	1	48	1	49	1	51	32	83		
Remunération de commercialisation															
Remunération financière															
Remunération de liquidation	15	15													
Remunérations de gestion	126	126	14	4	18	3	22	2	24	5	30	122	152		
FRAIS FINANCIERS	269	74	15	89	15	104	14	131	145	276					
Frais financiers sur court terme	32	41	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16
Frais financiers sur emprunts	221	235	57	15	73	15	88	14	102	13	115	90	205		
Frais financiers divers															
Frais financiers / court terme - Explo.	17	534	565	76	18	94	27	121	37	157	36	193	845	1 038	
FRAIS DE GESTION ET DIVERS	466	268	13	9	22	17	39	27	66	27	92	631	722		722
Frais de gestion locative	44	61	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
Frais de gestion	24	236	52	9	61	10	71	10	81	9	90	214	305		
Impôts et taxes															
Frais d'information et de communication															
TVA perdues sur prorata															
Frais techniques opération autres															
RESULTAT D'EXPLOITATION	-24	124	-439	23	-415	-5	-420	36	-384	16	-368	452	84		84
MOBILISATION	965	994	719	719	719	719	719	719	719	719	719	719	719	719	719
Emprunts reçus	965	973	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708
Dépôt de garantie															
Avance de trésorerie															
Avance de trésorerie à recevoir															
AMORTISSEMENTS	965	994	77	30	107	30	137	31	169	32	201	518	719		719
Emprunts remboursés	965	973	77	30	107	30	137	31	169	32	201	518	708		708
Dépôt de garantie															
Avance de trésorerie															
Revenu de Garantie (Mucchi)															
Participation reçue															
FINANCEMENT	641	-30	612	-30	583	-31	550	-32	518	-32	486	-318	84		84
TRÉSORERIE	63	65	63	65	63	65	63	65	63	65	63	65	63	65	63

VILLE DE MULHOUSE

Pôle Santé Bourtzwiller	SYNTHESE DU BILAN PREVISIONNEL AU 31.12.2022

en K€ HT	BILAN PREVISIONNEL		REALISE		RESTE A REALISER	
	Approuvé au 31.12.2021	Actualisé au 31.12.2022	AU 31.12.2022	Dont en 2022	2023 à 2048	Dont en 2023
CHARGES						
Acquisitions foncières	0	0	0	0	0	0
Travaux et études	1 327	1 327	854	7	473	15
Rémunération	240	265	81	5	184	5
Frais financiers	276	276	89	15	187	15
Autres frais	580	1 052	107	18	945	26
TOTAL CHARGES	2 423	2 920	1 131	45	1 789	61
PRODUITS						
Cessions	0	0	0	0	0	0
Subventions	376	376	376	0	0	0
Participation VILLE	30	94	30	0	64	0
Diverses recettes	2 141	2 534	310	68	2 224	57
TOTAL PRODUITS	2 547	3 004	716	68	2 288	57

RESULTAT	124	84	-415	23	499	-5

Concession de Travaux

« Construction et Exploitation d'un Pôle de Santé à Mulhouse
Bourtzwiller »

Avenant n°2

La Ville de Mulhouse, représentée par Madame Michèle LUTZ, Maire, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 17 juillet 2020

Ci-après dénommée par les mots « la Collectivité » ou « le Concedant ».

Et

La Société CITIVIA, Société Publique Locale, Société Anonyme au capital de 3 507 153,97 €, inscrite au R.C.S. de Mulhouse sous le n° B 378 749 972 dont le siège social est fixé à Mulhouse, 24, rue Carl Hack, représentée par Madame Agnès PEREZ, nommée Directrice Générale, par Décision du Conseil d'Administration du 21 octobre 2021,

Ci-après dénommée « le Concessionnaire » ou « CITIVIA SPL »

Exposé préalable

La Collectivité décide, par délibération en date du 14 mars 2016 de désigner CITIVIA SPL en qualité de concessionnaire de travaux et de lui confier, en application des dispositions de l'article L.1415-1 du code général des collectivités territoriales, les tâches nécessaires à la construction et l'exploitation d'une Maison de Santé à Mulhouse dans le quartier de Bourtzwiller dans le cadre d'une concession de travaux.

Après sa construction de juillet 2017 à avril 2018, la Maison de santé de Bourtzwiller ouvre ses portes avec l'installation d'un ensemble de professionnels de santé (médecins, infirmiers et kinésithérapeutes) au cœur du quartier, afin d'assurer une couverture médicale de proximité.

Ainsi, un bail professionnel a été signé avec la SISA (Société Interprofessionnelle de Soins Ambulatoires), regroupant l'ensemble de ces professionnels de santé, avec une prise d'effet le 1^{er} mai 2018 pour une durée de 12 ans.

Le 7 novembre 2022, la SISA a informé le concessionnaire par lettre recommandée de sa volonté de dissoudre la société, les médecins généralistes arrêtant leur activité. Le Bail en cours s'arrêtera fin juillet 2023 de plein droit. Les infirmiers et les kinésithérapeutes souhaitent continuer leur activité sur le site. En conséquence, des baux commerciaux seront mis en place directement à leur nom à la dissolution de la SISA.

Concernant le départ des médecins courant 2023, des actions sont entreprises par la Collectivité, avec le CTPS et l'ARS pour maintenir une activité de médecine de ville dans ce bâtiment. Un dispositif est à l'étude et la Collectivité demande en conséquence au concessionnaire de suspendre la commercialisation jusqu'à mi 2024 les locaux prochainement vacants.

Aussi, compte tenu de ce contexte un avenant n°2 à la concession citée supra, est établi afin d'acter des modalités de financement de la perte des loyers et des remboursements des charges locatives du fait de la suspension pendant 12 mois de la commercialisation des locaux réservés au futur projet de médecine de ville en cours d'élaboration.

Ceci exposé, il convenu ce qui suit

Article 1 – Participation de la Ville de Mulhouse

L'article 22 de la Convention de Concession est complété par :

Une participation exceptionnelle de la Ville de Mulhouse pour un montant de 64 000 € sera versé en 2024.

Elle correspond à la perte financière des loyers et des remboursements des charges locatives du fait de la suspension pendant 12 mois de la commercialisation des locaux libérés par les médecins courant 2023.

Toutes les autres clauses de la Convention de concession de travaux publics non modifiées par le présent avenant restent inchangées.
Fait en deux exemplaires, le

Pour le concédant
Le Maire

Michèle LUTZ

Pour le concessionnaire
La Directrice Générale

Agnès PEREZ

Mme le Maire : Nous changeons d'animateur, nous changeons de quartier et nous passons à Bourtzwiller et je laisse la parole à Alain COUCHOT.

M. COUCHOT : Merci, Mme le Maire. La concession de la maison de santé de Bourtzwiller a été accordée à Citivia par une délibération du 14 mars 2016. Citivia a également établi son compte-rendu d'activité pour l'exercice 2022. Il s'agit de l'exercice 2022 concernant cette concession.

La concession a ouvert ses portes en mai 2018 avec un cabinet infirmier, un cabinet de kinésithérapie, un cabinet de sage-femme et trois médecins généralistes regroupés, tous ces professionnels, dans une société interprofessionnelle.

Le 7 novembre 2022, cette société a informé Citivia SPL de sa volonté de se dissoudre, les médecins généralistes faisant valoir leurs droits à la retraite. Le bail en cours s'est arrêté de plein droit fin juillet 2023. Les infirmiers et les kinésithérapeutes ont exprimé le souhait de continuer leurs activités sur le site.

Dans le contexte de pénurie de médecins que nous connaissons, la Ville vise à construire, avec l'agence régionale de santé et les professionnels de santé, une solution innovante, j'y reviendrai. En attendant, les loyers afférant le Coulim ne sont pas perçus. Une participation financière de la collectivité de 64 000 € est donc proposée pour cette opération afin de compenser la perte de recettes. Voilà pour la partie formelle.

En ce qui concerne le volet un petit peu politique, appeler à créer les conditions de l'attractivité de Bourtzwiller. M. SASSI, ce n'est pas répéter à l'envie que Bourtzwiller est un quartier difficile, que tout y va mal, qu'il est lésé comme vous venez de le faire, mais c'est plutôt comme vient de le faire avec son énergie habituelle ma collègue Cécile SORNIN, parler des réussites de ce quartier.

C'est également faciliter le travail, le logement des internes, sujet sur lequel nous sommes au travail avec ma collègue Maryvonne BUCHERT et sur lequel des réalisations ont également été prises en charge par le comité professionnel du territoire.

Ce qu'il manque, à Bourtzwiller, comme ailleurs, ce ne sont pas des murs, ce sont des médecins. Pardon de le redire. Nous pensons – et je vous accorde que c'est une approche plutôt libérale – que ce sont les professionnels de santé qui sont les mieux placés pour s'organiser et ils s'organisent.

Une maison de santé pluriprofessionnelle verra le jour. Elle regroupera des médecins seniors qui ont accepté d'avoir une activité autour de docteurs juniors et de médecins en formation. Les contraintes liées à la création d'une maison de santé pluriprofessionnelle, ainsi qu'à la formation de ces médecins juniors entraînent le fait qu'elle ne démarrera qu'au mois de mai, alors qu'on aurait pu imaginer avec mon collègue Henri METZGER qui s'est beaucoup impliqué également dans sa réalisation, qu'elle démarre un peu plus tôt, mais nous sommes en voie de mettre en place, de redémarrer cette maison de santé de manière à apporter une solution satisfaisante aux quelques milliers de patients qui sont actuellement sans médecin. La Ville est à la manœuvre avec les professionnels parce qu'on pense que ce sont eux qui sont les mieux placés.

Mme le Maire : J'ai une demande de parole de M. SASSI après de Mme EL HAJJAJI.

M. SASSI : A son époque, le docteur Jean ROTTNER disait : « Le rôle du maire de Mulhouse est d'être le porte-drapeau de la Ville. » Vous savez quoi ? Je suis d'accord avec lui. Je l'ai dit tout à l'heure et je le redis : la mairie ne peut pas tout, et elle ne peut pas rien non plus. Pour avoir rencontré les professionnels de santé du pôle de santé de Bourtzwiller, je dirais que s'il fallait faire une hiérarchie des responsabilités ou des capacités à agir sur cette problématique, la Ville de Mulhouse serait certainement celle qui a le moins de responsabilités sur cette problématique qui est une problématique, à mon sens, multifactorielle. Vous l'avez justement dit, la pénurie de médecins est un sujet qui touche l'ensemble du territoire national. Ce n'est pas une spécificité de Bourtzwiller. L'attractivité du territoire fait que ce n'est pas forcément évident de mobiliser sur ce sujet-là.

Après, il y a un certain nombre de thématiques qu'on pourrait aussi passer en revue, qui font que le sujet est multifactoriel. L'idée pour moi, n'est pas d'incriminer Citivia, mais il y a un sujet qui est apparu, c'est le montant des loyers. Je peux vous donner des chiffres très concrets, mais je ne vais pas vous les donner maintenant. On se verra tout à l'heure si vous voulez, sinon ça m'oblige à dire de qui on parle, je ne veux pas mettre les gens en porte-à-faux par rapport à ça mais le montant des loyers n'est pas suffisamment attractif par rapport à ce qui peut se faire dans le parc privé, par rapport à ce qui peut se faire sur des locaux plus classiques, on va dire. Donc, à prestations égales, vous avez un certain nombre de professionnels de santé qui préfèrent aller ailleurs. Je ne les blâme pas, chacun à la fin compte ses œufs et essaie de s'y retrouver. Les temps sont durs pour tout le monde, que chacun essaie de s'y retrouver, c'est quelque chose que je comprends.

Pour revenir à ce que j'ai dit tout à l'heure, si chacun fait l'effort de ne pas s'arc-bouter sur ce que dit M. SASSI, mais quel est le problème, je pense qu'on peut tous être une partie de la solution. Le rôle, aujourd'hui, de la municipalité, c'est de créer l'ensemble des conditions pour rendre ce pôle de santé attractif. Ça passe notamment par des pistes comme celles que vous avez évoquées, la question du logement, peut-être la question de la mutualisation des moyens, un personnel d'accueil par exemple, la prise en charge d'une partie des loyers pour les parties communes, des choses de ce type-là. Il n'y a pas de solution miracle, mais je crois que la problématique qui se pose aujourd'hui, sur ce territoire est tellement grave qu'elle devrait nous empêcher de dormir toutes et tous. Merci à vous.

Mme le Maire : Je laisserai Alain répondre. On prend d'abord l'intervention de Mme EL HAJJAJI.

Mme EL HAJJAJI : Alors sur cette question-là, les fondements du projet annoncé en 2016 visaient à répondre aux besoins de soins sur une continuité des soins, promouvoir un exercice pluriprofessionnel et renforcer l'attractivité du quartier. Nous avons rencontré M. METZGER et il nous a été annoncé qu'il était compliqué de pouvoir salarier des médecins alors que c'était une piste envisageable, sur le prétexte du coût. Or, on constate que finalement, les coûts ont augmenté de 30 000 €. Finalement, cette possibilité, cette solution que nous

avons proposée était potentiellement envisageable. Les tentatives de maintien des activités avec les infirmiers et les kinés, bien que louables, soulèvent des interrogations sur la stabilité future du pôle et dans le contexte actuel de pénurie de médecins, la proposition de construire une solution innovante pour maintenir une activité de médecins de ville est louable, mais l'absence de détails concrets, des solutions innovantes suscitent des inquiétudes légitimes. Donc, je vous invite à étayer ce que vous appelez « les solutions innovantes ».

Dernière question : lors de l'entretien avec M. METZGER, on avait évoqué la question du docteur Morice et de son exercice. Pour nous, le docteur Morice n'exerçait plus, mais visiblement, possiblement que oui, en tout cas selon M. METZGER. On voudrait savoir dans quel cadre il s'inscrit encore sur la question de la santé. Est-ce que c'est au sein de l'agglomération ? Est-ce que c'est au sein de la ville ? Il y a peut-être des choses qui nous ont échappé. Est-ce qu'on peut avoir des détails à ce niveau-là ?

Mme le Maire : Cela me semble bien puisque M. METZGER est présent donc il va répondre.

M. METZGER : Oui, Mme le Maire. Comme cela a été dit, c'est une situation qui est complexe. Les facteurs sur lesquels il faut travailler pour augmenter l'attractivité dans les différents quartiers de Mulhouse parce que là, on parle de Bourtzwiller, mais de la problématique démographique touche d'autres quartiers comme elle touche d'autres régions, vous le savez bien. En tout cas, déjà la proposition qui est en train de se monter, en lien avec la CPTS – c'est l'Association de l'ensemble des professionnels de santé libéraux – et qui est compétente, qui a un rôle dévolu pour l'ARS sur l'accès aux soins, c'est déjà une expérimentation tout à fait audacieuse puisqu'on ne pouvait avoir un accord de l'ARS pour un projet de centre de santé que s'il était équilibré du point de vue financier. Il y a eu une enquête qui a été faite. L'ARS a examiné le projet et elle a donné un avis favorable. Donc, c'est déjà une expérimentation tout à fait intéressante, celle qui associe des étudiants en médecine en fin d'études. Ce sont les derniers stagiaires qui peuvent exercer et des médecins seniors. Je ne reviens pas à ce que disait Alain COUCHOT, on n'a pas pu, avec les différents accords qu'il fallait y avoir aussi bien de l'université que de l'ARS. On n'a pas pu commencer avant le mois de mai.

Pour le reste, c'est sûr qu'il y a plein d'autres choses à envisager, en particulier avec les équipes encore présentes à Bourtzwiller. J'ai rencontré les infirmières à plusieurs reprises, entre autres pour la question des personnes qui sont dépendantes et qui ne peuvent plus quitter leur domicile puisque c'est vrai qu'un problème majeur qui existe actuellement est le problème de la fin ou de la diminution conséquente de visites à domicile que font les médecins traitants. Là aussi, il y a une réflexion en cours avec la CPTS. Il y a deux groupes de travail pluridisciplinaire qui travaillent là-dessus. C'est vrai que personne n'a, comme ça, la solution sous la main. Elle n'est, de loin, pas prioritairement une question financière qui est en premier lieu sur le tapis. C'est vrai, effectivement, on peut se demander, il y aura sûrement, si on arrive à monter un dispositif autour de la télémedecine par exemple, des questions au niveau d'extensions de loyer qui viendront, mais qui ne sont actuellement pas encore au-devant de la scène.

En tout cas, la Ville de Mulhouse est tout à fait mobilisée avec tous les acteurs qui peuvent intervenir sur ce champ de l'accès aux soins, en sachant effectivement que nous ne sommes pas ceux qui ont le plus d'outils en main pour modifier les choses et que malheureusement, ceux et celles qui sont responsables, c'est quand même une responsabilité profonde de l'Etat, fondamentalement, n'ont pas non plus les réponses à une situation qui s'est créée, vous le savez, sur des années de non-réflexion sur le sujet.

Mme le Maire : Merci, Henri. Pour cette délibération, il y a deux votes distincts. Le premier vote porte sur la prise de connaissance du rapport comme je l'ai déjà dit précédemment et le deuxième vote porte sur l'avenant n° 2 qui autorise la signature et je rappelle que ça concerne les 64 000 € que la collectivité mais au bout. J'aimerais quand même qu'on le dise. Concernant le premier vote : Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci à vous.

Pour : 45 + 4 procurations
Groupe majoritaire : 34+ 3 procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6
Groupe M Mulhouse : 2 + 1 procuration
Non-inscrits dans un groupe : 3

Mme le Maire : le deuxième vote concerne 64 000 € versés par la collectivité. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci à vous.

Pour : 38 + 3 procurations
Groupe majoritaire : 28+ 2 procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 5
Groupe M Mulhouse : 2 + 1 procuration
Non-inscrits dans un groupe : 3

Ne prennent pas part au vote :

Mme LUTZ, M. BOUILLE, M. COLOM, Mme BONI DA SILVA, M. COUCHOT, Mme MOTTE, Mme EL HAJJAJI, et M. NICOLAS (représenté par M. COLOM).

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

31° ZAC DE LA FONDERIE : COMPTE-RENDU D'ACTIVITE A LA COLLECTIVITE LOCALE (CRACL) POUR L'EXERCICE 2022 (533/1.2.1.8/1092)

CITIVIA SPL a établi son CRACL pour l'année 2022 concernant la convention publique d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de la Fonderie. Conformément à l'article L300-5 du Code de l'Urbanisme, ce compte-rendu est soumis pour examen au Conseil Municipal.

Ce secteur, qui correspond à une partie de l'ancien site de la SACM, constitue une extension du centre-ville de Mulhouse. Il compte des équipements à fort rayonnement, notamment médicaux (Clinique Diaconat Fonderie) et universitaires (Faculté des Sciences Economiques Juridiques et Sociales) complétés par une offre d'enseignement avec l'ouverture, en 2021, de la Maison de l'Industrie et de son Centre de Formation des Apprentis. La transformation

progressive du Village Industriel de la Fonderie initiée par le projet kM0 et l'opération de restauration immobilière menée sur une partie du bâti ancien (secteur des rues Manège/ Kleber/ Jardiniers) permettront encore de renforcer l'attractivité du quartier.

Les espaces publics de la ZAC de la Fonderie ont atteint leur configuration quasi définitive. Il n'y a pas eu de travaux importants engagés en 2022. Les travaux restant à réaliser dans le cadre de cette opération sont liés à la mise en chantier des bâtiments programmés sur les lots C2 et C1.

- le réaménagement du mail Imbéry, engagé en 2021 pour créer un parvis d'accès à la Maison de l'Industrie, sera poursuivi à l'horizon 2024 sur le reste du mail, ceci pour accompagner le futur programme à réaliser sur le lot C2 (à l'ouest de l'UIMM) ;
- la finalisation de l'aménagement de la rue du Général Schwartz, seule voie non remise au gestionnaire de voirie, est conditionnée par la réalisation des constructions sur les lots C1 et C3 qu'elle dessert, ainsi que par la mise au gabarit du pont sous la voie ferrée.

Parallèlement, une cession a été concrétisée en 2022, celle du plot C1 au profit de la SCCV Greenloft, pour un montant de 372 K€ HT. Un permis de construire a été délivré sur ce lot le 17 janvier 2022, pour la réalisation de 30 logements collectifs en accession.

Les travaux de construction de ce plot sont en cours.

A ce jour, il n'y a en théorie plus aucun lot disponible à la vente sur le périmètre de la ZAC. Les permis de construire relatifs à chacun des trois derniers lots à céder ont tous été délivrés. Néanmoins, le contexte économique actuel auquel doit faire face l'ensemble des acteurs de la promotion immobilière (ralentissement de la commercialisation, hausse des coûts des matériaux et de l'énergie, etc.) impacte le calendrier de cession des derniers lots et de perception des recettes et a donc pour conséquence de surenchérir les frais financiers. Ce contexte aujourd'hui défavorable pourrait également complexifier la finalisation de certaines opérations.

De ce fait, le bilan d'opération ne serait plus équilibré et présenterait un déficit d'un peu plus de 600 K€. Aussi, pour limiter l'impact des frais financiers sur le bilan d'opération, il est proposé que la Ville verse une participation complémentaire de 600K€ dès 2024. Le versement de cette participation permettra d'équilibrer le bilan à l'échéance de l'opération.

Il est proposé, par un avenant n°6 à la concession, d'acter cette participation de complément de prix, pour un montant de 600 K€.

Les crédits nécessaires sont proposés au BP 2024.

Chapitre 204 – nature 20422 – Fonction 518

Service gestionnaire et utilisateur : 531

Ligne de crédit 20850 : subvention CITIVIA ZAC Fonderie

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- prend acte du compte-rendu d'activité de Citivia pour l'exercice 2022 concernant le CRACL de la ZAC de la Fonderie ;
- autorise le maire ou son représentant à signer tous les actes afférents, notamment l'avenant n°6 à la Convention Publique d'Aménagement (CPA).

PJ :

- compte-rendu annuel à la collectivité 2022
- synthèse du bilan prévisionnel au 31.12.2022
- avenant n°6 au traité de concession de la ZAC de la Fonderie

SOMMAIRE

1. CONTEXTE	3
A. DONNEES SYNTHETIQUES DE L'OPERATION	3
B. HISTORIQUE - PHASES CLEFS	4
C. Situation administrative	4
2. AVANCEMENT & PROGRAMMATION	4
A. CESSIONS	4
Cessions réalisées en 2022	4
Cessions prévues en 2023	4
Moyens de commercialisation	5
B. SUBVENTIONS	5
C. PARTICIPATIONS	5
Participations approuvées	5
Participation à approuver	5
D. MAÎTRISE FONCIERE	5
E. ÉTUDES	5
Études réalisées en 2022	5
Études à réaliser en 2023	6
F. TRAVAUX	6
Travaux réalisés en 2022	6
Travaux à réaliser en 2023	6
G. FINANCEMENT	6
Emprunts en cours	6
Emprunts à souscrire	6
3. ANALYSE ET PERSPECTIVES	6
4. ÉTATS ET ÉLÉMENTS CARTOGRAPHIQUES	7
5. COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL DE L'OPERATION	17

ZAC DE LA FONDERIE COMPTÉ - RENDU À LA COLLECTIVITÉ VILLE DE MULHOUSE

2022

1. CONTEXTE

A. DONNEES SYNTHETIQUES DE L'OPERATION

1.1. DONNEES SYNTHETIQUES DE L'OPERATION

DONNEES CONTRACTUELLES

Nom d'opération	ZAC de la Fonderie Ville de Mulhouse	016
Collectivité		
Signature de la concession /convention	17 juin 2005	
Echéance	31 décembre 2020 <i>Prorogée au 31 décembre 2025</i>	
Avenant n°1	22 juin 2009	
Avenant n°2	11 juin 2013	
Avenant n°3	19 décembre 2018	
Avenant n°4	4 octobre 2019	
Avenant n°5	18 décembre 2020	

PROCEDURES ADMINISTRATIVES ET FONCIERES

Création de la ZAC	27 mai 1991
Dossier de réalisation	28 février 2005

PRESTATAIRES PRINCIPAUX

Urbaniste/Architecte conseil	Christian Pilsson et Atelier Rueille
Maitre d'œuvre technique	BEA (Ville de Mulhouse)
Notaire	Me Tresch
Géomètre	AGE
Autres :	

PROGRAMME

	prévision d'origine	nouvelle prévision	réalisé (en cumulé)	à réaliser (cumulé)
Surfaces totales à aménager	126 000 m²	126 000 m²	126 000 m²	m²
Surfaces totales cessibles	78 000 m²	70 610 m²	66 520 m²	4 090m²
Surface de plancher logements neufs/rénovés		66 860 m²	60 834 m²	6 026m²
Surface de plancher bureaux		53 384 m²	49 592 m²	3 792m²
Surface de plancher artisanales et industrielles	121 000 m²			
Surface de plancher commerce, hôtellerie		2 449 m²	2 449 m²	m²
Surface de plancher totale		122 693 m²	112 875 m²	9 818m²
Equipements voirie, espaces verts	48 000 m²	55 390 m²	55 390 m²	m²
Equipement superstructure				

DONNEES FINANCIERES GLOBALES EN K€

	prévision d'origine	nouvelle prévision	réalisé (en cumulé)	à réaliser (cumulé)	avancement
Cessions/Locations	13 308	12 524	10 823	1 701	86%
- logements	11 244	11 440	9 739	1 701	85%
- bureaux					
- artisanat et industrie	2 064	1 084	1 084	0	100%
- commerce et hôtellerie					
Investissements	10 732	11 966	11 759	207	98%
- études&honoraires	657	1 021	1 016	5	100%
- acquisitions	3 734	3 807	3 807	0	100%
- travaux	6 341	7 138	6 936	202	97%
Bilan collectivité					
Participation de la Collectivité	0	6 033	5 433	600	90%
Valeur des équipements publics	4 405	5 437	5 220	217	96%

* Dont participation pour dépense SGP
** Tot C2 mise dans en domaine "logement"

2. EFFETS LEVIER

	réalisé (en cumulé)	à réaliser (cumulé)
Nombre de logements générés (ventes)	857	187
Dont logements sociaux	250	
Nombre d'emplois générés	859	133
Investissements générés	165 722 400	
Principales implantations ou investissements	Cinéma 3, Savoir, F&ESJ, restaurant	14 571 200

CHIFFRES CLEFS

Périmètre de la concession	126 000
Périmètre de ZAC	
Objectif de ZAC	
Coût d'investissement	
Patrimoine immobilier	
Nombre d'entreprises	

B. HISTORIQUE - PHASES CLEFS

Justification de l'opération - Objectifs généraux : L'objectif de la ZAC est de reconquérir une partie du site industriel de l'ancienne usine SACM pour y créer un nouveau quartier à dominante d'habitat et d'enseignement en proximité immédiate du centre-ville.

Rappel des objectifs :

- Participer au renouvellement du parc de logement mulhousien ;
- Accueillir les fonctions urbaines diversifiées d'un quartier à part entière ;
- Inscrire de nouvelles voies et espaces publics dans le réseau de voirie de la ville ;
- Conserver la mémoire du passé industriel du lieu ;
- Veiller à la qualité architecturale des nouvelles constructions.

Début de l'opération : 1991 – concession à CITIVIA en 2005.

Etapes clefs les plus récentes :

- Achèvement des travaux de la « Maison de l'Industrie » pour l'UIMM par LINKCITY et Bouygues Bâtiment Nord-Est, en partenariat avec la Ville de Mulhouse & CITIVIA (adaptations du parvis imbryé / rue Spoerry) ;
- Signature de la Vente relative au plot C1 – Tranche 1 (en date du 10/12/2021) après délivrance du PC (en date du 17/03/2021) au profit de la SCCV Greenlofts ;
- Délivrance du PC (en date du 26/02/2021) relatif au plot C2 – tranche B (« co-living ») au profit de la société LINKCITY ;
- Délivrance du PC (en date du 9/9/2021) relatif au plot C2 – tranche C (« bureau & commerce ») au profit de la société LINKCITY (PSV en date du 5/5/2021) ;
- Signature de la Vente relative au plot C3 (en date du 29/10/2021) après délivrance du PC (en date du 7/8/2021) au profit de la société VINCI : le chantier de la résidence EFFUSION (futur exploitant : Les Belles années) est en cours ;
- Poursuite des études relatives à La Fonderie (ZAC, VIF et périmètre ANRU) réalisées par l'Atelier Rueille dans le cadre de l'approfondissement du projet urbain sur le cœur d'agglomération.

C. Situation administrative

Procédure d'urbanisme : ZAC concédée. La concession d'aménagement a fait l'objet d'un 5ème avenant (en date du 18 décembre 2020) qui proroge la durée de la concession au 31 décembre 2025.

Dossier de Création : Le Dossier de Création a été approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 27 mai 1991.

PLU/Plan d'aménagement de zone : Le PAZ a été traduit dans le PLU, approuvé le 21 janvier 2008 et modifié le 25 septembre 2019.

Dossier de Réalisation : Le programme des équipements publics et les modalités prévisionnelles de financement de la ZAC sont approuvés par délibération du Conseil Municipal en date du 1^{er} mars 2005.

2. AVANCEMENT & PROGRAMMATION

A. CESSIIONS

Cessions réalisées en 2022

Signature de la vente relative au plot C1 – Tranche 2 (en date du 06/12/2022) après délivrance du PC (en date du 17/01/2022) au profit de la SCCV Greenlofts. Le chantier est en cours.

Cessions prévues en 2023

La cession de la 2^{ème} tranche du lot C2 (lot C2b « co-living ») devrait intervenir en novembre 2023.

La cession de la 3^{ème} tranche du lot C2 (lot C2c « bureau & commerce ») est finalement décalée, par prudence, en décembre 2024 compte tenu d'un problème de commercialisation.

Moyens de commercialisation

CITIVA met à la disposition de l'opération plusieurs moyens de commercialisation :

- Agents immobiliers locaux ;
- Site INTERNET ;
- Un panneau 4x3 à l'angle Gay-Lussac et un autre à l'angle F.Spoerry font la promotion des opérations en cours de livraison, outre les panneaux de commercialisation des sociétés LINKCITY, VINCI et SCCV Greenlots ;
- Salons professionnels.

Au regard des enjeux de l'opération pour le territoire de la ville, une part importante des moyens est attribuée sur ce dernier vecteur de commercialisation et de communication, avec, annuellement :

- une participation au SIMI à Paris, en tant que visiteur le 6 décembre 2022 ;
- le Salon des Maires, des Présidents d'intercommunalité, des élus locaux et des décideurs publics du Haut-Rhin, qui s'est tenu le 22 septembre 2022 au Parc des expositions de Mulhouse.

B. SUBVENTIONS

Il n'a été sollicité aucune subvention, aucun aménagement n'étant éligible à ce type de financement.

C. PARTICIPATIONS

Participations approuvées

En 2012, une participation complémentaire de 1 400 K€ a été validée (avenant n°2) et versée de 2014 à 2020 par la Ville de Mulhouse.

En 2018, une participation complémentaire de 1 234 K€ a été versée comme prévu.

En 2019, la Ville de Mulhouse, ayant décidé d'accompagner l'implantation d'un nouveau centre de formation d'apprentants, porté par le réseau emploi/formation de l'UIMM, a négocié des conditions financières particulières de cession des droits à construire. Elles portent à la fois sur le prix unitaire au m² SDP et sur la forme urbaine retenue qui implique une diminution de la surface de plancher cessible sur l'emprise considérée. Une participation complémentaire de 908 K€ a été validée (avenant n°4) ; elle a été budgétée sur les années 2019 & 2020 et versée comme prévu.

Participation à approuver

Une participation complémentaire de 600 K€ est proposée pour permettre de limiter les frais financiers.

D. MAÎTRISE FONCIÈRE

Aucune acquisition de terrains n'est à prévoir, l'ensemble des terrains étant propriété de CITIVA. Une servitude de « cour commune » a été créée sur le fonds servant KW 247(partie)/022 au profit du fonds dominant formé par le tènement KW 217/0022, 218/0022, 195/22 et 239/22.

E. ÉTUDES

Études réalisées en 2022

- Expertises de l'Agence d'Urbanisme de la Région Mulhousienne (AURM) et études menées dans le cadre de l'observatoire de l'immobilier M2A avec des prestations assurées par la société Adéquation ;
- Avis au titre de la mission de l'architecte-conseil (Ch.PLISSON) et de l'urbaniste-conseil (Atelier Ruelle) ;
- Missions de géomètre

Études à réaliser en 2023

- Amorce de la relance des études d'urbanisme par l'Atelier Ruelle puis finalisation des propositions en 2024 (validation par les Elus) avant établissement des AVP & PRO (BET VRD : BEA de Mulhouse), concernant la rue du Général Schwartz & sa terminaison en impasse, de façon indissociable de la reconfiguration du quai d'Isly (mise au gabarit routier du passage sous le pont ferroviaire) ;

F. TRAVAUX

Travaux réalisés en 2022

- Petits entretiens.

Travaux à réaliser en 2023

- Une purge des terrains est à prévoir sur l'ilot C1 ;
- L'alimentation électrique des opérations en cours des lots C1 & C3 nécessite la création d'un poste-transfo.

G. FINANCEMENT

Emprunts en cours

Un financement à court terme de 1,9 M€ avec le Crédit Agricole a été mis en place en 2020 et réduit à 1.7 M€ en 2022.

Emprunts à souscrire

De nouveaux financements ne seront a priori pas nécessaires compte tenu du programme de commercialisation prévisionnel retenu.

3. ANALYSE ET PERSPECTIVES

Les aménagements d'espaces publics de l'opération étant réalisés en quasi-totalité, les enjeux de l'opération se concentrent sur la commercialisation du foncier des trois derniers lots et lots.

Des projets sont à un stade d'étude avancé sur les secteurs C1 et C2 et dont les travaux sont pour partie amorcés. Ils sont en effet d'une taille qui impliquera un phasage (3 plots chacun, in fine) lors de leur construction.

Le projet CFAI/UIMM, sis lot C2.A, avec sa localisation à côté de l'université et de la « cité du numérique » KMO, a mobilisé encore fortement les acteurs du projet et la Collectivité, en raison de l'intérêt majeur qu'il présente et sa livraison est advenue courant 2021. Son inauguration s'est déroulée le 25 avril 2022.

Le projet de mise en gabarit « poids lourds » du pont ferroviaire, dont l'échéance n'est pas connue précisément à ce jour, modifiera la relation entre la rue du Général Schwartz et le quai d'Isly. Des propositions ont été faites par l'Atelier Ruelle de création d'un retournement en fond de cette rue qui deviendra une impasse sur son dernier tronçon Est. Une provision a été constituée pour financer ces travaux nouveaux, dont le coût sera à affiner.

Le bilan financier de l'opération n'est cependant plus à l'équilibre du fait de l'augmentation de diverses taxes, et du différé prévisible de perception des recettes impliquant un renchérissement des frais financiers.

Conventions et hypothèses retenues :

- Les réalisations en cumul à fin 2022 sont constituées des produits et charges HT constatées à fin décembre de l'année;
- Les prévisions sont établies en valeur 2022 (donc en € constants) ;

- Le montant de la rémunération de conduite opérationnelle (5%) revenant à CITIVIA est assis sur les charges définies conventionnellement et constatées à la fin de l'exercice ; la gestion des mouvements financiers est quant à elle rémunérée à 0,50%.
- Le montant de la rémunération de commercialisation (4%) revenant à CITIVIA fait l'objet d'une comptabilisation à la signature de l'acte de vente et est revu pour les prochaines transactions;
- Le taux d'intérêt du financement de la trésorerie à court terme est de 5 %.
- Les évolutions de la réglementation en matière de fiscalité des opérations d'aménagement engendrent de nouvelles charges fiscales pour la société. Ces charges sont imputées sur chacune des opérations à proportion de la quote-part qui leur est directement affectable ;
- La valorisation des équipements publics (état joint en annexe) intègre les postes de charges :
 - o Etudes opérationnelles – Honoraires aux tiers (Moe, CT, CSPS, OPC)
 - o Rémunération de conduite opérationnelle
 - o Travaux de viabilité

4. ÉTATS ET ÉLÉMENTS CARTOGRAPHIQUES

A CESSIION

A.1. CESSIONS

A.2. PLAN DES CESSIONS

B SUBVENTIONS & PARTICIPATIONS

C ACQUISITIONS

C.1.a ACQUISITIONS PRIVÉES

C.1.b ACQUISITIONS COLLECTIVITÉ

C.2. PLAN DES ACQUISITIONS

D ÉQUIPEMENTS

D.1. ÉQUIPEMENTS PUBLICS

D.2. PLAN DES TRAVAUX

E EMPRUNTS

A.1. CESSIONS

REALISE AU 31 DECEMBRE 2022

Réf. parcelle	Acquéreur	Nature	Date acte de vente	Surface en m²	SDP en m²	Prix en k€ (HT)
<i>Tranche 1 (1993-2005)</i>						
A 6	Clinique Saint-Sauveur	Etablissement santé	17/01/1994	11 247	20 000	445
B	Mulhouse Habitat 1ère tr.	Logement (social)	05/08/1996	4 780	9 484	1 013
A 3	Ville de Mulhouse	FSESLJ	22/09/1997	6 670	16 000	0
A 6	Centre de Dialyse	Etablissement santé	02/07/1998	3 000	7 200	412
A 5	Mulhouse Habitat 2ème tr.	Logement (social)	22/10/1999	3 520	5 937	625
A 6	Conseil Général	Espace solidarité	29/11/2000	557	1 500	187
A 6	Mulhouse Habitat 2ème tr.	Logement (social)	12/01/2001	1 060	1 909	204
<i>Tranche 2 (à partir de 2005)</i>						
C 1	OCEANIS	Logement (étudiant)	12/05/2006	1 884	5 600	1 008
C 3	4M PROMOTION (FINAXIS)	Logement	18/05/2006	4 073	8 602	1 806
A 6	NEOLIA (ex SAFC)	Logement (social)	29/03/2007	2 033	5 600	842
A 3	NEOLIA (ex SAFC)	Logement	09/04/2008	2 760	7 200	1 123
B	Ville de Mulhouse	Parvis de la FSESLJ	13/10/2009	6 700	0	0
C 3 sud-est	VINCI IMMOBILIER	Logement (étudiant)	18 et 19/12/2013	1 674	3 224	737
A1	LOFT COMPANY ET MATHEU	Logement et activité	07/07/15 et 14/09/15	6 089	6 300	100
C 2	UIMM - Maison de l'Industrie	Activité technique, d'enseignement et tertiaire	31/10/2019	3 883	4 892	685
C 1-1ème T	SCOV GreenLofts	Logement	10/12/2021	2 449	2 653	398
C3-VINCI	VINCI IMMOBILIER NORD EST	Résidence ETUDIANTS	29/10/2021	1 839	4 100	826
A6/AS-ALC/YS	Participations	Extension de SDP	FT - 03/02/2020	0	349	40
C 1-2ème t	SCOV GreenLofts	Logement	06/12/2022	2 312	2 325	372
				66 520	112 875	10 823

STOCK / RESTE A REALISER AU 31 DECEMBRE 2022

Réf. parcelle	Acquéreur	Nature	Statut (compromis / date prévisionnelle cession)	Surface en m²	SDP en m²	Prix en k€ (HT)
<i>Tranche 2 (à partir de 2005)</i>						
C 1- 3ème T	GreenLofts	Logement	PSV signée - cession nov. 23	1 540	2 065	330
C 2 - A/EXTENSION	UIMM - Maison de l'Industrie	Activité technique, d'enseignement et tertiaire	Droits-à-construire à acheter (e dépassement SDP) - sept. 25	615	615	86
C 2 - B	LINKCITY	Co-living	PSV signée - cession déc. 24	1 574	3 961	713
C 2 - C	LINKCITY	Bâtiment tertiaire	PSV signée - cession déc. 24	976	3 177	572
				4 090	9 818	1 701
Total				70 610	122 693	12 524
compris participation pour dépassement de SDP						

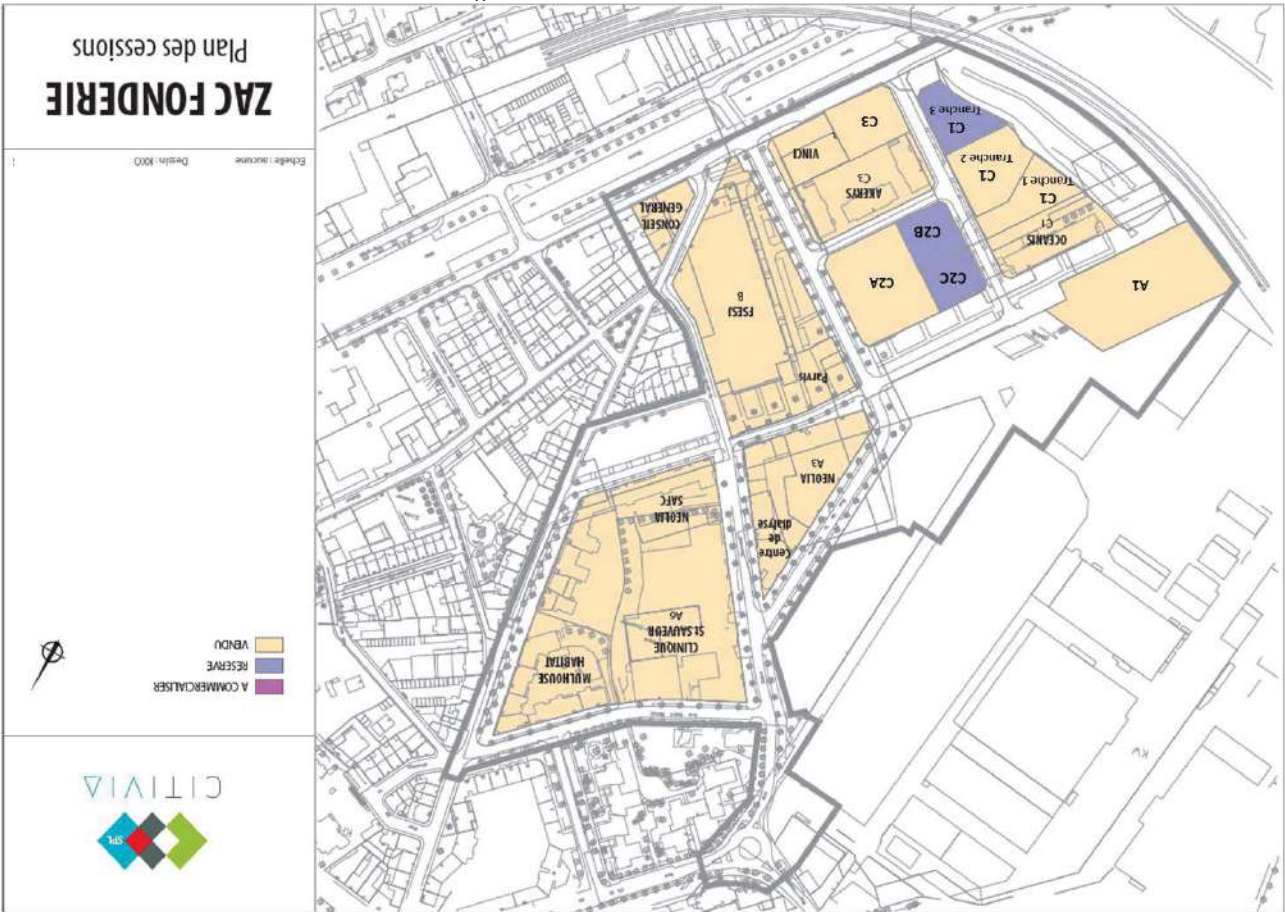
B. 1. PARTICIPATIONS

PARTICIPATIONS - REALISE AU 31 DECEMBRE 2022

Objet	Financier	Date de la convention	Montant en k€
Participation frais financiers démolition	FIMALAC		91
Participation d'équilibre	VILLE DE MULHOUSE	avenant n°1 - 22/06/2009	1 800
Participation d'équilibre 2015	VILLE DE MULHOUSE	avenant n°2 - 11/06/2013	400
Participation d'équilibre 2016	VILLE DE MULHOUSE	avenant n°2 - 11/06/2013	200
Participation d'équilibre 2017	VILLE DE MULHOUSE	avenant n°2 - 11/06/2013	200
Participation d'équilibre 2018	VILLE DE MULHOUSE	avenant n°2 - 11/06/2013	200
Participation d'équilibre 2020	VILLE DE MULHOUSE	avenant n°2 - 11/06/2013	200
Participation d'équilibre 2019	VILLE DE MULHOUSE	avenant n°3 - 19/12/2018	600
Participation à recevoir en 2020	VILLE DE MULHOUSE	avenant n°3 - 19/12/2018	634
Participation compensatoire 2019 pour baisse de prix et densité	VILLE DE MULHOUSE	avenant n°4 - 4/10/2019	322
Participation compensatoire pour baisse de prix et densité	VILLE DE MULHOUSE	avenant n°4 - 4/10/2019	586
			5 433

PARTICIPATIONS - RESTE A REALISER AU 31 DECEMBRE 2022

Objet	Financier	Date de la convention	Valeur en k€
Participation d'équilibre en 2024	VILLE DE MULHOUSE		600
			600
Total			6 033



C.1.A ACQUISITIONS PRIVEES

ACQUISITIONS - REALISE AU 31 DECEMBRE 2022

Ref. parcelle	Vendeur	Nature	Date de l'acte	Surface en m²	SHON en m²	Prix en k€
Terrains FIMALAC (1ère tranche) Terrains FIMALAC (2e tranche) MELLOUKI - KV 17 Pavillon EDF Terrains FIMALAC (Ensemble restant)	FIMALAC	Parcelles privées	13/07/2000	51 061	53 630	737
	FIMALAC					532
	MELLOUKI		299			
	MELLOUKI		8			
	FIMALAC		2 058			
Total				51 061	53 630	3 634

ACQUISITIONS - RESTE A REALISER AU 31 DECEMBRE 2022

Réf. parcelle	Vendeur	Nature	Statut	Surface en m²	SHON en m²	Prix en k€
Total				0	0	0

C.1.B ACQUISITIONS COLLECTIVITE

ACQUISITIONS - REALISE AU 31 DECEMBRE 2022

Réf. parcelle	Vendeur	Nature	Date	Surface en m²	SDP en m²	Prix en k€
KW 113 KW 112 KV 102 KW 111	Ville de Mulhouse		08/10/1998	307		16
	Ville de Mulhouse		31/01/2000	233		7
	Ville de Mulhouse		23/11/2000	557		70
	Ville de Mulhouse		21/06/2006	708		0,001
Total				1 805	0	93

ACQUISITIONS - RESTE A REALISER AU 31 DECEMBRE 2022

Réf. parcelle	Vendeur	Nature	Statut	Surface en m²	SDP en m²	Prix en k€
Total				0	0	0

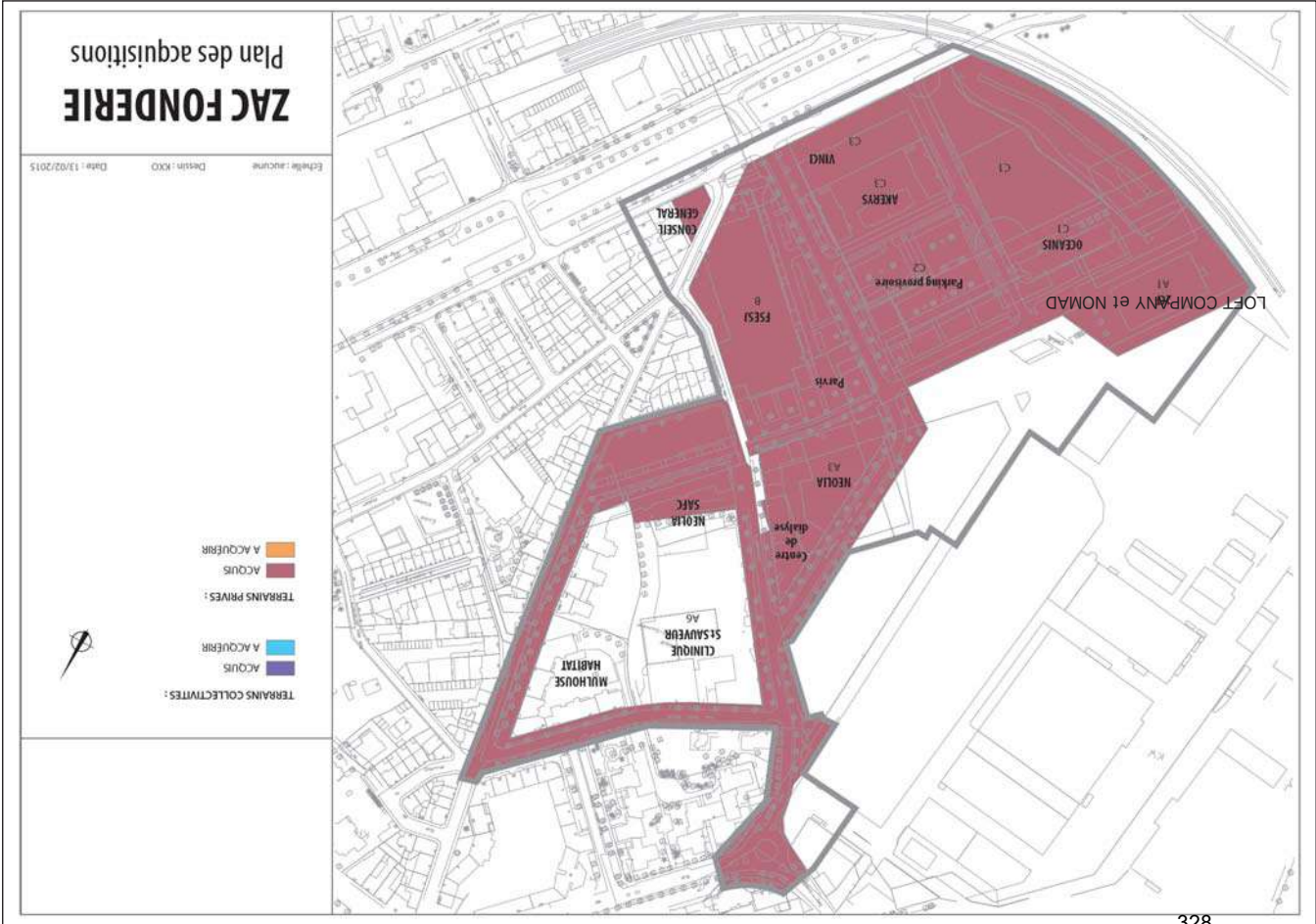
D.1. EQUIPEMENTS PUBLICS

REALISE AU 31 DECEMBRE 2022

Réf.	Nature	Avancement %	Date de remise	Autre collectivité compétente	Valeur H.T. en k€
Tronçon BK	Rue Saint-Michel		2013		
Tronçon AB	Rue Saint-Sauveur		2013		
Carrefour	Rue de Zillisheim		2013		
Tronçon BCD	Rue Saint-Sauveur		2013		
Tronçon KJ-JF	Rue du Manège		2013		
Tronçon CM	Rue de la Fonderie		2013		
Tronçon MNO	Rue de la Fonderie	96%	2013		
Tronçon ND	Rue F. SPOERRY		2013		
Tronçon DJ	Rue F. SPOERRY		2013		
Tronçon JJ'	Rue du Manège		2013		
Tronçon DEFG	Rue de la Locomotive		2013		
Tronçon PS	Rue DANTE		2013		
Tronçon QPR	Rue Général J. SCHWARTZ		2013		
	Butte antibruit	100%		DREAL	
	Cockrouri (confinement)	100%		DREAL	
					5 220

RESTE A REALISER AU 31 DECEMBRE 2022

Réf.	Nature	Restant %	Programmation (année)	Autre collectivité compétente	Valeur H.T. en k€
Tronçon QPR	Rue Général J. SCHWARTZ	4%	2018-19		217
					217
Total					5 437



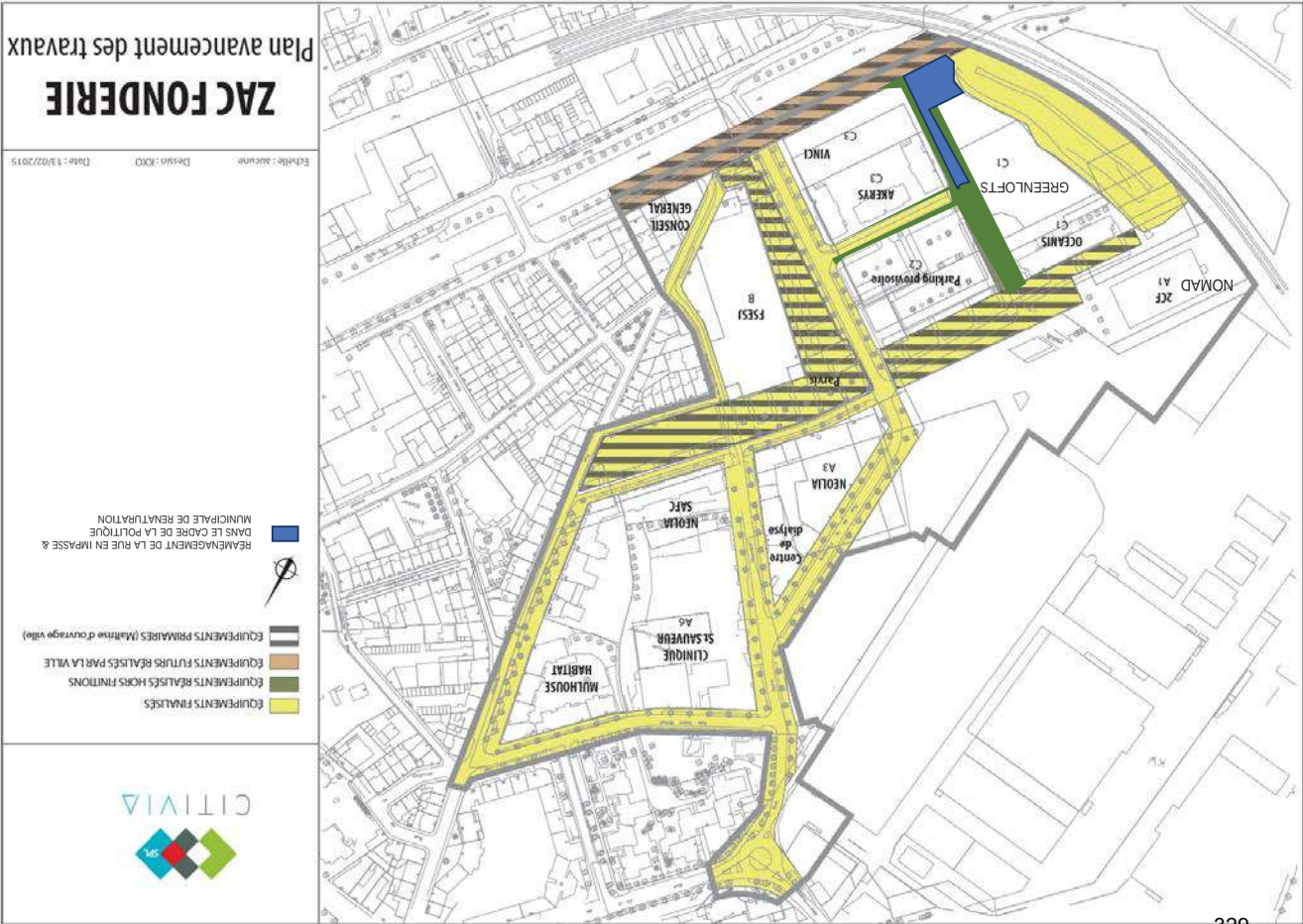
E. EMPRUNTS

EMPRUNTS - REALISE AU 31 DECEMBRE 2022

Objet	Financier	Date du contrat	Montant mobilisé en k€	Capital restant dû en k€
	CAISSE D'EPARGNE	2002	915	0
	CAISSE D'EPARGNE	2002	915	0
	SOGENAL	2002	2 287	0
	DEXIA	2002	1 981	0
	DEXIA	2005	3 000	0
	BANQUE POPULAIRE	2006	1 500	0
	SOCIETE GENERALE	2006	1 500	0
	CALYON	2008	4 000	0
	CALYON 3ME	2010	3 000	0
	LA BANQUE POSTALE	2010	3 000	0
	CREDIT MUTUEL	2015	1 500	0
	Billet à ordre annuel CA	2018	7 600	1 700
	Sous-total		31 198	1 700
	LIGNE DE TRESORERIE	2002	400	0
		2010	2 000	0
		2013	2 000	0
		2016	1 500	0
	Billet à ordre annuel BECM	2017	2 000	0
	Billet à ordre annuel BECM	2020	1 000	0
	Sous-total		8 900	0
Total			40 098	1 700

EMPRUNTS - A REALISER AU 31 DECEMBRE 2022

Objet	Financier	Date du contrat	Montant mobilisé en k€	Capital restant dû en k€
Total			0	0
Total général			40 098	1 700



5. COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL DE L'OPERATION

Intitulé	Bilan		Fin 2021		2022		2023		2024		2025		Bilan	
	Initial	CRAC 2021	Année	Cumul	Année	Cumul	Année	Cumul	Année	Cumul	Année	Cumul	Nouveau	Nouveau
Produits	13 629	18 569	16 296	372	16 668	713	17 381	18 883	1 592	18 883	86	18 869	18 869	18 869
CHARGES	13 508	12 524	10 651	372	10 623	713	11 536	12 438	902	12 438	86	12 524	12 524	12 524
Cession collectifs	11 238	11 441	9 367	372	9 739	713	10 492	11 350	902	11 350	86	11 441	11 441	11 441
Cession individuelles	6													
Cession activée	1 207	187	187	187	187	187	187	187	187	187	187	187	187	187
Cession autre	897	897	897	897	897	897	897	897	897	897	897	897	897	897
SAUVEGARDES	196	196	196	196	196	196	196	196	196	196	196	196	196	196
Salvancements	196	196	196	196	196	196	196	196	196	196	196	196	196	196
PARTICIPATIONS	91	5 433	5 433	5 433	5 433	5 433	5 433	5 433	6 000	6 033	6 033	6 033	6 033	6 033
Participation d'équilibre	5 342	5 342	5 342	5 342	5 342	5 342	5 342	5 342	6 000	5 942	5 942	5 942	5 942	5 942
Participations autres	91	91	91	91	91	91	91	91						
Participations à recevoir														
Participation d'équilibre de prix														
PRODUITS DE GESTION	33	215	215	215	215	215	215	215	215	215	215	215	215	215
Produits financiers à court terme	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17
Produits financiers autres														
Locations autres														
Produits autres	33	198	198	198	198	198	198	198						
TVA														
TVA sur dépenses														
CHARGES	13 629	18 619	18 623	154	18 316	246	18 562	18 562	160	18 722	246	18 968	18 968	18 968
ETUDES	657	1 009	997	15	1 012	2	1 014	1 014	3	1 017	3	1 017	1 017	1 017
Etudes préfabriques	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8
Etudes pré-opérationnelles	106	107	107	107	107	107	107	107	107	107	107	107	107	107
Etudes opérationnelles	467	805	793	15	808	2	810	810	3	813	3	813	813	813
Etudes révisions														
MATIERES DES SOLS	3 734	3 807	3 807	3 807	3 807	3 807	3 807	3 807	3 807	3 807	3 807	3 807	3 807	3 807
Acquisition / Indemnité rémunérable	3 650	3 634	3 634	3 634	3 634	3 634	3 634	3 634	3 634	3 634	3 634	3 634	3 634	3 634
Acquisition / Indemnité non rémunérable	93	93	93	93	93	93	93	93	93	93	93	93	93	93
Frais liés à l'acquisition	83	79	79	79	79	79	79	79	79	79	79	79	79	79
TRAVAUX	6 341	7 138	6 910	26	6 936	50	6 986	14	7 000	139	7 138	7 138	7 138	7 138
Mise en état des sols	1 073	1 985	1 962	15	1 976	8	1 984	4	1 988	1 988	1 988	1 988	1 988	1 988
Ouvrage de voirie	4 005	4 912	4 722	11	4 733	33	4 766	5	4 771	135	4 906	4 906	4 906	4 906
Ouvrage de voirie autres		19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19
Ouvrage de bâtiments	43	111	111	111	111	111	111	111	111	111	111	111	111	111
Ouvrage de bâtiments autres	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17
Entretien des ouvrages	20	94	80	80	80	5	85	6	91	4	94	94	94	94
Trouer révisions														
Pluviétés														
HONORAIRES AUX TIERS														
Honoraires sur cession	3	3	3	1	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4
Honoraires autres	2	2	2	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
REMANIERATION	1 243	1 649	1 670	30	1 700	40	1 740	57	1 806	79	1 885	1 885	1 885	1 885
Avances sur réaménagement opérateur														
Remanieration forfaitaire	46	46	46	46	46	46	46	46	46	46	46	46	46	46
Remanieration de conduite opérationnelle	566	646	630	5	635	6	641	3	645	8	653	653	653	653
Remanieration de commercialisation	509	585	485	18	503	34	537	43	581	4	585	585	585	585
Remanieration de location	91	523	508	7	515	9	524	10	535	5	540	540	540	540
Remanieration de liquidation	40	40	40	40	40	40	40	40	40	40	40	40	40	40
PRELÈVEMENTS	1 419	3 681	3 676	53	3 728	86	3 814	39	3 853	3 853	3 853	3 853	3 853	3 853
Frais financiers sur court terme	275	1 516	1 512	53	1 565	1	1 567	3	1 569	1 569	1 569	1 569	1 569	1 569
Frais financiers sur emprunts	1 139	2 165	2 164	85	2 249	85	2 334	36	2 370	2 370	2 370	2 370	2 370	2 370
Frais financiers divers	405	1 000	999	14	1 013	14	1 027	12	1 039	1 039	1 039	1 039	1 039	1 039
PRELÈVEMENTS DIVERS	206	1 132	1 061	68	1 129	60	1 189	50	1 239	25	1 264	1 264	1 264	1 264
Frais de gestion locative	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13
Frais de gestion	82	217	217	217	217	2	219	219	219	219	219	219	219	219
Impôts et taxes	1	955	884	64	947	58	1 005	50	1 055	25	1 080	1 080	1 080	1 080
Frais d'information et de communication	6	38	38	5	43		43	43	43	43	43	43	43	43
TVA perdue sur prorata														
Frais techniques opération autres														
peris sur créances	146	9	9	9	9	9	9	9	9	9	9	9	9	9
TVA sur recettes														
RESULTAT D'OPERATION	-250	-1 827	178	-1 649	467	-1 182	1 343	161	-160	1	-160	1	1	1
MOBILISATIONS	-40 104	-40 104	-40 104	-40 104	-40 104	-40 104	-40 104	-40 104	-40 104	-40 104	-40 104	-40 104	-40 104	-40 104
MOBILISATION	-40 104	-40 104	-40 104	-40 104	-40 104	-40 104	-40 104	-40 104	-40 104	-40 104	-40 104	-40 104	-40 104	-40 104
Emprunts reçus	31 199	31 199	31 199	31 199	31 199	31 199	31 199	31 199	31 199	31 199	31 199	31 199	31 199	31 199
Dépôt de garantie	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
Avance de trésorerie	8 900	8 900	8 900	8 900	8 900	8 900	8 900	8 900	8 900	8 900	8 900	8 900	8 900	8 900
Participations à recevoir														
APPORTS FINANCIERS	-40 104	-38 919	200	-38 999	705	-39 104	-39 104	-39 104	-39 104	-39 104	-39 104	-39 104	-39 104	-39 104
APPORTS FINANCIERS	-40 104	-38 999	200	-38 999	705	-39 104	-39 104	-39 104	-39 104	-39 104	-39 104	-39 104	-39 104	-39 104
Emprunts remboursés	31 199	29 299	200	29 499	700	30 199	300	30 499	700	31 199	700	31 199	31 199	31 199
Dépôt de garantie	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
Remise de trésorerie	8 900	8 900	8 900	8 900	8 900	8 900	8 900	8 900	8 900	8 900	8 900	8 900	8 900	8 900
Revenu de Grande (Marché)														
FINANCEMENT	1 905	-200	1 705	-705	-110	1 000	-300	700	-122	1	-700	1	1	1
TRESORERIE	1 905	-200	1 705	-705	-110	1 000	-300	700	-122	1	-700	1	1	1
Participation reçue														

330

VILLE DE MULHOUSE

FONDERIE

SYNTHESE DU BILAN PREVISIONNEL AU 31.12.2022

en K€ HT	BILAN PREVISIONNEL		REALISE		RESTE A REALISER	
	Approuvé au 31.12.2021	Actualisé au 31.12.2022	AU 31.12.2022	Dont en 2022	2023 à 2025	Dont en 2023
CHARGES						
Acquisitions foncières	3 807	3 807	3 807	0	0	0
Travaux et études	8 147	8 155	7 949	41	207	51
Rémunération	1 849	1 885	1 700	30	185	49
Frais financiers	3 681	3 853	3 728	53	125	86
Autres frais	1 136	1 268	1 133	69	135	60
TOTAL CHARGES	18 619	18 968	18 316	194	652	246
PRODUITS						
Cessions	12 524	12 524	10 823	372	1 701	713
Subventions	196	196	196	0	0	0
Participation d'équilibre	5 342	5 942	5 342	0	600	0
Participation VILLE à recevoir	0	0	0	0	0	0
Participation autres	91	91	91	0	0	0
Diverses recettes	215	215	215	0	0	0
TOTAL PRODUITS	18 369	18 969	16 668	372	2 301	713
RESULTAT	-250	1	-1 649	178	1 650	467

CITIVIA SPL

Ville de Mulhouse

CONVENTION PUBLIQUE D'AMENAGEMENT
DE LA ZAC FONDERIE
A MULHOUSE

Avenant n° 6

Novembre 2023

CITIVIA SPL / JG

avenant n°6

1

Entre d'une part

La Ville de Mulhouse, représentée par Michelle LUTZ, Maire, agissant en vertu de la délibération du conseil municipal en date du

ci-après dénommée indifféremment « la Ville », ou « le Concédant »,

Et d'autre part

La Société CITIVIA SPL, société publique locale au capital de 3 507 153,97 €, inscrite au R.C.S. de Mulhouse sous le n° B 378 749 972 dont le siège social est fixé à Mulhouse, 24 rue Carl Hack, représentée par Madame Agnès PEREZ, nommée par le Conseil d'Administration du 21 octobre 2021,

ci-après dénommée « CITIVIA SPL »

Préambule

La Ville de Mulhouse a décidé de confier à la SERM devenue CITIVIA SPL, au terme d'une convention de concession en date du 17 juin 2005 et en application des dispositions des articles L 300-4 et suivants du Code de l'Urbanisme, l'aménagement de la Z.A.C. dite de la Fonderie.

Sur chacun des lots restant à commercialiser, un projet est à l'étude avec un Permis de Construire déposé et obtenu. Cependant avec la conjoncture actuelle (hausse des coûts des matériaux, augmentation des taux d'emprunts et commercialisation plus lente), les projets démarrent moins rapidement que prévu et génèrent des décalages des cessions foncières. A cela s'additionne également la hausse des taux d'intérêts, générant une hausse des frais financiers.

Au regard des équilibres prévisionnels de l'opération à son échéance prévue en 2025, une augmentation de la participation de la Ville de 600 000 € est rendue nécessaire et doit être contractualisée.

Tel est l'objet de l'avenant n°6 à la convention publique d'aménagement, dont les dispositions se substituent à celles du traité de concession initial et de ses avenants qui ont le même objet.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

Afin de tenir compte des nouvelles hypothèses financières prises en compte dans le CRAC 2022 de la ZAC de la Fonderie (hausse des taux d'emprunt et modification du rythme de commercialisation), la participation de la ville de Mulhouse est augmentée de 600 000 € aux conditions économiques actuelles.

Cette participation supplémentaire sera versée en mai 2024.

CITIVIA SPL / JG

avenant n°6

2

Article 2- Autres stipulations

Toutes les autres clauses de la convention publique d'aménagement et de ses avenants non modifiés par le présent avenant restent inchangées.

Article 4 – Prise d'effet

Le présent avenant prendra effet à compter de sa signature par les parties.

Fait à Mulhouse, le
En trois exemplaires originaux

Pour la Ville de Mulhouse, concédante
Michelle LUTZ

Maire

Pour CITIVIA SPL, concessionnaire
Mme Agnès PEREZ

Directrice Générale

CITIVIA SPL / JG

avenant n°6

3

Mme le Maire : Nous passons au CRACL qui concerne la ZAC de la fonderie. Je propose à Alain COUCHOT de nous le présenter.

M. COUCHOT : Merci, Mme le Maire.

L'aménagement de la fonderie a été concédé à Civitia en 2005, là aussi le CRACL de l'année 2022 a été établi par la SPL.

En ce qui concerne la Fonderie, ce secteur constitue une extension du centre-ville de Mulhouse. Il compte des équipements à fort rayonnement, notamment médicaux et universitaires. La transformation progressive du village industriel jusqu'à la Fonderie a été initiée par le projet KM0. Elle se poursuivra d'ailleurs avec le nouveau programme de renouvellement urbain. Tout cela permettra de renforcer l'attractivité du quartier. Les espaces publics de la ZAC de la Fonderie ont atteint leur configuration quasi définitive. Il n'y a pas eu de travaux importants engagés en 2022.

Par ailleurs, une cession a été concrétisée en 2022 au profit de la société Greenloft pour un montant de 372 000 €. Un permis de construire a été délivré pour 30 logements. Les travaux de construction de ce lot sont en cours.

A ce jour, il n'y a en théorie aucun lot disponible à la vente sur le périmètre de la ZAC. Les permis de construire sont délivrés. Néanmoins, le contexte économique impacte le calendrier de cession des derniers lots, ayant pour conséquence de surenchérir les frais financiers.

De ce fait, le bilan d'opération ne sera plus équilibré et présenterait un déficit de l'ordre de 600 000 €. Pour limiter l'impact des frais financiers sur ce bilan d'opération, il est proposé que la Ville verse une participation complémentaire de 600 000 € à ramener au montant global de l'opération qui est de l'ordre de 18 millions d'euros.

Mme le Maire : Merci pour cette présentation. Je n'ai pas de demande de parole. Nous intervenons de la même manière. Le vote portera sur la prise de connaissance de ce rapport d'activité.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci à vous.

VOTE 1 (CRAC) :

Pour : 45 + 4 procurations

Groupe majoritaire : 34 + 3 procurations

Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

Groupe M Mulhouse : 2 + 1 procuration

Non-inscrits dans un groupe : 3

Mme le Maire : il y a une deuxième partie qui concerne l'avenant n° 6 et qui autorise, pareil, la signature des actes afférents.

Qui est contre cette signature ? Qui s'abstient ? Merci beaucoup.

Pour : 38 + 3 procurations
Groupe majoritaire : 28+ 2 procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 5
Groupe M Mulhouse : 2 + 1 procuration
Non-inscrits dans un groupe : 3

Ne prennent pas part au vote :

Mme LUTZ, M. BOUILLE, M. COLOM, Mme BONI DA SILVA, M. COUCHOT, Mme MOTTE, Mme EL HAJJAJI, et M. NICOLAS (représenté par M. COLOM).

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

32° CONCESSION D'AMENAGEMENT "RENOUVELLEMENT URBAIN PAR LE DEVELOPPEMENT DE L'IMMOBILIER COMMERCIAL" : COMPTE-RENDU D'ACTIVITE A LA COLLECTIVITE LOCALE (CRACL) POUR L'EXERCICE 2022 (5/8.4/1085)

Par délibération du 7 juillet 2008, le Conseil Municipal a approuvé le projet de traité de concession d'aménagement « Renouvellement Urbain par le Développement de l'Immobilier Commercial » (RUDIC) pour une durée de 25 ans (périmètre joint en annexe 1).

Cette concession, confiée à CITIVIA SPL, a pour objet d'organiser l'accueil, le maintien et l'extension d'activités économiques et commerciales, de favoriser le développement et la diversification de l'offre commerciale, de réaliser le cas échéant les actions et aménagements de nature à concourir à cette dynamique.

En pratique, il s'agit de maîtriser, sur les secteurs cibles fixés par le traité de concession, les commerces en procédant à l'acquisition des murs. Ces espaces font l'objet d'une location, dès lors que l'activité envisagée est conforme aux critères définis avec la collectivité. A terme, ces espaces seront cédés, la finalité de l'opération n'étant pas de conserver en patrimoine.

CITIVIA SPL a établi le compte-rendu 2022 de cette concession qui est soumis pour examen et approbation au Conseil Municipal.

Six cessions ont été réalisées en 2022 :

- 2 cellules en rez-de-chaussée du Conservatoire (ex centre Europe) - l'une vendue à « Médiateur » (actuellement à nouveau disponible en raison de la liquidation judiciaire du groupe Mediateur), l'autre à la Ville de Mulhouse pour le projet « Maison du vélo » (association pour agir sur le développement des pratiques cyclistes – informations, ateliers...) -
- et 4 locaux du site « Schuman » vendus occupés (par Nature & Découvertes » (stockage), « L'Ermitage », « BD SHOPNO » et « Permis Jeune ») à un investisseur unique.

Au bilan de la concession RUDIC établi au 31 décembre 2022, 4 082 m² ont fait l'objet d'une location, quasi exclusivement à des activités de commerce ; 242 m² restent libres à la commercialisation à cette date.

Sur le plan financier, compte tenu de la valorisation du patrimoine à l'issue de la concession et des recettes issues de la location, le montant total des produits s'élève à 48 487 K€. Les charges prévues s'établissent à 48 987 K€, la concession présente un besoin de financement supplémentaire de 500 K€ (contre 581 K€ au 31/12/2021).

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- prend acte du compte-rendu d'activités 2022 de CITIVIA SPL relatif à la concession d'aménagement « Renouvellement Urbain par le Développement de l'Immobilier Commercial ».

PJ : 3

Périmètre RUDIC

Compte-rendu annuel à la collectivité 2022

Synthèse du bilan prévisionnel au 31/12/2022

PERIMETRE RUDIC



SOMMAIRE

1. CONTEXTE

- A. DONNEES SYNTHETIQUES DE L'OPERATION
- B. HISTORIQUE - PHASES CLEFS
- C. SITUATION ADMINISTRATIVE

2. AVANCEMENT & PROGRAMMATION

- A. CESSIONS/VALORISATIONS
- B. LOCATIONS
- C. SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS
- D. ACQUISITIONS
- E. ETUDES ET TRAVAUX
- F. FINANCEMENT

3. ANALYSE ET PERSPECTIVES

4. ETATS & ELEMENTS CARTOGRAPHIQUES

- A. CESSIONS
- B. SUBVENTIONS & PARTICIPATIONS
- C. ACQUISITIONS PRIVEES
- D. EQUIPEMENTS PUBLICS
- E. EMPRUNTS

5. COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL DE L'OPERATION

RUDIC
 RENOUVELLEMENT URBAIN PAR LE DEVELOPPEMENT DE L'IMMOBILIER
 COMMERCIAL

COMPTE - RENDU A LA VILLE DE MULHOUSE

2022

1. CONTEXTE

1.1. DONNEES CONTRACTUELLES

Signature de la concession / convention	24 juillet 2008
Echéance	24 juillet 2033
Avenant N° 1	15 décembre 2011
Avenant N° 2	20 octobre 2014
Avenant N° 3	1 juillet 2015
Avenant N° 4	27 octobre 2015
Avenant N° 5	10 avril 2019
Avenant N° 6	Décembre 2020

2. PROCEDURES ADMINISTRATIVES ET FONCIERES

3. DONNEES PHYSIQUES en m²

NEANT

Surfaces à aménager	prévision d'origine	nouvelle prévision	réalisé	à réaliser
Surfaces cessibles				
SHON				

4. DONNEES FINANCIERES EN K€

Produits en indice	15 537	48 487	42 031	6 456
Charges en indice	32	100	87	13
Résultat	15 537	48 987	46 054	2 933
Participation en indice	32	100	94	6
Frais financiers en indice	0	-500	-4 023	3 523
	0	8 272	7 826	446
	0	100	95	5
	3 226	3 061	2 673	388
	105	100	87	13

5. INDICE DE REFERENCE

TP 01	d'origine
	99,49

6. RATIOS

Cessions / total produits	prévision d'origine	prévision nouvelle
Frais financiers / total charges	37%	64%
	21%	6%

7. DONNEES INTERNES

	taux	assiette
Rémunération sur dépenses d'investissement	5,0%	Dépenses HT
Rémunération sur cessions	4%	Recettes TTC
Rémunération sur subvention	0,5%	Recettes HT
Rémunération sur acquisitions	2,5%	Dépenses HT
Rémunération d'exploitation	7%	Recettes TTC
Rémunération forfaitaire	276 K€	
Rémunération liquidation	50 K€	

A. HISTORIQUE - PHASES CLEFS

La Ville de Mulhouse a confié à CITIVIA, conformément à l'article L 300-1 du code de l'urbanisme, une concession d'une durée de 25 ans dont l'objet est d'organiser l'accueil, le maintien et l'extension d'activités économiques et commerciales, de favoriser le développement et la diversification de l'offre de commerce, de réaliser le cas échéant les actions et les aménagements de nature à concourir à cette dynamique.

En pratique, il s'agit de maîtriser sur les secteurs cibles, les commerces ou pied d'immeubles en procédant à l'acquisition des murs et des fonds. Ces espaces feront l'objet d'une location, dès lors que l'activité envisagée sera conforme aux critères définis avec la collectivité. A terme ces espaces feront l'objet d'une cession, la finalité de l'opération n'étant pas de les conserver en patrimoine.

- Un avenant a été signé le 15/12/2011 visant à :
 - * adjoindre l'avenue Kennedy (entre le bd Roosevelt et l'av de Colmar) et la rue de l'Arsenal au périmètre
 - * confier à RUDIC une mission d'études des modalités de mise en œuvre de dispositif d'aides financières aux commerçants et artisans des secteurs Briand et Franklin
- Un deuxième avenant a été signé le 20/10/2014 visant à :
 - * remodeler le foncier en volumes, ainsi qu'une dissociation des réseaux alimentant chaque entité fonctionnelle (logements, Centre Europe et parking). Actions menées avec l'accord unanimes de l'ensemble des copropriétaires de toutes les copropriétés. Afin de ne pas faire porter sur le concessionnaire le préfinancement de ces missions, il est décidé de prendre en charge dès à présent une rémunération.
 - Un troisième avenant a été signé le 01/07/15 actant la participation de la Collectivité destinée à l'équilibre de la concession.
 - Un quatrième avenant a été signé le 27 octobre 2015 visant à prendre en compte une rémunération supplémentaire liée aux évolutions du programme de l'opération Centre Europe.
 - Un cinquième avenant, qui acte de l'intégration de la gestion de la galerie commerciale « Maison Engelmann » et de la participation d'équilibre pour l'opération Logial a été signé le 10 avril 2019.
 - Un sixième avenant a été signé en Décembre 2020 actant la participation de la collectivité destiné à l'équilibre de l'opération, impacté par un programme de cession des cellules commerciales qui se prolonge dans le cadre d'un contexte de crise sanitaire.

Les périmètres opérationnels sont les suivants :

- l'Avenue de Colmar, entre la rue Franklin et la Porte Jeune
- Avenue Robert Schuman entre l'avenue de Colmar et les rues d'Anvers/du Chêne
- Rue d'Anvers
- Rue Franklin
- Place Franklin/ rue Engel Dollfus pour sa partie place Franklin
- Avenue Aristide Briand entre le boulevard du Président Roosevelt et la rue du marteau soit les numéros 1 et 2 à 8 Avenue Aristide Briand
- Rue d'Illzach entre l'avenue de Colmar et la rue d'Ensisheim
- Rue Pasteur entre la porte Jeune et la rue de la Moselle
- Rue de la Moselle
- 1 et 3 rue de Metz et Boulevard de l'Europe jusqu'à la rue Stalingrad
- 1 à 7 rue de Kaysersberg et 113 rue de Kingersheim, intersection des rues de Kaysersberg, de Ribeauvillé et de Kingersheim
- Le centre commercial Nations
- Avenue Kennedy (entre le bd Roosevelt et l'avenue de Colmar)
- Rue de l'Arsenal.

Multisites :

Il a été vendu le 07 Janvier 2022 les 4 locaux dont l'exploitation était déficitaire pour 310 k€. La cession des locaux restants est inscrite au bilan de l'opération à la fin de la concession en 2033 dont l'estimation retenue est la suivante :

- 16 Bd Europe (Institut de Beauté) : 90 K€, soit un taux de rentabilité locatif de 10 %
- 6 Moselle (Le Temps d'une pause) : 250 K€, soit un taux de rentabilité locatif de 9 %
- 22 Rue Engel Dolfus (Carrefour City) : 450 K€, soit un taux de rentabilité locatif de 11 %

Concernant, les 2 pieds de tour de l'Europe, ils seront repris à l'€ symbolique par la Collectivité.

A.3. Moyens de commercialisation

CITIVIA met à la disposition de l'opération plusieurs moyens de commercialisation :

- le commercialisateur active l'ensemble de son réseau afin de promouvoir l'opération
- le site internet présente les locaux disponibles sur le secteur RUDIC
- la publication dans des supports presse est organisée pour faire connaître l'opération
- la mise en place de panneaux de commercialisation ainsi qu'une signalétique propre à l'opération sur les vitrines des locaux concernés sont pratiquées.

B. LOCATIONS

Voir l'état locatif ci-joint annexé.

B.1 Locations réalisées en 2022

Cf état des mouvements de locataires (p14).

B.2 Locations prévues en 2023

L'enseigne Hanshika Superette remplacera de Troyka sur le site Les Nations.

C SUBVENTIONS & PARTICIPATIONS

C.1. Participations

Une participation d'un montant de 6 675 k€ a été versée en 2015.

Centre Europe :

Au regard des difficultés pour trouver des preneurs pour les dernières cellules commerciales, le programme de commercialisation s'est allongé dans le temps et pour limiter les surcoûts en matière de portage financier, une participation complémentaire de 151 K€/an est programmée en 2021, 2022 (mais réalisé début 2023) et 2023 (soit un total de 453 k€).

Bâtiment Logial 4 avenue de Colmar :

Les loyers et charges versées par les associations qui occupent les locaux ne permettent pas l'équilibre de l'opération. Une participation d'équilibre d'un montant de 1 000 k€ par la ville de Mulhouse a été actée.

Afin de minorer les frais financiers de l'opération, le versement de cette participation est étalée sur 4 années, à savoir 300 K€ en 2019, 300 K€ en 2020, 200 K€ en 2021 et 200 K€ en 2022.

B. SITUATION ADMINISTRATIVE

Centre EUROPE : Pour permettre une maîtrise foncière de l'ensemble des lots de la copropriété, une procédure d'enquête publique de DUP et d'enquête parcellaire a été conduite du 26 octobre au 27 novembre 2009. Après une déclaration de projet approuvée en conseil municipal le 1^{er} mars 2010, La déclaration d'utilité publique et l'arrêt de cessibilité ont été obtenus respectivement les 22 mars et 3 juin 2010.

La totalité des acquisitions a été réalisée à fin 2011, de manière amiable ou au travers de la DUP.

Le jugement d'expropriation en Mars 2011, nous a conduit à enregistrer un surcoût d'acquisition d'environ 650 k€.

CITIVIA a fait appel de ce jugement et le délibéré a été rendu le 27 Mars 2012, invalidant le jugement de première instance. Certains propriétaires se sont pourvus en cassation.

Une nouvelle DUP a été sollicitée en 2014 pour répondre à l'évolution du projet. L'enquête publique s'est tenue en janvier et février 2015. L'arrêt de DUP a été pris le 29 septembre 2015.

2. AVANCEMENT & PROGRAMMATION

A. CESSIONS

A.1. Cessions réalisées en 2022

La cellule B2 au centre Europe a été vendue le 21/03 (Mediator)

La cellule B3 au centre Europe a été vendue le 30/11 (Ville de Mulhouse)

Le local 6 av. Schuman, occupé par Nature et Découverte, a été vendu le 07/01/2022 (FERAL).

Le local 2 av. Schuman, occupé par L'Ermitage, a été vendu le 07/01 (FERAL)

Le local 8 av. Schuman, occupé par BD SHOPNO, a été vendu le 07/01 (FERAL)

Le local 8 av. Schuman, occupé par Permis Jeune, a été vendu le 07/01 (FERAL)

A.2. Cessions/valorisations prévues en 2023 et au-delà

Centre Europe :

La cellule commerciale de 661 m2, occupée actuellement par le locataire Tour de Jade, activité de restauration, est prévue d'être cédée au terme de la concession à la collectivité pour une valeur estimée à 500 K€ sur la base d'un taux de rentabilité locatif de 9%.

Bâtiment Logial 4 avenue de Colmar :

La Collectivité récupérera à l'€ symbolique l'ensemble correspondant à 2 plateaux de bureaux au terme de la concession RUDIC.

Nations :

Il est prévu de céder les locaux restant en location actuellement au terme de la concession. Ils sont estimés à 1 050 K€ au bilan actuellement sur la base d'un taux de rentabilité locatif de 10 %.

Actions concernant sur les différents sites :

- Dans le cadre de la pandémie COVID 19, la Ville de Mulhouse a octroyé une exonération de loyers : pour le 1^{er} confinement de 3 mois de loyers pour lequel, elle versera une participation de 88.53 K€
- pour le 2^{ème} confinement une exonération conditionnée au cumul de plusieurs critères (fermeture administrative, montant de la perte de Chiffre d'Affaires, nature de l'activité), qui représente à ce jour une participation de 56 K€

Le soutien financier total et les modalités de versements seront finalisés par la ville de Mulhouse en fonction de l'évolution de la situation financière de la concession dans son ensemble.

C.2. Subventions

Bâtiment Logial 4 avenue de Colmar :

Une subvention Feder a été sollicitée à hauteur de 220 K€ HT. Celle-ci a été instruite puis fixée et versée pour 200 K€ HT le 14/09/2021.

Centre Europe :

Une subvention de la Région (6 K€) a été obtenue en 2016.

D. ACQUISITIONS

Voir l'état des acquisitions ci-joint annexé.

- *Acquisitions prévues en 2022 : néant*

E. ETUDES & TRAVAUX

E.1 Etudes réalisées en 2022

Sans objet

E.2 Etudes à réaliser en 2023

Sans objet.

E.3 Travaux réalisés en 2022

- Aménagement locaux show room - Médiateur
- Travaux de conformité local Institut de Beauté
- Travaux d'écoulement local Le temps d'une pause

E.4 Travaux à réaliser en 2023

- 4 avenue de Colmar :
 - Modification et création de salle de formation dans locaux de G7 (installation sur le site Logial).

F. FINANCEMENT

F.1. Emprunts

En 2009, un emprunt de 3 033 K€ a été mobilisé auprès de la Caisse d'Epargne pour financer les acquisitions du 4 et 6 avenue de Colmar.

En 2010, un emprunt de 4 500 K€ a été souscrit auprès de la Banque Populaire pour financer les acquisitions du Centre Europe et a été débloqué en deux temps (3 700 K€ en 2010 et 800 K€ en 2011).

En 2011, une avance de trésorerie de 3 000 K€ a été accordée temporairement par le Crédit Mutuel pour financer les travaux d'aménagement des locaux du Centre Europe.

En 2012, un emprunt de 2 500 K€ a été débloqué auprès du Crédit Mutuel pour financer les travaux du 4 et 6 avenue de Colmar. Il a été remboursé en totalité par anticipation fin 2015.

En 2016, trois avances de trésorerie de 1 000 K€ chacune ont été accordées par la BECM pour financer les travaux d'aménagement des locaux du Centre Europe en remplacement l'avance ci-dessus consentie par le Crédit Mutuel puis en 2020 pour le tiers de son montant global.

En 2017, un nouvel emprunt de 1.500 K€ pour financer les travaux d'aménagement pour accueillir les nouveaux locaux du 4 Colmar (LOGIAL) a été négocié auprès du Crédit Mutuel. Il a été débloqué fin mars 2018.

Fin 2017, une avance de trésorerie de 2 000 K€ a été accordée par la Ville. Elle a été versée à la clôture de l'opération Mulhouse Grand Centre fin 2019.

En 2019, CITIVIA SPL a avancé 30 K€ pour couvrir les décalages de trésorerie.

En 2020, le règlement de la dernière échéance d'emprunt auprès de la Banque Populaire de 961 K€ a été reportée puis remboursée par la mise en place d'un nouvel emprunt rééchelonnant la dette jusqu'à fin 2022 avec la prolongation de la garantie bancaire de la Ville à hauteur de 80% à hauteur du capital restant dû.

3. ANALYSE ET PERSPECTIVES

L'opération est marquée par une diversité des sous opérations qui la composent.

- Opération Centre Europe

Le conservatoire et le périscolaire ont été livrés en 2018. L'acquisition et la transformation de l'ancien centre commercial a nécessité de régler de nombreuses contraintes juridiques et des situations complexes avec les diverses copropriétés et intervenants. Il reste à l'actif de la concession une cellule commerciale louée au restaurant la Tour de Jade. Cette dernier sera cédée au terme de la concession à la collectivité concédante.

- Opération des 4 et 6 rue de Colmar dit « LOGIAL »

Ce bâtiment acquis en tant que commerce au départ contenait des sous-ensembles différents. (Office du tourisme, logements et commerces) Restaient à fin 2016 les 805 m² de plateaux bruts constitués de la barrette au-dessus de l'avenue Schuman.

Ces locaux ont fait l'objet d'un aménagement en bureaux permettant d'accueillir l'Association du 48 au R+3 de l'immeuble (L'association du « 48 » regroupe les structures de la création-reprise d'entreprises) et l'association Tuba au R+2 (développement numérique).

Ces locaux ont été livrés à leurs locataires, respectivement en mai et en novembre 2018. Depuis les associations 48 et Tuba ont quitté les locaux et de nouveaux locataires se sont installées dont les activités sont proches ou de même nature que les prédécesseurs. Ainsi, la genèse du projet perdure.

Au terme de la concession, cet actif sera repris par la Collectivité à l'€ symbolique.

- Opération Nations

Cette bande de commerces aux Coteaux est issue de la ZAC des Nations.

Elle a trouvé un équilibre à moyen terme et remplit un rôle de commerces de proximité au sein du quartier. L'évolution de ce site est maintenant à entrevoir avec le nouveau projet d'aménagement du quartier que ce dessine.

- Opération «Multisties»

Cette opération regroupe différents lots de commerces qui constituent l'objet même de RUDIC :

- Le 16 Bd de l'Europe (Institut de Beauté)
- Le Carrefour City place Franklin
- Le 6 Moselle (Le temps d'une Pause)
- Les pieds de tour de la tour de l'Europe (dont 1 est occupé par un photographe) qui constitue un bien résiduel de l'opération Porte Jeune, locaux extrêmement difficile à traiter.

Les locaux de la Barette Schuman ont été vendu en 2022 pour 310 K€ en raison d'une rentabilité locale fortement dégradée .La cellule commerciale du 16 Bd Europe (Institut de Beauté), 6 Moselle (Le Temps d'une pause) et du 22 Engel Dolfus (Carrefour City), seront conservés en location pour être cédés au terme de la concession .

- Opération «Maison Engelmann»

L'opération « Mulhouse Grand Centre » étant arrivée à échéance au 31 décembre 2017, en accord avec la collectivité, il a été décidé d'intégrer l'opération de gestion de la Maison Engelmann dans RUDIC à compter du 1^{er} janvier 2018 et ce jusqu'à l'échéance de l'usufruit, à savoir le 30 novembre 2023.

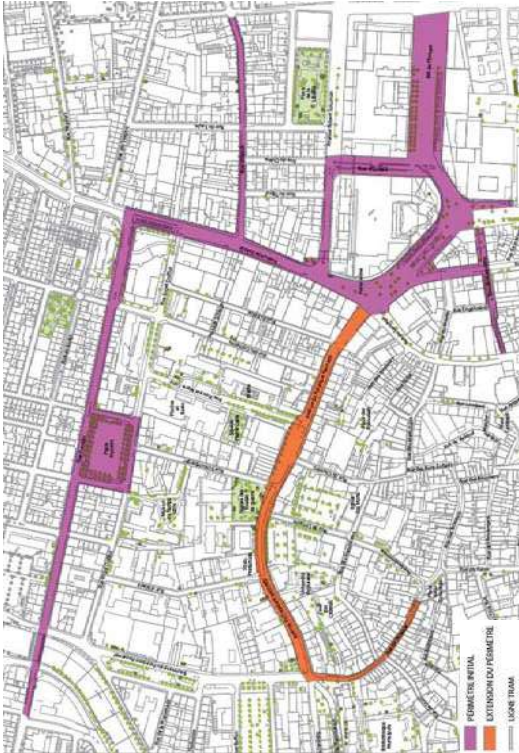
4. ETATS & ELEMENTS CARTOGRAPHIQUES

PERIMETRE RUDIC

ETAT LOCATIF

- CESSIONS
- SUBVENTIONS & PARTICIPATIONS
- ACQUISITIONS
- EMPRUNTS

PERIMETRE RUDIC





</

Surface m2 en %	0,0% LIBRE	Loyer/ an HT	Loyer/ m2
872	100,0% LOUE	107 413	123,18
872	100,0% TOTAL	107 413	123,18

N° de lot	Surface m2	Type	Locataire	Activités	Début du bail	fin de bail	Loyer HT	m2 annuel
Bat D n° 29	110	C	TN ALIMENTATION	Epicerie	01.06.2020	31.05.2028	17 848	162,25
Bat D n° 31	89	C	CYBER PHONE	Telephonie	01.06.2006	31.05.2015	11 489	129,09
Bat D n° 33	130	C	NAOM	Pieces auto	01.03.2020	29.02.2028	13 000	100,00
Bat E n° 39	110	C	TROYKA	Epicerie	01.03.2020	28.02.2023	11 000	100,00
Bat E n° 41	133	C	BIORHIN	Labo analyses	01.10.2005	30.09.2014	25 489	191,65
Bat E n° 43	109	C	MONTAGNE	Auto-école	01.05.2021	30.04.2030	10 896	99,96
Bat G n° 46	60	C	SELF WASH	Laverie	01.01.2005	31.12.2022	4 591	76,52
Bat G n° 50	131	C	SEMAPHORE	Mission locale	01.02.2020	31.01.2029	13 100	100,00
Total Bât.	872						107 413	123,18

C = Commerces

Surface m2 en %	19,4% LIBRE	Loyer/ an HT	Loyer/ m2
242	80,6% LOUE	8 400	34,71
1 004	100,0% TOTAL	87 407	87,06

N° de lot	Surface m	Type	Locataire	Activités	Début du bail	fin de bail	Loyer HT	m2 annuel
16 Bd Europe	84	C	INSTITUT BEAUTE & SMILE	Institut	01/01/2022	31/12/2024	8 400	100,00
Pied de tour	232	C	BAEUNLIN PATRICK	Photographie	01/11/2021	31/10/2024	7 653	32,99
Vox - superette	508	C	CARREFOUR CITY	Epicerie	01.10.2019	30.09.2028	51 601	101,58
6 rue de la Moselle	180	C	LE TEMPS D'UNE PAUSE	Café littéraire	01.07.2015	30.06.2024	25 733	142,96
Pied de tour	242	C	LIBRE				2 420	10,00
Total Bât.	1246						95 807	76,89

C = Commerces
B = Bureaux

Surface m2 en %	0,0% LIBRE	Loyer/ an HT	Loyer/ m2
661	100,0% LOUE	45 623	69,02
661	100,0% TOTAL	45 623	69,02

N° de lot	Surface m2	Type	Locataire	Activités	Début du bail	fin de bail	Loyer HT	m2 annuel
2 Rue de Metz	661	C	TOUR DE JADE	Restaurant	01.01.2023	31.12.2032	45 623	69,02
Total Bât.	661						45 623	69,02

C = Commerces

Surface m2 en %	0,0% LIBRE	Loyer/ an HT	Loyer/ m2
775	100,0% LOUE	168 267	217,06
775	100,0% TOTAL	168 267	217,06

N° de lot	Surface m2	Type	Locataire	Activités	Début du bail	fin de bail	Loyer HT	m2 annuel
Caviste	68	C	CLOS 3/4	Caviste	01/01/2023	31/12/2032	14 362	212,26
Librairie	186	C	VDHDCASI	Librairie	01/01/2023	31/12/2032	50 169	269,50
Traiteur	77	C	MAMA MOZZA	Traiteur	02/02/2015	01/02/2024	17 982	233,14
Pâtisserie	60	C	HUSSER	Pâtisserie	01/01/2023	31/12/2032	12 030	201,62
Restaurant	171	C	ENGEL CAFE	Restaurant	01/01/2023	31/12/2032	40 051	233,98
Epicerie	213	C	BLOCCOP	Epicerie Bio	01/07/2017	30/06/2026	33 672	157,79
Total Bât.	775						168 267	217,06

C = Commerces

Surface m2	en %		Loyer/ an HT	Loyer/ m2
242	5,6%	LIBRE	8 400	34,71
4 082	94,4%	LOUE	472 709	115,82
4 324	100,0%	TOTAL	481 109	111,28

	Logial	Nations	Multisites	Centre Europe	Maison Engelmann
Taux d'occupation	100%	100%	81%	100%	100%
Surfaces disponibles	Néant	Néant	242 m²	Néant	Néant
Entrées de locataires	Association G7 363 m² bureaux - Entreprenariat	Pas de mouvement en 2022	Institut Beaute & Smile 84 m² - Institut	Pas de mouvement en 2022	Pas de mouvement en 2022
Sorties de locataires	TUBA 363 m² bureaux - Entreprenariat	Pas de mouvement en 2022	Pas de mouvement en 2022	Pas de mouvement en 2022	Pas de mouvement en 2022

A. CESSIONS

CESSIONS - REALISE AU 31 DECEMBRE 2022

Ref. Parcelles	Acquéreur	Nature	Date Acte de vente	Surface en m²	SHON en m²	Prix en K€
Logements 6 Colmar	SERM/opération Rlogements		2013			2 079
Office du Tourisme	MZA	Locaux professionnels	2012/2013			2 420
34 avenue de Colmar	SCI SELIN	Local commercial	23/12/2014	76		138
Centre Europe/périscolaire	MZA	VEFA	21/12/2015	401		896
Centre Europe/conservatoire	Ville de Mulhouse	VEFA	18/12/2015	7 076		20 782
Centre Europe/cellule B1	OPHICLEIDE	Local commercial	14/09/2017	180		207
Centre Europe/Cellule B4	Pizza de Nico	Local commercial	23/07/2018	331		395
4 av. Schumann	Assoc SINCLAIR	Local commercial	31/12/2019	180		92
4 av. Schumann	HAMA	Local commercial	03/07/2020	100		40
6 av. Schumann	SCI CAN	Cession	04/06/2021	100		50
Centre Europe/cellule B1 bis	ALSACE JEUNE	Cession	23/06/2021	170		170
Centre Europe/cellule B1 bis	GMA 68	Cession	04/11/2021	21		33
2 av. Schumann	FERAL	Cession	07/01/2022	234		140
6 av. Schumann	FERAL	Cession	07/01/2022	54		20
8 av. Schumann	FERAL	Cession	07/01/2022	109		90
8 av. Schumann	FERAL	Cession	07/01/2022	248		60
Centre Europe/cellule B2	MEDIATOR	Cession	21/03/2022	418		418
Centre Europe/cellule B3	Ville de Mulhouse	Cession	30/11/2022	460		449
Sous Total				10 138		28 478

CESSIONS - RESTE A REALISER AU 31 DECEMBRE 2023

Ref. Parcelles	Acquéreur	Nature	Date prévisionnelle	Surface en m²	SHON en m²	Prix en K€
4 av. de Colmar/bureaux (LOGIAL)	Ville de Mulhouse	Cession	31/12/2033	805		0
Pied de Tour de l'Europe		Valorisation in fine	31/12/2033	232		0
Pied de Tour de l'Europe		Valorisation in fine	31/12/2033	242		0
6 rue de la Moselle		Cession in fine	31/12/2033	180		250
22 rue Engel Dolfus		Cession	31/12/2023	508		450
16 Bd Europe		Cession in fine	31/12/2033	84		90
Les Nations		Valorisation in fine	31/12/2033	872		1 050
Centre Europe/Resto Tour de Jade		Cession in fine	31/12/2033	661		500
Sous Total				3 584		2 340
TOTAL GENERAL				13 742		30 818

B. SUBVENTIONS & PARTICIPATIONS

SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS - REALISE AU 31 DECEMBRE 2022

Objet	Financier	Date de la convention	Montant en K€
Participation du Concédant	Ville de Mulhouse	2015	6 675
Subvention Centre Europe	REGION	2016/2017	6
Participation Logial	Ville de Mulhouse	10/04/2019	1 000
Subvention Logial	FEDER	14/09/2021	200
Centre Europe	Ville de Mulhouse	03/06/2021	151
Sous Total			8 032

SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS - RESTE A REALISER AU 31 DECEMBRE 2023

Objet	Financier	Date de la convention	Montant en K€
Centre Europe	Ville de Mulhouse	03/06/2021	302
Participation COVID V1	Ville de Mulhouse		89
Participation COVID V2	Ville de Mulhouse		56
Sous Total			446
TOTAL			8 478

C.1.A ACQUISITIONS PIVEES

ACQUISITIONS - REALISE AU 31 DECEMBRE 2022

Ref. Parcelles	Vendeur	Nature	Date de l'acte	Surface en m²	SHON en m²	Prix en k€
CENTRE EUROPE						
section MN						
357, 358, 215	SCI EURA	local commercial	15/07/2010	1 044m²		604
357, 358	Robert SELTZ	local commercial	24/11/2009	65m²		47
357, 358, 215	SCI 4 BLU	local commercial	15/03/2010	120m²		88
357, 358	SPR FORMATION	local commercial	30/12/2009	35m²		9
357, 358, 214	SCI CARIGA	local commercial	24/02/2010	113m²		30
357, 358, 214	SCI MONTREAL	local commercial	24/02/2010	52m²		13
357, 358, 214	CSI CRM	local commercial	24/02/2010	446m²		108
357, 358	SCI France INVEST	local commercial	15/07/2010	193m²		50
357, 358, 215	SCI ACSL	local commercial	15/07/2010	1 895m²		407
357, 358	I'ANNONE	local commercial	22/03/2010	125m²		32
357, 358	SCI CHRISTOPHE	local commercial	15/03/2010	225m²		50
357, 360	KLEINHANS/ZUGER	local commercial	17/12/2009	41m²		13
357	SCI SEMAPHORE	local commercial	20/08/2010	39m²		12
357, 358	SCI GENTIL DAUPHIN	local commercial	24/02/2010	778m²		191
357, 358	SCI AGAPES	local commercial	22/03/2011	757m²		1 080
357, 358	SORDI MICHEL	local commercial	22/03/2011	57m²		15
357, 358	SCI SAPIN	local commercial	22/03/2011	115m²		75
357, 358	GALUSTINOS	local commercial	22/03/2011	64m²		16
357, 358	NOUIER	local commercial	22/03/2011	130m²		32
357, 358	VOGEL NATHALIE	local commercial	22/03/2011	10m²		8
357, 358	SCI DU N° 1 POINCARE	local commercial	22/03/2011	524m²		122
357, 358	Mr MORDOGAN	local commercial	22/03/2011	97m²		18
357, 358	Mr BOUKHAIL	local commercial	22/03/2011	56m²		16
357, 358	VOGEL PAUL	local commercial	22/03/2011	88m²		22
357, 358	SCI CHINA ESPACE	local commercial	22/03/2011	172m²		38
357, 358	Mme PARRIOT	local commercial	15/06/2011	96m²		7
357, 358	SCI CENTRE EUROPE	local commercial	22/03/2011	154m²		40
357, 358	SCI JAE/Lallic	local commercial	19/09/2011	268m²		249
357, 358	SCI L'Ambassadeur	Panneaux d'affichage	22/03/2011	m²		0
357, 358, 215	SCI ACSL	Fond de commerce	16/07/2010			450
	Rest SUR LE POUCE	Fond de commerce	22/03/2011			102
TOTAL				7 759m²		3 946

4 avenue de COLMAR						
SCI YCS	local commercial	02/12/2008	1 283m²			954
TOTAL			1 283m²			954
6 avenue de COLMAR						
M. WINTERBERGER	local commercial bureaux et logements	19/12/2008	980m²			950
TOTAL			980m²			950
NATIONS						
Transfert interne des locaux Nations opération 027						
TOTAL			872m²			620
MULTI SITES						
MN 359 à 361	local commercial	09/04/2009	84m²			105
	local commercial	Transfert interne	232m²			15
	local commercial	Transfert interne	109m²			95
	local commercial	24/06/2010	100m²			45
	local commercial	Transfert interne	508m²			561
EP 123 (lots 1, 2, 3 et 4)	local commercial	08/06/2011	180m²			430
MN 2	local commercial	04/03/2011	234m²			180
MN 4	local commercial	Transfert interne	180m²			95
Tour	local commercial	Transfert interne	242m²			15
MN 6	local commercial	Transfert interne	54m²			27
MN 8	local commercial	Transfert interne	248m²			160
MM 0222	local commercial	Transfert interne	76m²			50
	local commercial	Transfert interne	100m²			40
TOTAL			2 347m²			1 818
Sous Total			13 241	0		8 287

ACQUISITIONS - RESTE A REALISER AU 31 DECEMBRE 2023

Ref. Parcelles	Vendeur	Nature	Date de l'acte	Surface en m²	SHON en m²	Prix en k€
MULTISITES						
TOTAL				m²		0
Sous Total			0	0	0	0
TOTAL			13 241	0		8 287

D.1. EQUIPEMENTS PUBLICS

EQUIPEMENTS PUBLICS - REALISE AU 31 DECEMBRE 2022

Réf.	Nature	Avancement %	Date de remise	Autre collectivité compétente	Valeur H.T. en k€
	NEANT				
Sous-Total					0

EQUIPEMENTS PUBLICS - RESTE A REALISER AU 31 DECEMBRE 2023

Réf.	Nature	Avancement %	Date de remise	Autre collectivité compétente	Valeur H.T. en k€
	NEANT				
Sous-Total					0
TOTAL					0

C.1.B ACQUISITIONS COLLECTIVITE

ACQUISITIONS - REALISE AU 31 DECEMBRE 2022

Réf. Parcelles	Vendeur	Nature	Date de l'acte	Surface en m²	SHON en m²	Prix en k€
357, 358	Ville de Mulhouse	Centre europe local + terrasse				26
Sous Total						26

ACQUISITIONS - RESTE A REALISER AU 31 DECEMBRE 2023

Réf. Parcelles	Vendeur	Nature	Date de l'acte	Surface en m²	SHON en m²	Prix en k€
Sous Total						0
TOTAL						26

6. COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL DE L'OPERATION

Libre	Intitulé	Région	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	2042	2043	2044	2045	2046	2047	2048	2049	2050	2051	2052	2053	2054	2055	2056	2057	2058	2059	2060	2061	2062	2063	2064	2065	2066	2067	2068	2069	2070	2071	2072	2073	2074	2075	2076	2077	2078	2079	2080	2081	2082	2083	2084	2085	2086	2087	2088	2089	2090	2091	2092	2093	2094	2095	2096	2097	2098	2099	2100	2101	2102	2103	2104	2105	2106	2107	2108	2109	2110	2111	2112	2113	2114	2115	2116	2117	2118	2119	2120	2121	2122	2123	2124	2125	2126	2127	2128	2129	2130	2131	2132	2133	2134	2135	2136	2137	2138	2139	2140	2141	2142	2143	2144	2145	2146	2147	2148	2149	2150	2151	2152	2153	2154	2155	2156	2157	2158	2159	2160	2161	2162	2163	2164	2165	2166	2167	2168	2169	2170	2171	2172	2173	2174	2175	2176	2177	2178	2179	2180	2181	2182	2183	2184	2185	2186	2187	2188	2189	2190	2191	2192	2193	2194	2195	2196	2197	2198	2199	2200	2201	2202	2203	2204	2205	2206	2207	2208	2209	2210	2211	2212	2213	2214	2215	2216	2217	2218	2219	2220	2221	2222	2223	2224	2225	2226	2227	2228	2229	2230	2231	2232	2233	2234	2235	2236	2237	2238	2239	2240	2241	2242	2243	2244	2245	2246	2247	2248	2249	2250	2251	2252	2253	2254	2255	2256	2257	2258	2259	2260	2261	2262	2263	2264	2265	2266	2267	2268	2269	2270	2271	2272	2273	2274	2275	2276	2277	2278	2279	2280	2281	2282	2283	2284	2285	2286	2287	2288	2289	2290	2291	2292	2293	2294	2295	2296	2297	2298	2299	2300	2301	2302	2303	2304	2305	2306	2307	2308	2309	2310	2311	2312	2313	2314	2315	2316	2317	2318	2319	2320	2321	2322	2323	2324	2325	2326	2327	2328	2329	2330	2331	2332	2333	2334	2335	2336	2337	2338	2339	2340	2341	2342	2343	2344	2345	2346	2347	2348	2349	2350	2351	2352	2353	2354	2355	2356	2357	2358	2359	2360	2361	2362	2363	2364	2365	2366	2367	2368	2369	2370	2371	2372	2373	2374	2375	2376	2377	2378	2379	2380	2381	2382	2383	2384	2385	2386	2387	2388	2389	2390	2391	2392	2393	2394	2395	2396	2397	2398	2399	2400	2401	2402	2403	2404	2405	2406	2407	2408	2409	2410	2411	2412	2413	2414	2415	2416	2417	2418	2419	2420	2421	2422	2423	2424	2425	2426	2427	2428	2429	2430	2431	2432	2433	2434	2435	2436	2437	2438	2439	2440	2441	2442	2443	2444	2445	2446	2447	2448	2449	2450	2451	2452	2453	2454	2455	2456	2457	2458	2459	2460	2461	2462	2463	2464	2465	2466	2467	2468	2469	2470	2471	2472	2473	2474	2475	2476	2477	2478	2479	2480	2481	2482	2483	2484	2485	2486	2487	2488	2489	2490	2491	2492	2493	2494	2495	2496	2497	2498	2499	2500	2501	2502	2503	2504	2505	2506	2507	2508	2509	2510	2511	2512	2513	2514	2515	2516	2517	2518	2519	2520	2521	2522	2523	2524	2525	2526	2527	2528	2529	2530	2531	2532	2533	2534	2535	2536	2537	2538	2539	2540	2541	2542	2543	2544	2545	2546	2547	2548	2549	2550	2551	2552	2553	2554	2555	2556	2557	2558	2559	2560	2561	2562	2563	2564	2565	2566	2567	2568	2569	2570	2571	2572	2573	2574	2575	2576	2577	2578	2579	2580	2581	2582	2583	2584	2585	2586	2587	2588	2589	2590	2591	2592	2593	2594	2595	2596	2597	2598	2599	2600	2601	2602	2603	2604	2605	2606	2607	2608	2609	2610	2611	2612	2613	2614	2615	2616	2617	2618	2619	2620	2621	2622	2623	2624	2625	2626	2627	2628	2629	2630	2631	2632	2633	2634	2635	2636	2637	2638	2639	2640	2641	2642	2643	2644	2645	2646	2647	2648	2649	2650	2651	2652	2653	2654	2655	2656	2657	2658	2659	2660	2661	2662	2663	2664	2665	2666	2667	2668	2669	2670	2671	2672	2673	2674	2675	2676	2677	2678	2679	2680	2681	2682	2683	2684	2685	2686	2687	2688	2689	2690	2691	2692	2693	2694	2695	2696	2697	2698	2699	2700	2701	2702	2703	2704	2705	2706	2707	2708	2709	2710	2711	2712	2713	2714	2715	2716	2717	2718	2719	2720	2721	2722	2723	2724	2725	2726	2727	2728	2729	2730	2731	2732	2733	2734	2735	2736	2737	2738	2739	2740	2741	2742	2743	2744	2745	2746	2747	2748	2749	2750	2751	2752	2753	2754	2755	2756	2757	2758	2759	2760	2761	2762	2763	2764	2765	2766	2767	2768	2769	2770	2771	2772	2773	2774	2775	2776	2777	2778	2779	2780	2781	2782	2783	2784	2785	2786	2787	2788	2789	2790	2791	2792	2793	2794	2795	2796	2797	2798	2799	2800	2801	2802	2803	2804	2805	2806	2807	2808	2809	2810	2811	2812	2813	2814	2815	2816	2817	2818	2819	2820	2821	2822	2823	2824	2825	2826	2827	2828	2829	2830	2831	2832	2833	2834	2835	2836	2837	2838	2839	2840	2841	2842	2843	2844	2845	2846	2847	2848	2849	2850	2851	2852	2853	2854	2855	2856	2857	2858	2859	2860	2861	2862	2863	2864	2865	2866	2867	2868	2869	2870	2871	2872	2873	2874	2875	2876	2877	2878	2879	2880	2881	2882	2883	2884	2885	2886	2887	2888	2889	2890	2891	2892	2893	2894	2895	2896	2897	2898	2899	2900	2901	2902	2903	2904	2905	2906	2907	2908	2909	2910	2911	2912	2913	2914	2915	2916	2917	2918	2919	2920	2921	2922	2923	2924	2925	2926	2927	2928	2929	2930	2931	2932	2933	2934	2935	2936	2937	2938	2939	2940	2941	2942	2943	2944	2945	2946	2947	2948	2949	2950	2951	2952	2953	2954	2955	2956	2957	2958	2959	2960	2961	2962	2963	2964	2965	2966	2967	2968	2969	2970	2971	2972	2973	2974	2975	2976	2977	2978	2979	2980	2981	2982	2983	2984	2985	2986	2987	2988	2989	2990	2991	2992	2993	2994	2995	2996	2997	2998	2999	3000

D. EMPRUNTS

EMPRUNTS - REALISE AU 31 DECEMBRE 2022

Objet	Financier	Date du contrat	Montant mobilisé en k€	Capital restant dû en k€
Acquisitions	Caisse d'Épargne	21/11/2008	3 033	999
Acquisitions + travaux	Banque Populaire	01/06/2010	4 500	0
Acquisitions + travaux	Banque Populaire	16/11/2020	961	0
Travaux 4/6 Colmar	Crédit Mutuel	22/06/2012	2 500	0
Bât Logial	Crédit Mutuel	20/02/2018	1 500	1 102
	Sous Total		12 494	2 101
Ligne de trésorerie	Crédit Mutuel	17/10/2011	3 000	0
Ligne de trésorerie	BECM	27/06/2016	1 000	0
Ligne de trésorerie	BECM	23/12/2016	1 000	0
Ligne de trésorerie	BECM	23/12/2016	1 000	0
Ligne de trésorerie	BECM	19/11/2020	1 000	0
	Sous Total		7 000	0
Avance de trésorerie	Ville de Mulhouse	19/12/2019	2 000	2 000
Avance de trésorerie	Citiva		30	30
	Sous Total		2 030	2 030
TOTAL			21 524	4 131

EMPRUNTS - A REALISER AU 31 DECEMBRE 2023

Objet	Financier	Date du contrat	Montant mobilisé en k€	Capital restant dû en k€
Sous Total				
			0	0
TOTAL				
			0	0

VILLE DE MULHOUSE

RUDIC		SYNTHESE DU BILAN PREVISIONNEL AU 31.12.2022				
en K€ HT	BILAN PREVISIONNEL		REALISE		RESTE A REALISER	
	Approuvé au 31.12.2021	Actualisé au 31.12.2022	AU 31.12.2022	Dont en 2022	2023/2033	Dont en 2023
CHARGES						
Acquisitions foncières	8 970	8 970	8 970	0	0	0
Travaux et études	25 330	25 288	24 977	38	311	46
Rémunération CITIVIA	4 149	4 149	3 612	106	537	56
Frais financiers	3 080	3 061	2 673	84	388	67
Autres frais	7 500	7 519	5 822	294	1 697	261
TOTAL CHARGES	49 029	48 987	46 054	522	2 933	430
PRODUITS						
Cessions	30 818	30 818	28 478	1 177	2 340	0
Subventions	206	206	206	0	0	0
Participations VILLE	8 128	8 128	7 826	200	302	302
Participations à recevoir	144	144	0	0	144	144
Diverses recettes	9 151	9 190	5 521	531	3 669	462
TOTAL PRODUITS	48 447	48 486	42 031	1 908	6 455	908
RESULTAT	-581	-501	-4 023	1 386	3 522	478

Mme le Maire : Nous passons au dernier CRACL qui est la concession d'aménagement renouvellement urbain pour le développement de l'immobilier commercial. Il s'agit de l'exercice 2022. Je laisse Philippe TRIMAILLE, cette fois-ci, nous présenter ce rapport.

M. TRIMAILLE : Merci, Mme le Maire. Cette concession dite RUDIC a pour objectif de soutenir en la maîtrisant l'activité commerciale en vue d'avoir une activité commerciale diversifiée et de qualité sur des sites cibles par l'acquisition de locaux et leur valorisation, tout d'abord sous la forme de location et, à terme, de cession. La concession a été signée avec Citivia le 24 juillet 2008. Il s'agit du compte-rendu 2022 dont nous parlons. En 2022, il y a six cessions qui ont été réalisées : deux au niveau du rez-de-chaussée du conservatoire et quatre au niveau du site dit Schuman.

A noter également que 2023 est l'année d'arrivée à échéance de l'usufruit de la maison Engelmann qui a été reprise par les propriétaires ainsi que les baux, comme c'était convenu. Les baux étant des baux commerciaux courant jusqu'en 2031, cela n'a aucun impact sur les établissements commerciaux qui sont implantés.

A fin 2022, le bilan financier prévisionnel fait apparaître un besoin de financement supplémentaire de 500 000 € en diminution de 80 000 € par rapport à fin 2021. Voilà, Mme le Maire.

Mme le Maire : Merci pour cette présentation. Cette fois-ci, il n'y aura qu'un seul vote toujours sur la prise en compte du rapport. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci à vous.

Pour : 45 + 4 procurations

Groupe majoritaire : 34+ 3 procurations

Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

Groupe M Mulhouse : 2 + 1 procuration

Non-inscrits dans un groupe : 3

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

VOTE EN BLOC DES DELIBERATIONS

Mme le Maire : Nous arrivons enfin au bout des délibérations discutées avant de passer à la motion et au vœu. Donc il m'appartient de proposer les autres délibérations au vote. Qui est-ce qui est pour les autres délibérations ? Qui est contre ? Paul-Andre STRIFFLER, tu voulais dire quelque chose ?

M. STRIFFLER : Je voulais dire quelque chose avant qu'on passe au dernier point sur le point 46 -délibération &083- je ne prendrai pas part au vote, étant directeur d'une des écoles qui bénéficient d'une subvention FAI, il est donc plus prudent que je ne prenne pas part à ce vote.

Mme le Maire : Merci de le préciser. OK. On recommence avec le vote bloqué pour être tout à fait sûr. Qui est pour les délibérations en vote bloqué ? Qui est contre ? Est-ce que quelqu'un s'abstient ? Non.

Pour : 45+4

Groupe majoritaire : 34 + 3 procurations

Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

Groupe M Mulhouse : 2 + 1 procuration

Non-inscrits dans un groupe : 3

Le vote en bloc des délibérations ci-dessous est adopté à l'unanimité des suffrages exprimés.

--- / ---

33° TRANSFERTS ET CREATIONS DE CREDITS (312/7.1.2/1081)

Pour permettre aux services municipaux de poursuivre leurs activités, il convient de procéder aux créations et transferts de crédits suivants :

A/ BUDGET PRINCIPAL

Dépenses de Fonctionnement

Chapitre 042 / Nature 6815 / Fonction 01 / Ligne de crédit 4115 14 500,00 €
Service gestionnaire et utilisateur 310
"Dotations aux provisions - Affaires à risques"

Chapitre 042 / compte 6817 / fonction 01 / ligne de crédit 34958 300 363,00 €
Service gestionnaire et utilisateur 310
"Dotations provisions - Dépréciation des actifs circulants"

Chapitre 011/ Nature 60628 / Fonction 313/ Ligne de crédit 1075 3 000,00 €
Service gestionnaire et utilisateur 212
"Autres fournitures non stockées"

Chapitre 011/ Nature 611 / Fonction 313 / Ligne de crédit 28692 1 000,00 €
Service gestionnaire et utilisateur 212
"Services extérieurs"

Chapitre 011/ Nature 60628 / Fonction 23 / Ligne de crédit 18164 728,00 €
Service gestionnaire et utilisateur 2112
"Kunsthalle - Fournitures"

Chapitre 011/ Nature 615231 / Fonction 845 / Ligne de crédit 757 4 780,00 €
Service gestionnaire et utilisateur 422
"Entretien et réparations voies et réseaux"

Chapitre 023/ Nature 023 / Fonction 01 / Ligne de crédit 2537

425 137,00 €

Service gestionnaire et utilisateur 310
"Virement à la section d'investissement"

TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT**749 508,00 €****Recettes de Fonctionnement**

Chapitre 042 / Nature 7815 / Fonction 01 / Ligne de crédit 4116 45 000,00 €
Service gestionnaire et utilisateur 310
"Reprises sur provisions – pour risques"

Chapitre 042 / Nature 7817 / Fonction 01 / Ligne de crédit 36384 125 000,00 €
Service gestionnaire et utilisateur 310
"Reprises sur provisions - Actifs circulants"

Chapitre 042 / compte 722 / fonction 823 / ligne de crédit 1440 570 000,00 €
Service gestionnaire et utilisateur 413
"Travaux en régie"

Chapitre 74 / Nature 74718 / Fonction 313 / Ligne de crédit 3643 4 000,00 €
Service gestionnaire et utilisateur 212
"Subvention Etat - Bibliothèques"

Chapitre 74 / Nature 7473 / Fonction 311 / Ligne de crédit 18078 728,00 €
Service gestionnaire et utilisateur 2112
"Kunsthalle - Participations CeA"

Chapitre 70 / Nature 704 / Fonction 845 / Ligne de crédit 1418 4 780,00 €
Service gestionnaire et utilisateur 422
"Produits travaux sur voirie"

TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT**749 508,00 €****Dépenses d'investissement**

Chapitre 040 / Nature 15112 / Fonction 01 / Ligne de crédit 13935 45 000,00 €
Service gestionnaire et utilisateur 310
"Provisions pour litiges"

Chapitre 040 / Nature 4912 / Fonction 01 / Ligne de crédit 36387 125 000,00 €
Service gestionnaire et utilisateur 310
"Provisions pour dépréciation des comptes de redevables"

Chapitre 040 / compte 2152 / fonction 01 / ligne de crédit 17046

	570 000,00 €
Service gestionnaire 413 / Service utilisateur 413 "Travaux en régie"	
Chapitre 21 / Nature 2152 / Fonction 518 / Ligne de crédit 31105 Service gestionnaire et utilisateur 421 "Circulation-Stationnement - Demandes de proximité"	2 656,00 €
<u>TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT</u>	742 656,00 €

Recettes d'investissement

Chapitre 040 / Nature 15112 / Fonction 01 / Ligne de crédit 13936 Service gestionnaire et utilisateur 310 "Provisions pour litiges"	14 500,00 €
Chapitre 040 / compte 4912 / fonction 01 / ligne de crédit 34959 Service gestionnaire et utilisateur 310 "Provisions pour dépréciation des comptes de redevables"	287 862,00 €
Chapitre 040 / compte 4962 / fonction 01 / ligne de crédit 36385 Service gestionnaire et utilisateur 310 "Provisions pour dépréciation des comptes de débiteurs divers"	12 501,00 €
Chapitre 13 / compte 1322 / fonction 847 / ligne de crédit 33773 Service gestionnaire et utilisateur 421 "Subvention programme bilingue"	2 656,00 €
Chapitre 021 / Nature 021 / Fonction 01 / Ligne de crédit 2536 Service gestionnaire et utilisateur 310 "Virement de la section de fonctionnement"	425 137,00 €
<u>TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT</u>	742 656,00 €

B/ BUDGET ANNEXE POMPES FUNEBRES**Dépenses de fonctionnement**

Chapitre 67 / compte 673 / ligne de crédit 16948 Service gestionnaire et utilisateur POMPES FUNEBRES "Charges exceptionnelles"	-1 110,00 €
Chapitre 68 / compte 6817 / ligne de crédit 20960 Service gestionnaire et utilisateur POMPES FUNEBRES "Dotations aux dépréciations des actifs circulants"	1 110,00 €
<u>TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</u>	0,00 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve les transferts et créations de crédits proposés.

Pour : 45+4

Groupe majoritaire : 34 + 3 procurations

Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

Groupe M Mulhouse : 2 + 1 procuration

Non-inscrits dans un groupe : 3

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

34° CREANCES IRRECOURABLES : ADMISSION EN NON-VALEUR (315/7.10.5/1022)

Le Service de Gestion Comptable demande l'admission en non-valeur de créances irrécouvrables.

Les créances appelées en admission en non-valeur découlent essentiellement de liquidations judiciaires, de combinaisons infructueuses d'actes, de poursuites sans effet, de décès et de montants inférieurs aux seuils.

Elles concernent des impayés de redevances d'eau, de frais de fourrière, d'occupation du domaine public.

Au titre de 2023, il convient de prendre en charge les admissions en non valeur des créances ouvertes en provenance de l'ancien budget annexe de l'eau clôturé au 31/12/2022 et basculées comptablement sur le budget principal.

Pour le BUDGET PRINCIPAL	
2009	107.43
2017	57.81
2018	1 140.10
2019	1 322.39
2020	325.51
2021	1 534.95
2022	2 126.71
TOTAL	6 614.90

Pour l' ancien budget EAU	
2016	108.25
2017	3 853.93
2018	6 049.91
2019	7 186.03
2020	6 880.59
2021	11 948.03
2022	8 149.47
TOTAL	44 176.21

Ces créances demeurant irrécouvrables après la mise en œuvre par le Service de Gestion Comptable de la phase comminatoire amiable et de la phase de recouvrement forcé, il convient d'admettre ces créances en non-valeur.

La répartition des créances de l'eau est la suivante :

TVA	0%	5,50%	10%	20%	TOTAL €
HT	6 834,74	22 858,12	12 005,91	16,38	41 715,15
TVA	0,00	1 257,20	1 200,59	3,27	2 461,06
TTC	6 834,74	24 115,32	13 206,50	19,65	44 176,21

sur le budget principal :

- . Chapitre 65/compte 6541/Service gestionnaire 310
Ligne de crédit 608 « Mises en non-valeur » 5 367.37 €
- . Chapitre 65/compte 6542/Service gestionnaire 310
Ligne de crédit 26269 « Créances éteintes » 1 247.53 €

sur le budget principal au titre des créances de l'eau (HT)

- . Chapitre 65/compte 6541/Service gestionnaire 3121
Ligne de crédit 36373 « BA EAU - créances admises en non-valeur » 12 773.60 €
- . Chapitre 65/compte 6542/ Service gestionnaire 3121
Ligne de crédit 36374 « BA EAU - créances éteintes » 28 941.55 €

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal :

- décide l'admission en non-valeur des créances irrécouvrables ainsi que leurs imputations,
- autorise Madame le Maire ou son Adjoint délégué à signer toutes les pièces nécessaires.

Pour : 45+4

Groupe majoritaire : 34 + 3 procurations

Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

Groupe M Mulhouse : 2 + 1 procuration

Non-inscrits dans un groupe : 3

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

35° INSTRUCTION BUDGETAIRE ET COMPTABLE M57 : DEPENSES A IMPUTER AUX COMPTES 6232, 6234 ET 6238 (31/7.1.3/1059)

Le décret n°2022-505 du 23 mars 2022 fixe la liste des pièces justificatives des dépenses des collectivités territoriales exigées par le comptable à l'appui des mandats de paiement émis pour le règlement des dépenses publiques.

Dans ce cadre, le Service de Gestion Comptable (trésorerie municipale) demande aux collectivités territoriales de préciser, par délibération, les principales caractéristiques des dépenses à imputer aux comptes 6232 « fêtes et cérémonies », 6234 « réceptions », 6238 « divers publicité et publications ».

Conformément aux instructions comptables propres à ces articles budgétaires, il est proposé la ventilation suivante :

Compte 6232 - Fêtes et cérémonies :

- d'une manière générale, l'ensemble des biens, services, objets et denrées divers ayant trait aux fêtes, cérémonies, manifestations et diverses prestations servies lors de réceptions officielles, inaugurations et manifestations événementielles liées à l'action communale ;
- les fleurs, bouquets, gravures, médailles et présents offerts à l'occasion de divers événements protocolaires et notamment lors des mariages, décès, naissances, récompenses sportives, culturelles, militaires ou lors de réceptions officielles, commémorations et Fêtes Nationales ;
- les remises de médailles au personnel communal et dépenses liées notamment aux anniversaires de service et mutations ;
- les frais relatifs à l'organisation de fêtes locales, festivals, manifestations et animations de type événementiel (nouvel an, carnaval, fête de la musique, animations estivales, spectacles de rues, journée citoyenne, forums de secteurs, attractivité commerciale, temps de Noël, foire-kermesse, journées d'octobre, feux d'artifice...)

Compte 6234 - Réceptions

- d'une manière générale, les dépenses liées à l'achat de denrées et petites fournitures pour l'organisation de réunions, ateliers, vernissages et colloques dans les différents domaines de l'action communale ;
- les frais occasionnés par l'organisation des élections et par les activités liées à l'état civil (recensement...) ;
- les dépenses engagées dans le cadre de jumelages, accueils de délégations, inaugurations de nouveaux sites et projets urbains ;
- les repas et cadeaux offerts à l'occasion des fêtes de fin d'années et cérémonies des vœux, des départs à la retraite...

Compte 6238 - Divers

- les frais d'annonces, d'insertions et d'impression des supports nécessaires à l'organisation des élections, aux actes d'état civil et à l'activité des cimetières ;
- les frais d'annonces et de publicité ainsi que les parutions liées aux manifestations dans le cadre de la politique événementielle et dans les différents domaines de l'action communale (solidarité et population, prévention et sécurité, cohésion sociale et vie des quartiers, démocratie participative, politique de la ville, attractivité commerciale, éducation, sport et jeunesse, culture, architecture, voirie, urbanisme, projets urbains...).

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- accepte et autorise les engagements de dépenses ci-dessus listées aux comptes 6232, 6234 et 6238.

Pour : 45+4

Groupe majoritaire : 34 + 3 procurations

Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

Groupe M Mulhouse : 2 + 1 procuration

Non-inscrits dans un groupe : 3

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

36° COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES (CLECT) : APPROBATION DU RAPPORT DU 8 SEPTEMBRE 2023 (31/7.10.3/1053)

En séance du 27 mars 2023, le Conseil d'Agglomération a approuvé le transfert de la compétence « Infrastructures de Recharge pour Véhicules Electriques (IRVE) ». Un arrêté préfectoral du 31 juillet 2023 a confirmé ce transfert de compétence.

Conformément aux dispositions de l'article 1609 nonies C du code général des impôts, la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) doit remettre dans un délai de 9 mois, à compter de la date du transfert de compétence, un rapport évaluant le coût net des charges transférées.

La CLECT, qui s'est réunie le 8 septembre 2023, a ainsi examiné, sur la base du rapport ci-joint, l'évaluation des transferts de charges pour la compétence IRVE. Le coût net des charges transférées est nul. La CLECT a adopté à l'unanimité le rapport qui lui a été soumis.

Conformément à l'article 1609 nonies C du CGI, le rapport de la CLECT doit désormais être transmis aux 39 communes de Mulhouse Alsace Agglomération, qui doivent l'approuver par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des conseils municipaux, dans un délai de trois mois à compter de la transmission dudit rapport. Le rapport a été transmis le 16 octobre 2023 par m2A.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve, à la majorité simple, le rapport de la CLECT du 8 septembre 2023, qui acte que le coût net des charges transférées est nul.

PJ : rapport de la CLECT du 8 septembre 2023



Rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT)

Réunion du 8 septembre 2023

Direction des finances



SOMMAIRE

1. Rappel du rôle de la CLECT
2. Transfert de la compétence IRVE (Infrastructure de Recharge pour Véhicules Electriques) : contexte et évaluation du coût net des charges transférées

Rappel du rôle de la CLECT

Cadre réglementaire et règlement intérieur

- Composition : 1 titulaire et 1 suppléant par commune, désigné par le conseil municipal ou le maire parmi les conseillers municipaux.
- Durée de fonction des membres calquée sur la durée du mandat de conseiller municipal.
- Convocation de la CLECT par son Président par courrier ou par courriel.
- Décisions adoptées à la majorité simple des membres présents ou représentés.
- Missions de la CLECT :
 - Evaluation de tout nouveau transfert de charges en cas d'extension de périmètre, de compétences, etc.
 - Etablissement d'un rapport sur l'évaluation des charges transférées
 - Possibilité de faire appel à des experts et des personnes qualifiées extérieures

Contexte – IRVE sur m2A

- Depuis 2019, 6 bornes installées sur m2A (avec Freshmile) :
 - 5 en extérieur : parkings Salvator, Kennedy, trois rois, Lutterbach et Riedisheim
 - 1 en parking (parking Centre)
- Essor inéluctable de la voiture électrique, hausse des achats de véhicules électriques.
- Le véhicule électrique, rechargé 9 fois sur 10 à domicile, a besoin de bornes de recharge publiques.
- De nombreuses agglomérations s'engagent dans la mise en place d'un réseau de bornes de recharge, le plus souvent dans le cadre d'un partenariat avec un opérateur privé.

Périmètre 1/2

Mulhouse

Existant :

- 3 bornes en surface
- 1 borne en intérieur (parking Centre)

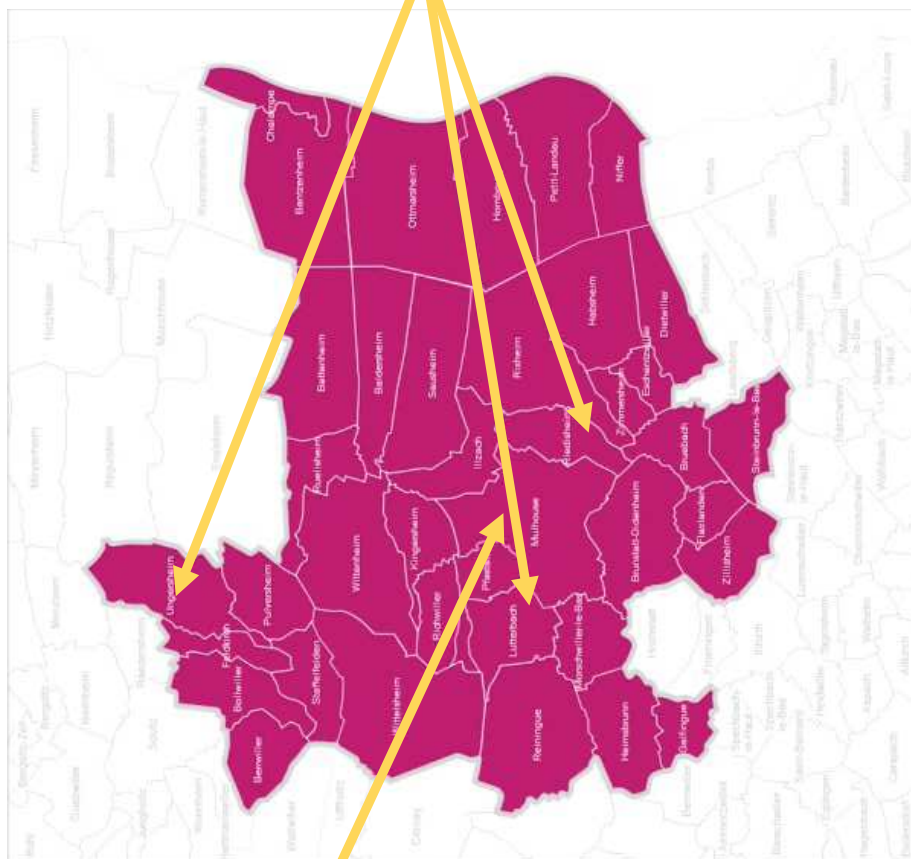
En cours et à venir

- DSP stationnement en ouvrage (environ 200 points de charges = 100 bornes à terme)
- Indiggo : 132 points de charges à terme (2025)
- Citivia : 22 points de charges à fin 2023
- A venir parkings Gare et Fonderie (1/20 des places)

m2A

Existant : bornes en surface

- Lutterbach
- Riedisheim
- Ungersheim



+ toutes les bornes des supermarchés ou privées identifiées sur l'application Chargemap

Périmètre 2/2

Le périmètre est celui de Mulhouse Alsace Agglomération (m2A)

Rôle de m2A :

- Ensemble au regard des **axes et politiques publiques dans le cadre de son Plan Climat**. Le **Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET)** et le **projet de territoire** de m2A prévoient le développement d'une mobilité plus durable, plus propre et plus innovante, ainsi que la lutte contre la pollution de l'air et le soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie.
- Facilitateur pour l'émergence d'une offre de recharge électrique, l'accès aux domaines publics des communes en vue de l'implantation des bornes.
- Rédacteur du cahier des charges pour l'opérateur, l'analyse et le suivi de la procédure.

Rôle des Communes :

- **compétence, autorisation d'occupation, et perception de la redevance** :
Les conventions d'occupation du domaine public sont passées entre l'opérateur et chaque commune (L2122-1 du CGCT).
La compétence IRVE (Infrastructures de Recharge pour Véhicules Electriques) est une compétence communale (L2224-37 du CGCT).

Cadre juridique

- Le modèle choisi pour développer ce réseau est celui de **l'appel à initiatives privées (AIP) pour l'installation et l'exploitation des infrastructures de recharge pour véhicules électriques (IRVE)**.

C'est le modèle suivi par de nombreuses intercommunalités et communes (Paris, Lyon, Strasbourg, Annecy, Vienne, ...)

L'Appel à Initiatives Privées n'est pas qualifiable de procédure d'attribution d'un marché public ou d'une concession de service, mais constitue une procédure de sélection d'un opérateur-aménageur, seul ou en groupement en vue de l'attribution de titres d'occupation du domaine public (sous la forme d'une convention) correspondant aux lieux d'implantation des IRVE proposées dans son projet. Au terme de l'Appel à Initiatives Privée, un seul opérateur-aménageur est sélectionné par m2A, lequel se verra faciliter l'obtention des autorisations d'occupation du domaine public nécessaires à la réalisation des IRVE.

- **Il permet aux collectivités de ne pas investir et d'aller vite.**
- A l'issue de cet AIP, l'objectif est d'accorder les permissions de voirie pour l'installation des bornes sur l'espace public pendant 15 ans (avec perception d'une redevance par les communes pour l'occupation de l'espace public).
- Les équipements restent propriété de l'opérateur. Dans la relation contractuelle, une attention particulière est portée sur le démantèlement éventuel, en cours ou au terme du contrat.

Transfert de la compétence IRVE 1/3

Rappel du contexte

- L'**appel à initiatives privées** a été lancé en mars 2022
- Par délibération du Bureau du 7 novembre 2022, m2A a décidé de conclure une **convention cadre** avec le groupement IZIVIA/Crédit Mutuel d'entreprises.
- M. le Préfet du Haut-Rhin a introduit un **déféré préfectoral** à l'encontre de cette décision.
- Pour sécuriser la procédure en cours et éviter une remise en cause du déploiement des bornes, une **procédure de transfert de la compétence IRVE** des communes au profit de m2A a été initiée.
- Cette compétence est précisée à l'article L2224-37 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) : *« sous réserve d'une offre inexistante, insuffisante ou inadéquate sur leur territoire, les communes peuvent créer et entretenir des infrastructures de charge nécessaires à l'usage de véhicules électriques ou hybrides rechargeables ou de navires à quai, ainsi que des points de ravitaillement en gaz ou en hydrogène pour véhicules ou pour navires, ou mettre en place un service comprenant la création, l'entretien et l'exploitation de telles infrastructures ou points de ravitaillement. L'exploitation peut comprendre l'achat d'électricité, de gaz ou d'hydrogène nécessaire à l'alimentation des véhicules ou des navires. Elles peuvent transférer cette compétence aux établissements publics de coopération intercommunale exerçant les compétences en matière d'aménagement, de soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ou de réduction des émissions polluantes ou de gaz à effet de serre (...). »*
- Conformément aux articles L5211-17 et L5211-5 du CGCT, ce transfert de compétences doit être décidé par délibérations concordantes du conseil d'agglomération et des conseils municipaux.
- Le transfert de compétence a eu lieu par **arrêté préfectoral du 31 juillet 2023**.

Transfert de la compétence IRVE 2/3

Actuellement

- Relance de l'AIP en juin 2023.
- 5 offres reçues (1 nouveau).
- Analyse en cours : des ajustements des candidats sur :
 - Nombre de points de charge
 - Types de bornes : évolution et proposition de nouvelles
 - Evolution de certaines redevances à la hausse
 - Tarifs légèrement revus
 - Déploiement (entre 12 et 30-36 mois)
 - Des points à éclaircir
- Délibération en bureau

Transfert de la compétence IRVE 3/3

Evaluation du coût net des charges transférées

- Conformément aux dispositions de l'article 1609 nonies C IV du Code général des impôts, la commission d'évaluation des charges transférées (CLECT) doit remettre dans un délai de neuf mois à compter de la date du transfert de la compétence un **rapport évaluant le coût net des charges transférées**.
- Le coût net des charges transférées est évalué à **0 € par an**.
- Il appartient à la CLECT de **donner son avis sur le présent rapport** qui sera ensuite transmis aux conseils municipaux.
- Ce rapport doit en effet être **approuvé par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des conseils municipaux** (prévues par l'article L5211-5 II alinéa 1 du CGCT) prises dans un délai de trois mois à compter de la transmission dudit rapport.



MERCI

DE VOTRE ATTENTION

Pour : 45 + 4

Groupe majoritaire : 34 + 3 procurations

Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

Groupe M Mulhouse : 2 + 1 procuration

Non-inscrits dans un groupe : 3

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

37° INFORMATION DU CONSEIL MUNICIPAL SUR LES DECISIONS PRISES PAR LE MAIRE (341/5.2.3/1008)

Afin de faciliter le fonctionnement de l'administration et d'accélérer le règlement des affaires, le Conseil Municipal a délégué en date du 17 juillet 2020 une partie de ses attributions au Maire en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

En application de l'article L 2122-23 du même code, cette délégation de pouvoirs est assortie de l'obligation de rendre compte au Conseil municipal des décisions prises par le Maire, par un Adjoint, ou par un conseiller municipal par subdélégation.

Les décisions suivantes ont été prises en application de ces dispositions :

Finances

- création de tarifs concernant deux ouvrages mis en vente par les musées municipaux (arrêté 1671/2023 du 19/09/2023)
- fermeture de la régie d'avances personnes âgées (arrêté 1418/2023 du 10/08/2023). Régie inactive depuis la crise sanitaire du COVID 19 et le changement de mode de versement aux bénéficiaires.

Marchés publics

N°	Service	Titulaire du marché	Objet	Date de notification	Montant du marché (HT)	Nature
V2023172	413	DELAY PIERREL MURIEL 1 Chemin Bonnegoutte 88310 CORNIMONT	Fourniture de sapins et bouleaux	05/10/2023	6 310,00 €	Fournitures
V2023168	413	VERDI INGENIERIE 64 Avenue du Général Lerclerc 69007 LYON	Etude sur le patrimoine végétal et plan de végétalisation	03/10/2023	39 000,00 €	Fournitures
V2023167	4200	REXEL 18 rue du Doubs 67100 STRASBOURG	Fourniture de câbles d'éclairage public	03/10/2023	7 129,60 €	Fournitures
V2023164	4200	TEGRAL Route de Bantzenheim 68390 BALDERSHEIM	Fourniture d'enrobé à chaud	29/09/2023	8 409,50 €	Fournitures
V2023163	1100	Isabelle PLANE - Entreprise individuelle 5 rue des Courtiaux 63670 ORCET	Audit de contrôle pour le renouvellement du Label Famille Plus	28/09/2023	2 550,00 €	Services

V2023162	4200	CLEMESSY SA 18 Rue de Thann BP 52499 68057 MULHOUSE	Réalisation de travaux tunnel de la gare	27/09/2023	34 852,81 €	Travaux
V2023161	4200	SIRCO TRAVAUX SPECIAUX 21 rue de l'Industrie 67400 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN	Réparation et modification de l'étanchéité du skate parc Leclerc	27/09/2023	4 976,00 €	Travaux
V2023159	4200	EGIS VILLES & TRANSPORTS 1 Avenue de l'Europe 67013 STRASBOURG	Réalisation d'un Dossier Loi sur l'Eau – régime de Déclaration	22/09/2023	6 100,00 €	Services
V2023157	4200	SIGNATURE 84 Route de Mulhouse 68170 RIXHEIM	Travaux de marquage routier	21/09/2023	20 746,50 €	Travaux
V2023156	020	GOODWAY 13 Rue du Général Gouraud 67000 STRASBOURG	Conseil et accompagnement en matière de marketing territorial	19/09/2023	85 000,00 €	Services
V2023176	413	THIERRY MULLER 10 rue du Commerce 67118 GEISPOLSHEIM GARE	Réfection du muret du rond-point Barbanègre	01/09/2023	4 269,00 €	Services
Z23/018	5301	EDF SA 22-30 avenue de Wagram 75008 PARIS	Services de recherches et développement d'une solution de jumeau numérique permettant le déploiement de centres d'intelligence partagée	29/08/2023	199 500,00 €	Services
V2023151	4200	TEGRAL Route de Bantzenheim 68390 BALDERSHEIM	Fourniture d'enrobé à chaud	29/08/2023	8 107,00 €	Fournitures
V2023150	381	1SPATIAL Bureaux Now Connected 23-25 av du Dr Lannelongue 75014 PARIS	Suivi support annuel du système d'informations géographiques ELYX	24/08/2023	30 592,72 €	Services

Assurances – Juridique

- indemnisations des 24 août et 18 octobre 2023 versées à des tiers suite à l'endommagement de leur véhicule par un nid de poule,
- indemnisation du 24 août 2023 versée à un syndic suite à l'endommagement des biens d'une copropriété par la chute d'un arbre,
- intervention volontaire de réserve des droits du 28 août 2023 pour les faits de violences volontaires commis sur un agent de la police municipale,
- mémoire en défense du 5 septembre 2023 suite à un recours contre un arrêté de permis de construire et de démolir une annexe,
- constitution de partie civile du 3 octobre 2023 pour les faits de dégradations par graffitis d'un panneau de signalisation,
- intervention volontaire de réserve des droits du 11 octobre 2023 pour les faits de violences volontaires commis sur trois agents de la police municipale.

Urbanisme et gestion du domaine

- décision d'exercer le Droit de préemption en date du 23/10/2023, pour l'acquisition de l'immeuble situé au 6, rue des Abeilles à MULHOUSE, au prix 240.000€, dans le cadre des objectifs fixés par le NPNRU.

Le Conseil municipal a pris acte des décisions prises par délégation de pouvoir.

38° PROGRAMME DE REUSSITE EDUCATIVE : RENOUVELLEMENT DE L'AVANCE DE TRESORERIE (313/7.7/1074)

La Régie Personnalisée du Programme de Réussite Educative de Mulhouse sollicite le renouvellement sur 2024 de l'avance de trésorerie de 300 000 € accordée par la Ville et reconduite chaque année depuis 2013.

Compte tenu des modalités de versement de la subvention de l'Etat, l'avance constitue en effet pour la Régie une garantie de fonctionnement et de mise en œuvre des parcours à destination des enfants en situation de fragilité.

Il est proposé en conséquence au Conseil Municipal d'accorder la reconduction de cette avance sur 2024. Cette avance, sans intérêts, sera remboursée au plus tard le 31 décembre 2024.

Les dotations nécessaires au règlement de cette opération, sont inscrites tant en dépenses qu'en recettes, au compte 2745 (LC 19809 et 19810) au budget primitif 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- accorde la reconduction sur 2024 de l'avance de trésorerie de 300 000 € consentie à la Régie Personnalisée du Programme de Réussite Educative de Mulhouse,
- charge Madame le Maire ou son Adjoint Délégué, de signer l'avenant n°11 à la convention du 25 février 2013 dont le projet est annexé à la présente délibération.

PJ : avenant n°11 à la convention du 25 février 2013



AVENANT n°11 A LA CONVENTION DU 25 FEVRIER 2013

Entre

la Ville de Mulhouse, représentée par le Maire ou son Adjoint délégué, agissant en exécution de la délibération du Conseil municipal du 14 décembre 2023

d'une part,

et la Régie Personnalisée du Programme de la Réussite Educative de Mulhouse, ayant son siège 11 avenue du Président Kennedy à Mulhouse, représentée par sa Présidente

d'autre part.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 :

Afin de permettre à la Régie Personnalisée du Programme de la Réussite Educative de Mulhouse de disposer d'un fonds de roulement suffisant et d'assurer sans à-coups la continuité de sa mission, compte tenu des modalités de versement de la subvention de l'Etat, la Ville de Mulhouse lui renouvelle l'avance de trésorerie de 300 000 € pour l'année 2024.

ARTICLE 2 :

Cette avance de trésorerie devra être remboursée par la Régie au plus tard le 31 décembre 2024.

Fait en double exemplaire

A Mulhouse le

Pour la Ville de Mulhouse ,
L'Adjoint délégué

Pour la Régie Personnalisée,
La Présidente

Florian COLOM

Chantal RISSER

Pour : 39 + 4 procurations
Groupe majoritaire : 30+ 3 procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 5
Groupe M Mulhouse : 2 + 1 procuration
Non-inscrits dans un groupe : 2

Ne prennent pas part au vote : Mme RISSER, Mme ZAGAOUI, M. BEYAZ, Mme SORNIN, Mme SCHNEIDER et Mme ZANETTE.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

39° RUDIC : RENOUVELLEMENT DE L'AVANCE DE TRESORERIE CONSENTIE A CITIVIA SPL (313/7.7/1075)

Afin d'assurer à CITIVIA SPL la couverture des besoins de trésorerie générés par le portage foncier en attente d'être commercialisé et en réponse à la demande de la société, le Conseil municipal a consenti une avance de trésorerie à CITIVIA SPL pour le projet Mulhouse Grand Centre.

CITIVIA SPL a sollicité son renouvellement d'une année, puis son report sur le projet RUDIC. L'objectif est de couvrir les besoins de trésorerie de cette opération longue et complexe et de réduire les frais financiers liés à cette démarche.

Le traité de concession d'aménagement de cette opération prévoit le versement de telles avances de manière à couvrir les besoins temporaires de trésorerie, conformément aux dispositions définies à l'article L 1523-2-4° du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Cette avance, sans intérêts, sera remboursée au plus tard le 31 décembre 2024.

Les dotations nécessaires au règlement de cette opération, tant en dépenses qu'en recettes, sont inscrites au compte 2745 (LC 23579 et 23580) du budget primitif 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- accorde la reconduction sur 2024 de l'avance de trésorerie de 2 000 000 € consentie à CITIVIA SPL sur l'opération RUDIC,
- charge Madame le Maire ou son Adjoint Délégué, de signer l'avenant n°12 à la convention du 28 juin 2012, dont le projet est annexé à la présente délibération.

PJ : avenant n°12 à la convention du 28 juin 2012



AVENANT N°12 A LA CONVENTION D'AVANCE DE TRESORERIE DU 28 JUIN 2012

Entre

la Ville de Mulhouse représentée par M. l'Adjoint Délégué Florian COLOM,
agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal du 14 décembre 2023
d'une part,

et CITIVIA SPL, ayant son siège 24 rue Carl Hack à Mulhouse, représentée par sa
Directrice Générale

d'autre part.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 :

Afin d'assurer à CITIVIA SPL la couverture des besoins de trésorerie générés par le portage foncier en attente d'être commercialisé, la Ville lui accorde la reconduction sur 2024 de l'avance de trésorerie de 2 000 000 € sans intérêts sur l'opération RUDIC.

ARTICLE 2 :

Cette avance de trésorerie devra être remboursée par CITIVIA SPL au plus tard le 31 décembre 2024.

Fait en double exemplaire

A Mulhouse le

Pour la Ville de Mulhouse,
l'Adjoint délégué

Pour CITIVIA SPL,
la Directrice Générale

Florian COLOM

Agnès PEREZ

Pour : 38 + 3 procurations
Groupe majoritaire : 28+ 2 procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 5
Groupe M Mulhouse : 2 + 1 procuration
Non-inscrits dans un groupe : 3

Ne prennent pas part au vote :

Mme LUTZ, M. BOUILLE, M. COLOM, Mme BONI DA SILVA, M. COUCHOT, Mme MOTTE, Mme EL HAJJAJI, et M. NICOLAS (représenté par M. COLOM).

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

40° MISE A DISPOSITION D'AGENTS DE LA VILLE DE MULHOUSE AU PROFIT DE LA HAUTE ECOLE DES ARTS DU RHIN (322/4.1.4/1061)

Par délibération du 13 décembre 2010, le Conseil Municipal de la Ville de Mulhouse a approuvé la création de l'établissement public de coopération culturelle alors dénommé « Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts », devenu depuis « Haute Ecole des Arts du Rhin » et regroupant l'Ecole d'Arts de Mulhouse, l'Ecole Supérieure d'Arts de Mulhouse « Le Quai », l'Ecole Supérieure des Arts Décoratifs de Strasbourg et le conservatoire de Strasbourg pour l'enseignement supérieur. Cette délibération a également autorisé le Maire de Mulhouse à en signer les statuts, qui prévoient, en leur article 31, la possibilité de mettre à disposition de l'établissement les agents territoriaux qui le souhaitent.

Par délibération du 11 juillet 2011, la Ville de Mulhouse a autorisé la conclusion d'une première convention de mise à disposition de personnel au profit de la Haute Ecole des Arts du Rhin, pour une durée de trois ans. Cette convention a été reconduite selon les mêmes dispositions par des délibérations successives en date du 22 septembre 2014, du 22 juin 2017 et du 24 septembre 2020.

S'agissant d'une convention triennale et conformément aux articles L512-8 à L512-13 du Code général de la fonction publique qui autorisent et précisent les conditions de la mise à disposition de personnels territoriaux, il est proposé d'établir une nouvelle convention entre la Ville de Mulhouse et la Haute Ecole des Arts du Rhin, prévoyant les modalités administratives et financières de la mise à disposition de 3 agents de Ville de Mulhouse, pour une durée de trois ans maximum, auprès de la Haute Ecole des Arts du Rhin.

En cas de modification non substantielle, cette convention pourra être amendée par voie d'avenant pendant cette période de trois ans.

La mise à disposition donnera lieu à remboursement des traitements et de leurs accessoires ainsi que des charges sociales afférentes versés aux agents concernés, pour la quote-part de mise à disposition.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve la convention entre la Ville de Mulhouse et Mulhouse Alsace Agglomération,
- charge le Maire d'établir et de signer les actes nécessaires.

PJ : convention de mise à disposition entre la Ville de Mulhouse et la Haute Ecole des Arts du Rhin

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités administratives et financières de la mise à disposition auprès de la HEAR de 3 agents de la Ville de Mulhouse.

Article 2 : Situation administrative et conditions de travail

Missions

Les agents de la Ville de Mulhouse mis à disposition exerceront une mission d'enseignement artistique auprès de la HEAR.

L'autorité territoriale d'origine exerce le pouvoir disciplinaire et peut être saisie pour cela par la HEAR.

Lieu de travail, temps de travail et congés

Les agents mis à disposition exerceront leurs fonctions dans les locaux de la HEAR.

La mise à disposition porte sur une quotité annuelle de 100%.

Les intéressés seront soumis aux règles d'organisation et de fonctionnement de la HEAR et aux obligations s'imposant aux fonctionnaires.

Rémunération

La rémunération des agents mis à disposition leur sera versée par la Ville de Mulhouse.

Elle correspond à leur grade et à l'emploi qu'ils occupent à la Ville de Mulhouse Alsace (traitement de base, indemnité de résidence, supplément familial, indemnités et primes liées à l'emploi, ...).

La HEAR ne leur versera aucun complément de rémunération.

La HEAR s'engage à rembourser annuellement à la Ville de Mulhouse, sur présentation d'une facture, l'intégralité des rémunérations principales et leurs accessoires versés aux agents mis à disposition, ainsi que les charges sociales correspondantes.

La HEAR accorde aux agents mis à disposition par la Ville de Mulhouse exerçant les fonctions de coordinateur siégeant en commission pédagogique une prime de coordination payée :

- Pour les personnels enseignants, au titre de la part modulable de l'indemnité de suivi et d'orientation prévue par le décret n°93-55 du 15 janvier 1993,
- Pour les personnels techniques, le cas échéant, au titre d'un complément à la prime de service et de rendement prévue par le décret n°2009-1558 du 15 décembre 2009 ou un complément à l'indemnité d'administration et de technicité prévue par le décret n°2002-61 du 14 janvier 2002.

La Ville de Mulhouse assure pour le compte de la HEAR le versement de ce complément de rémunération aux agents concernés.

Entre les soussignés :

La Ville de Mulhouse

Représentée par son Maire Madame Michèle LUTZ
2, rue Pierre et Marie Curie BP 3089, 68062 MULHOUSE Cedex
N° SIRET : 216 802 249 00013

d'une part,

Et

La Haute Ecole des Arts du Rhin, ci-après dénommée HEAR,
Représentée par sa Présidente, Madame Anne-Catherine GOETZ,

Site de Srasbourg
1 rue de l'Académie
CS 10032
67 082 STRASBOURG cédex
N° de SIRET : 20002812400028

Site de Mulhouse
3 quai des pêcheurs
68200 MULHOUSE
N° de SIRET : 20002812400028

d'autre part,

- Vu les articles L334-1 et L512-6 et suivants du Code général de la fonction publique,
Vu les articles L512-8 et L512-13 du Code général de la fonction publique autorisant la mise à disposition auprès des collectivités territoriales,
Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,
Vu la délibération du Conseil Municipal n°1061 du 14 décembre 2023 relative à la mise à disposition d'agents de la Ville de Mulhouse auprès de la HEAR,
Vu l'accord des intéressés quant à cette mise à disposition,

Il est établi la convention qui suit :

La HEAR s'engage à rembourser ce complément de rémunération ainsi que les charges sociales correspondantes trimestriellement à la Ville de Mulhouse, selon les mêmes modalités que les rémunérations principales et leurs accessoires versés aux agents mis à disposition de la HEAR par la Ville de Mulhouse.

En contrepartie des prestations de l'Amicale de la Ville de Mulhouse offertes aux agents mis à disposition par la Ville de Mulhouse à la HEAR, cette dernière s'engage à rembourser trimestriellement à la Ville de Mulhouse, sur présentation d'une facture, la participation à la subvention de l'Amicale correspondante.
Les frais de déplacement et les frais de formation éventuellement engagés par les agents dans le cadre de leur mise à disposition et/ou à la demande de la HEAR seront pris en charge par elle.

La HEAR supportera les dépenses occasionnées par les actions de formation dont elle fait bénéficier les agents mis à disposition.

Evaluation

Les agents mis à disposition seront évalués chaque année à l'occasion d'un entretien professionnel conduit par le supérieur hiérarchique dans chaque collectivité selon le modèle fourni par la Ville de Mulhouse. L'entretien professionnel établi par la HEAR est transmis à la Ville de Mulhouse qui le prendra en compte pour l'étude des avancements de grade et de la promotion interne.

Article 3 : Date de prise d'effet et durée de la convention et mise à disposition

La date de prise d'effet est fixée au 1^{er} octobre 2023.

Elle prendra fin au 30 septembre 2026. Elle est renouvelable par reconduction expresse.

Durant cette période, elle pourra être résiliée :

- en cas de force majeure ;
- d'un commun accord entre les parties ;
- par dénonciation, par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, trois mois avant l'expiration de la période contractuelle.

Article 4 : Fin anticipée de mise à disposition :

La fin de la mise à disposition d'un agent peut intervenir avant le terme fixé à l'article 3 de la présente convention :

- à la demande de l'intéressé(e), de la Ville de Mulhouse ou de la HEAR, dans le respect d'un préavis de 3 mois,
- en cas de faute disciplinaire, par accord entre la Ville de Mulhouse et la HEAR, sans préavis.

Article 5 : Contentieux

Les litiges relatifs à l'exécution de la présente convention sont de la compétence du tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Mulhouse, en 2 exemplaires, le

Pour la Ville de Mulhouse
Le Maire,

Michèle LUTZ

Pour la Haute Ecole des Arts du Rhin
La Présidente,

Anne-Catherine GOETZ

Pour : 45+4

Groupe majoritaire : 34 + 3 procurations

Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

Groupe M Mulhouse : 2 + 1 procuration

Non-inscrits dans un groupe : 3

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

41° ADHESION A LA CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'UNION DES GROUPEMENTS D'ACHATS PUBLICS (UGAP) (361/1.7.2/1043)

Le recours aux services de l'UGAP permet de bénéficier de tarifs compétitifs mais également d'alléger les procédures d'achat. En effet c'est l'UGAP qui réalise les opérations de mise en concurrence et d'exécution des marchés.

Une convention partenariale signée en 2016 et renouvelée en 2020 permet d'avoir des conditions tarifaires encore plus avantageuses auprès de l'UGAP, en contrepartie d'un engagement d'achat.

Cette convention étant échuë, la nouvelle convention proposée par l'UGAP associe notamment Mulhouse Alsace Agglomération, la Collectivité Européenne d'Alsace, l'Eurométropole de Strasbourg, le SDIS du Bas-Rhin, le Syndicat des Eaux et de l'Assainissement d'Alsace-Moselle l'Eurométropole. Toutes les communes des intercommunalités concernées bénéficient de la tarification partenariale pour leurs achats propres.

La Ville de Mulhouse réalise près de 500 000 € d'achats par an auprès de l'UGAP.

Compte tenu des avantages tarifaires, il est proposé que la Ville de Mulhouse adhère à la nouvelle convention de partenariat de l'UGAP.

En ce qui concerne la Ville de Mulhouse, les engagements jusqu'à fin 2027, soit sur une période de quatre ans à compter de la date de signature de la convention, sont estimés par univers de produits comme suit :

• Véhicules :	1 400 000 €
• Informatique et consommables :	700 000 €
• Mobilier et équipement général :	200 000 €
• Services :	200 000 €
• Médical :	pas d'engagement

Ces engagements sont inclus dans l'engagement global pris par Mulhouse Alsace Agglomération.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve ces propositions.
- charge Madame le Maire ou son représentant de signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

PJ : 1

CONVENTION DE PARTENARIAT
DEFINISSANT LES MODALITES DE RECOURS A L'UNION DES GROUPEMENTS D'ACHATS PUBLICS
PAR MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION
DANS LE CADRE DU GROUPEMENT DE FAIT PORTE PAR LE GROUPEMENT OUVERT ET PERMANENT ET
DES COMMUNAUTES D'AGGLOMERATION D'ALSACE

Entre : **MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION**
2 Rue Pierre et Marie Curie – BP 90019 – 68948 Mulhouse Cedex 9,
Représentée par Monsieur Fabian JORDAN, Président de Mulhouse Alsace agglomération ;

ci-après dénommée « **M2A** » ou « **le partenaire** » d'une part ;

Et : **l'Union des groupements d'achats publics**,
Établissement public industriel et commercial de l'État, créé par le décret 85-801 du 30 juillet 1985 modifié, n° 776 056 467 RCS Meaux, dont le siège est 1, boulevard Archimède – Champs-sur-Marne, 77444 Marne-la-vallée cedex 2,
Représentée par Monsieur Edward JOSSA, Président du conseil d'administration, nommé par décret du 24 novembre 2021, en vertu de l'article 11 du décret du 30 juillet 1985 précité, et par délégation, par Madame Isabelle DELERUELLE, Directrice générale déléguée, en vertu de la décision n°2018/007 du 13 avril 2018 ;
ci-après dénommée « **l'UGAP** » d'autre part ;

Vu les articles L2113-2 et L2113-4 du code de la commande publique, définissant, pour le premier, les modalités d'intervention des centrales d'achat et prévoyant, pour le second, que l'acheteur, lorsqu'il recourt à une centrale d'achat, est considéré comme ayant respecté ses obligations en matière de publicité et de mise en concurrence ;

Vu le décret n° 85-801 du 30 juillet 1985 modifié, notamment ses articles 1^{er}, 17 et 25 disposant, pour le premier, que l'UGAP « constitue une centrale d'achat au sens [du code de la commande publique] », pour le deuxième, que « l'établissement est soumis, pour la totalité de ses achats, aux dispositions [du code de la commande publique] applicables à l'Etat » et, pour le troisième, que « les rapports entre l'établissement public et une collectivité ou un organisme mentionné à l'article 1^{er} peuvent être définis par une convention prévoyant notamment la nature des prestations à réaliser, les conditions dans lesquelles la collectivité ou l'organisme contrôle leur exécution et les modalités de versement d'avances sur commande à l'établissement » ;

Vu la délibération du conseil d'administration de l'UGAP du 12 avril 2012, approuvant les modalités de la politique tarifaire des partenariats, modifiée par la délibération du 28 mars 2017 ;

Vu les courriers de Mulhouse Alsace Agglomération en date du 158 mars 2023 et de la Collectivité Européenne d'Alsace, et de l'Eurométropole de Strasbourg et la ville de Strasbourg, du SDIS du Bas-Rhin, du Syndicat des Eaux et de l'Assainissement d'Alsace-Moselle, ci-après dénommés « les membres du GOP – Groupement de commandes ouvert et permanent » et de par lesquels ils font état de leur volonté de constituer un groupement de fait tel que visé par la délibération du conseil d'administration de l'UGAP susvisée, afin de satisfaire une partie de leurs besoins auprès de l'UGAP et ainsi, de constituer un partenariat avec l'UGAP ;

1/22

PREAMBULE

Dans le cadre de leur politique de mutualisation des achats et du développement de leur activité avec l'UGAP, les membres du GOP et les communautés d'agglomération susvisées ont décidé de conclure un partenariat avec l'UGAP dans plusieurs univers de produits. Ce partenariat inscrit dans le cadre d'un groupement de fait est ouvert exclusivement aux autres communautés d'agglomération du territoire alsacien.

Ce partenariat, qui s'inscrit dans la durée, leur permet, par l'accroissement des volumes d'engagement et d'achat, de bénéficier de conditions tarifaires minorées dans un environnement juridique sécurisé. Il leur permet également de bénéficier de l'ensemble des prestations d'assistance au pilotage de l'externalisation qui s'attachent à la conclusion de partenariats avec l'UGAP (restitutions quantitative et qualitative des achats opérés, évaluation des gains à l'achat, surveillance de la performance des achats sur la durée...).

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

TITRE 1 – STIPULATIONS GENERALES

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention définit les modalités selon lesquelles Mulhouse Alsace Agglomération satisfait ses besoins auprès de l'UGAP ainsi que les modalités lui permettant de grouper ses besoins avec les membres du GOP et les communautés d'agglomération du territoire alsacien susvisées et ci-après dénommées « co-partenaires ».

Elle précise les modalités permettant à Mulhouse Alsace Agglomération de faire bénéficier ses communes membres des conditions de la présente convention.

Elle définit la tarification applicable audit partenariat et ses modalités d'exécution.

Article 2 – Définition des besoins à satisfaire

2.1 Périmètre initial des besoins à satisfaire

Les besoins que Mulhouse Alsace Agglomération s'engage à satisfaire auprès de l'UGAP sur la durée de la présente convention sont précisés en annexe 3 du présent document.

Ces besoins sont cumulés aux engagements des autres co-partenaires visés à l'article 3.2 ci-dessous. L'appréciation de l'atteinte des engagements globaux d'achat figurant en annexe 3 se fait en considération des volumes d'achats de l'ensemble des co-partenaires.

Les engagements figurant en annexe 3 sont susceptibles d'évoluer au regard des engagements des co-partenaires portés à la connaissance de l'UGAP postérieurement à la signature de la présente convention, conformément à l'article 3.2 ci-dessous.

2.2 Extension du périmètre des besoins

Le périmètre des besoins à satisfaire auprès de l'UGAP peut évoluer en cours d'exécution de la présente convention, en fonction de l'évolution des besoins du partenaire, ainsi que de l'évolution de l'offre de l'UGAP.

Les segments d'achats figurant en annexe 3 sont indicatifs.

Les besoins peuvent être étendus à d'autres univers, sous réserve de l'atteinte, par un ou plusieurs membres du groupement, d'un minimum d'engagement de 5 M€ HT sur ledit univers.

3/22

DEFINITIONS

Au sens de la présente convention, les termes mentionnés ci-après sont définis comme suit :

Partenaire	Désigne le titulaire de la convention de partenariat conclue avec l'UGAP éligibles à la tarification partenariale conformément aux stipulations de l'annexe 1 de la présente convention.
Co-partenaires	Désigne l'ensemble des membres du groupement de fait, signataire d'une convention conclue avec l'UGAP afin de satisfaire une partie de leurs besoins auprès de l'UGAP et ainsi, de constituer un partenariat avec elle.
Bénéficiaires	Désigne tout organisme définit à l'article 1er du décret n° 85-801 du 30 juillet 1985 modifié relatif au statut et au fonctionnement de l'Union des Groupements d'Achats Publics sur lequel le partenaire exerce une influence dominante juridique et/ou financière et qui, sans être partenaire bénéficie des conditions tarifaires de la présente convention et dont la liste est fixée en annexe 2.

2/22

La demande d'extension sur le/les segment(s) d'achat et/ou univers est effectuée par le représentant du partenaire, figurant en page 1, par écrit, à la personne en charge du suivi de la convention à l'UGAP.

La demande d'extension précise la nature des prestations envisagées et les montants d'engagements sur ces nouveaux besoins exprimés en euros HT pour la durée restante de la convention.

L'extension au(x) nouveau(x) segment(s) d'achats ou univers entre en vigueur à compter de la réception par le partenaire de la notification de la validation de l'UGAP ou à compter de la date figurant dans ladite notification. Cette dernière mentionne, le cas échéant, toutes précisions utiles, notamment la tarification applicable. La tarification est applicable au partenaire et aux autres co-partenaires s'étant engagés sur le nouvel univers.

2.3 Disponibilité de l'offre

L'UGAP s'engage à tout mettre en œuvre pour assurer la disponibilité constante de l'offre correspondant à la satisfaction des besoins figurant en annexe 3 pendant toute la durée de la convention.

Le non-respect par l'UGAP des stipulations du précédent alinéa a pour effet de libérer le partenaire, pendant la durée d'indisponibilité, de son engagement relatif à la satisfaction de son besoin, sans qu'aucune pénalité ne soit appliquée.

Article 3 – Association au partenariat

3.1. Intégration des communes membres, bénéficiaire

La liste des communes membres de Mulhouse Alsace Agglomération figure en annexe 2 de la présente convention. Seules les communes ayant remis un acte d'adhésion à la présente convention sont bénéficiaires de ses stipulations.

Le partenaire peut, à tout moment, solliciter l'intégration au présent partenariat de pouvoirs adjudicateurs et/ou entités adjudicatrices qu'elle finance et/ou contrôle (organismes associés), sous réserve, pour ces derniers, de leur éligibilité à l'UGAP au regard des dispositions de l'article 1^{er} du décret n° 85-801 du 30 juillet 1985 modifié susmentionné. Pour ce faire, il adresse par écrit à l'UGAP une demande d'extension du champ des bénéficiaires de la présente convention. La demande d'extension précise les noms et adresse des bénéficiaires et leurs liens avec lui. L'extension entre en vigueur à compter de la réception par le partenaire de la validation de l'UGAP. Lesdits pouvoirs adjudicateurs ou entités adjudicatrices sont intégrés dans la liste des bénéficiaires figurant en annexe 1 du présent document.

3.2. Groupement des collectivités du territoire alsacien

Chaque membre du groupement de fait, ayant fait parvenir un courrier d'engagement à l'UGAP, signe une convention de partenariat avec l'UGAP conclue pour une durée s'étendant jusqu'au 31/12/2027.

Le partenariat constitué par les membres du GOP et Mulhouse Alsace Agglomération peut être ouvert aux autres communautés d'agglomération du territoire alsacien dans l'année qui suit la signature de la convention du groupement de fait, et sous réserve que ces dernières s'engagent sur les volumes minimaux communiqués par l'UGAP au moment où elles en manifestent l'intérêt.

Article 4 – Conditions tarifaires

4.1 Conditions tarifaires partenariales

La délibération du conseil d'administration du 12 avril 2012 susvisée modifiée définit les modalités de détermination des taux nominaux partenariaux et de calcul des minorations.

Les taux de marge nominaux sont appliqués conformément à l'annexe 1 et en considération des montants d'engagement précisés en annexe 3 de la présente convention. Seuls les univers pour

4/22

lesquels l'engagement global des co-partenaires dépasse le premier seuil de tarification ont leur annexe renseignée des taux, si le partenaire s'est lui-même engagé sur l'univers.

La tarification partenariale consiste en l'application d'un taux de marge nominal aux prix d'achat HT en vigueur au moment de la passation de la commande. Certaines offres sont cependant exclues de la tarification partenariale.

Ces taux sont susceptibles d'évoluer en fonction des engagements portés à la connaissance de l'UGAP postérieurement à la signature de la présente convention, conformément à l'article 2.1 ci-dessus. Le partenaire sera informé des nouveaux taux applicables par écrit.

4.2 Suivi de l'application des conditions tarifaires

L'UGAP conditionne l'application des stipulations relatives aux mécanismes de tarification et de minoration au respect par le partenaire des règles relatives aux délais de paiement.

L'UGAP effectue, annuellement, un bilan des commandes enregistrées par le partenaire et ses co-partenaires et leurs bénéficiaires, d'une part pour chaque univers visé dans la présente convention et, d'autre part, tous univers confondus.

Elle procède alors aux ajustements des taux de marge nominaux comme suit :

4.2.1. Ajustement en fonction du montant total annuel des commandes par univers

Lorsque le montant total des commandes enregistrées pour un univers donné dépasse l'engagement initial pour atteindre la tranche d'engagement supérieure, l'UGAP applique les nouvelles tarifications plus favorables associées.

Après deux ans de convention, lorsque le montant annuel des commandes enregistrées pour un univers donné se révèle très supérieur ou très inférieur à la quote-part annuelle du montant d'engagement sur cet univers, tel que mentionné en annexe 3, dans une proportion pouvant raisonnablement laisser supposer un changement de tranche de tarification (voir annexe 1) avant la fin de la convention, l'UGAP propose aux co-partenaires un réajustement desdits besoins et des conditions tarifaires y afférentes, sans qu'il n'y ait d'effet rétroactif.

En l'absence de réponse dans un délai d'un mois à compter de la réception de la proposition d'ajustement, l'UGAP applique le réajustement proposé.

Si à l'issue des deux premières années d'exécution de la convention les co-partenaires présentent des projets permettant d'augmenter leurs volumes d'engagements sur un univers donné, l'UGAP, après analyse, peut procéder au changement de tranche de tarification appropriée.

Aucun des dispositifs ci-dessus n'est mis en place avec effet rétroactif.

4.2.2 Ajustement en fonction du montant total annuel des commandes tous univers confondus

Compte tenu du volume des commandes partenariales enregistrées en année N-1 par les partenaires, tous univers confondus, et si les résultats de l'UGAP le permettent, le taux nominal (hors univers médical) se réduit en année N de 0,1 point lorsque les commandes partenariales enregistrées ont été comprises entre 10 et 20 M€, de 0,2 point lorsqu'elles ont été comprises entre 20 et 30 M€ et ainsi de suite jusqu'à 0,5 point pour des commandes dépassant les 50 M€. Le partenaire est informé de la minoration pour effet volume qui lui est applicable dans le premier trimestre de chaque année.

Article 5 – Documents contractuels

Les relations entre le partenaire et l'UGAP sont définies, par ordre de priorité décroissant, en référence aux documents suivants :

5/22

compte ouvert au nom de l'agent comptable de l'UGAP, à la Recette générale des Finances de Paris, sous le numéro « 10071 75000 00001000047 36 ».

7.3 Reversement des pénalités de retard

Au jour de la signature de la présente convention, le processus de reversement des pénalités de retard est le suivant.

L'UGAP reverse au bénéficiaire toute pénalité de retard d'un montant supérieur à 500 € perçue en application des marchés conclus avec les fournisseurs.

Pour ce faire, dès qu'elle a une suspicion d'un retard de livraison sur une commande, l'UGAP sollicite par courrier électronique le passeur de commande (bénéficiaire), afin qu'il renseigne le formulaire d'avis du bénéficiaire sur la livraison, mis à disposition sur ugap.fr. En l'absence de réponse du bénéficiaire dans un délai de 20 jours, le dossier d'instruction de la pénalité est clôturé. Si le bénéficiaire indique ne pas avoir été livré à la date convenue lors de la commande ou fixée avec le fournisseur, l'UGAP opère la réconciliation avec l'avis du fournisseur.

A l'issue de l'instruction du dossier, l'UGAP décide soit de maintenir le décompte de pénalité initial, soit d'opérer l'exonération totale de pénalité, soit de recalculer la pénalité en procédant à une exonération partielle ou à un complément de pénalité.

L'état de reversement des pénalités est envoyé au bénéficiaire parallèlement à l'envoi de sa facture.

Article 8 – Protection des données à caractère personnel

Les données à caractère personnel recueillies pour les besoins de la conclusion et de l'exécution de la présente convention font l'objet de traitements par l'UGAP, en sa qualité de responsable de traitement. Les données à caractère personnel collectées par l'UGAP sont les données relatives à l'identification de la personne concernée ; sa vie professionnelle ; aux moyens de paiement utilisés ainsi qu'aux biens ou services souscrits (données liées au règlement des factures, au suivi de la relation commerciale, aux avis laissés, à la gestion des réclamations, etc.).

Les traitements mis en œuvre ont pour finalité d'assurer la gestion relation commerciale, notamment :

- la gestion des contrats et/ou gestion administrative du marché (par exemple : gestion des commandes, de la livraison, de l'exécution du service ou de la fourniture du bien, des factures et paiements), en ce compris l'exécution et le suivi de la présente convention ;
- la gestion des clients-prospects de l'UGAP, en ce compris la gestion de programmes de partenariat au sein de l'UGAP, la tenue de la comptabilité générale et des comptabilités auxiliaires qui peuvent lui être rattachées ; l'établissement de statistiques financières et/ou commerciales concernant les clients ; le suivi de la relation client pour la réalisation d'enquêtes de satisfaction, la gestion des réclamations et du service après-vente ; la sélection de clients pour réaliser des études sur la qualité des produits ou des enquêtes de consommation (par exemple : des tests de produits, des statistiques de vente réalisées par l'organisme concerné) ; la réalisation d'actions de prospection commerciale (par exemple : envoi de messages publicitaires, promotion) ; et la gestion des avis des personnes sur des produits, services ou contenus ;
- et la gestion des demandes d'exercice des droits.

La base juridique des traitements susmentionnés est soit l'exécution de la présente convention, soit l'intérêt légitime de l'UGAP.

Ces données sont destinées aux :

- Personnes de l'équipe projet de l'UGAP en charge de l'exécution de la présente convention ;
- Titulaires des marchés par le biais desquelles sont exécutées les offres objet de la présente convention ;
- Tiers autorisés, exclusivement pour satisfaire les obligations légales.

Ces données sont conservées durant toute la durée nécessaire à l'exécution de la présente convention, augmentée des prescriptions légales applicables.

Conformément au règlement (UE) 2016/679 dit « Règlement général sur la protection des données », les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'information, d'accès, de rectification, d'effacement, de portabilité des informations qui les concernent, de limitation du traitement, de ne pas faire l'objet d'une prise de décision individuelle automatisée (y compris le profilage), ainsi que du droit de définir des directives relatives au sort de leurs données à

7/22

- la présente convention et ses annexes ;
- le cas échéant, les conventions d'exécution des services et/ou de passation de marchés subséquents ;
- les commandes ;
- le cas échéant, les conditions générales d'exécution des prestations ;
- et de manière supplétive, les conditions générales de vente (CGV) de l'UGAP, accessibles sur le site Internet ugap.fr.

Article 6 – Commandes

6.1 Modalités de passation des commandes

Les services peuvent recourir à l'établissement de commandes de prestations sous trois formes, suivant la nature du produit commandé :

- par commande dématérialisée en utilisant le site de commande en ligne de la centrale d'achat ;
- par commande transmise par courrier, télécopie, ou message électronique ;
- par convention particulière, faisant suite à l'établissement de devis et définissant les conditions d'exécution des prestations en matière de services associés à la vente ou la location de fournitures.

Les commandes transmises, par courrier, télécopie ou message électronique, auprès du réseau territorial de l'UGAP, sont adressées aux prestataires dans un délai moyen de trois jours ouvrés, sous réserve de leur complétude et de leur conformité technique.

Les commandes passées en ligne sont adressées instantanément par l'UGAP aux prestataires. Les commandes non dématérialisées sont adressées aux prestataires, sous réserve de leur complétude technique, dans un délai de trois jours ouvrés à compter de leur réception par l'UGAP.

6.2 Autres modalités d'exécution

Les autres modalités d'exécution des prestations relatives notamment, aux livraisons et aux modalités de vérification et d'admission ainsi qu'aux modalités de paiement sont précisées dans les CGV visées à l'article 5 ou lorsqu'elles existent, dans les conditions générales d'exécution des prestations concernées. L'UGAP informe le partenaire, notamment des modalités de commandes applicables et, le cas échéant, du contenu des conditions générales d'exécution des prestations, avant toute commande des prestations.

Article 7 – Relations financières entre les parties

7.1 Versement d'avances

Pour certains univers et pour les produits qui le justifient (délai de livraison supérieur au délai de paiement de l'avance) et conformément à l'article 13 du décret du 30 juillet 1985 modifié susmentionné, il peut être versé des avances à la commande, sans limitation de montant. Cependant, aucune demande de versement d'avance d'un montant inférieur à 8 000€ ne sera acceptée par l'UGAP.

Sur les marchés de véhicules industriels, le titulaire peut demander à l'UGAP de lui verser une avance sur approvisionnement de 31 à 40% du montant TTC d'un bon de commande supérieur à 50 000 €. En conséquence, l'UGAP sera amenée à demander au partenaire de lui verser une avance correspondant au montant versé par l'UGAP au fournisseur, le cas échéant.

7.2 Paiements dus à l'UGAP

Le paiement intervient dans les conditions prévues par la réglementation applicable en matière de lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Les comptables assignataires des paiements dus à l'UGAP sont ceux des services ayant passé commande. Les titres de paiement sont établis exclusivement au nom de l'agent comptable de l'UGAP. Ils rappellent les références de la facture présentée par l'UGAP. Les virements sont effectués au

6/22

caractère personnel après leur mort. Ils peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits peut être effectué auprès du Délégué à la protection des données via l'adresse suivante : donneespersonnelles@ugap.fr. Les personnes concernées disposent enfin d'un droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle.

Enfin, concernant l'exécution des prestations (fournitures et services) commandées dans le cadre de la présente convention, les stipulations énoncées ci-dessus ne dispensent pas l'acheteur de faire son affaire personnelle des formalités lui incombant au titre de la réglementation relative à la protection des données. Ainsi, si l'exécution de la prestation commandée nécessite un traitement de données à caractère personnel entre l'acheteur et le prestataire, par principe, l'acheteur est qualifié juridiquement de responsable de traitement, cependant que le prestataire est sous-traitant au sens du règlement général sur la protection des données (RGPD). Par suite, l'acheteur et le prestataire concluent directement un accord relatif à la protection des données, conformément à l'article 28 du règlement précité. Cette qualification de principe des rapports contractuels entre l'acheteur et le prestataire en matière de traitement de données à caractère personnel doit faire l'objet d'un examen au cas par cas, traitement par traitement, avant l'exécution de ladite prestation. L'acheteur et le prestataire restent libres de qualifier autrement leurs rôles respectifs dans les activités de traitement qu'elles sont amenées à réaliser pour l'exécution de la prestation

Article 9 – Date d'effet et durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de la date de réception, par l'UGAP, de l'original qui lui est destiné, signé par les deux parties, jusqu'au 31/12/2027.

Article 10 – Dénonciation

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties, à tout moment, moyennant un préavis de 3 mois donné par lettre recommandée avec avis de réception postale.

La dénonciation de la présente convention n'exonère pas les parties de l'exécution des commandes passées jusqu'à la date de prise d'effets de la dénonciation.

TITRE 2 – CONDITIONS D'EXECUTION DU PARTENARIAT

Article 11 – Résolution des litiges

En cas de difficultés, il convient le plus rapidement possible, de les signaler à l'UGAP, de manière à ce qu'elle consigne les faits et se charge de leur règlement. Ce signalement doit être effectué sur notre site web :

- lorsque la difficulté est liée à l'établissement du devis ou de la commande, auprès :
 - du responsable de la gestion administrative et commerciale des ventes ;
 - du chargé d'affaire ou conseiller spécialisé, puis, en fonction de l'importance des difficultés rencontrées ;
 - du directeur territorial (DT) ;
 - du directeur du réseau territorial (DRT) ou son directeur du réseau territorial adjoint (DRTA).
- lorsque la difficulté est liée à un retard de livraison, à une mauvaise exécution ou une inexécution de la commande, auprès :
 - sur notre site web, dans le suivi des commandes ;
 - du « service client », puis, en fonction de l'importance des difficultés rencontrées ;
 - du responsable du service client (RSC) et du DT ;
 - du DRT ou DRTA.

Le circuit d'escalade des difficultés est transmis par voie dématérialisée après signature de la présente convention, ainsi qu'à chaque mise à jour.

Article 12 – Informations relatives à l'exécution des marchés de l'UGAP

En cas de difficultés majeures rencontrées avec un fournisseur (défaillance, ruptures d'offres, temps rallongés pour l'établissement des devis, retards de livraisons majeurs...), l'UGAP s'engage à en

8/22

Article 13 – Echanges sur les stratégies d'achat

Le partenaire et, le cas échéant, ses co-partenaires, dans le cadre de la construction des stratégies d'achats mutualisés, analyse l'intérêt de recourir à l'UGAP. L'UGAP présente les offres dont elle dispose, aptes à satisfaire les besoins. Cet examen permet également aux parties d'étudier la possibilité d'intégrer aux programmes d'appels d'offres de l'UGAP de nouveaux projets en co-prescription.

Article 14 – Participation du partenaire à la définition des besoins à satisfaire

L'UGAP informe le partenaire du calendrier des procédures des marchés initiées l'année suivante.

Lorsque le partenaire et/ou ses co-partenaires et l'UGAP souhaitent conjointement satisfaire un besoin nouveau ou spécifique, il(s) s'adresse(nt) à l'UGAP pris en sa qualité d'opérateur d'achat. Dans ce cas, la participation du/des partenaire(s) à la procédure s'effectue selon les modalités décrites dans une convention spécifique de co-prescription.

L'ensemble des documents ou informations transmis au partenaire dans le cadre de l'intégration de ses besoins aux consultations lancées par l'UGAP, et notamment durant la phase de passation du ou des marchés en découlant, ne peuvent être communiqués, sous quelque forme que ce soit, à d'autres personnes que leurs destinataires sans accord préalable de l'UGAP.

Article 15 – Rapport d'activité et optimisation des achats

15.1 Définition des éléments statistiques et indicateurs de suivi

A l'occasion du comité de suivi annuel du partenariat défini à l'article 17 ci-après, l'UGAP adresse au partenaire un rapport d'activité des opérations effectuées et, à tout moment, les informations qu'il souhaite obtenir quant à l'exécution de la présente convention. Le rapport annuel d'activité comprend les éléments suivants :

- les statistiques permettant de suivre quantitativement l'exécution de la convention ;
- les statistiques et indicateurs permettant de suivre et piloter qualitativement l'exécution des commandes : suivi des devis, des commandes, des litiges, des livraisons, des pénalités de retard ;
- les indicateurs permettant de suivre la qualité du service rendu et de la relation partenariale;
- les indicateurs relatifs aux politiques publiques.

La liste des statistiques et indicateurs est définie conjointement par le partenaire et l'UGAP au regard des éléments disponibles à l'UGAP.

15.2 Optimisation du recours à l'UGAP

L'UGAP et le partenaire au regard des éléments statistiques et des indicateurs de suivi de l'activité de ce dernier, définissent des objectifs d'optimisation du recours à l'UGAP. Notamment, il peut s'agir d'optimiser les coûts de traitement des commandes, en diminuant le volume de petites commandes pouvant faire l'objet d'un regroupement, ou en accroissant le recours à la commande en ligne.

Sont également étudiées les solutions tendant au recouvrement efficace des factures.

Article 16 – Interface

L'UGAP et le partenaire désignent, chacun pour ce qui le concerne, une personne chargée du suivi de l'exécution de la présente convention. Pour Mulhouse Alsace Agglomération, cet interlocuteur doit être en capacité de coordonner les informations sur les achats au sein de la collectivité. Ces correspondants sont destinataires des informations relatives à l'exécution de la présente convention.

Le partenaire participe à la cohérence des informations détenues par l'UGAP. A cette fin, l'UGAP transmet une fois par an la liste des interlocuteurs et des donneurs d'ordre correspondants au compte du partenaire dans sa base client, afin qu'il mette à jour ces informations, le cas échéant.

9/22

Article 17 – Comité de suivi et animation du partenariat

Un comité de suivi du partenariat est organisé par l'UGAP a minima annuellement, afin notamment de veiller à la bonne exécution de la convention, tant sous un angle qualitatif que quantitatif et d'examiner les possibilités d'évolution de l'offre de l'UGAP.

Le comité de suivi annuel peut se tenir avec l'ensemble des co-partenaires.

Le comité de suivi fait l'objet d'un ordre du jour soumis au partenaire, ainsi que d'un relevé de décisions établi par l'UGAP.

Des comités portant sur le suivi opérationnel des relations se tiennent en fonction du besoin entre les interlocuteurs spécialisés de l'UGAP et leurs correspondants au sein de la collectivité.

Le partenaire organise une fois par an une réunion regroupant les représentants des bénéficiaires qu'il a souhaité intégrer dans la convention (cf article 3.2) afin que l'UGAP leur présente son offre de produits et services.

TITRE 3 – CONTRIBUTION A L'ACHAT PUBLIC RESPONSABLE

Article 18 – Périmètre UGAP en terme de politiques publiques

Le présent titre 3 définit les modalités selon lesquelles les partenaires et l'UGAP travaillent de concert pour développer l'achat public responsable au travers notamment des thématiques suivantes :

- Transition écologique
- Inclusion
- Soutien à l'économie (PME et innovation)
- Performance économique
- et le cas échéant leur déclinaison locale.

Ces thématiques correspondent à la nouvelle Stratégie RSE 2025 de l'UGAP.

Article 19 – Développement et valorisation de l'achat public responsable

Le développement et la valorisation de l'achat public responsable revêtira trois réalités :

- suivi statistiques,
- échanges sur les bonnes pratiques des partenaires,
- actions locales communes.

19.1 Suivi statistique :

L'UGAP met à disposition ses outils GHA (Gains achats) et EPP (Empreintes Politiques Publiques) pour restituer une fois l'an à ses partenaires leurs performances économiques et en termes de politiques publiques au travers de leurs achats confiés à la centrale.

Les statistiques sont restituées en année N sur les consommations en année N-1.

Les GHA (GHA) présentent les :

- gains sur les prix obtenus par l'UGAP auprès de ses fournisseurs,
- gains sur les remises sur la tarification UGAP (cf article 4)
- gains sur les coûts de procédures évités par le recours à l'UGAP.

Les EPP (Empreintes Politiques Publiques) présentent :

- les achats locaux des partenaires à travers l'UGAP,
- les achats à des PME par les partenaires à travers l'UGAP,
- les achats RSE par les partenaires à travers l'UGAP,
- les achats d'innovation par les partenaires à travers l'UGAP,
- le poids économique de l'UGAP sur le territoire des partenaires.

10/22

19.2 Echanges sur les bonnes pratiques des partenaires

Les partenaires et l'UGAP organiseront à fréquences raisonnable (3 fois par an) des ateliers d'échange de leurs bonnes pratiques sur des thématiques d'actualité. Les sujets suivants sont évoqués à titre d'exemple :

- Transition écologique : loi Agec, économie circulaire...
- Inclusion : clause sociale d'insertion, ESS...
- Soutien à l'économie : PME, sous-traitance...

Le premier objectif de ces ateliers est de partager un niveau de connaissance et de pratiques.

Le second sera de dégager des idées de projets communs (thématiques d'achats, créations d'indicateurs...).

19.3 Actions locales communes

Le cas échéant, les partenaires peuvent engager des actions communes à destination de l'éco-système local composé tant des entreprises (dont les PME, les entreprises innovantes et les acteurs de l'ESS) que des acheteurs publics.

Dans sa participation à l'accès des entreprises régionales et en particulier les PME, les entreprises innovantes et les entreprises du secteur social et solidaires à la commande publique, les partenaires et l'UGAP peuvent conduire deux grandes familles d'actions, à savoir la présentation des entreprises du territoire, titulaires de marchés de l'UGAP, d'une part, et la contribution à la connaissance par les entreprises du territoire de la commande publique, d'autre part.

Présentation des entreprises du territoire, titulaires de marchés conclus par l'UGAP

L'établissement assure la présentation des entreprises du territoire ayant remporté un appel d'offres de l'UGAP par les actions suivantes :

- Edition par l'UGAP d'une liste annuelle des offres des entreprises du territoire ayant remporté un appel d'offres de l'UGAP,
- Co-organisation annuelle d'un événement de rencontre de ces entreprises avec les acheteurs du territoire.

Contribution à la connaissance de la commande publique par les entreprises du territoire

L'UGAP et les partenaires peuvent mener des actions visant à promouvoir la commande publique comme levier de développement pour les entreprises du territoire :

Présentation lors d'un événement co-organisé avec eux :

- des principaux contours de la réglementation des marchés publics et les meilleurs moyens pour les entreprises de concourir aux marchés publics,
- de l'UGAP et de son mode de fonctionnement, de son modèle « achat pour revente » et les avantages, pour les fournisseurs, de travailler avec une centrale d'achat labélisée « Relations Fournisseurs Achats Responsables »,
- le programme pluriannuel d'appels d'offres de l'UGAP et des partenaires de façon à permettre aux acteurs économiques du territoire d'anticiper leurs éventuels dossiers de candidature.

Promotion des solutions locales à la demande du partenaire, l'UGAP peut participer à :

- des forums, rencontres, colloques, organisés par les partenaires, ayant pour objectif de soutenir et sensibiliser les entreprises aux marchés publics,
- des rencontres entre les entreprises et les acheteurs publics,
- des sessions de sensibilisation aux marchés publics dédiées aux petites et jeunes entreprises innovantes,
- des Rencontres Entreprises et Territoires et/ou aux rencontres CCIT / Acheteurs publics

Les co-partenaires et l'UGAP facilitent la mise en relation des PME, des entreprises innovantes et des entreprises du secteur social et solidaire avec tous types d'acheteurs publics du territoire.

A noter, l'intégration d'offres de telles entreprises au catalogue de l'UGAP est étudiée si elle est opportune et repose sur un intérêt fort en termes d'achat. Le respect des fondamentaux de la Commande Publique demeurant une condition sine qua non dans ces actions : égalité de traitement, respect des procédures d'achats et des marchés existants...

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux, dont un pour chacune des parties.

Fait à Mulhouse, le

Fait à Champs-sur-Marne, le

**Le Président
de Mulhouse Alsace Agglomération**

**La Directrice générale déléguée
de l'Union des groupements
d'achats publics**

Fabian JORDAN

Isabelle DELERUELLE

Date de réception par l'UGAP
de la présente convention

Conditions générales de tarification de l'UGAP

3° Conditions d'éligibilité aux partenariats et modalités de tarification partenariale

14/22

Les dispositions relatives aux seuils de tarification figurant ci-dessus sont applicables aux regroupements volontaires d'administrations publiques locales, ainsi que ceux prévus par la loi. De même, elles peuvent être mobilisées au profit d'administrations publiques locales souhaitant mutualiser, par ce biais, leurs besoins propres et ceux des pouvoirs adjudicateurs et entités adjudicatrices qu'elles financent et/ou dont elles assurent le contrôle

Downloaded from <https://www.cambridge.org/core>. University of Cambridge, on 01 Jun 2018 at 11:00:00, subject to the Cambridge Core terms of use, available at <https://www.cambridge.org/core/terms>. <https://doi.org/10.1017/9781315326477.007>

15/22

Liste des bénéficiaires

Baldersheim (216800151)	Baldersbrunn-le-Bas (216803239)
Bantzenheim (216800201)	Ungersheim (216803437)
Battenheim (216800227)	Wittelsheim (216803759)
Berrwiller (216800326)	Wittenheim (216803767)
Bollwiller (216800433)	Zillisheim (216803841)
Bruebach (216800557)	Zimmersheim (216803866)
Brunstatt-Didenheim (20057909)	
Chalampé (216800649)	
Dietwiller (216800722)	
Eschentzwiller (216800847)	
Feldkirch (216800888)	
Flaxlanden (216800938)	
Gallingue (216801019)	
Habsheim (216801183)	
Heimsbrunn (216801290)	
Hombourg (216801449)	
Ilzach (216801548)	
Kingersheim (216801662)	
Lutterbach (216801951)	
Morschwiller-le-Bas (216802181)	
Mulhouse (216802249)	
Niffer (216802389)	
Ottmarsheim (216802538)	
Petit-Landau (216802546)	
Prastatt (216802561)	
Pulversheim (216802587)	
Reiningue (216802678)	
Richwiller (216802702)	
Riedisheim (216802710)	
Rixheim (216802785)	
Ruelisheim (216802892)	
Sausheim (216803007)	
Staffelfelden (216803213)	

16/22

ANNEXE N°3

A LA CONVENTION DE PARTENARIAT
DEFINISSANT LES MODALITES DE RECOURS A L'UNION DES GROUPEMENTS D'ACHATS PUBLICS
PAR MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION

DANS LE CADRE DU GROUPEMENT DE FAIT PORTE PAR LE GROUPEMENT OUVERT ET PERMANENT

3.1 Nature et étendue des besoins à satisfaire : Univers Véhicules

NATURE DES BESOINS A SATISFAIRE

Segments d'achats :

- électromobilité (véhicules utilitaires légers, vélos, scooters, petit utilitaire, véhicules industriels propres) ;
- véhicules légers (véhicules particuliers, deux roues motorisés, 4X4) ;
- véhicules Utilitaires (petites fourgonnettes, fourgonnettes, fourgonnettes GNV, utilitaires moyens, grand utilitaire, berline compacte économique) ;
- véhicules industriels et engins spéciaux (châssis PL équipements hydrauliques, engins d'entretien des espaces verts, entretien routier de viabilité hivernale, signalisation lumineuse, environnement voirie, engins de travaux publics) ;
- transports en commun ;
- drones ;
- carburant en vrac et lubrifiants.

ETENDUE DES BESOINS A SATISFAIRE :

Les besoins décrits ci-dessus de Mulhouse Alsace Agglomération sont estimés à 4 000 000 € HT sur la durée de la convention.

Cet engagement, cumulé à ceux des co-partenaires, au regard des lettres d'engagements susvisées, porte le montant d'engagement global initial à 51 700 000 € HT.

TAUX DE MARGE NOMINAL DE L'UGAP :

Conformément aux conditions générales de tarification de l'UGAP, le taux de marge nominal pour l'univers « véhicules » est établi à 2,4 % (et 3 % pour les lubrifiants).

Il s'applique aux prix d'achat HT en vigueur au moment de la réception de la commande par l'UGAP.

Le coût d'intervention de l'UGAP, pour la fourniture de carburant en vrac, est de 10 €/m³ pour les commandes non dématérialisées et de 8 €/m³ pour les commandes en ligne.

Ces montants s'ajoutent aux prix d'achats du produit pétrolier en vigueur à l'UGAP à la réception de la commande.

17/22

ANNEXE N°3

A LA CONVENTION DE PARTENARIAT
DEFINISSANT LES MODALITES DE RECOURS A L'UNION DES GROUPEMENTS D'ACHATS PUBLICS
PAR MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION
DANS LE CADRE DU GROUPEMENT DE FAIT PORTE PAR LE GROUPEMENT OUVERT ET PERMANENT

3.2 Nature et étendue des besoins à satisfaire : Univers Informatique et consommables

NATURE DES BESOINS A SATISFAIRE

Segments d'achats « Matériels Informatiques » :

- micro-informatique (ordinateurs, écrans, périphériques, prestations d'installation),
- Logiciels et licences, (logiciels multi-éditeurs, microsoft Oracle)
- matériels de reprographie (photocopieurs)
- prestations de téléphonie fixe (abonnement et matériels liés),
- prestations WAN (connexion internet IP/VPN, ...),
- matériels et systèmes de téléphonie (IPBX, petits matériels de téléphonie, ...),
- infrastructures serveurs et stockage et prestations associées (serveurs rack x86, serveurs tours, serveurs UNIX et AIX) hors Cloud computing)
- Infrastructures réseaux (LAN, WAN) et prestations associées, (matériels divers LAN, réseau LAN/WLAN, prestation de câblage, sureté électronique)
- audiovisuel et multimédia (Affichage dynamique, classe mobile, – visioconférence.

Segments d'achats « consommables de bureau » :

- fournitures de bureau
- consommables informatiques
- papier

Segments d'achats « prestations intellectuelles » :

- prestations intellectuelles informatiques en unité d'œuvres

ETENDUE DES BESOINS A SATISFAIRE :

Les besoins décrits ci-dessus de Mulhouse Alsace Agglomération sont estimés à 2 000 000 € HT sur la durée de la convention.

Cet engagement, cumulé à ceux des co-partenaires, au regard des lettres d'engagements susvisées, porte le montant d'engagement global initial à 14 100 000 € HT.

TAUX DE MARGE NOMINAL DE L'UGAP :

Conformément aux conditions générales de tarification de l'UGAP et au regard de l'étendue des besoins figurant ci-dessus, les taux de marge nominaux pour l'univers « Informatique et consommables » sont établis :

- à 4 % pour les matériels informatiques,
- à 4 % pour les consommables de bureau,
- à 5 % pour les prestations intellectuelles informatiques en unité d'œuvres.

Ces taux s'appliquent aux prix d'achat HT en vigueur au moment de la réception de la commande par l'UGAP.

18/22

ANNEXE N°3

A LA CONVENTION DE PARTENARIAT
DEFINISSANT LES MODALITES DE RECOURS A L'UNION DES GROUPEMENTS D'ACHATS PUBLICS
PAR LA MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION

DANS LE CADRE DU GROUPEMENT DE FAIT PORTE PAR LE GROUPEMENT OUVERT ET PERMANENT

3.3 Nature et étendue des besoins à satisfaire : Univers Mobilier et équipement général

NATURE DES BESOINS A SATISFAIRE :

Segments d'achats « mobilier » :

- mobilier de bureau
- petite enfance et enseignement
- mobilier de réunion et d'accueil
- mobilier de collectivité

Segments d'achats « équipement général » :

- hygiène et entretien
- mobilier urbain et municipal
- équipement général
- restauration professionnelle
- vêtements de travail
- équipements de protection individuelle

ETENDUE DES BESOINS A SATISFAIRE :

Les besoins décrits ci-dessus de Mulhouse Alsace Agglomération sont estimés à 400 000 € HT sur la durée de la convention.

Cet engagement, cumulé à ceux des co-partenaires, au regard des lettres d'engagements susvisées, porte le montant d'engagement global initial à 6 980 000 € HT.

TAUX DE MARGE NOMINAL DE L'UGAP :

Conformément aux conditions générales de tarification de l'UGAP et au regard de l'étendue des besoins figurant ci-dessus, les taux de marge nominaux pour l'univers « Mobilier et équipement général » sont établis :

- à 8 % pour le mobilier,
- à 5 % pour l'équipement général.

Ils s'appliquent aux prix d'achat HT en vigueur au moment de la réception de la commande par l'UGAP.

19/22

ANNEXE N°3

A LA CONVENTION DE PARTENARIAT
DEFINISSANT LES MODALITES DE RECOURS A L'UNION DES GROUPEMENTS D'ACHATS PUBLICS
PAR MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION
DANS LE CADRE DU GROUPEMENT DE FAIT PORTE PAR LE GROUPEMENT OUVERT ET PERMANENT

3.4 Nature et étendue des besoins à satisfaire : Univers Services

NATURE DES BESOINS A SATISFAIRE :

Segments d'achats :

- prestations de propreté et d'hygiène des locaux ;
- prestations de sécurité humaine (accueil, gardiennage et télésurveillance) ;
- Véhicules spécifiques (motos)
- prestations de transfert administratif ou industriel ;
- prestations de maintenance des ascenseurs et des appareils de levage ;
- prestations de contrôles réglementaires des bâtiments (dont contrôle réglementaire des ascenseurs et des appareils de levage) ;
- prestations de maintenance multitechnique des bâtiments ;
- Prestation de Drones
- prestations d'AMO sécurité ;

Segments d'achats Energie

- approvisionnement en fioul des bâtiments.

ETENDUE DES BESOINS A SATISFAIRE :

Les besoins de Mulhouse Alsace Agglomération décrits ci-dessus sont estimés à 400 000 € HT sur la durée de la convention.

Cet engagement cumulé à ceux des autres co-partenaires porte le montant d'engagement global à | € M€ HT.]

TAUX DE MARGE NOMINAL DE L'UGAP :

Conformément aux conditions générales de tarification de l'UGAP et au regard de l'étendue des besoins figurant ci-dessus, le taux de marge nominal pour l'univers « services », à l'exception des produits pétroliers, est établi à | % sur les prix d'achat en euro HT.

Il s'applique aux prix d'achat HT en vigueur au moment de la réception de la commande par l'UGAP.

Le coût d'intervention de l'UGAP, pour la fourniture de fioul domestique, est de | €/m³ pour les commandes non dématérialisées et de X €/m³ pour les commandes en ligne. Ces montants s'ajoutent aux prix d'achats du produit pétrolier en vigueur à l'UGAP à la réception de la commande.

20/22

ANNEXE N°3
A LA CONVENTION DE PARTENARIAT
DEFINISSANT LES MODALITES DE RECOURS A L'UNION DES GROUPEMENTS D'ACHATS PUBLICS
PAR MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION
DANS LE CADRE DU GROUPEMENT DE FAIT PORTE PAR LE GROUPEMENT OUVERT ET PERMANENT

3.5 Nature et étendue des besoins à satisfaire : Univers Médical

NATURE DES BESOINS A SATISFAIRE :

Segments d'achats :

- Equipements et dispositifs médicaux stériles et non stériles,
 - Consommables biomédicaux,
 - Consommables de laboratoire
 - Anesthésie-réanimation ;
 - Monitoring
 - Imagerie
 - Techniques opératoires
 - Equipements de laboratoire
 - Explorations fonctionnelles
 - Stérilisation
 - Mobilier médical
 - Equipements de soins
- Consommables scientifiques et réactifs (Gauss)
 - Réactifs
 - Réactifs spécifiques
 - Consommables Gauss
 - Maintenance des IVAP Gauss

ETENDUE DES BESOINS A SATISFAIRE :

Mulhouse Alsace Agglomération n'a pas exprimé de besoins sur cet univers.

Cet engagement cumulé à ceux des autres co-partenaires porte le montant d'engagement global à X M€ HT. |

TAUX DE MARGE NOMINAL DE L'UGAP :

Conformément aux conditions générales de tarification de l'UGAP et au regard de l'étendue des besoins figurant ci-dessus, les taux de marge nominaux pour l'univers « Médical » sont établis

- à X % pour les consommables scientifiques,
- à X % pour les équipements et dispositifs médicaux.

Ces taux s'appliquent aux prix d'achat HT en vigueur au moment de la réception de la commande par l'UGAP.

21/22

ANNEXE N°4

A LA CONVENTION DE PARTENARIAT
DEFINISSANT LES MODALITES DE RECOURS A L'UNION DES GROUPEMENTS D'ACHATS PUBLICS
PAR MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION

DANS LE CADRE DU GROUPEMENT DE FAIT PORTE PAR LE GROUPEMENT OUVERT ET PERMANENT

Modèle d'acte d'adhésion

ACTE D'ADHESION

Ville de MULHOUSE
2 Rue Pierre et Marie Curie
BP 10020
68048 MULHOUSE CEDEX 9
représentée par Madame Michèle LUTZ, Maire

Par le présent acte, la Ville de MULHOUSE sollicite son intégration en tant que bénéficiaire de la convention de partenariat conclue entre l'UGAP et Mulhouse Alsace Agglomération. Les besoins que la Ville de MULHOUSE s'engage à satisfaire auprès de l'UGAP portent sur les univers suivants :

- ☐ véhicules : montant estimé : 350 000 € HT par an
- ☐ informatique et consommables : montant estimé : 175 000 € HT par an
- ☐ mobilier et équipement général : montant estimé : 50 000 € HT par an
- ☐ services : montant estimé : 50 000 € HT par an

La présente adhésion prend effet à compter de sa date de réception par l'UGAP, jusqu'à la date de fin de la convention conclue entre l'UGAP et Mulhouse Alsace Agglomération.

Fait à _____, le

[nom, prénom, fonction]

Date de réception par l'UGAP
du présent acte et d'acceptation de l'adhésion :

22/22

Pour : 45+4

Groupe majoritaire : 34 + 3 procurations

Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

Groupe M Mulhouse : 2 + 1 procuration

Non-inscrits dans un groupe : 3

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

42° COTEAUX : CREATION DE GROUPES SCOLAIRES ET SUPPRESSION D'ECOLES (2234/8.1/1066)

En application des articles L.212-1 du code de l'éducation et L.2121-30 du code général des collectivités territoriales, il appartient au conseil municipal de décider de la création et de l'implantation des écoles et classes élémentaires et maternelles d'enseignement public, après avis du représentant de l'Etat dans le département.

Dans le cadre du Plan écoles, la Ville de Mulhouse souhaite, pour la rentrée scolaire 2024, en concertation avec les services de l'éducation nationale, la création de trois groupes scolaires (GS) dans le Pôle 9 Quartier Coteaux :

- GS1 (site Peupliers) : Construction neuve, rue Pierre Loti, au nord des actuelles écoles Pergaud.
Date de livraison prévisionnelle : Novembre 2024
- GS2 (site Camus) : Restructuration-Extension des anciens bâtiments ARSEA, Ecole de la 2ème chance, Centre Medico Scolaire.
Date de livraison prévisionnelle : fin 2024 ;
- GS3 (site Matisse) : Démolition et reconstruction de l'actuelle école Matisse.
Date de livraison prévisionnelle : rentrée 2026 ;

Chaque groupe scolaire comprendra des classes maternelles, élémentaires et un périscolaire. Ces groupes scolaires contiendront chacun 8 classes maternelles (dont 4 classes à 15 élèves) + 1 classe passerelle + 14 classes élémentaires dont 8 classes à 15 élèves + 1 classe ULIS (Unité Localisée pour l'Inclusion Scolaire) ou UPE2A (Unité Pédagogique pour Elèves Allophones Arrivants).

Ils seront constitués dès la rentrée 2024 (Direction, équipe pédagogique, élèves du quartier).

La création de ces 3 groupes scolaires s'accompagne de la suppression des six écoles existantes au sein du Pôle 9, à savoir les écoles maternelles Pergaud, Jules Verne, Plein Ciel et Camus ainsi que les écoles élémentaires Matisse et Pergaud.

Ces sites resteront toutefois affectés aux besoins des 3 groupes scolaires en tant que site-relais jusqu'à la livraison finale de ces derniers.

Ce projet de délibération a fait l'objet d'un avis préalable du représentant de l'Etat dans le département.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve la création des trois groupes scolaires
- approuve la suppression des écoles maternelles Pergaud, Jules Verne, Plein Ciel et Camus ainsi que des écoles élémentaires Matisse et Pergaud
- approuve l'affectation des locaux des écoles supprimées aux besoins des trois groupes scolaires créés

Pour : 45+4

Groupe majoritaire : 34 + 3 procurations

Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

Groupe M Mulhouse : 2 + 1 procuration

Non-inscrits dans un groupe : 3

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

**43° PLAN ECOLES - GROUPE SCOLAIRE SELLIER A MULHOUSE :
CONVENTION DE CO-MAITRISE D'OUVRAGE ET PLAN DE
FINANCEMENT (222 / 1.3.2 / 1086)**

Le groupe scolaire Sellier, situé sur la Ville de Mulhouse, est confronté à des hausses d'effectifs importantes depuis plus de 15 ans.

Un besoin avéré de classes supplémentaires accentué par la nécessité de surfaces nécessaires liées à la réforme CP/CE1 à 12 ont conduit la Ville de Mulhouse à initier en 2015, la mise en place d'un dispositif tiroir de réhabilitation / extension ou construction de locaux, élémentaires, maternels et périscolaire.

En parallèle de la hausse des effectifs, le site périscolaire n'est plus adapté et manque de capacité d'accueil.

Ce dispositif tiroir précité est intégré dans le cadre du Plan Ecoles de la Ville de Mulhouse et se décline en trois opérations consécutives :

- Phase 1 : Extension de l'école élémentaire et mise aux normes au titre de l'accessibilité,
- Phase 2 : Réhabilitation/extension de la maternelle,
- Phase 3 : Construction d'un bâtiment périscolaire, d'une salle de sport et d'un auvent d'entrée.

Dans le cadre de la réalisation de la phase 3, Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) et la Ville de Mulhouse se sont rapprochées afin de conclure une convention de co-maîtrise d'ouvrage, en application de l'article L.2422-12 du code de la commande publique.

Le cout global prévisionnel de la phase 3 est estimé à 3 644 263 €HT (valeur janvier 2023) et se décompose comme suit :

- Coûts travaux (construction + équipements) : 2 637 500 €HT
- Démolition bâtiments mobiles existants : 65 000 €HT
- Honoraires, actualisation, révisions et aléas : 941 763 €HT

Le montant prévisionnel de participation de m2A, calculé au prorata du coût d'opération en exclusion des mètres carrés affectés aux usages scolaires (salle de sport, vestiaires et aménagement de l'entrée), est estimé à 2 694 194 € HT.

Afin de définir et préciser le rôle de chaque collectivité dans le projet, il est proposé de signer une convention de co-maitrise d'ouvrage portée par la Ville de Mulhouse, propriétaire du terrain d'assiette.

Le plan de financement de l'opération est le suivant :

	Montants Prévisionnels de l'opération		Mulhouse Alsace Agglomération	Ville de Mulhouse	Subventions prévisionnelles à déduire de la participation m2A	
					Perçues par la Ville	Perçue par m2A
	€ HT	€ TTC	€ HT	€ HT	€ HT	
Projet Phase 3 Sellier	3 644 263 (dont 2 702 500 de travaux et équipements)	4 373 116	2 694 194	950 069	CEA : 404 129 DSIL : 538 839	CAF : 140 000 (travaux) + 31 500 (mobilier et équipement)

Les crédits sont prévus sur l'Autorisation de Programme AP F006 « Plan écoles ».

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve le plan de financement
- approuve le projet de convention de co-maitrise d'ouvrage
- autorise Madame le Maire ou son représentant à signer le projet de convention de co-maitrise d'ouvrage entre la Ville et m2A

PJ : projet de convention de co-maitrise d'ouvrage entre la Ville et m2A



Pôle Développement éducatif, sportif et culturel
Direction Education
 222 – CRA/MJ –

CONVENTION DE CO-MAITRISE D'OUVRAGE GROUPE SCOLAIRE ET PERISCOLAIRE SELLIER A MULHOUSE

Entre

La Ville de MULHOUSE représentée par Michèle LUTZ en sa qualité de maire, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 14 décembre 2023 Ci-après dénommée « La Ville »

d'une part,

et

Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), représentée par Josiane MEHLEN, Vice-Présidente déléguée au Périscolaire et à l'accompagnement des familles, dûment habilitée par délibération du Bureau du 13 novembre 2023 Ci-après dénommée « m2A »

d'autre part,

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Le groupe scolaire Sellier est confronté à des hausses d'effectifs importantes depuis plus de 15 ans.

Un besoin avéré de classes supplémentaires accentué par la nécessité de surfaces nécessaires liées à la réforme CP/CE1 à 12 ont conduit la Ville de Mulhouse à initier en 2015, la mise en place d'un dispositif tiroir de réhabilitation / extension ou construction de locaux, élémentaires, maternels et périscolaire.

En parallèle de la hausse des effectifs, un site périscolaire qui n'est plus adapté et insuffisant.

Ce dispositif est intégré dans le cadre du Plan Ecoles de la Ville de Mulhouse et se décline en trois opérations consécutives :

1

- Extension de l'école élémentaire + mise aux normes au titre de l'accessibilité,
- Réhabilitation/extension de la Maternelle,
- Construction d'un bâtiment périscolaire + salle de sport + auvent d'entrée.

Les deux premières phases du dispositif ont été réalisées en maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre interne par le service Ressources Techniques de la Direction Education :

Phase 1 : Extension Élémentaire

Cout d'opération : 1,65 M€ TTC

Extension du bâtiment élémentaire pour une surface supplémentaire totale créée de 770 m² répartis sur trois niveaux (sous-sol, RDC et étage).

Travaux de juillet 2019 à septembre 2020

Phase 2 : Extension de la Maternelle

Cout d'opération : 1,5 M€ TTC

Rénovation et agrandissement de l'école maternelle pour une surface supplémentaire totale créée de 430 m²

Travaux de juillet 2020 à septembre 2022

La présente convention a pour objet la réalisation de la troisième phase du dispositif :

Création d'un périscolaire et d'une salle de sport.

Cette opération consiste en la construction sur site d'un bâtiment neuf, intégrant les éléments programmatiques suivants :

- un périscolaire pour un objectif d'accueil de 30% des élèves, relevant de la compétence de m2A
- une salle de sport, afin de libérer le site du bâtiment mobile qui fait office de salle d'évolution et occupe une partie de surface de cour, relevant de la compétence de la ville.

Elle intègre également la démolition des bâtiments mobiles existants, désormais inutiles depuis la fin des travaux de la phase précédente, afin de libérer l'emprise au sol nécessaire à la construction.

Enfin, son positionnement à l'entrée du site, permettra également de requalifier l'entrée de l'école avec un préau et abri à vélos.

Aussi, en application de l'article L2422-12 du code de la commande publique, les parties ont décidé de conclure une convention de co-maîtrise d'ouvrage.

Cette dernière a pour objet de désigner la Ville de Mulhouse comme maître d'ouvrage unique de l'ensemble de l'opération. La présente convention précise en outre les modalités et conditions d'organisation de cette co-maîtrise d'ouvrage et en fixe les termes.

2

ARTICLE 1^{er} – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'une co-maîtrise d'ouvrage de l'opération relative à la construction d'un périscolaire et d'une salle de sport pour les enfants du groupe scolaire Henri Sellier à Mulhouse

Ainsi, la présente convention définit :

- la nature et des conditions de réalisation des aménagements sur lesquels portera l'opération,
- les attributions des parties en matière de maîtrises d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre,
- les modalités de financement de l'opération,
- la remise de l'ouvrage en fin d'opération,
- la gestion ultérieure des aménagements réalisés.

En application des dispositions de l'article L. 2422-12 du Code de la commande publique, les parties conviennent de confier la maîtrise d'ouvrage unique de l'opération à la Ville de Mulhouse.

ARTICLE 2- PROGRAMME ET SUIVI DE L'OPERATION

Le projet a pour objet la construction d'un bâtiment sur un terrain appartenant à la ville de Mulhouse.

Les nouveaux locaux seront composés :

- D'une partie périscolaire pour un taux de prise en charge de 30% des élèves fréquentant le groupe scolaire et comprenant :
 - Des salles de restauration pour 148 enfants (50 enfants d'âge maternel et 98 enfants d'âge élémentaire.) le midi, avec la restauration maternelle en 1 service et la restauration élémentaire en 2 services.
 - Des salles d'activités pour 86 enfants le soir (30 enfants d'âge maternel + 56 enfants d'âge élémentaire.), sanitaires, bureau et locaux annexes.

Surface utile périscolaire : 614 m² (737 m² surface dans œuvre)

- D'une partie scolaire, constituée :
 - d'une salle de sports, vestiaires et locaux rangement de 200 m² (240 m² surface dans œuvre) ;
 - d'un préau / abri vélos extérieur (105 m²) permettant de requalifier l'entrée de l'école.

Surface utile totale du bâtiment (hors préau/abri vélo) : 814 m² soit 977 m² de surface dans œuvre.

En cas de nécessaire décision pouvant entraîner la modification du programme et/ou de l'enveloppe financière prévisionnelle, le maître d'ouvrage unique en informera au préalable m2A.

De même le maître d'ouvrage unique alertera m2A au cours de sa mission sur la nécessité de modifier le programme et/ou l'enveloppe financière prévisionnelle ou

3

d'apporter des solutions qui lui apparaîtraient nécessaires, notamment au cas où des événements de nature quelconque viendraient modifier le programme de l'opération ainsi que les prévisions financières faites.

La modification du programme et/ou de l'enveloppe financière pourrait être proposée à m2A notamment aux stades suivants :

- approbation des avant-projets,
- signature des marchés après consultation,
- les avenants éventuels aux marchés.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE REALISATION DES TRAVAUX

3-1 Les missions de la Ville de Mulhouse

La Ville de Mulhouse, en tant que maître d'ouvrage unique, s'engage à :

- Inscrire le budget de l'ensemble de l'opération en dépense et en recettes, en particuliers frais de maîtrise d'ouvrage, frais de maîtrise d'œuvre, de fonctionnement et de travaux, frais pour compte de tiers
- Solliciter toute étude complémentaire nécessaire à l'ensemble de l'opération
- Solliciter toute autorisation administrative, notamment dépôt du permis de construire, nécessaires à la réalisation du projet
- Procéder aux consultations d'opérateurs économiques pour l'opération en vue de désigner les entreprises de travaux et l'ensemble des prestataires nécessaires à l'accomplissement des études et des travaux
- Procéder aux consultations ou avoir recours aux accords-cadres de la ville pour désigner un coordonnateur de sécurité et un contrôleur technique
- Associer les services de m2A aux commissions techniques ainsi qu'aux réunions techniques au fur et à mesure de l'avancement du projet, en particulier lors de la validation de l'avant-projet sommaire (APS) et de l'avant-projet définitif (APD) remis par le maître d'œuvre
- Conclure et signer les marchés correspondants pour la réalisation de l'opération
- S'assurer de la bonne exécution des marchés, conclure et signer les avenants éventuels aux marchés et procéder au paiement des entrepreneurs
- Assurer le suivi des travaux
- Procéder à la réception de l'ouvrage
- Procéder à la remise des ouvrages à m2A dans les conditions de l'article 8 de la présente convention
- Mettre en œuvre les garanties contractuelles et légales, notamment la garantie de parfait achèvement et la garantie décennale
- Engager toute action en justice et défendre dans le cadre de tout litige avec les entrepreneurs, maître d'œuvre et prestataires intervenant dans l'opération conformément aux conditions énoncées à l'article 9 de la présente convention
- Et, plus généralement, prendre toute mesure nécessaire à l'exercice de sa mission.

La Commission d'appel d'offres compétente est celle de la ville de Mulhouse.

En cas de modification substantielle du projet, la Ville de Mulhouse s'engage à soumettre ces modifications à l'accord préalable de m2A.

En cas d'avis défavorable, les parties se réuniront afin de parvenir à un accord.

m2A sera tenue informée par la Ville de Mulhouse du déroulement des travaux. A ce titre, la Ville de Mulhouse lui communique l'ensemble des comptes-rendus de chantier. Les représentants de m2A pourront suivre les chantiers, y accéder à tout moment dans le respect des conditions d'accès au chantier et du PGCSPPS, et consulter les pièces techniques. Toutefois, ils ne pourront présenter leurs observations qu'au maître d'ouvrage désigné et non directement aux intervenants quels qu'ils soient.

3-2 Les missions de Mulhouse Alsace Agglomération

m2A s'engage à :

- inscrire les budgets correspondants à sa participation financière telle que définies à l'article 5 de la présente convention
- Verser sa participation financière à la Ville sur la base des modalités de répartition précisées à l'article 5.3
- Autoriser la Ville à assurer la conduite d'opération depuis l'identification du besoin jusqu'à la réception des ouvrages
- Etre en appui sur les domaines de compétence de m2A tout au long du processus
- Participer aux étapes de sélection des entreprises

ARTICLE 4 – DROIT DES PARTIES SUR LES LOCAUX PERISCOLAIRES

La Ville de Mulhouse sera propriétaire de l'ensemble de l'ouvrage objet de l'opération.

A l'issue de la réalisation des ouvrages, les locaux nécessaires aux activités périscolaires seront mis à disposition de m2A afin d'assurer les activités relevant de sa compétence.

Ainsi, m2A est titulaire d'un droit d'usage sur cette structure qui lui sera mise à disposition, à titre gratuit, dans le cadre d'une convention spécifique.

ARTICLE 5 – CONDITIONS FINANCIERES

5.1 Coût prévisionnel de l'opération

La Ville assurera la liquidation des dépenses de cette opération.

Elle ne percevra pas de rémunération pour ses missions de maître d'ouvrage unique prévues à la présente convention.

L'enveloppe financière de l'opération globale prévisionnelle est de 3 644 263 € HT, soit 4 373 115 € TTC.

Cette enveloppe comprend notamment :

- Les études techniques,

5

- Le coût des travaux de construction et d'aménagement de l'ouvrage incluant notamment toutes les sommes dues au maître d'œuvre et aux titulaires des marchés de travaux, fournitures et prestations intellectuelles,
- Les impôts, taxes et droits divers susceptibles d'être dus au titre de la présente opération,
- Le coût des assurances-construction, et toutes les polices donc le coût est lié à la réalisation de l'ouvrage, à l'exception des assurances de responsabilité de la Ville,
- Les dépenses de toute nature se rattachant à la passation des marchés, l'exécution des travaux et aux opérations annexes nécessaires à la réalisation de l'ouvrage, notamment : sondages, plans topographiques, arpentage, bornage, éventuels frais d'instance, d'avocat, d'expertise et indemnités ou charges de toute nature que la Ville aurait supportées et qui ne résulteraient pas de sa faute lourde.
- l'aménagement en équipements techniques et mobiliers des locaux périscolaires, pour un montant estimé à 90 000 € HT, soit 108 000 € TTC.

5.2 Financement de l'opération

La Ville de Mulhouse en qualité de Maître d'ouvrage désigné assure le règlement des marchés conclus pour la construction des locaux périscolaires destinés aux enfants du groupe scolaire Henri Sellier.

La participation de m2A est calculée au prorata de la surface dans œuvre (SdO) affectée au périscolaire. Les espaces relatifs à l'auvent et au préau font l'objet d'un chiffrage à part et sont pris en charge intégralement par la ville.

m2A versera à la Ville une somme s'élevant jusqu'à 2 694 194 €, correspondant à la part de l'opération correspondant aux travaux liés aux locaux périscolaires, selon le détail joint en annexe à la présente convention.

La participation de m2A pourra être réajustée en fonction des dépenses réellement engagées et des subventions perçues.

Subventions

La réalisation de ce projet est susceptible de bénéficier d'une subvention de la CAF de 171 500 €, répartis en subventions à hauteur de 140 000 € au titre des travaux et 31 500 € au titre des mobilier et équipements. La demande de subvention auprès de la CAF sera déposée et directement perçue par m2A.

Par ailleurs, ce projet bénéficiera également d'un financement par la Collectivité Européenne d'Alsace (CEA) et par l'Etat au titre de la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL). Les montants notifiés au titre des travaux périscolaires sont précisés dans le plan de financement ci-dessous.

6

Le plan prévisionnel de financement de l'opération est le suivant :

	Montants Prévisionnels de l'opération		Mulhouse Alsace Agglomération	Ville	Subventions déduites de la participation m2A
	C HT	C TTC	C HT	C HT	C HT
Projet phase 3 Sellier	3 644 263 €	4 373 116 €	2 694 194 €	950 069 €	CAF : 171 500 € CEA : 404 129 € Etat : 538 839 €

5.3 Modalités de versement

Les versements de m2A à la Ville de Mulhouse seront effectués, conformément aux règles de la comptabilité publique, sur demande écrite de la Ville, en fonction de l'avancement des travaux selon l'échéancier suivant :

- un premier versement de 30% à la notification des marchés de travaux,
- un second versement de 50%, à la réception de l'ouvrage (selon subventions obtenues),
- le solde lors de l'établissement du décompte de l'opération, lequel tenant compte du réajustement lié au coût réel des travaux et aux subventions relatifs à la création des locaux.

Le montant des versements pourra être révisé en fonction des subventions notifiées et perçues par la Ville de Mulhouse qui se déduiront de la participation m2A. La part des subventions de la CEA et de l'Etat perçues directement par la ville et relative au périscolaire seront déduites de la participation m2A.

A noter, si le montant des versements effectués à la Ville de Mulhouse excède à terme le montant relatif à la participation de m2A déduction faite des subventions associées, un titre sera émis auprès de la Ville pour récupérer la somme en excédant.

La Ville assortira sa demande en vue du versement du solde d'un état des comptes de l'opération dûment certifié.

Le comptable assignataire pour la dépense est le Trésorier Principal de Mulhouse Alsace Agglomération.

La Ville préfinance la totalité de la TVA et récupère seule cette dernière par le biais du fonds de compensation de la TVA (FCTVA).

ARTICLE 6 – RESPONSABILITE

La Ville est seule responsable de tout dommage causé aux personnes ou aux biens, résultant de la réalisation de l'opération.

Elle garantit m2A de tout recours lié à cette réalisation.

ARTICLE 7 – COMMUNICATION

7

La Ville fera mention du financement de m2A sur le chantier et dans toute présentation qui pourra être faite de l'opération.

ARTICLE 8 - REMISE DES OUVRAGES ET EXPLOITATION

A la fin des travaux de réalisation de l'ouvrage, ce dernier fera l'objet d'une réception et sera propriété du Maître d'ouvrage désigné :

- la réception des ouvrages permet la mise à disposition à m2A des ouvrages réalisés. Un état des lieux sera établi et signé contradictoirement,
- à la fin de l'opération, la Ville remettra à m2A un bilan général avec notamment les décomptes généraux des marchés visés exacts par son comptable, ainsi que le dossier des ouvrages exécutés,
- m2A et la Ville peuvent solliciter à tout moment les justificatifs pour effectuer les contrôles administratifs et techniques qu'elle estime nécessaire au suivi de la réalisation de l'opération,
- en ce qui concerne l'achèvement de la mission du maître d'ouvrage désigné :
 - la mission de la Ville prend fin par le *quitus* délivré par m2A ou par la résiliation de la convention dans les conditions fixées ci-dessous,
 - le *quitus* sera délivré à la demande de la Ville après l'exécution complète de ses missions et notamment la réception de l'ouvrage, la levée des réserves de réception, la transmission du bilan général, et après expiration des délais de garantie contractuels,
 - m2A doit notifier sa décision à la Ville dans le délai de trente jours suivant la réception de la demande, faute de quoi le *quitus* sera réputé délivré.

Si à la date du quitus, il subsiste des litiges entre la Ville et certains de ses cocontractants, ou des tiers, au titre de l'opération, la Ville est tenue de remettre à m2A pour les travaux relevant de sa maîtrise d'ouvrage tous les éléments en sa possession pour qu'elle puisse poursuivre les procédures engagées par ses soins.

En ce qui concerne les charges liées à l'exploitation de l'ouvrage, la Ville en assure le préfinancement. Une convention entre la Ville et m2A fixera les modalités de remboursement des charges liées au fonctionnement de l'accueil périscolaire par m2A à la Ville.

ARTICLE 9 – AVENANT

La présente convention peut être modifiée par voie d'avenant.

ARTICLE 10 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature et prend fin à l'issue des missions réalisées par la Ville dans le cadre de la présente convention soit :

8

- à l'expiration du délai de parfait achèvement,
- à la conclusion des litiges éventuels.

ARTICLE 11 – RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties de ses engagements au titre de la présente convention, cette partie peut être mise en demeure par l'autre partie d'exécuter l'obligation en cause par un courrier dûment notifié.

A défaut d'exécution de cette obligation dans un délai d'un mois suivant la réception du courrier, les parties devront se concerter pour tenter de trouver une solution amiable mutuellement acceptable pour achever tout ou partie des travaux prévus dans le cadre de la présente convention. A défaut d'une telle solution sous un délai de deux mois après réception de la mise en demeure initiale, la présente convention sera résiliée de plein droit.

En cas de résiliation en cours de travaux dans les conditions définies par le présent article, le financement de m2A sera limité aux travaux déjà réalisés et strictement nécessaires à la réalisation de l'accueil périscolaire, après réception d'un décompte accompagné de l'ensemble des justificatifs relatifs aux travaux déjà réalisés.

ARTICLE 12 – REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige né de l'application ou de l'interprétation de la présente convention sera soumis au Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait à Mulhouse, le

Fait en double exemplaire,

**Pour la Ville
Le Maire**

**Pour m2A
La Vice-Présidente**

Michèle LUTZ

Josiane MEHLEN

Pour : 45+4

Groupe majoritaire : 34 + 3 procurations

Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

Groupe M Mulhouse : 2 + 1 procuration

Non-inscrits dans un groupe : 3

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

44° ASSOCIATION EPICES : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR L'ACCUEIL D'ELEVES MULHOUSIENS (221/7.5.6/1105)

L'association EPICES (Espaces de Projets D'Insertion Cuisine et Santé) propose la cuisine comme premier lieu d'éducation.

L'association EPICES va permettre à 40 élèves de la maternelle Montaigne et à 331 élèves des écoles élémentaires Cour de Lorraine, Drouot, Illberg, La Fontaine, Pergaud et Furstenberger de suivre des ateliers culinaires sur le site de l'association avenue Kennedy.

Les objectifs des ateliers sont de sensibiliser les élèves au gaspillage alimentaire, de leur donner les bases d'une éducation au goût et à la santé et de leur apprendre ce qu'est une alimentation saine et variée.

Il est proposé d'attribuer une subvention ponctuelle d'un montant de 3 600€ à l'association EPICES dans le cadre de ses interventions auprès des écoles mulhousiennes.

Les crédits nécessaires sont disponibles au BP 2023 :

Chapitre 65- Article 65748- Fonction 212

Service gestionnaire et utilisateur 221

Ligne de crédit n°16962 « SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT DIVERSES »

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

- approuve le versement d'une subvention de 3600 € à l'association EPICES,
- charge Madame le Maire ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

Pour : 45+4

Groupe majoritaire : 34 + 3 procurations

Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

Groupe M Mulhouse : 2 + 1 procuration

Non-inscrits dans un groupe : 3

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

45° ECOLE ELEMENTAIRE PERGAUD : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DANS LE CADRE DE L'ORGANISATION D'UN VOYAGE A PARIS (221/7.5.6/1106)

« En route vers Paris » est un voyage scolaire permettant à trois classes de CM2 de l'école élémentaire Louis Pergaud de visiter la ville de Paris durant la journée du 11 juin 2024.

Ce voyage comprend des visites culturelles (le musée du Louvre, la Tour Eiffel), une promenade en bateau mouche, sur le champ de Mars ainsi que sur les Champs Elysées.

Ce voyage permet aux élèves de s'approprier la culture française, de développer l'autonomie et de favoriser la prise d'initiative.

Les enseignants sollicitent une subvention auprès de la Ville pour permettre le financement de ce voyage et de réduire un maximum la participation financière des familles.

Il est proposé d'attribuer une subvention ponctuelle d'un montant de 1 000€ à l'école élémentaire Louis Pergaud dans le cadre d'un voyage scolaire à Paris.

Les crédits nécessaires sont disponibles au BP 2023 :

Chapitre 65- Article 65748- Fonction 212

Service gestionnaire et utilisateur 221

Ligne de crédit n°16962 « SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT DIVERSES »

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

- approuve le versement d'une subvention de 1 000 € à la coopérative de l'école élémentaire Louis Pergaud
- charge Madame le Maire ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

Pour : 45+4

Groupe majoritaire : 34 + 3 procurations

Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

Groupe M Mulhouse : 2 + 1 procuration

Non-inscrits dans un groupe : 3

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

**46° SUBVENTIONS FAI (FONDS D'AIDE A L'INITIATIVE) A
DESTINATION DES ECOLES MATERNELLES ET ELEMENTAIRES 2023
(221/7.5.6/1083)**

Le Fonds d'Aide à l'Initiative (F.A.I) a été créé pour apporter un soutien municipal à des projets portés par les établissements scolaires publics du premier degré.

Lancé en 2001, le FAI avait pour vocation initiale d'accompagner les Projets Artistiques et Culturels (PAC) avec pour objectif de permettre à chaque élève de développer un rapport autonome et personnel à l'art et à la culture dans le cadre de sa scolarité.

Les objectifs poursuivis ont été élargis, le FAI a aujourd'hui pour vocation d'aider les écoles à monter non seulement des projets présentant un caractère d'innovation ou de créativité, dans le domaine des arts, de la culture, mais également des activités physiques et sportives. Il peut aussi s'agir de promouvoir des actions dans le domaine de la solidarité, de l'environnement ou encore de la citoyenneté.

Dans ce cadre un appel à projet annuel est lancé en début d'année scolaire afin de soutenir les différentes initiatives des écoles.

Après étude des dossiers transmis par les écoles, il est proposé de participer au financement des projets pour un montant global de 19 153 € pour les écoles maternelles et de 3 808 € pour les écoles élémentaires. Le détail des montants par école est précisé dans l'annexe jointe à la présente délibération.

Pour l'année 2023, cela représentera un total de 22 961 €.

Les crédits nécessaires sont disponibles au BP 2023 :

- Chapitre 65-article 65748-fonction 211 et 212
- Service gestionnaire et utilisateur 221
- Ligne de crédit n°3688 : subvention de fonctionnement (COOP-FAI) Ecoles maternelles
- Ligne de crédit n°4653 : subvention de fonctionnement (COOP-FAI) Ecoles élémentaires

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal

- approuve le versement des subventions détaillées dans l'annexe jointe à la présente délibération,
- charge Madame le Maire ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

PJ : tableau paiement des subventions

TABLEAU PAIEMENT DES SUBVENTIONS

TABLEAU D'ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS FAI : ECOLES MATERNELLES

ECOLE	INTITULE	PROJET	SUBVENTION PROPOSEE
EM Douot	DES JEUX ET DES MATHS	Mettre en place des sacs à savoir en mathématiques et des ateliers jeux mathématiques pour impliquer les familles et donner aux enfants du sens aux mathématiques à travers le jeu. Ce projet s'inscrit dans le projet de réseau REP+ qui possède un axe autour des mathématiques.	600,00 €
EM Passerelle Camus	S'EPANOUIR A TRAVERS DES EXPERIENCES MOTRICES ET SENSORIELLES A L'INTERIEUR ET A L'EXTERIEUR	Chaque mois, les enfants découvrent un nouvel environnement et de nouvelles expériences. - sortie en forêt - ateliers cuisine : découvrir de nouvelles saveurs, recettes équilibrées avec des fruits/légumes de saison - Land'Art : œuvres en forêt - Cahier de vie : photos et productions réalisées tout au long de l'année - Création de jeux de motricité fine - Création d'un sac et empreintes tataké zomé - Création d'un doudou "cigogne" en rapport avec l'album : "N'aie pas peur" - Lecture d'albums, comptines - Ecouter des sons de la nature	800,00 €
EM Pergaud	LA MUSIQUE DES EMOTIONS	Il s'agit de proposer aux enfants de s'éveiller à la musique avec des expériences autour du son, de l'écoute et de la pratique de petits instruments afin de créer des paysages sonores autour des émotions que la musique suscite. Les enfants créeront des ambiances sonores en lien avec les émotions. Parallèlement les émotions sont travaillées en classe avec l'intervention du CAP. Un musicien professionnel interviendra et mettra à disposition des élèves des instruments et objets variés : création d'un répertoire des émotions.	600,00 €
EM Passelle Reber	"Le livre comme support de langage"	Développer et renforcer le vocabulaire, multiplier les échanges, la communication entre parents et enfants, ainsi qu'entre pairs : un projet axé sur le langage, avec comme support principal, le livre. Les supports réalisés seront : un livre tactile en tissu avec des figurines, un sac personnalisé pour emprunter des livres, un cahier de vie avec photos des moments forts de la vie de classe, une décoration du vestiaire et une peinture sur toile. Plusieurs intervenants extérieurs viendront en classe animer des tables rondes (puéricultrice, orthophoniste, CSC, bibliothécaire, bibliobus) sur les thèmes suivants : le langage, le sommeil, poser des règles, les écrans.	800,00 €
EM Loisy	"Le zoo, un lieu d'ouverture sur le monde"	Ce projet autour du zoo de Mulhouse implique tous les élèves de l'école et permet une approche particulière du parcours artistique à déployer au sein de la ville. Ce projet est porteur de sens tant pour les élèves que leurs familles et permet, outre l'aspect langagier, de s'ouvrir au monde (vivant et culturel), en préservant la faune, et en s'ouvrant à d'autres pays/cultures. Création de diverses réalisations plastiques représentant les animaux observés. Des albums et jeux en lien avec les animaux seront utilisés. Elaboration de fiches descriptives animales, d'un livret documentaire et artistique.	600,00 €
EM Saint Exupéry	Développer le langage et la construction du nombre chez les élèves à travers les coins imitations et les espaces à scénarios	Ce projet se déploiera dans toutes les classes de l'école et qui a pour objectifs de faire évoluer les élèves en langage et en compétences mathématiques au travers de coins d'imitation et d'espaces à scénario dans les classes. qui donneront du sens aux apprentissages.... Ce projet représente un investissement conséquent pour l'achat de tout le matériel nécessaire pour rendre ces espaces de classe ludiques et intéressants pour les élèves.	600,00 €
EM Lefebvre	Des espaces dédiés pour une récréation plus sereine	Mise en place de cour résiliente, réaménagement des cours de récréations	600,00 €

EM Furstemberger	Impressions de mon école, de mon quartier	Ce projet permettra de découvrir l'art dans le quartier et la ville avec les enseignantes, auquel succédera une rencontre avec une artiste plasticienne intervenante.	600,00 €
EM Passerelle Sellier	Et si on jouait?	Constitution de répertoires d'images, de motifs prélevés lors de sorties scolaires régulières et utilisation de supports variés.	800,00 €
EM Sellier	Création de sacs à jeux mathématiques	création de jeux et d'outils à destination des parents. Les jeux mathématiques proposés seront créés à partir d'albums afin de développer à la fois des compétences mathématiques et langagières, et donc d'impliquer les familles dans la pratique de la langue française.	600,00 €
EM Passerelle Hugo	Moi, j'apprends en jouant !	Création de sacs de jeux par les parents d'élèves et les professionnelles qui seront exploités à l'école et dans les familles. Ce projet permettra de favoriser les échanges entre pairs, entre parents et enfants en leur permettant de stimuler l'acquisition du langage à travers les jeux. Renforcer le lien parent-enfant en se servant du jeu. Proposer des substituts aux écrans.	830,00 €
EM Hugo	Apprendre à conter son imaginaire	Ce projet s'articulera autour de la découverte des contes traditionnels d'ici et d'ailleurs avec comme finalité "Apprendre à conter mon imaginaire". Ce projet s'inscrit pleinement dans le développement des compétences langagières des élèves tout en offrant une ouverture culturelle à tous. Les élèves seront amenés à créer et se mettre en scène pour faire vivre avec leur corps et avec leur voix une histoire imaginée. Il s'agit d'un projet autour de théâtralisation d'une histoire, d'un récit ou d'un conte.	600,00 €
EM Porte du Miroir	Explorer le monde qui nous entoure en découvrant celui des insectes	Les insectes fascinent, font peur, on les connaît mal. Les élèves ont besoin d'apprendre à mieux observer le monde qui nous entoure, à connaître et protéger leur environnement et la nature. Ils ont besoin de pouvoir mettre en mots et laisser une trace de leurs découvertes. Création d'un "répertoire" des découvertes faites tout au long de l'année.	560,00 €
EM Bourtz	Aménagement des espaces de la cour de récréation	Projet portant sur l'aménagement des espaces de la cour de récréation pour travailler les valeurs républicaines et de bien vivre ensemble ainsi que des espaces d'imitations.	600,00 €
EM Frey	Un voyage dans le temps	Le projet permettra de répondre à des besoins d'ouverture culturelle à travers la découverte de ces différentes périodes historiques et de faciliter l'accès à différents musées et d'initiation sportive telle que l'escrime.	600,00 €
EM Passerelle Furstemberger	Sans écran, on fait comment?	Projet de sensibilisation aux dangers des écrans sur la santé et de l'importance du jeu et du livre pour la construction de l'enfant et de sa réussite scolaire. Réalisation d'un sac à activités pour occuper les enfants lors des temps d'attente (voiture, salle d'attente) Réalisation de jeux et outils pour jouer (fabrication de poupées, de matériel de jeux symboliques, de jeux de construction, d'outils de manipulation, de jeux de société, jeux sportifs) - Réalisation d'outils de compréhension des histoires - Enregistrement d'un CD d'histoires racontées dans les différentes langues maternelles	800,00 €
EM Brossolette	Oasis de Découvertes : Conception d'une Cour Évolutive pour Explorer, Apprendre et Grandir à travers des Zones Diversifiées et Engageantes	Création d'un mur d'expression plastique et d'un mur sonore sur la cabane actuelle dans la cour de récréation. Aménagement d'un espace imitation avec une cuisine en extérieur. Tracés ludiques et éducatifs sur le sol mise en place de balises pour une course d'orientation achat de matériel pour les espaces de transvasement	600,00 €
EM Passerelle La Fontaine	Jouons le jeu!	Un projet de lutte contre les effets néfastes des écrans. Ce projet s'articulera autour du jeu sous toutes ses formes. La finalité est de faire entrer le jeu au sein des familles afin que parents et enfants créent des interactions positives et prennent du plaisir à jouer ensemble. Création de jeux divers (extérieurs, sensoriels, d'exploration, de transvasement, création de plateau)	800,00 €

EM Passerelle Porte du Miroir	A la découverte du monde à travers ses cinq sens	Les enfants ont un réel besoin de découvrir de nouvelles sensations par le toucher, le goût, l'ouïe, l'odorat et la vue et de développer ces sens. Les élèves bénéficieront de séances consacrées à la confection de recettes et de bougies parfumées, de plantations de plantes aromatiques, des différents outils fabriqués par les parents lors des ateliers, d'une boîte à histoires, d'un corpus d'œuvres musicales et d'une sortie à la ferme.	800,00 €
EM Camus	Du personnage de la littérature à l'animal dans son environnement	Une méconnaissance du monde animal chez les élèves. A travers les albums de la littérature (un corpus choisi préalablement) mettant en scène des animaux qui se retrouvent dans notre entourage (cour d'école, maison, ferme, zoo), nous construirons une culture commune. Nous souhaitons démystifier ces animaux personnifiés et stéréotypés de la littérature en leur donnant une dimension réelle et scientifique. Faire prendre conscience des écosystèmes y vivant et comprendre comment les préserver. Il est important de souligner que ce projet a une visée écologique importante.	600,00 €
EM Passerelle Plein Ciel	La nature en cuisine	Un projet en lien avec la nature afin de sensibiliser enfants et parents aux bienfaits de la nature : prendre soin de la planète, bien trier, faire attention à notre consommation (eau, nourriture, déchets). Ensemble, nous sensibiliserons les parents à l'importance d'une nourriture saine et issue d'un circuit court pour le bien-être, le bon développement et la santé de l'enfant. Dans la même optique, nous favoriserons les activités extérieures afin d'amener parents et enfants à profiter de la nature et de ses bienfaits.	800,00 €
EM passerelle Prévert	Le livre dans tous ses états	La diversification des albums de littérature de jeunesse favorisera des entrées ludiques dans les apprentissages et une approche des différents thèmes (le schéma corporel, les animaux, l'environnement, l'alimentation, les véhicules) ainsi que le développement de la motricité fine des enfants et du vocabulaire.	800,00 €
EM Prévert	Moi écolier, mon intimité, mon intégrité et ma réputation : intégrer l'éducation à la sexualité au parcours culturel, de santé et citoyen pour favoriser les comportements responsables	Projet de réseau impliquant des classes de la petite section à la 6e sur l'éducation à la sexualité (3 dimensions : biologique, psycho-émotionnelle, juridique et sociale) et au respect de l'intégrité physique des élèves. Les élèves de l'école maternelle Jacques Prévert, de l'école élémentaire Jean Zay et du collège Villon de Mulhouse. Un projet d'illustration d'un abécédaire sur l'égalité filles / garçons en mêlant 3 types de techniques d'illustration. Ce projet permettra d'apporter des informations claires, explicites et adaptées à l'âge des élèves est impératif et obligatoire. Les aider à adopter un comportement responsable est devenu une priorité.	1 013,00 €
EM Filozof	De la Terre et des insectes	Projet pluridisciplinaire et artistique où se mêle découverte, rencontre et le travail avec une céramiste (un des éléments essentiels) autour desquels seront articulés les apprentissages et le vécu collectif des classes. L'expérience de Mme Duchamp avec un public de cet âge et ses compétences reconnues de céramiste permettront aux élèves de découvrir, nommer, pratiquer, créer, rencontrer, à la fois le monde de l'art, des artistes et leurs ateliers et plus particulièrement la céramique et la sculpture, mais aussi de matières, de gestes, d'outils.	600,00 €
EM WAGNER	Des espaces à scénario pour développer le langage	Mise en place d'espaces à scénario tels que glacier, pizzeria, marché, pressing, coffeurs, espaces gentillesse pour développer les compétences langagières essentielles dans l'acquisition de l'ensemble des compétences à acquérir	350,00 €
EM Passerelle Brossolette	1,2,3 Passerelle ! Et si on jouait	Développer les apprentissages chez le tout petit par le jeu, en favorisant le lien école-famille. Sensibiliser les parents à l'importance du jeu dans le développement de l'enfant. Lutter contre l'usage excessif des écrans à la maison. Proposer et créer avec les familles une variété de jeux adaptés aux enfants de 2-3 ans.	800,00 €
EM Dieppe	En route vers les mathématiques	doter l'école d'outils pédagogiques innovants permettant aux élèves de mieux découvrir les nombres et leurs utilisations par la manipulation	600,00 €
EM Passerelle Wagner	MIMS et sons en chanson	favoriser la créativité et l'éveil aux sons et rythmes musicaux. En créant de l'intérêt pour les chansons, les instruments et la musique, les ateliers vont favoriser la concentration et le développement du langage à travers les paroles des chansons mémorisées.	800,00 €
TOTAL MATERNELLE			19 153,00 €

TABLEAU D'ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS FAI : ECOLES ELEMENTAIRES

ECOLE	INTITULE	PROJET	SUBVENTION PROPOSEE
EE Sellier	Création d'une banque de jeux mathématiques en lien avec la parentalité	Créer dans chaque classe, une "banque de jeux". Ainsi les élèves pourront emprunter régulièrement des jeux et devront être en mesure de comprendre les règles et de les expliquer à leurs parents. Les parents seront invités régulièrement à venir jouer en classe avec les élèves, ceci afin de familiariser avec le jeu même les parents les plus éloignés de cette pratique. Nous préparons également, au sein des classes de CP, une semaine sans écrans au mois de mai durant laquelle ces jeux serviront à proposer aux parents des alternatives à la télévision ou aux jeux vidéos. Par ce biais, nous tenons à faire entrer les parents dans l'école et les jeux mathématiques à la maison.	600,00 €
EE Pergaud	La semaine équitation des CE1 D	Projet mené sur toute l'année autour du cheval et de la nature comportant une semaine durant laquelle les élèves pratiqueront l'équitation pour développer l'autonomie et la confiance en soi.	750,00 €
EE Brossolette	Le jardin pédagogique	Ce projet permettra la découverte de la nature par différentes approches (ludiques, sensorielle, artistique...) ainsi que l'aménagement des espaces du jardin pédagogique dans l'école composé de carrés potagers, d'arbustes fruitiers.	845,00 €
EE Hugo	Projet horizon : Créons un environnement accueillant pour tous	création d'un environnement scolaire inclusif où tous les élèves, y compris ceux ayant des besoins éducatifs particuliers, ont la possibilité de s'épanouir et de réussir. Création de paniers de prise en charge : ressources pédagogiques, outils d'adaptation, matériels didactiques individualisés. Aménagement d'une salle d'adaptation scolaire : soutien individuel, tutorat	600,00 €
EE ZAY	Moi écolier, mon intimité, mon intégrité et ma réputation : intégrer l'éducation à la sexualité au parcours culturel, de santé et citoyen pour favoriser les comportements responsables	Projet de réseau impliquant des classes de la petite section à la 6e sur l'éducation à la sexualité (3 dimensions : biologique, psycho-émotionnelle, juridique et sociale) et au respect de l'intégrité physique des élèves. Les élèves de l'école maternelle Jacques Prévert, de l'école élémentaire Jean Zay et du collège Villon de Mulhouse. Un projet d'illustration d'un abécédaire sur l'égalité filles / garçons en mêlant 3 types de techniques d'illustration. Ce projet permettra d'apporter des informations claires, explicites et adaptées à l'âge des élèves est impératif et obligatoire. Les aider à adopter un comportement responsable est devenu une priorité.	1 013,00 €
TOTAL ELEMENTAIRE			3 808,00 €
TOTAL MATERNELLE + ELEMENTAIRE			22 961,00 €

Pour : 44 + 4 procurations
Groupe majoritaire : 34 + 3 procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6
Groupe M Mulhouse : 1 + 1 procuration
Non-inscrits dans un groupe : 3

M. STRIFFLER ne prend pas part au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

**47° ATHLETES DE HAUT NIVEAU ET CLUBS MULHOUSIENS
EMPLOYEURS : ACCOMPAGNEMENTS FINANCIERS DANS LE CADRE
DU DISPOSITIF TEAM OLYMPIQUE PARALYMPIQUE MULHOUSE
ALSACE (TOPMA) – ANNEE CIVILE 2023 (243/7.5.6/1063)**

Considérant l'image positive véhiculée médiatiquement par les sportifs de haut niveau (palmarès, persévérance, goût de l'effort...) issus de clubs sportifs mulhousiens auprès des habitants, la Ville de Mulhouse a conclu en avril 2023 dans le cadre du dispositif TOPMA avec ces derniers et au titre de leur responsabilisation, des partenariats formalisés incluant notamment :

- l'accomplissement de mission d'intérêt général de leur part au profit du développement global de la discipline et du rayonnement extérieur de Mulhouse,
- le versement de soutiens financiers individualisés sous formes d'acomptes 2023 au titre des actions déjà effectuées et en cours,
- un soutien aux clubs ayant créé des contrats de travail de sportifs, référencés dans le cercle de haute performance de leurs disciplines, dans le cadre du dispositif « ambition bleue » de l'Agence Nationale du Sport.

Ces partenariats comprennent les actions menées dans les domaines de :

- l'événementiel et de manifestations promotionnelles grand public (« Faites du Sport », « Talents du Sport »...),
- l'animation sportive de proximité (interventions dans des écoles élémentaires mulhousiennes et des centres socioculturels),
- l'écoresponsabilité et de l'éthique des pratiques sportives des athlètes et des clubs, considérant la notion d'exemplarité auprès de nos jeunes,
- la participation à des actions de sensibilisation en matière de sport-santé, particulièrement pour lutter contre le dopage, la sédentarité et les risques associés,
- l'excellence sportive : réservation de temps d'intervention et/ou de sensibilisation sur la pratique sportive de haut niveau auprès des sportifs en devenir (⇒ académie des sports et internat d'excellence sportive),
- la visibilité et de la représentation de la Ville à l'extérieur pendant les compétitions ou les expositions médiatiques (internationales, nationales ou régionales) : rôle d'ambassadeur du sport de haut niveau conféré à l'athlète,
- l'animation associative de leur club de rattachement qui est renforcée à travers l'implication formalisée de l'athlète (encadrement de séances et/ou de préparation physique et au titre de l'école de formation des jeunes),

- l'engagement de l'athlète sur des objectifs de performance et de résultats sportifs (titres nationaux et internationaux) permettant de contribuer au rayonnement extérieur de la Ville.

Le dispositif TOPMA fait l'objet d'un cofinancement par la société EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES CLEMESSY de Mulhouse, qui apporte un don en numéraire de 30 000 € annuels à la Ville de Mulhouse, fléché vers les athlètes précités, à travers une convention de mécénat dument établie portant sur la période 2020 à 2024.

Le suivi des athlètes et leur rencontre à échéances régulières ont permis à la Ville, en lien étroit avec le Conseil Local de l'Excellence Sportive, de disposer d'une appréciation objective et qualitative sur le degré d'implication aux côtés de la Ville à l'heure du bilan définitif 2023.

Pour cette fin d'année civile, il est proposé d'allouer à ces sportifs de haut niveau, et aux clubs « employeurs de sportifs », les soldes d'aides financières suivants qui s'inscrivent en corrélation avec les appréciations individualisées.

Athlètes identifiés / disciplines sportives		Clubs mulhousiens de rattachement	Montant total des aides financières 2022		Aides financières déjà versées 2023		Aides complémentaires		Total aides financières 2023
			athlètes	Clubs - contrats aidés	athlètes	Clubs - contrats aidés	athlètes	Clubs - contrats aidés	
Athlètes à fort potentiel JOP PARIS 2024	Thom GICQUEL <i>badminton</i>	Red Star Mulhouse Badminton	8 000 €	1 500 €	2 800 €	-	-	4 200 €	7 000 €
	Arnaud MERKLE <i>badminton</i>		8 000 €	1 500 €	2 400 €	-	-	3 600 €	6 000 €
	Maxime MAROTTE <i>V.T.T.</i>	ASPTT V.T.T.	4 500 €	-	1 200 €	-	1 800 €	-	3 000 €
	Johan QUAILE <i>handisport</i>	Assoc. Sport Fauteuil Mulhouse	2 000 €	-	-	-	5 000 €	-	5 000 €
	Joseph FRITSCH <i>handisport</i>		6 500 €	-	2 800 €	-	4 800 €	-	7 600 €
	Cloé MISLIN <i>handisport</i>	Société Hippique de Mulhouse	4 000 €	-	4 000 €	-	-	-	4 000 €
	Guillaume KELLER <i>kayak</i>	ASCMR Canoë-Kayak	6 000 €	-	2 400 €	-	2 600 €	-	5 000 €
	Edgar GRIGORYAN <i>kayak</i>		5 000 €	-	2 400 €	-	2 600 €	-	5 000 €
	Paul GEORGEN-THUM <i>triathlon</i>	ASPTT Triathlon	8 000 €	5 000 €	-	2 400 €	-	3 600 €	6 000 €

Athlètes identifiés / disciplines sportives		Clubs mulhousiens de rattachement	Montant total des aides financières 2022		Aides financières déjà versées 2023		Aides complémentaires		Total aides financières 2023
			athlètes	Clubs - contrats aidés	athlètes	Clubs - contrats aidés	athlètes	Clubs - contrats aidés	
Jeunes Espoirs JOP PARIS 2024	Camille POGNANTE <i>badminton</i>	Red Star Mulhouse Badminton	-	-	1 600 €	-	2 400 €	-	4 000 €
	Margaux LAMBERT <i>badminton</i>		2 000 €	-	2 400 €	-	3 600 €		6 000 €
	Audrey DAULE <i>water-polo</i>	Mulhouse Water-Polo	-	-	400 €	-	600 €	-	1 000 €
	Aurélié BATTU <i>water-polo</i>		-	-	400 €	-	600 €	-	1 000 €
	Camélia BOULOUC-BACHI <i>water-polo</i>		-	-	320 €	-	480 €	-	800 €
	Camille RADOSAV-JLEVIC <i>water-polo</i>		2 000 €	-	320 €	-	480 €	-	800 €
	Juliette DHALLUIN <i>water-polo</i>		-	-	320 €	-	480 €	-	800 €
	Lara ANDRES <i>water-polo</i>		2 000 €	-	320 €	-	480 €	-	800 €
	Lou JEAN-MICHEL <i>water-polo</i>		-	-	320 €	-	480 €	-	800 €
	Louise GUILLET <i>water-polo</i>		-	-	640 €	-	960 €	-	1 600 €
	Morgane LEROUX <i>water-polo</i>		-	-	320 €	-	480 €	-	800 €
	Tiziane RASPO <i>water-polo</i>		-	-	320 €	-	480 €	-	800 €
	Valentine HEURTAUX <i>water-polo</i>		-	-	320 €	-	480 €	-	800 €
	Viviane KRETZMANN-BAHIA <i>water-polo</i>		-	-	400 €	-	600 €	-	1 000 €
	Léandra OLINGA <i>volley-ball</i>	Volley Mulhouse Alsace	1 000 €	-	400 €	-	-	-	400 €
Totaux :			<u>59 000 €</u>	<u>8 000 €</u>	<u>26 800 €</u>	<u>2 400 €</u>	<u>29 400 €</u>	<u>11 400 €</u>	<u>70 000 €</u>

Les crédits nécessaires, soit 40 800 €, sont disponibles au budget 2023.

Chapitre 65 : Autres charges de gestion courante

Compte 65748 : Subvention de fonctionnement aux autres associations de droit privé

Fonction 30 : Culture, vies sociale, jeunesse, sports et loisirs – Services communs

Enveloppe 3682 : Subvention de fonctionnement aux associations sportives.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve l'attribution de subventions complémentaires présentée au titre de cette délibération,
- autorise Madame le Maire ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

PJ : - projet d'avenant à la convention partenariale-type.
- projets de convention ASPTT TRIATHLON et RED STAR MULH.



2- POLE RESSOURCES, EDUCATION ET SPORTS
24 – Direction Sports et Jeunesse
243 – Service animation, évènementiel et vie sportive
246 – CSRA / PES



AVENANT A LA CONVENTION DE PARTENARIAT

(modèle-type)

TEAM OLYMPIQUE PARALYMPIQUE MULHOUSE ALSACE

Année civile 2023

entre

LA VILLE DE MULHOUSE, représentée par M. Christophe STEGER, Adjoint délégué à la politique sportive, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal du 14 décembre 2023, et désignée sous le terme « la Ville », dans le présent avenant

et

d'une part

M./Mme athlète de nationalité française, né (e) le à, désigné(e) par ses nom(s) et prénom(s) ou « le sportif » (la sportive) dans le présent avenant, domicilié (e)

d'autre part.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

1

PREAMBULE :

Dans le cadre de sa politique de soutien à la vie associative et conformément aux dispositions légales et réglementaires en la matière, la Ville a souhaité soutenir M....., athlète de l'association mulhousienne et sportif (sportive) emblématique, qui est régulièrement qualifié(e) de par ses performances à des compétitions de niveau en 2023.

Considérant l'image positive véhiculée médiatiquement (palmarès, persévérance, goût de l'effort...) et auprès des jeunes mulhousiens par ce (cette) sportif (sportive), la Ville a conclu avec ce (cette) dernier (dernière) en 2023 au titre de l'année civile en cours, un partenariat global de soutien incluant pour M....., l'accomplissement de missions d'intérêt général.

Dans ce cadre, au titre des engagements contractuels de la Ville, un soutien financier de € (..... euros) lui a été accordé (acompte) au titre des actions déjà effectuées.

A l'heure du bilan définitif 2023, l'évaluation de l'atteinte des engagements réalisés / atteinte des objectifs par M..... a permis de déterminer le montant du soutien financier complémentaire (solde) prévu contractuellement.

Article 1 – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet d'exécuter la décision prise par le Conseil Municipal, d'allouer à destination de M..... un soutien financier complémentaire (solde) au titre de l'année 2023, conformément aux engagements pris par la Ville.

Article 2 – MONTANT DE LA SUBVENTION COMPLEMENTAIRE

Le suivi attentif de M..... et sa rencontre à échéances régulières ont permis à la Ville, en lien étroit avec le Conseil Local de l'Excellence Sportive, de disposer d'une appréciation objective et qualitative sur son degré d'implication à l'heure du bilan définitif 2023 et d'allouer en conséquence en faveur de M..... une subvention complémentaire de € (..... euros).

Article 3 – MODALITES DE VERSEMENT

Le complément de subvention, défini à l'article 2 du présent avenant, fera l'objet d'un versement unique, sur le compte bancaire ou postal de M..... selon les procédures comptables en vigueur et sous réserve de la transmission de toutes pièces justificatives qui viendraient à être sollicitées à travers la notification d'attribution de la subvention.

Article 4 – AUTRES DISPOSITIONS

Toutes les autres dispositions de la convention de partenariat conclue au titre de l'année civile 2023 restent en vigueur.

2

Article 5 – DATE D'EFFET DE L'AVENANT

Les dispositions du présent avenant sont applicables dès la signature des parties.

Fait à Mulhouse, en 2 exemplaires originaux, le 2023.

Pour la VILLE DE MULHOUSE, ... Le sportif (la sportive),
l'Adjoint délégué à la politique sportive

M. Christophe STEGER

M.....

3



2- POLE RESSOURCES, EDUCATION ET SPORTS
24 – Direction Sports et Jeunesse
243 – Service animation, évènementiel et vie sportive



CONVENTION DE SUBVENTION

entre

LA VILLE DE MULHOUSE, représentée par M. Christophe STEGER, Adjoint délégué à la politique sportive, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal du 14 décembre 2023, et désignée sous le terme « la Ville », dans la présente convention

d'une part

et

L'ASPTT MULHOUSE, structure omnisports, inscrite au registre des associations du Tribunal d'Instance de Mulhouse (volume V, folio n° 109) dont le siège social est situé au 21 rue des Bois 68400 RIEDISHEIM représentée par M. Jean-Paul MULLER, Secrétaire Général en exercice dûment habilité et désignée sous les termes « l'ASPTT OMNISPORTS » dans la présente convention

et

La section ASPTT TRIATHLON représentée par son Président en exercice dûment habilité, M. Lyace METALLAOUI, et désignée sous les termes « l'ASPTT TRIATHLON » dans la présente convention

d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

1

Article 3 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La subvention de la Ville fait l'objet d'un versement sous forme d'un acompte de 2 400 euros, versé en avril 2023 et d'un solde de 3 600 euros versé en décembre 2023, après signature de la convention globale.

Elle est créditée au compte de l'ASPTT TRIATHLON selon les procédures comptables en vigueur après présentation des coordonnées bancaires (RIB ou RIP) de l'ASPTT TRIATHLON.

Article 4 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'ASPTT TRIATHLON s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de l'exercice au cours duquel une subvention a été versée les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
- une copie certifiée de son budget et le cas échéant le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L.612-4 du code de commerce,
- son rapport d'activités.

Elle s'engage à faire mention de la participation de la Ville sur tout support de communication et dans ses relations avec les médias

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'ASPTT TRIATHLON, pour une raison quelconque, celle-ci doit en informer la Ville sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 5 : EVALUATION

La Ville procède, conjointement avec l'ASPTT TRIATHLON, à l'évaluation des conditions d'accompagnement de l'athlète visé par la présente convention auquel elle a apporté son concours.

L'évaluation porte notamment sur la conformité du financement à l'objet mentionné 1^{er}, au regard de l'intérêt général, en fonction d'indicateurs définis conjointement entre les parties.

Article 6 : CONTROLE DE LA VILLE

L'ASPTT TRIATHLON s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Ville de la conformité d'utilisation de la subvention énumérée à l'article 2', notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Au terme de la convention, l'ASPTT TRIATHLON remet, dans un délai de six mois, un bilan concernant l'ensemble de la période d'exécution de la convention.

3

PREAMBULE

L'ASPTT TRIATHLON, affiliée à la Fédération Française de Triathlon, section sportive de l'ASPTT OMNISPORTS, a pour objet de :

- poursuivre le développement de la pratique sportive des jeunes (école de triathlon),
- pérenniser la professionnalisation de l'encadrement au sein du club engagée depuis 2017,
- stabiliser et développer les structures sportives scolaires,
- développer la pratique sportive des adultes.

Structure employeuse d'un athlète intégré dans le dispositif municipal Team Olympique Paralympique Mulhouse Alsace, l'ASPTT TRIATHLON sollicite une subvention de la Ville.

L'ASPTT TRIATHLON dispose dans ses effectifs d'un sportif référencé dans le cercle de haute performance de la discipline et est éligible au dispositif « Ambition bleue » de l'Agence Nationale du Sport, qui concourt à agir sur les leviers de la performance.

D'une manière contextuelle, à travers son Pôle Haute performance, l'Agence nationale du Sport s'est attachée à remettre le sport français sur les rails de la réussite en s'appuyant sur les relais locaux constitués par les associations. Son objectif est clair : améliorer les résultats aux JOP Paris 2024 et le rang de la France au niveau international.

Ainsi, l'ASPTT TRIATHLON en sa qualité de club d'excellence sportive, concourt indirectement de par sa position d'employeur d'athlète sous contrat, à offrir les conditions optimales permettant à ce dernier d'être potentiellement qualifiable aux JO et à diffuser ainsi d'ores et déjà, de par ses performances sportives, une image extérieure et un rayonnement positif de la Ville au niveau national et international.

Article 1 : OBJET

Par la présente convention, l'ASPTT TRIATHLON s'engage à réaliser l'action suivante conforme à son objet social et à son projet associatif :

- l'accompagnement professionnel de Monsieur Paul GEORGENTHUM, sportif employé de l'ASPTT TRIATHLON qui concourt à la réalisation de missions d'intérêt général, notamment au profit du développement local de la pratique sportive du triathlon.

Pour sa part, la Ville s'engage, sous réserve de l'inscription des crédits au budget, à soutenir financièrement l'ASPTT TRIATHLON face à ses charges inhérentes liées à sa condition d'employeur.

Article 2 : MONTANT DE LA SUBVENTION

Faisant suite aux décisions exécutoires du Conseil Municipal en date des 13/04 et 14/12/2023, la Ville accorde à l'ASPTT TRIATHLON, une subvention totale de 6 000 € (six mille euros) pour les dépenses inhérentes à l'emploi de Monsieur Paul GEORGENTHUM.

2

Article 7 : ASSURANCES

L'ASPTT TRIATHLON souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paie les primes et les cotisations des assurances sans que la responsabilité de la Ville puisse être mise en cause. Elle doit justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondant.

Article 8 : RESPONSABILITE

L'aide financière apportée par la Ville à l'ASPTT TRIATHLON ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable à l'ASPTT TRIATHLON ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

Article 9 : DUREE

La présente convention est conclue pour une durée d'un an.

Article 10 : SANCTIONS

En cas de non-exécution de l'objet décrit à l'article 1^{er} sans l'accord écrit de la Ville, l'ASPTT TRIATHLON reconnaît son obligation d'avoir à rembourser à la Ville la totalité de la subvention.

Il en ira de même en cas de non-exécution des dispositions de l'article 5.

En cas d'exécution partielle ou imparfaite de l'objet, l'ASPTT TRIATHLON devra rembourser à la Ville la part non justifiée de la subvention versée sauf si elle a obtenu préalablement l'accord de la Ville pour la modification de l'objet.

La décision de la Ville intervient après examen des justificatifs présentés par l'ASPTT TRIATHLON et audition préalable de ses représentants.

La Ville en informe l'ASPTT TRIATHLON par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le reversement est effectué par l'ASPTT TRIATHLON dans le mois qui suit la réception du titre de recette émis par la Ville.

Article 11 : CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée au respect par l'ASPTT TRIATHLON des engagements énumérés aux articles 4 et 5 ainsi qu'à l'utilisation de la subvention conformément aux objectifs et actions décrits à l'article 1^{er}.

Article 12 : AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

4

Article 13 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Article 14 : COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention sera soumis au Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait à Mulhouse, le....., établie en deux exemplaires originaux.

Pour la VILLE DE MULHOUSE,
L'Adjoint délégué à la politique sportive

Christophe STEGER

Pour l'ASPTT OMNISPORTS,
Le secrétaire général

Jean-Paul MULLER

Pour l'ASPTT TRIATHLON,
Le Président

Lyace METALLAOUI



2- POLE RESSOURCES, EDUCATION ET SPORTS
24 – Direction Sports et Jeunesse
243 – Service animation, évènementiel et vie sportive

**CONVENTION DE SUBVENTION**

entre

LA VILLE DE MULHOUSE, représentée par M. Christophe STEGER, Adjoint délégué à la politique sportive, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal du 14 décembre 2023, et désignée sous le terme « la Ville », dans la présente convention

d'une part

et

Le **RED STAR MULHOUSE BADMINTON**, club sportif inscrit au registre des associations du Tribunal judiciaire de Mulhouse (volume 2 folio 260) dont le siège social est situé 178 rue Vauban 68110 ILLZACH représenté par son Président en exercice, M. Pascal ZIEGLER et désigné sous les termes « le RED STAR MULH. BADMINTON » dans la présente convention

d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**PREAMBULE**

Le RED STAR MULH. BADMINTON, affilié à la Fédération Française de Badminton, a pour objet :

- la pratique sportive du badminton en loisir mais aussi en compétition de tous niveaux / catégories d'âge,
- l'organisation de manifestations événementielles de grande ampleur,
- le développement de la pratique inclusive auprès d'un public présentant des handicaps.

Structure employeuse d'athlètes intégrés dans le dispositif municipal Team Olympique Paralympique Mulhouse Alsace, le RED STAR MULH. BADMINTON sollicite une subvention de la Ville.

Le RED STAR MULH. BADMINTON est également référencé dans le cercle de haute performance de la discipline dans le dispositif « Ambition bleue » de l'Agence Nationale du Sport, qui concourt à agir sur les leviers de la performance.

D'une manière contextuelle, à travers son Pôle Haute performance, l'Agence nationale du Sport s'est attachée à remettre le sport français sur les rails de la réussite en s'appuyant sur les relais locaux constitués par les associations. Son objectif est clair : améliorer les résultats aux JOP Paris 2024 et le rang de la France au niveau international.

Ainsi, le RED STAR MULH. BADMINTON en sa qualité de club d'excellence sportive, concourt indirectement de par sa position d'employeur d'athlètes sous contrat, à offrir les conditions optimales permettant à ces derniers d'être potentiellement qualifiables aux JO et à diffuser ainsi d'ores et déjà, de par leurs performances sportives, une image extérieure et un rayonnement positif de la Ville au niveau national et international.

Article 1 : OBJET

Par la présente convention, le RED STAR MULH. BADMINTON s'engage à réaliser l'action suivante conforme à son objet social et à son projet associatif :

- l'accompagnement professionnel de Monsieur Thom GICQUEL, sportif employé du RED STAR MULH. BADMINTON qui concourt à la réalisation de missions d'intérêt général, notamment au profit du développement local de la pratique sportive du badminton.

Pour sa part, la Ville s'engage, sous réserve de l'inscription des crédits au budget, à soutenir financièrement le RED STAR MULH. BADMINTON face à ses charges inhérentes liées à sa condition d'employeur.

Article 2 : MONTANT DE LA SUBVENTION

Faisant suite aux décisions exécutoires du Conseil Municipal en date des 13/04 et 14/12/2023, la Ville accorde au titre de l'année civile 2023 au RED STAR MULH. BADMINTON, une subvention totale de 7 000 € (sept mille euros) pour les dépenses inhérentes à l'emploi de Monsieur Thom GICQUEL.

Article 3 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La subvention de la Ville fait l'objet d'un versement sous forme d'un acompte de 2 800 euros, versé en avril 2023 et d'un solde de 4 200 euros versé en décembre 2023, après signature de la convention globale.

Elle est créditée au compte du RED STAR MULH. BADMINTON selon les procédures comptables en vigueur après présentation des coordonnées bancaires (RIB ou RIBP) du RED STAR MULH. BADMINTON.

Article 4 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

Le RED STAR MULH. BADMINTON s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de l'exercice au cours duquel une subvention a été versée les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
- une copie certifiée de son budget et le cas échéant le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L.612-4 du code de commerce,
- son rapport d'activités.

Il s'engage à faire mention de la participation de la Ville sur tout support de communication et dans ses relations avec les médias

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par le RED STAR MULH. BADMINTON, pour une raison quelconque, celui-ci doit en informer la Ville sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 5 : EVALUATION

La Ville procède, conjointement avec le RED STAR MULH. BADMINTON, à l'évaluation des conditions d'accompagnement de l'athlète visé par la présente convention auquel elle a apporté son concours.

L'évaluation porte notamment sur la conformité du financement à l'objet mentionné 1^{er}, au regard de l'intérêt général, en fonction d'indicateurs définis conjointement entre les parties.

Article 6 : CONTROLE DE LA VILLE

Le RED STAR MULH. BADMINTON s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Ville de la conformité d'utilisation de la subvention énumérée à l'article 2^e, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Au terme de la convention, le RED STAR MULH. BADMINTON remet, dans un délai de six mois, un bilan concernant l'ensemble de la période d'exécution de la convention.

Article 7 : ASSURANCES

Le RED STAR MULH. BADMINTON souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Il paie les primes et les cotisations des assurances sans que la responsabilité de la Ville puisse être mise en cause. Il doit justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondant.

Article 8 : RESPONSABILITE

L'aide financière apportée par la Ville au RED STAR MULH. BADMINTON ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable au RED STAR MULH. BADMINTON ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

Article 9 : DUREE

La présente convention est conclue pour une durée d'un an.

Article 10 : SANCTIONS

En cas de non-exécution de l'objet décrit à l'article 1^{er} sans l'accord écrit de la Ville, le RED STAR MULH. BADMINTON reconnaît son obligation d'avoir à rembourser à la Ville la totalité de la subvention.

Il en ira de même en cas de non-exécution des dispositions de l'article 5.

En cas d'exécution partielle ou imparfaite de l'objet, le RED STAR MULH. BADMINTON devra rembourser à la Ville la part non justifiée de la subvention versée sauf s'il a obtenu préalablement l'accord de la Ville pour la modification de l'objet.

La décision de la Ville intervient après examen des justificatifs présentés par le RED STAR MULH. BADMINTON et audition préalable de ses représentants.

La Ville en informe le RED STAR MULH. BADMINTON par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le reversement est effectué par le RED STAR MULH. BADMINTON dans le mois qui suit la réception du titre de recette émis par la Ville.

Article 11 : CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée au respect par le RED STAR MULH. BADMINTON des engagements énumérés aux articles 4 et 5 ainsi qu'à l'utilisation de la subvention conformément aux objectifs et actions décrits à l'article 1^{er}.

Article 12 : AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

9

Article 13 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Article 14 : COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention sera soumis au Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait à Mulhouse, le....., établie en deux exemplaires originaux.

Pour la VILLE DE MULHOUSE,
L'Adjoint délégué
à la politique sportive

Christophe STEGER

Pour le RED STAR
MULHOUSE BADMINTON,
Le Président

Pascal ZIEGLER

10



2- POLE RESSOURCES, EDUCATION ET SPORTS
24 – Direction Sports et Jeunesse
243 – Service animation, évènementiel et vie sportive

**CONVENTION DE SUBVENTION**

entre

LA VILLE DE MULHOUSE, représentée par M. Christophe STEGER, Adjoint délégué à la politique sportive, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal du 14 décembre 2023, et désignée sous le terme « la Ville », dans la présente convention

d'une part

et

Le **RED STAR MULHOUSE BADMINTON**, club sportif inscrit au registre des associations du Tribunal judiciaire de Mulhouse (volume 2 folio 260) dont le siège social est situé 178 rue Vauban 68110 ILLZACH représenté par son Président en exercice, M. Pascal ZIEGLER et désigné sous les termes « le RED STAR MULH. BADMINTON » dans la présente convention

d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

11

PREAMBULE

Le RED STAR MULH. BADMINTON, affilié à la Fédération Française de Badminton, a pour objet :

- la pratique sportive du badminton en loisir mais aussi en compétition de tous niveaux / catégories d'âge,
- l'organisation de manifestations événementielles de grande ampleur,
- le développement de la pratique inclusive auprès d'un public présentant des handicaps.

Structure employeuse d'athlètes intégrés dans le dispositif municipal Team Olympique Paralympique Mulhouse Alsace, le RED STAR MULH. BADMINTON sollicite une subvention de la Ville.

Le RED STAR MULH. BADMINTON est également référencé dans le cercle de haute performance de la discipline dans le dispositif « Ambition bleue » de l'Agence Nationale du Sport, qui concourt à agir sur les leviers de la performance.

D'une manière contextuelle, à travers son Pôle Haute performance, l'Agence nationale du Sport s'est attachée à remettre le sport français sur les rails de la réussite en s'appuyant sur les relais locaux constitués par les associations. Son objectif est clair : améliorer les résultats aux JOP Paris 2024 et le rang de la France au niveau international.

Ainsi, le RED STAR MULH. BADMINTON en sa qualité de club d'excellence sportive, concourt indirectement de par sa position d'employeur d'athlètes sous contrat, à offrir les conditions optimales permettant à ces derniers d'être potentiellement qualifiables aux JO et à diffuser ainsi d'ores et déjà, de par leurs performances sportives, une image extérieure et un rayonnement positif de la Ville au niveau national et international.

Article 1 : OBJET

Par la présente convention, le RED STAR MULH. BADMINTON s'engage à réaliser l'action suivante conforme à son objet social et à son projet associatif :

- l'accompagnement professionnel de Monsieur Arnaud MERKLE, sportif employé du RED STAR MULH. BADMINTON qui concourt à la réalisation de missions d'intérêt général, notamment au profit du développement local de la pratique sportive du badminton.

Pour sa part, la Ville s'engage, sous réserve de l'inscription des crédits au budget, à soutenir financièrement le RED STAR MULH. BADMINTON face à ses charges inhérentes liées à sa condition d'employeur.

Article 2 : MONTANT DE LA SUBVENTION

Faisant suite aux décisions exécutoires du Conseil Municipal en date des 13/04 et 14/12/2023, la Ville accorde au titre de l'année civile 2023 au RED STAR MULH. BADMINTON, une subvention totale de 6 000 € (six mille euros) pour les dépenses inhérentes à l'emploi de Monsieur Arnaud MERKLE.

12

405

Article 3 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La subvention de la Ville fait l'objet d'un versement sous forme d'un acompte de 2 400 euros, versé en avril 2023 et d'un solde de 3 600 euros versé en décembre 2023, après signature de la convention globale.

Elle est créditée au compte du RED STAR MULH. BADMINTON selon les procédures comptables en vigueur après présentation des coordonnées bancaires (RIB ou RIP) du RED STAR MULH. BADMINTON.

Article 4 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

Le RED STAR MULH. BADMINTON s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de l'exercice au cours duquel une subvention a été versée les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
- une copie certifiée de son budget et le cas échéant le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L.612-4 du code de commerce,
- son rapport d'activités.

Il s'engage à faire mention de la participation de la Ville sur tout support de communication et dans ses relations avec les médias

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par le RED STAR MULH. BADMINTON, pour une raison quelconque, celui-ci doit en informer la Ville sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 5 : EVALUATION

La Ville procède, conjointement avec le RED STAR MULH. BADMINTON, à l'évaluation des conditions d'accompagnement de l'athlète visé par la présente convention auquel elle a apporté son concours.

L'évaluation porte notamment sur la conformité du financement à l'objet mentionné 1^{er}, au regard de l'intérêt général, en fonction d'indicateurs définis conjointement entre les parties.

Article 6 : CONTROLE DE LA VILLE

Le RED STAR MULH. BADMINTON s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Ville de la conformité d'utilisation de la subvention énumérée à l'article 2^r, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Au terme de la convention, le RED STAR MULH. BADMINTON remet, dans un délai de six mois, un bilan concernant l'ensemble de la période d'exécution de la convention.

Article 7 : ASSURANCES

Le RED STAR MULH. BADMINTON souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Il paie les primes et les cotisations des assurances sans que la responsabilité de la Ville puisse être mise en cause. Il doit justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondant.

Article 8 : RESPONSABILITE

L'aide financière apportée par la Ville au RED STAR MULH. BADMINTON ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable au RED STAR MULH. BADMINTON ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

Article 9 : DUREE

La présente convention est conclue pour une durée d'un an.

Article 10 : SANCTIONS

En cas de non-exécution de l'objet décrit à l'article 1^{er} sans l'accord écrit de la Ville, le RED STAR MULH. BADMINTON reconnaît son obligation d'avoir à rembourser à la Ville la totalité de la subvention.

Il en ira de même en cas de non-exécution des dispositions de l'article 5.

En cas d'exécution partielle ou imparfaite de l'objet, le RED STAR MULH. BADMINTON devra rembourser à la Ville la part non justifiée de la subvention versée sauf s'il a obtenu préalablement l'accord de la Ville pour la modification de l'objet.

La décision de la Ville intervient après examen des justificatifs présentés par le RED STAR MULH. BADMINTON et audition préalable de ses représentants.

La Ville en informe le RED STAR MULH. BADMINTON par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le reversement est effectué par le RED STAR MULH. BADMINTON dans le mois qui suit la réception du titre de recette émis par la Ville.

Article 11 : CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée au respect par le RED STAR MULH. BADMINTON des engagements énumérés aux articles 4 et 5 ainsi qu'à l'utilisation de la subvention conformément aux objectifs et actions décrits à l'article 1^{er}.

Article 12 : AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 13 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Article 14 : COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention sera soumis au Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait à Mulhouse, le....., établie en deux exemplaires originaux.

Pour la VILLE DE MULHOUSE,
L'Adjoint délégué
à la politique sportive

Christophe STEGER

Pour le RED STAR
MULHOUSE BADMINTON,
Le Président

Pascal ZIEGLER

Pour : 45+4

Groupe majoritaire : 34 + 3 procurations

Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

Groupe M Mulhouse : 2 + 1 procuration

Non-inscrits dans un groupe : 3

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

48° CENTRE SPORTIF REGIONAL ALSACE, INTERNAT D'EXCELLENCE SPORTIVE (PARCOURS D'EXCELLENCE SPORTIVE) ET MAISON SPORT SANTE : CONTRIBUTION 2023 AU FONCTIONNEMENT GLOBAL (243/7.5.5/1067)

Le Centre Sportif Régional Alsace (CSRA), équipement communautaire depuis 2015, dispose de salles sportives spécialisées et polyvalentes, de l'Institut Médico Sportif Sud Alsace (IMSSA), d'espaces de services aux sportifs et assure notamment des fonctions de restauration, d'hébergement, d'auditorium et de mise à disposition de salles de réunions au mouvement sportif local ou séjournant à Mulhouse.

Il complète ainsi le parc des équipements sportifs municipaux et contribue également, par l'accueil de délégations sportives françaises ou étrangères, au rayonnement et à la promotion de la ville de Mulhouse.

Dans ce cadre, il est prévu au titre de la saison sportive, la mise à disposition d'un volume de créneaux horaires au bénéfice de la Ville de Mulhouse et des clubs sportifs mulhousiens à hauteur minimale de 5 500 heures ainsi que la tenue d'animations municipales (ou associatives locales sur demande de la Ville) à hauteur des volumes des années précédentes soit huit d'organisations maximum par an.

Les actions de redynamisation de cet établissement (en centre d'entraînement, centre d'expertise et de ressources dans le domaine de la médecine du sport et structure d'accueil du mouvement sportif) et celles liées au fonctionnement de l'internat d'excellence sportive (40 athlètes accueillis issus de 6 disciplines différentes en 2022/2023), s'inscrivent pleinement dans le cadre de la politique municipale actuelle au travers du concept de parcours d'excellence sportive et ont été reconnues par l'Etat et l'équipement labellisé Grand INSEP.

Cette dernière met en synergie les paramètres inhérents à la performance sportive (suivi technique et tactique, médical, scolaire, offres de formations, organisation de séminaires, réalisation d'expertise et d'ingénierie...) dans un environnement psychologique épanouissant pour les sportifs, afin de viser le plus haut niveau de pratique.

Cet équipement participe en outre pleinement à une logique d'attractivité des délégations sportives à la recherche d'un site de préparation et s'inscrit dans la dynamique « Paris 2024 ».

L'intérêt pour le CSRA se trouve également partagé par la Collectivité Européenne d'Alsace et la Région Grand Est suite à :

- la labellisation Grand INSEP du CSRA (label qui est une marque de qualité accordée aux établissements qui répondent aux exigences de la performance du haut niveau),
- la reconnaissance en tant que Centre de Préparation aux Jeux Olympiques et Paralympiques,
- la présence de l'Institut Médico-Sportif Sud Alsace (IMSSA), plateau technique médicalisé dédié à la récupération au bien-être et aux soins, d'un plateau de kinésithérapie, et de salles de consultations médicales.

La présence de l'IMSSA a permis au CSRA d'obtenir le label Maison Sport Santé en lien avec la politique mise en œuvre par la Ville de Mulhouse dans le cadre de Mulhouse Sport Santé.

Il est proposé de renouveler pour 2023, la convention de partenariat avec m2A portant sur :

- les modalités de mise à disposition des installations du CSRA au profit de la Ville (ou à des clubs sportifs mulhousiens après l'accord de celle-ci) et de son action en faveur du sport santé incluant une contribution financière de la Ville d'un montant de 172 000 € (172 000 € en 2022) au titre des charges de fonctionnement de la structure gérée par Mulhouse Alsace Agglomération,
- le renforcement du financement d'actions liées au concept de parcours d'excellence sportive, dans l'enceinte du CSRA, pour un montant de 25 000 € (25 000 € en 2022).

Les crédits nécessaires, soit 197 000 €, sont disponibles au Budget 2023 :

Chapitre 65 :	autres charges de gestion courante
Compte 657351 :	Subventions de fonctionnement – GFP de rattachement
Fonction 321 :	Sports
Service gestionnaire	
et utilisateur :	243
Ligne de crédit n°26204	Subvention de fonctionnement CSRA

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve cette proposition,
- charge Madame le Maire ou son représentant de signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

P.J. : projet de convention

2 – POLE RESSOURCES, EDUCATION ET SPORTS
2- POLE FINANCES ET SERVICE A LA POPULATION
24 – Direction Sports et Jeunesse
243 – Animation, évènementiel et vie sportive

CONVENTION DE PARTENARIAT

(Centre Sportif Régional Alsace)

entre

La VILLE DE MULHOUSE, représentée par M. Christophe STEGER, Adjoint délégué à la politique sportive, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 14/12/2023 et désignée sous les termes « la Ville » dans la présente convention,

d'une part,

et

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION, représentée par Mme Carole TALLEUX, Conseillère communautaire déléguée à la mobilisation du territoire pour les J.O. 2024 et au Centre Sportif Régional Alsace dûment habilitée aux fins de signature et désignée sous le terme « m2A », dans la présente convention

d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

1

médical, équipements...) et de réalisation d'actions diverses qui s'inscrivent pleinement dans le cadre de la politique sportive municipale actuellement menée.

Pour sa part, la Ville s'engage, sous réserve de l'inscription des crédits correspondants à son budget, à soutenir financièrement le fonctionnement global du CSRA et de l'internat d'excellence sportive, gérés par m2A.

Article 2 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention de partenariat est conclue au titre de l'année civile 2023, soit du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023.

Article 3 : ENGAGEMENTS DE LA VILLE

3.1 : LE VERSEMENT D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

La Ville versera à m2A, une contribution financière d'un montant total de 197 000 € (cent quatre-vingt dix-sept mille euros) au titre de l'année civile 2023 ventilée comme suit :

- une subvention forfaitaire d'un montant de 172 000 € (cent soixante-douze mille euros), destinée à couvrir une partie des frais de fonctionnement du Centre Sportif Régional Alsace, géré par m2A, en raison de son intérêt communautaire et de son action en faveur du sport santé,
- un soutien financier d'un montant de 25 000 € (vingt-cinq mille euros) dédié à l'accompagnement des actions mises en œuvre par m2A en faveur du développement du parcours d'excellence sportive.

Ce versement s'effectuera selon les modalités prescrites à l'article 3.2 après approbation de la somme par le Conseil Municipal et sous réserve du respect par m2A de ses engagements prescrits par la présente convention.

3.2 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La Ville prendra ses dispositions afin de procéder à un versement unique de la subvention en faveur de m2A, en décembre 2023, selon les procédures comptables en vigueur.

3.3 : LA MISE A DISPOSITION D'INSTALLATIONS SPORTIVES MUNICIPALES

M2A pourra solliciter, à son tour de manière ponctuelle, la mise à disposition des installations sportives municipales.

La Ville examinera ces demandes dans un délai de quinze jours avec bienveillance et essayera de les satisfaire dans la limite de la disponibilité de ces équipements.

3.4 : L'ENTRETIEN DES ESPACES VERTS DU CENTRE SPORTIF REGIONAL ALSACE

La Ville assurera l'entretien des espaces verts autres que sportifs.

3

PREAMBULE

Le Centre Sportif Régional Alsace (CSRA), qui a intégré le giron communautaire en janvier 2015, dispose de salles sportives spécialisées et polyvalentes, de l'Institut Médico Sportif Sud Alsace (IMSSA) d'espaces de services aux sportifs et assure notamment des fonctions de restauration, d'hébergement, d'auditorium et de mise à disposition de salles de réunions au mouvement sportif local ou séjournant à Mulhouse.

Il complète ainsi le parc des équipements sportifs municipaux et contribue également, par l'accueil de délégations sportives françaises ou étrangères, au rayonnement et à la promotion de la ville de Mulhouse.

Sa redynamisation progressive par m2A s'est inscrite autour de 3 axes :

- un centre d'entraînement,
- un centre d'expertise et de ressources dans le domaine de la médecine du sport,
- une structure d'accueil pour le mouvement sportif.

De plus, le programme pluriannuel de modernisation et de rénovation (chambres, auditorium, espace cuisine, centre médical) engagé par m2A se poursuit afin d'enrichir l'offre de services aux sportifs. Cet équipement participe en outre pleinement à une logique d'attractivité des délégations sportives à la recherche d'un site de préparation et s'inscrit dans la dynamique « Paris 2024 ».

L'intérêt pour le Centre Sportif Régional Alsace est également partagé par la Collectivité Européenne d'Alsace et par la Région Grand Est suite à :

- la labellisation Grand INSEP du CSRA (label qui est une marque de qualité accordée aux établissements qui répondent aux exigences de la performance du haut niveau),
- la reconnaissance de Centre de Préparation aux Jeux Olympiques et Paralympiques dévolue au CSRA,
- la présence de l'Institut Médico-Sportif Sud Alsace, plateau technique médicalisé dédié à la récupération au bien-être et aux soins, d'un plateau de kinésithérapie, et de salles de consultations médicales.

Les actions ainsi portées et celles liées au fonctionnement de l'internat d'excellence sportive (40 athlètes accueillis à l'année issus de 6 disciplines différentes en 2022/2023), s'inscrivent pleinement dans le cadre de la politique municipale à travers la mise en œuvre concrète du concept de parcours d'excellence sportive (décliné en actions ci-après à l'article 4.2) qui légitime le soutien financier de la Ville de Mulhouse.

La présente convention acte le renouvellement du partenariat 2023 entre la Ville et m2A portant sur le Centre Sportif Régional Alsace.

Article 1 : OBJET

Par la présente convention, m2A s'engage à contribuer au développement et à la promotion de la pratique sportive locale par la mise à disposition d'installations sportives au bénéfice de clubs sportifs mulhousiens agréés par la Ville et de dispositifs d'animations municipaux.

En outre, m2A contribue à l'essor du concept de parcours d'excellence sportive en termes de mise à disposition de structures (internat d'excellence sportive, plateau

2

Article 4 : ENGAGEMENTS DE M2A

4.1 : LA MISE A DISPOSITION D'INSTALLATIONS SPORTIVES AU PROFIT D'ASSOCIATIONS AGREES PAR LA VILLE (PARTENARIAT ACTIF)

M2A mettra à la disposition de la Ville (ou indirectement aux associations sportives locales agréées par cette dernière) des créneaux horaires au CSRA (à hauteur maximale de 5 500 heures / saison sportive), en réponse aux différentes attentes associatives en lien avec la Direction Sports et Jeunesse de la Ville.

En outre, il sera déterminé d'un commun accord entre la Ville et m2A, un programme de manifestation de la Ville ou indirectement des associations sportives locales sur demande de la Ville à organiser au Centre Sportif Régional Alsace soit huit (8) organisations maximum par an.

Les demandes complémentaires de la Ville au bénéfice des clubs (créneaux, manifestations...) seront examinées avec bienveillance par m2A au cas par cas.

M2A donnera réponse dans les quinze jours qui suivent toute demande.

M2A prendra les dispositions nécessaires afin de limiter les indisponibilités en cours de saison et à en avertir la Ville dans les meilleurs délais de façon à ce que cette dernière puisse rechercher des solutions de repli.

De manière ponctuelle et sous réserve de leur disponibilité, les salles de réunion et équipements annexes pourraient être sollicités à titre gracieux par la Ville.

4.2 : ASSURER LE FONCTIONNEMENT DE L'INTERNAT D'EXCELLENCE SPORTIVE ET LE DEVELOPPEMENT DU PARCOURS D'EXCELLENCE SPORTIVE

M2A assurera les actions suivantes au titre du fonctionnement de l'internat d'excellence sportive et du parcours d'excellence sportive :

Actions menées (internat d'excellence sportive) :

- le suivi du cursus scolaire des athlètes issus des structures locales d'entraînement : aides aux devoirs en soirée, organisation du soutien scolaire les mercredis, prestations de surveillance...,
- le suivi du fonctionnement des sections sportives en lien avec les différents établissements scolaires.

Actions menées (Parcours d'Excellence Sportive) :

- la mise en synergie des moyens humains, techniques ou financiers au Centre Sportif Régional Alsace en vue d'assurer l'ensemble des paramètres inhérents à la performance sportive (suivis technique et tactique, médical, scolaire, offres de formations, organisation de séminaires, réalisation d'expertise et d'ingénierie...) dans un environnement psychologique épanouissant à destination des athlètes mulhousiens, pour viser le plus haut niveau de pratique sans usurpation de leur intégrité physique et mentale.

4.3 : ASSURER LE FONCTIONNEMENT DE LA MAISON SPORT SANTE

- la mise à disposition d'un espace administratif, dit « la Maison Sport Santé », pour l'accueil des agents de la ville en charge du dispositif Mulhouse Sport Santé et du public concerné.

4

- la mise à disposition de créneaux spécifiques en salles de sport liés à la mise en œuvre du dispositif Mulhouse Sport Santé en lien avec la Direction Sports et Jeunesse de la ville.

4.4 : LA MISE EN AVANT DU PARTENARIAT AVEC LA VILLE

M2A mettra en avant son partenariat avec la Ville par tous les moyens appropriés : banderoles, programmes, affiches et articles de presse.

Article 5 : SUIVI DES ACTIONS

La Ville conservera tout au long de l'année civile 2023, un contact régulier et suivi avec m2A afin de disposer d'une évaluation continue du niveau de partenariat et d'être éventuellement en mesure de compléter la convention par un ou plusieurs avenants particuliers.

Article 6 : CONTRÔLE DE LA VILLE

M2A s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Ville de la réalisation des objectifs énumérés à l'article 4, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

En outre, m2A s'engage à fournir un bilan de fonctionnement du Centre Sportif Régional Alsace dans les 6 mois suivant l'expiration de la convention.

Article 7 : ASSURANCES

M2A fera son affaire de l'assurance des bâtiments et biens mobiliers lui appartenant ainsi que de sa responsabilité civile globale au titre des actions réalisées dans le cadre de la présente convention.

La Ville, pour sa part, assurera sa responsabilité civile ainsi qu'éventuellement les biens lui appartenant et qu'elle serait amenée à mettre à disposition.

Article 8 : RESPONSABILITE

M2A exigera de la part des clubs sportifs utilisateurs des lieux, une attestation d'assurance en responsabilité civile couvrant les activités exercées par leurs membres dans l'enceinte du Centre Sportif Régional Alsace.

Article 9 : AVENANT

La présente convention de partenariat pourra être modifiée en cours d'exécution, sur l'initiative de l'une ou l'autre des parties, par voie d'avenant, chaque avenant sera alors soumis aux mêmes procédures d'adoption que la convention.

Article 10 : RESILIATION

La Ville se réserve la faculté de résilier de plein droit la présente convention sans préavis ni indemnités en cas de non respect par m2A de l'une des clauses exposées ci-dessus, dès lors que dans le mois suivant la réception de la mise en demeure envoyée

par la Ville par lettre recommandée avec accusé de réception, m2A n'aura pas pris les mesures appropriées.

Article 11 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige ou de conflit, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Tout litige relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente convention sera soumis à la compétence du tribunal administratif de Strasbourg (ou des tribunaux de Mulhouse) selon le cas.

Fait à Mulhouse, en deux exemplaires originaux, le 2023.

Pour la VILLE DE MULHOUSE,
l'Adjoint délégué
à la politique sportive

Pour MULHOUSE ALSACE
AGGLOMERATION,
la Conseillère communautaire déléguée
à la mobilisation du territoire pour les J.O. 2024
et au Centre Sportif Régional Alsace

Christophe STEGER

Carole TALLEUX

Pour : 45+4

Groupe majoritaire : 34 + 3 procurations

Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

Groupe M Mulhouse : 2 + 1 procuration

Non-inscrits dans un groupe : 3

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

49° ASSOCIATION ELAN SPORTIF : CONCLUSION D'UN AVENANT A LA CONVENTION PARTENARIALE - ANNEE CIVILE 2023 (243/7.5.6/1068)

L'association mulhousienne ELAN SPORTIF œuvre dans les champs de l'éducation populaire, sportive et d'économie sociale et solidaire. Elle recherche une mixité sociale dans la conduite de ses activités incluant une démarche de développement transversale (mise en réseau et partenariat avec des acteurs institutionnels, associatifs afin de favoriser une mixité des publics accueillis).

Considérant son investissement sur les champs de l'insertion, de l'éducation et de la prévention, la Ville de Mulhouse a renouvelé en avril dernier, le partenariat engagé avec cette association et a accompagné son projet global d'animation à destination des Mulhousien(ne)s, à travers l'attribution d'un acompte de subvention de 35 000 € pour l'année 2023, fléché comme suit :

- 10 000 € au titre de l'accompagnement du fonctionnement et des démarches de structuration interne de l'association,
- 15 000 € au titre du soutien à la pratique sportive (ex. développement de la pratique féminine, de la mixité des pratiques, du sport-santé et du bien-être...),
- 10 000 € au titre des actions de cohésion sociale et de citoyenneté s'inscrivant dans le champ de la Politique de la Ville (ex. animations sportives de proximité sur l'espace public, animations de prévention...).

En conformité avec la convention-cadre conclue à cet effet, un bilan intermédiaire global a été réalisé sur les missions d'intérêt général menées au cours du 1^{er} semestre 2023 par l'ELAN SPORTIF permettant de définir les modalités de poursuite de la collaboration de la Ville avec l'ELAN SPORTIF.

Afin de s'assurer de la continuité de ses actions associatives au titre de cette fin d'année civile 2023, il est proposé d'allouer en faveur de l'ELAN SPORTIF un solde de subvention de 35 000 euros, fléché dans les mêmes proportions de montants vers les objectifs fixés dans la convention initiale (axes « structurel », « jeunesse / sportif » et « cohésion sociale / citoyenneté »).

L'attribution et le versement des subventions votées dans le cadre de la présente délibération sont conditionnés au respect par le bénéficiaire des principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain annexé au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 sous réserve d'éventuelles dérogations prévues par loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République.

Les crédits nécessaires, sont disponibles au Budget 2023 :

Gestion Direction Sports et Jeunesse (services 243 et 244) : → 25 000 €

Chapitre 65 : Autres charges de gestion courante

Compte 65748 : Subvention de fonctionnement aux autres associations de droit privé

Fonction 30 : Culture, vies sociale, jeunesse, sports et loisirs – Services communs

Enveloppe 3682 : Subvention de fonctionnement aux associations sportives.

Gestion Direction cohésion sociale et vie des quartiers (service 131) → 10 000 €

Chapitre 65 / article 65748 / fonction 518

Service gestionnaire et utilisateur 131

Ligne de crédits 3652 « Subventions de fonctionnement au privé »

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve l'attribution du solde de subvention de fonctionnement au titre de l'année civile 2023 en faveur de l'ELAN SPORTIF,
- autorise le Maire ou son représentant à signer l'avenant à la convention de partenariat et toute pièce nécessaire à sa mise en œuvre.

P.J. : projet d'avenant à la convention partenariale.



2 - POLE RESSOURCES, EDUCATION ET SPORT
24 - Direction Sports et Jeunesse
243 - Animation, évènementiel et vie sportive
244 - Initiatives et action Jeunesse

1 - POLE COHESION SOCIALE ET TERRITORIALE
13 - Direction cohésion sociale et vie des quartiers
131 - Politique de la Ville



AVENANT A LA CONVENTION PARTENARIALE (année civile 2023)

entre

La VILLE DE MULHOUSE, représentée par M. Christophe STEGER, Adjoint délégué à la politique sportive, M. Ayoub BILA, Adjoint délégué à la jeunesse et à l'enfance et Mme Cécile SORNIN, Adjointe déléguée à la vie citoyenne, dûment habilités par délibération du 14/12/2023, désignée sous le terme « la Ville », dans le présent avenant

d'une part

et

L'association ELAN SPORTIF, inscrite au registre des associations du Tribunal judiciaire de Mulhouse (volume LXXXIII, folio n° 134) dont le siège social est situé au 5 rue Galilée - 68200 MULHOUSE représentée par M. Vivien FUCHS, Président, dûment habilité et désignée sous le terme « L'ELAN SPORTIF » ou « l'association » dans le présent avenant

d'autre part.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

1

PREAMBULE :

Dans le cadre de sa politique de soutien à la vie associative et conformément aux dispositions légales et réglementaires en la matière, la Ville a conclu en avril dernier, un partenariat avec l'ELAN SPORTIF au titre de l'année civile 2023 après appréciation globale des actions d'intérêt général menées localement sur les champs de l'insertion, de l'éducation et de la prévention, conformes à son objet statutaire.

Afin de faciliter la lisibilité de l'accompagnement financier de la Ville vis-à-vis de l'association, un calendrier administratif d'examen de la subvention par le Conseil Municipal, se présentant sous la forme d'un acompte et d'un solde, a été intégré dans ledit contrat.

A cet effet, il a été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer en décembre 2023, sur le montant de la subvention complémentaire (solde 2023) qui s'inscrit dans le cadre de ce calendrier après réalisation d'un bilan d'étape.

Article 1 – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet d'exécuter la décision prise par le Conseil Municipal, d'allouer à destination de l'ELAN SPORTIF, un soutien financier complémentaire (solde) au titre de l'année 2023, conformément aux engagements pris par la Ville.

Article 2 – MONTANT DE LA SUBVENTION COMPLEMENTAIRE

Le suivi attentif de l'ELAN SPORTIF et sa rencontre à échéances régulières ont permis à la Ville, de disposer d'une appréciation objective et qualitative sur son degré d'implication à l'heure du bilan définitif 2023 et d'allouer en conséquence en faveur de cette association, une subvention complémentaire de 35 000 € (trente cinq mille euros).

L'aide financière précitée est fléchée, dans les mêmes proportions de montants, vers les objectifs fixés initialement dans la convention partenariale (axes « structurel », « jeunesse / sportif » et « cohésion sociale / citoyenneté »).

Article 3 – MODALITES DE VERSEMENT

Le complément de subvention, défini à l'article 2 du présent avenant, fera l'objet d'un versement unique, sur le compte bancaire ou postal de l'ELAN SPORTIF selon les procédures comptables en vigueur et sous réserve de la transmission de toutes pièces justificatives qui viendraient à être sollicitées à travers la notification d'attribution de la subvention ou dans le cadre de son suivi administratif et comptable.

Article 4 – AUTRES DISPOSITIONS

Toutes les autres dispositions de la convention de partenariat conclue au titre de l'année civile 2023 restent en vigueur.

2

Article 5 – DATE D'EFFET DE L'AVENANT

Les dispositions du présent avenant sont applicables dès la signature des parties.

Fait à Mulhouse, en 4 exemplaires originaux, le 2023.

l'Adjoint délégué à la politique sportive	Pour la VILLE DE MULHOUSE, l'Adjoint délégué à la jeunesse et à l'enfance	l'Adjointe déléguée à la vie citoyenne

Christophe STEGER

Ayoub BILA

Cécile SORNIN

Pour l'ELAN SPORTIF,
Le Président,

Vivien FUCHS

3

Pour : 45+4

Groupe majoritaire : 34 + 3 procurations

Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

Groupe M Mulhouse : 2 + 1 procuration

Non-inscrits dans un groupe : 3

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

50° ASSOCIATION SAÏMIRI PARKOUR : CONCLUSION D'UNE CONVENTION D'UTILISATION ET D'ANIMATION DE L'AIRE DE STREET WORKOUT DANS LE QUARTIER PRIORITAIRE DES COTEAUX (243/9.1/1088)

En novembre 2022, la Ville de Mulhouse a approuvé l'opération d'aménagement d'une aire de street workout et des équipements associés dans le quartier prioritaire des Coteaux.

Les Coteaux regroupent une forte densité de la population mulhousienne et les plateaux sportifs de proximité, bien que relativement nombreux, ne correspondent plus aux attentes des pratiques sportives actuelles. En conséquence, la création d'une aire de street workout, dans l'espace vert situé rue Henri Matisse, permettra de requalifier et de diversifier l'offre sportive existante.

Le plan de financement de cette opération (29 K€ soit 35 K€ TTC), associe en partenariat avec la Ville, l'Agence Nationale du Sport dans le cadre du dispositif « 5 000 terrains de sport ».

La demande d'éligibilité de la Ville au subventionnement de l'Agence Nationale du Sport (80% du plan de financement) nécessite cependant d'annexer la convention d'utilisation et d'animation de l'équipement sportif précité avec l'utilisateur retenu qui peut être structuré sous une forme associative.

Il est proposé en conséquence de retenir au titre du conventionnement, l'association mulhousienne SAÏMIRI PARKOUR, forte d'une soixantaine d'adhérents et en activité depuis plus de 11 ans.

Le périmètre d'intervention de l'association sur des créneaux définis, concernerait la mise en œuvre d'opérations pérennes sur le site, par des membres diplômés :

- l'initiation, la démonstration et l'organisation d'événementiels permettant d'animer le quartier prioritaire en lien avec les acteurs du quartier,
- l'accueil de publics féminins,
- des actions à destination de personnes éloignées de la pratique.

Les publics visés pourront être notamment les licenciés du club ou toute autre personne intéressée par les actions menées qu'elles soient d'ordre classique par rapport à la discipline ou innovantes.

Au titre des engagements de l'association SAÏMIRI PARKOUR, dans la convention, figure la nécessité d'opérer des rapprochements avec :

- les acteurs de quartier (autres associations, centres socioculturels...) en considération des projets sportifs ou éducatifs de ces derniers,
- les instances fédérales de la discipline enseignée et évidemment, la Ville de Mulhouse, dans le cadre de la déclinaison opérationnelle de ses projets éducatifs.

En outre, l'association devra veiller à l'adoption de comportements écoresponsables de la part des autres utilisateurs du site accueillis.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve cette proposition,
- autorise le Maire ou son représentant à signer la convention de partenariat et toute pièce nécessaire à sa mise en œuvre.

P.J. : projet de convention



2- POLE RESSOURCES, EDUCATION ET SPORT
24 – Direction Sports et Jeunesse
243 – Animation, événementiel et vie sportive



CONVENTION RELATIVE A L'UTILISATION ET A L'ANIMATION DE L'AIRE DE STREET WORKOUT

(quartier des Coteaux - rue Henri Matisse 68200 Mulhouse)

La présente convention est établie entre :

LA VILLE DE MULHOUSE, représentée par M. Christophe STEGER, adjoint délégué à la politique sportive dûment habilité, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 14/12/2023 et désignée ci-après sous le terme « la Ville » dans la présente convention,

d'une part,

et

L'association SAÏMIRI PARKOUR, affiliée à la Fédération des ASPTT n° d'agrément : MJSK05701 44A, inscrite au registre des associations du Tribunal judiciaire de Mulhouse (volume n° 89, folio n°92) dont le siège social est situé au Carré des associations, 100 avenue de Colmar 68100 Mulhouse, représentée par son Président en exercice dûment habilité, M. Rémy LÉBOUC, désigné sous les termes « Saimiri Parkour » dans la présente convention,

d'autre part.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

1

En cas de non occupation des créneaux horaires mis à disposition, la Ville se réserve la possibilité de réaffecter les créneaux concernés à une autre association ou les remettre en accès libre.

L'accès à l'installation sportive s'effectue sous la seule responsabilité de SAÏMIRI PARKOUR, qui s'engage à signaler à la Ville, toutes dégradations et détériorations pouvant survenir lors de l'utilisation de l'équipement.

ARTICLE 3 - DESTINATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS

L'aire de street workout et les équipements complémentaires associés, objets de la présente convention, seront utilisés par SAÏMIRI PARKOUR à usage exclusivement sportif pour :

- l'initiation, la démonstration et l'organisation d'événementiels permettant d'animer le quartier prioritaire en lien avec les acteurs du quartier,
- l'accueil de publics féminins,
- des actions à destination de personnes éloignées de la pratique.

Toute utilisation des équipements à d'autres fins est soumise à l'accord préalable de la Ville.

ARTICLE 4 - CESSIION, SOUS-LOCATION

La présente convention étant consentie intuitu personae et en considération des objectifs décrits ci-dessus, toute cession de droits en résultant est interdite.

De même, SAÏMIRI PARKOUR s'interdit de sous-louer à titre onéreux ou gratuit tout ou partie des équipements sportifs, objets de la convention et plus généralement d'en conférer la jouissance totale ou partielle à un tiers par quelque modalité juridique que ce soit. Le non-respect de cette règle entraînera l'annulation totale des créneaux de mise à disposition.

ARTICLE 5 - DUREE

La présente convention est conclue et acceptée pour une durée de 3 ans à compter de la date de signature effective de la convention par les parties.

Elle sera prorogée ensuite par tacite reconduction par périodes triennales sur une durée maximale de 12 ans, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties (cf article 12 résiliation).

6 mois avant l'expiration de la convention, les parties s'engagent à se réunir afin de définir les modalités de poursuite de leur partenariat.

Toute modification de ses dispositions doit faire l'objet d'un avenant.

3

PREAMBULE

Les plateaux sportifs et les équipements complémentaires associés, propriétés de la Ville sont en accès libre et leur utilisation est gratuite.

Le quartier des Coteaux regroupe une forte densité de la population mulhousienne et les plateaux sportifs de proximité, bien que relativement nombreux, ne correspondent plus aux attentes des pratiques sportives actuelles. En conséquence, la création d'une aire de street workout permettra de requalifier et de diversifier l'offre existante.

Le plan de financement de cette opération associe en partenariat, la Ville et l'Agence Nationale du Sport (cette dernière, dans le cadre du dispositif « 5 000 équipements de proximité »).

L'éligibilité de la Ville au subventionnement de l'ANS nécessite cependant la conclusion préalable d'une convention d'utilisation et d'animation de l'équipement sportif avec un ou plusieurs utilisateurs qui peuvent être notamment structurés en association.

Dans ce cadre et souhaitant une animation des lieux précités, la Ville a choisi de retenir l'association SAÏMIRI PARKOUR au vu de ses capacités d'organisation et d'animation de la discipline sans remettre en cause le principe d'accession libre à l'équipement aux autres utilisateurs potentiels.

ARTICLE 1 - OBJET

La présente convention a pour objet de cadrer les modalités de mise à disposition et d'animation ponctuelles de l'aire de street workout du quartier des Coteaux, sis rue Henri Matisse 68200 Mulhouse, au profit de SAÏMIRI PARKOUR.

ARTICLE 2 - DESCRIPTIF DES EQUIPEMENTS SPORTIFS ET MODALITES DE MISE A DISPOSITION

2.1. Descriptif des équipements sportifs :

- plateau de street workout d'environ 90 m2,
- agrès de fitness et de musculation sur sol souple.

2.2. Modalités de mise à disposition :

Le planning prévisionnel de demande de mise à disposition des équipements sportifs est transmis par SAÏMIRI PARKOUR à la Ville (Direction Sports et Jeunesse) à des fins d'étude et de définition des plages horaires durant lesquelles SAÏMIRI PARKOUR sera désigné en tant qu'utilisateur prioritaire.

Cette information fera ensuite l'objet d'un affichage sur site, pour information des autres utilisateurs potentiels du secteur.

Toute demande d'utilisation complémentaire ou exceptionnelle de la part de SAÏMIRI PARKOUR en cours d'année devra être formulée par écrit à la Ville, au moins 15 jours à l'avance pour être instruite.

SAÏMIRI PARKOUR ne peut utiliser les équipements sportifs qu'avec l'accord écrit de la Ville et a l'obligation d'informer cette dernière par écrit de la non utilisation des équipements sportifs et de tout changement de calendrier.

2

ARTICLE 6 - GESTION ET ENTRETIEN DES EQUIPEMENTS SPORTIFS

6.1 Engagements de la Ville :

- maintenir en parfait état de propreté, de fonctionnement et de sécurité les installations mises à disposition ainsi que le matériel lui appartenant,
- entretenir les installations concernées (nettoyage, réparation),
- prendre en charge les frais de fonctionnement (éclairage).

6.2 Engagements de SAÏMIRI PARKOUR :

- prendre les équipements sportifs dans l'état où ils se trouvent lors de son entrée en jouissance.
- ne pas modifier la destination des équipements sportifs confiés sans l'accord préalable de la Ville. En tout état de cause, ces modifications deviendront la propriété de la Ville sans indemnité en cas de départ de SAÏMIRI PARKOUR ou d'annulation des créneaux de mise à disposition.
- assurer l'animation des espaces mis à disposition en lien avec :
 - ⇒ les acteurs de quartiers (autres associations, centres socioculturels, établissements scolaires...) en considération des projets sportifs et ou éducatifs de ces derniers,
 - ⇒ les instances fédérales de la discipline enseignée,
 - ⇒ la Ville, dans le cadre de ses projets éducatifs mis en œuvre.
- assurer le contrôle des entrées sur le principe suivant : l'accès aux activités physiques et sportives constitue, en vertu de l'article L.100-1 du Code du Sport, un droit pour tous. Cet accès est libre et égal pour tous. En conséquence, SAÏMIRI PARKOUR s'interdit toute discrimination, de quelque nature qu'elle soit, dans l'accueil des personnes au sein des équipements mis à sa disposition, sauf mesure particulière liée à la sécurité des personnes (accès interdit aux personnes en état d'ivresse ou porteuse d'armes ou de projectiles).
- développer ou à étudier toutes actions sur le site relevant de l'événementiel ou innovantes de son fait ou qui lui seraient proposées par la Ville ou les autres acteurs précités.

ARTICLE 7 - ASSURANCES

7.1 La Ville ne peut être tenue responsable des accidents ou dommages qui pourraient survenir aux utilisateurs des équipements sportifs, soit de leur fait, soit du fait de tiers.

La Ville décline, en outre, toute responsabilité en ce qui concerne les vols susceptibles d'être commis dans l'enceinte de ses installations.

7.2 SAÏMIRI PARKOUR s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment à garantir la Ville contre tous les sinistres dont elle pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui des adhérents. La preuve d'avoir satisfait à ces exigences sera fournie à la Ville par la production d'une attestation du ou des assureurs, laquelle devra être produite à chaque date anniversaire du contrat d'assurance de ladite police.

4

ARTICLE 8 - RESPONSABILITE & RECOURS

SAÏMIRI PARKOUR sera personnellement responsable vis à vis de la Ville et des tiers, des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait, ou de celui de ses membres ou de ses préposés.

SAÏMIRI PARKOUR répondra des dégradations causées aux biens mis à disposition pendant le temps qu'elle en aura la jouissance et commises tant par elle que par ses membres, préposés, ou des personnes accueillies lors de l'animation de l'équipement entraînements ou toute personne effectuant des travaux ou des interventions pour son compte.

ARTICLE 9 - OBLIGATIONS GENERALES DE SAÏMIRI PARKOUR

La présente convention est consentie aux charges et conditions générales que SAÏMIRI PARKOUR accepte précisément à savoir :

- faire son affaire personnelle de toutes réclamations ou contestations de tiers concernant son activité.
- se conformer aux lois et règlements en vigueur en matière d'encadrement sportif.
- respecter les principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain annexé au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 sous réserves d'éventuelles dérogations prévues par la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République,
- l'éducateur de SAÏMIRI PARKOUR reste responsable du groupe qu'il encadre et il se doit de mettre en place tous les moyens nécessaires pour assurer la sécurité des pratiquants. A ce titre, la Ville demande que les encadrants disposent d'un diplôme dans le domaine d'activité concerné (exemple : diplômes fédéraux).
- respecter le règlement général d'utilisation des équipements sportifs de la Ville (affiché dans tous les équipements sportifs) ainsi que toute réglementation existante spécifique à l'installation (règlement intérieur, capacité d'accueil, recommandations de la commission de sécurité ...).
- assurer et faire respecter le bon ordre, la sauvegarde, la sécurité des personnes et des installations mises à disposition notamment lors de l'animation sportive. Dans l'hypothèse où des actes de violence ont été perpétrés sous la responsabilité de SAÏMIRI PARKOUR et ont fait l'objet d'une sanction, la Ville se réserve le droit de procéder à l'annulation des créneaux mis à disposition.
- sensibiliser ses membres et visiteurs au respect des personnes et du règlement intérieur de l'équipement,
- adopter des démarches écoresponsables et citoyennes : ramassage et tri des déchets (bouteilles, papiers...) vers les endroits prévus à cet effet, encadrement des comportements des jeunes licenciés,
- utiliser de préférence les modes de déplacement collectifs ou « doux » (covoiturage, minibus, tramway, vélo...) pour se rendre sur le site de l'aire de street workout des Coteaux,
- d'une manière générale, à respecter et à faire respecter la charte du sport de la Ville (annexe 1).

ARTICLE 10 - OBLIGATIONS PARTICULIERES DE SAÏMIRI PARKOUR

SAÏMIRI PARKOUR s'engage expressément à :

- mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation des objectifs fixés.
- fournir à la fin de chaque année un compte-rendu d'exécution de la réalisation des objectifs et actions prévues.
- fournir son compte de résultat de fin d'exercice et un budget prévisionnel.

ARTICLE 11 - RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une des obligations contenues dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à expiration d'un délai de 15 jours suivant l'envoi par l'autre partie d'une lettre recommandée avec accusé de réception contenant mise en demeure d'avoir à exécuter et restée sans effet.

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de SAÏMIRI PARKOUR ou par la destruction de l'aire de street workout par cas fortuit ou de force majeure.

Cette convention pourra être résiliée par la Ville à tout moment, moyennant un préavis d'un mois, en cas de non-respect des lois et règlements régissant les relations entre les collectivités publiques et les associations ou en raison des nécessités de l'administration des propriétés communales ou pour des motifs d'intérêt général.

Dès que la résiliation sera devenue effective, SAÏMIRI PARKOUR perdra tout droit à l'utilisation de l'aire de street workout mise à disposition, sans pouvoir prétendre à aucune indemnisation du préjudice qu'elle pourrait subir du fait de la résiliation.

Article 12 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige ou de conflit, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Tout litige relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente convention sera soumis à la compétence du tribunal administratif de Strasbourg.

Fait en 2 exemplaires originaux, à Mulhouse, le / / .

Pour la VILLE DE MULHOUSE,
l'Adjoint délégué à la politique sportive

Pour l'association
SAÏMIRI PARKOUR,
le Président

Christophe STEGER

Rémy LEBouc

ANNEXE 1**CHARTRE DU SPORT DE LA VILLE DE MULHOUSE**

	Ville de Mulhouse	Clubs
Personnes	La Ville de Mulhouse s'engage dans une démarche bienveillante avec les associations sportives. Elle sera basée sur le respect, la confiance et la transparence.	Les clubs s'engagent à respecter le personnel municipal, concierges, personnels d'entretien, éducateurs sportifs et agents de la collectivité, ainsi que leur travail.
	La Ville de Mulhouse s'engage à répondre rapidement aux demandes : un accusé de réception sous 3 jours ouvrés, réponse motivée sous 4 semaines, si cela est techniquement possible.	La pratique sportive doit se faire dans la bienveillance, le fair-play, le respect de son adversaire, de ses origines, religions et orientations sexuelles.
Equipements et matériels	La Ville de Mulhouse s'engage à mettre à disposition des usagers des équipements et du matériel en bon état de fonctionnement et d'en assurer l'entretien dans la mesure des moyens de la collectivité. Ils doivent être prêts pour les entraînements et compétition.	Les clubs s'engagent à adresser leurs demandes en utilisant les adresses électroniques ou administratives prévues à cet effet.
	La Ville de Mulhouse s'engage à attribuer les créneaux en toute impartialité en motivant ses décisions.	Les clubs s'engagent à laisser les équipements et le matériel mis à disposition en bon état de fonctionnement après leur utilisation et à éviter toute casse ou dégradation.
	La Ville de Mulhouse s'engage à garantir la sécurité au sein des équipements.	Les clubs s'engagent à respecter les décisions prises par la Ville de Mulhouse et les horaires des créneaux alloués pour la pratique de leurs activités.
	La Ville de Mulhouse s'engage à informer les usagers sur les conditions d'utilisation des équipements et du matériel mis à disposition.	Les clubs s'engagent à utiliser les équipements et le matériel en respectant l'affectation prévue.
Environnement	La Ville de Mulhouse s'engage à maintenir en bon état de propreté les lieux mis à disposition et à mettre des poubelles et le matériel nécessaire à l'entretien des équipements à disposition des usagers.	Les clubs s'engagent à informer les services en cas de dysfonctionnement.
	La Ville de Mulhouse s'engage à éviter de surchauffer les équipements.	Les clubs s'engagent à encourager les bonnes pratiques d'éco-citoyenneté.
	La Ville de Mulhouse s'engage à réparer rapidement les fuites d'eau.	Les clubs s'engagent à ramasser leurs déchets.
	La Ville de Mulhouse s'engage à limiter le débit des robinets pour lutter contre le gaspillage de l'eau.	Les clubs s'engagent à utiliser de manière raisonnée le chauffage en évitant de laisser les portes ouvertes.
	La Ville de Mulhouse s'engage à encourager l'utilisation du minibus mis à disposition des clubs.	Les clubs s'engagent à faire un usage raisonné de l'eau et à fermer les robinets.
		Les clubs s'engagent à favoriser le co-voiturage et l'usage des transports en commun.

Pour : 45+4

Groupe majoritaire : 34 + 3 procurations

Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

Groupe M Mulhouse : 2 + 1 procuration

Non-inscrits dans un groupe : 3

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

51° DISPOSITIF D'AIDE AUX PROJETS « INITIATIVES DE JEUNES – I.D.J. » : ATTRIBUTION D'UNE AIDE FINANCIERE AUX PORTEURS DE PROJET (244/7.5.6/1069)

La bourse « Initiatives De Jeunes (I.D.J.) » est un dispositif d'aide aux projets pour les jeunes mulhousiens piloté conjointement par la Caisse d'Allocations Familiales du Haut-Rhin (CAF) et la Ville de Mulhouse. Elle a pour objectif de promouvoir et de soutenir des projets favorisant l'autonomie et la responsabilisation de jeunes, âgés de 13 à 25 ans, porteurs d'un projet de proximité ou à l'étranger dans divers domaines.

L'éligibilité au dispositif, qui permet l'attribution d'une aide financière sur dossier aux projets retenus, est évaluée par une commission mixte, composée de représentants de la CAF et de la Ville de Mulhouse, qui se réunit trois fois par an.

Après instruction et validation des projets par la Commission I.D.J. lors de la séance du 08 novembre 2023, il est proposé d'attribuer les bourses respectives suivantes :

Projets bénéficiaires	Associations supports ou particulier	Propositions de bourses de la commission I.D.J. (Novembre 2023)
Réels	BZ Mon Bled	2 500 €
Rock-atoutaj	CSC Lavoisier - Brustlein	1 000 €
Total :		<u>3 500 €</u>

L'attribution et le versement des subventions votées dans le cadre de la présente délibération sont conditionnés au respect par le bénéficiaire des principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain annexé au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 sous réserve d'éventuelles dérogations prévues par loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République.

Les crédits nécessaires, soit 3 500 € sont disponibles au budget 2023 :

Chapitre 65 – Article 65748 – Fonction 338

Service gestionnaire et utilisateur : 244

Ligne de crédit 3683 : subventions de fonctionnement actions socio-éducatives

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

- décide d'attribuer les bourses proposées aux associations supports ou aux porteurs de projets.

P.J. : Projets commission IDJ du 08 novembre 2023



Pôle Ressources, Education et Sports
Direction Sports et Jeunesse
Initiatives et Action Jeunesse - CM

ANNEXE

Projets commission IDJ du mercredi 08 novembre 2023

Association	Intitulés et natures des projets	Subvention demandée	Subvention proposée
BZ mon Bled	Réels : <i>Contenu de l'action :</i> Création d'un évènement culturel 100% mulhousien, spectacle humoristique d'une heure trente avec un artiste mulhousien, détection d'une dizaine de jeunes talents et interventions dans les classes 'Théâtre' dans les lycées Montaigne, Lavoisier et Lambert. De juin 2023 à mars 2024. <i>Porteur de l'action :</i> Doriane MIESCH <i>Lieu de l'action :</i> MULHOUSE	10 000 €	2 500 €
CSC Lavoisier-Brustlein	Rock-atoutaj : <i>Contenu de l'action :</i> Sortie intergénérationnelle et culturelle aux Eurockéennes. Cette sortie rassemblera 8 seniors de plus de 60 ans et 8 jeunes mulhousiens de plus de 16 ans autour de la musique 'live'. Les participants se rencontreront lors d'un temps convivial avant le festival. 6 juillet 2024. <i>Porteur de l'action :</i> Camille RAVEY <i>Lieu de l'action :</i> BELFORT	2 000 €	1 000 €

Pour : 45+4

Groupe majoritaire : 34 + 3 procurations

Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

Groupe M Mulhouse : 2 + 1 procuration

Non-inscrits dans un groupe : 3

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

52° VILLE, VIE, VACANCES (VVV) TOUSSAINT-NOËL 2023 :
ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS (244/7.5.6/1049)

Le dispositif Ville, Vie, Vacances, piloté par l'Etat, a pour objectif de proposer des activités aux jeunes issus des quartiers en géographie prioritaire politique de la ville pendant les congés scolaires. Ces activités concernent les publics de 11 à 18 ans et doivent obligatoirement répondre à des critères de qualité, notamment en ce qui concerne l'encadrement des groupes qui doit être assuré par des professionnels de l'animation et/ou de la prévention spécialisée.

La participation des communes à ce dispositif constitue un critère impératif d'éligibilité des projets déposés par les centres sociaux et les associations œuvrant dans l'intérêt de la jeunesse locale.

Pour les vacances de Toussaint-Noël 2023, neuf projets portés par six associations mulhousiennes ont été présentés. Ces projets, portés par des structures de proximité, visent à permettre aux jeunes de bénéficier d'une offre de loisirs éducatifs au sein de leur quartier ou lors de séjours.

Globalement, l'ensemble de ces neuf projets représente 48 jours d'animation ou de séjours, permettant d'accueillir jusqu'à 351 jeunes/jour, âgés de 11 à 18 ans, sur l'ensemble de la période Eté.

Le coût global des projets est de 87 478 €. La demande totale de subventions s'élève à 20 435 euros. Après étude des dossiers, la participation de la Ville s'élèverait à 15 750 €, financement complété par l'Etat ainsi que par les associations elles-mêmes.

Après étude des dossiers et en lien avec la cellule portée par la Sous-Préfecture, il est proposé d'attribuer les subventions ci-après au titre de ces animations.

Bénéficiaires	Subventions Toussaint-Noël 2023	Nb Projets
APSM	1 600 €	2
COSMOSPORT	5 150 €	2
CSC LAVOISIER BRUSTLEIN	1 700 €	1
CSC PAPIN	1 900 €	1
CSC PAX	2 400 €	2
CSC PORTE DU MIROIR	3 000 €	1
Total :	<u>15 750 €</u>	<u>9</u>

Les crédits sont disponibles au budget 2023

Chapitre 65 – Article 65748 – Fonction 338

Service gestionnaire et utilisateur : 244

Ligne de crédit 3683 « Subventions de fonctionnement – Actions socio-éducatives »

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve ces propositions,
- charge Madame le Maire ou son Adjoint Délégué, d'établir et de signer les actes nécessaires.

PJ : 1 Annexe - Liste des projets.



Pôle Ressources, Education et Sports
Direction Sports et Jeunesse
Initiatives et Action Jeunesse - CM

ANNEXE

Liste des Projets VVV Toussaint-Noël 2023

Association	Intitulés et natures des projets	Subvention proposée par projet	Subvention globale Toussaint-Noël proposée
APSM	Raid Nature 2023 : Nouvelle action proposée par la structure. <i>Activités prévues :</i> Du 25 au 27 octobre 2023 : participation à l'évènement sportif 'Raid Nature' organisé par le Centre de Loisirs de la Police Nationale à Strasbourg. Deux jeunes par quartier. <i>Public cible :</i> 8 jeunes de 13 à 15 ans dont 3 filles sont ciblés. <i>QPV concerné :</i> Briand-Wagner, Coteaux, Drouot et Bourtzwiller.	700 €	1 600 €
	A bâtons rompus : Nouvelle action proposée par la structure. <i>Activités prévues :</i> Du 03 au 06 janvier 24. Séjour en Haute Savoie dans les Alpes à Thollon-les-Mémises consacré à l'initiation au ski et découverte du Lac Léman <i>Public cible :</i> 8 jeunes de 16 à 18 ans sont ciblés. <i>QPV concerné :</i> Les Coteaux.	900 €	
COSMOSPORT	Tous au Parc Salvator pour faire du sport : Nouvelle action proposée par la structure. <i>Activités prévues :</i> Du 21 octobre au 05 novembre 2023. Proposition d'activités sportives autour des arts du cirque et deux sorties l'une à vélo et la seconde en randonnée. <i>Public cible :</i> 100 jeunes de 11 à 17 ans sont ciblés. <i>QPV concernés :</i> Péricentre.	2 300 €	5 150 €
	Séjour sportif et culturel à Madrid : Nouvelle action proposée par la structure. <i>Activités prévues :</i> Du 01er au 07 janvier 2024. Séjour à Madrid axé autour du foot et de la pratique de la langue. Visite de la Ville et du Stade Santiago Bernabeu (Real), échanges avec de jeunes espagnols dans le cadre d'activités culturelles et sportives. <i>Public cible :</i> 8 jeunes de 15 à 17 ans sont ciblés. <i>QPV concernés :</i> Péricentre.	2 850 €	

Association	Intitulés et natures des projets	Subvention proposée par projet	Subvention globale Toussaint-Noël proposée
CSC LAVOISIER BRUSTLEIN	Euro 6T Rome : Nouvelle action proposée par la structure. <i>Activités prévues :</i> Du 31 octobre au 03 novembre 2023. Séjour à Rome en immersion culturelle avec au programme visite du Colisée et du Forum Romain, atelier interactif sur l'histoire romaine avec un expert local, visite du Vatican et de la Chapelle Sixtine, atelier linguistique avec des étudiants locaux, découverte culinaire avec un repas traditionnel romain et ateliers photos 3D. <i>Public cible :</i> 10 jeunes de 11 à 15 ans dont 5 filles sont ciblés. <i>QPV concerné :</i> Brustlein	1 700 €	1 700 €
CSC PAPIN	La brigade des petites mains vertes : Nouvelle action proposée par la structure. <i>Activités prévues :</i> Du 25 au 29 décembre 2023. Séjour à Paris avec visite des monuments emblématiques de la ville avec ses décorations et lumières de Noël, une journée loisir à Eurodisney et rencontre de l'association 'Maison Zéro Déchet' afin d'échanger sur les méthodes de réutilisation des déchets. <i>Public cible :</i> 10 jeunes de 13 à 15 ans dont 6 filles sont ciblés. <i>QPV concerné :</i> Péricentre	1 900 €	1 900 €
CSC PAX	Un automne à Bourtzwiller Nouvelle action proposée par la structure. <i>Activités prévues :</i> Du 23 octobre au 05 novembre 2023. Animations de proximité, quizz citoyen, arts martiaux, handball, tournoi de foot avec différents partenaires (Soléa, Apsm, Police Municipale...), sorties randonnées. <i>Public cible :</i> 100 jeunes âgés de 11 à 18 ans dont 30 filles sont ciblés. <i>QPV concerné :</i> Bourtzwiller.	1 400 €	2 400 €
	Noël à Bourtzwiller. Nouvelle action proposée par la structure. <i>Activités prévues :</i> Du 25 décembre 2023 au 06 janvier 2024. Animations de proximité, organisation de tournoi e-sport au Relais, futsal au Cosec, tournoi de foot en partenariat avec Soléa et l'Apsm, diverses sorties à la journée au Laser Game, bowling, karting, Escape Game et sorties en montagne avec initiation ski, randonnées et luge. <i>Public cible :</i> 100 jeunes âgés de 11 à 18 ans dont 30 filles sont ciblés. <i>QPV concerné :</i> : Bourtzwiller.	1 000 €	

Association	Intitulés et natures des projets	Subvention proposée par projet	Subvention globale Toussaint-Noël proposée
CSC PORTE DU MIROIR	Une démarche citoyenne : Nouvelle action proposée par la structure. <i>Activités prévues :</i> Du 22 octobre au 01er novembre 2023. Projet solidaire à Fès au Maroc en partenariat avec l'association 'Citoyens des rues' ; association qui œuvre en faveur des enfants de rue et de leur mère. Au programme, organisation d'une kermesse dans le quartier de Sidi Boujida, ramassage des déchets, réalisation d'une fresque par un artiste mulhousien, distribution de fournitures scolaires et visite de la Ville. <i>Public cible :</i> 7 jeunes âgés de 14 à 17 ans dont 5 filles sont ciblés. <i>QPV concerné :</i> Péricentre.	3 000 €	3 000 €

Pour : 40 + 3 procurations
Groupe majoritaire : 29+ 3 procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 3

Ne prennent pas part au vote : Mme LUTZ, Mme JENN (représentée par M. STRIFFLER) Mme RAPP, M. COUCHOT, Mme SORNIN et Mme SCHMIDLIN BEN M'BAREK.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

53° REVALORISATION DES MONTANTS DE LA PARTICIPATION A LA PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE DES AGENTS
(323/1.4/1097)

Depuis le 1^{er} janvier 2020, une convention de participation lie la Ville de Mulhouse à Muta Santé et Generali, respectivement pour les risques Santé et Prévoyance.

Afin de maintenir l'équilibre des contrats dans le contexte inflationniste actuel, les deux organismes d'assurance ont pris la décision, en application des dispositions contractuelles, d'augmenter leurs tarifs (+5,40% pour la Santé correspondant à l'évolution du Plafond de la Sécurité Sociale et +5% pour la Prévoyance du fait de l'évolution des prestations).

Compte tenu de la situation économique et sociale actuelle, il est proposé de réévaluer le montant de la participation employeur afin de soutenir le pouvoir d'achat des agents par la prise en compte de la hausse tarifaire, à hauteur de 50% par la Ville.

Ainsi, il est proposé de modifier les montants de participation fixés dans la délibération en date du 25 septembre 2019 comme suit :

- 1) La participation de la Ville de Mulhouse pour les agents relevant du régime général de la Sécurité Sociale (régime CNRACL : titulaires et stagiaires) est fixée comme suit :

*La participation Famille concerne les couples avec enfant et les assurés seuls avec plus d'un enfant

		Participation option sécurité			Participation option confort			Participation option optimale		
	Assurés en activité	Assuré	Assuré + 1 enfant	Famille*	Assuré	Assuré + 1 enfant	Famille*	Assuré	Assuré + 1 enfant	Famille*
PARTICIPATION	Cat. de revenus 1	43 €	64 €	60 €	52 €	80 €	79 €	53 €	81 €	80 €
	Cat. de revenus 2	38 €	57 €	55 €	47 €	73 €	74 €	48 €	74 €	75 €
	Cat. de revenus 3	30 €	47 €	40 €	40 €	63 €	59 €	41 €	64 €	60 €

- 2) La participation de la Ville de Mulhouse pour les agents relevant du régime d'Alsace-Moselle (régime Sécurité Sociale : contractuels – titulaires et stagiaires travaillant à moins de 80%) est fixée comme suit :

*La participation Famille concerne les couples avec enfant et les assurés seuls avec plus d'un enfant

		Participation option sécurité			Participation option confort			Participation option optimale		
	Assurés en activité	Assuré	Assuré + 1 enfant	Famille*	Assuré	Assuré + 1 enfant	Famille*	Assuré	Assuré + 1 enfant	Famille*
PARTICIPATION	Cat. de revenus 1	32 €	51 €	44 €	41 €	65 €	60 €	41 €	66 €	62 €
	Cat. de revenus 2	27 €	40 €	39 €	36 €	54 €	55 €	36 €	55 €	57 €
	Cat. de revenus 3	22 €	31 €	24 €	31 €	45 €	40 €	31 €	46 €	42 €

Les trois catégories de revenus ont été fixées de la manière suivante :

- Catégorie 1 : < 23 500 €
- Catégorie 2 : 23 500 € à 29 000 €
- Catégorie 3 : > 29 000 €

- 3) Le plafond de participation à la prévoyance est relevé à 10,25 €. Ce montant n'est pas proratisé en fonction de la quotité de temps de travail des agents.

Les crédits budgétaires seront proposés au budget primitif 2024 :

Chapitre 012- ligne de crédit 23774 – nature 6478 (autres charges sociales diverses

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve les montants de la participation à la protection sociale complémentaire des agents,
- autorise Madame le Maire ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

Pour : 45+4

Groupe majoritaire : 34 + 3 procurations

Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

Groupe M Mulhouse : 2 + 1 procuration

Non-inscrits dans un groupe : 3

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

54° OUVERTURE D'EMPLOIS PERMANENTS A DES AGENTS CONTRACTUELS (322/4.2.1/1096)

Selon l'article L 311-1 du code général de la Fonction publique, les emplois civils permanents des collectivités territoriales sont occupés par des fonctionnaires. Par dérogation à ce principe, des emplois permanents peuvent être occupés de manière permanente par des agents contractuels dans les cas énumérés dans l'article L 332-8 du code général de la Fonction publique.

Ces recrutements par exception étaient déjà possibles pour les emplois de catégorie A depuis la loi du 12 mars 2012 et cette possibilité a été élargie aux emplois de catégories B et C par la loi du 6 août 2019 dite loi de Transformation de la Fonction Publique. Cette évolution réglementaire permet ainsi aux agents contractuels de catégorie B et C, sous certaines conditions, de bénéficier également d'un CDI.

Pour chaque emploi ouvert au recrutement d'un agent contractuel, une délibération doit être prise en précisant le motif invoqué, le grade correspondant à l'emploi et auquel se réfèrent le niveau de rémunération, la quotité de temps de travail, la nature des fonctions et le niveau de recrutement.

Dès lors que la délibération précise ces éléments, l'emploi peut être pourvu soit par un fonctionnaire, soit par un agent contractuel.

Dans le cas du recrutement d'un agent contractuel, le contrat établi avec la collectivité sera alors conclu pour une durée déterminée d'une durée maximale de trois ans. Il pourra être prolongé, par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale totale de six ans. A l'issue de cette durée, le contrat de l'agent ne pourra être reconduit que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil Municipal de :

- pourvoir les 3 emplois permanents listés dans l'**Annexe 1**, chacun par le recrutement d'un agent contractuel de droit public dans les conditions de l'article L 332-8 2° du code général de la Fonction publique, dès lors que les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté,
- fixer les niveaux de rémunération en référence à la grille indiciaire du grade de recrutement.

Les crédits correspondants sont inscrits au budget primitif de la Ville de Mulhouse.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve ces propositions
- autorise Madame le Maire ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

PJ : 1 annexe

N°	Emploi permanent	Direction Service	Grade de recrutement	Temps de travail	Missions	Niveau de recrutement
1	Graphiste/Webdesigner	020 COMMUNICATION	Technicien	Temps complet	Analyser la demande, étudier et rechercher les informations qui conditionnent la création ; Effectuer tous les travaux préparatoires et prototypes nécessaires ; Vérifier la conformité de travail réalisé avec le projet initial en accord avec les chefs de projet commanditaires ; Assurer le suivi de fabrication des supports en lien avec les prestataires de service (imprimeurs, régies publicitaires...) ; Concevoir puis réaliser des productions graphiques incorporant à la fois de la vidéo, de l'animation 3D, des effets spéciaux, des sons ou encore de la typographie.	Diplôme de niveau IV Expérience dans un poste similaire
2	Directeur de la KUNSTHALLE	2112 KUNSTHALLE	Attaché principal de conservation	Temps complet	Gestion administrative de la structure, des Ressources Humaines et du budget ; Responsabilité de projets artistiques : programmation des expositions, organisation des résidences, d'ateliers artistiques, définition et programmation des actions de médiation ; Coordination des expositions et des événements parallèles, relations avec les commissaires d'expositions et avec les artistes, organisation des montages et des démontages des expositions, communication ; Recherches de nouveaux publics, offre de médiation, relations avec les partenaires (artistiques et financiers).	Diplôme de niveau VI Expérience dans un poste similaire

N°	Emploi permanent	Direction Service	Grade de recrutement	Temps de travail	Missions	Niveau de recrutement
3	Directeur de projet GPU DMC	5 AMENAGEMENT ET DEVELOPPEMENT URBAIN	Ingénieur	Temps complet	Appui à la Direction Urbanisme, Aménagement, Habitat, du DGA et de l'élu sur la définition de la programmation du projet et sa mise en œuvre ; Pilotage et suivi de l'AMI DVD France 2030 ; Organisation et coordination des actions des différents intervenants internes et externes et entre le projet DMC et les autres grands projets en cours ; Pilotage juridique, administratif et financier des opérations ; Définition de la stratégie marketing et pilotage de sa mise en œuvre ; Coordination de la stratégie de co-construction citoyenne avec les parties prenantes.	Diplôme de niveau VII Expérience dans un poste similaire

Pour : 45+4

Groupe majoritaire : 34 + 3 procurations

Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

Groupe M Mulhouse : 2 + 1 procuration

Non-inscrits dans un groupe : 3

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

55° INDEMNITES DE FONCTION DES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL : MISE A JOUR - DECEMBRE 2023 (323/5.6.1/1104)

La délibération en date du 17 juillet, dont la dernière version a été adoptée le 2 février 2023, fixe le montant des indemnités des membres du Conseil Municipal.

A la suite de la démission de Monsieur Bruno BALL par courrier du 17 novembre 2023 réceptionné le 27 novembre 2023 par Madame le Maire, Monsieur Charles HUNOLD est appelé à le remplacer en application de l'article L 270 du code électoral.

Il est donc proposé de mettre à jour le tableau des indemnités afin de tenir compte de ces changements.

Le versement des indemnités est effectif à compter de la date de son installation au conseil.

Les indemnités maximales pour l'exercice de ces fonctions sont fixées par référence au montant du traitement correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique.

En application des articles L2123-24 et L2123-24-1 du CGCT, l'enveloppe globale relative aux indemnités de fonction des élus municipaux pouvant être allouée est fixée à 56 316.75 €/mois (hors charges patronales).

Conformément à l'article L2123-22 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoyant une majoration pour les communes chefs-lieux d'arrondissement, les indemnités des élus sont majorées de 20%.

Ces indemnités feront l'objet des revalorisations applicables au traitement de la fonction publique. Elles seront soumises à l'impôt sur le revenu ainsi qu'aux cotisations sociales prévues par les dispositifs réglementaires.

Les crédits budgétaires nécessaires sont inscrits chaque année au budget primitif.

Chapitre 65 - Compte 6531 - Fonction 021 - Enveloppe 555

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,

- approuve ces propositions et le tableau récapitulatif ci-annexé,
- charge Madame le Maire de prendre les mesures nécessaires à leur mise en œuvre,

PJ : 1

INDEMNITES DE FONCTION DES ELUS
TABLEAU RECAPITULATIF – PAGE JOINTE DELIBERATION 1104

	Fonction	Nom, Prénom	MONTANT BRUT MENSUEL DE L'INDEMNITE (%indice de référence)
1	Maire	LUTZ Michèle	141.37
2	1 ^{er} Adjoint	COUCHOT Alain	66
3	2 ^{ème} Adjoint	SORNIN Cécile	39
4	3 ^{ème} Adjoint	COLOM Florian	66
5	4 ^{ème} Adjoint	RAPP Catherine	39
6	5 ^{ème} Adjoint	TRIMAILLE Philippe	39
7	6 ^{ème} Adjoint	GOETZ Anne-Catherine	39
8	7 ^{ème} Adjoint	QUIN Paul	39
9	8 ^{ème} Adjoint	RISSE Chantal	39
10	9 ^{ème} Adjoint	NICOLAS Thierry	39
11	10 ^{ème} Adjoint	BONI DA SILVA Claudine	39
12	11 ^{ème} Adjoint	BOUILLÉ Jean-Philippe	39
13	12 ^{ème} Adjoint	CORNEILLE Marie	39
14	13 ^{ème} Adjoint	STEGE Christophe	39
15	14 ^{ème} Adjoint	SUAREZ Emmanuelle	39
16	15 ^{ème} Adjoint	OBERLIN Alfred	39
17	16 ^{ème} Adjoint	MOTTE Nathalie	39
18	17 ^{ème} Adjoint	BILA Ayoub	39
19	18 ^{ème} Adjoint	HOTTINGER Marie	39
20	19 ^{ème} Adjoint	BUCHERT Maryvonne	39
21	C.M.D	CHAPATTE Jean-Claude	19.5
22	C.M.D	METZGER Henri	19.5
23	C.M.D	JUNG Alfred	19.5
24	C.M.D	FAUROUX-ZELLER Béatrice	19.5
25	C.M.D	ZAGAOUI Saadia	19.5
26	C.M.D	BINICI Hasan	19.5
27	C.M.D	PULEDDA Patrick	19.5
28	C.M.D	LOISEL Corinne	19.5
29	C.M.D	MAHZOUL Hakim	19.5
30	C.M.D	MIQUÉE Peggy	19.5
31	C.M.D	SCHMIDLIN BEN M'BAREK Malika	19.5
32	C.M.D	D'ORELLI Philippe	19.5
33	C.M.D	BOUAMAIED Nour	19.5
34	C.M.D	TISSERANT Oana	19.5
35	C.M.D	BEYAZ Beytullah	19.5
36	C.M.D	HOUIN Laure	19.5
37	C.M.D	HUNOLD Charles	19.5
38	C.M.D	DURRWELL Rose-Marie	19.5
39	C.M.D	HIMER Aya	19.5

40	C.M.	SIMEONI Joseph	5.85
41	C.M.	CAUSER Jean-Yves	5.85
42	C.M.	EL HAJJAJI Nadia	5.85
43	C.M.	PAUGAM Maëlle	5.85
44	C.M.	MINERY Loïc	5.85
45	C.M.	SCHNEIDER Agnès	5.85
46	C.M.	FLECK Jason	5.85
47	C.M.	JENN Fatima	5.85
48	C.M.	SCHWEITZER Pascale Cléo	5.85
49	C.M.	HORTER Franck	5.85
50	C.M.	SASSI Annouar	5.85
51	C.M.	EHRET Antoine	5.85
52	C.M.	RITZ Christelle	5.85
53	C.M.	ZANETTE Fabienne	5.85
54	C.M.	PAUVERT Bertrand	5.85
55	C.M.	STRIFFLER Paul-André	5.85

Pour : 45+4

Groupe majoritaire : 34 + 3 procurations

Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

Groupe M Mulhouse : 2 + 1 procuration

Non-inscrits dans un groupe : 3

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

56° TERRITOIRE D'ENERGIE ALSACE (TEA) : APPROBATION DE LA MODIFICATION DU PERIMETRE DE TEA SUITE A L'ADHESION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE SELESTAT ET DES COMMUNES DE BOOFZHEIM, DAUBENSAND, DIEBOLSHEIM, FRIESENHEIM, HERBSHEIM, KOGENHEIM, RHINAU, ROSSFELD, SERMERSHEIM ET WITTERNHEIM (4300/5.7.9/1064)

Le Syndicat Départemental d'Électricité, créé en 1997 à l'initiative de l'Association des Maires du Haut-Rhin, et renommé "Territoire d'Énergie Alsace" en 2021. Il exerce des compétences dans les domaines de l'électricité et du gaz. Le 10 novembre 2021, la Ville de Mulhouse a transféré sa compétence d'autorité organisatrice de la distribution publique de gaz à Territoire d'Énergie Alsace.

Territoire d'Énergie Alsace est un syndicat regroupant 368 communes et deux communautés de communes, agissant au nom des collectivités membres pour la gestion de la distribution publique d'électricité et de gaz.

Dans sa séance du 19 septembre 2023, le Comité Syndical de Territoire d'Énergie Alsace (TEA) a accepté l'adhésion de la Communauté de Communes de Sélestat et des communes de Boofzheim, Daubensand, Diebolsheim, Friesenheim, Herbsheim, Kogenheim, Rhinau, Rossfeld, Sermersheim et Witternheim.

Conformément à l'article L.5211-18 du Code Général des Collectivités Territoriales, il appartient au Conseil Municipal de se prononcer sur une telle modification du périmètre de Territoire d'Énergie Alsace (TEA).

Dès lors, il est proposé d'approuver la décision du Comité Syndical de Territoire d'Énergie Alsace (TEA) d'accepter l'adhésion de ces entités à Territoire d'Énergie Alsace, renforçant ainsi la coopération et l'efficacité dans la gestion de la distribution publique d'électricité et de gaz au sein du territoire.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve la délibération du Comité Syndical de Territoire d'Énergie Alsace (TEA) relative à l'adhésion de la Communauté de Communes de Sélestat et des communes de Boofzheim, Daubensand, Diebolsheim, Friesenheim, Herbsheim, Kogenheim, Rhinau, Rossfeld, Sermersheim et Witternheim à Territoire d'Énergie Alsace.
- charge le Maire ou son Adjointe Déléguée, d'établir et de signer les actes nécessaires.

PJ : délibération du Comité Syndical de Territoire d'Énergie Alsace (TEA) du 19 septembre 2023

Comité Syndical Séance du 19 septembre 2023

Date de Convocation : 11/09/2023
Date d'affichage : 11/09/2023

Extrait du registre des délibérations

Nombre de Conseillers :
En exercice : 40
Présents : 27
Votants : 27

Point 3 : Adhésion de la Communauté de Communes de Sélestat et des communes de Boofzheim, Daubensand, Diebolsheim, Friesenheim, Herbsheim, Rhinau, Rossfeld, Sermersheim et Witternheim

L'an deux mil vingt-trois, le dix-neuf septembre, à dix-sept heures trente minutes, le Comité Syndical, légalement convoqué le onze septembre deux mil vingt-trois, s'est réuni sous la présidence de Monsieur Jean-Luc BARBERON, Président de Territoire d'Énergie Alsace.

Étaient présents :

MM. Jean-Marie FREUDENBERGER – Catherine RAPP – Pascal TURRI – Franck DUDT et Serge JANUS, Vice-présidents.
MM. Gabriel BARTH – Gilles FREMIOT – Jean-Claude GRIENENBERGER – Bernard GUTKNECHT – Bertrand HIRTH – Christian KLINGER – Didier MAQUIN – André MERCIER – Benoît MERGEL – Mme Véronique MUNDEL – MM. Vincent SCHERRER – Jean-Marc SCHULLER – Jean-Michel STRASBACH – Fernand WIEDER et Jean-Michel ZINCK, membres titulaires.

Titulaires remplacés par leurs suppléants :

Mme Denise BUHL remplacée par Mme Jean-Jacques RIEHL
M. Claude GENTZBITTEL remplacé par M. Roger HARTMANN
M. Francis KLEITZ remplacé par M. Joël HEYDEL
M. Philippe KNIBIELY remplacé par M. Jean-Luc MADER
M. Pascal SIEGRIST remplacé par M. Laurent FINCK
M. Christian SUTTER remplacé par M. Sébastien BALDECK

Absents excusés :

M. Bernard KEMPF, Vice-président.
Mme Denise BUHL – MM. Michel CHERAY – Vincent GASSMANN – Mme Marie-Paule GAY – MM. Claude GENTZBITTEL – Alain GOEPFERT – Yves GOEPFERT – Alfred JUNG – Francis KLEITZ – Philippe KNIBIELY – Christian PION – Richard PISZEWSKI – Patrick REINSTETTEL – Yann SCHUNCK – Pascal SIEGRIST – Paul STOFFEL – Christian SUTTER et Jean ZURBACH, membres titulaires.
MM. Joseph WEISBECK – Serge BRESCIANI – Gérard STOECKLIN – Gilbert IFFRIG – Mme Sabine BIANCHI – M. Rodolphe FERRAN – Mme Agnès KLAKOSZ – MM. Pierre-Marie KOLB – Alain MEYER – Mme Marie-Madeleine STIMPL – MM. Armand BUCHER – Pascal KRITTER – Thierry NICOLAS – Jean-Marc PILOT – Mathieu LAUFENBURGER – Antoine VIOLA et José FREUDENREICH, membres suppléants.

Comité Syndical – Séance du 19 septembre 2023 Point 3 : Adhésion de la Communauté de Communes de Sélestat et des communes de Boofzheim, Daubensand, Diebolsheim, Friesenheim, Herbsheim, Kogenheim, Rhinau, Rossfeld, Sermersheim et Witternheim

Le Comité Syndical désigne comme secrétaire de séance M. Jean-Michel ZINCK, 1^{er} Adjoint au maire de Struth et membre du Comité Syndical.

Ce point est présenté par M. Jean-Luc BARBERON, Président de Territoire d'Énergie Alsace.

Conformément à l'article L. 5211-18 du Code Général des Collectivités Territoriales, le périmètre de TEA peut être étendu, par arrêté des représentants de l'État dans les deux départements concernés (Haut-Rhin et Bas-Rhin), par adjonction d'une nouvelle collectivité, à la demande de l'assemblée délibérante de celle-ci et après délibération du Comité Syndical et consultation des collectivités membres de TEA.

Différentes collectivités sollicitent leur adhésion à Territoire d'Énergie Alsace :

- La commune de Boofzheim (67) par délibération du 28 novembre 2022
- La commune de Daubensand (67) par délibération du 15 novembre 2022
- La commune de Diebolsheim (67) par délibération du 28 novembre 2022
- La commune de Friesenheim (67) par délibération du 17 novembre 2022
- La commune de Herbsheim (67) par délibération du 6 février 2023
- La commune de Kogenheim (67) par délibération du 8 décembre 2022
- La commune de Rhinau (67) par délibération du 21 novembre 2022
- La commune de Rossfeld (67) par délibération du 21 novembre 2022
- La commune de Sermersheim (67) par délibération du 27 octobre 2022
- La commune de Witternheim (67) par délibération du 23 janvier 2023
- La Communauté de Communes de Sélestat par délibération du 24 juillet 2023

Il convient de préciser que l'adhésion de la Communauté de Communes de Sélestat ne pourra être valablement entérinée, dès lors que les communes membres auront également délibéré.

A ce jour, 11 des 12 communes membres l'ont déjà fait, et la commune de Sélestat a inscrit ce point à son conseil municipal du 28 septembre.

Toutefois, pour ne pas retarder le processus, il vous est proposé de poursuivre sous cette réserve.

En effet, il appartient au Comité Syndical de se prononcer sur ces demandes d'adhésion, puis de consulter les collectivités membres, étant rappelé que ces dernières disposent, à compter de la notification de la décision du Comité Syndical, d'un délai de 3 mois pour se prononcer dans les conditions de la majorité qualifiée.

A défaut de délibération dans ce délai, l'avis des collectivités membres est réputé favorable.

Comité Syndical – Séance du 19 septembre 2023**Point 3 : Adhésion de la Communauté de Communes de Sélestat et des**

communes de Boofzheim, Daubensand, Diebolsheim, Friesenheim, Herbsheim, Kogenheim, Rhinau, Rossfeld, Sermersheim et Witternheim

A l'issue de cette procédure, qui pourrait être achevée dès le 20 décembre, un arrêté inter-préfectoral, cosigné par Mme la Préfète du Bas-Rhin et M. le Préfet du Haut-Rhin viendra officialiser le nouveau périmètre.

Ce calendrier permettrait d'intégrer les collectivités au Contrat de concession « Enedis » à la date du 1er janvier 2024, simplifiant les opérations de transfert de compétence « d'autorité organisatrice de la distribution d'électricité » conséquence de l'adhésion à TEA.

Cela éviterait en outre de faire attendre plus longtemps les communes du secteur d'Erstein qui se sont prononcées, tout en évitant d'organiser 2 consultations de nos membres.

Compte tenu de ces éléments, le Comité Syndical,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

Donne son accord à l'adhésion au Syndicat des communes de Boofzheim, Daubensand, Diebolsheim, Friesenheim, Herbsheim, Kogenheim, Rhinau, Rossfeld, Sermersheim, Witternheim et de la Communauté de Communes de Sélestat, dès lors que les communes membres de cette dernière en auront approuvé le principe dans les conditions de majorité requises ;

- **charge le Président de notifier cet accord à l'ensemble des 332 Maires des communes membres du Syndicat ainsi qu'aux Présidents des Communautés de Communes du Ried de Marckolsheim et de la Vallée de Villé, et de recueillir leur avis ;**
- **demande à Mme la Préfète du Bas-Rhin et M. le Préfet du Haut-Rhin de prendre un arrêté inter-préfectoral constatant l'extension du périmètre de TEA, à effet du 1^{er} janvier 2024.**

Le Président certifie le caractère exécutoire de cet acte, compte tenu de sa transmission en Préfecture le :
20 septembre 2023

Pour extrait certifié conforme à l'original,

Le Président

Jean-Luc BARBERON
Maire de Guewenheim

Pour : 45+4

Groupe majoritaire : 34 + 3 procurations

Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

Groupe M Mulhouse : 2 + 1 procuration

Non-inscrits dans un groupe : 3

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

57° ROUTES DEPARTEMENTALES – ENTRETIEN DES TRAVERSES PAR LA VILLE DE MULHOUSE : AVENANT N°1 A LA CONVENTION D'ENTRETIEN ENTRE LA COLLECTIVITE EUROPEENNE D'ALSACE ET LA VILLE DE MULHOUSE (422/7.6/1054)

Conformément à la réglementation en vigueur, la Collectivité européenne d'Alsace (CeA) a la charge des dépenses relatives à la construction, à l'aménagement et à l'entretien des routes départementales.

La CeA et la Ville sont compétentes en agglomération, chacune en ce qui la concerne, sur les routes départementales et leurs dépendances, et il leur appartient de mettre en œuvre les mesures relevant de leurs pouvoirs de manière concertée et coordonnée.

Le 10 mai 2022, la Ville et la CeA ont signé une convention d'entretien des traverses par la Ville de Mulhouse, d'une durée de 2 ans jusqu'au 31-12-2023. Suite à la rencontre du 12 octobre 2023 entre la Ville et la CeA, il a été convenu de proroger la convention d'une durée supplémentaire jusqu'au 31 décembre 2024, puis par tacite reconduction jusqu'au 31-12-2025.

Cette prorogation doit faire l'objet d'un avenant n°1 à la convention en cours, arrivant à terme au 31-12-2023. Pour rappel, cette convention permet à la Ville d'exécuter les travaux de gros et petit entretien des sections des routes départementales comprises dans l'agglomération.

Ainsi, la Ville réalise les travaux d'entretien dont la charge relève de la CeA. Elle programme, réalise et finance les travaux. En contrepartie, la CeA verse à la Ville une somme globale forfaitaire, révisée annuellement, calculée sur la base du coût moyen d'entretien des routes départementales en agglomération. Le montant versé en 2022 est de 181 113 € et celui titré en 2023 est de 190 531 € (révision de prix comprise).

Pour la dépense, les crédits sont prévus à la Programmation pluriannuelle d'investissement (PPI) et seront proposés sur la LC 13750 « Maintenance voirie » lors du vote du budget 2024. Pour la recette, les crédits seront inscrits au budget 2024 sur la LC 1421« Participation entretien routes départementales ».

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve ces propositions,
- autorise Madame le Maire ou sa représentante à signer l'avenant n°1 à la convention en cours ainsi que toutes les pièces nécessaires.

PJ : 1 projet d'avenant n°1 à la convention

VU la délibération de la Commission Permanente du ... autorisant Monsieur Frédéric BIERRY, Président de la Collectivité européenne d'Alsace à signer le présent avenant ;

VU la délibération du Conseil Municipal de Mulhouse en date du ..., autorisant Madame Claudine BONI DA SILVA, Adjointe au Maire de la Ville de Mulhouse à signer le présent avenant,

Entre les soussignés :

- **La Collectivité européenne d'Alsace** dont le siège est situé Place du Quartier Blanc 67000 STRASBOURG,
Représentée par M. Frédéric BIERRY, Président de la Collectivité européenne d'Alsace—dûment autorisé par la délibération de la Commission Permanente susvisée,

Ci-après désignée par la " **CeA** ",

Et

- **La Ville de MULHOUSE** dont le siège est situé 2 rue Pierre et Marie Curie BP10020 – 68948 MULHOUSE Cedex 9,

Représentée par Madame Claudine BONI DA SILVA, Adjointe au Maire de la Ville de Mulhouse, dûment autorisée par la délibération du Conseil Municipal susvisée,

Ci-après désignée par la " **Ville** ».

Les co-signataires pouvant être par ailleurs désignés par " **les parties** ".

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1^{ER} – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 11 de la convention n°68-2022-019 du 10 mai 2022 relatif à la durée de la convention d'entretien, autorisant la Ville de Mulhouse à exécuter les travaux de gros et de petit entretien des sections des routes départementales comprises dans la traverse de l'agglomération et de rappeler les compétences propres de la Ville sur ces mêmes sections de routes départementales.

ARTICLE 2 – MODIFICATIONS APPORTEES A L'ARTICLE 11 - DUREE

Les parties conviennent de prolonger la durée de la convention n°68-2022-019 du 10 mai 2022 en modifiant les dispositions de l'article 11 comme suit :

La présente convention est conclue pour une durée d'une année supplémentaire, allant du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024.

La présente convention pourra également être renouvelée tacitement pour une nouvelle période d'1 an, soit jusqu'au 31 décembre 2025, sauf volonté contraire exprimée par l'une des parties et notifiée à l'autre partie au plus tard le 30 novembre 2024.

ARTICLE 3 : DIVERS

Les autres articles de la convention, non visés par le présent avenant, restent inchangés.

Fait en autant d'exemplaires que de **parties**.

Colmar, le
Pour la Collectivité européenne d'Alsace
Le Président
Mulhouse, le
Pour la Ville de MULHOUSE
Pour le Maire, l'Adjointe déléguée

Frédéric BIERRY

Claudine BONI DA SILVA

Pour : 45+4

Groupe majoritaire : 34 + 3 procurations

Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

Groupe M Mulhouse : 2 + 1 procuration

Non-inscrits dans un groupe : 3

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

**58° ASSOCIATIONS INTERVENANT DANS LE DOMAINE DE LA SANTE :
SUBVENTIONS 2023 – PHASE 2 (1100/7.5.6/1046)**

L'investissement de la Ville de Mulhouse pour la santé de ses habitants s'est toujours traduit par la volonté de s'inscrire dans un partenariat fort avec les acteurs locaux, de construire et développer des synergies, de s'appuyer sur les ressources et énergies du territoire.

C'est dans cet esprit que la Ville alloue chaque année une aide à des associations contribuant à la mise en œuvre d'actions d'intérêt public dans le domaine de la santé.

Pour l'année 2023, et en complément des subventions déjà octroyées en phase 1, il est proposé d'attribuer les subventions suivantes :

Bénéficiaires	Montant 2023
Association AIDES 68	2 000 €
Planning Familial	2 500 €
Association SEPIA	3 000 €
Association Nat'Connect	3 000 €
Union Nationale des Amis et Familles de Malades Mentaux 68 (UNAFAM)	600 €
PRAXIS	5 000 €
TOTAL	16 100 €

Ces associations, contribuent, aux côtés de la Ville, à l'amélioration de l'état de santé des mulhousiens par diverses actions de promotion et d'éducation pour la santé qui s'intègrent pleinement dans le Contrat Local de Santé et la politique municipale de santé.

Elles permettent notamment d'informer, de soutenir et d'accompagner la population sur les thématiques suivantes :

- La santé sexuelle (contraception et Infections Sexuellement Transmissibles), les relations de genres, les violences sexuelles (Planning familial et Aides)
- La prévention du suicide chez les jeunes (SEPIA)
- La promotion de l'activité physique (NAT'CONNECT)
- ...

L'école supérieure de Praxis sociale accompagnera le déploiement du projet « Habitants relais en santé », action phare du Contrat Local de Santé mulhousien. Ce projet consiste à former des habitants volontaires aux questions de santé afin qu'ils soient ambassadeurs des messages de prévention auprès de leurs pairs dans le but de favoriser l'accès à tous à l'information, à la prévention et aux soins.

Son expertise permettra une réflexion éthique nécessaire à la mise en œuvre de cette action d'éducation pour la santé.

Les crédits nécessaires sont disponibles au BP 2023

Chapitre 65 - Article 65748 - Fonction 410

Service gestionnaire et utilisateur 114 – Santé Séniors et Handicap

Ligne de Crédit n° 26108 « Subventions de Fonctionnement Santé »

L'attribution et le versement des subventions votées dans le cadre de la présente délibération sont conditionnés au respect par le bénéficiaire des principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain annexé au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve les propositions d'attribution de subventions de fonctionnement au titre de l'année 2023 figurant dans le tableau ci-dessus,
- charge Madame le Maire ou son représentant de signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

Pour : 43 + 4 procurations

Groupe majoritaire : 32+ 3 procurations

Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

Groupe M Mulhouse : 2 + 1 procuration

Non-inscrits dans un groupe : 3

Ne prennent pas part au vote : M. METZGER et Mme CORNEILLE.

59° CARTE PASS'TEMPS SENIOR : ACTUALISATION 2024 DE L'OFFRE MUNICIPALE (1100/9.1/1048)

Mise en place en 2004, la Carte Pass'Temps senior propose aux habitants de l'agglomération de 65 ans et plus des avantages tels que la gratuité de trois entrées au Parc Zoologique et Botanique, de cinq entrées dans une piscine communautaire, ... ainsi que des tarifs réduits à la Cité de l'Automobile, à la Cité du Train, au Musée du Papier Peint, au Musée de l'Impression sur Etoffes, à Electropolis, ...

Après deux années fortement impactées par la crise sanitaire, le nombre de cartes Pass Temps Senior délivrées aux Mulhousiens par la Clé des Aînés n'a cessé d'augmenter pour revenir en 2023 à son chiffre d'avant COVID (4495 cartes délivrées à ce jour contre 4557 en 2019).

Les communes ont la possibilité de s'associer au dispositif, en faisant figurer sur la carte une offre complémentaire destinée spécifiquement à leur population âgée. Ainsi, pour l'année 2024 comme les années précédentes, la Ville de Mulhouse ajoute à l'offre :

Gratuité totale	Tarifs réduits
Parc Zoologique et Botanique de Mulhouse avec une contribution de la Ville versée à m2A (facturation d'un abonnement senior pour chaque usager à partir de la 4^{ème} visite).	Cinéma : Bel Air : 2 places/an à 5€, en plus de l'offre m2A (6.5€ la place toute l'année) Le Palace : 2 places à 3€ Restaurant : 1 repas rencontre au sein d'un restaurant APALIB à 8€ 1 repas à 6€ dans quatre centres socioculturels mulhousiens (BEL AIR, LAVOISIER-BRUSTLEIN, PORTE DU MIROIR, WAGNER) « Repas du monde » toute l'année à 8€ au CSC PAPIN Activités : 1 activité adulte pour 1€ et 1 place de spectacle à 5€ lors de la saison culturelle au CSC AFSCO

La carte Pass'Temps senior 2024 sera disponible à La Clé des Aînés à compter du 2 janvier 2024.

Une convention sera signée entre la Ville de Mulhouse et chacun des partenaires concernés.

Par ailleurs, pour permettre aux bénéficiaires de la carte Pass'Temps senior de profiter sans délai des nouvelles offres susceptibles d'intervenir en cours d'année, il est proposé de donner délégation au Maire ou son représentant pour conclure les éventuelles conventions modifiant l'offre municipale de la carte Pass'Temps senior en cours d'année.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve les propositions inscrites dans le tableau ci-dessus,
- autorise Mme le Maire ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires,
- autorise Mme le Maire ou son représentant à signer par délégation du Conseil municipal les conventions à venir modifiant l'offre municipale de la carte Pass'Temps senior en cours d'année.

PJ : 2

CARTE PASS'TEMPS SENIOR

CONVENTION 2024

Entre

La **Ville de Mulhouse** représentée par Monsieur Alfred OBERLIN, Adjoint au Maire délégué aux Personnes Âgées, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 14 décembre 2023, et désignée sous le terme "la Ville"

d'une part,

et

XXX

d'autre part,

Préambule

Dispositif communal et intercommunal à destination des personnes âgées de plus de 65 ans, la carte Pass'Temps Senior vise à contribuer à la prévention de l'isolement, à favoriser les activités intergénérationnelles, à faire découvrir des activités culturelles ou de loisirs.

Valable du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année, elle favorise l'accès à des équipements communautaires pour une part, et à des équipements ou services spécifiques dont le choix est laissé aux communes d'autre part.

Dans ce cadre, la Ville de Mulhouse souhaite favoriser le lien social à travers xxxxxxxx qui permet notamment aux personnes isolées d'expérimenter un moment de convivialité.

Le partenaire propose d'inscrire xxxxxxxxxxxxxx dans le dispositif carte Pass'Temps Senior 2024, selon les conditions prévues à l'article 2.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités de l'accès des détenteurs mulhousiens de la carte Pass'Temps Senior 2024 à xxxxxxxxxxxxxxxxxxxx.

Article 2 : Conditions d'accès

Sur présentation de leur carte Pass'Temps Senior 2024, les seniors mulhousiens pourront bénéficier de xxxxxxxxxxxxxxxxxxxx.

Article 3 : Obtention et contenu de la carte

La carte est délivrée à La Clé des Aînés. Elle est strictement personnelle et utilisable du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024.

Elle est pourvue d'une photo d'identité ainsi que d'un emplacement permettant au partenaire d'attester de l'utilisation de cette offre.

Article 4 : Contrepartie financière

Il n'est pas prévu de contrepartie financière spécifique à cette offre qui peut contribuer à faire connaître les activités du partenaire en direction des seniors.

Le partenaire adressera au Service Santé, Seniors et Handicap un tableau semestriel quantitatif de l'utilisation de l'offre en vue de son évolution.

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention prend effet le 1^{er} janvier 2024 jusqu'au 31 décembre 2024.

Elle fera l'objet d'un premier bilan entre les deux parties au 30 juin 2024.

Chaque partie peut, sans indemnité, résilier la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception, en respectant un préavis de trois mois.

Article 6 : Compétence juridictionnelle

Les parties tenteront, avant d'ester en justice, de résoudre à l'amiable tout différend résultant de l'interprétation, de l'exécution et des suites de la présente convention.

Tout litige relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente convention sera soumis au Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait à Mulhouse,

en deux exemplaires originaux

Pour le partenaire,

Pour la Ville de Mulhouse,
l'Adjoint délégué
aux Personnes Âgées

Alfred OBERLIN

Pour : 45+4

Groupe majoritaire : 34 + 3 procurations

Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

Groupe M Mulhouse : 2 + 1 procuration

Non-inscrits dans un groupe : 3

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

60° CONTRAT DE VILLE : PROGRAMMATION POLITIQUE DE LA VILLE 2023 -4ème PHASE (131/7.5.6/1052)

Pour 2023, dans le cadre du Contrat de Ville 2015-2023, 3 phases de programmation d'attribution de subvention ont été validées jusqu'à présent par le Conseil municipal pour un montant global de subvention de 415 848 € et un coût total de projet pour plus de 3,5 M€. Deux transferts interservices ont également été opérés, l'un vers le service « Jeunesse et sport » pour contribuer au dispositif « sport santé » (5 000 €) et l'autre vers le service « Evènementiel » pour contribuer au projet « carnaval » (2 500 €). Ainsi qu'une délibération commune avec le service Sports et Jeunesse pour Elan Sportif de 20 000 €.

Les soutiens proposés dans le cadre de cette 4^{ème} phase de programmation concernent essentiellement les opérations de fin d'année (Nouvel an).

Au total, il est proposé d'engager 43 950 € de subventions de la Ville pour un coût total de projets de 253 987 €. Ainsi, depuis le début de l'année, la Ville aura engagé 482 300 € de subventions de fonctionnement, pour un montant total de projets de plus de 3,7 M€.

L'Etat cosignataire du Contrat de ville, participe également au financement de ces actions.

Les projets qui sont menés en amont et lors de la soirée du 31 décembre dans les quartiers prioritaires de la Politique de la Ville font l'objet d'un cahier des charges, établi conjointement par la Ville (Prévention Sécurité et Politique de la Ville) et l'Etat. L'ensemble du territoire prioritaire sera couvert.

Les actions citées sur le tableau ci-dessous sont proposées au financement par la Ville, avec pour certaines d'entre elles, un co-financement par l'Etat. D'autres encore seront prises en charge intégralement par les fonds de l'Etat.

Subvention de fonctionnement

Porteur de projet Nom de l'action	Descriptif de l'action	Coût total de l'action	Montant subvention proposée 2023
AFSCO			
Nouvel an	Le projet propose des actions du 29 au 31/12 : un tournoi de futsal au gymnase Schoenecker, des animations diverses, une présence éducative dans le quartier et une grande soirée festive le 31/12. Le 01/01, un ramassage de déchets (pétard et autres) est prévu dans le cadre d'un chantier d'autofinancement pour un groupe de jeunes.	8 000 €	4 000 €
CSC BEL AIR			
Nouvel an	Une soirée est organisée au CSC le 31/12 à partir de 20h00 jusqu'à 2h30 proposant des jeux, des animations sportives au gymnase, une activité multimédias (compétitions E-sport), une projection au cinéma Bel-Air pour les familles et une maraude de proximité pour échanger et inviter les jeunes à participer à la soirée au CSC.	7 000 €	2 000 €
CSC LAVOISIER BRUSTLEIN			
Nouvel an	Il est proposé le 31/12 un projet comprenant un tournoi de Futsal au gymnase Euronef de 18h à 21h pour les 14-17 ans, une soirée 100% filles, un repas et une soirée gaming de 19h à 0h (pour 50 jeunes de 14 à 17 ans) ainsi qu'une maraude avec les médiateurs de 0h à 2h30.	9 000 €	2 000 €
CSC LE BOAT			
Nouvel an	Il est proposé pour le 31/12 : un après-midi d'animations à destination des jeunes au gymnase de la Caserne Drouot, l'organisation d'un tournoi d'E-SPORT (Just Dance, FIFA et autres) avec goûter partagé ainsi qu'une soirée festive avec les habitants autour d'un	20 960 €	3 000 €

	repas du monde dans la salle du Rez-de-jardin du BOAT, de 19h00 à 1h00.		
CSC PAPIN			
Nouvel an	Le projet comprend, pour le 31/12 : un après-midi festif et convivial ouvert aux familles (parents et enfants) et en soirée, un tournoi Futsal avec remise en jeu de la coupe inter quartier de l'année dernière (fin de soirée à 23h30).	7 425 €	3 500 €
CSC PAX			
Nouvel an	Pour le 30 et 31/12, le projet prévoit : des activités sportives dans les gymnases du quartier, une soirée festive au Pax, un tournoi Fifa 2023 avec Power House gaming et Geek Unchained, un tournoi ESport à la Doller pour les adolescents proposé par Jeunesse Cité et Bz mon bled de 19h à 1h du matin ainsi qu'une maraude.	28 588 €	5 000 €
CSC PORTE DU MIROIR			
Nouvel an	Le 31/12 : animation multisport par SICA 68 de 14H30 à 18h30 avec un goûter De 19h30 à 03h00 à la maison de quartier : diner dansant.	4 750 €	2 500 €
CSC WAGNER			
Nouvel an	Le 31/12 pour une centaine de jeunes 13/17 ans : tournoi d'e-Sports avec Geek Unchained avec une remise de prix pour le tournoi de E sport d'une valeur de 600 € avec goûter l'après-midi et buffet (snack, boissons) le soir + sensibilisation sur l'utilisation des pétards (différentes catégories) + soirée dansante avec jeux et sono jusqu'à 2 heures du matin.	5 728 €	3 000 €
ENSAS			
Recherche action : transformation urbaine et participation citoyenne	Ce projet de collaboration d'une doctorante de l'ENSAS a pour objet d'analyser via des méthodes issues de la sociologie et de l'ethnographie, et par une étude comparée entre un terrain français et allemand, l'impact des pratiques participatives et collaboratives entre responsables politiques, experts et	25 000 €	8 000 €

	population citoyenne dans la mise en œuvre des politiques publiques sociales et urbaines dans les quartiers populaires.		
LA FILATURE			
Les Voyages – Compagnie XY – Quartier Briand	A l'occasion des 30 ans de la Filature, la Scène nationale a souhaité sortir de ses murs pour aller à la rencontre des Mulhousiens avec la Compagnie XY, composée de 18 acrobates, installée durant une semaine dans le quartier Briand. Ce projet a permis de faire redécouvrir le quartier aux habitants via des balades sensibles et de les faire participer à un projet culturel.	80 341 €	3 000 €
LA MEF			
Incubation d'une école de la transition écologique (école ETRE)	La MEF a été retenue parmi les candidatures déposées auprès du réseau national pour créer une "école de la transition écologique". Aux côtés de la Ville de Mulhouse, m2A et le Moulin Nature, cette école sera la première du Grand Est. L'objectif de cette école est de proposer des formations gratuites pratiques et manuelles pour les jeunes de 16 à 25 ans (décrocheurs, invisibles, éloignés de l'emploi...) autour des métiers verts et verdissants, sur une période allant d'une semaine à un an. 2023 est une période d'incubation qui permettra de créer un réseau de partenaires, de communiquer sur cette école, de mobiliser le public, les entreprises intéressées, les organismes de formation, les prescripteurs, etc. et de réaliser une session test de découverte des métiers auprès de 15 jeunes.	45 000 €	5 000 €
LE MOULIN NATURE			
Incubation d'une école de la transition écologique (école ETRE)	Le Moulin Nature accompagne la MEF durant la période d'incubation et participera à la mise en œuvre de la session type de découverte des métiers et à l'élaboration d'un processus pédagogique.	12 195€	2 950 €
TOTAL		253 987 €	43 950 €

Financement du programme 2023

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2023 sur la ligne de crédit suivante :

Chapitre 65 / article 65748 / fonction 518

Service gestionnaire et utilisateur 131

Ligne de crédits 3652 « Subventions de fonctionnement au privé »

L'attribution et le versement des subventions votées dans le cadre de la présente délibération sont conditionnés au respect par le bénéficiaire des principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain annexé au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- décide l'attribution des subventions pour les actions selon les montants figurant dans le tableau ci-dessus,
- charge Madame le Maire ou son Adjoint délégué, d'établir et de signer les conventions nécessaires à leur mise en œuvre.

PJ : 1 Convention collaboration d'une doctorante de l'ENSAS

**CONVENTION DE COLLABORATION
pour l'encadrement d'une étude scientifique et l'expérimentation
de la recherche en milieu professionnel**

ENTRE

- la VILLE DE MULHOUSE représentée par Madame Cécile SORNIN, Adjointe au Maire en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 14 décembre 2023 et désignée sous le terme « VILLE DE MULHOUSE », 2 rue Pierre et Marie Curie BP 10020, 68948 Mulhouse Cedex 9

ci-après désignée «VILLE DE MULHOUSE»
D'UNE PART

ET

- L'ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE STRASBOURG.

Etablissement public à caractère administratif, dont le siège social est situé au 6-8 boulevard Wilson, 67000 STRASBOURG, représentée par son directeur M. Philippe CIEREN
ci-après désignée « ENSAS »

L'ENSAS agissant elle-même au nom et pour le compte de :
Le laboratoire AMUP (UR 7309 – Architecture, Morphologie/Morphogenèse Urbaine et Projet), 6-8 Boulevard WILSON, 67000 STRASBOURG, représenté par Prof. Denis Bocquet, directeur adjoint. AMUP est affilié à l'ENSAS

ci-après désigné « LABORATOIRE »

ET

-Claire NOYER, doctorante au laboratoire AMUP et résidant au 4 rue du Schnokeloch 67200 STRASBOURG

D'AUTRE PART

La VILLE DE MULHOUSE, Claire Noyer et l'ENSAS sont désignées individuellement par « PARTIE » et collectivement par les « PARTIES ».

ATTENDU QUE

La VILLE DE MULHOUSE et l'ENSAS conviennent de coopérer dans le cadre de l'encadrement de la recherche en milieu professionnel visant à :

- faire évoluer les connaissances et les pratiques appliquées à l'architecture, l'urbanisme, et au projet paysager
- alimenter la réflexion des acteurs publics et privés de l'architecture, en particulier sur le territoire local, de l'espace transfrontalier du Rhin supérieur,
- valoriser ces connaissances en les mettant à la disposition d'un grand nombre d'acteurs qui étudient, pensent et font la ville.

1

Vu l'accord de la sous-direction de l'enseignement supérieur et de la recherche du Ministère de la culture concernant le demi-financement d'un contrat doctoral attribué à Mme Claire NOYER (cf. courrier du 10 octobre 2022), doctorante au sein de l'équipe AMUP et inscrite en formation doctorale depuis novembre 2022 à l'Ecole doctorale ED 519 de l'Université de Strasbourg.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT

Mme Claire NOYER, doctorante rattachée au LABORATOIRE AMUP, bénéficie d'un contrat de travail établi par l'ENSAS (cf. Annexe 1).

L'encadrement du travail de thèse est assuré par Mme Barbara MOROVICH, Dr. Maitresse de conférences HDR et de Monsieur Bruno STEINER, Dr. Maître de conférences à l'INSA Strasbourg.

Le travail de thèse, ci-après désigné « ÉTUDE », est intitulé :

**Co-construire face aux crises : approches de part et d'autre du Rhin.
Démarches inclusives de renouvellement urbain dans les quartiers populaires, rapport aux crises et impact sur les rôles et processus au sein du projet urbain.
Une comparaison franco-allemande.**

Le présent contrat détermine les conditions selon lesquelles les PARTIES réaliseront l'ÉTUDE.

ARTICLE 2 - DURÉE

Le présent accord est conclu pour une durée de trente-six (36) mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente convention, soit le 1er janvier 2023. Il se terminera le 31 décembre 2025, ou au dernier jour du mois suivant le mois de soutenance de la thèse, si celle-ci s'achève avant le délai de trente-six (36) mois.

Sa durée peut être réduite en cas de défaillance ou abandon de la doctorante.

Sa durée peut être prolongée une seule fois pour tenir compte d'interruptions de caractère exceptionnel et réglementaire (maternité, accident de travail ou longue maladie).

Dans le cas où le ministère de la culture ne renouvelait pas le versement de la dotation contribuant à la rémunération, la présente convention s'éteindrait automatiquement.

2

ARTICLE 3 - RESPONSABILITÉS SCIENTIFIQUES

Mme Barbara MOROVICH, Dr. Maitresse de conférences HDR et de Monsieur Bruno STEINER, Dr. Maître de conférences à l'INSA Strasbourg respectivement directrice de thèse et co-encadrant de Mme Claire NOYER, seront les responsables scientifiques de l'ÉTUDE pour le LABORATOIRE.

Mme Christine EDEL sera sa référente pour LA VILLE DE MULHOUSE.

ARTICLE 4 - RÉUNIONS ET RAPPORTS

Des réunions de travail entre le LABORATOIRE et LA VILLE DE MULHOUSE auront lieu à la demande des responsables scientifiques ou du doctorant, une fois par an.
La doctorante adressera aux responsables scientifiques un compte rendu de ses travaux, quinze (15) jours avant chacune de ces réunions de travail.

Les responsables scientifiques examineront et transmettront ce rapport d'avancement annuel à l'ENSAS.

ARTICLE 5 – OBLIGATIONS PARTICULIÈRES DE L'ENSAS

L'ENSAS assure les responsabilités d'employeur à temps complet pendant la période d'attribution du demi-contrat doctoral par le ministère, et atteste du co-financement par LA VILLE DE MULHOUSE.

A ce titre, elle établit un contrat à durée déterminée avec Mme Claire NOYER pour la durée définie à l'Article 3, le rémunère et assure les obligations civiles, sociales et fiscales de l'employeur (maladie, accident du travail...) sous réserve des dispositions législatives et réglementaires applicables de plein droit. La rémunération est déterminée conformément à l'arrêté du 7 février 2013 (voir annexe 1 : convention entre l'ENSAP et Mme NOYER).

Le laboratoire d'accueil, l'AMUP est le lieu de formation par la recherche de Mme Claire NOYER. Il lui met à la disposition les moyens pour le bon déroulement de ses travaux et de leur suivi (accès aux équipements, frais de fonctionnement, impression et coordination de la soutenance du mémoire de thèse...).

Des missions de terrain pourront faire l'objet de prises en charge financière selon les règles d'aide attribuées aux doctorants-tes du LABORATOIRE (cf. le Règlement intérieur de l'AMUP).

Si l'inscription en doctorat n'est pas renouvelée à l'issue de la première ou de la deuxième année de formation doctorale, le contrat de travail est rompu.

3

ARTICLE 6 - OBLIGATIONS PARTICULIÈRES DE LA VILLE DE MULHOUSE

Dans le cadre du présent accord, les travaux de la doctorante seront partagés entre du temps de recherche académique incluant de l'enseignement le cas échéant, et des missions au sein de la VILLE DE MULHOUSE.

Ces missions sont définies et représentent 25% du temps de l'étude, réparti sur les trois années civiles (2023, 2024 et 2025).

Les PARTIES se réservent la possibilité de moduler la répartition du temps de travail sur la durée de l'ÉTUDE dans la limite de ces 25%.

Il est entendu entre les PARTIES que le temps de travail peut être modulé par la doctorante pour effectuer une partie des recherches en bibliothèque, au LABORATOIRE, à son domicile ou en tout autre endroit qui serait susceptible d'alimenter les travaux liés à l'ÉTUDE.

ARTICLE 7 - OBLIGATIONS PARTICULIÈRES DE CLAIRE NOYER

Claire NOYER travaillera au sein de LA VILLE DE MULHOUSE sur des projets liés thématiquement à son sujet de thèse en tant que collaboratrice. Cela implique le suivi des règles d'hygiène et de sécurité internes à l'entreprise. Sur la durée de présence, elle se conformera aux usages et aux modalités de travail de l'entreprise.

Mme NOYER s'engage à garder le silence vis-à-vis de personnes non habilitées au sujet de toute activité opérationnelle à l'intérieur et à l'extérieur de l'entreprise portée à sa connaissance pendant le temps de son activité et qui ne concerne pas directement son activité scientifique. Ceci vaut également après la fin de son contrat. Sur des contenus sensibles ou des données à caractère personnel relevant du travail scientifique, l'anonymisation des données pourra être discutée.

Claire NOYER s'engage à mener des activités de recherche conformément au contrat doctoral signé avec l'ENSAS. Ceci inclut l'obligation de suivi du cursus doctoral, de participation à la diffusion de la recherche, notamment par des événements scientifiques et de réinscription chaque année.

Conformément à l'article 4, un rapport de compte-rendu des travaux effectués sera remis annuellement par Claire NOYER sur demande de ses responsables scientifiques.

ARTICLE 8 – FINANCEMENT ET MODALITÉS DE PAIEMENT

Dans le cadre du développement des démarches participatives et de structuration des coopérations que la ville de Mulhouse expérimente dans un objectif d'amélioration de ses politiques publiques, LA VILLE DE MULHOUSE apporte son expertise technique et contribue au financement de la recherche par le versement :

- d'une subvention de fonctionnement de 8 000 € pour l'année 2023
- d'une subvention de fonctionnement de 8 000 € pour l'année 2024, sous réserve du vote préalable du budget
- d'une subvention de fonctionnement de 8 000 € pour l'année 2025, sous réserve du vote préalable du budget

450

4

Ce financement est conditionné par le respect des objectifs contractuels définis par la présente convention. Si tel est le cas, le versement se fera sous réserve de transmission des pièces justificatives nécessaires qui seront sollicités à la travers la notification écrite d'attribution.
Le versement est à effectuer par virement sur le compte – cf. RIB en Annexe n°2

ARTICLE 9 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 CONNAISSANCES ANTÉRIEURES

(a) Propriété

Les connaissances antérieures et les résultats propres, ainsi que leurs perfectionnements, de chacune des PARTIES resteront la propriété pleine et entière de celle-ci.

(b) Exploitation

Chaque PARTIE concèdera gratuitement à l'autre PARTIE, sous réserve des droits consentis à des tiers, un droit d'utilisation de ses connaissances antérieures et de ses résultats propres limités aux seuls besoins de la réalisation scientifique de l'ÉTUDE.

9.2 RÉSULTATS COMMUNS

(a) Propriété

En vertu de l'article 6 de la convention visée, l'ENSAS est propriétaire des résultats communs de l'étude et cède ses droits concernant ces résultats de manière à ce que les droits appartiennent conjointement à LA VILLE DE MULHOUSE.

À défaut d'une protection par un titre de propriété intellectuelle, les PARTIES pourront également définir conjointement les informations non communicables.

(b) Exploitation commerciale

Au terme de l'ÉTUDE, et dans la mesure où aucune exploitation commerciale des résultats communs n'est envisagée par les PARTIES, celles-ci conviennent qu'elles pourront les exploiter librement, sans contrepartie financière, dans leurs activités internes et programmes de recherches.

Si, toutefois, une exploitation commerciale des résultats communs devait avoir lieu, un contrat d'exploitation sera mis en place par les PARTIES. Les PARTIES non exploitantes concéderont à la PARTIE exploitante leurs quotes-parts de copropriété pour une exploitation exclusive, y compris par le biais de sous-licences, des résultats communs. La PARTIE exploitante versera alors aux autres PARTIES une part des redevances perçues au titre de cette exploitation. Le montant de ces redevances sera fixé par un accord de copropriété signé entre les PARTIES avant toute exploitation commerciale.

(c) Utilisation des résultats à des fins de recherche

Chaque des PARTIES pourra utiliser les résultats communs de l'ÉTUDE pour ses propres besoins de recherche interne.

(d) Valorisation de la recherche

5

Mme Claire NOYER pourra utiliser les résultats communs dans le cadre de communications scientifiques et dans toute forme de valorisation (publications, articles colloques, enseignement, etc.).
Chaque PARTIE est tenue de citer Mme Claire NOYER lors de toute communication et / ou valorisation de l'ÉTUDE faisant l'objet du travail de thèse cité dans l'Article 1.

ARTICLE 10 - RESPONSABILITÉ ET ASSURANCE

10.1 DOMMAGES AU PERSONNEL

L'ENSAS prend en charge la couverture de son personnel – en l'espèce Mme Claire NOYER – conformément à la législation applicable en matière de sécurité sociale, d'accidents du travail et de maladies professionnelles, et dans le cadre de ses statuts, elle procède également aux formalités légales qui lui incombent.

La réparation des dommages subis par son personnel, du fait ou à l'occasion de l'exécution du présent accord, s'effectue donc à la fois dans le cadre de la législation relative à la sécurité sociale, au régime des accidents du travail et des maladies professionnelles, et dans le cadre de son statut.

L'ENSAS s'engage à prévenir LA VILLE DE MULHOUSE dans les meilleurs délais - moins de 24 heures -, de tout accident ou dommage survenu, pendant ou à l'occasion de l'exécution du présent accord, au personnel qu'elle reçoit afin de permettre de procéder dans les délais prévus aux déclarations requises par la loi.

10.2 DOMMAGES AUX BIENS

Chaque des PARTIES conserve à sa charge, sans recours contre les autres PARTIES, sauf cas de faute grave ou intentionnelle, la réparation des dommages subis par ses biens propres, du fait ou à l'occasion, de l'exécution du présent accord.

10.3 DOMMAGES AUX TIERS

Chaque des PARTIES est responsable, suivant les règles du droit commun, des dommages, de toute nature, causés aux tiers, à l'occasion de l'exécution du présent accord.

10.4 RESPONSABILITÉ DU FAIT DES CONNAISSANCES ANTÉRIEURES, DES RÉSULTATS PROPRES, DES RÉSULTATS COMMUNS ET DES INFORMATIONS CONFIDENTIELLES

Chaque PARTIE sera seule responsable des préjudices, de toute nature, causés ou survenant à l'occasion de l'utilisation par elle des connaissances antérieures, des résultats propres, des résultats communs et des informations confidentielles d'une autre PARTIE.

En conséquence, chaque PARTIE ne pourra rechercher la responsabilité d'une autre PARTIE et de son personnel, ou la garantie contre toute réclamation, action ou demande qui serait intentée contre elle en raison de tous dommages, responsabilités et dépenses liés à un accident survenu lors de l'utilisation de connaissance antérieures, des résultats propres, des résultats communs et des informations confidentielles par l'autre PARTIE.

Chaque PARTIE sera seule responsable des préjudices de toute natures causés ou survenant à l'occasion de l'utilisation par elle de connaissances antérieures, des résultats propres, des résultats communs et des informations confidentielles ou non communiqués par les autres PARTIES.

6

ARTICLE 11 – MODIFICATION et RÉSILIATION

En cas de changement de statut juridique ou de résiliation du présent accord, les PARTIES prennent l'engagement de restituer, dans le mois suivant ladite expiration ou résiliation, tous les documents et divers matériels appartenant à l'autre PARTIE, sans pouvoir en conserver de reproduction.

11.1 RÉSILIATION POUR NON-EXÉCUTION D'UNE OBLIGATION

Le présent accord peut être résilié de plein droit par l'une des PARTIES en cas d'inexécution par une autre PARTIE d'une ou plusieurs des obligations contenues dans les diverses clauses.

Cette résiliation ne devient effective que trois (3) mois après l'envoi par la PARTIE plaignante d'une lettre recommandée avec accusé de réception exposant les motifs de la plainte, à moins que dans ce délai la PARTIE défaillante n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.
L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la PARTIE défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation et ce, sous réserve des dommages éventuellement subis par la PARTIE plaignante, du fait de la résiliation anticipée du présent accord.

11.2 RÉSILIATION CONSÉCUTIVE À UN CAS DE FORCE MAJEURE

Dans le cas d'une non-exécution d'une obligation résultant d'un cas de force majeure, la PARTIE défaillante devra en informer immédiatement les autres PARTIES afin de prévoir conjointement toutes mesures nécessaires pour en limiter les conséquences. Dans l'hypothèse où le cas de force majeure dépasse trois (3) mois consécutifs, une autre PARTIE pourra résilier l'accord par lettre recommandée avec accusé de réception.
L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la PARTIE défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation du présent accord.

11.3 RÉSILIATION PAR ACCORD ENTRE LES PARTIES

À tout moment, les PARTIES pourront s'entendre pour mettre fin de façon anticipée au présent accord. Elles décideront alors d'un commun accord des conditions de l'arrêt de l'ÉTUDE.

Si nécessaire, un autre établissement pourra remplacer la PARTIE qui souhaite mettre fin de façon anticipée au présent accord, après avoir informé et obtenue acceptation préalable des autres PARTIES.

11.4 MAINTIEN EN VIGUEUR DE CLAUSES SPÉCIFIQUES

Les dispositions prévues à l'article 8 « Propriété intellectuelle » ainsi qu'à l'article 12 « Litiges » resteront en vigueur nonobstant l'expiration ou la résiliation du présent accord.

ARTICLE 12 - INTÉGRALITÉ ET LIMITE DE L'ACCORD

Le présent accord, exprime l'intégralité des obligations des PARTIES. Aucune clause figurant dans des documents envoyés ou remis par les PARTIES ne peut s'y intégrer.

7

ARTICLE 13 - LITIGES

Le présent contrat est soumis aux lois et règlements français.

En cas de difficulté sur l'interprétation ou l'exécution du présent accord, les PARTIES s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable. En cas de désaccord persistant, les tribunaux compétents seront saisis.

ARTICLE 14 - CORRESPONDANCE

Toute correspondance afférente au présent accord pour l'ENSAS devra être déposée ou envoyée à l'adresse suivante :

Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Strasbourg (ENSAS)
A l'attention de Monsieur le Directeur
6-8 boulevard du Président Wilson
67000 STRASBOURG CEDEX

Toute correspondance afférente au présent accord pour LA VILLE DE MULHOUSE devra être déposée ou envoyée à l'adresse suivante :

VILLE DE MULHOUSE
2, rue Pierre et Marie Curie
BP 10020
68948 Mulhouse Cedex 9

ARTICLE 15 - ANNEXES

Annexe 1 : convention entre l'employeur et le doctorant

Annexe 2 : RIB de l'ENSAS

Annexe 3 : délibération portant répartition des versements relatifs à la subvention

Fait en quatre (4) exemplaires originaux,

Pour le LABORATOIRE, Pour l'ENSAS

Pour LA VILLE DE
MULHOUSE

Le Directeur Adjoint
M. Denis BOCQUET

Le Directeur,
M. Philippe CIEREN

L'élue,
Mme Cécile SORNIN

La doctorante
Mme Claire
NOYER

A.....
le / /

A.....
le / /

A.....
le / /

A.....
le / /

8



Strasbourg, école d'architecture

Claire NOYER
Doctorante AMUP
Cofinancement Stadtberatung

CONTRAT DOCTORAL

Vu le code de la recherche, et notamment son article L.412-2

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu le décret n°86-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'Etat pris pour l'application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le code de la sécurité sociale, notamment son article D171-11 ;

Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 modifié relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat et dans la magistrature, modifié par le décret n°2004-1307 du 26 novembre 2004 et le décret n°2606-744 du 27 juin 2006 ;

Vu le décret n° 2018-109 du 15 février 2018 relatif aux écoles nationales supérieures d'architecture ;

Vu le décret n° 2012-1395 du 13 décembre 2012 relatif aux doctorants contractuels des écoles nationales supérieures d'architecture

Vu l'arrêté du 7 février 2013 fixant le montant de la rémunération du doctorant contractuel des écoles nationales supérieures d'architecture ;

Vu l'arrêté du 25 mai 2016 fixant le cadre national de la formation et les modalités conduisant à la délivrance du diplôme national de doctorat ;

Vu la convention entre ENSAS et l'entreprise Stadtberatung

Il a été convenu ce qui suit :
Entre les soussigné.e.s, d'une part,

L'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Strasbourg (ENSAS), établissement public, représenté par son directeur Philippe CIEREN

et, d'autre part,

Madame Claire NOYER
Né le : 18/03/1995 à : Paris
Demeurant à : 36 rue Constantin, 67 000 Strasbourg
Numéro de sécurité sociale : 2 95 03 75 214 421 07
Ci-après désigné(e) par "la contractante",

Il a été convenu ce qui suit :

Page 1 sur 4



Strasbourg, école d'architecture

ARTICLE 1er : Définition du contrat

Madame Claire NOYER inscrite en doctorat à l'Université de Strasbourg est engagée en qualité d'agent contractuel en vue de la préparation d'un doctorat en architecture en application de l'article 1 du décret du 13 décembre 2012 susvisé.

La contractante assurera un service d'activités de recherche liées à la préparation de son doctorat.

En outre conformément aux dispositions prévues à l'article 6 du décret du 13 décembre 2012, l'intéressée assurera un service annuel égal au sixième de la durée annuelle de travail effectif fixée par le décret du 25 août susvisé, soit de 267 heures, déduction faite des heures d'enseignement annuelles qui lui seront confiées dans un service maximum de 106 heures équivalent TD.

ARTICLE 2 : Conditions de préparation du doctorat

La doctorante contractuelle prépare un doctorat sur le thème : *Co-construire face aux crises : approches de part et d'autre du Rhin. Démarches inclusives de renouvellement urbain dans les quartiers populaires, rapport aux crises et impact sur les rôles et processus au sein du projet urbain. Une comparaison franco-allemande.*

La contractante est affectée à l'ENSA de Strasbourg, laboratoire AMUP-UR 7309
Dans le cadre de ses activités de recherches elle se rend ponctuellement au sein de l'entreprise Stadtberatung Claude-Dornier-Straße 4, 73760 Ostfildern, Allemagne, selon les dispositions définies par la convention entre l'ENSAS et l'entreprise Stadtberatung

Du 01/01/2023 au 31/12/2025 la thèse est préparée à 100% sous la direction de :
Barbara Morovich, MCF HDR ENSAS et Bruno STEINER, MCF INSA

ARTICLE 3 : Durée du contrat

Le présent contrat prend effet à compter du 01/01/2023 jusqu'au 31/12/2025.

Le présent contrat prévoit une période d'essai de deux mois. Durant cette période, le contrat peut être rompu par l'une ou l'autre des parties, sans indemnité ni préavis, par lettre recommandée avec accusé de réception.

La rupture du contrat avant son terme, hors période d'essai, par l'une ou l'autre des parties s'effectue dans les conditions prévues par le titre XI et XII du décret du 17 janvier 1986 susvisé.

Si l'inscription en doctorat n'est pas renouvelée, il est mis fin de plein droit au présent contrat au terme de la première ou de la deuxième année du contrat, dans les conditions et avec les indemnités prévues aux titres XI et XII du décret du 17 janvier 1986 susvisé, et selon la procédure décrite à l'article 13.

A l'issue de la période de trois ans, la contractante cessera son activité sans que l'établissement ait à lui signifier un préavis. Elle ne pourra prétendre à une indemnité de fin de contrat.

Par ailleurs, la titulaire du présent contrat n'acquiert pas de droit à occuper ultérieurement un emploi dans l'établissement.

ARTICLE 4 : Rémunération

La rémunération du contractant est fixée conformément aux modalités prévues par l'arrêté du 7 février 2013 et est calculée sur la base des services effectués par le contractant.

Page 2 sur 4



Strasbourg, école d'architecture

La rémunération fixée ci-dessus est exclusive de toute autre indemnité, sous réserve le cas échéant du versement des indemnités représentatives de frais en tant qu'elles correspondent à des dépenses réelles et dès lors qu'elles sont prévues par un texte réglementaire ainsi que les indemnités expressément prévues par un texte de portée générale.

ARTICLE 5 : Droits et obligations spécifiques

Le contractant est soumis au règlement intérieur (incluant les modalités de congés annuels et d'horaires de travail) et au règlement des études de l'ENSA de Strasbourg dans le cas d'interventions dans l'enseignement.

Dans l'exercice de ses fonctions, l'intéressé(e) est soumis(e) aux droits et obligations prévues au titre Ier du statut général des fonctionnaires et à celles prévues par le décret du 17 janvier 1986 susvisé. En cas de manquement à ces obligations, Mme NOYER s'expose aux sanctions disciplinaires prévues par ce même décret.

ARTICLE 6 : Télétravail

La contractante peut exercer ses activités de recherches depuis sa résidence principale, sous réserve d'avoir accompli les démarches indispensables pour obtenir une autorisation de télétravail : signature de la charte de télétravail de l'ENSAS, conclusion d'une convention de télétravail et transmission des pièces justificatives nécessaires.

ARTICLE 7 : Publications

Toutes publication ou communication de la titulaire du contrat liées aux travaux de recherche effectués dans le cadre du contrat, doit explicitement mentionner le nom de l'établissement d'inscription et/ou de financement du titulaire du contrat en respectant la charte de la signature des publications scientifiques. En particulier, pour les articles et publications assimilées (ex. : actes de conférences), doivent être signalés le nom de l'ENSAS, de l'université de Strasbourg, le nom du laboratoire ou de l'unité de recherche, les autres tutelles. Pour les publications de type thèse, ouvrage ou chapitre, l'affiliation devra suivre les usages en vigueur en conservant au minimum le nom de l'ENSAS.

Il devra aussi mentionner le soutien apporté par tout partenaire signataire d'une convention. Ces dispositions demeurent en vigueur pendant la durée du contrat.

ARTICLE 8 : Licenciement

Les modalités de licenciement de l'agent sont celles prévues par les articles 46 et suivants du décret du 17 janvier 1986.

En dehors des cas où il intervient pour des raisons disciplinaires, le licenciement peut être prononcé conformément au chapitre II du titre XI du décret 86-83 du 17 janvier 1986 susvisé.

Le licenciement ne peut intervenir qu'à l'issue d'un entretien préalable. La décision de licenciement est notifiée à la contractante par lettre recommandée avec accusé de réception.

Cette lettre précise le ou les motif(s) du licenciement et la date à laquelle celui-ci doit intervenir compte tenu des droits à congés annuels restant à couvrir et de la durée du préavis.

ARTICLE 9 : Dispositions diverses

En matière de congés maladie, de couverture sociale, d'accidents du travail, il sera fait application des dispositions dont bénéficient les agents non titulaires de l'Etat (article 2 du décret du 17 janvier 1986 susvisé) soumis au régime général de la sécurité sociale et affiliés au régime complémentaire de retraite des agents non titulaires de l'Etat, l'IRCANTEC.

Page 3 sur 4



Strasbourg, école d'architecture

La contractante bénéficiera également de la législation relative aux accidents du travail et aux maladies professionnelles.

Signature

numérique de

MOSER

Motif : visa accordé

Date : 2022.12.15

10:11:47 +01'00'

Fait, à Strasbourg

Le 05 décembre 2022

Pour le directeur et par délégation,

La directrice adjointe

Directrice du pilotage des ressources

Visé le :

Sous le n° :

Le contrôleur budgétaire :

Sara REICHERT

La contractante, Claire NOYER

faire précéder la signature de la mention "lu et approuvé"

lu et approuvé

par délégation pour
le directeur J. CATHONIN
resp. gestion des personnels

Si vous estimez que cet acte est irrégulier, vous pouvez former :

-soit un recours administratif qui peut prendre la forme d'un recours gracieux devant l'auteur de l'acte ou celle d'un recours hiérarchique devant l'autorité hiérarchique compétente. Ce recours administratif doit être présenté dans les deux mois à compter de la notification du présent acte si vous souhaitez pouvoir former un recours contentieux contre une décision de rejet de votre recours gracieux. Celui-ci est réputé rejeté si vous n'avez pas reçu de réponse dans les deux mois suivant sa réception par l'administration. Vous disposez alors de deux mois pour former le recours contentieux. Si une décision expresse vous est notifiée dans les quatre mois suivant votre recours gracieux, vous disposez de deux mois à compter de la notification de cette décision expresse, pour former le recours contentieux.

-soit un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le ressort duquel se trouve le siège de votre établissement d'affectation, dans le délai de deux mois à compter de la notification du présent acte.

Page 4 sur 4

Pour : 31 + 1 procuration
Groupe majoritaire : 23+ 1 procuration
Groupe Mulhouse Cause Commune : 5
Groupe M Mulhouse : 1
Non-inscrits dans un groupe : 2

Ne prennent pas part au vote :

Mme SCHMIDLIN BEN M'BAREK, Mme SORNIN, Mme RAPP, M. COUCHOT, Mme LUTZ, Mme GOETZ, Mme MIQUEE, Mme TISSERANT, Mme MOTTE, M. COLOM, Mme HOTTINGER, M. STEGER (représenté par Mme SORNIN), M. NICOLAS (représenté par M. COLOM), Mme EL HAJJAJI, Mme JENN (représentée par M. STRIFFLER), M. STRIFFLER, et M. CAUSER

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

**61° OFFICE MULHOUSIEN DES ARTS POPULAIRES (OMAP) :
CONVENTION AVEC LA VILLE DE MULHOUSE (218/8.9/1056)**

L'Office Mulhousien des Arts Populaires (OMAP) a été créée en 1953 à l'initiative de la Municipalité d'alors et rassemble aujourd'hui 33 associations regroupées en « familles » thématiques autour des cultures populaires (Folklore, Orchestres-Fanfares-harmonies, Théâtres Alsaciens, Chorales).

Les vocations de cette association fédératrice dont les associations membres sont bien souvent centenaires et directement liées à l'histoire industrielle de Mulhouse sont de perpétuer la culture régionale et populaire, fédérer les associations membres, assurer le relais auprès de la Ville de Mulhouse et participer à des dynamiques d'animations et de programmations partagées.

De 2018 à 2023, les membres des associations adhérentes à l'OMAP poursuivant un but d'intérêt général ont bénéficié d'exonération des frais de scolarité au Conservatoire de Musique, Danse et Art dramatique.

Le souhait de la Collectivité à travers ce dispositif est :

- d'encourager le développement des pratiques amateurs et d'assurer la vitalité de cet écosystème culturel,
- d'assurer la formation des élèves membres des associations de l'OMAP
- d'assurer le renouvellement y compris générationnel de ces mêmes membres

Par conséquent, il est proposé de renouveler ce dispositif pour l'année scolaire 2023-2024 selon projet de convention ci-joint.

Les critères d'éligibilité sont les suivants :

- l'exonération est valable pour une année scolaire à raison de 40 personnes maximum toutes associations confondues.
- l'élève s'engage à informer le conservatoire si celui-ci venait à quitter l'association.
- les élèves de l'association bénéficiant de l'exonération s'engagent à se conformer au règlement du Conservatoire de Musique, Danse et Art dramatique.
- le cas des membres âgés de plus de 25 ans sera traité en commission de sélection, qui pourra le cas échéant accorder la dispense des frais de scolarité.

Cela concerne chaque année une quinzaine d'élèves en moyenne et bénéficie à une dizaine d'associations parmi les harmonies ou les orchestres.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve la convention d'exonération des frais de scolarité des membres OMAP au Conservatoire de Mulhouse pour l'année scolaire 2023-2024,
- charge Mme le Maire ou son Adjointe déléguée de signer la convention et tous documents nécessaires.

PJ : 1 projet de convention



CONVENTION

Entre
Le Conservatoire de Musique, Danse et art Dramatique de la Ville de Mulhouse,
2 rue Pierre et Marie Curie, 68100 MULHOUSE,
Représentée par Madame Anne Catherine GOETZ, en sa qualité d'Adjointe délégué à la
Culture et au patrimoine en vertu de la délibération du 14 décembre 2023 et ci-après
dénommée :
« **Ville de Mulhouse** »

d'une part,

Et
l'Office Mulhousien des Arts Populaires, 15, rue des Franciscains 68100 MULHOUSE,
Représenté par Jean Yves RUETSCH, en sa qualité de représentant légal faisant office de
Président et ci-après dénommée :
« **l'OMAP** »

Il est convenu ce qui suit :

d'autre part,

ARTICLE 1 : OBJET – PROROGATION D'UN AN DE LA CONVENTION 2023-2024

La présente convention vient formaliser le dispositif d'exonération des frais de scolarité au
Conservatoire de Musique, Danse et Art dramatique pour les associations membres de
l'OMAP pour année scolaire 2023 - 2024.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DE L'OMAP

L'OMAP s'engage à :
- Informer ses membres de la mise en place du dispositif à partir de la rentrée 2023.
- Diffuser le formulaire d'inscription à ses associations
- Siéger au sein de la commission d'attribution selon les règles suivantes

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DE LA VILLE DE MULHOUSE

La ville s'engage à :
- Créer un formulaire d'inscription
- Mettre en place une commission de sélection réunissant les représentants du
Conservatoire de Musique, Danse et Art dramatique, du service Développement Culturel
de la ville et de l'OMAP, pour examiner les dossiers courant avant fin novembre (tout
dossier non conforme se verra refusé pour l'année en cours)
- Siéger au sein de la commission d'attribution selon les règles définies dans l'article 4
- Informer les associations des candidats retenus après accord de l'Adjoint délégué à la
Culture.

ARTICLE 4 : CONDITIONS D'ADHESION

Peuvent prétendre à l'exonération, sous réserve de la validation de la commission de
sélection, les membres actifs d'associations appartenant à l'OMAP (à raison de 40
personnes maximum toutes associations confondues) et âgés de 7 à 25 ans.

L'exonération est valable pour une année scolaire renouvelable 2 fois si les quotas cumulés
comptent moins de 40 personnes toutes associations de l'OMAP confondues. Et encore
renouvelable 1 fois supplémentaire avec des frais de scolarité réduits à 50% toujours si les
quotas cumulés comptent moins de 40 personnes toutes associations de l'OMAP
confondues.

L'élève s'engage à informer le conservatoire si celui-ci venait à quitter l'association

Les élèves de l'association bénéficiant de l'exonération s'engagent à se conformer au
règlement du Conservatoire de Musique, Danse et Art dramatique.

Le cas des membres âgés de plus de 25 ans sera traité en commission de sélection, qui
pourra le cas échéant accorder la dispense des frais de scolarité.

ARTICLE 5 : ANNULATION DE LA CONVENTION

La présente convention est valable 1 an à partir de la scolarité 2023. Celle-ci est une
prorogation de la convention signée en 2022, pour la période 2023 – 2024. La convention
se trouverait suspendue ou annulée de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte dans
tous les cas reconnus de force majeure.
De même, si l'OMAP renonce elle-même à son engagement, la participation de la Ville sera
annulée.

ARTICLE 6 : COMPETENCE JUDICIAIRE

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les
parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Mulhouse, mais
seulement après avoir utilisé des voies amiables (conciliation, arbitrage, ...).

ARTICLE 7 : ARTICLE ADDITIONNEL

La présente convention est établie en double exemplaire et destinée à chacune des parties.

Fait à Mulhouse, le

Pour la Ville de Mulhouse
L'Adjoint délégué à la Culture,

Pour l'OMAP
Le représentant Légal

Mme Anne Catherine GOETZ

M. Jean Yves RUETSCH

Pour : 45+4

Groupe majoritaire : 34 + 3 procurations

Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

Groupe M Mulhouse : 2 + 1 procuration

Non-inscrits dans un groupe : 3

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

62° BIBLIOTHEQUES-MEDIATHEQUE : CONVENTION DE COOPERATION DE LA BIBLIOTHEQUE NUMISTRAL (212/8.9/1089)

Depuis 2021, la bibliothèque de la Ville de Mulhouse classée participe à Numistral, la bibliothèque patrimoniale du site universitaire alsacien, et est membre de son comité de suivi (groupe de travail sur les contenus et leur valorisation).

Le portail Numistral (<https://www.numistral.fr>) est un outil intéressant car il offre une meilleure visibilité aux documents patrimoniaux mulhousiens numérisés, vers un public d'étudiants, de chercheurs, d'universitaires, avec une audience plus importante que le seul portail de la bibliothèque de Mulhouse (<https://bibliotheques.mulhouse.fr>). Il s'inscrit dans un réseau de coopération régional.

La première convention, 2021-2023, se termine au 31 décembre 2023.

La nouvelle coopération soumise à la présente délibération comporte deux documents figurant en annexe :

- une convention triennale (2024-2026) ;
- une convention financière pour 2024.

Dans le cadre de cette nouvelle coopération, la bibliothèque municipale classée reste membre du comité de suivi et rejoint de plus la gouvernance du portail Numistral en étant membre du comité de pilotage. Elle contribue financièrement à la maintenance du portail, à hauteur de 1497,60 € par an. En 2024, une participation supplémentaire de 909,13 € s'ajoute pour la migration du portail vers une version logicielle supérieure. Les crédits nécessaires seront proposés aux budgets primitifs 2024 et suivants :

Chapitre 011 – Nature 62878 – Fonction 313

Service gestionnaire et utilisateur : 212

Ligne de crédit 37382 « Remboursement de frais Numistral »

La convention de coopération établie entre l'Université de Strasbourg, la Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg, l'Université de Haute-Alsace et la Ville de Mulhouse précise les modalités de fonctionnement de Numistral ainsi que les conditions générales et techniques sur lesquelles les parties s'engagent pour l'utilisation commune de ce portail.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

- approuve la reconduction de la coopération dans le cadre de Numistral
- autorise Mme le Maire ou son représentant à signer la convention de coopération, la convention financière, ainsi que tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de la participation.

PJ : 1 convention de coopération, 1 convention financière

Convention de coopération de la bibliothèque numérique Numistral

Entre

La Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg (Bnu)
Établissement public à caractère administratif,
Sis 4, rue du Maréchal Joffre BP 51029 - 67070 Strasbourg Cedex
Représentée par son Directeur, Alain Colas ;

Et

L'Université de Strasbourg (Unistra)
Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,
Sis 2 rue des Frères Lumière - 67081 Strasbourg Cedex,
Représenté par son président, Michel Deken ;

Et

L'Université de Haute-Alsace (UHA)
Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,
Sis 2 rue des Frères Lumière - 68093 Mulhouse
Représentée par son Président, Pierre-Alain Muller ;

Et

La Ville de Mulhouse, 2, rue Pierre et Marie Curie
B.O. 10020
68948 Mulhouse cedex 9
Représentée par Mme Le Maire, Madame Michèle Lutz, dûment habilitée à signer la présente
convention par la délibération du Conseil municipal du 30 septembre 2021 ;

Ci-après collectivement désignées par les « Parties ».

Les Parties conviennent de ce qui suit.

Préambule

Dans le cadre de la coopération documentaire du site universitaire Alsace, les bibliothèques des établissements membres fondateurs, la Bnu, l'Unistra et l'UHA, ont constitué un réseau de coopération autour de la diffusion de leurs collections numériques patrimoniales. Cela s'est traduit

1

par la mise en place d'un portail de diffusion commun dénommé « Numistral », en fonctionnement depuis 2019.

En 2022, la coopération documentaire autour de Numistral a été étendue à la Bibliothèque municipale de Mulhouse, à la faveur d'un avenant à la convention signée en 2019.

Dans le cadre du renouvellement de la convention Numistral qui s'achève fin 2023, une nouvelle convention de coopération est établie entre les parties.

La coopération numérique des parties s'articule autour des deux outils suivants :

- Le portail Numistral, qui s'appuie sur une solution Drupal. Il moissonne les collections des établissements membres de la coopération de site ainsi que de leurs partenaires. Son hébergement et sa maintenance sont externalisés.
- L'outil de gestion de documents numériques Omeka S, dont l'hébergement et la maintenance sont externalisés.

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions de la coopération entre les parties pour l'usage des outils communs de diffusion du patrimoine numérique que sont le portail Numistral et l'outil Omeka S. Elle précise les conditions générales, les modalités de la coopération scientifique et les aspects techniques sur lesquels les parties s'engagent pour l'utilisation commune de ces outils.

Article 2 - Objectifs de la coopération

Numistral s'inscrit dans le cadre de la politique documentaire du site universitaire alsacien. Les objectifs poursuivis sont les suivants :

- Offrir un accès centralisé aux collections patrimoniales numériques des établissements partenaires ;
- Valoriser les fonds patrimoniaux issus des collections des parties et de leurs partenaires, et communiquer pour en assurer la promotion ;
- Développer des services avancés à la recherche permettant de concevoir, mener et valoriser les projets s'appuyant sur les fonds documentaires signalés dans le portail Numistral ;
- S'inscrire dans une dynamique d'ouverture et de réutilisabilité des contenus présentés sur le portail Numistral, dans la perspective d'un usage étendu tant dans le domaine académique que par le grand public.

Article 3 - Conditions générales de participation

3.1 Définitions

Pour la participation au réseau de coopération Numistral, deux statuts sont proposés : établissement membre et établissement partenaire scientifique. Les critères pour chacun d'eux sont les suivants :

2

Établissement membre

- Disposer obligatoirement d'une bibliothèque numérique propre et accepter d'être moissonné par le moteur de recherche Gallica Marque blanche de la Bibliothèque nationale de France, intégré au portail Drupal ;
- Disposer d'une équipe dédiée à la politique de numérisation et de valorisation des contenus numériques ;
- Participer au financement du portail.

Établissement partenaire scientifique

- Cas de figure n°1 : posséder sa propre bibliothèque numérique qui sera moissonnée par Gallica MB en n'ayant pas le souhait d'être membre, et donc sans participer au financement du portail.
- Cas de figure n°2 : ne pas disposer d'une bibliothèque numérique propre, mais souhaiter diffuser ses collections dans Numistral via l'une des solutions disponibles, à savoir actuellement Gallica Marque Blanche, Content DM, Omeka S ou tout autre logiciel d'établissement membre.

Les établissements membres constituent le comité de pilotage (Copil) Numistral. Les établissements partenaires scientifiques ne sont pas membres de ce Copil ; ils peuvent être représentés dans le groupe de travail Numistral.

3.2 Pilotage de Numistral

La Bnu, établissement pilote

La Bnu est désignée comme établissement pilote de Numistral. À ce titre, elle assure l'animation des instances de la coopération numérique et elle centralise la gestion financière des outils de la coopération (paiement centralisé des factures des prestataires, collecte des contributions auprès des partenaires). Elle assure l'administration des outils de la coopération et affecte un agent à l'administration du portail et de la solution Omeka S. Un administrateur adjoint est également affecté par le service des bibliothèques de l'Unistra.

3.3 Gouvernance

Le Copil Numistral agit par délégation du comité de pilotage (Copil) documentaire de site et exerce les missions suivantes :

- Il valide le document de cadrage de numérisation et est garant du respect des principes qui y sont énoncés ;
- Il valide les conventions qui lient les membres (convention de fonctionnement et convention financière) ;
- Il valide les questions budgétaires et les évolutions futures de la plateforme ;
- Il étudie et valide l'intégration de nouveaux membres ;

3

- Dans le cas spécifique des nouveaux partenariats scientifiques conclus par les établissements membres (cf. cas de figure n°2, 3.1) :
 - o Il est informé systématiquement lorsque des établissements membres diffusent les collections de partenaires scientifiques sur leur propre infrastructure ;
 - o Il valide la proposition d'établissements membres de diffuser les collections de ces partenaires dans la solution Omeka S ;
- Il rend compte une fois par an des avancées des programmes de numérisation au Copil documentaire de site, qui s'assure ainsi que les actions menées restent dans le cadre défini par la politique de site.

Le Copil Numistral se réunit *a minima* deux fois par an. Les membres recherchent le consensus pour prendre des décisions. En cas d'absence de consensus, un arbitrage sera rendu par le Copil documentaire de site.

3.4 Instance opérationnelle

L'administrateur du portail

Les attributions des administrateurs des outils sont les suivantes :

- Veille à la cohérence des contenus suivant les principes définis par le Copil (voir plus bas)
- Gestion de l'arborescence générale des outils ;
- Création/modification/suppression de pages ;
- Vérification de la bonne tenue des plannings de publication pour le portail Numistral ;
- Ouverture des droits de contribution des rédacteurs et responsables des sites ;
- Formation des partenaires à l'ajout de contenus dans les outils.

Le groupe de travail

Un groupe de travail *ad hoc* assure la mise en œuvre opérationnelle des orientations validées par le Copil Numistral. Cette instance est ouverte de droit à l'ensemble des représentants des parties ainsi qu'aux représentants des partenaires scientifiques souhaitant s'impliquer dans l'animation du portail Numistral.

Le groupe Numistral est composé de la façon suivante :

- Le pilote de Numistral à l'échelle du site universitaire Alsace (Bnu), en charge de l'animation du groupe de travail ;
- L'administrateur du portail (Bnu) et son adjoint (Unistra) ;
- Les représentants des établissements membres et/ou des partenaires scientifiques.

Chaque établissement désigne ses représentants, qui coordonnent la participation de leur établissement au projet, incluant la fourniture des contenus rédactionnels.

Des personnes extérieures peuvent être invitées selon l'ordre du jour.

Le groupe se réunit autant que de besoin, au minimum deux fois par an.

4

Ses attributions sont les suivantes :

- Vérification de la cohérence des contenus publiés et de leur qualité,
- Décision de la création/modification/suppression des contenus, y compris les Univers (hors pages Collections qui sont à la libre appréciation des membres),
- Recensement des besoins nouveaux (évolutions techniques, besoins de formation, etc.),
- Réalisation de procédures communes,
- Validation du planning de publication des contenus,
- Instruction et suivi des projets de développement des outils communs (portail Drupal et Omeka S) décidés par le Copil Numistral.

Il soumet au Copil Numistral :

- Les grandes orientations en matière de stratégie et les documents de cadrage ;
- Les questions liées aux coûts prévisionnels annuels et pluriannuels, et au modèle économique de Numistral ;
- Les demandes d'adhésion au réseau en vue de l'intégration de nouveaux membres ;
- Des bilans et indicateurs de l'activité de Numistral à la demande du Copil.

3.5 Responsabilités éditoriales

Le directeur de publication

Il s'agit d'une personne physique, qui est le représentant légal des établissements éditeurs. Il publie le contenu et est donc responsable légalement de ce dernier. Il s'agit du directeur de la Bnu.

Le responsable de rédaction

Il s'agit de l'administrateur du site (Bnu) qui partage cette responsabilité avec l'administrateur adjoint du site (Unistra).

Article 4 - Coopération scientifique

4.1 Document de cadrage

Un document de cadrage remplacera la charte de numérisation actuelle et aura vocation à constituer un volet de la nouvelle charte documentaire de site (l'actuelle étant datée de 2017).

Ce document permettra notamment de préciser :

- La notion de patrimoine scientifique et culturel ;
- La dimension alsacienne des collections présentées (documents portant sur l'Alsace, mais aussi documents conservés dans les fonds alsaciens) ;
- Des thématiques structurantes (presse régionale, patrimoine scientifique, Alsatiques...) ;
- Les services à la recherche spécifiques adossés à l'outil Omeka S.

4.2 Partenariats scientifiques et culturels

5

Les établissements membres sont libres de mener les projets de numérisation qu'ils souhaitent, dès lors qu'ils portent sur leurs propres collections et sous réserve de respecter les principes énoncés dans le document de cadrage. Des règles d'utilisation supplémentaires s'appliquent en cas d'utilisation d'Omeka S en raison du partage des coûts spécifiques liés à cet outil.

Dans le cadre de partenariats avec des établissements partenaires scientifiques qui souhaiteraient diffuser leurs collections sur Numistral et pour lesquels la solution Omeka S serait la plus adaptée, la validation du Copil Numistral sera requise.

Article 5 - Répartition financière

Les coûts sont résumés dans l'annexe 2 de la présente convention.

Article 6 - Propriété intellectuelle

6.1 Les documents accessibles via Numistral

La propriété intellectuelle des contenus numérisés accessibles sur le portail, désignés ici sous le terme de « documents », varie selon les sources dépositaires de ces documents. Les conditions de réutilisation varient également selon que les documents sont sous droits ou libres de droits d'auteur.

Documents libres de droits d'auteur

Les reproductions numériques provenant des collections de la Bnu sont signalées par la mention « Source = Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg ». Ces documents sont librement réutilisables selon la Licence Ouverte / Open Licence.¹

Les reproductions numériques provenant des collections de l'Université de Strasbourg sont signalées par la mention « Source = Bibliothèque numérique patrimoniale de l'Université de Strasbourg ». Ces documents sont librement réutilisables selon la Licence Ouverte / Open Licence.

L'usage non commercial des images de la bibliothèque numérique patrimoniale de l'Université de Haute-Alsace est libre et gratuit dans le respect de la législation en vigueur et avec l'obligation de la mention de source : « Collection de la Société industrielle de Mulhouse en dépôt à la BUSIM ».

La bibliothèque numérique patrimoniale de l'UHA est constituée notamment de fonds déposés par la Société Industrielle de Mulhouse. L'utilisation commerciale est soumise à une autorisation préalable et à l'acquiescement de droits d'usage fixés par la Société industrielle de Mulhouse.

Les reproductions numériques provenant des collections de la Bibliothèque municipale classée de Mulhouse sont diffusées sous la Licence Ouverte / Open Licence, et à ce titre librement réutilisables sous réserve de mention de source : « Source : Bibliothèque municipale de Mulhouse ».

¹ Pour en savoir plus : <https://www.etalab.gov.fr/licence-ouverte-open-licence/>

6

Il en est de même de l'usage non commercial des reproductions numériques provenant des collections de la Société industrielle de Mulhouse déposées à la bibliothèque municipale classée de Mulhouse, sous réserve de mention de source (« Source : Collection de la Société industrielle de Mulhouse en dépôt à la Bibliothèque municipale de Mulhouse »). L'utilisation commerciale est soumise à une autorisation préalable et à l'acquiescement de droits d'usage fixés par la Société industrielle de Mulhouse.

Des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires figurent dans Numistral. Celles-ci sont signalées par la mention « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque municipale de ... » (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

L'ensemble de ces informations est affiché sur le portail Numistral dans une rubrique dédiée aux conditions de réutilisation des contenus.

Documents sous droits d'auteur

Des collections présentant des documents protégés par le droit d'auteur sont présentées dans Numistral via le logiciel Omeka S et visualisables sur des postes informatiques dans les emprises des bibliothèques des établissements membres.

Ces documents ne peuvent être réutilisés (reproduits et/ou diffusés) sans l'obtention préalable de l'autorisation du titulaire des droits, sauf dans le cadre de la copie privée.

6.2 Les contenus éditoriaux

La reproduction de tout ou partie du site est libre selon la Licence Ouverte et sous réserve de la mention de la source : « Numistral, bibliothèque numérique patrimoniale du site universitaire alsacien ».

Les métadonnées des documents présentés dans le portail Numistral sont placées sous Licence Ouverte, laquelle autorise un usage libre et gratuit sous réserve de mentionner la source.

Article 7 - Modification de la convention de fonctionnement

Toute modification dans les choix techniques ou migration de la plateforme vers un nouvel outil donneront lieu à un avenant qui précisera la nouvelle répartition des coûts.

Les parties qui ne souhaitent pas participer financièrement aux évolutions techniques des outils qui pourraient survenir au cours de la durée de cette convention pourront mettre fin à leur participation à la coopération numérique avec un préavis de trois mois.

Article 8 - Durée et résiliation

La convention est conclue à date de signature pour trois années. Elle peut donner lieu à un renouvellement pour deux années supplémentaires (soit jusqu'à la fin du contrat de site 2024-2028) sur décision expresse du Copil Numistral.

7

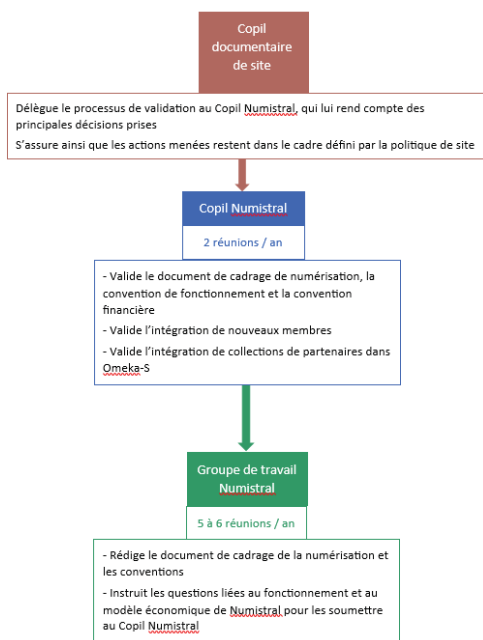
Article 9 - Litiges

Tout litige donnera lieu à une tentative de règlement à l'amiable entre les partenaires. À défaut d'accord amiable, la partie la plus diligente saisira le tribunal administratif de Strasbourg.

Le non-respect des obligations prévues par la présente convention implique la résiliation de l'adhésion de la bibliothèque de l'établissement concerné ; la mise en œuvre de cette décision est décidée par le Copil documentaire de site.

8

Annexe 1 - Schéma global des instances de gouvernance



9

Annexe 2 – Annexe financière

Portail Numistral

Au titre d'établissement porteur, la Bnu prend à sa charge les frais d'hébergement du portail Numistral.

Seront répartis entre les parties les frais suivants, liés au fonctionnement du portail Numistral :

- Annuellement : maintenance de la plateforme Numistral sous Drupal auprès d'un prestataire externe ;
- Ponctuellement : montée de version du logiciel.

Ces coûts sont pris en charge à parts égales entre les partenaires. La Bnu collectera la contribution des partenaires.

Solution Omeka S

Nature des coûts pris en charge

Les coûts de fonctionnement d'Omeka S sont répartis comme suit :

- Maintenance externalisée,
- Hébergement externalisé à hauteur de 3 To de capacité de stockage.

Clé de répartition

Les établissements membres du Copil Numistral qui ont recours à la solution Omeka S se partagent les coûts de maintenance et de stockage liés à la solution Omeka S. Les coûts de maintenance ont été acquittés auprès du prestataire Sempiternalia jusqu'en 2027 inclus. Quant aux frais de stockage, ils ont été payés jusqu'en 2024 inclus.

À compter de 2025, les frais de stockage seront pris en charge selon une clé de répartition composée d'une part forfaitaire et d'une part proportionnelle au nombre de fichiers correspondant aux documents de chaque établissement, soit 30 % pour la part fixe, et 70 % pour la part variable.

Une contribution financière pour le financement du stockage est demandée aux établissements partenaires par tranche de 100 Go, d'un montant de 150 euros. Ce montant correspond aux frais réels facturés par le prestataire.

Modalités de règlement

Le règlement de la participation annuelle des partenaires aux frais de gestion du portail Numistral et/ou de la GED Omeka S sera effectué sur la base d'un ordre de recouvrement émis par la Bnu.

En cas de nouveaux marchés

Les développements éventuels à venir feront l'objet d'un avenant à la convention.

10

Pour l'Université de Strasbourg (Unistra),

À

Le

Le Président

Pour la Bibliothèque nationale et universitaire (Bnu) de Strasbourg,

À

Le

Le Directeur

Pour l'Université de Haute-Alsace (UHA),

À

Le

Le Président

Pour la Ville de Mulhouse,

À

Le

La Maire

Coopération bibliothèque numérique Numistral Convention financière 2024

Entre

La Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg (Bnu)
Établissement public à caractère administratif,
Sis 5 rue du Maréchal Joffre BP 51029 - 67070 Strasbourg Cedex
Représentée par son Directeur, Alain Colas ;

Et

L'Université de Strasbourg (Unistra)
Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,
Sis 4, rue Blaise Pascal – CS 90032 - 67081 Strasbourg Cedex,
Représenté par son président, Michel Dekenen ;

Et

L'Université de Haute-Alsace (UHA)
Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,
Sis 2 rue des Frères Lumière - 68093 Mulhouse
Représentée par son Président, Pierre-Alain Muller ;

Et

La Ville de Mulhouse, 2, rue Pierre et Marie Curie
B.O. 10020
68948 Mulhouse cedex 9
Représentée par Mme Le Maire, Madame Michèle Lutz, dûment habilitée à signer la présente
convention par la délibération du Conseil municipal du 30 septembre 2021 ;

Ci-après collectivement désignées par les « Parties ».

Les Parties conviennent de ce qui suit.

Référence : clef de répartition décrite dans l'annexe 2 (annexe financière) de la convention de
coopération de Numistral.

1. Portail Numistral (Drupal)

1

Au titre d'établissement porteur, la Bnu prend à sa charge les frais d'hébergement du portail
Numistral.

Seront répartis entre les parties les frais suivants, liés au fonctionnement du portail Numistral :
- Annuellement : maintenance de la plateforme Numistral sous Drupal auprès d'un prestataire
externe (**tableau 1**) ;
- Ponctuellement : montée de version du logiciel (**tableau 2**).
Ces coûts sont pris en charge à parts égales entre les partenaires. La Bnu collectera la contribution
des partenaires.

Tableau 1 : frais de maintenance pour 2024, 2025 et 2026 (3 ans)

Année	Unistra	UHA	Bnu	Ville de Mulhouse	Total
2024	1 497,60 €	1 497,60 €	1 497,60 €	1 497,60 €	5 990,40 €
2025	1 497,60 €	1 497,60 €	1 497,60 €	1 497,60 €	5 990,40 €
2026	1 497,60 €	1 497,60 €	1 497,60 €	1 497,60 €	5 990,40 €
Total	4 492,80 €	4 492,80 €	4 492,80 €	4 492,80 €	17 971,20 €

Tableau 2 : frais de migration vers Drupal 10 de la plateforme Numistral

Année	Unistra	UHA	Bnu	Ville de Mulhouse	Total
2024	909,13 €	909,13 €	909,13 €	909,13 €	3 636,53 €

2. Modalités de règlement

Le règlement de la participation annuelle des partenaires aux frais de gestion du portail Numistral
et/ou de la GED Omeka S sera effectué sur la base d'un ordre de recouvrer émis par la Bnu.

3. Durée de la convention

Cette convention prend effet à date de la signature, jusqu'au 31/12/2024.

2

Pour l'Université de Strasbourg (Unistra),

À

Le

Le Président

3

Pour la Bibliothèque nationale et universitaire (Bnu) de Strasbourg,

À

Le

Le Directeur

4

Pour l'Université de Haute-Alsace (UHA),

À

Le

Le Président

Pour la Ville de Mulhouse,

À

Le

La Maire

Pour : 45+4

Groupe majoritaire : 34 + 3 procurations

Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

Groupe M Mulhouse : 2 + 1 procuration

Non-inscrits dans un groupe : 3

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

63° ASSOCIATION TUBA MULHOUSE SUD ALSACE : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION (07/7.5.6/1016)

L'association TUBA Sud Alsace est une association qui regroupe à la fois des structures publiques et privées au service du territoire.

L'association a pour objet de favoriser la coopération entre acteurs publics et privés au service d'un territoire innovant et de faciliter l'émergence de projets innovants et impactants sur les thématiques de la transition environnementale, des dynamiques d'inclusion et de la création d'activité économique.

Dans ce cadre, l'association TUBA organise notamment des temps d'échanges entre les partenaires pour une meilleure connaissance mutuelle, anime des ateliers d'intelligence collective, participe au développement de projets structurants du territoire, comme c'est le cas notamment pour le projet Briand à Mulhouse.

Outre ce projet, la Ville de Mulhouse s'est appuyée sur l'association TUBA pour mener des actions à l'échelle du territoire en matière de numérique responsable, enjeu sur lequel la ville se mobilise. En effet, à l'occasion du « Digital Cleanup Day » (semaine internationale de nettoyage des données informatiques) qui s'est tenu au mois de mars dernier, l'association TUBA a organisé et animé des ateliers collectifs à destination des entreprises et associations du territoire, pour les encourager à nettoyer leurs données numériques et ainsi contribuer à l'enjeu commun de sobriété numérique.

Par ailleurs, l'association TUBA a également accompagné l'association Jardin Miquey dans la formalisation de son projet de développement, au travers de séquences de travail basées sur l'intelligence collective.

L'association est financée en 2023 par notamment une subvention annuelle de 19 000 euros de Mulhouse Alsace Agglomération, un financement de l'ANRU pour le projet Briand à hauteur de 25 000 euros et de contributions à hauteur de 5 000 euros d'entreprises partenaires telles que EDF ou GRDF.

La contribution demandée à la Ville de Mulhouse sous forme de subvention est de 5 000 euros en 2023, afin de contribuer aux coûts de fonctionnement mais aussi à ceux liés aux actions évoquées ci-dessus.

Le montant prévisionnel des subventions a été inscrit en dépenses au Budget primitif 2023, Chapitre 65 – article 65748 – fonction 020
Service gestionnaire et utilisateur 07 – Direction déléguée auprès du DGS

Ligne de crédit n°33767 « Subventions ».

L'attribution et le versement de la subvention votée dans le cadre de la présente délibération est conditionnée au respect par le bénéficiaire des principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain annexé au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve l'attribution d'une subvention de 5 000 euros en 2023 à l'association TUBA Mulhouse Sud Alsace
- autorise le Maire ou son représentant à signer toutes pièces nécessaires

Pour : 44 + 4 procurations

Groupe majoritaire : 34 + 3 procurations

Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

Groupe M Mulhouse : 1 + 1 procuration

Non-inscrits dans un groupe : 3

Mme HOTTINGER ne prend pas part au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

**64° DISPOSITIF « CONSEILLER NUMERIQUE FRANCE SERVICES » :
APPROBATION DE LA CONVENTION DE SUBVENTION
(07/7.5.8/1103)**

Dans le cadre de sa démarche « Ville des intelligences », la Ville de Mulhouse a fait de la lutte contre la fracture numérique un enjeu prioritaire de son action municipale.

Sur la base du diagnostic réalisé en 2022 par l'AFUT Sud Alsace, elle a défini une stratégie d'inclusion numérique autour de 4 axes :

- sensibiliser les Mulhousiens aux enjeux du numérique dès le plus jeune âge,
- accompagner les habitants aux démarches administratives en ligne et à l'apprentissage des outils numériques,
- améliorer les parcours usagers de nos e-services,
- mettre en synergie des acteurs de la solidarité numérique à Mulhouse.

Pour accompagner les habitants vers l'autonomie numérique, la Ville de Mulhouse a recruté deux conseillères numériques en septembre 2021 dans le cadre du dispositif « Conseiller numérique France services ».

De septembre 2021 à septembre 2023, la Ville a bénéficié d'une subvention de l'Etat d'un montant de 100 000€ sur deux ans pour les deux postes.

Après deux années d'exercice, le bilan des conseillères numériques est très satisfaisant. Elles ont effectué 2 486 accompagnements qui ont bénéficié à 1 924 personnes et animé 134 ateliers thématiques autour des usages du numérique.

Face à l'augmentation des demandes d'accompagnement numérique des habitants, la Ville de Mulhouse souhaite poursuivre ce service et sollicite à cet effet, au titre du dispositif « Conseiller numérique France services » que l'Etat a décidé de prolonger jusqu'en novembre 2027, une subvention d'un montant de 100 000€ pour les deux postes couvrant une période de trois ans. Les versements interviendront selon les modalités prévues dans la convention de subvention à signer avec la Caisse des dépôts et consignations qui gère le Fonds pour le compte de l'Etat.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve la demande de subvention au titre du dispositif « Conseiller numérique France services » et le projet de convention y afférent,
- charge Madame le Maire ou son Adjointe déléguée de signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

P.J. : projet de convention de subvention au titre du dispositif « Conseiller numérique France services »

CONVENTION DE DE SUBVENTION AU TITRE DU DISPOSITIF
« CONSEILLER NUMERIQUE »

VAGUE 2

Fonds géré par la Caisse des dépôts et consignations
pour le compte de l'État

COMMUNE DE MULHOUSE

Vu la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021,

Vu le mandat conclu entre la Direction générale des collectivités locales, l'Agence nationale de la cohésion des territoires et la Caisse des dépôts et consignations le 7 avril 2021 concernant l'opérationnalisation du dispositif « Conseiller numérique »,

Vu le dossier de demande de subvention dans le cadre du dispositif Conseiller numérique déposé par COMMUNE DE MULHOUSE le 28/06/2023,

Vu la décision du Comité de sélection en date du 05/05/2021,

ENTRE :

La Caisse des dépôts et consignations, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816 codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du code monétaire et financier, ayant son siège au 56, rue de Lille 75007 Paris, représentée par Madame Magali DEBATE, en sa qualité de Directrice Régionale de la Banque des Territoires, ou tout représentant de ce dernier, agissant en vertu de l'arrêté du 29 septembre 2023 portant délégation de signature,

ci-après indifféremment dénommée la « CDC »
ou la « Caisse des dépôts et consignations »

d'une part,

ET :

COMMUNE DE MULHOUSE, numéro SIRET 21680224900013
ayant son siège à COMMUNE DE MULHOUSE
2 RUE PIERRE ET MARIE CURIE
BP 3089
68062 MULHOUSE CEDEX
FRANCE

représentée par Mme Michèle LUTZ, en sa qualité de Maire de Mulhouse, dûment habilité(e) aux fins des présentes en vertu d'une délibération du Conseil Municipall en date du 14 décembre 2023.

ci-après dénommé le « Bénéficiaire »,

d'autre part,

ci-après désignées ensemble les « Parties » et individuellement une « Partie ».

Table des matières

Article 1 – Objet de la Convention	5
Article 2 – Modalités de réalisation	5
2.1 Modalités de recrutement des Conseillers numériques	5
2.2 Engagements du Bénéficiaire	6
2.3 Animation territoriale du dispositif	7
2.4 Engagements de la Caisse des dépôts et consignations	7
2.5 Modalités de suivi	8
Article 3 – Responsabilité - Assurances	8
3.1 Responsabilité	8
3.2 Assurances	9
Article 4 – Modalités financières	9
4.1 Montant de la subvention de la Caisse des dépôts et consignations	9
4.2 Modalités de versement	10
4.3 Utilisation de la subvention	11
Article 5 – Confidentialité	11
Article 6 – Communication - Propriété intellectuelle	12
6.1 Communication par le Bénéficiaire	12
6.2 Communication par la Caisse des dépôts et consignations	12
6.3 Propriété intellectuelle	12
Article 7 – Durée de la Convention	13
Article 8 – Résiliation	13
8.1 Modalités de résiliation	13
8.2 Conséquences de la résiliation	13
8.3 Restitution	13
8.4 Résiliation pour faute	14
8.5 Résiliation pour force majeure ou empêchement	14
Article 9 – Dispositions Générales	14
9.1 Élection de domicile – Droit applicable - Litiges	14
9.2 Intégralité de la Convention	14
9.3 Modification de la Convention	14
9.4 Cession des droits et obligations	14
9.5 Nullité	15
9.6 Renonciation	15

IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIIT :

Dans le cadre du volet « Inclusion numérique » du plan France Relance, l'État a lancé en 2021 le dispositif « Conseiller numérique », piloté et animé par l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT). Ce dispositif permet à des structures publiques et privées qui emploient un ou plusieurs Conseillers numériques de percevoir une subvention afin de financer ces emplois. Il permet également de financer la formation des Conseillers numériques.

La Caisse des dépôts et consignations est mandatée par l'État pour apporter son appui au dispositif piloté par l'ANCT. À ce titre, elle opère plusieurs actions au nom et pour le compte de l'État dont l'instruction des demandes de subventions déposées par les structures qui disposent de postes de Conseillers numériques attribués en amont par l'ANCT et le versement de subventions aux structures accueillantes.

Après le financement exceptionnel prévu par le plan de relance pour faire face à une situation d'urgence, l'Etat s'est engagé à maintenir un niveau élevé de subvention sur trois années supplémentaires. L'Etat s'engage par ailleurs à documenter un maximum de bonnes pratiques concernant des financements complémentaires afin que les structures porteuses puissent projeter durablement l'avenir des postes créés.

Les structures employeuses (ci-après « Bénéficiaires ») sont éligibles à la signature d'une convention de subvention dans les conditions décrites ci-après, si elles se trouvent dans l'un des cas suivants :

- elles souhaitent conserver tout ou partie des postes de conseillers numériques attribués dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt de 2021 (première vague) à l'échéance du financement initial de ces postes par une première convention ;
- elles disposent de postes de conseillers numériques attribués dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt publié en septembre 2023 (seconde vague) ;

Le dispositif permet au Bénéficiaire de percevoir une subvention afin de financer l'emploi à temps plein d'un Conseiller numérique (sauf cas de temps partiel de droit qui s'impose à l'employeur¹), rémunéré à minima à hauteur du SMIC.

Le Conseiller numérique accompagne les usagers sur trois thématiques considérées comme prioritaires :

- Les soutenir dans leurs usages quotidiens du numérique : s'approprier les matériels informatiques, travailler à distance, consulter un médecin, vendre un objet, acheter en ligne, etc. ;
- Les sensibiliser aux enjeux du numérique et favoriser des usages citoyens et critiques : s'informer et apprendre à vérifier les sources, protéger ses données personnelles, maîtriser les réseaux sociaux, suivre la scolarité de ses enfants, etc. ;
- Les accompagner vers l'autonomie pour réaliser, seuls, des démarches administratives en ligne.

Cet accompagnement peut se traduire par des permanences permettant des accompagnements individuels ou par des ateliers collectifs thématiques, réalisés sur le lieu de rattachement du conseiller numérique ou hors les murs.

¹ Naissance, handicap, maladie, etc.

Pour mener à bien ces missions, il bénéficie d'une formation obligatoire financée par le dispositif dans les conditions définies par l'Etat.

Le Bénéficiaire s'est vu offrir la possibilité de signer une convention couvrant 36 mois de subventionnement, et ainsi bénéficier de financements sur cette période selon les termes énoncés ci-après.

Le soutien financier, versé par la Caisse des dépôts et consignations dans le cadre du dispositif Conseiller numérique, est l'objet de la présente convention.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 – Objet de la Convention

La présente convention (la « Convention ») a pour objet de définir les modalités pratiques et financières du soutien sous forme de subvention versée par la Caisse des dépôts et consignations au Bénéficiaire dans le cadre du dispositif Conseiller numérique.

COMMUNE DE MULHOUSE dispose de 2 poste(s) des Conseillers numériques pour mener à bien des activités de médiation numérique suivantes :

- créer et animer des ateliers numériques individuels ou collectifs sur les 3 thématiques de services identifiées dans le préambule de la Convention ;
- proposer des initiations au numérique dans des lieux de passage (mairies, bibliothèques, espaces France services, marchés, centres commerciaux, établissements scolaires, centres de loisirs, centres sociaux, etc.) ou sur des événements ;
- participer à toute autre démarche d'accompagnement aux usages numériques mise en place (portes ouvertes etc.).

Le Bénéficiaire bénéficie d'une subvention d'un montant forfaitaire de 100000 euros maximum pour une durée de 3 ans maximum.

Le conseiller numérique doit également s'intégrer au réseau local de médiation numérique, lorsqu'il existe, en agissant de concert avec l'ensemble des acteurs de la médiation numérique présents sur le territoire, et en participant aux événements de réseau professionnel.

Le soutien financier de l'État versé par la Caisse des dépôts et consignations participe strictement à la rémunération de ce(s) Conseiller(s) numérique(s), dans les conditions définies à l'article 4.3.

Article 2 – Modalités de réalisation

2.1 Modalités de recrutement des Conseillers numériques

Le Bénéficiaire est l'employeur direct du (des) Conseiller(s) numérique(s). Le recrutement s'effectue dans le respect des dispositions légales et réglementaires qui lui sont applicables et dans les conditions prévues par le dispositif Conseiller numérique. Il prend à sa charge leur

rémunération. Il informe la Caisse des dépôts et consignations des modalités de recrutement au moyen des outils de suivi visés à l'article 2.4.

2.2 Engagements du Bénéficiaire

Le Bénéficiaire s'engage à :

- Réaliser les démarches attendues sur son tableau de pilotage ;
- ce que le(s) Conseiller(s) numérique(s) réalise(nt) les trois grandes missions décrites en préambule de la Convention, à l'exclusion de toute autre activité ; En cas de doute sur les périmètres des missions, le bénéficiaire s'engage à contacter les équipes support du dispositif conseiller-numerique@anct.gouv.fr ;
- assurer la gratuité de ces activités pour les usagers ;
- respecter les engagements en termes de communication selon les modalités visées à l'article 6.1 de la présente Convention ;
- transmettre les éléments de suivi à la Caisse des dépôts et consignations selon les modalités visées à l'article 2.4 de la présente Convention ;
- s'assurer de la production, par le(s) Conseiller(s) numérique(s), des compte rendus d'activité à remplir sur l'espace numérique mis à disposition des Conseillers (« Espace Coop »).
- renseigner les lieux d'activité du ou des Conseiller(s) numérique(s) sur l'espace coop afin d'être visible sur la cartographie nationale de la médiation numérique
- signaler dans les meilleurs délais à la Caisse des dépôts et consignations les ruptures et les fins de contrat des Conseillers numériques afin de permettre le suivi de consommation de la subvention et de récupérer l'éventuel trop-perçu comme précisé dans l'article 4.3 de la Convention ;
- faire partir le(s) Conseiller(s) numérique(s) en formation initiale s'il n'en a pas déjà bénéficié et l'inscrire à au moins un module de formation continue durant son contrat ;
- faciliter la participation du (des) Conseiller(s) numérique(s) à l'examen de la certification visée par la formation ainsi qu'à la certification Pix s'il n'en est pas déjà titulaire ;
- mettre à disposition du (des) Conseiller(s) numérique(s) les moyens et équipements nécessaires pour réaliser sa mission (ordinateur, téléphone portable, espace de travail, véhicule si nécessaire) ;
- permettre au(x) Conseiller(s) numérique(s) de consacrer du temps à la vie de la communauté professionnelle (participation aux événements Numérique en Commun[s], webinaires, partage de bonnes pratiques, rencontres territoriales, formation continue, etc.).
- faciliter l'interaction de son Conseiller numérique avec l'ensemble des acteurs de la médiation numérique présents sur le territoire et notamment, le Conseiller numérique coordinateur, lorsqu'il existe, et le Hub numérique de son territoire afin de participer à des retours d'expérience, des groupes de travail, des partages de bonnes pratiques,

l'organisation d'événements.

Le non-respect d'un de ces engagements pourrait amener à un non-versement de la subvention ou à la demande de son remboursement partiel ou total.

2.3 Animation et coordination territoriale du dispositif

- Les préfectures de département sont les interlocuteurs privilégiés des structures d'accueil. Elles examinent toutes les demandes d'attribution de poste de Conseiller numérique et sont parties prenantes dans l'animation du dispositif en lien avec les Conseillers numériques et les réseaux locaux d'inclusion numérique.
- Les Conseillers numériques qui ont le statut de « coordinateur » sur un territoire donné, ont la charge de l'animation du dispositif Conseiller numérique de ce territoire. Ce sont les interlocuteurs privilégiés des Conseillers numériques et de l'ensemble des acteurs de la médiation numérique opérant sur le territoire. En ce sens, ils veilleront à intégrer les Conseillers numériques dans le réseau local lors de leur prise de poste et à recueillir leurs besoins. Ils s'assurent de faciliter, par leur diagnostic territorial, les accompagnements des Conseillers numériques auprès des bénéficiaires afin de répondre au mieux et de façon homogène aux besoins d'inclusion numérique dans les territoires. Ils œuvrent à la mise en relation sur leur territoire des Conseillers numériques entre eux ainsi qu'avec des partenaires locaux. Les Conseillers numériques coordinateurs veilleront également à convier et tenir leur préfecture de département informée de tous les sujets en lien avec l'animation territoriale du dispositif.
- Les Hubs territoriaux pour un numérique inclusif peuvent intervenir dans l'animation territoriale du dispositif Conseiller numérique au niveau régional, en concertation avec l'ensemble des parties prenantes présentes sur le territoire et en lien avec l'ANCT, les préfectures et les acteurs locaux.

2.4 Engagements de la Caisse des dépôts et consignations

La Caisse des dépôts et consignations s'engage à accompagner le Bénéficiaire pendant la durée de la Convention par l'intermédiaire de :

- la mise à disposition de guides, outils et documents-types pour les structures d'accueil et les Conseillers numériques sur La Base (<https://labase.anct.gouv.fr/>);
- l'animation d'une foire aux questions et une documenthèque sur le site conseiller-numerique.gouv.fr pour répondre aux questions générales sur le dispositif, les contrats, le recrutement, la formation, etc.
- l'organisation de contacts, en tant que de besoin, entre l'équipe d'animation de la Caisse des dépôts et consignations dédiée au dispositif et le Bénéficiaire lui permettant de bénéficier d'un accompagnement et de recevoir des réponses à ses questions via l'adresse mail conseiller-numerique@anct.gouv.fr et la permanence téléphonique.
- du versement de la subvention selon les modalités décrites à l'article 4.2 de la Convention.

2.5 Modalités de suivi

Pour permettre à l'ANCT de piloter le dispositif et évaluer son impact, le bénéficiaire devra fournir différents éléments de suivi à la Caisse des dépôts et consignations et à l'équipe en charge du dispositif Conseiller numérique.

- **Éléments de suivi relatif aux activités réalisées par le(s) bénéficiaire(s) et par le(s) conseiller(s) numérique(s)**

Il est demandé à chaque Conseiller numérique de transmettre systématiquement, via l'espace collaboratif en ligne « Espace Coop », des informations concernant son activité, telles que le nombre d'ateliers réalisés, le nombre de participants, le profil des personnes accompagnées, etc.

Le Bénéficiaire s'assure de la production et de la disponibilité des comptes-rendus d'activité et est responsable de la fiabilité des informations transmises.

- **Suivi de la consommation de la subvention**

La Caisse des dépôts et consignations se réserve le droit de vérifier, à tout moment, la bonne utilisation de la subvention et pourra demander au Bénéficiaire tout document ou justificatif. Dans cette perspective, le Bénéficiaire accepte que son fonctionnement puisse donner lieu à une évaluation par la Caisse des dépôts et consignations ou par tout organisme dûment mandaté par elle.

Article 3 – Responsabilité - Assurances

3.1 Responsabilité

L'ensemble des actions menées dans le cadre du recrutement et des activités des Conseillers numériques est initié, coordonné et mis en œuvre par le Bénéficiaire qui en assume l'entière responsabilité. De plus, les publications et bilans issus de ces activités (notamment publication sur Internet et publication papier) seront effectués sous la seule responsabilité éditoriale du Bénéficiaire.

Il est expressément précisé, dans cette perspective, que la Caisse des dépôts et consignations n'assurera, ni n'encourra aucune responsabilité du fait de l'utilisation, par le Bénéficiaire, de son soutien dans le cadre de ce dispositif, notamment pour ce qui concerne les éventuelles difficultés techniques, juridiques ou pratiques liées à l'activité du Bénéficiaire.

Le Bénéficiaire s'engage à respecter l'ensemble des engagements légaux relatifs à sa nature juridique notamment pour les associations la souscription à un contrat d'engagement républicain conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République dans l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

Le Bénéficiaire déclare respecter les dispositions légales et réglementaires applicables aux actions qu'il entreprend, notamment celles relatives à la protection des données à caractère personnel résultant des nouvelles obligations fixées par le Règlement européen (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 ainsi que la loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée.

Le Bénéficiaire agit en qualité de responsable de traitement dans le cadre du dispositif Conseiller numérique et il garantit à ce titre qu'il informera les personnes concernées (i) de leurs droits d'accéder à leurs données ou de s'opposer au traitement de leurs données dans

les conditions prévues par la réglementation et (ii) des conditions d'exercice des droits des personnes.

Le Bénéficiaire s'engage à respecter, le cas échéant, les règles légales et réglementaires applicables à la commande publique.

3.2 Assurances

Le Bénéficiaire est titulaire d'une assurance responsabilité civile générale couvrant de manière générale son activité pendant toute la durée de la Convention. Le Bénéficiaire maintiendra cette assurance et justifiera du paiement des primes afférentes à la Caisse des dépôts et consignations à la première demande.

Article 4 – Modalités financières

4.1 Montant de la subvention versée par la Caisse des dépôts et consignations

Pour chaque poste de conseiller numérique, le Bénéficiaire bénéficie d'une subvention pluriannuelle versée sur trois ans selon les modalités suivantes :

Type de structures	Année 1	Année 2	Année 3	Total sur 3 ans
Structures privées	20 000 €	14 000 €	10 000 €	44 000 €
Structures publiques	17 500 €	12 500 €	12 500 €	42 500 €
Structures publiques dont les CNFS agissent en QPV ZRR*	20 000	17 500 €	12 500 €	50 000 €

Structures publiques intervenant en Outre-mer	Année 1	Année 2	Année 3	Total sur 3 ans
Structures publiques (Antilles Guyane)	24 500 €	17 500 €	17 500 €	59 500 €
Structures publiques dont les CNFS agissent en QPV ZRR* (Antilles Guyane)	28 000 €	24 500 €	17 500 €	70 000 €
Structures publiques (Réunion Océan Indien)	23 625 €	16 875 €	16 875 €	57 375 €

4.3 Utilisation de la subvention

La subvention visée ci-dessus est versée en contrepartie de l'emploi du (des) Conseiller(s) numérique(s) par le Bénéficiaire selon les modalités précisées aux articles 4.1 et 4.2 de la présente Convention.

Elle est strictement réservée à la rémunération du (des) conseiller(s) numérique(s) à l'exclusion de toute autre affectation.

Les versements seront conditionnés au strict respect des conditions d'emploi de la subvention, notamment l'exercice exclusif des missions de Conseiller numérique telles que précisées dans l'exposé de la Convention et dans son article 1, ainsi que l'accompagnement du plus grand nombre d'utilisateurs.

En cas de non-respect de cette obligation, le montant de la subvention dont l'emploi n'aura pu être justifié, fera l'objet d'un reversement à la Caisse des dépôts et consignations sur simple demande de cette dernière. Les versements pourront être suspendus dans l'attente de la transmission par le Bénéficiaire de l'ensemble des éléments permettant d'attester de la bonne utilisation de la subvention.

De manière exceptionnelle, l'offre de services proposée par le Bénéficiaire peut donner lieu à des prestations facturées à des tiers sous réserve qu'elles ne représentent pas plus d'un tiers du temps de travail des Conseillers numériques et que celles-ci restent gratuites pour les usagers bénéficiant des accompagnements.

La Subvention est soumise au respect des règles européennes relatives aux aides d'Etat (articles 106, 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et textes dérivés), dès lors qu'elle est qualifiable d'aide d'Etat. Dès lors, les structures percevant des subventions publiques pour un montant total cumulé de moins de 200 000 euros sur trois ans relèvent du régime prévu par le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif aux aides de minimis.

Les structures percevant des subventions publiques pour un montant total cumulé de plus de 200 000 euros sur trois ans doivent veiller à ce que la subvention versée dans le cadre du dispositif Conseillers numériques soit affectée uniquement au financement des activités non économiques des Conseillers numériques, à l'exclusion des activités commerciales donnant lieu à rémunération. Les structures devront être en mesure de justifier de cette affectation à l'aide de leur comptabilité analytique.

Article 5 – Confidentialité

Le Bénéficiaire s'engage à veiller au respect de la confidentialité des informations et documents concernant le groupe Caisse des dépôts et consignations, de quelque nature qu'ils soient et quels que soient leurs supports, qui lui auront été communiqués ou dont il aura eu connaissance lors de la négociation et de l'exécution de la Convention, sous réserve des informations et documents transmis par la Caisse des dépôts et consignations aux fins expresses de leur divulgation dans le cadre du dispositif Conseiller numérique.

L'ensemble de ces informations et documents est, sauf indication contraire, réputé confidentiel.

Le Bénéficiaire s'engage à veiller au respect par ses préposés et sous-traitants éventuels, de cet engagement de confidentialité.

Sont exclus de cet engagement :

Structures publiques dont les CNFS agissent en QPV ZRR* (Réunion Océan Indien)	27 000 €	23 625€	16 875 €	67 500 €

**Pour bénéficier de la bonification ZRR ou QPV, le Conseiller numérique doit intervenir dans ces zones au minimum 50 % de son temps de travail.*

Si le Bénéficiaire perçoit déjà une aide de l'Etat au titre de l'emploi du Conseiller numérique (telle que le dispositif « Parcours Emploi Compétences »), celle-ci sera déduite du montant de la subvention perçue par la structure bénéficiaire selon les modalités précisées à l'article 4.2.

4.2 Modalités de versement

Pour chaque poste de conseiller numérique, la subvention sera versée selon l'échéancier suivant :

- 100 % de l'année 1 de subventionnement le mois suivant la signature de la Convention par l'ensemble des parties ;
- 100 % de l'année 2 de subventionnement 1 an après le premier versement ;
- 100 % de l'année 3 de subventionnement 1 an après le second versement.

Les versements sont conditionnés au respect des engagements énoncés dans cette Convention. Ils sont effectués sous réserve de la bonne réception des pièces justificatives demandées, à savoir le contrat de travail du Conseiller numérique occupant le poste ou l'avenant au contrat de travail ainsi que le dernier bulletin de salaire de l'année concernée.

Dans le cas d'un contrat aidé, les deuxième et troisième tranches de versements sont conditionnées à l'envoi préalable des documents justifiant de la subvention reçue dans le cadre de l'emploi aidé, la subvention au titre du dispositif Conseillers numériques étant nécessairement déduite de l'aide déjà perçue.

Le Bénéficiaire a la possibilité de recruter pour une durée inférieure à celle de la convention, avec un minimum de 12 mois. A l'issue du premier contrat de travail signé dans le cadre de cette nouvelle convention, le Bénéficiaire informe la Caisse des dépôts des suites données au(x) poste(s) qui lui ont été attribués.

Dans le cas où le contrat du Conseiller numérique est d'une durée inférieure à trois ans ou prend fin avant la durée initialement prévue et s'il n'est pas remplacé, le versement de l'intégralité de la subvention n'est plus justifié. Le cas échéant, le Bénéficiaire restitue le montant correspondant à la différence entre la subvention versée pour la durée initialement prévue et la subvention utilisée pour la durée réellement effectuée. Un mois de subvention partiellement consommé est dû au bénéficiaire. La proratisation s'effectue à l'arrondi supérieur.

Le règlement de la subvention sera effectué par virement bancaire sur le compte du Bénéficiaire dont les coordonnées bancaires auront été préalablement transmises à la Caisse des dépôts et consignations. La présente convention et le calendrier de versement exposé vaut justificatif de versement.

- les informations et documents qui seraient déjà dans le domaine public ou ceux notoirement connus au moment de leur communication,
- les informations et documents que la loi ou la réglementation obligent à divulguer, notamment à la demande de toute autorité administrative ou judiciaire compétente.

La présente obligation de confidentialité demeurera en vigueur pendant toute la durée de la Convention et pour une durée de deux (2) années à compter de la fin de la Convention, quelle que soit sa cause de terminaison.

Article 6 – Communication - Propriété intellectuelle

Les Parties s'informeront mutuellement sur toute communication qu'elles souhaitent réaliser au sujet de la Convention et du dispositif Conseiller numérique. Toute communication externe par l'une ou l'autre des Parties devra faire l'objet d'une autorisation préalable auprès de l'autre Partie.

6.1 Communication par le Bénéficiaire

Le Bénéficiaire s'engage à mentionner le soutien apporté par l'Etat au travers du dispositif Conseiller numérique dans ses propres actions de communication écrite ou orale relatives au dispositif. En particulier, sur les supports de communication (plaquette, site internet, affiches, vidéos, etc.), le Bénéficiaire fait figurer la mention « *Opération soutenue par l'Etat dans le cadre du dispositif Conseiller numérique* », le lien suivant : « www.conseiller-numerique.gouv.fr » et les logos du dispositif Conseiller numérique. Le kit de communication est disponible sur www.conseiller-numerique.gouv.fr/kit-communication.

Le format, le contenu et l'emplacement de ces éléments seront déterminés d'un commun accord entre l'ANCT, la CDC et le Bénéficiaire. En tout état de cause, leur format sera au moins aussi important que celui des mentions des éventuels autres partenaires du Bénéficiaire. De manière générale, le Bénéficiaire s'engage, dans l'ensemble de ses actions de communication, d'information et de promotion à ne pas porter atteinte à l'image ou à la renommée de la Caisse des dépôts et consignations et de l'ANCT.

Toute utilisation frauduleuse de la marque Conseiller numérique pourra entraîner la résiliation de la convention, la suspension des versements et la demande de restitution des fonds déjà versés. La Caisse des dépôts et consignations se réserve le droit d'engager des poursuites.

6.2 Communication par la Caisse des dépôts et consignations

Toute action de communication, écrite ou orale de la CDC, impliquant le Bénéficiaire, fera l'objet d'un accord de principe du Bénéficiaire et de l'ANCT. La demande sera soumise au Bénéficiaire à et l'ANCT dans un délai de deux (2) jours ouvrés avant l'action prévue. Le Bénéficiaire et l'ANCT s'engagent à répondre dans un délai de deux (2) jours ouvrés.

De manière générale, la Caisse des dépôts et consignations s'engage, dans l'ensemble de ses actions de communication, d'information et de promotion, à ne pas porter atteinte à l'image ou à la renommée du Bénéficiaire et de l'ANCT.

6.3 Propriété intellectuelle

La Caisse des dépôts et consignations pourra mentionner à des fins de communication interne et externe le soutien apporté par l'Etat au bénéficiaire et à ce titre, pourra faire état des

résultats du dispositif Conseiller numérique piloté par l'ANCT. Les modalités de communication externe étant soumises aux dispositions mentionnées dans l'article 6.2.

En conséquence, le Bénéficiaire n'intentera aucune action contre la Caisse des dépôts et consignations au titre de ses droits de propriété intellectuelle et garantit la Caisse des dépôts et consignations contre toute action, réclamation ou revendication intentée contre cette dernière, sur la base desdits droits de propriété intellectuelle. Le Bénéficiaire fera son affaire et prendra à sa charge les frais, honoraires et éventuels dommages et intérêts qui découleraient de tous les troubles, actions, revendications et évictions engagés contre la Caisse des dépôts et consignations au titre d'une exploitation desdits droits conforme aux stipulations du présent article.

Article 7 – Durée de la Convention

La Convention prend effet à compter de sa signature par l'ensemble des Parties et est conclue pour une durée 4 ans soit au plus tard le 20/11/2027, sous réserve des stipulations des articles 4 5, 6 et 8, qui s'appliquent pour la durée des droits et obligations en cause, quelle que soit la cause de terminaison de la Convention.

Article 8 – Résiliation

8.1 Modalités de résiliation

La demande de résiliation de la Convention par le Bénéficiaire est possible à tout moment. Elle doit être notifiée à la Caisse des dépôts et consignations par lettre recommandée avec avis de réception. Sur la base de la date de la fin effective du ou des contrats de travail et des montants déjà versés, la Caisse des dépôts et consignations effectuera le calcul du montant du solde de la subvention, qui peut soit être un reliquat à verser au Bénéficiaire, soit un trop-perçu à restituer à la CDC.

Le courrier RAR doit être transmis à l'adresse suivante :

Caisse des dépôts et consignations
Banque des Territoires - DICST
Mandat Conseillers numériques
72, avenue Pierre Mendès-France
75914 Paris Cedex 13

Le Bénéficiaire doit également transmettre à la Caisse des dépôts et consignations les pièces justificatives liées à la rupture du contrat.

8.2 Conséquences de la résiliation

En cas de résiliation de la Convention, le Bénéficiaire est tenu de restituer à la Caisse des dépôts et consignations, dans les trente (30) jours de la date d'effet de la résiliation, les sommes déjà versées, dont le Bénéficiaire ne pourrait pas justifier de l'utilisation. La ou les sommes qui n'auraient pas encore été versées ne seront plus dues au Bénéficiaire.

8.3 Restitution

Les sommes versées par la Caisse des dépôts et consignations conformément à l'article 4 ci-dessus, et pour lesquelles le Bénéficiaire ne pourra pas justifier d'une utilisation conforme aux

13

objectifs définis dans le cadre de la présente Convention, sont restituées sans délai à la Caisse des dépôts et consignations, et ce, sur simple demande de cette dernière. Dans tous les cas de cessation de la Convention, le Bénéficiaire devra remettre à la Caisse des dépôts et consignations, dans les trente (30) jours calendaires suivant la date d'effet de la cessation de la Convention et sans formalité particulière, tous les documents fournis par la Caisse des dépôts et consignations et que le Bénéficiaire détiendrait au titre de la Convention.

8.4 Résiliation pour faute

En cas de mauvaise exécution ou d'inexécution par une des Parties de ses obligations contractuelles prévues aux articles 2, 3, 4 et 6, la Convention sera résiliée de plein droit par l'autre Partie, après une mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception, restée infructueuse après un délai de trente (30) jours calendaires à compter de son envoi, nonobstant tous dommages et intérêts auxquels elle pourrait prétendre du fait des manquements susvisés.

8.5 Résiliation pour force majeure ou empêchement

Si le Bénéficiaire se trouve empêché, par un évènement de force majeure, de faire réaliser la mission définie à l'article 1 de la présente Convention, celle-ci sera résiliée de plein droit, sans indemnité, trente (30) jours calendaires après notification à la CDC, par lettre recommandée avec avis de réception (à l'adresse mentionnée à l'article 8.1) de l'évènement rendant impossible l'exécution de la Convention. Aucune des Parties ne sera responsable du manquement ou du non-respect de ses obligations dues à la force majeure. Sont considérés comme cas de force majeure ou cas fortuit, ceux habituellement retenus par la jurisprudence des cours et tribunaux français et communautaires. De même, la Convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution du Bénéficiaire.

Article 9 – Dispositions Générales

9.1 Élection de domicile – Droit applicable - Litiges

Les Parties élisent respectivement domicile en leur siège figurant en tête des présentes.

La Convention est soumise au droit français. Tout litige concernant la validité, l'interprétation ou l'exécution de la Convention sera, à défaut d'accord amiable, soumis aux tribunaux compétents du ressort de la juridiction de Paris.

9.2 Intégralité de la Convention

Les Parties reconnaissent que la Convention constitue l'intégralité de l'accord conclu entre elles et se substituent à tout accord antérieur, écrit ou verbal.

9.3 Modification de la Convention

Aucune modification de la Convention, quelle qu'en soit l'objet, ne produira d'effet entre les Parties sans prendre la forme d'un avenant dûment daté et signé entre elles.

9.4 Cession des droits et obligations

La Convention est conclue *intuitu personae*, en conséquence le Bénéficiaire ne pourra transférer sous quelle que forme que ce soit, à titre onéreux ou gratuit, les droits ou obligations

14

déoulant de la Convention, sans l'accord exprès, préalable et écrit de la Caisse des dépôts et consignations.

La Caisse des dépôts et consignations pourra quant à elle librement transférer les droits et obligations visés par la Convention.

9.5 Nullité

Si l'une quelconque des stipulations de la Convention s'avérait nulle au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision judiciaire devenue définitive, elle serait alors réputée non écrite, sans pour autant entraîner la nullité de la Convention, ni altérer la validité des autres stipulations.

9.6 Renonciation

Le fait que l'une ou l'autre des Parties ne revendique pas l'application d'une clause quelconque de la Convention ou acquiesce de son inexécution, que ce soit de manière permanente ou temporaire, ne pourra être interprété comme une renonciation par cette Partie aux droits qui découlent pour elle de ladite clause.

Fait en 2 exemplaires

A Mulhouse, le Saisir le texte.

Pour la Caisse des dépôts et consignations

Pour le Bénéficiaire

15

Pour : 45+4

Groupe majoritaire : 34 + 3 procurations

Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

Groupe M Mulhouse : 2 + 1 procuration

Non-inscrits dans un groupe : 3

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

MOTION POUR LE MAINTIEN D'UN SERVICE PUBLIC POSTAL

Conseil municipal du jeudi 14 décembre 2023

Proposition de motion pour le maintien d'un service public postal de qualité à Mulhouse

Cette motion vise à exprimer l'unité du Conseil municipal et la constance de son soutien pour la défense et le maintien d'une présence postale de qualité et prenant en compte les spécificités propres à Mulhouse.

- **Considérant** que La Poste est tenue à l'exercice d'une mission de service public pour laquelle l'État lui apporte un soutien financier significatif dans le cadre du Contrat de Présence Postale Territoriale 2023-2025 dont la déclinaison locale est suivie par la Commission Départementale de Présence Postale Territoriale du Haut-Rhin aux réunions de laquelle la ville de Mulhouse participe activement ;
- **Rappelant** que La Poste est la seule structure garantissant l'inconditionnalité du service bancaire pour les plus démunis ;
- **Regrettant** la politique dogmatique de rationalisation des coûts d'exploitation des agences postales sur le territoire national en méconnaissance des spécificités locales ;
- **Déplorant** les annonces successives de réduction du nombre de bureaux de poste et de leur amplitude horaire dont la conséquence est la dégradation du service public postal ;
- **Constatant** que les reports de certains services historiques de La Poste vers des acteurs de quartier dont ce n'est pas le cœur de métier n'ont pas été des expérimentations probantes ;
- **Refusant** dans tous les cas de figure de nouvelles fermetures parmi les neuf bureaux implantés sur la ville de Mulhouse ;

- **Considérant**, s'agissant du bureau de poste Henner qui est situé dans le quartier gare en plein développement d'activités tertiaires et de logements, qu'il ne devait en aucun cas être fermé sans proposer une alternative sur le même périmètre, sauf à dégrader la qualité du service aux usagers et aux entreprises, à contresens d'une mission de service public ;
- **Rappelant** les nombreux échanges entre la ville de Mulhouse et les dirigeants, locaux comme nationaux, du groupe La Poste ainsi que les mobilisations citoyennes et syndicales en défense des usagers ;
- **Déclarant** que cinq alternatives de relocalisation ont été proposées au groupe La Poste et qu'elles ont toutes été déclinées ;

Les élus du conseil municipal de la Ville de Mulhouse, réunis en séance publique le 14 décembre 2023 interpellent formellement par la présente motion **le président - directeur général du groupe La Poste ainsi que le ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique**, pour affirmer leur **refus de toute fermeture** de bureaux de poste à Mulhouse et **exiger la réouverture d'un bureau dans les locaux historiques de la rue Henner ou à minima dans le quartier gare**, conditions *sine qua non* au rétablissement de la confiance et à la reprise d'un dialogue pour **construire ensemble un projet de présence postale cohérent** et performant, tout particulièrement dans les quartiers prioritaires.

Mme le Maire : Je propose que nous passions à la motion et au vœu. Je propose que nous commençons par la motion. Je laisse Philippe TRIMAILLE nous présenter cette motion.

M. TRIMAILLE : Merci, Mme le Maire. La présentation de cette motion est pour moi l'occasion, pour commencer, de rendre un hommage aux postiers, c'est-à-dire à tout le personnel de La Poste qui s'implique dans leur métier avec beaucoup de dévouement et beaucoup également d'efficacité et de compétence. Il n'y a qu'à vivre, par exemple, ce qui se passait plus exactement dans le bureau Henner le jour de versement des aides sociales lorsque l'affluence de publics faisait qu'il y avait une file d'attente très importante avec des gens parfois impatients, voire excédés, voir toute la patience du personnel qui gardait toujours son sang-froid pour les accueillir. C'est dire que La Poste apporte un service qu'un certain nombre de personnes ne trouvent pas ailleurs et tout particulièrement concernant le service de la Banque postale qui a pour caractéristique d'être inconditionnel. C'est la mission de La Poste. Des personnes précaires ont la possibilité d'ouvrir néanmoins un compte dans une banque qui ne peut pas le leur refuser.

Mais au-delà de cela, nous faisons tous l'expérience du besoin que nous avons du service proposé par La Poste parce que lorsque nous recevons une lettre recommandée, nous n'avons pas de choix, nous devons aller la chercher au

bureau de poste, théoriquement le plus proche, lorsque les choses fonctionnent bien.

Tout cela simplement pour rappeler que la poste a une mission de service public, bien qu'elle soit devenue une entreprise privée, une mission de service public pour laquelle l'Etat lui apporte, dans le cadre du contrat de présence postale territoriale, une aide financière de 177 millions d'euros pour ce qui est du contrat 2023-2025, aide financière au nom de laquelle La Poste est tenue justement d'assurer sa mission de service public et d'aménagement du territoire.

Cela explique également pourquoi le maire de Mulhouse et son équipe sont engagés à tout faire pour que le service postal puisse rester un service de qualité, un service de proximité et qu'il puisse bénéficier en proximité à l'ensemble des habitants de notre ville.

C'est pourquoi, dès le début du mandat, c'était d'ailleurs l'époque à laquelle on s'était rencontrés, M. SIMEONI, Mme SCHNEIDER avec le collectif que vous meniez, nous avons engagé une démarche avec le directeur régional de l'époque M. Doré qui a consisté à partager une méthode et pour la mettre en œuvre à créer un groupe de travail qui devait et qui s'est réuni mensuellement jusqu'en avril 2022, avec des effets significatifs puisque nous avons fait le point, lors d'une réunion, en présence du maire le 24 avril 2022 dont il ressortait qu'un bureau de poste qui est le seul à ne pas être en QPV ou en desserte de QPV, comme ils disent à savoir le bureau de poste de la place de la Réunion qui était menacé, il avait été décidé qu'il soit l'objet d'un projet de redynamisation. Donc, on avait inversé la tendance. De même, La Poste s'est engagée à renforcer l'attractivité des bureaux de poste et en particulier le bureau du Drouot qui avait besoin d'être consolidé. De même, l'équipe régionale de La Poste s'était engagée au maintien du service bancaire postal sur la ville tel qu'il existait. On a vu à quel point c'est déterminant. A cette époque, on parlait déjà du sujet de bureau de poste Henner qui devait, du fait des projets qui étaient envisagés par le promoteur propriétaire du site, envisager de se redéployer. Il avait été convenu non seulement que La Poste redéploierai ce bureau sur le site de la gare, mais qu'il en ferait, ce qu'ils appelaient un Flagship, c'est-à-dire une espèce de navire amiral, central sur la ville de Mulhouse dans lequel on trouverait la totalité des services que La Poste propose. C'est en ce sens que la Ville s'est proposé d'accompagner La Poste dans la recherche de sites possibles pour pouvoir relocaliser ce bureau de poste ; cinq sites ont été identifiés, vers lesquels La Poste a été orientée.

Il s'avère néanmoins que M. Doré a fait valoir, très légitimement bien entendu, ses droits à la retraite et qu'il a été remplacé par un nouveau directeur régional le 25 novembre 2022. Les engagements qui avaient été pris par son prédécesseur ont été confirmés par le nouveau directeur régional, mais il s'avère néanmoins que le temps passant, on a constaté que les choses ne se passaient pas finalement aussi bien.

C'est ainsi que, progressivement, les cinq sites proposés pour le bureau Henner ont été, les uns à la suite des autres déclinés par La Poste jusqu'à ce que l'on en arrive au moment où, il semblait ne plus y avoir de solution et il n'y avait plus qu'à prendre acte de la réalité.

Par ailleurs, La Poste a annoncé au maire qu'elle envisageait de diminuer les horaires du bureau du Drouot. Le Maire a fait connaître son total désaccord sur cette diminution, désaccord dont il n'a pas été tenu compte.

A ce moment-là, le Maire a décidé d'alerter le Président-Directeur Général de la Poste, M. WAHL. Ce qui a été fait le 29 septembre 2023. Il s'en est suivi l'organisation d'une réunion avec l'équipe régionale, au cours de laquelle le Maire a pris acte de la rupture de confiance que l'on avait avec La Poste et a posé ses conditions pour qu'un dialogue puisse être repris.

Ces conditions étaient que les projets dont on avait entendu parler de fermeture de trois bureaux de poste à Mulhouse étaient abandonnés parce que la poste, en fait, fait valoir des ratios, au niveau national, c'est-à-dire un bureau de poste pour 20 000 habitants, comme si ces ratios pouvaient être appliqués aveuglément, quelle que soit la ville à laquelle on a affaire. Or, la ville de Mulhouse est quand même une ville qui a un certain nombre de quartiers prioritaires, une population relativement précaire qu'on ne peut pas comparer avec d'autres villes au niveau national. Donc, condition d'arrêter ce projet et de s'engager à travailler à relocaliser un bureau de poste, j'ai bien dit un bureau de poste, dans le quartier de la Gare. Ces conditions ont été acceptées en réunion par le directeur régional de la Poste. Ce qui est une chose. Cela a déjà eu un premier effet, puisque lors de la réunion du comité départemental de la présence postale territoriale, donc départementale, qui s'est réunie le 5 décembre, a été annoncé l'arrêt de la mise en dialogue structurée, c'est comme ça qu'ils appellent les choses à La Poste du bureau Drouot.

Néanmoins nous avons également entendu l'annonce, ce jour-là, que La Poste se proposait d'ajouter un point relais au Drouot en sollicitant un bureau de tabac. Ce qui nous amène à nous inquiéter quand même de la politique qui est menée parce que si on considère que la fréquentation du bureau de poste n'est pas suffisante, ce n'est pas en ajoutant un point relais dans le même quartier qu'on va augmenter la fréquentation du bureau de poste. Donc là on attend que La Poste fasse ses preuves.

On a une réunion qui est programmée le 12 janvier pour relancer le dialogue et c'est à ce moment-là qu'on verra si le dialogue est sincère ou pas.

Dans cette perspective, nous vous proposons de voter la motion qui est présentée ce soir. Il s'agit, en fait, de faire bloc, de faire passer le message à La Poste que la totalité des conseillers municipaux de Mulhouse exige le maintien d'un service postal de qualité à Mulhouse. Je dirais que, plutôt que de douter de l'efficacité de l'action du Maire, nous vous invitons, par votre vote, à y contribuer.

Est-ce qu'il est nécessaire que je lise la motion, Mme le Maire ? Vous l'avez tous lue. Elle est soumise à votre appréciation et à votre vote. Merci.

Mme le Maire : Avec toute l'explication, bien sûr, apportée par Philippe, je crois qu'il n'y a plus de doute quant au contenu de cette motion. Je la mets au vote.

Qui est pour la motion ? Est-ce que quelqu'un est contre ? Est-ce que quelqu'un s'abstient ? Il n'y a pas de postier dans la salle ? Je vous remercie. Pardon ? Soyez décontractés, je suis petite fille de facteur. Tout va bien.

Pour : 45 + 4 procurations
Groupe majoritaire : 34+ x 3procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6
Groupe M Mulhouse : 2+ 1 procuration
Non-inscrits dans un groupe : 3

La motion est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Mme le Maire : Oui, M. SIMEONI, 30 secondes, s'il vous plaît parce que l'heure est déjà fortement avancée.

M. SIMEONI : Oui, 30 secondes. Ce n'est pas moi qui vais retarder d'autant plus que j'apprécie qu'il y ait cette motion sur laquelle nous avons apporté quelques modifications pour l'enrichir. M. TRIMAILLE rappelait que l'on s'était vus, il y a quelque temps. Ça date, c'était déjà pour une fermeture réalisée, la porte du miroir. Je ne dis pas le reste pour aller vite. On aurait peut-être été en capacité de mieux résister tous ensemble dès le début. Il y a une mobilisation, si encore vous le savez, qui vient de la population aussi, parce qu'ils ne sont pas contents. Donc, évidemment, on fait bloc sur la base d'une motion qui dit les choses clairement pour s'opposer, bien sûr, à la fermeture et demander des réouvertures aussi. La réouverture de Henner ou dans le quartier Gare, c'est indispensable. Comme je suis dans le quartier Drouot, je peux vous dire que trois fois sur quatre, quand je vais au bureau de poste, ça m'arrive, surtout en période comme ça, il est fermé. C'est une réalité. Il y en a d'autres dans cette situation. Ce que j'apprécie – un dernier mot, je finis –, c'est que dans la motion, nous disons clairement tous ensemble, que mettre des points Poste, je cite, dans des commerces dont ce n'est pas le cœur de métier, ce n'est pas bon. Ça ne marche pas. L'expérience montre que ça ne marche pas. On a fait l'expérience à Lavoisier. Merci. Total soutien, évidemment.

VŒU « ENFANT A LA RUE : LES HEBERGER EST IMPERATIF ! »

Conseil municipal de Mulhouse du 14 décembre 2023

Proposition de vœu

Enfants à la rue : les héberger, un impératif !

déposé par le groupe Mulhouse Cause Commune le 11 décembre 2023

Le nombre d'enfants sans-abri atteint de nouveaux records. Selon le baromètre « Enfants à la rue », l'UNICEF recense près de 3000 enfants, dont près de 700 de moins de 3 ans, refusés chaque soir par le 115. Privés d'un hébergement d'urgence, ils sont amenés, avec leurs parents, à passer la nuit à la rue, dans une voiture ou sous une tente. Le soir, après l'école, ils n'ont aucun endroit où aller. Aujourd'hui en France, ce sont

donc 2 822 enfants qui sont privés de conditions de vie dignes et sécurisantes.

Le seul maintien des 203 000 places d'hébergement d'urgence actuel est une réponse insuffisante face à l'objectif déclaré de "zéro enfant à la rue". Alors que le budget dépensé en 2023 pour l'hébergement d'urgence était de 3,1 milliards d'euros, le budget 2024 ne prévoit plus que 2,9 milliards d'€.

Lors des débats sur le Projet de loi de finances 2024 à l'Assemblée nationale le principe de 10 000 places d'hébergement d'urgence supplémentaires a été adopté puis rejeté par le recours à l'article 49 alinéa 3. De nouveau déposé au Sénat, un amendement visant à créer 6000 places a été adopté par une large majorité mais ne sera sûrement pas retenu par le gouvernement.

L'hiver approche et la situation devient intenable. Des collectifs d'enseignants et de parents d'élèves, des associations, des citoyens et citoyennes engagés, et maintenant des parlementaires multiplient des actions pour interpeller sur cette tragédie. Dormir dans une école ou dans une permanence parlementaire n'est pas une solution pour pallier les manquements des obligations de protection de l'enfance et plus largement du droit au logement.

Considérant la Convention internationale des droits de l'enfant, ratifiée par la France en 1990, qui stipule que tous les Etats parties assurent « dans toute la mesure du possible la survie et le développement de l'enfant » et « la protection et les soins nécessaires à son bien-être »,

Considérant le préambule de la Constitution du 27 octobre 1946, repris dans celle du 4 octobre 1958, qui stipule que la Nation « garantit à tous, notamment à l'enfant, à la mère et aux vieux travailleurs, la protection de la santé, la sécurité matérielle, le repos et les loisirs. Tout être humain qui, en raison de son âge, de son état physique ou mental, de la situation économique, se trouve dans l'incapacité de travailler a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence »,

Considérant la décision du Conseil constitutionnel le 21 mars 2019 qui a reconnu la valeur constitutionnelle de l'intérêt supérieur de l'enfant en le rattachant au préambule de la Constitution de 1946. Cette exigence impose que les mineurs présents sur le territoire national bénéficient de la protection légale attachée à leur âge,

Considérant l'article L.345-2-2 du code de l'action sociale qui stipule que « Toute personne sans abri en situation de détresse médicale, psychique et social a accès, à tout moment, à un dispositif d'hébergement d'urgence »,

Considérant l'article 4 de la loi DALO qui dispose que « toute personne accueillie dans une structure d'hébergement d'urgence doit pouvoir y

demeurer, dès lors qu'elle le souhaite, jusqu'à ce qu'une orientation lui soit proposée,

Considérant l'engagement du président de la République Emmanuel Macron en 2017 qui déclarait que « la première bataille, c'est de loger tout le monde dignement. Je ne veux plus, d'ici la fin de l'année, avoir des femmes et des hommes dans les rues, dans les bois ou perdus. C'est une question de dignité ».

Considérant le caractère inconditionnel de l'hébergement d'urgence et le manque de places tangibles pour accueillir les enfants et leurs familles,

Considérant le partenariat de notre ville avec l'UNICEF dans le cadre de la démarche Ville amie des enfants, qui stipule notamment comme nécessité d'assurer le bien-être des enfants,

Le Conseil municipal de Mulhouse réuni le 14 décembre 2023, demande au Gouvernement :

- De créer au plus vite 10 000 places d'hébergement d'urgence pour mettre à l'abri les enfants et leurs familles,
- De débloquer les moyens nécessaires pour que tout ou partie de ces places d'hébergement d'urgence soient effectives dès la période hivernale et pour que l'accompagnement social nécessaire soit garanti par les services de l'Etat, les collectivités et les associations concernées,
- D'organiser avec les communes, les départements et les collectivités concernées, une concertation dans les meilleurs délais pour assurer la bonne répartition de ces places au regard des besoins identifiés localement ainsi que la réelle accessibilité des services d'accompagnement nécessaires.

Mme le Maire : On passe à la proposition de vœu. Qui présente ?

M. MINERY : Merci, Mme le Maire, je vais faire très vite. C'est un vœu que nous avons soumis il y a quelques jours. Je vous remercie d'avoir accepté, dans le cadre de la procédure d'urgence prévue par le règlement intérieur, de le mettre aux voix ce soir.

C'est un vœu sur la problématique des enfants à la rue. En rappelant qu'aujourd'hui, près de 3 000 enfants dans notre pays se retrouvent sans toit, passent des nuits à l'extérieur, sans possibilité d'être hébergés. Ceci est directement lié au déficit de lieux d'hébergement, de places d'hébergement en l'occurrence. C'est pour cela, pour résumer brièvement le propos de ce vœu, que nous vous proposons d'être en soutien de nombre de collectivités. J'ai encore vu qu'il y a quelques heures, la Maire de Paris s'est exprimée également en ce sens,

de formuler un soutien, de pousser pour que le législateur valide cette option des 10 000 places d'hébergement supplémentaires de sorte à pouvoir absorber le nombre de familles, d'enfants qui aujourd'hui ne trouvent pas de toit dans notre pays.

Localement, à Mulhouse, la situation est peut-être un poil différent vu les hébergements en hôtel. Néanmoins, on a en encore une centaine de personnes – des personnes isolées en général, pas des enfants – qui dort à l'extérieur, chaque nuit. Se posera aussi un jour la question d'un lieu d'hébergement pérenne sur notre territoire. La solution de l'hôtel n'est absolument pas satisfaisante dans la mesure où, ce sont plusieurs centaines de personnes qui sont concernées, pas toujours d'ailleurs avec les effectifs d'accompagnements sociaux suffisants pour pouvoir faire face.

Un vœu pour, à l'instar d'autres collectivités, aussi avec les associations qui sont mobilisées sur cette question pour faire vivre l'esprit de Noël auquel vous êtes chère et que vous convoquez souvent, Mme la Maire, pour donner un peu de réconfort à ce qui en sont privés. Merci.

Mme le Maire : Merci, M. MINERY. Je donne la parole à Alain COUCHOT.

M. COUCHOT : Merci, Mme le Maire. M. MINERY, une nouvelle fois, vous nous proposez un vœu qui n'a pas de lien direct avec nos politiques et qui relèverait davantage d'autres collectivités dont c'est la compétence. Par ailleurs, nous n'avons pas les mêmes décomptes des personnes isolées qui seraient à la rue.

La problématique des enfants à la rue est nationale. Elle se concentre – on l'a publié récemment dans la presse – essentiellement sur la région francilienne. Néanmoins parce que nous sommes sensibles aux difficultés de ces enfants et parce que vous n'avez pas le monopole du cœur, le groupe majoritaire joindra ses voix aux vôtres pour l'adoption de ce vœu.

Si vous me permettez sur ce sujet grave, un trait d'humour, mais ne dit-on pas que l'humour est la politesse du désespoir, ne venez pas au prochain conseil municipal avec une demande de repos compensateur pour le Père-Noël.

Mme le Maire : Nous allons mettre ce vœu au vote.

Qui est pour ? Est-ce que quelqu'un pourrait être contre ? Je n'imagine pas que quelqu'un puisse s'abstenir ? Merci à vous.

Pour : 45 + 4 procurations
Groupe majoritaire : 34+ x 3procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6
Groupe M Mulhouse : 2+ 1 procuration
Non-inscrits dans un groupe : 3

Le vœu est adopté à l'unanimité des suffrages exprimés.

Mme le Maire : Nous avons terminé la séquence. Vous avez vu qu'à votre place, vous avez trouvé un sac shopping avec un certain nombre de cadeaux. Je suis très heureuse de vous offrir ces présents pour Noël. Je me permets de vous souhaiter à toutes et à tous, d'agréables fêtes de fin d'année. Profitez bien de vos proches. Profitez aussi peut-être du regard qu'on peut avoir dans ces moments-là envers les gens qui en ont un peu moins que nous, qui sont moins bien lotis que nous. Nous savons le faire aussi. Passez de très belles fêtes de fin d'année.

Fin de la Séance à 21h30.

Mme le Maire



Michèle LUTZ

Le Secrétaire de séance



Jean-Luc HUMBERT
Directeur Général des Services